TUFTS COLLEGE LIBRARY

Purchased

Bound October 1919

77142

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIIIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XLVIII. — 1er NOVEMBRE 1918.

HARVARD COLLEGE LIBRARY

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXVIIIe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME QUARANTE-HUITIÈME

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1918

77142

LE PRÉSIDENT WILSON

HISTORIEN DU PEUPLE AMÉRICAIN

LA FORMATION DE LA NATIONALITÉ AMÉRICAINE

Let us in all matters of general concern act as a nation which has a national character to support. (Washington, cité par Woodrow Wilson, *A History of the American People*, vol. III, p. 56.)

S'il est, en ce monde, deux peuples qui, par instinct, se sentent attirés l'un vers l'autre, c'est le peuple américain et le peuple français. L'éminent ambassadeur des États-Unis à Paris, M. William Sharp, a dit que la France, dans cette guerre, avait joué, à l'égard des nations, le rôle d'un aimant. Réciproquement, les États-Unis, terre de liberté et d'égalité, apparaissent comme la réalisation de son propre rêve à une nation telle que la France, dont toute l'histoire n'est qu'un constant effort pour abolir les privilèges de la féodalité. Depuis qu'existent les États-Unis, les compatriotes de Washington et les compatriotes de La Fayette, se rencontrant en dehors de leurs pays respectifs, s'abordent en amis. Précieuse parenté, que l'intérêt ou la volonté ne sauraient suppléer!

Gardons-nous de croire, toutefois, que cette affinité naturelle suffise à créer, pour l'avenir, l'étroite union et coopération franco-américaine que réclament les destinées de nos deux pays. Pour travailler fructueusement ensemble, il ne suffit pas de sympathiser, il faut se connaître, se comprendre, savoir se

compléter harmonieusement l'un l'autre. L'action efficace ne suppose pas seulement la connaissance des choses, elle réclame la connaissance des âmes.

Combien dès lors ne devons-nous pas applaudir à la publication de la traduction française, si soignée, si élégante, que nous donne M. Désiré Roustan du grand ouvrage du président Wilson : *A History of the American People* (1).

Cet ouvrage en cinq volumes in-8°, publié en 1902, est excellemment propre à nous faire pénétrer dans l'âme américaine, du point de vue américain lui-même. Ajoutons à cela qu'il nous instruit naturellement aussi des idées et des vues de celui que l'histoire, rapprochant son nom de ceux de Washington et Lincoln, appellera vraisemblablement le troisième fondateur de la nationalité américaine. Lors donc que, de concert avec les glorieux soldats,

Qui pour leurs coups d'essai veulent des coups de maître,

les armées européennes auront rendu le monde à lui-même, il nous importera encore de méditer ce livre, l'un des témoignages les plus autorisés qui existent, touchant les tendances, les mobiles d'action, les destinées, nationales et internationales, de la puissante république.

*
* *

L'esprit dans lequel M. Woodrow Wilson entend l'étude de l'histoire est intéressant à observer. On se représente parfois les Américains comme méprisant purement et simplement le passé. *The past is for slaves*, « le passé est pour les esclaves, » écrit Emerson.

Let the dead past bury its dead,
Act, act in the living present :

« Laissez le passé mort enterrer ses morts; agissez, agissez, dans le présent vivant, » dit Longfellow. Qu'est-ce que vivre, entendons-nous répéter à nombre d'Américains, sinon se dégager de l'étreinte du passé, et, librement, s'élancer vers l'avenir ?

(1) Woodrow Wilson, *Histoire du Peuple Américain*, traduction française en cours de publication, par Désiré Roustan, professeur de philosophie au Lycée Louis-le-Grand. Éditions Bossard, Paris.

Tel n'est pas, si l'on prend ces formules à la lettre, le point de vue du président Wilson. C'est ainsi qu'il se défie d'une culture intellectuelle qui serait bornée aux sciences proprement dites, parce que ces études nous inclinent à dédaigner ce qui est ancien et à nous engouer de tout ce qui est nouveau. Dans l'ordre moral, notamment, c'est une erreur de traiter le passé de vieillerie périmée. Le passé de l'homme ne peut ni ne doit disparaître. Le cœur humain ne change pas comme le corps et comme la forme extérieure de la vie humaine. Les grands interprètes de la conscience et de l'esprit sont nos maîtres, comme ils furent ceux de leurs contemporains. Le patrimoine de vérité et de justice que se transmettent les générations, en s'efforçant de l'accroître, est une richesse d'une valeur éternelle.

M. Wilson, d'ailleurs, en bon Américain, demeure, avant tout, soucieux d'utilité pratique et de résultats. Il ne cherche pas, dans un vain effort pour ressusciter ce qui n'est plus, une jouissance de dilettante. Il ne disserte pas, en métaphysicien, sur les lois immanentes de l'évolution historique, dans leur rapport à l'absolu : il étudie l'histoire, d'abord, pour lui-même, parce qu'il voit en elle un flambeau dont la politique ne peut se passer. Puis il communique à ses compatriotes les résultats de ses recherches, parce qu'il compte, par ce moyen, les aider à voir clair dans les questions présentes, et à prendre les décisions les plus pratiques. « Regardons souvent en arrière, dit-il, et nous nous apercevrons qne nous avons la vue meilleure pour regarder en avant. »

L'histoire comme guide de la vie : pourquoi dédaignerions, nous cette conception classique? Exclurait-elle l'impartialité, l'objectivité, le point de vue scientifique? Elle le suppose, au contraire, si nous voulons éviter les châtiments qu'inflige la réalité à ceux qui la méprisent. Le président Wilson est *a matter of fact person :* il part des faits, il ne les construit pas. Voilà pourquoi il sent le besoin d'étudier l'histoire, et c'est pour inciter les autres à faire de même qu'il communique au public le fruit de ses recherches.

M. Wilson étudie l'histoire du peuple américain. L'objet suprême de ses efforts, en effet, c'est de penser, de vivre et d'agir en Américain. Comme c'est, avant tout, une direction pour sa propre conduite qu'il cherche dans ses études, c'est l'histoire de son propre pays qu'il lui importe d'approfondir.

Il se demande quelle notion du génie américain se dégage des phases par lesquelles a passé la nation, des luttes qu'elle a soutenues, des décisions qu'elle a prises dans les moments critiques qu'elle a traversés.

Ce problème reçoit communément certaines solutions qui séduisent par leur clarté, mais qui ne résistent pas à un examen attentif des conditions historiques du développement des États-Unis.

Tels professent, par exemple, que les États-Unis se présentent à nous comme une matière première radicalement multiple et diverse, que disciplina une forme douée d'une puissance morale incomparable : l'esprit puritain. Considérez, dit Carlyle, ces pauvres gens qui, en 1620, s'embarquèrent sur le *Mayflower*. Ils n'étaient rien, mais ils portaient en eux une idée; et voici qu'à un corps sans cohésion ils infusèrent une âme. L'œuvre de ces hommes, plus faibles que des enfants, est devenue grande et puissante, parce que l'idée qu'ils apportaient était une chose vraie.

L'Amérique, créée, dirigée dans son développement, orientée dans ses destinées, gouvernée, aujourd'hui encore, par le puritanisme : n'est-ce pas là une thèse brillante, saisissante, particulièrement séduisante pour les esprits élevés qui aiment à voir la forme discipliner la matière?

Mais l'histoire, qui, certes, reconnaît et exalte le rôle merveilleux du puritanisme dans la formation de l'Amérique, ne saurait, selon M. Wilson, se contenter de ce facteur pour en expliquer le développement. La thèse de Carlyle suppose que le principe d'unification fut unique, et que les éléments sont demeurés sans influence sur le principe. Or, en fait, l'Union américaine, avec ses États de l'Est, du Sud, de l'Ouest, du Nord et de l'Extrême-Ouest, n'est certainement pas une simple extension de la Nouvelle-Angleterre. L'esprit puritain est un facteur essentiel de la vie américaine, ce n'est pas le seul. Une réaction s'est produite, de la matière sur la forme. Les populations immigrées, venues de points de plus en plus divers, et menant des existences extrêmement différentes, ont exercé une influence sur l'esprit américain, et ont déterminé en lui une évolution. Cet esprit n'est pas une simple survivance de l'esprit des pèlerins qui partirent de Delft en 1620 : c'est l'œuvre vivante et complexe des Américains.

Certaines personnes, partant de cette remarque même, soutiennent une thèse opposée à celle de Carlyle, et voient, dans la diversité irréductible des éléments, la caractéristique de l'Union américaine. La forme, dans ce second système, non seulement ne domine pas la matière, mais se réduit à une unité d'assemblage sans réalité propre.

Cette conception des États-Unis, comme simple collection d'unités entièrement distinctes et se suffisant à elles-mêmes, se présente, d'ailleurs, sous différents aspects. Généralement, ce sont les États dont se compose l'Union que l'on considère ainsi comme pouvant et devant vivre chacun pour soi. Mais la thèse de la multiplicité est également soutenue dans un autre sens. Récemment nous vîmes mettre en avant, sous le nom de *Hyphenatism* (trait-d'unionisme), une doctrine d'après laquelle le propre de l'Américanisme serait de laisser à chacun sa nationalité originelle : écossaise, irlandaise, allemande, hollandaise, italienne, etc., en y superposant simplement une nationalité commune, dite américaine.

Contre cette théorie du pluralisme radical, l'histoire, selon M. Wilson, s'élève, de même, impérieusement. Le simple confédérationnisme, déjà dépassé à la fin du XVIIIe siècle, a été définitivement anéanti lors de la guerre de Sécession. L'Amérique est bien une unité, non seulement extérieure, mais interne. Il existe une influence, une assimilation, une vie américaine. On constate, entre les citoyens des États-Unis, une certaine communauté, non seulement de conditions d'existence, mais de nature. L'Américain n'est pas citoyen du Massachusetts, du Texas ou de Californie, d'abord, Américain ensuite ; ou encore Anglais, Polonais, Allemand de nature, et, de par les institutions, Américain. Il est, purement et simplement, Américain, ne séparant pas, dans sa conscience, sa vie locale, très réelle, de sa vie nationale, immanente à sa vie locale.

Une troisième définition sommaire de l'Américanisme était en vogue dans ces derniers temps. Frappés de la rapidité avec laquelle les immigrants si divers de l'Amérique perdaient, en fait, pour la plupart, leurs caractères originels, leur langue, leurs goûts, leurs allures et leurs traits même, pour contracter ceux de leurs nouveaux concitoyens, beaucoup d'Américains estimaient que l'Amérique était essentiellement un creuset (*a melting-pot*), où se dissolvent et se changent en une masse uni-

forme tous les éléments, si divers soient-ils, que l'on y introduit. De là, disait-on, le type américain, type unique, où s'acheminent, plus ou moins vite, tous les nouveaux venus. Ce type n'est autre chose que la résultante mécanique de tous les apports que reçoivent les États-Unis.

Contre cette théorie, l'histoire, également, proteste. Que serait une telle résultante? Un je ne sais quoi de vague, d'indécis, de médiocre, d'ondoyant et d'impersonnel, qui ne mériterait pas le nom de type national. Ce serait l'analogue de ce qu'on appelle une photographie composite. Certains Américains ont signalé ce qu'une telle évolution aurait de vicieux et de funeste; et ils ont énergiquement condamné un changement substituant, à la richesse et à la variété primitives, ce qu'ils appellent *a social vagueness :* une forme de société vague, banale et sans couleur. L'Amérique, ainsi conçue, ne serait plus que le noyau d'un cosmopolitisme médiocre, où toutes les différences qui, par le monde, distinguent actuellement les hommes et font l'intérêt de la vie seraient destinées à disparaître.

Théorie non moins exclusive et abstraite que les précédentes. L'histoire nous montre, et la vitalité des différences en Amérique, et l'originalité croissante de la pensée commune. Le caractère américain d'aujourd'hui est bien un caractère défini et national, comme le caractère anglais et le caractère français.

En somme, les théories qui construisent la relation de l'un et du multiple en Amérique d'après tel ou tel principe posé d'avance, échouent, si on les confronte avec les faits. L'histoire est moins simple que la logique. L'histoire américaine, telle qu'elle se déroule dans le livre de Woodrow Wilson, nous montre le principe de multiplicité et le principe d'unité non moins réels, persistants et féconds l'un que l'autre. Elle nous fait voir ces deux principes exerçant l'un sur l'autre une action réciproque. L'idée unifiante évolue sous l'influence des éléments; et les éléments se modifient sous l'action de l'idée centrale. Comment se fait ce remarquable travail? quelles phases présente-t-il? à quel résultat a-t-il abouti? quelles perspectives ouvre-t-il sur l'avenir? c'est ce que l'histoire seule peut nous apprendre; c'est ce qu'il nous est infiniment instructif d'étudier sous la conduite du président Wilson

* * *

L'évolution américaine se présente comme une suite de périodes qui, par leur contenu essentiel, se distinguent nettement les unes des autres. La première part des origines, et peut être considérée comme se prolongeant jusqu'en 1829, date de la première présidence du démocrate Andrew Jackson. Elle comprend deux phases : 1° des origines à la conquête de l'indépendance; 2° de la conquête de l'indépendance à la constitution des États-Unis comme nation.

Le Président Wilson donne de l'Amérique une définition très remarquable. L'Amérique, dit-il, c'est la marche vers l'Ouest. De toute antiquité les hommes avaient cherché dans l'Est, chez des peuples riches d'une civilisation antique, des objets, des lumières et des directions pour le déploiement de leur activité, Christophe Colomb, en se tournant vers l'Ouest, parce que l'invasion turque avait fermé les portes de l'Orient, lança l'humanité vers l'inconnu. Il croyait, il est vrai, retrouver les Indes, mais il se trompait. Il trouva des pays vierges et des populations primitives. Il trouva la nature. L'attraction du mystère et de l'aventure, l'idée qu'en poussant toujours plus avant dans la direction occidentale on sera en position de se faire une vie toujours plus libre, large et heureuse : voilà l'Amérique. C'est l'homme, demandant de nouvelles ressources pour son existence, de nouvelles inspirations pour son esprit, non plus aux hommes, mais à la nature. C'est une nouvelle naissance, un nouveau point de départ, l'aurore d'une ère nouvelle pour l'humanité.

Cette vertu de l'Amérique ne se révéla que peu à peu.

Parmi les Européens qui vinrent explorer le Nouveau Monde, les seuls qui créèrent des établissements solides et qui progressèrent avec continuité furent les Anglais fixés le long de l'Atlantique. L'objet visé par ces hommes avait été, tout d'abord, de trouver, dans le Nouveau-Monde, la pleine liberté de pratiquer leur religion selon leur conscience. Ils ne se proposaient pas de créer un état de choses nouveau, mais de demeurer intégralement eux-mêmes.

Si, toutefois, leur mobile était essentiellement religieux, il entraînait, en fait, des conséquences d'ordre politique. Non seulement l'émigration de ces puritains signifiait qu'ils enten-

daient se rendre indépendants du gouvernement anglais dans la matière qui, pour eux, primait toutes les autres; mais leur doctrine religieuse elle-même les disposait à nier la légitimité, en ce monde, de tout pouvoir prétendant à une souveraineté absolue. Calvin, leur maître, enseignait que « si les souverains viennent à commander quelque chose contre Dieu, il ne doit être de nulle estime, et ne faut avoir en soi aucun égard à toute la dignité des supérieurs. »

Une seconde influence rendait ces hommes instinctivement jaloux de leur liberté politique aussi bien que de leur liberté religieuse. Ils étaient Anglais, et les principes de la *Grande Charte* n'étaient point oubliés en Angleterre. Or, l'acte de 1215 déclarait que « nul homme libre ne peut être saisi... que par un jugement légal de ses pairs ou en vertu de la loi du pays. » L'esprit de fierté et de liberté que symbolisait la Grande Charte se retrouve, très vivant, dans le gentilhomme anglais Washington.

Ce n'est pas tout. Au XVIIIe siècle se développèrent en Europe, et particulièrement en France, des doctrines de liberté, fondées, non plus seulement sur des textes sacrés ou sur la tradition, mais sur la dignité innée et essentielle de l'homme; et ces doctrines ne laissèrent pas indifférents les esprits éclairés de la Nouvelle-Angleterre.

Ces hommes étaient des puritains. Mais Calvin, dont ils gardaient les enseignements, n'avait pas été seulement un théologien. Versé, tout d'abord, dans la connaissance de la philosophie stoïcienne, il en avait retenu plusieurs principes essentiels, et son interprétation de l'Évangile est tout imprégnée des doctrines du Portique. C'est ainsi, par exemple, qu'au début de son *Institution Chrétienne*, il écrit : « Nous mettons hors de doute qu'il y a, dans l'esprit humain, une inclination naturelle, quelque sentiment de divinité. » Les expressions mêmes dont se sert ici Calvin sont celles des stoïciens grecs et romains. Et l'on sait que c'est précisément dans cette théorie stoïcienne du sentiment religieux inné en l'homme que le grand promoteur du principe des droits naturels, Grotius, puisa son inspiration. L'esprit d'émancipation de Calvin et la philosophie française du XVIIIe siècle ont ainsi, dans l'humanisme, dans le legs de l'antiquité classique, des racines communes.

Rien d'étonnant, dès lors, si les idées françaises du

XVIIIe siècle trouvèrent accès auprès de ces hommes, enfermés, en apparence, dans une étroite doctrine théologique. On sait que ces idées furent particulièrement chères à l'un des plus grands représentants de la pensée américaine pendant la période de l'affranchissement, Benjamin Franklin, qui avait appris le français par lui-même, et qui, lorsqu'il vint en France, s'y trouva naturellement chez lui.

Cette influence de la pensée française eut pour conséquence de disposer les Américains, dès cette époque, à concevoir la liberté, non seulement comme un ensemble de droits que confèrent la tradition ou les Écritures, mais comme l'attribut naturel et inaliénable de tout homme en tant qu'homme; par conséquent, comme le bien qui, selon la raison et la justice, doit être également assuré à tous les hommes, sur toute la surface de la terre. Tandis qu'émues par le traité de 1763 et par ses suites, elles revendiquaient leur indépendance, les colonies qui devaient devenir les États-Unis avaient déjà le sentiment de servir la cause de l'humanité.

Les termes mêmes de la Déclaration de 1776 en font foi. Ce n'est pas à un point de vue simplement confessionnel ou politique que les treize colonies proclament la nécessité où elles se trouvent de se détacher de la Métropole. Elles invoquent « les lois de la nature et du Dieu de la Nature. » Elles posent en principe que « le Créateur a doté les hommes de certains droits inaliénables. » Et c'est parce que tout gouvernement légitime a pour unique fonction de garantir ces droits naturels, que les gouvernants ne peuvent dériver leurs justes pouvoirs que du consentement des gouvernés.

L'une des preuves les plus touchantes de la communion d'idées qui régnait entre les Américains de la Nouvelle-Angleterre et la France libérale est l'accueil que reçut le marquis de La Fayette en 1777, origine et gage d'un culte qui devait demeurer inaltérable, et qui honore également la France et les États-Unis. Le sentiment qui animait La Fayette est exprimé avec une simplicité émouvante dans une lettre qu'il écrivait pour sa femme à bord de la *Victoire*, tandis qu'il voguait vers l'Amérique : « Défenseur de cette liberté que j'idolâtre, je n'y porte que ma franchise et ma bonne volonté, nulle ambition, nul intérêt particulier... Le bonheur de l'Amérique est intimement lié au bonheur de toute l'huma-

nité; elle va devenir le respectable et sûr asile de la Liberté. »

C'est, à coup sûr, cette idée généreuse de la solidarité et de la fraternité humaines, non moins que le service rendu aux treize colonies, que les Américains, dès l'arrivée de La Fayette sur leur sol, ont saluée et chérie dans le paladin français.

Et c'est parce que, dès la guerre de l'Indépendance, l'Amérique a eu conscience de soutenir, non seulement des droits historiques, mais les droits naturels de l'homme, qu'elle peut dire, aujourd'hui même, par la bouche de son grand Président, qu'en combattant pour la liberté du monde, elle combat pour le principe qui lui a donné naissance.

L'histoire ultérieure des États-Unis a confirmé qu'ils étaient nés en 1776. Mais, en fait, seule la condition négative de leur existence, la déclaration d'indépendance, avait été posée à cette époque. La multiplicité initiale, la tendance des membres à être et demeurer, chacun, un corps indépendant, subsistait, à peine modifiée. Le danger passé, les membres confédérés se dressèrent contre l'unité, à laquelle ils ne s'étaient soumis qu'en vue de la guerre contre l'oppresseur commun. Les États, en tant qu'États, prétendirent à une souveraineté sans entraves. Le multiple aspirait à se maintenir comme multiple pur et simple.

Pour quelles raisons, dans quel esprit, de quelle manière les colonies se constituèrent-elles en nation, c'est ce que recherche et expose très diligemment M. Wilson.

La guerre finie, les États émirent chacun des prétentions et se livrèrent à des entreprises telles, que la sécurité et la paix intérieure des populations affranchies étaient chaque jour compromises.

De plus, à la faveur de ces discordes et de ces rivalités mêmes, la Grande-Bretagne conçut l'espoir de rétablir en Amérique l'état de choses antérieur à la révolution.

Des esprits clairvoyants, un Washington, un Hamilton, démontrèrent aux Américains que le seul remède à ces maux était la création d'institutions organisant l'unité. Et la Déclaration de 1776, qui n'apportait que la condition négative de l'union, fut complétée par la Constitution de 1787, destinée à en réaliser la condition positive. Elle débute par ces mots : « Nous, peuple des États-Unis, afin de former une union plus parfaite... »

Tout en maintenant l'autonomie des États, la Constitution établit un pouvoir exécutif fédéral, émanant, non des chambres fédérales, mais de la nation elle-même, et doué de pouvoirs étendus. Le vote de cette Constitution fut quelque chose comme une volonté supérieure qui, au lieu de résumer simplement les volontés particulières, s'en affranchit, et s'impose à elles. C'est ainsi que, dans une conscience individuelle soumise à la loi du devoir, le souci du bien général domine et refoule les désirs égoïstes de l'individu.

En réalité, cependant, si cette union était acceptée des États, c'était surtout en vue de la sécurité et de la paix. Dans ces conditions, était-elle définitivement scellée? L'événement montra qu'elle ne l'était pas.

Le grand Washington dit un jour : « Sommes-nous un peuple, oui ou non? Si nous sommes un peuple uni, agissons, en toute affaire d'intérêt général, comme une nation, qui a un caractère national à soutenir. » Dans cette pensée, lorsqu'il dut, comme président, en 1789, se choisir des ministres, il prit, à la fois, Alexander Hamilton, qui professait que le pouvoir doit être entre les mains d'un petit nombre, et Thomas Jefferson, qui abhorrait tout privilège de classes : il ne considéra que le commun dévouement de ces deux hommes au bien public.

Mais l'heure n'était pas venue où le point de vue de Washington serait celui de l'ensemble des citoyens. Hamilton et Jefferson représentaient deux manières contraires d'interpréter la Constitution : Jefferson ne voulant accorder au gouvernement fédéral d'autres pouvoirs que ceux qui étaient strictement nécessaires à son fonctionnement constitutionnel; Hamilton, au contraire, souhaitant, pour le président, une autorité illimitée sur le peuple et sur les États. Le « caractère national » conçu par Washington n'était pas alors suffisamment développé pour diriger les esprits. La raison, tirée surtout des conditions de sécurité, qui avait déterminé le vote de la Constitution, était un principe externe de détermination : elle ne suffit pas à défendre, contre les retours offensifs des États, l'unité qui devait faire d'eux une nation. Le fait capital de l'histoire des États-Unis, pendant trois quarts de siècle, fut le conflit de la tendance de Hamilton avec celle de Jefferson, ou, selon des expressions reçues, des républicains avec les démocrates. Durant ce long temps, le multiple et l'un

subsistèrent en face l'un de l'autre, se rapprochant ou se combattant, sans réussir à se pénétrer. Voici un exemple remarquable de cette persistance de l'esprit particulariste.

En 1803, Bonaparte, pour soustraire la Louisiane aux ambitions anglaises, offrit de la céder aux États-Unis. Jefferson, président, acceptait. Mais plusieurs États protestèrent. Ils redoutaient, disaient-ils, le pouvoir d'un groupe d'États. La législature du Massachusetts déclara que l'addition de la Louisiane à l'Union créait une Confédération nouvelle, dans laquelle les signataires de la Constitution n'étaient pas tenus d'entrer. Elle proposa la proclamation d'une république séparée, où entreraient uniquement des fédéralistes purs. Désavoués par Hamilton, ces séparatistes échouèrent.

Ainsi, ni l'un ni l'autre principe ne parvenait à réduire l'autre, et les deux principes ne pouvaient se fondre en un. La belle formule de Webster : « Liberté et union, maintenant et à jamais ! » exprimait surtout un idéal : idéal très bien conçu, mais d'une réalisation laborieuse. En fait, les deux principes demeuraient hostiles l'un à l'autre. On n'avait pas suffisamment cultivé et développé cet agent interne d'union, cette âme commune, qu'avait conçue Washington, et qui, selon les enseignements de Platon, peut seule engendrer une harmonie véritable, dans laquelle des principes qui apparaissent comme contraires, sans se diminuer réciproquement, se solidarisent, se pénètrent et s'unifient.

*
* *

Il n'est pas d'organisation politique qui puisse, à elle seule, maintenir ensemble des hommes par trop dissemblables les uns des autres. Rapidement les États-Unis s'agrandissaient, au Sud, à l'Ouest, au Nord, dans des proportions extraordinaires. Les colons venaient des pays les plus divers. Bien que la Constitution eût été calculée de manière à permettre aux États de maintenir leurs droits propres en face de ceux de l'Union, les intérêts de différents États, notamment de ceux du Nord et de ceux du Sud, devinrent tellement divergents qu'aucune conciliation ne demeura possible.

De plus, une préoccupation morale se manifesta, qui était incompatible avec l'idée d'une communauté réduite à la protection de l'indépendance de chacun des membres. L'esclavage,

partie intégrante de la vie des uns, était condamné par les autres, comme incompatible avec la dignité humaine.

Or, si les États du Sud étaient décidés à se séparer, c'était simplement afin de pouvoir continuer à vivre selon leurs coutumes. Mais les États du Nord, avec le président Lincoln, posaient, d'une part, le principe de l'Union comme « antérieur à la Constitution et aux États mêmes, » d'autre part, professaient que, plutôt que de maintenir une institution telle que l'esclavage, il valait mieux, s'il était nécessaire, sortir de la légalité constitutionnelle. L'opposition des deux points de vue était absolue : la guerre de Sécession s'ensuivit.

Le Nord vainquit, le principe d'unité triompha. Or, l'unité de 1865 n'était plus une simple unité abstraite et inerte, rapprochant les parties sans les pénétrer : c'était une unité concrète, exprimant certains principes positifs, moraux et sociaux, qui devaient régir également la conduite de tous les membres de l'Union. C'était, d'abord, selon l'immortelle formule du président Lincoln, l'obligation de maintenir, à tout jamais, dans son intégrité, une nation qui devait représenter dans le monde cette chose, grande entre toutes : « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple. » Puis, c'était, selon l'article XIV ajouté en 1868 à la Constitution, la vie, la liberté, la propriété, et l'égale protection des lois, garanties à tous les citoyens, c'est-à-dire l'abolition, dans tous les États indistinctement, de toute institution contraire à la dignité humaine.

La rapidité, la force, la solidité, avec lesquelles se reconstitua, dès le lendemain de la guerre, l'unité américaine, ont fait l'admiration du monde. Il est vrai que la lutte avait été humaine, et que ni l'un ni l'autre des deux combattants ne s'était comporté de manière à rendre la réconciliation impossible. Mais il y avait, en outre, à ce resserrement de l'unité, des causes profondes.

Dans l'immense République, les États n'étaient plus extérieurs et impénétrables les uns aux autres, comme le sont les grandeurs matérielles et spatiales : une vie commune et des idées plus largement humaines s'y étaient développées.

L'élan vers le nouveau, vers le risque et l'aventure, qui caractérisait la plupart des immigrants, les rendait très prompts à épouser les inventions et les idées nouvelles. Ce

pays, essentiellement agricole, mais qui possédait d'immenses richesses minérales, devint vite puissamment industriel. L'industrie fut appliquée à l'agriculture, et la transforma : elle établit, entre les divers États, des solidarités nouvelles. Il se créa des intérêts, des genres de vie, des manières de penser, non plus particuliers à tel ou tel État, mais précisément américains.

Certaines influences, qui longtemps s'étaient peu propagées, auxquelles les populations enserrées entre les monts Alléghanys et la mer, notamment, avaient laissé peu d'accès, agirent bientôt sur des esprits plus ouverts, communiquant davantage entre eux.

C'est ainsi que l'idée démocratique proprement dite, l'association étroite de la liberté et de l'égalité, plus répandue dans l'Ouest et dans le Sud, s'étendit à toutes les régions de l'Union.

Il en est de même de certains germes que les Français, jadis, avaient jetés dans l'air, et qu'ils n'avaient pu cultiver. Les Français, dès le XVIIe siècle, avaient rêvé de faire, de la vallée du Mississipi, le cœur d'un grand et unique empire. Plus tard, quand Bonaparte avait cédé la Louisiane aux États-Unis, il avait eu la pensée de contribuer ainsi à la transformation de la Confédération en un puissant État, un et homogène, contribuant, comme les grands États d'Europe, à l'équilibre du monde. Ces idées françaises devinrent des idées américaines.

Ce n'est pas seulement dans l'ordre politique que les relations plus étroites des citoyens entre eux généralisèrent des tendances fécondes. Les Français qui étaient venus en Amérique aux XVIe et XVIIe siècles n'entendaient pas seulement jeter les bases d'un empire. Ils venaient, selon les expressions d'un historien du XVIIe siècle, « dilater les bornes de la pitié, de la justice, de la civilité, en un mot, de la lumière françaises. » Ils apportaient une notion de la société humaine tout autre que la conception purement politique ou économique : cette notion classique, d'après laquelle toute union est sans beauté et sans force véritables, qui ne se fonde pas sur un principe interne, sur une communauté de penchants et d'idées, sur l'attachement commun à des fins élevées, sur l'estime mutuelle, sur l'amitié. L'influence morale des petits groupes

de colons français ne s'était pas éteinte avec les rêves des politiques. Les choses spirituelles ont leur vie propre, et gagnent les âmes par une secrète influence.

Quoi qu'il en soit des causes qui ont transformé l'Amérique, le vœu de Washington, après 1865, se réalisa. Les États-Unis ne sont plus, maintenant, un assemblage, une confédération, ni même une simple union d'États. Ils sont une nation, c'est-à-dire qu'ils possèdent un caractère national déterminé, qui leur confère une unité concrète et intrinsèque.

Une certaine forme de la vie humaine s'y développe alors d'une façon remarquable, excitant l'étonnement et l'admiration du monde. Ces hommes qui, tout d'abord, n'étaient venus dans le Nouveau Monde que pour y chercher les conditions d'une vie plus libre et plus facile, ne se contentèrent pas de réaliser leur dessein : ils se mirent à travailler, à transformer, à produire toujours davantage, abattant en quelques années d'immenses forêts vierges, maintes fois séculaires, cultivant des plaines sans fin, exploitant à outrance des mines énormes, forçant les éléments à se faire chaque jour plus soumis, créant pour créer, se refusant tout loisir, se donnant pour but de se dépasser indéfiniment.

Quel est le mobile de cette activité titanesque?

L'état d'âme de ces travailleurs paraît avoir été déterminé par deux causes principales. L'Amérique, nous dit le président Wilson, c'est l'Ouest, c'est la recherche d'autre chose, dans des pays neufs. Ceux qui se lancent ainsi dans l'inconnu sont, avant tout, des hommes d'énergie et d'audace, prêts à peiner, à lutter, et à persévérer obstinément dans leur effort.

Or, il se trouva que le pays où leur amour de l'aventure les avait conduits était d'une richesse prodigieuse. Il offrait, selon un mot usuel en Amérique, des possibilités infinies. Le philosophe Spinoza enseigne, comme une loi fondamentale de la nature, que la possibilité crée le désir. Cette loi paraît avoir régi l'activité américaine. Une possibilité infinie d'action, offerte à ces hommes naturellement avides d'entreprises, a engendré chez eux un désir infini d'action. Tout ce qui impose à l'action une borne, un arrêt, des entraves, leur est apparu comme un obstacle absurde, insupportable, qui doit être détruit, à moins qu'il ne puisse être tourné en instrument. Le passé prétend se survivre, il laisse derrière lui des traditions, des

habitudes, des méthodes qui pèsent sur nos déterminations : l'Américain fera donc table rase du passé. « La gloire du présent, dit Henry van Dyke, c'est de libérer le futur. »

... the glory of the present is to make the future free.

L'œuvre même que crée le travail risque de fasciner et d'entraver l'activité. Dans sa victoire sur la nature, l'homme est disposé à se complaire, et, après l'effort heureux, son être aspire au repos. L'Américain ne se laissera pas plus séduire par le succès que rebuter par l'échec. Le travail d'hier n'est, à ses yeux, que le prélude du travail de demain.

Not enjoyment and not sorrow
Is our destined end or way,
But to act, that each to-morrow
Find us further than to-day :

« Notre fin, notre voie n'est ni de jouir ni de nous affliger ; c'est d'agir, afin que, sans trêve, demain nous trouve plus avancés qu'aujourd'hui. »

La nature elle-même ne saurait mettre une borne à ce besoin de produire, qui ne consent à s'adapter que pour maîtriser. La nature tout entière, avec ses lois rigides et ses créations grandioses, n'est, pour l'Américain, qu'un champ de possibilités, qu'il s'agit d'exploiter.

La production, telle que l'entend l'Américain, est comparable à un sport. Elle a sa fin en elle-même : le résultat matériel ne compte pas. Ce n'est pas, dit Pascal, le gibier que cherche le chasseur, c'est la chasse. Dans la production l'Américain prend conscience de sa puissance, de son intelligence, de son activité, de son empire sur les choses, de sa royauté.

Tel est l'homme qu'a fait l'Ouest, substitué à l'Orient comme terre promise de l'humanité.

Or, un jour, il arriva que la conquête de l'Ouest fut achevée. Le 22 avril 1889, à midi, une troupe de 50 000 pionniers, qui avaient campé, la nuit, aux frontières de l'Oklahoma, tout d'un coup, sur un signal, au son du bugle, se précipita, en une chevauchée furieuse, dans ce pays, le seul qui fût encore inoccupé. Ce jour même, le territoire était peuplé.

C'était le rêve fini, le mystère évanoui, le but, toujours fuyant, désormais fixé, et atteint. Cet événement n'était-il qu'un

épisode, ou devait-il marquer un moment décisif dans le développement de la nationalité américaine ?

*
* *

Dans le même temps qu'ils achevaient la conquête de l'Ouest, dit le président Wilson, les États-Unis, sans préméditation, mus, en quelque sorte, par une logique inconsciente, cessèrent de s'absorber dans leur développement intérieur. C'était là, semblait-il, rompre, tout d'un coup, avec leurs traditions les plus chères et les plus essentielles, avec les instructions de Washington, qui leur avait recommandé de ne pas s'engager dans la politique étrangère, avec la doctrine de Monroe, qui instituait l'isolement de l'Amérique. Instinctivement la nation songea : l'ère de l'acquisition sans fin est close : une ère nouvelle commence, celle de l'emploi des ressources énormes que l'Amérique s'est créées.

Cet emploi pouvait être conçu de différentes manières, et l'Amérique se trouvait placée, en quelque sorte, dans un carrefour d'Hercule.

On pouvait se donner comme fin, à l'extérieur, la puissance; à l'intérieur, la jouissance et le luxe.

On pouvait, au contraire, poser en principe que tout ce qui est matière et force doit être réduit au rôle d'instrument, et employé à réaliser, le mieux possible, la seule fin qui soit digne de l'âme humaine : le règne, en ce monde, des choses idéales, vérité, justice, bonté.

Dans ce second cas, le point essentiel de la politique intérieure était, pour l'Amérique, non l'enrichissement, mais l'éducation. Former des êtres capables de tendre à cette ressemblance avec le Créateur que la tradition nous représente comme la destinée de l'homme, devait être le premier usage que ferait cette jeune nation de l'immense provision de possibilités dont son activité l'avait dotée et devait continuer à la pourvoir.

Et le second objet à poursuivre était d'assumer dans le monde un rôle, non de conquérant, mais de champion de la justice, d'y représenter, non la force au service de l'ambition, mais le dévouement à l'idée, la défense des biens spirituels, l'amour vrai et pur de l'humanité.

Toutes ces idées, qui se faisaient jour dans les esprits, intéressaient, non tel ou tel État, non telle ou telle catégorie

d'individus, mais la nation tout entière. Ainsi se développait ce caractère national, rêvé par Washington, et devenu, sous l'impulsion de Lincoln, une réalité. Dans quel sens, en cette crise nouvelle, allait-il s'orienter?

Ce problème dépassait la sphère de la politique, mais réagissait sur elle.

L'Amérique n'est plus une simple collection d'États, elle est vraiment devenue une nation. Cette nation n'est pas simplement une union, elle enferme en elle une unité morale déterminée. Les éléments de la vie politique se trouvent modifiés par là.

Jadis deux points de vue dominaient, qui ne laissaient guère place à un troisième. On préconisait, soit la suprématie de l'Union, c'est-à-dire du gouvernement central, soit la suprématie des États, pris en eux-mêmes et considérés comme des unités indépendantes. Parfois, il est vrai, on parlait, non seulement du Congrès ou des États, mais du peuple. L'un des exemples les plus remarquables de ce troisième point de vue nous est offert par Thomas Jefferson. « Il était démocrate, dit M. Wilson, homme du peuple, par conviction, foncièrement, et non sans quelque passion; mais ce n'était pas un légiste. Il n'insistait pour une interprétation stricte de la Constitution que lorsqu'il pensait qu'une telle interprétation sauvegarderait les droits du commun des hommes, et tiendrait à distance les vieilles théories fédéralistes de gouvernement : il ne lui déplaisait pas que le pays possédât du pouvoir en tant que nation, mais il craignait de le voir tenu en servitude par un gouvernement autocratique. Il souhaitait un minimum de gouvernement imposé par la capitale fédérale. D'autre part, il souhaitait un maximum de progrès, un maximum d'accès au pouvoir et de facilités d'action pour le peuple comme corps, comme ensemble d'hommes libres, que ne gêne aucune immixtion indiscrète du gouvernement (III, 183). »

Des idées de ce genre avaient hanté le cerveau de tous les grands esprits de l'Union ; mais le peuple, en tant qu'unité morale, avait jadis trop peu de consistance pour qu'elles pussent se traduire par des méthodes pratiques de gouvernement.

Maintenant, au contraire, le peuple tel que l'avaient conçu Washington, Jefferson, Lincoln, le peuple américain, ayant

son caractère, ses aspirations, sa vie américaine, existait véritablement. Il y avait donc lieu de se demander si l'article de la Constitution qui faisait nommer le président, non par le Congrès, non plus que par les États, mais par des électeurs directement choisis par la nation à cette fin précise, n'instituait pas implicitement, outre les deux pouvoirs définis qu'elle désignait, celui du gouvernement central et celui des États, un troisième pouvoir, moral plutôt que légal, dominant les deux autres : celui de la nation comme telle. Le président, étant donné la manière dont il était nommé et les pouvoirs dont il était investi, n'était-il pas le représentant constitutionnel de ce troisième et suprême pouvoir?

Tels sont les problèmes qui, depuis un quart de siècle, se posent devant les États-Unis. Il semble bien qu'aujourd'hui l'Amérique soit en train de les résoudre. Comment ce phénomène s'est-il produit?

A l'origine de chacun des deux grands mouvements qui ont, dans le passé, déterminé la marche du peuple américain, nous trouvons un homme, incarnation des tendances les plus hautes de la nation, et, en même temps, caractère puissant, volonté forte, capable de diriger cette nation vers ses destinées. Washington a mené les colonies à la conquête de l'indépendance et de l'union. Lincoln a scellé cette union en la faisant reposer, non seulement sur la loi, mais sur les mœurs; non seulement sur les conditions d'existence, mais sur la réalité d'une âme commune. Pour guider l'Amérique au troisième moment critique de son histoire, un homme s'est rencontré qui semble devoir être mis par la postérité à côté de ces deux héros : le président Wilson.

Son caractère personnel était ferme et tranché. Il était foncièrement idéaliste, et non moins jalousement réalisateur. C'était un idéaliste positif. Il était, avant tout, désireux de ne penser ni en Américain de l'Est, ni en Américain du Sud, ou de l'Ouest, ou du Nord, mais en Américain. Son idéalisme combinait ce que les diverses populations qui avaient formé les États-Unis avaient apporté de plus excellent : la notion du devoir et de la responsabilité des puritains, la démocratie généreuse et humaine de la vallée du Mississipi, l'esprit indépendant, égalitaire et conservateur du Sud, l'activité pratique de tous.

Il avait horreur des privilèges et les combattait sous toutes leurs formes. En conformité avec l'esprit de 89, il n'admettait pas qu'une portion quelconque du peuple s'érigeât en pouvoir rival de la nation. Il redoutait par-dessus tout la tyrannie de l'argent qui, lorsqu'il ne corrompt pas directement les hommes, prend prétexte de ses libéralités pour imposer au pays des volontés ou des desseins particuliers. Il considérait la formation d'une classe de magnats de la finance comme l'avènement d'une féodalité nouvelle et comme le symptôme d'une maladie sociale, susceptible de perdre la démocratie. Que deviendraient la liberté, l'égalité, les lois, les mœurs, si, à l'abri d'une légalité faussée, quelques individus ou groupes d'individus réussissaient à concentrer entre leurs mains des fortunes telles qu'ils fussent en état de tout acheter, de tout s'approprier, de tout maîtriser?

Contre ces dangers, le président Wilson voyait deux moyens d'action : le premier était l'union étroite du Président avec la nation dont il émane, c'est-à-dire l'effort pour réaliser une démocratie, non seulement formelle, mais réelle, assurant, effectivement et également, à tous les citoyens, l'exercice de leurs droits légitimes; le second était un moyen moral, à savoir le large développement d'un système d'éducation qui ne vise pas, en principe, à faire des ouvriers bons pour telle ou telle besogne, mais à créer des hommes capables de penser, exercés aux choses de la pensée, mettant dans ces choses leur intérêt et leur ambition. Pour cultiver ainsi les esprits, il ne suffit pas de leur faire apprendre telle ou telle science : il faut aussi les former aux lettres et à l'histoire, à ces études, dites humanités, qui développent dans les esprits l'intelligence des vérités morales, des grandeurs idéales, et qui les mettent en possession de l'expérience acquise par l'humanité, touchant la conduite de la vie chez les individus et dans les nations.

Telles étaient les vues que le président Wilson, de longue date, s'appliquait à faire prévaloir. Soudain éclata un événement qui mettait l'Amérique en demeure d'opter entre les deux voies qui s'ouvraient devant elle. Le président Wilson, impartialement, tranquillement, observa, étudia, médita; et bientôt il se convainquit de l'impossibilité, pour son pays, de demeurer neutre dans l'effroyable conflit qui désolait l'Europe.

Ayant acquis la certitude que cette guerre était, bien réel-

lement, la lutte du droit contre la force, de la liberté contre la tyrannie, de l'esprit contre la matière, il estima qu'à s'en désintéresser l'Amérique se livrerait décidément au matérialisme qui, chez elle-même, la menaçait; tandis qu'en embrassant la cause de la liberté, elle résoudrait le problème de sa destinée dans le sens que lui dictaient son devoir et ses grands aïeux.

En jugeant ainsi, le président Wilson avait le sentiment qu'il était en communion avec la conscience de son pays. Il lui parla donc, et il reçut ses inspirations, en même temps qu'il lui communiquait les siennes. De l'action réciproque de la nation sur son chef et du chef sur la nation résulta une décision que l'histoire enregistrera certainement à côté des plus grands faits dont elle fasse mention. Ce n'était pas la volonté d'un individu, c'était celle d'un peuple qui, ayant le sentiment qu'il pouvait tout, soumit humblement cette toute-puissance à l'autorité de la loi morale et de l'idéal.

L'esprit dans lequel l'Amérique est entrée dans cette guerre a été exposé par le président Wilson, à plusieurs reprises, en des paroles immortelles. Telles les suivantes, conclusions de son message au Congrès du 2 avril 1917 : « C'est une chose effroyable de mener au combat, d'engager dans la guerre la plus terrible et la plus funeste que le monde ait jamais vue... ce grand et paisible peuple. Mais le droit est plus précieux que la paix, et nous combattrons pour les choses que nous avons toujours eues le plus à cœur : pour la démocratie; pour le droit que possèdent les hommes soumis à une autorité d'avoir une voix dans leur propre gouvernement; pour les droits et les libertés des petites nations; pour la suprématie universelle du droit, réalisée au moyen d'une association des peuples libres qui procurera la paix et la sûreté à toutes les nations, et qui, enfin, libérera le monde. « A cette tâche nous vouons nos vies et nos fortunes, tout ce que nous sommes et tout ce que nous possédons, fiers de voir se lever le jour où l'Amérique a ce privilège de mettre tout son sang et toute sa puissance au service des principes qui lui ont donné et l'existence, et le bonheur, et cette paix qu'elle gardait comme un trésor. Avec l'aide de Dieu, l'Amérique ne peut faire autrement. »

Ces paroles ne signifient pas seulement que l'Amérique enverra, pour combattre avec les Alliés, des millions d'hommes, et participera, de toutes ses forces, à toutes les charges de la

guerre : elles témoignent, en outre, de la pleine et splendide réalisation de la nationalité américaine.

Dans un corps composé de parties sans lien entre elles une personnalité s'est éveillée, sous la sollicitation des circonstances et à l'appel d'hommes supérieurs ; une âme commune s'est formée, qui a unifié cette multiplicité. Par l'action réciproque de cette âme et de ce corps, du peuple et de ses conducteurs, le caractère américain s'est, peu à peu, défini, enrichi, agrandi. L'Amérique, à plusieurs reprises, fut mise en demeure d'opter entre des voies contraires, dont l'une menait au particularisme, à l'égoïsme, au matérialisme, l'autre à l'unité dans la liberté, au développement de la vie de l'esprit, à l'idéalisme, à la vraie grandeur. Et elle a, chaque fois, opté pour la voie tournée vers les hauteurs. Elle a, comme dit son poète-philosophe, accroché son char à une étoile. Elle a, selon l'exhortation d'un autre de ses poètes nationaux, pris pour devise : *Excelsior!* Sa nationalité, désormais, veut dire : travail, éducation, noblesse d'âme, liberté, égalité de droits pour les grands et pour les petits, bienveillance, humanité, pénétration mutuelle des intelligences et des cœurs, paix digne et stable, assurée au monde par la constitution, sincère et forte, d'un régime de justice.

Que ce peuple demeure ce qu'il est aujourd'hui, et continue à déployer les nobles vertus que ses grands hommes ont cultivées en lui ; et il méritera, entre tous, le titre de collaborateur de Dieu, que l'Apôtre promet aux hommes de bonne volonté.

Émile Boutroux.

L'OPINION ALLEMANDE

PENDANT LA GUERRE

I

LES PREMIERS ENTHOUSIASMES ET LES PREMIÈRES ESPÉRANCES

(Août 1914-Décembre 1915)

L'OPINION — LA PRESSE

Depuis quatre ans, l'Allemagne a dressé autour d'elle une haute et solide muraille. Nous savons mal ce qui se passe à l'intérieur de la citadelle assiégée. Les portes de la place ne s'entr'ouvrent que pour quelques neutres sympathiques et discrets. Le jour où l'on connaîtra l'histoire du peuple allemand pendant la guerre, on sera peut-être surpris de la trouver assez différente de celle que nous croyons entrevoir aujourd'hui. Les secrets de l'Allemagne sont bien gardés. Cependant, malgré les consignes, les truquages et les camouflages, il n'est peut-être pas impossible de discerner par quelles vicissitudes a passé l'opinion allemande depuis août 1914.

L'investigation est difficile et hasardeuse. Pour avoir voulu la conduire avec trop de hâte, pour avoir tiré des conclusions générales d'un menu fait, d'un propos, d'une lettre, de quelques lignes de journal, et surtout pour avoir sollicité les documents dans le sens de nos espoirs ou de nos craintes, nous avons souvent commis de lourdes méprises.

On n'aura chance de les éviter qu'en étendant l'enquête à une longue période. Un médecin ne se contente jamais de prendre la température du fiévreux, il consulte le diagramme des jours précédents. L'unique moyen de savoir ce que pense et ressent l'Allemagne d'aujourd'hui est d'établir la « courbe » de son état moral depuis le début de la guerre.

Il importe aussi de ne pas prêter aux Allemands nos façons de voir et de sentir, de ne pas raisonner d'après nos impressions, de ne pas dire, en n'écoutant que notre propre sensibilité : tel événement ne peut avoir chez eux que telle répercussion. Nous avons, sur leur compte, commis plus d'erreurs de jugement que d'erreurs de fait. En général, nous avons été assez bien renseignés sur leur état moral et énonomique ; notre tort fut d'interpréter ces renseignements selon notre tempérament français.

Il faut partir de ce principe que l'Allemand n'a ni le goût, ni le besoin de la liberté. Il veut se sentir encadré, conduit, commandé. Il sait que, livré à lui-même, il deviendra faible et déraisonnable : le vague et le lyrisme de sa propre pensée l'épouvantent. Il a conscience de ne valoir que dans la main d'un chef. La Prusse n'a pas imposé de force son militarisme à l'Allemagne. On a dit que celle-ci s'était militarisée par peur des invasions, obsédée par le souvenir de la guerre de Trente Ans et des guerres napoléoniennes. Cette explication historique est exacte ; mais il est une raison d'ordre psychologique autrement profonde. L'Allemand naît tout militarisé. Il n'est pas de peuple plus facile à gouverner. Sa brutalité native pourra l'exciter parfois à des révoltes terribles et brèves ; il est incapable de faire une révolution. La bête griffe son dompteur, elle ne le dévorera jamais ; quant à rompre les barreaux de sa cage, elle aura la prudence de n'en rien faire. Une Allemagne libre tomberait dans un chaos comparable à celui où se débat la Russie d'aujourd'hui. Le militarisme est pour elle une forme de l'instinct de conservation. Chaque Allemand attend un mot d'ordre.

Il le reçoit d'abord de son gouvernement, c'est-à-dire de son Empereur. Le sentiment monarchique est enraciné en lui par le souvenir des services que les Hohenzollern ont rendus à la patrie, par l'influence de l'école et de la caserne, par la passion des titres et des distinctions honorifiques. Mais le prince n'est pas tout-puissant, et lorsqu'on parle des « dirigeants » de l'Em-

pire il ne faut pas penser uniquement aux milieux officiels, civils ou militaires. La terreur de l'individualisme qui hante l'Allemand, lui crée le besoin de se rattacher à quelque groupement moins vaste que celui de l'État. D'où le pouvoir des grandes associations, soit politiques, soit économiques. Dès qu'elles ont de larges ressources et des chefs audacieux, dès qu'elles flattent les convoitises populaires, elles rallient les timides, terrorisent le gouvernement et entraînent le public. Voilà les guides de l'Allemagne.

Doit-on conclure qu'il n'existe pas en Allemagne une opinion publique? Non : cette opinion est silencieuse, les mœurs et les institutions l'empêchent de s'exprimer, puis la délation est la première des vertus civiques; cependant, à bien des signes on peut reconnaître que, depuis quatre ans, le peuple s'est trouvé tantôt d'accord, tantôt en opposition avec ses dirigeants, il a connu des heures d'enthousiasme et de lassitude, des sursauts d'énergie, des crises de découragement. Il s'est enivré de ses victoires jusqu'à partager les rêves les plus extravagants des pangermanistes de profession. En d'autres moments, l'appréhension du lendemain, les privations, le soupçon d'avoir été mystifié par ses hommes d'État et ses diplomates lui ont inspiré l'ardent désir d'une paix rapide, fût-elle moins lucrative. Jusqu'au mois de juillet 1918, tous ces mouvements de l'opinion influèrent à peine sur la conduite de la politique allemande, encore moins sur celle des opérations militaires. Mais nous voici à un point de la guerre où le public sera peut-être moins silencieux et moins impuissant. Qui sait même si l'opinion de l'arrière, — la seule dont nous nous occupons ici, — sera toujours sans action sur celle des combattants? Jusqu'à présent les mesures prises par les chefs militaires ont déjoué la contagion. Peut-être le cordon sanitaire tendu entre la nation et l'armée va-t-il se rompre, mais, ce jour-là, il n'y aura plus d'armée allemande.

De quels moyens disposons-nous pour reconnaître les variations de l'opinion?

Nous avons les récits des neutres qui ont voyagé dans l'Empire. On en peut faire état quelquefois, mais avec prudence, Les Allemands cherchent à ne laisser pénétrer chez eux que des germanophiles éprouvés. Le négociant suisse ou hollandais qui a obtenu la permission de passer la frontière est soumis à une

étroite surveillance, il est autorisé à se rendre dans deux où trois grandes villes où il ne voit que ce qu'on veut lui laisser regarder, où il n'entend que ce qu'on veut lui laisser entendre. De retour chez lui, il se sait sous l'œil de la police que le gouvernement allemand entretient dans chaque état neutre. S'il s'avise de tenir d'autres propos que ceux qui lui furent suggérés, il paiera son indiscrétion : on lui refusera un nouveau passeport. De tels témoins ne sont pas toujours dignes de créance. Les relations des Américains qui demeurèrent en Allemagne jusqu'à la rupture méritent plus d'attention. Les *Mémoires* de l'ambassadeur Gerard présentent un grand intérêt. Il y a de très pénétrantes observations dans les notes de M. C. W. Ackermann, correspondant de l'*United Press* à Berlin.

Les dires des prisonniers et des déserteurs sont trop souvent suspects. Ils offrent une utilité réelle au point de vue militaire, quand ils portent sur des faits précis, faciles à contrôler : mouvements de troupes, emplacements de batteries, préparatifs d'attaques, etc... Seulement la plupart des prisonniers et des déserteurs ont coutume de faire les réponses qu'ils jugent devoir plaire à qui les interroge. D'ailleurs, ils ignorent presque toujours les véritables sentiments de leurs compatriotes de l'arrière ; ils ne savent rien que par des journaux redigés à leur intention ; le plus souvent, leurs souvenirs de permissionnaires remontent à plusieurs mois.

Sur les prisonniers des lettres sont saisies, venues de l'intérieur, lettres de parents, d'amis, de fiancées ou de marraines. En France, comme en Allemagne, on a publié beaucoup de ces correspondances, et l'on a voulu y voir des témoignages irrécusables. Ils ont leur valeur, quand, dans une longue série de lettres, se répètent les mêmes paroles de découragement ou de confiance. N'oublions pas cependant que les expéditeurs savent que leur correspondance sera rigoureusement censurée, ce qui rend les lettres pessimistes plus significatives, mais enlève de l'intérêt aux lettres optimistes. Puis, si la plupart de ces lettres contiennent des lamentations sur les déboires de l'agriculture et la durée de la guerre, rappelons-nous, avant d'en tirer des conclusions morales ou économiques, que les paysans sont partout accoutumés à se plaindre de la récolte et que, dans tous les pays en guerre, il n'est pas une mère, pas une fiancée qui ne souhaite la fin des hostilités.

Enfin l'Allemagne inonde le monde de journaux, de livres et de brochures, car elle n'a jamais renoncé à intimider ses ennemis et à tromper les neutres. Au premier abord, cette presse, la moins libre qui fut jamais, semble impropre à nous donner une idée de l'opinion publique. Si l'on prétend trouver dans un journal allemand l'expression des idées ou des sentiments de la nation, l'on s'expose à de fâcheuses déconvenues; mais ce que la presse ne saurait nous apprendre directement, elle nous le révèle indirectement de la façon la plus claire et la plus sûre.

Pour nous mieux faire entendre, examinons dans quelles conditions fonctionne la presse allemande depuis le mois d'août 1914.

Dans *l'Ennemi du peuple*, d'Ibsen, le candide Stockmann s'écrie : « Je me permets de supposer que ce sont les rédacteurs qui dirigent la presse! » A quoi l'imprimeur Alaksen répond judicieusement : « Non! ce sont les abonnés, monsieur le docteur. » En Allemagne, ce ne sont ni les rédacteurs ni les abonnés qui dirigent la presse, ce sont les généraux.

Depuis le jour où, au son des tambours, l'état de guerre fut proclamé dans tout l'Empire, le pouvoir suprême est passé de l'autorité civile à l'autorité militaire. Les fonctionnaires restaient à leurs postes, mais devaient obéissance aux généraux commandants les régions militaires de l'intérieur. Ceux-ci devenaient les maîtres de l'administration. Tout désormais relevait de leur bon plaisir : la police, le ravitaillement des civils, les marchés, l'éclairage des maisons, la rédaction des enseignes et jusqu'à la toilette des femmes. Naturellement la presse tombait sous leur contrôle. De la première à la dernière ligne, qu'il s'agit des nouvelles militaires, des articles politiques, de la chronique des modes ou des théâtres, de la critique des livres, des annonces de décès, chaque journal fut soumis à leur censure.

En principe, il n'existe pas de censure politique. Le journaliste a le droit de tout écrire sur les affaires intérieures de l'Allemagne, à condition de respecter le « burgfrieden, » ce qu'on a appelé chez nous « l'union sacrée. » Mais cette simple réserve permet à l'autorité d'arrêter immédiatement toute discussion qui lui déplaît. Quant à la politique étrangère, il fut,

pendant plus de deux ans, interdit aux journaux de parler des « buts de guerre » de l'Allemagne. Lorsqu'il leur fut théoriquement permis d'aborder ce sujet, ils n'en furent pas plus libres.

C'est le régime de l'arbitraire. Tout journal qui se permet de contrevenir aux ordres supérieurs ou ne suit pas avec assez de docilité les « directives » de l'autorité, est soumis à la censure préalable, ou suspendu ou interdit. La revue *Le Forum* a dû disparaître ; la *Zukunft* a subi des éclipses de plusieurs mois ; l'unique organe de la minorité socialiste, la *Leipziger Volkszeitung*, a été longtemps supprimé.

Ce n'est pas tout. On ne se contente pas de surveiller et de censurer la presse. Les dirigeants de l'Allemagne qui, en toute occasion, montrèrent une prodigieuse inintelligence des nations étrangères, connaissent à fond l'âme de leur peuple. Ils ont donc réalisé chez eux une remarquable organisation de l'esprit public. Ils ont commencé par domestiquer les rédacteurs ordinaires des journaux ; c'était facile, car il n'y a rien de plus médiocre, de plus vénal et de plus décrié que le journalisme allemand. Les quelques récalcitrants furent expédiés au front. Puis des officines furent installées où l'on cuisine des informations et des articles que, bon gré mal gré, tous les journaux doivent insérer. Les trois quarts d'un journal allemand, — quelle que soit sa nuance politique, — sont remplis de communications gouvernementales : notes de l'agence Wolff, communiqués et récits militaires émanant du Grand Quartier, analyse de la presse neutre ou ennemie, articles officieux de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*. Mais en outre les journaux, — surtout ceux de province, — publient chaque jour de véritables articles qui leur sont adressés tout faits sur les questions militaires, politiques, financières, économiques.

En avril 1915, le ministre de l'Intérieur de Prusse von Lœbell adressait à ses préfets et à ses fonctionnaires cette circulaire confidentielle : « Les tâches grandes et variées qui s'imposeront à notre politique intérieure dès après la guerre exigent des autorités *que celles-ci mettent un soin particulier à cultiver leurs relations avec la presse, qu'elles apportent toujours plus d'attention à surveiller les courants et les mouvements d'opinion qui se manifestent dans les journaux et qu'au prix d'un effort intensif, elles cherchent tous les moyens d'acquérir de l'influence sur l'attitude de la presse.* Cela vise surtout la presse locale

dont l'attitude exerce une influence capitale sur les sentiments du pays et sur les résultats des futures élections... Pendant la guerre, l'expérience a montré que l'officieuse *Nouvelle Correspondance* patronnée par le gouvernement n'était pas un instrument suffisant... » Et le ministre annonçait la fondation d'un *Bureau central pour la presse allemande*, qui fournirait aux journaux de province des informations abondantes et des articles judicieux. « Le texte de ces correspondances, ajoutait-il, sera soumis à la surveillance et à l'énergique influence de mes représentants... » Ces façons par trop cyniques ayant causé quelque scandale, le ministre recula ou feignit de reculer. Son bureau n'en continua pas moins de fonctionner.

La censure militaire n'empêcha la publication ni de cette circulaire « confidentielle, » ni des critiques dont les socialistes l'accompagnèrent. Elle jugeait sans doute superflu le zèle de ce fonctionnaire qui se mêlait d'administrer l'opinion, besogne qui était dévolue aux militaires et dont ils s'acquittaient mieux que personne.

C'est au Ministère de la Guerre, à Berlin, qu'est établi le principal service chargé de veiller au bon moral du peuple. En octobre 1917, il comprenait cent officiers; depuis, le nombre a encore augmenté. Ils indiquent aux journalistes les thèmes à développer et ceux à éviter. Souvent ils rédigent eux-mêmes des articles non seulement militaires, mais aussi politiques. Ils composent des homélies patriotiques, des exhortations à la patience, des diatribes contre les socialistes, voire contre le Reichstag. Tous ces morceaux de littérature pangermaniste paraissent dans les journaux de province et sont ainsi tirés à des centaines de mille d'exemplaires. Les officiers du « bureau militaire » publient également des brochures populaires et des livres de propagande. L'un d'eux, le major Olberg, est l'auteur du *Petit livre des tranchées pour le peuple allemand*, où la prolongation de la guerre est imputée à des « économies irréfléchies » et à un « entêtement doctrinaire, » — allusion transparente au Parlement.

Le Ministre de l'Intérieur et celui de la Guerre ne sont pas les seuls à posséder des « bureaux de presse. » Un service analogue fonctionne dans chaque ministère et dans chacun des grands offices créés pour le ravitaillement de l'Empire. Il s'ensuit parfois dans la presse une dangereuse cacophonie. Les

« directives » des Affaires étrangères ne sont pas toujours pareilles à celles de la Marine ou de la Guerre. Avec une admirable discipline, les journaux reproduisent tout ce qu'on leur ordonne de publier, mais ils sont ainsi forcés à d'étranges contradictions.

Pendant la longue lutte que Bethmann-Hollweg eut à soutenir contre les pangermanistes, on lut souvent dans la même feuille des articles de provenances diverses et de tendances opposées. Si docile que fût l'opinion, elle finissait par s'effarer. Quand, débarrassés de Bethmann-Hollweg, Hindenburg et Ludendorff eurent placé à la chancellerie Michaelis, leur créature, ils s'empressèrent d'unifier les « services de presse » en les mettant tous sous l'autorité d'un chef qui relevait de la chancellerie, c'est-à-dire du Grand Quartier. « Seul responsable de toute la politique impériale aux termes de la Constitution, le chancelier doit avoir la possibilité d'exercer une influence régulatrice sur la façon dont sont exposés officiellement au public la nature, les motifs, les aspects et les conséquences de la politique impériale. » En annonçant la nomination de ce chef de la presse, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* (4 septembre 1917) ajoutait, bien entendu, qu'il s'agissait d'informer la presse et non de la diriger, que d'ailleurs ce nouveau fonctionnaire aurait l'occasion d'accomplir le travail le plus utile dans l'intérêt des journaux eux-mêmes. Une organisation allemande est toujours destinée à faire le bonheur de ceux qu'elle opprime.

Les grands industriels ont libéralement apporté leur concours à cette exploitation de la presse. Déjà des journaux étaient inféodés à de grandes entreprises, comme la *Rheinisch-Westfælische Zeitung*, organe de la maison Krupp, la *Kœlnische Volkszeitung*, la plus pangermaniste des feuilles catholiques, propriété de Thyssen. En 1917, un consortium d'industriels fonda la Société d'édition de la nouvelle Allemagne au capital de deux millions de mark pour acheter la *Deutsche Zeitung* de Berlin. En même temps, des revues comme le *Panther* et les *Suddeutsche Monatshefte* passèrent aux mains des pangermanistes, et des publications, comme la *Deutsche Erneuerung* et la *Wirklichkeit*, étaient créées pour soutenir la même politique. Krupp, Hugo Stinnes et Louis Hagen se rendirent acquéreurs du plus répandu des journaux de Berlin, le *Lokal Anzeiger*.

Enfin un syndicat de métallurgistes fonda l' « Ala » (*Allgemeine Anzeigergesellschaft*), société dont le but apparent était de faire de la réclame en faveur de certains établissements industriels, mais dont le véritable objet était de subventionner la presse en lui distribuant des annonces.

Le militarisme et la métallurgie, sa fidèle alliée, ont ainsi étouffé dans la presse allemande jusqu'à la moindre velléité d'indépendance. Notons seulement que l'asservissement de la presse est un peu moindre dans l'Allemagne du Sud que dans celle du Nord. Un journal socialiste bavarois, la *Münchner Post*, a parfois une certaine liberté de langage. Quelques tracts anonymes distribués sous le manteau échappent à la censure, mais, parmi ces publications clandestines, beaucoup sont fabriquées par la police dans un dessein de provocation.

De temps à autre, licence est donnée à un journal de publier un article où les actes de l'autorité sont assez vivement attaqués, mais c'est pure duperie. En pareilles circonstances, l'autorité a jugé prudent de donner une satisfaction platonique à une certaine partie du public, ou bien elle a permis l'expression d'une opinion qui demain pourrait bien devenir la sienne, si les événements l'exigeaient, ou bien elle a cru à propos de faire naître certaines illusions soit chez l'ennemi, soit en pays neutre. En réalité, dans un journal allemand, il n'y a pas une ligne, pas une seule, qui ne soit inspirée par le gouvernement ou tolérée par lui dans un intérêt déterminé. Quand on laisse les socialistes s'émanciper et prononcer des paroles presque révolutionnaires, c'est qu'on juge opportun de mystifier les socialistes étrangers. Quand des libéraux se permettent de renvoyer Hindenburg à sa stratégie et jurent que les pangermanistes sont une poignée d'énergumènes désavoués par la sage et pacifique Allemagne, c'est qu'on trouve utile de rassurer les démocrates ingénus de la Suisse allemande. Ces articles-là sont destinés à l'étranger : Wolff est chargé de l'exportation. On ne les laisse paraître que si on les croit sans péril pour l'opinion allemande. Du reste à celle-ci l'on a bien soin de servir tout de suite l'antidote, soit dans le journal du lendemain, soit dans une autre colonne du même numéro.

Il est donc inutile de demander à la presse autre chose que l'expression des idées et des intentions des dirigeants. Mais,

si nous savons l'interpréter, elle va cependant nous renseigner sur la pensée de ses lecteurs. Les informations mensongères, les statistiques truquées, les remontrances, les conseils de résignation, les appels au patriotisme, les malédictions lancées contre l'ennemi, les promesses de butin et de conquête, tout ce qui remplit un journal allemand, correspond jour par jour aux mouvements de l'opinion. Ces mouvements, l'autorité les connaît par les rapports de ses informateurs et de ses policiers. Ainsi s'établit entre elle et le public un dialogue quotidien. La presse nous livre les propos d'un des deux interlocuteurs; mais aux réponses de l'un on devine les objections de l'autre. Le ton et les arguments de ceux qui ont mission de « faire l'opinion » révèlent les enthousiasmes, les soucis et les inquiétudes du public.

Telle est la méthode que nous voudrions appliquer en parcourant la presse allemande depuis le mois d'août 1914.

Ce simple essai ne prétend pas donner un tableau complet de l'état moral de l'Allemagne durant la guerre : il ne tient pas compte suffisamment des nuances d'opinion qui, dans un même moment, séparèrent les diverses régions de l'Empire ou les diverses classes de la population; il décrit seulement à grands traits les phases d'exaltation ou de dépression que le peuple a traversées pendant ces quatre années. Cependant, cette étude, si sommaire soit-elle, fournira quelques données psychologiques dont on pourra faire état, le jour où se discutera le sort de l'Allemagne vaincue.

AVANT LA GUERRE

En juillet 1913, l'auteur d'une note vraiment prophétique, adressée à notre ministère des Affaires étrangères sur l'opinion publique en Allemagne, écrivait : « Il y a un parti de la guerre avec des chefs, des troupes, une presse convaincue ou payée pour fabriquer l'opinion et des moyens variés et redoutables pour intimider le gouvernement. Il agit sur le pays avec des idées claires, des sentiments ardents, une volonté frémissante et tendue. » Ajoutons que ce parti, le parti pangermaniste, pour l'appeler de son vrai nom, ne faisait que réveiller les instincts de conquête et de domination qui jamais ne sommeillent longtemps chez les Germains. Les écrits, les discours, les passions

contagieuses de ces énergumènes exaltèrent l'orgueil et déchaînèrent les convoitises de la nation tout entière.

La célébration des anniversaires de la « guerre de libération », l'inauguration du monument de Leipzig portèrent au paroxysme cette frénésie guerrière. Rien ne saurait mieux donner une idée de la démence de l'Allemagne qu'un bref récit de l'historien Karl Lamprecht (1), mort pendant la guerre. Cette scène extraordinaire pourrait servir de prologue à la grande tragédie :

1913 réveillait les souvenirs de 1813. Les fêtes commémoratives furent de grandes campagnes intellectuelles : elles annonçaient ce qui devait venir. Ce fut dans ces circonstances qu'une fête eut lieu dans l'Aula de l'Université de Berlin en présence de l'Empereur.

L'Aula est une salle assez vaste construite dans les bâtiments de l'Université qui furent naguère édifiés. D'un aspect grandiose et imposant, sans aucune réminiscence des constructions anciennes, elle offre, franchement, avec les ressources de la technique moderne, les formes de l'architecture la plus nouvelle. Ce jour-là, il faisait sombre, et l'Aula était illuminée. Une profusion de lumière dissimulée rayonnait sur le plafond bleu qui scintillait d'une façon merveilleuse et sur les murailles couleur de fraise. L'assemblée présentait un tableau chatoyant. Tout ce qui a un nom à Berlin était représenté : on voyait beaucoup d'uniformes, l'Empereur et l'Impératrice.

Jamais je n'eus sous les yeux une image plus fidèle et plus complète de la Grande Prusse. Le chœur commença par le cantique : « Père, je t'invoque. » Un grand sérieux, une sorte d'attente s'était emparée de tous les esprits. Puis le chœur continua : ce fut alors une suite de chants de 1813 arrangés de telle manière que l'accent en fut de plus en plus ardent... On eût dit d'abord de soudains appels de trompettes. En avant, toujours en avant. Et toujours on se sentait davantage vibrer à l'unisson. Il y avait dans l'air une inquiétude de l'avenir mêlée aux grands souvenirs de 1813. Les chants furent interrompus par des discours où s'exprimait cette aspiration à la liberté qui remplissait les cœurs. L'assemblée debout entonna : « Dieu qui fait croître pour nous des moissons de fer. » L'Empereur et l'Impératrice chantaient avec les assistants. Le chant terminé, l'Empereur se dressa impétueusement. D'une brusque impulsion il se précipita vers

(1) Karl Lamprecht « est passé dans l'éternité le regard fixé sur une Allemagne plus grande, accrue et fortifiée comme nation, sur une Allemagne appelée à diriger l'Europe. » (Article nécrologique du Dr Doren dans le *Berliner Tagblatt* du 13 mai 1915.)

la chaire et parla. Ce qu'il dit alors importe peu; les mots étaient presque indifférents. Mais quiconque a été témoin de cet acte, est resté sous le coup de l'émotion. N'eût-il pas été l'Empereur, il eût soulevé l'assemblée. Il termina par une brève exhortation aux étudiants : évoquant 1813, il leur assigna comme devoir de s'unir dans une commune aspiration au droit, à la liberté et à l'indépendance. Et ce fut la fin. Le Recteur se présenta, il avait à dire quelque chose, il le dit, et personne ne l'écouta. Tout était terminé, rien n'intéressait plus. L'Impératrice parut un instant déconcertée, puis le couple impérial se retira. Jamais je n'ai vu pareil accord des sensibilités, pareil sérieux; jamais, pour mieux dire, je n'ai vécu dans une telle atmosphère d'énergie.

Une sourde, mais irrésistible volonté de faire la guerre possédait dès lors toute l'Allemagne.

Un incident imprévu vint pousser les pangermanistes à redoubler d'efforts. L'affaire de Saverne ayant causé l'indignation des politiciens libéraux et socialistes, le Reichstag s'avisa de blâmer le chancelier, — manifestation inoffensive et sans conséquence. Puis, le dernier jour de la session, le 20 mai 1914, les socialistes refusèrent de se lever pour acclamer l'Empereur. Ce n'était qu'un feu de paille. Les pangermanistes crurent ou feignirent de croire que c'étaient les premières lueurs d'un incendie. Dans les deux mois qui suivirent, ils menèrent leur campagne avec un acharnement extraordinaire. Aux derniers jours de juillet, ils étaient maîtres de l'Allemagne, maîtres de l'Empereur, maîtres de l'opinion.

LA DÉCLARATION DE GUERRE

La guerre fut saluée dans tout l'Empire par d'incroyables transports d'enthousiasme.

Le 1er août, la *Tægliche Rundschau* écrivait : « Encore pas de mobilisation en Allemagne !... Nous attendons tous l'ordre de mobilisation comme une délivrance ! » Et la *Rheinisch-Westfælische Zeitung* : « Si l'on nous appelle aux armes, il s'agit de donner enfin libre cours à cette sourde colère nationale qu'ont accumulée depuis tant d'années, tant d'humiliations et d'outrages, les insolentes atteintes à notre honneur que les Français se sont permises, leurs attentats à notre tranquillité dans notre propre maison, surtout en Alsace-Lorraine,

les audacieux enrôlements dans la Légion étrangère, le honteux chantage qu'on nous a fait subir dans l'affaire marocaine, bref, tout le sourd ressentiment amassé durant dix ou vingt années et qui va se déchaîner brusquement, comme, au printemps, les eaux gonflées brisent d'un coup toute la glace. »

Lorsque, le premier jour de la guerre, l'Empereur cria aux troupes défilant devant son palais : « Vous serez de retour dans vos foyers avant que les arbres aient perdu leurs feuilles, » pas un Allemand ne mit en doute la parole impériale. Plus tard il s'est trouvé quelqu'un pour insinuer qu'en parlant des arbres, Guillaume II songeait sans doute aux sapins. Mais ce jour-là, toute l'Allemagne, des hobereaux de la Poméranie aux mineurs de la Ruhr et aux tisserands de la Saxe, des théologiens de la vieille Prusse luthérienne aux caricaturistes du *Simplicissimus*, de Reventlow à Harden, de Westarp à Liebknecht, toute l'Allemagne, y compris son Empereur, ses généraux et ses fonctionnaires, est convaincue que la victoire sera facile, soudaine et complète : trois semaines plus tard, la France sera réduite à merci et les armées allemandes défileront sur les boulevards de Paris; déjà les médailles sont frappées qui commémoreront l'événement; l'Angleterre conservera une prudente neutralité; quant à la Russie, elle sera écrasée avant d'avoir pu mobiliser ses troupes. Le rêve d'une « plus grande Allemagne » va enfin devenir une réalité! Tous les appétits sont déchaînés.

C'est une joie de vivre... Nous avons tant désiré cette heure... La voici l'heure sacrée... Les Russes sournois et faux jusqu'au dernier moment, les Français surpris par la réalité, tremblants de peur et oubliant tout à coup la revanche, l'Angleterre froidement calculatrice et hésitante et le peuple Allemand exultant de bonheur... La Russie aveuglée jusqu'au suicide nous a mis de force l'épée à la main. Quel bonheur! Et maintenant que notre épée est hors du fourreau, elle n'y rentrera que le but atteint. Ce but qui nous est imposé comme une nécessité naturelle, c'est de secouer la tutelle politique de la Triple Entente, c'est de donner à notre nation le droit de disposer d'elle-même et d'étendre notre territoire autant que la nécessité l'exige, c'est de rejeter loin de nous tout ce qui s'oppose à la sécurité de l'avenir... (*Alldeutsche Blätter*, 3 août; numéro spécial : *La bénédiction des armes.*)

Tout le peuple communie avec les pangermanistes. Les

étrangers qui se trouvent alors sur le sol allemand sont témoins de ce délire (1).

Dès le lendemain survinrent de graves déceptions qui eussent refroidi la nation, si elle n'avait été à ce point fanatisée. D'abord, l'Angleterre sortit de ses « hésitations » et Sir Edward Goschen réclama ses passeports. Ce fut un cri de rage dans toute l'Allemagne, un torrent d'injures contre la déloyauté de ce peuple de marchands ; mais qu'importait un ennemi de plus ? On le châtierait; d'ailleurs, ce n'était pas la petite armée anglaise qui sauverait Paris ! Ensuite il fallut constater que, décidément, l'armée russe entrait en campagne beaucoup plus vite que ne l'avait cru le grand État-major. L'arrivée des fugitifs de la Prusse Orientale jeta, un instant, l'alarme dans Berlin. Mais une immense clameur de victoire couvrit les voix des quelques mécontents qui auraient pu exploiter ces premières désillusions : c'était Charleroi, c'était Tannenberg, c'était la Prusse Orientale délivrée et, à l'Ouest, la ruée sur Paris! Dès lors la confiance et la crédulité de l'Allemagne n'eurent plus de limites. Elle suivit docilement ses guides.

LA FORMATION DES DOGMES

Les pangermanistes mirent à profit ces premiers mois pour fixer le *Credo* qui devait servir d'armature morale à l'Allemagne durant toute la guerre. Une fois entrées dans les cervelles, ces idées simples n'en devaient plus sortir. Elles peuvent se ramener à quatre propositions.

1° *L'Allemagne fait une guerre défensive.* — On eût bien voulu convaincre tous les Allemands que la guerre leur avait été déclarée par la Russie et la France. Beaucoup en sont restés persuadés, car le 7 juin 1915, au banquet solennel de la Ligue des canaux bavarois, le roi de Bavière en personne ne craindra pas d'affirmer : « *La déclaration de guerre de la Russie fut suivie de celle de la France.* » Cependant, comme l'imposture était trop forte, il fallut inventer un moyen d'établir le caractère défensif de la guerre, et l'on dit : « Ce qui importe, ce n'est pas qui a déclaré la guerre, mais qui a été obligé de la déclarer; or, tout le monde chez nous voulait la paix, l'Empe-

(1) Voir les *Mémoires* de l'ambassadeur Gerard.

reur plus que personne : ne l'a-t-il pas répété cent fois? ne l'a-t-il pas prouvé par sa longanimité à supporter les menaces de l'étranger? Nous ne désirions pas de conquêtes; nous en désirons aujourd'hui, c'est vrai, mais la faute en est à nos ennemis qui, en nous obligeant à lutter pour notre indépendance, nous ont eux-mêmes démontré que des annexions étaient indispensables à notre sécurité. L'Allemagne a été assaillie par une bande de brigands, elle se défend (1). » Sur la question de savoir qui porte la responsabilité du conflit, la thèse varie au gré des événements : tantôt on accuse l'Angleterre et la « politique d'encerclement » dirigée par Édouard VII, tantôt la Russie et ses formidables ambitions, tantôt la France et son désir de revanche. Mais ce sont là controverses politiques qui n'intéressent pas la foule populaire. L'essentiel est de lui faire croire qu'elle est en état de légitime défense. Elle le croit. Rien n'ébranlera sa foi.

Veut-on connaître les formules dans lesquelles s'est condensée la croyance populaire? On les trouve dans un petit livre du docteur Spielmann : *La guerre mondiale 1914-1915 à l'usage des familles et des écoles* (chez Hermann Gesenius à Halle).

Le plan était le suivant : les Russes devaient achever de construire leurs chemins de fer et de mettre en état de défense leurs forteresses de Pologne pour y réunir et abriter leur armée; l'Angleterre devait faire en sorte que son allié le Japon se tînt tranquille, et même l'entraîner dans la coalition, ce qui est arrivé; la France, comme elle l'avait déjà fait assez souvent, prêtait de l'argent à la Russie pour construire des chemins de fer et des forteresses; elle devait améliorer son armée par le rétablissement du service de trois ans et attaquer l'Allemagne de deux côtés, sur la frontière d'Alsace-Lorraine et à travers la Belgique. L'Angleterre promettait d'expédier son armée en Belgique, et la Belgique était disposée à joindre ses troupes aux armées anglaise et française et à ouvrir à celles-ci ses places fortes. A la vérité, la Belgique était un pays qui avait été déclaré neutre pour le cas d'une guerre européenne, ce qui signifie que les armées étrangères ne pouvaient point passer sur son territoire. Mais le roi Albert renonça à sa neutralité au profit de la France et de

(1) Nous résumons ici de très nombreux articles de journaux et de revues : nous ferons de même dans la suite de cette étude. Nous réservant de publier les références en temps et lieu, nous avons cru pouvoir épargner aux lecteurs de la *Revue* l'ennui de notes incessantes.

l'Angleterre contre l'Allemagne. Pour cela, on lui assura un morceau d'Allemagne; d'ailleurs, toute l'Allemagne devait être partagée entre les Alliés jusqu'aux limites d'un État tampon formé par la Thuringe. On eût ménagé l'Autriche-Hongrie, si elle avait lâché l'Allemagne, et on lui eût alors donné la Bavière; autrement, elle-même devait subir un partage.

2° *L'Allemagne est élue entre toutes les nations pour gouverner l'Europe.* — Cette idée est le fondement mystique du pangermanisme : les Allemands sont un « peuple de seigneurs » appelé par la Providence à « conduire l'ascension de l'humanité; » ils sont le rempart de la civilisation européenne contre la barbarie des Moscovites, le mercantilisme des Anglo-Saxons et l'immoralité des Latins. Il est inutile d'insister : on a, depuis quatre ans, mis sous nos yeux d'abondants échantillons de cette littérature (1). Les « intellectuels » allemands en ont été à tout jamais empoisonnés. Mais il ne faudrait pas s'imaginer que de pareilles prédications aient été sans effet sur le peuple. Elles lui annonçaient le royaume des cieux; en même temps, elles lui promettaient celui de la terre. Elles flattaient son orgueil et sa rapacité : n'est-il pas juste que les missionnaires de Dieu se paient sur l'infidèle? Puis cette prédestination de l'Allemagne était une bonne réponse à la question que se posaient les Allemands, témoins de la haine que l'univers nourrissait contre eux : « D'où vient que nous sommes universellement détestés? » — « C'est, leur dit-on, que vous êtes plus vertueux, plus grands et plus nobles que le reste de l'univers. Les Grecs détestaient Thémistocle, Aristide, Socrate, parce que ces grands hommes étaient supérieurs à la masse du peuple. Vous êtes pour le monde un reproche vivant. Gœthe l'a dit : « Pourquoi te plains-tu de tes ennemis? De « telles gens pouvaient-ils être tes amis, alors que la nature leur « est un éternel reproche? » — Ainsi réconfortés, les Allemands peuvent accepter d'être traités de Huns, de barbares, voire de Boches. Rien ne les trouble dans leur « mission. »

3° *L'Allemagne respecte le droit des gens.* — Quand on entend les Allemands soutenir que l'Allemagne est odieusement calomniée, que ses soldats sont innocents de toutes les atrocités dont on les accuse, qu'elle s'est résignée à démolir

(1) Voir notamment *L'Allemagne annexionniste*, de Grumbach et *Also sprach Germania* par Jean Ruplinger.

des cathédrales sous le coup des inéluctables nécessités de la guerre, qu'elle est pleine de respect pour les traités et de sollicitude pour les neutres, que la Belgique était depuis longtemps liée à l'Angleterre par des traités secrets et n'avait, après tout, qu'à laisser amicalement passer les Allemands sur son territoire, — on devine que ces discours s'adressent surtout à l'étranger. Néanmoins, ils ne sont pas tout à fait perdus pour le « bon moral » de l'Allemagne, ils rassurent sa conscience. Celle-ci d'ailleurs s'apaise à peu de frais, on s'en apercevra quand il s'agira du torpillage de la « *Lusitania*, » des raids des Zeppelins sur Londres, de l'emploi des gaz asphyxiants et de la guerre sous-marine.

4° *L'Allemagne est invincible.* — Voilà le dogme essentiel, celui sur lequel repose toute la force morale de la nation. Le jour de la déclaration de guerre, la certitude de la victoire était générale, absolue, inébranlable. Pour l'entretenir, les dirigeants usèrent d'une méthode qui, dans tout autre pays que l'aveugle et crédule Allemagne, eût été hasardeuse : ils exagérèrent les victoires et cachèrent les défaites. Ce fut l'œuvre de l'État-major général de l'armée. Le colonel Feyler, dans ses *Avant-propos stratégiques*, a si bien analysé cette manœuvre morale, il a exposé, avec un tel luxe de preuves, le système de mensonge et de dissimulation suivi par les auteurs des « communiqués » allemands, qu'il est superflu de revenir sur cette démonstration. Du 10 au 14 septembre 1914, les communiqués officiels furent muets. L'Allemagne ignora donc la bataille de la Marne. Tout ce qu'elle sut, dans les jours qui suivirent, ce fut qu'après une pointe dans la direction de Paris, ses armées se battaient sur l'Aisne, « conformément au plan de l'État-major. » Six mois après, on lira dans la *Frankfurter Zeitung* (1er février 1915) : « Nous avons pris Liége, Namur, Maubeuge et remporté la grande série des victoires du mois d'août. La campagne eût été désastreuse pour les Français si le généralissime Joffre, qui, indubitablement, est très capable, n'avait pas réussi sur son aile gauche des mouvements tournants qui restèrent à l'état de tentatives, mais qui conduisirent, vers la mi-septembre, à la guerre de positions. Que le plan hardi des Allemands n'ait pas réussi entièrement, c'est un de ces hasards qui arrivent aux plus grands capitaines. Pour le résultat final, cela n'a pas d'importance. » Le 16 septembre de la même année, le

« correspondant badois » d'un journal suisse, les *Basler Nachrichten*, raconterа que les Allemands n'ont pu livrer sur la Marne une bataille décisive faute de munitions, et parce que plusieurs corps d'armée venaient d'être rappelés dans l'Est : « Il s'agit, dit-il, d'un simple retour de la Marne jusqu'à des positions d'attente fortifiées d'avance... Au total, sur la Marne, une tentative décisive de l'armée française renforcée contre l'armée allemande affaiblie n'a pas abouti. » Ce ne fut qu'au printemps de 1916 que parut, pour la première fois, en Allemagne, un récit des opérations de septembre 1914 : *De la bataille de la Marne à la chute d'Anvers* par Anton. Fendrich. Selon ce narrateur, toutes les armées allemandes étaient victorieuses, quand elles reçurent l'ordre de se retirer, mais cette manœuvre, à la fois stratégique et politique, avait été prévue et calculée ; elle s'accomplit dans un ordre admirable ; du reste, anéantir l'armée française et prendre Paris était une entreprise « surhumaine. » On peut dire que le public allemand ignora pendant un an et demi la bataille de la Marne, et, quand il l'apprit, voilà tout ce qu'il en sut. Cette méthode ayant réussi à l'État-Major, il n'est pas surprenant qu'il ait ensuite dissimulé sous les apparences d'une « défensive-offensive » l'échec de sa tentative sur Calais. Désormais, l'épreuve était faite : il était certain que l'opinion ne lui marchanderait jamais sa confiance, il pouvait tout se permettre. Il s'est tout permis, et l'opinion l'a suivi. L'idée que l'Allemagne pût être vaincue ne devait pas effleurer l'esprit d'un Allemand.

Tels sont les quatre articles de foi qui soutiendront l'Allemagne et lui feront accepter les lenteurs imprévues de la guerre, la gêne, la disette.

LES HAINES DE L'ALLEMAGNE

En même temps qu'elle se représente ainsi son rôle et son avenir, elle va, une fois pour toutes, se formuler à elle-même le sentiment que lui inspire chacun de ses ennemis.

Contre l'Angleterre, sa haine est sans bornes. Ce peuple de marchands, ce peuple d'hypocrites est un « vampire, » le « régisseur de la guerre mondiale, » l'âme du « complot diabolique » ourdi contre la pacifique Allemagne. On l'anéantira. On l'affamera. La guerre sous-marine lui fera ployer les

genoux. Qui parle de ménager l'Angleterre est un « traître à la patrie. » Contre elle toutes les armes sont permises : « Frappe dur et frappe où tu peux. » Un Norvégien, l'avocat Per Rygh, qui voyage en Allemagne en avril 1915, écrit :

Les Allemands ne témoignent de véritable haine que contre l'Angleterre; mais ici leur haine est si sauvage, si intense, si aveugle, qu'elle touche à la monomanie. Les plus doux des vieux messieurs, les plus douces des vieilles dames, des gens qui ne feraient pas de mal à une mouche, ont un regard mauvais quand on parle de l'Angleterre. *Gott strafe England* n'est pas une exclamation réservée aux fous et aux hystériques; c'est une prière qui jaillit du fond de l'âme allemande. Le *Simplicissimus*, qui fait maintenant du patriotisme et qui y gagne d'être vendu dans les gares prussiennes où il était auparavant interdit, a réuni quelques-unes de ses caricatures antibritanniques en un volume intitulé : *Gott strafe England*. Quiconque veut savoir ce que c'est que la haine doit acheter ce livre...

Quant à la France, on l'outrage abondamment, on est stupéfait de la voir « haïr tout ce qui est allemand d'une haine si vulgaire et si infâme qu'on ne la saurait comparer qu'à la fureur écumante de filles et de souteneurs cravachés ! » (*Kœlnische Zeitung*, 6 mai 1915.) C'est une nation frivole, fanfaronne et menteuse. Mais la haine contre elle se nuance de commisération. « Elle est au bout de sa puissance offensive... » (Discours de Heydebrand à Magdebourg, 18 janvier 1915.) Elle se détruit elle-même. La Haute Banque l'a jetée dans la guerre pour conjurer une crise financière. Maintenant elle n'a même plus la force de faire une révolution pour se débarrasser de la minorité qui l'opprime. Il faut plaindre cette victime de la perfide Albion. « Quand le moment décisif sera venu, ce seront les fils de l'Allemagne qui délivreront Calais des Anglais. De cela nous sommes sûrs. » (*Münchener Neueste Nachrichten*, 19 février 1915.) En effet, tous, ils en sont sûrs. Il n'y a pas une tête allemande où ne soit incrustée l'idée qu'un jour l'Allemagne devra obliger les Anglais à rendre Calais à la France, — à moins qu'elle ne le garde pour elle.

A l'égard de la Russie, les sentiments sont un peu plus complexes. Ce qui domine, c'est la peur. Non pas que les Allemands mettent en doute la défaite finale des armées russes, mais, à moins que la Russie ne se désagrège, ils savent qu'ils seront un jour submergés par le flot toujours grandissant du

slavisme; ils ne comptent donc que sur une révolution, ils l'appellent de tous leurs vœux. D'un autre côté, cette révolution ne diminuerait-elle pas l'ardeur belliqueuse de leurs propres socialistes? Les « crimes du tsarisme, » quelle réponse commode aux prétentions démocratiques de l'Entente! L'ambassadeur Gerard raconte qu'à Berlin, dans les premiers jours de la guerre, il eut une entrevue avec Liebknecht. « Il me déclara, dit-il, que les socialistes étaient opposés au tsarisme et que, personnellement, il avait confiance dans l'armée allemande et dans la cause du peuple allemand. »

Entretenues par les prédications et les mensonges de la presse, les idéologies et les passions de l'Allemagne ne se modifieront guère au cours des événements. Mais ses haines se multiplieront, à mesure que croîtra le nombre de ses ennemis.

LES GRANDS ENTHOUSIASMES DE 1915

Durant les premiers mois de 1915, rien ne trouble l'unanime enthousiasme de la nation. Le coût de la vie augmente, les ménagères s'insurgent au marché, les fonctionnaires et les économistes ébauchent des plans de rationnement, mais ces premiers effets du blocus, s'ils gênent déjà beaucoup de monde, n'épouvantent personne. Les Autrichiens se font battre par les Serbes et les Russes, la Bukovine et la Galicie sont envahies, Przemysl tombe, mais ces revers n'atteignent que l'Autriche, et, pour rétablir les affaires, on compte sur la grande offensive que prépare Mackensen. Sur le front français, la guerre de positions se poursuit avec des alternatives diverses : simples combats « locaux, » affirme le grand État-major, et qui ne changent rien à l'excellente situation stratégique des armées allemandes. Le peuple ne fait pas entendre une plainte. Dans les villes, la vie est large et joyeuse.

Vers le mois d'avril, des bruits de paix se répandent dans tout l'Empire. Le public les accueille avec un empressement qui irrite un peu les pangermanistes; aussi est-il tout de suite averti que ces rumeurs sont nées chez l'ennemi à bout de force et de courage : l'heure n'est pas encore venue de tendre la main aux adversaires. Cependant, ces espoirs de paix, timidement avoués, ont alarmé ceux qui souhaitent la prolongation de la guerre. Immédiatement, les annexionnistes rédigent un

programme *ne varietur*. Six grandes associations économiques, la Ligue des agriculteurs, la Ligue des paysans allemands, le Groupe directeur des Associations chrétiennes de paysans allemands, actuellement Groupe westphalien, l'Union centrale d'industriels allemands, la Ligue des industriels, l'Union des classes moyennes de l'Empire, adressent au Chancelier un mémoire « confidentiel, » mais répandu à des milliers d'exemplaires. Ils réclament l'asservissement militaire et économique de la Belgique, l'annexion des côtes françaises de la Belgique à la Somme, des charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, du bassin de Briey, de Verdun, de Belfort, des contreforts des Vosges entre ces deux forteresses, la réunion à l'Empire d'une partie des provinces baltiques et de vastes territoires polonais, etc... Des professeurs, des théologiens, d'anciens fonctionnaires accourent à la rescousse et signent eux aussi une pétition où ils formulent les mêmes exigences. Ces documents ne sont point publiés, mais les journaux y font de nombreuses allusions. Ils agissent sur l'opinion et surexcitent l'esprit de conquête. Quant aux trop fervents amis de la paix, on les remet dans le droit chemin. On tolère qu'ils forment des ligues inoffensives, mais on ne les laisse ni parler ni écrire, si ce n'est dans la mesure où leurs propos peuvent servir à duper le neutre et à démoraliser l'ennemi. On supprime la revue *Le Forum;* on poursuit l'association de la « Nouvelle Patrie, » dont les tendances sont vaguement pacifistes.

C'est l'heure où les pangermanistes, sûrs de la complicité de l'opinion, donnent librement carrière à toutes leurs ambitions et à toutes leurs extravagances. Ils annexent le monde entier. « Il faut, écrit Bassermann, un des chefs du parti national libéral, que tous ceux qui nous gouvernent sachent bien que cette effroyable guerre veut pour récompense autre chose que des déceptions et des augmentations d'impôts. Les fruits peuvent mûrir lentement, plus lentement que nous ne pensions, mais ils mûriront, la force et le soleil du germanisme y pourvoiront. C'est le devoir de tous les patriotes de s'opposer à de veules nostalgies de paix, dès que se tendra vers nous la main de l'adversaire épuisé. Des sacrifices sanglants ont été faits; on en fera d'autres encore; il faut qu'ils servent à fonder l'extension territoriale de notre patrie et nous donnent à l'Est et à l'Ouest des frontières telles qu'elles nous assurent

la paix pour des générations. Aujourd'hui, tout est si merveilleux, si héroïque; on dirait que des torrents de feu bismarckien coulent dans notre peuple. » (*Deutscher Courier*, 2 août 1915.) Voilà l'esprit dont l'Allemagne est alors possédée, tandis que ses métaphysiciens dissertent sur « le réalisme et l'idéalisme allemands confondus et unis contre l'idéalisme des bavards » et que ses philologues instituent la chasse aux mots étrangers, transportés d'aise à la pensée que, déjà! chauffeur est devenu *Schofför*, friseur *Frisör* et gouverneur *Governör!*

L'exaltation est telle que l'Allemagne subit sans alarme la double désillusion que lui apportent l'hostilité croissante des États-Unis et l'entrée en guerre de l'Italie.

Beaucoup d'Allemands crurent d'abord que leurs nombreux compatriotes établis en Amériqne pourraient maintenir un lien d'amitié indissoluble entre l'Empire et les États-Unis. Ils ne tardèrent pas à reconnaître leur erreur. L'écrivain Fulda, qui avait parcouru l'Amérique, déclara que c'était pour lui une « colossale déception. » On attribua l'inimitié des Américains à la propagande anglaise. Il suffirait, pensa-t-on, qu'une contre-propagande montrât sous son vrai jour la pacifique Allemagne pour que les malentendus fussent bientôt dissipés. Il fallut cependant constater que les professeurs envoyés en Amérique échouaient tous dans leur mission, que le sentiment public se tournait de plus en plus contre l'Allemagne, et que l'Entente trouvait chaque jour une aide plus sérieuse auprès des financiers et des industriels des États-Unis. Survint le torpillage de la « *Lusitania.* » On sait avec quelle joie sauvage la nouvelle en fut accueillie à Berlin. On pouvait dès lors entrevoir qu'une rupture n'était pas impossible, et quelques voix s'élevèrent pour dénoncer le péril. Elles furent vite étouffées. Allait-on, pour complaire au président Wilson, abandonner des méthodes de guerre qui infailliblement devaient amener l'Angleterre à mendier la paix? Est-ce que, le lendemain de la rupture, les fournitures de munitions à l'Entente pourraient être augmentées? Elles atteignaient déjà leur maximum. Une fois alliées, l'Amérique et l'Angleterre, prétendait-on, auraient de nouveaux moyens de pression sur les neutres; mais quels étaient les moyens dont l'Angleterre n'usait pas actuellement? — Et, dès ce jour, ce fut un débordement de sarcasmes et d'insultes contre le président Wilson, de facéties outrageantes sur la

nation américaine, sa marine et ses milices. Un seul mot, toujours le même, le mot de *bluff*, servait à qualifier les démarches du Président et l'attitude des États-Unis. L'Allemand se vante d'avoir inventé la « psychologie des peuples : » c'est possible, mais, assurément, il ne l'a pas perfectionnée.

La décision de l'Italie était prévue depuis quelque temps. Elle ne fut pour personne une surprise. Elle déchaîna cependant en Allemagne des flots d'indignation. Voici ce qu'écrit, le 28 mai 1915, dans la *Tæglische Rundchau*, le général en retraite Keim, un des apôtres du mouvement pangermaniste :

Dix siècles avant que n'existât un peuple allemand, l'histoire nous parle déjà d'un *furor teutonicus* qui épouvantait l'Italie d'alors. C'était l'esprit du sabre germanique, la joie de combattre qui firent de nos ancêtres la terreur des Romains... Il faut que nos ennemis sachent que la sainte colère des Allemands est plus puissante encore que le *furor teutonicus* d'autrefois, cette sainte colère qui se rallume aujourd'hui contre le peuple qui fut, il y a dix siècles, le premier à en ressentir les effets.

Un grand journal allemand ayant prétendu qu'à Vienne la trahison de l'Italie excitait moins la haine que « la douleur, » le général Keim en est scandalisé :

Si, en pareille occurrence, on n'éprouve pas une sainte colère, si l'on veut considérer les événements avec émotion et avec des larmes, on se prépare fort mal à un combat de vie ou de mort. Il me semble donc que notre devoir est de combattre de la façon la plus énergique cette dialectique falote qui se sert des mots : chévaleresque, humanité, politique de culture, etc... mots qui vraiment ne correspondent pas du tout à la dure et sanglante réalité... Il ne peut y avoir dorénavant à Vienne, à Berlin, à Constantinople qu'une seule et unique volonté : écraser sans pitié notre nouvel ennemi pour le rayer au plus tôt de la liste de nos adversaires. La guerre avec l'Italie doit tendre à un but unique : lui infliger de telles défaites qu'il en résulte une révolution..

Cette révolution, tout le monde la croit imminente, certitude qui console de l' « infâme trahison. » En attendant, on couvre d'insultes quelques Italiens dont la germanophobie est notoire, et, plus que tous les autres, Gabriele d'Annunzio, ce « faiseur de dettes, » ce « banqueroutier fuyard, » ce « polichinelle politique. »

Ces mois de l'été 1915 ne sont pour les Puissances centrales qu'une suite de triomphes militaires : victoire en Galicie et en Pologne, victoire en Courlande et en Lithuanie : victoires, il est vrai, partout inachevées, puisque les armées russes ont pu se soustraire aux étreintes de l'adversaire ; mais le nombre des prisonniers et l'abondance des trophées permettent aux États-majors de dissimuler la réalité. Les résultats de l'offensive française en Champagne ont un instant déconcerté l'opinion, mais on a vite fait de lui expliquer qu'il s'agit là d'un succès « purement tactique, » que Joffre a dû engager les trois quarts de ses divisions et dépenser des millions d'obus, qu'en somme cette offensive a été arrêtée, que le front n'a pas été percé et que la France est bel et bien épuisée. Et aussitôt on détourne l'attention sur les événements de Serbie.

Là, Mackensen est vainqueur. Les Bulgares gagnent bataille sur bataille. L'armée serbe s'enfuit, abandonne ses canons : elle est anéantie. Nul doute que la Grèce et la Roumanie ne se joignent bientôt aux Puissances centrales. Alors s'offrent à l'imagination populaire des perspectives illimitées. Les Empires du centre sont maîtres de la route vers Constantinople, de la voie qui « du cœur de l'Europe conduit aux sources de l'Asie. » Déjà l'on envisage les conditions de la future campagne d'Égypte. On promet aux commerçants l'exploitation des trésors de l'Asie Mineure. De Hambourg à Bagdad, l'Allemand sera chez lui. Les portes de l'Orient lui sont ouvertes. C'est un rêve des *Mille et une Nuits*.

LE PARTI DE LA GUERRE ET LE PARTI DE LA PAIX

A l'heure même où l'écrasement de la Serbie met en branle toutes les cloches de l'Empire, voici qu'apparaissent en Allemagne les premiers signes d'un état d'esprit bien différent de l'universel enthousiasme qui régnait depuis la déclaration de guerre. Les rumeurs de paix, qui déjà s'étaient répandues en avril, circulent de nouveau. Cette fois, on ne peut s'y méprendre, l'idée de la paix commence à hanter les imaginations. La presse est tout de suite chargée de combattre ces illusions dangereuses : pour traiter, dit-elle, il faut être deux, et l'ennemi semble moins que jamais disposé à négocier ; une paix prématurée serait une paix incomplète, et

une courte prolongation de la guerre permettra d'obtenir tous les avantages que l'on souhaite à juste titre ; du reste, le peuple allemand peut patienter, heureux de ne pas avoir l'ennemi chez soi et d'ignorer les horreurs de l'invasion. Le peuple ne se laisse point convaincre. L'hiver s'annonce très rigoureux. Les premières mesures de rationnement ont mal réussi. Les gains scandaleux réalisés par les fournisseurs de guerre et les accapareurs excitent le mécontentement et la rancune. Enfin, en considérant cette « carte de la guerre » que les dirigeants leur remettent toujours sous les yeux, les gens vont répétant : « A quoi bon de nouveaux sacrifices, puisque nous sommes partout victorieux ? »

C'est alors que l'Allemagne se divise en deux grands partis qu'on peut appeler le parti de la guerre et le parti de la paix. Leur conflit résumera toute l'histoire intérieure de l'Allemagne. Ils n'ont rien de commun avec les partis politiques représentés dans les assemblées des États confédérés et dans le Reichstag. Ces derniers, avant la guerre, étaient des groupements factices qui déjà répondaient mal aux nuances de l'opinion. Depuis août 1914, ce ne sont plus que des étiquettes. Seul, le parti conservateur montre une certaine unité de pensée. Mais les nationaux libéraux sont devenus des « nationaux » tout court, et le libéralisme est le moindre de leurs soucis ; le Centre est coupé en deux tronçons qui se réunissent seulement dans les cas où il s'agit d'exercer un chantage sur le gouvernement ; les progressistes se confondent avec les socialistes gouvernementaux ; quant aux socialistes, c'est précisément dans ces dernières semaines de 1915 qu'ils se partagent en deux fractions : les majoritaires qui serviront le gouvernement tantôt par leur docilité, tantôt par leurs incartades, mais qui le serviront toujours, et les minoritaires dont l'emploi sera d'inspirer aux bourgeois une épouvante salutaire et aux socialistes de l'Entente une confiance absurde. Hors les politiciens et les badauds de Berlin, l'Allemagne ne s'intéresse pas à cette comédie parlementaire. Elle n'a point de véritable parlement, elle le sait mieux que personne, et s'accommode du régime présent conforme à son tempérament et à ses intérêts ; les plus audacieux se contentent de murmurer « qu'on verra après la guerre. » La question de la paix est la seule dont elle s'occupe, et c'est la seule sur laquelle elle soit partagée.

Le parti de la guerre comprend les chefs de l'armée, les officiers de carrière, les hauts fonctionnaires, les grands propriétaires, les grands industriels et la majorité des intellectuels. Il dispose de toutes les forces et de toutes les ressources de l'État. Il est le maître de la plupart des journaux et impose silence à ceux qu'il n'a pu acheter, car la censure est à sa dévotion.

Le parti de la paix se compose des commerçants, des hommes d'affaires, des financiers et de quelques intellectuels à tendances pacifistes, — israélites ou catholiques. Il est suspect aux milieux officiels et éprouve d'insurmontables difficultés à s'organiser, à cause du disparate des éléments dont il est formé.

Entre ces deux groupes conscients de leurs intentions et de leurs desseins, flotte la masse du peuple allemand. Les paysans et les petits commerçants que la guerre enrichit, les ouvriers travaillant dans les industries de guerre sont favorables à une politique qui leur assure des gains et des salaires extraordinaires. Les petits employés, les petits rentiers, les femmes des mobilisés, les ouvriers qui n'ont pu s'employer dans les usines de guerre, souhaitent la fin des hostilités. Mais les sentiments de la foule varient selon les vicissitudes de la guerre et l'approvisionnement des marchés.

Ce qu'exigent les partisans de la guerre est très clair; les grandes associations agricoles et industrielles l'ont formulé dans leur requête au chancelier. Ils veulent des annexions et des indemnités. L'Allemagne doit se battre, tant qu'elle n'aura pas obtenu les unes et les autres aussi larges que possible. Seulement, du jour où ils ont vu naître un mouvement pour la paix, ils n'ont pu se contenter de proclamer leurs exigences en vertu du droit de conquête, et ils ont usé d'un argument nouveau; ils disent à leurs contradicteurs : « Vous désirez la paix? Nous aussi, nous la désirons; mais le seul moyen de la conquérir est de poursuivre la guerre avec une énergie toujours plus grande. Plus nous occuperons de territoires, et plus nous aurons de gages entre les mains; plus nous battrons nos ennemis, et plus tôt ceux-ci consentiront à traiter. La paix n'est ni à Stockholm, ni à Berne; elle est à Londres, elle est à Paris. Nous sommes, nous, les vrais amis de la paix. » Chaque fois que ce thème revient dans les polémiques, on en peut

conclure sans hésiter que le nombre des partisans de la paix grandit en Allemagne.

La thèse du parti de la paix est en apparence aussi simple. « Paix sans indemnités et sans annexions, » voilà la formule. Mais ceux qui la répètent sont embarrassés pour dévoiler leurs motifs et leurs intentions. Au fond, ils pensent que les sacrifices accomplis ne peuvent plus être compensés par des résultats suffisants, que tant de victoires pourraient bien demeurer stériles. Ils pressentent pour le lendemain de graves difficultés économiques et souhaitent de liquider une affaire qui menace de devenir onéreuse. Cependant ils ne veulent pas renoncer à tous les avantages d'une paix victorieuse. Ils se contenteraient, pour cette fois, de modérer les profits territoriaux et de déguiser les annexions en protectorats économiques, tout en se ménageant la possibilité de reprendre la partie qui, décidément, fut mal engagée. Quant aux indemnités, ils consentent, — peut-être, — à n'en pas demander pour eux-mêmes, mais il n'entre pas dans le cerveau d'un Allemand que l'Allemagne puisse un jour avoir à réparer les ruines qu'elle a causées dans le monde entier.

A partir de décembre 1915, il a y donc conflit entre deux politiques. Les uns jugent utile de poursuivre la guerre impitoyablement, quitte à augmenter encore le nombre des ennemis de l'Allemagne. Les autres veulent la terminer le plus tôt possible ; quitte à abandonner quelques-unes des grandes ambitions de 1914 ; ils sont toujours convaincus que l'Allemagne est invincible, mais ils ne sont plus certains de la victoire totale. C'est ce dernier parti que l'on verra grandir et se fortifier pendant l'année 1916 et la première moitié de l'année 1917. La mauvaise alimentation, la lassitude et toutes sortes de déboires travailleront en sa faveur, jusqu'au jour où l'écroulement de la Russie ranimera tous les espoirs, réveillera toutes les convoitises.

André Hallays.

(A suivre.)

ÉLISABETH BREMERTON[1]

PREMIÈRE PARTIE

I

— Rappelez-vous, Slater, pour le cas où je serais retenu, que j'attends les deux membres du Comité de guerre de l'Agriculture à six heures... et que le capitaine Mills, de la Croix-Rouge, doit venir dîner et coucher ici... Si par hasard je n'étais pas rentré, priez Lady Chicksands de s'occuper de lui... A propos, n'oubliez pas de mettre de l'ordre dans les papiers du tribunal... Je pense être de retour d'ici une heure ou deux, mais je n'en suis pas sûr... Tiens, Beryl! je te croyais sortie!

Sir Henry Chicksands était déjà à cheval et achevait de donner ses instructions à son secrétaire, lorsqu'il aperçut sa fille unique qui traversait le hall en courant. Elle descendit précipitamment le perron, et là, prise d'hésitation, elle se mit à caresser en silence le cou du cheval.

— Eh bien! Beryl, lui demanda son père un peu impatienté, qu'y a-t-il?

Elle leva sur lui un regard inquiet.

— Alors, père, c'est vrai que tu vas à Mannering?

— Il le faut bien.

— Ne le brusque pas trop, veux-tu?

Chicksands haussa les épaules.

— Je ferai de mon mieux. Mais tu sais aussi bien que moi qu'il n'est pas commode, lorsqu'il s'agit de choses ayant trait à la guerre.

(1) *Copyright by* Mrs. Humphry Ward, 1918.

La jeune fille s'assura que le secrétaire ne pouvait les entendre.

— J'espère bien qu'il ne va pas se fâcher avec toi, père!

— Je l'espère aussi... pour toi surtout.

— Aubrey me paraît médiocrement rassuré.

— Cela ne m'étonne pas. Enfin, nous verrons bien. Ne te tourmente pas trop, chérie !

Elle lui fit un signe de la main, tandis qu'il s'éloignait, et demeura un instant sur les marches à le regarder. C'était une mince et frêle jeune fille, très blonde avec un visage du plus pur ovale : la transparence de son teint ressortait sur les sombres lambris du hall.

Sir Henry Chicksands était maintenant hors de son domaine. En traversant le village où conduisait une route bordée de chênes magnifiques, ses yeux exercés remarquèrent avec désapprobation plusieurs cottages en fort mauvais état. A un demi-mille environ, devant une ferme délabrée, il ralentit l'allure de son cheval et fronçant les sourcils :

« Pas une clôture intacte! remarqua-t-il; les bâtiments bons à allumer un feu de joie : il est grand temps que nous amenions Mannering à entendre raison. »

Il s'arrêta tout à fait et, par-dessus la haie, considéra longuement les champs envahis par les mauvaises herbes.

« Ce Gregson est un fainéant et un ivrogne. Pourquoi n'a-t-il pas eu recours à la main-d'œuvre féminine? Quand on pense aux résultats que j'en ai obtenu!... Justement le voici... »

Un paysan venait vers lui à grands pas. Le désordre de ses vêtements, l'enluminure de sa face congestionnée frappèrent Sir Henry, qui songea : « Il a dû encore passer la nuit à boire! »

— Sir Henry, dit le fermier en posant la main sur la bride, je ne suis pas fâché de vous rencontrer pour vous prévenir, vous et votre Comité, que, si vous m'expulsez, je saurai me défendre! On ne m'a jamais donné régulièrement congé, — et il y a ici bien des gens qui me soutiendront.

Sa voix tremblait de colère. Sir Henry fit avancer son cheval pour lui faire lâcher la bride.

— On vous a donné tous les congés réguliers, fit-il sèchement.

— Non, insista l'homme. Si on m'a réellement envoyé les

lettres dont on parle, eh bien ! je ne les ai jamais reçues. Lorsque le Comité est venu, j'étais sorti pour affaires. Est-ce qu'on n'a plus le droit de sortir pour affaires, Sir Henry? Décidément, à la façon dont le Gouvernement se comporte, il ferait aussi bon vivre sous le Tsar de Russie qu'en Angleterre ! Je vous le dis, Sir Henry, il n'y a plus moyen pour des hommes libres de vivre dans ce pays-ci.

— Le Tsar a mal fini, mon brave, pour la même raison que vous, dit Sir Henry en saisissant les rênes : parce qu'il a négligé son devoir. Tout cela, c'était très joli avant la guerre; mais maintenant nous ne pouvons plus tolérer votre fainéantise... Est-ce que M. Mannering ne vous a encore rien dit?

— Je n'ai aucunes nouvelles de lui.

— En tout cas, vous en avez eu du Comité d'Inspection?

L'homme hocha la tête et sur le ton du défi :

— Le Comité n'a pas le droit de me mettre dehors, sans le consentement du Squire.

— C'est ce qu'il faudra voir, répliqua Sir Henry. N'essayez donc pas de lutter, Gregson ! Ce que vous avez de mieux à faire, c'est de chercher un autre emploi. Ce n'est pas le travail qui manque en ce moment.

— Merci du conseil, Sir Henry ! Mais j'ai femme et enfants: je lutterai, tenez-vous-le pour dit !

Sir Henry songeait, en s'éloignant :

« Nous n'aurons pas de peine à le faire déguerpir : nous avons les pouvoirs suffisants. Mais il vaudrait mieux obtenir que Mannering le renvoie... Bon ! En voici un autre ! Avec lui, ce sera un autre son de cloche. »

Un homme venait d'apparaître au tournant de la route. Sir Henry arrêta encore son cheval; mais cette fois, il n'avait plus ni la même expression ni le même ton.

— Vous avez à me parler, Adam ?

— J'étais au bout du champ, je vous ai aperçu pendant que vous parliez à Gregson. J'ai pensé que vous ne m'en voudriez pas de vous parler avec franchise. Sir Henry, on est trop dur pour Gregson.

Sir Henry eut un haut-le-corps ; mais son interlocuteur, un beau spécimen de la jeunesse anglaise, avec ses larges épaules, ses yeux clairs, et ce grand air de dignité naturelle, — n'était pas homme à se laisser éconduire.

— Est-ce vous, Adam, qui défendez Gregson, vous, un des meilleurs fermiers de la région ?

— Et je ne suis pas seul à penser ainsi... Il y a quinze ans que Gregson exploite cette ferme...

Il parlait avec un peu d'hésitation ; mais on le sentait ardemment convaincu ; sa résolution se lisait dans ses honnêtes yeux bleus.

— C'est quinze ans de trop ! interrompit Sir Henry. Nous ne pouvons permettre à de mauvais fermiers comme Gregson de gâcher la terre, maintenant que le pays est menacé par la famine. Nous ne sommes plus au bon vieux temps. Vous-même, vous rendez-vous bien compte que nous combattons pour notre existence ?

— Je le sais, Sir Henry. Mais à quoi bon gagner la guerre, si c'est pour devenir esclaves ?

Sir Henry se mit à rire.

— Voyons, Adam, vous êtes un radical, et je suis un conservateur ! Mais je n'aime pas plus que vous à me laisser conduire. Et pourtant ! Regardez ! Je suis obligé de suivre par monts et par vaux toute une poignée de jeunes employés du ministère qui m'ont tout l'air de ne pas être des aigles. C'est que chacun de nous doit prendre sa part de la tâche commune : c'est un devoir envers le pays.

— Je pense comme vous là-dessus, Sir Henry, et vous savez bien que je suis des vôtres. C'est au Squire qu'il faudrait dire tout cela. Lui et les siens, quel bien ont-ils jamais fait à personne ? Il fait bon être au service d'un propriétaire tel que vous, tandis que lui...

— Patience, Adam, mon ami, patience ! Vous verrez ce que vous verrez.

Et Sir Henry reprit sa route, moitié fâché, moitié amusé.

— Quels *trade-unionists* nous sommes tous, grands et petits ! se dit-il. Cet homme est un aussi bon fermier que Gregson en est un mauvais. Et pourtant il tient pour ses pairs, comme je tiens pour les miens !

Déjà ses pensées prenaient une autre direction. Les terres de Mannering, où il venait d'entrer, étaient abondamment boisées. Il constata que la route, où paissaient quelques rares moutons, n'avait pas été refaite depuis longtemps : les mauvaises herbes l'envahissaient de toutes parts. Sir Henry comprit

pourquoi le Sous-comité d'inspection, constitué en vertu du *Corn Proclamation Act*, avait décidé que toute cette partie de Mannering Park serait labourée et mise en pâturages, car, n'étant même pas très giboyeuse, c'était la plus inutile des terres d'agrément. Et, par cette journée de l'automne de 1917, il se mit à songer aux énormes changements que la guerre avait amenés en Angleterre.

— Qui aurait pu croire que nous nous soumettrions volontairement à la discipline, comme nous l'avons fait ? Service militaire, restrictions, taxes alimentaires, contrôle sur tout, mainmise de l'État jusque sur nos terres! Ces réformes survivront-elles à la guerre? Nous verrons bien... Mais n'est-ce pas le pasteur que j'aperçois là-bas?

A cent mètres environ devant lui, il distinguait une longue et maigre silhouette, coiffée d'un chapeau ecclésiastique. C'était le pasteur, en effet. Il s'avançait à sa rencontre, sur la route éclairée par un doux soleil de septembre : les bois qui barraient l'horizon montraient déjà ces premiers feuillages pourpres, annonciateurs de l'automne.

Sir Henry mit son cheval au pas. Les deux hommes se souhaitèrent le bonjour.

— Vous allez au Hall, Sir Henry? demanda le Recteur.

Sir Henry lui expliqua en quelques mots ce qui l'y amenait.

Le Recteur secoua la tête.

— La visite ne sera pas fort agréable... Je sais l'irritation du Squire contre le Comité... Pourtant, il a en ce moment une distraction. Sa nouvelle secrétaire vient d'arriver, et il est occupé, du matin au soir, à lui montrer ses collections.

— Une secrétaire? Mannering a pris une secrétaire? La connaissez-vous?

— Je n'ai fait que l'apercevoir. Elle m'a paru fort distinguée : je me suis laissé dire que c'est une personne très instruite, ancienne étudiante d'Oxford.

— Vous l'appelez?...

— Miss Élisabeth Bremerton.

— Pourquoi n'est-elle pas en France, ou dans une fabrique de munitions? grogna Sir Henry.

— Elle a probablement ses raisons, car je la crois bonne patriote. Au surplus, c'est à peine si j'ai échangé quelques mots avec elle, au cours d'un déjeuner où, pour le dire en passant,

on nous a servi beaucoup trop de plats. Tout de suite après le déjeuner, elle a disparu avec Paméla.

— Paméla est donc de retour? Sans doute la nouvelle secrétaire est là pour lui servir de chaperon. A ce que me dit Beryl, Paméla est en passe de devenir une beauté. Et, avec cela, intelligente, cultivée... Voilà bientôt un an et demi que je ne l'ai vue, et, à cet âge, les progrès sont rapides!

— Vous en jugerez. Bonne chance pour votre négociation! Mais je me méfie...

— Il s'agit d'obtenir du Squire qu'il nous cède cent ares de son parc, qu'il prenne un nouveau régisseur, qu'il donne congé à trois fermiers, — simplement!

Le Recteur allait continuer son chemin; mais Sir Henry se penchant vers lui par-dessus l'encolure de son cheval :

— C'est pour ma pauvre petite Beryl que cela m'ennuierait, si l'affaire tournait en querelle personnelle : peut-être savez-vous à quoi je fais allusion.

— Ses fiançailles avec Aubrey? Je m'en doutais. Toutes mes félicitations. Au moins, le Squire a-t-il bien fait les choses?

— Il jure ses grands Dieux qu'il n'a pas un sou à donner.

— Pas un sou! quand il vient de dépenser dix-huit cents livres à une vente chez Christie, pas plus tard que la semaine dernière. Et maintenant, je présume que la nouvelle secrétaire va pousser à la dépense. Paméla m'a dit que Miss Bremerton partage la passion de Mannering pour les antiquités grecques : ils étaient comme deux fous, lorsque les nouveaux vases sont arrivés.

— Le diable emporte la secrétaire! s'écria Sir Henry. Quand on pense que ses filles ne peuvent rien tirer de lui pour les œuvres de guerre!

Sur ces mots, Sir Henry mit son cheval au trot, et fut bientôt en vue d'une maison basse, de construction inélégante, enfouie dans les arbres, à laquelle on accédait par les pentes d'un vaste parc.

« Le Hall est vraiment d'une laideur affreuse, remarqua-t-il une fois de plus. Il a été reconstruit à la plus mauvaise époque par un homme absolument dénué de goût. »

Cela lui fit faire un retour sur sa propre maison. Elle avait été construite dans le style colonial d'après les plans d'un célèbre architecte américain, quelques années avant la guerre,

grâce aux bénéfices d'une année particulièrement heureuse : il l'avait fait meubler par le meilleur tapissier, avec un goût qu'il jugeait parfait.

« Et pourtant, ajouta-t-il, qu'est-ce que je suis pour les gens d'ici, comparé à un Mannering? Il faut, pour commencer à prendre racine dans ce sacré pays, y être installé au moins depuis un demi-siècle! Mannering n'est ni aimé, ni estimé; on lui en veut de son égoïsme et de son oisiveté; mais il est le seizième propriétaire du domaine, de père en fils! Qu'il lui prenne fantaisie de s'attacher les gens d'ici, il y réussira sans peine, tandis que moi!... Qu'Aubrey veuille se présenter au Parlement, il n'aura qu'à choisir parmi les meilleures circonscriptions du comté. »

Aubrey Mannering était le fils aîné du Squire. Celui-ci, que la manie archéologique venait de prendre, gaspillait son peu de fortune à acquérir des antiquités grecques, qu'on tenait autour de lui pour des placements fort problématiques. C'était l'avis de Sir Henry Chicksands. Qui achèterait des objets d'art à des prix aussi élevés après la guerre, si un jour Aubrey voulait les vendre? En ce moment, les gens jetaient l'argent par les fenêtres. Mais qu'arriverait-il lorsque les industries de guerre cesseraient de produire, et qu'il faudrait liquider la dette nationale?

« La seule chose qui aura toujours sa valeur, c'est la terre, conclut Sir Henry avec l'assurance tranquille d'un homme qui depuis des années ne cessait d'arrondir méthodiquement son domaine. Les terres de Mannering devaient être couvertes d'hypothèques ; mais on pourrait les libérer en les gérant avec soin.

« Seulement, cela n'est pas au pouvoir d'Aubrey, songea Sir Henry. Depuis qu'il s'est engagé au début de la guerre, le Squire a cessé de lui donner voix au chapitre. Il y a Desmond... Mais ce sera bientôt son tour de partir... »

Il en était là de ses réflexions, quand il vit venir à lui deux jeunes filles qui descendaient l'avenue, escortées d'un colley blanc et feu qui gambadait autour d'elles. La plus âgée, grande, élancée, portait un costume tailleur de couleur sombre. La jaquette serrée à la taille dessinait d'harmonieuses proportions. Une petite toque noire, des bottines et des guêtres brunes complétaient une toilette à la mode, mais sans excentricité. Une canne à la main, elle marchait d'un pas vif et décidé. Sa

compagne semblait, par comparaison, une enfant. Sa jupe trop courte, ses talons trop hauts attirèrent les regards désapprobateurs de Sir Henry. Il détestait l'exagération en toute chose. Pourtant il n'en laissa rien voir et s'adressant gaiement à la jeune fille :

— Chère Paméla, je suis bien content de vous revoir... Comme vous voilà grande aujourd'hui, et gracieuse! Recevez-en tout mon compliment... Je pense que votre père est chez lui?

— Nous l'avons laissé dans la bibliothèque. Permettez-moi de faire les présentations : Miss Bremerton, Sir Henry Chicksands.

Miss Bremerton fit une inclination de tête, tout en continuant à caresser de sa main dégantée le museau du colley. Sir Henry fut frappé par l'air de tranquillité et de force que respirait toute sa personne; le Recteur avait dit juste : sans être régulièrement belle, elle avait un grand charme de distinction.

Quant à Paméla, elle semblait soucieuse : à peine en lui parlant de Beryl, put-il la dérider. Ce fut seulement quand il prononça le nom de Desmond que Sir Henry vit passer une flamme dans les yeux de la jeune fille :

— Nous l'avons en permission pour quelques jours, dit-elle précipitamment. Il est dans l'artillerie : on vient de le nommer officier... Il sera au camp la semaine prochaine, au front vers janvier...

— Je serai heureux de le voir avant son départ, reprit Sir Henry.

Puis, se tournant vers Miss Bremerton avec une courtoisie un peu affectée, il lui demanda si elle connaissait les environs de Mannering. Miss Bremerton répondit qu'elle les ignorait totalement.

— Vous admirerez nos arbres, dit Sir Henry. Ils sont fort beaux.

— Je n'en doute pas, dit la jeune fille sur un ton de parfaite indifférence.

Sir Henry éprouva une légère irritation. C'était un homme excellent, qui n'était pas plus susceptible que la majorité des hommes de son âge et de sa classe ; mais il était habitué à se voir traiter avec une certaine déférence, dont il n'y avait pas trace dans la manière d'être de Miss Bremerton.

— Au revoir donc, Paméla. Je ne veux pas manquer votre père. Quand viendrez-vous voir Beryl?

— Hélas! comment irais-je? soupira la jeune fille.

— Je devine : vous n'avez pas d'essence.

— Et nous ne pouvons en avoir : ici, personne ne travaille pour la guerre.

Sa voix tremblait un peu...

— Pourquoi n'iriez-vous pas aider Beryl à sa cantine? demanda Sir Henry. Elle a grand besoin d'aide. Elle passe devant votre grille en se rendant à Fallerton : elle pourrait vous prendre, et vous déposer chez vous au retour.

Paméla ne répondit pas. De nouveau Sir Henry lui adressa un cordial au revoir, et, s'inclinant devant Miss Bremerton dans un salut cérémonieux, il reprit son chemin.

— Le Squire est chez lui, Sir Henry, mais il travaille en ce moment avec un monsieur que je ne connais pas... qui vient pour les collections.

— Il faut absolument que je le voie, mon brave Forest. Ne le prévenez pas et introduisez-moi directement.

Tout en guidant Sir Henry à travers un long couloir jusqu'au bâtiment que le Squire avait fait ajouter à la maison, pour y abriter sa bibliothèque et ses collections, le vieux domestique lui demanda des nouvelles d'Arthur Chicksands :

— Il y a dix-huit mois, il a été uue première fois empoisonné par les gaz à Ypres; on lui a extrait une balle du poumon, le mois dernier. Mais il est à peu près d'aplomb maintenant et il va nous venir en permission, lui aussi.

Ce fut avec une absence totale de timidité ou de servilité que Forest exprima sa sympathie à Sir Henry; puis, ouvrant une porte à l'extrémité du couloir, il annonça :

— Sir Henry Chicksands!

Une exclamation de mauvaise humeur, partie de l'intérieur, renseigna suffisamment le visiteur sur la nature de l'accueil qui l'attendait.

La bibliothèque de Mannering Hall présentait un curieux spectacle lorsque Sir Henry Chicksands y pénétra. C'était une longue pièce, garnie à mi-hauteur de livres et de globes de verre recouvrant des vases grecs, des figurines de Tanagra et autres antiquités grecques et étrusques, dûment étiquetées et

classées. De grandes tables, chargées de livres et de bibelots présentaient un beau désordre, auquel il était évident qu'aucune femme de chambre n'avait eu permission de remédier depuis des semaines. Au milieu de ce fouillis, une table, plus petite, se distinguait par l'ordre scrupuleux avec lequel on y voyait rangés une machine à écrire, quelques livres, un casier à papier et aussi un plumeau, des plumes, des crayons et un pot à colle. A l'angle, un vase rempli de roses d'automne mettait dans l'austérité de la pièce une note d'élégance inattendue.

On venait de recevoir un nouvel arrivage; quatre grandes caisses encombraient le peu d'espace libre : la paille, le papier et la ouate qui avaient servi à l'emballage, jonchaient le tapis. Entre plusieurs vases de tailles différentes, deux surtout se faisaient remarquer; c'étaient deux pièces superbes, décorées de figurines. Le propriétaire de Mannering Hall était en grande conversation avec un individu entre deux âges, qui, assis par terre, était occupé à examiner attentivement les vases, derrière son lorgnon. Le Squire posa un petit bronze qu'il tenait à la main et se tournant vers son visiteur :

— Vous arrivez mal, Chicksands! Je suis en plein déballage, très occupé, et d'une saleté à ne pas prendre avec des pincettes. Ces objets que vous voyez sont arrivés hier soir, et M. Levasseur m'a aimablement proposé de m'aider à les déballer. Je ne sais si vous vous connaissez? M. Levasseur, Sir Henry Chicksands.

M. Levasseur, toujours à terre, leva la tête négligemment et rendit à peine le léger salut que lui adressa Sir Henry, à qui tout de suite il fut souverainement antipathique. Que faisait ce gros garçon, qui paraissait d'âge mobilisable, à quatre heures de l'après-midi, assis au milieu de ce tas de bibelots, alors que l'Angleterre avait besoin de tous ses hommes valides? Il n'avait aucun souvenir que son nom eût jamais été prononcé au Tribunal du Comté dont il était l'actif président.

— Asseyez-vous donc, Chicksands, fit le Squire, en lui offrant une chaise qu'il venait de débarrasser et dites-moi ce qui vous amène.

— C'est, dit Sir Henry, en désignant du regard le visiteur poussiéreux installé au milieu de la salle, que j'ai à vous entretenir de choses confidentielles.

— Confidentielles, mais non pas mystérieuses... Vous venez

pour me forcer à faire ce que que je ne veux pas faire. Ai-je deviné juste? demanda vivement Mannering.

Il se tenait adossé à une table, sa longue silhouette mince agitée de tics nerveux, le regard hostile, le sang aux pommettes. A côté de Chicksands, bâti en force, le Squire de Mannering n'avait l'air que d'un gringalet. Maigre, le cou grêle, la tête petite, une épaisseur de cheveux prématurément blancs tombant en désordre sur le front et jusque sur les yeux, le nez d'une longueur démesurée, les lèvres tremblantes, à cinquante ans à peine il paraissait plus âgé que Sir Henry qui approchait de la soixantaine.

Il continua :

— Vous voulez que je donne congé à Gregson : je vous préviens que je suis décidé à n'en rien faire.

Et il croisa ses bras, qu'il avait longs et décharnés, sur son étroite poitrine, tandis qu'il fixait sur son interlocuteur un regard perçant.

Chicksands hésita un instant avant de répondre.

— J'ai des papiers à vous communiquer, dit-il enfin doucement, en tirant une large enveloppe de la poche intérieure de son veston; mais je ne puis vraiment en causer que seul à seul avec vous.

Les yeux du Squire étincelaient.

— Je connais votre refrain : c'est la guerre! C'est toujours la guerre, quand il s'agit de me faire faire des choses que je ne veux pas faire, qui entravent ma liberté personnelle et celle d'autrui. La guerre! Je ne l'ai ni demandée, ni acceptée; je n'y crois pas. Tenez, voici Levasseur, qui est un garçon intelligent, qui nous est bien supérieur à tous deux : demandez-lui ce qu'il en pense.

Une vive contrariété se peignit sur le visage de Sir Henry.

— Parlons sérieusement, Mannering, et ne me faites pas perdre mon temps. Passons dans votre cabinet, si nous devons y être seuls.

Et il se dirigea vers une porte qui ouvrait au fond de la bibliothèque.

Levasseur intervint sur le mode doucereux.

— Je serais désolé de vous gêner. Je vais faire un tour dans le parc; il fait un temps superbe : avec un livre et des cigarettes je serai très bien...

Plongeant la main dans une boîte ouverte, il remplit son étui de cigarettes, prit un livre et sortit.

— Tranquillisez-vous, Chicksands, ricana Mannering : il a passé l'âge de la conscription !

— J'aime à le croire, répliqua Sir Henry avec raideur.

— Oh! de six mois à peine... Il vous a tout juste échappé.

Sir Henry rougit de colère.

Maintenant, je vous écoute, dit Mannering en se laissant tomber d'un air résigné dans un fauteuil et bourrant sa pipe.

Mais Chicksands ne se pressait plus de parler. Il venait de découvrir, derrière le Squire, un chevalet, sur lequel était posée une esquisse au fusain. C'était le portrait de grandeur naturelle d'un jeune homme de dix-huit ou dix-neuf ans, en tenue de *cricket*.

Le Squire suivit la direction de son regard.

— Vous ne connaissiez pas ce portrait de Desmond? N'est-ce pas qu'il est bien? C'est Sir William Orpen qui l'a fait, au mois de juillet dernier.

Depuis que Sir Henry l'avait aperçu, ce dessin éclairait pour lui toute la pièce. C'était une œuvre traitée dans une manière large, sans détail inutile, avec une simplicité toute classique. Le costume était celui des *Eton Eleven*. Ce jeune homme aux lèvres entr'ouvertes, aux yeux qui regardaient droit vers l'avenir, était l'image elle-même de la Jeunesse ardente, résolue et confiante, le symbole de toute une génération. Le jeune Ulysse devait avoir ce port de tête et ce regard, lorsque pour la première fois il quitta sa mère pour chasser le sanglier sur le Mont Parnasse. Et c'est de cet air-là que des milliers de jeunes Anglais étaient partis depuis le commencement de la guerre vers une aventure plus périlleuse, avec la même intensité de volonté et le même mépris joyeux du danger.

Sir Henry sentit sa gorge se serrer. Il avait perdu son plus jeune fils pendant la retraite de Mons et deux neveux dans la Somme.

— C'est une œuvre admirable! murmura-t-il d'une voix mal assurée. Je vous envie de la posséder.

Le Squire ne répondit pas. Son long corps ratatiné dans le fauteuil, ses yeux inquiets fixés sur son visiteur, c'était lui désormais qui le pressait de s'expliquer.

II

Sir Henry parlait depuis longtemps, ne s'interrompant que pour présenter au Squire les papiers officiels, — communications du gouvernement, rapports du Comité, etc., — que celui-ci laissait tomber à terre, après y avoir jeté un regard distrait.

— Telle est la situation, conclut enfin Sir Henry en s'appuyant contre le dossier de sa chaise. Si le ravitaillement n'était pas en cause, croyez bien que nous ne songerions à demander ces sacrifices, ni à vous ni à personne! Mais nous aurons de la peine à boucler la boucle au printemps et à l'été prochains: de toute nécessité, il nous faut faire rendre davantage à la terre. En conséquence, nous vous demandons de faire labourer et ensemencer cinquante ares de votre parc dans le voisinage de Fallerton. Ce morceau de terre est si éloigné de la maison, que vous ne vous en apercevrez même pas. Et, bien cultivé, il peut être d'un sérieux rapport.

Le Squire se redressa.

— Si je vous ai bien compris, vous me demandez de donner congé à trois fermiers en commençant par Gregson, sous prétexte qu'ils exploitent mal leurs terres. Ensuite, vous me demandez de faire labourer cinquante ares de mon parc. Vous avez aussi la bonté de me suggérer de faire abattre une partie de mes bois?

Sir Henry comprit que sa patience allait être mise à une rude épreuve.

— C'est en effet ce que nous vous suggérons, pour votre bien et pour le bien du pays.

— Et dites-moi, je vous prie, qui est ce « *nous* » qui prend à mon bien tant d'intérêt ?

— *Nous?* c'est le Comité Départemental de Guerre pour l'agriculture, organisé en vue d'obtenir un meilleur rendement de la terre, permettant aux Iles-Britanniques de se suffire.

— Et si je refuse... que ferez-vous?

— Si vous refusez, reprit Sir Henry avec un peu d'embarras, nous aurons le regret d'agir sans vous.

— Vous pourrez renvoyer mes fermiers et labourer mes terres selon votre bon plaisir?

— Nos pouvoirs sont très étendus.

— Grâce à ce fameux acte... comment l'appelez-vous?... l'Acte de Défense du Royaume?

Sir Henry acquiesça d'un signe de tête.

Le Squire s'était levé : il arpentait fiévreusement la pièce, se frayant non sans peine un chemin à travers les piles de livres, les caisses et les vases entassés à terre. A la fin, il se retourna impétueusement :

— Je vous déclare, Chicksands, que je garde mes fermiers.

Sir Henry considéra la mince silhouette arrêtée devant lui et faisant effort pour garder tout son calme :

— Ce sera bien fâcheux, dit-il. Songez, Mannering, que je n'approuve pas plus que vous certains procédés du gouvernement. Nous autres propriétaires, nous aurons peut-être à nous défendre. Je voudrais conserver intacte votre influence dont nous pouvons avoir besoin. Il se peut qu'à un moment donné nous ayons à agir de concert, d'accord avec les autres propriétaires terriens de Brookshire. Il nous sera d'autant plus facile alors de résister aux exigences déraisonnables du gouvernement, que nous aurons accepté ses exigences raisonnables.

Le Squire secoua la tête. Il était clair que le calme voulu de son interlocuteur commençait à lui porter sur les nerfs.

— Vous plaisantez, Chicksands. Vous et moi n'avons vraiment aucun intérêt commun. Une fois pour toutes, et pour le labourage du parc comme pour le renvoi des fermiers, je refuse. Est-ce clair?

— Réfléchissez, Mannering. Vous ne pouvez nier, — aucun homme sensé ne peut nier, — qu'il nous faille activer notre production nationale. Les sous-marins nous y obligent...

— Mais qui nous a valu les sous-marins? Les politiciens. Pas de politiciens, pas de guerre! Sans un tas d'idiots dénommés diplomates qui ont brouillé les cartes à l'étranger, et sans un tas d'incompétents appelés politiciens qui ont perdu la tête chez nous, il n'y aurait pas de guerre. C'est la guerre de la Russie... de la France... Mais l'Angleterre?... Qui lui a demandé si elle voulait la guerre? Qui m'a demandé à moi si je la voulais?

Et le Squire, debout devant Sir Henry, se frappa violemment la poitrine.

— Le pays tout entier veut la guerre, répliqua Sir Henry avec conviction.

— Qu'en savons-nous? Qu'en savez-vous? J'ai autant que vous le droit d'avoir une opinion; je vous dis que le pays est excédé de la guerre. Nous mourrons tous de la guerre. Elle nous réduira tous à la misère. Que me font la France et la Belgique? Nous aurons perdu hommes, argent, repos, la moitié des choses qui rendent la vie possible... et pour quoi, je vous le demande?

— Pour l'honneur! répliqua Sir Henry gravement.

— *L'honneur!* Qu'est-ce que l'honneur? Vous prêtez à ce mot un sens, et moi un autre. Aubrey m'étourdit de ce même refrain chaque fois qu'il vient me voir. Quant à mes filles, elles me considèrent comme un vieil avare et un vieux fou, parce que je refuse de leur donner un sou pour leur Croix-Rouge et pour leurs œuvres de guerre. Je ne donne rien parce je n'ai rien à donner. L'impôt sur le revenu me prend tout.

— Cependant vous dépensez de l'argent pour... ceci.

Et Sir Henry désigna les vases.

— Il le faut bien. Ceci est quelque chose de durable. Ceci me permettra de boucher les trous que les soldats et les politiciens sont en train de creuser. Lorsque la guerre ne sera plus qu'un cauchemar dont personne ne voudra se souvenir, ces petites choses (et il désigna un groupe de bronzes grecs et de terres cuites placés sur une des tables) n'auront pas cessé d'être des trésors aux yeux de tous les connaisseurs.

Sir Henry sentait sourdre dans la profondeur de son honnêteté une émotion qu'il lui serait impossible de contenir plus longtemps. Il se leva pour prendre congé.

— Je suis fâché, Mannering, de n'avoir pas réussi à vous convaincre. Je déplore votre point de vue, et j'en suis peiné pour vos fils.

— Mes fils! L'un est un foudre de guerre avec qui la discussion est impossible. L'autre est un enfant, un gamin que le gouvernement se propose d'assassiner avant qu'il ait commencé sa vie.

Sir Henry considéra un instant son interlocuteur pâle de rage : puis son regard se porta sur le portrait de Desmond. Il baissa les yeux, sa colère tomba.

— Au revoir donc, Mannering. Je ferai mon possible pour vous faciliter les choses...

Le Squire éclata d'un rire mauvais.

— Vous me mettrez les poucettes en douceur... Grand merci !... Ce sera tout de même vous qui me les mettrez, vous qui congédierez mes fermiers, vous qui ferez labourer mes terres et abattre mes arbres...

Le Squire haletait. Assis sur le bord de la table, les jambes croisées, les mains crispées, il toisa Sir Henry et brusquement :

— Dans ces conditions, ne vous semble-t-il pas qu'il sera difficile à Aubrey et à Beryl de rester fiancés ?

— Vous avez donné votre consentement, Mannering !

— Eh bien, je le retire...

— Vous bouleverseriez la vie de ces jeunes gens parce que vous êtes en désaccord avec le Comité Départemental de Guerre et que j'en suis le président ?

— C'est cela même. Les jeunes gens comprendront d'eux-mêmes la situation.

— Aubrey est majeur, il est maître de ses actions...

— Aubrey a besoin d'argent. S'il est maître de ses actions, je reste, moi, maître de ma fortune.

— Parce que je me suis chargé de cette mission, pour tâcher de vous épargner des ennuis, vous vous vengeriez sur votre propre fils et sur ma fille ?

— Ce n'est pas moi qui ai créé cette situation : je la subis, et voilà tout.

— Je ne crois pas, Mannering, je ne puis pas croire, que vous mettiez vos menaces à exécution... Mais alors, je serais obligé de prendre le parti de ces jeunes gens.

— A votre aise, Sir Henry. Je suis fâché que votre visite n'ait pas été plus agréable pour vous. Forest va vous reconduire !

Et donnant un vigoureux coup de sonnette, le Squire se dirigea vivement vers la porte, qu'il ouvrit toute grande.

Chicksands sortit, muet de stupeur et d'indignation.

Le Squire referma la porte sur son visiteur et, resté seul, il éclata d'un rire nerveux.

« Je savais bien qu'un jour ou l'autre nous viendrions à une rupture... Quelle tête il faisait !... Et quand il est sorti !... Un oiseau déplumé. »

Il demeura un instant à réfléchir. Puis, s'asseyant à son bureau, il déchira un feuillet de son *block-notes*, et y traça les lignes suivantes :

« Mon cher Aubrey,

« Ton futur beau-père vient de me torturer d'une façon inconnue avant la guerre en pays civilisé. Il est président d'une organisation ridicule qui s'intitule le Comité de Guerre Départemental pour l'Agriculture, et a pour but de persécuter les propriétaires terriens. Ils prétendent me faire congédier trois de mes fermiers : je refuse. Ils passeront outre. Ils vont aussi faire défoncer une partie de mon parc sans mon consentement. Chicksands est à la tête de tout ce complot. Il est venu aujourd'hui pour me persuader ou m'intimider. Je l'ai mis à la porte. Le devoir de mes enfants est tout tracé : c'est de rompre avec lui. A toi de voir si tu peux encore épouser Beryl. Si tu t'obstines, je t'avertis que je refuse mon consentement à ce mariage, et qu'il te faudra subir toutes les conséquences de ta révolte.

« Je crois, Dieu me pardonne ! que le monde entier est fou. Ma seule consolation, c'est que je viens de recevoir de nouvelles antiquités grecques ; Levasseur m'aide à les déballer. Mais je ne t'en dis rien : tu as gaspillé ton temps à Cambridge, et je doute que tu sois en état de traduire correctement un passage d'Euripide, ta vie dût-elle en dépendre.

« Si tu veux causer avec moi de tout cela, viens passer ici un jour ou deux. Tu y trouveras ma nouvelle secrétaire : c'est une jeune fille du plus grand mérite, qui lit le grec comme un ange. Au revoir. Ton père affectionné.

« EDMUND MANNERING. »

Ayant terminé cette épître, il la relut et la glissa dans l'enveloppe, en poussant un soupir de satisfaction. Puis il regarda l'heure.

« Miss Bremerton tarde bien longtemps ! Je lui ai offert de prendre deux heures de repos ; mais il va de soi qu'elle n'aurait pas dû accepter. Toujours ma maudite courtoisie ! Les femmes sont toutes les mêmes ! Du repos ? Je vous demande un peu ! Est-ce qu'on se repose quand le travail qu'on fait vous intéresse ? »

Et, prenant sur la petite table des feuillets couverts d'une calligraphie grecque excellente, il les examina minutieusement. Tout à coup il bondit :

« Encore un vers faux! Elle se sera fiée à sa mémoire, et n'aura pas pris la peine de vérifier! Hier encore, je l'ai reprise sur ses accents. Les femmes se moquent des accents. »

Sur ces entrefaites, il aperçut Levasseur qui venait de rentrer...

— Je ne puis rester plus longtemps, dit ce dernier. J'ai promis de passer ce soir à la gare prendre des blessés.

— Vous? Des blessés? Que voulez-vous dire? interrogea le Squire.

Sur les lèvres minces de Levasseur passa ce qui chez lui tenait lieu de sourire :

— J'étais par trop mal vu : cela devenait gênant. Alors, j'ai suivi la ligne de la moindre résistance. Maintenant, tout le monde est redevenu aimable. Et puis, j'aime conduire.

— Mauvais calcul! grogna le Squire. On doit ou se tenir à l'écart de la guerre, ou y entrer à fond. Vous feriez mieux de vous engager et de vous faire tuer aussi vite que possible.

— Merci! répondit l'autre en riant, vous êtes trop bon. Moi, je suis pour le juste milieu. Je ne demande pas mieux que de trimballer quelques pauvres garçons de temps à autre, si on veut bien me laisser terminer mon livre.

Le Squire le considéra d'un œil attentif.

— Le fait est que vous êtes trop bien nourri, Levasseur, ou du moins vous le paraissez. C'est ce qui agace les gens. Tenez, moi, je pourrais me gaver pendant un mois, je n'engrasserais pas d'une livre!

— Je présume que vous vous soumettez, comme tout le monde, aux restrictions.

— Jamais de la vie! Toutes ces histoires sur le manque de vivres ne sont qu'une vaste blague. C'est le gouvernement qui nous a entraînés dans cette guerre : à lui de nous nourrir tant qu'elle durera...

Levasseur eut encore son sourire falot, salua et disparut par la porte-fenêtre.

« Ce n'est pas que ce garçon me plaise énormément, se dit le Squire, mais il m'est utile. Je lui ferai cataloguer ces objets comme il a déjà fait pour les autres... Ah! vous voilà enfin, Miss Bremerton! »

Il se retourna d'un air de reproche, en entendant la porte s'ouvrir. Sur le seuil se tenait la nouvelle secrétaire, dont

l'élégante silhouette apparaissait dans le soleil qui inondait la bibliothèque. Mannering se préparait à l'entendre s'excuser d'avoir dépassé de cinq minutes les deux heures qu'il lui avait accordées. Mais elle se contenta de dire :

— Paméla m'a priée de vous prévenir, monsieur Mannering, que le thé est servi sous la véranda.

— Voilà une habitude qui entraîne une perte de temps abominable, grommela le Squire.

— Vous trouvez? Pour moi, c'est le repas le plus agréable de la journée.

Le ton était si simple, la voix si assurée que le Squire en conçut un vague dépit. Il avait été habitué à jouer au tyran avec ses deux secrétaires précédents, — un étudiant de Cambridge et une vieille fille à lunettes pourvue d'une licence de l'Université de Londres. Dès le premier jour, il s'était rendu compte que Miss Bremerton n'était pas de celles qu'on peut tyranniser à son gré. Alors, sournoisement, il tâchait de l'humilier. Il lui fit signe d'approcher de la table :

— Vous avez fait là un vers faux, lui dit-il, désignant du doigt une citation de l'*Odyssée :* cette syllabe ne peut être longue.

— Pardon, s'écria vivement la jeune fille, j'ai vérifié : il y a des exemples; j'en ai noté jusqu'à trois sur mon carnet.

Elle s'apprêtait à chercher la page, lorsque Mannering l'arrêta de mauvaise grâce :

— Naturellement! On trouve toujours des autorités pour une mauvaise leçon... Et ces accents, qu'en pensez-vous?

Cette fois, Miss Bremerton prit un air désolé.

— Vous avez raison. Je me suis trompée, lourdement trompée. Où avais-je la tête?

Mannering était aux anges. Ravi d'avoir produit son effet, il daigna s'adoucir :

— Ne vous troublez pas, je vous prie. Tout le monde peut se tromper. Vous avez une très belle écriture grecque.

Miss Bremerton reçut le compliment sans sourciller, absorbée par le soin qu'elle mettait à gratter les mots fautifs, puis à les recopier de sa plus belle écriture.

Le thé était servi sous la véranda. Paméla tenait sur ses genoux un tricot qu'elle dissimula vivement en entendant le

pas de son père. Elle avait retiré son chapeau, et son front charmant paraissait plus délicat sous l'épaisse chevelure brune. Il y avait en elle cette grâce exquise de la jeunesse qui laisse aux contours du visage un peu d'indécision, comme elle est le temps des vagues désirs. C'était la délicatesse des traits et la fraîcheur du teint qui, pour le moment, faisaient son charme; mais dès maintenant, on pouvait prévoir ce que serait sa beauté quand elle se serait épanouie. Elle faisait avec la nouvelle secrétaire un frappant contraste. Si elle était la poésie, Élisabeth Bremerton incarnait la force, la bonne humeur, le sens pratique. Celle-ci tenait d'une grand'mère hollandaise le teint clair et les cheveux d'or qui évoquaient en elle le type de la Saskia de Rembrandt : une riche carnation, des cheveux qui frisaient gracieusement autour des tempes, une jolie fossette au menton bien dessiné. La blancheur du cou ressortait sur la simple blouse de soie noire décolletée, qui laissait voir un rang de perles, petites à vrai dire, mais véritables.

Le Squire, qui se connaissait très bien en bijoux, avait tout de suite remarqué ces perles. Il estimait peu convenable qu'une secrétaire eût un rang de perles vraies; au moins devrait-elle avoir la discrétion de ne pas les montrer.

Il prit la tasse de thé que sa fille lui tendait. Puis il demanda :

— Où est Desmond?

— Il a déjeuné à Fallerton, au camp; le capitaine Byles l'a invité; il a dû ensuite prendre part au match.

La même pensée traversa l'esprit du père et de la fille : « Dans une semaine Desmond sera parti. » Cette pensée raviva chez Paméla cette douleur de la séparation avec laquelle elle vivait maintenant, tandis qu'elle provoquait chez son père une impression également coutumière, un redoublement d'exaspération et d'humeur caustique.

— Paméla, dit-il avec brusqueris, j'ai une mauvaise nouvelle à t'apprendre.

Sa fille se tourna vers lui avec inquiétude.

— Je viens de me brouiller avec Sir Henry Chicksands : ni toi, ni Desmond, ni aucun de vous ne devrez plus avoir aucun rapport avec lui, ni avec sa famille.

— Père, que veux-tu dire?

L'air consterné de sa fille ne fit qu'augmenter l'irritation du Squire.

— Tes sœurs mariées et Aubrey agiront comme bon leur semblera, — bien que j'aie prévenu Aubrey de ce qu'il risquerait à prendre parti contre moi. Mais toi et Desmond, vous êtes sous ma tutelle. Je te défends d'aller à Chetworth, et de continuer à voir Beryl.

— Renoncer à voir Beryl, qui est ma meilleure amie, et qui est fiancée à Aubrey?

— Si Aubrey a la moindre affection pour moi, il rompra ses fiançailles.

— Qu'est-ce donc, père, que vous avez à reprocher à Sir Henry?

— Il fait main basse sur ma propriété, ma petite, tout simplement : il congédie mes fermiers à ma place, il prétend labourer le parc, sans mon consentement. C'est un rien! Mais je me défendrai...

Et le Squire assena un violent coup de poing sur le bras de son fauteuil.

— Pourtant, père, si tout cela est nécessaire, s'écria la jeune fille au désespoir. Songe un peu à tout ce que supportent les autres et à tout ce qu'ils font... Et nous, nous ne faisons rien!

— Et que pourrions-nous faire? Comme si ce n'était pas assez d'être ruinés par la guerre! Je vous préviens tous que, l'année prochaine, je ne pourrai payer l'impôt sur le revenu. Mannering sera mis en vente.

Et son regard allait par-dessus les plates-bandes mal entretenues et les pelouses en pente, vers la ligne bleue des collines.

Élisabeth Bremerton jugea qu'elle était de trop dans cette discussion de famille; elle posa sa tasse et se retira, laissant seuls le père et la fille.

A peine était-elle partie, Paméla se rapprocha de son père et mettant une main sur son bras :

— Père! J'ai une demande à te faire.

— Eh bien, dis-moi ce que c'est; mais tu sais, petite, pas de cajoleries : cela ne prend pas avec moi.

— Ce que j'ai à te demander est la chose du monde la plus simple. Veux-tu me permettre d'aller travailler quelques heures chaque jour au nouvel hôpital installé de l'autre côté du parc? Ils ont une cinquantaine de blessés en ce moment. Ils sont débordés et n'ont personne pour les soins du ménage.

— Voilà ce que je ne permettrai certes pas, répondit Mannering durement. Tu es trop jeune. Tu as ton éducation à faire.

J'ai engagé Miss Bremerton afin qu'elle te donne deux heures de leçon par jour : elle sera libre dès que nous aurons classé ces vases. Tu as aussi ta musique à entretenir. Tu n'as pas le temps de jouer à la femme de chambre : c'est une fantaisie qui ne me convient pas pour ma fille.

— Cependant toutes les autres jeunes filles, toutes mes amies, font quelque chose pour la guerre ; elles frottent, lessivent ou cousent. Les deux petites Joyce, qui ont juste mon âge, vont à l'hôpital.

— Lord Enwhistle élève ses filles comme il veut : j'entends élever la mienne comme il me plaît.

La jeune fille, qui s'était contenue jusque-là, eut une révolte soudaine :

— Tu as tort, oui, tu as tort, père, de ne vouloir rien faire pour la guerre, et de m'en empêcher, moi, ta fille. Tu empêcherais Desmond de partir si tu pouvais. Heureusement tu ne le peux pas, sans cela!...

Et debout, crispant les poings, sa jolie tête rejetée en arrière, elle avait une attitude de défi. Mannering la regarda, étonné de cette violence inaccoutumée ; puis, fronçant les sourcils, il se détourna sans répliquer, et s'en fut en sifflotant.

Paméla resta seule dans le crépuscule de septembre. Elle se dirigea vers une vieille allée moussue que bordaient des haies de buis ; et là, elle donna un libre cours à sa douleur. Ne pas retourner à Chetworth! Ne plus revoir Beryl C'était cruel! C'était odieusement injuste!

« Mais, je n'obéirai pas. Pourquoi obéirais-je? Les jeunes filles ne sont plus les esclaves qu'elles étaient autrefois! Si une chose est injuste, nous pouvons la combattre, — nous devons la combattre! Beryl et moi, nous continuerons à nous voir. Aubrey lui sera fidèle : ce serait trop lâche d'agir autrement. Bientôt Arthur sera là : il viendra au secours de Beryl! Je lui demanderai conseil. »

A cette pensée, ses traits se détendirent, un léger frisson l'agita :

« Et s'il me dit d'obéir à mon père? Mais comment le pourrais-je? C'est mal, c'est abominable ce que fait mon père. Tout le monde nous méprise. Desmond a hâte de partir, de fuir une maison où il se passe de telles choses. Quelle humiliation pour nous! Et pourtant ce n'est pas notre faute! »

Elle était ainsi révoltée contre son père, désolée pour son amie, blessée de la contrainte imposée à son patriotisme et à sa conscience. Il y avait à peine deux mois qu'elle avait quitté la pension où l'influence d'une directrice remarquable avait éveillé chez quelques « grandes » comme Paméla, la conscience des périls et des souffrances de la guerre, — de la cause sacrée pour laquelle l'Angleterre combattait, la conscience aussi de la gloire de l'Angleterre et de la joie qu'elles devaient ressentir du privilège d'être des citoyennes anglaises. Ce noble langage avait allumé dans ces jeunes cœurs une flamme patriotique qui, lorsqu'elles eurent quitté la pension, se traduisit chez elles par un ardent désir de travailler pour leur pays avec un fier et joyeux dévouement.

A la fin de juillet, après ses examens, Paméla vint passer un mois de vacances chez une amie de collège, dont la famille habitait une grande propriété de campagne dans les Highlands. Là, elle s'était promenée parmi les *lochs* et les bruyères avec une bande de jeunes gens, les uns en permission, d'autres en congé de convalescence; et ç'avait été pour elle des jours tout pleins d'âpres émotions sur lesquelles se referma sa nature concentrée. Dans cet admirable cadre de nature, les propos de ses compagnons, jeunes sous-lieutenants revenus se guérir de quelque blessure et qui repartaient pour de nouveaux dangers, les récits de morts héroïques qui circulaient dans la campagne écossaise firent sur elle une impression profonde. Peu à peu, son âme se mettait au ton de ce moment tragique. Non que personne dans cette belle jeunesse prît les choses au tragique. On se promenait, on pêchait, on flirtait, on riait du matin au soir. Cependant chaque courrier, chaque numéro de journal apportait la nouvelle d'une mort qui affectait plus ou moins quelque membre de ce petit groupe. Et, dans la joie physique des journées passées au grand air, baignées de soleil ou rafraîchies par le vent, chacun éprouvait le sentiment que nul été ne pourrait désormais ressembler aux étés passés, que c'était fini de l'insouciance d'autrefois, et qu'au delà et autour de tous ces rires, de toute cette joie, s'étendait l'ombre qui assombrit maintenant l'univers.

Un soir, au soleil couchant, sous un ciel d'or et de pourpre, Paméla était assise avec un de ses jeunes compagnons au bord d'un ruisseau qui coulait à flanc de coteau et où tous deux

jetaient des cailloux ramassés dans la montagne. Il avait vingt ans, elle n'était qu'une enfant; ils ne s'étaient rien dit, mais leurs cœurs s'étaient compris. Après la gaieté de la journée, il avait voulu se ménager cet instant de tête-à-tête avec elle :

— Demain, ce soir peut-être, fit-il d'une voix sourde, il faudra nous dire adieu.

— Vous aurez bientôt une autre permission?

— L'autre fois, j'ai été dix mois sans en avoir.

— Peut-être nous retrouverons-nous ici, l'été prochain?

— Je ne crois pas, répondit-il avec tranquillité.

Paméla leva sur lui un regard troublé.

— La guerre sera plus dure cet hiver. Ce sera de plus en plus dur jusqu'à la fin. Je ne pense pas en revenir.

Remuée jusqu'au fond de l'âme, Paméla ne put que balbutier :

— Oh! Basil, ne parlez pas ainsi!

— Bien sûr, il vaut mieux ne pas en parler. Personne n'en parle. Mais, cet après-midi, il faisait si bon auprès de vous! J'ai senti que j'avais quelque chose à vous dire. Alors, un jour, vous vous rappellerez...

Machinalement, il lança un dernier caillou dans l'eau : les cris des coqs de bruyère s'éveillaient là-bas sur la lande.

— Dites-moi ce que je devrai me rappeler, mon ami.

— Que j'avais fait le sacrifice, dit-il simplement.

Paméla, dans un geste de charmant abandon, mit sa main dans celle de Basil qui la serra sans mot dire. Le soir, il repartit sans avoir revu la jeune fille.

Et c'était le même esprit qui animait tous ces jeunes gens, laids ou beaux, bruns ou blonds, tous braves, tous gais et allègres. Déjà deux d'entre eux étaient morts; mais Basil était encore vivant quelque part, du côté du saillant d'Ypres.

Quand elle rentra à Mannering, il sembla à Paméla qu'elle découvrait pour la première fois les bizarreries de son père et l'atmosphère qu'elles créaient autour d'eux. La réprobation grandissait. Paméla s'en rendait amèrement compte, et elle évitait avec soin tout rapport avec leur voisinage. Ils ne faisaient rien pour la guerre. Ils ne donnaient pas un sou à la Croix-Rouge. Et pourtant, le Squire dépensait des centaines, peut-être des milliers de livres pour des antiquités, ce qui les

endettait plus cruellement chaque jour! Miss Bremerton recevait des appointements de deux cent cinquante livres par an, alors qu'ils n'avaient pas de quoi entretenir le jardin ni entreprendre les réparations indispensables!

— Pourquoi Miss Bremerton ne travaille-t-elle pas pour la guerre? Le moment est bien choisi pour faire du grec!

Et, dans le calme du soir, la jeune fille croyait entendre au loin le grondement du canon des Flandres...

Cependant, la porte de la bibliothèque s'entr'ouvrait, livrant passage à Miss Bremerton. Celle-ci aperçut Paméla qui s'enfuyait parmi les bosquets. Elle suivit un instant des yeux le blanc fantôme et soupira tristement.

Son regard rencontre la table à thé non desservie. Quelle ridicule profusion de gâteaux, de sucre, de beurre! Et cela parce que le Squire s'était mis en tête de braver le contrôleur des vivres et de défier l'opinion!

Elle agita une petite sonnette d'argent placée sur la table : Forest apparut.

— Veuillez débarrasser la table, Forest... Et maintenant donnez-moi votre avis. Croyez-vous qu'on ait besoin de tant de gâteaux en temps de guerre?

Forest hésita un moment avant de répondre.

— Ce n'est guère l'habitude de M. Mannering, Miss, de prendre l'avis de ses domestiques.

— Mais moi, je puis bien vous le demander, Forest.

Une rougeur monta à l'honnête visage de Forest.

— Excusez-moi, Miss, mais, puisque vous le voulez, je vous dirai donc que la nourriture ici, c'est un scandale. Seulement le maître y tient. Il ne veut rien changer à ses habitudes.

— Eh bien! Forest, dit Miss Bremerton, sur le ton de la confidence, vous savez que M. Mannering désire que je m'occupe de la maison. A nous trois, vous, la cuisinière et moi, nous pourrons venir à bout de quelques réformes.

Forest réfléchit.

— Comptez sur moi, Miss; mais il faudra aller en douceur, à cause du Squire.

Miss Bremerton sourit et remercia : ils demeurèrent encore quelque instants à comploter dans le crépuscule.

III

— Dis donc, Paméla, qui est cette personne, et pourquoi nous l'impose-t-on ?

C'était Desmond Mannering qui parlait ainsi. Il était assis sur le bord d'un fauteuil fort délabré dans la pièce qui avait été « l'antre » des jumeaux depuis leur enfance. C'est là que Paméla faisait de la photographie, là qu'elle tricotait ces piles triomphantes de chaussettes et de moufles qu'elle cachait soigneusement à son père. C'est là qu'elle lisait et qu'elle écrivait à ses amies de pension et aux jeunes gens qu'elle avait rencontrés en Écosse. De nombreux instantanés rangés sur la cheminée révélaient en elle un photographe médiocre.

Paméla eut une moue de dépit.

— Je crois que père l'a engagée exprès afin de pouvoir dire à Alice et à Margaret qu'il n'a pas un sou à leur donner pour leurs œuvres de guerre. Deux cent cinquante livres par an ! Et les fournisseurs ne sont pas payés ! J'évite de les rencontrer...

A en juger d'après une photographie de Mme Mannering accrochée au mur et faite un an avant la naissance des jumeaux, Desmond ressemblait à sa mère beaucoup plutôt qu'à son père. C'était la même coupe de visage et, comme aussi bien chez Paméla, ce même je ne sais quoi qui excluait toute idée de banalité, et qui semblait dire : « Ici, il y a une âme et un cerveau. » Paméla se rappelait un vers de Browning en regardant le sourire qui éclairait le visage de sa mère :

This grew; I gave command,
Then all smiles stopped together.

Mme Mannering avait-elle été heureuse ? Ses enfants ne le sauraient jamais.

— Quel âge lui donnes-tu ? reprit Desmond en indiquant d'un signe de tête la direction de la bibliothèque.

— Trente ans bien sonnés !

— Elle ne les paraît pas.

— Mon pauvre Desmond, c'est que tu ne l'as pas bien regardée...

— Écoute-moi, Pam. Je voudrais tant que tu fisses effort pour supporter cette... appelons-la Broomie, par abréviation !... J'aurai

le cafard, là-bas, au camp, si je peux penser que tu souffres de sa présence.

— J'essaierai, répondit la jeune fille avec résignation. Tu sais que père me défend de revoir Beryl?

Son frère se mit à rire.

— Je te vois te soumettant à une pareille défense! Si Aubrey a quelque énergie, il l'épousera tout de suite. Quant à moi, si père croit que je lâcherai Arthur, eh bien! il se trompe joliment! Après ce qu'Arthur a fait pour moi, ce ne serait vraiment pas chic!

Son jeune visage s'éclaira comme au rappel d'un souvenir précieusement gardé. Et Paméla lui sourit doucement.

Il y eut un silence. Dehors, un soleil brumeux se posait sur le jardin et le parc, et les arbres qui commençaient à changer de couleur, prenaient cette personnalité qui ne se révèle qu'avec l'automne et qui disparaît sous la teinte uniforme de l'été. C'était un paysage tranquille et noble, — et si anglais! Et il y avait entre ce paysage et les jeunes gens qui le contemplaient une association intime et une secrète affinité.

Paméla redoutait d'entendre parler d'Arthur Chicksands. Le sentiment qu'elle éprouvait pour lui était encore obscur et mal défini. L'idée ne lui venait pas qu'il pût s'éprendre d'elle et l'idée qu'il pût s'éprendre d'une autre lui était intolérable. Elle ne voulait pas fixer sur lui sa pensée et elle craignait d'apprendre la nouvelle de son mariage, ce qui pouvait fort bien lui arriver d'un moment à l'autre. Elle le connaissait depuis son enfance; elle avait joué et lutté avec lui : c'était le compagnon le plus gai et le plus charmant camarade. Et d'où venait que c'était une joie de recevoir un éloge de lui, et une manière de désastre lorsqu'on ne s'entendait pas avec lui, ou lorsqu'on devinait qu'il vous jugeait sotte ou égoïste?

Après la seconde bataille d'Ypres, le bruit courut qu'il avait été tué. Les Chicksands le crurent mort pendant vingt-quatre heures.

On le retrouva dans un trou d'obus, à moitié asphyxié par les gaz; il fit une longue maladie et eut une plus longue convalescence. Paméla avait passé les vingt-quatre heures où on le crut mort, au fond des bois de Mannering, dans des cachettes broussailleuses qu'elle était seule à connaître. C'était aux vacances de Pâques; son père, en séjour à Londres, l'avait

laissée à Mannering avec une vieille gouvernante. A voir ses manières étranges en ces heures tragiques, la vieille institutrice française s'étonna d'abord et ne comprit pas. Mais lorsque, le surlendemain matin, un télégramme arriva de Chetworth et que Paméla s'enfuit pour le lire dans la solitude de sa chambre ; et lorsque enfin Paméla redescendit, radieuse, et embrassa la joue ridée de sa gouvernante, — événement tout à fait extraordinaire et insolite, — Mme Guérin connut en même temps qu'Arthur Chicksands était vivant et que Paméla Mannering l'aimait.

Conclusion peut-être prématurée... Pendant les deux années qu'elle passa encore en pension, Paméla avait très peu songé à Arthur. Elle croyait même l'avoir oublié, et comment se fût-il souvenu d'elle? Ils ne s'étaient pas revus depuis son retour du front, à l'automne de 1914, et Paméla n'était alors qu'une écolière de dix-sept ans. Et maintenant elle se sentait toute frémissante au souvenir du compagnon d'autrefois ; et l'idée de ne pas le revoir lui semblait absurde, inadmissible.

Les jumeaux avaient depuis longtemps cessé de parler de l'embargo mis sur Chetworth, et ils discutaient certains détails de l'équipement de Desmond, lorsqu'on frappa discrètement à la porte.

Miss Bremerton parut sur le seuil.

— Pardonnez-moi, si je vous dérange. Je voudrais tenir conseil avec vous! dit-elle, en tournant vers eux un visage légèrement rieur. Ne pensez-vous pas qu'il est scandaleux de se dérober comme on le fait ici aux restrictions réglementaires?

— Vous savez bien que père ne voudra jamais entendre parler de changer notre régime, riposta Paméla avec un peu d'impatience.

— Il m'est venu une idée. Votre père ne descend pas pour le déjeuner.

— Je devine! dit Desmond. Vous lui enverrez un déjeuner digne de Ritz pendant que les autres mourront de faim!

— Qu'en pensez-vous? demanda Élisabeth en regardant Paméla.

La jeune fille, flattée de la déférence qu'on lui témoignait, se laissa gagner. Comment établir un jour sans viande pour toute la maison, sauf pour le Squire, et ne pas être décou-

vert; comment réduire les rations de pain et de porridge, tout en ayant l'air de les dépasser? Graves problèmes qu'ils s'efforcèrent de résoudre en faisant assaut d'ingéniosité.

— Forest répond de l'office, assura Élisabeth. Hier, ils ont soupé de pommes de terre, de fromage et de confitures. La fille de cuisine réclamait. « N'avez-vous pas un soldat au front? lui a demandé Forest. Vous devez aider votre soldat. Et il n'y a pas d'autre moyen pour les femmes quand elles ne travaillent pas aux munitions. Chaque bouchée de pain que vous épargnez aide à tuer les Boches. »

— Voilà donc qui est arrangé, dit Élisabeth en se levant. Je ne pouvais rien faire sans vous consulter : votre père ne sera privé de rien, et je suis bien contente d'être d'accord avec vous...

Elle disparut. Le frère et la sœur se regardèrent. Desmond donna son avis :

— Eh! mais cette Broomie! Ce n'est pas si mal ce qu'elle fait là... Je la croyais si terrible!

— Qui vivra verra, répliqua Paméla.

Élisabeth regagna la bibliothèque où elle avait passé la matinée à copier des références de Pausanias sous la dictée du Squire. Pendant ce temps, il cataloguait ses nouvelles acquisitions déjà classées par le fidèle Levasseur. A l'extrémité de la pièce se dressait maintenant une haute Nikê de style archaïque, au péplum gonflé par le vent et déployant ses ailes. A sa gauche une petite figurine, provenant des fouilles de Delphes, représentait un conducteur de char : c'était une œuvre extraordinairement vivante, en dépit de son exécution traditionnelle et hiératique. Mais la pièce la plus remarquable était un Eros, en assez mauvais état d'ailleurs, ouvrage précieux d'un artiste de la décadence, au charme subtil et pervers. Dressé sur la pointe des pieds, en face de la Nikê, on eût dit qu'il allait prendre son vol. Une âme de désir émanait de lui et flottait dans l'air...

A son retour, Élisabeth trouva la bibliothèque déserte. Le Squire avait été appelé par son régisseur et par un des nouveaux fonctionnaires du Comté, et il n'était pas encore revenu. Elle s'attendait à le voir rentrer d'une humeur exécrable. Elle devinait que la sommation à laquelle il dut se rendre avait trait à la décision prise par le Comité Départemental, qui ordon-

nait que cinquante ares du parc de Mannering seraient livrés à la charrue. Et elle revoyait avec soin son travail pour n'y rien laisser qui risquât d'indisposer encore son irascible patron.

Elle ne trouva pas de faute, et, comme elle ne pouvait continuer son travail sans la présence du Squire, elle tira de son buvard une lettre commencée.

« ...Voici plus d'un mois que je suis ici, écrivait-elle. Tu ne peux t'imaginer, mon cher Dick, dans quel étrange milieu je me trouve et auprès de quel maître bizarre. A Mannering, on pourrait croire que la guerre n'existe pas. Le Squire l'a supprimée de son existence. Il ne reçoit aucun journal, sauf une feuille de chou appelée le *Lanchester Mail*, qui attaque le Gouvernement, l'armée et la « diplomatie secrète ! » D'ailleurs bataille contre tout le monde; et comme c'est moi qui écris ses lettres, je commence à être assez au courant de ses affaires. Il est, par sa faute, dans une situation fort gênée : la propriété est grevée d'hypothèques qu'il serait si facile de réduire! Par exemple, il y a une énorme quantité de bois qu'on pourrait abattre. Le Squire me consulte avec une manière de candeur. Tu te rappelles, sans doute, que j'ai suivi pendant six mois des cours de comptabilité? Cela me sert beaucoup à présent. Je vois un peu clair là où le Squire ne voit goutte! La propriété était autrefois gérée par les notaires de la famille. Mais le Squire s'est brouillé avec eux, est rentré en possession de tous ses papiers qui remontaient sans doute au roi Alfred, et s'est résolu à prendre lui-même ses affaires en mains. Il a installé un bureau ici même : un petit avoué de Fallerton vient travailler deux ou trois fois par semaine sous sa direction. Tu n'as jamais rien vu de pareil à ses comptes et j'ai grand mal à y mettre un peu d'ordre.

« Or, un drame vient d'éclater. Le gouvernement, par l'intermédiaire du Comité départemental, expulse de force trois des fermiers de M. Mannering, que ce dernier se refuse à congédier, et il fait labourer le parc. Une charrue à vapeur est annoncée pour la semaine prochaine. Le Squire court les avocats et revient chaque fois plus furieux.

« Tu l'as déjà qualifié de pacifiste. Non, c'est autre chose : un individualiste effréné, un égoïste, imbu de toutes les idées de l'ancien régime, et qui s'imagine pouvoir arrêter la marche de l'humanité. Parfois je le plains, car il est à plaindre; mais

surtout ce gâchis et ce gaspillage m'affolent : tu sais que j'ai toujours aimé à diriger.

« Avec cela, on ne peut nier que le Squire soit un véritable érudit. Il a une mémoire surprenante ; il sait par cœur tous les classiques grecs; il a le goût le plus délicat et le plus sûr. Je pensais n'avoir affaire qu'à un amateur; mais pour le travail qu'il me demande, ce n'est pas trop de tout ce que je puis savoir et de tout mon soin. Encore me reprend-il continuellement. Car rien ne l'enchante comme de me trouver en faute ; cela le met de bonne humeur pour un bon quart d'heure.

« Le reste de la famille se compose des charmants jumeaux, — garçon et fille, — de dix-neuf ans Desmond et Paméla. Celle-ci, extrêmement jolie et distinguée, ne voit encore en moi qu'une intruse. Je ne sais comment m'y prendre avec elle; mais j'y arriverai bien.

« Et puis il y a Forest, le maître d'hôtel, l'incomparable Forest, avec qui je suis déjà très liée. Cinquante-deux ans, dévoué, autoritaire, en lutte continuelle avec le Squire, qui d'ailleurs ne pourrait se passer de lui, ou du moins qui se l'imagine.

« Les filles mariées, Mrs. Gaddesden et Mrs. Strang, arrivent demain afin de voir leur frère avant son départ pour le camp. Cela ne fait pas autrement plaisir au Squire... Je m'arrête, car le voici... »

Le Squire entra, pour employer une des comparaisons d'Homère dont il était si friand, — « comme un lion quittant un taureau fraîchement tué, éclaboussé de sang et de boue. » Il était parti très pâle : il revenait cramoisi. Il se frottait les mains et manifestait une vive exaltation.

— A présent ils savent à quoi s'en tenir, s'écria-t-il les yeux brillants, ses cheveux épais se dressant sur sa petite tête pointue comme la crête d'un casque.

— Qui ça, « ils »? demanda Élisabeth.

— Ces idiots du Conseil Départemental, ou plutôt l'inspecteur qu'ils ont délégué.

— Et que lui avez-vous dit ?

— Que je m'oppose à leur entrée... Je ferai fermer à clef les grilles du parc. Dès maintenant, mes avocats préparent le dossier pour la Haute Cour. Voilà, conclut le Squire. Et il se planta devant Élisabeth pour juger de l'effet produit. Mais la

jeune fille demeurait silencieuse, penchée sur le livre ouvert devant elle. Le Squire sentit une muette désapprobation :

— Ah! les femmes! Toutes les mêmes! L'esprit court : jamais une vue un peu large! Vous êtes comme cet individu que je viens de rabrouer : vous croyez qu'il s'agit d'une simple question d'alimentation. Allons donc! La question est entre la liberté et l'esclavage. Si nous ne pouvons survivre que comme esclaves, eh bien! mieux vaut périr. Voilà mon point de vue.

— N'y avait-il pas autrefois un évêque qui déclarait qu'il aimerait mieux voir l'Angleterre libre que de la voir sobre? dit Élisabeth.

— Il avait raison, dit le Squire, bien qu'en général je n'aime pas les évêques. J'espère que vous comprenez à présent? Mon cas va être un drapeau. Je m'en servirai pour agiter toute l'Angleterre!

— Êtes-vous bien sûr qu'ils ne puissent agir immédiatement, en vertu de l'acte de Défense du Royaume?

— Pas si bête! s'écria le Squire d'un air de triomphe. Je ne les combats pas de front, je les attaque de flanc. Je leur prouve que cette terre était la plus mauvaise à choisir. Je leur soumets une autre combinaison. Ils ne voudront pas en entendre parler. Discussion. Délais. Si on force mes grilles, mes avocats sont prêts.

— Et n'éprouvez-vous aucune... inquiétude? demanda Miss Bremerton.

— Vous voulez dire que je risque la prison. Évidemment ce serait désagréable, cela me gênerait pour terminer mon livre. Mais je me contente de leur faire tous les ennuis possibles : je ne risque rien.

A ces mots, il vit passer sur le visage de sa secrétaire une expression qui le rappela brusquement à l'ordre. Était-ce du mépris?... Cela y ressemblait beaucoup.

Aussitôt changeant de ton et parlant comme un maître à un serviteur :

— Vous avez pris les dispositions nécessaires pour demain?

Élisabeth répondit qu'elle avait exécuté ses ordres : les chambres du Midi étaient prêtes à recevoir Mrs. Goddesden.

— Je vous avais dit les chambres du levant.

— J'avais compris...

— Vous aviez mal compris, répliqua le Squire d'une voix coupante. Cela suffit : j'en chargerai Forest.

Élisabeth rougit violemment et reprit son travail. Le Squire sonna. Mais avant que Forest eût le temps de répondre à son appel, un pas léger retentit dans le couloir, et Desmond entra dans la pièce en coup de vent.

— Père, il fait trop beau pour rester à moisir toute la journée au milieu de tes vieilleries. Viens donc avec moi, et allons tirer quelques freux chez Milsom! Les braconniers ont eu beau faire : il en reste. Forest va tout préparer. Son fils et celui du jardinier seront nos rabatteurs.

Le Squire hésitait :

— Père, je n'ai plus que deux jours, insista Desmond.

Élisabeth ne pouvait s'empêcher de regarder le jeune homme avec admiration. Il était réellement beau. A l'extrémité de la pièce, la grande Victoire paraissait étendre sur lui ses ailes déployées.

— Comme tu voudras, dit enfin le Squire.

Desmond poussa un cri de triomphe et, glissant son bras sous celui de son père, il l'entraîna.

« Il me faut terminer cette lettre avant le dîner, mon cher Dick. Combien je suis heureuse que tu sois à Bagdad, où il y a des arbres et de l'ombre et des logements civilisés, après tout ce que tu as enduré. As-tu reçu mes lettres? Et les vêtements que je t'ai envoyés pour la saison chaude? On m'a assuré que c'était ce qu'il te fallait. Ta mère et ta sœur sont à genoux devant toi, attendant que tu veuilles bien leur exprimer un désir quelconque. Sois gentil et dis-nous ce qui te ferait plaisir.

« Mère va assez bien, c'est-à-dire aussi bien que nous pouvions l'espérer après sa maladie. Ce que je gagne ici me permet d'entretenir une garde-malade auprès d'elle et d'envoyer Jean à l'école.

« Quant au reste, ne t'inquiète pas de moi, mon vieux. Je crois parfois que j'ai surtout souffert dans mon amour-propre, l'année dernière. En tout cas, j'éprouve une singulière ardeur au travail. Avec ses bizarreries, Mannering est un critique aigu et un entraîneur. Et quelle joie de me retrouver, une fois de plus, plongée dans la plus captivante, la plus merveilleuse des littératures! S'il m'arrive encore d'être de méchante humeur, c'est à cause de cette passion que j'ai de diriger, d'organiser,

— sans parler d'autres passions, comme celle par exemple que j'éprouve pour mon précédent travail qui se rapportait directement à la guerre, et que j'ai dû abandonner pour le moment. Je ne puis supporter le désordre qui règne ici. J'ai déjà commencé à réformer le gaspillage de la table... Mais je ne vais pas t'ennuyer de ces minuties.

« Il me faut, avant tout, essayer de me gagner la sympathie des jumeaux. Desmond deviendrait facilement un ami, mais il part. Paméla sera plus difficile à gagner : je ferai de mon mieux.

« Que seront les sœurs mariées? Tout ce que je sais, c'est qu'Alice, — Mrs. Gaddesden, — veut avoir du feu dans sa chambre toute la journée, bien que nous ayons une chaleur de juillet. A en juger d'après ses portraits, c'est une blonde grasse, assez jolie et sympathique. Margaret est presque aussi maigre que son père, — et toute à ses œuvres de guerre. Paméla me dit qu'elle vit de farine d'avoine pour donner l'exemple : aussi est-elle obligée de changer de domestiques régulièrement tous les mois.

« Pardon de ce bavardage; mais tu me dis que cela t'amuse. Et puis, quelquefois, je me sens si seule!

« Ta sœur dévouée,

« ÉLISABETH. »

MRS. HUMPHRY WARD.

(Traduit de l'anglais par MARC LOGÉ.)

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LA RUSSIE EN FEU

JOURNAL D'UN CORRESPONDANT DE GUERRE

(Janvier-Mars 1918).

II[1]

UNE VISITE A LA VEUVE DE KALÉDINE

Rostof, le 3/16 février 1918.

On se bat au Nord de Nowo-Tcherkask : il paraît que les Cosaques s'y comportent mieux qu'au Sud : je veux y aller voir. Les généraux Bagaevsky, sous-ataman du Don, et Stepanof, me font le meilleur accueil et me facilitent l'accès à l'État-major de « l'ataman de campagne » du Don. Je me mets donc en route.

La gare de Rostof est gardée par une compagnie d'officiers qui campent dans les salles d'attente. Ce sont partout et toujours les anciens officiers qui s'offrent pour protéger le pays contre les deux fléaux qui le menacent : l'invasion et l'anarchie. Cependant les rues sont pleines de jeunes gars, robustes et bien vêtus, qui continuent à faire la fête, tandis que la patrie est en danger...

Nowo-Tcherkask, le 4/17 février 1918.

J'ai encore sur moi des lettres que j'aurais dû remettre au général Kalédine de la part d'amis communs, le général prince

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

E. Bariatinsky et son ancien aide de camp, comte Bobrinsky. C'est pour moi maintenant un triste devoir de les porter à sa veuve.

Je trouve Mme Kalédine dans le palais de l'ataman du Don. Dans les vastes salles de l'immense demeure, son deuil prend une grandeur tragique, un air d'infinie désolation. Avec la mort de cet homme, c'est le rêve de tout un peuple qui s'est évanoui.

Cette malheureuse et vénérable Française, à qui les doux souvenirs de sa patrie semblent plus beaux encore et plus chers dans sa solitude et son deuil, ne veut pas quitter le palais, menacé pourtant par le plus cruel des ennemis.

Je lui raconte la douloureuse stupéfaction, le désespoir qui s'est emparé de l'armée de volontaires, quand la terrible nouvelle y a été connue : dans les yeux de la pauvre veuve, — ces yeux qui savent encore voir et qui ne savent plus pleurer, — passe comme un éclair : l'orgueil d'avoir été associée à l'œuvre du grand patriote.

« Le patriotisme a été pour lui une religion. Sa patrie, c'était son Dieu. »

Ce sera le jugement définitif de l'histoire sur cet homme, qui a pendant quelques mois rempli l'unique grande charge seigneuriale qui nous ait été léguée par le moyen âge. Les uns l'accusent de faiblesse, les autres d'un manque de souplesse. Kalédine est tombé à son poste comme un des derniers soldats qui aient lutté pour la Russie. Comme Alexeief et Kornilof, le dernier ataman du Don a levé l'étendard du patriotisme en face de l'anarchie.

— Mon admirable mari s'est suicidé pour enflammer les Cosaques. Quand il s'est aperçu que sa voix était couverte par les clameurs de l'anarchie, et que sa parole n'était plus écoutée, il a pris le dernier moyen qui lui restât pour pousser les stanitzas à la révolte contre l'ennemi. Sa mort glorieuse a plus fait que tous les actes de sa vie. Tout le Don se lève.

Voilà donc pourquoi le métropolite a revêtu le front de l'auguste mort de la « couronne des vainqueurs! » Toute une foule, pleurant et désespérée, a défilé devant le cercueil de celui dont la vie, selon la conviction de l'Église, se termine en victoire. Hélas! peut-on croire que sa mort suffise à galvaniser les guerriers du Don, après que les horribles malheurs de

leur patrie les ont laissés indifférents? Mes souvenirs, qui datent d'hier, ne me permettent guère de le croire.

LA FIN D'UN RÊVE

Pour comprendre cette chute si brusque, et sans doute inévitable, il faut remonter aux causes. Il faut se rappeler que, dans la « Donskaia Oblast (1), » les Cosaques proprement dits sont en minorité. On compte 1 700 000 Cosaques et 2 000 000 de non-Cosaques. Ces derniers sont des commerçants, et surtout des paysans, anciens serfs des propriétaires cosaques. Au moment où la révolution a éclaté, les non-Cosaques n'étaient pas représentés dans ce gouvernement exclusivement guerrier.

Cependant les Cosaques du Don, — surtout ceux du Nord, — avaient perdu la plus grande partie des fameuses qualités guerrières qui avaient motivé leurs privilèges. La frontière russe, qu'ils avaient à défendre contre les populations musulmanes du Sud, les Tatares, les Tchetchens, les Tcherkesses, s'était déplacée depuis longtemps. Les Cosaques des stanitzas du Nord, dont les terres touchent à la Grande-Russie, sont depuis longtemps devenus des paysans. Ceux du Sud ont davantage conservé l'esprit militaire.

Chaque Cosaque naissait propriétaire et soldat. Dès que la guerre éclatait, ils devaient accourir, à l'appel du Tsar, avec leur cheval et leur selle; le gouvernement leur fournissait la lance, le fusil et l'uniforme. Depuis plusieurs siècles les Cosaques avaient leur chef, l'ataman, élu par les « krougs » qui représentaient les stanitzas. Le gouvernement russe redoutait cette force placée au centre de l'Empire, et qui réunissait dans une seule main plus de cinquante bons régiments de cavalerie; aussi la désignation de l'ataman appartenait-elle à la Couronne, qui choisissait rarement un Cosaque. Le dernier ataman, sous l'ancien régime, fut le général comte Graabe, d'origine balte.

La révolution russe eut pour principal effet, dans les pays du Don, de ressusciter l'énorme privilège militaire de l'élection d'un commandant en chef, dont le pouvoir échappait au contrôle du gouvernement. Le kroug usa de son droit pour

(1) Le gouvernement militaire du Don.

élire le Cosaque le plus populaire au Don, le commandant de la VIIIe armée, le général Kalédine. Pour comprendre l'importance de cette nomination, et l'ampleur des espoirs dont elle emplit les cœurs des Cadets, il faut savoir que l'ataman des Cosaques du Don est « *primus inter pares ;* » il est de droit le porte-parole des onze tribus de Cosaques de la Russie : ceux du Don, du Kouban, du Terek, de l'Oural, d'Orenbourg, de Sémiriétchie, d'Astrakhan, de Sibérie, du Transbaïkal, de l'Amour, et d'Oussouri. Au congrès de Moscou, le général Kalédine a en effet lu une résolution au nom de tous les Cosaques de Russie.

Après la « rébellion » de Kornilof, Kalédine prit hautement parti pour lui et fut défendu par ses Cosaques contre les émissaires de Kerensky venus pour l'arrêter. Plus tard, il se tourna résolument contre les bolcheviks. Il comptait beaucoup, pour la défense du Don, sur les jeunes Cosaques qu'il avait fait revenir du front. Mais il s'aperçut bientôt que ceux-ci étaient, en grande partie, gagnés par l'esprit maximaliste. Les pères qui s'étaient rangés derrière Kalédine, ne reconnurent plus leurs fils ; aussi bien, ceux-ci avaient moins adopté les idées politiques nouvelles, qu'acclamé l'insubordination dans les régiments.

Un projet de dislocation et de réorganisation des régiments échoua : personne ne voulut se rendre aux endroits désignés. Les frontowyé-cosaques voulaient marchander avec les Bolcheviks, les vieux se battre avec eux, mais personne ne se battait.

Au grand kroug de décembre 1917, les différences éclatèrent. Tous les représentants des stanitzas, à l'exception de celles du Nord, furent cependant pour les mesures que proposa Kalédine.

Craignant que son nom n'attirât sur le Don toutes les haines des Bolcheviks, Kalédine donna sa démission, mais fut réélu par 570 voix contre 100, aux applaudissements frénétiques de l'assemblée où les frontowyés (1) ne comptaient que 200 membres. Ce fut un beau succès pour Kalédine. Malheureusement la réunion prit une résolution qui hâta sa chute.

Un certain Agnéef proposa un projet de loi qui tendait à donner aux non-Cosaques une part du pouvoir, Kalédine, soit

(1) Frontowik, soldat revenu du front.

diplomatie, soit faiblesse, ne se prononça pas clairement sur cette proposition qui allait subitement déplacer l'équilibre des forces. Le sous-ataman, le général Bagaevsky, flairant le danger, essaya de décider le kroug à n'admettre comme électeurs que les paysans. Mais on passa outre. Les ouvriers et la petite bourgeoisie eurent droit de vote. Le gouvernement du Don, réprésenté jusque-là par 8 Cosaques, compta au mois de janvier 15 membres, dont 7 socialistes, inclinant au maximalisme; ceux-ci firent tout le possible pour mettre fin à la guerre, amnistier les Bolcheviks, punis ou exilés, etc.

Depuis le 15/28 janvier, une dizaine de régiments, parmi lesquels deux régiments de Cosaques de la garde, se révoltèrent contre l'ataman, élurent un comité révolutionnaire sous le soldat Podziolkof, et exigèrent la démission intégrale du gouvernement, ataman inclus, et le renvoi immédiat de l'armée de volontaires. Les dix régiments occupèrent Likhaya, Zwierewo, Makéevka et d'autres nœuds de chemin de fer importants. Impuissant à maîtriser ce mouvement, et ne disposant d'aucune force contre les rebelles, le gouvernement promit de convoquer un nouveau kroug.

A ce moment, où l'édifice de l'État semblait près de s'écrouler dans la défection des hauts dignitaires, généraux et députés, un seul homme fit face au danger. Le colonel Tchernetzof, encore jeune et d'une bravoure inouïe, attaqua les Cosaques avec son détachement de 400 jeunes gens, lycéens, étudiants, Cadets, officiers, occupa Zwierewo, Likhaya, chassa les frontowicki de partout, bouscula les dix régiments de Cosaques, et rétablit en deux jours la situation chancelante de l'ataman. Il battait partout, — à raison d'au moins une bataille par jour, — des troupes de métier, dix fois supérieures en nombre, mais moins décidées, et surtout moins bien conduites, et acquit en quatre jours une magique renommée.

Le 25 janvier/7 février, il attaqua avec trente hommes un millier de Bolcheviks, rencontrés au cours d'une reconnaissance, et eût, cette fois encore, remporté une de ses incroyables victoires, s'il n'eût été blessé. Je tiens de ses hommes qu'ils l'ont vu tomber, mais aussitôt se relever, s'élancer sur un cheval, et disparaître. Les Bolcheviks prétendent l'avoir pris et tué, et avoir gardé sa tête pendant deux semaines fixée à une baïonnette dans la salle de réunion du comité révolution-

naire de Millerowo. Mais ses « partisans » assurent qu'il est vivant, et qu'il n'attend que sa complète guérison pour se joindre à ses braves troupes. Au moment où j'écris, ils se refusent à se laisser dissoudre et verser dans un autre détachement. Le colonel Tchernetzof continue à mener ses hommes au combat !

Le jour où le bruit se répandit que Tchernetzof avait disparu, le prestige du gouvernement s'écroula, et cette fois définitivement. Le lieutenant-colonel Goloubef, qu'on avait connu très conservateur avant la révolution, prit le commandement des Cosaques rebelles. Il avait été arrêté par Kalédine, puis relâché après avoir donné sa parole qu'il ne tenterait plus rien contre le gouvernement.

Kornilof, qui espérait encore que les vieux Cosaques écouteraient l'appel de leur chef, envoya un bataillon à Nowo-Tcherkask. Les stanitzas promirent d'envoyer des troupes, mais elles n'en firent rien. L'armée de volontaires n'avait pas été créée pour sauver le Don contre la volonté de ses habitants, mais pour établir un « gouvernement national » en Russie. Elle était maintenant dans une terrible position : sévèrement menacée du côté de Taganrog, et mise en danger par l'inutile attente de renforts cosaques qu'on avait escomptés et qui n'arrivaient pas. Kornilof retira le bataillon de Nowo-Tcherkask, et manifesta l'intention de quitter le Don.

Ce fut le dernier coup porté à Kalédine.

Les rares troupes qui lui étaient restées fidèles tenaient la voie ferrée. La nouvelle que Goloubef approchait de Nowo-Tcherkask, du côté de l'Ouest, le prit au dépourvu. Une panique s'empara des habitants. Kalédine se sentit abandonné. Une orageuse séance du kroug finit de lui enlever toute l'autorité sur l'assemblée. C'est alors qu'il décida de se brûler la cervelle.

Ce que le grand ataman des Cosaques du Don avait été impuissant à faire, revêtu du grand appareil de sa dignité, il faillit le faire, sous le catafalque où il reposait dans la cathédrale de Nowo-Tcherkask, au milieu d'une foule en pleurs, tandis que les vieux chefs de guerre renouvelaient leur serment de sauver le pays de leurs pères.

La légende du Don refleurit encore une fois pour quelques jours; puis elle s'est évanouie à jamais.

GUERRE DE DÉTACHEMENT

Persianovka, le 5/18 février 1918.

L'« ataman de campagne, » le général Popof, veut bien me donner une recommandation pour le commandant des troupes opérant au Nord. Le commandant de la gare de Nowo-Tcherkask met aussitôt une locomotive à ma disposition.

La gare de Persianovka, où j'arrive dans la soirée, est occupée par une curieuse collection de militaires de toute espèce. Cosaques, officiers, lycéens, élèves de l'école militaire de Nowo-Tcherkask, en manteaux de fourrure, ou simples « polouschoubki (1), » remplissent les salles d'attente et les abords de la gare. Le colonel Mamontof, qui commande ce front, m'invite à rester chez lui; mais je préfère aller de l'avant. Les Bolcheviks, abondamment pourvus de matériel de guerre, occupent Kamenolomnia, au Sud d'Alexandre-Grouchevsky. Le détachement de Tchernetzof est envoyé en avant pour protéger la capitale que les Cosaques ne veulent plus défendre. Ma locomotive me transportera chez lui.

Après une course de quelques kilomètres, le mécanicien me dépose en plein paysage de neige, à côté d'un train en marche et retourne à Nowo-Tcherkask. Imaginez un train, composé d'une quinzaine de voitures, roulant tantôt dans un sens, tantôt dans un autre, à travers les immenses champs blancs où l'ennemi le guette de tous côtés. Je cours, mes deux valises en main, saute dans un wagon d'ambulance, d'où l'on me dirige vers le poste de commandement.

ATTAQUE DE NUIT

Entre Nowo-Tcherkask et Alexandre-Grouchevsky, le 6/19 février 1918.

A midi notre train arrive à Cospodski Dwor, à une distance de six kilomètres de Kamenolomnia. Nous avons reçu l'ordre d'attaquer d'abord cette gare et ensuite Alexandre-Grouchevsky, en compagnie de deux autres détachements de Cosaques, ceux du capitaine Kargaïski à droite et du colonel Sémiletof à gauche.

(1) Veste doublée de fourrure.

A deux heures, nous quittons nos wagons, et nos 170 hommes se disposent en tirailleurs, sur deux lignes, front vers Kamenolomnia. Il y a deux pieds de neige; sous un ciel couvert, une brise glacée nous souffle au visage. Un message nous parvient du capitaine Kargaïski : avec ses 150 cavaliers cosaques, il est arrivé à la hauteur de Kamenolomnia. Le colonel Sémiletof, avec ses 200 fantassins et 30 cavaliers, a été arrêté par la rivière l'Atioukta, imparfaitement gelée. Quatre ou cinq hommes seulement ont réussi à passer et à couper la voie entre Alexandre-Grouchevsky et Kamenolomnia.

A quatre heures, nous recevons l'ordre de marcher résolument sur cette dernière gare. J'accompagne la 1re sotnia du capitaine Kornilof, et choisis ma place à côté du lieutenant de vaisseau Diakof, volontaire, commandant la 2e section.

La marche est difficile, et on ne peut reprendre haleine que sur les plateaux d'où la neige a été balayée par le vent. A la traversée des vallées, il faut former des équipes pour traîner nos six mitrailleuses. Pendant cette surprenante marche de sept heures, nous sommes continuellement sous les vues de l'ennemi qui nous envoie des obus de tranchée. A gauche, devant nous, des cavaliers que nous supposons être les Cosaques de Kargaïski.

A neuf heures, nous rejoignons la voie ferrée où nous retrouvons les colonels Cherifkof et Mamontof. La première sotnia se place à gauche, la deuxième à droite de la voie ferrée. Je suis à côté du capitaine de cavalerie Kornilof, qui commande la première. Les commandants de section sont les lieutenants Touloveriof et Poudlovsky en première, et Samochine et Diakof en deuxième ligne.

Devant nous, rien dans la nuit noire que les silhouettes sombres de fermes en groupes compacts, et de bois touffus, d'où commencent à sortir des milliers de coups de fusil tirés au hasard.

Le capitaine Kornilof et moi, debout, dirigeons l'avance de la sotnia. Dans l'obscurité qui nous enveloppe, impossible de distinguer aucun objectif. Kornilof donne l'ordre : « Feu à volonté! » Nous avançons par bonds d'une cinquantaine de mètres, que Kornilof fait précéder chaque fois de tirs de mitrailleuse. Nous n'avons plus qu'une seule mitrailleuse en état, toutes les autres, ayant été abîmées pendant la route; nos mitrail-

leurs, qui ne connaissent pas leurs instruments, ne sont pas capables de les réparer. Mais sans doute l'ennemi ne tiendra pas sous notre choc. Déjà le tir d'artillerie et même la fusillade se ralentissent...

Tout d'un coup, il me semble que je vois l'horizon se mouvoir. A notre droite, noire sur noir, une masse avance silencieusement. C'est un train qui glisse lentement sur les rails. Cinq plates-formes en avant pour le cas où la voie serait minée, des wagons blindés, encore deux plates-formes, et ensuite une interminable série de fourgons, évidemment pleins de soldats. Du premier wagon blindé, on tire sur nous, d'autant plus aisément que, nos silhouettes se détachant sur la neige, nous sommes parfaitement visibles : plusieurs des nôtres sont atteints. A cet instant, l'unique mitrailleuse qui nous reste cesse de fonctionner. J'y cours et vois les trois desservants couchés nonchalamment auprès d'elle.

— Qu'est-ce que vous f... là, N. de D. ?

— Celui-ci est blessé !

— Et toi, tu n'es pas blessé ! Pourquoi est-ce que tu ne tires pas ?

— Impossible d'ouvrir la boîte de cartouches.

J'ouvre la boîte avec une baïonnette, j'introduis la bande et commence à tirer sur l'ouverture du wagon d'où partent les coups. J'ordonne au mitrailleur de continuer, sachant que, même s'il les manque, à 40 mètres, les soldats maximalistes, par poltronnerie, cesseront le tir, dès que les balles frapperont de trop près la tôle de fer.

Je retourne ensuite auprès du capitaine Kornilof pour conférer avec lui. Nous continuons à perdre du monde. Quel parti prendre ? J'émets l'avis d'attaquer le train à tout prix :

— Le wagon blindé est ouvert par en haut. Nous en aurons raison avec quelques grenades à main et nous prendrons le train par surprise.

— Contre un train blindé, il n'y a rien à faire. C'est la retraite forcée.

— Nous perdrons bien plus de monde en nous retirant qu'en attaquant.

— C'est à peine si nous avons trois ou quatre grenades par section !

Ce dernier argument clôt la discussion. C'est vrai qu'il n'y

a rien à faire. Les nôtres continuent de tomber. Le capitaine Kornilof, frappé d'une balle à la cuisse, vient de passer le commandement au lieutenant Poudlovsky. A son tour, Poudlovsky s'affaisse, une balle dans le ventre. Nous courons à lui. Il ne peut plus marcher et nous crie : « Ne vous embarrassez pas de moi : j'ai mon compte! » J'ordonne à deux soldats de lui faire un brancard avec leurs fusils entre-croisés.

Le lieutenant Touloverior, qui a pris le commandement de la sotnia, est bientôt blessé, lui aussi : une balle lui traverse le bras. Le capitaine Kornilof donne le signal de la retraite. Quelques soldats sont pris de panique, à commencer par ceux que j'avais envoyés au secours de Poudlovsky. Je m'agenouille près de l'officier et lui demande s'il peut se lever et s'appuyer sur moi. Il n'y a plus une minute à perdre : les Bolcheviks, enhardis par notre retraite, commencent à sortir des wagons, en poussant des cris de victoire. Je sens Poudlovsky se raidir entre mes bras : il est mort, — du moins je l'espère.

Je me joins à nos hommes et suis la retraite. Pendant quelques pas, j'aide à marcher un blessé que soutient de l'autre côté l'un des nôtres; le blessé est tué, son compagnon tué : de nouveau je me retrouve seul. On n'avance qu'à grand'peine. Tout à coup j'entends un tumulte derrière moi; je me retourne et j'assiste à l'une des scènes les plus impressionnantes de ma vie.

Le khorounji Samochine, revolver en main, a rassemblé six soldats. Il fait cette folie : contre-attaquer avec six hommes pour aller au secours des blessés! Il m'aperçoit et me crie, toujours brandissant son revolver :

— Qui êtes-vous?

— Je suis le correspondant de guerre.

— Votre place n'est pas ici. Allez à l'arrière!

— Jamais de la vie! Je reste avec vous.

Deux blessés nous ont rejoints. Partout, dans la nuit sans lune, des groupes lugubres. Un des nôtres dévisage un soldat dont il vient de prendre le fusil. L'autre proteste :

— Laisse-moi donc! Tu vois bien que je suis ton camarade.

Samochine l'interroge brusquement :

— De quel otriad es-tu?

— De l'otriad de Moscou.

L'otriad de Moscou est un détachement bolcheviste... Une

détonation : la lueur éclaire la face terreuse de l'individu qui s'écroule. Il s'était imaginé, — voyant que nos hommes étaient déjà loin, — que nous étions des Bolcheviks comme lui.

Mais il faut nous hâter. Toujours soutenant les deux blessés, nous rejoignons le reste du détachement, qu'on voit par petits groupes quitter la voie ferrée dans toutes les directions. Derrière nous une clameur confuse, où se mêlent dans un concert sinistre les cris de joie des Bolcheviks et la plainte de nos mourants.

Enfin nous rattrapons la voie ferrée et nous la suivons jusqu'à l'endroit où notre train nous attend. Il est minuit. La manœuvre a manqué. Nous avons perdu 73 hommes, sur les 170 qui composaient notre détachement.

Nowo-Tcherkask, le 8/21 février.

Je cause longuement avec la très vaillante femme du capitaine Kornilof, une ancienne actrice de l'Opéra de Petrograd, qui a voulu suivre partout son mari. Elle aspire à la fin de cette meurtrière et vaine campagne : « Chaque fois l'otriad perd le tiers ou le quart de son effectif. C'est la faute des Cosaques! Ils lâchent partout. Quand donc en aurons nous fini de souffrir! Ah! me retrouver au calme quelque part avec mon mari!... »

Pour la première fois, le petit kroug a forcé une stanitza de former une « drougina (1). » Le comité révolutionnaire qui s'était formé à Grouchevskaya, à 15 kilomètres de Nowo-Tcherkask, a été arrêté. On prétend ici que, partout chez les Cosaques, la majorité voudrait se battre : une minorité de « frontoviki », qui suffit à les terroriser, paralyse toutes les bonnes volontés.

Grande nouvelle! Le 6e régiment de Cosaques du Don est revenu avec ses armes, qu'il a refusé de rendre aux Bolcheviks. C'est trop beau : il doit y avoir quelque chose là-dessous! Le régiment est reçu par les autorités du Don devant la cathédrale avec un immense déploiement : musique, discours, prises d'armes, etc. On exalte leur courage : on déborde d'enthousiasme. Chaque Cosaque reçoit un cadeau de 400 roubles...

(1) Bataillon de l'armée territoriale.

Nowo-Tcherkask, le 9/22 février.

Notre otriad a résolu de quitter l'armée du Don et de se joindre à l'armée volontaire. Au délégué du kroug qui s'informe des motifs de notre décision, le conseil des officiers de l'otriad, réuni, répond que le détachement a été toujours mis aux endroits les plus dangereux, qu'il n'a jamais été soutenu par les Cosaques, qu'il a été sans cesse sacrifié, perdant la moitié de son effectif à chaque engagement. Nous maintenons notre demande d'enrôlement dans l'armée Alexeief-Kornilof, qui a quitté Rostof et marche sur Nakhitchevan. Dans la soirée, le général Popof, ataman de campagne, vient nous trouver à la gare et nous apporte l'autorisation du kroug : nous pouvons nous rendre où nous voudrons. Chaque combattant ayant pris part à la dernière attaque reçoit une médaille de Saint-Georges.

L'ARMÉE DE KORNILOF DANS LES STEPPES

Aksaï, le 11/24 février.

Nous voici à Aksaï. C'est dimanche : dans l'air pur du matin, les cloches sonnent à toutes volées. Le capitaine Kornilof, promu lieutenant-colonel, accompagné de sa femme, passe l'otriad en revue. Le moral est superbe. Quel courage ne faut-il pas, et quelle inxetinguible flamme d'espérance à tous ceux qui composent ce détachement volant, pour oser ainsi embrasser librement le sort de l'armée Kornif, cette poignée d'hommes perdue dans un océan d'ennemis !

Nous partons à pied, par deux, sur l'étroit sentier que les traîneaux ont tracé dans ce désert gelé. Nous traversons le Don sur la glace. Derrière nous, les sœurs de charité, montées sur des charrettes. Le brave colonel Kornilof, blessé, est à cheval, ainsi que Touloverof, blessé comme lui. Madame Kornilowa suit en charrette. A côté de vieux briscards, chevronnés et barbus, de vrais gamins, des étudiants, des lycéens. On les exerce, à même la marche : « Un, deux, trois, quatre, gauche... un, deux, trois, quatre, gauche... »

Nous approchons de la stanitza Olguinskaya, point de concentration pour tous les détachements. Du Sud arrivent les troupes de cette extraordinaire armée de volontaires : fantas-

sins, cavaliers, artilleurs, tous ou presque tous officiers portant les insignes de leurs grades, sous les ordres des plus grands généraux russes. D'anciens commandants d'armée commandent des compagnies; Dénikine, ancien commandant de groupe d'armées, un bataillon. A la tête de cette armée à l'effectif d'un régiment, marchent Alexeief et Kornilof, tous les deux fusil sur l'épaule, sac au dos, suivis par Elsner, Romanovsky, Dénikine, Markof, et tant d'autres.

Peut-être une prudence moins bien avisée eût-elle conseillé, après les amères déceptions de trois mois d'efforts inutiles, de dissoudre cette armée et de remettre à un lointain avenir la réalisation des plus chères espérances. Mais l'amour de sa patrie chez Alexeief et l'indomptable courage chez Kornilof ont été plus clairvoyants. Cette minuscule poignée d'hommes représente une impérissable idée qu'il importe de ne pas abandonner aux hasards d'un obscur avenir. Au milieu de cette folie générale de destruction, où tout semble avoir sombré à la fois, voici une clarté qui subsiste, une pensée lucide, un espoir invincible auquel se rattacher.

L'importance de ce brillant groupe d'hommes ne consiste pas en ceci, que ce sont tous des chefs sachant commander. Ils sont plus que cela, mieux que cela : ce sont des soldats, qui, au milieu de l'anarchie et par protestation contre elle, ont fait vœu d'obéissance. Pour prix de leur bien-être perdu, de leur sécurité compromise, de tant de sacrifices et de tant de dangers, ils se consolent avec la pensée de sauver le trésor cher aux patriotes. Ils emportent au cœur des steppes l'honneur de l'armée russe.

Olguinskaya-Stanitza, le 11/24 février.

Dès notre arrivée, nous nous présentons chez le général Kornilof, à qui le colonel Kornilof présente notre détachement.

Le général nous passe en revue : arrivé devant moi, il me serre la main et me pose quelques questions. Un dernier cri sorti de toutes les poitrines : « Hourra pour le héros Kornilof! » Puis nous rompons les rangs et nous nous mettons en quête d'un abri. Tous les détachements volants seront dissous et réunis en un seul grand otriad de reconnaissance sous l'ancien sous-ataman du Don, le général Bogaévsky. Seul notre otriad, en récompense de sa belle conduite, conserve sa formation et son

nom. Quel plus bel hommage à la mémoire vivante du colonel Tchernetzof?

Dans les maisons des Cosaques après un an de révolution, partout le portrait du Tsar. La renommée elle-même de Kerensky et la gloire de Kalédine n'ont pu chasser du pusillanime et faible cœur cosaque l'amour pour le souverain légitime!

Olginskaya-Stanitza, le 13/26 février.

Un officier nouvellement arrivé de Nowo-Tcherkask me donne des nouvelles du fameux 6e régiment, revenu au Don avec ses armes, et si bien fêté devant la cathédrale par les autorités du Don. Une fois encaissé le cadeau de 400 roubles par tête, il a reçu l'ordre d'avancer contre les Bolcheviks de Kamenolomnia. Sur l'heure, et sans autres explications, le régiment a fait demi-tour et regagne ses foyers... J'avais raison de me méfier!

Notre odyssée recommence. La division Gherchelman doit aller vers le Nord chercher des chevaux pour l'armée. Je l'accompague. En attendant le cheval qu'on vient d'acheter pour moi, je passe quelques heures chez deux officiers de cet otriad, le prince Ghiemscheief et le comte Bucholz. Je savoure ce bout de dialogue :

— Faites-moi le plaisir, *prince*, de me dire quelle heure il est.

— Je crois, *baron*, qu'il est tout juste quatre heures et demie, répond incontinent Ghiemscheief.

Et ainsi de suite. Cette affectation à conserver les formes de la plus parfaite courtoisie est du plus singulier effet dans ce milieu et quand on songe que ces gentilshommes, qui accentuent les signes extérieurs de la politesse et mettent leur coquetterie à souligner leurs privilèges, sont de toutes parts entourés par une population hostile qui prendrait à les torturer un plaisir féroce.

Dans les villages en apparence les plus calmes, couvent les plus terribles haines. Je croise un traîneau monté par deux hommes :

— Dis-moi, Cosaque, quelle distance y a-t-il d'ici à la stanitza?

— Je ne suis pas un Cosaque, je suis un paysan. Celui-ci

(désignant son compagnon) est Cosaque. Moi, je suis Bolchevik.

Comme son compagnon me donne le renseignement demandé, il l'interrompt pour me dire : que je suis à trois verstes de la stanitza. Mais le paysan continue :

— Votre Kornilof... qu'il soit maudit ! *(Il crache par terre.)* D'ailleurs on lui fera bientôt son affaire, à lui et à ses partisans. On vous tuera tous, jusqu'au dernier.

— Nous verrons bien... Je vous connais, tout étranger que je suis... Vous êtes très braves en paroles; mais j'ai vu ce que vous savez faire en face des Allemands. Dès que vous les apercevez, vous vous sauvez comme des lapins.

— Les Allemands? Ils ne nous font pas peur... Nous les chasserons, à coups de bâton... Nous n'avons pas besoin de fusils, nous autres... A coups de bâton!

— Tais-toi, moujik ! Tu as bu, moujik ! Tu bats la campagne.

Et le Cosaque de rire.

Je passe la nuit dans la chambre du colonel Gherchelman, ancien chef du régiment de cuirassiers de la garde, à Varsovie. C'est un esprit raffiné, curieux mélange de douceur slave et de décision occidentale. Il m'explique pourquoi on a dû abandonner Rostof. L'armée de volontaires ne pouvait envoyer en avant que des petits détachements. Ces postes avancés ne comptaient jamais plus de 300 hommes. Aucune attaque frontale n'a jamais pu avoir raison d'eux; mais ils risquaient d'être enveloppés : la retraite s'imposait.

Chomoutofskaya, le 14/27 février.

Chemin faisant, notre division, cent cavaliers, deux sœurs de charité, dépasse le gros de l'infanterie. Kornilof marche à pied; Alexeief, trop vieux et fatigué, est en voiture. Nous faisons le salut en passant. Partout des connaissances : voici un ancien membre de la Douma qui est cocher sur une voiture de viande. Il n'est tel de ces menus détails qui n'ajoute encore à la grandeur du spectacle vraiment unique que nous avons sous les yeux.

En déviant vers le Nord, notre division quitte la région des stanitzas et des riches villages, situés autour des grandes voies de communication du Don. Maintenant s'ouvre devant nous une plaine infinie, immense pelouse d'herbes courtes que recouvre une mince couche de neige.

A la tête de notre cavalcade, calme et souriant, le colonel Gherchelman, figure aristocratique, caractère créé pour cette dure guerre. Je chevauche tantôt à côté de lui, tantôt en tête-à-tête avec le général Reznikof. Suivent, deux par deux, une centaine de cavaliers. Nos vêtements sont en déroute, nos armes ne reluisent pas comme aux jours de parade, mais on a rarement vu au monde une semblable collection de bons cavaliers et de guerriers décidés. Tous ont brûlé leurs vaisseaux derrière eux. La plupart, officiers de la garde, gentilshommes et propriétaires, ruinés par la confiscation de leurs biens, se sont éperdument jetés dans l'aventure.

Aussi loin que porte le regard, rien, pas une maison, pas une grange, pas un arbre, rien que ces courtes herbes que les troupeaux broutent, et que, depuis la création du monde, aucun paysan n'a coupées. Nous suivons, tantôt au pas, tantôt au trot, les sillons que les paysans ont tracés au hasard, en tâtonnant dans cette immensité sans points de repère. Parfois se profile, dans le lointain, une verte coupole, un moulin, sur lequel bientôt se referment les lignes veloutées de l'horizon ; d'autres fois, surgissent de petits groupes de cavaliers que les regards d'acier de nos cavaliers ne quittent plus.

... Des traîneaux viennent dans notre direction. Ils ont esquissé un mouvement pour nous éviter, puis ils ont pris le parti de braver le danger. Bientôt nous distinguons des femmes en costumes clairs, des hommes en habits de fête, — quel contraste avec nos guenilles ! — et nous reconnaissons une noce. Sur un signe de la nouvelle mariée, fine diplomate, le mari descend du traîneau, et offre au colonel d'abord, à tous les autres ensuite, un verre de vin du pays. Notre sœur de charité, jeune fille noble, n'est pas oubliée. Le petit vin a fort bon goût : nous buvons tous à la santé et au bonheur futur des nouveaux mariés.

Et tout retombe dans le silence si lourd dans cette solitude et dans cette immensité ! Une sorte d'angoisse dont rien ne peut donner l'idée, nous étreint à voir, pendant des heures et des heures, toujours le même horizon, toujours la même route, où s'effacent à mesure les pas de nos chevaux et ne subsiste nulle trace de notre passage. Vers le soir, dans l'accablement de la fatigue, nous allons comme en rêve. Alors, pour réveiller nos esprits qui s'assoupissent, une voix s'élève, entonne une de

ces chansons de route si vives, si gaies, d'un mouvement endiablé. Chacun de nous se redresse sur sa selle : l'espace d'un instant, nous oublions le steppe, son aridité morne et sa lassante monotonie. Le refrain que nous entonnons va se perdre là-bas, loin, très loin. Et c'est une tempête de cris, un ouragan de coups de sifflet... Mais la gaieté détonne dans cette solitude. Peu à peu les visages reprennent leur gravité, les fronts redeviennent mélancoliques. A quoi pensent tous ces jeunes hommes, beaux, fiers, et qui portent à un si haut degré le sentiment de l'honneur militaire et l'esprit de sacrifice ? Chacun a laissé une mère, une fiancée, une maîtresse, qu'il ne reverra peut-être plus jamais, et dont la blanche image se dresse avec une douce insistance sur l'infini de l'horizon.

Une voix chaude entonne la chanson populaire : de Borissof.

Comme une fleur dans les neiges immenses de l'hiver,
Ta beauté a lui sur mon âme,
A travers le brouillard un rayon de soleil
Évoque une amère illusion.

Nous reprenons en chœur :

Le présent s'effacera,
Notre tristesse s'oubliera,
Notre cœur endolori
Connaîtra un nouveau bonheur.

La chanson achevée, tout rentre dans le silence. On n'entend plus que le bruit léger de l'escadron en marche, — si petit, tellement perdu dans ce désert !

A la nuit tombante, nous nous arrêtons dans un misérable « khoutor, » Kontorski, dont les habitants, de pauvres paysans non Cosaques, ou « inogowdony (1) » sont évidemment des Bolcheviks et ne nous reçoivent qu'à contre-cœur.

Deux chambres sont réservées à notre « état-major. » On m'abandonne l'unique lit ; le général Réznikof, les colonels Gherchelman et Ianovsky et l'adjudant couchent à côté sur la paille. Les ordonnances dans l'autre pièce. J'ai pour ordonnance un gentilhomme d'origine balte, bon patriote russe, le baron von Tischenhausen : ce Jounker de l'école militaire de

(1) Étrangers, venus d'une autre ville.

Nowo-Tcherkask, avant de se mettre à table avec nous, éponge mon cheval, et soigne mes effets. Nous vivons ici sous l'ancienne discipline russe.

Kontorski, le 15/28 février.

De six heures à neuf, le canon se fait entendre dans la direction de Bataïski. Est-ce le général Erdeli, qui revient avec des renforts de Cosaques du Kouban? Ou bien Allemands et Bolcheviks, — comme le prétendent des cavaliers arrivés ce matin, — sont-ils en train de s'entre-déchirer?

Nos chevaux, insuffisamment nourris, n'en peuvent plus. Après une étape d'une vingtaine de verstes, nous nous arrêtons au khoutor Kouznetsovka, village sans Cosaques, ou le pope nous offre l'hospitalité la plus cordiale.

Il nous apprend que notre arrivée a été l'occasion d'une délibération orageuse au comité révolutionnaire. Le comité, réuni d'urgence, avait d'abord décidé de tirer sur nous; mais il s'est ravisé : « les Cadets brûleraient le village! » Cela nous intéresse médiocrement. *Aquila non capit muscas.* D'ailleurs le président et le secrétaire se sont enfuis, et les paysans ont fermé le bâtiment du soviet.

Une députation vient nous demander la permission de poser au colonel les questions suivantes : « Quelle est la situation sur le Don? Lesquels ont le plus de chances, les Bolcheviks ou les korniloftzi? » L'adjudant est envoyé pour renseigner sommairement ces... idéalistes.

Quelques anecdotes que nous conte le pope achèvent de nous édifier. L'éducation politique des paysans est faite par les soldats qui reviennent du front. Ils assistent encore aux services, mais se mettent à fumer et à cracher dans l'église. Quand le pope leur fait lire les affiches recommandant d'avoir une bonne tenue dans la maison de Dieu, ils sourient d'un air de supériorité : « Vous ne savez donc pas? Maintenant, on est libre! »

Karelkowe, le 16/29 février.

Nous arrivons à midi au zimovnik (1) Karelkowe, dont le propriétaire est un certain Goudovsky.

(1) Endroit protégé contre les vents froids et qui sert de pâturage pour les chevaux en hiver.

Ce propriétaire ne témoigne pas une excessive envie de nous vendre ses chevaux. Ceux qu'il nous offre sont maigres et laids : nos officiers les refusent. Alors, il nous promet ses bons offices auprès des Kalmouks, chargés de la garde des troupeaux ; mais nous le soupçonnons de leur donner en secret des instructions toutes contraires. Douze cents chevaux errent en liberté sur un espace de près de dix milles où il est impossible de les attraper sans l'aide de ces Kalmouks, qui eux-mêmes défient quiconque voudrait les atteindre à la course. Cavaliers infatigables, ils gardent jour et nuit leurs fiers troupeaux, par groupes de trois : l'un se repose tandis que les deux autres sont en selle. On me montre l'un de ces Kalmouks qui, naguère, deux fois par semaine, sur le même cheval, allait prendre le courrier pour son maître, à cinquante kilomètres de là, faisant ainsi près de cent dix kilomètres dans les vingt-quatre heures.

Le colonel cherche à convaincre Goudovsky qu'il faut lui vendre des chevaux : autrement les Bolcheviks les prendront. Mais cet honnête homme ne veut rien entendre. Nous n'aurons pas les chevaux ; les Bolcheviks ne les auront pas non plus : à quoi bon les vendre, quand l'argent diminue tous les jours de valeur ?

LE CHATIMENT D'UN VILLAGE

Karelkowe, le 18 février /3 mars

Le village de Krasnovka a mis les doctrines maximalistes en pratique. Après une résolution unanime du soviet de village, la population en armes, accompagnée d'un grand nombre de « frontowikis, » s'est rendue avec des charrettes à un zimownik voisin, l'a mis à sac, s'est enivrée dans les caves, puis est repartie, emportant le vin qui restait, emmenant les chevaux et le bétail. Le propriétaire qu'ils avaient enfermé et menacé de mort, a réussi à s'échapper. C'est lui qui nous fait le tableau de l'ignoble et odieuse scène. A ce récit, les nôtres voient surgir derrière l'image du zimownik détruit, celle de tous les biens pillés et incendiés, de tous les malheureux maltraités et massacrés dans la Russie en feu. En conséquence, le colonel Gherchelman ordonne au capitaine Somof, commandant de wzwod (1),

(1) Section

de se rendre avec 30 de nos hommes et 10 Tchèques au village, situé à une distance de 12 verstes, d'y ouvrir une instruction, et de faire un exemple. Je me joins à l'expédition.

A onze heures du matin, notre petit groupe quitte la ferme où il est installé, contourne un bois où les loups se cachent pendant le jour, et s'engage dans le steppe. Nous suivons, sous un ciel bas, l'unique sentier, tracé par le passage de milliers de traîneaux, et cheminons au pas. Tous sont des officiers ou Jounkers, ayant appartenu à l'ancienne cavalerie russe. Somof, en raison de sa réputation de bravoure et de décision, a reçu pleins pouvoirs du colonel Gherchelman. Pas un chant : on n'entend que le bruit des pas assourdi par la neige, et les hennissements des chevaux. Mon ordonnance, le baron de T., qui n'a pas encore vu le feu, me donne l'adresse de ses parents, pour les prévenir en cas d'accident.

A une demi-verste du village, cinq cavaliers piquent à gauche, cinq autres à droite, pour le cerner et empêcher les coupables de se sauver. Deux d'entre eux qui essayent de passer sont cueillis à l'instant. Puis, sur l'ordre de Somof, nous nous élançons en « lawa » (1), fusil en main, au grand galop, vers la principale entrée du village.

Nous ne rencontrons aucune résistance. Des observateurs montés sur des meules de foin ont donné l'éveil. Pas un homme : seulement des femmes qui feignent de ne rien comprendre à notre subite arrivée, font mine de continuer leur travail dans les champs, sans lever les yeux.

Cependant voici un paysan. Somof le fait arrêter :

— Où se cache le président du Comité révolutionnaire?

Le paysan balbutie, jure sur ses grands Dieux qu'il n'en sait rien.

Alors, Somof, lui mettant le revolver entre les yeux :

— Si tu ne nous l'amènes pas, tu es un homme mort.

L'effet est magique. Trois minutes ne se sont pas écoulées, le paysan revient traînant à sa suite ce fameux président, nabot à la mine bestiale, aux yeux fous de brute apeurée. Les coups de cravache et de nagaïka (2) pleuvent sur lui : les Tchèques s'en emparent : bientôt une salve nous apprend qu'il a payé de sa vie, sa complicité avec les Bolcheviks.

(1) Charge de cavalerie dans un ordre spécial aux Cosaques.
(2) Fouet à manche court, employé par les Cosaques.

Quant au secrétaire du Comité, il demeure introuvable.

Un paysan, sommé de nous indiquer où il se cache, répond sottement :

— Je ne sais pas, camarade!

— Comment, tu oses dire : camarade?

Les coups tombent sur ses épaules.

— Dis tout de suite : Votre Noblesse, Monsieur l'officier!

Le paysan porte la main à son bonnet :

— Je vous demande pardon, Votre Noblesse!

Abasourdi par le brusque retour de l'ancienne étiquette, tête nue et l'échine courbée, le drôle prend nos ordres. On le charge de faire le tour des quarante-deux misérables habitations qui composent le village et d'annoncer :

— Dans un quart d'heure, toutes les armes, le vin et les chevaux volés devront être livrés. A l'expiration de ce terme, quiconque détiendra encore une seule arme, un seul cheval du zimownik, sera impitoyablement fusillé.

Nous nous faisons ensuite conduire à la maison du secrétaire. Sa femme restée au logis, avec un enfant dans les bras et trois autres pendus à ses jupes, ne peut nous dire qu'une chose : les papiers ont disparu avec son mari. Il ne reste que le cachet du comité, que Somof saisit à l'effet de s'en servir pour fabriquer de faux passeports.

Nos cavaliers ont fait le tour de Krasnovka. Les femmes continuent de travailler, affectant toujours le plus grand calme. On a évidemment, à notre approche, soigneusement dissimulé toutes les traces du vol. Les horribles haridelles des indigènes de l'endroit, deux bouteilles de vodka, des fusils de chasse, de vieux pistolets, des sabres rouillés, c'est tout ce que nous trouvons.

Cependant, on nous amène un soldat qui a « rencontré quelque part » un cheval pur-sang, et deux autres, qui se cachaient derrière le foin dans une écurie, et sur lesquels on a trouvé des cartouches. Hier, sans doute, c'étaient des paysans inoffensifs : le nouveau régime en a fait des bandits : sur leurs faces d'ivrognes je lis une peur atroce, la peur de cette mort qui leur a fait quitter le front, et qu'ils risquent fort de trouver ici.

Les officiers les interpellent comme si l'ancien régime durait encore en Russie :

— Pourquoi n'as-tu pas la cocarde réglementaire sur ta casquette ?

Ils balbutient de vagues excuses.

— De quel régiment es-tu ? Pourquoi as-tu ôté tes pattes d'épaule ?

Nouveau bredouillement.

— C'est bien, montez tous les trois dans la voiture !

Le capitaine Somof compte ses hommes. Un ordre bref, et nous quittons le village, suivis cette fois par les regards angoissés des habitants qui ont cessé de faire semblant de travailler et n'ont plus du tout leur air insouciant de tout à l'heure.

Le soir descend sur la vaste plaine blanche. La silhouette du misérable village avec ses meules et ses cabanes accroupies dans la neige, commence à se perdre dans la brume où tout s'efface...

Quand nous rentrons au zimovnik, la nuit est entièrement tombée : on entend les loups qui rôdent autour de la ferme. Après avoir reçu le rapport de Somof, le colonel Gherchelman procède à l'interrogatoire du prisonnier qu'une escorte de trois Tchèques vient d'amener. Je demande :

— Où sont les deux autres prisonniers ?

— Il paraît qu'ils ont essayé de se sauver en route...

Tremblant de peur, le Bolchevik nous fait ses offres de service contre les camarades. Le colonel le remet aux Tchèques :

— Que va-t-on en faire ?

Le colonel me fixe un instant du regard :

— Je crains beaucoup, dit-il, qu'il ne cherche à s'évader cette nuit.

Karelkowe, le 19 février/4 mars.

Le village de Cherewcowa est occupé par 240 Bolcheviks avec 2 canons et 4 mitrailleuses. Ce serait amusant de capturer ces canons, avec notre unique mitrailleuse ; mais ils ne feraient que nous encombrer.

Le capitaine Aprelef est allé prendre les ordres de Kornilof. Nous rejoindrons l'armée de volontaires demain à Lezgeanka, à l'entrée du gouvernement de Stavropol. Les vingt chevaux que nous avons pu nous procurer seront conduits par deux Kalmouks, que Gherchelman a décidés à se déclarer pour nous,

non sans lâcher la forte somme. Hauts en selle, droits sur les étriers, ils font décrire de grands cercles à leurs fouets. Les chevaux nous suivent librement en « taboun (1). »

LES CADETS DE GASCOGNE

Zimovnik Kouznietsovka.

Partout de petits groupes de cavaliers en reconnaissance. Je rencontre un détachement de l'otriad de Tchernetzof, qui a, quelque part dans une stanitza, trouvé des lances. Nous cherchons des yeux des partis de Bolcheviks, prêts à foncer sur eux ; mais ils ne se montreront pas. Gardes rouges et soldats révolutionnaires ont bien su massacrer les officiers à l'armée en les frappant dans le dos, ou dans les maisons de Kief, Sewastopol, Taganrog, en les attaquant isolément et par surprise : mais ils n'oseront pas les affronter quand ils les savent en état de se défendre.

Le soir, nous couchons dans un zimovnik abandonné, ou les Tchèques nous rejoignent. Nous sommes sept dans une petite chambre, Reznikof, Gherchelman, Ianovsky, Aprelef, Kritzky, Fermor et moi. Nos vêtements sont en loques. Le comte Fermor a sa culotte déchirée et sa tunique percée aux coudes. Nous mangeons à la pointe du couteau, ou tout bonnement avec les doigts, à même dans la casserole, des nourritures fort sommaires. Mais on conserve, tout déguenillé qu'on est, les formules et les gestes de la plus exquise politesse. Nous en rions nous-mêmes. Cette guerre d'un contre cent ressemble si peu à une expédition raisonnable, elle vous a tellement l'air d'être le résultat d'une folle gageure ou d'une insolente fanfaronnade ! Le comte Fermor trouve que nous lui rappelons *Cyrano* et se met à déclamer :

Ce sont les cadets de Gascogne,
De Carbon de Castel-Jaloux,
Bretteurs et menteurs sans vergogne,
Qui font cocus tous les jaloux...

Voilà qui est de circonstance !... On rit... et puis soudain on retombe dans un profond silence... On rêve, on se rappelle

(1) Troupeau.

les jours où l'on parcourait les rues de Varsovie, brillant essaim de fringants officiers de la Garde, à la tête des beaux régiments de Leurs Majestés impériales.

Une question me brûle les lèvres : je m'enhardis à la poser au colonel Gherchelman :

— Le bruit court que Kerensky est dans le voisinage. Que feriez-vous, s'il se présentait à vous et réclamait votre protection?

— Je lui donnerais une escorte pour le conduire à l'état-major. Mais je doute fort qu'il y arrivât.

— Pourquoi, chez vous tous, cette haine contre lui?

— Pourquoi? Savez-vous ce que c'est que d'avoir formé un beau régiment, de lui avoir pendant vingt ans consacré toute sa pensée, toute son activité, tous ses soins, d'en avoir rehaussé l'éclat et la renommée, d'y avoir créé un magnifique esprit de corps, d'en avoir fait un instrument docile et terrible? Et puis imaginez après cela qu'en trois mois, par une série de décrets, par une continuité d'action malfaisante, par la ruine de toute discipline, les régiments retombent à l'état de bandes de lâches et de pillards, fuyant devant l'ennemi, et massacrant leurs concitoyens? Regardez alors qui a signé les décrets : un nom, toujours le même. Demandez-vous d'où est venue la propagande révolutionnaire et défaitiste dans les rangs: un homme, un même homme auquel remonte toute la responsabilité. Comprenez-vous maintenant pourquoi nous haïssons l'auteur responsable de cette œuvre néfaste?

LA BATAILLE DE LEZGEANKA

Zimovnik Kouznietsovka, le 20 février, 5 mars.

Depuis le matin le canon tonne devant nous. Les troupes de Kornilof sont engagées contre les Bolcheviks. Nous passons sans incident le chemin de fer Torgowaya-Rostof. Partout des paysans en fuite, des Cosaques, les uns à pied, d'autres à trois ou quatre sur la croupe d'un cheval. Nous ne doutons pas un seul instant que la victoire ne soit de notre côté. Mais la voie est barrée par un encombrement de voitures et de chevaux. Nous ne pouvons entrer au village qu'à sept heures, en pleine obscurité. Nos chevaux trébuchent sur les cadavres, surtout

aux abords du pont et autour de l'église, endroits où s'est concentré l'effort de la résistance. Enfin, nous pouvons nous installer dans une maison qu'occupaient les Bolcheviks. Nous y trouvons tout servi un repas que ces messieurs n'ont pas eu le temps de déguster. Nous nous l'adjugeons sans remords.

L'ennemi avait l'avantage de la position, les nôtres étant obligés de descendre jusqu'au pont pour remonter ensuite vers le village. Les Bolcheviks, au nombre de 600 soldats, 400 gardes rouges, aidés par les paysans, avaient creusé deux lignes de tranchées. Huit canons de 3 pouces ouvrirent le feu sur nos troupes, qui disposaient pour toute artillerie de 6 pièces de campagne.

Après le duel d'artillerie, Kornilof et Alexeief donnèrent le signal de l'assaut. Ce fut un spectacle magnifique. Alexeief et Kornilof, celui-ci avec son escorte de Khans des Tékintsi, chargèrent, fusil en mains. La première ligne fut tout de suite enlevée : on n'y trouva que quelques cadavres. Le régiment de Kornilof arrivé devant la deuxième ligne, à l'entrée du village, l'emporta à la baïonnette. Une demi-heure après le déclenchement de l'attaque, l'ennemi était en pleine retraite emmenant son artillerie : un canon et onze mitrailleuses restèrent entre nos mains. En fouillant les caves, on y trouva un grand nombre de Bolcheviks : 200 furent passés par les armes.

DERNIÈRE CONVERSATION AVEC KORNILOF.

Au lendemain de ces événements, j'ai pu m'entretenir longuement avec Kornilof. Les déclarations qu'il a bien voulu me faire, peuvent se résumer ainsi :

« J'ai dû faire un exemple. Une armée comme la nôtre est tenue de se faire craindre : sans quoi, elle est perdue. Vous savez quelle est la bravoure de nos hommes et aussi quels dangers nous courons. Telle est la minceur de nos lignes que tous, — jusqu'aux sœurs de charité et aux médecins, — se trouvent toujours en première ligne. Chacun de mes deux officiers d'ordonnance a tué cinq ennemis de sa main, sous mes yeux. Notre tactique n'est pas de nous battre à tout prix, mais d'intimider l'ennemi, pour pouvoir, dès que les circonstances seront favorables, faire un nouveau bond en avant.

« La prise de Lezgeanka a été si subite que les Bolcheviks

n'ont pas même eu le temps de couper les communications avec leur état-major. Un de mes officiers, qui s'est mis à l'appareil, a pu causer avec le commandant en chef. Nous savons exactement le nombre des troupes bolchevistes à Tikhoretskaya, Torgowaya et Bieloglina.

« J'ai confiance dans l'avenir. Le général Popof viendra bientôt me rejoindre avec 2 000 hommes. Dès demain, nous entrons sur le territoire de Yésky-otdièl, où se trouvent deux régiments, jadis rattachés au mien, quand nous opérions dans les Carpathes : j'ai reçu aujourd'hui leurs délégués. Au Kouban, le général Erdeli m'amènera deux bons bataillons de Cosaques et deux autres bataillons de montagnards.

« Quant aux troupes caucasiennes, j'ai, au mois de décembre dernier, signé une convention avec le Conseil de l'Alliance des Montagnards, stipulant qu'il mettra le corps de cavaliers indigènes du Caucase sous mes ordres.

« Vous savez quelle déception les Cosaques m'ont causée. Partout où j'ai pu, dans les stanitzas, leur adresser la parole, je leur ai affirmé qu'ils me reviendraient, quand ils auraient fait connaissance avec le système des Bolcheviks.

« Je suis un Cosaque, c'est-à-dire un républicain-né. Dès le commencement de la révolution, j'ai embrassé la cause de la liberté, et rassemblé les bons éléments autour de moi. Malheureusement j'ai vu que mon pauvre pays n'est pas encore mûr pour cette forme supérieure de gouvernement qu'est le régime républicain. C'est pourquoi je dis à tous : « Si le retour à la « monarchie est réclamé par le libre vœu du peuple russe, nous « l'accepterons; jamais nous ne l'accepterons sous la pression « allemande. Nous n'accepterons aucun régime quel qu'il soit, « qui nous sera imposé par l'Allemagne. »

« Dites partout, et en particulier au général X... (un général français), si vous le voyez, que nous représentons l'armée russe, que les nobles traditions militaires russes, son esprit de corps, son sentiment de l'honneur continuent de vivre en nous. Un jour viendra, où tous les patriotes accourront à nous, et où la malheureuse Russie comprendra qu'elle a été trahie et vendue. Jusque-là, nous avons pour mission de tenir. Nous tiendrons! »

L. Grondijs.

LA
CATHÉDRALE MARTYRE
ET
SES DERNIERS HISTORIENS

Devant Reims, une partie des troupes allemandes est sous les ordres d'un général qui lui-même est un élève de nos chaires d'histoire de l'art.

Paul Clemen. *Les Allemands protecteurs des monuments pendant la guerre* (*Internationale Monatschrift für Wissenschaft, Kunst und Technik* (15 décembre 1915).

La pince se referme sur Reims qui, aujourd'hui comme hier, est bombardée avec violence.

(*Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, 1er juin 1918.)

C'est l'Anglais qui, on le sait, est le grand destructeur.

E. von Salzmann, 5 oct. 1918.

Il est juste, il est beau qu'elle soit de ce triomphe et qu'après avoir vu passer à ses pieds tant d'histoire, les sacres, la Pucelle, les rois, Napoléon, elle soit le témoin et le symbole de notre victoire. Il est juste qu'étant depuis quatre ans à la peine, elle soit enfin à la gloire. Sans doute elle n'est plus que le spectre d'elle-même. Mais elle respire ! Mais elle ne sent plus tournoyer autour d'elle le barbare orage des obus ! Que de fois, tandis que la bataille à son ombre faisait rage, que nos soldats luttaient dans ses héroïques faubourgs, nous pensions (parlions-nous d'une chose réelle ou déjà d'un souvenir ?) à la forme divine qui achevait de s'évanouir, à la relique séculaire qui s'écroulait sous la mitraille et mourait, déchirée et debout, d'une mort de drapeau ?

Je ne l'ai vue qu'une fois dans le cours de la guerre, un jour de février de 1917. Qui oublierait ce ton de rose que lui

avait donné la flamme, ce vague reflet d'aurore imprégné dans la pierre et qui lui faisait une couleur vivante comme celle de la chair? Rien n'était plus extraordinaire que le sublime vaisseau de gloire dominant le désastre de la ville écrasée. Tout était calme sur le parvis, mais les batteries lointaines ne se taisaient ni jour ni nuit et la voix du canon résonnait sous les voûtes, faisait tressaillir le silence spacieux de la merveille, l'immense nef solennelle et vide dans son prodigieux veuvage. L'écho agitait légèrement les panneaux d'azur des verrières et poussait entre les piliers une plainte confuse, pareille au murmure d'une cloche qui n'a plus que les vents pour sonneurs. Le soleil qui se glissait entre les colonnades, parcourant à pas muets le sanctuaire désert, semblait le seul habitant du prodige inanimé, sans but, où manquait la petite lampe qui annonce la présence divine. Le chef-d'œuvre à l'abandon ne paraissait plus qu'un fragment de la nature sauvage, comme un corps qui rend à la terre ses éléments et rentre dans le cours des métamorphoses de l'univers : et cela saisissait comme le sentiment d'une profanation. Le grand crime était là, muet, comme un témoin accusant son bourreau par toutes ses blessures. Et, quoique la journée fût tranquille, quoique les obus épargnassent alors la cathédrale, le cœur se serrait à l'idée d'une trêve si précaire : on tremblait de nouvelles menaces imminentes. Et l'on se retirait attristé au spectacle de ce grand otage sans défense, placé par le hasard au bord de la bataille, comme un joyau sans prix enchâssé dans un rempart; on pensait à tout ce passé de la France royale, imprudemment jeté aux avant-postes de la guerre, — gloire et orgueil d'hier, devenus le tourment et le cher souci de la patrie.

D'autres diront un jour le forfait, l'agonie (1). D'autres s'in-

(1) *La Cathédrale de Reims, un crime allemand*, par M. l'abbé Landrieux, curé de la cathédrale, 1 vol. 8°, en préparation, illustré. — *Reims pendant la guerre*, par M. Max Sainsaulieu, architecte de la cathédrale (plaquette, in-4° illustrée). Ces deux ouvrages à paraitre chez H. Laurens. On peut consulter en attendant l'article de P. Clemen, dont une phrase sert d'épigraphe à cette étude, traduction et notes de M. Louis Dimier, dans la *Correspondance historique* de janvier-décembre 1915. Voir aussi les rapports officiels publiés dans la brochure. *Les Allemands destructeurs des trésors du passé*, Paris, Hachette, 1915 (lire notamment les témoignages de M. le général G. Rouquerol, qui commandait alors la place et le front de Reims).

Les Allemands, pour se justifier, répandent périodiquement le bruit que les tours de la cathédrale servent d'observatoire (communiqué allemand du 13 mars

quiètent de l'avenir et, comme l'a fait ici-même M. André Michel, s'occupent des soins par lesquels on pourra rendre peut-être une nouvelle existence aux restes du chef-d'œuvre. D'autres enfin se sont proposé de sauver du passé ce qui pouvait encore l'être : des images, des reproductions de cette statuaire, naguère parure de l'édifice, maintenant, hélas! en grande partie anéantie. Deux savants ont voulu en perpétuer le recueil : M. Étienne Moreau-Nélaton, peintre charmant, ami de Corot, que l'amour des églises de l'Aisne et de la Champagne a fait érudit historien, et M. Paul Vitry, l'un des mieux informés parmi nos jeunes maîtres, à qui rien n'est étranger de la sculpture française. Je me bornerai presque à feuilleter leurs ouvrages et j'essayerai de dire brièvement ici ce que représentait dans l'art l'incomparable cathédrale, tandis que la bataille s'éloigne et que le troupeau hideux des Barbares recule (1).

1918). On a lu la protestation du cardinal Luçon (*Journal des Débats*, du 15 mars) et l'enquête si catégorique du colonel Feyler (*Journal de Genève* du 3 avril). L'agence Wolff riposte (dépêche du 28 mai) en citant le nom d'un observateur : Edouard-Albert de Bondelli, officier d'artillerie, dans le civil « *employé* au Crédit Lyonnais. » Une enquête immédiate de la *Gazette de Lausanne* a montré que M. A.-E. de Bondelli, *directeur* au Crédit Lyonnais, est décédé en 1910, sans avoir jamais fait de service militaire.

On sera édifié, après cela, de lire le document suivant : « 31 janvier 1915. — La batterie tire 19 obus (fusants et percutants) sur la cathédrale. Le clocher et la nef sont touchés à plusieurs reprises : dans la nef on observe un commencement d'incendie; *pas pu faire encore de grands dégâts matériels au clocher.*

« 2 février. — De 9 h. à 30 à 10 h. 30, tir sur la cathédrale, en particulier sur le clocher; 29 shrapnels, dont 16 au but.

« 25 février. — 21 obus sur la cathédrale. » (Carnet de tir d'une batterie de 150, cote 132.) C'est dommage que ce document concerne la cathédrale de Soissons : mais, *moralement*, il vaut pour Reims.

(1) Marcel Reymond, *La Cathédrale de Reims*, dans la *Revue* du 1er novembre 1914. Voir encore la belle étude de M. Emile Mâle, dans *l'Art allemand et l'Art français du Moyen Age*, in-12, A. Colin, 1917. — Louis Demaison, *La Cathédrale de Reims*, dans les « petites monographies » publiées par H. Laurens. — *Un chef-d'œuvre français, la Cathédrale de Reims*, par M. Louis Brehier, gr. in-8°, Laurens, édit., 1916. — Étienne Moreau-Nélaton, *La Cathédrale de Reims*, in-4°, cent planches en photogravure. Librairie centrale des Beaux-Arts, 1916. — Paul Vitry, *La Cathédrale de Reims*, 200 planches, in-folio, en cours de publication (sept fascicules déjà parus) à la même librairie. Cette publication inestimable promet d'être le monument définitif pour l'étude de la grande école de statuaire de Reims.

I

La cathédrale de Reims n'est pas une des plus anciennes. Il y avait plus d'un siècle que les Français avaient inventé la croisée d'ogive, principe de l'architecture nouvelle, et cinquante ans passés qu'ils élevaient des cathédrales, lorsque la basilique de Reims brûla et que l'archevêque Aubri de Humbert résolut de la reconstruire dans ce style nouveau qui faisait alors les délices de la chrétienté. C'est la troisième église et peut-être la quatrième qui s'élevait en huit cents ans sur l'emplacement de l'antique métropole de Saint-Nicaise. La première pierre fut posée le 6 mai 1211, jour anniversaire de la catastrophe. La jeune cathédrale est donc contemporaine du grand mouvement qui, à Bouvines, aboutit à la première de nos victoires nationales. Dans l'ordre des temps, elle vient après Saint-Denis, la doyenne de toutes nos cathédrales, après Noyon, après Senlis, après Mantes, Laon, Paris, qui sont toutes ses aînées et où l'art, en quelque sorte, achève son apprentissage. Elle se présente sur le même plan que ses sœurs de Chartres et d'Amiens, qui forment la deuxième génération gothique, l'époque de la maturité et de l'épanouissement. Et c'est ce qui lui donne son caractère d'harmonie.

A cette date, en effet, l'art gothique, en possession de toutes ses ressources, ne tend plus qu'à la perfection. C'est le moment où l'architecte, maître de son langage, commence à dégager la notion de l'art. Il ne se contente plus de la solidité, ni d'avoir trouvé une solution décisive au problème de la voûte : il lui faut maintenant quelque chose de plus, il lui faut la beauté. Moment exquis, où reparaît une idée qui s'était effacée depuis les jours de l'ancienne Grèce, où l'on découvre, où l'on conçoit la valeur de la forme. Il n'y a guère dans l'histoire du monde plus de trois ou quatre moments pareils, plus de trois ou quatre pays où cette pensée soit éclose dans des cerveaux humains : l'Attique du ve siècle, la Florence du *quattro-cento*, et enfin ce petit espace, ce coin de terre privilégié du domaine royal, qui porte par excellence le nom de l'Ile-de-France. C'est aux confins de cette province et des provinces voisines que s'élèvent les tours de Chartres, de Reims et d'Amiens, et c'est dans ce triangle qu'est comprise toute la grâce du siècle de saint Louis.

De ces trois cathédrales sœurs, Chartres est l'aînée et le modèle. Le maître qui l'a construite est le grand initiateur. C'est lui qui a créé les formules de l'avenir et dégagé les conclusions que l'architecture après lui ne fera plus que développer. Son œuvre demeure l'école où vinrent s'instruire les maîtres de Reims et d'Amiens. Jusqu'à lui, par exemple, l'architecture gothique retenait dans ses formes quelque chose de trapu ; une certaine pesanteur l'arrêtait dans son vol, comprimait son essor ; le pilier reste court, surchargé d'une tribune qui contrarie l'élan, marque dans l'ascension générale un étage et une ombre inutiles. L'architecte de Chartres supprime cette tribune et la remplace par cette galerie qui ne compte plus qu'à peine comme un étage distinct et qu'on appelle triforium ; les piliers délivrés s'exhaussent, les nefs s'élèvent et se relient par un jeu de rapports plus clairs. Cette simplification imprime à l'édifice une vie nouvelle. Un grand mouvement vertical l'emporte vers le ciel. Les fenêtres s'agrandissent, doublent la surface des vitraux ; mille conséquences découlent de cette réforme si simple. On a défini l'art gothique une géométrie enflammée ; pourquoi ne pas reconnaître que le maître de Chartres fut un poète de génie ?

Ce divin plan de Chartres est celui qu'on retrouve désormais dans toutes nos cathédrales. Reims, Amiens, Beauvais, ne seront plus que des variantes de ce thème immortel. Leurs auteurs ne chercheront qu'à faire sortir plus de beauté du mode d'expression qui vient d'être créé par leur grand précurseur.

L'histoire de Reims a été très bien démêlée par M. Louis Demaison. L'auteur du plan est Jean d'Orbais. Le chœur était achevé en 1241. Il n'y a rien dans l'art de supérieur à ce morceau. La colonnade semi-circulaire qui le termine, et qui se joue délicatement sur la perspective des chapelles, est d'une grâce et, si je puis dire, d'une « musique » accomplies ; la pureté des piliers, avec les couronnes de feuillage qui leur servent de chapiteaux, fait penser à l'évolution d'un double chœur de jeunes filles. L'élévation est charmante. La hauteur de la voûte est pourtant la même qu'à Chartres (38 mètres), mais la largeur est moindre, les formes deviennent plus élancées. Le dessin des voûtes a conduit l'artiste à donner à tous les autres arcs une brisure plus vive, à aiguiser tous ses tracés : la même pensée se réfracte à l'infini dans chaque forme, et toutes con-

spirent à donner à l'ensemble de l'ouvrage plus de jet et de ressort. La passion du XIIIe siècle, le défi à la pesanteur, la volupté de l'espace conquis, de la victoire sur la matière, qui devait emporter bientôt les architectes à des gageures de plus en plus folles, aux audaces d'Amiens, aux ivresses de Beauvais, commence à se faire jour chez le maître de Reims; mais elle conserve encore une mesure exquise. Elle s'exprime surtout par des nuances, par de fines retouches, par des recherches de modules. L'artiste ne tente pas de surpasser son modèle par plus de hauteur effective; il se contente d'obtenir l'impression de la hauteur, et il la demande au calcul le plus délicat des proportions. Le subtil génie de la Champagne fait merveille dans cet ordre de recherches intellectuelles. On ne soupçonne pas de quels raffinements est capable l'esprit de ces vieux maîtres, dont le nom est à peine connu de quelques archéologues, et qui mériteraient d'être au nombre des plus pures gloires françaises. Naguère, un architecte, M. Goodyear, a découvert que l'écartement des piliers est légèrement plus accentué à la naissance des voûtes qu'à la hauteur des chapiteaux; à partir du premier étage, le dessin du vaisseau s'évase et les lignes s'écartent faiblement de l'aplomb; le retrait à son point extrême atteint jusqu'à 0 m. 25. L'architecte savait que deux lignes parallèles tendent à faire aux regards l'effet de se rejoindre; il corrige cette illusion d'optique par une déviation correspondante. Artifice heureux, dont personne au monde ne s'était avisé depuis les architectes de l'Attique, au temps de Périclès. C'est ainsi qu'Ictinos, pour redresser l'erreur qui fait qu'une longue ligne horizontale semble s'affaisser en son milieu, imprime à l'entablement du Parthénon une légère convexité. Seules la Grèce de l'âge d'or et la France du XIIIe siècle ont connu ces savantes délicatesses du goût, sans lesquelles on peut dire qu'il n'est point d'« art. »

La même finesse de génie inspire chaque trait de ce morceau incomparable. Il n'y a pas un détail, pas une partie de l'architecture qui ne soit représentative de ce travail heureux, accompli sur la forme. Il suffira de deux exemples. Une des plus grandes beautés de Reims, ce sont les fenêtres. Le jour entre à flots et inonde tout l'édifice. Jamais encore l'architecture n'avait à ce degré collaboré avec la lumière. Les murailles disparaissent; les pleins, qui à Chartres l'emportent de beaucoup

sur les vides, s'évanouissent comme inutiles; le maître de Chartres construit encore en accumulant des vigueurs et des ombres, celui de Reims n'admet plus d'autre élément que la lumière. Il n'a sur sa palette que des principes de clarté. Son génie réussit à éliminer tout ce qui, dans la pierre, est opacité, masse, remplissage, lourdeur, à construire uniquement avec des arcs et des supports. C'est de lui que date cette architecture inouïe qui finit dans la Sainte-Chapelle en pure joaillerie de verre. Mais d'où vient que la fenêtre de Reims est non seulement beaucoup plus vaste comme ouverture, mais tellement plus élégante que son modèle de Chartres? C'est qu'à Chartres les fenestrages, — c'est-à-dire l'armature de pierres qui divise la fenêtre, — sont formés d'assises assemblées par des joints. Le maître de Reims imagine de remplacer cette maçonnerie par une colonnette, qui met dans le dessin plus de nerf et de style; il a inventé le meneau, qui devait faire si grande fortune. On me pardonnera d'insister sur ces questions techniques; elles sont à l'architecture ce que la prosodie est à la poésie.

Veut-on encore un autre exemple? S'il est un organe gothique dont il semble presque impossible de déguiser le caractère utilitaire, c'est le contrefort. Cet étai indispensable est un peu l'écueil du système. Ruskin compare ingénieusement l'extérieur d'une cathédrale à l'envers d'une tapisserie : on ne voit qu'un enchevêtrement de fils, dont le sens n'apparaît que lorsqu'on se place à l'intérieur. Hormis les portails et les façades, cette architecture n'est pas faite pour le spectateur du dehors; le dégagement des cathédrales est un des contresens des amateurs modernes. Le gothique relègue à l'extérieur la charpente de pierre sans laquelle le vaisseau ne se soutiendrait pas, comme les cales dans une darse supportent la coque d'un navire. Il est aussi impossible à l'architecte gothique de se passer du contrefort qu'il lui est difficile d'en faire un élément de grâce. C'est un serviteur nécessaire, mais il faut avouer qu'il concourt peu à l'ornement. Ici le maître de Reims fait éclater son art : quel parti n'a-t-il pas tiré de ce membre prosaïque! Il a réussi à en faire une des parures de son œuvre. Le contrefort, d'abord nu, s'ouvrage à mi-hauteur d'un filigrane d'arcatures, pour se changer enfin en un élégant tabernacle, où s'abrite le vol d'un ange et que surmonte la flèche du plus

charmant pinacle. Ce pinacle lui-même a son rôle, et ajoute à la construction un élément de solidité. Rarement l'art a-t-il mieux su convertir en beauté une donnée d'apparence plus ingrate. L'hôte céleste de chaque contrefort vient animer cette composition exquise d'une vie personnelle. Mieux encore : la suite de ces tabernacles fait régner autour de l'église une frise mélodieuse, sorte d'enveloppe aérienne qui participe à la fois de l'architecture et de l'hymne. Quel musicien de la pierre a jamais conçu un poème comparable au chevet de cette cathédrale sur lequel flotte avec une palpitation d'ailes le doux frémissement de la troupe angélique?

Toute cette partie de l'édifice était déjà achevée vers le milieu du siècle, lorsque Villard de Honnecourt, faisant route vers la Hongrie, fit à Reims les précieux croquis que nous conserve son album. Déjà l'œuvre de Jean d'Orbais passait pour merveilleuse, lorsque survint à Reims un maître d'un plus brillant génie. Des successeurs de Jean d'Orbais, lequel faut-il nommer ici? En tout cas, on peut dire avec assurance que ce maître, quel qu'il soit, avait fait son éducation sur le chantier d'Amiens. Rien n'est plus admirable, dans l'histoire des arts, que cette espèce de concours ouvert à cette époque entre les différentes villes, les artistes, les écoles. Il ne se fait nulle part une trouvaille, qui ne soit aussitôt utilisée ailleurs. C'est à qui surpassera l'autre dans une rivalité féconde. En vain chercherait-on à isoler nos cathédrales; elles se donnent la main, elles sont inséparables. Reims perfectionne Chartres, Amiens lutte avec Reims, Beauvais avec Amiens. Jean d'Orbais avait certainement dessiné une façade où il n'avait pu manquer d'imiter le plus beau modèle que l'on connût alors, celui de Notre-Dame de Paris. Ce modèle parut cependant un peu pauvre au maître d'Amiens; celui-ci composa pour son œuvre une façade infiniment plus riche, et qui serait encore le dernier mot de l'art, si la terminaison en était digne du reste, et s'il n'existait pas la grande façade de Reims.

Cette page sublime est en vérité un des titres les plus magnifiques de la France. Quand elle subsisterait seule de tout notre art du moyen âge, elle suffirait pour en attester la grandeur; elle compterait au nombre des créations souveraines, comme un des monuments immortels de l'esprit humain. Si l'œuvre de Jean d'Orbais nous montre l'élégance consommée,

la recherche la plus rare du style, la façade de Bernard de Soissons déploie une inspiration nouvelle, un souffle plus grandiose, l'ardent enthousiasme du beau. Ce maître eut l'imagination la plus impétueuse, le plus vaste tempérament de décorateur que le monde de l'architecture ait connu. Nul homme n'a imprimé à une surface de pierre une vie plus radieuse, ni su à son exemple se servir de la matière comme d'un orchestre, où ne manque aucune des cordes de la lyre. Aucun rêve d'artiste n'a jamais inventé pour les fêtes d'un peuple un plus royal décor.

Cette façade est d'abord un éblouissement. Rien ne se prête moins à l'analyse que cette immense gloire. Pour la première fois toutes les formes, les tours, la rose, les portails s'élancent d'un seul jet, forment un seul bloc rayonnant, un miraculeux bas-relief; l'œil ne perçoit au premier regard dans le flamboiement des formes que ce prodigieux essor. Le regard bondit par-dessus les dais ouvragés des portails, tournoie dans le soleil de la rose, le quitte pour rebondir encore. Il parcourt ce grand visage de pierre sans pouvoir s'arrêter à aucun trait particulier. Il est contraint de suivre l'irrésistible transport qui fait jaillir jusqu'aux nues l'immense échafaudage. Nulle part la grande loi gothique, le mouvement en hauteur, ne s'était affirmée avec autant d'autorité. Jusqu'alors la ligne dominante dans les constructions les plus hautes reste la ligne horizontale, la ligne de la sérénité. A Reims elle disparaît, n'est plus marquée qu'à peine; elle flotte comme un reste de la terre, à l'état de souvenir. Tout ce qui compte, les traits de force, sont des lignes qui montent, des arcs, des flèches, des gâbles, des clochetons, des pyramides : toutes les idées s'élèvent et deviennent lyriques, changent de forme et de trajet, prennent le sens d'un hosanna.

C'est au maître d'Amiens qu'est venue la pensée de donner une magnificence inédite aux portes de l'église. Ces portes, jusqu'alors séparées, simplement ouvertes dans le mur à l'entrée des nefs, l'architecte inventa de leur prêter une grande saillie, de les projeter en avant, de leur donner la valeur d'une sorte de portique. La porte devient le portail. A Amiens enfin, les trois portes sont réunies entre elles par une frise continue et forment sur le parvis un véritable arc de triomphe. C'est ce thème superbe qui fut repris à Reims, avec un caractère plus

somptueux encore et un redoublement de faste et de splendeur L'architecture pavoisée semble perpétuer quelque chose des solennités des vieux âges, des tentures et des oriflammes, des acclamations et des pompes des sacres.

Mais Amiens n'est pas le seul modèle dont le maître de Reims ait incorporé les beautés à son œuvre. M. Mâle a montré qu'il ne s'est pas moins inspiré de l'admirable façade de Laon. (Encore une délivrance d'hier, une gloire nouvelle de nos armes.) Ce morceau, d'un style âpre encore, est une des conceptions du moyen âge les plus empreintes de majesté. Par la rudesse des lignes et la puissance des ombres, l'auteur a su donner à cette page austère un extraordinaire caractère méditatif. La grande rose centrale qui s'ouvre au-dessus des portails semble, sous le grave sourcil de son épaisse orbite, l'œil de quelque ascète contemplateur, un regard ouvert sur l'infini. Les tours arrachent à Villard de Honnecourt un cri d'admiration : « J'ai été en moult de terre, écrit-il dans ses notes; en aucun lieu onques telle tour ne vis comme est celle de Laon. » Tous ces traits se retrouvent à Reims, mais transfigurés et baignés d'une atmosphère de joie. L'artiste chasse de partout les ombres, éclaire les cavernes farouches où le maître de Laon se plaît à épaissir de profondes énigmes; il modèle l'immense paroi dans la lumière et la demi-teinte; il n'est pas de coin sombre où quelque statuette n'accroche une lueur et ne jette un reflet. La rose s'illumine comme un œil limpide à fleur de tête. Toute la façade ruisselle de joie. Telle est l'aversion du maître pour les ténèbres, sa passion de la transparence, qu'il supprime les tympans des portes, les métamorphose en vitraux; les sculptures sautent sur les frontons et s'y composent en pleine lumière, sous un dais de dentelles sculptées dont l'ombre adoucit leurs contours. Partout l'artiste aère, ajoure, nuance, colore, harmonise, assouplit. Il semble se jouer de la matière, lui ôter les derniers restes de sa masse et de sa lourdeur. Les tours nagent en plein espace. Ce sont celles de Laon, mais allégées, simplifiées, enhardies, formées de prismes et de baldaquins aux colonnettes diaphanes; elles paraissent vibrer à l'air comme les cordes d'une grande harpe. Jamais architecture ne s'est plus divinement mariée au pays des nuages, ne s'est mêlée de plus de ciel. Rien n'exprime plus l'effort ni la difficulté vaincue : plus de traces des problèmes qui rident d'un souci

profond la façade de Laon, des gaucheries qui déparent certaines parties de celle d'Amiens. Tout respire le bonheur d'une maîtrise accomplie, la félicité d'une pensée à son plus haut point d'équilibre, le sentiment d'un triomphe, un rayonnement d'apothéose.

II

Mais l'honneur de cette cathédrale, ce qui la mettait hors de pair au milieu de la famille gothique, c'était, — quelle douleur d'en parler au passé! — l'incomparable trésor de sa statuaire. Aucun monument de la chrétienté n'avait reçu en partage une telle somme de vie. Un moment mémorable de la sensibilité française y était illustré par des œuvres d'une beauté qu'on pouvait croire impérissable.

Cette statuaire, d'ailleurs, comme beaucoup d'œuvres de premier ordre, posait plus d'un problème. Il suffit d'un regard pour se convaincre qu'elle appartient à deux époques tranchées, à deux générations tout à fait différentes. Il y a un monde entre les sculptures sévères du portail Nord et les sculptures étincelantes de la grande façade. Ce n'est pas tout. La statuaire de Reims ne vaut pas comme celle de Chartres par l'unité intellectuelle, la belle ordonnance dogmatique. Elle présente, au point de vue de l'iconographie, plus d'une incorrection ou d'une anomalie. Il y a des répétitions et des flottements étranges, comme si l'on se trouvait en présence d'un écrit formé de la réunion de deux textes différents d'un même poème, où des passages seraient rajeunis, d'autres transposés. Bizarreries d'autant plus frappantes qu'elles contrastent avec l'autorité et la splendeur du style. Tous ceux qui ont hanté nos vieilles cathédrales savent de combien d'ombres elles s'entourent, et combien ces ombres sont charmantes. Mais Reims, la radieuse Reims, est peut-être entre toutes la plus mystérieuse.

Les choses s'expliquent en partie d'une manière assez simple : la façade actuelle n'est pas, on l'a vu, celle qui avait été primitivement conçue. La preuve en est aisée : l'ancien portail subsiste encore. Le maître qui composa cette nouvelle façade si belle n'a pas fait disparaître l'œuvre de son devancier. Elle trouva grâce encore aux yeux du jeune artiste (1). Celui-ci

(1) Ce portail apparemment n'était pas encore debout ; seules, les sculptures existaient, et encore incomplètes (six apôtres, six prophètes sur douze, etc.), dans

ne donna pas à l'œuvre de Jean d'Orbais la place d'honneur qui lui avait été destinée, mais il l'utilisa dans une autre partie de l'édifice, et c'est elle que nous voyons au portail Nord de la cathédrale. Il en résulte cette singularité assez rare que la cathédrale de Reims possède deux frontispices et comme deux préfaces différentes, faites à quelques années d'intervalle. La façade latérale n'est pas, comme on s'y attend, une façade subalterne et d'importance plus effacée : c'est l'ancienne façade principale, c'est une version antérieure de la grande façade, devenue par hasard une façade secondaire. Beaucoup d'obscurités à Reims n'ont pas d'autre origine.

Cette partie primitive de la statuaire de Reims comporte les trois portails classiques : porte du Christ, porte de la Vierge et porte des Saints du diocèse (1). Cet ensemble n'a pas la grâce, l'extraordinaire séduction des parties plus récentes. Vingt ou trente ans, à cette époque, mettent une différence d'un siècle. L'art fait des pas de géant. L'école rémoise s'y montre pourtant d'une maturité singulière. Deux caractères surtout, que nous retrouverons plus tard, ressortent avec force. Le premier est l'imitation de la statuaire antique. Les statues d'apôtres, les draperies ont un tour romain qui étonne : on croit voir une assemblée de consuls, de vestales. Les scènes de martyre placées dans les tympans surprennent par leur retenue, par la mesure exquise du geste et de l'expression. On pense, devant ces figurines, à l'adage grec : « Rien de trop. » Mais un second caractère, bien différent du premier, apparaît dans d'autres morceaux, véritables « scènes de genre, » tableaux de la vie

les chantiers de la cathédrale. C'était l'usage de commencer les cathédrales par le chevet ; on exécutait pendant ce temps les parties décoratives de la façade; il ne restait plus qu'à les monter quand l'ouvrage en arrivait là.

(1) En réalité, le transept Nord n'a que deux portes (porte du Christ et porte des Saints); la troisième, murée jusqu'à ces dernières années, était une porte privée donnant accès au cloître du chapitre. Sa décoration toute particulière ne se rattache à rien de connu dans l'école de Reims ; elle semble, comme l'a supposé Mme Louise Pillion, provenir de l'enfeu de quelque tombe ecclésiastique. — Du portail primitif, ou plutôt de l'ancien projet de Jean d'Orbais, il ne subsiste en place, à la façade occidentale, que six des statues archaïques de prophètes qui devaient accompagner, dans le plan original, la figure de la Vierge, et qui aujourd'hui font vis-à-vis à six figures de saints. La Vierge a disparu. Il est impossible de dire pourquoi ces statues extrêmement barbares et primitives se trouvent là, à côté de statues d'une époque raffinée, ce que sont devenues les six autres qui devaient compléter la série de prophètes, etc. C'est là une de ces énigmes, probablement insolubles, qui font dire à M. Émile Mâle qu'il y a, à Reims, beaucoup d'inexpliqué.

de tous les jours, comme l'histoire du tonneau de l'hôtesse, miraculeusement rempli par saint Nicaise (conte bien fait pour plaire à un public de vignerons) ou celle du drapier de Reims qui vendait à fausse mesure. Nous pénétrons dans la boutique : voici la cliente élégante, les pièces de drap sur le comptoir, le garçon accroupi qui tient les livres de caisse. C'est le cadre et la bonhomie, le ton du fabliau. Inspiration antique, goût de l'observation familière, ces deux courants, qui sont le fond de notre tradition, se partagent déjà l'âme française. Ils s'y développent côte à côte en bonne intelligence, sans que l'on discerne entre eux le germe d'un conflit. L'école de Reims avait donné là des chefs-d'œuvre qui la plaçaient au premier rang des écoles médiévales, quand ces beaux ouvrages d'un seul coup se virent rejetés dans l'ombre et comme subitement vieillis, décolorés par l'apparition de quelque chose de plus beau.

Il ne faut pas abuser du mot de révolution : et pourtant, si l'on considère les œuvres admirables que je viens de décrire, comment appeler autrement le coup d'État qui les a fait reléguer à une place subordonnée et remplacer d'autorité par des œuvres toutes nouvelles, au détriment du sens traditionnel de l'édifice et au risque d'en compromettre tout le plan idéologique? Au nom de quel principe le Christ se voit-il écarté de la première place et cesse-t-il d'apparaître au seuil, en pontife et en juge, foulant l'aspic et le basilic, au-dessous du tableau des choses de la fin du monde, et regardant le couchant qui annonce chaque soir les scènes du dernier des jours? Quelle nouvelle idée parut être assez importante pour excuser une telle infraction aux usages, presque aux dogmes, et le désordre qui en résulte?

En un sens, tout le problème de la façade est là : on y assiste, en quelque sorte, à l'avènement de la Vierge. La Vierge est la reine de céans. C'est elle qui nous accueille au trumeau du portail, c'est elle dont les fameuses statues des ébrasements nous représentent l'histoire, c'est elle qu'on couronne dans le fronton charmant qui surmonte les voussures. Toujours elle, elle partout. Elle est la jeune pensée qui envahit tout l'édifice : elle se substitue à son fils dans les prières des hommes. Immense nouveauté, et d'une portée incalculable. Une poétique entièrement inédite se fait jour. Tout l'élément sentimental, irrationnel du christianisme, commence à l'emporter sur l'autre. Toute cette

façade de Reims n'est plus qu'un hymne à Notre-Dame. Il semble, si l'on ose le dire sans hérésie, il semble que le monde rêve d'un nouveau mystère, d'une autre Incarnation, cette fois dans la femme. L'humanité se divinise dans la plus céleste de ses filles. Elle dit moins : « Notre Père, » elle murmure : *Ave Maria.*

Sans doute, on tremble de prêter aux faits, par des formules trop absolues, l'apparence d'une consistance qu'ils n'ont pas. Le culte de la Vierge est vieux comme l'Église. Ses racines sont surtout profondes dans l'Église française. Presque toutes nos cathédrales portent le nom de Notre-Dame. Mais, de la porte de Senlis, où pour la première fois la personne de la Vierge occupe la place capitale, là où la tradition avait toujours montré son fils (1), à ce portail central de Reims, où elle règne sans partage, où l'on ne voit plus qu'elle, et qu'elle triomphante, — quelle évolution ! Il y a là évidemment un phénomène moral, un bouleversement de la sensibilité qui mériterait une histoire. Ce n'est pas le lieu de la faire. Il suffit que nous en ayons un symbole visible dans le remaniement de la façade de Reims, et dans la brusque saute d'idées qui en fit modifier tout le premier programme. Cette façade est le manifeste d'une nuance religieuse où le côté émotif l'emporte sur le côté intellectuel. Toutes les singularités qu'elle présente, toutes les questions qui se posent à son sujet, viennent de là.

Il va sans dire qu'aucun artiste n'a pu prendre sur lui une pareille dérogation aux habitudes consacrées : le maître de Reims, comme toujours, n'a fait que suivre les indications d'un clerc. Mais l'artiste et le théologien sont ici en profond accord. L'un et l'autre sont d'un temps ou les choses de la pensée pure cessent d'intéresser avant tout les esprits. L'âme devient moins sensible aux belles ordonnances, à la rigueur des développements et des démonstrations ; elle n'a plus le même besoin qu'auparavant des nobles constructions idéales et des systèmes. L'âge précédent eût-il souffert certaines disparates, comme celles qui déparent la porte de droite de la façade? Ces négligences, dont une autre époque se fût scandalisée, semblent aujourd'hui sans importance. Des objets inédits, ignorés autrefois, passent au premier plan.

(1) E. Mâle. *Le portail de la Vierge à Senlis,* dans la *Revue de l'art ancien et moderne* (Année 1912.)

De ces objets, le plus nouveau est peut-être la beauté, — je veux dire la beauté prise pour elle-même, ayant en soi sa raison d'être, la beauté considérée comme sa propre fin. Parmi ces cathédrales que l'on a comparées à des livres de pierre, où chaque sujet n'est qu'une phrase ou une image dans un discours, la cathédrale de Reims semble avoir beaucoup perdu de son caractère enseignant. Le côté didactique y paraît effacé. Que de fois en étudiant cette façade sublime, on demeure perplexe devant tel ou tel personnage! Que de figures dont on ignore ce qu'elles peuvent vouloir dire! Combien s'en trouve-t-il d'innomées, dont il a été jusqu'à ce jour impossible d'expliquer le rôle ou la présence! Peut-être faut-il souvent n'accuser que notre ignorance; mais voici des exemples plus significatifs. Que viennent faire, au-dessus des portes de la façade, ces belles images de Verseaux, c'est-à-dire de jeunes hommes qui répandent des urnes, et que l'on interprète comme les quatre fleuves du Paradis? Que sont-ils autre chose que de purs thèmes de poésie? Ce n'est pas tout : j'ai parlé des anges du chevet, mais les anges sont partout autour de l'édifice. Qui ne connaît le plus beau de tous, du moins le plus célèbre, — aujourd'hui mutilé, décapité, hélas! — celui que l'on appelait le « Sourire de Reims? » Ces anges remplissaient les fonctions les plus diverses : ils n'étaient pas là seulement dans la scène de l'Annonciation, où saint Luc parle du rôle du messager céleste. Mais ils apparaissaient encore là où la tradition ne les appelait pas; ils escortaient les saints; le martyr saint Nicaise, avec son crâne scié au niveau des sourcils, s'avançait comme l'officiant entre deux anges pour acolytes. D'autres balancent l'encensoir aux côtés de saint Remi. Ces portes, où chaque figure devrait être une leçon, s'emplissent ainsi de silences; elles enseignent moins qu'elles ne rêvent. La figure du saint qui nous instruit par son exemple s'accompagne d'une autre, qui n'a plus de signification précise : que veulent dire ici ces créatures sans nom, ces charmantes images d'une grâce neutre et indécise? Elles ne parlent pas, elles agissent à peine, elles n'ont pas d'histoire; elles ne sont là que pour la beauté, comme de simples motifs de songes.

Or, ces êtres indéterminés, sans aucun sens édifiant, deviennent les principaux personnages de cette statuaire. On a appelé Reims la cathédrale des anges. A tout instant dans les vous-

sures le récit s'interrompt pour leur laisser la place, pour mettre un intervalle où se déploie leur chant. Que dire du cantique ravissant de ceux des contreforts, de cette guirlande angélique qui forme autour de l'édifice une couronne de joie? Jamais la forme adolescente n'avait encore dans le monde chrétien été traitée ainsi, presque indépendamment de toute signification positive, sans nulle intention morale, dans le sens tout contemplatif qui fait dire au poète :

A thing of beauty is a foy for ever.

Idéal lyrique, étranger à l'époque antérieure, formule totalement inédite au moyen âge, programme qui ne s'adresse plus à l'esprit, mais au sentiment et qui, au lieu de chercher à communiquer des idées, se propose de créer simplement le bonheur. L'art change ici de nature et pour ainsi dire de domaine : du monde de l'entendement, il passe dans le monde du cœur. Il se dégage par degrés de tout contenu étranger, moral, théologique; il cesse à peu près d'enseigner, d'instruire et de guider; il se contente de représenter ou d'exalter la vie, et de proposer à l'âme des sujets d'émotion, de tendresse et d'amour.

Je ne crois pas qu'il y ait dans l'histoire de l'art un phénomène plus remarquable. On a ici un élément qui dans le monde plastique ne se retrouvera plus guère que deux siècles plus tard, dans certaines œuvres du *quattrocento :* cette atmosphère de poésie qui fait le charme indélébile des premiers maîtres ombriens et toscans qui l'ont inventée à leur tour, et c'est ce charme inexpliqué qui causait à Reims sur le spectateur cette particulière impression d'enchantement. Poésie d'ailleurs très diverse et très originale, presque inanalysable, comme toute vraie poésie, très différente de la beauté païenne, si celle-ci repose avant tout sur la valeur du corps et se passe à peu près de toute autre expression, très différente aussi de la voluptueuse morbidesse italienne; elle est faite surtout de cette grâce de jeunesse, dont aucune parole ne peut donner l'idée. C'est un fait indéfinissable et immortel comme le printemps. Beauté très chaste, il va sans dire, toujours drapée et costumée (le nu ne se montre à Reims que furtivement, dans quelques figurines (1), et n'apparaît nullement encore comme la condi-

(1) Dans la Résurrection des morts par exemple, ou dans la scène de la

tion indispensable du beau); l'animal humain n'y joue qu'un rôle très effacé. Rien de moins sensuel que toute cette statuaire. Au physique, comme dans la jeunesse, tout y est élégance, sveltesse, élancement; au moral, élégance encore, raffinement et courtoisie. Considérez cette rangée de vingt-trois grandes statues qui forment le trait inoubliable de cette façade de Reims : chose remarquable, toutes ces figures ou presque toutes, sourient. Ce sourire n'est plus l'espèce de crispation nerveuse, la contraction « éginétique » par laquelle l'art primitif s'efforce à donner au visage l'apparence de l'expression. C'est la fleur naturelle d'une vie bienveillante, le bonheur d'une existence aimable qui monte du fond de l'âme et se joue délicatement autour des lèvres, au bord des yeux. On ne voit d'abord que ce sourire. Tous ces personnages s'entretiennent gracieusement entre eux, s'invitent, s'entre-regardent, sont occupés les uns des autres. Ils forment une société pure, choisie, une « sainte conversation, » une sorte de « cour d'amour » où il y a des évêques, des diacres, des jouvenceaux et de jeunes femmes, — société si charmante qu'on ne s'étonne pas d'y rencontrer des anges. C'est une assemblée très humaine et pareille à la nôtre, et pourtant sans nul terre à terre : on ne sait quel esprit subtil, quel parfum de fine bonhomie flotte dans leurs formes juvéniles et se reflète dans leur sourire. On ne peut se défendre, devant cette statuaire, de penser à ce qu'écrivait le prince des poètes d'alors, ce Dante nourri lui-même de nos traditions provençales : on pense à ce qu'il appelle le *dolce stil nuovo*, à la *Vita nuova*. Et un mot se prononce de lui-même, le nom de « Renaissance. »

Le fait est si frappant qu'on ne s'explique guère qu'il ait pu échapper. En réalité, l'auteur de cette grande façade de Reims, que nous appellerons la façade de la Vierge, pour la distinguer de la première, est un des génies de sculpteur (sculpteur et architecte le plus souvent ne font qu'un) les plus extraordinaires, les plus doués pour la création d'un univers conçu en fonction de la beauté. A peine citerait-on un second exemple comparable d'imagination plastique : un homme pour qui la statuaire n'est pas le revêtement arbitraire de l'édifice, mais l'expression elle-même de ses forces et de toutes ses parties;

Genèse, à la rose du Nord; le plus joli morceau de ce genre est peut-être le bas-relief du *Péché originel* aux pieds de la Vierge du grand portail.

pour qui la forme humaine devient le symbole nécessaire de chaque élément de la construction ; qui ne peut concevoir une porte, un pinacle, un contrefort, une galerie, un membre quelconque de l'architecture, sans le douer de vie et lui prêter une figure ; — un Michel-Ange du XIIIe siècle, qui a réalisé sur toute une cathédrale ce que l'autre, celui du XVIe, n'a pu, une fois dans sa vie, ébaucher qu'en peinture à la voûte de la Sixtine. On n'avait jamais vu, et l'on ne devait plus revoir, un tel « animateur, » une passion créatrice d'une telle envergure qu'il ne lui suffit pas du champ d'une façade, fût-ce la façade d'une cathédrale, et qu'elle recherche, invente de nouveaux espaces à décorer : l'artiste perce les tympans pour faire entrer le jour à flots et pour trouver à l'intérieur une matière inédite, imaginant alors ce décor unique, cette paroi interne de la grande nef, au-dessous de la rose, — paroi aux mille sculptures, pareille à un immense diptyque, à quelque merveilleux *Retable de Poissy* déployant de chaque côté des portes les registres aux cent personnages de sa double feuille d'ivoire.

On s'étonne qu'un tel enthousiasme n'ait été qu'une flamme éphémère; elle n'a duré qu'un moment et s'est perdue bientôt sans éveiller d'imitateurs. C'est une des raisons qui l'ont fait méconnaître, et c'est la grande différence avec la Renaissance italienne du XVe siècle : celle-ci s'est prolongée et développée continûment pendant une période de plus de cent années, offrant à l'esprit le tableau d'une histoire magnifique et suivie. L'école de Reims a été, au contraire, peu comprise, ou plutôt un second principe, qui apparaît dans cette école à côté du premier, devait bientôt l'étouffer et prendre un développement qui allait éclipser et faire oublier pour longtemps le sens de la beauté.

Ce principe, encore une fois d'ordre sentimental, mais d'essence moins raffinée, par conséquent plus populaire, c'est la recherche de l'émotion dramatique. Jusqu'alors, l'art du moyen âge raconte peu, ou ne raconte que pour édifier ou instruire ; il ne s'occupe point d'émouvoir ou de toucher. Il sait exprimer des caractères, surtout dans leurs aspects permanents et paisibles; il n'exprime guère les émotions dans leurs nuances fugitives. Les grandes statues d'apôtres ou de saints qui font la haie aux ébrasements des porches des cathédrales sont souvent des

modèles de dignité morale; elles forment un majestueux répertoire des grands traits généraux de la nature humaine, mais de ces traits pris *en soi :* les figures demeurent impassibles. Même dans les légendes des saints, l'émotion est souvent absente. On en a un exemple à Reims même, dans les tympans de l'ancien portail, qui se voient, nous l'avons dit, à la façade du transept Nord. Il y a là, dans la vie de saint Nicaise, des sujets extrêmement dramatiques; on voit le saint évêque martyrisé par les Vandales (étrange sort de cette église! Reims finit comme elle a commencé, par une invasion des Barbares). Le prélat est arraché de son palais par la soldatesque et conduit au supplice; sa sœur au désespoir se jette sur le chef de bande et lui donne un soufflet. Ces scènes de violence sont représentées par l'artiste sans l'ombre de violence. Les gestes, les expressions sont empreints d'un calme trop frappant pour n'être pas volontaire. L'auteur, qui est déjà d'une habileté consommée, s'impose une règle sévère de goût, de discrétion. Il croirait déchoir s'il consentait à une pantomime excessive, s'il troublait par des mouvements déréglés l'ordre et la paix des lignes. Le bourreau, dans la scène de la décollation, fait son œuvre avec tranquillité, comme on représente saint Martin qui coupe son manteau. Il y a là une esthétique certainement très sûre d'elle-même, un parti pris de modération, qui est sans doute, comme on le verra, fortifié par l'étude de certains modèles antiques; et l'œuvre tout entière, avec ses étages paisibles de frises harmonieuses, rappelle en effet les théories des bas-reliefs des sarcophages.

Si, de cette façade presque « antique, » qui a dû être, dans le projet primitif, la grande façade de la cathédrale, on se transporte devant celle qui lui a été préférée, quel changement! On mesure alors la marche des idées. Le portail de la Vierge est à cet égard une révélation. Les personnages s'animent; tous, au lieu de demeurer immobiles comme des cariatides, ou comme des colonnes dont ils devraient jouer le rôle, sortent de leur torpeur et de leur rigidité. On ne voit plus autour de la Vierge les prophètes, assemblée de pensées, de méditations solitaires, longue avenue de rêveries au bout desquelles éclôt la figure d'un type féminin idéal. Cette grande vue morale est remplacée par des épisodes historiques, par des anecdotes empruntées à la vie de la Vierge. Les figures se relient par des

gestes et dialoguent. On assiste à de véritables scènes, jouées par des couples et des groupes, comme les scènes de l'*Annonciation* et de la *Visitation;* la *Présentation au Temple* développe une frise suivie de cinq ou six personnages. Toutes ces choses, qui n'avaient jamais occupé que des emplacements secondaires, les faces d'un chapiteau, les côtés d'un jubé, et qu'on ne traitait jamais qu'en petites dimensions, comme une imagerie pieuse, reçoivent ici les proportions du style monumental. Le haut moyen âge ne s'occupe que des pensées éternelles. Il envisage le monde sous la catégorie de l'idéal. L'art nouveau quitte l'absolu pour le relatif, l'abstraction pour la vie. Au point de vue de la théologie et de la pensée pure il substitue un ordre de vérités plus humaines et plus touchantes. La Vierge de Reims, au milieu des images et des souvenirs de sa vie, apparaît moins comme une idée que comme une femme.

L'art, la pensée ont-ils perdu à cette métamorphose? La question est assez vaine en présence de chefs-d'œuvre. Pour la critique, qui ne cherche qu'à dater et à distinguer des idées, c'est à Amiens, qui est un peu antérieure à Reims, que cet art nouveau a pris naissance : on a vu que la façade de Reims doit plus d'un trait à celle d'Amiens (sauvée, elle aussi, par la victoire et heureusement intacte). La figure de la Vierge dans les deux *Annonciations*, la picarde et la champenoise, est sans aucun doute du même maître. Mais ce qui n'était à Amiens qu'une indication, devient à Reims tout un système : la façade s'illumine de grandes pages sculptées; c'est le bas-relief colossal de la *Mort de Goliath;* c'est, dans les hauteurs du fronton, la galerie solennelle du *Baptême de Clovis.* Et ce sont, entre les figures isolées sous leurs tabernacles, de grands gestes qui s'échangent et des signes qui se répondent, — le Christ et saint Thomas aux contreforts d'une des tours, ou encore ces deux femmes prêtes à s'agenouiller dans les gâbles de chaque côté de la façade, — figures énigmatiques, vives lueurs qui traversent l'immense poème de pierre et y font passer une phosphorescence passionnée.

Quelques-unes de ces scènes méritent qu'on s'y arrête. Celle de la *Crucifixion*, au sommet du portail de gauche, est une composition dont la hardiesse étonne; c'est la première fois que ce sujet tragique se déploie, avec le relief et le réalisme de la pierre, au frontispice d'une église ; la première fois que

l'art, perdant le caractère d'une leçon de théologie, insiste sur le côté humain du drame du Calvaire. Jusqu'alors, le Christ des cathédrales est le Fils de l'homme, le seigneur et le prince de ce monde : c'est le *beau Dieu* d'Amiens, le docteur et le prêtre, le Christ des Béatitudes et du Sermon sur la montagne, figure solennelle au front serein et doux, à laquelle l'artiste prête la gravité d'une pensée majestueuse. C'est ce Christ enseignant, ce Christ chef de l'Église, que nous voyons encore au centre de cet ancien portail, qui est devenu à Reims un portail latéral, quand la « pierre angulaire, » pour reprendre un mot de l'Évangile, a été écartée et replacée dans l'ombre (1). Ses plaies, le Christ ne les faisait voir alors que terribles et glorifiées, dans la scène du jugement, tel qu'il apparaîtra trônant sur les nuées au soir du dernier jour, pour condamner et pour sauver : ces plaies redoutables ne sont que l'acte d'accusation des pécheurs et le salut des justes. Le Crucifix lui-même, dans l'ombre des chapelles, porte la tunique longue et la couronne des rois (2).

Trente ans plus tard, tout change. L'imagier du nouveau portail ne veut voir sur le Calvaire que le drame et le supplice. Il insiste audacieusement sur les souffrances du Crucifié : il le dépouille de ses vêtements et le dresse nu et pantelant, suspendu par trois clous au bois de la croix massive. La tête inanimée verse sur la poitrine et y fait une ombre tragique. Le Dieu disparaît, on ne voit plus que la torture et le cadavre ; au lieu de l'enseignement, le sang et l'agonie; la croix n'est plus le trône, mais le gibet, l'échafaud. Alentour, les soldats, les bourreaux, les échelles, comme dans une représentation émouvante de tableau vivant. La Vierge se tord les mains et ne se tient pas debout : ses genoux se dérobent sous elle. Le temps des symboles n'est plus : Jésus ne nous parlera guère désormais que par ses douleurs. Il ne nous montre plus que sa chair misérable, déchirée et sœur de la nôtre : il ne nous touchera que par son humanité.

Tout le récit de la Passion, qui se développe dans les voussures au-dessous du fronton de la *Crucifixion*, abonde en exemples saisissants de ce goût inédit : la recherche de l'émotion. Il y a là vingt petites scènes d'un art singulièrement

(1) Ce Christ de Reims est d'ailleurs une réplique inférieure du *beau Dieu* d'Amiens. Il semble que le visage ait été retouché. Il a été très affadi.

(2) Il y avait précisément à l'église de Saint-Remi un de ces crucifix datant du XIIe siècle.

moderne, et qui surprennent par un accent étranger jusqu'alors à la pensée du XIIIe siècle. Je revois en particulier une *Montée au Calvaire*, un Christ cassé en deux, les épaules écrasées sous le faix, le visage noyé sous sa chevelure défaite et buttant à chaque pas comme un misérable accablé sous un fardeau trop lourd. Cette statuette contenait un infini de douleur. On eût dit un sanglot de la pierre.

Et dès lors commence ce genre de sujets qui vont pendant trois siècles jouir d'une vogue incomparable : ce genre d'art dont la grande affaire sera de détailler chaque instant, chaque motif, chaque épisode de la Passion : où la lance, les clous, l'éponge de fiel et de vinaigre, la couronne d'épines, tous les instruments du martyre seront considérés à part, deviendront les objets d'un culte particulier ; où la légende de Sainte Hélène et de la Sainte-Croix se répétera à l'infini sur les murs des églises. Tous ces thèmes répandus par Giotto et son école, dans toutes les parties de l'Italie, et qui ont popularisé la religion franciscaine, se trouvent déjà exprimés, dès le temps de saint Louis, sur la nouvelle façade de Reims. On sait quelle fut, dans ce bel âge, la gloire de ce dernier des croisés; on sait que l'ordre de saint François se vante de compter ce roi de France au nombre de ses tertiaires. On sait enfin ce que fut, dans le monde chrétien et féodal, ce rajeunissement de la foi, ce phénomène d'enthousiasme et de ferveur religieuse, cet enchantement de tendresse, ce miracle de conversion opéré par ce « pauvre d'Assise, » dont la piété publique faisait comme une nouvelle édition du Christ. L'Évangile franciscain se répandit par toute l'Europe avec la rapidité de la flamme. Il ne paraît pas douteux que la *Passion* de Reims ne soit un résultat de l'émotion franciscaine, de ce bouleversement des âmes, sans analogue dans l'histoire, qui rouvrait soudain, faisait jaillir les sources profondes de la pitié, de la poésie et de la sensibilité humaines. Que n'est-il permis de nommer le prédicateur, le puissant sermonnaire dont la parole eut le pouvoir d'évoquer dans une imagination d'artiste les merveilleuses images dont je viens de parler? Mais n'est-il pas remarquable que le monument le plus précoce, et à coup sûr l'un des plus beaux, de l'esthétique franciscaine, soit né dans une cathédrale de ce royaume de France dont le « Saint Troubadour » et le « jongleur de Dieu » chérissait les poètes et dont son

père, le drapier d'Assise, avait voulu lui donner le nom?

M. Émile Mâle, dans son livre classique sur l'*Art religieux à la fin du moyen âge*, a écrit des pages inoubliables sur ce qu'il a appelé l' « avènement du pathétique. » Il a montré les caractères de cet art spécial, étrange, sanglotant, convulsif, de cette passion de la douleur, de ce christianisme de flagellants qui devait remplir, en effet, tout le xve siècle, développé par les malheurs de la grande peste et de la guerre de Cent Ans. Ce fut alors, surtout dans les pays du Nord, la belle époque de la religion des misérables, le temps où se manifeste avec toute sa licence souffrante, sentimentale, populaire, le christianisme franciscain. Mais n'en voyons-nous pas l'aurore dans cette façade de Reims, où pour la première fois l'élément féminin triomphe avec la Vierge du portail, et apporte dans l'ordre ancien du christianisme le trouble d'un frisson nouveau? Et ne pouvons-nous pas déjà y pressentir cet avenir où le sentiment du beau et de la grâce humaine sera sacrifié, après le goût des idées, au goût dominant, impétueux, du pathétique et de l'émotion?

III

Mais ces deux grands courants que nous venons de reconnaître dans la façade de Reims n'épuisent pas tout ce que l'analyse y démêle. Un moment d'attention y découvre bientôt des richesses nouvelles : non plus seulement des principes, des idées générales, mais des nuances, des tempéraments, des personnes, des visions d'artistes. L'œuvre d'art devient ici diversement charmante, comme le reflet précieux d'une âme originale, de sa manière spéciale d'envisager la vie. Passons encore une fois rapidement cette revue; ouvrons les beaux recueils de M. Moreau-Nélaton, de M. Paul Vitry. Nous n'y admirerons pas seulement des chefs-d'œuvre, nous y apprendrons à connaître des esprits. Nous y verrons, avec une précision nouvelle, se poser ce curieux problème d'histoire morale, qui a été esquissé dans les pages précédentes.

Où est le temps où les Allemands, princes de la Science, nous avaient pénétrés, pour l'histoire de l'art au moyen âge, du mysticisme confus de leur romantisme germanique? On n'admirait à cette époque que ce qu'on appelait les

créations spontanées du génie collectif. Le génie était considéré comme un pouvoir latent, une sorte de dieu obscur caché dans la conscience des foules, trop vaste pour s'incarner jamais dans un individu. Que cette métaphysique aujourd'hui semble vaine! Combien les choses sont plus belles, ramenées à la mesure de l'homme! Déjà l'histoire de Reims nous a offert ce spectacle; nous savons ce que peut un homme, et quel événement c'est, quand à un Jean d'Orbais succède un Bernard de Soissons. Nous avons vu se magnifier tout le système de l'architecture, la statuaire prendre une expression nouvelle. Allons maintenant plus loin encore. Nous verrons dans cette sculpture apparaître une série de personnalités distinctes. L'art du moyen âge, jusqu'alors un peu raide, un peu impersonnel, s'assouplit au point de laisser transparaître l'auteur. Le style devient individuel. Instant exquis! On ne trouve plus seulement un art, on trouve des hommes.

Sans doute nous ne saurons jamais rien des hommes admirables qui ont créé les œuvres sans prix dont nous parlons. Des générations de sculpteurs qui travaillèrent à Reims, un seul nous est connu par son nom, et c'est un des derniers et assurément l'un des moindres, ce Jean Bourcamus qui fut chargé de refaire, vers 1503, au pignon du transept du midi, l'image d'un centaure sagittaire. Que savons-nous des autres? Que pouvons-nous entrevoir de leurs mœurs et des conditions de leur vie? Quand on a cité deux médaillons d'un vitrail de Chartres et une miniature des *Antiquités juives*, où l'on voit le chantier d'une cathédrale en construction, avec un ouvrier achevant de tailler une statue en plein air sur le parvis, parmi les gâcheurs de mortier et les porteurs de pierres, on a épuisé toute la liste de nos renseignements. Les médaillons de Chartres, en dépit de leur sécheresse, sont le meilleur de ces documents; la mise en scène est indiquée : on voit un coin de l'atelier, un rideau, une planchette qui supporte un pot et une coupe, une équerre pendue au mur. Les deux artistes sont de très jeunes gens qui ébauchent une statue (une statue de roi) à même le bloc de pierre. Celui qui manie le ciseau a la main gantée de cuir, pour se préserver des éclats. L'autre se redresse un instant et, s'appuyant au manche de son maillet, il boit. Et le buveur, par-dessus la coiffe de son chaperon, porte un léger diadème de fleurs.

On revient alors aux statues de Reims, ou bien l'on regarde, dans le répertoire de M. Paul Vitry, ces reproductions si parfaites qu'elles équivalent à des moulages. On admire la variété surprenante de ces personnages, les familles ou les groupes qu'ils semblent former entre eux, les nuances qui les distinguent comme les affinités qui les unissent. On reconnaît des types, des formules, des écoles; l'ensemble de l'œuvre se distribue entre quatre ou cinq maîtres, d'origine ou d'inspiration différentes, ayant chacun ses procédés, son goût, ses élèves, son atelier. Quel temps que celui où une ville de province six fois moins étendue que la Reims d'aujourd'hui se montrait prodigue de talent comme la Florence de Ghiberti et de Donatello! Pourquoi faut-il que nous ne puissions deviner un de ces noms, qui devraient nous être sacrés? Par quelle étrange modestie, par quel détachement ou quel oubli de nous-mêmes avons-nous laissé à l'abandon la fortune des nôtres? L'Italie, si lente au contraire, et que nous précédons de loin sur toutes les voies nouvelles, doit une part importante de sa renommée artistique à sa précoce idée de la gloire. Avec quel luxe de signatures et d'inscriptions emphatiques nous a-t-elle légué les œuvres barbares d'un Gruamons ou d'un Antelami! Les historiettes qu'un Boccace nous conte sur Giotto, les notes d'un Ghiberti, et surtout le livre immortel de Georges Vasari témoignent d'un sentiment qui nous a fait défaut, celui de la valeur du talent, le culte de la *virtù*, la passion des mérites par lesquels l'homme s'illustre et « se rend éternel. »

Du moins les œuvres nous restent, — ou plutôt nous restaient, avant les Allemands, — et nous pouvions nous faire une idée des dons de la vieille France. Consultons le recueil que nous offre la piété de M. Paul Vitry; nous n'aurons pas de peine à discerner dans cette façade les parts diverses de plusieurs maîtres. Il suffirait presque d'étudier les statues de la Vierge, pour avoir une image de ces talents divers; la Vierge apparaît quatre fois à la porte centrale, au trumeau et dans trois scènes de son histoire : ces quatre figures sont certainement de trois artistes différents; on dirait d'un concours, comme ceux des jeux poétiques à la manière des *Puys*, où chacun d'eux a tenu à honneur de disputer le prix, et montre son tempérament, sa sensibilité propre, dans sa façon d'interpréter un sujet chéri et d'exprimer les louanges de la reine des femmes. Il résulte de

cette diversité un ensemble peut-être moins harmonieux qu'ailleurs; mais l'œuvre gagne d'autre part ce qu'elle perd en homogénéité : on lui sait gré de nous représenter au naturel les débats, les tendances diverses d'un petit milieu d'artistes, et de nous offrir un tableau animé de la vie spirituelle dans un coin du moyen âge.

Voici d'abord dans le portail de Reims le groupe de figures qui est l'écho ou la réplique des figures d'Amiens; la Vierge de l'*Annonciation* et celle de la *Présentation au Temple* sont les modèles achevés de cette école. Ce sont des œuvres qui ont peu de charme extérieur, et que le spectateur distrait serait tenté d'abord de trouver un peu pauvres; l'artiste procède avec une simplicité de plans, un effacement du modelé, une telle pudeur dans les ombres, une telle paix dans les lignes tombantes qu'on ne sait comment définir ce mystérieux dessin; la gorge se soulève à peine sous la tunique; les plis se creusent si insensiblement dans le manteau, les cheveux sont traités d'une manière si chaste, il y a dans toute la figure un tel renoncement, une telle absence de détail et de frivolité, que l'œil se sent déconcerté devant cette sorte de grisaille. Et pourtant, peu d'ouvrages donnent l'impression d'un art plus volontaire; cette parcimonie de moyens produit la sensation de la qualité la plus rare. L'artiste, en écartant toute sensualité, parvient, à force de dénuement, à l'expression la plus intime. Le visage, tout uni, rustique, est celui d'une jeune paysanne de chez nous, d'une fille des champs comme la Pucelle : l'artiste a fait la Vierge d'une fleur de nos campagnes. On devine en lui une âme tendre et austère, un cœur religieux, ému, ami du vrai, porté à voir la poésie dans le réel et le merveilleux dans le sentiment, une sorte de Jean-François Millet du moyen âge, aussi consciencieux, aussi grave, et plus exempt de rhétorique, que ne l'est l'auteur de *l'Angelus*. On chercherait en vain une Vierge plus touchante que cette humble figure.

La Vierge du trumeau respire un art tout différent; c'est l'art de la *Vierge dorée* d'Amiens, un style qui séduit par un air de luxe et de gala. Toute la personne exhale la préciosité la plus fine, une nuance qui touche à la coquetterie. L'artiste lui a donné l'habit et le port d'une reine; le manteau aux plis riches et nombreux découvre largement l'étoffe souple du bliau qui enveloppe le buste; une couronne épaisse charge la peti-

tesse charmante de la tête, d'où s'échappe le flot annelé de la chevelure. Longue et svelte princesse, elle sourit du bout de ses cils et de ses lèvres minces à l'enfant sérieux qu'elle porte sur le bras, avec le joli hanchement qui donne à la silhouette une cambrure piquante. Cette œuvre brillante, d'un accent si précis et si neuf, semble à mille lieues de la Vierge ingénue de tout à l'heure ; celle-là est la fille du siècle, l'enfant d'un âge qui raffina sur le culte de la femme et l'idée de l'amour. Le sculpteur, voulant exprimer le jeune empire de la Vierge, prête à son image l'élégance un peu maniérée qui était alors l'idéal de la société polie.

Parmi ce groupe de « modernes, » deux maîtres surtout s'imposent par des œuvres hors ligne et par le parti pris de donner à l'histoire l'aspect de la vie contemporaine. L'un et l'autre ont exécuté de merveilleuses statues de femmes. L'auteur de la *Reine de Saba*, qui est aussi celui des deux sublimes figures de l'*Église* et de la *Synagogue*, et de plus d'une encore parmi celles des rois et des anges des contreforts, est un des plus heureux génies de la sculpture française. Il se confond peut-être avec le créateur de la Vierge du trumeau et de l'*Ève* qu'on admire au bras Nord du transept. C'est un esprit tranquille, un fin observateur, sensible à la beauté subtile de la vie. C'est lui le maître de cet atelier qui a orné Reims tout entière de ces admirables sculptures dont quelques-unes se trouvent éparses dans les collections privées, et dont l'exemple le plus célèbre était autrefois, à Reims même, la décoration fameuse de la Maison des Musiciens. L'art français y atteint la grâce de certains ouvrages de l'Attique. La vie, le costume du XIIIe siècle, — le plus beau qui ait ennobli le corps humain depuis la Grèce, — revêtent sans effort le style et la grandeur. Nulle part on n'a résolu avec tant d'aisance apparente ce difficile problème, l'union de la vérité avec le style monumental. La *Reine de Saba* était le chef-d'œuvre de cet art. Elle s'avançait gracieuse dans son manteau flottant, les cheveux dénoués, avec son aumônière pendue à la ceinture, pareille à une des grandes dames qui sortaient de la messe et distribuaient quelque monnaie aux pauvres du parvis. On devinait sous la robe la forme ronde du genou. C'était dans les dimensions du « grand art » et non plus du bibelot, le charme vif et sans apprêt d'une « Tanagra » du temps de saint Louis. Ce qui se faisait

aimer surtout, c'était l'expression de la physionomie : le front pur, les sourcils arrondis, les joues planes et calmes, les yeux gais, l'ourlet spirituel des lèvres, l'air d'une jeune fille avec la bonté de la femme. Un obus a fauché cette précieuse tête.

Mais l'homme le plus remarquable de toute cette équipe, c'est celui qu'on peut appeler à volonté du nom de ses ouvrages les plus célèbres, le « Maître de sainte Anne » ou le « Maître de saint Joseph. » Celui-là possède de beaucoup le tempérament le plus vigoureux et le plus accusé, une verve, une force intarissables. Dans toute la cathédrale, c'est lui qui mène le chœur. C'est lui ou ses élèves dont la main se reconnaît dans presque toutes les parties de la décoration, dans la *Mort de Goliath*, dans la foule des sculptures du porche intérieur, dans le plus grand nombre des anges et des statues de rois ou d'apôtres qui règnent dans les hauteurs de l'édifice. Il est partout présent ; son art a fait événement dans l'école. C'est lui qui a donné à cette énorme masse de pierre son grand frémissement de joie.

Sans doute, il y a dans cette production immense beaucoup de morceaux d'atelier, des choses exécutées de pratique et qui sentent un peu la hâte ou la routine. Mais là où le Maître met sa griffe, quels chefs-d'œuvre ! Il a, dans le canon des corps, des proportions plus élancées, des finesses, une gracilité toutes nouvelles; les têtes d'un volume étroit se dégagent vivement sur des cols minces. Tout, chez lui, jusqu'au geste, est élégance, esprit. Il a une manière de draper, une façon de varier les systèmes de plis, d'obtenir par là des reliefs et des ombres pittoresques, des lumières et des accents. Sa sculpture a, pour ainsi dire, plus d'arêtes et plus de saillies. Toute l'exécution en devient plus précieuse. Les masses plus divisées s'ordonnent et se composent avec plus de souplesse et de diversité. Il a découvert en plastique ce qu'on nomme « l'effet : » on assiste pour chaque statue à une recherche, à une trouvaille ; on voit le maître modeler sa maquette, étudier sur le mannequin le détail de son arabesque, inventer chaque fois quelque combinaison. Il introduit dans la sculpture plus d'air et de mouvement que personne. Toute son œuvre frappe par un caractère singulier de dilettantisme et de virtuosité. Elle a quelque chose d'aigu, une pointe, cette espèce d'inquiétude piquante de la forme, qui donne tant de prix à certaines œuvres de la Renaissance, et en même temps une abondance, une fraîcheur d'invention qui

expliquent la vogue immense de son art. C'est de lui que date ce fleuve de draperies qui, de plus en plus tourmentées, descend de Champagne en Bourgogne pour finir, un siècle plus tard, dans les remous tumultueux et les enchevêtrements d'étoffes de Claus Sluter, dans la redondance et le tourbillon d'une sorte de « baroque. »

Mais le maître de Reims ne tombe pas dans ces fautes de goût. Son art demeure contenu dans les limites de la mesure la plus sobre. Ce grand novateur ne perd jamais le sentiment de la grâce. Son réalisme est imprégné du sens de la beauté. Dans le renouvellement des arts, sous le règne des Valois, à la fin du XIVe siècle, on a souvent montré le rôle de l'étude d'après le modèle vivant; Courajod a donné une série de leçons fameuses sur les tombeaux de Saint-Denis et sur un groupe de statues au regard strabique. Peut-être pourrait-on faire voir dans les œuvres qui nous occupent les premiers symptômes évidents du mouvement naturaliste, et quelques-uns de ses chefs-d'œuvre. Il serait aisé de montrer que ces admirables figures de sainte Anne et de saint Joseph ont le caractère de portraits. Elles sont faites certainement, comme les merveilleux feuillages des chapiteaux, d'après la nature vivante; comme le sculpteur, afin d'en composer ses corbeilles, ne s'est mis en peine d'autre chose que de couper des bottes de fleurs, le plantin, le cresson, la renoncule de son jardin, sans rechercher d'autre idéal qu'une copie parfaite et jugeant assez bonnes pour orner la maison de Dieu ces plantes que Dieu lui-même fait pousser dans les champs, de même il s'est borné à prendre tout près de lui et pour ainsi dire sous sa main les personnages des scènes de l'histoire sainte. Il n'a pas cru pouvoir mieux faire que de regarder vivre les bonnes gens autour de lui. On pourrait dire presque à coup sûr l'âge, le tempérament, la condition des modèles. Le saint Joseph, avec sa moustache de chat et sa mine narquoise, est visiblement quelqu'un du monde des ateliers, quelque demi-bourgeois, écrivain ou artiste, bon vivant, peut-être un peu bohème : il est criant de ressemblance. Impossible d'être, en art, plus résolument « contemporain, » et de transposer l'Évangile ou de l'habiller plus audacieusement à la mode du jour. Mais ce naturaliste, cet amoureux du vrai a en même temps ce privilège d'être un homme qui voit beau ; la vie qu'il représente n'est jamais vul-

gaire, jamais triste : brillante et lumineuse, elle dégage on ne sait quelle atmosphère juvénile et même, pour la première fois dans l'art depuis des siècles, ce parfum, cet éclat d'une fine et gaie volupté : et le sourire, qui est la signature du maître de sainte Anne, persiste aux lèvres des anges et flotte sur toute la cathédrale comme un impérissable attrait d'adolescence.

En face de ces remuantes figures s'isole un couple solennel et tellement singulier que j'ai dû le réserver pour la fin. Ce groupe de la *Visitation*, auquel il faut joindre la figure du pontife Abiathar, étonne; au milieu des œuvres qui l'entourent, il semble d'une autre famille et comme d'une autre espèce. Une humanité inconnue et grandiose y respire. Jamais l'imitation de l'antique, aux siècles de Léon X et de Louis XIV, n'a rien produit de plus imposant que ces deux nobles figures de Parques.

Ces figures sont célèbres. Sont-elles réellement plus belles que leurs voisines ? Elles sont belles, du moins, d'une beauté étrangère. Vous diriez, au milieu d'un verger de chez nous, dans un parterre de grâces naïves, deux tiges imprévues de la corinthienne acanthe. Les statures sont plus grandes, la forme des corps plus magnifique; auprès de leurs compagnes plus minces, plus déliées, plus agiles, ces deux créatures semblent d'une race plus qu'humaine. Leurs membres s'enveloppent de cette draperie aux mille plis et aux flots sans nombre, qui sont une manière savante d'emprisonner le jour, de faire chatoyer et d'iriser la forme, de lui créer, en quelque sorte, une ambiance spéciale et de multiplier par le modelé la sensation de la vie. Les têtes n'ont plus rien de ces traits prime-sautiers, de cette physionomie si vive, si particulière qui, par exemple, rend la sainte Anne charmante comme une personne exquise rencontrée dans la rue. L'artiste vise plus haut que le portrait. Il a voulu créer des types, des formules humaines d'une valeur générale : ce qui l'émeut, dans ce sujet de la *Visitation*, c'est la rencontre et le contraste de deux âges de la vie, de la jeunesse et du déclin, du soir et de l'aurore. Le visage de la vieille Élisabeth n'est pas exempt de quelque sécheresse ; mais celui de la Vierge est une création supérieure. Nul art n'a surpassé la beauté ronde et pure de sa forme pensive; le voile qui l'encadre baigne ses joues d'une ombre tranquille et majestueuse.

Quand un journal, il y a deux ans, pour son numéro de Noël, publia sur sa couverture une photographie parfaite de cette tête touchante, ce fut dans le public une surprise, comme si l'on venait de découvrir une autre *Tête de cire*, ou mieux encore, une sœur française de quelque déesse grecque : tant il y avait d'harmonieuse et poétique beauté sur les traits souverains de cette jeune immortelle.

Statues énigmatiques ! Elles semblent si dépaysées au milieu de leurs compagnes, qu'on a hésité quelquefois à les tenir pour contemporaines. On a voulu y voir un pastiche tardif exécuté par quelque restaurateur académique du siècle de Houdon. Mais cette conjecture est contredite par les faits : les deux statues de Reims ont été imitées à Bamberg, à la fin du XIIIe siècle, et la Vierge porte d'ailleurs le collier qui ornait alors le cou des jeunes filles ; pour dater la statue, il suffit de ce bijou.

Il n'en reste pas moins autour de ces statues une sorte de mystère. Pour les expliquer, la critique entre dans le domaine du rêve : elle pense à notre Orient latin, à ces comtes de Champagne qui fondaient, au temps de saint Louis, un royaume de Morée, se nommaient ducs d'Athènes et construisaient sur l'Acropole, auprès du Parthénon devenu leur paroisse, cette tour féodale qui s'apppelait la tour des Francs. Un reflet de l'art de Phidias apparaîtrait ainsi à Reims au moment où nos armes dessinaient dans la Grèce cette belle aventure française.

Faut-il aller si loin ? La connaissance de l'art antique n'est pas un phénomène étranger au moyen âge. Cette connaissance, dont on veut faire une découverte de l'humanisme, date en réalité de beaucoup plus tôt : c'est une tradition presque ininterrompue depuis la Renaissance carolingienne des arts. Les motifs d'inspiration classique abondent dans l'art roman. Le fait capital du XIIe siècle, l'invention de la sculpture, ou plutôt de la figure humaine traitée comme le sujet plastique par excellence, ne se serait peut-être jamais produit sans le secours et la lumière des modèles antiques (1).

Le XIIIe siècle est rempli de cet esprit antique : les fameux bustes de Capoue, l'arc de triomphe de Frédéric II témoignent d'une « renaissance » qui éclate enfin avec une force singulière

(1) Voir l'étude de M. Louis Bréhier, *L'invention de la sculpture romane*, dans la *Revue* du 15 août 1912.

dans les bas-reliefs de la chaire de Pise et dans l'œuvre de Nicolo Pisano. Les origines de cette œuvre, si longtemps considérées comme un problème, ont été parfaitement élucidées par les travaux d'un des savants dont la mort est une des pertes irréparables de la guerre, le regretté Émile Bertaux. Mais le problème de la chaire de Pise n'est pas un problème isolé. Notre *Visitation* de Reims pose la même question avec plus de puissance encore. Ce qui avait été l'ancien monde romain demeurait pénétré, à un degré que nous ne soupçonnons plus, de restes et de semences antiques; partout se trouvaient des tombeaux, d'anciennes voies romaines, des arènes en ruine, des traces de nécropoles, de thermes et de villas. Partout se vérifiait dans les décombres de l'ancien Empire le vers du prophète Virgile :

Grandiaque effosis mirabitur ossa sepulcris.

Combien de fois a dû se répéter au moyen âge l'anecdote dont témoigne la légende de la *Vénus d'Ille*, ou celle que rapportent les mémoires de Ghiberti et sur laquelle M. Paul Bourget vient encore de construire la fable si ingénieuse de sa *Némésis!*

A Reims même, métropole de la Gaule Belgique, se voit toujours la porte triomphale appelée Porte Mars; à Soissons s'élevait au temps de Syagrius le fameux Palais d'albâtre, que décorait le groupe des Niobides. Que restait-il au temps de saint Louis, de ces chefs-d'œuvre et de tant d'autres que les progrès modernes, autant que les barbares, ont effacés de la terre? Nous voyons en tout cas que ces restes étaient plus nombreux qu'aujourd'hui : ici encore, les temps modernes ont moins bien conservé que n'avait fait le moyen âge. Villard de Honnecourt ne manque pas, dans son album, de copier sur son chemin une statue antique, comme Ambrogio Lorenzetti devait, un peu plus tard, dans sa fresque de Sienne, copier une statue de la Paix que nous avons perdue. La cathédrale de Reims, longtemps avant le groupe de la *Visitation*, nous montre des sculptures inspirées de l'antique. On se rappelle ces statues, ces beaux tympans du portail Nord qui, tout à l'heure, nous intriguaient par des marques singulières du caractère antique. Les apôtres se drapaient comme des proconsuls, et leurs têtes barbues rappelaient quelque buste d'Eschine ou de Démosthène.

Ainsi le problème de l'imitation antique au moyen âge apparaît sous un nouveau jour. Peut-être ne se pose-t-il nulle part plus clairement qu'à Reims. Longtemps ce que l'on a appelé la Renaissance a paru être un fait tout italien; Renan a pu écrire que l'Italie « n'a presque pas eu de moyen âge. » C'était le temps où Nicolas de Pise passait encore pour le plus grand sculpteur du XIIIe siècle. Mais il y avait à Reims, en 1250, plus d'un maître supérieur à Nicolas de Pise. L'inspiration classique n'est même pas le privilège de l'Italie. Il existait à Reims toute une école qui s'en était fait une règle, et qui voyait dans cette règle la condition de la beauté. C'est cette école à qui l'on doit les graves et puissantes figures de l'ancienne façade et qui plus tard, dans le groupe de la *Visitation*, a produit ce qui, dans l'art chrétien, se rapproche le plus peut-être de l'art du Parthénon.

Ainsi ces statues mystérieuses ne sont pas une exception dans la sculpture du moyen âge; elles semblent plutôt un épanouissement. Au lieu d'être un début, elles sont un dernier mot. D'où vient qu'elles n'ont pas eu de postérité? D'où vient que la Renaissance, ici toute prête à éclore, s'est éteinte comme un printemps qui gèle en fleurs avant de donner ses fruits? On aura peut-être le secret de cet avortement étrange, si l'on se reporte aux ouvrages qui environnent à Reims le groupe de la *Visitation*. Nous avions déjà noté dans les tympans du vieux portail, en marge des grandes figures classiques, un goût charmant de l'anecdote, de la représentation des scènes familières. Ce goût vif, populaire, ne se montrait encore qu'en germe, incidemment, dans de menus épisodes; il était retenu dans des limites étroites par un maître plus austère. A ce moment, c'est celui-ci qui est le chef du chœur : c'est un génie classique dans toute sa force et sa raison, qui règne dans cette première façade de la cathédrale.

Transportons-nous devant la nouvelle. Un flot de représentations pathétiques, un torrent d'émotions jusqu'alors absentes de l'art ruisselle sur les frontons, roule en cascade sur les voussures; les scènes de la Passion atteignent subitement un degré de réalité inouï. Mais ces émotions, on les veut présentes, immédiates; l'histoire et l'Évangile, pour se rapprocher de nous revêtent les costumes modernes, se présentent sous l'aspect de scènes de tous les jours. Le maître de la *Visitation* apparaît débordé, perdu dans cette crue soudaine de choses tra-

giques ou familières. Un double courant de drame et de naturalisme commence; pour deux cents ans, d'emporter l'art gothique dans une voie d'où il ne sortira qu'après avoir épuisé jusqu'à la satiété toutes les ressources du réalisme. C'est alors seulement que, las de vulgarités et de convulsions, les artistes reviendront demander à l'antiquité la discipline de la raison et les lois de la beauté.

IV

Tel était ce chef-d'œuvre, fait de mille chefs-d'œuvre, miroir de ce pays à l'une des plus belles époques de son histoire : toutes nos traditions, la flore de nos campagnes, la religion de la femme, le culte attendri de la Vierge, l'amour de la beauté et de la vie, l'héritage séculaire de la culture antique, l'union radieuse du christianisme et de l'esprit classique, tout ce qui formait les titres de notre civilisation et quelques-uns des traits éternels de la France, raison et sentiment, ordre, élan, poésie, et la grâce enfin, et le sourire, étaient là. Ils étaient là, fondus avec cette harmonie qui était un enchantement et qui arrachait au grand Rodin ce cri mélancolique : « Nous ne sommes plus que des épaves! »

Cette cathédrale était une des beautés du monde. Elle était le sanctuaire de notre histoire, un des trésors de notre peuple. C'est là que la patrie devenait religion. Jeanne d'Arc y avait fait couronner le roi de Bourges. Est-ce cela qu'*ils* ont voulu détruire? Tout cet ensemble de grandeurs, cette arche sainte de souvenirs avaient traversé sept cents ans; les guerres civiles ou étrangères, les tempêtes de la Réforme et de la Révolution, les plus grandes folies et les pires catastrophes avaient épargné constamment ces pierres vénérables. Il a fallu venir jusqu'à nous pour voir oser ce sacrilège et pour rapprendre au monde ce que c'est que des ruines. Et de tous les désastres causés par cette guerre, il n'y en a pas qui surpasse le désastre de ce grand naufrage.

En vain l'Allemagne proteste de son innocence et s'indigne qu'on l'appelle barbare! Elle montre ses universités modèles, ses séminaires, ses musées, ses livres d'esthétique et d'archéologie. Elle n'effacera pas son crime : les pierres meurtries se révoltent et la lapident de leurs cris. Tous les peuples avaient

convenu, si la guerre était un malheur qu'on ne pouvait éviter, de maintenir quelque chose en dehors de la guerre; il y avait un terrain de mutuel respect où les deux partis s'accordaient. Les dieux, les temples, la science, tout ce qui fait le prix supérieur de la vie, étaient tenus religieusement à l'écart des champs de bataille. Rome s'est rendue grande à jamais par sa piété envers la Grèce. « Honore, écrivait Pline le jeune au proconsul d'Achaïe, honore les dieux de ce pays et jusqu'au nom de ces dieux; respecte leurs fables même. » Par cette conduite admirable, Rome s'était montrée digne de l'empire du monde : elle avait légué à l'univers la notion même de l'humanité. C'est l'Allemagne, au contraire, et l'Allemagne des philosophes, celle de Fichte et de Hegel, qui a inventé ce monstre de la guerre totale, de la guerre sans mesure, atroce, s'étendant jusqu'aux morts, s'en prenant même aux dieux et aux choses immortelles : de cette guerre féroce, à qui il ne suffit pas de faire mourir des millions d'hommes, mais où doit disparaître une des formes du génie humain. C'est là l'attentat, le crime contre l'esprit, et pour lequel il n'y aura pas de pardon. Le jour où le premier obus tomba sur la sainte Cathédrale, où l'on apprit que Reims s'écroulait dans les flammes, il y eut dans le monde un cri d'horreur. L'Allemagne brûlait le pacte qui l'unissait au reste de la famille universelle. Cet incendie jetait une lueur sur le côté infernal de la nature humaine et sur cette loi fatale qui fait les réprouvés.

Et maintenant que l'Allemagne s'éloigne, que l'invasion reflue en désordre vers son repaire, le sublime chef-d'œuvre devient la figure de la France meurtrie et victorieuse. Notre-Dame de Reims blessée nous est plus chère par toutes ses blessures. Mais elle nous ordonne d'aller comme elle-même jusqu'au bout de l'héroïsme. En vain l'ennemi incendiaire et dévastateur implore la paix : ses forfaits la lui refusent. Il sera poursuivi à travers les siècles par l'ombre des tours vengeresses. Il sera le peuple qui a osé brûler Reims.

LOUIS GILLET.

LE
CAMOUFLAGE DÉMOCRATIQUE
DE L'ALLEMAGNE

On nous donne en Allemagne la comédie de la « démocratisation. » Guillaume II et le parti conservateur se rendent compte de la nécessité absolue d'accorder des satisfactions, au moins apparentes, à l'opinion publique, tant dans leur propre pays que dans les pays ennemis.

Je l'écrivais, il y a déjà deux ans : les Allemands ont, au point de vue diplomatique, préparé toutes leurs lignes de repli, comme l'État-major général de leur armée a organisé les siennes au point de vue militaire. En cas de succès complet, la ligne Westarp, c'est-à-dire le plan des grandes annexions prévues par la ligue pangermaniste; en cas de demi-succès, la ligne de Wedel, annexions à l'Est et dépendance économique de la Belgique à l'Ouest; en cas de partie nulle, la ligne Naumann, simple réalisation du plan de l'Europe centrale; en cas de demi-échec, la ligne Erzberger-Scheidemann, ni annexions ni indemnités; enfin, en cas de défaite, mais de défaite arrêtée avant l'exploitation complète par les Alliés de leur action victorieuse, la ligne Haase, démocratisation des institutions de l'Empire et de la Prusse.

Nous avons assisté, au cours des derniers mois, à l'occupation et à l'abandon successifs de toutes ces lignes, suivant les fluctuations de la situation militaire. Le vote de la résolution de paix par le Reichstag, le 17 juillet 1917, marquait le fléchissement initial de l'opinion publique allemande, quand l'Autriche épuisée manifesta pour la première fois son désir d'en finir à tout prix. Après la signature de la paix de Brest-Litowsk et du

traité de Bucarest, les majoritaires du Reichstag ne s'opposèrent nullement à un retour agressif des annexionnistes, qui réoccupèrent la ligne de Wedel. L'avance foudroyante des armées allemandes sur Amiens et sur Château-Thierry rendit toute leur assurance aux hobereaux prussiens, qui imposèrent pendant quelques jours au Reichstag l'acceptation du programme Westarp.

Aujourd'hui, l'Allemagne, qui voit venir la faillite de son militarisme, bat rapidement en retraite. Elle évacue toutes les premières lignes et, presque d'un bond, elle s'établit sur ses derniers retranchements, d'ailleurs soigneusement préparés et entretenus en vue de l'éventualité qui se produit : elle annonce qu'elle va se démocratiser.

*
* *

Or, examinons d'un peu près les réformes intérieures qu'elle nous annonce. Il sera facile d'établir qu'il s'agit d'une simple manœuvre destinée à déconcerter les Alliés.

Que demandent les socialistes allemands et, avec eux, les démocrates de l'aile gauche des nationaux-libéraux et du centre catholique?

En premier lieu, l'introduction en Prusse du suffrage universel pour les élections du Landtag. La revendication est ancienne. Déjà, les révolutionnaires de 1848 l'avaient présentée et avaient obtenu du Roi une promesse qui ne fut jamais tenue. Avant la guerre, le comte de Bülow et M. de Bethmann-Hollweg avaient (oh! combien mollement!) tenté de la faire aboutir. Toutes les fois que, depuis le début des hostilités, il fallut amadouer les partis de gauche, l'Empereur et son chancelier remirent le projet de loi à l'étude. M. de Hertling menaça même, il y a quelques mois, soit de donner sa démission, soit de dissoudre le Parlement prussien, si celui-ci refusait d'obéir à ses sommations répétées.

Malgré tout, le projet de réforme électorale est resté en souffrance. Le régime des trois classes et de l'élection à deux degrés et à bulletins ouverts assure aux conservateurs une majorité qui leur échapperait certainement si un mode de suffrage populaire lui était substitué. On demande donc au parti dirigeant, à celui qui représente la tradition prussienne, de jouer le rôle de suicidé par persuasion. Il s'y est toujours refusé. Il s'y résignera de mauvaise grâce au moment où, après une

défaite militaire, le danger d'une révolution deviendra particulièrement menaçant.

De plus, il ne faut jamais oublier qu'en Allemagne, et surtout en Prusse, les questions confessionnelles sont toujours au premier plan des préoccupations gouvernementales et parlementaires. Or, dans une Chambre prussienne élue au suffrage universel, les partis d'extrême-gauche et d'extrême-droite se tiendraient à égalité et, dès lors, le centre catholique, disposant d'environ un quart des mandats, déplacerait à sa guise les majorités et serait le maître incontesté de la politique intérieure du royaume. Cette considération ne fut peut-être pas étrangère à l'insistance que mit M. de Hertling à procéder à une réforme, dont par ailleurs son conservatisme l'éloignait.

D'un autre côté, il est incontestable qu'une dissolution de la Chambre prussienne est malaisée, sinon impossible en temps de guerre, tous les hommes valides étant mobilisés et la Constitution interdisant aux soldats de prendre part aux opérations d'un scrutin politique.

Une fois de plus, le roi de Prusse a donc fait une promesse dont il sait qu'elle est difficilement réalisable. Sans doute, il semble que la Chambre des seigneurs ait modifié son attitude intransigeante et qu'elle accepte en théorie le principe du suffrage universel, direct et secret. La manœuvre est connue. Les Chambres prussiennes n'ont jamais refusé d'examiner la réforme électorale, mais, par des amendements savamment dosés, elles ont réussi à traîner les débats en longueur et à dénaturer de si étrange façon les projets du gouvernement, que celui-ci finissait par renoncer (de très bon cœur, d'ailleurs) à la lutte.

M. de Hertling avait si bien compris le danger d'un bouleversement complet du droit électoral prussien que, dans son discours à la Chambre des seigneurs, il avait insinué qu'à entreprendre elle-même la réalisation de la réforme, elle pourrait en limiter les effets. Il offrait ainsi aux conservateurs un compromis avantageux, en même temps que la possibilité de faire avorter toute la réforme en y introduisant des modifications inacceptables pour les partis de gauche.

Peut-être que, sous la pression des événements, les deux Chambres prussiennes modifieront leur attitude intransigeante. Elles prendront en tout cas leur temps pour aboutir à un

résultat qui, certainement, ne répondra pas aux vœux exprimés par les socialistes et les démocrates.

Enfin, ne nous abandonnons à aucune illusion. Si même le suffrage universel était introduit en Prusse pour les élections du Landtag, il n'en résulterait nullement que le régime parlementaire fût par là même instauré dans ce pays. Les Chambres basses de la Bavière, du Wurtemberg, du Grand-Duché de Bade, de la Hesse, sont élues à ce mode de suffrage. Néanmoins les ministres sont nommés par le souverain et n'abandonnent le pouvoir que lorsqu'ils ont perdu sa confiance. Leur sort ne dépend en aucune manière des votes du parlement.

Et cela s'explique. Les partis allemands, sachant qu'ils ne seront jamais, comme tels, appelés à réaliser leurs programmes politiques, ne se soucient pas, dans l'élaboration de ces programmes, des possibilités de réalisation. En Allemagne et surtout en Prusse, les oppositions de programmes sont absolues. En temps de guerre, une entente peut se créer entre les représentants des fractions rivales; mais cette entente cesserait fatalement d'exister dès qu'on aborderait un problème de politique intérieure ou d'économie sociale.

Or, si, en Bavière, le centre détient à lui seul plus de la moitié des mandats et si dès lors le Roi peut confier le ministère aux membres de ce parti, en Prusse, le suffrage universel donnerait une centaine de sièges aux socialistes, environ 30 aux démocrates, 50 aux nationaux-libéraux, 90 au centre catholique, de 90 à 100 aux groupes conservateurs. Comment dès lors trouver dans des partis si opposés les éléments d'un ministère homogène? Les prérogatives de la couronne resteraient donc entières par la force même des choses. Ce n'est qu'après une longue période de tâtonnements que se formeraient, dans la nation d'abord, dans le parlement ensuite, les deux grands groupements d'opinions qui, dans les pays où le parlementarisme est pratiqué depuis un temps fort long, l'emportent périodiquement l'un sur l'autre et permettent au chef de l'exécutif de former des ministères disposant de majorités fixes.

*
* *

La deuxième réforme « démocratique » que les Allemands nous mettent en perspective est celle du gouvernement de l'Empire. La majorité du Reichstag a précisé ses revendications.

Celles-ci portent sur l'abolition de l'article 9 de la constitution de 1871 qui prévoit qu'aucun membre du Reichstag ne peut faire partie du Conseil fédéral.

Il semblerait à première vue que la suppression de cette interdiction dût faire également disparaître la séparation entre l'exécutif et le législatif. Or, il n'en est rien.

Le Conseil fédéral n'est pas un parlement ; mais une représentation des princes. L'Empire allemand (nous sommes trop portés à l'oublier) n'est pas un pays unifié, mais une fédération d'États dont la souveraineté demeure, du moins en principe, presque complète et qui participent effectivement à l'exercice de la part de souveraineté qu'ils ont mise, s'il est permis de s'exprimer ainsi, en commun.

L'article 6 de la constitution de 1871 limite strictement les matières sur lesquelles l'Empire peut légiférer. Quand la nécessité d'un projet de loi général semble s'imposer, la puissance présidiale, c'est-à-dire la Prusse, en saisit, de sa propre initiative, ou sur la motion d'un des gouvernements confédérés, teus les autres États. Ceux-ci l'examinent individuellement, et les souverains « instruisent » ensuite leurs délégués au Bundesrath, en d'autres termes, leur donnent le mandat impératif de voter de telle ou telle matière.

Il n'y a pas, au Conseil fédéral, de délibérations pouvant modifier les votes individuels de ses membres. Ceux-ci sont tous liés d'avance par les instructions des princes qu'ils représentent. Par l'entremise de leurs plénipotentiaires, les chefs d'États gouvernent donc effectivement l'Empire. Le Conseil fédéral est une assemblée souveraine déléguée.

L'Empereur *(primus inter pares)* n'a aucun droit de *veto*. Dès qu'à la majorité des voix émises un projet de loi a été adopté par les membres du Bundesrath, l'Empereur est obligé de le promulguer sans délai. Comme roi de Prusse il dispose sans doute de 17 voix sur 58 et il lui est dès lors possible de s'opposer à toute modification de la Constitution, celle-ci devant être votée à une majorité des trois quarts des votants. En revanche pour toutes les autres lois d'empire les petits États peuvent, en se coalisant, mettre la Prusse en minorité. Ce sont donc les souverains des États qui, à proprement parler, forment le Conseil fédéral. Cela est tellement vrai qu'afin de prévenir toute surprise, tout manquement anonyme à la consigne imposée, les

bulletins de chaque État sont déposés dans l'urne, au moment du vote, par un seul délégué de cet État.

Supposons maintenant que l'article 9 de la Constitution soit supprimé et que des membres du Reichstag puissent devenir plénipotentiaires de leurs pays respectifs au Bundesrath, le mandat impératif qui entravera leur droit de vote restera le même. Si par exemple Scheidemann et Sudekum devenaient, comme secrétaires d'État de l'empire, membres du Conseil fédéral, ils voteraient sur ordre, comme leurs collègues, et ce serait le président du conseil prussien qui disposerait de leurs bulletins de vote. On voit par là que la réforme « démocratique » dont le Reichstag semble d'avance se réjouir si bruyamment, ne sera qu'un trompe-l'œil, qu'un attrape-nigauds pour les Alliés qui pourraient être tentés d'y découvrir une transformation sérieuse des institutions parlementaires de l'empire germanique.

***

Mais il y a mieux. L'empire n'a qu'un ministre responsable : le chancelier. Les secrétaires d'État qui l'assistent ne sont que des chefs de services qui lui restent, en tout et pour tout, subordonnés. De même que le chancelier parle toujours au nom des gouvernements confédérés *(im Namen der verbündeten Regierungen)*, les secrétaires d'État défendent les projets de lois devant le Reichstag au nom du chancelier *(in Namen des Herrn Reichskanzlers)*. La nomination de députés aux postes de secrétaires d'État n'aurait donc aucune signification au point de vue de la politique générale. Conservateurs, centristes, socialistes ou démocrates, les parlementaires « fonctionarisés » resteraient les simples exécuteurs des volontés de leur chef.

Il est vrai que Bismarck, dont le programme centralisateur s'affirmait en toute occasion, affectait d'appeler les secrétaires d'État « ministres de l'Empire ; » mais le Reichstag n'accepta jamais cette qualification anticonstitutionnelle.

La situation changerait si, d'aventure, la Constitution était modifiée de telle façon que la création d'un véritable ministère devînt possible. Mais là on se buterait à une nouvelle difficulté, celle-là presque insurmontable. Du jour où les secrétariats d'État seraient transformés en ministères autonomes, les princes confédérés dont les ministres devraient, dans le gouvernement de l'Empire, défendre les intérêts souvent oppo-

sés, ne pourraient plus s'en remettre au roi de Prusse du soin de les désigner ; car sans cela c'en serait fait de l'autonomie de leurs États. Or, une entente sur le choix des personnes deviendrait presque toujours impossible entre les vingt-cinq États de l'empire. Que si l'Empereur seul désignait ses collaborateurs, les conflits entre ce gouvernement fatalement prussianisé et les gouvernements des États représentés au Bundesrath se multiplieraient à l'infini.

Puisque nous sommes dans le domaine des hypothèses, admettons un instant que Reichstag et Bundesrath créent un ministère d'empire et que l'Empereur soit obligé de choisir les membres de ce ministère dans la majorité du Reichstag. D'abord cette majorité n'existe pas. Aux oppositioss politiques, confessionnelles, économiques et sociales, que nous avons trouvées au Landtag prussien, s'ajoutent, dans le parlement d'empire, les rivalités particularistes. Que si, malgré toutes ces difficultés, un cabinet de concentration était constitué, qu'arriverait-il? Toute crise gouvernementale aurait immédiatement son contre-coup dans les États particuliers, surtout en Prusse.

Il est de tradition en Allemagne que le chancelier soit en même temps président du conseil des ministres en Prusse. La séparation personnelle entre ces deux fonctions, qui vient d'être tentée, n'est pas tenable, la Prusse devant, comme État présidial de la Confédération, présenter tous les projets de lois au Conseil fédéral. Cela posé, supposons que le Reichstag mette le chancelier en minorité, il en résultera qu'une crise ministérielle sera du même coup ouverte en Prusse et *vice versa* le Landtag prussien, infligeant un blâme au président du conseil, son vote entraînera une crise de chancellerie dans l'empire. Ce serait la plus invraisemblable confusion, la plus prodigieuse instabilité, l'enchevêtrement le plus dangereux des compétences.

Le même phénomène se produirait dans les autres États toutes les fois qu'un conflit d'une certaine gravité éclaterait entre le ministère d'empire et la majorité du Conseil fédéral. Ou bien le chancelier et ses collaborateurs devraient alors se retirer, ou bien les princes confédérés seraient contraints de changer leurs ministères. Voici donc les conclusions qu'il faut tirer des derniers événements. Pour donner satisfaction à l'opinion publique en Allemagne et surtout pour induire en erreur les Puissances de l'Entente, l'Empereur a confié quelques

postes de secrétaires d'État à des membres du Reichstag (1). Ce n'est pas une innovation. Déjà M. de Miquel avait passé d'un strapontin parlementaire à un fauteuil gouvernemental, il y a une quinzaine d'années et, depuis le début de la guerre, nous avons vu MM. Spahn et Friedberg recueillir des portefeuilles de ministres. Il est vrai que ces anciens députés, promus ministres, avaient dû préalablement déposer leurs mandats législatifs.

Cette fois si le Conseil fédéral consent à la suppression du paragraphe 9 de la Constitution, les nouveaux conseillers de Guillaume II pourront appartenir en même temps au Reichstag et au Bundesrath, pendant la durée de leur passage à la direction des affaires. Encore resteront-ils, comme secrétaires d'État, les simples subordonnés du chancelier et devront-ils, au Conseil fédéral, voter sur ordre.

Le socialiste Scheidemann, par exemple, sera contraint ou de démissionner ou de soutenir, le cas échéant, devant le Reichstag, les projets de loi du chancelier, même si personnellement il les réprouve. Si d'un autre côté une loi adoptée à sa demande par le Reichstag est combattue par la Prusse, il sera forcé par le bulletin de vote, qui théoriquement lui est attribué au Bundesrath, mais dont il ne dispose pas librement, de la faire repousser par l'assemblée souveraine.

C'est la bouteille à encre, comme on le voit. Les Allemands savent à quoi s'en tenir; mais ils pensent, en provoquant cette confusion, tromper les Alliés sur la portée de réformes, qui n'en sont pas ou qui, du moins, n'ont qu'une valeur très approximative et essentiellement précaire.

L'Allemagne ne se démocratisera sérieusement que si les

(1) D'une note, parue le 6 octobre dernier, dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, organe officiel du chancelier, il ressort qu'une fois de plus le gouvernement prussien tient, avant tout, à gagner du temps et que les concessions faites aux circonstances gardent un caractère à la fois précaire et dilatoire. Voici cette note curieuse : « Si essentielles que doivent être les transformations que va subir le gouvernement, on ne saurait perdre de vue qu'elles ne peuvent être immédiates. Le régime présent se perpétuera encore dans les formes qui sont observées pour la nomination des ministres. L'Empereur conserve, en effet, les droits que lui assure la Constitution. Même dans les partis de gauche qui ont depuis longtemps inscrit en tête de leurs programmes la parlementation du gouvernement impérial, on se rend parfaitement compte que nous n'avons pas à modifier notre Constitution d'après les modèles étrangers, mais que nous devons nous laisser guider uniquement par les besoins et les conditions qui nous sont propres. »

constitutions de l'empire et des États sont soumises à une refonte complète. Il appartient aux Alliés de l'exiger. Dans tous les pays de l'Entente les constitutions ont été établies par les représentants des citoyens. Dans les États allemands elles ont été octroyées par les souverains à leurs sujets et, à l'heure présente, les concessions que ces souverains font à leurs peuples, sous la pression d'événements tragiques, ne changent rien au principe du pouvoir, non pas délégué régulièrement par les gouvernés, mais appartenant en propre à des dynasties, qui en délimitent elles-mêmes les prérogatives et en règlent l'exercice. Il y a donc opposition presque irréductible entre les principes qui dominent la vie nationale des démocraties de l'Entente et les autocraties des empires centraux.

Il faudra dès lors exiger, avant tout traité de paix, que les États germaniques élisent des constituantes et se donnent des statuts nationaux conformes à ceux des autres peuples. L'empire lui-même est sorti d'une convention passée entre les princes. Il devra également, s'il doit subsister, recevoir la consécration populaire. Il appartiendra aux États allemands préalablement démocratisés de décider s'ils veulent maintenir la Confédération actuelle ou s'ils préfèrent sortir du groupement dont la Prusse s'était assuré l'hégémonie.

Les Alliés apporteront ainsi la liberté aux peuples allemands. Que si ceux-ci veulent maintenir leur confiance à leurs dynasties, libre à eux de le faire. Encore ces dynasties devront-elles accepter les limitations de pouvoir que leur imposeront les constituantes. Voilà, à mon avis, la seule manière dont il sera possible de doter d'institutions libres des pays où jusqu'ici l'ambition démesurée des Hohenzollern et des Habsbourg s'était imposée à des races dont la passivité était justement légendaire, mais auxquels la banqueroute du militarisme prussien permettra de s'affranchir d'une séculaire servitude.

E. Wetterlé.

UNE RELÈVE

(Mars 1917)

I. — LES RUMEURS D'UN JOUR D'HIVER

Une nouvelle exacte, dans un régiment du front, est toujours précédée de vingt rumeurs plus ou moins vraisemblables, pareilles à ces brumes qui font prévoir, dès le matin, la forte chaleur d'un jour d'été. Quand on voit ces bruits accourir du lointain des états-majors, du fond des ravitaillements, colportés par les vaguemestres, les cyclistes, les agents de liaison, tout ce petit monde errant des routes, des chemins et des boyaux; quand le cuisinier les commente, que le planton les discute, que les secrétaires prennent des airs mystérieux, que le capitaine les écarte non sans y prêter toutefois une oreille attentive; quand l'homme à qui ces rumeurs plaisent, parce qu'elles modifient son sort d'une façon avantageuse, leur ajoute un détail précis, un argument qui en fait aussitôt des certitudes; quand celui qu'elles mécontentent présente au contraire des raisons qui en font voir l'absurdité; quand pendant huit jours enfin, officiers et soldats, personne ne s'aborde plus qu'avec ces mots : « Où va-t-on? En Alsace, en Lorraine, en Argonne, à Verdun, dans les Flandres, en Champagne? » tout à coup, de ces brumes, de ces nuées inconsistantes, jaillit la nouvelle, la vraie, celle que rien ne peut modifier, ni les appréhensions, ni les regrets, ni les désirs : c'est la relève, on change de secteur.

On sait ce que l'on quitte. Ce n'était pas brillant. Une vallée sablonneuse, imprégnée d'eau comme une éponge et qui s'est

durcie sous le gel ; dix heures par jour d'un travail fastidieux de la pelle et de la pioche sur des blocs de terre glacée, pour construire une voie ferrée en vue de la prochaine offensive ; dix heures d'une morne besogne qui tout de même avance par la force du nombre et du temps ; et le soir, dans la nuit tombante, le retour harassé vers un cantonnement misérable, un village presque abandonné, autour duquel les obus rôdent, comme on voit, dans les chromos, les loups de Sibérie tourner autour des isbas ; la lettre que l'on trouve, ou qu'on ne trouve pas ; la carte postale qu'on griffonne au crayon sur ses genoux ou sur un coin de table, avec des doigts glacés dans ce qui reste de jour ; puis un repas, à la fois triste et gai, du plus navrant comique, qui nous réunit quelques-uns chez une vieille fille, dont les bombardements ont un peu ébranlé la raison, et qu'un essai de traitement a rendu presque innocente.

Dans cette misère humide et froide, c'était un moment de folie, un vrai caprice de Goya. Notre folle hôtesse ne rêvait que chanson, danse et musique. « Je sais bien, nous disait-elle, que le moment est mal choisi ; mais je ne puis m'empêcher ni de chanter ni de danser. C'est la guerre, voyez-vous, messieurs, qui m'a rendue comme cela... » Après le dîner, pour lui plaire, sur un piano fêlé, un piano innocent comme elle, où les doigts à tout moment trébuchaient dans le clavier, nous accompagnions ses romances. Nos compliments la ravissaient. Ensuite, l'un de nous, galamment, s'offrait à la faire danser. Elle acceptait en rougissant. Et vers les huit heures du soir, nous la laissions sur sa chaise, palpitante de reconnaissance, de plaisir et d'essoufflement.

Voilà ce que l'on quitte ! Mais comme toujours, au moment de partir, chacun constate avec surprise qu'on n'était pas si mal ici. Dès qu'on sait qu'on les abandonne, ces séjours de misère reculent d'un bond dans le passé, rejoignent au fond du souvenir d'autres stations pareilles tout aussi disgraciées, mais qui, par l'étonnant prestige de la rêverie et du temps, se colorent presque de regret. Je ne l'ai pas encore quitté, et déjà ce village va retrouver dans ma mémoire ces villages des Flandres perdus dans les prairies noyées ; ces fermes où nous arrivions le soir, éclairés par les fusées qui se reflétaient dans les eaux mortes, parmi les trembles et les saules ; ces cabanes de chaume, radoubées comme de vieux bateaux, véritables arches de Noé, rem-

plies de bêtes et de gens, où l'on entendait toujours roucouler une tourterelle en cage ; ces greniers que le vent du Nord secouait comme des nids dans les branches, et où j'ai laissé tant de rêves pendus aux toiles d'araignée... Après avoir grogné pendant tout le séjour, un vague regret vous saisit de quitter ce sinistre endroit. On a pris là des habitudes, le nid est fait sans qu'on s'en doute. A deux ou trois kilomètres à la ronde, la carte gastronomique du pays n'a plus de secrets pour personne. Les manies de l'ennemi sont exactement repérées, ses heures de tir, la direction de ses coups, les points de départ des obus, les routes qu'ils suivent dans l'air, — connaissance qui donne à la fois un peu de dédain pour l'adversaire et le sentiment illusoire de la sécurité. On connaît le petit lot d'indigènes qu'un touchant amour de leur toit retient dans ces tristes parages. Et puis enfin, si l'on s'en va, c'est que rien de fâcheux ne vous est arrivé ; et de cela surtout on est reconnaissant à ces masures démolies, à ce paysage de misère, qui invariablement donne une impression si fâcheuse, lorsque, pour la première fois, on jette un regard étonné sur ces maisons en ruine, ce clocher qui se penche comme un cierge trop chaud, ces jardins à l'abandon, ces choses tout à l'heure encore si complètement inconnues et qui se trouvent tout à coup étrangement liées à votre vie.

Où va-t-on ? A d'autres travaux, ou bien à la tranchée ? Nouveaux palabres, nouvelle agitation des esprits. Heureuse gymnastique, sans laquelle la pensée inoccupée glisserait au morne ennui. Rien ne peut rendre le mouvement de ces conseils de tribus, où chaque escouade discute de la valeur du régiment et de l'emploi qu'on peut en faire : les uns vantant les travaux et l'agrément de dormir à son aise, quitte à se réveiller une heure pour descendre à la cave, si le marmitage est trop sévère ; les autres préférant la tranchée, plus périlleuse assurément, mais où la discipline est plus souple et la ration de vin plus forte.

D'ailleurs la question est réglée : le régiment remonte en ligne. Dans quel secteur ? Nouveau problème. Et les fausses rumeurs de s'élever et de danser au-dessus du cantonnement, comme, en été, les moustiques au-dessus d'un marécage. Pas un secteur du front où, tour à tour, quelque planton bavard n'expédie la Division. Les gens du ravitaillement fixent les

premiers des limites aux fantaisies excessives. On n'emporte que deux jours de vivres : ce n'est pas avec ce viatique que nous pourrons nous transporter en Alsace, ni au Maroc, où des imaginations hardies voyaient déjà le régiment. Nous glissons simplement à droite; ni chemin de fer, ni autocamion ; vingt-cinq, trente kilomètres au plus, que nous ferons en deux étapes. Mais, si courte que soit la route, c'est aborder un nouveau monde.

II. — LA GLORIETTE

Adieu, long hiver morose, petit coin de terre semé d'étangs, pluvieux, désolé, glacial; vallée ouverte à tous les courants d'air, où, suivant des caprices incompréhensibles pour nous, la petite « voie de 60 » que nous étions occupés à construire, tourne, revient, se mord la queue; remblais, déblais, fossés que nous avons creusés dans le gel ; terre remuée mètre par mètre, déplacée dix fois à la pelle, faute de brouettes pour la porter ; adieu, petits bois de sapins où le vent fait un bruit si triste, grandes dunes de sable dont nous avons chargé tant de wagons; entassement de rails qu'à dix ou douze, à pas comptés, nous balancions sur nos épaules ; adieu, petit carré des tombes en marge du grand cimetière où, le jour de l'arrivée, le cœur en secret marque sa place et où j'ai promené si souvent, entre les tertres fraîchement remués, un absurde désir de vivre... Depuis trois ans de guerre, en ai-je déjà vu, et en toute saison, de ces petits enclos funèbres, tantôt sous la neige d'hiver, tantôt défaits par la pluie, silencieux dans l'herbe morte, ou bien remplis du bruit léger de fil de fer et de perles froissées que font les pauvres couronnes agitées par le vent ; tantôt si printaniers, si divinement parfumés, si remplis de lumière, de calme, de nids, de tendresse, de toutes les choses qu'on aime dans la vie, si bien placés au sommet d'un coteau, qu'on les acceptait pour séjour d'un cœur tout à fait apaisé! Un ami que j'y ai laissé, une lettre que j'y suis venu lire, un après-midi passé dans l'odeur des giroflées leur donne à chacun dans ma mémoire une figure particulière. Et j'imagine que tout le monde porte ainsi dans son souvenir une carte mystérieuse de la campagne qu'il a faite, une carte où sont marquées des choses qu'aucune géographie n'indiquera jamais : un arbre inoublié, un coin où vous avez

partagé la peine d'un ami, un sourire de femme ou d'enfant, ici la mort effleurée, ailleurs un compagnon tombé, et de la boue et du vent, et mille souvenirs inexprimables qu'un hasard ramène à la conscience, ou qui peut-être n'y reparaîtront jamais, — une carte invisible, qui n'est la même pour personne, et sur laquelle des jardins avec des croix sont plantés le long du chemin comme de petits drapeaux noirs...

Dans ce village dont, aujourd'hui, chaque pas nous éloigne, nous laissons sous la neige trois mois de vie sinistre, une centaine de jours tous pareils qui, rentrant les uns dans les autres, ne forment plus dans la mémoire qu'un petit bloc de misère, d'inconfort, de froid et d'ennui. Et le régiment n'a pas fait un kilomètre sur la route que ce souvenir lui-même se rapetisse encore, s'efface, et tombe dans ce gouffre d'oubli que nous creusons depuis trois ans derrière nous.

C'est toujours assez pénible, après l'immobilité des tranchées ou des semaines de travaux sur place, de reprendre la marche, sac au dos. Si désireux qu'il soit d'alléger son fardeau, Dieu sait ce qu'un soldat peut entasser sur ses épaules! On avance d'abord sans rien dire, puis les conversations commencent, mais personne ne chante plus en marchant. La dernière fois, je crois bien, que j'ai entendu chanter, c'était il y a trois ans, sur la route de Saint-Germain, tout encombrée des gens à pied, en voiture ou en charrette, qui, depuis la Somme et l'Oise, fuyaient devant l'invasion. Les pauvres fugitifs considéraient avec surprise l'entrain de notre troupe, soit que le malheur leur fît paraître notre gaieté bruyante comme une offense à leur chagrin, soit qu'ayant eu déjà la vision de la guerre, ils nous plaignissent par avance, étonnés de nous voir joyeux. Soudain le regard d'une femme se posa sur moi une seconde, avec un tel accent de reproche ou de pitié, que la chanson s'arrêta dans ma gorge. Mais déjà ce regard avait passé, perdu dans le flot de misère qui s'écoulait silencieusement sur la route; et aussitôt je repris le refrain, par une sorte de défi à tout ce qui pouvait m'arriver... Si pourtant, une fois encore, j'ai entendu chanter dans notre régiment. A quelques jours de là, par un beau crépuscule, on nous embarquait à Versailles pour gagner la Belgique par Cherbourg et Dunkerque; nous nous pressions aux portes des wagons à bes-

tiaux où nous étions entassés, et, dans le vent qui arrêtait parfois notre respiration, nous regardions disparaître, au milieu de sa forêt, le château de nos rois, en chantant *la Marseillaise*...

Ce matin, nous abordons par le bas les pentes longuement inclinées de la Montagne de Reims. Qu'il est intéressant, ce grand paysage vignoble, pour mes compagnons de route, presque tous gens de Châteauneuf, Jarnac, Cognac, Segonzac, les crus à eau-de-vie, les plus fameux du monde! Mais que voient-ils, si loin que leur vue peut s'étendre? Des sarments enfouis sous la terre, une plante bizarre qui se ramifie sous le sol en de si multiples rameaux qu'arracher une tige serait arracher tout le champ, un taillis de grêles baguettes qui donnent au vignoble champenois, avant la taille du printemps, l'aspect d'un champ d'herbes folles, une vigne enfin, pour tout dire, qui n'est pas de la vigne, qui n'est pas ce cep noir et fort, tordu et grimaçant, d'où sort l'incomparable cognac, et vers lequel, à cette heure, s'en vont leurs regrets et leurs désirs.

Ah! que la guerre est loin! Une seule pensée occupe tous ces hommes pour lesquels la nature n'est jamais un sujet de vaine rêverie. Qui a raison? Eux, ou les vignerons d'ici? Ceux de Charente ou ceux de Champagne? Quelques sages entrevoient bien que chaque pays a ses usages; mais la plupart écartent cette idée conciliante, plaignent du fond du cœur ces pauvres Champenois obstinés dans l'erreur, et, presque scandalisés, désapprouvent leur façon d'en user avec la vigne. Oui, que la guerre est loin! C'est tout juste si, par delà les vignobles et les prairies, la Cathédrale de Reims, qui se dresse là-bas, retient un moment leurs regards, objet de curiosité plus que d'émotion véritable. Voilà donc ces pierres, cette église dont on parle dans les journaux! Mes compagnons éprouvent un certain orgueil à passer si près d'un lieu dont le nom retentit tous les jours dans l'univers; mais leurs yeux sont vite rassasiés, et leur pensée, trop légère de souvenirs, ne peut se maintenir plus de quelques minutes dans la contemplation et le rêve.

Pourtant, elle est sublime, la vieille basilique, au milieu de la grande corbeille que forment les collines autour d'elle. D'ici elle paraît intacte. Ses deux tours, sa masse robuste, ses murailles qui, tantôt s'éclairent d'une blancheur éclatante, tantôt s'assombrissent jusqu'au noir bleu sous les nuées d'un ciel changeant, tout ce puissant corps de pierre semble n'avoir

perdu aucune goutte de son sang, aucune minute de sa vie. De loin, on ne voit pas la statue fracassée, le détail superbe irréparablement détruit, la pierre brûlée par le feu, le beau visage profané. Pour la campagne qui l'entoure, la Cathédrale n'a pas changé! Les villages, sur leurs coteaux, la reconnaissent toujours pour leur protectrice et gardienne. Et c'est bien là sa fonction : un berger en cape brune appuyé sur son bâton, au milieu de sa pâture, parmi le troupeau des collines.

Après de longues marches pareilles, sous le même ciel de guerre, j'ai vu Soissons, dont un ange invisible semblait soutenir la tour branlante; la nef de Saint-Martin d'Ypres, suspendue elle aussi à quelque main céleste, qui un beau jour l'a laissé choir; et le vieux clocher de Dixmude où les obus avaient taillé un grand croissant de lune. Mais ces hauts refuges de l'âme ne semblaient appartenir qu'au fidèle qui prie sous les voûtes, ou bien encore au passant qui circule à leur ombre, sur les petites places herbues et dans les ruelles silencieuses. Ni Soissons, ni Saint-Martin d'Ypres, ni le clocher de Dixmude n'avaient cette force de Reims qui projette à des lieues son rayonnement et sa clarté, cet air sublimement rustique d'un sanctuaire des coteaux, des bois, des prairies et des vignes. Ces belles églises meurtries donnaient l'impression d'un culte tout local, d'une religion tout urbaine et bourgeoise. Mais à Reims, les avenues qui conduisent aux deux nobles tours, ce ne sont pas les rues ramassées autour d'elles, les rues de cette ville qui tient si peu de place dans cette grande coupe de lumière; les véritables avenues, ce sont les routes et les sentiers, et la rivière, et les longues lignes de peupliers, et les innombrables allées de vignes, et les vallonnements des coteaux, tout ce paysage enfin, qui semble s'incliner vers elles dans le même geste d'offrande, d'adoration et d'attente.

Nous cantonnâmes, ce soir-là, auprès d'un pavillon que surmontait un belvédère en forme de moulin à vent. C'était, avant la guerre, un élégant vide-bouteilles, une charmante gloriette, où le propriétaire du cru invitait, dans les beaux jours, les riches clients étrangers à déguster son champagne, en admirant le point de vue et la belle tenue du vignoble. Que d'Anglais, d'Américains et d'Allemands se sont assis à cette place! A perte de vue, sous leurs yeux réjouis par le vin,

s'étendaient les richesses d'un terrain qui, par endroits, atteint cent mille francs l'hectare; au loin, la Cathédrale sur sa légère éminence; çà et là, des châteaux épars dans leur ceinture de beaux arbres; à la cime des coteaux, des bois où l'on court le sanglier; dans les fonds, des marécages où l'on chasse le canard sauvage; et de l'autre côté de la vallée, les collines mornes et crayeuses, aujourd'hui prisonnières, de Berru, de Nogent-l'Abbesse, de Brimont, du Moronvilliers, qui semblent posées comme des bornes à cette contrée de gastronomie et de plaisir, et ferment d'un cercle stérile ce paradis fabuleux du vin.

De ce haut belvédère, je regarde Reims qui brûle. Il fait encore trop jour pour que je distingue les flammes, mais je vois monter les fumées qui lentement se traînent en larges nappes sous le vent. Les obus tombent d'une façon continue, régulière; et, chose affreuse, cette régularité finit par créer dans l'esprit un mouvement d'attente imbécile; l'oreille habituée au tumulte des canons y découvre une musique, et quand un obus annoncé par le gémissement de l'air qu'il déchire en passant tombe sans éclater, on est surpris comme d'une fausse note au milieu de l'effroyable concert. Comment le tir est-il réglé? Combien de coups à la minute? D'où partent les obus? Quel quartier, Laon ou Cérès, est le plus accablé? L'esprit joue froidement avec ces interrogations. Après trente-deux mois de guerre et la monotonie de la ruine et de la mort, la vie deviendrait impossible si l'on devait arrêter sa pensée sur ce que ce jet de fumée noire, aussitôt suivi d'un tonnerre, apporte de malheur avec lui.

Au pied même du moulin à vent, de petits volcans éclatent. L'ennemi cherche des batteries dissimulées dans les vignes. De très loin, du fond des bois, nos pièces lourdes lui répondent, et, par-dessus nos têtes, nous entendons des trains invisibles qui passent. La nuit vient. Les ballons captifs que l'on ramène à terre font de longues taches obscures dans le crépuscule transparent. Au-dessus des maisons de Reims et de la cathédrale, qui a sombré dans les ténèbres, les flammes des incendies ont remplacé les fumées. Quelques mitrailleuses crépitent, mêlant leur grêle tapage à la basse assourdie d'un lointain tir de barrage. Et, sur toute la longueur du front, commence l'habituelle féerie nocturne, l'étonnant jeu des fusées. Les unes s'élancent, rapides et pressées, comme des bulles de savon jaillies d'un inépuisable

chalumeau ; d'autres semblent descendre du ciel, pareilles à des lustres qui glissent; d'autres retombent en lentes courbes harmonieuses, éclairant longtemps les ténèbres avant de pâlir et de s'éteindre. Ah! ce ne sont plus, aujourd'hui, ces fusées de l'Yser qui montaient, de fois à autre, dans les brouillards de la nuit, sinistres par leur rareté même et leur éclat falot si rapidement évanoui! Au-dessus des prairies noyées, elles ressemblaient aux tristes feux d'une pauvre fête de village; arrivées au bout de leur course, elles décrivaient un mince arc fragile, jetaient un moment dans la brume leur lumière mélancolique et laissaient, en disparaissant, la nuit plus noire et plus lugubre... Maintenant, c'est une vraie fête, une débauche de lumière. Si loin que la vue peut s'étendre, la frontière mystérieuse du pays qui n'appartient à personne est jalonnée à l'infini de leur éclat multicolore. Du haut de ce vide-bouteilles, les yeux sont comme au spectacle. Dans ce formidable appareil de guerre, ils ne voient plus, pour un instant, qu'un jaillissement, une pluie d'étoiles, une fantaisie d'opéra. Des éclairs sortent de partout, des coteaux, de la plaine, des vignes, des bois, des marécages. Le fracas des départs et celui des arrivées finissent si bien par se confondre qu'il devient presque impossible de les distinguer entre eux. Puis, tout à coup, silence. On dirait que sur l'une et l'autre scène, les acteurs se sont tacitement entendus. C'est fini. Encore quelques coups, comme après un orage des gouttes d'eau attardées. Seules continuent à jaillir inépuisablement les fusées bleues, jaunes, vertes ou rouges. Deux ou trois lustres d'argent se balancent dans le bleu sombre du ciel; des avions invisibles, amis ou ennemis, ronflent très haut dans les ténèbres, signalant leur passage par de longues chenilles de feu. De Reims, continuent de monter, comme d'un cœur embrasé, des flammes de plus en plus claires à mesure que la nuit devient plus noire. Et je pense que les amateurs de champagne, assis dans ce vide-bouteilles, alors que leur esprit commençait de s'allumer sous le vin généreux, n'ont jamais contemplé, même en rêve, un si étonnant spectacle, — à moins qu'un Allemand, averti des choses qui se préparaient chez lui en secret, n'ait déjà vu, du fond de son ivresse, cet effroyable feu d'artifice, cette orgie de lumière, cette sinistre nuit de Néron allumée par son pays.

III. — LE CHANT DU STEPPE

Nous relevons une brigade russe qui a passé ici tout l'hiver. Le contact se prend, à cinq kilomètres des lignes, dans un village où se fait la croisée de ceux qui montent à la tranchée et de ceux qui en descendent, — un beau village qui a très peu souffert, et qui donne l'impression de la paix et de la richesse, avec ses hautes portes cochères pour rentrer la vendange, ses maisons de vignerons à l'aise, et les longues rangées des toits où s'abrite un des crus les plus réputés de la Champagne.

Quel contraste entre les deux humanités qui se coudoient, un instant, dans les étroites rues de ce vieux village français! Elles n'ont pas subi le même façonnage; il y a de l'une à l'autre bien plus de différence encore qu'entre une vigne de Champagne et un cep de Charente! Notre division se compose, pour la plus grande part, de paysans du Périgord, de Charente et du Limousin. Le terroir a mis entre eux des différences assez profondes, mais l'âge leur a donné à tous un fond de caractère très pareil. Ce sont des territoriaux, des hommes autour de quarante ans, qui tous accordent une confiance excessive à leur expérience locale, limitée à un métier et à un étroit horizon. Officiers et soldats sont voisins, parents, amis. Ils ont la même voix, le même accent, les mêmes intérêts, les mêmes points de vue. Cela donne à notre troupe l'air d'un coin de province en marche, avec ses champs, ses bourgs et ses villages, ses horizons et ses pensées familières.

Dans ce grand troupeau moscovite, ce qui nous saisit tout de suite, c'est la puissance des carrures, une mine enfantine, douce et brutale à la fois, un air d'extrême jeunesse qui semble moins tenir à la jeunesse des êtres qu'à la jeunesse même de la race. Imberbes, les lèvres lourdes, les pommettes saillantes, le nez court triangulaire, des yeux gris, charmants, candides, tous ils semblent à peine ébauchés, faits à la grosse par un fabricant pressé. Hautes bottes, capotes brunes, casquettes plates rejetées sur leurs crânes tondus, très négligés d'allure, ils vaquent à travers le village, se tenant par la main, par l'épaule ou par la taille, à la manière orientale, — innocentes gentillesses qui étonnent dans ces grands garçons sauvages et offusquent un peu nos Français, chez qui la

camaraderie, l'amitié même, est rarement teintée de tendresse.

Au coin des rues, ils nous abordent avec des airs mystérieux, sortent de leur houppelande éfrangée un bidon couvert de boue, et, avec les trois mots de français qu'ils connaissent, nous invitent à le faire emplir chez le mastroquet du coin, car la consigne est formelle : défense de leur vendre du vin. Pas de vin ! Cette interdiction frappe ces Russes, aux yeux de nos hommes, d'une véritable déchéance, leur retire quelque chose de leur humanité, les ramène, pour ainsi dire, à la petite enfance. Et lorsque avec leurs bons yeux suppliants, ils nous tendent ainsi leurs bidons, c'est vrai qu'ils ont l'air de mendiants, malgré la pièce de vingt sous qui brille toujours à leurs doigts.

Du matin jusqu'au soir, on les voit faire la queue devant les épiciers. Et que demandent-ils dans ces boutiques? Du saucisson, des conserves, du fromage, — ce que peut désirer un homme raisonnable? Non ! Ils achètent ce que nos hommes achetaient lorsqu'ils avaient six ans, au sortir de l'école : du sucre d'orge, des pastilles, ces bonbons multicolores qui font dans les bocaux des conglomérats pâteux, ou bien des gâteaux secs, couverts d'un glacis vert ou rose, des noisettes surtout, dont ils sont très friands. Cela aussi fait scandale, — car si quelqu'un ressemble peu à un enfant, c'est un paysan de chez nous, un paysan de quarante ans !

Et puis, au cours de la campagne je l'ai remarqué bien souvent, rien ne donne plus à nos hommes le sentiment de l'étranger (et l'étrangeté, d'où qu'elle vienne, les met toujours en défiance) que la façon de se nourrir. Non sans raison, ils y découvrent le signe d'autres différences, qu'ils soupçonnent sans les connaître. Entre gens qui ne parlent pas la même langue, ce n'est pas sur des pensées qu'on se juge. On se juge sur ce qu'on mange et surtout sur ce qu'on boit. Dans les fermes de l'Yser, les Flamands semblaient bizarres, parce qu'ils ne faisaient pas de repas réguliers, qu'ils mangeaient, à toute heure, des pommes de terre bouillies, des tartines de pain beurré, et qu'au lieu du pot de soupe qui bout, du matin au soir, dans les cheminées de chez nous, on ne voyait là-bas, sur les petits poêles en fonte, que la cafetière et son fade mélange d'eau et de chicorée... Les menus des Anglais ne surprenaient pas moins. Jamais nos paysans n'ont pu prendre au sérieux ces

repas au jambon, au pain grillé et à la confiture. Le thé, dont ils les arrosaient, semblait à nos buveurs de vin la plus affreuse des potions. Parlez-moi d'une soupe dont on mange d'abord les légumes et le pain, et dans laquelle on verse ensuite, sur le bouillon qui reste, un bon quart de son bidon ! Mais devant ce breuvage aux couleurs violacées, qui ragaillardit tous les cœurs entre Angoulême et Limoges, que pensaient les Tommies anglais ?

Quelle surprise aussi pour nous autres, habitués depuis toujours à une discipline sévère mais tempérée par le bon sens et la familiarité, d'apprendre que, sous aucun prétexte, un simple soldat n'avait le droit d'adresser la parole à quiconque portait un galon ! Les véritables aboiements que poussaient les sentinelles du plus loin qu'un officier se montrait dans la rue, nous semblaient une façon excessive de témoigner du respect. Avec ahurissement et pitié, nous regardions un de ces grands moujiks qui, faute de clous dans le village, restait toute une journée, le doigt appuyé contre une porte, à tenir la pancarte où le nom de son capitaine était écrit. En même temps, les premiers effets de la Révolution, qui venait d'éclater à Petrograd, se faisaient sentir jusqu'ici. On racontait que dans un village voisin, ces Russes avaient résolu de ne plus rendre les honneurs, qu'ils prétendaient élire leurs officiers, et que les punitions ne seraient plus infligées que par les soldats eux-mêmes. Que signifiait tout cela ? Cette discipline sans mesure et ces rumeurs d'anarchie ? Cette obéissance servile et cette liberté sans bon sens ? Nos hommes ne comprenaient plus.

Pour achever de nous désorienter, le jour de leur départ, se déroula sous nos yeux une de ces cérémonies, comme il a dû s'en passer des centaines et des centaines le long de l'immense front oriental, et qui était bien imprévue dans ce coin de Champagne.

Tous les Russes du village avaient été rassemblés sur la place, formant un grand rectangle, au milieu duquel un pope, jeune encore et d'une véritable beauté, une croix d'argent à la main, psalmodiait des prières, afin d'attirer sur la Constitution nouvelle les bénédictions divines. Derrière lui, un chœur de soldats soutenait sa modulation par un chant d'une douceur et d'une délicatesse qui tirait les larmes des yeux. Nous nous pressions dans les ruelles en pente qui aboutissent à la place,

stupéfaits que quelque chose de si pur, de si pénétrant, de si tendre, pût s'exhaler de ces grands corps barbares, sortir de ces lèvres épaisses, de ces visages grossièrement équarris. Quel étonnement pour nos paysans ironiques, très peu poètes et très peu musiciens, d'entendre jaillir, tout à coup, du grand troupeau brunâtre, un chant si nuancé, si bien caché sous cette bure, et qui s'élevait sur nos têtes, pareil à un oiseau merveilleux sorti d'un bois d'hiver! De grands signes de croix, indéfiniment répétés, animaient cette foule qu'on n'aurait jamais cru armée, tant les hommes étaient pressés les uns contre les autres! Mais sur un ordre, tous les fusils surgirent, en même temps qu'un formidable hurra, modulé comme l'*amen* d'une grand'messe, sortait de toutes les poitrines et retombait sur la place en longues vibrations sonores. Les officiers s'avancèrent au milieu du rectangle, pour baiser la croix d'argent que le pope tenait à la main. Tableau sévère, noble, militaire, et qui ne laissait guère prévoir ce qui est arrivé depuis... Si mal préparés qu'ils fussent à cette scène d'une grandeur singulière, nos hommes en étaient tout remués. Et dans les réflexions qu'ils échangeaient autour de moi, je ne puis encore démêler ce qui les étonnait le plus, que ces révolutionnaires fussent si pieux, que ces soldats si nonchalants, si négligés d'aspect, eussent tant de précision à l'exercice, ou que d'un troupeau si grossier montât une si pure mélodie.

Le soir même, les Russes partirent, nous étonnant encore par le laisser aller de leur colonne en marche. Certes, la troupe était jeune et vigoureuse, mais on la sentait mal à l'aise sur cette route si bien limitée, entre ses deux fossés et sa double haie d'arbres. On l'eût mieux vue sur une piste, où les hommes peuvent marcher en troupeau et les charrettes aller leur train. Voitures, harnais, cuisines, tout le matériel était neuf, mais déjà, faute d'entretien, prodigieusement délabré. Les chevaux avaient été choisis avec soin, mais leurs conducteurs ne les menaient qu'à des allures insensées, et les bêtes, elles aussi, sentaient l'usure et la fatigue. Ce qui passait devant nous, sur cette belle route de France, c'était la force confuse, l'insouciance et le désordre oriental.

Dans un pré, au bord de la route, une batterie française s'était rangée pour laisser passer ce flot. Elle aussi sentait la

fatigue! Mais sous la boue qui la couvrait, on voyait l'ordre, l'entretien, le bon état de toutes choses. Les hommes, près de leurs attelages, attendaient, pour remonter sur les caissons ou les bêtes, l'ordre de leur officier. Lui, au bord du fossé, à la tête de son cheval, la rêne passée sous le bras, regardait, comme ses hommes, l'interminable défilé. Vingt-cinq ans. Ni grand, ni petit. Vêtu sans recherche. Un visage hâlé, une virile élégance. Derrière lui, Verdun. Devant lui, l'inconnu... Le dernier moujik passé, il monte à cheval, fend l'air de la main. Sa batterie s'ébranle et le suit. Je ne le verrai plus. Je ne sais pas son nom. Je n'ai pas entendu sa voix... Qui ne voudrait être cet homme?

IV. — PASTORALE

Un pas de plus vers la tranchée. Derrière la berge d'un canal, nous occupons d'anciens abris d'artilleurs, d'où la vie fulgurante du canon s'est retirée. Éventrés, déchiquetés après de longs bombardements, avec leurs rails tordus, leur béton émietté, leurs troncs d'arbres brisés et disjoints, leur solitude et leur silence, ces refuges abandonnés donnent déjà l'idée de ce que sera la ligne de feu, lorsque le flux des hommes s'en sera retiré, et que le dernier éclatement aura fait jaillir la terre. Tout alentour, dans les champs dévastés, de larges entonnoirs, où l'eau s'accumule et croupit, montrent la rage tâtonnante, de plus en plus sûre, des obus. Tristement, ces petites mares brillent sous l'enchevêtrement des branches et des troncs fracassés qui faisaient autrefois le charme de la rive. De l'autre côté du canal, en bordure d'un grand bois, on voit encore, clouées contre les peupliers, les niches en forme de chapelles, où chaque soir les artilleurs plaçaient une lanterne pour guider leur tir dans la nuit. Elles sont aujourd'hui inutiles, ces petites chapelles désaffectées; mais je pense que, la paix venue, il faudra garder pieusement ces fragiles abris de lumière qui nous ont protégés, comme on conserve, dans les rues des vieilles villes, à l'angle de quelque muraille, ou bien dans les forêts, au tronc d'un chêne vénérable, ces niches de pierre ou de bois, consacrées à la Vierge ou à quelque saint rustique, longtemps après que la statue de la Vierge ou du saint a quitté son petit sanctuaire.

Nous jouissons, sur ce canal, d'une tranquillité divine. Tranquillité, l'étrange mot! Devant nous, dans le bois marécageux, les obus tombent à la cadence d'un coup toutes les trois minutes. A notre droite, ils éclatent dans les ruines d'un hameau à la recherche de deux grosses pièces que nous voyons très bien depuis la porte de notre abri, car elles sont simplement roulées derrière un pan de mur et rien d'autre ne les protège. A deux cents mètres sur la gauche, ils balaient la route et les champs; et, derrière nous, toutes les deux heures environ, ils font voler en l'air ce qui reste d'une ferme infortunée qui porte ce nom : l'Espérance!

Au milieu de ce fracas, mes camarades et moi nous sommes parfaitement tranquilles, et cela sans héroïsme. Les obus savent où ils vont et le but qu'ils veulent atteindre; ils ne s'écartent guère de leur route; et, à quelques centaines de mètres de l'endroit autour duquel ils tâtonnent, on est parfaitement à l'abri. Assis sur un banc d'Allez frères (échoué là par quel mystère?) et les pieds sur un brasero, je contemple ce paysage si singulièrement animé, le ciel encore chargé de souvenirs d'hiver, des flocons de neige oubliés, le village que j'ai laissé hier sur sa côte, et là-bas, la gloriette, l'étonnant vide-bouteilles, le moulin d'opéra-comique, avec ses volets clos, ses ailes arrêtées et tout ce qui flotte autour de lui de joies anciennes et de bombance. Au-dessus de nos têtes, ronfle, à peu de hauteur, l'avion divisionnaire, un aéro d'ancien modèle, chargé de faire dans les airs une besogne d'observation et de police débonnaire : c'est Jean-Jean, le père Michel ou le vieux territorial. Le pot de soupe bout sur la braise, les obus tombent à leur cadence, un coucou chante dans le bois. Son cri, malicieux et stupide, s'élève obstinément dès qu'un obus éclate, comme s'il s'amusait à ce jeu; nous-mêmes y prenons plaisir, et nous attendons l'obus pour entendre le coucou chanter.

Paix des oiseaux, paix des bêtes! Tranquillité, innocence! Je me souviens qu'en Belgique, aux premiers jours de la guerre, sur les bords d'un canal assez pareil à celui-ci, les paysans de l'autre bord de l'Yser, fuyant devant l'invasion, avaient ouvert les portes de leurs étables, et les bêtes, rendues à une liberté quasi paradisiaque, s'étaient répandues à travers la campagne et vaguaient dans les prairies que la grande inondation n'avait pas encore submergées. Grasses prairies

flamandes, coupées d'innombrables fossés, sur lesquels la lumière d'automne, infiniment nuancée, faisait et défaisait continuellement le paysage! Rembrandt projetait dans les nues ses rayons et ses ombres; Ruysdaël dormait sous les arbres des routes qu'on n'avait pas abattus; Téniers aurait trouvé de quoi s'abreuver dans les auberges; Jean Steen eût encore rencontré de petites saintes familles, tapies autour des poêles, dans le creux des cheminées... Sous la cage à la tourterelle, en buvant mon café, je prenais dans ma main la menotte d'un petit Joseph ou d'une petite Marie, et cette douceur enfantine, c'est, je crois bien, la seule sensation agréable que j'aie gardée de la pauvre Belgique.

Entre nos lignes et les tranchées allemandes, les veaux, les vaches, les bœufs et les cochons erraient à l'aventure, sous les obus et les balles. La nuit, les bêtes apeurées, réunies en troupeau, fonçaient çà et là, au hasard. Au milieu des ténèbres, on croyait à quelque attaque; nos sentinelles alertaient. Que de fois, sur toute la ligne, quelques bêtes affolées ont amorcé la fusillade, déclenché des tirs de barrage, rempli la nuit, pendant une heure, d'un grand tumulte inutile! Au matin, nous apercevions nos innocents agresseurs qui paissaient l'herbe haute. Seule une masse, fauve ou noire, abattue par une balle, restait là comme un témoin du combat de la nuit. Et toute la journée, recommençait le va-et-vient paisible des animaux errants, la nonchalante promenade à travers les prairies, où la pensée de s'avancer bientôt à découvert inquiétait les plus hardis.

Deux fois par jour, sans doute aux heures où on la trayait d'habitude, une vache se détachait du troupeau, traversait à pas lents un ponceau jeté sur le canal, passait sur notre rive, et venait se faire traire chez nous. Puis, du même pas méditatif, elle s'en retournait dans son pré, où c'était une distraction de la chercher des yeux parmi le troupeau vagabond.

Peu à peu, devant l'inondation tous les animaux disparurent. Les uns allèrent du côté des Allemands, les autres passèrent dans nos lignes. Il ne resta bientôt plus dans le pré que les cadavres des bêtes massacrées qui flottèrent longtemps sur les eaux, gonflées, énormes, lamentables à voir, et aussi un bétail étrange, énigmatique, surprenant par son immobilité. Ces bêtes-là, assez lointaines, ne changeaient jamais de place, sauf à la faveur de la brume ou des ténèbres. Des doutes

naquirent parmi nous. Il y en avait qui disaient que ces animaux prétendus n'étaient que des silhouettes ingénieusement truquées, derrière lesquelles un guetteur était caché. Mais beaucoup aussi assuraient les avoir vues bouger et même « crotter » disaient-ils dans leur patois savoureux. L'inondation mit d'accord tout le monde en emportant ces bêtes, réelles ou fictives, avec le reste du troupeau.

Alors, sur le grand désert d'eau s'abattit le peuple des oiseaux, les bandes de canards sauvages, les mouettes, les courlis en route vers le Sud. Là où se promenaient les vaches, un héron solitaire pêchait; des cygnes blancs, quelques-uns noirs, naviguaient sur les eaux mortes. Du fond de nos trous remplis d'eau, nous regardions sur la prairie inondée s'ébattre ces bêtes ailées, images d'une liberté divine, vers laquelle s'élançaient déjà, avec quel désir nostalgique, nos cœurs de prisonniers !

Au milieu de la prairie submergée s'élevait un arbre solitaire. Par ces beaux soirs d'automne, les corneilles tourbillonnaient en grand nombre autour de sa tête puissante encore chargée de feuilles, mais elles ne s'y posaient jamais. L'horreur de ces oiseaux pour cet arbre magnifique, c'était le signe assuré qu'il allait bientôt mourir. Longtemps avant les bûcherons, certains oiseaux devinent, à quels signes invisibles? — peut-être à une odeur particulière des mousses, — que la mort est sur un arbre; et des années avant qu'il meure, ils abandonnent ses ramures.

Que de fois j'ai regardé ce géant condamné! Tantôt, il m'emportait, sur ses branches rouillées, dans les salles d'Anvers et du Louvre, où Ruysdaël et Hobbéma en ont peint de tout pareils; et pour me garder de l'ennui, je m'arrêtais dans l'ombre des après-midi heureux. Tantôt, sur cette plaine nue, cet arbre devenait pour moi la forêt de Gâtine, et je me récitais les beaux vers de Ronsard :

« Forêt, haute maison des oiseaux bocagers...

Tantôt, aux heures où l'on détourne volontiers sur les choses cette compassion inutile que l'on ressent pour soi-même, j'oubliais sa beauté et je ne voyais plus que sa misère cachée, révélée par les corneilles. Alors, dans le jour déclinant, les sinistres prophéties que faisaient, avant la guerre, d'autres

oiseaux de malheur, tourbillonnaient devant mes yeux comme les corneilles autour de l'arbre. « Voyez, voyez, disaient-ils de l'autre côté du Rhin, la France, la belle France est morte! Elle peut encore faire illusion, mais la mousse est sur ses branches, et la mort dans sa sève. Attendez quelques années et vous la verrez s'écrouler. »

O bel arbre des Flandres, arbre de Ruysdaël et d'Hobbéma, depuis trois ans que je ne t'ai pas vu, qu'es-tu donc devenu sur ta prairie noyée? Hélas! les oiseaux ne se trompent jamais, et la mort invisible continue en toi son ravage! Mais les hommes n'ont pas l'infaillible instinct des bêtes, et l'Allemand le plus perspicace n'a pas l'esprit d'une corneille. Malgré ses rameaux fracassés, le chêne de Ronsard reste toujours verdoyant, et toute la force de la terre, sur laquelle il est planté, monte avec allégresse des profondeurs de ses racines à la plus fine de ses branches.

Dans le bois marécageux les obus tombaient toujours, mais le coucou ne chantait plus, comme si dans ce jeu de la mort et du chant il se reconnaissait vaincu. Vers les cinq heures du soir, nous vîmes entrer dans notre abri trois artilleurs, hagards. En vérité ils revenaient, non pas de l'autre bord du canal mais de l'autre bord de l'Érèbe. Pendant que le coucou chantait, leur batterie avait été démolie, presque tous les servants tués, et on leur avait donné l'ordre de se réfugier chez nous.

Vainement, nous nous empressions pour leur offrir les petites douceurs que nous avions apportées avec nous. Vin, cognac, conserves, ils prenaient tout cela, sans marquer aucun sentiment, l'oreille et la pensée tendues vers la clairière où les obus continuaient de s'abattre avec un fracas régulier. Le danger auquel par miracle ils venaient d'échapper en avait fait, semblait-il, des gens d'une autre espèce. La mince ligne du canal mettait entre eux et nous des espaces infranchissables; à trois cents mètres de leurs pièces, si paisibles dans notre abri, nous leurs semblions aussi loin de la guerre que si nous avions été à Perpignan ou à Cette.

Le lendemain, de grand matin, pendant que nous dormions encore, ils repartirent dans le bois marécageux pour regagner leur batterie dévastée, ayant passé chez nous, comme ces vagabonds de la campagne qui vous demandent l'hospitalité pour la

nuit; on leur donne, dans la cuisine, une assiette de soupe, un coin de paille dans la grange ; ils s'en vont avec l'aube, et on ne les revoit jamais plus.

A deux ou trois jours de là, dans un moment d'accalmie, un de nous entra dans le bois, et alla jusqu'à la clairière où se trouvaient leurs canons. Les pièces avaient été emportées, il ne restait plus personne ; mais, au milieu des débris, dans les rayons d'une roue démolie, une chatte avait mis bas.

Il y avait aussi tout près, au milieu du marécage, une cabane de roseaux. Des centaines et des centaines d'obus étaient tombés autour, mais elle demeurait intacte. Et l'on était confondu de penser que si quelque amateur passionné de la chasse au canard avait fait la gageure de passer ici l'hiver, il aurait gagné son pari.

V. — LA BONNE VIEILLE ET LE FINANCIER

Deux jours encore à jouir de cette paix idyllique, avant de monter à la tranchée pour relever nos camarades. Ces dernières heures de vie libre vous remplissent d'une émotion vague, frémissante et alanguie. L'idée d'une menace prochaine agit sur l'âme un peu à la façon dont l'exalte l'amour. On regarde les choses autour de soi avec une sorte de ferveur. Tout émeut à l'excès; l'admiration, la tendresse vous oppressent. C'est trop peu dire que la nature est près de vous : elle est en vous. Vraiment on communie avec elle. Un sentiment d'un paganisme très ancien fait reconnaître en toute chose, dans un buisson, dans un arbre au milieu d'un champ, dans un mouvement des collines, mille forces obscures, qui peuvent avoir sur votre sort une influence inconnue, vous être secourables ou hostiles. A de telles heures, comme on comprend la croyance aux présages, leur force sur des esprits primitifs ! L'intelligence d'un homme dont la vie est en péril remonte d'un bond, semble-t-il, vers le commencement des âges. Il interroge l'oiseau qui vole. Le lièvre, qui d'un saut franchit la route, donne une couleur à sa pensée. Il n'y a pas jusqu'aux insectes qui ne paraissent, eux aussi, détenir une part d'un pouvoir mystérieux. Je prends garde en marchant de n'en écraser aucun; et je crois, ma parole, que j'aimerais mieux me fouler le pied que de détruire sous mon soulier une misérable fourmi, avec cet espoir inavoué qu'en ménageant une

vie, si petite soit-elle, la mienne sera aussi épargnée... Une bonté universelle, un peu niaise, un peu fade, un appétit de pureté, un désir de contrition envahit tout le cœur. Volontiers on s'y abandonne, car il y a là une enivrante douceur, et aussi la persuasion qu'on a dépouillé le vieil homme et qu'on est devenu meilleur. Pure apparence, simple illusion, où il faut bien reconnaître plus de faiblesse que de force, une descente et non pas une montée, une humiliation plutôt qu'une exaltation de la vie.

Pendant que, sur le banc d'Allez frères, je jouissais de ces derniers moments de lumière et de plein ciel, un long gémissement passe et s'enfuit au-dessus de nos têtes. Presque aussitôt, une lourde fumée s'élève du village que nous avons quitté l'autre jour, et le bruit de l'éclatement vient à peine d'ébranler l'air qu'un autre sifflement apporte sa fumée et son fracas. D'autres obus accourent, d'autres volcans jaillissent de ce petit tas de vie paisible accrochée à la colline. Il n'y a là-bas ni cathédrale, ni grand souvenir d'aucune sorte; mais nous y avons habité, nous y avons dormi quelques jours, nous y connaissons des visages, et ces obus qui tombent sur ce passé d'une heure, éveillent chez tous mes camarades une émotion autrement vive que le bombardement de Reims.

Depuis le seuil de notre abri, chacun cherche des yeux le coin où il avait sa paille, sa grange, son grenier, cite des noms, s'exclame. Moi, je pense à la vieille, une vieille femme pauvrette et ancienne comme la mère de Villon, chez qui j'avais trouvé un refuge, un palais, un lieu inaccessible aux rats, quelques mètres cubes de silence, un antre de solitude, et, là dedans, un lit, — un lit avec des draps! J'étais le seigneur de ce domaine, le seul bruit de ce silence, car ma vieille hôtesse faisait dans sa maison moins de tapage qu'une souris.

Quatre gravures romantiques, accrochées à la muraille dans des cadres de bois noir, me tenaient compagnie dans ce repos soustrait à l'agitation d'alentour. L'une, dans une pose alanguie, juste au-dessus de mon chevet, gardait les yeux baissés sur un livre posé devant elle, et son air, si l'on peut dire, frivolement pensif, laissait bien deviner ce qu'elle lisait : le Roman. L'autre, plus folle encore, représentait une femme agréable, les bras nus appuyés sur un coussin, les yeux levés au plafond,

et perdue dans un songe que semblait emprisonner la gaze posée sur ses cheveux. Cela s'appelait : la Rêverie. Dans le troisième cadre, on voyait une autre femme, naturellement jeune, et belle, elle aussi, vêtue d'une robe de brocart, et endormie à côté d'un rouet. Sa main droite semblait encore animer la roue légère, tandis que l'autre, qui avait lâché la quenouille, était retombée sur ses genoux. Titre et symbole : le Fil rompu. Enfin, la quatrième image figurait encore une femme (cette chambre était un vrai sérail!) habillée d'une tunique à la grecque, et coiffée de cheveux noirs, artistement dressés. Il était clair qu'aucune main passionnée n'avait porté dans ce chef-d'œuvre un désordre amoureux. Elle posait un doigt sur ses lèvres, et s'avançait parmi des ruines aussi géométriquement disposées que sa coiffure. C'était la Muse du Souvenir.

Au milieu du cataclysme qui s'abattait sur le village, que devenaient ma bonne vieille et ses quatre gravures démodées, qui faisaient à sa vie si humble un charmant décor romanesque? Ces pauvres petites personnes tenaient si peu de place, leur maison était si réduite, qu'il venait à peine à l'esprit qu'un obus pût la trouver. Et puis, il y avait à côté un affreux ménage d'ivrognes, rempli de cris et de disputes, et il semblait naturel que, si un malheur arrivait à ce petit pâté de maisons, la Providence ne pouvait pas moins faire que d'épargner la vieille en sacrifiant les ivrognes.

Mais quelle ombre de raison, quelle justice espérer d'une Providence qui s'exprime par le moyen d'un canonnier allemand! L'obus épargna les ivrognes et tomba juste chez ma vieille. Le lendemain, je courais au village. Avec quel plaisir j'y trouvai mon hôtesse encore en vie, sans une égratignure. Mais ma chambre! Mais mon lit! Par le plafond ouvert, le toit avait dégringolé sur le matelas et le sommier. Les murs n'avaient pas trop souffert, et je ne pus m'empêcher de sourire en revoyant mes charmantes amies, toujours vivantes sous leurs vitres brisées. L'événement désastreux n'avait pu les distraire de leurs aimables occupations. La Liseuse n'avait pas levé les yeux de son roman ; la Rêverie continuait de songer à ses folies, et, dans la poussière du plâtre, le voile posé sur ses cheveux ne semblait que plus aérien ; la Muse du Souvenir était chez elle au milieu des gravats. Quant à la Fileuse endormie, ni le tonnerre ni les plaintes n'avaient pu la réveiller.

Cependant, la bonne vieille me rapportait un peu de linge qu'elle m'avait blanchi la veille et qui, comme elle, dans la catastrophe, avait été précipité à la cave. Elle l'avait retiré des décombres, secoué, épousseté, bien plié. Mais quand je voulus la payer : « Non, non, monsieur, me dit-elle. Voyez! ce linge n'est pas propre, il est tout couvert de poussière. » Elle s'excusa mille fois de me le rendre dans un état pareil, et, ayant tout perdu, ne voulut rien accepter.

Cette humble et touchante bonté me ramène à la mémoire une autre histoire que voici. En septembre 1914, au moment où les Allemands arrivaient à marches forcées sur Paris, un financier, pris de panique, résolut de mettre en sûreté, loin de la Capitale, sa personne et son argent. Les trains étaient pris d'assaut, sa voiture réquisitionnée. Force lui fut de s'entendre avec un taxi-auto, pour se faire conduire à Bordeaux. Il se rend à sa banque, en retire son argent, — un ou deux millions, je crois, — met le tout dans une valise, monte dans le taxi et démarre. Arrivé en pleine campagne, au milieu des bois et des champs, il lui parut que son chauffeur avait une mine peu rassurante. La route non plus ne le tranquillisait guère. Elle n'était pourtant pas vide, ce jour-là! Mais le flot des émigrants, les bataillons de tirailleurs et de nègres qui remontaient vers Paris, et même les troupiers de France ne lui disaient rien qui vaille. Plus il allait, et plus le dos de son chauffeur l'inquiétait. L'idée lui vint, une idée fixe, de ne pas rester seul avec cet homme qu'il ne connaissait pas, au milieu de ce peuple étrange qu'il croisait ou dépassait sur la route, et de faire monter avec lui un compagnon dans sa voiture. Encore fallait-il découvrir quelqu'un qui lui parût honnête! Combien de femmes, pareilles à cette bonne vieille qui a blanchi mon linge, rencontra-t-il sur son chemin! Combien d'hommes, pareils à ceux avec lesquels je vis depuis trois ans, et qui portent sur eux l'honneur de toute une race!... Mais il faut croire que deux millions mettent des verres sombres sur les yeux et changent l'aspect de toutes choses. Mon financier arriva à Bordeaux, seul avec son chauffeur, n'ayant pas aperçu, sur les six cents kilomètres d'une grand'route de France, un seul visage d'honnête homme!

Voltaire, en d'autres temps, eût fait de ce capitaliste un vizir indien ou persan; ma bonne vieille fût devenue quelque bonne femme de Bengale ou de Chiraz. Dans la même fable

orientale, il les aurait réunis tous les deux, et, d'une main légère, eût jeté sur leur petite aventure la philosophie de Zadig.

J'étais presque arrivé aux arbres du canal, quand j'entendis courir derrière moi. C'était un tout jeune soldat, qui, à la vue de mon visage, s'arrêta aussi net que si une balle l'avait frappé. Il m'avait pris pour son frère, qu'il n'avait pas revu depuis trois ans, et dont on lui avait dit que le régiment cantonnait dans ces parages. Jamais je n'oublierai la confusion, la tristesse, tout ce qui en moins d'une seconde se marqua sur sa figure, quand, au lieu de trouver en moi l'être cher qu'il croyait revoir, il reconnut un étranger. Il s'en expliqua très vite, s'excusa, me dit adieu; et chacun de notre côté nous poursuivîmes notre chemin.

Jamais je n'ai causé une déception si vive! Il n'y avait en rien de ma faute dans ce qui venait de se passer, et pourtant il me semblait que je n'étais pas sans reproche. J'avais été pour cet enfant, dans la même minute, l'illusion, le bonheur et la cruauté de la vie... Ah! combien d'entre nous, qui, de tous nos désirs, courons après nos vies anciennes, nos espoirs, nos tendresses, comme ce soldat inconnu courait après moi sur la route, seront comme lui désenchantés et s'arrêteront interdits, balbutiant : « Je m'étais trompé! » en reconnaissant tout à coup le vrai visage de la vie...

La pluie s'était mise à tomber, ou plutôt un fin brouillard. Dans cette brume, une voix déclame :

Sept pasteurs, qui paissaient,
Se tenaient debout sur sept collines...

Une forme vague s'avance, la capote déboutonnée, l'allure un peu incertaine, et s'arrête un instant, comme pour prendre à témoin les collines qui disparaissent dans le soir.

... Attendant sept passants...

Un coup de canon, tout près de nous, suspend soudain son monologue. Une seconde, l'homme paraît choqué de cette réponse des collines, mais à ce moment il m'aperçoit, me salue avec son casque et d'un ton confidentiel :

... Attendant sept passants,
Qui ne devaient jamais passer.

Puis il remet son casque, me fait encore un beau salut, s'éloigne toujours monologuant, et ses accents d'homme trop gai vont rejoindre, dans le brouillard, la tristesse de l'autre garçon.

VI. — LA RUINE DANS LA NUIT

Ce soir, nous prenons la tranchée.

C'est l'heure où, en arrière des lignes, monte le vacarme confus, fait de pas de chevaux, de moteurs d'automobiles, de roulements de camions et de voitures, qui, à mesure que l'obscurité grandit, devient si fort, si continu, qu'on dirait que le sol lui-même n'est plus qu'une énorme charrette cahotante, portant sur ses essieux la nuit, le ciel et la lune avec... Quelque temps, nous avançons sur la route avec ce bruit. Puis, nous le laissons derrière nous, pour pénétrer dans ces régions que rien n'anime plus, le désert où serpentent les boyaux effondrés, remplis de boue couleur de lait. La route devient vide et blanche parmi les champs sans couleur. Au loin, la rumeur cahotante n'est plus qu'une chose intermittente, irréelle comme un appel effacé de la vie que nous venons d'abandonner. Les pieds enfoncent dans la boue, le cœur dans la désolation, ou plutôt dans l'étonnement d'errer à quarante ans, au milieu des ténèbres, sous ce ciel d'hiver étoilé, au fond d'une rigole de craie délayée par la pluie, avec un sac sur le dos et un fusil à la main. L'étonnement même disparaît; on devient la boue qui ruisselle, le boyau qui se brise, se plie et se déplie, le trou où l'on trébuche, le compagnon qui vous précède et celui qui vous suit; on est une conscience endormie que deux murs de terre conduisent. Un obus y fait du bruit, un cri d'oiseau y porte son frisson, un flot de souvenirs trop tendres l'envahit soudain et s'efface. Une idée fixe survit à tout : arriver, s'arrêter enfin, quelque part, n'importe où, mais échapper à la contrainte et aux caprices tortionnaires de ce boyau qui vous mène.

Le poste où je tombe, ce soir, est installé dans les sous-sols d'une ancienne ferme modèle, qui dresse fantastiquement ses murs sans toits sous la lune. Les quatre camarades que nous venons relever sont là, près de leur téléphone, autour d'une bougie, en train de jouer à la manille. On pourrait croire que notre apparition va les combler de joie. Mais non ! Depuis trois

ans, ils sont trop habitués à grogner contre toute chose pour manquer à cette habitude. Notre arrivée soudaine ne leur fait aucun plaisir. Pourquoi ne les a-t-on pas prévenus? Leur sac n'est pas fait! Il va falloir quitter la partie de manille, s'en aller dans la nuit, secouer cette torpeur qui vous engourdit dans ces trous. Mais en moins de cinq minutes, leurs yeux habitués aux ténèbres ont découvert dans l'obscurité moisie quelques objets épars. Ils les glissent dans leur sac, roulent leurs couvertures, jettent le tout sur leurs épaules, l'ajustent d'un mouvement rapide, prennent leur bidon, leur fusil; et les voilà partis, toujours grognants, mais enchantés.

Sur nos têtes, tout est détruit. Rien qu'un éboulis de murailles et de poutres calcinées. Quelques sacs de terre nous protègent; et le mieux qu'on puisse espérer, c'est qu'un obus achève de renverser sur nous ce qui reste des murailles, pour consolider l'abri. C'est un tombeau où nous entrons. Mais déjà, — force de la vie! — chacun de nous a reconnu, d'un coup d'œil, ce qui peut lui être agréable dans cette obscurité moisie, qu'une chandelle éclaire. Le garçon de café, qui m'accompagne, est tout de suite réjoui par une plaque de marbre noir, posée sur quatre pieds, qui donne à notre trou je ne sais quel air de réfectoire ou de caveau pour chansonniers. Un autre, petit propriétaire de Saintonge, bavard et fort écrivassier, cherche sa vie dans le fumier des livres laissés par nos prédécesseurs. Un troisième, premier jardinier chez un prince russe à Neuilly, ne trouve ici rien qui lui plaise. Moi, caporal et chef de poste, je prends d'autorité un étonnant fauteuil Voltaire placé devant le téléphone. Et la longue veillée commence, la longue veillée de trois semaines sous la lumière d'une bougie, dont la taille et surtout les circonstances font un vrai cierge funèbre.

O plein ciel! ô liberté! ô lumière, que je vous regrette! Nous voici prisonniers d'une prison sans portes, sans verrous, sans barrières, mais plus strictement enfermés par les consignes idéales que par la plus rigide clôture, et vraiment séparés du monde par ces lignes de fil de fer barbelé, ces hautes herbes non fauchées, et l'inextricable dédale des boyaux et des tranchées! Et pourtant, si fastidieux que soit cet engourdissement dans l'ombre du péril, je le préfère encore à la vie de pelle et de pioche que nous avons menée quelque temps. Le danger partout suspendu, le sentiment de l'existence à chaque instant

menacée, empêche l'esprit de glisser jusqu'au fond du morne ennui, et confère aux plus humbles gestes, de l'accent, de la gravité, et presque de la noblesse. Enlever sa veste, la remettre, s'équiper pour sortir, s'asseoir pour déjeuner, trinquer avec un camarade, ces menus événements, qui sont en tous lieux la vie même, prennent ici, sans qu'on s'en doute, une sorte de solennité, par le sentiment secret, toujours prêt à surgir au seuil de la conscience, que chacun de ces gestes, sans intérêt par lui-même, on l'accomplit peut-être pour la dernière fois. Cela jette un peu de lumière dans la pénombre de la cave, et donne à l'existence ce caractère presque sacré que la destruction prête à la plus humble demeure quand brûlée, ravagée, détruite, il ne reste vraiment entre ses murs désolés que cette simple idée : ici fut un foyer, ici il y avait sentiment et chaleur. Malgré soi l'esprit s'arrête, l'espace d'un éclair, sur ces gestes habituels, auxquels jamais auparavant on n'avait fait attention, comme les yeux s'attachent à ces pauvres maisons de village, qu'on ne songeait guère à regarder quand elles étaient intactes, et qui deviennent si touchantes du fait de leur désolation et de la menace qui plane sur elles d'être plus détruites encore.

Que de fois, dans ces heures de cave, je me suis rappelé mes dernières heures de vie libre! C'était loin, très loin d'ici, sur le bord d'un petit estuaire breton. Je regardais, à travers les branches des pommiers, glisser les voiles des pêcheurs qui s'en allaient vers Dinan ou Saint-Malo. Rien ne donne autant qu'une voile l'impression de la paix, d'une vie facile et limpide. Déjà, la raison prévoyait comment s'achèverait cette journée si calme, mais le cœur n'y voulait pas croire. Les heures passaient, ramenant leurs occupations habituelles, les gens aux mêmes travaux, les bêtes dans le même pré, les ombres à la même place; et rien de nouveau ne venait bouleverser l'ordre coutumier des choses. L'oreille inquiète épiait dans l'air un bruit, mais l'air demeurait silencieux, ou plutôt animé de ces bruits pacifiques qui sont le silence des champs. Tranquillement, le soir venait. A la minute, à la seconde prévue sur le calendrier des marées, la mer commença de descendre, découvrant de vastes espaces de boue plissée, brillante, miroitante comme des soies grises. Les mouettes, en troupes innombrables, s'abattaient sur ces étendues soyeuses, les courlis poussaient leur cri angoissé. Nous prenions le thé sur la terrasse. La rivière, agitée par le reflux,

clapotait doucement sur les canots à fond plat, avec lesquels les hommes du pays font la pêche à Terre-Neuve. Et le bruit, que depuis le matin l'oreille anxieuse épiait, la première sonnerie de cloches qui s'élança d'un clocher, fut si lointaine, si assourdie, si légère, qu'elle fut, un moment, couverte par ce clapotis de l'eau et le petit bruit des cuillères que nous agitions dans nos tasses. Nous eûmes le sentiment d'une émotion de l'air, avant même que nos oreilles en aient perçu la rumeur. Déjà, d'autres cloches lointaines commençaient à sonner, ne laissant plus aucun doute, et pourtant nous doutions encore. Puis tout à coup, de notre église, un son écrasant, massif, s'abattit sur nos têtes, refoulant l'absurde espoir que nous avions gardé encore quelques secondes. Quelques secondes! Un siècle gagné sur l'effroyable certitude, un monde qui n'existait déjà plus...

Le soir même, un vieux fermier, qui, lui, avait fait l'autre guerre, m'emmenait prendre le train à six kilomètres de là. Jusqu'à la gare, pas un village, pas même une maison. Seule, à mi-route à peu près, une de ces demeures abandonnées, comme on en voit dans les campagnes, et que l'imagination peuple volontiers de ses fantômes. Sur ses murs lézardés, une affiche, fraîchement collée, l'ordre de mobilisation, précisait durement tout ce que les clochers avaient jeté dans l'air avec émotion et tendresse. La blancheur de cette affiche pouvait-elle effrayer le cheval, vieux comme son maître, qui traînait la carriole? ou bien, ces murs abandonnés étaient-ils d'un triste présage dans cette campagne bretonne toujours un peu hallucinée? Quand nous passâmes devant la ruine, le vieux fermier se signa largement, comme il faisait d'ailleurs chaque fois que sa bête quittait le pas pour prendre une allure un peu plus vive. Mais dans l'état d'esprit où je me trouvais ce soir-là, il me sembla que ce signe de croix mettait sous la protection divine toutes les choses invisibles, immenses, indéterminées comme le destin lui-même, contenues dans ce carré de papier, qui brillait, sur le mur ruiné, d'un brutal éclat dans la nuit.

Longtemps après, revenant en permission, traîné par le même cheval, dans la même saison et presque à la même heure, je suis repassé devant la ruine. Les fantômes qui s'élevaient de ces pierres écroulées n'étaient plus, hélas! les fan-

tômes d'une imagination qui s'abandonne, presque pour son plaisir, au trouble de la solitude. Au-dessous des petits drapeaux croisés, dont les couleurs avaient déteint, l'ordre de mobilisation déchiré par le vent, délavé par la pluie, était devenu presque illisible. Mais sur l'affiche sans couleur, quelle histoire je lisais, que de noms écrits d'une encre qu'aucune pluie ne pourra effacer! Les ombres de mes amis disparus m'attendaient au bord du fossé, pareilles à ces gens fatigués d'un long chemin, qui se retournent au bruit d'une voiture, et, reconnaissant avec joie quelqu'un de leur village, montent dans la carriole et achèvent la route avec lui. Ils étaient là, tous ceux avec qui je me suis tant de fois promené sur des sentiers si divers, tantôt suivant dans les rues de Paris une idée fuyante et rapide, tantôt prêtant l'oreille, au fond d'une campagne du Périgord ou de Charente, au son de leur cor attardé. Les uns étaient l'inquiétude d'une pensée tourmentée, toujours active à se détruire elle-même ; les autres le repos dans la tradition la plus paisible. L'amitié seule réunissait en moi leurs esprits différents, qui sans doute auraient été surpris et bien embarrassés de se trouver ensemble. Mais la mort a tôt fait de supprimer les différences que mettent entre les hommes mille circonstances particulières. Tous ces êtres qui, de leur vivant, n'auraient pas eu quatre mots à se dire, aujourd'hui ils sont réunis par des traits profonds de leur âme qui naguère leur échappaient à eux-mêmes. A tout moment, mon souvenir me ramène vers eux; je les revois tels qu'ils étaient dans les jours de leur vie qui fut la mienne. Mais souvent aussi, leurs visages, leurs gestes et leurs voix se confondent pour ne plus laisser devant mes yeux que la figure pareille que leur a donnée le destin... Si la mort continue de ce bras-là, et que nous échappions nous-mêmes, il ne nous restera plus un ami, j'entends de ces amis avec lesquels on peut demeurer indéfiniment sans rien dire. Quelle existence pour les gens de notre âge qui échapperont à ce carnage ! Ils vivront comme les vieillards de souvenirs et de regrets. Le monde pour chacun de nous, c'est dix personnes que l'on aime.. Que de ravages dans ces petits univers !

JERÔME ET JEAN THARAUD.

(A suivre.)

L'ARGENT ET L'OR

AU COURS DE LA GUERRE

I. — HAUSSE DE L'ARGENT

Parmi les phénomènes économiques qui sont nés de la guerre, il en est un qui mérite de retenir notre attention : c'est la hausse de l'argent, qui, depuis un tiers de siècle, avait perdu, chez la plupart des grandes nations, sa vertu monétaire et qui semblait, par cela même, condamné à ne pas se relever de la dépréciation qu'il avait subie. Mais voici que ce métal blanc, à 15 grammes et demi duquel notre loi de germinal an XI avait attribué une valeur correspondant à un gramme d'or et dont la cote, en 1902, était descendue si bas qu'il fallait alors 42 grammes d'argent pour acheter un gramme d'or, voici que ce paria métallique se relève! Au début de la guerre, le gramme d'argent ne valait que 8 centimes environ ; il s'est relevé en 1915 à 10, en 1916 à 15 centimes, et en octobre 1918 il est aux environs de 17 centimes, c'est-à-dire qu'il se rapproche du prix de 20 centimes que lui assignait notre loi fondamentale de 1803, qui autorisait la libre frappe des monnaies d'or et d'argent.

Ce n'est pas là une des moindres surprises parmi celles que la guerre nous a réservées. Il avait semblé à beaucoup de bons esprits que, l'emploi essentiel de l'argent étant la frappe monétaire, du moment où, dans la plupart des pays modernes, cette frappe était suspendue, que chez quelques-uns seulement force libératoire était conservée à d'anciennes pièces, que chez presque tous l'argent ne servait plus qu'à fabriquer les mon-

naies d'appoint dont le pouvoir libératoire était limité à une très faible somme, ce métal était irrévocablement condamné. Après avoir perdu une proportion de plus en plus forte de sa valeur par rapport à l'or, il paraissait destiné à ne jamais revoir les cours de l'époque où il partageait avec le métal jaune le privilège de permettre à ses détenteurs d'acquitter, par son moyen, leurs dettes de n'importe quel montant.

Et néanmoins l'argent est remonté à un cours qu'il n'avait pas connu depuis 1875. L'on a pu se demander un moment s'il n'allait pas regagner celui d'avant 1870, c'est-à-dire le pair de l'or, dans le rapport célèbre de 15 et demi à un. Voici que se dresse tout à coup devant nous le souvenir des ardentes controverses monétaires qui ont rempli le dernier quart du XIXe siècle, qui ont agité l'Europe et l'Amérique, formé le thème principal des campagnes électorales lors de deux élections présidentielles aux États-Unis, et que nous croyions ensevelies à tout jamais dans les ténèbres d'un passé que bien peu d'entre nous s'attendaient à voir revivre! Les partisans les plus acharnés du métal argent ou plutôt du bimétallisme, dans leurs rêves les plus ambitieux, ne prédisaient pas à leur favori un pareil retour de fortune. Les imaginations se mettent de la partie : certains prophètes déclarent qu'il n'y aurait rien d'impossible à ce que le pair monétaire, c'est-à-dire le rapport de 1 à 15 et demi, fût dépassé et que, dans un avenir prochain, le prix du kilogramme d'argent s'élevât à un niveau tel que ce ne fût plus un poids de 15 et demi, mais de 15, 14, 12 grammes d'argent qui suffit à acheter un gramme d'or. L'argent n'ayant plus vertu monétaire dans les principaux pays du monde, nous arriverions à cette situation paradoxale que le fait même de sa démonétisation, qui a été pendant longtemps une cause permanente de dépréciation, favorisât une hausse, évidemment passagère, mais qui se maintiendrait aussi longtemps que dureraient les circonstances exceptionnelles qui l'auraient provoquée.

II. — HISTORIQUE DES MÉTAUX PRÉCIEUX AVANT LE XIXe SIÈCLE

Pour bien comprendre cette succession de phénomènes, il est utile de rappeler le rôle joué par l'or et l'argent dans l'histoire monétaire du monde, l'influence considérable exercée pendant les deux premiers tiers du XIXe siècle par la législation fran-

çaise de l'an XI, la rupture d'équilibre qui s'est produite, de 1871 à nos jours, par suite de l'adoption, dans la plupart des grands pays du monde, de l'étalon d'or. Ce n'est qu'après avoir résumé ces événements multiples et divers, après avoir remis sous les yeux du lecteur quelques données relatives à la production des deux métaux précieux, que nous pourrons comprendre et expliquer ce qui s'est passé sur ce domaine depuis la déclaration de guerre. Nous montrerons ensuite l'effet inattendu de la hausse des prix sur les entreprises aurifères. Nous essaierons, en manière de conclusion, de prévoir ce que l'avenir nous réserve à cet égard, à quels événements monétaires nous devons nous attendre au lendemain de la paix. Nous nous demanderons si ces perspectives ne devraient pas nous dicter certaines résolutions immédiates, de nature à la fois à soulager nos budgets dans le présent et à leur éviter des mécomptes dans l'avenir.

L'or et l'argent sont loin d'avoir été dans le passé et même d'être dans le présent les seules matières constitutives de la monnaie. Mais, déjà dans les civilisations grecque et romaine, ils tenaient une place prépondérante. Cette importance n'a fait que s'accentuer au cours du Moyen âge et des temps plus récents. Les grandes sources auxquelles se sont alimentées les nations modernes sont les deux Amériques, qui ont été, depuis quatre siècles, leurs principaux fournisseurs d'or et d'argent. A partir du moment où Christophe Colomb eut découvert le Nouveau Monde, une production annuelle ininterrompue augmenta sans relâche les stocks monétaires du globe. D'autres régions, l'Australie, l'Afrique du Sud, le Japon, la Chine, l'Inde, la Sibérie apportèrent leur contingent, en sorte que le ravitaillement monétaire des nations ne s'arrêtait pas. Celles-ci avaient d'ailleurs, sous ce rapport, des besoins croissants à satisfaire, tant en raison du développement de leur population que de celui de leur richesse. Considérons les États-Unis, dont la population, de 1873 à 1914, a augmenté d'à peu près 40 pour 100. Pendant la même période, le stock monétaire d'or et d'argent a passé de 3 à 26 dollars par tête : il s'est donc accru dans la proportion de un à huit par habitant, ce qui veut dire que le total en est aujourd'hui douze fois supérieur à ce qu'il était il y a une quarantaine d'années. Cette accélération de la constitution des

réserves métalliques a été également, à des degrés divers, la règle chez la plupart des nations européennes.

Sans insister sur ce qui s'est passé dans l'antiquité et au Moyen âge, rappelons les traits essentiels de l'histoire monétaire de l'humanité depuis la fin du XVe siècle. A ce moment, le stock européen était singulièrement réduit : on ne croit pas qu'il dépassât beaucoup un milliard à la veille de la découverte de Christophe Colomb. En 1850, il était de 50 milliards de francs, dont un tiers en or et deux tiers en argent, celui-ci étant compté à sa valeur monétaire française, c'est-à-dire dans le rapport de 1 à 15 et demi. A partir de 1851, la production prit une allure encore bien plus rapide ; au cours des vingt-cinq années qui se terminent en 1875, elle atteignit presque la moitié de ce qu'elle avait été de 1493 à 1850; c'est-à-dire en 658 ans. Un autre trait caractéristique de la période 1850-1875 fut la prédominance de la production de l'or, qui dépassa 16 milliards, tandis que celle de l'argent représenta 7 milliards. Ce phénomène, dû à l'apport considérable de la Californie et de l'Australie, ne fit que s'accentuer au cours des années récentes. Dans le dernier quart du XIXe siècle, l'Afrique du Sud entra en scène et, grâce à elle, la récolte annuelle de l'or s'éleva, à son point culminant, jusqu'à 2500 millions. Pour les trente-sept années ayant pris fin en 1912, la production de l'or a atteint 44 milliards et celle de l'argent 36 milliards de francs. En ajoutant 9 milliards d'or et 6 milliards d'argent pour les quatre années 1913-1916, nous trouvons que la production, depuis 1493 jusqu'à ce jour, a été de 85 milliards d'or et 83 milliards d'argent.

Si ces chiffres, surtout pour la période contemporaine, présentent un degré de certitude notable, la statistique des monnaies qui existent dans le monde est beaucoup plus difficile à établir. On ne peut calculer avec précision quels ont été les emplois industriels des deux métaux. Cette statistique n'a d'ailleurs pas grand intérêt en ce qui concerne l'or, parce que la frappe en est libre à peu près partout et que les lingots peuvent ainsi, à tout moment, être transformés en monnaies et inversement. Certains gouvernements ont interdit la fonte des monnaies; mais cette défense ne survivra sans doute pas à la guerre; tout au moins disparaîtra-t-elle avec le cours forcé. Ce jour-là cessera aussi la prime qui se pratique actuellement

sur le métal jaune. La totalité de l'or, sous quelque forme qu'il existe, a donc la même valeur, c'est-à-dire 3 444 francs par kilogramme de fin. La plupart des banques d'émission conservent une partie de leur encaisse or sous forme de barres, qu'elles évaluent dans leur bilan pour le nombre d'unités monétaires du pays qu'elles peuvent servir à fabriquer.

En ce qui concerne l'argent, la situation n'est pas la même. La frappe n'en étant pas libre, les lingots ne peuvent être assimilés aux espèces. La Banque de France, en 1900 par exemple, faisait figurer à son actif 1 200 millions d'écus d'argent comptés à leur valeur nominale. Si elle avait dû évaluer cette quantité au prix marchand du métal contenu dans les pièces, c'est-à-dire environ 45 pour 100 du pair, elle eût dû l'inscrire pour 540 millions seulement. Un calcul analogue arrêté aujourd'hui nous conduirait à un milliard.

L'encaisse des principales banques d'émission du monde, qui se monte en 1918 à une trentaine de milliards de francs, consiste presque entièrement en or. Cette prédominance du métal jaune résulte du fait que l'étalon d'or existe presque partout, que l'argent n'est plus frappé librement et que, là où il subsiste des monnaies d'argent à force libératoire, la quantité n'en augmente plus.

III. — LA LOI FRANÇAISE DE GERMINAL AN XI ET LE RÉGIME MONÉTAIRE DES PRINCIPALES NATIONS DE 1803 A 1914

Une question non moins intéressante que celle de la production et du stock des deux métaux est celle de leur valeur respective. Alors que, dans l'ancienne Grèce et le monde asiatico-hellénique, le rapport paraît avoir oscillé entre 1 à 14 au temps de Périclès, 1 à 12 au temps de Platon, 1 à 10 au temps de Ménandre, il avait une tendance marquée, vers la fin du XVIIIe siècle de l'ère chrétienne, à se rapprocher de la proportion de 1 à 15 et demi, qui fut adoptée en France.

La loi de Germinal an XI est celle qui nous régit, sauf la modification qui est résultée de la suspension de la libre frappe de l'argent. Elle disposait que l'unité monétaire serait le franc, constitué par 5 grammes d'argent à neuf dixièmes de fin. Elle autorisait la frappe de monnaies d'or dont la valeur, à poids égal et au même titre de neuf dixièmes de fin, serait

15 fois et demie supérieure à celle des pièces d'argent. Cette législation a rayonné sur le monde pendant deux tiers de siècle. La puissance économique de la France, ses amples ressources métalliques assuraient au système adopté par elle une grande influence sur celui des autres nations. Ce fut le régime connu sous le nom de bimétallisme, parce qu'il comportait deux métaux à force libératoire, dont la frappe illimitée était permise aux particuliers comme à l'État : il fut, en fait ou en droit, celui de la plupart des pays civilisés de l'époque, à l'exception de la Grande-Bretagne qui, dès le lendemain des guerres du Premier Empire, avait institué chez elle le monométallisme or. Lorsque au contraire la Russie, en 1839, reprit les paiements en espèces, elles créa un rouble métallique qui était représenté indifféremment par l'or ou l'argent, dans la proportion de 1 à 16.

Jusque vers 1850, la question de la valeur relative des deux métaux ne joue pas un rôle important dans les préoccupations des économistes ni des hommes d'État. A partir de 1850, l'influence des découvertes californiennes, puis australiennes se fait sentir; la production aurifère augmente brusquement ; l'argent marque une tendance à la hausse. Dès 1850, il s'élève à 61 et demi ; en 1851 le cours moyen de l'année se maintient à 61 ; à partir de l'année suivante et jusqu'en 1862, il est constamment au-dessus de 61 ; en 1859 il atteint 62 ; ce fut le point culminant de la courbe, marquant l'époque où le développement rapide des mines d'or inquiéta certains économistes au point que Michel Chevalier songea à proposer la démonétisation du métal jaune. Pendant les années suivantes, un léger fléchissement se fit sentir : mais, en 1872, le cours moyen dépassait encore 60. A partir de 1873, la physionomie change complètement. L'Allemagne accomplit alors sa réforme monétaire et adopte l'étalon d'or : elle interdit la libre frappe de l'argent et, tout en conservant provisoirement leur force libératoire aux anciennes pièces d'un thaler, elle réalise, sous forme de lingots, sur le marché de Londres, la partie de ces thalers qui lui paraissait dépasser les besoins de sa circulation. Sous l'influence de cette législation et des ventes qui en furent la conséquence, le marché du métal fléchit considérablement : le cours tombe à 56 en 1875, à 52 en 1876.

L'exemple de l'Allemagne entraîne des imitateurs. La Suède, la Norvège et le Danemark forment une union monétaire fondée

sur l'étalon d'or. L'Égypte, puis la Tunisie l'adoptent. La Hollande supprime la libre frappe de l'argent. L'Union latine à son tour est obligée d'entrer dans la même voie; les lingots de métal blanc affluaient chez elle pour se transformer en pièces libératoires dont la valeur nominale dépassait de plus en plus la valeur métallique. Nous commençâmes par fermer nos Hôtels des Monnaies à la libre frappe des écus par les particuliers. Bientôt les gouvernements se l'interdirent à eux-mêmes et ne se réservèrent que le droit de fabriquer des monnaies divisionnaires. Un moment arriva où les associés de l'Union latine prirent des engagements réciproques pour déterminer les contingents de ces monnaies divisionnaires en raison de la population.

Il semblait que de toutes parts on s'acheminât vers l'étalon d'or; l'argent passait au second plan, en dépit de la place qu'il tenait encore aux Indes, en Indo-Chine, en Chine, au Japon, au Mexique et dans divers pays qui gravitaient plus ou moins dans l'orbite des vastes empires d'Extrême-Orient.

Un facteur puissant essaya à ce moment de se jeter en travers du courant qui entraînait le métal blanc vers les niveaux inférieurs. Les États-Unis instaurèrent en 1878 une législation monétaire nouvelle, dans le dessein avéré de rendre au métal blanc son antique valeur : la loi Bland ordonna, en 1878, l'achat mensuel et la frappe, par le Trésor fédéral, de 2 millions de dollars d'argent. Douze ans plus tard, en 1890, le Parlement de Washington, considérant qu'il n'avait pas obtenu le résultat espéré, vota la loi Sherman, qui fit plus que doubler le chiffre des achats : elle encombra les caves du Trésor fédéral de métal blanc, qui, cette fois, n'était plus monnayé, mais gageait, sous forme de lingots, une émission de billets d'État, dits *Treasury notes*, billets du Trésor de 1890. Sous l'influence de cette introduction de quantités croissantes d'argent dans la circulation américaine, des inquiétudes commencèrent à se répandre dans le public, à l'intérieur et au dehors, au sujet de la valeur intrinsèque de l'unité monétaire, le dollar. Jusque-là, il n'avait pas cessé d'être considéré comme une monnaie d'or; tous les billets des États-Unis étaient remboursables en métal jaune. On se demanda s'il ne viendrait pas un moment où l'argent le remplacerait comme étalon. Cette crainte détermina la crise de 1893, une des plus violentes qu'aient connues les marchés d'outre-Atlantique.

L'Europe retira une grande partie des crédits qu'elle leur avait consentis et réalisa, en quantités énormes, les titres américains qu'elle avait en portefeuille. Le président Cleveland comprit qu'il fallait mettre un terme à la ruineuse expérience inaugurée par la loi Bland, poursuivie par la loi Sherman; au cours de l'automne 1893, il obtint du Congrès le rappel de cette dernière.

Vers la même époque, le gouvernement de Calcutta supprima la libre frappe de la roupie, monnaie d'argent qui, jusque-là, servait d'étalon aux Indes, et inaugura ainsi une politique qui devait, par une série de mesures, assurer à cette roupie une valeur fixe en or. Avant la fin du XIXe siècle, la Russie, le Japon, l'Autriche-Hongrie instituèrent l'étalon d'or. Chez cette dernière Puissance, la reprise des paiements en espèces n'était pas encore effective en 1914. Depuis lors, la monarchie dualiste est retombée dans les affres du papier-monnaie, au milieu desquelles elle n'avait cessé de se débattre au cours du XIXe siècle. En 1905, le Mexique lui-même, qui est un des principaux producteurs du métal blanc, donna à sa piastre une valeur de 2 francs 58 en or. Cet ensemble de mesures, prises dans les diverses parties du monde, ne manqua pas d'exercer une influence déprimante sur les cours du métal blanc : l'once standard tomba à 21 en 1902; elle était à 25 à la veille de la guerre actuelle, c'est-à-dire que, au commencement du siècle, l'argent perdit un moment près des deux tiers de sa valeur par rapport à l'or, et qu'avant que les hostilités eussent éclaté, il y a trois ans, il n'en avait pas encore reconquis la moitié.

IV. — EFFETS DE LA GUERRE ACTUELLE

Ce n'est que depuis 1916 que la hausse de l'argent s'est accélérée et intensifiée. Durant les derniers mois de 1914 et pendant l'année 1915, le cours n'en avait pas dépassé 27 pence. Mais en 1916 celui de 37 fut atteint; au milieu de l'année 1917 commença à se dessiner une hausse rapide, qui porta un moment l'once à 55 pence. A l'heure où nous écrivons, on est revenu aux environs de 49, ce qui représente un niveau supérieur d'environ deux tiers à celui de l'avant-guerre.

La hausse a eu pour conséquence un phénomène qui s'est manifesté sur maint domaine au cours des dernières années. Les

gouvernements ont voulu intervenir sur le marché et s'assurer, dans la mesure du possible, le monopole. En ce moment même, il est question de pourparlers entre les autorités fédérales de Washington et la Grande-Bretagne à l'effet de procurer à cette dernière le métal dont elle a besoin en Europe et surtout aux Indes. Toute la production américaine serait réquisitionnée à un prix qui serait fixé aux environs d'un dollar l'once.

L'un des effets les plus curieux de la hausse est de donner aux monnaies d'argent d'un certain nombre de pays une valeur intrinsèque supérieure à leur valeur nominale, et, par conséquent, d'en déterminer la disparition. Aussitôt, en effet, que le métal contenu dans les pièces peut être réalisé à un prix qui dépasse leur valeur légale, les porteurs ont intérêt à fondre les pièces et à vendre le lingot sorti du creuset.

Les monnaies qui étaient frappées selon l'ancien rapport de 1 à 15 et demi demeureront insensibles à la hausse de l'argent aussi longtemps que le cours n'atteindra pas le niveau qui représente la parité d'un poids de métal jaune avec quinze poids et demi de métal blanc. Là où les monnaies d'argent ont été frappées dans un rapport plus élevé, c'est-à-dire où, pour chaque unité monétaire d'or, on a mis une plus forte quantité d'argent dans les pièces correspondantes, le cours auquel il y a intérêt à vendre le lingot est d'autant moins élevé que cette quantité est plus considérable. Voici, par exemple, la piastre mexicaine qui contient 27 grammes, à 902 millièmes de fin d'argent et à qui la loi monétaire ne reconnaît qu'une valeur en or égale à celle de 833 milligrammes d'or à 900 millièmes de fin, c'est-à-dire de 2 fr. 58. Ces 27 grammes, au cours de 50 deniers l'once, valent 4 fr. 50. La roupie d'argent, à qui la loi de 1893 a attribué une valeur en or de 16 pence, contient une quantité d'argent fin telle que, dès que le cours dépasse 43 pence, le métal contenu dans la roupie vaut plus que sa valeur nominale, exprimée en or.

Le gouvernement indien, très ému par la hausse, a pris en 1917 des mesures interdisant aux particuliers l'importation du métal, et leur défendant de fondre des monnaies. On a été jusqu'à proposer de décréter la refonte des roupies existantes, de manière à en fabriquer trois nouvelles au moyen de deux anciennes, réduisant ainsi d'un tiers la teneur en métal fin de chaque pièce. Les auteurs de ce plan s'appuyaient sur le fait

que, la rupee étant désormais échangeable contre de l'or, la pièce d'argent qui porte ce nom n'est plus qu'une monnaie représentative de valeur *(token money)*, et qu'il importe peu, dès lors, que la teneur en soit plus ou moins élevée. C'est un point délicat, dont la discussion exigerait l'examen approfondi du système indien tout entier. D'autre part, ajoutaient-ils, grâce à la hausse récente, le poids d'argent fin contenu dans la nouvelle pièce à teneur réduite aurait une valeur égale à celle qu'avait il y a quinze ans une quantité de métal supérieure de 50 pour 100 à celle que l'on conserverait dans la nouvelle rupee. Mais ils oublient de nous dire quelle en sera la valeur dans l'avenir.

Parmi les pays dont la monnaie se trouve avoir repris une valeur marchande très supérieure à celle que la loi lui assignait, on peut citer les Républiques de l'Amérique centrale. Chez plusieurs d'entre elles, le phénomène a fait éclore des programmes de transformation de leur régime monétaire. Elles profiteraient de la conjoncture actuelle pour passer de l'étalon d'argent à l'étalon d'or. A cet effet, elles réaliseraient leur stock de métal blanc et se procureraient, en échange, du métal jaune, dont la quantité ainsi obtenue leur fournirait un nombre d'unités monétaires supérieur à celui qui était représenté par les pièces d'argent. Diverses difficultés ont empêché jusqu'ici la réalisation de ces idées, nées à la suite du déplacement de cours du métal blanc.

D'une façon générale, les monnaies d'argent des différents pays tendent à disparaître, en tant que signes monétaires, à partir du moment où la valeur marchande du métal dont elles sont faites dépasse la valeur nominale que leur attribue la loi de leur pays d'origine. Ce point se calcule d'après la teneur et le poids des espèces; il s'élève en raison de l'usure déterminée par le frai, qui a pu diminuer, dans les limites de la tolérance légale, le titre des pièces, du coût de la fonte et de l'expédition du métal aux endroits où il peut être vendu.

En temps normal, il y avait peu de chances pour que cette hypothèse se réalisât. La circulation métallique de la plupart des pays paraissait plutôt saturée de pièces de métal blanc. La production mondiale avait suivi une marche ascensionnelle rapide : de 2 326 000 kilogrammes en 1880, elle avait passé à 7 134 000 en 1912, c'est-à-dire qu'elle avait triplé. Pendant la

même période, celle de l'or avait plus que quadruplé, passant de 160 000 à 703 000 kilogrammes. Presque partout l'étalon d'or existait; les monnaies d'or, indépendamment du fait qu'elles ont force libératoire, étaient préférées par le public, parce qu'à poids égal elles représentaient une valeur bien supérieure à celle des disques d'argent.

Mais la guerre a tout bouleversé : chez la plupart des belligérants, le cours forcé existe en droit ou en fait; l'or est retenu dans les caves des banques d'émission, dont les billets ont été multipliés; le libre trafic de l'or a été suspendu, l'exportation en a été interdite. Les espèces d'argent et de billon sont restées les seules monnaies métalliques en circulation. Le public s'est jeté sur elles, moins pour les employer comme instruments de paiement que pour les mettre de côté. Cette thésaurisation ne porte pas seulement sur les monnaies qui ont conservé pleine force libératoire, comme les écus de cinq francs dans l'Union latine, le dollar d'argent aux États-Unis, la piastre indochinoise dans notre empire d'Extrême-Orient, la roupie aux Indes, le peso au Mexique, mais sur les monnaies divisionnaires avec lesquelles, d'après la loi, le débiteur ne peut se libérer que jusqu'à concurrence d'un faible montant. Les pièces de deux francs, d'un franc, de cinquante centimes disparaissent de notre circulation aussi vite qu'elles y sont versées. Et cependant notre gouvernement en frappe sans relâche des quantités importantes. Mais c'est un véritable tonneau des Danaïdes dans lequel elles s'engouffrent. La hausse récente du métal n'a fait qu'accélérer ce mouvement chez nous et à l'étranger.

Lorsque l'orientation du monde vers l'étalon d'or s'accentua après 1870, l'un des soucis de notre gouvernement fut d'abord d'empêcher notre stock d'argent de s'accroître et ensuite de s'en défaire. L'histoire de l'Union latine, fondée pour se garer des conséquences de la hausse du métal blanc, ne fut bientôt que celle d'une série de mesures prises par les divers associés pour se défendre contre les effets de la baisse de l'argent. Ils commencèrent par interdire la libre frappe de pièces libératoires aux particuliers, puis aux États eux-mêmes; ils limitèrent la frappe des monnaies divisionnaires et prirent des mesures pour régler, en cas de dissolution de l'Union, la reprise par chaque nation des pièces d'argent à son effigie. Les

ministres des Finances, les gouverneurs des Instituts d'émission n'avaient qu'une crainte : celle de se voir accablés sous un déluge d'écus, dont chacun cherchait à détourner le flot menaçant sur son voisin.

Chez nous, la Banque de France se félicitait chaque fois qu'un bilan constatait une diminution de l'encaisse d'argent. Nous transformions nos écus en monnaies divisionnaires, nous en expédiions le plus possible dans nos possessions d'Afrique. Au début de la guerre, le stock d'argent de la Banque qui, vers 1890, était encore de 1 200 millions, était descendu à 600 millions. Aujourd'hui, il est tombé à 300 ; et, si la Banque le voulait, il serait réduit demain à zéro, puisque le public absorberait volontiers tout ce qu'on lui donnerait en fait de monnaies d'argent. Il les thésaurise d'une façon irréfléchie, comme il thésaurisait, en 1914, les pièces d'or dont, sous l'influence d'une campagne patriotique, il a rapporté la majeure partie à la Banque de France, comme il thésaurise encore les billets. Il faut espérer que, mieux éclairés et avertis, nos compatriotes comprendront que ces accumulations de réserves monétaires, non seulement ne leur sont d'aucune utilité, mais nuisent à l'intérêt national.

En tout cas l'État n'a aucune raison de favoriser les retraits en continuant les frappes. Notre circulation est plus abondamment pourvue d'instruments d'échange et de paiement que jamais : l'émission de la Banque de France est quintuple de ce qu'elle était à la veille de la guerre. En admettant que la disparition momentanée de l'or exige 2 milliards de billets de plus qu'en 1914, que, par suite de l'habitude prise de régler la plupart des transactions au comptant et de la hausse générale des prix, il en faille quatre ou cinq supplémentaires, on voit que le chiffre actuel de 30 milliards de billets dépasse les besoins de nos échanges intérieurs. Ce n'est pas eux qui réclament les millions de pièces divisionnaires que la Monnaie fournit sans relâche ; ou plutôt, s'ils les réclament, c'est que les pièces, au lieu de rester en circulation, sont enfermées dans des serres où elles demeurent stériles. Il convient donc d'en arrêter la frappe, qui coûte d'autant plus cher au Trésor que le cours du métal monte davantage. Alors que le prix se maintenait à un niveau qui semblait bas et qui était en tout cas très éloigné du pair monétaire, l'inconvénient était moindre. On pouvait

même s'imaginer qu'en achetant un kilogramme d'argent moyennant 100 francs d'or et en monnayant avec ce lingot 222 francs d'argent, on gagnait 122 francs. Simple illusion d'ailleurs : car, dans tout système monétaire bien ordonné, l'État doit être prêt à racheter ses monnaies divisionnaires au moyen de la monnaie libératoire : contre 222 francs d'argent nous devons 222 francs d'or. De plus, si le Trésor voulait un jour démonétiser une partie de ce stock d'argent, rien ne nous garantit qu'il revendrait le métal au prix auquel il l'a acheté : il pourrait subir de ce chef une perte considérable.

Aujourd'hui, ce profit, même apparent, n'existe pour ainsi dire plus, le cours de l'argent s'étant rapproché du pair et étant majoré, pour nous Français, de la prime du change anglais ou américain, puisque c'est à Londres ou à New-York que nous achetons les lingots de métal blanc qui approvisionnent notre Hôtel des Monnaies. Dès lors, ce n'est plus de bénéfice qu'il faut parler comme résultat de ces opérations, mais au contraire de perte possible et même vraisemblable. Après la guerre, notre circulation sera saturée d'espèces d'argent qui sortiront en foule de leurs cachettes et qui feront renaître des inquiétudes analogues à celles que nous ressentions il y a un quart de siècle, lorsque nous trouvions excessive la quantité d'écus qui était dans les caves de la Banque de France et entre les mains du public. Au 31 décembre 1893, l'encaisse argent de la Banque était de 1 261 millions, son encaisse or de 1 702 millions. Vingt ans plus tard, au 31 décembre 1913, l'or s'élevait à 3 507 millions, l'argent descendait à 638 millions. La proportion de ce dernier dans le total était tombée de 42 à 15 pour 100. Ce changement était dû à la politique suivie avec persévérance par le gouverneur, qui se préoccupait à la fois de faire rentrer le métal jaune et de mettre en circulation le plus possible de métal blanc. Dans son rapport à l'assemblée de janvier 1914, M. Pallain disait : « La prépondérance du métal jaune dans nos réserves s'affirme de plus en plus, » et se réjouissait de cette constatation.

Nous avons rappelé qu'en 1893 l'une des crises les plus violentes qui se soient jamais abattues sur le marché de New-York fut provoquée par la crainte qui se répandit dans le monde entier de voir l'étalon américain passer de l'or à l'argent. Les porteurs de valeurs américaines, dont le paiement, intérêt et

capital, n'était pas expressément stipulé en or, crurent que le service ne s'en ferait plus qu'en argent, c'est-à-dire en un métal déprécié. Quant aux obligations dont le service était promis en or, les détenteurs se demandèrent si le débiteur serait en état de faire honneur à ses engagements et s'il serait en mesure de se procurer, sans sacrifices excessifs, le métal jaune au moyen duquel il devait s'acquitter. Tel était alors l'état de l'opinion au sujet des deux métaux.

V. — LA QUESTION DE L'OR. CONCLUSION

Il convient d'avoir ces souvenirs présents à la mémoire pour essayer de prévoir ce que sera la situation monétaire au lendemain de la paix. Il est probable que l'excédent des monnaies d'argent mis en circulation pendant la guerre pèsera alors sur les marchés et aura une tendance à disparaître, c'est-à-dire à se transformer en lingots. De là une baisse inévitable du métal. Il paraît donc sage d'arrêter les achats actuels, effectué à des cours très supérieurs à la moyenne des vingt dernières années qui avaient précédé la guerre. Cette opération a le double inconvénient de saturer notre circulation métallique de pièces divisionnaires et de le faire moyennant une dépense *en or* de plus en plus élevée. Les partisans de la frappe continue de ces monnaies allèguent qu'il est bon de ne pas être au régime exclusif du papier et de montrer au public une quantité appréciable d'espèces métalliques. Nous leur répondrons que cette quantité existe, mais que la majeure partie se cache; dès lors il est inutile d'essayer de combler des vides qui se creusent régulièrement.

Logiquement, nous ne devrions pas avoir besoin de beaucoup plus d'argent divisionnaire qu'avant 1914, puisque les billets de 5, 10 et 20 francs sont en bien plus grand nombre que ne l'étaient les écus et les napoléons qui circulaient avant la guerre. Ne cédons ni à des demandes irréfléchies ni à ce que j'appellerai une fausse sentimentalité monétaire. Nous avons beaucoup d'or, dont une grande partie est à la Banque : il gage notre circulation de billets. S'il y a lieu d'augmenter encore nos approvisionnements métalliques, c'est en métal jaune et non en métal blanc qu'il convient de le faire. Au lendemain de la paix, les grandes nations du monde ne changeront pas la

politique à laquelle elles s'étaient ralliées depuis longtemps, celle de l'étalon d'or.

Le relèvement des cours de l'argent constitue un phénomène passager, dont il était nécessaire d'analyser les causes pour en démontrer le caractère éphémère. Il n'est pas de nature à amener de changements durables dans la législation monétaire. Cette vérité a d'ailleurs été comprise de ceux-là même qui auraient pu arguer des événements actuels pour réclamer le retour au bimétallisme. Ni en Europe ni en Amérique nous n'avons vu se réveiller les luttes épiques de la fin du XIXe siècle, alors que les partisans de l'argent attribuaient à sa démonétisation la plupart des difficultés économiques avec lesquelles divers pays se trouvaient aux prises, alors que les agriculteurs, égarés par des sophismes dont ils ne pouvaient, faute de connaissances techniques, saisir l'inanité, croyaient devoir réclamer une réforme monétaire. Nous avons peine à comprendre, à une vingtaine d'années de distance, que deux campagnes présidentielles aux États-Unis se soient poursuivies sur cette question du bimétallisme, qu'elle ait rejeté dans l'ombre les autres sujets de dissensions politiques, qu'elle ait fait se dresser les États de l'Est contre ceux de l'Ouest, la Nouvelle Angleterre contre les jeunes communautés des Montagnes Rocheuses. Le président Wilson doit sourire à ce souvenir. Les champions les plus ardents du métal blanc ne demandent plus qu'il soit rétabli dans son antique dignité de monnaie libératoire. Ce seul fait doit suffire à nous dicter notre conduite : ne nous laissons pas détourner du but vers lequel nous tendions depuis de longues années; asseoir définitivement notre régime monétaire sur le principe du monométallisme or, admis par toutes les grandes nations du monde.

Après avoir étudié les phénomènes qui se sont produits au cours de la guerre sur le marché de l'argent, il n'est pas moins intéressant d'examiner les effets de la crise mondiale sur l'autre métal précieux, qui semblait avoir définitivement détrôné son rival et dont les destinées paraissent en ce moment traverser une phase difficile. Les mêmes causes qui faisaient rechercher l'un semblaient devoir s'appliquer également à l'autre, tous deux subissant l'influence de la hausse générale qui, surtout depuis 1917, soulève le prix de toute chose vers des hauteurs inaccoutumées.

L'or n'a pas cessé d'être le fondement du système monétaire de toutes les nations civilisées et, par conséquent, l'instrument universel d'acquisition de toutes les autres marchandises et de la satisfaction de tous les besoins. Mais, en ce qui le concerne, la question se complique par l'intervention des gouvernements qui, dès que la guerre eut été déclarée, mirent l'embargo sur le métal jaune, défendirent aux banques d'émission de disposer de leurs réserves de numéraire, interdirent le commerce de l'or, cherchèrent en un mot, par tous les moyens, à augmenter leurs réserves directes ou indirectes de ce métal. D'autre part, l'or étant l'élément constitutif de l'unité monétaire, le pivot sur lequel tournent tous les changes, la valeur fixe en fonction de laquelle les autres varient, il en résulte que la quantité d'autres monnaies, notamment de billets qui se donnent en paiement d'un poids déterminé d'or, reste invariable. Le mineur qui le produit continue à recevoir le même prix qu'auparavant; en France, par exemple, 3 444 francs par kilogramme de fin. Mais le prix de revient de ce kilogramme a subi la loi commune de l'époque où nous vivons : il s'est élevé dans une proportion souvent considérable; il peut arriver à dépasser le prix de vente de 3 444 francs. On voit à quelle situation est acculé le producteur, placé en face du dilemme suivant : ou bien travailler à perte, ou bien fermer sa mine. Laissons de côté la question de l'intérêt particulier de l'industriel; on peut dire qu'en exploitant un gisement il a couru les risques de tout entrepreneur. Mais voyons les inconvénients qui peuvent en découler au point de vue de l'intérêt public.

Les États ont besoin plus que jamais d'élargir la base de l'énorme circulation de papier qui s'est développée au cours de la guerre et qui atteint en ce moment à quelque chose comme 140 milliards de francs, au lieu de 30 en 1914. Les réserves d'or chez les banques d'émission et dans les caves des Trésors publics ont donc une importance extrême. La position des Alliés est excellente, puisque la majeure partie de l'or produit dans le monde est récolté sur le territoire des États-Unis et des colonies anglaises. L'Amérique du Nord a fourni en 1917 un cinquième, le Canada, l'Australie, l'Inde et l'Afrique du Sud, presque les deux tiers de l'extraction mondiale. Le Transvaal, la Rhodesia et l'Afrique Occidentale, c'est-à-dire les possessions anglaises du continent noir, envoyaient à Londres, à elles seules, plus

d'un milliard de francs d'or, c'est-à-dire plus des deux cinquièmes du chiffre maximum, 2500 millions, qui eût jamais été enregistré dans les annales humaines et qui correspond à l'année 1915. Si l'on ajoute que la Russie s'inscrivait pour environ 150 millions de francs, soit 6 pour 100 de ce total, on voit que les Puissances de l'Entente récoltaient sur leurs territoires plus des neuf dixièmes de l'or produit dans le monde. Est-ce la constatation de ce fait qui a amené certains théoriciens allemands, comme M. Bendixen, à déclarer que l'humanité pourrait fort bien se passer d'or? Il a seulement oublié de nous indiquer la substance qui devrait alors servir d'étalon.

En attendant, l'or est demandé de toutes parts et a donné lieu, depuis quatre ans, à des migrations imprévues. Au début des hostilités, de fortes quantités en ont été expédiées d'Amérique en Europe ou au Canada pour compte anglais afin d'y rembourser les crédits que les États-Unis s'étaient fait ouvrir en Angleterre et en France. Bientôt ces deux Puissances durent envoyer le métal précieux de l'autre côté de l'Atlantique afin d'y acquitter le prix des vivres, des armes, des munitions qu'elles y achetaient. Un courant semblable s'établit vers les pays neutres, tels que la Hollande, la Scandinavie, l'Espagne qui, devenus les fournisseurs des belligérants, voyaient l'or affluer dans leurs caisses; la Suède déchargea même un jour sa banque d'émission de l'obligation de délivrer des billets en échange du métal qu'on leur apportait. Mais, en dehors de ce que l'on peut appeler des accidents, l'or n'a pas cessé d'être recherché avec d'autant plus d'ardeur que la question de la production s'est posée dans les termes que nous avons indiqués plus haut. Les premiers échos nous en sont venus de l'ancienne république boer, si loyalement ralliée à l'empire britannique : ce pays, tout en contribuant le plus largement à approvisionner le monde, est un de ceux où la teneur des minerais est la plus faible, et, par conséquent, la marge de bénéfices la plus étroite. C'est quelques francs par tonne qui, pour beaucoup de ces gisements, séparent le prix monétaire de l'or de ce qu'il faut dépenser pour l'arracher aux entrailles de la terre et le fondre en lingots.

Or, tous les éléments du prix de revient, charbon, matières premières, machines, salaires des ouvriers blancs et noirs, ont subi l'effet du renchérissement universel. Beaucoup de mines sont arrivées à la marge des profits; plusieurs l'ont dépassée;

d'autres sont à la veille d'y être acculées. La question de savoir quelles mesures pourraient remédier à cet état de choses et permettre à la production de se maintenir à son niveau antérieur est sur le tapis, et préoccupe les cercles financiers et politiques de Londres et de Johannesburg. Elle est également soulevée aux États-Unis, où l'association minière du Nord-Ouest a demandé au gouvernement fédéral de venir en aide aux exploitations aurifères, de les exempter des impôts de guerre, de leur concéder le bénéfice des anciens tarifs pour leurs transports et de les mettre au nombre des industries qui reçoivent des subsides de la Corporation américaine des finances de guerre *(War finance Corporation)*.

En dehors de cette aide indirecte donnée aux mines, on peut en concevoir une autre, dont l'idée a été agitée dans certains milieux et qui consisterait à modifier le prix d'achat de l'or par les gouvernements. Mais elle est impraticable. Agir de la sorte serait détruire les fondements mêmes de l'organisation monétaire et consacrer d'une façon définitive la déperdition passagère que certains billets subissent.

Supposons, par exemple, que notre hôtel des Monnaies décide de payer le kilogramme d'or 4 000 au lieu de 3 444 francs, cela voudrait dire que la France consolide une baisse de son billet d'environ un huitième par rapport au métal. Le gramme d'or étant tarifé à 4 francs au lieu de 3 francs 44, chaque franc correspondrait désormais à un poids de métal moindre, verrait la diminution de son pouvoir d'achat irrévocablement admise, sans aucun espoir de retour aux conditions normales d'avant 1914. Or, ces conditions doivent être envisagées comme le but à atteindre. En dehors de ce programme, tout est vague et incertain. Que signifierait la consolidation de la soi-disant perte du papier à tel ou tel cours? Comment déterminer l'ampleur ou l'étroitesse de l'écart qu'on prétendrait fixer entre les deux monnaies? Non seulement cet écart est variable et se modifie pour ainsi dire journellement dans un même pays, mais il est très différent, à la même heure, chez les diverses nations de l'Entente. Notre franc perd aujourd'hui environ 3 pour 100 par rapport à la livre sterling, qu'il est permis de considérer comme n'ayant pas cessé d'être un poids d'or, quoique, en fait, ni les billets de la Banque d'Angleterre, ni ceux du Trésor anglais ne s'échangent contre de l'or. D'autre part, cette même

livre sterling, qui fait prime sur le franc, subit une perte d'environ 2 pour 100 par rapport au dollar américain et de 10 pour 100 par rapport à la peseta espagnole. A la minute où l'or circulera librement dans les canaux des échanges internationaux, ces écarts disparaîtront. Il serait aussi illogique qu'inutile de chercher à consolider une situation provisoire et de bouleverser à tout jamais un équilibre vers le rétablissement duquel tendra naturellement le jeu des forces économiques.

Nous ne devons ni ne pouvons dire que le gramme d'or vaut 4 francs, puisque le point de départ de notre système monétaire est l'équivalence du gramme d'or et de 3 francs 444 millimes. Mais comme, d'autre part, les gouvernements alliés ont le plus grand intérêt à ce que la production du métal jaune ne se ralentisse pas sur leur territoire, il faut chercher, par tous les moyens possibles, à soutenir les mines. On doit pour cela aller jusqu'à l'extrême limite des dégrèvements d'impôts, leur donner des facilités de transports, concéder des réductions du taux d'assurance. Si toutes ces mesures ne suffisent pas à ramener le prix de revient au-dessous des prix de vente, on a été jusqu'à envisager l'octroi temporaire de subsides aux entreprises aurifères.

Cette dernière suggestion est antiéconomique. Mais l'interdiction imposée aux mines de vendre librement leur or est antiéconomique également. Une restriction mise à l'indépendance d'un organisme peut entraîner l'obligation de lui accorder un soutien. Si les mineurs du Transvaal n'étaient pas obligés de réserver leur or au gouvernement britannique, ils pourraient l'exporter dans les pays comme la Hollande ou l'Espagne et les y transformer en florins ou pesetas qui font une prime considérable par rapport à la livre sterling.

Quoi qu'il en soit, on se préoccupe de maintenir la production de l'or, tandis que celle de l'argent est stimulée par l'accroissement de la demande. Il est curieux de rapprocher les destinées actuelles des deux métaux précieux, le blanc et le jaune, que la guerre a influencées de façon diverse. Le métal blanc ayant cessé presque partout d'avoir force libératoire, c'est-à-dire d'être un véritable métal monétaire, s'était rapproché des conditions d'une marchandise ordinaire et subissait les effets de l'offre et de la demande. Les besoins de frappes de monnaies divisionnaires s'étant multipliés depuis 1914, nous avons assisté

à une hausse qui a doublé le prix de l'argent. Certains gouvernements ont essayé alors de le taxer comme ils taxaient d'autres produits : mais, à cette époque, le mouvement s'était opéré et un déplacement formidable du niveau restait acquis. De son côté, l'or, métal monétaire par excellence, centre légal de toute la gamme des valeurs attribuées aux choses humaines, continue de servir d'étalon aux principales unités monétaires du globe : mais l'intervention étatiste en fausse le marché. Les producteurs ne sont pas en mesure de proportionner le prix de vente au prix de revient, et l'humanité est exposée à ne pas pouvoir exploiter un métal dont elle a besoin, parce qu'elle s'interdit à elle-même de le payer au delà d'un certain chiffre.

C'est là une situation bizarre en apparence, mais qui est en réalité d'une logique profonde et de laquelle se dégage une grande leçon. C'est que les gouvernements doivent, par tous les moyens possibles, arrêter l'inflation de papier à laquelle, sous l'empire de la nécessité, ils se sont livrés jusqu'ici. Il faut qu'ils aient le courage de comprendre que c'est au moyen de l'impôt et de l'emprunt à intérêt qu'ils ont à se procurer les ressources nécessaires à la continuation de la guerre. Les signes monétaires tels que les billets inconvertibles ont été multipliés jusqu'à un point qui ne doit pas être dépassé. Il convient que le total en soit maintenu dans des bornes telles que la couverture métallique qui est à leur base n'apparaisse pas comme ridiculement disproportionnée.

Dès lors, l'un des éléments de la hausse exagérée des prix aura disparu, et le retour aux conditions normales de la vie économique pourra être envisagé dans un délai mesurable. Nous ne prétendons pas qu'à lui seul ce remède guérira les maux dont nous souffrons et dont le principal est le ralentissement de la production. Mais nous affirmons que ce serait un pas important fait dans la bonne voie. Par une corrélation qui n'est paradoxale qu'en apparence, la diminution du papier monnaie, ou tout au moins l'arrêt de sa multiplication, aiderait indirectement à la production de l'or et contribuerait ainsi doublement à fortifier notre situation monétaire.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

REVUE LITTÉRAIRE

FRÉDÉRIC II ET LES DÉBUTS DE LA FOURBERIE ALLEMANDE (1).

En 1775, âgé de soixante-trois ans, après trente-cinq ans de règne et onze années avant sa mort, Frédéric II rédigeait l'avant-propos de l'*Histoire de mon temps*. C'est pour la postérité qu'il écrit; et ladite postérité remarquera, dans cette histoire, maints récits de traités « faits et rompus : » il prétend avoir de bonnes raisons pour « excuser sa conduite. » Ces raisons, les voici.

Premièrement, il aperçoit quatre occasions où les souverains sont dans le cas de balancer leurs alliances. Supposez que votre allié manque à remplir ses engagements... Alors, n'êtes-vous pas libre ? Vous l'êtes ! Mais alors, ce n'est pas vous qui avez rompu le traité : c'est votre allié. Puis, supposez que votre allié « médite de vous tromper... » N'avez-vous pas le droit, si le rôle de dupe vous déplaît, de prendre les devants ? Cette deuxième occasion de rompre le traité est moins nette que la première : elle a l'inconvénient, et la dangereuse commodité, de laisser à votre estime les projets du camarade; vous risquez de n'être pas exactement impartial. Troisième occasion : c'est « une force majeure qui vous opprime et vous force à rompre vos traités; » ici, vous êtes un farceur. Et la quatrième occasion : « l'insuffisance des moyens pour continuer la guerre ; » vous êtes un farceur, décidément.

Il y a du farceur, en Frédéric II ; mais, en outre, il est dogma-

(1) *La morale politique du grand Frédéric, d'après sa correspondance*, par le commandant Weil (librairie Plon). — Cf. *Le machiavélisme de l'Antimachiavel*, par Charles Benoist (même librairie).

tiste et se plaît, selon l'usage des Boches, à transformer en doctrines ses turlupinades. Il écrit : « Les princes sont les esclaves de leurs moyens. L'intérêt de l'État leur sert de loi; et cette loi est inviolable... » On voit comme il est malin, comme il a su passer de la facétie aux principes ; venant de l'arbitraire et du caprice, il s'établit sur le terrain solide d'une loi. Et cette loi, qui lui permet de violer toutes conventions, est inviolable : quelle chance; et le joli résultat d'une dialectique industrieuse!... « Si le prince est dans l'obligation de sacrifier sa personne même au salut de ses sujets, à plus forte raison doit-il leur sacrifier des liaisons dont la continuation leur deviendrait préjudiciable... » On voit le stratagème dialectique : les traités n'engagent que le prince et ne sont que ses « liaisons » particulières; donc, si le prince aime son peuple comme il a le devoir de l'aimer, il sacrifiera ses amitiés, ses relations et tendresses de cœur à l'intérêt de son peuple. Mais il faut donc que le prince, qui est engagé, lui, par les traités qu'il a ornés de son paraf, aille à se déshonorer quelquefois? Attendez : « Il me paraît clair et évident qu'un particulier doit être attaché scrupuleusement à sa parole, l'eût-il même donnée inconsidérément. Si on lui manque, il peut recourir à la protection des lois et, quoi qu'il arrive, ce n'est qu'un individu qui souffre; mais à quels tribunaux un souverain prendra-t-il recours, si un autre prince viole envers lui ses engagements? La parole d'un particulier n'entraîne que le malheur d'un seul homme : celle des souverains, des calamités générales pour des nations entières. Ceci se réduit à cette question : « vaut-il mieux que le peuple périsse ou que le prince rompe son traité ? » Répondez. Frédéric II répond : « Quel serait l'imbécile qui balancerait pour décider cette question ? » Voilà, en quelques lignes éloquentes, la théorie de la fourberie internationale selon Frédéric II, roi de Prusse.

Or, le 8 août 1914, Sir E. Goschen, ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin, allait voir M. de Jagow, secrétaire d'État de Guillaume II, et lui reprochait la violation de la neutralité belge. M. de Jagow répondit que « la sécurité de l'Empire rendait absolument nécessaire la marche des troupes impériales à travers la Belgique. » Sir E. Goschen alla causer ensuite avec le chancelier de l'Empire, lequel se désola d'apprendre que, « juste pour un mot, — *neutralité*, un mot dont on n'a si souvent tenu aucun compte, en temps de guerre, — juste pour un chiffon de papier, » la Grande-Bretagne se fâchait : « c'était, pour l'Allemagne, une affaire de vie ou de mort, d'avancer à travers la Belgique. » Sir E. Goschen répliqua :

c'était une affaire de vie ou de mort également, pour l'honneur britannique, de défendre la neutralité belge ; ou bien qui désormais se fierait aux pactes signés par la Grande-Bretagne ? Et le chancelier, furieux et piteux : « Mais à quel prix ce pacte serait-il tenu ? » Bel et bien, c'est trop cher !... En somme, l'Allemagne était engagée : elle avait signé la neutralité belge. Seulement la neutralité belge vint à la gêner. En pareil cas, vaut-il mieux que l'Allemagne pâtisse ou que le pacte soit rompu ? Le gouvernement de Guillaume II a répondu, comme Frédéric II : « Quel serait l'imbécile qui balancerait pour décider cette question ? » Le gouvernement de Guillaume II suivait à la lettre la doctrine formulée par Frédéric II en 1775.

Nous sommes en présence d'une doctrine. Et l'on sait comme elle s'est épanouie. Peut-être n'est-il pas inutile d'en regarder les commencements. On les trouvera dans un gros livre un peu ardu qu'a récemment publié M. le commandant Weil, *La morale politique du grand Frédéric, d'après sa correspondance*. A vrai dire, c'est moins un livre qu'un abondant recueil de documents qui serviraient à l'examen de cette morale politique. M. le commandant Weil a tiré de la correspondance de Frédéric II les pièces les plus importantes, notes et dépêches écrites depuis l'avènement du roi, le 31 mai 1740, jusqu'au mois de septembre 1742. Il a raccordé ces extraits par de courts résumés des événements et de petits commentaires. Le livre n'est pas fait; l'auteur donne tous les documents nécessaires, et d'autres.

Or, ce roi qui, après quelque trente-cinq années de fourberie, formule sa théorie politique est le même qui, à la veille de son règne, écrivait *l'Antimachiavel* et attendrissait Voltaire par l'exquise ingénuité de ses principes. Voltaire présentait ainsi l'œuvre du « vertueux » écrivain : « L'illustre auteur de cette réfutation est une de ces grandes âmes que le ciel forme rarement pour ramener le genre humain à la vertu par leurs préceptes et par leurs exemples... » Suivent de grands éloges de l'ouvrage : « Je le crois mieux fait et mieux écrit que celui de Machiavel ; et c'est un bonheur pour le genre humain qu'enfin la vertu ait été mieux ornée que le vice... » Le 31 mars 1738, le prince Frédéric, ayant reçu copie de l'*Histoire du siècle de Louis XIV*, écrivait à Voltaire : « Votre *Histoire* m'enchante. Je voudrais seulement que vous n'eussiez point rangé Machiavel, qui était un malhonnête homme, au rang des autres grands hommes de son temps. Quiconque enseigne à manquer de parole, à opprimer, à commettre des injustices, fût-il d'ailleurs l'homme le plus distingué

par ses talents, ne doit jamais occuper une place due uniquement aux vertus et aux talents louables. Cartouche ne mérite point de tenir un rang parmi les Boileau, les Colbert et les Luxembourg. Je suis sûr que vous êtes de mon sentiment. Vous êtes trop honnête homme pour vouloir mettre en honneur la réputation flétrie d'un coquin méprisable. » Voltaire se pâme d'admiration ; et il appellera *l'Antimachiavel* « le catéchisme des rois et de leurs ministres. » Cette histoire est bien connue, et particulièrement de nos lecteurs, à qui M. Charles Benoist l'a contée naguère.

Mais enfin, comment l'apôtre de la loyauté politique est-il devenu le prince de la fourberie?

A quelle époque est-il devenu le prince de la fourberie?... Sur le tard ? Ou, du moins, un peu tard ? On observera que *l'Antimachiavel* est d'un jeune homme et, l'avant-propos de l'*Histoire de mon temps*, d'un souverain qui a passé l'âge de la rêverie.

Sur les soixante-trois ans qu'avait Frédéric II à l'époque de l'avant-propos, retranchons d'un coup trente-trois ans ; le 25 juin 1742, à trente ans, après deux ans de règne, il était déjà le même fourbe qui rédige son catéchisme de fourberie en 1775. Le 25 juin 1742, il vient de trahir tous ses alliés ; il écrit à son « très pacifique Jordan » cette lettre qu'a publiée M. le commandant Weil : « Je demande si, dans un cas où je prévois la ruine de mon armée, l'épuisement de mon trésor, la perte de mes conquêtes, le dépeuplement de l'État, le malheur de mes peuples, un souverain n'a pas raison de se garantir par une sage retraite d'un naufrage certain ou d'un péril évident... » Cette sage retraite, c'est la paix de Breslau, où il lâche ses alliés et traite en chiffons de papier ses engagements... Il ne craint pas le jugement si aimable du très pacifique Jordan ; mais il attend la censure de ces « stoïciens, » rudes et entichés de « morale rigide. » Il les éconduit: « Je leur réponds qu'ils feront bien de suivre leurs maximes, mais que le pays des romans est plus fait pour cette pratique sévère que le pays que nous habitons, et qu'après tout, un particulier a de tout autres raisons pour être honnête homme qu'un souverain. Chez un particulier, il ne s'agit que de l'avantage de son individu : il le doit constamment sacrifier au bien de la société. Ainsi l'observation rigide de la morale lui devient un devoir, la règle étant : il vaut mieux qu'un homme souffre que si tout le peuple périssait. Chez un souverain, l'avantage d'une grande nation fait son objet ; c'est son devoir de le procurer. Pour y parvenir, il doit se sacrifier lui-même, à plus forte raison ses engagements, lorsqu'ils

commencent à devenir contraires au bien-être de ses peuples... » C'est tout à fait, dès l'année 1742, la théorie machiavélique de l'avant-propos.

Frédéric II est monté sur le trône le 31 mai 1740. Aussitôt il est au courant des affaires; et, le 15 juin 1740, il rédige une instruction secrète pour son colonel de Camas qui va le représenter à la cour de France. Il lui ordonne de témoigner les meilleurs sentiments au roi de France. Éprouve-t-il en vérité de si bons sentiments? Oui; « pourvu, dit-il, que mes véritables intérêts s'y puissent prêter. » Il ajoute : « Il faut faire accroire aux Français que je leur fais grande grâce si je me relâche en leur faveur sur le duché de Juliers et que je me contente de celui de Bergue. S'ils vous parlent du traité secret... » Le traité de la Haye, du 5 avril 1739; peu importe... « vous n'avez qu'à vous retrancher sur l'article 4, dont voici la teneur... » Peu importe... « et qui est fécond en ressources pour se justifier, si l'on veut rompre. » Le jeune auteur de *l'Antimachiavel*, deux semaines après son avènement, a cherché, a trouvé, dans les traités qui le devraient lier, les arguments de rupture. Et, cette leçon qu'il donne à son colonel de Camas, toute sa lignée l'a reçue; toute l'Allemagne en a profité. Lisez, dans *Notre avenir*, du pangermaniste von Bernhardi, le chapitre intitulé *Les moyens d'action de la politique extérieure :* « La diplomatie a un talent tout particulier pour choisir dans les accords internationaux les formules qui permettent des interprétations diverses... » Autrement, n'est-ce pas? la vie serait impossible; et Bernhardi se réjouit de constater que, « dans les relations internationales, les questions de droit sont le plus souvent fort douteuses : » c'est là qu'on travaille, si l'on n'est pas un béjaune!

Avec beaucoup d'habilité, avec une rouerie insigne, Frédéric II, pendant les premiers temps de son règne, joue de la France et de l'Angleterre, joue de l'une contre l'autre et se joue de l'une et de l'autre. Le 18 juin 1740, il écrit au comte Truchsess de Waldbourg, son ambassadeur à la Cour de Hanovre : « Il faut affecter devant les ministres ou les créatures françaises beaucoup de cordialité avec les ministres anglais, quand même il y en aurait très peu. » Le 2 août, c'est charmant. Il écrit au colonel de Camas, à Paris : « Vous devez faire connaître, avec toute la politesse imaginable, que la Cour d'Angleterre me presse fort d'accepter le parti avantageux qu'elle m'offre, mais que je tiens ferme, par un principe de l'amitié et de l'attachement que j'ai pour la France; » seulement, au cas où la France n'offrirait pas autant que l'Angleterre, « on ne saurait prendre en

mauvaise part si je me trouvais par là forcé de me donner à l'Angleterre. » Et, ce même 2 août 1740, il écrit au comte de Truchsess : « S'il est vrai que la Cour d'Angleterre souhaite sincèrement de m'attacher à ses intérêts, il est naturel que j'attende d'elle les propositions sur ce qu'elle voudra faire pour l'amour de moi... Car, sachant que la France a épousé mes intérêts à l'égard du premier article, on ne saurait prétendre avec raison m'en détacher si l'on ne s'avise pas de m'offrir de plus grands avantages... » Voilà son négoce. Mais, s'il écrit au cardinal de Fleury, c'est la tendresse qui l'inspire, une tendresse dont il feint de modérer difficilement l'effusion : « Vous trouverez peut-être ma lettre longue et bavarde ; mais je vous écris avec la même sincérité que vous m'avez écrit. Une ouverture de cœur exige l'autre. Je souhaiterais que vous pussiez voir dans le fond du mien, vous y liriez tous les sentiments, etc. » Fleury n'était pas sûr de sa lecture. Il se vantait de voir, dans son miroir magique, les actions de tous les princes de l'Europe : non pas celles du roi de Prusse. Et Jordan le raconte à Frédéric II, lequel, pour ainsi parler, se rigole.

Dans ses lettres à Fleury, comme en général dans ses lettres aux souverains et ministres étrangers, il multiplié à l'excès les protestations de sincérité, de bonhomie. Le jour qu'il va plus loin que jamais dans le mensonge, il affiche sa « loyale candeur. » Il ressemble à ces imposteurs qui, sentant le péril d'être démasqués, ne cessent de vous répéter : « Je ne vous mens pas, » dans le moment qu'ils sont assez loin de la vérité pour en avoir, en quelque sorte, le vertige. Il n'a pas le vertige, lui. Son effronterie le préserve de toute défaillance ; et il est parfaitement le maître de son badinage, quand il écrit à Fleury déconcerté, le 30 mai 1741 : « Je vous dispute à présent, M. le cardinal, d'être meilleur Français que je le suis ! » Et des promesses, des caresses, des câlineries.

Il écrit au colonel de Camas : « Vous devez cacher avec un soin extrême ce que vous savez de mes desseins... » Le principal de ses desseins : la conquête de la Silésie. Or, l'auteur de l'*Antimachiavel* aurait à établir ses droits sur la Silésie. Frédéric II, là-dessus, se dépêche : « La Silésie est, de toute la succession impériale, le morceau sur lequel nous avons le plus de droit... » Il ajoute : « et qui convient le mieux à la maison de Brandebourg. » Cela, le 6 novembre 1740. Le lendemain, Podewils, ministre d'État, répond aux « idées » du Roi : « Pour la question de droit, il faut que je dise avec un profond respect à Votre Majesté que, quelques prétentions bien fondées que la

maison de Brandebourg ait eues autrefois... » Autrefois, oui ! Mais, depuis lors, il y a « des traités solennels, que la maison d'Autriche réclamera. » Ces traités solennels portent que la maison de Brandebourg, — et peut-être l'a-t-on roulée, c'est possible, — renonce aux prétentions d'autrefois. Donc, les droits de la maison de Brandebourg sur la Silésie, n'en parlons pas. Mais, si l'on nous en parle ? Bon serviteur de son maître, Podewils est un homme de ressources : « On trouvera toujours moyen de faire revivre les anciens droits et de se récrier... » Voilà précisément la manière allemande, telle qu'elle a duré, dure encore, et telle que la définissait Fustel de Coulanges, ici même, dans un admirable article du 1er septembre 1872 : « Si le peuple allemand convoite l'Alsace et la Lorraine, il faut que la science allemande, vingt ans d'avance, mette la main sur ces deux provinces. Avant qu'on ne s'empare de la Hollande, l'histoire démontre déjà que les Hollandais sont des Allemands. Elle prouvera aussi bien que la Lombardie, comme son nom l'indique, est une terre allemande et que Rome est la capitale naturelle de l'Empire germanique. » Depuis le temps de Frédéric II, les affaires s'étant agrandies, il a fallu mettre beaucoup plus de monde à la besogne : et ce sont désormais les historiens et les érudits, les gros personnages de la science allemande, si révérée, qui travaillent à l'imposture. Frédéric II n'a point encore ces auxiliaires et complices de sa manigance ; il compte sur Podewils : « L'article de droit est l'affaire des ministres, c'est la vôtre. Il est temps d'y travailler en secret, car les ordres aux troupes sont donnés. »

Podewils, pour le mensonge déluré, vaut un érudit de la nouvelle école allemande. Aussi Frédéric II l'aime-t-il entre tous les faussaires de sa chancellerie. De Rheinsberg, le 8 novembre 1740, il lui écrit : « Mon cher Podewils, faites bien mon charlatan et prenez du meilleur orviétan et du bon or pour dorer vos pilules. » Le 10 novembre : « La France ne se doute encore de rien... Le plus sûr sera de faire le coup à l'improviste et que je commence le branle au commencement du mois de décembre. En attendant, vous tâcherez d'amuser les ministres étrangers à Berlin et de leur donner le change... » Le 11 novembre : « Il faut faire la patte de velours avec ces bougres... » Le 16 décembre ; il s'agit du Français, que Podewils étourdit de flagorneries : « Parfait ! Cajolez-le le mieux possible. Faites-lui espérer que je chercherai toujours à lier mes intérêts avec ceux de la France et d'agir de concert avec cette Cour. » Podewils a bien travaillé. Pour sa récompense, il reçoit de son auguste souverain ce

témoignage daté du « 31 décembre, sur le point de marcher, » un délicieux témoignage : « Mon cher charlatan, vous faites votre métier à merveille. J'avance ici et je compte d'être demain à Breslau et d'être en quinze jours maître de tout le cours de la Neisse. Nos affaires vont très bien ici ; et, si votre galbanum se débite bien d'un autre côté, vous pouvez compter que l'affaire est faite. Adieu, mon cher charlatan ; soyez le plus habile charlatan du monde et moi le plus heureux enfant de la fortune, et nos noms ne seront jamais mis en oubli. » C'est ainsi que la question de droit fut tranchée.

Cependant, Frédéric II, en pleine ignominie morale, mêle Dieu à ses opérations diplomatiques et militaires. Du reste, il ne croit ni à Dieu ni au diable. C'est au point que Voltaire trouve là trop d'athéisme, pour un souverain ! Mais Frédéric II écrit tout de même : « S'il plaît à Dieu, mes troupes seront en marche au commencement de décembre. » Il écrit à Valory, le 13 avril 1741 : « la bataille gagnée, par la grâce de l'Éternel, le 10 de ce mois... » A la mort de l'impératrice Anne de Russie, après avoir très dolemment marqué sa « douleur » au baron de Brackel, ministre de Russie, il écrit à son cher charlatan Podewils : « L'impératrice de Russie vient de mourir. Dieu nous favorise... » Il est, ici encore, un précurseur, en Allemagne. On sait l'emploi que, dans la présente guerre, Guillaume II a fait du Vieux Dieu allemand, si bien que le cynique et fol professeur Ostwald, un jour, dit à des neutres étonnés : « Dieu le père est, chez nous, réservé à l'usage personnel de l'Empereur. » Il arriva que la Russie, dupée longtemps par le roi de Prusse et le charlatan Podewils, entra dans un projet de partage de la Prusse. Alors, le roi de Prusse pousse des cris indignés : « La trahison de la Russie est épouvantable. La malice et l'envie des Saxons l'ont couvée et la faiblesse du prince Antoine l'a fait éclore. Si les nouvelles ultérieures répondent à celles que je viens de recevoir, il faudra conclure au plus vite avec la France ; et ce ne sera plus moi, mais la Russie et l'Angleterre qui bouleverseront l'Europe... » Ce ne sera plus moi... Cependant, il ajoute : « J'ai fait ce que j'ai pu pour la tranquillité publique... » Il a fait ce qu'il a pu pour la tranquillité publique... Cependant, il ajoute : « Mais, quoi qu'il arrive, j'aurai au moins la satisfaction de bouleverser la maison d'Autriche et d'ensevelir la Saxe... » Il est hors de lui, ce jour-là ; il mêle sa colère et ses aveux : d'ailleurs, il ne se débraille ainsi que devant Podewils.

Son meilleur aveu, le voici, dans une lettre à Podewils, datée du camp de Mollwitz le 12 mai 1741 : « S'il y a à gagner à être honnête

homme, nous le serons; et, s'il faut duper, soyons fourbes ! » Il le fut avec une constance et une adresse qui lui valurent le nom de « grand Prussien, » que Joseph de Maistre lui a donné, qu'il ne faut pas lui retirer.

Mais pourquoi ce fourbe, et théoricien de la fourberie, a-t-il écrit *l'Antimachiavel*, a-t-il d'avance déclaré « scélérats, » « affreux » et « criminels » les actes qui seront l'occupation de tout son règne et s'est-il préalablement condamné lui-même?... Qu'est-ce, en effet, que l'*Antimachiavel?* « Une édifiante homélie, dit Macaulay, contre la rapacité, la perfidie, le gouvernement arbitraire, en un mot contre presque tout ce qui rappelle maintenant aux hommes le nom de son auteur. »

Quand Frédéric annonce à Voltaire l'ouvrage qu'il est en train de composer pour flétrir le corrupteur des princes et l'ennemi du genre humain, Voltaire applaudit à ce beau projet : « Béni soit le jour où vos aimables mains auront achevé un ouvrage dont dépendra le bonheur des hommes! » Puis, quand Voltaire lit les brouillons de *l'Antimachiavel*, certes il admire la vertu de son prince; mais il a peur que ledit prince ne s'engage à pratiquer plus tard une impossible vertu : le prince, devenu roi, ne sera-t-il pas embarrassé de ses promesses? Voltaire, dit M. Charles Benoist, l'empêche « de trop promettre et de trop s'interdire, de trop se compromettre. » Plus réaliste que le prince qui sera Frédéric II, Voltaire n'ose pas imposer à un Roi la règle austère et le terrible devoir d'une si scrupuleuse honnêteté. Voltaire a l'air de craindre que son prince ne soit un peu jobard.

Ensuite, il est bien revenu de son erreur. On lit dans ses *Mémoires :* « Le roi de Prusse, quelque temps avant la mort de son père, s'était avisé d'écrire contre les principes de Machiavel. Si Machiavel avait eu un prince pour disciple, la première chose qu'il lui eût recommandée aurait été d'écrire contre lui... » Mais oui! Et voilà pourquoi le jeune prince Frédéric, à la veille d'être le roi Frédéric II, écrivait *l'Antimachiavel*. Cependant Voltaire, après avoir si bien formulé cette explication si plausible, la supprime : « Le prince royal, dit-il, n'y avait pas entendu tant de finesse. Il avait écrit de bonne foi, dans le temps qu'il n'était pas encore souverain et que son père ne lui faisait pas aimer le pouvoir despotique; il louait alors de tout son cœur la modération, la justice et, dans son enthousiasme, il regardait toute usurpation comme un crime. » De tout son cœur..., son enthousiasme... : ces mots-là ne conviennent pas le mieux du monde à cet extraordinaire hypocrite. Et l'on dira qu'au temps de l'*Antimachiavel*,

le prince royal est un jeune homme et que les chimères de la jeunesse l'ont séduit? Certes, il est jeune; mais il n'est plus un adolescent, il a vingt-sept ans passés: et il a vingt-huit ans, lorsque nous le voyons, devenu roi, maître absolu de sa fourberie. Veut-on que cet ingénu parfait se soit, du jour au lendemain, transformé en un fourbe accompli? L'on dira qu'au surplus Voltaire le connaissait à merveille, au temps de l'*Antimachiavel*. Sans aucun doute. Mais aussi Voltaire aime mieux n'avoir pas été la dupe d'un sournois. Plutôt, Voltaire se donne les gants d'avoir été plus malin que son prince, et politique plus avisé : « Je jugeai que mon Salomon ne s'en tiendrait pas là. Son père lui avait laissé soixante et six mille quatre cents hommes complets d'excellentes troupes; il les augmentait et paraissait avoir envie de s'en servir à la première occasion. Je lui représentai qu'il n'était peut-être pas convenable d'imprimer son livre précisément dans le temps même qu'on pourrait lui reprocher d'en violer les préceptes. Il me permit d'arrêter l'édition... » Ce n'est pas tout à fait cela et, tardivement, Voltaire ne manque pas d'arranger un peu les choses. D'ailleurs, il avoue que Frédéric II « n'était pas fâché dans le fond du cœur d'être imprimé. » C'est le 12 octobre 1740 que Voltaire signe l'avertissement de *l'Antimachiavel ou Essai de critique sur le Prince de Machiavel*. Or, le 12 octobre 1740, Frédéric II était roi depuis quatre mois et demi et, depuis quatre mois et demi, trompait la France, l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et préparait la conquête de la Silésie, régnait en somme à l'inverse des principes antimachiavéliques.

M. Charles Benoist semble adopter la conclusion de Voltaire; et, s'il admet que « la fin du machiavélisme, pour un prince de la qualité de celui-ci, aurait été d'écrire l'*Antimachiavel*, » néanmoins il accorde au jeune auteur de l'*Antimachiavel* une certaine bonne foi, celle-ci : « Antimachiavéliste et machiavéliste tour à tour, antimachiavéliste comme prince, machiavéliste comme roi, antimachiavéliste comme philosophe, machiavéliste comme chef d'État, machiavéliste bien plus souvent, bien plus profondément, bien plus spontanément qu'antimachiavéliste, le contraire absolu de lui-même dans son livre et dans sa vie, il s'acquitta magistralement de réfuter sa réfutation. » Je le crois un machiavéliste constant, dès sa jeunesse et dès *l'Antimachiavel* et dans ce livre déjà.

L'argument de M. Charles Benoist, le voici : « Sachons, dit-il, *dater nos justices*, suivant le précepte de Michelet. Nous partons de 1740, et Frédéric vécut jusqu'en 1786. L'annexion de la Silésie est de 1744;

le partage de la Pologne est de 1772. » Eh! bien, oui, l'annexion de la Silésie est de 1744 et ainsi de quatre ans postérieure à la publication de l'*Antimachiavel*. Mais, ces quatre ans, Frédéric II les a employés à préparer son coup machiavélique et à le préparer par les moyens les plus contraires aux doctrines de *l'Antimachiavel*. La lettre à son « très pacifique » Jordan, du 25 juin 1742, est d'un jeune roi qui n'a que deux ans de règne. Et, quant aux lettres au « cher charlatan » Podewils, au colonel de Camas et au comte de Truchsess, que j'ai citées et qu'on a vues toutes pleines de fourberie, elles sont tout à fait contemporaines, je ne dis pas de la composition, mais de la publication de l'*Antimachiavel :* plusieurs même sont de quelques mois antérieures à la publication de *l'Antimachiavel*. De sorte qu'en publiant son ouvrage, à la fin de l'année 1740, Frédéric II ne craignait pas de s'engager à l'excès, malgré les remontrances de Voltaire. Il ne s'engageait pas du tout; que faisait-il? mais il trompait son lecteur! Il attrapait son lecteur : il l'invitait à ne pas se méfier du prince si honnête, et peut-être un peu naïf, un peu crédule apparemment qui avait rédigé le manifeste éloquent de l'honnêteté politique.

S'il y avait deux Frédéric, le jeune philosophe antimachiavéliste et puis le plus fourbe des rois, — toujours est-il que le plus fourbe des rois était né à la fourberie et travaillait de son métier de fourbe depuis des mois lorsque parut *l'Antimachiavel*, — Frédéric II n'aurait pas laissé paraître et n'aurait pas désiré que parût, à la fin de l'anné 1740, le livre du prince royal. S'il l'a publié, à cette époque, ce fut certainement pour s'en servir. La publication de l'*Antimachiavel* au moins est machiavélique. Sa composition? Mais elle n'est pas si ancienne, lorsque paraît l'ouvrage. Et pourquoi ne veut-on pas que l'auteur de *l'Antimachiavel*, qui l'a fait imprimer pour s'en servir, l'ait écrit pour s'en servir?

Il s'en est servi. « A force de discourir sur la modération, la paix, la liberté, le bonheur qu'un bon cœur trouve dans le bonheur des autres, dit Macaulay, Frédéric II avait trompé des hommes qui auraient dû savoir à quoi s'en tenir. » Ces hommes attendaient un jeune Télémaque de Fénelon, tandis que le jeune Frédéric II fomentait l'intrigue dont le résultat fut l'annexion de la Silésie.

Seulement, on suppose, en Frédéric II, un changement du tout au tout qui se fût produit le 31 mai 1740, jour de son avènement. Or, après le 31 mai 1740, Frédéric II n'a pas renoncé à tenir des propos dignes de *l'Antimachiavel*. Voyez ses lettres à Fleury. Elles sont riches de maximes édifiantes, riches de désintéressement, de simplicité, de

candeur, en paroles. Mais alors Frédéric II se moque du monde ? Il se moquait du monde, et non pour le plaisir, mais pour le profit, lorsqu'il écrivait, de la même plume, son *Antimachiavel*.

Et c'est ainsi que Frédéric II nous apparaît comme ce qu'il est en vérité, comme le représentant réel de la Prusse et de l'éternelle Allemagne. On a cru longtemps qu'il y avait, et l'on croyait naguère encore qu'il y avait eu autrefois une Allemagne douce, honnête, candide, un peu niaise, férue de philosophie et de poésie, la bonne Allemagne que nos grands-pères ont chantée, qu'ils ont aimée. La bonne Allemagne n'a jamais existé. Qui donc le dit? Mais c'est un Boche, l'auteur de *Par delà le bien et le mal*, le surboche Nietzsche : « Il est sage, pour un peuple, de laisser croire qu'il est profond, qu'il est gauche, qu'il est bon enfant, qu'il est honnête. Il se pourrait qu'il y eût à cela plus que de la sagesse : de la profondeur. Et enfin, il faut bien faire honneur à son nom : car on ne s'appelle pas impunément *das teusche Volk*, le peuple qui trompe ! » La bonne Allemagne entretenait l'Europe dans la confiance que ses petites façons de rêveuse timidité inspiraient. La sournoise publiait à sa manière un *Antimachiavel* et préparait ses coups de force et l'annexion de nos provinces. Elle avait caché son jeu plusieurs dizaines d'années.

Frédéric II, la Prusse et l'Allemagne, c'est tout un. Deux mois après la mort de l'empereur Charles VI, Frédéric II supprime les traités signés par ses prédécesseurs et qui lui seraient incommodes : pareillement Guillaume II supprime, au mois d'août 1914, le traité constitutif de la neutralité belge. Et Frédéric II se déclare ennemi de la guerre, et déplore les maux de la guerre, et jure qu'il n'a point voulu la guerre : tout cela, nous l'avons revu. En 1757, Frédéric II battit l'armée française à Rossbach : et, en 1759, Voltaire s'égayait de la volée qu'avait reçue à Rossbach l'armée française ; et, trois ans plus tard, Diderot vantait la bonté, l'esprit de justice du roi philosophe. La tromperie est ancienne : elle a duré beaucoup plus de cent ans. Est-elle éventée maintenant ? On veut le croire. Mais elle eut ses commencements avec ce Grand Frédéric, l'idole de nos philosophes, qui lui pardonnaient Rossbach en faveur de l'*Antimachiavel*. Si l'*Antimachiavel* est une imposture, l'imposture a joliment réussi. Après cela, le roi philosophe s'est tout permis sans perdre son renom de philosophe. Et pareillement il a fallu que la bonne Allemagne en fît par trop, ces derniers temps, pour détraquer son imposture patiente et bien montée.

André Beaunier.

REVUE DRAMATIQUE

Théâtre Réjane : *Notre Image*, pièce en deux actes par M. Henry Bataille. — Odéon : *La Chartreuse de Parme*, pièce en cinq actes d'après Stendhal par M. Paul Ginisty. — Comédie-Française : *Le Misanthrope*.

La pièce nouvelle de M. Henry Bataille aurait été écrite il y a cent ans, elle ne nous paraîtrait pas plus surannée et plus démodée. Elle aurait été conçue, composée, dialoguée dans la lune, elle ne nous paraîtrait pas plus lointaine. Pour qui nous prend-on de venir, aux jours historiques de l'automne 1918, nous entretenir des peines de cœur d'une vieille femme galante et de sa descendance? Il est bien vrai qu'à la veille de la guerre il traînait dans notre littérature, surtout au théâtre, le théâtre étant toujours un peu en retard, un relent de bas-fonds et de décomposition. C'est même ce qui a contribué à tromper nos ennemis sur notre compte. Se hâtant de prendre pour fait accompli ce qu'ils désiraient si ardemment, ils nous ont crus empoisonnés. De son grand souffle purificateur, à la première menace, le vent de patriotisme, qui a soulevé tout le pays, a balayé ce mauvais air. Et depuis, quatre années de souffrances inouïes, de deuils et de gloire ont creusé un abîme entre nous et nos pauvres petites déliquescences d'avant-guerre. Le soir où nous nous rendions à la première représentation de *Notre Image*, nous venions d'apprendre que Lille était délivrée. Des *images* en effet, tout un monde d'images, les unes sombres, atroces, les autres radieuses, emplissaient nos âmes. Nous évoquions le long martyre de ces Français, les quatre années douloureuses où ils furent séparés de la patrie par une muraille infranchissable, torturés par l'odieuse présence de l'envahisseur, suppliciés par le manque de nouvelles, et quand même se raidissant dans l'épreuve, et gardant au fond de leurs cœurs l'in-

défectible espérance et la foi qui sauve. Nous vivions avec eux la minute bénie de la délivrance. Nous imaginions la cité instantanément pavoisée de ces milliers de drapeaux, sortis comme par enchantement de leurs cachettes sacrées et que nos soldats aperçurent claquant à toutes les fenêtres, pour les fêter et saluer leur entrée libératrice... C'est de ces images-là que nous avions plein les yeux. On comprendra l'effort qu'il nous a fallu pour nous en détourner et tâcher de fixer notre attention sur une autre image, — qui s'intitule *Notre Image*, — et que voici.

Une certaine Nonotte, très cotée dans le monde de la galanterie, a une fille, Henriette, qu'elle a élevée du mieux qu'elle a pu et qui, en effet, est une honnête fille. Henriette a soif de vertu, d'ordre, de régularité. Elle veut se marier honorablement, se plier à la règle sociale et familiale, vivre en honnête femme. Il n'y a pas de désir plus légitime, — et il n'y en a pas de plus scabreux quand on est la fille de Nonotte... Or, ce rêve, Henriette pourrait le réaliser, si sa mère consentait à certaines concessions. Elle est aimée d'un jeune homme que nous ne verrons pas, mais qui, paraît-il, est un jeune homme très bien, appartenant à une excellente famille. Cette excellente famille, sans doute pareille à toutes les bonnes familles françaises, ne considère nullement comme impossible une alliance avec Nonotte et la fille de Nonotte. Elle accepte Nonotte et sa fortune, qui est une fortune de l'origine la plus suspecte, mais une belle fortune. Elle accepte les huit cent mille francs de dot que Nonotte donne à sa fille. Elle accepte tout, ou plutôt elle avale tout. C'est une famille où l'on a de l'estomac... Toutefois elle met à cette acceptation universelle, ou à cette capitulation sur toute la ligne, certaines conditions. Elle a rédigé un petit programme que lui dictent le sentiment de sa dignité et le juste souci de son honorabilité. L'article essentiel en est que Nonotte devra se marier, elle aussi, elle la première, et, après tant d'autres unions, en contracter une qui soit légitime : cela est d'une importance considérable pour la rédaction des billets de faire part. Et il faut que le mari de Nonotte soit riche, très riche, afin que la fortune de Nonotte aille se perdre dans ce Pactole et se confonde avec lui. — Tels sont les scrupules de cette honorable famille ; et n'est-ce pas en effet à ses scrupules que se reconnaît l'honorabilité d'une famille ?

La Providence qui s'occupe de ces choses-là, ayant par ailleurs des distractions, a justement préparé dans ses conseils le mari qu'il faut pour Nonotte. Elle lui tient en réserve l'oiseau rare. C'est un

oiseau assez déplumé, un vieil homme au seuil du gâtisme, qui brûle de lui donner son cœur, sa main, sa fortune et son nom de Martin-Puech. Que Nonotte devienne Mme Martin-Puech, et, devant cette union d'une si haute convenance, il va de soi que la famille la plus scrupuleuse n'aura plus rien à dire. Mais Nonotte ne veut pas épouser Martin-Puech. Elle le trouve trop vieux. Elle n'a que cinquante et un ans n'a nullement dit adieu à la vie joyeuse, et ne se soucie pas d'aliéner sa liberté. En vain le conseil de famille, convoqué par Henriette, supplie la vieille diablesse d'abjurer et de se faire ermite. Elle refuse et proclame son droit à vivre sa vie. Elle rive son clou à chacun de ses mentors bénévoles, et leur chante pouilles avec une belle verdeur canaille. C'est tout à fait une fille. Même mariée, ce sera une belle-mère gênante. Même sous le nom de Martin-Puech, elle sera difficile à produire dans un salon. C'est Mme Réjane qui joue le rôle : elle y est merveilleuse de verve, d'entrain, de comique irrésistible et de diable au corps.

Après la scène du conseil de famille, la scène attendue, indispensable, la scène à faire, entre la mère et la fille. Henriette, qui voit s'écrouler son rêve, se répand en plaintes et en reproches. Elle fait à sa mère un âpre tableau des souffrances de sa jeunesse. Elle explique à cette mère, qui ne les a jamais soupçonnés, les ennuis que cela entraîne pour une jeune fille d'être née d'un père inconnu et d'une mère trop connue. Ah! ces chuchotements des petites camarades à la pension! Ah! ce voyage en Allemagne et les indiscrétions du passeport !... Le rythme de pareilles scènes veut qu'à un certain moment elles se retournent et rebondissent. A Nonotte maintenant d'élever la voix, et de répondre aux injustes accusations de l'ingrate Henriette. Si cette enfant savait les sacrifices que lui a faits sa mère! Mais les enfants ne savent pas, ils ne peuvent pas savoir! Par convenance, parce que sa fille devenait grande et pour que rien n'offusquât sa pudeur, Nonotte a quitté son dernier amant, un amant qu'elle aimait comme peut aimer une amoureuse sur le retour. Jugez du déchirement! A ce souvenir toujours cuisant, elle s'attendrit, s'apitoie sur elle-même, et peu s'en faut qu'elle ne larmoie. Ces pleurnicheries de vieille courtisane sont en effet à pleurer.

Cela finit par une conversation entre Nonotte et sa fidèle camériste, témoin depuis trente ans de toutes ses campagnes, et confidente de tous ses chagrins. Nonotte est trop malheureuse ; elle ne veut plus voir personne ; elle va se terrer comme une bête malade. C'est décidé... Mais un coup de téléphone la fait changer de sa décision irrévocable.

Sa meilleure amie, qui, bien entendu, est une personne du meilleur monde, l'invite à une soirée très select pour y rencontrer un M. de Jussieux, diplomate longtemps retenu hors de France par des postes extrême-orientaux et qui revient de son lointain exil. Nonotte ne résiste pas au plaisir de retrouver M. de Jussieux. Elle et lui se sont tant aimés, d'un si chaste amour, il y a vingt-sept ans ! Sûrement ils se seraient mariés, sans les parents de Jussieux qui se sont méfiés. Ce Jussieux, quand elle y songe, c'est le seul homme qu'elle ait jamais aimé! Quelle émotion de se revoir après vingt-sept ans !

Cet acte est terriblement long et je ne serais pas étonné qu'il durât une grande heure d'horloge. A l'entracte, une nouvelle magnifique nous attendait : le bruit se répandait dans les couloirs que les Britanniques étaient entrés à Ostende. La nouvelle était-elle officielle? Nous avons maintenant une telle habitude des bonnes nouvelles que nous ne doutions pas de sa véracité. Nous escomptions les conséquences de ce brillant succès. Ostende fut une des bases principales de cette guerre sous-marine qui devait mettre l'Entente à la merci de l'Allemagne. Après Ostende, ce sera Bruges, dont les jours, ou les heures, sont comptés. Et ce seront encore d'autres cités rendues à elles-mêmes. Avec quelle émotion nous songeons à l'épique aventure de ce jeune roi Albert rentrant à la tête de ses armées dans ses États que lui avait fait perdre son respect de la foi jurée!... Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit ; le rideau s'est relevé : il s'agit de savoir comment se passera la rencontre de Nonotte et de Jussieux, qui ne se sont pas revus depuis vingt-sept ans.

C'est très scabreux de se revoir après vingt-sept ans. On aurait, à moins, le droit d'avoir changé. *Lui*, peut encore être un vieux beau ; mais *elle*, a des chances pour n'être qu'une ruine. Jussieux ne dissimule pas assez sa fâcheuse impression : au surplus, ce diplomate ne nous a pas l'air d'être un très galant homme. Il a beau s'ingénier à évoquer le passé et chercher dans ces yeux fanés un reflet du sourire de jadis, il ne parvient pas à retrouver la Nonotte de vingt ans. Quand se produit un coup de théâtre... Nonotte à vingt ans? Mais la voici ! Elle vient d'entrer. C'est Henriette, portrait vivant de sa mère. Telle était Nonotte quand il l'a tant aimée, telle est maintenant Henriette. Resté seul avec la jeune fille, Jussieux s'amuse à détailler cette extraordinaire ressemblance. Les yeux, les lèvres, les cheveux... Henriette se prête à cet examen circonstancié, sans y mettre aucune espèce de malice, j'en suis bien convaincu, mais tout de même en personne qui n'est pas de celles qu'un rien effarouche.

Jussieux la presse, la frôle, et je ne sais vraiment comment expliquer en termes honnêtes ce qui se passe en lui... Tant qu'enfin il met sur le bras nu d'Henriette un baiser brutal. En voilà un, au moins, sur le compte de qui nous n'avons pas une hésitation et pas un doute. C'est le goujat, sans phrases. C'est le « pur mufle » dont l'avènement avait été la caractéristique même du théâtre d'avant-guerre. Je plains l'excellent Huguenet d'avoir à incarner un tel personnage... Nonotte est entrée au bon moment. Elle chasse Jussieux, qui s'en va honteusement, les épaules courbées. Et une grande révolution se fait en elle. Ce baiser incongru a mis en fuite la dernière de ses illusions. Elle épousera Martin-Puech. Henriette épousera celui qu'elle aime. Il y a encore de beaux jours pour la bonne société française!

Mais qu'est-ce que tout cela peut bien nous faire ? Et est-il même besoin de remarquer que, pour une mère qui sacrifie son bonheur à celui de sa fille, Nonotte n'est guère à plaindre? Elle se marie richement et case honorablement sa fille : beaucoup l'envieraient, même parmi celles qui ont le plus consciencieusement rôti le balai... Et n'est-ce pas une dérision, dans un temps où toutes les Françaises font chaque jour tant et de si cruels sacrifices, de choisir l'immolation de cette drôlesse et de la proposer à la méditation du monde?

Lorsqu'enfin, sur le sol libéré, ceux du front chassent les Boches, il serait grand temps que ceux de l'arrière en fissent autant. *Notre Image* nous est présentée avec une mise en scène du plus fâcheux exostisme. Dans les entr'actes, des flonflons de tziganes font rage. Autant de lourdes fautes de goût! Enlevez-nous ça! Enlevez! Balayez tout ce que les Boches ont laissé derrière eux!

En Italie, après 1815. Un jeune homme a tué un ruffian. Il était en état de légitime défense; c'est quand même un meurtre et son cas est mauvais. Mais une grande dame s'intéresse à lui et sollicite sa grâce auprès du prince régnant. La grande dame est belle et il ne tiendrait qu'à elle d'obtenir la grâce de son protégé, en la payant de son déshonneur. Mais, quoique grande dame, elle est vertueuse, et le prince en courroux abandonne le sympathique meurtrier à la justice, qui s'empresse de le jeter en prison. Le prisonnier a pour toute distraction de se hisser jusqu'à une lucarne d'où il aperçoit un peu de ciel. Il aperçoit aussi une jeune fille dont il devient éperdument amoureux et dont il se fait éperdument aimer. Bien lui en prend, cette jeune fille étant la fille du directeur de la prison. Avertie qu'on veut empoisonner celui qu'elle aime, elle fait irruption dans sa cel-

lule, à l'instant précis où il allait toucher aux mets dangereux, finalement elle facilite son évasion. Nous le retrouvons enfin libre dans un beau château avec vue sur un lac ; il ne tiendrait qu'à lui de couler auprès de sa noble et tendre protectrice des jours tissés d'or et de soie : pourtant il ne fait que languir. Éloigné de celle qu'il aime, il lui faut à tout prix la rejoindre. Au dernier acte, nous apprendrons que cette Juliette est morte, on ne sait d'ailleurs ni pourquoi ni comment, et nous verrons au milieu des soupirs et des gémissements avec accompagnement de trémolos, l'infortuné jeune homme renoncer au monde et entrer au couvent... Il n'y a là rien de très neuf, me direz-vous ; mais il y a de l'incohérence. C'est un mélodrame comme un autre, un fait divers illustré et dialogué, un chapitre des évasions célèbres mis à la scène, et qui ne vaut ni plus ni moins que beaucoup d'autres productions de la même catégorie. Mais la pièce s'intitule *la Chartreuse de Parme*. Cela gâte tout.

Car on retrouve bien quelque chose de *la Chartreuse de Parme*. Les noms sont les mêmes. Le jeune homme s'appelle Fabrice del Dongo, la grande dame est la duchesse Sanseverina, la jeune fille Clélia Conti, et le prince Ranuce-Ernest IV. Nous retrouvons le comte Mosca et le fiscal Rassi et même l'abbé Blanès, dont, au surplus, on ignore absolument ce qu'il vient faire dans le drame de l'Odéon. Mais c'est un des caractères de ces pièces tirées d'un roman fameux, qu'à chaque instant un personnage, un bout de scène, un trait étonne et déconcerte ; il était dans le roman, il y faisait bien, on n'a pas voulu le laisser perdre. L'adaptateur de *la Chartreuse de Parme* a pris avec le texte de son modèle toute sorte de libertés, sur lesquelles il est peut-être inutile d'insister : cela rappelle tout de même le roman de Stendhal dans les grandes lignes et *grosso-modo*. Seulement il y manque quelques petites choses.

Il y manque l'atmosphère... Cette atmosphère italienne dont Stendhal raffolait, au point que lui, vieux soldat de Napoléon, réclame dans son épitaphe la nationalité milanaise, s'est, dans le passage du roman à la scène, complètement évaporée. Je sais bien qu'au théâtre il y a la toile de fond, des décors qui représentent un lac, un couvent, etc. Mais avec Stendhal ce n'est pas le paysage qui importe. Celui qui revendique la qualité d' « observateur du cœur humain, » n'est pas un descriptif. Romantique autant que Chateaubriand, il ne l'est pas de la même manière. Ce qu'il aime dans cette atmosphère italienne, c'est qu'elle est chargée des deux passions qui le ravissent d'aise : l'énergie et la volupté. On a beaucoup discuté sur

ce que Stendhal entend par l'énergie, et qui est probablement la violence : un beau crime est beau, et le moins beau n'est pas à dédaigner. Voilà du romantisme, et du plus mauvais. Par ailleurs, Stendhal est resté du XVIIIe siècle. C'est un homme qui chaque matin part à la chasse du plaisir. Et il lui semble qu'en aucun lieu du monde, plus qu'en cette Italie des années qui suivirent les guerres de l'Empire, cette chasse n'est aisée, agréable et fructueuse. En aucun autre pays on ne trouverait autant de facilité de vie et de laisser aller. Tous les personnages de *la Chartreuse de Parme* font du plaisir une religion qui se concilie parfaitement avec l'autre et même en a besoin, quand ce ne serait que pour faire qu'un sorbet fût un péché. Quant à l'énergie, ils n'en manquent point, chacun d'eux ayant deux ou trois meurtres sur la conscience et la conscience aussi légère. Le comte Mosca, homme du monde accompli, fait en ces termes ses offres de service à la duchesse Sanseverina : « Depuis que j'ai le pouvoir en ce pays, je n'ai pas fait périr un seul homme, et vous savez que je suis tellement nigaud de ce côté-là que quelquefois, à la chute du jour, je pense encore à ces deux espions que je fis fusiller un peu légèrement en Espagne. Eh bien, voulez-vous que je vous défasse de Rassi ? » Mais la duchesse a mieux à faire. Cette charmante femme confie à Ferrante Palla, qui est « un être sublime, » le soin d'empoisonner le prince. Lui-même, Fabrice a derrière lui une carrière de bretteur et de libertin un peu bien remplie pour un homme d'église... Et je ne prétends pas que ce mélange de plaisir sensuel et de crime soit des plus recommandables. Il est très stendhalien, et c'est ici tout ce qui importe.

Il manque la peinture des mœurs dans une petite cour despotique... Ranuce-Ernest IV a les yeux fixés sur le plus majestueux des modèles et se demande chaque fois ce qu'en pareille circonstance eût fait Louis XIV. Cette imitation d'un grand modèle dans les proportions réduites d'une cour minuscule fait la saveur originale de cette peinture. Aux intrigues de la cour de Parme il fallait un Saint-Simon. Stendhal tient la plume et, comme il convient, remplace la colère et l'indignation par la froide raillerie du pince-sans-rire. Ultras contre libéraux, Sanseverina contre Raversi, Mosca contre Rassi, les mêmes ressorts les meuvent sur ce petit théâtre, qui font agir les plus imposantes marionnettes sur les scènes les plus illustres du monde. Ce sont gens uniquement guidés par leur intérêt et occupés à se trahir les uns les autres. Chacun d'eux est peint d'après nature, par notations brèves et accumulations de petits traits. Faire du prince un grotesque

et un bouffon, comme on s'en donne à cœur joie à l'Odéon, est pur contre-sens. Ranuce Ernest IV n'est ni un sot ni un méchant homme; mais il est tel que l'a fait le pouvoir absolu : c'est la peur qui le rend cruel, et la même cause explique les terreurs qui le hantent et les caprices auxquels s'abandonne son humeur d'enfant gâté. Autour de lui, la timide princesse Clara Paolina, que les joies de l'horticulture consolent des tristesses de la vie princière, la maîtresse du prince, la marquise Balbi, le bon archevêque Landriani, dix autres composent le tableau achevé d'une cour à laquelle ressemblent et ressembleront toutes les cours nées ou à naître.

Il y manque les raffinements et les subtilités de l'analyse... Il est tout de même difficile d'oublier que *la Chartreuse* est un des chefs-d'œuvre du roman d'analyse et qui nous a valu, à la suite d'un essai fameux de M. Paul Bourget, toute un renouveau de ce genre de roman qui fait partie de notre meilleure tradition. L'analyse, telle que la pratique Stendhal, n'est pas celle du XVIIe siècle qui recherchait dans les âmes le fond éternel, les grandes forces auxquelles obéit l'humanité de tous les temps. Elle n'a pas cette largeur et cette puissance; elle procède non de Pascal, mais de Condillac : ce n'est pas la même chose. C'est l'analyse dissolvante et décevante, qui prend un plaisir moqueur à démonter les rouages d'un mécanisme compliqué et à en faire jouer devant nous certains ressorts minuscules et secrets. Le procédé est le même, qu'il s'agisse de la vie intérieure des individus ou de l'histoire des peuples : c'est celui auquel nous devons l'admirable récit des mésaventures de Fabrice à la bataille de Waterloo. Récit admirable, à condition qu'on n'y veuille pas voir un récit de la bataille de Waterloo. Mais c'est le danger des mystifications supérieurement exécutées, qu'on ne voit pas au juste où elles commencent et où elles finissent : les dupes n'ont pas manqué qui s'y sont trompées et longtemps ont affirmé gravement que Stendhal avait, une fois pour toutes, établi la formule suivant laquelle il convient d'écrire l'histoire militaire. Ainsi, en psychologie comme dans la peinture des mœurs, ce romantique inaugure, sinon le réalisme qui était connu fort avant lui, du moins ce réalisme étroit et minutieux, qui sera celui du XIXe siècle en opposition avec la grande manière des classiques.

Cette analyse si déliée nous a valu les figures inoubliables des personnages de premier plan dans *la Chartreuse de Parme*. Par-dessus tous les autres, le comte Mosca, type du grand seigneur homme d'État, hautain comme un grand seigneur et dédaigneux comme

un homme d'État qui a vu trop de choses et trop de gens et de trop près. Aussi bien l'homme nous intéresse en lui plus que le ministre. Sceptique et passionné, assez jaloux pour souffrir et trop intelligent pour ne pas pratiquer l'indulgence, il transporte dans ses affaires de cœur le machiavélisme des affaires de cour : « Savez-vous que tout ce que vous me proposez là est fort immoral? » remarque l'aimable comtesse Pietranera. Et il applique à sa conduite privée cette maxime des grands politiques : savoir attendre. La duchesse Sanseverina « si peu raisonnable, si esclave de la sensation présente, » avec une pointe de perversité, mais toujours si finement aristocratique, et grande dame jusqu'au bout des ongles. Fabrice, faible et ardent, un beau matin courant les routes de France pour voir de plus près son héros Napoléon, puis lancé à la poursuite de l'amour qui le fuit et dont il désespère jusqu'au jour de la rencontre avec Clélia Conti, enfin se poussant dans la carrière des honneurs, et toujours curieux d'art et de musique, archéologue et théologien, type d'impulsif, séduisant et un peu inquiétant, qui remplit tout l'intervalle entre le sigisbée et le prélat romain. Aucune de ces créations ne réalise un de ces largés types d'humanité qui jalonnent, comme autant de statues vivantes, la grande voie de la littérature universelle; mais elles valent par ce qu'elles ont de hautement distingué, de raffiné et de rare.

Il manque l'ironie qui est le ton habituel des conversations et court sous la nonchalance du dialogue... « Le comte se mit à dire des anecdotes sur la Raversi. — C'est en vain que j'ai cherché à l'amadouer par des bienfaits, dit la duchesse. Quant aux neveux du duc, je les ai tous faits colonels ou généraux. En revanche, il ne se passe pas de mois qu'ils ne m'adressent quelque lettre abominable; j'ai été obligée de prendre un secrétaire pour lire les lettres de ce genre. — Et ces lettres anonymes sont leurs moindres péchés, reprit le comte Mosca; ils tiennent manufacture de dénonciations infâmes. Vingt fois, j'aurais pu faire traduire toute cette clique devant les tribunaux; et Votre Excellence peut penser, ajouta-t-il en s'adressant à Fabrice, si mes bons juges les eussent condamnés. — Eh bien! voilà qui me gâte tout le reste, répliqua Fabrice avec une naïveté bien plaisante à la cour; j'aurais mieux aimé les voir condamner par des magistrats jugeant en conscience. — Vous me ferez plaisir, vous qui voyagez pour vous instruire, de me donner l'adresse de tels magistrats : je leur écrirai avant de me mettre au lit... » Cette ironie fait le prix de cent anecdotes parfaitement inutiles et contées pour

elles-mêmes. Elle donne au livre tout entier son charme piquant et irritant, et c'est la principale raison pour laquelle ceux que Stendhal ne ravit pas ne peuvent pas le souffrir. Il manque le style, qui n'est pas d'un grand écrivain, qui est à peine d'un écrivain, mais qui est le contraire du convenu et se moque de la rhétorique. Il manque enfin tout ce qui fait du roman de Stendhal un livre curieux, touffu, décousu, exquis, pénétrant, aussi ennuyeux par endroits qu'en d'autres il est divertissant, un chef-d'œuvre incomplet, mêlé et bizarre, mais un chef-d'œuvre.

La Chartreuse de Parme odéonienne est à *la Chartreuse de Parme* de Stendhal, ce que la carcasse est au feu d'artifice. Et on me dit que nous ne sommes pas au bout de nos peines. La Comédie-Française nous menace d'une autre *Chartreuse de Parme*. Je ne m'explique pas cet acharnement de mes contemporains contre Stendhal. Qu'est-ce que Henry Beyle a bien pu leur faire?

Le rôle de Fabrice est tenu par M. Coutant, premier prix du Conservatoire au concours de cette année. Il y a montré de la jeunesse et de la grâce. Mlle Briey est une duchesse Sanseverina tout à fait remarquable et qui a grand air. M. Vargas joue le rôle du comte Mosca; mais le comte Mosca a si peu de rôle! Et M. Hasti est impardonnable de jouer en bouffon le rôle du Prince.

A la Comédie-Française, M. Leroy a pris possession du rôle d'Alceste. Il ne l'a abordé qu'avec respect et tremblement. Et cela est à sa louange. Il en donne une interprétation qui n'était pas entièrement au point le premier soir, mais dont il accentuera peu à peu le parti pris. M. Leroy, qui est un élégiaque et un sentimental, éprouve quelque embarras à se muer en comique. Il n'en fait pas moins d'Alceste, et résolument, un rôle comique. C'est en cela qu'il a raison, pleinement raison, et pour cela qu'on ne saurait trop l'approuver et l'encourager.

Il en va du rôle d'Alceste comme de plusieurs autres du répertoire, et j'en faisais récemment la remarque à propos du rôle d'Agnès. Molière en a écrit la signification en caractères nets et lisibles ; mais, en deux siècles et demi, il s'est produit de tels changements dans notre sensibilité, qu'il nous est devenu très difficile non seulement de retrouver, mais d'accepter le sens primitif, qui tout de même est le sens vrai et auquel nous n'avons pas le droit d'en substituer un autre. Une révolution s'est faite au milieu du XVIIIe siècle, qui a creusé un abîme entre la manière de sentir

d'autrefois et la sensibilité moderne. Il s'est trouvé que l'auteur de cette révolution n'était autre qu'Alceste lui-même, un Alceste genevois et plébéien, un Alceste renforcé, exaspéré et déchaîné. Jean-Jacques Rousseau ayant reconnu dans le Misanthrope un précurseur, une préfiguration de lui-même, a pris violemment Molière à partie. Nous, petits-fils de Rousseau, mais qui avons, comme tout Français, le théâtre de Molière dans le sang, nous avons tenté une conciliation et trouvé cet expédient de faire revoir Alceste par Jean-Jacques et corriger Molière par Rousseau. L'homme aux rubans verts devient le porte-parole de nos colères vertueuses, et nous jugeons sévèrement Célimène pour n'avoir pas voulu le suivre au fond de son désert. C'est en ce sens que la plupart des plus récents et plus fameux interprètes du rôle l'ont faussé et dénaturé. Delaunay faisait d'Alceste un amoureux irrésistible et ravissait la salle par la tendresse avec laquelle il chantait, plutôt qu'il ne disait, la chanson du roi Henri. Worms en faisait un beau ténébreux : quel scandale que Célimène n'eût pas pour cet autre Antony les yeux d'une autre Adèle d'Hervey !

Molière, écrivain d'un temps où la littérature, comme l'a si bien montré Brunetière, est éminemment « sociale », se place au point de vue des convenances ou des nécessités sociales. Venu dans un siècle où la vie de société est arrivée à sa perfection, il dessine sous les traits d'Alceste le type de celui qui rendrait cette vie de société impossible. Il ne s'agit pas de savoir si cette société est en soi bonne ou mauvaise ; mais elle a établi un certain nombre de règles auxquelles doit se conformer l'homme bien élevé : le tort d'Alceste est, vivant dans le monde, de ne pas se plier au code mondain. Or, cela même est l'essence du comique et la définition du ridicule. Ce qui nous fait rire, c'est ce qui déconcerte nos habitudes et met une fausse note dans le concert de nos usages et dans l'harmonie de nos conventions. Un chapeau qui n'est pas le chapeau de l'année, fait rire : c'est Aristote qui l'a dit. Honnête homme dans tous les sens et dans toute la force du terme, Alceste est atteint de la manie insociable : cela fait qu'il est, par la sang bleu ! plus plaisant qu'il ne croit.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La quinzaine qui se termine a vu, après de durs travaux, commencer la joyeuse et large moisson, toute une récolte de villes. Entre la Meuse et la mer, l'ennemi a dû se résigner à vider en hâte, pendant qu'il le pouvait encore, les poches creusées par l'avance des troupes alliées. Les Belges sont entrés à Ostende, Bruges et Zeebrugge ; avec la côte flamande, l'Allemagne perd les bases nécessaires à ses sous-marins, grâce auxquels elle s'était flattée et se targuait encore récemment de venir à bout de l'effort allié. Les Anglais ont repris Lille, Roubaix, Tourcoing, Douai, Denain, touchent à Tournai et à Valenciennes. Les Français, traversant le massif de Saint-Gobain, évacué par les Allemands, ont repris Laon et progressé jusqu'à la Serre. L'Orient répond à l'Occident. D'aussi magnifiques résultats sont plus éloquents que toute éloquence. Mais M. Paul Deschanel et M. Clemenceau, interprètes de la France reconnaissante, les ont, en les annonçant à la Chambre, dignement et noblement salués.

Cette situation désastreuse devait amener ce qui restait de l'Alliance des Empires centraux à une démarche qui pouvait encore être retardée, qui ne pouvait plus être évitée. En particulier, ce geste, le *pollice verso* du gladiateur vaincu, fait par l'orgueilleuse Allemagne, était chargé d'une lourde signification. Elle l'avait déjà plusieurs fois esquissé, mais comme d'une manière indirecte, détournée, et pour ainsi dire derrière le dos. Cette fois elle le dessinait largement, ouvertement, solennellement. Le vendredi 4 octobre, à midi, avant même de s'être présenté devant le Reichstag, le nouveau Chancelier, prince Max de Bade, qui succédait au comte Hertling, a fait remettre par le baron Romberg, ministre d'Allemagne à Berne, au chef du département politique du gouvernement fédéral, en lui demandant de la faire parvenir au Président Wilson, une note qui portait : « Le gouvernement allemand prie le Président des États-Unis d'Amé-

rique de prendre en main la cause de la paix, d'en informer tous les belligérants et de les inviter à envoyer des plénipotentiaires pour ouvrir des négociations. — Le gouvernement allemand prend pour base de ces négociations le programme élaboré dans le message adressé au Congrès le 8 janvier 1918 par le Président des États-Unis d'Amérique et dans ses déclarations ultérieures, en particulier dans le discours du 27 septembre 1918. — Pour éviter que l'effusion de sang ne continue, le gouvernement allemand demande la conclusion immédiate d'un armistice général sur terre, sur mer et dans les airs. »

Bref, l'Allemagne sollicite en même temps la paix et l'armistice, ou, en ordre inverse, l'armistice et la paix, et il vaudrait, après avoir noté le fait même de sa démarche, d'en mieux connaître le caractère, les motifs et les intentions. Premièrement, si l'on a pu dire de certaines manifestations antérieures de l'Allemagne ou de l'Autriche-Hongrie, que c'étaient comme des « offensives, » il serait permis de dire de celle-ci qu'elle inaugure, en corrélation avec les événements récents, une sorte de « défensive de paix; » c'est son caractère le plus évident, et il se marque par-dessus tout dans la demande d'armistice. Quant aux motifs de cette demande, il en est de militaires, il en est de politiques. Les raisons militaires, on fait plus que de les voir, on les touche du doigt; en quelque manière, on les pointe jour par jour sur la carte; pour les raisons politiques, il y a sans doute ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas, ce qu'on sait et ce qu'on ne sait pas. Il n'est pas impossible que la situation intérieure de l'Allemagne, ou proprement politique, ou économique, qui s'était longtemps maintenue moins mauvaise que nous ne la croyions, soit devenue à présent plus grave que nous ne l'aurions crue. Des allusions fréquentes ont été faites, sinon à des différends formels, du moins à des difficultés, dissentiments ou frictions entre États confédérés, et, plus encore qu'entre États, entre nations du Nord et du Sud; on a par exemple, sous prétexte, alternativement, d'égoïsme alimentaire et d'égoïsme militaire, ressuscité à nos yeux la querelle classique de la Prusse et de la Bavière; et nous nous sommes méfiés, de crainte qu'on ne se jouât à la fois de nos désirs, de notre ignorance et de notre bonne foi; mais peut-être, dans ce qu'on en a laissé percer, tout n'est-il pas absolument faux.

De même, et beaucoup plus sûrement, entre partis : tout n'est pas une comédie, quelle que soit, dans ces disputes de théâtre, la part de la mise en scène. Souvent déjà il nous était venu à la pensée que rien de ce que nous savions n'expliquait complètement,

d'une façon pleinement satisfaisante, le brusque renversement des positions et des chances : ni la supériorité de nos effectifs, ni celle, en quantité et en qualité, de notre matériel, ni l'échec relatif de la guerre sous-marine, ni l'afflux énorme et régulier des renforts américains, ni même, enfin réalisée, passée vivante dans l'action, l'unité de commandement; tout cela, certainement, comptait, pour le plus gros, pour les neuf dixièmes, si l'on veut; mais pourtant, il devait y avoir, en outre, quelque chose que nous ne savions pas, par quoi le grand ressort était faussé, et la machine déréglée. La demande d'armistice du gouvernement allemand nous en apporte l'éclatante confirmation : elle est un aveu tout ensemble et de faiblesse militaire et d'embarras politique.

Restent les intentions : il faudrait, pour les démêler, une analyse très serrée. Qu'est-ce que l'Allemagne attendait de l'armistice ? Qu'en espérait-elle ? Mais, plutôt, est-ce l'État-major ou la Chancellerie qui a inspiré la démarche ? La Chancellerie dit, fait dire ou laisse dire que c'est l'État-major. Alors, ne peut-on concevoir, sans chercher plus loin, que, contraint par les armées alliées à battre en retraite sur tout le front, chassé de ligne en ligne, rejeté de Wotan sur Siegfried et d'Alberich sur Brunehilde, ramené chez lui à grandes pertes, il eût préféré s'en aller, à la faveur d'une trêve consentie, sauvant par la suspension d'armes ce qu'il eût dû abandonner, céder ou détruire dans des opérations coûteuses, et gagner ainsi tranquillement une nouvelle ligne, plus courte et plus rapprochée de ses bases, où il aurait eu le loisir de se rétablir, cependant qu'on nous aurait amusés en des pourparlers qu'on eût toujours trouvé l'occasion de rompre dès que Ludendorff aurait été prêt, et que Krupp aurait eu comblé le déficit de l'artillerie et des munitions ? De plus, la coupure aurait été faite entre les deux parties de la guerre, qui auraient paru comme deux guerres, celle de l'été de 1914, dont on réussit mal à se persuader soi-même qu'elle ait été vraiment une guerre de défense, et celle de l'hiver de 1918 qui se présenterait d'autant plus incontestablement sous cet aspect, qu'elle surgirait tout à coup aux frontières. Si l'on n'y reprenait pas assez de force pour attaquer, avancer et envahir de nouveau, tout au moins en retrouverait-on assez pour résister, arrêter, et retenir. Et, dans l'intervalle, l'élan de nos troupes serait brisé; la fatigue peut être aurait pris le dessus. Qui sait même ? Peut-être l'un ou l'autre des États alliés se retirerait-il de la lutte, et le faisceau délié ne se reformerait-il plus.

Ces dessous de la manœuvre allemande, on ne nous accusera pas

de les imaginer. Ce sont des journaux de pays neutres qui nous les révèlent. Ils auraient été exposés par les directeurs des agences ennemies de propagande devant les correspondants qu'ils ont attachés à leur service, et l'invention en aurait été louée comme le fin du fin et le suprême de l'art. On n'a pas tardé à s'apercevoir qu'on lui faisait un honneur excessif. Chez nous, et l'on peut dire aussi bien chez tous les peuples de l'Entente, l'esprit public s'est montré d'une fermeté, d'une netteté admirables, dans une admirable unanimité. Le plan a été aussitôt deviné. Et la réponse, catégorique, a été lancée d'une seule voix : « Ah ! non, pas d'armistice ! Pas d'armistice, en ce moment, où le monde, heure par heure, se délivre du cauchemar qui, durant un demi-siècle, l'a comme enveloppé d'angoisse ! Nous ne pouvons pas ne pas vouloir la paix, mais nous ne pouvons vouloir qu'une paix, dont les conditions ne sont plus à débattre ; elles sont immuables, étant dictées par la nature et la force des choses ; toutes les négociations, toutes les conférences n'y sauraient changer une virgule. L'Empereur allemand a dit, dans son homélie mystico-féroce aux ouvriers d'Essen, que c'était le duel du Bien et du Mal, et que Dieu jugerait. Dieu a jugé. La sentence qu'il a rendue par les armes est sans appel. Il ne reste plus qu'à l'exécuter. »

Arrêt inexorable. Le Président des États-Unis, quand il eut lu ce chiffon de papier qui venait d'Allemagne, courut à sa machine à écrire, cette fameuse machine à écrire que les ironistes d'outre-Rhin ont si lourdement raillée et qui s'est transformée si élégamment en une toute-puissante « machine à finir la guerre. » M. Wilson est monté au sommet dans l'estime et le respect universels ; rien, jamais, n'effacera ni n'éteindra la dette de reconnaissance que tout homme civilisé, tout homme qui est homme, a contractée, dans le présent envers sa personne, dans l'avenir envers sa mémoire. Pourquoi donc le cacher, mais comment le dire ? Un instant, on a craint un peu la perfection de sa vertu. N'était-ce pas, dans la note allemande, une perfide habileté de plus que de l'invoquer comme arbitre, même après qu'il s'était déclaré et affirmé adversaire, par la preuve la plus irrécusable qui soit, par l'envoi sur les champs de bataille de millions de soldats américains et le sacrifice, déjà consommé, de milliers de ces soldats ? N'allait-elle pas, la vieille astuce germanique, le circonvenir, le flatter à l'endroit sensible, le prendre par ses côtés faibles, qui seraient, pensait-on à la Wilhemstrasse, le sentiment religieux et la culture juridique ? Mais ç'a été précisément l'erreur de psychologie dans laquelle un Allemand manque rarement de tomber, de ne pas comprendre qu'en l'espèce ces

deux points faibles du Président Wilson devaient être ses points les plus forts, qu'une pareille guerre le blessait cruellement en sa conscience religieuse et en sa conscience juridique, et qu'il n'y avait pour lui de paix recevable ni concevable qui n'apportât à l'une et à l'autre un infaillible et imperturbable apaisement.

A la demande du gouvernement allemand, il a, en conséquence, commencé par opposer trois contre-demandes, avertissant que c'était une précaution, une préface, qu'avant de répondre et afin que la réponse fût aussi sincère et sans détour que les intérêts en jeu l'exigeaient, il désirait être assuré de ne pas se tromper sur le sens exact de la note. D'où une triple interrogation. 1° Le Chancelier impérial veut-il dire que « le gouvernement impérial allemand accepte *les conditions* posées par le Président, et que son but, en entamant des discussions, serait seulement de se mettre d'accord sur les détails pratiques de leur application? — 2° En ce qui concerne l'armistice, comme le Président ne voit pas la possibilité même « de le proposer aux Puissances avec lesquelles le gouvernement des États-Unis est associé contre les Puissances centrales aussi longtemps que les armées de ces dernières puissances sont sur le sol des gouvernements envahis, » les Puissances centrales consentent-elles à « retirer immédiatement partout leurs forces des territoires envahis? » Mais il y a une question préalable : A qui le Président des États-Unis a-t-il réellement affaire? Et « le Chancelier impérial parle-t-il simplement au nom des autorités constituées de l'Empire, qui, jusqu'ici, ont conduit la guerre ? »

Ces trois contre-demandes du Président Wilson, à les relire la tête froide, étaient directes, tranchantes, impérieuses. Il n'y avait en elles ni obscurité ni flottement; nul délayage, nul bavardage. Néanmoins, aux États-Unis mêmes, l'opinion, par tous ses organes, dans la presse, dans les réunions de commissions et de partis, jusque dans le Congrès, réclama une énergie plus laconique, approuvant, à la vérité, le contenu de cette première réponse, mais redoutant que, de question en réponse et de repartie en réplique, on ne se trouvât engagé dans une conversation qui pourrait devenir dangereuse. Mais M. Wilson, quelque irréductible qu'il soit sur les principes de sa foi et de sa conduite, a souvent témoigné d'une ductilité, d'une subtilité, d'une sensibilité extrême aux courants populaires. Une occasion s'offrait à lui de prendre d'un seul coup la température de son propre pays, celle des Alliés, et celle de l'ennemi : il leur a mis le thermomètre et constaté que la volonté des uns était implacable, le moral de l'autre

très bas. Alors, patient, mais inflexible, il a regardé venir la deuxième note du gouvernement allemand.

Elle est venue vite. Comme la réponse du Président des États-Unis était communiquée par le secrétaire du département d'État, M. Robert Lansing, cette deuxième note allemande émane protocolairement du secrétaire d'État impérial aux Affaires étrangères, M. Solf. Le dialogue se poursuit : c'est bien une réponse aux trois questions de M. Wilson. Sur la première, qui est capitale, le secrétaire d'État déclare : « Le gouvernement allemand *a accepté les points* que le Président Wilson a posés dans son discours du 8 janvier 1918 et dans ses discours postérieurs comme base d'une paix de droit durable. Le but des pourparlers à entamer serait donc seulement de s'entendre sur les détails pratiques de leur application. » Sur la deuxième question : « Le gouvernement allemand se déclare prêt à répondre à la proposition d'évacuation du Président Wilson pour amener un armistice. » Sur la troisième : « Le gouvernement allemand actuel, qui porte la responsabilité de conclure la paix, a été formé à la suite de négociations et d'accord avec la grande majorité du Reichstag; et, s'appuyant dans chacun de ses actes sur la volonté de cette majorité, le Chancelier de l'Empire parle au nom du gouvernement et du peuple allemands. »

Il est vrai qu'au premier paragraphe, le docteur Solf ajoutait : « Le gouvernement allemand suppose que les gouvernements des Puissances alliées des États-Unis se placent, elles aussi, sur le terrain des manifestations du Président Wilson ; » et c'était une chausse-trape qu'on creusait d'un air innocent dans ce terrain, en se promettant d'exploiter un jour ce qu'avaient d'un peu vague ou du moins d'un peu trop général quelques-uns des quatorze articles du message du 8 janvier, tout particulièrement le huitième, qui visait « la réparation du tort fait à la France en Alsace-Lorraine. » Au second paragraphe, concernant l'armistice, autre addition : « Le gouvernement allemand s'en rapporte au Président pour provoquer la réunion d'une commission mixte qui serait chargée de passer les accords nécessaires en vue de l'évacuation. » Des accords, une commission mixte ; point de vainqueurs, point de vaincus ; bonne liquidation d'une mauvaise affaire : on économiserait des hommes, en tués, blessés et prisonniers ; on sauverait le matériel, on l'emporterait, on le garderait pour de meilleurs jours. A ce prix, l'évacuation tournerait même en un avantage. « Enfin, nous avons fait faillite ! »

A peine avait-on connu en Allemagne les demandes et les réponses,

que la capitale et les provinces avaient tressailli d'une joie folle. Les passants s'arrêtaient réciproquement et se congratulaient dans les rues. On tenait l'armistice, on touchait à la paix. C'étaient choses faites. Le Président Wilson accueillait en somme la note du gouvernement allemand. Il ne s'en était pas débarrassé, comme des séductions autrichiennes, par une fin de non-recevoir hautaine. De son côté, le gouvernement allemand lui avait fourni sans délai tous les éclaircissements qu'il souhaitait : il lui en donnait même un peu plus, mais abondance ne pouvait nuire. La seconde réponse des États-Unis ne manquerait pas de consacrer et de sceller l'arrangement. Neuf Allemands sur dix se frottaient les mains. Seul le petit clan des pangermanistes, par dépit plus que par conviction, sans espoir profond d'un retour de fortune, boudaient et maugréaient. Là-dessus, un beau matin, qui était le 15 octobre, la réponse qu'on s'était hâté d'escompter arriva. Il serait plus juste de dire qu'un pavé tomba dans la mare.

D'un tour de main, le Président des États-Unis prenait le gouvernement allemand au piège, en le prenant strictement au mot. A son propre piège à lui, gouvernement impérial allemand, marque de fabrique prussienne, — *made in Germany*. — « L'acceptation sans restriction par le gouvernement allemand actuel et par une grande majorité du Reichstag allemand des conditions posées par le Président des États-Unis d'Amérique... » Aux yeux du Président Wilson, le gouvernement allemand, et le Reichstag allemand, c'est à-dire le peuple allemand, par ses organes d'État, a donc accepté, non pas comme base de futures négociations, mais en eux-mêmes ou en elles-mêmes, dès maintenant, avec tout ce qu'ils ou elles contiennent et comportent, le Dr Solf a dit « les points, » M. Wilson répète : « les conditions posées dans le message au Congrès du 8 janvier 1918 et dans le message subséquent. » Cette acceptation inconditionnelle *(unqualified acceptance)* de ses conditions autorise le Président Wilson à faire connaître franchement sa « décision. » Sa *décision*, et non sa thèse ou son point de vue. Mais ce sont les conditions de la paix. Pour l'armistice, la question regarde les militaires et ne regarde qu'eux. C'est ce que nous avons toujours dit : « Parlez au maréchal Foch. » M. Wilson se borne à spécifier que le gouvernement des États-Unis ne pourrait acquiescer à aucune convention » qui n'assurerait pas des sauvegardes et garanties, absolument satisfaisantes, du maintien de la présente suprématie militaire des armées des États-Unis et des Alliés sur le champ de bataille. » Pas d'armistice non plus, ni de prise en considération d'une demande

d'armistice, « aussi longtemps que les forces armées de l'Allemagne continueront à se livrer aux pratiques illégales et inhumaines dans lesquelles elles persistent; » spectacle abominable que les nations associées contemplent, à juste titre, « avec horreur et le cœur enflammé. » Et puis, subsiste la dernière inquiétude : à qui les gouvernements associés ont-ils affaire? Le gouvernement allemand est-il encore ce « pouvoir arbitraire » qui peut, séparément, secrètement et par sa seule volonté, troubler la paix du monde? » Si oui, « il dépend de la nation allemande de le changer. » Si, d'elle-même, elle ne surmonte pas cet obstacle à la paix, le Président Wilson laisse entendre que force sera au monde de l'abattre.

Le coup était rude; il a été ressenti. « C'est un soufflet! » dirent les uns; et d'autres, plus vulgairement : « C'est une gifle! » On aurait cru que l'Allemagne se serait redressée, révoltée, qu'elle aurait coupé la conversation. Point du tout. Les autorités délibèrent, en présence de l'idole au piédestal maintenant scié, de leur Hindenburg en chair et en bois, sur la tournure à donner à la suite de l'entretien. Cela seul marque le degré d'usure où est descendue l'Allemagne. Assurément elle témoigne quelque humeur, mais elle n'a pas tout de suite crié : Assez! du ton dont l'eût crié l'État qui, hier, n'avait que trop conscience d'être le plus puissant empire du globe. Elle grogne, mais ne peut plus ou ne veut plus marcher. Elle est furieuse, mais elle « encaisse; » pour un peu, elle s'excuserait.

Elle le fait presque. Dans sa troisième note, elle s'attendrit sur elle-même, épilogue, roucoule et minaude. Inhumaine, elle, l'Allemagne! Est-il possible? Et cette troisième note, pour n'en pas perdre l'habitude, renferme bien encore une ou deux malices, mais si « colossales » qu'elles sont visibles des antipodes, si puériles qu'elles sont au-dessous de la candeur d'un enfant du premier âge. Le trait qui la résume et qui la juge demeure l'absence d'indignation, la carence de toute fierté; une sorte de frénésie d'auto-humiliation; une résignation désespérée, qui est aussi le trait dominant du discours prononcé, le 22, au Reichstag, par le prince Max de Bade. Il y a en ce discours beaucoup de verbiage inconsistant et superflu, mais il s'en détache, vers la fin, trois ou quatre mots que l'orateur n'a pu empêcher de sortir de sa gorge : « L'ennemi est à nos portes... Nos soldats sont aujourd'hui dans une situation effroyablement dure... Ils combattent étant assaillis de soucis pour l'intérieur; ils combattent en ayant l'idée de paix en tête... » Autant de mots, autant d'aveux; autant d'aveux, autant d'abandons,

C'est tout l'Allemand, échine roide ou échine cassée : arrogance ou aplatissement. Ainsi, l'Allemagne en est là. Le surcroît, tout ce qu'on raconte, les histoires d'émeutes à Berlin, les bruits d'abdication de l'Empereur en faveur de son petit-fils, avec régence du roi de Bavière, comme l'ordre, si tardif qu'il est rétrospectif, de ne procéder en se retirant qu'aux destructions « exclusivement militaires, » comme les projets de revision constitutionnelle, touchant les rapports des membres du Bundesrath et du Reichstag, ou réglant le droit de paix et de guerre, toute cette verroterie libérale, toute cette pacotille de réformes que déballe le prince-chancelier, ce n'est que mascarade, truc et piperie. Puisque le Président Wilson veut de la « démocratie, » on va lui en mettre partout.

Mais il en est de cette prétendue « démocratisation » de l'Allemagne exactement ce qu'il en est de la prétendue « fédéralisation » de l'Autriche. Nous ne disons plus de l'Autriche-Hongrie, car il semble qu'il n'y ait plus d'Autriche-Hongrie. Il n'y a plus beaucoup de Hongrie, il n'y a plus du tout d'Autriche; il ne peut par conséquent y avoir guère d'Autriche-Hongrie. D'abord, il n'y a pas de gouvernement autrichien : le docteur Hussárek a remis sa démission à l'Empereur; et s'il a encore l'apparence de se survivre à lui-même, c'est qu'on n'a pu décider personne, ni le professeur Lammasch, ni le comte Silva Tarouca, à venir *in extremis* occuper sa place. Il n'y a pas de gouvernement hongrois : le docteur Wekerlé a, lui aussi, donné sa démission, elle aussi refusée par le roi, faute aussi de pouvoir le remplacer. Derrière eux, et au-dessus d'eux, qui ne sont, le premier que ministre impérial, et le second que ministre royal, le comte Burian, ministre impérial et royal des Affaires étrangères, chancelier de fait, héritier des Beust et des Andrassy (le vieux, le père), et de fait président du Conseil commun de la double Monarchie, est également démissionnaire, également maintenu dans des fonctions qui de plus en plus se dérobent sous lui.

Car, justement, voici l'originalité, la gravité tragique, sans précédent et sans parallèle, de la crise. Ce ne sont pas seulement les ministres qui apportent leur démission à l'Empereur-roi dans les formes du cérémonial : ce sont les peuples qui la lui signifient sans le moindre ménagement. Pour chaque nationalité, des « Comités nationaux » se sont formés, dont l'objet déclaré est de constituer la nation à l'état séparé : jusque dans les Chambres se produisent et vont se multipliant des faits que, l'autre jour, un publiciste allemand appelait par un euphémisme délicat : « des phénomènes centrifuges. » Et

l'expression serait vraie, quoique faible, si l'Autriche-Hongrie avait jamais eu un centre; mais, parmi tant d'autres choses qu'elle n'avait pas, un centre, historiquement et politiquement, est ce qui lui a le plus manqué. Centrifuges pourtant, et avec quelle rapidité! « Les députés polonais ne reconnaissent plus Vienne pour capitale: ils sont partis pour Varsovie. Un député tchèque, ancien ministre de François-Joseph, proclame en pleine Chambre autrichienne que « l'œuvre constitutionnelle de 1867 est en ruines. » Les Slaves du Sud réclament leur unité et leur indépendance. Les partis de langue allemande se groupent pour fonder un État allemand. Le comte Tisza lui-même dit à ses amis politiques qu'il « faut assurer l'indépendance de la Hongrie. »

Nous empruntons ce résumé au Bulletin du *Temps*, qui fait observer fort à propos : « Telles sont les nouvelles qu'on imprime ouvertement. Que peuvent être celles qu'on n'imprime pas! » Il y aurait lieu, d'ailleurs, de le compléter et de l'accentuer encore. A la Délégation hongroise, le comte Michel Károlyi a réclamé pour la Hongrie « une entière indépendance et l'abolition de toutes les institutions communes de la monarchie. » Mgr Korosec, président du Club yougo-slave, a lu en pleine Chambre autrichienne, au nom des « représentants du peuple des Slovènes, des Croates et des Serbes, » une déclaration analogue, revendiquant, avec le droit, pour ce peuple uni, de vivre comme nation, le droit de disposer librement de son sort et d'être appelé à en décider souverainement à la Conférence de la paix. Conseil national des Tchéco-Slovaques, Conseil national des Polonais et Conseil national des Ruthènes, Conseil national des Roumains de Bukovine et de Transylvanie, Conseil national des populations de Bosnie et d'Herzégovine. C'est ce qu'on imprime, mais ce qu'on n'imprime pas est colporté, soupçonné et connu quand même. Troubles, commencement d'insurrection, menace de révolution à Prague; grèves et démonstrations dans les villes, brigandages dans les campagnes livrées par une police anémique à des bandes de déserteurs; séditions dans l'armée et dans la flotte, comme à Cattaro, où devaient être jugés prochainement 400 marins qui avaient fait rébellion. Parmi toutes ces nations, où est, non pas la nation autrichienne, — il n'y en a jamais eu, — mais où est l'Empire? La soi-disant monarchie des Habsbourgs n'est plus même une dyarchie, mais une anarchie. On conçoit parfaitement qu'il lui soit apparu comme le salut d'essayer de s'arrêter dans sa chute au cran d'une polyarchie.

De là, en tant que provoqué par des considérations d'ordre inté-

rieur, le Manifeste de l'empereur Charles « à mes peuples autrichiens fidèles. » — « Il faut, leur dit-il, entreprendre sans retard la réorganisation de la patrie sur des bases naturelles, donc solides. » L'Autriche doit devenir, conformément à la volonté de ses peuples, un État confédéré dans lequel chaque nationalité formera sur le territoire qu'elle habite son propre organisme constitutionnel. » Le procédé n'est pas nouveau : François-Joseph s'en est servi après chacun de ses malheurs, après 1859, après 1866; après chaque bataille, après chaque province perdue, il était pendant quelque temps question de transformer l'Empire en État fédératif. Et toujours, la tempête passée, on se hâtait de n'y plus penser. Toujours aussi les Hongrois, en haine et terreur des éléments slaves, travaillaient rageusement à faire avorter le dessein. C'est pourquoi le Manifeste du 18 octobre n'est adressé qu'aux « peuples autrichiens. » L'Empereur espérait amadouer la Hongrie en l'exceptant. Il l'exceptait positivement : « Ce nouvel état de choses, qui ne porte aucune atteinte à l'intégrité des pays de la sacrée couronne de Hongrie, doit garantir à chaque État national, individuellement, son indépendance. » D'autres points litigieux sont réservés : « Cela ne veut pas dire qu'on touche déjà à la question de l'union des territoires polonais d'Autriche avec l'État polonais indépendant. — La ville de Trieste, avec tout son hinterland, a, conformément aux désirs de sa population, une situation à part. » Cette situation à part, on la connaît dans le droit public de la monarchie depuis des temps immémoriaux : Trieste l'a eue dès 1382; c'est aussi celle de Fiume par rapport à la Hongrie; et c'est une absurdité, un monstre juridique, hypocrisie ou non-sens : séparé, mais annexé : *Separatum sacræ regni coronæ adnexum corpus.*

Dans son ensemble, le Manifeste, fait de concessions, de réticences et de reprises, est comme s'il avait été écrit des deux mains, la main gauche effaçant aussitôt ce que venait de tracer la main droite. Il sue la peur jusque dans les circonstances qui en ont entouré la promulgation. L'Empereur fait appel à la collaboration de ces Conseils nationaux qui ne se cachent pas de vouloir lui arracher non pas seulement ses pouvoirs, mais ses États. Il en est au surplus dédaigneusement repoussé. Les Tchèques refusent d'écouter. Le président du Conseil hongrois, M. Wekerlé, renouant les bonnes traditions magyares, s'écrie : « Puisque l'Autriche s'organise sur la base fédérale, nous nous plaçons sur le terrain de l'union personnelle ; nous organiserons en conséquence notre politique, au point de vue économique et au point de vue de notre défense, d'une façon autonome et indépendante. »

Alors Charles Ier se tourne vers son armée et sa marine « fidèles. » Fidèles comme ses peuples. Que de fidélités! et comme on éprouve le besoin de les constater toutes! Mais la fidèle armée continue de déserter et la fidèle marine continue de se mutiner.

Si maintenant, comme il est vraisemblable, et même certain, à de nombreux indices, le Manifeste était inspiré, en outre, par des considérations d'ordre extérieur, la réponse du Président Wilson à la note du gouvernement austro-hongrois a dû dissiper les espérances qu'on avait fondées sur ce camouflage. « Trop tard, dit le Président. Depuis le message du 18 janvier 1918, il est survenu certains événements de la plus haute importance. Les Tchéco-Slovaques, les Yougo-Slaves, existent nationalement et internationalement. Ils ont des gouvernements reconnus. Ce sera à eux-mêmes de disposer, selon la formule, librement, souverainement, d'eux-mêmes. » Trop tard a toujours été la loi sous laquelle a vécu l'Autriche. Elle en mourra.

Regardons en silence, mais faisons nos comptes. Hindenburg, comme le landgrave de la légende, exhortait naguère ses Allemands à être durs. Nous, soyons sages et raisonnables, mais ne soyons pas faibles. Nous n'avons pas fléchi à l'heure du péril : sachons vouloir toute la victoire. Douleurs, misères et ruines, incendies et pillages, il faut que tout ce qui doit être payé se paie intégralement. Il faut que ce que nous avons vu, ceux de nos fils qui resteront et les fils de nos fils ne puissent pas le revoir. Il faut que la patrie libérée, purifiée, soit inviolable. Laissons la force achever d'accomplir l'œuvre de la justice.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

GUILLAUME A SA TOUR MONTE[1]

... Dans la nuit du 14, l'Empereur, accompagné de son fidèle Karl Rosner, attendait, sur une tour, le déclenchement de la suprême offensive...

Les Journaux.

Oh ! quand je serai triste et frappé d'un ennui,
Qu'on me raconte
Ce quatorze juillet où Guillaume, la nuit,
A sa tour monte !

Guillaume à sa tour monte... Il monte... Il est monté.
Ostentatoire,
Il veut avoir, du haut d'une tour, assisté
A sa victoire.

Il est si sûr de vaincre et de l'effort puissant
Qui s'échelonne,
Que déjà, sur sa tour, en plein ciel, il se sent
Sur sa Colonne !

Il rit. L'ordre est donné. La victoire est dans l'air.
Il la respire.
Ciel de quatrième acte. Étoiles. Voir Schiller.
Non : voir Shakspeare.

(1) *Copyright by* Edmond Rostand, 1918.

Car toujours, dans Shakspeare, au héros le plus noir,
Un Clown s'agrafe.
Le Clown est là : Guillaume a près de lui, ce soir,
Son biographe.

Ce Karl Rosner, jocrisse et chroniqueur sournois
Du tyran fourbe,
Est un Viennois. Il est fait de ce bois viennois
Que l'on recourbe.

Guillaume ne peut pas dire une bourde sans
Que dare-dare
E'le ne soit jetée aux vents dans tous les sens
Par ce Pindare.

Sur le bord du manteau de son maître il s'assoit;
Il prend des notes...
Sans se lever, de peur que sa langue ne soit
Trop loin des bottes.

Donc, ce soir, tout en haut des durs degrés étroits,
Le Clown fantasque,
L'Empereur, ils sont là, tous les deux... Tous les trois :
Car, sur le casque,

Il y a l'Aigle. Elle est toujours sur le cimier,
L'aile entr'ouverte.
Et c'est bien l'Aigle encor de Frédéric Premier,
Mais recouverte.

Le couvre-casque gris la cache. C'est l'oiseau
De Barberousse,
Mais captif, mais aveugle, et pris comme au réseau
Sous cette housse.

L'Aigle a dit chaque jour : « Sire, ôtez ce drap gris :
Ses plis me serrent! »
— « Je l'ôterai demain pour entrer à Paris. »
Quatre ans passèrent.

Et l'Aigle attend toujours sous sa housse de drap.
On se demande
Jusques à quand, sous cette housse, elle attendra,
L'Aigle allemande!

Et, ce soir, cependant qu'au loin, dans la fureur,
Le sort se règle,
Ils sont là, sur la tour, tous les trois, l'Empereur,
Le Clown, et l'Aigle.

L'Empereur dit, en se drapant, car le tableau
Est historique :
« J'aurai l'Europe avant qu'elle ait traversé l'eau,
Leur Amérique! »

Le Clown dit : « J'écrirai ces choses, la beauté
De cette attente!
O romantique tour! ô nuit! Sa Majesté
Sera contente! »

L'Aigle dit : « Demain soir! On fera, demain soir,
Tomber mon voile!
Demain soir, je vais battre enfin sous ton voussoir,
Arc de l'Étoile! »

Le canon tonne au loin. — « C'est la victoire ! » dit
Le Clown prophète.
Ils attendent. La nuit passe. L'aube grandit.
Pas d'estafette.

Pas de signal. Va-t-elle ou non selon leurs vœux,
Cette offensive?
Rien. Le Clown est bavard. L'Empereur est nerveux.
L'Aigle est pensive.

Assis sur le manteau, le Clown dit : « Gengis-Khan?
Timour? Cambyse?
Cyrus? Napoléon? Des feuilles mortes quand
Souffle la bise!

« Guillaume seul existe! » — Et l'homme au manteau gris
Qui seul existe
Se dit tout bas : « Comment! Gouraud n'est pas surpris?
Gouraud résiste?

« Que se passe-t-il donc? Quel ordre a donc donné,
Sans crier gare,
Leur Foch, en mâchonnant encor son satané
Petit cigare? »

Et l'Aigle se demande : « Est-ce que, par hasard,
Arioviste
Vient, encore une fois, de rencontrer César
A l'improviste? »

Et l'Empereur se penche, et le vent, dans la tour,
Fait un bruit d'orgue.
Quoi! des soldats?... déjà de retour?... Ce retour
Manque de morgue!

Le temps passe. On attend. — Reims aurait-il tenu?
La canonnade
Faiblit. Guillaume a froid comme s'il était nu
Sur l'esplanade.

Ah çà! s'est-il donné, devant tout l'Avenir,
Le ridicule
D'être à sa tour monté pour ne rien voir venir?
Pâle, il calcule

Qu'on la verra, sa tour, de tous les points du temps
Et de l'espace!
« On l'aurait pu choisir, dit-il entre ses dents,
Un peu plus basse. »

Et sentant s'éloigner la victoire qu'il faut
Coûte que coûte,
L'Empereur et le Clown n'échangent pas un mot,
Car l'Aigle écoute!

Le Clown dit, car il faut que l'Aigle par sa voix
Soit amusée :
« J'aperçois un gotha... J'entends Bertha... Je vois
Une fusée...

« Il faut attendre encor... » — Et puis il a fallu
Ne plus attendre.
Il a fallu descendre... Ah! que j'aurais voulu
Les voir descendre!

Et l'Aigle, qui de tout avec avidité
Veut qu'on l'informe,
Dit : « Je sens l'air moins vif. Est-ce qu'on a quitté
La plate-forme? »

L'Aigle, qui sent, à chaque marche, avec effroi,
L'Empereur fondre,
Crie : « On descend! Je sens que l'on descend! Pourquoi? »
Et, sans répondre,

Il descend, d'un pas lent d'abord, et puis, bientôt,
D'un pas rapide,
Traînant le Clown qui reste assis sur le manteau
D'un air stupide!

Et dans la tour, dont quelque Erynnie à présent
Est la tourière,
Karl Rosner doit compter les marches qu'il descend
Sur son derrière!

Mais il dit : « Tout va bien! — Hourra! — Par Irmensul
Quelle tactique!
— Victoire! » Il rebondit en criant : « Le recul
Est élastique! »

Et l'Empereur descend. Et l'ombre est sans appuis,
Froide, glissante.
Ce qui semble une tour quand on monte est un puits
A la descente.

Il s'enfonce, soufflant de peur. Sous le tissu
Qui la camoufle,
L'Aigle, qui jusqu'ici n'a rien vu, n'a rien su,
Entend ce souffle.

Ils descendent. O tour française où leurs orgueils
Montaient aux astres,
Chacun de tes degrés dans l'ombre est un des seuils
De leurs désastres!

On sent, vieil escalier construit en caracol,
Que ton hélice
Les a pris dans le ciel pour les jeter au sol
Avec délice!

La tour a frappé l'heure avec le vieux marteau
De son horloge!
Et l'Empereur descend, coiffé de son oiseau
Qui l'interroge.

« Où vas-tu? que fais-tu? » répète sans arrêt
L'Aigle du heaume;
« Vers quoi m'entraînes-tu dans l'ombre? » Et que pourrait
Dire Guillaume?

Il ne sait rien! Il se demande, plus penché
A chaque marche,
Si Humbert marchera, si Degoutte a marché,
Si Mangin marche ;

Si Pershing, qui toujours verra de Rochambeau
Blanchir les voiles,
Pour le bâton de Foch va prendre à son drapeau
Quelques étoiles!

Si Douglas Haig... — Il sait que la fin, maintenant,
Est commencée!
Et dans l'escalier noir il tourne, en retournant
Cette pensée.

Alors, c'est le repli sans fifre et sans tambour!
Berlin qui doute!
C'est Ludendorff qui se dédore, et Hindenburg
Qui se décloute!

Il descend. S'il rencontre, aux murs suintants et sourds,
Une lucarne,
Il retire la tête en hâte, car toujours
Il voit la Marne!

Et, — Hussard de la Mort de l'Allemagne, — il l'a
Redescendue,
Sa tour! — Cuirassier Blanc de Peur! Seigneur de la
Guerre Perdue!

L'escalier gironné tourne. Sur les girons,
Guillaume tâche
De faire encore un peu sonner ses éperons...
L'Aigle se fâche.

Elle crie : « Où va-t-on? » Et sans répondre rien,
Il se dérobe.
« Victoire! » dit le Clown, qu'il traîne comme un chien
Sur une robe.

Mais ne croyant plus rien de ce qu'on dit tout haut,
L'oiseau de proie
Crie : « Et ma proie? On m'a promis ma proie! Il faut
Que je la voie! »

Le groupe affreux descend. L'ombre les ventousa
Comme une pieuvre.
Cet escalier tournant qui les tient, qui les a,
Qui les manœuvre,

C'est, dans cette tour creuse où leur mensonge rend
Le son d'un râle,
Leur Destin qui se tord sous eux, les aspirant
Dans sa spirale!

Cercle infernal! Terreur que change en vertigo
L'Aigle obsédante!
L'Entente a fait contre eux collaborer Hugo,
Shakspeare et Dante!

Oh! dût-on voir la fin sinistre des combats,
Il faut qu'on sorte!
Ils se hâtent. Déjà, dans l'ombre, ils voient, en bas,
Luire la porte.

Mais, tout d'un coup, criant : « Je veux voir! Je veux voir! »
Le fier rapace
Fend la housse du bec... Et l'Aigle va savoir
Ce qui se passe!

On ne peut plus sortir : l'Aigle y voit! Le menteur
Et son complice
Hurlent, sentant sur eux cette aile, avec lenteur,
Qui se déplisse!

Guillaume alors voudrait, portant comme un vautour
Son accipitre,
Rester captif de son mensonge et de sa tour,
Avec son pitre!

Ils s'arrêtent. Aux murs déjà moins ténébreux
Le jour se cendre.
Ils essayent de remonter... L'Aigle est sur eux.
Il faut descendre.

Leurs doigts s'agrippent aux parois. L'Aigle les mord.
L'ombre est moins noire.
— Ah! je me nourrirai, je crois, jusqu'à ma mort,
De cette histoire!

Le moment vient. Il vient comme vient tout moment
Que l'on ajourne.
C'est en vain qu'ils voudraient aller plus lentement :
L'escalier tourne,

Tourne comme une vis... Et maintenant, hagards,
Les misérables
Voudraient, pour que jamais l'Aigle, de ses regards
Inexorables,

Ne pût voir tout ce sang inutile et vermeil
Que rien n'éponge,
Et le soleil sur leur défaite, et le soleil
Sur leur mensonge,

Et la rencontre, sur les cadavres, du fils
Avec le père,
Voudraient que l'escalier, tournant comme une vis,
Entrât sous terre!

EDMOND ROSTAND.

RUDYARD KIPLING

ET

LA GUERRE SUR MER[1]

I

Définir Kipling serait restreindre, par une préférence l'hommage à quelques-uns de ses dons, un génie qui, par la surabondance de sa richesse, déborde les limites où on le prétendrait enfermer. Pourtant deux vocations, je crois, dominent en lui toutes les autres : d'abord un attrait invincible vers toutes les intensités de la vie, ensuite une incomparable aptitude à découvrir en ces intensités, fût-ce les plus éclatantes, leurs forces jusque-là inaperçues.

Ce génie devait être comme aspiré par la puissance de cyclone où tourne depuis quatre ans le monde. Si toute guerre est une tension de l'énergie humaine, nulle guerre n'avait encore exigé de cette énergie un effort aussi démesuré, universel, surhumain. Kipling s'est trouvé d'instinct à la place d'où cet effort lui apparaîtrait avec le plus d'étendue et de puissance. Parmi les États, aucun ne mettait au jeu de la destinée autant que la Grande-Bretagne. Par cela seul qu'elle s'était engagée, elle engageait l'univers : outre sa métropole d'Europe, ses grands réservoirs de force, les sociétés grandissantes du Canada, de l'Australie, de l'Afrique, l'Inde antique et toujours jeune de fécondité. Les diverses parties du monde, le passé et l'avenir collaboraient pour maintenir à l'Angleterre son empire présent. Elle, rien que pour assurer la communication entre ses domaines, avait dû s'acquérir la liberté, donc

(1) *La guerre sur mer*. 1 vol., par Rudyard Kipling.

la maîtrise des mers. Elle, parmi les autres peuples, qui se levaient d'une seule contrée et venaient combattre sur une seule, apparaissait multiple et douée d'ubiquité.

Dans la lutte mondiale, choisir, comme la plus digne d'attention, la guerre soutenue par les Anglais, était donc une préférence justifiable aux yeux d'un observateur impartial. Et l'impartialité ne semble pas aux Anglais une vertu quand il s'agit d'eux-mêmes. L'univers est le plus grand miroir qui leur renvoie leur image, et c'est elle surtout qu'ils y contemplent. Cette curiosité ne lasse pas leur regard, ni cette prédilection n'embarrasse leur conscience. Ils associent à une scrupuleuse et habituelle probité de jugement, la certitude qu'en eux seuls la nature humaine a trouvé sa plénitude, son équilibre, et qu'au mieux doué des non Anglais manquera toujours l'achèvement de la perfection : être Anglais. Anglais, Kipling jouit de sa race. Il a fait le tour du globe, et prolongé des séjours en divers pays, mais comme pour accroître, par la comparaison, son attachement à son origine. Et, bien qu'il ait à un degré rare pour un Anglais, la courtoisie de l'intelligence envers ceux d'autre race, les comprendre n'est pas les préférer. Son cœur avait inspiré son intelligence quand, en pleine paix, pour célébrer la force guerrière, il avait choisi, parmi tous les types du soldat, le mercenaire anglais, comme le plus vaillant, le plus discipliné, le plus noble, le plus pittoresque, le plus gai et le plus confortable ouvrier dans le métier de tuer et d'être tué. A plus forte raison, était-il naturel qu'en pleine guerre le peintre des énergies nationales tînt ses regards fixés sur l'arme principale du principal champion dans la lutte, sur la puissance navale de l'Angleterre.

Il n'eût pas été non plus lui-même si, dans cette puissance navale, il n'avait pas été droit aux formes encore nouvelles pour tous et qu'il ferait, d'ignorées, populaires. Ici les conjonctures se trouvèrent d'accord avec son attraction. Un service, inconnu la veille, devenait dès les hostilités essentiel pour toutes les marines, et, plus que pour toutes les autres, pour la marine présente partout où des vagues peuvent porter des navires.

Jusque-là, la surface des flots seule était pour les flottes le chemin et le champ de bataille. C'est à cette guerre de surface que toutes s'étaient adaptées. Entre les ennemis, visibles les

uns aux autres sur l'horizon plat de la mer, l'avantage se disputait et se bornait à employer l'artillerie la plus puissante, à agir le plus efficacement par le choc, à mettre les coques à l'épreuve du bélier et du canon. Ces efforts aboutissaient tous à un accroissement continu de masses et de vitesses. La conséquence fut que la supériorité navale tendit à se concentrer en types de plus en plus gigantesques, de plus en plus chers, et de moins en moins nombreux.

Malgré que l'Allemagne eût activement poussé la construction de ces colosses, elle n'en avait pas assez pour courir les chances d'une lutte contre l'Angleterre. Aussi, à l'ouverture des hostilités, la marine allemande s'enferma dans ses ports autour desquels la vigilance anglaise tenait la mer. C'est à cette captivité impuissante que l'Allemagne voulut échapper par des tactiques nouvelles. Contre les machines de guerre qu'elle désespérait d'égaler, il lui fallait un instrument de destruction moins coûteux et plus rapide à créer. Elle en employa trois : l'avion, la mine et le sous-marin. Dès lors, la surface des mers n'était plus seule dangereuse, mais, en outre, les profondeurs du ciel et des eaux. Que d'elles tombât la bombe ou surgît le submersible, contre ces périls nouveaux pas de défense, sauf draguer les chapelets de mines et détruire à coups de canon les aéronefs et les sous-marins. Certes, les grands navires de guerre étaient capables de l'une et l'autre manœuvre. Mais, s'ils se protégeaient eux-mêmes, une inattention, une maladresse, une lenteur mettrait une grande puissance et une grande richesse à la merci d'adversaires minuscules : risque trop cher. Pour draguer les mines, pour mitrailler les avions et les sous-marins, des bâtiments petits de taille, simples de structure, rapides d'évolutions agiraient autant et exposeraient moins. La raison qui avait décidé l'emploi de ces minimes instruments pour l'attaque des plus puissantes flottes concluait à la défense de ces flottes par les mêmes moyens. Ainsi se trouvèrent-elles couvertes les unes contre les autres par une interposition et une mêlée d'engins imprévus, improvisés, derrière lesquels elles demeuraient sauves et inactives. Mais cette inactivité n'était pas permise aux navires de commerce : car la guerre devait être alimentée par les transports continus de matières et de subsistances. Pour toutes les nations, les principaux, pour l'Angleterre la totalité

de ces transports étaient maritimes. La paralysie de sa flotte marchande menaçait d'une atteinte grave toute Puissance belligérante, d'un coup mortel l'Angleterre. Garder, malgré les mines, les sous-marins et les avions, les routes ouvertes aux navires qui lui apportaient la vie de chaque jour s'imposait à celle-ci comme la plus vraiment essentielle des opérations militaires. Et cette tâche incombait à des embarcations jusque-là tenues pour rien par l'art militaire. De la Baltique à la Manche, les eaux riveraines des nations ennemies se vidèrent des colosses maritimes que leur grandeur même attachait au rivage, et se remplirent de bateaux minuscules nombreux, toujours actifs et, les uns contre les autres, incessamment occupés à ouvrir ou à fermer les mers.

Pas plus que le zèle national et guerrier de Kipling n'aurait pu, durant la lutte présente, rester à l'écart d'elle, ni s'unir à elle sans suivre les couleurs britanniques, ni s'engager à leur service sans embarquer sur les vaisseaux anglais, il n'y pouvait faire son quart de veille sans devenir attentif à la nouveauté de la guerre navale : l'inertie des flottes proportionnelle à leur préparation militaire et l'importance décisive de flottilles que les maîtres de la mer n'avaient pas préparées. La genèse de cette marine obscure, voilà le sujet auquel il vient de consacrer sa *Guerre sur mer*. Il suffisait à l'homme d'être tel qu'il est pour se trouver comme contraint par sa nature au livre même qu'il a écrit.

II

Comment s'improvisa cette flotte qu'on n'avait pas prévue et dont le concours était urgent ?

La ressource vint d'un emprunt contraire aux anciennes habitudes, mais conforme aux nécessités nouvelles. Car c'est fini des temps où les armées de métier suffisaient à protéger les États : les jours sont venus où les peuples doivent secourir leur puissance de guerre par leur puissance de paix. C'est la marine de commerce, qui, en 1914, était la plus menacée par la guerre : la marine de commerce trouva secours en elle-même, dans la plus humble portion de la masse flottante qui formait la flotte de paix.

La paix employait à la navigation de plaisance et de pêche,

toutes deux transfuges de la voile et transformées par la vapeur, nombre de navires petits et bons marcheurs. Ils offraient pour les opérations qui allaient devenir les plus actives, une avant-garde de yachts rapides, et un corps de robustes chalutiers. Les chalutiers avaient été pour la première fois mêlés à la guerre, dans la nuit du 21 au 22 octobre 1904. Des bateaux anglais de Hull pêchaient à la place même où leurs pareils devaient, dix ans plus tard, jeter d'autres filets et poursuivre d'autres captures. La flotte russe, qui se hâtait vers son destin, tira sur eux, se croyant déjà menacée par les Japonais. Et l'enquête de la Haye prouva combien se confondent les réalités et les fantômes dans les brumes des eaux boréales et des imaginations hallucinées. En 1914, les chalutiers fournirent le gros des 2 000 navires qu'il fallait. Leurs équipages furent formés par 50 000 matelots de commerce et de pêche que la guerre faisait oisifs. Le commandement fut confié aux officiers des paquebots et des chargeurs qui avaient cessé de tenir la mer et aux patrons qui, sur nombre de chalutiers, n'ayant changé ni de bateau ni d'équipage, débutaient en vétérans dans leur nouveau service. L'Amirauté n'eut à fournir que l'armement, c'est-à-dire sur le pont quelques rouleaux de fil de fer, quelques chapelets de torpilles, sur la proue une petite pièce de chasse, par exception quelques canons-revolvers sur les bordages : et ces navires devinrent aptes à mouiller comme à draguer les mines, et pas tout à fait inaptes à se défendre.

Mais plus leur principale activité, l'immersion et le relevage des mines, était à redouter par l'ennemi, moins il était probable qu'il les laissât faire. Contre eux il allait employer, non une artillerie de bateaux pêcheurs, tout juste de force à trouer les coques sans les disjoindre, mais des torpilles capables d'anéantir où elles touchent. Contre les lanceurs de torpilles, sous-marins ou « destroyers, » l'on ne pouvait armer de torpilles les chalutiers : dans les destroyers comme dans les sous-marins, toute la structure du navire est subordonnée à l'engin dont ils sont l'affût, leurs équipages sont familiarisés avec des manœuvres spéciales, et leurs commandants ont une technicité étrangère aux matelots et aux officiers du commerce. Force était donc, sous peine d'abandonner ces flottes auxiliaires à la destruction, que la marine militaire consacrât à leur défense un certain nombre de ses destroyers et de ses sous-marins. Telles furent

les seules, et les plus minimes parties d'elle-même que l'Amirauté britannique prêta à la force nouvelle, en se la subordonnant.

Le service fut organisé par port. Entre eux se partagea la surveillance des zones maritimes, dans chacun d'eux fut établie une autorité d'information et de commandement rapides, pour maintenir l'ordre au large, connaître l'approche des navires amis, leur signaler les routes sûres et les suspectes, apprendre les tentatives de l'ennemi, les succès, les sinistres, recevoir les demandes de secours, envoyer à l'instant et à la place nécessaires, et par groupes d'avance prêts, les chalutiers à leur tâche, sous la protection des destroyers et l'occulte surveillance des sous-marins.

Cette muette et infatigable activité se déroule dans *La guerre sur mer*. Un créateur de rêves s'est fait un observateur de réalités, un poète est devenu un historien. Il ne renonce pas à sa nature en se donnant à une tâche nouvelle. Pour lui, connaître est moins savoir que voir. Il a recueilli dans les rapports de service les faits les plus authentiques et les plus dignes d'être retenus. Il a mené, tour à tour sur des chalutiers, des destroyers et des sous-marins, chacune des existences qui sont celles des hommes. De là des récits vrais comme des témoignages et vivants comme des tableaux. Et tous concourent à répandre, à renouveler, à affermir cette émouvante certitude : aucune des guerres antérieures n'avait imposé un seul jour aux plus célèbres de ses héros les épreuves devenues, depuis quatre années, la vie continue des marins qui soutiennent, subalternes obscurs, la présente guerre.

Avant les derniers progrès du génie homicide, toutes les armes, même l'artillerie, habile à frapper de plus en plus loin, de plus en plus vite et de plus en plus fort, étaient soumises à une condition commune : pour s'avancer à la distance où elles devenaient efficaces, elles devaient, sur terre ou sur mer, poursuivre à découvert leur marche d'approche. La vigilance du regard suffisait à étendre autour de l'homme, tant qu'il les voyait hors de portée, une région de quiétude. L'attaque agissait de plain-pied, elle ne surprenait pas, elle laissait du temps. Voilà les trois sûretés que les nouveaux engins bannissent de la guerre. Désormais l'attaque vient non seulement sur la surface du sol et des flots, mais par-dessus les nuages et par-dessous les

vagues ; l'avion se meut aussi caché dans les profondeurs de l'éther que le submersible dans l'opacité des eaux; chaque menace frappe subite sans que rien l'annonce ; et toutes ensemble entourent de morts multiples le combattant.

Aucune de ces surprises ne l'a déconcerté. Seulement la diversité des tâches dans la communion du devoir a donné des allures différentes à la bravoure des équipages sur les chalutiers, les destroyers et les sous-marins.

Poseur et dragueur de mines, le chalutier, quand il les sème, ferme les chemins aux navires de guerre et de commerce ennemis qui se dirigent vers leurs ports, il affaiblit et affame l'adversaire; quand il drague, il ouvre aux navires de guerre ou de commerce amis les chemins de ses propres ports, il assure le ravitaillement du pays, il nourrit la guerre. Rien n'est plus important que son œuvre. Il est donc inévitable que la principale activité des adversaires maritimes s'emploie contre lui. Où il est, il attire et les avions et les destroyers et les sous-marins, comme si ce n'était pas assez, pour son danger continu, de son propre travail. Tout heurt contre les mines qu'il cherche, qu'il doit relever et détruire, l'expose lui-même à l'explosion. Les hommes savent que chacun de leurs gestes peut être pour eux le dernier. Ils sont, pour la plupart, des pêcheurs que ni l'expérience ni le point d'honneur militaire, n'ont d'avance instruits au sacrifice. Il se trouve qu'ils n'avaient pas besoin de leçons pour être braves. Leur intrépidité n'est pas une de ces impulsions soudaines, un de ces enthousiasmes temporaires, une de ces grâces supérieures à la nature et qui donnent à l'homme des instants où il devient un autre. Elle n'est pas hors d'eux, pas au-dessus d'eux, mais en eux. Ils sont restés eux-mêmes et leur courage leur ressemble, lourd et solide. Il marche leur pas; ils ne s'essoufflent pas à le suivre et ne le laissent jamais en chemin. Leur énergie intérieure a sa constance comme les battements de leur cœur, et sans que leur libre arbitre agisse sur cette nécessité de leur être. Ils ont accepté d'avance en bloc les pires chances : pour ne plus s'inquiéter d'elles en détail, ils pêchent les torpilles comme ils pêchaient le poisson. Pourtant ils ont conscience d'un métier nouveau. La parure de la vie guerrière, l'uniforme beauté des costumes et des gestes leur manque, mais cette vie se cache sous les apparences inharmonieuses de leurs hardes et de leurs attitudes. Elle se

révèle à ces regards amis et fiers dont ils caressent leur petit canon, bien qu'ils ne se trompent pas sur son efficacité : plus qu'il ne protège, il ennoblit l'équipage.

Le destroyer a de plus sûres armes. Il est la défense véritable des chalutiers autour desquels il tourne comme autour du troupeau le chien de berger. Lui disparu, ils seraient livrés sans conteste, incertitude, délai, ni risques aux avions, sous-marins et destroyers adverses : c'est donc contre lui que tous concentrent et combinent leurs attaques. Pour accomplir son devoir, il ne suffit pas qu'il prévienne les coups destinés à ses chalutiers, car c'est surtout sur lui que les avions cachés dans la brume laissent tomber leurs bombes, à lui que les destroyers envoient leurs projectiles, à côté de lui que les sous-marins émergent prêts à le torpiller. Lui, pour préserver les autres, doit se préserver lui-même avec une attention qui embrasse à la fois tout l'espace, toutes les altitudes de l'espace, et qui, sans cesse, a chance d'être devancée par l'imprévu des coups. Ici les équipages sont formés de soldats. Leur éducation militaire, si elle leur révèle l'exacte mesure de leurs périls et toute la précarité de leur sort, leur a inspiré confiance en leur discipline, en leurs officiers, en leur navire. Ils cherchent toute leur sûreté dans l'exactitude de leur obéissance, se fient sans réserve les uns aux autres pour la partie du salut général commise à chacun d'eux, et non seulement conjurent mais oublient le péril dans la pratique minutieuse de leurs multiples devoirs. Et les conjonctures les plus désespérées, au lieu de dissocier cette volonté dans l'instinct séparatiste du sauve-qui-peut, la rassemblent une autour du chef, le maître suprême de l'espoir commun.

Si la peur avait droit à une demeure pour y tenir captifs ceux qui s'y enferment, elle habiterait le sous-marin. Tout menaçant qu'il soit, il est plus menacé encore. Là, pas de vie à l'air libre où se renouvelle l'oxygène du courage : le pont n'est qu'une étroite passerelle sur le dos de la bête plongeante, quand elle nage à fleur d'eau. Si cette eau est celle de la Baltique, sur la passerelle, souvent couverte de glace, l'équilibre est glissant, le faux pas s'achève par-dessus bord, et « le froid de la mer vous arrête les battements de cœur bien avant que vous ne touchiez le fond. » A la première alerte, l'homme doit rentrer dans le ventre de la baleine qui redescend aux régions profondes,

et le nouveau Jonas y est moins en sûreté que le premier du nom. L'espace lui est disputé par les mécanismes qui sont les organes tous artificiels, tous fragiles, tous indispensables à la vie de l'animal et à la vie de ceux qu'il contient : propulseurs, réservoirs qui, remplis ou vidés d'eau, font monter ou plonger le navire, tubes à lancer les torpilles, appareils à renouveler l'air que la respiration vicie, et à produire la lumière dans la nuit sous-marine. Dès qu'il a fermé les panneaux de communication avec le jour et l'espace, il n'a plus, pour le guider, comme un myope, que les verres de ses deux périscopes; il devient un borgne, si l'un d'eux est atteint; si les deux sont détruits, un aveugle; fussent-ils intacts, un aveugle encore dès qu'ils n'émergent plus et que, dans la nuit des vagues, il s'avance à tâtons. Se heurte-t-il aux chapelets de mines, il n'est averti de leur présence que par le grincement de leurs fils contre son bordage, et le voilà paralysé. Elles serrent autour de lui un filet aux mailles mortelles, où sont pris tantôt ses périscopes, tantôt son hélice, tantôt son gouvernail, où il ne peut demeurer captif, où toute tentative pour se déprendre risque de le faire sauter. Cette fin, qui l'anéantit d'un coup, n'est pas pour lui la plus affreuse. Le moindre projectile qui traverse sa coque suffit à mettre hors de service l'un ou l'autre de ses organes, c'est-à-dire lui enlever, non seulement toute valeur militaire, mais la faculté de se conduire, de remonter à la surface, et réduire sa stabilité à l'équilibre indifférent d'une épave. L'étroit cercueil où des hommes étaient enfermés pour la durée d'un combat est pour jamais clos sur leur vie. Dans l'atrocité de l'impuissance, il leur faudra attendre la mort; et elle les laissera intacts de corps et de pensée pour qu'ils en épuisent plus lentement et plus complètement l'horreur. C'est accepter ces chances que franchir le panneau d'un sous-marin. Les hommes désignés n'hésitent pourtant pas. Ceux-là ne sont pas seulement, comme les matelots des destroyers, formés par la discipline militaire. Une autre force les soutient. L'extraordinaire de ce sort, le privilège de ce choix leur devient une dignité. Ils savent que, dans l'imagination, dans l'inquiétude, dans la gratitude publiques, ils ont préséance. Aristocratie du danger, ils ne veulent pas déchoir : l'auréole de leur fin les sacre par avance à leurs propres yeux comme aux yeux des autres. Et en même temps que cette conscience renouvelle en eux les sources secrètes du

sacrifice, ils sont distraits de toute vanité par les incidents quotidiens où se disperse leur attention enfantine : chacun de ces parieurs qui joue son existence ne calcule pas la mise, mais les suspensions de la partie, le plaisir de retrouver, à la surface de la mer, le jour et les brises et l'espace, au port, le repos et le sommeil, et même au fond de sa prison sous-marine ses aises d'enseveli, comme s'il y avait un animal d'habitude, jusque dans les héros.

Cet instinct profond de l'héroïsme que les dangers exaltent au-lieu de l'éteindre, qui croît avec eux et domine les instincts superficiels de la peur, fait l'admiration légitime de Kipling. Et, pour le mettre mieux en lumière, il consacre un quart de son volume à peindre la part prise par les destroyers à la bataille du Jutland. Durant quatre années de guerre, un jour et demi vit non se joindre mais s'approcher les « grandes flottes de combat. » Le 31 mai 1916, celle d'Allemagne, longeant la côte du Sleswig, remonta vers le Nord, précédée par ses destroyers et ses croiseurs. Avec eux la flotte légère de l'amiral Beatty prit contact, à 100 milles au large de la côte du Jutland, dans l'après-midi, et tandis que, prévenue, la « grande flotte, » avec l'amiral Jellicoe, descendait au Sud à la rencontre des Allemands. Alors ceux-ci virèrent de bord vers leurs refuges, et assez vite pour que la grande flotte de l'amiral Jellicoe, renonçant à les joindre, dût regagner ses bases. Seule l'escadre Beatty, qui s'était trouvée à portée du combat contre la flotte légère des Allemands, continua la poursuite toute la nuit. Ainsi l'unique rencontre d'escadres qu'ait vue cette guerre n'a pas mis aux prises les grandes unités de combat, mais seulement les vaisseaux légers, et, des vaisseaux légers, ce sont les moindres mais les plus nombreux, les destroyers, qui firent le plus de besogne.

L'auteur s'excuse d'errer « profane » en ce combat fuyant, sur des eaux grises, où les navires « se silhouettent enveloppés de fumée, » où « tout est noyé dans le brouillard. » Mais dans ce brouillard s'allument comme autant d'éclairs les noms de quelques navires anglais, et la traînée lumineuse de leur course. L'audace, l'efficacité, la multiplication de leurs coups étonnent; on voit tel de ces intrépides, comme un chasseur qui fait coup double, détruire de ses torpilles plusieurs navires; tel, cerné par des ennemis plus puissants, éviter, à force de sou-

daineté et de souplesse, l'éperon, s'ouvrir un chemin entre ses adversaires, et revenir sur eux pour les achever ; tel, « un des gros allemands à trois cheminées » fuir la proue en flammes, « comme un homme dont la gorge est coupée. » Cet acharnement qui ne compte pas avec l'inégalité des forces coûte parfois cher et c'est alors surtout que la valeur de ce courage apparaît, comme la pureté de l'acier à la place où il se brise. Voici un destroyer qui s'est éperonné avec un croiseur, son gaillard avant est écrasé, sa muraille est ouverte ; mais les machines fonctionnent encore : il ne compte que le mal fait à l'adversaire, il examine « les vingt pieds du blindage qui sont restés accrochés à son avant, » et, — tant il a l'observation attentive et l'esprit libre ! — constate, avec regret, « qu'à en juger par l'épaisseur de la peinture » le navire ennemi « avait dû être repeint bien des fois et qu'il n'était donc pas du dernier modèle. »

Chacun de ces combattants a l'œil à tout. En suivant sa chasse, il signale les détresses des bateaux anglais qu'il a rencontrés et qu'il ne peut secourir lui-même, car il se doit d'abord à l'ennemi. Mais dès qu'il est mis hors d'état de combattre, il s'occupe, si blessé soit-il, de sauver comme lui-même les blessés comme lui. Deux ont mérité de n'être plus connus que sous les surnoms de l'*Éclopé* et le *Paralytique ;* celui-ci, éventré à l'avant, le feu à bord et ses machines détruites, celui-là dont une grosse marmite a faussé les principaux organes et l'équilibre, mais laissé intactes les chaudières et l'hélice. A l'*Éclopé* qui avance encore, mais qui ne se dirige plus, peu de chances restent d'atteindre un port : il rencontre le *Paralytique*, lui offre la remorque, et l'amarre par l'arrière. Le vent les oblige parfois à se détacher l'un de l'autre, mais, chaque fois, l'*Éclopé* revient s'associer à l'épave inerte pour laquelle il risque plusieurs jours de périr, et qu'enfin il sauve avec lui. Suivez dans leur agonie ces deux autres destroyers : l'un flambe à l'avant et à l'arrière, ses munitions sautent, il sombre. Ce qui reste de l'équipage, en perdition sur un radeau, est rencontré et recueilli par l'autre navire, et celui-ci a la proue trouée, presque plus de poupe, et brûle aussi. Plusieurs destroyers se détournent de leur route pour le secourir à son tour, ne peuvent l'amarrer, et, pour ne pas prendre feu avec lui, le coulent à coups de canon, mais après avoir recueilli son double équipage. Qui a besoin d'aide ne la demande pas. Elle lui sera offerte, il

le sait, par ses frères d'armes, si la bataille leur laisse le loisir et la force : il attend son tour. Ainsi sous la triple opacité de la nuit, des fumées et des poudres, sur les navires qui glissent comme des fantômes, se cherchent et s'évitent, se frappent de mouvements brusques, se couchent et se retournent pour le grand sommeil, ou dont la proue semble jaillir haut dans l'air tandis que la poupe s'abîme parmi des mouvements fugitifs, désordonnés, fous, tragiques, suprêmes, une seule évidence parle, s'impose, dure, s'étend et rayonne, la splendeur du courage anglais. C'est lui que saluent les équipages à moitié engloutis, quand ceux qui vont mourir regardent passer pour la dernière fois ceux qui combattent et n'ont pas le temps de les sauver.

Tant d'images, et leur désordre mouvant donnent une confuse et puissante impression de vie, de vérité et d'art. Le peintre est resté le même, mais la couleur a changé. La palette du grand artiste a été formée de tons chauds, éclatants qui semblent les caresses de la lumière magnifique et joyeuse. C'est cette magie du soleil qui transfigure en beauté toutes choses, même les vulgaires et, selon l'exacte formule de Victor Hugo, fait, dans les autres œuvres de Kipling, même « les torchons radieux. » Or, ici sa vigueur se détrempe dans une humidité de brume, les actions qu'il admire se décolorent en des mers ternes, sous une lumière abondante mais diffuse, uniforme, froide, et qui semble le halo d'un soleil infiniment lointain. Entre ce que l'exactitude de l'auteur reproduit et ce que son attrait cherche il y a une contradiction. Cet exilé dans le Nord est si Oriental de regard que les choses même du Nord éveillent en lui les visions des pays éblouissants et torrides, et qu'il se rapatrie par ses comparaisons. Un sous-marin qui, ne laissant rien voir de lui sinon son périscope, glisse au ras de la mer, d'une mer glacée où le génie de l'artiste frissonne et où ses teintes gèlent, rappelle au voyageur de l'Afrique et de l'Asie le crocodile dont l'œil seul est visible à fleur d'eau. Un bateau, fût-il couvert de givre, dont l'hélice se prend aux filets des mines, rappelle à l'artiste, qui pardonne au sable d'être la stérilité où le désert est la chaleur, un chameau dont les pieds s'embarrassent dans les cordes des tentes. Images inattendues, mais combien frappantes et, sauf l'exotisme, justes! S'il ne les cherche là-bas, il ne trouve la ressemblance que dans une

caricature amoindrie : sur cette nuit blafarde les formes noires et longues des navires à la fuite rapide le font penser à « une course de cafards sur un plat d'étain. » Dans le clair-obscur où errent ses yeux mendiants de soleil, son art a perdu sa joie. Il lui faut peindre avec la vase des ports, les blancs sales de la neige piétinée, les poussières du charbon broyées dans l'huile des machines. La ligne des coques disparates et serrées les unes contre les autres le long des quais; la malpropreté des ponts que les besognes plus urgentes ne laissent pas le temps de laver; la déchéance d'un yacht, merveille du luxe aristocratique avant la guerre, et depuis devenu peuple, avec tous les stigmates inélégants du travail; la pauvre mine, l'air négligé, les vêtements graisseux, tachés, raides des matelots; toutes les imperfections que la malveillance de la lumière dénonce, accuse, exagère, sont la souffrance continue de l'artiste. Et cet amoureux de beauté porte le deuil d'une guerre où l'homme doit combattre et mourir en laideur.

III

Or, ce petit livre abonde d'une beauté qui ne se trouve égale en aucun autre de Kipling.

Le souvenir des œuvres où l'infatigable courtisan des énergies humaines célébrait la royauté de la vie, l'écho des hymnes renaissants par lesquels il immortalisait les multiples formes de la matière puissante et superbe, toutes les habitudes de sa nature font défaut à son œuvre nouvelle. Mais ce n'est pas à dire que son génie soit devenu las et muet comme sa joie. Le voyageur n'abandonne pas la route, il l'achève. Tout sommet est une fin, et le dernier labeur de Kipling est l'achèvement de l'ascension commencée, dès les premiers pas, par ce grand marcheur.

La perfection extérieure du monde fut le premier enchantement de cet Anglais né dans l'Inde. Ses yeux s'étaient ouverts au spectacle d'une nature où tout est splendeur et surabondance, où les immensités voisinent et se complètent, où l'altitude des plus vastes glaciers étincelle sur des plaines plus vastes encore, inépuisablement fécondes, désaltérées par des fleuves fertilisants, et sous un ciel à l'infinie pureté que les nuits rafraîchissent sans l'obscurcir. Cette terre ne s'offrait-elle pas elle-

même, fruit suprême? L'incomparable privilège de l'homme n'était-il pas sa royauté sur un tel domaine, qu'il ne peut trop posséder? N'a-t-il point pour vocation et bonheur essentiels d'accroître la plénitude de sa maîtrise sur elle? Que des animaux soient supérieurs à lui par la vue, l'ouïe, le flair, la force, la vitesse, l'agilité, n'est-ce pas leur usurpation humiliante et sa pire infériorité? De là le livre de *la Jungle*, genèse obscure des puissances vitales, hymen mystérieux des solitudes, avènement étrange de l'être qui, né de la forêt, la mère véritable, unit aux aptitudes de l'homme celles des grands fauves, religion de la puissance matérielle qui, dans sa nudité vêtue de lumière, laisse se jouer la vigueur de ses muscles et l'harmonie de ses formes. Mais le surhomme ainsi conçu a pour supériorité sur les hommes qu'il se soit égalé aux animaux. Avec l'outrance créatrice du génie, Kipling célébrait en une fiction symbolique une idée chère à ses compatriotes. Car l'orgueil de l'éducation anglaise est le contraire du nôtre. Elle honore surtout son intelligence de ne pas cultiver une intelligence inattentive au corps. Elle a foi que, pour l'individu et pour la race, l'essentiel est obtenu si ce corps est un compagnon fort, généreux à donner et à recevoir le combat, préparé à la victoire, ignorant de la crainte, et elle se plaît à retenir surtout du grec le respect enseigné par Homère pour le héros, c'est-à-dire pour celui que la vigueur individuelle rend supérieur au nombre.

Les Anglais qui, entre les côtes britanniques et allemandes, gardent aujourd'hui les mers froides, n'offraient pas tous à Kipling ces statures d'athlètes. Il se surprend à noter çà et là leur petite mine, leur musculature chétive, leur poitrine étroite. Or, il les admire et avec une ferveur où il y a de la dévotion. Qu'a-t-il donc découvert en ces pêcheurs, champions peu exercés et médiocrement pourvus de force matérielle? Il a constaté une force morale. La place qu'il fait à cette force est la plus grande nouveauté de son témoignage.

Ces hommes, s'ils ne songent pas aux combats singuliers et aux victoires solitaires qui tentent le lutteur exceptionnellement doué, ont le sentiment consciencieux du lien qui les unit à leurs compagnons. Tous ceux du même navire se doivent les uns aux autres, et le témoin de ce dévouement naturel, et, dès qu'il le faut, sublime, entre tous ceux que le péril fait frères, a

reconnu en cette solidarité un don supérieur à toutes les aptitudes corporelles que les plus magnifiques animaux possèdent, une vertu que nul solitaire de la Jungle, par ses plus merveilleuses performaces, n'a jamais égalée.

Ces hommes, donnés par la paix à la guerre incultes de corps et d'âme, ne restreignent pas à leur groupe combattant leur société d'affection. Quand leurs yeux de chair voient la famille de soldats assemblée en chaque équipage, la similitude des épreuves, l'échange des services, l'intimité des habitudes suffisent pour que ces copartageants des heures bonnes ou mauvaises ne se considèrent pas comme étrangers. Soit. Mais ne sont-ce pas des étrangers ces hommes avec qui ils n'ont jamais échangé une pensée, un mot, et dont la vie habite d'autres navires et dont la mort s'ensevelit sous d'autres flots? Or, toutes ces familles errantes se sentent une seule famille, le risque d'une seule les met toutes en demeure, pour son salut elles s'exposent à périr. Il faut d'autres yeux que ceux de la chair pour distinguer les traits de la race : elle se révèle à ces simples que parfois l'on dédaigne comme grossiers, elle leur inspire de vouloir pour elle, comme les biens les plus nécessaires pour eux, l'indépendance et l'honneur. Leur sollicitude assemble en une société une, chère et souveraine, non seulement les contemporains, mais les générations des morts qui furent la patrie et les futures multitudes par qui la patrie continuera. Le présent seul, et le plus proche, semble remplir de ses besognes impérieuses et vulgaires l'existence de ces petits : mais s'il leur apporte et leur marchande le pain quotidien, ils ne vivent pas seulement de pain. Ils lui préfèrent une foi, que le présent ne contient pas, et qui étend leur être prolongé dans le passé et dans l'avenir.

Ce culte de la patrie étend jusque-là autour de l'homme l'oubli de soi, le miracle le plus nécessaire à la durée de la société, le plus contraire, semble-t-il, à l'égoïsme de la nature, et qu'eux accomplissent comme s'il leur était naturel. Prétendra-t-on que cette préférence pour leur race satisfait encore l'égoïsme? Mais quelle part de dépouilles et de prestige parvient aux artisans obscurs de la gloire nationale? Faut-il supposer à ces êtres primitifs cette quintessence de raffinement que le spectacle de la grandeur collective, leur œuvre, les dédommage des ténèbres où est ensevelie leur existence? Alors quel

égoïsme compense le désintéressement de ceux qui à cette grandeur donnent volontairement leur vie ? Voilà le sacrifice dans sa plénitude, et pour l'avoir constaté si fréquent, si généreux, si spontané, Kipling s'émeut d'avoir atteint les hauteurs sublimes où l'héroïsme reste ignoré et s'ignore.

Ces humbles montent plus haut encore. Le salut de la patrie n'est pas leur loi suprême. La même hiérarchie de préférence qui ordonne leur générosité sociale, qui leur fait un devoir de se sacrifier à leurs compagnons, de sacrifier leurs compagnons avec eux-mêmes à leur race, et de subordonner toujours l'intérêt le plus minime et le plus éphémère au plus vaste et au plus durable, les contraint à agir de même envers la patrie. Bien qu'elles soient les moins fragiles des institutions humaines, les patries, les unes après les autres, finissent par mourir. Si elles étaient l'objet suprême du dévouement et de l'adoration, l'homme vouerait pour jamais le sacrifice de lui-même à une divinité temporaire, et lui offrirait plus qu'elle ne peut contenir. Cette disproportion entre le définitif des renoncements consentis par lui et le viager des intérêts soutenus par elle, contredirait l'ordre du monde, qui, étant une œuvre de sagesse, ne peut être une œuvre d'inconséquence. Un tel illogisme ne dépare pas l'harmonie des choses. Pour mériter les immolations perpétuelles de l'homme, il y a de l'impérissable dans l'univers : ce sont les lois du bien et du mal qui ont précédé toutes les générations et leur survivent, doivent régner sur toutes et que chacune des races humaines a mandat de respecter. Si les patries méritent le dévouement infini de leurs fils, c'est comme les protectrices temporaires de ce droit perpétuel : et tous les sacrifices, même celui de la vie, sont purifiés et ennoblis par cette collaboration à l'immortalité.

Les plus ignorants des pêcheurs étudiés par Kipling savent cela. Dans le conflit engagé, ils n'ignorent pas qu'il s'agit de ces lois inviolables, offensées par toute l'Allemagne et défendues par toute l'Angleterre. Ils ont la certitude que, même pour le triomphe de l'Angleterre, même pour le châtiment de l'Allemagne, ils ne peuvent rien entreprendre contre ces lois. Là est la preuve décisive que les hommes les moins complétés par la société trouvent dans leur nature même la règle de leur conduite et le secret des plus nobles volontés. Si l'égoïsme est inné, le désintéressement ne l'est pas moins.

L'offensive plus prompte des mauvais instincts ne devance pas les résistances des instincts plus nobles ; mais avec une spontanéité égale, les uns s'élèvent contre les autres, sollicitent en même temps l'homme de se préférer et de s'oublier, et nulle certitude n'existe que, par ces silencieux et rapides combats, le moins bon des deux hommes réunis en chaque homme l'emportera sur l'autre. C'est tantôt l'un et tantôt l'autre, selon l'homme, parfois selon l'heure, et dans les races saines la nature travaille plutôt au bien. L'éducation, qui façonne en nous une seconde nature, y fortifie le bien ou le mal, selon que cette éducation elle-même est saine ou corruptrice. Elle a instruit les Allemands à vaincre leur égoïsme individuel pour mieux servir leur égoïsme collectif; elle leur a fait un devoir de ne rien aimer par delà l'État, qu'elle nomme la Patrie. Voilà pourquoi l'Allemand, déformé au lieu d'être formé par sa « culture », estime saintes les doctrines et les actions les plus inhumaines quand elles lui semblent profitables à l'Allemagne; pourquoi il aggrave l'atrocité de la guerre par des pratiques dont la victoire n'a pas besoin, mais qui châtient la faute d'avoir contre soi l'Allemagne; pourquoi la chance d'atteindre son ennemi le dégage de tout scrupule s'il frappe par surcroît des femmes, des enfants et des neutres; pourquoi, quand il a cessé de combattre, il n'a pas fini de se venger et se fait le bourreau de ses prisonniers. Les pêcheurs anglais ont été moins dressés par l'école que le soldat allemand, mais leur nature saine suffit à les instruire, sans maître, que la guerre, même quand elle devient nécessaire, cesse d'être légitime si elle atteint, fût-ce chez les belligérants, les personnes inoffensives, et surtout si elle frappe les non belligérants.

La stupeur de ces loyaux combattants, lorsqu'ils apprennent le torpillage des navires neutres en pleine mer, inspire ces mots d'un pêcheur au chalut : « On ne peut plus regarder l'eau qui coule sans songer à la *Lusitania*, » et cette condamnation lancée aux Allemands : « Non, il ne faut plus qu'on les revoie. » Ce n'est pas à dire que le droit de légitime défense permette d'en finir avec ces ennemis comme eux en finissent avec les neutres : « Si seulement Fritz combattait proprement, dit un matelot : ça aurait de l'allure, mais ce n'est pas dans ses cordes, même si ça entrait dans les conventions. On ne pourrait pas faire comme lui. » Et nulle part ils ne font comme lui. Dans la

mer de Marmara, un vapeur poursuivi par un sous-marin anglais se défile le long de la côte jusqu'à ce qu'il arrive à la hauteur d'une ville et qu'on ne puisse tirer sur lui sans atteindre les maisons. Le sous-marin cesse la lutte et un des matelots en donne cette raison : « nous n'attaquons pas les villes ouvertes. » Ailleurs, un sous-marin émerge devant un vapeur « bondé de passagers turcs. » Quelques-uns de ceux-ci se jettent par-dessus bord. L'équipage anglais les repêche et les rend aux leurs car, dit un homme de cet équipage : « nous ne tuons pas les civils. » Dans les Dardanelles, un autre navire rencontre des boutres portant des femmes, leur permet de « poursuivre leur route, » et, attaqué par les forts des côtes, se prépare à bombarder une jetée, quand il constate qu'un hôpital la touche : « je ne pouvais tirer dessus. » Et, résumant les témoignages, le narrateur de la campagne tient à écrire : « Quelles qu'aient été la rapidité et la valeur de ces opérations au cours desquelles la vie, la mort, la destruction totale dépendent d'un geste ou d'un mot, jamais nos hommes ne firent sciemment périr les non combattants. » Comme envers le non combattant, ils se savent des devoirs envers le belligérant, et surtout dès qu'il cesse d'être dangereux. Captif, il ne leur semble pas livré à leur vengeance, à leurs insultes, pas même à leurs justes reproches contre ses plus incontestables barbaries. Écoutez ce mot : « Naturellement on ne peut pas lui dire ses vérités, puisqu'il est notre prisonnier. » Contre le prisonnier plus de coups, même de langue : il ne pourrait les rendre. Sa faiblesse le confie non à la force mais à l'honneur, lui confère droit d'asile, et il n'est pas une victime, il est un hôte. En ces soutiers noirs de suie, et parfumés aux graisses des machines, voilà la délicatesse et son raffinement. Une telle fidélité au respect de l'homme pour l'homme, et si opposée au mépris des Allemands pour « le matériel humain, » donne droit à Kipling de conclure : « la flotte ennemie a été bloquée pour que notre œuvre de civilisation s'accomplisse sur toutes les mers. »

Sur l'une de ces mers, celle des Indes, courut un jour vers l'Occident, comme une brise sonore, l'hymne de la Jungle, chant de la même voix, qui célébrait alors la puissance matérielle des êtres. Aujourd'hui la gloire de la Jungle est passée et dépassée. Ce ne sont plus seulement quelques hommes qui

détiennent, par privilège, quelques parties de cette puissance matérielle. Tout entier le genre humain la possède tout entière. Que sont devenues les supériorités natives des animaux et de leur structure? Le dernier des soldats ne se jugerait-il pas désarmé si ses bombes n'avaient que la force du lion, ses projectiles la vitesse du tigre, si le fer de ses cuirasses n'était pas plus résistant que le cuir du rhinocéros, si ses chars d'assaut n'écrasaient pas mieux que la pesanteur de l'éléphant, si la course de l'avion, les nouvelles transmises par l'électricité et les constats authentiques signés par la lumière elle-même sur la sensibilité des plaques ne l'emportaient sur l'œil et les ailes de l'aigle?

Tous les peuples se ressemblent par leur commune possession de ces forces. Ils diffèrent par l'usage qu'ils en font. S'ils ne défendent par elles que leur goût de détruire, de prendre ou d'être les premiers, ils sont, si irrésistible soit leur action, des ouvriers maudits, car ils ajoutent au mal; des ouvriers stériles, car ils ne font que déplacer les biens et les hiérarchies; des ouvriers de néant, car tout ce qu'ils créent, prééminence, richesse, douleurs même, après des siècles ou après un jour, n'est plus rien. Ceux-là seuls qui, pendant leur courte durée, prêtent main-forte à la vérité, à la justice, à la pitié, s'attachent à une puissance qui n'est pas sujette de la mort. Telle est la différence reconnue par Kipling entre l'œuvre à laquelle travaille l'Allemagne et l'œuvre à laquelle travaille l'Angleterre. Voilà pourquoi, même aux jours où leur énergie s'équilibrait, il n'a jamais admis entre elles d'égalité. Voilà pourquoi cet amoureux de la beauté éprouve devant les plus sordides matelots, héros de la laideur transfigurés par leur cause, un enthousiaste respect que ne lui inspirèrent pas les plus magnifiques exemplaires de la vigueur physique dans les fils de la Jungle. Le poète de la force se devait de compléter la hiérarchie de la force. Et par cela même qu'il a subordonné la force de la matière à la force de l'esprit, les actions humaines à un ordre surhumain, il lui fallait, par le plus logique achèvement de cet ordre, prédire aux serviteurs éphémères de l'immortalité la contemplation de la sagesse suprême à laquelle leur vie mortelle s'est consacrée et parfois sacrifiée. Sans développer cette doctrine, Kipling l'affirme d'un mot admirable, quand, dans chacun de ces hommes, il croit voir « l'âme qui, affranchie de la matière, rallierait une existence antérieure. »

Ce mot bref est une profession de foi. Il suffirait à prouver que l'intelligence du devoir, quand elle est complète, élève la raison à la certitude d'une autre vie. Si le devoir social n'était fait que de justice, qu'il eût pour objet unique l'égal et volontaire partage des biens et des maux entre les hommes, et que cette justice s'accomplît parfaite sur cette terre, un autre monde pourrait sembler superflu aux hommes peu difficiles sur la nature et sur la durée de leur bonheur. Mais cette identité de sort n'est conforme ni au vœu de la plupart, ni au vœu de la nature, plus puissante que tous. Pour combattre les malheurs qu'inflige aux individus et aux peuples l'hostilité continue des êtres et des choses, il faut que les généreux de leur temps, de leur fortune, de leur cœur, de leur vie se consacrent aux victimes proches et lointaines du sort; il faut que toute génération s'immole par la guerre à la paix des générations futures; il faut que des inconséquents préfèrent les autres à eux-mêmes. L'essentiel du devoir social n'est donc pas la justice, mais la magnanimité. C'est pour celle-ci trop peu de ne faire tort à personne, elle se dépouille pour tous. Si elle perdait à jamais ce à quoi elle renonce, plus elle serait prodigue, plus elle serait dupe, et il n'y aurait pas d'immoralité comparable à la vie humaine. Il faut que le bonheur des plus parfaits soit seulement retardé et leur appartienne ailleurs, accru de la récompense, pour qu'il y ait justice dans l'œuvre du créateur et faute dans l'égoïsme de la créature.

Cette doctrine a obtenu de Kipling mieux qu'une ligne glissée dans un récit; elle est l'achèvement solennel du livre, elle en forme les paroles suprêmes, elle y apparaît comme une inscription gravée, pour une mémoire plus durable, dans le granit des vers. A un poète, excellât-il en prose, la prose est un jeûne qu'il ne saurait prolonger par delà un certain temps. Kipling a la coutume de rompre son abstinence et de clore çà et là ses chapitres par de courtes poésies, où il met en relief et en frappe les idées auxquelles il tient davantage. Or, à la fin de son œuvre, dans une poésie dernière, il introduit l'absent, le grand absent de la guerre, le neutre, et il l'y amène en accusé. De quel droit? Si les hommes ont accompli les uns envers les autres tout leur devoir quand ils ne se font pas de mal volontaire, s'ils peuvent poursuivre, sans obligation de se secourir, leurs destinées distinctes, le neutre est innocent : la

foudre n'est tombée que près de lui, il l'a vue frapper ses voisins, il n'a pas aggravé leur malheur, il s'en est tenu à l'écart. Et pourtant Kipling l'accuse : il ne le traite pas en adversaire, mais en déserteur. Le déserteur est le fugitif d'un devoir certain, le renégat d'un culte indélébile. Entre tous les hommes d'une race et entre toutes les races du genre humain, Kipling croit à une solidarité de justice. C'est pour cela qu'il reproche au neutre son indifférence pour le droit des autres. Mais en demandant au neutre de se rendre plus malheureux pour les secourir, Kipling n'établit entre tous ni la solidarité ni la justice. Et l'une comme l'autre, si elles sont la destinée des hommes, elles exigent en faveur des hommes une autre vie. Au nom de cette libéralité sans fin, il peut requérir les courtes générosités des uns envers les autres. Lisez et dites s'il y a une colère plus affirmative d'immortalité que cette condamnation de l'égoïsme :

LE NEUTRE

Frères, qu'adviendra-t-il de moi — S'il apparaît, — Un jour, après la guerre, — Que l'Univers s'est immolé pour moi?

Que tous mes biens, — Et présents et futurs, — Je les dois — — A toutes les Souffrances Humaines,

Que je fus sauvé par les Sacrifices — Volontaires de l'Humanité, — Qui ne s'est point jetée aveuglément dans la mêlée, — Mais s'est immolée en pleine conscience, en pleine lucidité.

Au milieu de ces épreuves — On ne m'a demandé de tirer le glaive; — Mais on attendait de mes lèvres — Le mot que je n'ai pas su trouver.

Et l'on saura un jour qu'au temps de la Guerre — La mort fut la rançon de ma Liberté. — Comment ferai-je pour revivre en moi-même — Ces années qu'a payées tant de sang?

Frères, que pensera-t-on de moi — Et comment me justifier — S'il est prouvé un jour

Que moi pour qui l'humanité s'est sacrifiée, — Je suis resté sourd à son appel, — Et me suis lâchement détourné ?

ÉTIENNE LAMY.

LES MASQUES ET LES VISAGES

AUTOUR D'UN BUSTE

III[1]

ISABELLE D'ARAGON ET BIANCA SFORZA

Il y a, au fond du petit musée de l'Ambrosienne, à Milan, dans un réduit appelé le *Gabinetto Leonardo* et placée assez haut avec d'autres dessins contenus dans le même cadre, une des œuvres les plus parfaites qui soient sorties de la main de l'homme : une de celles qui réalisent le miracle de la « présence réelle, » de la vie et de la beauté sous les espèces de quelques traits au charbon. C'est un portrait de femme, jeune, de face, baissant les yeux, crayonné au fusain et, çà et là, frotté de pastel : un peu de rouge brique aux joues, du jaune canari à la chevelure, un soupçon de rouge corail au collier. La lumière tombe de gauche et renvoie les accents et les ombres sous la joue droite, sous la narine droite, à la commissure droite des lèvres, sous le menton jusqu'à l'épaule. Les cheveux, séparés au milieu du front par une raie, s'épanchent, sur chaque versant, en ondes épaisses et souples. Pas de bijoux : seulement, deux cercles devinés plutôt que vus, c'est-à-dire une ferronnière sur le front et un collier sur la gorge. Enfin, un corsage décolleté, en carré, avec un soupçon de manches bouffantes sur

(1) Voyez la *Revue* des 1er septembre et 15 octobre.

les épaules, légères comme des nuées, le tout sabré de hachures au fusain : en somme, la toilette qu'a Isabelle d'Este, dans le dessin de Léonard de Vinci, au Louvre. Voilà ce qu'on distingue d'abord. Mais, en s'y attachant, on s'avise d'une singularité propre à cette esquisse. Cette figure possède quatre yeux : deux à leur place, dans le visage, entièrement dessinés et modelés, mais à peine visibles sous les paupières baissées, et deux bien ouverts, mais réduits aux globes et aux pupilles, dépouillés de toute chair, tout seuls dans la marge du papier, en haut près du cadre, et qui nous regardent comme nous imaginons que nous regardent les anges, si jamais ils sont curieux de ce que nous faisons et comme regarderaient les autres yeux de ce portrait, si leurs paupières se soulevaient un jour...

Comme le portrait d'Isabelle d'Este, au Louvre, celui-ci vit sa vie mystérieuse, entouré des fantaisies et des rêveries de Léonard de Vinci : chevelures ondoyantes tracées à la pointe d'argent sur du papier bleuâtre, affûts de canons, chevaux ailés, engins hydrauliques, machines volantes... Mais rien, parmi ces ébauches d'un monde nouveau, n'est plus riche d'intrigue et de mystère que ce fusain, qui n'est même pas du Vinci, qui est de Boltraffio, relégué à l'écart de la grande route des touristes, à peine mentionné dans les guides. Je ne crois pas que, dans tout ce musée, dans Milan tout entier, une seule figure, vivante ou morte, laisse à celui qui l'a vue un plus long souvenir. Que fut cette femme, absolument belle, mais si modeste et si secrète qu'on oublie sa beauté, comme on oublie celle des Vierges abaissant leurs regards vers l'Enfant Jésus, pour ne se souvenir que de leur destin? Sur quoi se referment ces lèvres? Que regardent là-haut, près du cadre, ces yeux arrachés d'une face vivante et grands ouverts? Peut-être, ne le saurons-nous jamais... Mais puisque cette tête est donnée parfois, et même assez communément, pour un portrait d'Isabelle d'Aragon (1)

(1) Portraits d'Isabelle d'Aragon :

Authentiques : 1° La tête de femme, de trois quarts, au crayon avec l'inscription : *Isabella d'Aragona moglie di Gio Galzo Sforza designato da Bernardino da Conti milanèse* (aux *Uffizi*) ;

2° La tête de femme, de profil droit, peinte à fresque avec l'inscription IX. B. L. attribuée à Luini, au *Castello Sforzesco* (à Milan) ;

3° La tête de femme, de profil droit, voilée, médaille de Cristoforo Lombardo, avec l'inscription *Isabella Aragonia, dux MLI* (au Bergallo, à Florence, n° 22) ;

4° Le portrait de femme voilée, buste et mains, de profil droit, devant un cru-

et qu'à confronter les dates et l'artiste, l'hypothèse soit vraisemblable, c'est plus qu'il ne faut pour l'évoquer un instant devant nous et tâcher d'imaginer ce que fut ce passé lointain, comme Léonard, il y a quatre cents ans, dans cette même ville, sur ces feuillets sauvés de l'oubli, tâchait d'imaginer, pour l'aviation ou la balistique, confusément, un avenir et des progrès aujourd'hui réalisés.

I

Les chroniqueurs du xve siècle nous disent que cette Isabelle d'Aragon, dès le milieu de sa vie, qui fut longue, avait coutume de signer ses lettres *Isabella de Aragonia unica in disgracia*, — ce qui, à première vue, semble une grande prétention. Mais quand on la suit sur la route où elle chemine, parmi les embûches et les précipices, les princes et les bandits de la Renaissance, on éprouve bientôt que nulle, en effet, plus qu'elle, n'a pu prétendre au privilège du malheur. Et s'il y a une hiérarchie dans l'infortune, elle en occupe le sommet. Fille du roi de Naples, Alfonso d'Aragon, et d'une princesse de Milan, Ippolita Sforza, fiancée depuis longtemps à son cousin germain, le jeune duc de Milan, qu'elle ne connaissait pas, sinon par ses lettres rédigées par les poètes de la cour, elle quittait tous les siens, à dix-sept ans, pour venir habiter un pays du Nord. Après les terrasses de l'*Uovo* sur la baie de Naples, le Castello de Milan, l'hiver surtout, pouvait paraître hyperboréen. Elle épousait un jeune homme, délicat et insouciant, aux longs cheveux blonds, au nez recourbé sforzesque, passionné de chiens et de chevaux, inerte à tout ce qui n'était pas courre le chevreuil, ou « jeter » le faucon aux profondeurs du ciel. Une peinture d'un vif accent réaliste, conservée maintenant à la collection Wallace, nous montre ce prince, encore

cifix, la main sur un livre, peint en pendant à un portrait de Gian Galeazzo Sforza (Collection du marquis Trotti-Bentivoglio, à Milan);

5° Le médaillon sculpté, de profil droit, au-dessus du centre du plein cintre de la *Porta della Stanza del Lavabo* (à la Chartreuse de Pavie).

Présumé par quelques auteurs : la tête de femme, de face, dessin au fusain, rehaussé de pastel, par Boltraffio, intitulé *Portrait de femme* et encadré avec trois autres dessins (à la Bibliothèque Ambrosienne, à Milan, salle G, panneau 3). Identification contestée par M. Malaguzzi Valeri, qui donne, avec beaucoup de vraisemblance, ce portrait pour l'esquisse de la tête de la *Santa Barbara* du même Boltraffio, au musée de Berlin, tableau d'ailleurs très inférieur au dessin.

enfant, assis sur une banquette de briques, en train de lire Cicéron, avec autant d'application qu'un livre défendu. Si nous n'avions que ce document sur la jeunesse de Gian Galeazzo Sforza, les historiens nous le représenteraient comme un humaniste, dont les œuvres ont été perdues. Malheureusement pour lui, nous en avons d'autres. Et il n'y a pas de doute que le fils de Galeazzo Maria et de Bonne de Savoie, pourvu du duché de Milan dès l'âge de onze ans, par la brusque disparition de son père, ne fût tout à fait incapable de porter ce fardeau.

Heureusement pour lui, il avait à ses côtés un des frères de son père, Lodovico Sforza, duc de Bari, c'est-à-dire Ludovic le More, qui le déchargeait de tous les soins du gouvernement. Et, comme il était aussi indifférent aux réalités effectives du pouvoir, qu'il en était incapable, n'en aimant que les honneurs et surtout les plaisirs, le jeune duc se montrait profondément reconnaissant envers son oncle d'une si profitable usurpation. Mais on imagine la surprise d'Isabelle d'Aragon, en arrivant à Milan, en janvier 1489, lorsqu'elle s'aperçut qu'on ne la mariait qu'à un fantoche. L'étiquette lui donnait bien le premier rang à la Cour, où, d'ailleurs, nulle autre femme n'était pour le lui disputer. Sa belle-mère, la duchesse Bonne de Savoie, était tenue à l'écart par Ludovic le More. Au reste, cette « dame de petit sens » selon le mot de Commynes, depuis qu'elle s'était amourachée d'un « écuyer qui tranchait devant elle, » avait perdu tout prestige. Personne ne faisait plus attention à elle. La sœur du duc, Maria Bianca, la future impératrice d'Allemagne, n'avait alors que seize ans, n'était point encore mariée et ne prétendait point tenir au Castello la première place. Ludovic le More, non plus, n'était pas marié. Isabelle d'Aragon régnait donc sans partage. Mais en apparence seulement. Elle ne fut pas longue à s'apercevoir que, dans les rues, par exemple, au passage des souverains, on ne criait pas : *Duca! Duca!* mais *Moro! Moro!* et que les potentats d'Italie et les princes étrangers, eux-mêmes, continuaient à traiter directement avec Ludovic le More, le régent, comme si le neveu, dont il avait eu la garde, était demeuré un enfant.

Ce sont là, il est vrai, pour une femme jeune, belle et ardente au plaisir, des misères médiocres. Elle en eût été facilement distraite, dans la Cour brillante de Ludovic le More, si Gian Galeazzo lui était apparu le héros de l'amour, que les

lettres reçues à Naples semblaient annoncer, si le bonheur à deux lui avait fait oublier qu'il y a des préséances et des étiquettes, en un mot si, à défaut d'un vrai souverain, elle avait trouvé, à Milan, un véritable mari. Mais là, encore, la jeune princesse devait avoir de pénibles surprises. On s'était étonné en Italie, que cet oncle et régent, si jaloux du pouvoir, eût conseillé à son pupille et neveu de se marier, s'exposant ainsi à voir un héritier rendre doublement difficile une éventuelle usurpation. L'étonnement cessa, quand on apprit que l'héritier attendu, ou redouté, n'était ni à espérer, ni à craindre. Les jours passaient et rien n'annonçait qu'il dût venir. Les ennemis du More le chargèrent alors des machinations les plus noires et les plus compliquées.

De son côté, le roi de Naples cherchait à tirer mouture de l'incident. Considérant qu'il s'était écoulé, déjà, dix mois, depuis le mariage de sa fille, sans que le duc de Milan se soit acquitté d'aucun de ses devoirs, il trouvait, là, un ingénieux prétexte pour ne point lui payer les vingt mille ducats qu'il devait encore sur la dot promise. Il menaçait même de reprendre sa fille... Ludovic le More faisait alors comparaître le coupable devant son tribunal, assisté dans la circonstance, de l'archevêque et de quelques notables de la ville, et, au nom de la raison d'État, le gourmandait de son peu de hâte à s'assurer une postérité. L'incident grossissait et devenait international. Les ambassadeurs rédigeaient, pour rendre compte à leurs gouvernements respectifs, des notes diplomatiques, qui commençaient en italien vulgaire et se poursuivaient en latin. Dans ce village verbeux et maldisant qu'était l'Italie princière du xve siècle, toutes les Cours en faisaient des gorges chaudes.

Enfin, vers les derniers jours de l'année 1490, Isabelle d'Aragon donnait le jour à un fils. L'innocence du More éclatait : non seulement, c'était un enfant, mais c'était un garçon, un héritier! Jusque-là, on peut imaginer les tristesses et les angoisses de la jeune étrangère à la Cour de Milan... Elles ne devaient point cesser avec la naissance du bien-aimé *duchetto*, baptisé Francesco, du nom du grand Sforza. Gian Galeazzo, quand il n'était pas à la chasse, se livrait aux plus basses débauches. Il avait, pour le vin, une inclination infiniment plus grande que pour sa femme, et, semble-t-il, le vin mauvais.

« Il n'y a rien de nouveau, ici, écrit de Milan à Mantoue la duchesse de Montferrat, le 2 mai 1492, si ce n'est que le duc de Milan a battu sa femme... »

Nos malheurs sont surtout faits de comparaisons et, chez les femmes, de comparaisons immédiates. Seule à la Cour de Milan, Isabelle eût peut-être souffert cette déchéance. Mais voici qu'entre temps une destinée parallèle et toujours plus heureuse, comparable en tout et supérieure en tout, commençait de tisser sa trame auprès d'elle. Ludovic le More venait d'épouser la cousine germaine d'Isabelle, Béatrice d'Este, de quelques années plus jeune qu'elle et qui devenait ainsi sa tante. La duchesse de Milan était allée en grande cérémonie la recevoir aux portes de la ville et, là, dès le premier pas dans sa vie « ducale, » la petite cousine avait fait un geste qui semblait réclamer la préséance. De ce jour, c'est-à-dire depuis le 22 janvier 1491, il y eut deux souveraines, l'une seule en titre, déjà dans la place, d'ailleurs l'aînée de quatre ans, l'autre nouvelle arrivée, presque une enfant encore, n'ayant que le titre quasi exotique de duchesse de Bari, mais femme et femme aimée du véritable maître et d'un véritable homme d'État, — fort ambitieuse, d'ailleurs, et bien décidée à régner dans le domaine féminin du luxe et des fêtes, autant que son mari régnait, déjà, dans le domaine de la politique et des arts.

Dès lors, ce fut entre les deux princesses une rivalité de tous les instants. Rivalité tout involontaire et inavouée, d'abord, à peine ressentie. Aucune des deux n'était animée contre l'autre d'un sentiment hostile. Vives, enjouées, affectueuses, enfants encore; et ayant longtemps joué ensemble sur les terrasses de Naples, toutes les deux d'ailleurs du même sang, Béatrice d'Este fille de Leonora d'Aragon et Isabelle d'Aragon mettaient tous leurs soins à n'altérer en rien leur mutuelle harmonie. Mais les choses, plus fortes que les volontés, les opposaient malignement l'une à l'autre et une sourde rivalité naissait de mille comparaisons quotidiennes, soigneusement entretenues, il est à peine besoin de le dire, par leurs courtisans réciproques.

Rivalité de poupées, d'abord, ou d'élégance. Ludovic le More couvrait sa femme de bijoux, puisés dans l'inépuisable trésor du Castello. Il l'ornait comme une châsse, avec une puérile

joie de voir sa joie puérile s'épanouir. Isabelle d'Aragon, à qui, en fait, tout ce qui était du trésor ducal aurait dû appartenir, ne souffrait point de voir ainsi consteller sa cousine ; mais l'équilibre entre les deux cours se trouvait rompu, et c'est ce qui la désolait. « Elle dit, écrivait l'ambassadeur de Ferrare, qu'elle voudrait être traitée ni plus, ni moins bien que la duchesse de Bari et désirerait que le duc Ludovico s'imaginât avoir deux filles, ou deux femmes, et ne fît entre elles aucune différence, les traitant de façon égale, de quoi elle se contenterait, sans vouloir posséder la valeur d'un *bagatino* de plus que la duchesse de Bari. »

Il ne semble pas que ce fût tout à fait le cas. « Les perles de la duchesse de Bari étaient beaucoup plus grosses et belles que celles de la duchesse de Milan, » écrit l'ambassadeur de Ferrare, le 1er mai 1492, en rendant compte d'une chevauchée des deux duchesses à travers champs, en grand costume de cour, cornes emperlées et longs voiles de soie, pour célébrer le retour du printemps. L'inégalité frappait tous les regards, et on ne voit pas que le More prît grand soin de la dissimuler. Le soir du 15 novembre de la même année, au château de Vigevano, en présence des gentilshommes et de l'ambassadeur, il faisait une exposition des bijoux de Béatrice : ils étaient estimés 100 500 ducats. Pour la duchesse de Milan, c'est-à-dire Isabelle d'Aragon, il avait commandé, il est vrai, un rubis ; mais les personnes présentes ne l'estimèrent pas plus de 15 000 ducats. Même différence dans les équipages : Béatrice possédait quatorze chevaux de selle des plus beaux et des plus vites qu'on pût trouver, non seulement en Italie, mais dans toute l'Europe, avec, dit un témoin, « des harnachements dignes d'une impératrice. » Les montures d'Isabelle d'Aragon étaient beaucoup moins nombreuses et surtout moins fringantes. Le médecin Carri, prenant part une fois à la chasse et étant gratifié d'une de ces bêtes, la trouve si tranquille, qu'il en est satisfait « comme d'un vrai cheval de dame. »

Ensuite, rivalité sportive. Quand les deux duchesses s'en allaient chasser à courre, accompagnées de leurs dames, de leurs cavaliers et de leurs pages, à travers les champs ou les bois de Vigevano, il semblait que les jeux d'enfant, autrefois commencés dans la baie de Naples, se poursuivaient en cet éclatant appareil, avec de « grands écuyers » pour marquer les

points et des poètes pour les chanter, et que c'était à qui courrait le plus vite. Mais, ici, l'enjeu était plus gros. Dans ces chevauchées furieuses, où Béatrice d'Este se lançait à corps perdu, affrontant le cerf aux abois ou le sanglier baugé, bousculant et faisant tomber ses dames d'honneur, rester en arrière, hésiter devant l'obstacle ou reculer devant le danger, eût été, pour la souveraine en titre, un aveu de faiblesse et un fâcheux présage. La femme d'un mari si notoirement insuffisant devait être la première en tout, dans son domaine propre, si elle voulait reconquérir un peu de prestige à la communauté. Aussi, se lançait-elle aux trousses de sa jeune cousine et tante, et la dépassait-elle parfois... Même chose dans les jeux et les danses d'alors : la *pala*, la *paume*, le *chapeau*. Tous les jours, de nouvelles occasions de se mesurer naissaient des circonstances et des plaisirs de la cour. Les ambassadeurs enregistraient gravement les alternatives de ce match incessant. Dans une note diplomatique du temps, on trouve : « Hier, la femme du duc de Milan et la femme du duc de Bari ont lutté : c'est la femme du duc de Bari qui a eu le dessus. »

Enfin, rivalité maternelle. Toutes les autres n'eussent été rien sans celle-là. Elles ne furent rien en réalité, et les deux cousines restèrent parfaitement unies tant qu'il n'y eut, au Castello, qu'un héritier possible du duché de Milan, c'est-à-dire le petit Francesco, comte de Pavie. Béatrice fut une seconde mère pour lui, déclarant qu'elle n'avait que faire d'un enfant à elle, puisqu'elle pouvait jouer avec celui-là. Elle le croyait peut-être. Mais un beau jour, le 25 janvier 1493, elle eut un fils, à son tour, et ce fils, reçu avec les honneurs réservés aux enfants royaux, dans un berceau d'or, parmi les démonstrations joyeuses de tout un peuple, fut considéré par les amis du More comme un héritier présomptif. Dès lors, tout changea. Il ne fut plus possible aux deux cousines de se dissimuler qu'elles étaient rivales, puisqu'elles avaient pour leurs deux fils la même ambition, laquelle ne pouvait être satisfaite, chez l'une, qu'aux dépens de l'autre. Encore, si le duc de Bari avait mis à ses projets quelque sourdine! Tant qu'il avait été seul, célibataire, auprès de son neveu et de sa nièce, il s'était contenté des réalités du pouvoir, dédaignant ou ajournant les honneurs. Mais, en lui, le mari avait montré déjà moins de réserve : le père n'en montra plus du tout. La venue au monde du petit

Ercole fut claironnée comme celle d'un dauphin; pendant six jours, les cloches sonnèrent, des processions d'actions de grâces cheminèrent par toutes les églises et monastères de la Lombardie. Les prisonniers pour dettes furent élargis. Les couleurs du More flottèrent de toutes parts. On n'en avait pas tant fait, deux ans auparavant, pour le véritable héritier du trône! C'était trop évident pour échapper aux regards d'Isabelle d'Aragon, et quand elle n'y aurait pas pris assez garde, sa belle-mère, Bonne de Savoie, était là pour lui signaler les moindres symptômes, avec la haine vigilante qu'elle gardait à l'usurpateur.

Pour comble de disgrâce, la Destinée, voulant sans doute faire éclater à tous les yeux la rivalité des deux princesses, leur apporta, dans la même semaine, dans le même lieu, à chacune, un enfant. Mais, tandis que Béatrice accouchait d'un « beau garçon, » c'est une « pauvre fille » qui échéait à Isabelle. Les deux jeunes mères furent complimentées en même temps; mais il était naturel que la venue d'une petite princesse ne fût pas célébrée avec le même éclat que l'apparition d'un petit prince, surtout d'un premier-né. Ce fut donc devant le lit de Béatrice, à la Rocchetta, que défilèrent les ambassadeurs, les conseillers et les notables de la ville, et c'est dans ses appartements que la foule s'écrasa pour admirer l'exposition des cadeaux qu'on lui avait faits à cette occasion, visibles derrière des barreaux de fer et dûment gardés par des sentinelles en armes. Isabelle d'Aragon, ce jour-là, dans son immense et déserte « Corte Ducale, » n'eut que le rebut des visiteurs, ou quelques-uns de ces distraits qui, dans toute cérémonie, se trompent de porte. De même, quand l'astrologue de la cour, sans lequel on n'osait pas mettre un pied devant l'autre, eût décidé que les deux accouchées pouvaient faire leur première sortie et aller à Sainte-Marie des Grâces, remercier le Ciel, en grand équipage et toutes couvertes de brocart d'or, de soie, de fourrures et de perles, c'est Béatrice qui attira tous les regards.

Dès ce jour, le caractère d'Isabelle ne fut plus le même. Il y a des vanités qui ne viennent qu'aux mères et aussi des volontés. La princesse de Naples avait pu se résigner à être la femme d'un mannequin, sur le trône de Milan : elle ne se résignerait jamais à ce que son fils ne fût pas le maître.

De là, une lutte constante et d'autant plus pénible qu'elle devait se dissimuler. Elle voyait bien le More avancer, peu à peu, la main vers le bonnet ducal pour le confisquer à son profit et au profit du petit Ercole. Mais, demeurée seule de son espèce, en tutelle dans son propre palais et étrangère, fort peu, ou point du tout secondée par son mari, elle ne devait compter que sur elle-même pour détourner le geste. « Nul seigneur ne donnait empeschement de prendre la duché pour luy, que la femme du dit duc qui estoit jeune et sage, » dit Commynes. Et il ajoute : « la dite fille estoit fort courageuse et eût volontiers donné crédit à son mary, si elle eût pu, mais il n'estoit guères sage et révéloit ce qu'elle luy disoit. » En effet, la pauvre duchesse de Milan n'avait pas de pire traître, dans son entourage, que son propre mari. Dès qu'elle lui proposait quelque plan pour sauvegarder leur commun patrimoine, Gian Galeazzo ne pouvait se tenir d'aller le raconter à son oncle, en échange de quelques plaisirs nouveaux, ou oiseaux de chasse, que le More savait lui ménager.

Aussi, l'avenir commençait-il à paraître un peu sombre à cette femme toute jeune, cinq ans à peine après son mariage. Tout la trahissait au dedans. Une aide viendrait-elle du dehors? Et d'où pourrait-elle venir? Des siens? Les rapports entre la cour de Naples et celle de Milan étaient déjà fort tendus, entretenus par les plaintes de la duchesse à son père et à son frère et aussi par la défiance où était Ludovic le More de la mégalomanie des Aragon. Des lettres secrètes d'Isabelle partirent pour Naples, réclamant du secours. Son frère, Ferrante, jura bien de tirer vengeance du More; mais son père, plus prudent, se borna, quelque temps, à des manifestations épistolaires. Au surplus, le rusé duc de Bari était en train de leur tailler assez de besogne, chez eux, pour qu'ils n'eussent guère le loisir de s'occuper des siennes. Et la malheureuse princesse connut bien vite qu'aucun secours ne viendrait du Sud.

Viendrait-il de France? Ce n'était pas impossible. Les « Barbares du Nord » descendaient en Italie. « L'entreprise de Naples, » si longtemps différée, arrêtée depuis tant d'années par la barrière des Alpes, allait s'accomplir. Le Roi avait « passé. » On l'attendait d'un jour à l'autre. On le savait juste et bon. Peut-être était-ce, là, le sauveur? Ce pauvre Charles VIII, si faible, si disgracié de la nature, tiraillé et mené par ses

conseillers, entêté seulement de deux ou trois idées, — lesquelles, d'ailleurs, étaient fausses, — apparaissait à une foule de gens, comme un archange venu du ciel pour tout remettre en ordre : l'Église, les libertés, les droits des faibles. Isabelle, tout d'abord, ne le considéra pas ainsi. Charles VIII était, pour elle, l'ennemi, puisqu'il venait tout exprès pour chasser son père et son frère de leur royaume. Elle déclara qu'elle ne le verrait de sa vie. Les gestes de l'Antiquité étaient à la mode en ce temps-là : elle saisit donc un couteau et s'écria qu'elle se le planterait dans le cœur plutôt que de toucher la main du roi de France.

Puis elle réfléchit. Elle se demanda si l'humeur de ce souverain était si constante qu'on ne pût espérer en dériver les manifestations. Charles VIII était le neveu de Bonne de Savoie, dépossédée, elle aussi, par Ludovic le More : il devait, depuis longtemps, être mis en garde contre l'usurpateur. Il ne serait donc pas impossible que cet ennemi de son père et de son frère vînt à elle en ami. Elle pourrait alors le gagner à sa cause, à la cause des siens, peut-être... Mais, pour cela, il fallait communiquer avec lui, dire ses craintes, réclamer en termes suffisamment clairs sa protection, c'est-à-dire le voir hors de la présence du More? Entre temps, Gian Galeazzo était tombé malade, alité, claustré dans son château de Pavie, incapable d'aller vers le Roi. Elle ne pouvait le quitter, parce que le poison rôdait autour des portes. C'est le More qui avait amené Charles VIII en Italie : il était son impresario, le maître de son itinéraire et n'avait nulle envie de le voir écouter les doléances de son neveu. Il multipliait les chasses, les comédies, tous les divertissements propres à l'occuper loin de Pavie et lorsqu'il fallut, enfin, l'y recevoir, il lui fit, sous couleur de l'honorer davantage, préparer des logements hors du Castello où Gian Galeazzo gisait enfermé. Tout cela était d'un bien fâcheux présage.

Heureusement, parmi le peu d'idées qu'il portait avec lui, le Roi en avait une à laquelle il tenait : voir son cousin le duc de Milan. C'était un devoir de famille. Il voulait voir aussi Isabelle d'Aragon : c'était une curiosité mondaine. Et nul stratagème du More ne l'empêcha de la satisfaire. Le jour où, déjouant tout, il dit : « Je veux, » il fallut bien l'amener au chevet du malade. Mais le More y vint aussi. Or, en sa présence, nulle confidence ne pouvait s'épancher. Son regard, le

regard du dompteur, ne quitta pas, un instant, le pauvre malade fasciné. L'entrevue se passa en « parolles qui ne furent que choses generalles », dit Commynes. Pourtant, le petit Francesco se trouvant là, Gian Galeazzo le recommanda au Roi. Celui-ci prit l'enfant dans ses bras et promit de le considérer comme sien. La visite allait s'achever sur un banal échange de souhaits affectueux, lorsque Isabelle « bien piteuse, » dit Commynes, mais plus brave que son mari, sentant que la minute décisive allait tomber dans le sablier où rien ne remonte, parut se décider. Elle rompit brusquement le protocole, se jeta aux pieds du Roi et, tout à trac, le supplia de renoncer à l'Entreprise de Naples.

Charles VIII ne s'attendait guère à ce coup et en resta, d'abord, sot. Toutefois, il ne lui déplaisait pas, au fond, d'être considéré comme un *Deus ex machina,* transformant toute chose sur son passage. Il releva sa cousine, avec quelques phrases courtoises et désolées sur la fatalité des guerres entreprises, et lui fit entendre qu' « elle avoit meilleur besoing de prier pour son mary et pour elle, qui estoit encores belle dame et jeune. » Le discours royal ne brillait point par une extrême clarté, ni surtout par une confiance extrême dans le personnage muet qui assistait à l'entrevue, mais on comprenait, de reste, que le sauveur attendu ne sauverait rien. Et, en entendant s'éloigner, dans les profondeurs du Castello, le pas des gardes qui escortaient le roi de France, Isabelle sentit que son dernier espoir, tant pour elle et son fils que pour son frère et son père, la quittait.

Sur ces entrefaites, Gian Galeazzo mourut. Il n'avait pas vingt-cinq ans. Il mourut entre ses chiens et ses chevaux, comme il avait vécu, les ayant fait amener jusque dans sa chambre, pour les voir une dernière fois. C'est une question, encore débattue par les historiens, de savoir s'il a été empoisonné par son oncle. Il semble que, pour expliquer la gastro-entérite qui l'emporta, il suffise d'invoquer les excès qu'il commit toute sa vie, la formidable gloutonnerie qu'il manifesta, même dans ses derniers jours, aux moments de rémittence, après des crises violentes. D'ailleurs, lors de sa dernière maladie, son oncle n'était pas là; sa femme et sa mère y étaient et le veillaient sans trêve. Quant aux médecins que lui envoyait Ludovic le More, il leur obéissait si peu et s'appliquait si bien

à exécuter le contraire de leurs prescriptions, non point du tout par méfiance mais par gourmandise, que ce sera un éternel sujet et très beau de dispute entre spécialistes, de savoir s'il est mort pour avoir quelquefois avalé leurs drogues ou pour s'en être le plus souvent dispensé...

En tout cas, naturelle ou artificielle, cette fin servait trop bien les projets du régent pour qu'il en ressentît une douleur extrême. On a encore le billet par lequel les médecins lui annonçaient, de Pavie à Plaisance où il était à ce moment-là, que le malade était à toute extrémité et l'on y lit encore, au-dessous de l'adresse, dans un coin du papier, auprès du signe de la potence : *cito, cito, cito,* urgent, urgent, urgent. Il est facile d'imaginer les sentiments que ces trois petits mots éveillèrent dans cette âme ambitieuse. C'était pour lui et pour Béatrice, la couronne la plus enviée en Italie, une des plus brillantes du monde. Il avait en poche la promesse de Maximilien, le Roi des Romains, de lui donner l'investiture impériale, si le trône venait à vaquer. Une seule chose pouvait l'arrêter en temps ordinaire : l'hostilité des princes d'Aragon, qui régnaient sur Naples, du Pape peut-être. Mais, dans les conjonctures présentes, les princes d'Aragon avaient fort à faire pour sauvegarder leur propre couronne. La présence de Charles VIII, avec sa formidable armée, paralysait toute velléité d'intervention. En d'autres temps encore, Charles VIII, lui-même, aurait sans doute fait quelque objection à ce tour d'escamotage. En ce moment, les yeux fixés sur Naples, tous ses efforts tendant à sa conquête, il n'allait point laisser derrière lui au lieu d'un allié, un ennemi.

C'est ce qui apparut très nettement à un « Barbare » venu du Nord, mais que les roueries italiennes n'empêchaient pas de voir clair, Philippe de Commynes, alors ambassadeur à Venise. « Je vis ces nouvelles, dit-il, par la lettre de l'ambassadeur vénitien qui estoyt avec luy (Ludovic le More) qu'il escrivoit à Venise et advertissoit qu'il se vouloit faire duc. Et à la verité dire, il en desplaisoit au Duc (le Doge) et Seigneurie de Venise et me demandèrent si le roy tiendroit pas pour l'enfant. Et combien que la chose fût raisonnable, je leur mis en doute, vu l'affaire que le roy avoit du dit Ludovic. Fin de compte, il se fit recevoir pour Seigneur, et fut la conclusion, comme plusieurs disoient, pourquoy il nous avoit fait passer les

monts, les chargeant de la mort de son neveu, dont les parents et amis en Italie se mettoient en chemin pour luy oster le gouvernement et l'eussent fait aisément si ce n'eusse été l'allée du roy... » Si la mort de Gian Galeazzo était l'effet d'un crime, la conduite de Charles VIII, en cette occasion, n'est guère explicable. Si elle était naturelle, il faut convenir que la Providence se tenait aux ordres du More et ne point s'étonner, lorsqu'il parut dans les rues de Milan, vêtu de brocart d'or et salué par toutes les cloches, si, ce jour-là, il épuisa toute la somme de chances favorables qu'un homme peut raisonnablement espérer apporter en ce monde.

Isabelle d'Aragon, elle, semblait bien avoir épuisé toutes les mauvaises. Il n'en était rien, et l'avenir qui s'approchait lui apportait de pires douleurs. Dans les premiers jours qui suivirent la mort de son mari, il parut à tous les témoins que ce serait la dernière. Enfermée dans une salle sombre, tous les volets clos, prostrée à terre, muette, hagarde, refusant toute nourriture, hantée d'hallucinations, elle se désintéressa de tout ce qui n'était pas le passé. On eut peur pour sa vie, d'abord, pour sa raison ensuite. On s'émerveilla qu'un mari, si peu désirable de son vivant, fût à ce point regretté après sa mort. On supposa que le désespoir où on la voyait était fait de bien des choses : la certitude que son fils ne régnerait plus sur Milan, la crainte que son père et son frère fussent bientôt chassés de Naples, et puis Gian Galeazzo n'avait pas vingt-cinq ans. « Cet agneau sans tache », selon l'épithète hyperbolique de Corio, pouvait devenir un époux sortable, avec le temps. Quand on considère ses portraits, surtout celui qu'a peint Ambrogio de Predis, on doute qu'une nature si frêle et si molle fût foncièrement mauvaise et capable d'énergie dans le mal, non plus que dans le bien. Le point assuré, c'est qu'il fut pleuré par sa femme comme un héros. Le nouveau duc de Milan, qui n'avait point de haine pour ses victimes, et même, pour celle-là, une assez grande sympathie, s'effraya fort de l'état de prostration où on la disait. Quatre de ses conseillers se présentèrent chez elle, à Pavie, pour lui offrir ses condoléances et l'inviter à revenir à Milan, cela au nom du nouveau duc et du peuple, l'assurant qu'elle et ses enfants seraient traités avec les honneurs qui leur étaient dus et garderaient, en toute propriété, la résidence qu'ils occupaient auparavant, au Castello.

Cette attention la tira de sa torpeur; elle en fut touchée et, par son ordre, le billet suivant fut écrit à Ludovic le More : « Ma souveraine est très heureuse, dit le secrétaire Paolo Bilia, d'apprendre que vous avez accepté le présent qu'elle vous a envoyé et elle est reconnaissante des aimables messages qu'elle a reçus de votre illustre épouse (Béatrice d'Este), aussi bien que des offres que vous lui avez faites et des démarches des conseillers. Grâce à la médication de Niccolo de Cusano, sa santé s'est améliorée assurément ; les enfants vont très bien : seulement le petit garçon ne veut pas porter de vêtements noirs, ni voir tendre en noir les appartements. »

Quand, enfin, après beaucoup de prières, d'allées et de venues, la jeune veuve se décida, un sombre jour d'hiver, à quitter Pavie et à rentrer à la Cour, qui dorénavant ne serait plus la sienne, tout fut tenté pour lui rendre la transition moins pénible. Un témoin, le spirituel Barone, un peu bouffon, un peu confident, un peu chevalier de la marquise de Mantoue, écrivit à celle-ci : « La nuit dernière, la duchesse Isabelle est arrivée à Milan, et notre duchesse (Béatrice d'Este) est allée à sa rencontre, à deux milles en dehors de la ville et elles se sont retrouvées ensemble. Notre duchesse est sortie de son char et est montée dans celui de la duchesse Isabelle, toutes les deux pleurant à fendre l'âme, et, ainsi, elles ont cheminé jusqu'au Castello, où elles ont trouvé le duc de Milan venu au-devant d'elles à cheval, à la porte du château. Il se découvrit et les accompagna au Castello, où tous les trois mirent pied à terre et, plaçant la duchesse entre eux, notre duc et la duchesse la conduisirent à ses anciens appartements. Lorsqu'ils y furent arrivés, ils s'assirent tous à la fois et la duchesse Isabelle ne faisait que pleurer, tant qu'à la fin le duc se mit à lui parler et la supplia de se calmer et de reprendre courage, avec beaucoup de paroles semblables. Le cœur le plus dur aurait été touché de compassion à la vue de cette femme, avec ses trois petits enfants, maigrie, défaite par le chagrin, portant une longue robe noire de moine, faite d'un drap à quatre sous la brasse, les yeux cachés par un épais voile noir. Pour moi, assurément, je ne pouvais pas m'empêcher de gémir et si je ne m'étais pas contenu, j'aurais pleuré plus encore ! »

Si le poison avait joué, dans cette tragédie, le rôle qu'ont dit les historiens, une pareille mise en scène dépasserait, en

horreur et en perfidie, tout ce qu'on sait des crimes de la Renaissance. Mais Isabelle ne crut pas au poison, à ce moment-là, ni elle, ni ceux qui avaient approché, du plus près, le mourant. Elle n'eut donc pas la honte de vivre auprès de l'assassin présumé de son mari. C'était bien assez qu'il fût le spoliateur de son fils. Car la chose était maintenant accomplie sans nul retour possible, et n'avait souffert aucune difficulté. Ludovic le More, toujours courtois et formaliste, n'avait pas coiffé brutalement le bonnet ducal. Il avait assemblé les conseillers et les notables de Milan et leur avait, le plus sérieusement du monde, proposé de transmettre le pouvoir au *duchetto*, âgé de quatre ans. La réponse avait été une protestation unanime, et les citoyens de Milan, en l'acclamant, avaient voulu que le droit fût conforme au fait. Dans une lettre écrite, le jour même, à son envoyé auprès de Maximilien, le nouveau potentat parlait de cette mort, comme d'un fait qui l'avait forcé à prendre la succession de son neveu.

A travers ses larmes et ses voiles de deuil, Isabelle d'Aragon avait bien discerné cette comédie et, rentrant à Milan, saluée par le duc et par Béatrice d'Este, elle sentait qu'elle revenait non seulement comme une veuve, mais comme une étrangère, sans espoir de régence pour elle, sans espoir de règne pour son fils. Cet espoir allait être anéanti encore davantage par la naissance du second fils de Béatrice. Tandis qu'on dansait à la Rocchetta à l'occasion du Carnaval et qu'on s'y congratulait en l'honneur de ce second héritier, voici les nouvelles qui arrivaient de Naples : le 22 février, Charles VIII avait été couronné roi des Deux-Siciles, à la cathédrale. Le jeune roi Ferrante, frère d'Isabelle d'Aragon et cousin de Béatrice d'Este, avait fui à Ischia, son peuple s'étant soulevé contre lui, selon la coutume, en Italie, quand un prince est malheureux à la guerre. Isabelle touchait le fond des désespoirs humains.

Pourtant, elle espérait encore... En quoi? En quelque hasard, en quelque chose d'impossible, en ce que les hommes d'Etat ne peuvent faire entrer en ligne de compte : l'illogisme des hommes et des événements, — comme espèrent les femmes. Jusque-là, toute prospérité survenue au duché de Milan avait tourné à sa propre perte : peut-être espérait-elle en sa ruine?... Qui peut dire quelle lueur filtre sous les pau-

pières baissées, dans le portrait de l'*Ambrosienne?* L'insolente fortune du More pouvait ne pas durer toujours... Un à un, les princes d'Italie se mettaient en garde contre son ambition sournoise. Le roi de France l'avait quitté, plus défiant encore. Le peuple, écrasé d'impôts, murmurait. Quand passait dans les rues le petit Francesco, on criait : *Duchetto!* Si l'usurpateur venait jamais à être chassé par l'Étranger, ou par le peuple, quel autre que l'enfant d'Isabelle pourrait le remplacer? Dans les longues journées de claustration qui suivirent son deuil, lorsqu'elle voyait, des fenêtres de la *Corte reale*, la brillante suite de Béatrice d'Este traverser les jardins du Castello, pour une de ces randonnées, où, jadis, toutes les deux rivalisaient d'adresse, ou bien encore quand les trompettes annonçaient l'arrivée d'un nouvel hôte, peut-être la jeune veuve guettait-elle avec impatience le pas lointain du Malheur...

Le malheur approchait, en effet, sous ses deux formes coutumières : la mort et la trahison. Un jour, une nouvelle terrible éclatait, après une série de divertissements à Vigevano. Le Duc d'Orléans envahissait le duché, il avait pris Novare; il était à vingt kilomètres de Milan. La populace commençait à remuer dans les rues et lapidait les amis du More. L'alerte passée, on tremblait pour le sort de l'armée ducale, à Fornoue. L'astre de Béatrice d'Este, elle-même, la grande rivale, baissait. Le palais était plein d'intrigues : on chuchotait, aux portes, les infidélités de son mari. La Lucrezia Crivelli, — la *Belle Ferronnière* du Louvre, — commençait de régner sur le cœur du duc. La mort de sa fille naturelle, la petite Bianca, survenant dans ces jours d'inquiétude et de défiance, paraissait un pire présage. La fortune des Sforza changeait de face : un à un, s'effaçaient ses sourires. Puis, c'était la mort subite de Béatrice, frappant le peuple tout entier comme un coup de foudre, laissant le More atterré.

Même dans cette douleur commune, qui aurait dû les rapprocher, l'humeur ombrageuse du maître achevait de lui aliéner le cœur de sa nièce. N'osait-il pas lui signifier de quitter le Castello et de se retirer dans le vieux palais Sforza, près du Dôme. C'était de peu de conséquence pour elle, mais en même temps il retenait le *duchetto* avec lui à la Rocchetta, ce qui était une cruauté inexplicable, ne lui permettant d'aller voir sa mère qu'une fois par semaine. « Vous avez ôté à mon fils sa cou-

ronne, ne put-elle s'empêcher de lui crier, alors, maintenant vous voulez lui ôter sa mère ! » Enfin, le Duc d'Orléans devenu roi de France, Louis XII, reprenait la route de Milan et, devant les Français, une fois de plus les troupes ducales s'évanouissaient. C'était la chute, cette fois, de l'usurpateur. Le peuple, soulevé contre lui, fermait les boutiques, dressait des barricades et assommait les partisans du More venus pour parlementer avec lui, notamment Landriano, l'astucieux compère qui avait fait élire son maître par acclamation.

C'était vraiment l'écroulement du colosse aux pieds d'argile. Si nul n'avait trahi les autres autant que Ludovic le More, nul ne fut autant trahi. Mais il avait trahi avec élégance, courtoisie, lenteur, par degrés, opérant ce qu'on eût appelé, dans les temps modernes, des « évolutions. » Il fut trahi brutalement, livré par ceux même auxquels il avait fait du bien. Quelques jours suffirent à l'ami qui lui avait juré de défendre le Castello jusqu'à la mort, au milieu des larmes et des embrassades, pour le livrer au roi de France, moyennant une part dans le pillage. Les Français, qui en profitèrent, en furent à ce point surpris et indignés, qu'ils ne pardonnèrent jamais au coupable. De même, le Suisse félon, le capitaine Turmann qui le livra à l'ennemi, fut exécuté par ses propres compatriotes, honteux qu'il se fût trouvé un traître en Helvétie. Mais Milan, et l'on peut dire presque toute l'Italie, étaient tout à la joie de voir commencer un nouveau règne. Lorsque Louis XII y fit son entrée triomphale, précédé par cinq cents archers, au son des tambours et des trompettes, sous un dais bordé d'hermine, que portaient les docteurs de l'Université en robes rouges, il n'y eut plus, dans la foule criante et applaudissante qui encombrait les rues, un seul partisan des Sforza...

Parmi tous les yeux qui se fixaient sur le roi de France, en cette journée d'automne 1499, aucun n'était plus brillant d'espoir que les yeux, maintenant grands ouverts, — comme dans le coin du portrait, — après avoir été tenus si longtemps baissés, d'Isabelle d'Aragon. Elle avait, quitté le deuil; elle reparaissait dans ses plus beaux atours. On reconnaissait l'élégante et fière princesse d'Aragon, qui arborait jadis, au mariage de Bianca Sforza, du satin cramoisi avec des cordons d'or filé, aux chasses de Vigevano, du velours incarnat brodé de fleurs de pêcher et les aigrettes de gaze, et aux relevailles, après la nais-

sance de sa fille Bona, une robe brodée de livres et de lettres savantes. Elle n'avait pas fui, comme les autres Sforza et comme le lui conseillait Ludovic le More. Elle n'avait voulu ni lui confier son fils, qu'il offrait d'emmener avec lui en Allemagne, ni partir elle-même pour Gênes, où l'attendaient les galères du roi de Naples. Seule de tous les princes, elle était restée dans le grand palais désert. Elle s'y cramponnait, non pas avec l'entêtement du désespoir, mais avec la joie de la délivrance. L'invasion, à ses yeux, n'était pas une menace, ni pour sa sécurité, ni pour la sécurité de ses enfants : c'était la liberté, le salut et, peut-être, la restauration. Que ferait le Roi du duché de Milan? Il n'y pourrait régner en personne; il en donnerait la garde à un prince et le prince le mieux désigné l'héritier légitime, son enfant à elle, était là!

Il suffisait, pensait-elle, que cet enfant plût au maître tout-puissant, pour que cette couronne, si longtemps convoitée, lui revînt enfin... C'était un bel enfant, à cette époque, que le *duchetto*. Son portrait, par Bernardino dei Conti, aujourd'hui au Vatican, nous l'atteste. Avec son capuchon de cheveux blonds qui ondoient, sa ferronnière épaisse d'orfèvreries, une fine plume d'oiseau plantée sur le front, ses manches à crevés, son profil joufflu et insolent, son petit poing serrant une petite dague, il faisait déjà bonne figure de duc. « Un ange! » disaient les contemporains. En tout cas, il paraissait tel à sa mère. Elle l'amena, toute radieuse et confiante, à Pavie, saluer Louis XII au milieu de sa cour, persuadée qu'il lui plairait et reviendrait duc de Milan. Il lui plut, en effet, mais il ne revint pas. Il ne revint jamais. Le Roi le garda auprès de lui, en tutelle, prisonnier fort choyé et honoré, tandis qu'il renvoyait sa mère à Milan, dans un exil doré, infiniment respectée, habiter le palais de Marchesino Stanga. Il les séparait donc, lui aussi, comme les avait séparés Ludovic le More. Elle put, une fois, venir embrasser son enfant avant son départ pour la France, puis ce fut fini. Elle ne devait plus le revoir...

De tous les malheurs qui avaient jalonné la route, déjà si rude, parcourue par cette femme de vingt-huit ans, celui-là était le plus inattendu, le plus foudroyant et le plus irréparable. C'était « le malheur » par excellence, non plus par comparaison, mais absolument, et sans consolation possible. Comment cela était-il arrivé? Il faut, pour le comprendre, se

rappeler que l'ambition ou la raison d'État, chez un politique, l'emporte sur la haine, à plus forte raison sur la sympathie. Louis XII n'avait aucun sentiment d'hostilité envers Isabelle ou son fils. Il n'en avait pas eu envers son mari, ni son père, ni son frère même. Dans la première expédition d'Italie, tandis que Charles VIII avait visé Naples, il n'avait visé que Milan. Enfin, il connaissait les infortunes d'Isabelle d'Aragon, la dignité de sa vie et en avait pitié. Mais ce qu'il voulait, il le voulait bien. Maintes fois, n'étant encore que Duc d'Orléans, il avait dit qu'il « donnerait toute la vie d'un roi de France pour une année d'un duc de Milan. » Fatal mirage de la terre italienne! Maintenant, il avait brisé tous les obstacles, chassé tous les adversaires, rallié tous les princes de la péninsule, jusqu'aux d'Este de Ferrare et aux Gonzague de Mantoue. La seule force qui pût se dresser, un jour ou l'autre, contre lui c'était le peuple ; le seul nom qui pût donner une forme à la sédition populaire, c'était le nom de Sforza. Si faible que fût alors celui qui le portait, et si touchante sa destinée, c'était une imprudence grave que de laisser, en Lombardie, ce brandon de discorde ou cette « balayette » à chasser les Français.

Dans sa haine clairvoyante, Ludovic le More l'avait bien compris. De là, ses instances pour décider Isabelle à fuir. Pour ne l'avoir pas écouté, parce que trop souvent ses conseils l'avaient perdue, croyant qu'il ne plaidait encore que sa cause, lorsqu'il plaidait, en réalité, la cause de tous les Sforza, la pauvre princesse voyait s'évanouir son dernier espoir. Son fils, à la Cour de France, n'était point malheureux. On le traitait comme un petit prince; il avait des chiens, des chevaux et des faucons, comme en avait eu son père, et ses faucons ses chiens et ses chevaux lui faisaient oublier, comme à son père, les devoirs de son nom. Mais il n'y avait guère de chances pour qu'on le revît jamais au milieu de son peuple. On revenait d'une prison d'Italie. Revenait-on jamais d'un palais de France?

Isabelle ne le crut point. Elle comprit que la période milanaise de sa vie était finie. Elle suivit enfin, trop tard, les conseils de son oncle, gagna Gênes, monta dans une des galères du roi de Naples et se fit conduire jusque dans l'Adriatique, au port de Bari. Là, s'élevait et s'élève encore, abrupte et rudement perpendiculaire, sans aucune souplesse d'architecture, une forteresse nue et aveugle comme une prison, baignant dans les

flots. C'est l'ancien repaire de Frédéric II d'Hohenstaufen et de Charles d'Anjou, devenu le palais du duché de Bari, constitué par les Aragon et donné aux Sforza. Avant de quitter Milan, Ludovic le More, cédant peut-être à quelques scrupules, incliné par la mauvaise fortune à des retours sévères sur sa conduite des jours prospères, avait voulu faire quelque chose pour sa nièce, réparer, dans une certaine mesure, le passé. Il lui avait fait présent, en bonne et due forme, de son duché de Bari, avec un revenu de six mille ducats. Dans l'universelle tourmente qui dispersait toute chose autour d'elle, c'était un refuge.

Elle s'y retira donc avec ses deux filles, Bona et Ippolita, pour n'en plus bouger jusqu'à sa mort. Peu à peu, une petite cour d'artistes et de lettrés vint se grouper autour d'elle et les architectes tentèrent de donner aux appartements qu'elle habitait un peu du confort et du luxe qu'elle avait connus à la Corte reale, aux premiers jours de son mariage. « Duchesse de Bari, » c'était le titre qu'avait porté sa rivale aux jours brillants où elle était, elle, la duchesse de Milan : c'était, maintenant, la seule souveraineté qui lui restât. Elle lui fit pourtant honneur. Lorsque six ans plus tard, Alfonso d'Este, frère de Béatrice, traversant Bari, alla lui rendre visite, il fut frappé du grand accueil qu'il reçut et des restes de magnificence qu'il trouva chez la malheureuse Isabelle, comme si elle était encore duchesse de Milan.

Les années passèrent. Les événements passaient encore plus vite que les années. Dans sa solitude, sur l'Adriatique, menacée encore quelquefois par les suites de l'invasion étrangère, Isabelle d'Aragon connut qu'elle n'avait pas épuisé toutes les douleurs humaines. Sa fille, la petite Ippolita, mourut entre ses bras. Elle espérait encore un peu en la destinée de son fils. De temps en temps, un courrier venu de France lui apportait des nouvelles de l' « abbé de Noirmoutiers. » (C'est ainsi que s'appelait le *duchetto* désormais.) Un jour, la nouvelle fut qu'il s'était rompu le cou à la chasse... Tout était désormais fini pour elle.

Certes, la destinée l'avait bien vengée de ses ennemis. Elle survivait à tous leurs désastres; elle savait de quel martyre souffrait Ludovic le More dans son cachot de Loches, et combien ses amis avaient craint pour sa raison, jusqu'à sa mort misérable, en captivité. La vengeance est un plaisir des dieux, dit-

on, mais les dieux se contentent de peu et celui-là ne pouvait suffire à un cœur de mère privée de son enfant...

Il fallait autre chose. Privée de son fils et d'une de ses deux filles, Isabelle reporta sur Bona tous ses espoirs. On croyait ses yeux baissés, comme dans le portrait, sur le passé, sur ses deuils : ils étaient toujours ouverts, — comme dans la marge du papier où Boltraffio l'a dessinée. Ils étaient toujours fixés sur Milan. Avec une obstination d'insecte, mille fois coupé de sa route et la reprenant toujours, sans varier d'une ligne dès que l'obstacle a disparu, la pauvre femme s'acharnait à faire de sa fille, la dernière survivante de ses enfants, Bona, ce qu'elle n'avait pu être elle-même, une véritable duchesse de Milan. Peu s'en fallut qu'elle ne réussît. On était en 1512 : une fois de plus, les Français étaient chassés d'Italie. Le fils de Ludovic le More, Massimiliano, ce petit dauphin tant célébré par les poètes et les peintres des Sforza, revenait d'Allemagne et succédait à son père. On eut l'idée de lui offrir pour fiancée sa cousine Bona, celle qui était née, la même semaine que lui, dans le même Castello. Il paraissait l'accepter. Le rêve d'Isabelle, ce rêve unique, reconnaissable sous tant de formes diverses, allait enfin s'accomplir, lorsque Massimiliano, lui-même, après trois ans de règne, fut renversé. La victoire des Français, à Marignan, décida de son sort. Il ne s'en plaignit pas et se montra tout heureux d'aller vivre royalement en France, comme avait vécu son cousin, Francesco, l'abbé de Noirmoutiers, dans les bonnes grâces de François Ier. A sa place, Bona épousa Sigismond Ier, roi de Pologne, et c'est sur un pays de neiges et de « barbares » que régna la dernière des Sforza.

Telle est l'histoire véritable d'*Ysabella de Aragonia Sforcia unica in disgrazia.* Maintenant, a-t-elle droit à ce titre? Chacun en jugera d'après son expérience et d'après son cœur, selon des raisons plus humaines mais non pas plus incertaines que les raisons alléguées, d'ordinaire, pour juger de l'authenticité de son portrait.

BIANCA SFORZA

Tout Milan est plein d'elle. On la voit aux devantures, aux vitrines, sur des chevalets, figurée par tous les procédés et dans

toutes les matières, sur ces mille objets inutiles, les « souvenirs » et sur cette monnaie fiduciaire, représentative des trésors d'art cachés, les « cartes postales. » Tout le monde connaît cet étroit profil de jeune fille presque encore une enfant, encapuchonnée dans une épaisse chevelure qui tombe sur les joues en oreilles de chien, puis se relève sur la nuque et laisse voir un cou long, nu et frêle comme une tige de colchique; ce front serré dans un bandeau d'or où l'on a suspendu, de distance en distance, — tels des globes électriques, autour d'un dôme, pour une illumination nocturne, — une grosse perle; sur les cheveux, une résille quadrillée, bordée d'un galon de perles plus petites et, sur l'épaule, un diamant carré où est accroché un rubis carré où pend une grosse perle transparente, laquelle s'allonge et se poche comme la goutte d'eau qui va tomber.

Tout le monde s'est demandé à qui est ce profil, vers quoi il se tourne, quels jours brillants et limpides, ou bien quelles larmes, présagent ces rosaires de perles... Un nom, tout au plus, un joli nom est chuchoté par les érudits, avec toutes sortes de moues dubitatives : Bianca Sforza. Un autre nom, celui du peintre, est avancé avec un peu plus d'assurance : Ambrogio de Predis, succédant depuis quelques années à Léonard de Vinci. Mais il faut en juger par soi-même. Un portrait, dont on a vu beaucoup de reproductions, fidèles ou infidèles, est comme une personne dont on a beaucoup entendu parler. On désire voir l'original, pour chasser l'incertitude et l'obsession des copies.

Or, l'original (1) est caché dans un tout petit musée, lui-même blotti dans une bibliothèque, dissimulée à son tour derrière les brutales magnificences du nouvel hôtel des Postes de Milan, au milieu de la ville : l'*Ambrosienne*. Le touriste qui entre en Italie, que des villes plus prestigieuses appellent plus loin, ne pense guère qu'il respirera, ici, sur la plante même, le parfum très pénétrant d'un lointain passé, ni, dans cette cité toute moderne, frémissante de machinisme, qu'il pourra se livrer aux « orgies de la méditation. » Il dédaigne cette biblio-

(1) Portrait de Bianca Sforza, fille naturelle de Ludovic le More, épouse de Galeazzo di San Severino :

Présumé avec vraisemblance : le portrait de la jeune femme aux perles, de profil, de 0,51 × 0,34, portant le nº 8 et intitulé *Ritrato di donna*, longtemps qualifié *Béatrice d'Este*, autrefois attribué à Léonard de Vinci, aujourd'hui, à Ambrogio de Predis, à la Pinacothèque Ambrosienne, à Milan.

thèque, le plus souvent, et passe ainsi à côté d'une des destinées les plus radieuses et les plus éphémères qui aient enchanté les hommes, au temps de la belle Simonetta et de Giovanna Tornabuoni.

Ne faisons pas comme lui. Entrons dans ce réduit désert. Tout auprès d'une fenêtre, dans une salle recueillie et silencieuse, voici ce que nous voyons : trois chevalets. Sur l'un est posé un *Saint Jean-Baptiste*, de Bernardino Luino ; sur l'autre, un *Sauveur enfant*, du même Luino ; sur le troisième, éclairée de gauche à droite, par la première lumière qui filtre dans la salle, la figure célèbre qu'on a vue partout. Sur un fond olive, la fine tête couverte d'une chevelure radieuse comme des flammes, les tempes serrées dans des bandeaux plus amples encore que les bandeaux dits « Botticelli, » quelques cheveux détachés de la masse pendent en manière de fils, descendent le long des joues plus bas que le menton, plus bas que la gorge, vont presque toucher les perles du collier. Sur un corsage grenat, un surcot d'un marron épais donne l'impression du noir. Un teint blanc et, çà et là, des accents noirs aux commissures des lèvres, à la paupière supérieure, au-dessus de la narine et à l'aile du nez. Tout cela et l'humide éclat des yeux donnent à cette figure quelque chose de la fraîcheur des portraits anglais du XVIIIe siècle.

La première chose qui frappe est son extrême jeunesse et son extrême sérieux. Certes, un profil est toujours une chose sérieuse. Ce sont les portraits de face qui nous sourient et font des frais pour nous : un profil semble regarder la Destinée. Ici, le regard, enfantin encore, et timide, ajoute à la gravité naturelle du profil. Il est pour beaucoup dans l'extraordinaire attirance qu'a cette frêle figure. Bembo, qui a sans doute connu le modèle, définit ainsi la perfection féminine, dans son *Traité sur l'Amour*, et l'on dirait qu'il a écrit devant ce portrait, sans le quitter un instant des yeux :

Belle chevelure plus ressemblante à or bruny qu'à autre chose, laquelle estant également my partie sur la fontaine de la teste par une ligne droite et venant à descendre par dessus les espaules jusques aux pieds est troussée en plusieurs beaux cercles. *Puis du long des tempes sur les joues, les petits cheveulx branslans doulcement a l'air, qui pendent comme petites houpettes de bonne grâce*, en sorte qu'il semble que ce soit un miracle nouveau d'une umbre mouvante

sur un amas de neige fraîche et blanche... Front poly, lequel, en sa circonférence jolye, tesmoigne que c'est la demeure de pureté solide et ferme. Puis il descendra aux sourcilx de fin hébène applaniz et tranquilles, soulz lesquelz verra luyre deux beaux yeux noirs et amples muniz de gravité honneste, accompagnée de doulœur naturelle, estincellans, comme deux estoilles en leur cours. Deux joues rondes et délicates de la blancheur desquelles ne daignera faire comparaison avec celle du laict, sinon en tant que parfois elles contendent avec la fraischeur vermeille des roses espanys du matin... La bouchette contenant bien petit espace, bordée de deux rubis d'autant beau lustre qu'il est possible de souhaiter et qui ont force d'allumer en tout homme, pour froid et mortifié qu'il soit, grand désir de les baiser...

La seconde chose qui caractérise ce portrait, ce sont les bijoux. Ils sont tellement nombreux et si serrés; ils suivent de si près la forme humaine que tout le reste, figure et buste, dessin et couleur, vînt-il à disparaître, ils suffiraient pour qu'on puisse, avec certitude, en rétablir exactement les contours généraux.

On éprouve, en les voyant, quelle place tenaient alors dans la vie les pierres précieuses : rubis, rubis balais, émeraudes, diamants « tavola, » c'est-à-dire plats ou taillés en pointe, gemmes de toutes sortes et de toutes couleurs. Pour nous, ce sont de simples accents décoratifs, souvent sacrifiés aux émaux dans la joaillerie moderne et facilement imités. Pour eux, c'était bien autre chose. Outre que les thérapeutes et des mages y voyaient des gardiens contre le poison, contre la fièvre, contre l'infidélité ou la frénésie, ou le haut mal, les princes les entassaient comme des trésors de guerre. Il y avait toute une armée de Suisses dans la coiffure d'une duchesse. On leur donnait des noms comme aux étoiles. Tout le monde savait, à un ducat près, leur valeur. On se les prêtait d'une Cour à l'autre, pour une nuit. Dans une fête, tous les yeux étaient fixés sur eux. On suivait, avec curiosité, leur apparition ou leur disparition d'une toilette, car il n'était pas rare qu'on les mît en gage et, ainsi, on évaluait le haut ou le bas des fortunes. Disposées en longues lignes sur les robes et en notes de musique, ils chuchotaient des airs symboliques. Groupés en constellations nouvelles, ils annonçaient de nouvelles alliances entre les peuples et les rois et, pendant que les astrologues demandaient l'avenir aux astres, les diplomates tiraient des horoscopes, de plus près et avec plus d'assurance,

de ces petits astres des salons, moins hautains, mais plus sûrs.

On devine, dès lors, avec quelle pieuse ostentation les femmes les suspendaient à leur personne, — non point perdus dans le fouillis d'une chevelure ou d'une dentelle, mais détachés et exposés, un à un, comme sur un écrin vivant. Avec quel respect attentif les peintres devaient les détailler et, s'ils avaient à représenter des perles, par exemple, leur faire un sort à chacune! Ici, chacune est décrite comme si elle était tout un monde, non seulement avec son « orient, » mais avec son occident ou ses pôles, avec son anneau de lumière sous-jacente, entre sa région d'ombre interne et son ombre portée sur la chair. Une particularité fort étrange, est que ces perles sont transparentes, soit qu'elles le fussent, en effet, c'est-à-dire qu'elles ne fussent que des *jocalia de cristallo*, soit bien plutôt que le peintre n'ait pas travaillé d'après les perles mêmes de la Princesse, mais pour avoir mieux le temps de les étudier, ait fait poser des imitations de verre. L'excès de conscience aura produit l'erreur.

Cette conscience se voit partout. Le diamant est taillé avec le respect qu'on doit à une pierre « qui donne force et courage, écarte les incubes et les succubes et protège du venin. » Le rubis « qui épure les esprits, chasse les mauvaises pensées et rend les hommes aimables » et encore les perles « qui apaisent les craintes et les frayeurs et les angoisses causées par l'atrabile » parant la jeunesse, qui donnerait à ces joyaux toutes ces vertus quand ils ne les auraient pas, sont sertis ou égrenés et allumés et entretenus avec le soin et la piété qu'on a dans un couvent pour les lampes sacrées. Nous avons perdu, à cet égard le sens du mystère, tout ce que l'imagination de nos pères mettait d'espoir, de crainte, d'interrogation dans ces petites sphères précieuses, brillantes, et capables de maladie et de mort, au front des femmes. Nous avons perdu surtout les joies de la surprise. Il n'est pas sûr que l'artiste crût à toutes les vertus magiques des joyaux qu'il s'appliquait à figurer, mais certainement il n'était pas encore blasé sur leur beauté. Il sentait encore, dans toute sa primeur, l'émerveillement de les voir, la fierté de les reproduire et de les révéler à qui ne les avait point vus. Il mettait ainsi, dans la copie méticuleuse, naïve et passionnée qu'il en faisait, cette saveur du conteur qui raconte une histoire pour la première fois.

Et maintenant, qui est cette femme, universellement connue quant à ses traits et à sa parure, à peu près universellement ignorée, quant à sa vie ? C'est, plus encore que Béatrice d'Este, une éphémère. C'est une petite fille, qui joue à la dame et même à la très grande dame, une poupée vivante qu'on pare, qu'on attife, qu'on coiffe de tous les bijoux dans la cour la plus riche en bijoux, sur qui l'on essaie toutes les modes, dans le palais le plus curieux des nouvelles modes, qu'on marie à huit ans au cavalier le plus admiré de France et d'Italie et qui ne lui va pas au coude le jour de son mariage, devant toutes les dames dépitées, mais qui ne peuvent être jalouses d'une enfant; une *Madonna*, qui apprend à signer son nom laborieusement, sans doute en tirant la langue, d'application, et qui s'en va, ensuite, recevoir le Roi de France, en grande cérémonie, ou les ambassadeurs de Venise, — un bout de fée qui danse, qui saute, qui court le chevreuil et le cerf, qui, un beau jour, trouvant une poupée plus petite encore qu'elle, un prince nouveau-né, joue à la maman, puis un soir pâlit, se couche et meurt, par où l'on voit qu'elle n'était pas une poupée et qu'un cœur a cessé de battre, à l'âge où les autres sont en train de s'éveiller : — telle apparaît, disparaît, joue à cache-cache avec les historiens, à travers les lettres, les chansons, les petits vers, les chevauchées, les bals diplomatiques de la cour de Milan, entre les années 1489 et 1496, Bianca Giovanna Sforza, fille naturelle et préférée de Ludovic le More, épouse de Galeazzo de San Severino (1).

(1) On ne sait point, de source certaine, qui est cette jeune femme. Dans l'acte de donation, qui a fait passer ce portrait, en 1618, de la galerie du cardinal Borromée à la Bibliothèque Ambrosienne, il est parlé d'un « portrait d'une duchesse de Milan, », sans plus. D'autre part, on croit pouvoir identifier cette effigie avec celle qui se trouvait, en 1525, à Venise, chez Taddeo Contarini et qui est décrite par Marc Antonio Michieli comme « un portrait de profil de la tête et du buste de Madonna, fille du seigneur Ludovic de Milan, mariée à l'empereur Maximilien. » — ce qui en ferait l'image soit de Bianca Giovanna Sforza, fille de Ludovic le More, en effet, mais non femme de l'empereur Maximilien, soit de Bianca Maria Sforza, mariée en effet à l'empereur Maximilien, mais nièce et non fille de Ludovic le More. Voilà le témoignage des textes.

Mais il suffit de regarder le portrait lui-même pour être assuré de trois choses : c'est une très jeune personne, ce dont témoignent le cou, la gorge, toute l'expression, et c'est une femme déjà mariée, ce qu'atteste la profusion des bijoux qui la couvrent. (On sait qu'à cette epoque, les portraits de jeunes filles ne contiennent pas de bijoux.) Ensuite, cette femme vit exactement sous le règne de Ludovic le More, ce qu'indiquent sa coiffure, la broderie en chaînettes d'or, la « fantasia dei Vinci » autour de l'emmanchure et la disposition des trois joyaux : diamant,

Cette Bianca Giovanna Sforza, qu'il ne faut point confondre mais que l'on confond toujours avec sa cousine Bianca Maria Sforza, femme de l'empereur Maximilien, était donc la fille du More. Elle ne lui ressemblait pas quand, au contraire, Bianca Maria, qui n'était que sa nièce, lui ressemblait, — d'où nombre d'erreurs très favorables aux discussions. Elle était née en 1482, à Milan, d'une femme de peu, une certaine Bernardino de Coradis, méprisée par l'histoire.

Son père lui avait donné son nom, son château de Voghera, beaucoup d'argent et, disait Bellincioni, « son esprit. » Sa mère, n'ayant rien, ne lui avait rien donné que sa beauté. Peut-être aussi sa bonne grâce, car la petite Bianca était *allegra e di bona voglia*, dit un chroniqueur. Tout le monde l'aimait. Il y a, dans la suite des tapisseries qui drapaient le chœur de la cathédrale de Reims, tissées aux premiers jours du XVIe siècle, une petite figure coiffée et vêtue exactement comme une princesse de la cour de Ludovic le More. Elle paraît à tout moment dans les scènes de la *Vie et de la Mort de la Vierge*, sans raison apparente, sans autre prétexte que son aimable minois qu'on

rubis et perles posés sur l'épaule. Enfin, la mention « une duchesse de Milan, » quoique peut-être littéralement erronée, montre que la tradition faisait de ce portrait celui d'une personne d'un rang très élevé, qui allait de pair avec les duchesses de Milan. Or, tout ceci restreint le champ des hypothèses. Une égale de la duchesse de Milan, déjà mariée à l'âge que suppose un tel profil et à l'époque de Ludovic le More, pourrait être Béatrice d'Este. Et, en effet, pendant longtemps, c'est le nom qui a été attribué à ce portrait. Mais le profil de Béatrice d'Este nous est bien connu. Il est atteste par huit ou dix profils parfaitement semblables, presque superposables, dus à des maitres differents, mais contemporains du modèle et qui ne se sont point copiés les uns les autres : le sculpteur Cristoforo Romano, le sculpteur Cristoforo Solari, dit le *Gobbo*, le peintre Zenale, l'auteur (Lorenzo Costa ou Ambrogio de Predis) du portrait conservé au palais Pitti. Or, aucun de ces profils, qui tous se ressemblent, ne ressemble le moins du monde à celui-là. L'auteur de ce portrait, Ambrogio de Predis, par hypothèse, aurait-il manqué, à ce point, la ressemblance? Cela est-il dans les choses possibles? La ressemblance totale, dans l'acception habituelle du terme, c'est-à-dire le jeu de la physionomie ou l'expression, oui, cela est possible et cela se voit tous les jours. Mais ce n'est pas cela dont il s'agit ici. Il s'agit de la construction même de la figure, de la forme même du crâne, de l'angle facial, de l'évasement des lèvres, du volume très particulier de la joue et du menton. Ce profil est, d'ailleurs, admirablement dessiné. L'homme qui l'a tracé savait voir la nature. Or, à part le Titien, qu'on ne peut invoquer dans un cas semblable, car il faisait souvent un portrait sans avoir vu le modèle, si l'on connait nombre d'exemples de grands artistes qui manquent la ressemblance physionomique, on n'en connait pas un seul d'un grand artiste modifiant la construction même d'une figure. Ainsi, vouloir ramener cette effigie à toutes les autres que nous possédons de Béatrice d'Este, est vain.

Béatrice d'Este étant écartée, il ne reste à son époque, dans la cour du More,

est toujours content d'y retrouver. Ainsi paraissait la petite Bianca dans toutes les scènes de la cour sforzesque.

A partir, surtout, de son mariage, qui fut célébré en grande pompe le 31 décembre 1489, dans la chapelle du Castello de Pavie, elle fut de toutes les fêtes. On la vit à l'entrée de Béatrice d'Este à Milan, occupant la première place après les deux duchesses, et l'affection que lui voua, tout de suite, la jeune épouse de son père ne se démentit jamais. On la vit dans les parties de campagne où les princesses se délassaient de l'étiquette ducale, et les témoins notaient qu'elle était habillée et parée comme les deux duchesses, « sans différence aucune. » Le 9 mai 1493, dit un chroniqueur, elle arrive au Castello de Pavie et, pour inaugurer les plaisirs champêtres de l'année, le même jour elle part avec Isabelle d'Aragon, et leurs dames respectives, et s'en vont dans une prairie des environs « se divertir frénétiquement à se jeter du foin l'une sur l'autre; » après quoi le jeune duc de Milan, Gian Galeazzo, remonte à cheval, prend la duchesse en croupe et tout le monde rentre fourbu de ces innocents plaisirs. On la vit, à l'arrivée du roi de France à Annone, toujours immédiatement après

qu'une femme qui soit à la fois aussi jeune que celle-ci, déjà mariée et si haut placée qu'elle ait pu laisser le souvenir d'une duchesse de Milan : c'est Bianca Giovanna Sforza, fille naturelle de Ludovic le More, née en 1482, épouse de Galeazzo de San Severino. Nombre de textes établissent qu'elle marchait à peu près de pair avec les duchesses de Milan, et que son mari avait un tel train, à la cour, qu'on eût dit qu'il était lui-même le duc. Il est vrai qu'elle est morte bien jeune, dans sa quinzième année, et les historiens assurent que cela suffit pour écarter cette identification. Mais cela ne suffit pas. Il y a, dans les pays méridionaux, des visages de quatorze ans aussi fermement dessinés que celui-là, et il faut croire que cette Bianca Sforza, réellement épouse, à treize ans, de Galeazzo de San Severino, était particulièrement précoce, pour jouer avant sa mort le rôle que lui attribuent les mêmes historiens. De plus, ayant à peindre cette enfant qui jouait à la dame avec la complicité et aux applaudissements de toute la cour et sous le regard charmé du More et du Roi de France, l'artiste a fort bien pu mettre l'accent sur les caractéristiques naissantes du visage, au lieu de les adoucir, comme on fait d'ordinaire, et, pour le flatter, vieillir un peu son modèle. Enfin, les historiens objectent que cette « prétendue fille » de Ludovic le More ne ressemble pas à son père. C'est vrai, mais on débaptiserait bien des portraits de femmes, — et je dis des plus authentiques, — si l'on exigeait d'elles qu'elles ressemblent à leur père, pour porter son nom. Bianca Maria Sforza, la femme de l'empereur Maximilien, qui n'était que la nièce du More, lui ressemblait extrêmement : il se peut que sa propre fille ne lui ressemblât point et reproduisît plutôt les traits de sa mère, cette Bernardino de Corradis, qui était si belle, — en quoi elle eût fait preuve d'esprit, — et les historiens la devraient bien imiter. De tout cela, il ne résulte pas que le portrait de l'*Ambrosienne* soit, indubitablement, Bianca Sforza, mais nulle autre femme ne s'identifie mieux, ni même aussi bien avec lui. C'est pourquoi nous lui conserverons son nom.

Béatrice et d'autant plus en évidence que c'est son mari qui avait levé les dernières hésitations de Charles VIII à venir en Italie. On la vit aux noces de l'empereur Maximilien, avec la jeune Bianca Maria Sforza, dans un de ces chars parés qui portaient le cortège, et toute couverte de perles. Elle joua même parfois un rôle dans les réceptions diplomatiques. En 1496, Venise ayant envoyé à Milan deux ambassadeurs, Antonio Grimani et Marco Morosini, pour rencontrer Maximilien alors à Vigevano, ils furent hébergés au palais personnel de la petite Bianca, et là, remplaçant son mari qui souffrait d'une attaque de fièvre, elle souhaita la bienvenue à ces graves personnages. Elle n'avait pas quatorze ans. Telle était l'initiative ou l'assurance des petites princesses avant qu'on se fût avisé de les instruire.

Faut-il croire au mot cruel de Gloucester sur les étés courts qu'ont les printemps trop précoces? Tant il y a que peu de temps après ces solennités, le 22 novembre de la même année, Bianca mourait subitement à Vigevano. C'était le premier son de la cloche fatale qui annonçait la fin d'un monde. La douleur de Béatrice fut profonde : « Bien que vous ayez, déjà, appris par le duc, mon mari, la mort prématurée de madonna Bianca, sa fille et l'épouse de messer Galeaz, — écrivait-elle à Isabelle d'Este, — je ne dois pas moins vous écrire ces quelques lignes de ma main, pour vous dire combien grands sont le trouble et le désarroi où cette mort m'a mise. La perte, en vérité, est plus grande que je ne puis le dire, à cause de notre grande intimité et de la place qu'elle tenait dans mon cœur. Puisse Dieu avoir son âme! » Le More, de son côté, épanchait sa douleur, non auprès d'une parente, mais de la propre mère de sa fille, et lui protestait « qu'elle ne serait pas moins aimée de lui, dans l'avenir, que si la Bianca était toujours vivante. »

Quant à son mari, quoique bien plus âgé qu'elle, il commençait à peine, lorsqu'elle mourut, la longue carrière qui devait l'illustrer et lui mériter une mention dans le *Cortegiano*, comme d'un des cavaliers les plus accomplis de son temps. Ce Galeazzo, cousin du More, était le plus brillant des douze frères de San Severino, des géants parmi lesquels l'Histoire a retenu, aussi les noms de Gaspare, le fameux capitaine Fracasse, de Gian Francesco, comte de Caiazzo, qui commandait

les troupes sforzesques à Fornoue, et du cardinal Federigo, si fort qu'il soulevait aisément dans ses bras le pesant pape Alexandre VI.

Galeazzo s'était fait connaître, d'abord, dans les tournois comme le jouteur le plus redoutable. A la *Giostra* des 23 et 24 septembre 1489, à Milan, il avait rompu dix-neuf lances, puis jeté son adversaire à bas de son cheval, au milieu des acclamations de tout un peuple. Toujours, dans tous les pays, il retrouva le même succès. Mais les passes d'armes n'étaient point son seul prestige. Il n'imitait nullement, en ce point, son frère Fracasse, à qui Catherine Sforza conseillait de se faire huiler comme une armure et enfermer dans une armoire, en temps de paix, n'étant, comme les armures, bon à quelque chose qu'à la guerre. Galeazzo se distinguait, au contraire, par son esprit, son charme, son exquise politesse et ses bonnes lettres, aussi capable de donner la réplique à Léonard de Vinci qu'à croiser le fer avec Pietro Monte. C'est par là, surtout, qu'il gagna le cœur de Ludovic le More, et qu'il devint son gendre d'abord et ensuite le commandant en chef de son armée.

Enfin, il montra des aptitudes diplomatiques. Lorsqu'il fallut envoyer, à Lyon, un ambassadeur qui décidât Charles VIII à passer les Alpes, le More n'hésita pas à choisir Galeazzo. Après les diplomates de profession, qui n'avaient réussi qu'à nouer des intrigues, il voulait qu'apparût une espèce d'archange, propre à entraîner les hésitants, mettre en fuite les traîtres, éblouir le Roi. Beau, jeune, élégant, la langue dorée et le bras invincible, l'époux de Bianca Sforza semblait, plus que tout autre, propre à cet emploi transcendant. Et, en effet, il s'y surpassa. Avant le jour qui lui était fixé par le protocole pour faire son entrée solennelle, il pénétra dans Lyon, sous un déguisement, afin de profiter d'une heureuse conjonction des astres, vit Charles VIII en secret et lui plut tout de suite.

Le lendemain, ce fut bien mieux encore, quand il parut au milieu des princes et des gentilshommes de la garde du Roi, les mains chargées de présents : des parfums pour le Roi, des robes à l'espagnole pour la Reine. Une longue file de coursiers, de genêts le suivaient, pour remplir les écuries de la Cour. Et quand on le vit entrer dans les lices et courir la lance, ce fut un délire. Il n'y eut plus, au camp français, d'autre sujet pour les bavards. Les ambassadeurs ne

tarissaient pas sur la faveur marquée au nouveau chevalier. Celui du More, Belgiojoso, lui écrivait : « Le Roi Très Chrétien, s'étant retiré dans son particulier, avec quelques uns des siens et plusieurs de ses maîtresses, il fit introduire ledit seigneur Galeas. Après quelques propos agréables, il prit par la main une de ces demoiselles, disant qu'il voulait la lui donner pour maîtresse, puis il en choisit lui-même une autre et chacun d'eux resta en conversation avec la sienne pendant deux heures. » A cette nouvelle, le beau-père ne se tient pas d'aise : « D'après ce que nous apprennent beaucoup de lettres et en particulier la vôtre du 24, répond-il à Belgiojoso, les grands honneurs que le Roi Très Chrétien fait chaque jour à Messer Galéaz, notre gendre et fils, tels que de l'introduire dans ses appartements et de l'associer à tous ses plaisirs domestiques, bien qu'ils ne dépassent pas notre attente, n'en sont pas moins de nature à nous causer la plus grande satisfaction et à exciter chez nous une reconnaissance infinie. »

Malheureusement, quand il fallut conduire des armées, le tacticien, en lui, ne se montra pas l'égal du courtisan, ni du diplomate. Il fut, malgré des prodiges de valeur, outrageusement battu par son rival Trivulce. Il devait, il est vrai, le retrouver plus tard auprès du roi de France et le battre, à son tour, sur le terrain plus favorable des intrigues de Cour. Mais cette revanche tardive ne releva pas sa réputation auprès des graves arbitres qui font l'opinion posthume. Il reste avéré que le plus beau, le plus séduisant et le plus brave des frères San Severini, toujours victorieux en champ clos, ne connut guère sur le champ ouvert des batailles que des défaites, — jusqu'au jour où il sauva l'honneur des armes françaises dans une défaite encore, mais une défaite glorieuse, à Pavie. Aussi, malgré les grandes charges militaires dont il fut investi, durant presque toute sa carrière, si l'on veut se représenter, au naturel, l'époux de la petite Bianca, c'est d'un cavalier servant qu'il faut faire le portrait, ou plutôt on n'a qu'à regarder celui qu'il trace de lui-même dans la lettre suivante écrite à Isabelle d'Este, le 19 février 1491 :

Ce matin, je suis parti à dix heures, à cheval, avec la duchesse et toutes ses dames pour Cussago, et afin que votre Altesse soit pleinement au courant de nos divertissements, je vous dirai qu'avant tout

il a fallu que j'aille dans un char avec la duchesse et Dioda, et comme nous roulions, nous chantâmes plus de vingt-cinq chansons arrangées pour trois voix. C'est-à-dire que Dioda faisait la partie du ténor et la duchesse du soprano, tandis que je chantais quelquefois la basse et quelquefois le soprano et je jouais tant de tours que je pense en vérité avoir été plus fou que Dioda! Et maintenant adieu pour ce soir; je vais essayer de faire mieux encore, afin d'apporter à votre Altesse le plus de divertissements possible lorsque vous viendrez ici en été.

. . . . . .

Une fois arrivés à Cussago, nous fîmes une grande expédition à la rivière et nous prîmes une immense quantité de grands brochets, de truites, de lamproies, d'écrevisses et plusieurs autres bonnes sortes de poissons de plus petite taille et nous nous mîmes à en manger jusqu'à plus faim. Alors, pour digérer notre dîner, nous avons tout de suite commencé de jouer à la balle avec une grande ardeur et, après avoir joué quelque temps, nous montâmes au palais, qui est réellement très beau et entre autres choses contient une porte en marbre sculpté aussi belle que les nouveaux travaux de la Chartreuse. Ensuite, nous examinâmes le résultat de notre pêche, qui avait été exposé au haut de la place et nous emportâmes autant de lamproies et d'écrevisses que nous pouvions en manger, et nous envoyâmes quelques lamproies à son Altesse le duc. Quand ce fut fait, nous allâmes à un autre palais et nous prîmes plus de mille grosses truites, et après avoir choisi les plus belles pour en faire des cadeaux et pour nos illustres bouches, nous fîmes rejeter le reste à l'eau.

Alors, nous remontâmes sur nos chevaux et nous commençâmes à faire voler le long de la rivière quelques-uns de mes beaux faucons que vous avez vus à Pavie et ils tuèrent plusieurs oiseaux. A ce moment, il était déjà quatre heures. Nous chevauchâmes pour chasser des cerfs et des faons, et après avoir donné la chasse à vingt-deux et tué deux cerfs et deux faons, nous retournâmes à la maison et atteignîmes Milan à une heure après le coucher du soleil, et nous présentâmes le résultat de notre expédition à Mgr le duc de Bari. Mon illustre seigneur prit le plus grand plaisir à ouïr tout ce que nous avions fait, bien plus en vérité que s'il y avait été en personne et je crois que ma duchesse finira par tirer de tout ceci le plus grand profit, car le seigneur Lodovico lui fera présent de Cussago, qui est un endroit d'une beauté rare et de rare valeur. Mais j'ai mis mes bottes en morceaux, déchiré tous mes vêtements et fait le fou pardessus le marché, et ce sont, là, les récompenses qu'on gagne au service de dames. Cependant, je prendrai patience, puisque c'est pour

celui de ma duchesse, que je n'abandonnerai ni dans la vie, ni dans la mort. Une seule chose manquait à notre plaisir et c'était votre aimable compagnie, belle madonna-marquise.

A quoi ressemblait physiquement ce miroir de courtoisie ? On a cru, un temps, le savoir. Ce fut même l'occasion d'une singulière aventure archéologique. Les archéologues ont des divertissements que la foule ignore. Ils font des mariages entre les portraits confiés à leurs soins, dès qu'ils voient ce que nos pères appelaient des « figures à contrat. » Ils se sont demandé où était le mari de Bianca, et il leur avait paru que, dans cette même salle de l'*Ambrosienne*, la salle E, il y avait un jeune homme aux beaux yeux léonardesques, à la forte mâchoire rasée, coiffé d'une barrette ronde et rouge, en cupule de gland, qui serait un parti très sortable. Ils avaient donc décidé que c'était Galeazzo de San Severino. Mais un jour, par malheur pour un si beau projet, on s'avisa de le laver... Cette opération, d'ailleurs inusitée et hasardeuse, apprit à tout le monde une chose qu'on n'avait jamais soupçonnée : c'est que ce jeune homme avait une main, que cette main tenait un papier et que sur ce papier étaient tracées des notes de musique. Le chef d'armée, retombait maître de chapelle. On croit que c'est un certain Franchino Gaffurio. Avoir pris le masque d'un musicien pour celui d'un condottière ne doit pas nous scandaliser, ni même nous surprendre. On voit fort bien les archéologues de l'avenir prenant un portrait de Reyer pour celui du général de Galliffet. Pourtant, le coup fut rude. De tant de hauts faits d'armes et de gestes héroïques attribués au bon jeune homme à la barrette rouge, il ne lui resta rien que sa portée de musique. Et la belle Bianca, elle-même, lui fut ravie...

Nous devons donc renoncer à connaître ses traits. Pour son histoire, elle est écrite en lettres fleuries et en arabesques d'or, comme en de *Très Riches Heures*, en marge des grandes chroniques de France et d'Italie. Car la faveur des plus grands princes l'accompagna de la naissance à la mort. Celle de Ludovic le More fut extrême et fit de lui, au moins pour les honneurs, à peu près l'égal d'un duc de Milan. Il avait au Castello presque une cour à lui, avec un personnel complet de service, et même une écurie avec ses propres chevaux. « Il me semble, écrivait l'ambassadeur de Ferrare, que messer Galeazzo

est duc de Milan, car il peut tout ce qu'il veut et obtient tout ce qu'il demande et désire. »

Le même diplomate, rendant compte des moindres détails de la vie somptuaire du Castello, écrivait un autre jour : « Je veux que Votre Excellence sache que le seigneur Lodovico fait faire très secrètement trois *zornee* (petits manteaux froncés à manches ouvertes, serrés derrière à la taille par une ceinture). Ces trois *zornee* sont de satin cramoisi bordé de très belles perles : l'une pour le duc (Gian Galeazzo), l'autre pour lui-même (le More), la troisième pour messer Galeaz de San Severino, toutes selon le même modèle, qui est une horloge pour sonner les heures avec ses clochettes, sauf que, dans celle du seigneur Lodovico, il n'y a pas de clochettes, parce qu'il ne se soucie pas que la sienne sonne; et il y a, sur chaque *zornea*, une devise de deux vers, comme vous le verrez par la note ci-jointe, et il indiquera celle que chacun doit porter, et les *zornee*, avec leurs broderies, sont faites secrètement dans les appartements de Sa Seigneurie. » A tout instant et dans les plus petites choses, on retrouve ainsi le soin qu'avait Ludovic le More de traiter Galeazzo comme un égal. Ainsi ce renard enchaîna ce lion.

Il semblait que la chute de l'un dût entraîner l'autre et que le duc, ayant perdu son trône, sa fortune et sa liberté, sans avoir pu terminer aucune de ses entreprises, selon la notation mélancolique de Léonard de Vinci, la carrière de Galeazzo vînt toucher à son terme. Il n'en fut rien. Cet enfant gâté du Destin était destiné à grandir chaque fois que ses soutiens tombaient. Et cela, sans même qu'on pût lui reprocher des palinodies excessives. Au contraire, il excita l'admiration, quelque temps du moins, par sa fidélité au malheur. Réfugié à Innsbruck, auprès de l'empereur Maximilien, comme nombre d'autres partisans des Sforza, vivant dans la retraite, portant le deuil de la patrie envahie et du souverain déchu, on le vit mettre en œuvre tout ce qui lui restait de crédit à la cour de France pour obtenir la liberté du malheureux prisonnier de Loches. Il échoua. Il revint à la charge. Cela dura quatre ans, ce qui est beaucoup pour une fidélité politique au XVIe siècle.

Enfin, voyant, après des efforts désespérés, que la cause du More était irrémédiablement perdue, il pensa à la sienne propre, aux châteaux et aux terres qu'il avait laissés en Lom-

bardie, aux 240 000 ducats que lui avait légués en mourant, sa femme. Pour les ravoir, il fit sa paix avec Louis XII et comme on ne savait rien lui refuser, il recouvra, en un instant, tout ce qu'il avait perdu. Il recouvra plus encore. Quand on feuillette dans Moreri, la liste des Grands Écuyers de France, on n'est pas peu surpris de voir figurer, après Pierre d'Urfé et avant Jacques de Genouillac, un étranger investi de cette charge, si enviée de tous les Français. Cet étranger « Galéas de Saint-Séverin » n'est autre que le veuf de la petite Bianca.

De ce jour, qui était un jour de 1506, il suivit la fortune du roi de France. Il retrouvait auprès de Louis XII, d'abord et ensuite de François Ier, ce qui l'avait tant charmé chez Ludovic le More : l'aménité, la courtoisie, le goût des belles choses et des belles-lettres, avec plus de solidité dans les armes. Pendant vingt ans, il fut de toutes les fêtes, de tous les triomphes, en deçà et au delà des monts, même de ceux qui avaient pour théâtre son ancienne patrie. Il fut aussi de toutes les batailles et par le don de sa vie généreusement offerte il racheta un peu les défaillances de sa mémoire. Lorsqu'il fallut payer à la Fortune les incroyables avances qu'elle n'avait cessé de lui prodiguer tout le long de sa vie, il s'exécuta en beau joueur. Il tomba, le 24 février 1525, en couvrant de son corps le roi de France, comme tombèrent l'amiral Bonnivet, le vieux Louis de la Trémoïlle et tant d'autres, dans une des plus sanglantes hécatombes dont l'Histoire ait gardé le souvenir. « Je n'ai plus besoin de rien, laissez-moi! Allez au Roi! » fut son dernier cri. Puis, sans doute, il regarda autour de lui : il était dans le parc de Pavie... Comme les nobles bêtes qu'il avait lancées si souvent sous ces futaies, il revenait mourir au lieu même d'où il avait pris sa course vagabonde et glorieuse à travers le monde, près de la chapelle où, trente-six ans auparavant, il avait épousé la petite Bianca. S'il est vrai que les mourants revoient, en un rapide raccourci, tous les décors de leur vie et surtout les jours radieux de la jeunesse, nul doute que les figures qui se penchèrent alors sur le « guerrier heureux, » pour enchanter son dernier regard, furent celles que nous venons d'interroger ici : Béatrice d'Este, Isabelle d'Aragon et Bianca Sforza.

ROBERT DE LA SIZERANNE.

L'OPINION ALLEMANDE

PENDANT LA GUERRE

II[1]

LES DÉCEPTIONS, LA NOSTALGIE DE LA PAIX ET LE DÉSARROI

(Janvier 1916 - Juillet 1917)

Après les grandes espérances de 1914 et de 1915, une longue suite de déceptions et de souffrances va peu à peu, chez les Allemands, exaspérer le désir de la paix. A chacune de ces déceptions, les maîtres de l'Empire s'efforceront de stimuler l'opinion défaillante. Ils réveilleront les haines : l'ennemi, diront-ils, poursuit l'anéantissement de l'Allemagne. Ils endormiront les souffrances : l'ennemi connaît, lui, des épreuves plus cruelles encore. Ils feront taire les plaintes : qui a le droit de se lamenter, lorsque tant de combattants affrontent héroïquement la mort ? Ils exalteront l'orgueil : l'Allemagne tient tête à un « monde d'ennemis » et reste toujours victorieuse. Enfin ils continueront de promettre du butin, des indemnités et des conquêtes. Le patient écoutera ses médecins, suivra leurs ordonnances ; mais les remèdes s'useront, l'organisme malade réagira moins énergiquement. Au bout de dix-huit mois, l'Allemagne ne « tiendra » plus que grâce à sa certitude d'être invincible, grâce à sa foi en Hindenburg.

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

LA DÉCEPTION DE VERDUN

L'année 1916 commence, pour l'Allemagne, sous de fâcheux auspices.

Les Russes attaquent en Bessarabie. La prise d'Erzeroum est un événement plus grave encore. Tout l'édifice d'une Asie germanique est par terre. Fini le rêve des Mille et une Nuits!

L'Angleterre vient d'instituer le service obligatoire; un jour, elle pourra donc envoyer sur le continent des millions de soldats. Cette perspective éveille quelques appréhensions, car un socialiste impérialiste, Paul Lensch, se charge d'exposer que la guerre sera certainement finie avant que cette armée anglaise soit en état de combattre. « Un service obligatoire avec des millions d'hommes ne s'improvise pas. Il faut des officiers, des sous-officiers et bien d'autres choses encore qui ne s'obtiennent qu'après des années d'efforts. » D'ailleurs le service obligatoire rapprochera les ouvriers anglais des ouvriers étrangers. (*Hamburger Echo*, 4 janvier 1916.) Comment ne pas écouter d'aussi rassurantes prophéties? Dans le même temps, des zeppelins bombardent Londres, et quelques Allemands se disent, — tout bas, — que le seul résultat de ces incursions sera d'augmenter la haine du monde contre l'Allemagne. On répond à ces timorés : « Le *bon cœur allemand* ne refuse pas sa pitié aux victimes des dirigeables... Mais autant qu'on peut observer le sentiment populaire chez nous, il n'est presque personne qui regrette que nos zeppelins soient sortis pour accomplir leur œuvre de destruction... Ces sorties sont sanctionnées par la conscience de la nation tout entière, bien plus, exigées par elle, car nous sommes convaincus que nous possédons en nos zeppelins une arme qui, employée sans égard ni merci, ne pourra qu'influer sur l'issue de la guerre et en hâter la fin. » (*Tæglische Rundschau*, 18 février 1916.) La « conscience de la nation tout entière » est, évidemment, apaisée, mais elle ne soupçonne pas que le vote du service obligatoire a été la conséquence de ces raids aériens. Depuis quatre années, l'État-major ordonne froidement les pires atrocités, jurant que son unique pensée est d'abréger la guerre, et personne ne s'avise de remarquer que le seul effet de ces infamies a été de montrer aux Anglais et aux Français les plus

pacifistes la nécessité d'aller jusqu'au bout. Pareille inconséquence diminue l'admiration qu'on serait tenté d'accorder aux organisateurs de l'esprit public en Allemagne : la prodigieuse inintelligence du peuple leur a rendu la tâche par trop facile.

C'est à Verdun que l'Allemagne éprouve la première de ses grandes déceptions. Nous avons vu quelle singulière idée on lui a inculquée de la France et des Français. Elle a d'abord été stupéfaite de voir une nation dont la dégénérescence ne faisait doute pour personne, montrer tant de ténacité, tant d'abnégation ; mais on lui a dit que c'étaient là les derniers sursauts d'un agonisant. Des neutres « bien informés » qui revenaient de France, rapportaient que ce malheureux pays, las et découragé, traversait une crise politique, d'où il ne sortirait que prêt à capituler : le président Poincaré allait démissionner; tout le monde attendait la venue de M. Caillaux; les relations de la France avec l'Angleterre étaient plus épineuses que jamais; les deux alliées se querellaient au sujet de Salonique; les jours de M. Aristide Briand étaient comptés... Voilà ce que l'Allemagne pense de son adversaire quand ses armées se mettent en mouvement pour écraser l'armée française, prendre Verdun, marcher sur Paris et conquérir la paix.

Aux premiers succès, grande clameur de joie. La presse, qui a reçu la consigne d'être prudente, déclare que « c'est peut-être une action locale, » que les communiqués ennemis parlent bien d'une « bataille, » mais que les Français ont l'habitude de supposer à leurs adversaires des objectifs démesurés. Cependant, le lendemain, il n'est plus question que de la « victoire de Verdun : » c'est un succès « autrement important qu'une simple rectification de lignes ; » les batailles du commencement de la guerre étaient destinées à refouler l'ennemi ; maintenant, tout est changé ; ce que n'ont pu obtenir alors des batailles gigantesques, « un léger choc pourrait l'entraîner, dans l'état de tension nerveuse où se trouve l'armée après un an et demi de guerre. » (*Chemnitzer Volkstimme*, 25 février.) Lors de la prise de Douaumont, les communiqués officiels et les correspondances du Grand Quartier surexcitent encore l'enthousiasme général. « Notre armée et ses chefs vivent des heures de gloire. Leur œuvre est sanglante et terrible, mais nous avons la certitude qu'en ces heures formidables la cause allemande et celle des alliés font des progrès décisifs. » (*Frankfurter Zeitung*,

26 février.) Le but de l'attaque est désormais hautement avoué : c'est la prise de Verdun. L'Allemagne attend d'une minute à l'autre la chute de la place.

L'acharnement avec lequel tous les communiqués français sont discutés, prouve néanmoins que la lourdeur des pertes a causé quelque émotion. Puis le brusque arrêt de l'offensive déconcerte ceux qui se voyaient déjà à la veille d'un nouveau Sedan. « Les mêmes enthousiastes qui avaient lâché la bride à leurs imaginations, se laissaient aller au plus profond découragement. » (*Frankfurter Zeitung*, 5 mars 1916.) On tâche de les réconforter ; il faut laisser aux batteries le temps de s'installer sur des positions nouvelles, de régler leur tir, de préparer l'avance de l'infanterie ; il faut savoir distinguer ce qui est possible de ce qui ne l'est pas, etc... Et toujours on en revient aux « mensonges » des communiqués français, qui, décidément, ne sont pas sans influence sur l'opinion allemande.

Vaux est pris. — Les espérances renaissent ; « la valeur stratégique du camp retranché de Verdun est maintenant réduite à néant ; Verdun n'est plus une perpétuelle menace... cela seul est déjà un immense résultat. » (*Vossische Zeitung*, 9 mars.)

Les Français reprennent Vaux. — Nouvelles inquiétudes à combattre. « Le succès des Français n'a pas grande importance : le fort a été bouleversé par notre artillerie... Nous devons être reconnaissants à notre haut commandement de n'avoir pas précipité le retour offensif, de le préparer au contraire avec méthode et réflexion : temps d'arrêt, nouveau bombardement, nouvel assaut ; le succès est au bout. » Les pessimistes pensent que ce succès est bien lent. Ils colportent de fâcheuses nouvelles : l'Empereur et Hindenburg se trouveraient en désaccord ; l'un voudrait chercher la décision en France et l'autre sur le front oriental. Les difficultés économiques, — nous y reviendrons, — aigrissent encore les esprits.

Les Allemands attaquent sur la rive gauche de la Meuse. — Serait-ce enfin le coup décisif ? Non ; après la prise du bois d'Avocourt, les opérations sont de nouveau arrêtées, et les mécontents recommencent à murmurer. Pour les faire taire, on leur représente que la bataille de Verdun a contrecarré le plan de l'Entente et a empêché l'offensive que les adversaires préparaient pour le printemps. Cet argument-là reparaîtra chaque fois qu'une attaque allemande ayant échoué, il sera nécessaire

de la travestir en une manœuvre de défense préventive.

Verdun est incendié. — Cette destruction est présentée comme une victoire, et, sans doute, elle réjouit l'imagination populaire, mais elle ne console pas ceux qui continuent d'espérer la reddition de la place. « A l'optimisme irraisonné qui voyait Verdun tombant quelques jours après le premier effort de notre offensive, a succédé soudain un scepticisme découragé. » (*Deutsche Tageszeitung*, 8 avril 1916.) On a beau répéter à ces sceptiques que les lignes allemandes sont à quelques kilomètres de la forteresse, que les pires difficultés ont été surmontées, que les troupes ont déjà accompli une large part de leur tâche, qu'il serait fou de vouloir, « dans un accès de cruelle impatience, précipiter le cours naturel des choses. » Le nombre des sceptiques s'accroît. Dans des premiers jours d'avril, tout ce qui en Allemagne n'est pas incapable de réflexion, comprend que Verdun ne succombera pas, et que, même si la place venait à tomber, le succès ne compenserait plus les effroyables sacrifices qu'il aurait coûtés.

Afin de justifier l'opération, le grand État-major en est réduit à des plaidoyers de ce genre : « La pensée d'attaquer précisément le point le plus fort du front français est un trait de génie... Il n'est pas jusqu'à la lenteur des opérations qui ne nous soit essentiellement favorable, puisqu'elle a pour conséquence d'imposer à l'ennemi une saignée d'autant plus abondante, et par suite, au point de vue politique, d'entraîner pour la France, après la guerre, un affaiblissement d'autant plus considérable. Si le grand art est de discerner l'essentiel de l'accessoire, nous devons un hommage particulier à notre grand État-major : il a reconnu, par une inspiration de haute stratégie, le point précis où il convenait d'appuyer pour jeter bas toutes les positions ennemies. » (*Tæglische Rundschau*, 11 avril 1916.) Ou bien encore : « Ne nous laissons pas troubler. Pour nous doivent seuls faire foi les communiqués de notre État-major. Or, pas un mot, dans aucun de ces communiqués, n'indique l'intention de prendre Verdun. La chute d'une place forte peut entrer dans le cadre d'une opération de large envergure, en être le préliminaire nécessaire ou souhaitable... Il s'agit à Verdun d'une bataille d'usure. » (*Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, 23 avril 1916.)

De temps en temps un succès local, comme la prise du

Mort-Homme, sera habilement exploité. On laissera entendre qu'à la longue, les attaques méthodiquement conduites par les généraux allemands viendront à bout de Verdun : « Verdun est comme un gros clou dans le mur. On ne peut l'arracher rapidement d'un seul coup ; mais on l'ébranle en le frappant de droite et de gauche. » (*Frankfurter Zeitung*, 30 avril.) La conquête de la cote 304 allumera une dernière flambée d'enthousiasme. Mais, malgré toute la peine que se donneront les rédacteurs des communiqués pour dissimuler les résultats des contre-offensives françaises, l'échec des armées allemandes est durement ressenti par toute l'Allemagne. Ses chefs, — nous l'avons vu, — étaient parvenus à lui laisser ignorer les défaites de la Marne et de l'Yser ; pour pallier la défaite de Verdun, ils recourent à toutes sortes d'impostures et de subterfuges, mais ils ne peuvent cacher ni les vicissitudes de la bataille, ni surtout l'immensité des pertes.

L'échec était patent ; la désillusion fut cruelle. Bien entendu, la confiance du peuple dans le grand État-major n'en fut point diminuée ; mais le Kronprinz, qui était déjà impopulaire, le devint encore davantage. On le rendit responsable de la manœuvre manquée et du carnage.

Tandis que se déroulait la bataille de Verdun, les Russes avaient tenté, sur le front oriental, une vigoureuse offensive. Ils avaient été assez rapidement contenus. L'opinion s'en était d'ailleurs inquiétée beaucoup moins que des combats sur le front français. A l'Est, Hindenburg répondait de la sécurité de l'Empire, et tout le monde avait une foi aveugle dans le génie de Hindenburg.

LA GUERRE SOUS-MARINE, LES NOTES DU PRÉSIDENT WILSON ; LA POLITIQUE INTÉRIEURE

Au même moment, la question de la guerre sous-marine soulevait des discussions ardentes dans les milieux politiques. Pour le peuple, elle ne se posait pas. Tirpitz et son parti affirmaient que, grâce aux sous-marins, l'Angleterre allait être bientôt affamée et terrassée. Le peuple avait accepté cette promesse, les yeux fermés. Sa joie et sa haine contre l'Angleterre éclataient à chaque nouveau torpillage. Quand l'Amérique s'éleva contre cette méthode de guerre, il se mit à

exécrer l'Amérique, comme il exécrait l'Angleterre. Le gouvernement faisait tout pour développer ce sentiment. Tandis qu'en Amérique il menait une campagne acharnée afin de convaincre les Américains de la bonne amitié de l'Allemagne, il menait, en Allemagne, une campagne non moins acharnée pour exciter le peuple contre les Américains et le préparer à l'idée d'une rupture, — chef-d'œuvre d'incohérence, modèle de cette « habileté » allemande qui, depuis quatre ans, a trouvé chez nous des admirateurs imprévus. La foule était de plus en plus irritée contre les États-Unis auxquels elle reprochait d'expédier à l'Entente des munitions et du matériel. Dans les milieux officiels, on avait le plus grand intérêt à exagérer le chiffre de ces fournitures. L'armée avait, au cours de la première année de guerre, plus d'une fois manqué de munitions, notamment après la bataille de la Marne ; pour expliquer cette infériorité, il était commode d'alléguer que l'Entente n'aurait pu continuer la lutte sans le secours de l'industrie américaine.

C'était contre les États-Unis un déchaînement d'outrages. Les correspondants américains recueillaient partout des propos insultants à l'adresse de leur pays. Des Américaines étaient frappées et injuriées dans les rues de Berlin, parce qu'elles y parlaient anglais. En janvier 1916, paraissait une publication spéciale, *La lumière et la vérité*, dirigée contre le président Wilson. A chaque note nouvelle venue de Washington, les pangermanistes annonçaient la rupture prochaine et en prenaient délibérément leur parti. Le 25 avril 1916, alors que cette rupture ne pouvait plus être conjurée que par une reculade de l'Allemagne, un journal catholique écrivait : « La concession exigée par Wilson, l'abandon de la guerre sous-marine contre l'Angleterre, est impossible. Le peuple allemand ne se laissera pas priver du seul procédé de combat qui puisse lui permettre d'abattre l'Angleterre. Il se dit avec raison que, même si l'Amérique entrait ouvertement dans le conflit, nous n'en souffririons pas beaucoup plus que de l'aide secrète mais considérable qu'elle a pu jusqu'à présent donner à nos adversaires. Nous pouvons donc dire tranquillement : advienne que pourra... L'Allemagne et ses alliés ne peuvent plus être vaincus. » (*Kœlnische Volkszeitung*, 25 avril 1916.) Quelques jours plus tard, l'Allemagne recula. Les pangermanistes n'en crièrent que plus fort, certains que sur ce point-là, — comme

sur beaucoup d'autres, — l'opinion publique était prête à les seconder. L'écrasement de l'Angleterre par la guerre sous-marine était devenu un axiome, et la foule méprisait l'Amérique lointaine, impuissante et esbrouffeuse.

La nation suivait peut-être avec un peu plus d'appréhension la querelle des partis; elle devinait que de graves désaccords divisaient ses dirigeants. Son respect inné pour les grands personnages de l'État en était un peu troublé, car si elle admirait Tirpitz, elle n'en révérait pas moins Bethmann-Hollweg. Elle comprenait aussi que ces compétitions féroces affaiblissaient l'Empire; mais, — nous en avons déjà fait la remarque, — les disputes politiques ne passionnaient personne en dehors de Berlin.

Si l'Allemagne se résigna avec tant de peine à la grande déconvenue de Verdun, ce fut qu'elle passa alors par une crise de dépression morale et physique où la crainte d'une rupture avec les États-Unis et le souci des embarras politiques étaient pour peu de chose.

LA CRISE ÉCONOMIQUE, LA LASSITUDE ET LE MÉCONTENTEMENT

Durant l'hiver, la situation économique de l'Allemagne a empiré. Pour éviter la famine, le gouvernement a dû imaginer un système de ravitaillement et de rationnement si compliqué que tout le monde parvient à éluder ces règlements embrouillés et souvent contradictoires. Les journaux dénoncent les fraudes. Les tribunaux sévissent sans pouvoir enrayer l'accaparement. La querelle des producteurs et des consommateurs devient chaque jour plus aiguë. Un véritable conflit s'élève entre les villes qui souffrent de la disette et les campagnes qui refusent de livrer leurs produits.

Telle est l'origine des désordres qui éclatent à Berlin et dans plusieurs autres villes à l'occasion du 1er mai. Les ouvriers accusent les agrariens de spéculer sur la misère de la foule avec la connivence des autorités. Quelques éléments révolutionnaires tentent, il est vrai, de donner à ces troubles une couleur politique; une manifestation commence aux cris : « A bas la guerre! à bas le gouvernement! » Liebknecht, qui veut soulever la multitude, est aussitôt arrêté : le mouvement fait long feu. D'autres désordres se produisent à Munich

au mois de juin; là aussi la politique est étrangère à l'événement. D'ailleurs, à Munich, comme à Berlin, la police met rondement les manifestants à la raison; cependant un sourd mécontentement continue de régner dans le peuple exaspéré des privations qu'on lui impose et dont il rend les fonctionnaires responsables. Les Allemands du Nord accusent ceux du Sud de faire trop bonne chère, et les seconds reprochent aux premiers de les affamer en venant s'emparer de leur viande et de leur beurre.

La situation est si grave que le député Muller (Meiningen), qui n'est pas socialiste, adresse une lettre publique au président du *Kriegsernährungsamt*. Elle résume toutes les causes de la colère populaire :

Le sucre manque. Les ménagères réclament du sucre pour leurs confitures; au lieu de sucre, on leur distribue des paroles de consolation. Que de fruits perdus ! Le mécontentement grandit de jour en jour d'une façon inquiétante. En même temps les prix des fruits augmentent au grand avantage d'un trust de producteurs. Les voyages et les belles paroles n'y feront rien, seuls les actes pourront porter remède à la crise. Ainsi les pommes de terre précoces ont été récoltées, mais on ne peut en obtenir : ne se décidera-t-on pas bientôt à saisir toutes les récoltes pour les répartir à des prix raisonnables? Et que dire des absurdes interdictions de sorties établies par de petits districts? Ici, il y a du superflu. Deux heures plus loin, de la misère! Chacun peut voir que, dans nos États du Sud, le particularisme a été réveillé de la façon la plus dangereuse par ce néfaste système d'hésitations et de tâtonnements. Je ne demande pourtant pas à V. E. une réforme générale. Je lui dis : « Donnez du sucre à nos ménagères, des fruits et des légumes à nos villes; sans quoi gare aux émeutes qui finiront par éclater même en dehors des grandes villes, ces parias de l'alimentation! » Le peuple allemand sait qu'il y a assez de vivres, mais que la bureaucratie a fait faillite. C'est contre elle qu'il s'élève aujourd'hui. S'il le faut, il emploiera la force...

De ce trouble général nous avons des preuves nombreuses. Ce sont d'abord les lettres saisies sur des prisonniers allemands pendant le printemps et l'été de 1916. Presque toutes contiennent des doléances sans fin sur le prix, la rareté, la mauvaise qualité des aliments, et presque toutes trahissent une grande lassitude. Mais les exhortations qu'on adresse de toutes parts à la nation pour l'inviter à « tenir, » sont encore plus significatives.

Les généraux commandants des régions militaires composent de véritables mandements. Celui de la IIe région (Cassel) engage la population à méditer les conseils suivants : « 1° Ceux qui possèdent des économies ne doivent pas les dépenser en vains plaisirs ou en achats superflus ou en approvisionnements égoïstes. Ils doivent les consacrer à des dépenses utiles à la communauté, ou les offrir à la patrie en achetant des titres de l'emprunt de guerre. — 2° Le devoir de chaque Allemand est de gagner son pain par des travaux utiles à la patrie; nul ne doit chercher à arrondir son pécule en faisant des bénéfices sur le dos de ses concitoyens. — 3° Que chacun s'emploie à poursuivre l'agiotage et le mécontentement, en dénonçant aux autorités compétentes les agioteurs et les mécontents qui attisent le feu de la haine et de l'animosité publiques. Ces dénonciations devront être détaillées et porter toutes les indications nécessaires. » (*Vorwærts*, 20 juin.)

Les fonctionnaires civils travaillent, eux aussi, au relèvement du moral. Le baron von Reinbaben, *Oberpræsident* de la Province Rhénane, prononce, dans une réunion patriotique organisée par l'Association de la presse de Cologne, une longue harangue où il expose à sa façon l'état des affaires de l'Empire. Il offre à ses auditeurs un véritable catalogue des thèmes patriotiques qui doivent servir à l'édification du peuple. Thème de l'Empereur pacifique : « Pendant de longues années, malgré les dangers menaçants, notre Empereur et maître a su conserver la paix. La voie dans laquelle il nous conduisait était prospère et pacifique. Mais lorsque l'ennemi plein d'envie et de haine, — j'ai nommé l'Angleterre, — a voulu entraver notre marche, l'Empereur a saisi son épée et montré qu'il savait la manier... » — Thème du Kronprinz : « Appelé dès ses jeunes années aux tâches les plus hautes, il a su s'en acquitter avec maîtrise. Il a conduit ses armées victorieuses dans les plaines de France... Nous serons désormais, femmes et enfants, foyers, villages, peuple et patrie, à l'abri derrière le rempart que ses soldats ont dressé. » — Thème de la guerre défensive : « L'honneur du pays nous a forcés à tirer l'épée, non que nous fussions avides de conquêtes et de lauriers belliqueux, mais nous voulions garder la voie libre à notre paisible travail et à la prospérité de notre peuple... » — Thème de Verdun : « Il y a plus de mille ans, c'est à Verdun que l'Empire allemand a commencé d'exister, et

nous voyons, devant ce même Verdun, l'armée et la patrie atteindre à leur plus grand développement de force, atteindre, nous en sommes certains, à la victoire. *Il viendra le jour où succombera la sainte Ilion.* Et nous chantons avec Homère : *Il viendra le jour où Verdun succombera devant nos troupes...* — Thème des annexions : « Les territoires flamands et français que nos armées combattantes tiennent en leur pouvoir, correspondent très exactement aux frontières de l'ancien Empire allemand. Pendant des siècles, le duché de Lorraine a été allemand; il a fallu les années de faiblesse de l'Empire pour qu'on nous l'arrachât... » Le discours se termine par des appels enflammés à la concorde, au dévouement, au patriotisme, au mépris des biens matériels, à la crainte du Seigneur, etc... (*Kœlnische Zeitung*, 8 mai 1916.)

La presse est pleine d'homélies où l'on rappelle aux Allemands que leurs doutes et leurs lamentations sont peu dignes d'un peuple à qui incombe la mission providentielle d'enseigner au monde la discipline et la morale. Un pasteur écrit dans la *Tæglische Rundschau*, le jour de la Pentecôte : « La fête de la Pentecôte doit être célébrée comme la fête de l'Esprit allemand... Le destin de la pensée allemande est lié à l'histoire des progrès et des conquêtes de la chrétienté dans le monde... Désormais l'Esprit Saint et l'Esprit Allemand sont inséparables... » Et tous les vieux pangermanistes déploient leur phraséologie traditionnelle.

A côté de ces dissertations grandioses, les journaux publient une quantité d'articles beaucoup plus terre à terre où l'on prêche simplement au peuple la patience, la résignation, la nécessité de « tenir. » C'est à travers ces prédications qu'on peut discerner le véritable état moral de l'Allemagne au milieu de l'année 1916.

Les événements militaires qui se succèdent alors sur les différents fronts, — la bataille de la Somme, l'offensive de Broussiloff, l'avance des Italiens, — ne sont pas faits pour relever les courages. L'État-major peut prodiguer les communiqués rassurants, affirmer que l'attaque anglaise en Picardie a échoué, énumérer les victoires de Lissingen sur le Styr et de Bothmer sur la Strypa, la presse peut célébrer l'entrée du sous-marin commercial *Deutschland* dans le port de Baltimore : il n'en est pas moins manifeste que la France continue impi-

loyablement la guerre, que son armée, épuisée, disait-on, par la bataille de Verdun, reprend l'offensive sur la Somme et que les Russes avancent en faisant des milliers et des milliers de prisonniers. On explique sans doute au public que l'État-major n'a été nullement surpris de l'offensive française, qu'il était depuis longtemps fixé sur les intentions de l'ennemi, que, du reste, cette tentative sera la dernière, le moral des troupes françaises étant détestable ; on le rassure sur l'étendue des pertes : « Assurément nos pertes sont sérieuses ; elles ne sont rien pourtant, si on les compare à celles de nos ennemis... » Le public ne paraît ni convaincu ni résigné, car les journaux sont toujours remplis de remontrances patriotiques. Quant aux succès des Russes, quelque soin qu'on prenne pour les dissimuler, ils finissent par alarmer l'opinion. Cependant, à partir du jour où Hindenburg est nommé général en chef des armées d'Orient, la confiance renaît, soudaine et entière. Les communiqués russes annoncent de nouveaux succès et de nouveaux prisonniers : chacun se contente de hausser les épaules et de s'en remettre à Hindenburg.

Cet optimisme fléchit un instant lorsque, dans les derniers jours du mois d'août, la Roumanie déclare la guerre à l'Autriche. Depuis quelque temps déjà, l'événement semblait probable. Il n'en soulève pas moins une émotion extraordinaire : injures au roi Ferdinand ; fureur contre les diplomates qui, encore une fois, n'ont rien su ni prévoir ni empêcher ; épouvante à la pensée que, l'an prochain, l'Allemagne va être privée des céréales de Roumanie ; enfin, deux jours durant, l'attitude silencieuse de la Bulgarie fait redouter une trahison. Mais, le 29 août, l'Allemagne oublie brusquement ses appréhensions et même ses souffrances. Ce jour-là, l'Empereur, ayant appelé le général von Falkenhayn à d'autres fonctions, nomme Hindenburg chef et Ludendorff sous-chef d'État-major de l'armée.

LA FOI EN HINDENBURG

« Une immense allégresse règne aujourd'hui dans toute l'Allemagne et il n'y a pas un cœur allemand qui ne batte plus fort... L'Empereur, Hindenburg et Ludendorff vont collaborer en pleine confiance à la direction militaire de l'Allemagne pour

sa défense et son avenir; nous savons que *notre sort est aux mains des meilleurs hommes que nous possédions.* » (*Lokal Anzeiger*, 30 août.) — « ... Maintenant, nous pouvons nous féliciter d'avoir comme chef d'état-major général de toute l'armée allemande en campagne *notre héros national...* » (*Berliner Tageblatt*, 30 août.) — « La joie remplit le cœur du peuple allemand, les soldats ont l'âme transportée d'enthousiasme. *Nous voulions Hindenburg, nous voulions Ludendorff. Nous les voulions depuis longtemps.* Voilà réalisé notre espoir. Plusieurs millions d'hommes acclament le héros; plusieurs millions de voix répètent l'antique adage, vieux comme la guerre : la personne du chef fait la force de l'armée. Tu prends en main le gouvernail lorsque sonnent les heures graves. Aie cependant confiance, *glorieux vainqueur de Tannenberg;* un peuple entier est derrière toi. » (*Frankfurter Zeitung*, 31 août.) — « Tout Allemand sait, et nos alliés savent aussi, que Hindenburg sera l'homme qu'il faut à la place qu'il faut : nous en avons pour garants *ces gigantesques succès, ces puissantes victoires qui ont affranchi notre pays des Russes* et porté notre front oriental fort avant dans la Russie... » (*Germania*, 30 août.) — « La volonté de vaincre est intacte dans notre peuple; mais la gravité de l'heure, l'accroissement du nombre de nos ennemis exigent plus que cette volonté; ils exigent une confiance prête à suivre aveuglément *l'homme appelé comme chef à guider le peuple en armes.* Cette confiance, le maréchal von Hindenburg la possède, comme l'a rarement possédée un autre chef militaire en pays allemand. » (*Vossische Zeitung*, 30 août.) — « Le choix de l'Empereur est allé au-devant des désirs et de la volonté du peuple entier... Le poste de chef d'État-major est fait pour *un homme de guerre éminent, génial,* surtout pour une personnalité forte, consciente d'elle-même, absolument soutenue par la confiance et la volonté populaires. Telle est la garantie que nous offre Hindenburg. » (*Stuttgarter Neues Tagblatt*, 30 août.) — « Depuis deux années passées, ce n'est plus seulement une élite militaire restreinte, mais le peuple allemand tout entier qui connaît le nom de Hindenburg, le nom du vainqueur de Tannenberg, du libérateur de la Prusse orientale; il est enraciné dans le cœur de tous... » (*Kreuz Zeitung*, 30 août.) — « *Un grand soldat, un caractère d'airain* va maintenant habiter la tente du généralissime allemand... » (*Berliner Nachrichten*,

30 août.) — « Le nom de Hindenburg, à lui seul, vaut, pour nous, une armée; il a, à l'étranger, le son de notre épée; il représente, pour nous et nos alliés, un capital de confiance et de victorieuse assurance qu'on n'a pas encore eu besoin d'entamer. » (*Tæglische Rundschau*, 30 août.)

Tous les journaux de toute l'Allemagne expriment la même allégresse, la même confiance, et leur unanimité reflète l'unanimité du peuple. Cette fois la presse a directement traduit l'opinion publique. Depuis longtemps, l'Allemagne souhaitait que Hindenburg prît la direction de la guerre. Des bruits fâcheux couraient dans le public; on parlait de dissentiments et de rivalités entre certains généraux; on accusait Falkenhayn, sinon d'avoir voulu la désastreuse aventure de Verdun, du moins de l'avoir permise par complaisance pour le kronprinz; on lui prêtait aussi des visées politiques, on contait qu'il ambitionnait de remplacer Bethmann-Hollweg; bref, il était impopulaire. Mais, n'eût-il pas excité toutes ces défiances, la décision de l'Empereur eût soulevé la même allégresse dans tout l'Empire. Il y avait déjà deux années que le nom de Hindenburg était devenu pour tous le symbole et le gage de la victoire.

En 1914, après une carrière honorable mais sans éclat, le général von Benckendorff und Hindenburg menait à Hanovre la vie de l'officier retraité. (Hanovre est une cité paisible où beaucoup de militaires allemands viennent passer leurs vieux jours, comme les nôtres à Versailles.) La guerre déclarée, il se mit à la disposition du ministre. Il attendait sa lettre de service et ne voyait rien venir, lorsqu'un jour il reçut une dépêche lui annonçant sa nomination au commandement de l'armée de l'Est. Il eut à peine le temps de faire remettre en état son équipement et ses vieux uniformes. Un train spécial venait le chercher avec un des plus brillants officiers de l'armée, Ludendorff, qu'on lui avait donné comme chef d'état-major. Hindenburg avait été désigné pour ce commandement, parce qu'il connaissait particulièrement la Prusse orientale et avait souvent dirigé des manœuvres dans les régions des lacs Masuriques; ses camarades ne l'appelaient que le « Masurique; » mais le public ignorait son nom, et, le jour où parvint à Berlin la nouvelle de la victoire de Tannenberg, il y eut, dans les

bureaux de rédaction, de furieux coups de téléphone : « Connaissez-vous Hindenburg? Qu'est-ce que c'est que Hindenburg? »

Tannenberg le rendit illustre. On vanta l'habile tactique grâce à laquelle il avait divisé et défait un ennemi supérieur en nombre. Mais ce qui enthousiasma, ce fut beaucoup moins la beauté que le résultat de la manœuvre : la Prusse orientale était délivrée, la menace de l'invasion conjurée. L'Allemagne, qui avait connu des heures d'épouvante, glorifia son sauveur. Tel fut le point de départ de la grande popularité de Hindenburg. Ses victoires en Pologne firent bientôt de lui l'idole de la nation.

Ses panégyristes le représentèrent comme le plus grand capitaine de tous les siècles ; car à la « tranquille opiniâtreté » d'un Frédéric le Grand, il joignait « l'art du plan de bataille » d'un Napoléon et la « simplicité de manœuvre » d'un Moltke. Personne ne faisait observer que ses victoires avaient été rendues faciles par l'incapacité ou la trahison de certains généraux russes, et qu'il avait été moins heureux dans la poursuite que dans la bataille. On n'osait plus discuter son génie : n'avait-il pas rejeté loin des frontières de l'Empire l'ennemi le plus redouté de l'Allemagne? N'avait-il pas sauvé la culture germanique? Car, « dans les siècles futurs, ses victoires sur les Russes paraîtront aussi importantes pour le maintien de la culture allemande que celles de Marathon, de Salamine, de Himera, de Tours et de Poitiers pour la conservation de la culture grecque et du christianisme contre les Perses, les Phéniciens et les Arabes. » (*Magdeburgische Zeitung*, 29 août 1917.)

La gratitude du peuple n'explique pas tout. Pour qu'un homme devienne l'objet d'un tel fétichisme, il faut un extérieur qui parle à la sensibilité populaire, un visage où la foule reconnaisse quelque chose d'elle-même, des traits où se marque fortement le caractère national. Le peuple veut pouvoir mêler un peu de familiarité à son admiration et à son culte. Le véritable Hindenburg n'est peut-être pas tout à fait celui dont une légende, désormais indestructible, a imposé l'image à tous les Allemands. Mais sa personne, physique et morale se prête à la formation de cette légende. Il est l'homme du rôle.

C'est un vieillard de soixante-sept ans, vigoureux, de haute taille, les épaules carrées, un peu bedonnant. Le front étroit se

barre de grosses rides sous des cheveux coupés courts; les moustaches se frisent et se relèvent; une épaisse broussaille de sourcils voile à demi le regard perçant de petits yeux gris; « la vraie tête d'un homme d'action, d'un guerrier solide et robuste, mais en même temps une vraie tête d'Allemand fortement caractérisée, les traits nerveux d'un portrait de Dürer ou de Holbein. » Et un autre de ses biographes : « Un homme taillé dans le même bois que Luther et Bismarck, dans du bois de chêne. » Le caractère germanique de la stature et de la physionomie s'accuse dans tous les portraits de Hindenburg; il éclate aux yeux.

On le dit simple, sérieux et rude. On parle beaucoup de sa bonté. On en parle pour expliquer sa tactique : dès qu'une des armées recule, c'est que Hindenburg veut épargner le sang des soldats. On en parle aussi pour justifier les pires atrocités : les raids des zeppelins sur Londres, dit-on, n'ont rien que d'humain, puisqu'un homme de la bonté de Hindenburg les approuve; et de même, le jour où Hindenburg approuvera la guerre sous-marine sans merci, cela prouvera qu'elle est devenue légitime. Les reporters admis à sa table rapportent avec émotion qu'il est doué d'un excellent appétit. Il boit sec et fume beaucoup. Il s'exprime à la vieille mode et, sans se soucier des édits pangermanistes, émaille ses discours d'expressions tirées du français. Il aime à conter d'interminables histoires de chasse. Il déclare qu'il ne va jamais dans les expositions parce que, « à son goût de soldat, il n'y trouve pas de batailles convenablement peintes. » On lui prête des calembours, d'innocents jeux de mots : « Les généraux russes sont-ils vraiment *tüchtig* (capables)? — Je ne sais, je ne les ai jamais vus que *flüchtig* (en fuite). » Ce personnage de reître faux-bonhomme est tout à fait selon le cœur des Allemands.

A l'éclat des victoires remportées par Hindenburg et au prestige de son masque, il faut encore ajouter l'influence d'une publicité savamment organisée par le clan pangermaniste : biographies populaires, reportage, illustrations, cartes postales, statues de bois, etc...

Telles sont les raisons, pour ainsi dire extérieures, de l'immense popularité de Hindenburg, mais elle a des causes plus profondes.

L'Allemagne divinise en Hindenburg la force militaire de

l'Empire. Elle met en lui tous ses espoirs, car elle commence à comprendre qu'au milieu des haines déchaînées contre elle, la victoire sur le champ de bataille peut seule assurer son avenir. Par tradition et par tempérament, — surtout en Prusse, — elle a toujours été disposée à considérer les chefs militaires comme les maîtres de l'État. Elle sait qu'elle ne retrouvera pas un second Bismarck. L'expérience de ces deux années de guerre lui a montré ce que valent ses généraux et ce que valent ses politiques. Ses généraux ont été partout vainqueurs, du moins elle le croit, car, s'ils ont échoué sur la Marne, sur l'Yser et à Verdun, ils ont su trouver les mensonges qu'il fallait pour pallier ces revers; d'ailleurs Hindenburg n'était pas là! Quant aux politiques et aux diplomates, la nation paie cher leurs faux calculs et leurs fausses manœuvres : la Belgique devait céder à la première sommation, et la Belgique a résisté; l'Angleterre ne devait pas intervenir, et elle est entrée dans la guerre ; l'Italie devait rester fidèle à la Triple Alliance, et elle a rompu le pacte; les États-Unis sont chaque jour plus hostiles ; la Roumanie vient de prendre parti contre les Puissances centrales. Chaque Allemand partage l'opinion de ce fonctionnaire qui disait un jour au prince de Bulow : « Nous autres Allemands, nous sommes le peuple du monde le plus instruit et celui qui sait le mieux faire la guerre. Nous avons montré notre supériorité dans toutes les sciences et dans tous les arts. Les plus grands philosophes, les plus grands poètes, les plus grands musiciens sont des Allemands. Nous sommes au premier rang dans les sciences naturelles et dans tous les domaines de la technique. Notre essor économique est merveilleux. Comment se fait-il qu'en politique nous soyons des ânes? Il doit y avoir quelque part quelque chose qui ne va pas. » Et chaque Allemand, renvoyant cette enquête à des jours moins troublés, s'en remet à un général victorieux du soin de réparer les sottises de ses politiques et les bévues de ses diplomates. Il se donne à Hindenburg, prêt à le suivre aveuglément jusqu'au bout, prêt à accepter sa dictature. Rien désormais ne pourra diminuer sa foi. Les misères de la guerre ne feront qu'augmenter sa confiance.

Et cependant, ce même peuple, qui s'abandonne à un chef militaire, désire ardemment la paix !

La contradiction n'est qu'apparente. La nostalgie de la paix

n'a pu venir à bout de l'esprit de conquête. Les familles gémissent des pertes affreuses que la guerre leur a coûtées. Les ménagères, aux prises avec les problèmes de la vie quotidienne, se lamentent. Les ouvriers mal nourris protestent. Tout le monde réclame la paix, mais chacun sous-entend qu'elle sera « pleine d'honneur » et créera « la plus grande Allemagne. » Les plus déprimés prétendent n'abandonner ni un morceau de la terre allemande, ni aucune de ces « garanties réelles » que les gouvernants jugent indispensables à la sécurité et à l'avenir de l'Allemagne. Bien plus, à chaque nouvelle épreuve, ils s'imaginent avoir droit à des compensations nouvelles. Tant qu'ils garderont la certitude que leurs armées sont invincibles, ils n'admettront pas que la guerre puisse finir sans leur apporter la récompense de leurs efforts et le prix de leurs sacrifices.

En août 1916, cette certitude n'est pas ébranlée. La déception de Verdun, les succès de Broussiloff, les terribles combats de la Somme, les embarras économiques, la fatigue de deux années de guerre obligent l'Allemagne à reconnaître que la paix triomphale, rêvée en 1914 et en 1915, est désormais impossible. Elle en veut une autre, celle qui est due à un peuple que ses ennemis n'ont pu vaincre et ne vaincront jamais. C'est pour l'obtenir qu'elle lie sa destinée à celle d'un grand homme de guerre. Sa résistance morale en sera plus solide et plus longue; mais les talents militaires de Hindenburg n'empêcheront pas la nostalgie de la paix, les dissensions politiques, l'insuffisance des vivres, les sottises de la bureaucratie de troubler les esprits et de dissoudre les volontés.

LES VICTOIRES EN ROUMANIE. — LA PROPOSITION DE PAIX

« Encore un ! Il a fallu que la Roumanie s'en mêlât. Décidément nous avons le droit de devenir orgueilleux. Ainsi donc la France, l'Angleterre et la Russie, — pour ne pas parler de tous les petits roquets, — ne se sentent pas capables de nous réduire, malgré ce que, par-dessus le marché, l'Amérique du Nord leur envoie d'armes et d'argent !... Il faut que la pensée allemande soit douée d'une formidable puissance pour que le monde entier s'enroue à aboyer contre elle... Nous menons le combat le plus formidable qu'aucun peuple ait mené depuis la

naissance du monde... » Et cet appel à l'orgueil de la Germanie se termine, plus modestement, par un appel à sa résignation : « Il nous faut donc consentir aux plus formidables sacrifices... Des privations? La soupe aux pommes de terre est aussi succulente que le rôti, quand on sait l'assaisonner d'une bonne plaisanterie et d'un rire joyeux. » (*Kœlnische Zeitung*, 5 septembre 1916.)

Le succès foudroyant de la campagne de Roumanie réalise ce que l'éloquence des journalistes eût été incapable d'obtenir. Une fois de plus, l'Allemagne s'enivre de gloire militaire.

Les fanfares de victoire éclatent dès la chute de Tutracan. Ensuite, c'est l'invasion de la Dobroudja. « Sous la direction de chefs militaires habiles et méthodiques, enflammés de rancunes profondes contre des adversaires perfides, les compagnons d'armes allemands, bulgares et turcs volent de victoire en victoire. Nous sommes revenus aux jours glorieux où nous traversions en tempête la Belgique et la Serbie. Des tâches nouvelles s'offrent à la vaillance de nos troupes; elles s'annoncent difficiles, mais ce brillant début garantit un brillant avenir. » (*Neue Badische Landeszeitung*, 11 septembre.) Léger mouvement de déception, lorsque l'Empereur télégraphie à l'Impératrice la nouvelle d'une victoire *décisive*. Tout le monde croit à un nouveau Sedan, voit la Roumanie définitivement écrasée, la paix conclue. Il faut que la presse commente laborieusement le mot *décisif* : « Quand nous parlons de victoire *décisive*, il s'agit d'une victoire qui a empêché l'ennemi de poursuivre les opérations qu'il projetait, et qui a modifié, d'une façon *décisive*, la situation sur un des théâtres de la guerre. » (*Kœlnische Volkszeitung*, 19 septembre.) Mais le cours des victoires ne se ralentit pas. Des communiqués flamboyants célèbrent la prise de Silistria, la victoire de Hermannstadt, la chute de Constanza, le passage du Danube. A l'annonce de la prise de Bucarest, transports d'allégresse : « La capitale de la Roumanie est tombée; et la Russie, la grande, la sainte, l'invincible Russie, en mettant toute sa puissance militaire au service de la Roumanie, n'a pu empêcher cette catastrophe!... Bucarest est à nous et Constantinople est à jamais inaccessible au Tsar... » (*Kœlnische Volkszeitung*, 7 décembre.)

Certes, la grandeur et la soudaineté des opérations étaient propres à assouvir les rancunes de l'Allemagne. Cependant, au

même moment où Falkenhayn et Mackensen lui donnent ce surcroît de gloire et de conquêtes, elle reste anxieuse, les yeux fixés sur le front occidental. Les armées de l'Entente ont continué d'avancer sur la Somme : l'État-major attribue leurs progrès à leur supériorité numérique et matérielle, mais cette supériorité même inquiète l'opinion. Quand, à Verdun, les Français reprennent Douaumont, on allègue la surprise et le brouillard ; quand ils reprennent Vaux, on affirme que le fort a été volontairement abandonné ; mais les plus crédules finissent par comprendre que jamais Verdun ne sera aux Allemands. Puis le bruit court que Hindenburg songe à ramener ses troupes en arrière et à raccourcir le front occidental. A une dame qui l'interroge, il répond en riant : « Vous avez souvent dans votre cuisine une casserole bosselée, mais vous m'accorderez que dans cette casserole vous pouvez faire un excellent fricot. » Il est même obligé de déclarer formellement à un journaliste venu de Vienne pour le questionner : « C'est une bêtise de prétendre que je projette de raccourir le front occidental. Cette idée ne m'est jamais venue. Pourquoi le ferais-je ? Notre front de l'Ouest est à l'épreuve des bombes, et même si, çà et là, grâce à leur gigantesque dépense de munitions, nos adversaires gagnent un peu de terrain, ils ne passeront jamais. »

Wolff prodigue les télégrammes réconfortants : la famine règne en Russie, les révolutionnaires s'agitent en France, l'Angleterre manque de charbon, il est tombé 800 000 soldats sur la Somme, etc... Le général von Freytag-Loringhoven, chef de l'État-major général au ministère de la Guerre, fait insérer dans tous les journaux du 3 novembre un article considérable où il invite les gens de l'arrière à conserver cette même « volonté de victoire » qui anime les soldats sur le front : les gens de l'arrière ne cessent pas leurs « jérémiades. » Quand le chancelier annonce son intention d'instituer le service civil, c'est une telle explosion de mauvaise humeur qu'il croit nécessaire de s'abriter derrière Hindenburg. Le peuple, qui a si cruellement souffert des réglementations maladroites et incohérentes imaginées par les services de ravitaillement, redoute les charges et les vexations que lui vaudra la nouvelle organisation. A ces appréhensions il faut ajouter l'inquiétude du lendemain : le gouvernement a été forcé de confesser que la dernière récolte n'a pas répondu à ses espérances, et aussi le malaise causé

par les accusations et les outrages qu'échangent les partis : les uns reprochent à Tirpitz d'être payé par les agrariens et les autres à Bethmann d'être à la solde des banquiers.

C'est alors qu'afin de réveiller dans le peuple la volonté de vaincre, le gouvernement tente une « opération de grand style, » pour parler comme les Allemands. Il commence par autoriser les journaux à discuter, « dans une certaine mesure, » les « buts de guerre, » ce qui permet aux pangermanistes de développer leur programme d'annexions et aux socialistes de mener une campagne pacifiste. Puis lui-même intervient : le 12 décembre, devant le Reichstag, le Chancelier propose la paix aux ennemis de l'Allemagne. Il se garde bien de dire quelle paix. Cela du reste importe peu, car il ne s'adresse pas aux belligérants, sachant très bien que ceux-ci sont décidés à repousser son offre. Il parle pour les neutres, il parle surtout pour l'opinion allemande; c'est elle que vise la manœuvre.

Nous avons montré que, dès le début des hostilités, le premier des dogmes imposés au peuple fut celui-ci : l'Allemagne fait une guerre défensive. Depuis, cette croyance a été soigneusement entretenue par toutes sortes de publications mensongères sur les origines du conflit. Mais l'ennemi a résisté avec une opiniâtreté qui a déçu toutes les prévisions, et le désir de la paix n'a cessé de grandir; dans l'espoir de se ménager le concours du socialisme international, on a laissé les socialistes allemands prononcer des paroles équivoques et dangereuses sur les responsabilités de la guerre; on n'a pu empêcher des feuilles clandestines de répandre certains documents qui ne cadrent pas avec la thèse allemande; le peuple n'est pas sans se demander si en Asie, en Serbie, en Roumanie, les soldats se battent uniquement pour la défense de leur patrie; enfin, cette question hante tous les esprits : pourquoi la guerre, toujours la guerre, alors que nous sommes victorieux sur tous les champs de bataille? C'est pour apaiser ces doutes décourageants que le gouvernement propose la paix; il veut pouvoir prendre acte du refus de l'ennemi, se tourner vers l'opinion et lui tenir ce langage : « Nous avons fait ce que nous avons pu pour vous donner la paix. Jamais nous ne fûmes responsables de la guerre; mais il y a un fait que nos adversaires eux-mêmes ne pourront nier : en pleine victoire, nous leur avons offert de traiter. Désormais ils sont responsables de la prolongation de la guerre.

Inutile de regarder en arrière. Aujourd'hui, nous avons deux fois le droit de dire que nous leur faisons une guerre défensive. Ils veulent détruire l'Allemagne; il y va donc de notre existence, du salut de la patrie. »

Trois jours après la séance du Reichstag où le Chancelier a proposé la paix, les troupes du général Mangin sont victorieuses devant Verdun, dégagent la place et font 12000 prisonniers. A cette réponse des « bons ambassadeurs de la République » s'ajoutent bientôt les déclarations des ministres français, anglais et russes. Le gouvernement allemand peut dès lors développer sa manœuvre. Tous les journaux, des pangermanistes aux socialistes, entonnent à l'unisson le thème de la guerre à outrance. L'Empereur, Hindenburg, les chefs des partis politiques le reprennent dans leurs discours.

Sur ces entrefaites survient un incident qui, pendant quelques jours, déconcerte un peu les maîtres du chœur. Le président Wilson demande aux belligérants de faire connaître leurs buts de guerre. Le peuple a entrevu la possibilité d'une médiation américaine, et voilà les espoirs de paix qui renaissent! Il serait peut-être dangereux de leur porter un coup trop brutal. Le ton de la presse se radoucit un instant. Mais les influences pangermanistes l'emportent. Guillaume II et Charles Ier adressent à leurs armées une proclamation enflammée.

La réponse des gouvernements de l'Entente au président Wilson, contenant l'exposé de leurs conditions de paix, est tout de suite exploitée par les meneurs de la campagne. Comme ce document met au premier plan la question belge, qui divise les Allemands eux-mêmes, il est indispensable de déchaîner immédiatement un grand mouvement de colère patriotique. « L'arrogance, l'impudence, l'esprit de mensonge et l'hypocrisie caractérisent la note par laquelle la Décuple Entente vient de répondre à l'offre de ses bons offices faite par M. Wilson ; pourtant nous ne voulons pas nous en indigner : les gouvernements de l'Allemagne et des pays alliés devraient multiplier cette note par millions d'exemplaires, pour qu'on l'encadre et qu'on la pende aux murs de tous les palais et de toutes les chaumières ; ses auteurs nous ont rendu un service qu'on ne saurait trop hautement apprécier. Pour tout Allemand et toute Allemande dont le cœur garde la moindre trace d'honneur et de dignité, un regard jeté sur ce document à jamais mémo-

rable suffit à détruire le dernier reste d'aspiration vers la paix... La Décuple Entente a maintenant établi pour jamais, par acte authentique, que cette guerre fut une guerre de conquêtes, dissimulée sous des invocations au principe des nationalités... Enfin, la note affirme que l'Entente aura la bienveillance de ne point détruire ou extirper politiquement les peuples germaniques. A cela nous devons répondre que cette promesse philanthropique ne saurait être tenue, si les buts de guerre désignés par nos ennemis se trouvaient réalisés, car ils ne peuvent l'être qu'au prix de la complète destruction du peuple allemand. » (*Lokal Anzeiger*, 12 janvier.) — En même temps, les associations d'anciens militaires, d'industriels, de commerçants et de cultivateurs font parvenir à l'Empereur des adresses où elles protestent de leur dévouement et de leur patriotisme.

Se donnerait-on tant de peine si la manœuvre avait réussi du premier coup? Tous ces efforts pour galvaniser l'opinion ne prouvent-ils pas que celle-ci fut plus abattue qu'indignée par le rejet des propositions de paix? Une seule promesse peut l'engager désormais à un peu de patience et de résignation, la promesse de la paix.

LA GUERRE SOUS-MARINE ET LA RUPTURE AVEC LES ÉTATS-UNIS

Dans la pensée du Chancelier, la comédie des offres de paix n'avait qu'un but : préparer la nation à de nouveaux sacrifices en fouettant son patriotisme. Mais les pangermanistes entendaient tirer un profit plus immédiat et plus précis de ces prédications de guerre à outrance : ils voulaient amener l'Allemagne à activer et à renforcer la guerre sous-marine, même au prix d'une rupture avec les États-Unis. Le parti de Tirpitz s'empara du mouvement déchaîné par ses adversaires, et Bethmann fut pris à son propre piège.

Ici encore, l'opinion demeure hésitante : elle n'a pas vu la guerre sous-marine produire ces résultats « décisifs » qu'on annonçait, il y a quelques mois; et elle sait que, parmi les gouvernants, certains sont peu favorables aux mesures réclamées par les pangermanistes. L'acharnement que l'on met à plaider devant elle la cause de la guerre sous-marine, le soin avec lequel on lui dissimule le danger américain, tout révèle ses répugnances, laisse deviner ses objections. Dès le 23 janvier,

les journaux racontent les merveilleux exploits des sous-marins ; ils expliquent que le renforcement de la guerre sous-marine s'impose logiquement après le rejet des offres de paix : tous, les socialistes compris, affirment qu'il n'est aucun autre moyen d'abattre l'Angleterre, mais que celui-là sera prompt et infaillible ; si l'Amérique s'en offusque, l'Allemagne est assez forte pour braver ses menaces. Enfin, comme ces raisonnements paraissent ne pas venir à bout des appréhensions du peuple, on met en avant l'argument suprême : la parole de Hindenburg. Le maréchal a dit : « Notre front est solide sur tous les points, nous avons partout les réserves nécessaires, l'esprit des troupes est bon et confiant ; *la situation militaire générale permet que l'Allemagne assume les conséquences de la guerre sous-marine renforcée.* »

Ces conséquences ne tardent pas à se produire : les États-Unis rompent leurs relations diplomatiques avec l'Allemagne... L'événement était prévu, il n'en cause pas moins un véritable effarement. De nouveau, tout doit être mis en œuvre pour rassurer le public : on lui rappelle les déclarations de Hindenburg, on l'exhorte à se fier à ses chefs qui ont tout pesé, tout envisagé; au demeurant, il n'est pas certain que la menace du président Wilson soit suivie d'effet : la rupture des relations diplomatiques n'est pas forcément la guerre. Les pangermanistes recourent à la rhétorique des grands jours : « L'Allemagne combat pour l'humanité contre la moitié de l'humanité. Ce n'est pas sa faute si le droit du plus fort continue à régner sur la terre... En ce combat titanique deux conceptions du monde sont aux prises.. Là où nous sentons régner au-dessus de nous l'Impératif catégorique, l'Anglais n'obéit qu'à des conventions sociales. Notre Kant est dressé contre leur cant... Nos ennemis frémiront un jour quand ils verront le paisible Michel allemand transformé par leurs crimes en Archange Michel à la flamboyante épée. La bataille que nous livrons, ressemble à celle de Constantin. Tous les bons génies de l'humanité et de l'Allemagne volent autour de nos drapeaux, et au-dessus d'eux resplendit en lettres de lumière : *In hoc signo vinces...* » (*Saarbrücker Zeitung*, 6 février 1917.)

Un sermon prononcé par le pasteur Julius Werner de l'église Saint-Paul, à Francfort-sur-le-Mein, montre de quelles inquiétudes est alors tourmenté le « paisible Michel Allemand : »

Si cette déclaration grosse de conséquences n'allume pas encore les flammes ardentes de l'enthousiasme, elle est, ce qui est encore plus important, le marteau qui martèle les volontés sur l'enclume de la nécessité et fabrique l'airain des vertus héroïques... *Aujourd'hui, il est à craindre qu'à la ferveur sacrée se mêle la cendre du pessimisme et du découragement. On pourrait par exemple entendre des plaintes et des reproches comme ceux-ci : « Pourquoi avoir tant tardé et avoir attendu que nos ennemis, et en particulier l'Angleterre, aient développé leur puissance et poussé si loin le perfectionnement de leurs moyens de défense? pourquoi a-t-on accusé « d'annexionnisme » et de « frénésie guerrière » ceux qui, dévoués à la patrie et à la monarchie, réclamaient des procédés plus violents?* » Nous nous refusons à des discussions de cette sorte. En ces temps critiques, nous ne voulons pas regarder en arrière : c'est dangereux, l'exemple de la femme de Loth le prouve d'une façon péremptoire... Nous ne pouvons retourner sur nos pas. Même si apparaissait le fantôme de la guerre américaine, il n'y aurait pas lieu de perdre courage... *Il y a aussi un certain groupe d'hommes et de femmes qui expriment leurs hésitations éthiques et religieuses touchant cette décision...*

Avec ces hommes et ces femmes, le pasteur Werner juge que la formule du gouvernement : « Pas de sentimentalité » est une réponse insuffisante ; il faut invoquer les « principes essentiels du christianisme, » et il les invoque.

Le christianisme biblique est tout le contraire d'une dévotion de salon conventionnelle et décorative... L'Ancien et le Nouveau Testament sont pleins de condamnations impitoyables contre les faux neutres et les poltrons qui abandonnent une décision prise... Luther flagelle les faux prophètes qui, désireux de se rendre sympathiques, répètent : « La paix ! la paix ! » là où, en honneur et conscience, il ne peut y avoir de véritable paix... Une guerre à outrance sera celle qui rendra la décision la plus prompte et les souffrances les plus brèves, elle sera aussi finalement la plus humaine. » (*Deutsche Tageszeitung*, 8 février.)

L'appel du président Wilson aux neutres éveille de vives appréhensions. Aussi est-ce avec un grand soulagement que sont accueillies les notes plus ou moins dilatoires des gouvernements neutres. Le bruit se répand que l'Autriche, peut-être même la Suisse, vont offrir leur médiation, que les États-Unis seraient disposés à abandonner leur attitude intransigeante... Cette lueur d'espoir s'éteint bientôt. Wilson demande au

Congrès les pleins pouvoirs. Dès les premiers jours de mars, le conflit est certain.

Après quelque résistance, l'opinion finit, comme toujours, par abdiquer. D'ailleurs elle est convaincue que la guerre sous-marine, telle qu'on va désormais la pratiquer, doit assurer en quelques mois la victoire de l'Allemagne et la paix, — toujours la paix !

LE REPLI « STRATÉGIQUE » DE HINDENBURG

Le communiqué du 1er mars annonce à l'Allemagne que les troupes sont en retraite sur l'Ancre. Ce coup de théâtre cause une amère surprise. Depuis quelques jours, la presse répétait qu'une grande offensive franco-anglaise était imminente; quarante-huit heures auparavant, le critique militaire Salzmann écrivait : « On peut le dire avec une calme assurance : jamais nous n'avons été si forts et si prêts; » et voici que, soudain, l'on apprend que l'armée abandonne ses positions!

L'État-major n'en donne la nouvelle qu'avec toutes sortes de précautions. Les journalistes affirment que, dès le 20 février, le plan de l'opération leur a été confié sous le sceau du secret, qu'il s'agit donc d'un repli tout volontaire; ils rapportent que ce mouvement s'est exécuté dans un ordre admirable, à l'insu de l'ennemi ; ils laissent entendre que cette « prouesse militaire de premier ordre » doit être le prélude « d'événements grandioses; » ils invoquent d'innombrables exemples tirés de l'histoire militaire et citent abondamment Clausewitz et Bernhardi. L'opinion n'en est pas moins désorientée, et il faut lui rappeler que cette retraite a été voulue et ordonnée par Hindenburg. « Les décisions de Hindenburg sont de celles qu'on ne discute pas; elles s'imposent comme des nécessités. Ce sentiment naît du souvenir de ses exploits, il s'attache à toute son activité militaire. Hindenburg a pu prescrire des marches en retraite qui prirent l'allure de marches à la victoire. Il peut ordonner actuellement l'évacuation de notre position de l'Ancre : c'est sur le terrain un pas en arrière; c'est, dans l'ordre de la pensée militaire, un pas en avant vers le triomphe de nos armes. La force secrète du génie ne réside pas seulement dans les actes qui l'extériorisent, elle se traduit par l'influence secrète sur la foule anonyme qui observe, juge, exécute. Le génie stratégique peut réclamer de la troupe ce que le talent n'ose pas demander,

parce qu'il obtient des succès là où le talent serait condamné à l'échec. Le génie stratégique crée en nous la confiance, même si nous cessons de comprendre, surtout si nous cessons de comprendre, car celui qui comprend n'a plus besoin d'avoir la foi. » (*Frankfurter Zeitung* 13 mars.)

Quelques jours plus tard, la foule comprend moins encore, lorsque le repli s'étend d'Arras jusqu'à l'Oise. On daigne lui expliquer que ce mouvement génial a pour but de créer, en avant des positions allemandes, un glacis désert où l'ennemi sera incapable de préparer aucune attaque. Dès maintenant, dit-on, l'offensive projetée par les armées anglaises est « morte avant d'avoir vécu, » tandis que de ses lignes nouvelles l'armée allemande pourra bondir pour une nouvelle opération... D'ailleurs Hindenburg en a ainsi décidé.

Les dévastations exécutées par les troupes en retraite gênent un peu le public allemand, non pas qu'il désapprouve des ravages qui ont été ordonnés par Hindenburg et qui, d'ailleurs, flattent sa barbarie native, mais il sait que l'ennemi va s'empresser de dénoncer encore les crimes de la Germanie, et ces accusations l'atteignent cruellement dans son orgueil de faux civilisé. Aussi de longs récits de ces dévastations remplissent-ils les journaux. Villages incendiés, maisons pillées, jardins et vergers détruits, toutes les atrocités y sont énumérées et décrites comme à plaisir : la sauvagerie du lecteur y trouve son compte; mais, en même temps, — ceci est à l'adresse des neutres, — il y est abondamment démontré que les nécessités de la guerre exigèrent toutes ces horreurs, et que le bon, l'honnête Michel allemand s'y résigna, les larmes aux yeux, parce qu'il est un soldat consciencieux et discipliné. Dégoûtant mélange de férocité et de sensiblerie qui est le tout de l'Allemand.

DÉSARROI DE L'OPINION (AVRIL-JUILLET 1917)

Désormais le moral allemand n'a plus qu'un soutien : la confiance en Hindenburg. Celui-ci a su faire accepter la guerre sous-marine sans restriction et ses redoutables conséquences. La seule vertu de son nom a dissipé l'angoisse qu'avait fait naître le repli des armées en Picardie. Durant les mois qui suivent, les plus durs que l'Allemagne ait encore traversés, cette autorité grandira à mesure que les périls deviendront

plus pressants. Mais eût-elle suffi à sauver la nation du désespoir, si, à la même heure, l'Entente avait mené le combat avec moins d'hésitation et de mollesse?

Tout augmente alors les peines et les misères de l'Allemagne. — Après l'Amérique, c'est le Brésil qui déclare la guerre; après le Brésil, la Chine et bien d'autres. Il est impossible de le méconnaître, la Germanie n'a pas trouvé un seul ami, et chaque jour lui amène un ennemi nouveau. Devant ce déluge de déclarations de guerre, la presse conclut avec tristesse : il n'y a plus qu'à « serrer les dents » et à se répéter le mot du juste : « *Si fractus...* » — Depuis l'abdication du Tsar, le peuple s'imagine que la lassitude va incliner la Russie à une paix séparée; or, la Russie continue la guerre. — Des rumeurs circulent sur la politique de l'Autriche; on suspecte la fidélité du nouvel Empereur. — A l'intérieur, on n'a jamais tant parlé d'une orientation nouvelle, d'une *democratisierung*, d'une *parlementarisierung* de l'Allemagne, et l'Empereur, redoutant l'effet des messages démocratiques du président Wilson, se décide, le jour de Pâques, à promettre la réforme du Landtag de Prusse; mais le peuple s'intéresse peu à ces revendications politiques. Il souffre trop de la disette.

L'hiver a été extrêmement rigoureux. A cause de l'insuffisance des transports, le charbon a souvent manqué. Il y a très peu de fourrage et par suite très peu de lait. La graisse est introuvable. La dernière récolte de pommes de terre a causé une cruelle déconvenue. La complication extraordinaire des services, les conflits des bureaux et des comités, la mauvaise volonté des paysans soutenue par les agrariens ont suscité une exaspération générale. La nouvelle que la ration de pain sera diminuée à partir du 15 avril déchaîne le mécontentement.

Le 16 avril, à Berlin et dans quelques grands centres industriels de la Saxe et de la Westphalie, les ouvriers du bois, des métaux et des transports suspendent le travail, forment des rassemblements et des cortèges. L'autorité militaire leur consent quelques concessions d'ordre économique. En deux jours, les grèves sont apaisées. Alors, comme au 1er mai 1916, des socialistes minoritaires s'efforcent de donner au mouvement une direction politique : ils échouent. Cependant l'agitation persiste dans certaines usines de munitions, et Hindenburg lui-même doit faire appel au patriotisme des ouvriers. « L'homme

de qui les soldats disent que la bonté brille dans ses yeux et qui ne fait pas de différence entre grands et petits, pourvu que chacun fasse son devoir, s'est senti profondément blessé. De même qu'en campagne, après les dures journées de combat, il veille comme un père au bien de ses soldats, il sait aussi que les ouvriers, à l'arrière, ont maintenant la vie difficile. Il a lancé un appel au pays pour assurer aux ouvriers en munitions, sur les approvisionnements existants, une collecte spéciale de vivres... Or, Hindenburg a désigné la conduite des grévistes comme une faute inexpiable contre l'armée, faute que paieront de leur sang ceux qui nous défendent dans les tranchées. » (*Neue Badische Landeszeitung*, 26 avril.) Malgré toutes les objurgations, l'approche du 1er mai accroît la propagande révolutionnaire, et le général Groener, président du Kriegsamt, adresse une proclamation aux ouvriers de l'armement; il y invoque tour à tour Hindenburg et le Code pénal : « N'avez-vous pas lu la lettre de Hindenburg?... Qui ose résister à l'appel de Hindenburg?... Relisez la lettre de Hindenburg et vous saurez où se cachent nos pires ennemis... Lisez dans le Code pénal de l'Empire ce que l'article 89 dit de la haute trahison... Qui ose ne pas travailler, quand Hindenburg l'ordonne?... »

La journée du 1er mai semble avoir été calme à Berlin et dans les autres grandes villes de l'Empire : la police était prête à sévir, toutes les mesures avaient été prises. D'ailleurs, on ne peut dire exactement ce qui se passa du 16 avril au 2 mai. Les journaux gardèrent le silence; quelques notes officielles et optimistes de l'agence Wolff furent seules à passer la frontière.

Tandis que ces grèves inquiétaient le gouvernement et alarmaient l'opinion, une grande bataille se déroulait sur le front anglo-français, et les résultats de cette bataille, loin de relever le moral de l'Allemagne, le déprimaient encore davantage.

Quand on lit les journaux allemands de la seconde quinzaine d'avril, il est impossible de s'y tromper : à l'arrière, tout le monde eut alors le sentiment que, devant Arras et sur l'Aisne, les armées venaient de subir une série de lourds échecs. Tandis que, chez nous, passait une rafale de pessimisme, que l'affolement de quelques politiciens gagnait le gouvernement, la presse et le public, que des porteurs de fausses nouvelles, exagérant l'importance de nos pertes et la gravité de certaines mutineries, s'efforçaient de donner à la France l'impression de la défaite,

'État-major allemand se voyait obligé de multiplier les notes t les commentaires pour rassurer les Allemands consternés.

Ces attaques avaient été pour eux une terrible surprise : au noment du repli « stratégique, » n'avait-on pas promis que des événements grandioses » seraient la suite de cette manœuvre géniale? » n'avait-on pas laissé entendre que les régions si oigneusement dévastées deviendraient le théâtre d'une nouvelle ffensive? Et ce sont les armées de l'Entente qui maintenant narchent à l'assaut des positions allemandes, ramassent des nilliers de prisonniers et menacent les lignes nouvelles! En ain les communiqués chantent victoire; en vain les critiques nilitaires affirment que, grâce à un « repli élastique, » le Haut ommandement a épargné le sang des soldats, que la tentative e percée a échoué, que les communiqués de l'Entente sont un issu de mensonges, que Hindenburg et Ludendorff ont su mé- nager leurs réserves stratégiques et conserver l'initiative des pérations. L'opinion, préoccupée des grèves, reste insensible à es consolations : elle n'est frappée que de l'énormité des pertes.

A partir du 1er mai, quand la menace de l'émeute est défini- ivement écartée, on se met à lire avec plus d'attention les nou- elles venues de France, les extraits des journaux parisiens élégraphiés par les agences, le compte rendu de certains débats lu Parlement français : l'ennemi lui-même proclame son échec. Les bureaux de presse se hâtent d'exploiter les innom- brables témoignages que l'adversaire donne de son décourage- ment. Ils finissent par convaincre l'Allemagne qu'elle vient de remporter « une grande victoire défensive. » Ils arrivent ainsi à effacer la première et désastreuse impression causée par les combats de l'Aisne et de la Champagne, mais une « victoire défensive » n'est pas ce que le peuple attend : des succès de ce genre ne rapprochent pas la date de la paix.

Les désillusions succèdent aux désillusions.

Le roi Constantin est forcé d'abdiquer. On se donne beau- coup de mal pour démontrer que les pratiques de l'Entente justifient la violation de la neutralité belge : mais le public constate simplement que le beau-frère de l'Empereur a été détrôné sans que l'Allemagne ait rien fait pour le secourir. Cette preuve de faiblesse l'humilie et l'inquiète.

La guerre sous-marine est loin de donner les résultats escomptés. On se rappelle que des personnages officiels ont fixé

au mois de juin la fin de la résistance anglaise. Cependant les convois de blé américain continuent de traverser l'Atlantique, et l'Angleterre paraît moins que jamais disposée à capituler. Le gouvernement en est réduit à épiloguer sur ses propres statistiques et à déclarer que, si les sous-marins ne peuvent décider du sort de la guerre, ils restent un des facteurs de la victoire.

Les ennemis de l'Allemagne étaient sans cesse représentés comme à bout de souffle. Néanmoins Cadorna attaque sur l'Isonzo. Les Anglais sont victorieux à Messine. Le bruit court que la France et l'Angleterre préparent une offensive d'été. Les Russes reprennent le combat et remportent des succès.

D'Amérique arrive la nouvelle de grands préparatifs militaires. Sans doute, il reste entendu que les troupes américaines sont incapables de fournir à leurs alliés une aide sérieuse et que, si les États-Unis parviennent à équiper une armée, ils n'auront jamais assez de vaisseaux pour la transporter en Europe. Mais, là-dessus, tout le monde ne partage peut-être plus l'optimisme du Haut Commandement.

L'intrigue nouée à Stockholm par les socialistes pour le compte du gouvernement avorte misérablement, et c'est encore un espoir de paix qui s'évanouit.

L'attitude de l'Autriche devient chaque jour plus singulière. Hindenburg a dû se rendre à Vienne. A son retour, il publie une déclaration destinée à rassurer les Allemands et sur les suites de la guerre sous-marine et sur les dispositions du gouvernement autrichien.

La guerre est gagnée pour nous, si nous résistons aux attaques ennemies jusqu'à ce que la guerre sous-marine ait accompli son œuvre. Nos bateaux font de bonne besogne. Ils troublent les conditions d'existence de nos ennemis plus que nous ne le pensons. Dans un temps qui n'est pas éloigné, nos ennemis seront forcés à la paix... L'ennemi nous a sous-estimés, il avait foi dans sa supériorité numérique et croyait que des privations pourraient nous obliger à consentir à une paix qui ruinerait notre avenir et celui de nos enfants. Je voudrais que les hommes d'État des pays ennemis pussent jeter un coup d'œil dans la monarchie alliée comme je viens de le faire ; ils renonceraient à leur projet. Je rapporte de ma visite la ferme conviction que nous resterons unis jusqu'à la fin victorieuse. Dans toute l'Allemagne et dans toute l'Autriche-Hongrie, les gouvernements, les armées et

chaque particulier sont prêts, quoi qu'il advienne, à tout sacrifier au bien commun.

Les embarras économiques qui ont provoqué les grèves, se sont encore aggravés. Jamais la « soudure » entre les deux récoltes ne s'est faite avec de pareilles difficultés. L'agitation ouvrière s'est calmée; néanmoins, en juin, il y a encore des émeutes à Stettin et à Dusseldorf. La ration de pommes de terre tombe dans certaines villes à trois livres, puis à deux; parfois il n'y a plus de distributions. Les paysans se montrent de plus en plus irrités des mesures brutales prises pour assurer le ravitaillement des villes. Dans certaines parties de l'Empire, la disette devient presque de la famine.

Enfin ce peuple déçu, mécontent et mal nourri, assiste à une crise politique dont les violences révoltent ses habitudes d'ordre et de discipline. Il ne se sent plus sous la poigne d'un gouvernement fort et s'apeure. Jamais il n'a été à ce point las et démoralisé.

Ce trouble profond se révèle par la motion du Reichstag en faveur d'une paix « sans annexions et sans indemnités. » Mais, le lendemain, le Chancelier tombe sous les coups des conservateurs et des pangermanistes. Hindenburg et Ludendorff saisissent les rênes qu'a laissé flotter la main débile de Bethmann-Hollweg.

L'Allemagne avait été à la veille du désastre. Ses ennemis avaient laissé passer l'heure. Pourquoi ajournèrent-ils leur dernier effort? Manquèrent-ils de clairvoyance ou d'énergie? On saura sans doute, un jour, le secret de leur défaillance; mais si des indices fournis par la presse allemande on rapproche les récits publiés dans les journaux des pays neutres et les correspondances saisies sur les prisonniers, le doute n'est point permis : au printemps de 1917, l'Allemagne était dans un tel désarroi moral qu'il eût suffi d'un coup rapide et vigoureux pour précipiter sa défaite et sa ruine; elle eût été alors incapable de supporter la suprême désillusion, celle qui aurait ébranlé sa confiance dans la force de ses armes et le génie de ses chefs militaires.

André Hallays.

(A suivre.)

ÉLISABETH BREMERTON[1]

DEUXIÈME PARTIE[2]

IV

— Encore au lit, ma chère Alice! A l'heure qu'il est! Au moins, tu n'es pas souffrante?

Mrs. Gaddesden eut un mouvement d'humeur en voyant sa sœur Margaret entrer dans sa chambre :

— Je croyais t'avoir déjà dit, Margaret, que le docteur Crotler m'a conseillé, il n'y a pas un an de cela, de rester couchée une partie de la matinée. Cela me repose le cœur.

Mrs. Strang s'était approchée du lit et elle considérait sa sœur d'un regard légèrement moqueur. Mrs. Strang avait avec le Squire la ressemblance la plus curieuse. D'abord il était impossible à deux êtres humains d'être plus maigres que le Squire et sa fille aînée. Et puis, Mrs. Strang avait le nez de son père. Ses yeux bleus, très vifs, vous regardaient bien en face et d'ailleurs sans excès d'indulgence. Bien qu'elle n'eût que trente ans, ses cheveux, qui avaient été blonds, commençaient à blanchir. Quant à Mrs. Gaddesden, plus jeune, c'était une assez jolie femme à qui Paméla ressemblait.

— Ma chère Alice, se peut-il que tu croies aux médecins? Ne sais-tu pas que ce sont gens à qui on fait dire ce qu'on veut?

— Et pour toi, dès qu'on n'a pas ta santé, on est un malade imaginaire, répliqua Mrs. Gaddesden, en se laissant retomber sur ses oreillers avec un soupir de résignation. Tu pourrais

(1) *Copyright by* Mrs. Humphry Ward, 1918.
(2) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

tout de même tenir compte du travail excessivement pénible que j'ai accompli, tous ces derniers temps.

Mrs. Strang eut le froncement de sourcils des gens qui font un effort de mémoire pour fouiller dans leurs souvenirs.

— C'est vrai, fit-elle enfin, j'ai reçu dernièrement des imprimés où tu figurais entre une duchesse et une kyrielle de comtesses... Mais j'espère que ce n'est pas toi qui fais le travail.

— Il va sans dire que nous avons des secrétaires !

Mrs. Strang se mit à rire.

— En fait de secrétaire, que penses-tu de celle qu'on nous a présentée ici ?

A cette question Mrs. Gaddesden sortit comme par enchantement de sa torpeur. Elle se redressa parmi ses oreillers et, martelant les syllabes :

— Ma chère Margaret, entends-moi bien : c'est une personne à *surveiller !*

Mrs. Strang ouvrit des yeux démesurés.

— Que veux-tu dire ?

— Que pour des tas de choses tu m'es très supérieure, mais que pour ce qui touche à la vie pratique, j'y vois clair. N'as-tu pas remarqué, dit-elle en prenant des airs mystérieux, à quel point déjà père *dépend* d'elle ? Et il y a à peine six semaines qu'elle est ici ! Mais vois donc ! C'est elle qui dirige toute la maison ! Crois-moi, ma chère Margaret, on ne sait pas ce qui peut arriver avec une secrétaire comme celle-là !

— Je comprends ce que tu veux dire. Eh bien, quand ce serait... ? dit Mrs. Strang avec un calme qui déconcerta sa sœur.

— Oh, alors ! si tu es prête à voir une personne de cette espèce prendre la place de notre mère...

— Une personne de cette espèce ! Ma chère Alice, vraiment tu retardes ! Elisabeth Bremerton est une femme des plus distinguées, beaucoup plus cultivée que toi et moi, et c'est sur elle que je compte pour empêcher père de commettre certaines sottises ! Tu sais bien que toute cette histoire du parc est absurde ! Et pour nous quelle honte ! Quand on pense...

Mrs. Strang s'interrompit. Le regard de ses yeux bleus se fixa sur sa sœur ; mais ce n'était pas elle qu'il voyait. Il allait loin, bien plus loin, jusqu'à certaines de ces rues sordides, que Mrs. Strang connaissait bien, avec leurs misérables petites boutiques sur lesquelles des affiches étaient placardées : Plus

de beurre! Plus de lait! Et les pommes à dix sous pièce!

— Quand on pense! dit Alice.

La voix de sa sœur fit sortir Mrs. Strang de sa rêverie : maintenant elle voyait Alice Gaddesden telle qu'elle était devant elle, et le négligé très recherché et seyant de la jeune femme lui apparaissait.

— Oui, quand on pense que c'est le devoir de tous les cultivateurs, grands ou petits, de produire autant que possible et de se conformer aux instructions officielles! Non seulement père donne le plus mauvais exemple, mais il cherche une querelle ridicule aux Chicksands. Qu'est-ce que va faire Aubrey? Que deviendra cette pauvre Beryl?

— Aubrey arrive ce soir, dit Alice. Nous saurons de lui ses intentions. Je t'avouerai que pour moi, il me déconcerte. Depuis quelque temps, je ne comprends rien à ses façons d'être.

— Ni toi, ni personne... Je causais l'autre jour avec un de ses camarades. Il me disait qu'Aubrey est un excellent officier; même, le mois dernier, il a été félicité par le G. Q. G. Mais il a l'air de faire son métier machinalement. Au mess, on le considère comme un véritable rabat-joie. C'est bien étrange si on se rappelle ce qu'il était il y a cinq ans!

C'était aussi l'avis de Mrs. Gaddesden. Peut-être Aubrey souffrait-il encore des effets de sa blessure reçue en 1915?

— En tout cas, s'il est un homme d'honneur, il ne peut pas renoncer à Beryl, déclara Margaret avec énergie!

Le soir de ce même jour, un dog-cart s'arrêtait au Hall amenant le major Mannering. Paméla et Desmond se précipitèrent à sa rencontre, et l'entraînèrent dans « l'antre des jumeaux » où Desmond lui fit un résumé un peu décousu de la situation, Paméla approuvait et çà et là glissait une remarque.

Aubrey Mannering était un homme à la taille svelte, aux traits fins, le front barré d'une grande cicatrice. Une autre blessure lui avait fait perdre un doigt de la main gauche. Sur sa poitrine la M. C. (1) et la D. S. O. (2) gagnées à la deuxième bataille d'Ypres et sur la Somme. Tandis qu'en silence il écou-

(1) Military Cross (croix militaire).
(2) Ordre du service distingué.

tait bavarder les jumeaux, ses yeux allaient de l'un à l'autre et les enveloppaient d'un regard affectueux et pourtant étrangement lointain. Il songeait que Paméla était vraiment jolie, que Desmond était un très beau garçon... Puis, soudain, tandis qu'il regardait son frère cadet, une vision passait devant ses yeux. Vainement faisait-il un effort pour l'écarter : le fantôme revenait sans cesse. Paméla constatait avec inquiétude l'air distrait de son frère.

— Dis-nous donc, cher Aubrey, demanda-t-elle, ce que tu comptes faire...

Brusquement rappelé à la réalité, Aubrey posa la main sur les beaux cheveux de sa sœur.

— Tenir bon pour Beryl et laisser père agir comme il voudra.

— Hurra! s'écria Desmond! Et n'est-ce pas, si père s'avise de me laisser Mannering, tu ne doutes pas que je ne te le restitue le lendemain même?

— Je connais tes sentiments, et je te remercie. Par bonheur, père vivra encore une vingtaine d'années; et d'ici là qui sait s'il y aura encore une Angleterre, une loi anglaise, des propriétés anglaises à léguer?

Une stupeur se peignit sur le visage des jumeaux, Aubrey, voyant l'effet de ses paroles, rectifia :

— Je voulais simplement dire que, dans des temps comme ceux où nous vivons, il est imprudent de faire des projets vingt ans d'avance. Commençons par gagner la guerre : nous verrons après.

Lorsque Aubrey Mannering entra au salon, il y trouva tout le monde réuni, sauf son père et le pasteur qu'on attendait à dîner. Il fut tout de suite accaparé par ses sœurs mariées qui n'avaient que de rares occasions de le voir. Puis Paméla le présenta à une grande jeune fille, vêtue de bleu pâle qui n'était autre que Miss Bremerton. L'impression fut favorable, et, quand tous les convives furent arrivés, ce fut avec plaisir qu'il conduisit Élisabeth à table. Son père l'avait accueilli très froidement, en homme qui pressent qu'un conflit est imminent, et qui ne veut rien céder à l'adversaire. En fait, il n'était plus en bons termes avec son fils depuis le mois d'août 1914, époque à laquelle Aubrey avait résigné ses fonctions au *Foreign Office* et

sollicité un brevet d'officier dans la nouvelle armée. Quand la nouvelle en parvint au Squire, elle le trouva dans un état d'exaspération : il se voyait forcé de renoncer à un projet qu'il caressait depuis de longues années : aller visiter les îles grecques à l'automne ! Plus de fouilles en Grèce, désormais, ni en Asie Mineure ! Plus de *Wissenschaft* internationale ! Le 4 août 1914, tout un monde, le seul dont le Squire se souciât, s'était effondré. Ce jour-là, Mannering déversa un flot d'injures sur les politiciens maladroits qui avaient entraîné l'Angleterre dans la guerre. Pendant les mois qui suivirent le départ d'Aubrey, il fut nettement brouillé avec lui : cela soulagea un peu sa bile paternelle. Une réconciliation apparente eut lieu, l'année suivante, quand le jeune homme, blessé, revint en convalescence.

Pendant l'été de 1917, Aubrey avait passé trois jours de permission à Mannering, puis il était allé chez les Chicksands à Chetworth. A la fin de ce séjour, il annonça à son père ses fiançailles avec Beryl. Le Squire ne put faire à ce mariage une opposition ouverte, puisqu'il était encore en relations cordiales avec sir Henry, qui lui avait d'ailleurs rendu plus d'un service. Mais dans sa réponse, il eut soin d'observer une prudente défensive. Il déclara qu'il ne pouvait augmenter la pension d'Aubrey, — ces bandits du gouvernement y veillaient ! — et il conseilla aux jeunes gens d'attendre, pour se marier, la fin de la guerre, à moins toutefois que Beryl ne consentît à épouser un homme sans fortune. Sir Henry s'était alors rendu à Mannering, s'était expliqué sur ce qu'il se proposait de faire pour sa fille. Finalement, le Squire avait consenti, d'assez mauvaise grâce, que le mariage fût célébré au printemps. Chicksands connaissait trop bien son homme pour se froisser des procédés du Squire, et Beryl était trop heureuse pour s'en faire aucun souci.

— Depuis combien de temps êtes-vous à Mannering ? demanda Aubrey à Élisabeth quand tout le monde fut à table.

— Depuis six semaines environ. Mais il me semble qu'il y a bien plus longtemps que cela.

— Et, en quelques mots d'une modestie parfaite, elle exposa comment elle aidait le Squire dans ses travaux d'érudition. Aubrey l'écoutait avec attention. Tout en causant, il étendit la main vers un morceau de pain placé à sa gauche : quel ne fut

pas son étonnement de voir Miss Bremerton l'arrêter, écarter le morceau de pain !

— J'applique notre système de restrictions volontaires ! expliqua-t-elle, avec bonne humeur. Nous mettons du pain sur la table, parce que votre père estime que les restrictions sont inutiles. Mais c'est seulement pour le décor : personne n'y touche.

Le visage grave et pensif d'Aubrey s'éclaira d'un sourire.

— Voilà un système des plus ingénieux. Je constate d'ailleurs que vous êtes parfaitement obéie.

Jetant un coup d'œil sur la table, il avait observé qu'aucune des personnes présentes n'avait touché à son pain.

— Tout le mérite en revient à Paméla et à M. Desmond.

— Et mes sœurs mariées, qu'en pensent-elles?

Élisabeth eut un instant d'hésitation.

— Je crois que Mrs. Gaddesden a un peu peur de mourir de faim; Mrs. Strang, au contraire, nous trouve d'une prodigalité excessive!

La conversation continua sur ce ton de familiarité aisée. Aubrey était très amusé. En face d'eux, Desmond murmurait à l'oreille de Paméla :

— Regarde donc, Broomie. Elle a réussi à faire parler Aubrey !

C'était surtout Élisabeth qui parlait. Elle aurait tant voulu intéresser l'héritier de Mannering à l'exploitation rationnelle et méthodique d'une propriété qui passait dans tout le pays pour la plus mal dirigée et la plus négligée du comté! Cette incurie lui paraissait criminelle. L'Angleterre était aux prises avec un adversaire impitoyable. Elle ne pouvait être vaincue que par la famine, et la famine pouvait résulter de la paresse et du gaspillage de ses propres enfants!... Cette conviction donnait aux paroles de la jeune femme une réelle chaleur d'éloquence. Elle eut le tact de couvrir la responsabilité personnelle du Squire, et de tout mettre sur le compte du vieux régisseur. Mais Aubrey Mannering vit parfaitement où elle voulait en venir. C'était une réforme profonde qu'elle méditait d'opérer dans l'administration du domaine familial. Qu'elle le fît donc! Il n'y voyait rien à redire.

Élisabeth lui apparaissait comme un type très caractéristique de la femme moderne : riche culture intellectuelle et forte

éducation pratique. Il l'observait avec curiosité. Elle avait beau savoir du grec, il la soupçonnait de n'en être pas moins une excellente ménagère; et quand il sut qu'elle était d'origine hollandaise, il se la représente fort bien, dans un décor où luisaient des cuivres brillants, en train de laver les dalles du plancher...

Puis Aubrey se laissa aller aux souvenirs qu'évoquait en lui la scène qu'il avait sous les yeux. Il regardait la longue table au bout de laquelle se dressait la silhouette fantastique de son père, ayant d'un côté Alice Gaddesden, gracieuse et coquette dans sa toilette recherchée, et de l'autre, Margaret, très simple et tout en noir; Desmond et Paméla, assis l'un à côté de l'autre, bavardaient avec le pasteur. C'était bien la même pièce où s'étaient déroulées son enfance et sa jeunesse, avec les portraits de famille dont elle était garnie : celui de son arrière-grand'mère, tout en satin rouge, de grandeur naturelle, signé Gainsborough; deux ou trois portraits de Van Dyck représentant des Mannering du XVIIe siècle; et une belle tête signée Hogarth, à laquelle Paméla ressemblait étrangement. Les meubles étaient d'époques diverses, très usés et fort hétérogènes. Car les Mannering d'autrefois n'avaient pas grand sens artistique. Au surplus, les souvenirs que lui rappelait ce cadre familial n'avaient rien de fort agréable. Aubrey n'avait pas eu une enfance heureuse. Un père bizarre, avec lequel il ne s'était jamais entendu; une mère toujours malade, et dont l'image lui apparaissait comme irréelle ; ce n'était pas de quoi le faire beaucoup tenir au passé. Le Squire pouvait bien le déshériter, s'il le voulait : cela le laissait indifférent.

... Or, tandis qu'il restait silencieux à côté de la nouvelle secrétaire de son père, Aubrey eut l'impression que la table disparaissait. A la place, il revoyait les grandes plaines de Picardie, une ligne de peupliers, un bois lointain à la lisière duquel gisaient des morts et des mourants, — un surtout étendu le visage contre terre, un peu en avant des autres, — tout un paysage d'horreur, avec ses arbres tordus, dépouillés de leurs branches. Encore une fois la vision macabre venait l'assaillir!...

Alors, il songea à Beryl. Pauvre petite Beryl! N'était-ce pas une folie de lui avoir demandé d'être sa femme? Comment cela avait-il pu lui paraître tout naturel d'accepter l'affection de la jeune fille et de lui promettre la sienne?... Il venait de recevoir une

lettre très cordiale de Sir Henry, et quelques mots charmants, mais un peu apeurés, de Beryl. Si pourtant elle lui offrait de reprendre sa parole?... A cette pensée, Aubrey sentit bondir son cœur. Cette situation était vraiment intolérable : il n'était que temps d'y mettre un terme. Quant à son père, on verrait bien !

Après le dîner, le Squire et son fils aîné se retirèrent dans la bibliothèque. Au salon, les cœurs se serrèrent et ce fut avec une appréhension mal dissimulée qu'on attendit les événements. Élisabeth fit de son mieux pour animer la réunion, remplissant très simplement l'office de maîtresse de maison, cherchant un tabouret et un écran pour Mrs. Gaddesden, tenant l'écheveau de laine de Mrs. Strang, et préparant enfin le tric-trac, en vue du retour du Squire.

Mais le Squire ne reparut pas de la soirée. Quand Aubrey revint seul au salon, Paméla posa son tricot et lui jeta un regard d'interrogation, ainsi que ses sœurs aînées.

— Eh bien? lui demanda-t-elle à voix basse...

Aubrey évita de répondre, et alla d'un air distrait s'accouder à la cheminée ; Paméla remarqua sa pâleur inusitée. Un peu plus tard, elle lui demanda :

— Peux-tu me conduire à Chetworth demain matin, de bonne heure, dans le tonneau?

— Certainement.

— A dix heures et demie?

— C'est entendu.

L'heure venue de se séparer, au moment où Forest apporta les bougies, Margaret essaya d'obtenir quelques renseignements.

— Père a-t-il été raisonnable? demanda-t-elle à mi-voix à son frère.

— Certes, il l'a été... à son point de vue.

Et sur cette réponse évasive, ayant allumé les bougies de ses sœurs, il s'excusa, alléguant sa fatigue.

Quand la porte se fut refermée sur Aubrey, Forest s'approcha d'Élisabeth :

— Le Squire serait heureux, miss, si vous pouviez lui accorder quelques instants d'entretien. Il ne vous retiendra pas longtemps.

Ce fut à contre-cœur qu'Élisabeth se rendit à la bibliothèque. Elle la trouva plongée dans une obscurité presque complète,

à peine éclairée par une méchante petite lampe. Le Squire arpentait la pièce de long en large. Il s'arrêta brusquement en apercevant sa secrétaire, et, à brûle-pourpoint :

— Savez-vous par hasard, miss Bremerton, lui dit-il, où se trouve mon testament?

— Votre testament? répéta Élisabeth, qui ne s'attendait guère à une telle question. Je n'ai jamais vu votre testament, M. Mannering, et j'ignore absolument où il peut être.

— Pourtant, il doit être ici, répliqua le Squire impatienté. Je pensais que vous l'aviez peut-être aperçu pendant vos rangements de ces jours derniers. Je l'ai retiré de chez cette vieille canaille d'avoué. J'ai dû l'enfermer quelque part, et maintenant, je n'arrive pas à mettre la main dessus.

Et il se mit à ouvrir avec agitation l'un après l'autre plusieurs tiroirs remplis de pièces et de lettres qu'Élisabeth avait classées par ordre alphabétique.

— Il n'est dans aucun de ces tiroirs, s'écria Élisabeth. Je sais tout ce qu'ils contiennent. Vous l'avez peut-être laissé dans le bureau?

— Impossible, puisque je vous dis que je l'ai moi-même serré ici quelque part. J'aurais cru qu'à présent vous connaissiez tout ici aussi bien que moi.

Élisabeth ne répondit pas et se mit en devoir de chercher. Il y avait dans cette grande pièce bien des coins et recoins qu'elle n'avait pas encore explorés. Mais par où commencer? Elle promena un regard embarrassé autour d'elle et se dirigea vers certains tiroirs qu'elle n'avait pas encore rangés : le Squire l'arrêta d'un geste irrité.

— Non, là vous ne trouverez rien! Il y a une éternité qu'on n'a touché à cette partie de la pièce. Cherchez plutôt dans ces tiroirs-ci.

Elle obéit. Au lieu de l'aider, Mannering se remit à arpenter la bibliothèque, tout en se parlant à voix basse. Élisabeth se sentait gagnée à l'énervement du Squire. Après la longue journée de travail qu'elle avait fournie, allait-elle passer sa nuit à chercher une aiguille dans une meule de foin?

Elle fouilla trois tiroirs de fond en comble. Le Squire continuait à marcher de long en large, tout en grommelant. Chaque fois qu'il reparaissait dans le cercle de lumière projeté par la lampe, Élisabeth était frappé par la tension de son

visage et le courroux qui se lisait dans ses yeux. Elle l'entendit murmurer : « Évidemment, je puis en écrire un autre. Il y suffira d'une demi-feuille de papier. » Un soupçon commençait de se faire jour en elle. Pourquoi le Squire cherchait-il son testament? Que s'était-il passé entre lui et son fils, — ce fils dont les blessures attestaient la bravoure avec laquelle il s'était battu pour sa patrie? Elle se leva.

— Je ne trouverai rien. Permettez-moi, M. Mannering, de me retirer.

Il lui jeta un regard furieux, et, d'une voix sifflante :

— J'entends. Vous vous tenez à vos heures de travail. Vous ne voulez rien faire pour moi en dehors du temps convenu.

Élisabeth se sentit rougir. Pouvait-elle accepter d'être traitée ainsi par un homme qui ne lui paraissait pas jouir de toute sa raison ?

— J'ai conscience d'avoir rempli mes engagements, et au delà, M. Mannering. Si tel n'est pas votre avis, rien de plus simple que de rompre.

Immédiatement, le Squire changea de ton, et s'excusa. Il reconnaissait parfaitement les mérites de miss Bremerton : que deviendrait-il sans elle? Seulement, il venait d'avoir une scène fort pénible, et il était à bout de forces...

Élisabeth accepta sans mot dire les excuses du Squire, puis à nouveau elle demanda :

— Puis-je me retirer ?

Le Squire passa une main sur ses yeux.

— Il n'est pas très tard, à peine onze heures, dit-il, en montrant la vieille pendule de campagne. Attendez un peu, le temps que je griffonne quelques mots... Veuillez vous asseoir, prendre un livre, et m'accorder un quart d'heure, pas une minute de plus. Je n'ai besoin que de votre signature. Ne cherchons plus le testament. Je vais en écrire un autre : c'est l'affaire de dix minutes. Rendez-moi ce service.

Élisabeth s'assit avec résignation, tandis que le vieillard se dirigeait vers son bureau.

Le silence tomba entre eux, troublé seulement par le grincement de la plume sur le papier. Élisabeth faisait semblant de lire, mais l'inquiétude grandissait en elle. Qu'allait-on lui demander de signer? Elle ignorait la menace que le Squire avait lancée contre son fils aîné; mais elle avait deviné bien des

choses : on ne pouvait vivre plusieurs semaines dans l'intimité de M. Mannering sans deviner bien de choses.

Le Squire se leva enfin.

— Je vous serais très obligé de vous approcher, dit-il avec une certaine solennité. Il nous faut un second témoin. Forest nous en servira.

Élisabeth s'approcha : la lumière de la lampe faisait ressortir l'or de ses cheveux et le ton clair de sa robe. A l'arrière-plan, superbe, la *Nikê* se dressait dans l'ombre.

— Vous comprendrez, M. Mannering, que je veuille d'abord savoir ce que vous me demandez de signer.

— Ce n'est pas affaire aux témoins : ils n'ont qu'à signer : ce que je vous demande est une simple signature qui ne peut vous compromettre en aucune façon.

— Ce n'est pas mon avis, riposta Élisabeth en se redressant de toute sa hauteur. M. Mannering, je m'en voudrais de vous faciliter l'accomplissement d'un acte que vous auriez peut-être à regretter plus tard.

— Que voulez-vous dire?

Elle fit appel à tout son courage.

— Vous devez bien penser que je devine un peu de quoi il s'agit. Vous n'avez pas tenu vos affaires très secrètes. Je devine que vous êtes irrité contre votre fils, le major Mannering. Si cette pièce, que vous me demandez de signer, doit lui nuire en quelque façon... je refuse.

Et, d'un brusque mouvement, elle rejeta ses mains derrière son dos.

— Vous refusez?

— Je refuse de signer une pièce dont j'ignore le contenu.

— Rien ne s'oppose à ce que je vous le fasse connaître, puisque vous y tenez tant! dit-il d'un ton sarcastique. C'est un codicille, par lequel je révoque mon testament en faveur de mon fils aîné, pour laisser après moi tous mes biens à mon fils cadet, Desmond. Qu'avez-vous à voir là dedans? En quoi cela engage-t-il votre responsabilité?

Élisabeth était plus décidée que jamais.

— En ne signant pas, M. Mannering, je vous donne le temps de revenir sur une décision qui risque d'être souverainement injuste.

Le Squire se mit à rire.

— Et qui vous dit que ce n'est pas à Desmond que vous allez faire tort en refusant de signer?

— Desmond est incapable de consentir à supplanter son frère!

— Ma parole! vous semblez avoir acquis, en six semaines, une remarquable connaissance de ma famille...

— Oui, je connais un peu Desmond, — et la voix d'Élisabeth tremblait légèrement. C'est le garçon le plus charmant, le plus généreux qui soit. D'ici quelques mois, il doit partir pour le front... Tout à l'heure, il va vous faire ses adieux... Est-ce le moment de l'attrister? Et le laisserez-vous partir avec un souci qui pourrait...

— Poursuivez!

— Qui pourrait lui donner envie de ne jamais revenir? acheva-t-elle à voix basse.

Il y eut un silence. Puis le Squire jeta violemment la plume qu'Élisabeth avait refusé de prendre :

— Cela suffit, miss Bremerton. Je vous souhaite une bonne nuit.

Élisabeth ne se le fit pas dire deux fois. Elle prit congé et s'enfuit à travers la longue bibliothèque.

Le Squire resta un instant interdit : il respira longuement et murmura entre ses dents :

— Voilà une étrange volonté de femme!

Puis il prit le codicille, le glissa dans un tiroir de son bureau, et alluma une cigarette qu'il se mit à fumer en arpentant la pièce de long en large. Après quoi, il alla se coucher et dormit d'un profond sommeil.

Élisabeth, elle, ne dormit pas. A la tension de ses nerfs succéda une crise de larmes. Et nul esprit consolateur ne vint lui murmurer à l'oreille que, ce soir-là, elle avait gagné le premier *round* d'une âpre bataille. Au contraire, elle s'attendait à être congédiée dès le lendemain.

V

Il faisait une tiède journée d'octobre : une douce lumière voilée éclairait la façade à colonnades de Chetworth house. Beryl Chicksands allait et venait dans une allée dallée, abritée par une rangée d'ifs, d'où elle dominait l'avenue et une partie de

la route. Qu'adviendrait-il de la conversation qu'elle allait avoir avec Aubrey? Encore une fois, elle lui offrirait de renoncer à lui, et de rompre leurs fiançailles. A la première lettre si troublée qu'elle lui avait écrite pour le supplier de ne plus penser à elle et de ne songer qu'à son avenir personnel, elle avait reçu ces quelques mots de réponse :

« Beryl chérie,

« Il n'est rien arrivé qui puisse nous dégager de la promesse que nous avons échangée l'été dernier. Mon pauvre père semble avoir perdu un peu la raison depuis la guerre. Peu m'importe qu'il accomplisse sa menace! Je regretterai seulement d'avoir alors si peu à vous offrir! Votre père m'a écrit dans les termes les plus aimables, et votre chère petite lettre vous ressemble. A bientôt, nous causerons.

« Je suis et serai toujours votre tout dévoué,

« AUBREY. »

Cette lettre était suivie d'un mot charmant de Desmond.

« Mon père a tout à fait perdu la tête. Soyez sans crainte, ma chère Beryl : s'il essaie de me léguer cette drôle de vieille bicoque, au lieu de la laisser à Aubrey, je n'y toucherai pas avec des pincettes. Ayez tous deux un peu de patience, et tout finira bien.

« J'ai donné à mon père mon avis au sujet du parc et de la ferme; mais avec moi, il ne me fait pas l'honneur de se fâcher; il tourne les choses en plaisanterie, car il me traite toujours en enfant.

« Je regrette de ne pouvoir venir mardi avec Aubrey, mais j'ai encore quelques visites d'adieu à faire. J'attends avec bien de l'impatience l'arrivée d'Arthur. Quelle malchance d'avoir encore reçu cette balle, lui qui a déjà été si éprouvé!

« *P.-S.* — Vous ne sauriez croire quelle jeune femme supérieure père a dénichée comme secrétaire! Paméla a beau dire : C'est une personne vraiment très remarquable. »

Beryl, pour ce qui était d'elle, ne tenait pas à Mannering. Sa fortune personnelle lui permettrait amplement de suffire aux besoins d'un jeune ménage. Mais jusqu'à quel point Aubrey était-il détaché du nom et de la vieille maison? Et ne les regretterait-il pas, si son père mettait à exécution sa menace de le

déshériter? Elle ne savait. Une fois de plus, elle se rendit douloureusement compte combien elle connaissait peu son fiancé. Elle l'aimait profondément, et tout son être frémissait encore au souvenir du premier baiser qu'il en avait reçu. A son départ pour la France, elle lui avait dit adieu avec une angoisse secrète que seule sa mère avait devinée. Gravement blessé près de Festubert, en mai 1915, Aubrey était revenu en convalescence pour deux mois. Mais un grand changement s'était fait en lui : on eût dit qu'il était devenu étranger à son entourage. Chaque fois que Beryl essayait de retrouver l'intimité de leurs causeries d'autrefois, la voix expirait sur ses lèvres. Il y avait chez son ancien compagnon de jeux, quelque chose qui lui échappait, qui la tenait à distance, elle aussi, elle comme les autres. Aubrey était toujours aimable et affectueux; même il faisait effort pour montrer de la bonne humeur. Mais, quand il ne s'observait pas, son visage prenait une expression distraite, et comme hantée, les yeux ouverts sur le vide, le regard fixe, le front soucieux. Autrefois, le plus grand charme d'Aubrey avait été son sourire. Maintenant, ce clair sourire des yeux et des lèvres, qui ravissait Beryl et qu'elle aurait voulu avoir pour elle toute seule, n'apparaissait plus que rarement.

Puis Aubrey retourna en France, où il fit toute la bataille de la Somme sans recevoir une égratignure. Il revint à Noël, pour une courte permission, décoré du D. S. O. Tout le monde, sauf son père, l'accueillit comme un héros. Il fit plusieurs visites à Chetworth, où, visiblement, il se plaisait plus que partout ailleurs. Toutefois, il n'avait pas cessé d'être une énigme pour Beryl. Il ne parlait des choses de la guerre, et avec une nuance de pessimisme, que lorsqu'il y était contraint. Si d'aventure quelqu'un, devant lui, s'avisait de prédire la victoire facile et la fin prochaine de la guerre, cela le mettait hors de lui.

Six mois plus tard, après la prise de la crête de Messine, à laquelle il prit part, Aubrey reparut de nouveau. Ne pouvant, en l'absence de Paméla et de Desmond, supporter son père dont il réprouvait l'attitude, il émigra à Chetworth, où il fut constamment en tête-à-tête avec Beryl. Il ne lui parla pas d'amour, mais elle se rendit bientôt compte de la place qu'elle prenait dans son cœur, et qu'elle lui manquait lorsqu'elle était absente, et que les yeux d'Aubrey la cherchaient et s'éclairaient à son retour. Quant à Sir Henry et à son fils, ils avaient une profonde

affection pour Aubrey : cela leur semblait tout indiqué, que Beryl épousât son voisin de campagne et son ami d'enfance.

Ce fut alors, qu'un jour d'intime causerie, au fond d'un bois de bouleaux, un regard plus tendre dans les yeux de la jeune fille, une note douce et tremblante dans sa voix tranquille, éveillèrent chez Aubrey une émotion qu'il ne sut réprimer. Il se tourna vers elle, le visage empreint d'une ardente supplication, et lui prit les mains :

— Beryl, chère Beryl...

L'éclat dont rayonnèrent les yeux de Beryl, la pâleur soudaine de son visage lui répondirent. Il l'étreignit doucement, et, d'une voix changée, qui remua la jeune fille jusqu'au fond d'elle-même :

— Ai-je bien droit à tant de bonheur? Et moi, saurai-je vous rendre heureuse, chère, chère petite Beryl?...

Elle leva instinctivement son visage vers lui, toute frissonnante sous l'ardeur de son baiser. Et ils se remirent à marcher la main dans la main. Mais déjà, il semblait qu'un nuage eût passé sur ce premier moment de félicité : pourquoi chez Aubrey cette inquiétude, cet air de préoccupation, comme s'il s'en voulait de son propre bonheur?

Des lettres qu'il écrivit ensuite à sa fiancée se dégageait cette même impression singulière. Beryl se désolait : tantôt elle craignait de ne pouvoir le comprendre, tantôt elle se demandait si la vie du jeune homme ne cachait pas quelque secret, et au même instant, elle se reprochait ce sentiment de défiance. Elle en venait à croire qu'elle ferait mieux de lui rendre sa liberté. L'attitude du Squire ne fournissait-elle pas l'occasion cherchée? Partagée entre des sentiments contradictoires, elle était très malheureuse...

Un tonneau attelé d'un poney remontait l'avenue. Beryl reconnut Aubrey et Paméla et leur fit un signe de la main. Ils disparurent à un tournant... Maintenant, un jeune homme s'avançait vers elle, les mains tendues. S'étant assuré que personne ne pouvait le voir, il l'embrassa. Beryl n'eut pas la force de se dérober à cette caresse.

— Nous avons rencontré votre père à la porte; Arthur a emmené Paméla : c'est gentil à eux, n'est-ce pas? Comme cela, je vous ai toute à moi. Chère Beryl, je suis heureux, bien heureux de vous revoir et plus jolie que jamais.

Et presque aussitôt, sans transition.

— J'ai à vous apprendre une nouvelle que vous ne devineriez jamais.

Ils s'étaient arrêtés sous un groupe de beaux tilleuls au feuillage jauni. Beryl considéra avec surprise l'animation inusitée qui se reflétait sur les traits de son fiancé.

— Savez-vous ce qu'a fait miss Bremerton? Elle a refusé de signer un codicille au testament de mon père, par lequel celui-ci me déshéritait. Elle m'a appris cela ce matin. Si vous l'aviez entendue, si simple, si digne! En vérité, il est impossible de n'être pas touché d'une telle délicatesse de conduite!

Les yeux de Mannering brillaient. D'instinct, Beryl eut un mouvement de jalousie : cela la contrariait de penser que miss Bremerton fût ainsi mêlée à leurs affaires personnelles.

Quand il eut fini de raconter l'entretien pénible qu'il avait eu la veille avec son père et la scène du codicille, Aubrey conclut :

— Et maintenant que vous savez tout, chère Beryl, avez-vous réfléchi à ma dernière lettre, et qu'avez-vous à me dire?

Il lui désigna un siège et s'assit à ses côtés. Son animation était tombée, et sur son visage se lisait de nouveau cette expression de lassitude que Beryl connaissait trop bien, et où elle discernait l'obstacle invisible qui était entre eux.

— J'ai beaucoup réfléchi, dit-elle avec gravité.

Et, levant vers lui ses yeux gris frangés de cils noirs, de beaux yeux timides et d'une honnêteté passionnée, elle acheva brusquement :

— Aubrey, il vous faut renoncer à moi!

Il lui prit les mains, et les porta à ses lèvres.

— Est-ce bien vous, Beryl, qui me donnez un tel conseil?

Elle reprit, d'une voix qui tremblait légèrement :

— Je crains, Aubrey, de ne pouvoir vous rendre heureux. C'est pour vous une grave détermination, de renoncer à Mannering : cela vous fera peut-être beaucoup plus de peine que vous ne croyez...

Et, le regardant bien en face :

— Une peine que peut-être n'arriverai-je pas à compenser...

Une brusque rougeur monta au visage d'Aubrey, comme si, dans son for intérieur, il se sentait un peu coupable.

— Beryl, reprit-il aussitôt, je ne tiens pas du tout à Mannering, et s'il faut vous perdre pour l'avoir...

Beryl reprit résolument :

— Laissez-moi tout vous dire. J'ai besoin de vous confier aujourd'hui tout ce que je ressens. J'ai si souvent l'impression de ne pas vous comprendre! Il me semble parfois que vous me cachez certaines de vos pensées. Vous êtes triste et vous ne me faites pas partager votre tristesse. C'est cela qui me fait mal, affreusement mal.

Aubrey se tut un instant. Puis, d'une voix, comme en un rêve :

— Si vous saviez, Beryl, ce que nous autres soldats, nous avons vu! Si vous saviez!

Un spasme aigu contracta les traits altérés d'Aubrey, trahissant une indicible angoisse. Beryl le regardait avec une pitié infinie. Si jamais l'amour passionné, absolu, rayonna sur un visage de jeune fille, ce fut sur celui de Beryl à cet instant. Son teint de rose sauvage rougissait et pâlissait tour à tour; ses yeux étaient pleins de larmes. Elle avait loyalement fait cette tentative de rendre à Aubrey sa liberté; mais tout en elle protestait contre la violence qu'elle s'était imposée. Aubrey le comprit : profondément touché, il l'attira à lui, et la pressa contre son cœur.

— Ces choses que j'ai vues, la souffrance affreuse, la mort, tout cela, à de certains moments, assiège mon esprit, me hante et m'obsède. C'est une vision dont jusqu'ici je n'ai pu me libérer. Du moins, ne la laisserai-je jamais s'interposer entre vous et moi. Et peut-être, qui sait? un jour, vous m'apporterez l'aide qu'il me faut pour échapper à mes souvenirs.

Elle s'attachait à lui, ne comprenant qu'en partie ce qu'il voulait dire, mais fascinée par sa voix profonde, heureuse dans le tiède abri de ses bras. Il se pencha sur elle et l'embrassa avec une ardeur de passion que jamais encore il ne lui avait témoignée.

— Rien ne saurait me détacher de vous. Vous le voyez, ajouta-il en souriant, ce n'est pas si facile que vous l'aviez cru, de se débarrasser de moi!... Donc, vous m'acceptez *avec ma pauvreté!* Je tâcherai que vous n'ayez pas trop à en souffrir; mais comment vous en dire ma gratitude?

Pendant ce temps, Paméla était en compagnie d'Arthur Chicksands. Et, s'il faut le dire, ce qu'elle éprouvait auprès de lui, c'était le plus grand dépit que la vie lui eût encore apporté.

Après ces deux années de séparation, avec quelle ardeur, avec quelle émotion secrète elle avait songé à cette rencontre! Et maintenant, voici qu'Arthur et elle se parlaient presque comme des étrangers! Elle en ressentait une violente douleur.

— Savez-vous, lui disait Arthur, ce que vous devriez faire? Vous autres, à l'arrière, vous pouvez contribuer autant que nous au succès final. Vous devriez vous entendre avec la secrétaire de votre père. D'après ce que j'en apprends, c'est une personne douée, à un rare degré, de ce don d'organisation dont certaines femmes ont donné des exemples admirables au cours de la guerre...

— Je n'ai pas la moindre chance d'accomplir quoi que ce soit d'admirable! interrompit Paméla, sans dissimuler une sourde irritation.

— Occupez-vous de culture! Vous verrez. Pourquoi ne pas essayer, avec miss Bremerton, de faire valoir vos domaines?

— Père ne me le permettrait jamais! Vous ne vous doutez pas de ce qu'est devenue la vie à Mannering. C'est au point que je songe quelquefois à m'enfuir.

Il eut un léger haussement d'épaules : blessée qu'il la prît si peu au sérieux, Paméla insista.

— Vous verrez, je ferai quelque coup de tête.

— A votre place, je ne ferais rien du tout! dit-il sans se laisser impressionner. Ou plutôt, ce que vous avez de mieux à faire, c'est de devenir l'amie de miss Bremerton, et de l'aider.

— Il faudrait pour cela, avoir pour elle un peu de sympathie...

Il sentit qu'elle était sur le point d'éclater. Il en eût été désolé, car il la trouvait vraiment bien belle avec la flamme que la colère allumait dans ses yeux splendides.

— C'est dommage, dit-il doucement, parce que, voyez-vous, et pardonnez-moi de vous le dire, vous ne serez pas trop de deux pour empêcher votre père d'aller en prison. Le gouvernement est décidé à agir; il y est obligé. Nous, les combattants, nous sommes copieusement bombardés, gazés, déchiquetés : c'est la moindre des choses que les civils fassent, eux aussi, leur devoir.

Il se mit à rire.

— Mais ce n'est pas à moi de vous exciter contre votre père. Loin de moi une pareille intention!

Paméla mourait d'envie de l'interroger sur sa blessure, sur mille détails de sa vie. Elle n'osa pas. Cette rencontre qui, de loin, lui était apparue sous les couleurs les plus romanesques, lui était une amère déception. Et ce fut avec une sorte de soulagement qu'elle vit son frère et Beryl s'avancer vers eux.

VI

Pendant que ces choses se passaient, Élisabeth Bremerton était assise pensivement aux flancs d'une colline, à mi-chemin entre Mannering et Chetworth.

Elle songeait aux bizarres contradictions qu'offrait le caractère du Squire. Comment cet homme qui, le matin même, lui avait fait une des conférences les plus brillantes qu'elle eût entendues de sa vie, et dont l'esprit était si ingénieux, si vif et si orné, pouvait-il, dès qu'il s'agissait de questions pratiques, ou que le patriotisme était en jeu, s'abaisser à des puérilités d'entêtement égoïste que condamnait le bon sens le plus élémentaire? Il avait provisoirement renoncé à signer le fameux codicille; mais il persistait à résister aux prescriptions et assignations du Comité départemental, et il avait fait fermer les grilles de son parc.

Une conversation qu'elle avait, bien malgré elle, surprise, le matin même, entre Mrs. Gaddesden et Mrs. Strang, lui revenait en mémoire. « Ma chère Margaret, disait Alice Gaddesden, rien n'est moins douteux : pour peu qu'elle s'en donne la peine, elle sera bientôt maîtresse de céans. L'influence qu'elle prend sur père augmente chaque jour. Ce n'est pas, je présume, pour s'occuper des fermes et tenir les comptes qu'elle a été engagée; mais elle empiète continuellement. Elle finira par tenir père sous son entière dépendance. Qu'arrivera-t-il alors? D'autant que je le soupçonne depuis longtemps de songer à se remarier. Il lui faut quelqu'un pour s'occuper de Paméla et lui permettre de s'adonner librement à ses manies. En épousant miss Bremerton, il s'assurera pour toujours l'aide d'une secrétaire helléniste. » De sa voix forte, qui s'enrouait un peu, Mrs. Stang interrompit : « Tu peux être sûre, Alice, que miss Bremerton n'est pas une femme qu'on épouse malgré elle. — Passé la trentaine, répliqua sa sœur, toute femme souhaite un *home* et un mari. » Et les voix s'étaient éloignées.

Confuse et rougissante, Élisabeth avait, sur-le-champ, fait mille réflexions qui lui revenaient maintenant à l'esprit : « C'est vrai, se disait-elle, que si j'avais envie d'épouser ce vieux fou, — un fou, d'ailleurs fort intéressant, — je crois que j'y parviendrais. Mais le jeu ne vaut pas la chandelle. Mener une banale existence de femme, à la manière des femmes d'hier, cela ne me tente pas du tout. Ce qui me passionne, c'est la vie active, l'activité pour le pays. C'est ce qui rend si intéressante l'existence des hommes. Je veux que cela remplisse aussi la mienne ; je n'ai que faire de me marier.

Elle en était là de ses réflexions, quand elle aperçut sur la route un tonneau conduit par une jeune fille auprès de qui était assis un officier en kaki. A quelques pas, marchait un autre couple. Élisabeth reconnut Paméla et devina quels étaient les autres. Une pensée malicieuse traversa son esprit et mit dans ses yeux une lueur d'ironie. Que les craintes de Mrs. Gaddesden vinssent à se réaliser, aussitôt tous ces jeunes gens deviendraient ses parents, leurs vies seraient mêlées à la sienne. Cette idée la fit sourire. Puis, comme le bruit des roues approchait, elle se leva et se dirigea vers les promeneurs.

Les jeunes gens ne tardèrent pas à apercevoir Élisabeth.

— Voilà donc cette savante personne! murmura Arthur à l'oreille de Paméla. Elle ne me paraît pas si mal : la taille est élégante, les cheveux sont beaux.

Et, le monocle à l'œil, il détaillait celle dont maintenant ils étaient tout près.

On attacha le poney, on s'assit sur l'herbe. La colline de Holme Wood était un point de vue célèbre, et la paix ensoleillée de l'atmosphère invitait au repos. Vers l'Est s'étendaient à perte de vue les lentes ondulations d'une plaine crayeuse, dont le sol pâle ou pourpré apparaissait à travers les chaumes retournés, et dont la monotonie n'était rompue que par un vaste bois de chênes et de hêtres, qui montait au flanc de la colline. Dans cette forêt historique, on avait coupé du bois pour la construction des navires de l'Armada : plus d'un *Cavalier* fugitif s'y était réfugié pendant les guerres civiles.

— Qui donc prétend qu'il y a la guerre? s'écria Arthur Chicksands, en se laissant choir voluptueusement sur un lit de feuilles mortes, en face d'Élisabeth... Au fait, miss Bre-

merton, si je ne me trompe, nous avons tous deux appartenu à la même Université?

Élisabeth répondit affirmativement.

— Croyez-vous que les Universités aient vraiment du bon, et qu'il y en aura encore après la guerre?

— Il ne subsistera que celles qui plairont au *Labour Party*, interrompit Aubrey Mannering.

— Je ne redoute pas le *Labour Party:* il est, en somme, composé de braves gens. Plus vite ils réussiront à former un gouvernement, mieux cela vaudra. Ils auront à faire leur apprentissage, comme nous tous.... Mais j'aimerais savoir si miss Bremerton estime qu'Oxford avait la moindre utilité avant la guerre, et surtout s'il en aura une après? En ce moment, les collèges sont remplis de cadets et de blessés. Si vous en aviez le pouvoir, miss Bremerton, feriez-vous revivre le vieil Oxford d'autrefois?

Alors entre Élisabeth et Arthur Chicksands s'engagea un dialogue très animé : ils évoquèrent leurs souvenirs de la grande Université, les conférences, les jeux, le jour de commémoration. En manière de conclusion, l'officier déclara que le séjour d'Élisabeth à Oxford avait été beaucoup plus agréable que le sien, et qu'il regrettait bien de ne pas avoir été une étudiante.

Une brève mention du front, à propos d'une pièce de vers grecs qui avait valu un prix à Élisabeth, mit subitement un terme à l'entretien. Ce simple mot, *le front*, réveilla chez tous le souvenir de la guerre et la pensée de leur destinée personnelle. Desmond partait le soir même pour le camp. D'ici quelques mois, il serait artilleur au front. En regardant le maigre visage soucieux d'Aubrey, Beryl souhaita qu'il pût conserver son poste à Aldershot. Élisabeth songeait à son frère, qui était là-bas, en Mésopotamie.

Assise un peu à l'écart, à l'ombre épaisse d'un grand hêtre aux branches tombantes qui se dressait derrière les jeunes gens, Paméla se sentait profondément malheureuse. Elle éprouvait une jalousie cuisante à l'égard d'Élisabeth qui, par son charme, sa culture, sa présence d'esprit, dominait visiblement leur petit cercle. Comme Arthur s'entendait bien avec miss Bremerton! Et comme elle-même, par comparaison, devait lui paraître sotte et sans tact! Au souvenir de leur conversation,

Paméla se sentit rougir de honte. Elle avait si peu d'occasions de le voir, et, quand une occasion s'était présentée, voilà qu'elle l'avait gaspillée! Elle eut, un instant, l'impression de haïr Élisabeth. Pourquoi son père la leur avait-il imposée? La vie était déjà assez difficile auparavant! Et Paméla se mit à songer passionnément à la menace qu'elle avait faite à Arthur. Ce n'avait été qu'une parole « en l'air. » Mais pourquoi ne l'exécuterait-elle pas? Pourquoi ne prendrait-elle pas la fuite? Aujourd'hui, toute jeune fille forte et saine peut trouver du travail et gagner sa vie. Et peut-être, qui sait? lorsqu'elle serait indépendante, et qu'elle aurait prouvé qu'elle n'était plus une enfant, peut-être Arthur s'intéresserait-il davantage à elle.

— Quels sont vos pronostics? demandait Élisabeth à Arthur Chicksands. Sera-ce fini l'été prochain?

— Qu'est-ce qui sera fini? La guerre? Sûrement non! L'année prochaine sera la période la plus dure, surtout pour vous autres, civils! Mais, si nous tenons bon, nous sauverons le monde, et nous nous sauverons nous-mêmes! Sinon...

Ainsi, songeait Paméla, dans trois semaines, Arthur serait de retour au front, et, d'ici là, elle ne le reverrait sans doute pas, puisque ainsi en avait décidé son père. Peut-être le voyait-elle aujourd'hui pour la dernière fois. Il partirait sans lui donner une seule pensée. Pourquoi ne lui avait-il pas demandé de lui écrire? Beaucoup de jeunes gens correspondaient ainsi avec des jeunes filles qu'ils connaissaient à peine.

A ce moment, Paméla saisit un geste furtif de Beryl : elle vit la petite main dégantée de son amie se glisser dans celle d'Aubrey Mannering, qui était assis à ses côtés sur l'herbe. Celui-ci referma sa main sur celle de la jeune fille et se retourna à demi pour lui sourire en silence. Paméla se sentit toute remuée : c'était son rêve qui venait de prendre forme devant elle.

Ce fut Élisabeth qui donna le signal du départ. Elle se releva d'un mouvement léger et résolu, et tous les autres l'imitèrent. Arthur et Beryl accompagnèrent leurs amis encore un bout de chemin. Arthur marchait auprès d'Élisabeth, discutant avec animation. Beryl le rappela d'un ton catégorique, et les jeunes gens se séparèrent pour se dire adieu.

Paméla se tenait un peu à l'écart : Arthur alla vers elle :

— Si vous vouliez me faire plaisir, Paméla, lui dit-il, vous m'écririez quelquefois. Je voudrais bien avoir de vos nouvelles à tous.

L'avait-il devinée? Elle sentit le rouge lui monter au visage. Pourtant :

— Je n'aurai pas grands détails à vous donner, dit-elle en se raidissant.

— Je suis bien sûr du contraire. Au reste, écrivez-moi ce que vous voudrez. Au front, les lettres sont si bonnes à recevoir!

Il l'enveloppait d'un regard amical et scrutateur tout ensemble; elle l'avait un peu intrigué, il cherchait à la comprendre.

— Je ferai ce que vous désirez, répondit-elle. Et elle s'en voulut de la froideur de son accent.

Mais, comme il prenait congé d'Élisabeth, elle l'entendit qui disait :

— N'oubliez pas! Vous m'avez promis un récit de la bataille de la charrue! Mais je crains que vous n'ayez guère le temps de le mettre en ïambes!

Ainsi donc, il avait également demandé à miss Bremerton de lui écrire! Paméla se jura de ne jamais lui envoyer un mot. Était-il convenable que la secrétaire de son père se moquât du Squire avec un étranger? Elle se mit à marcher à pas pressés devant Aubrey et Élisabeth qui suivaient dans le tonneau. Le jour mourait vers l'Occident : une lumière pâle baignait sa silhouette souple et dorait ses cheveux châtains. Des essaims de moucherons s'élevaient au-dessus des haies couleur de pourpre : on eût dit que tout le paysage flottait dans une atmosphère radieuse, où les arbres apparaissaient transfigurés.

Tout à coup, elle se souvint de Desmond, qui devait rentrer entre cinq et six heures. Elle serait en retard! Peut-être aurait-il besoin d'elle pour mille petits détails : c'était sa dernière soirée! Elle fut assaillie de remords. Comme ils étaient arrivés aux grilles du parc, elle fit un geste de la main à ses compagnons, en lançant le nom de Desmond. Puis elle se mit à courir, et disparut.

Élisabeth et Aubrey ne tardèrent pas à la rejoindre. Ils trouvèrent la maison toute pleine d'animation pour le départ de Desmond. Paméla et Forest s'agitaient autour de lui. Et lui-

même, montait et descendait dix fois les escaliers en sifflant et chantant à tue-tête les dernières chansons du camp. Il plaisantait Forest, et considérait d'un regard malicieux les innombrables objets en tricot auxquels ses sœurs mariées mettaient les derniers points.

— Dis donc, Pam, me vois-tu avec des mitaines? disait-il en riant, et secouant ses mains vigoureuses... Quant au chandail d'Alice, je cuirais là dedans!... Mais où est donc père? Il avait promis d'être de retour à cinq heures. Et il faut que je parte à huit.

— Le train a du retard. Il sera ici dans quelques instants. Au moins, avec tes plaisanteries, ne va pas froisser Alice!

— Sois sans crainte !

Quelques instants plus tard, en passant devant la porte entr'ouverte du salon, Paméla l'entendit qui remerciait chaleureusement ses sœurs aînées. Il tomba sur elle, en sortant, les bras pleins de cache-nez, de mitaines, et du fameux chandail qu'Alice Gaddesden avait mis un an à tricoter.

— Tiens! emballe-les où tu pourras, Pam, dit-il. Je les emporterai toujours à Londres.

Et, les lui ayant remis, il descendit en courant le couloir de la bibliothèque, à la recherche d'Élisabeth.

— Miss Bremerton, je viens vous emprunter un ou deux livres.

— Quel genre de livres ?

— Choisissez !

— Pas de romans, ni de livres de guerre... Mais auriez-vous par hasard une Anthologie grecque, dans un format qui ne prendrait pas trop de place?

Elle lui tendit une petite édition qu'il se mit à feuilleter. Quand il eut trouvé le passage qu'il cherchait :

— Voulez-vous, demanda-t-il timidement, me traduire ce passage? Il y a quelques mots qui m'échappent.

Élisabeth se mit à traduire, la gorge un peu serrée :

— « *Sur les Spartiates aux Thermopyles.* Celui qui changea les sentiers de la terre...

— Celui-là, c'est Xerxès, bien entendu, interrompit Desmond.

— « Celui qui changea les sentiers de la terre et de la mer, celui qui vogua sur le continent et qui marcha sur les flots, celui-

là ne fut refoulé que par la valeur spartiate, trois cents lances eurent raison de lui. Honte à vous, mers et montagnes! »

— Que cela est beau! Quelle simplicité et que de grandeur!

Puis, cornant la page et glissant le livre dans sa poche, Desmond ajouta en baissant un peu la voix :

— Cinq de mes camarades qui étaient en sixième avec moi l'année dernière à cette époque, sont déjà tués. Cela vous donne à réfléchir, n'est-ce pas?

Mais son père arrivait. Il le salua de la main, et sa jeune silhouette se détacha contre la Niké, éclairée par la lampe d'Élisabeth.

— Eh bien! père, comme tu as été longtemps! Je croyais que tu avais oublié que je partais ce soir.

— C'est la faute du train. Voilà les voyages de maintenant! Aussi, j'ai attrapé le chef de gare!

— Et il a répondu que, nous autres, civils, devions laisser passer les trains de munitions!

— Oui, quelque chose dans ce goût-là! Mais je ne l'ai pas même écouté.

Le Squire se laissa tomber dans un fauteuil. Desmond s'accouda à la table, tandis qu'Élisabeth, rangeant son travail, se levait discrètement et disparaissait.

— Combien de temps as-tu devant toi? demanda le Squire brusquement.

— Quelques instants seulement. Aubrey et moi, nous allons souper avant de partir. Forest viendra me prévenir.

— Tout est-il prêt? As-tu besoin d'argent?

— Je n'aurai besoin de rien d'ici un siècle! Je vais acheter des bons de l'Emprunt de guerre avec mon prêt.

Il rit joyeusement. Puis, tout à coup, son visage s'assombrit.

— Écoute, père... J'ai terriblement envie de te dire deux mots... Cela t'ennuiera?

— Oh! si tu t'es mis en tête de les dire, tu les diras quand même.

Le Squire était assis, recroquevillé sur lui-même, l'air vieux et las, ses épais cheveux blancs retombant en désordre sur ses yeux. Desmond se campa devant lui, comme s'il s'apprêtait à franchir le parapet des tranchées.

— Eh bien! voilà, père. Je voudrais te voir renoncer à cette discussion au sujet du parc.

Le Squire se redressa d'un geste d'impatience.

— Cette affaire-là ne te regarde pas, Desmond. Pourquoi en parler?

— Mais si! cela me regarde, répliqua le jeune homme avec énergie. On en parlera dans les journaux; et, au mess, tous les camarades me blagueront. C'est très désagréable pour moi!

Le Squire se mit à rire.

— Tu ferais mieux d'en prendre ton parti, Desmond. J'ai mon rôle à jouer, comme tu as le tien. Tu te bats, parce qu'on t'y oblige...

— Mais non! s'écria le jeune homme avec emportement. Je me bats parce que...

L'émotion l'empêcha d'achever.

— Au reste, tu feras comme tu voudras, père, car je vois que tu es bien décidé, et qu'il est inutile d'insister. Mais si tu crois que cela ne me fera rien de te savoir coffré, tu te trompes...

Il partit sur ces mots : le Squire le regarda tristement s'éloigner... Pendant l'heure qui précéda son départ, Desmond fut accaparé par ses sœurs et les domestiques qui ne croyaient jamais faire assez pour lui. Il supporta ces effusions avec bonne grâce, et, au dernier moment, il n'oublia pas d'aller dire adieu au vieux jardinier, ancien garde-chasse, avec lequel autrefois il avait souvent chassé au furet dans le parc. Mais ce dernier entretien avec son père le laissait mécontent et meurtri.

Avec Aubrey, au moment du départ, le Squire, par sa manière d'être, ne laissa rien percer dans son attitude du désaccord qui les séparait. Mais, dans le train qui les conduisait à Londres, Aubrey raconta à son frère toute l'histoire des dernières vingt-quatre heures, sur ce ton de détachement un peu sec qui lui était habituel.

— Bravo, Broomie! s'écria Desmond avec enthousiasme, en apprenant l'incident du codicille.

Après le départ des jeunes gens, le Hall retrouva sa tranquillité coutumière. Paméla, les yeux très rouges, se retira dans la salle d'études, Alice Gaddesden s'endormit au salon, Mrs. Strang se mit à écrire des lettres urgentes à un bureau de placement dont elle n'obtenait plus de réponse. Le Squire s'était enfermé dans la bibliothèque. Quant à Élisabeth, elle se retira de bonne heure dans sa chambre. Elle rouvrit le « journal » qu'elle tenait soigneusement chaque soir; puis elle écrivit à sa

mère. Il était près d'une heure du matin, quand elle eut fini.

Il faisait une belle nuit. Avant de se déshabiller, elle éteignit sa lumière et ouvrit la fenêtre. Dehors, la pleine lune brillait, et les hiboux s'appelaient par-dessus la masse sombre du parc. Tout à coup elle perçut un bruit de pas lointains. Elle s'éloigna aussitôt de la fenêtre; mais elle vit un homme qui marchait lentement dans l'avenue de tilleuls qui séparait la roseraie du parc. Elle n'apercevait sa silhouette que par intervalles : mais elle ne pouvait s'y méprendre : c'était le Squire.

Elle tira ses rideaux, ferma sa fenêtre et se coucha. Et elle se mit à songer aux événements de la journée, aux moyens d'empêcher la prochaine escapade du Squire, cela surtout à cause de Desmond. Peu à peu, le sommeil la gagnait; mais le bruit de pas n'avait pas cessé de retentir à ses oreilles.

A quoi pouvait bien rêver le Squire?

VII

Deux semaines s'écoulèrent.

Le Squire allait examiner l'état des préparatifs qu'il avait faits pour la bataille qui devait se livrer le lendemain aux grilles du parc. Jusqu'ici, tous ses efforts pour entraver l'action du Comité départemental avaient été vains. Comme il se refusait à faire labourer les cinquante ares de son parc choisis par le Comité, et que la saison s'avançait, on lui avait annoncé l'arrivée d'une charrue à vapeur envoyée pour exécuter le travail tel jour, avec tant d'hommes : on aurait soin de ne pas causer plus de dégâts qu'il n'était nécessaire, etc.

La crise approchait : à l'idée de la lutte à soutenir, le Squire se sentait mûr pour les actes héroïques...

Il traversa son domaine à pied, stimulé par le froid vif et sec, faisant tournoyer sa badine. On eût dit Don Quichotte, prêt à foncer sur tout moulin qui se trouverait sur son chemin. L'état du pays, l'état de ses propres affaires, tout cela l'avait monté à un degré d'exaspération extraordinaire : on pouvait s'attendre à tout !

On le menaçait de la prison. Et pourquoi n'irait-il pas en prison ? Il se sentait très bien de force à supporter cette épreuve. Un homme doit savoir souffrir pour ses opinions. Et

puis cela ne passerait pas inaperçu, cela attirerait l'attention du public : or, il était inadmissible que de telles atteintes fussent portées à la liberté et aux droits séculaires des citoyens anglais sans qu'une protestation s'élevât. C'était la vocation du martyre qui naissait en lui. Il lutterait jusqu'au bout. Si l'on était vaincu, du moins on succomberait avec honneur... Et puis, on ne lui refuserait pas d'emporter un *Homère* de poche en prison.

Le *Times* du matin rapportait un cas survenu dans le Nord ; un propriétaire avait été puni d'une amende de cent livres pour avoir, sous prétexte de ne pas détruire le gibier, laissé un fermage inexploité. Et miss Bremerton lui avait fait entrevoir le même sort, à cause de Holme Wood. En voilà une, cette miss Bremerton, qui avait besoin d'une leçon ! une créature disputeuse qu'un homme aurait plaisir à dominer ! Mais ce n'était guère facile : elle échappait à votre poigne, et vous rendait des points d'une façon tout à fait imprévue. On aurait cru, n'est-ce pas ? qu'après l'histoire du codicille, elle aurait fait preuve de quelque docilité. Eh bien ! pas du tout ! Elle avait au contraire pris plus d'aplomb encore. Le Squire d'ailleurs dut s'avouer que c'était un peu sa faute : c'était tout ce qu'il méritait, pour avoir ainsi transformé une simple jeune fille, qui avait accepté d'être son secrétaire, en régisseur, comptable et conseiller légal.

Force lui était aussi de reconnaître qu'elle n'avait encore jamais négligé le côté essentiel de ses fonctions. Il compara, en pensée, sa bibliothèque et ses collections, telles qu'elles étaient maintenant, avec ce qu'elles étaient deux mois auparavant. Aujourd'hui, il savait où trouver chaque livre, ses collections étaient mises en valeur. Le goût de miss Bremerton, son ordre, son activité étaient incontestables. Et puis, elle allait et venait d'un pas léger, avec ce joli sourire qui errait sans cesse sur ses lèvres ! Oui, certes, il avait eu beaucoup de chance de la trouver ! Néanmoins, il n'allait pas se laisser entièrement gouverner par elle. N'avait-elle pas essayé, le matin même, de le dissuader de résister au Comité départemental ? Inutilement d'ailleurs. Il s'était rebiffé, car il y a une limite à tout ! Il s'était montré très raide, à peine poli. Elle le respecterait, quand elle verrait ce qu'il était prêt à braver. Que si on l'envoyait en prison, ce lui serait une sécurité de savoir qu'elle pourrait continuer à établir le catalogue et à faire tout marcher.

Le Squire était dans un état tout à fait anormal. L'air vif, les parfums de l'automne, le froissement des feuilles mortes qui criaient sous ses pas, la blancheur de la gelée dans les ornières, tout cela contribuait à le griser. Il était sur le point de jouer un grand rôle, lui, le savant et le reclus! Bientôt, l'Angleterre entière aurait les yeux fixés sur lui. Déjà, en imagination, il goûtait à la nourriture de la prison et la trouvait fort supportable...

A cet instant, il aperçut Dodge et Perley, les deux gardes du parc. Cet homme qui se tenait auprès d'eux, c'était, à n'en pas douter, Gregson, le fermier que le Comité voulait expulser. Ils restaient là, bras croisés, un grand rouleau de fils de fer barbelés et des pieux à terre, à leurs pieds.

— Holà! Dodge!

En entendant la voix du maître, Dodge et Perley gardèrent un silence gêné, tandis que le Squire s'approchait d'eux.

— Bonjour, mes braves, leur dit le Squire. Où en êtes-vous de votre travail?

Dodge releva la tête.

— Nous avons consolidé la grille avec du fil de fer, Squire, ainsi que le cadenas. Et puis, nous en avons placé sur le haut du mur. Et puis...

Le vieillard s'arrêta.

— Et les pieux? Je pensais les trouver tout posés!

Dodge regarda Perley. Alors, celui-ci, un grand garçon maigre et osseux, connu jadis pour ses exploits de chasse, ôta son chapeau et s'essuya le front avant de répondre d'une voix fluette qui contrastait avec l'ensemble de sa personne.

— Mieux vaut vous dire la vérité, Squire : cette besogne ne nous plaît guère. Nous avons peur de nous faire pincer pour désobéissance à la loi.

— Vous avez peur! s'écria le Squire, furieux. Alors, vous refusez de défendre vos droits?

Perley coula un regard oblique vers son patron.

— Permettez, Monsieur Mannering, il ne s'agit pas de nos droits. Nous n'avons rien à voir là dedans!

— Détrompez-vous. Vos droits et les miens sont solidaires. Si cet abominable gouvernement me piétine aujourd'hui, il vous piétinera demain à votre tour.

— C'est possible, Squire, dit Perley tranquillement. Mais ni

Dodge ni moi n'avons envie de les défendre, ces droits. Vous nous avez pris à votre service pour garder votre gibier. Cette affaire-ci sort de nos attributions. Le comité est plus fort que nous : il prendra les grilles d'assaut, quand il voudra, et cela fera un joli grabuge. Ma femme meurt de peur : elle ne veut pas rester ici. Non, non, Squire, — et Perley secoua la tête énergiquement, tandis que Dodge l'imitait de point en point, — nous ne sommes pas des hommes de combat.

— Inutile de le dire ! s'écria le Squire exaspéré. Il n'y a qu'à vous voir ! Alors, vous refusez de barricader ces grilles ?

— Nous refusons, Squire, déclara Perley.

— Nous refusons, affirma Dodge à son tour.

Pendant ce colloque, Gregson était demeuré un peu à l'écart. Les vêtements en désordre, l'œil allumé, comme à son habitude, il s'avança :

— Moi, Monsieur Mannering, je suis à vos ordres. Que ces gaillards m'aident seulement à porter ça jusqu'aux grilles, puisqu'ils ont si peur pour leur peau !

Tous trois chargèrent les pieux sur leurs épaules. Le Squire les accompagna. En passant devant la maison du garde, il dut se frayer un chemin à travers un pêle-mêle de meubles, et de malles, qui encombraient la route. Sur le seuil, la femme du vieux Perley présidait au déménagement.

— Ce soir même, Monsieur Mannering, nous partons chez ma sœur, à Wood End. Il paraît que les soldats vont venir ; même qu'ils amèneront un tank ! Perley et moi, nous ne voulons pas être mêlés à tout cela !

— Allez-vous-en, si bon vous semble : je vous préviens que je ne vous reprendrai pas, clama le Squire hors de lui.

— Comme vous voudrez, monsieur Mannering. De l'ouvrage, au jour d'aujourd'hui, on en trouve plus qu'on n'en peut prendre...

Cependant le Squire, aidé de Gregson, s'était mis en devoir de barricader la grille à grand renfort de fer barbelés. Après quoi, il tira de sa poche une affiche imprimée en gros caractères, et l'apposa bien en vue. Elle portait à la connaissance des passants que désormais toute personne pénétrant par la grille de Mannering Park, commettrait une effraction tombant sous le coup de la loi.

Maintenant, le Squire se demandait ce qu'allait penser

de tout cela l'opiniâtre Élisabeth. Le hasard voulut qu'avant de la revoir, il apprit de la bouche du recteur tout un chapitre de sa biographie.

— Je tiens mes renseignements, disait cet homme bien informé, d'une amie de ma femme qui a rencontré l'an dernier miss Bremerton et sa mère à Richmond, où on les tient en grande estime. C'est tout un roman. Depuis la mort du père, déjà vieille de dix ans, c'est Élisabeth qui est le vrai chef de famille. Or, il y a quelque deux ans, un officier de la Yeomanry sut trouver le chemin de son cœur. Ils se fiancèrent....

— Qu'est-ce que vous me chantez là? interrompit le Squire avec une vivacité singulière.

— Ils semblaient tout à fait d'accord. L'officier, gentil garçon et de bonne mine, partit pour l'Égypte avec son régiment : ils devaient se marier à sa première permission. Mais bientôt ses lettres devinrent embarrassées, puis se firent plus rares, enfin cessèrent tout à fait. D'abord miss Bremerton le crut malade, s'inquiéta, s'informa. La lettre d'un camarade lui fournit l'explication de ce silence. Son fiancé, victime d'un chantage, avait été contraint d'épouser la fille d'un vieux bandit de marchand grec. L'attitude de miss Bremerton fut d'une dignité parfaite. Mais le chagrin joint à un excès de travail avait ébranlé sa santé. Elle alla passer deux mois dans le Dorset, auprès d'un de ses oncles, pour se rétablir. Sur ces entrefaites, elle apprit que vous aviez besoin d'un secrétaire... N'est-ce pas là une romanesque et touchante histoire?

— Je n'en vois pas bien l'intérêt, grogna le Squire, pour ne rien laisser paraître du trouble qui s'était emparé de lui. Qu'est-ce que nous y pouvons? Nous n'allons tout de même pas faire divorcer l'officier de la Yeomanry!

« Décidément Mannering est devenu intolérable, se disait en s'en allant le recteur. Et je plains cette miss Bremerton de vivre auprès de lui. » De son côté, le Squire était en proie à mille réflexions. L'aventure que le recteur venait de lui conter le chagrinait. L'idée qu'il se formait de sa secrétaire se trouvait fâcheusement dérangée. Il s'était imaginé qu'Élisabeth était une de ces femmes modernes, vouées au célibat, et qui ne s'intéressent qu'aux choses de l'esprit. Et il découvrait qu'elle avait un cœur! Une déception amoureuse était allée jusqu'à compromettre sa santé! Elle n'était donc pas exempte des faiblesses

humaines! C'était là une constatation bien ennuyeuse!

Il rentra très énervé. Il était deux heures : le déjeuner devait être terminé. En passant devant les fenêtres de la bibliothèque, il vit Élisabeth penchée sur son bureau. Cela lui déplut qu'elle se fût remise au travail aussitôt après le repas. Elle allait se fatiguer, au risque de tomber de nouveau malade. Son égoïsme s'en alarmait. Il revoyait leurs bonnes journées de travail. Évidemment, il avait parfois été impatienté par sa hantise des choses de la guerre. Apprenait-elle une mauvaise nouvelle, Caporetto ou la défection russe, elle en restait tremblante pour plusieurs jours. Malgré tout, c'est grâce à Élisabeth que son livre commençait à prendre forme. Et elle était toujours si modeste, si désireuse d'apprendre, si docile!

Docile?... Non pas. Il se rappelait comme elle lui avait tenu tête dans cette affaire de codicille! Il la voyait encore, debout, les mains croisées derrière le dos, le défiant! Et ce matin même, avec quelle vivacité elle lui avait exprimé sa façon de penser au sujet des grilles! Eh bien! maintenant, il allait lui dire que c'était chose faite. Il se faufila par une petite porte, pour ne pas se laisser voir, et se fit servir à déjeuner par Forest. Puis il s'attarda dans le hall à fumer. C'était absurde, ridicule, mais il dut se l'avouer : il avait peur! Une troisième cigarette lui rendit un peu de courage. Il se dirigea lentement vers la bibliothèque, et là, allant droit à Élisabeth, il lui jeta d'un air de bravade :

— Apprenez-le, miss Bremerton, les grilles de Mannering Park sont barricadées.

MRS HUMPHRY WARD.

Traduit de l'anglais par MARC LOGÉ.

(La troisième partie au prochain numéro.)

L'AVÈNEMENT D'ALEXANDRE III

ET SES PREMIERS RAPPORTS AVEC LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

1881-1886

NOTES ET SOUVENIRS

I

Alexandre II avait péri assassiné le 13 mars 1881 (1). Le même jour, dans le désarroi fait de stupeur et d'indignation, qui suivit ce trépas foudroyant, son fils, le grand-duc héritier, prenait possession de la couronne sous le nom d'Alexandre III. Devenu tsarewitch en 1865, après la mort prématurée de son frère aîné dont, l'année suivante, il avait épousé la fiancée, la princesse Dagmar, fille cadette de Christian IX, roi de Danemark, le nouvel empereur était âgé de trente-six ans. Dans le peuple, on admirait sa haute taille qui rappelait celle de son aïeul Nicolas Ier et sa force herculéenne dont parfois il ne lui déplaisait pas de donner des preuves; mais dans la partie pensante de la nation, on attachait plus de prix à ses qualités morales; sa bienveillance envers les humbles, son caractère pacifique, sa droiture et jusqu'à sa timidité révélatrice de sa modestie. Avant qu'il ne régnât, on se plaisait à saluer en lui le continuateur de la politique libérale vers laquelle on voyait s'orienter de plus en plus l'empereur régnant. Il s'y était toujours associé et on ne doutait pas qu'en montant sur le trône, il y persévérerait.

(1) Comme dans mes précédentes études sur les Romanoff, j'ai donné d'après le calendrier grégorien les dates évoquées dans ce récit.

Il n'apparaît pas qu'entre le père et le fils le même accord existât en ce qui touchait la politique extérieure du gouvernement impérial, telle qu'en dépit de difficultés incessantes n'avait cessé de la pratiquer Alexandre II. Celui-ci avait toujours eu à cœur de cultiver l'amitié traditionnelle de la Russie pour la Prusse, cimentée par l'alliance matrimoniale qui, jadis, dans la personne de Nicolas Ier, avait uni les Romanoff aux Hohenzollern. Les circonstances ne sont pas rares, — tel par exemple le dénouement de la guerre de 1871, — où cette affection de la cour d'Alexandre II pour celle de Guillaume Ier s'était manifestée avec éclat. Elle avait même survécu aux déceptions infligées à la Russie au Congrès de Berlin par la coalition de l'Allemagne, de l'Autriche et de l'Angleterre. Les relations entre les gouvernements s'étaient refroidies; entre les familles souveraines, elles s'étaient maintenues aussi chaleureuses et aussi cordiales que par le passé.

En serait-il de même sous le règne d'Alexandre III? Quand il n'était encore que grand-duc héritier, on aimait à en douter dans les milieux où l'on souhaitait que la Russie se libérât des influences allemandes. Gendre d'un souverain spolié par la Prusse, passionnément attaché à la princesse danoise dont il était l'époux, il ne pouvait éprouver pour l'Allemagne les mêmes sentiments que son père et bien que sa mère appartînt à la maison de Hesse-Darmstadt, c'est bien plus à celle de Danemark qu'allaient ses sympathies et ses préférences. Quoique tenu à beaucoup de discrétion et de réserve, son peu de goût pour les Allemands se trahissait à l'occasion dans ses paroles et comme malgré lui, surtout lorsqu'il constatait la présence d'un trop grand nombre d'entre eux dans le fonctionnarisme et dans l'armée de son pays.

Un jour où on lui présentait les officiers d'un régiment russe, — il n'était encore que tsarewitch, — on l'avait vu s'impatienter de n'entendre prononcer pendant ce défilé que des noms de consonance tudesque et lorsqu'un nom de consonance russe avait frappé son oreille, il s'était écrié en poussant un soupir de soulagement : « Enfin! »

C'est en se rappelant des traits de ce genre et l'approbation qu'il donnait aux réformes préparées par son père que dans son entourage intime, seul confident de ses vues personnelles, on était convaincu qu'une fois empereur, et tant au point de

vue extérieur qu'au point de vue intérieur, il resterait fidèle aux opinions qu'il professait alors qu'il n'était encore que prince héritier. On prédisait qu'il marcherait résolument dans la voie libérale où s'était engagé Alexandre II et que, pour se mouvoir sur le terrain international, il s'inspirerait moins que ne l'avait fait ce souverain du désir de ne pas porter atteinte aux relations familiales qui existaient entre lui et Guillaume Ier.

Il n'est pas téméraire de supposer que si Alexandre II fut, comme on dit, mort de sa bonne mort, les espérances que les amis de la Russie fondaient sur les intentions attribuées à son successeur se seraient réalisées. Mais le forfait abominable dont il avait été la victime, les complots et les assassinats qui avaient précédé celui-ci et qui attestaient l'audace et les progrès du nihilisme n'étaient pas de nature à encourager les velléités libérales naissantes d'un souverain jeune, inexpérimenté, prompt à se laisser intimider par les attentats dirigés contre sa dynastie, et qui, dans cet instant tragique où le sang-froid, l'énergie, l'esprit de résolution, lui eussent été si nécessaires, semblait déconcerté et ne songer qu'à mettre sa femme, ses enfants et lui-même à l'abri de nouveaux crimes. Maintenant, on n'espérait plus guère qu'il réaliserait ce qu'on avait attendu de lui. Mais que ferait-il? C'est la question qui jaillissait de toutes les lèvres. On racontait qu'aussitôt après cet assassinat, il avait enjoint au ministre de l'Intérieur Loris Melikoff de se conformer aux dernières instructions de l'Empereur défunt, ce qui prouverait que son premier mouvement avait été en faveur des réformes. Le maintien des ministres de son père qu'il savait convaincus de la nécessité pour le gouvernement impérial de marcher résolument dans cette voie fut d'abord considéré comme une preuve de son accord avec eux.

Mais elle est singulièrement fragile cette preuve, si l'on veut admettre que les résolutions qu'il était tenu de prendre ne pouvaient être prises qu'après de mûres réflexions auxquelles les circonstances ne lui permettaient pas de se livrer avec suite. Les obsèques d'Alexandre II se préparaient. D'Allemagne, d'Angleterre, d'Autriche, cours alliées, et d'ailleurs encore, arrivaient pour y assister des princes et des délégués. En vérité, il est assez difficile de préciser ce que voulut le jeune empereur durant ces journées émouvantes, au cours desquelles le cérémonial de

cour tint une si grande place. Elles prirent fin au commencement d'avril et, le 8 de ce mois, on apprenait que la famille impériale s'était retirée dans son ermitage de Gatchina, où l'Empereur demeurait inaccessible, sauf pour ses conseillers et pour les grands-ducs, avec lesquels il discutait sur sa conduite future, tandis que les assassins comparaissaient devant les tribunaux, étaient condamnés et subissaient leur châtiment. La situation telle que la présentent les documents est alors singulièrement troublée. Elle révèleles hésitations de l'Empereur, littéralement tiraillé entre les vues divergentes des personnages qu'il consulte.

Pour comprendre ces hésitations, il faut remonter dans le passé jusqu'au jour où, en 1866, la mort de son frère Nicolas l'a fait héritier de la couronne. Jusque-là, il s'était montré dépourvu de toute ambition si ce n'est celle de faire le bien là où l'avait placé la Providence. Depuis, sans plier sous la lourde charge tombée à l'improviste sur ses épaules, il s'est appliqué à se mettre en état de régner, mais avec la conviction que son père, qu'il vénérait, vivrait encore de longs jours et que l'heure était lointaine où lui-même hériterait du pouvoir. Il a donc été pris au dépourvu par le drame terrible qui l'a constitué chef de la dynastie et obligé à des décisions définitives. Qu'elles soient lentes et contradictoires, que ce qu'il a décidé la veille soit oublié ou démenti le lendemain, ce n'est pas pour nous surprendre si nous nous rappelons les témoignages d'irrésolution qu'il a donnés au cours de son règne. N'autorisent-ils pas à définir comme suit sa mentalité ? A la base, une conscience impeccable dont les élans se manifestent dans ses paroles comme dans ses actes, mais une inconcevable lenteur à se décider dans un sens ou dans un autre, à moins qu'il n'agisse par impulsion à la suite de tel ou tel événement par lequel il s'est laissé entraîner.

Ici, l'événement décisif c'est la mort de l'Empereur. Ame simple et sans détours, il voit dans l'attentat auquel son père a succombé un danger permanent pour sa maison. Comment le conjurera-t-il? Est-ce en redoublant de rigueur dans l'exercice du gouvernement? Est-ce en essayant d'instituer un régime de liberté et de tolérance? Lorsque cette double question se pose dans son esprit et qu'il cherche à y répondre, c'est toujours vers le passé qu'il se tourne pour y puiser ses inspirations. Or,

qu'y voit-il dans ce passé? Son arrière-grand-père Alexandre Ier a doté la Pologne d'une constitution libérale, et ce bienfait n'a pas empêché la Pologne de se soulever contre son libérateur. Son père, Alexandre II, a voulu engager l'Empire dans une voie libérale, et cet essai ne l'a pas protégé contres les assassins. Si ces tentatives sont restées vaines, à quoi bon les renouveler? Telle est la question que se pose Alexandre pendant sa reclusion volontaire à Gatchina, tandis que, dans les classes cultivées, on se demande anxieusement comment il résoudra ce problème.

Durant cette période d'attente dont les amis de la dynastie souhaitaient ardemment la fin, le général Chanzy, ambassadeur de France, écrivait à son gouvernement le 23 avril : « Un désordre complet dans les idées, un effarement général depuis l'événement du 13 mars, le parti révolutionnaire relevant la tête, malgré les châtiments des coupables, manifestant son existence et ses projets par des menaces, des proclamations, de nouvelles tentatives heureusement déjouées jusqu'ici, un grand procès sur lequel l'attention semble portée, mal dirigé, critiqué par tout le monde, ayant créé un piédestal aux assassins, n'ayant rien découvert, et dans lequel le ministère public embarrassé arrive à nier l'organisation du parti qui tient le pays sous la terreur et ses relations avec les foyers du socialisme international, l'Empereur, obligé de vivre enfermé à Gatchina pendant qu'on s'assure que les palais impériaux ne sont pas minés, cherchant des hommes parmi tous ceux que l'opinion désigne un jour pour les abandonner le lendemain, accueillant avec reconnaissance les sympathies qu'on lui prodigue à Berlin, enfin le parti allemand agissant pour avoir la prépondérance, tout cela au milieu des ardeurs inconscientes d'une presse qui n'est pas l'organe de l'opinion publique et au milieu des aspirations libérales mal définies de tous les mécontents dans ce grand pays où, avec plus ou moins de raison, chacun prétend avoir à se plaindre de l'arbitraire forcé d'une administration incomplète, vicieuse sur bien des points et dont la responsabilité remonte au souverain. »

Presque à la même date, l'ambassadeur rend compte d'un entretien qu'il a eu avec Lord Dufferin, son collègue d'Angleterre. Dufferin, dont les opinions font autorité, lui a exprimé, quant aux périls dont la dynastie impériale est menacée, des craintes analogues aux siennes. Le diplomate britannique trace

le la situation de la Russie le tableau le plus sombre. Selon lui, de nouvelles catastrophes sont inévitables, peut-être même prochaines, et il ne voit pas de remède au mal.

« Cette situation est singulièrement attristante pour ceux qui aiment la Russie et voudraient sa prospérité. L'état des choses à la cour et dans le gouvernement n'est pas fait pour calmer leurs inquiétudes. Alexandre est honnête, mais faible, timoré, accessible aux influences et aux volontés plus fermes que la sienne...

« L'entourage est composé de corrompus cyniques, de courtisans abaissés, d'ambitieux sans scrupules et d'instruments dociles, au milieu desquels émergent des person- nalités plus saillantes en lutte pour le pouvoir. Le public se demande quels seront parmi ces hommes ceux dont la faveur du maître fera les chefs du gouvernement. Le parti des aventures, de la guerre du panslavisme aura-t-il gain de cause avec Ignatieff?

« Reste l'armée, la ressource suprême si elle est fidèle. A-t-elle été préservée du poison nihiliste? Généraux et officiers sont mécontents. Quant au soldat, le spectacle des vols, des concussions, des actes coupables de ses chefs les plus élevés ne l'a-t-il pas préparé à la propagande des apôtres de désordre?

« On le dit mécontent de la séquestration volontaire de l'Empereur. Le souverain absolu, le chef suprême de l'armée, le représentant de la force a besoin, pour garder son prestige, de se montrer souvent aux soldats, comme le faisaient ses pères. Depuis son avènement, Alexandre n'a pas passé une revue; on ne l'a pas vu à cheval dans l'attitude guerrière d'un monarque militaire; il se cache dans ses palais. »

Lord Dufferin n'était pas le seul qui envisageât l'avenir sous des couleurs de tempête et d'orage; le prince Hermann de Saxe-Weimar, venu à Saint-Pétersbourg comme envoyé du Wurtemberg pour assister aux obsèques d'Alexandre II, tenait un langage aussi pessimiste. Il avait été logé au Palais d'Hiver et, bien placé pour tout voir, il avait été frappé du désarroi, de l'absence de résolution et de vues réfléchies qui régnait à la cour.

« Pas d'énergie, pas de volonté, et autour de l'Empereur aucun homme assez sage, assez éminent pour imposer sa supériorité et faire agir. Des catastrophes sont prochaines; on ne fera rien, on ne saura rien faire pour les conjurer. »

Même jugement porté à la même date par le kronprinz Frédéric, rentré à Berlin après avoir assisté aux obsèques impériales. Il gémissait sur l'incorrigible frivolité de la haute société russe et du monde gouvernemental.

En comparant ces appréciations qui pourraient être multipliées aux événements plus ou moins tragiques qui se sont produits depuis, on est amené à conclure que ces prophètes ne se trompaient que sur la date des catastrophes qu'ils prédisaient; elles se sont réalisées, mais plus tard qu'ils ne l'avaient prévu. Du reste, à l'heure où ils les annoncent, la situation varie à tout instant et se présente sous les formes les plus contradictoires. Tantôt, comme au lendemain du crime, elle semble sans remède; c'est le moment où le procès intenté aux assassins révèle leur cynisme et toute l'étendue de leur criminelle audace. L'un d'eux avoue qu'il a été tellement impressionné par le meurtre accompli sous ses yeux que, plaçant sous son bras la bombe dont il devait se servir si les premières étaient restées sans effet, il a aidé à transporter l'Empereur mourant dans son traîneau. Tantôt ce sont des députations de paysans qui arrivent de tous côtés dans la capitale pour protester de leur dévouement à la dynastie, ce qui permet d'espérer que peu à peu le sentiment public aura raison des menées anarchistes. D'abord, on avait voulu interdire ces manifestations; mais on a dû céder aux vœux des manifestants à qui, malheureusement, on n'accorde pas la faveur de voir l'Empereur, qu'ils sollicitent avec instance et sans succès. L'Empereur était toujours enfermé à Gatchina, d'où l'on attendait impatiemment la parole qui devait décider du sort de la Russie. C'est seulement le 11 mai qu'Alexandre III lançait la proclamation révélatrice de sa volonté.

« Dans notre profonde affection, disait-il, la voix de Dieu nous ordonne d'assumer courageusement la tâche de régner, d'espérer en la Providence divine, d'avoir foi dans la force et la vérité de l'autocratie que nous sommes appelé à affermir et à défendre pour le bien du peuple contre toute tentative dirigée contre elle. »

Ce manifeste causa dans les milieux dévoués à la dynastie la plus douloureuse surprise comme s'ils eussent compris que le régime réactionnaire ne profiterait qu'aux hommes de désordre et assurerait à leurs entreprises un théâtre plus vaste en

grossissant le nombre des mécontents. Les conséquences de l'événement ne se firent pas attendre. Le 11 mai, le général Loris Melikoff, ses collègues : Abaza, le général Mitouline, le baron Nicolaï, abandonnaient le pouvoir, ne voulant pas se faire les complices d'une politique qu'ils considéraient comme fatale. Le général Ignatieff, qu'on savait favorable à celle qui triomphait, était appelé au ministère de l'Intérieur et sa nomination achevait de la rendre impopulaire. Vainement, dans une circulaire adressée aux gouverneurs des provinces, il s'efforçait d'atténuer par des artifices de langage ce que le rescrit impérial avait de trop rigoureux, il ne parvenait pas à dissimuler la pensée maîtresse dont l'Empereur s'était inspiré :

« Il n'y a, disait ce ministre, qu'un autocrate fort du dévouement et de l'affection sans bornes de millions de sujets qui puisse entreprendre et mener à bonne fin une tâche aussi lourde que celle qui consiste à extirper le mal dont souffre le pays. »

Ce langage ne trouvait d'approbateurs que dans les feuilles de Moscou rédigées par Katkoff et Absakoff, organes du parti vieux-russe, auxquels dans la ville où ils résidaient, la ville sainte, le mysticisme patriotique tenait lieu de tout. En fait, l'anéantissement des expériences antérieures replongeait la Russie dans un désarroi fait de découragement et de colère.

Mais cette crise d'inquiétude n'était pas destinée à se prolonger. Les jours qui vont suivre se ressentiront de la tranquillité à laquelle les mesures prises par Ignatieff pour protéger des méfaits du nihilisme le parti du repos ont ramené le pays. Peu à peu le nihilisme sera décimé par les condamnations et châtiments infligés aux conspirateurs, et à ce point réduit à l'impuissance par des rigueurs policières qu'il cessera peu à peu de donner signe de vie, comme si, après avoir prodigué ses criminels efforts sous le règne d'Alexandre II, il était incapable de les continuer longtemps sous celui d'Alexandre III. Ce règne s'écoulera dans un calme relatif mais trompeur, hélas! puisque, dans les ténèbres où elle a été rejetée, la révolution, loin de renoncer à ses espérances, s'occupera avec autant de persévérance que de lenteur à changer de forme et à se préparer la victoire. Les révolutionnaires garderont d'abord le silence et affecteront de laisser croire qu'ils sont vaincus, alors qu'ils ne se considèrent que comme momentanément désarmés et leur

inactivité répandra dans l'empire l'illusion d'un calme retrouvé. A travers ces circonstances, il apparaîtra que l'autorité impériale a eu raison des périls qui la menaçaient, qu'elle est en possession de la confiance nationale et l'Empereur aura le droit de se féliciter d'avoir résisté aux conseillers qui voulaient le faire renoncer au régime autocratique et de se dire que c'est à ce régime que sa dynastie doit son salut. Mais, ce n'est pas du jour au lendemain que ces résultats seront acquis et que les sujets d'Alexandre III se résigneront à voir indéfiniment ajournée la réalisation de leurs espérances.

Le principal obstacle à leur résignation vient de l'affectation que met l'Empereur à prolonger son séjour à Gatchina. On avait espéré qu'après la proclamation du rescrit impérial maintenant le régime autocratique, il aurait à cœur de rentrer dans sa capitale. Il n'en fut rien. On eût dit qu'il redoutait de prendre contact avec son peuple, et celui-ci ne dissimulait pas son mécontentement. « Saint-Pétersbourg sans la cour est une ville morte, disait-on. L'absence de la famille impériale constitue un dommage pour le commerce, pour les industries de luxe, pour les grands restaurants et les lieux de plaisir. Tout le monde se plaint. » Mais l'Empereur restait insensible à ces plaintes ou semblait ne pas les entendre. C'est à peine s'il se laissait entrevoir hors de sa retraite. On signalait comme des événements exceptionnels les rares apparitions auxquelles il se prêtait, — telle sa présence le 22 août aux grandes manœuvres de Krasnoïé-Selo, la première fois de son avènement où il se montrait à cheval. L'Impératrice à cheval comme lui ne l'avait pas quitté et avait défilé avec leurs enfants sur le front des troupes. Le général Chanzy, qui assistait à ces manœuvres porte un jugement plutôt favorable sur l'armée qui a manœuvré devant lui.

« Les soldats sont exercés, vigoureux, résistants; les officiers capables sans être brillants, pénétrés du sentiment du devoir, les généraux sont sûrs d'être obéis. »

On doit conclure de ces propos, s'ils expriment la vérité comme on doit le supposer, qu'à l'époque où ils étaient tenus par un homme dont on ne saurait contester l'expérience et la compétence en matière militaire, l'esprit révolutionnaire n'avait pas contaminé l'armée russe ni porté atteinte à sa discipline.

Quatre jours après ces exercices, l'Empereur se déplaçait de

nouveau, mais cette fois pour un plus long voyage. L'année précédente, Guillaume Ier s'était rendu sur la frontière russe, près de Varsovie, afin de saluer Alexandre II. C'est cette visite qu'Alexandre III allait lui rendre à Dantzig où l'armée allemande procédait, en présence de l'Empereur, aux grandes manœuvres d'automne. La démarche du Tsar n'avait pas d'autre but et l'entrevue rapide des deux souverains conserva le caractère purement familial qu'ils avaient tenu à lui donner, ainsi que le prouvait l'absence de leurs chanceliers. Mais, à peine de retour, Alexandre écrivait à François-Joseph : « J'ai été très heureux de revoir l'empereur Guillaume, notre vénérable ami auquel nous unissent des liens communs de cordiale affection. » Le choix de ce confident, la manière dont il lui parle du vieux souverain qu'il vient de quitter et l'accent de la lettre dans laquelle il se félicite de l'avoir revu, tout démontre qu'il avait fait litière de ses ressentiments contre l'Allemagne et contre l'Autriche et qu'à cette heure, il considérait comme une condition de salut la reconstitution de l'union des trois empereurs qui, depuis le Congrès de Berlin et la conclusion de l'alliance austro-allemande, n'existait pour ainsi dire plus.

Durant les années qui suivront, on le verra constamment animé du désir de resserrer les nœuds de cette union, mais souvent arrêté dans ses élans par les preuves de malveillance plus ou moins dissimulée qu'il devine dans l'attitude du cabinet de Berlin et dans les intrigues du cabinet de Vienne à l'égard de la Russie. De là, les nombreuses contradictions qu'on relève dans sa conduite, comme lorsqu'il entre dans l'alliance austro-allemande sans se dissimuler qu'il n'est pour celle-ci qu'un ami du second degré. Maintes fois, des conflits, qui d'ailleurs restent le plus souvent dans le domaine diplomatique, éclatent entre son gouvernement et celui de Berlin, et s'apaisent grâce aux relations affectueuses qu'il ne cesse d'entretenir avec l'empereur allemand. Ces incidents ont été trop souvent racontés et sont trop connus pour qu'il y ait lieu d'y revenir dans un récit qui ne se targue pas d'être l'histoire totale d'un règne mais simplement un recueil de notes et souvenirs, à travers lesquels on peut voir par quelles transformations successives, Alexandre III a été conduit à se détacher de l'Allemagne et à se rapprocher de la France.

Assurément, en ces derniers mois de l'année 1881 et en

1882, lorsqu'il vivait enfermé à Gatchina n'en sortant qu'accidentellement, et dirigeait de cette retraite les affaires de l'Empire, il ne prévoyait pas qu'un jour viendrait où il orienterait son pays vers de nouveaux destins et s'engagerait sur des routes aboutissant à l'alliance franco-russe. Néanmoins, on constate en lui, dès ce moment, un désir, peut-être inconscient, mais positif, de ne pas se les fermer et ce désir s'accentue plus ou moins au gré des circonstances qui l'autorisent à mettre en doute la sincérité du chancelier d'Allemagne dans ses rapports avec lui. Au reste, les questions internationales sur lesquelles un complet accord avec son puissant voisin eût été impossible tenaient trop de place dans la politique des deux empires pour que ces rapports ne fussent pas fréquemment troublés. Il s'en irritait et c'est alors qu'il s'attachait à ne rien faire qui pût porter ombrage à la France.

Dans l'apaisement qui se produisit en Russie après que ses peuples eurent pris leur parti du maintien du régime autocratique, on ne peut guère signaler que la liberté laissée à la presse de discuter les questions de politique extérieure. Pour les publicistes, elles se résumaient en une seule, celle de savoir si la Russie avait intérêt à marcher d'accord avec l'Allemagne et l'Autriche et s'il ne convenait pas qu'elle tendît la main à la France. Il était bientôt visible qu'en opposition aux idées et aux intentions de l'Empereur, un parti se formait en faveur de cette dernière solution. Il multipliait contre les Allemands les soupçons et les reproches et notamment à propos de la Pologne : « Ils y poursuivent, disait la *Novoié Wremia*, un travail patient, opiniâtre, systématique et bien allemand. On ne saurait dire qu'il est lent, attendu que de notre côté on n'y oppose aucune résistance. Les biens mis en vente par des Polonais ruinés sont achetés aussitôt par des Allemands, qui s'entourent d'intendants allemands et de jardiniers allemands ; les paysans eux-mêmes finissent par apprendre la langue allemande et par oublier la langue russe. »

Ainsi s'affirmait dans l'Empire une dualité d'opinions à laquelle il ne semble pas que l'Empereur ait tenté de mettre un terme. L'indifférence apparente avec laquelle il laissait couler ce flot permettrait de croire qu'il cherchait sa voie si, d'une part, on ne le voyait tolérer certains faits dont s'offensait l'Allemagne et, d'autre part, comme s'il eût voulu en atténuer

l'effet, l'empereur Guillaume lui prodiguer les témoignages de sa confiance et de son amitié.

II

Parmi ces incidents, il faut rappeler celui qui se produisit au mois de février 1882 et dont le général Skobeleff fut le héros. Le glorieux vainqueur de la guerre turco-russe, étant venu à Paris et s'étant trouvé dans une réunion d'étudiants serbes, prononça des paroles où les journaux allemands virent une provocation. Il n'en dissimulait pas d'ailleurs le caractère. Rentré à Saint-Pétersbourg au mois de mars, il disait à M. Ternaux-Compans, chargé d'affaires de France :

« J'arrive de Paris, vous ne l'ignorez pas, mon voyage a fait assez de bruit; j'ai vu vos soldats dans leur vie de tous les jours, c'est celle où j'aime à les observer. J'ai été frappé de leurs progrès, de leur excellente tenue; votre armée est admirable, et vous devez comprendre pourquoi je m'en réjouis. Nous avons assez longtemps supporté les rodomontades allemandes; il est temps qu'elles cessent. Je regrette de n'avoir pu assister à vos manœuvres, mais je voudrais qu'une mission d'officiers français vînt assister aux nôtres; je profiterais de leur présence pour élever un monument commératif aux soldats de la division Friant, morts en 1812, et pour faire une manifestation française. »

A mentionner encore qu'en venant de Paris à Saint-Pétersbourg, il s'était arrêté à Varsovie et avait dit aux Polonais :

« Restez fidèles à la patrie russe; si vous n'aviez pas une garnison russe, vous auriez une garnison allemande. »

Pour avoir tenu ces propos, il avait été, racontait-on, vivement réprimandé par l'Empereur; mais il était maintenu dans son commandement et devait rester à Saint-Pétersbourg comme membre de la commission chargée d'organiser les services militaires et civils dans les territoires nouvellement conquis par la Russie en Asie centrale. Il est vrai qu'afin de justifier cette preuve de la faveur impériale, on prétendait qu'en le retenant dans la capitale, le Tsar s'était flatté de le garder plus étroitement sous sa surveillance. N'empêche que l'incident provoquait d'innombrables commentaires. Dans les hautes sphères de l'armée russe, le blâme était universel, et plusieurs

généraux demandaient une répression. Mais dans les grades inférieurs, le sentiment était tout contraire. La seule critique qu'on pût relever consistait à dire que le général n'avait été qu'un peu imprudent.

A Berlin, on témoignait de moins d'indulgence. A un bal de cour, le vieux Guillaume exprimait à l'ambassadeur de France son très vif mécontentement. Ce qui venait de se passer était interprété par lui comme une preuve du relâchement de la discipline dans l'armée russe et d'un affaiblissement dans l'autorité personnelle du Tsar. Il y voyait un symptôme de la désorganisation de l'empire russe, qu'il considérait depuis si longtemps comme un allié, et il s'alarmait des dangers qui pourraient en résulter pour le maintien de l'amitié traditionnelle entre les deux empires. S'il eût cédé à son premier mouvement, il eût écrit à Alexandre pour lui exprimer ses alarmes; mais Bismarck l'en avait dissuadé, en lui conseillant de ne donner officiellement aucune attention aux paroles de Skobeleff et de laisser le débat se poursuivre entre les journaux.

L'ambassadeur de Russie à Berlin, s'attendant à quelque observation de la Wilhelmstrasse, l'avait devancée en déclarant spontanément que c'est surtout à l'Empereur, son maître, que le général avait manqué et que, seul, l'Empereur devait lui en demander compte.

Abandonnés à eux-mêmes, les journaux allemands s'exprimèrent avec la dernière violence, et la campagne contre la Russie et la France se fût sans doute prolongée, si un ordre de la cour ne l'eût arrêtée, le 22 mars, anniversaire de la naissance de Guillaume Ier. Il avait reçu ce jour-là d'Alexandre III un télégramme qui, s'il eût conservé quelque rancune des propos agressifs de Skobeleff, était bien de nature à les lui faire oublier :

« L'Impératrice et moi, disait le Tsar, nous assistons de cœur à la fête de l'anniversaire de votre jour de naissance, et nous nous associons aux témoignages d'amour et de respect qui vous sont donnés. Que Dieu daigne conserver longtemps votre glorieuse vie pour le bien de l'Allemagne et dans l'intérêt de la paix européenne et du maintien des relations amicales qui existent entre nous et nos empires. »

La réponse ne se fit pas attendre et prouve tout au moins que

Guillaume Ier avait passé l'éponge sur l'incident Skobeleff (1) :

« Chacune de vos paroles a trouvé un vif écho dans mon cœur reconnaissant, et je supplie le Tout-Puissant de bénir votre gouvernement pour le salut de vos peuples et pour la consolidation de la paix en Europe. »

Ainsi plus on observe, au début du règne, l'attitude de l'Empereur et plus on voit se former en lui la volonté de tenir la balance égale entre la France et l'Allemagne, et de ne pas sortir de l'étroit chemin que s'est tracé, à égale distance des deux pays, son esprit aussi tenace qu'ennemi de l'action, désireux avant tout de conjurer la guerre. C'est à croire qu'il songe déjà à devenir l'arbitre pacifique de l'Europe et qu'il se prépare à ce rôle en pratiquant une politique de bascule et de contrepoids de laquelle on dira plus tard : « Elle est une garantie du maintien de la paix et suffit pour empêcher la France d'éprouver trop d'inquiétude lorsque, dans ce jeu intermittent, c'est l'Allemagne qui remonte. »

En adoptant cette politique, en ambitionnant d'être en Europe le gardien de la paix entre les nations et l'âme de la résistance aux entreprises révolutionnaires, Alexandre III s'inspirait des souvenirs de son aïeul Nicolas Ier, pour lequel il professait une ardente admiration. Mais, tandis que celui-ci se faisait aider dans sa tâche par le comte de Nesselrode, l'ancien chancelier d'Alexandre Ier qu'il avait maintenu dans ses fonctions en lui conservant son titre, et tandis qu'Alexandre II avait appelé le prince Gortchakof à remplir auprès de lui le même rôle, Alexandre III avait résolu de ne pas faire place dans son entourage à une personnalité aussi importante que ces deux serviteurs, dont l'un, Nesselrode, était mort, et dont l'autre, Gortchakof, était condamné à la retraite par l'âge et par l'état de sa santé.

Déjà, dans les derniers mois du règne d'Alexandre II, on s'attendait à voir le chancelier offrir spontanément sa démission. Mais il n'y semblait pas disposé. Après avoir pris pendant trente ans la plus active part à la direction de la politique internationale russe, sous l'autorité d'un souverain dont il possédait la confiance et qui lui laissait volontiers la bride sur le cou, il semblait ne pas comprendre que sa retraite était désirée.

(1) Le général mourut à Moscou de la rupture d'un anévrisme, au mois de juillet suivant.

Ce qui lui faisait illusion à cet égard, c'est qu'il s'était donné un assistant dans la personne d'un diplomate de haut mérite qui, accomplissant la plus grande partie de sa tâche, lui laissait croire que, malgré sa vieillesse, il était encore en état d'y pourvoir. Entré au ministère des Affaires étrangères en 1838, de Giers avait été tour à tour secrétaire d'ambassade à Constantinople, consul général à Alexandrie, puis à Bucarest, où il avait épousé une princesse Cantacuzène, et enfin chef de légation à Téhéran, à Berne, à Stockholm, d'où le vieux chancelier qui connaissait ses services l'avait fait revenir à Saint-Pétersbourg pour s'assurer sa collaboration. De Giers ne tarda pas à être le véritable ministre des Affaires étrangères. Mais il ne recueillit officiellement qu'au mois d'avril 1882 la succession de Gortchakof, sauf cependant le titre de chancelier qui, quoique désormais aboli, fut laissé à l'homme d'État démissionnaire en souvenir de sa carrière consacrée au gouvernement du pays (1).

Quant à de Giers, le choix impérial, en se portant sur lui, avait mis à la chancellerie un homme dont la sympathie pour la France devait s'affirmer à plusieurs reprises durant son long passage au pouvoir. Le bruit n'en courut pas moins que l'Empereur, en le choisissant, avait voulu plaire aux Allemands. Mais rien n'est plus contraire à la vérité, et si sa nomination fut bien accueillie à Berlin et à Vienne, c'est que dans ces deux capitales, on connaissait sa modération et sa droiture. Le ministre autrichien Kalnocky disait à l'ambassadeur de France, comte Duchatel :

« Ce n'est pas qu'il dispose d'une influence personnelle qui puisse s'étendre à l'ensemble des affaires de la Russie; mais, dans les limites de son département, il entend rester le maître. Placé sous la haute direction de l'Empereur, n'ayant de compte à rendre qu'à lui, il saura dans la conduite des affaires extérieures tenir la même ligne prudente et modérée. Déjà, il était disposé à fermer la porte aux Ignatieff et autres membres du parti national. Le nouveau témoignage de confiance dont il vient d'être honoré par le Tsar lui donnera plus de force pour résister à de dangereuses sollicitations. Sa nomination est une garantie de plus pour la consolidation de la paix. »

(1) Il le conserva moins d'une année; il mourut au mois de mars 1883.

Cet horoscope devait se réaliser de point en point et la France, — il est utile de le rappeler, — se convaincre bientôt qu'elle n'avait rien perdu à la retraite du prince Gortchakof, lequel cependant, en des circonstances critiques, s'était conduit envers elle comme un ami dévoué et fidèle. C'est des mêmes sentiments que s'inspirera de Giers dans ses rapports avec la France.

Au commencement de novembre 1881, une grande nouvelle, prévue d'ailleurs depuis plusieurs mois, arrivait de Paris à Saint-Pétersbourg. Le cabinet Jules Ferry avait été renversé et il était remplacé par un ministère ayant Gambetta à sa tête et désigné déjà sous le nom de Grand ministère, dans lequel il s'était attribué avec la présidence le portefeuille des Affaires étrangères. L'événement était accueilli dans les chancelleries avec autant d'émotion que de curiosité et dans les régions officielles russes plus encore qu'ailleurs, non que l'avènement de l'illustre tribun au pouvoir fut considéré comme un péril pour la paix, mais parce qu'on se demandait comment il s'y prendrait pour se libérer des principes révolutionnaires dont il s'était fait l'apôtre alors qu'il était dans l'opposition.

Le général Chanzy était alors en France en vertu d'un congé et le bruit se répandait que, résolu à ne pas conserver son poste sous l'autorité du nouveau ministre, il avait donné sa démission. Aussi attendait-on impatiemment son retour. N'eût été cette cause d'inquiétude, il ne semblait pas que l'événement dût troubler la tranquillité dont jouissait l'Europe. En s'en entretenant avec M. Ternaux-Compans, qui dirigeait l'ambassade comme chargé d'affaires en l'absence de l'ambassadeur, le ministre de Giers lui tenait le langage le plus rassurant :

« Vous allez avoir au gouvernement un homme d'une supériorité incontestable ; c'est une intelligence aussi puissante que souple et qui sait charmer. J'en ai la preuve par ce que m'écrit Kapnitz et par d'autres agents diplomatiques qui m'ont tenu le même langage. Je ne sais rien encore de positif quant à la formation du nouveau ministère, mais les noms mis en avant ne peuvent que rassurer sur sa couleur politique. » Ceci était dit le 9 novembre. Mais bientôt après on apprenait que le général Chanzy quittait l'ambassade. En annonçant son retour, il disait qu'il ne revenait qu'afin de présenter à l'Empereur ses lettres de rappel. C'était un nuage sur la confiance du ministre russe,

que d'abord ne parvint pas à dissiper la visite que lui fit l'ambassadeur en rentrant à Saint-Pétersbourg, le 7 décembre.

« Ma démission n'a aucune signification au point de vue de la politique extérieure de la France, déclara Chanzy. Le nouveau gouvernement comme l'ancien veut conserver et consolider les bonnes relations avec la Russie. Je suis chargé d'en donner l'assurance à l'Empereur. »

Ce n'était pas assez pour calmer l'appréhension de de Giers :

« Nous n'en sommes pas moins devant l'inconnu, » dit-il.

Mais quand il sut que, pour succéder à Chanzy, Gambetta avait fait choix du comte de Chaudordy, il se rassura. Le 23 décembre, l'ambassadeur démissionnaire fut reçu à Gatchina et prit congé de l'Empereur, à qui il renouvela les assurances qu'il avait données à de Giers. Alexandre III en parut satisfait. Après avoir exprimé à son interlocuteur le regret que lui causait son départ, il reprit :

« J'espère que votre gouvernement saura résister aux idées avancées qui, sous prétexte de réaliser des progrès que chacun comprend et désire, dépassent le but et ne peuvent aboutir qu'à la perturbation. »

C'était un avertissement dont quelques jours plus tard il dut comprendre l'inutilité en apprenant quels avaient été les premiers actes du nouveau ministère. Le comte de Chaudordy nommé ambassadeur à Saint-Pétersbourg, le baron de Courcel à Berlin en remplacement du comte de Saint-Vallier démissionnaire pour les mêmes raisons que Chanzy, celui-ci appelé au commandement du corps d'armée de l'Est, le général de Miribel à l'État-major de la Guerre, d'autres choix analogues ne laissaient aucune place à la crainte de voir Gambetta favoriser les entreprises de la révolution.

Les dernières paroles de l'Empereur, lorsque Chanzy se sépara de lui, sont encore plus caractéristiques et plus significatives.

« Je sais que chez vous on ne désire pas la guerre et j'espère que nous nous entendrons toujours pour nous en préserver. Mais on ne sait ce que l'avenir nous réserve et toute nation doit à sa sécurité d'avoir une bonne armée. »

Comment interpréter ce langage sinon comme un encouragement donné à la France de développer ses forces militaires et de se prémunir de la sorte contre les menaces de l'étranger?

Ces menaces de qui pouvaient-elles venir si ce n'est de l'Allemagne? Alexandre III prévoyait-il qu'il était exposé, lui aussi, à les encourir et qu'en ce cas, il aurait besoin de la France? Déjà, en 1875, son père avait dit au général Le Flô : « Soyez forts, général. » Et Gortchakof avait ajouté : « Nous voulons la France aussi forte que par le passé et Paris aussi brillant. » Alexandre III restait donc dans la tradition paternelle et, tandis que par tant de traits parfois déconcertants, il semblait rivé à l'Allemagne, on eût dit qu'il prenait ses précautions contre elle.

Ceux de mes lecteurs qui ont connu le comte de Chaudordy ne me démentiront pas quand je dirai qu'en le choisissant pour l'ambassade de Saint-Pétersbourg, Gambetta avait eu la main heureuse et fait preuve de sagesse. Ancien directeur du cabinet de Drouyn de Lhuys à la fin de l'Empire, ayant conservé ses fonctions après la révolution du Quatre-Septembre, à la prière de Jules Favre, qui avait fait appel à son patriotisme, envoyé ensuite par le gouvernement de Paris à la Délégation de Tours, où, sous l'autorité de Gambetta, il avait dirigé la politique extérieure de la France, puis élu député à l'Assemblée Nationale, et, sous le gouvernement du maréchal de Mac-Mahon, nommé successivement ambassadeur de France à Berne et à Madrid, il joignait à l'expérience acquise au cours d'une si brillante carrière les plus aimables qualités de l'esprit, la modération dans les idées et une connaissance approfondie des questions ayant trait à la politique internationale. Chargé sous le premier ministère de Broglie d'une mission confidentielle auprès du prince Gortchakof, il était resté en relations avec lui et, bien que cet homme d'État eût quitté la chancellerie russe pour prendre sa retraite, son patronage était encore assez puissant pour assurer à l'ambassadeur en Russie un accueil exceptionnellement favorable. Mais il appartenait au centre droit de la Chambre, auquel le pouvoir avait été arraché à l'issue de la crise du Seize Mai et il ne semblait pas que cette circonstance dût le désigner au choix du gouvernement de la République. Il tomba donc de son haut lorsque Gambetta lui dévoila pour quel motif il l'avait fait appeler. Après avoir évoqué le souvenir des heures douloureuses pendant lesquelles ils avaient vécu côte à côte à Tours et appris à se connaître, le ministre lui dit :

« Ce n'est pas pour causer académiquement que je vous ai

prié de venir me voir, mais pour vous apprendre que je vous envoie à Saint-Pétersbourg comme ambassadeur. » Chaudordy commença par refuser. Renvoyé des affaires en même temps que ses amis politiques, il n'y voulait rentrer qu'avec eux. Comme Gambetta insistait, il lui rappela la divergence de leurs opinions réciproques; elle lui faisait un devoir de maintenir son refus. Mais à ses raisons, le ministre opposait les siennes, la résolution qu'il avait prise de ne confier les grands postes diplomatiques qu'à des diplomates de carrière ayant donné des preuves de leur valeur professionnelle. Un mouvement se dessinait en Russie en faveur de la France. Bien que ce ne put être encore « qu'un capital en réserve, » il fallait, pour en tirer parti un jour, se mettre dès maintenant en rapport avec ceux qui le dirigeaient. C'est pour lui confier cette mission que le chef du gouvernement faisait appel au dévouement patriotique de Chaudordy.

Celui-ci se défendait encore. Il objecta que la politique intérieure de la France et les influences révolutionnaires qu'elle subissait rendaient la situation de l'ambassadeur de la République en Russie trop difficile et trop délicate pour qu'il fût tenté d'en courir les risques. Il ne voulait pas s'exposer aux embarras et aux désagréments dont parfois avait eu à souffrir le général Chanzy et, en particulier, lors de la fameuse affaire Hartmann. Mais Gambetta tenait bon. Finalement, son obstination eut raison de celle de Chaudordy. Elle tomba devant la promesse qui lui fut faite que, si quelque incident analogue se produisait de nouveau, c'est à ses conseils que se conformerait, pour le dénouer, le gouvernement de la République. Du reste, comment aurait-il maintenu son refus alors qu'il était averti que l'Empereur, consulté, avait donné son adhésion au choix de Gambetta et témoigné son contentement?

En de telles conditions, le gouvernement français n'avait pas eu à examiner s'il ne vaudrait pas mieux continuer à confier à un général le poste de Saint-Pétersbourg. Les trois derniers ambassadeurs, Fleury. Le Flô, Chanzy, avaient dû à leur qualité de soldats de pouvoir assister aux parades du dimanche et d'approcher l'Empereur plus souvent que le pouvaient les ambassadeurs civils qui n'étaient reçus qu'après avoir demandé audience. C'était assurément un avantage; mais le système n'allait pas sans inconvénient, l'ambassadeur autorisé

à se mêler en uniforme à l'escorte du souverain, étant exposé à un accès d'humeur ou à quelque boutade.

Au surplus, en présence du consentement d'Alexandre III, en ce qui touchait Chaudordy, la question ne s'était même pas posée. Celui-ci se prêtant à ce qu'on attendait de lui, tout fut dit, et il prépara son départ, approuvé par ses amis politiques qui n'ignoraient pas quels services la France pouvait attendre de lui.

Si nous nous sommes attardé à cet épisode vieux de trente-sept ans et bien oublié aujourd'hui, c'est parce qu'il fait honneur aux deux personnages qu'il met en scène et démontre combien le Gambetta des anciens jours s'était assagi. Mais, c'est là justement ce que les partis avancés ne lui pardonnaient pas. Le 26 janvier 1882, alors qu'il n'était au pouvoir que depuis six semaines, son ministère était renversé sur la question du scrutin de liste. Quelques jours plus tard, M. de Freycinet revenait à la présidence du Conseil et reprenait le portefeuille des Affaires étrangères. Chaudordy n'était déjà plus ambassadeur en Russie. Gambetta renversé, il lui avait apporté sa démission et son successeur ne tardait pas à être désigné. C'était l'amiral Jaurès, dont la mission d'ailleurs fut de courte durée et a si peu marqué qu'elle échappe à l'Histoire et que nous n'aurons pas à en reparler.

III

Le 20 janvier 1883, la famille impériale rentrait à Saint-Pétersbourg à la grande joie des habitants de la capitale. Son absence avait duré vingt-deux mois, à peine interrompue par de rares et rapides apparitions. Le retour de l'Empereur créait un état nouveau où la satisfaction populaire entrait pour une large part en ramenant sur la personne du souverain un prestige qui menaçait de s'évanouir. Il s'installait au palais Annïtchkoff où il résidait quand il n'était encore que tsarewitch. Mais il était entendu que les réceptions officielles auraient lieu au Palais d'hiver. A cet effet, la police redoublait de surveillance, car il s'en fallait de beaucoup que l'atmosphère de crainte en laquelle vivait la cour fût dissipée. « Nous n'aimons pas, disait de Giers, à voir l'Empereur sortir du cercle étroit où nous pouvons répondre de sa vie. »

Ce n'est pas qu'à ce moment le nihilisme se fût relevé de l'état d'impuissance auquel il était réduit par suite des entraves apportées à ses progrès par la vigilance de la police. Mais les découvertes que faisait celle-ci fournissaient la preuve qu'il ne renonçait pas à ses criminelles entreprises et attendait son heure pour y revenir, se contentant de jeter de temps en temps des coups de sonde à droite et à gauche comme pour s'assurer un terrain propice à son action au jour et à l'heure où il lui conviendrait de l'exercer. L'année suivante, au mois de mai, la police, ayant été amenée à procéder à plusieurs arrestations, put constater que l'armée commençait à subir la contagion des idées révolutionnaires. En janvier, le colonel de gendarmerie Souderkine avait été assassiné, en des circonstances particulièrement odieuses, par un sieur Jablonski, nihiliste vendu à la police à qui il inspirait confiance. L'assassin l'avait attiré chez lui sous prétexte de lui faire des révélations, et, dans ce guet-apens, Souderkine avait trouvé la mort. On l'avait relevé à la porte de l'appartement atteint d'une balle et assommé. Un officier qui l'accompagnait était évanoui et blessé. Le crime accompli, l'assassin avait pris la fuite et s'était refugié en France. Mais un peu plus tard, il avait eu l'audace de revenir à Saint-Pétersbourg où, quoique très connu, il était resté cinq jours, sous l'œil de la police qui le croyait toujours à Paris. Il était alors parti pour Novgorod où il avait été reçu et caché par des officiers de la 22e brigade d'artillerie, qui tenait garnison dans cette ville. Ils avaient ensuite facilité son départ pour les États-Unis où il était arrivé sain et sauf. Le gouvernement russe songea d'abord à demander son extradition. Mais, il ne tarda pas à y renoncer, convaincu qu'il ne l'obtiendrait pas. Au même moment, on découvrit que les officiers de la 14e brigade en résidence à Saratof vivaient en bons rapports avec les membres les plus dangereux du parti révolutionnaire et leur distribuaient des secours.

Il fallait couper court à des faits d'une telle gravité et à la propagande dans l'armée dont on venait de saisir sur le vif les douloureux résultats, d'autant plus alarmants que les coupables bravaient ouvertement la police. Elle avait promis par voie d'affiche une récompense de dix mille roubles à qui les dénoncerait, mais durant la nuit, sur cette affiche, on en avait posé une autre par laquelle il était dit que le dénonciateur serait

exécuté. Par ordre de l'Empereur, les ministres se réunirent chez Pobedonotzef, procureur général du Saint-Synode, et décidèrent de recourir à des mesures encore plus rigoureuses que celles auxquelles on avait recouru jusque-là. Elles eurent pour conséquence de faire tomber dans les mains de la justice des officiers, des civils, des femmes et parmi elles la Finger et la Petrowska, conspiratrices infatigables, qui avaient été l'âme des mouvements nihilistes et des complots antérieurs. Traduits en cour martiale, ces malheureux y comparurent au mois d'octobre et y furent presque tous condamnés à la peine capitale.

Au cours de ces événements, s'étaient produits certains faits qui, bien que n'intéressant pas la politique générale, méritent d'être mentionnés. Quelques semaines après la rentrée de la famille impériale, on commençait à parler du couronnement, qui, suivant l'usage, devait avoir lieu à Moscou. Il n'en avait pas été question pendant l'absence des souverains, période de deuil durant laquelle il eût été inopportun de procéder à la cérémonie de leur sacre, et aux fêtes somptueuses dont elle serait l'occasion. Mais, maintenant que leur exil volontaire avait pris fin, elle ne pouvait plus être retardée et, dans le courant d'avril, il était décidé qu'elle serait célébrée le 27 mai suivant. On envoyait à Moscou les insignes impériaux et les équipages de gala. La famille impériale partait le 20 afin de précéder les ambassades extraordinaires des Puissances dont la venue était annoncée.

En vue de l'événement, le prince Dolgorouki, gouverneur général de Moscou, prenait les précautions les plus minutieuses pour protéger la vie du tout-puissant monarque que l'ironie du destin condamnait à ne sortir jamais de ses palais avec la certitude d'y rentrer vivant. Mais, en dépit de quelques propos d'alarmistes, les inquiétudes qui s'étaient manifestées après la mort d'Alexandre II avaient perdu leur caractère aigu, tant le nihilisme semblait décimé. La police avait mis la main sur les suspects ; elle répondait de la vie de l'Empereur et aucun incident fâcheux ne troubla l'imposante solennité dont, pour la quatrième fois depuis le commencement du siècle, le Kremlin était le théâtre. Tous les États du monde y étaient représentés par des princes de sang impérial ou royal ou par d'illustres personnages.

La France en comptait plusieurs qui dans cette assemblée eussent fait brillante figure. Le gouvernement songea au Duc d'Aumale, et ensuite au maréchal de Mac-Mahon. Des considérations politiques firent renoncer à utiliser leur prestige et le choix des ministres se porta sur l'ancien président du Conseil Waddington, choix malheureux s'il en fut. On oubliait qu'au Congrès de Berlin, Waddington avait marché contre la diplomatie russe de concert avec le prince de Bismarck, le comte Andrassy, et Lord Salisbury, souvenir qui ne pouvait le faire bien venir en Russie et n'était pas pour rendre plus étroites et plus fructueuses les relations du cabinet impérial avec la République. Elles n'étaient plus ce qu'elles avaient été sous Alexandre II pendant les ambassades du général Le Flô et du général Chanzy; il était grand temps que cette situation se modifiât. Le 10 novembre 1883, la mission de l'amiral Jaurès ayant pris fin, le général Appert fut désigné pour lui succéder. C'était sous le ministère Jules Ferry.

Retraité depuis quelques mois, après avoir commandé, pour couronner sa carrière militaire, le 17e corps d'armée, cet officier général, dans les emplois confiés à son zèle, avait laissé les plus honorables souvenirs. Quinze campagnes en Afrique, en Crimée, en France pendant la guerre de 1870, constituaient ses titres à la considération dont il jouissait parmi ses pairs. Après la Commune, en sa qualité de commandant de la subdivision de Seine-et-Oise, il avait été chargé de l'organisation des Conseils de guerre auxquels étaient déférés les auteurs de l'insurrection. Il y a vingt-quatre ans, j'ai écrit en parlant de lui : « Dans ces fonctions, il ne se départit jamais d'un ferme esprit de justice et d'équité et s'il resta toujours le partisan résolu d'une repression légale, complète, son âme généreuse et croyante n'en versa pas moins sur bien des blessures une pitié consolante. Quand son œuvre fut terminée, on ne lui connaissait un ennemi (1). »

Un tel homme devait plaire à Alexandre III. Mais un autre motif le fit choisir par le gouvernement français et agréer par le souverain russe. Mme Appert était Danoise, connue et aimée à la cour de Copenhague et très particulièrement de l'Impératrice, sa compatriote. Cette circonstance assurait au nouvel ambas-

(1) *Histoire de l'Alliance franco-russe*, par M. Ernest Daudet. Paris. 1894, Ollendorff, éditeur 1 vol. in-8 *(Épuisé)*.

sadeur un accueil exceptionnel et, à cet égard, l'espoir qu'il avait conçu ne fut pas trompé. Constatons toutefois que les événements qui se déroulèrent en Europe au cours de sa mission ne laissaient que bien peu de place à l'action de la France. Chez nous, l'idée d'une alliance avec la Russie n'était encore qu'à l'état embryonnaire; dans le gouvernement, personne n'y pensait et Alexandre continuait à pratiquer envers la France et l'Allemagne sa politique de bascule, sans parvenir toujours à dissimuler que le souci de sa sécurité le poussait plutôt du côté de l'Allemagne où ses appréhensions ne trouvaient des échos que contre la France. Le 10 septembre 1883, tandis qu'une mission militaire russe, sous les ordres du général Dragomiroff, part pour notre pays afin d'assister aux grandes manœuvres d'automne, l'Empereur télégraphie de Copenhague à son ministre de Giers resté à Saint-Pétersbourg « qu'il importe de prescrire par télégraphe à ce général de se montrer très circonspect et très réservé dans son langage pendant son séjour au quartier général de l'armée française. » Simple mesure de prudence vis-à-vis de l'Allemagne, qui s'irriterait d'un nouvel incident Skobeleff, mais révélatrice du constant souci de l'Empereur de vivre en bon accord avec son voisin, non qu'il se dissimulât que de tous côtés se multipliaient les causes d'antagonisme qui liguaient contre la Russie sous des formes diverses l'Allemagne et l'Autriche, l'Italie et l'Angleterre, mais parce que trop souvent les actes du gouvernement de la République lui déplaisaient et ne lui permettaient pas de supposer qu'un jour viendrait où il y aurait utilité pour ses propres intérêts à se rapprocher de lui.

Le général Appert n'était pas chargé de travailler à ce rapprochement, mais d'entretenir les bons rapports entre Saint-Pétersbourg et Paris en fournissant au besoin des explications sur des faits dont l'Empereur, faute de les comprendre, prenait ombrage et en s'attachant à démontrer qu'ils étaient uniquement la conséquence des institutions adoptées par le pays. Il se montra supérieur dans ce rôle et sa franchise lui valut promptement la confiance et la faveur d'Alexandre III, qu'il conserva jusqu'à la fin de sa mission, sans avoir eu à traiter avec la chancellerie russe aucune affaire importante.

Il était depuis peu de temps à Saint-Pétersbourg lorsqu'on apprit que le prince Orloff, ambassadeur de Russie à Paris, était

rappelé de ce poste et désigné pour celui de Berlin. Son départ enlevait à la France un ami. Le général Appert fut chargé d'exprimer au gouvernemeut russe les regrets du gouvernement français. Les explications données par de Giers furent rassurantes. A Berlin, Orloff, comme il l'avait fait à Paris, servirait les intérêts de la paix. Il y rendrait les plus grands services. En arrivant à Berlin, il alla lui-même en donner l'assurance au baron de Courcel, ambassadeur de la République. Dans sa nomination, il n'était rien dont la France eut à s'inquiéter. Le successeur qu'on lui donnait à Paris en fournissait la preuve.

C'était le baron de Mohrenheim. Nous ne savions rien de lui, sinon qu'étant ministre de Russie à Copenhague, durant les séjours si fréquents d'Alexandre III à la cour de son beau-père, il avait gagné la confiance et l'estime de son souverain et la protection de l'Impératrice. Rien ne faisait prévoir qu'il serait un jour l'un des ouvriers les plus actifs de l'alliance franco-russe. Ce n'est qu'avec le temps que ses sentiments devaient se révéler. Mais le langage qu'il tint dès son arrivée à Paris calma les appréhensions qu'avait inspirées au gouvernement français le rappel d'Orloff et d'autant qu'à la même époque, le général Appert trouvait de plus en plus auprès de l'Empereur un accueil bienveillant et cordial.

Cette situation se maintiendra durant toute l'année 1884. La politique des Puissances dans les Balkans et en Égypte, quoique fertile en divisions et en dissentiments, n'exerce aucune mauvaise influence sur les rapports de la Russie avec la France. Une seule circonstance se produisit dont aurait pu prendre ombrage le cabinet de Paris si les explications données à l'avance par de Giers à notre ambassadeur n'avaient eu pour effet de prévenir les inquiétudes que nous aurions pu concevoir. On était à la veille de l'entrevue des trois empereurs dont il fut tant parlé en cette même année. Ils devaient se rencontrer à Skierniewice dans la Pologne russe et, comme leurs principaux ministres les accompagnaient, on se demandait quelles résolutions seraient prises. En réponse aux questions que lui posait le général Appert, de Giers lui déclara formellement qu'en cette rencontre, aucune question de politique internationale ne serait traitée. On s'occuperait uniquement de jeter les bases d'une entente à l'effet de réprimer les crimes contre les souverains et chefs d'État. Il est piquant de constater qu'au

même moment, le chancelier d'Allemagne faisait au représentant de la France à Berlin une déclaration analogue. La suite a prouvé que ces propos exprimaient la vérité. Les trois empereurs avaient tenu en se réunissant à ne pas inquiéter la France et tout porte à croire que l'initiative de leur résolution émanait de l'Empereur de Russie.

L'idée de jeter les bases d'une sorte d'alliance contre les assassins venait aussi de lui, mais également de Guillaume Ier. Ils la considéraient comme nécessaire, Alexandre III surtout, à qui la police impériale par les mesures qu'elle prenait rappelait sans cesse qu'il était toujours sous le poignard. Lorsqu'en septembre, il part pour Varsovie où il n'était pas allé depuis son avènement, et d'où il doit se rendre à Skierniewice, il prend la voie ferrée gardée sur tout le parcours par un cordon de troupes. Longtemps encore, il ne voyagera que sous la protection de soldats en armes, c'est-à-dire en défiance de ses propres sujets, situation véritablement lamentable pour un prince qui souhaite ardemment leur bonheur et dont les efforts pour l'assurer ne lui valent pas toujours la reconnaissance qu'il avait espérée.

Il arrive même que les mesures qu'il prend pour alléger leurs charges attirent sur lui les critiques et les ressentiments de sa famille. En février 1885, il décide que désormais les arrière-petits-enfants des empereurs ne seront plus reconnus en qualité de grands-ducs et de grandes-duchesses. On les considérera toujours comme princes du sang, ils auront le titre d'Altesse, mais ne recevront plus de dotation et ne jouiront plus des prérogatives et privilèges qui leur étaient affectés depuis le règne de Paul Ier. Cette mesure à laquelle applaudit l'opinion a été rendue nécessaire par l'accroissement de la famille impériale qui pesait lourdement sur l'État ; il était devenu indispensable de limiter cette charge et l'Empereur n'a pas hésité à le faire quand il s'est convaincu que ce serait pour ses sujets un acte de justice et un bienfait ; il ne s'est pas laissé arrêter par les réclamations et les plaintes dont il a été assailli.

Les mesures qu'il prend ont toutes ce caractère de ténacité. Voici maintenant cinq ans qu'il règne et la transformation qui s'est opérée en lui éclate à tous les yeux. Ce n'est plus aujourd'hui le souverain débutant et timide qui se laissait guider par des hommes plus expérimentés que lui. Il a pris l'habitude de

ne suivre que ses propres inspirations. Il ne prévoit pas de loin, mais il témoigne de beaucoup de suite dans les idées. On est parfois surpris d'entendre dans sa bouche des propos qu'on entendait jadis dans celle de Nicolas Ier. Comme celui-ci, il dit volontiers qu'il ne transigera pas avec ses principes. Maintes fois, son aïeul semble revivre en lui. Étant donné ce caractère, ou, pour mieux dire, cette ressemblance avec le plus autocratique de ses prédécesseurs, convaincu lui aussi que la responsabilité des progrès qu'ont faits dans l'Empire les idées révolutionnaires incombe à la France, perdant de vue que, si elles se sont propagées en Russie, c'est qu'elles y ont trouvé un terrain depuis longtemps préparé par les sectes politiques ou religieuses qui se multiplient dans les milieux populaires qu'elles ont contaminés, les faits qui lui déplaisent sont traités par lui de concessions aux partis avancés. Il qualifiera de la sorte l'expulsion des princes d'Orléans, non qu'il s'intéresse à eux, mais « parce qu'elle caractérise la marche de la République. »

Même qualification à l'amnistie accordée par le gouvernement français en février 1886 à un certain nombre de condamnés politiques, parmi lesquels figure un sujet russe, le prince Kropotkine, anarchiste militant qui, après avoir conspiré en Russie, s'était réfugié en France et y avait été condamné pour avoir participé à des complots contre le gouvernement. La mise en liberté de ce personnage porta au plus haut degré la colère du Tsar. De Giers en fut l'interprète auprès de l'ambassadeur. Celui-ci répondit que Kropotkine était un condamné des tribunaux français et qu'il n'avait pas été possible de l'excepter des mesures de grâce adoptées en faveur des condamnés de sa catégorie.

« Dans notre pays, ajouta le général Appert, la loi est égale pour tous.

— Sans doute, objecta de Giers, mais il s'agit de la vie de l'Empereur. Quels regrets si Kropotkine rentrait en Russie et se livrait à un attentat !

— Ce serait grave en effet, mais si vous n'aviez pas commis la maladresse de laisser échapper ce triste personnage quand il était encore en Russie, tout cela ne serait pas arrivé. »

L'incident n'eut pas d'autre suite et, soit qu'Alexandre eut fini par se rendre aux raisons de son ministre, soit qu'il jugeât l'heure inopportune pour envenimer ses relations avec la

France, il s'apaisa et le silence se fit sur l'événement. Mais il n'en fut pas de même de celui qui suivit, c'est-à-dire le rappel du général Appert, décidé au mois d'avril 1886 par le ministère que présidait M. de Freycinet, ministre des Affaires étrangères.

Jamais rappel d'ambassadeur ne fut plus inattendu, et le moins qu'on en puisse dire c'est qu'il constituait une suprême imprudence. On ne saurait qualifier autrement la faute qui fut commise lorsque, sans autre raison que le désir de donner au général Billot la succession du général Appert, on se priva des services d'un homme qu'Alexandre III traitait en favori et auquel il prodiguait les marques de sa bienveillance. En 1885, il avait voulu assister à un bal donné à l'ambassade de France et exigé que tous les princes et princesses de sa famille se rendissent à l'invitation qui leur avait été adressée. C'était la première fois, depuis longtemps, que pareil fait se produisait. Il témoignait d'une sympathie du souverain pour le général Appert, singulièrement précieuse pour le règlement des affaires. La sagesse la plus élémentaire commandait de ne rien changer à cet état de choses, alors surtout qu'à propos de Kropotkine, l'ambassadeur avait donné la preuve de son influence en contribuant à calmer la première colère de l'Empereur.

Vis-à-vis de lui, on ne pouvait invoquer que « les dures exigences de la politique et les nécessités du gouvernement » et on n'invoqua pas d'autres raisons dans la lettre qu'on lui écrivit pour l'avertir de son rappel. Pour le lui rendre moins pénible, on lui annonçait qu'en rentrant en France, il recevrait le grand cordon de la Légion d'honneur. Mais ceci n'était pas assez pour conjurer l'impression pénible qu'il ressentit lorsqu'un soir, à un bal qu'il donnait en l'honneur de la grande-duchesse Catherine, cette lettre lui fut remise. Sa réponse s'en ressentit et en même temps qu'il s'inclinait devant la décision ministérielle, il laissait entendre que son rappel était aussi maladroit qu'injuste.

Cependant, bientôt après, le gouvernement impérial était averti par son ambassadeur à Paris, le baron de Mohrenheim, que le général avait demandé son rappel « pour des raisons de santé » et que, pour le remplacer, le gouvernement français allait proposer à l'agrément de l'Empereur le général Billot. L'un des jours suivants, à la parade, à laquelle le général,

bien qu'il procédât à ses préparatifs de départ, avait tenu à assister, l'Empereur l'interpella :

« Vous êtes donc malade, général, et au point de vouloir nous quitter ?

— Je ne suis pas malade, Sire ; mais, mon gouvernement me rappelle, » répondit Appert.

Est-ce à ce moment que l'Empereur soupçonna qu'on avait voulu le tromper sur les véritables causes d'une mesure qui éloignait de lui un ambassadeur auquel il s'était attaché et vit dans la conduite du gouvernement français un manque d'égards? Il est assez difficile de le préciser. Ce qui est hors de doute c'est que son langage au général Appert, en lui exprimant ses regrets, laissait prévoir la grave résolution qu'il prit peu de jours après.

« Des ambassadeurs sont bien inutiles dans l'état actuel des choses, observa-t-il. Des chargés d'affaire suffiront. »

Le lendemain, il partait pour la Crimee avec sa famille. Son séjour à Livadia devait être de six semaines. En y donnant rendez-vous à de Giers qu'il voulait avoir auprès de lui, il lui ordonnait de prescrire au baron de Mohreinkem un congé illimité. Quant à un nouvel ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, il ne voulait pas en entendre parler : « Je ne veux ni Billot ni personne. » Il entendait aussi que jusqu'à nouvel ordre ses intentions demeurassent secrètes et ne fussent connues que de ceux à qui il était nécessaire de les communiquer.

Notre chargé d'affaires M. Ternaux-Compans les ignorait. Mais, un entretien qu'il avait eu avec de Giers avant le départ de celui-ci l'avait plongé dans l'anxiété. « Je serais aux regrets, lui avait dit le ministre russe, que le rappel du général Appert altérât les bonnes relations que je désire voir se former entre la France et la Russie. Aussi, pendant mon séjour à Livadia, m'efforcerai-je d'effacer dans l'esprit de l'Empereur toute trace du mécontentement que lui a causé ce rappel d'un ambassadeur qu'il avait en haute estime. Mais je ne saurais vous dissimuler que ses vues et ses principes en matière de gouvernement s'accordent assez peu avec le régime que la France a adopté comme avec les tendances actuelles de la politique républicaine. Toutefois ce serait se méprendre sur ses véritables dispositions que de ne point les considérer comme très favorables à la France et de lui attribuer un autre sentiment qu'une

amitié réelle basée sur la conscience des intérêts qui sont communs aux deux pays. Je sais que j'aurai à combattre des préventions chez l'Empereur, mais je ne désespère pas de lui démontrer que les difficultés de votre situation intérieure proviennent du fractionnement des partis au sein de la Chambre, de l'instabilité de la majorité et de l'obligation à laquelle est tenu le cabinet de se mouvoir entre les partis de manière à s'assurer la faculté de ne pas la laisser se coaliser contre lui. »

Telle était la situation lorsque notre chargé d'affaires reçut un message de M. de Freycinet. Le ministre lui annonçait que la nomination du général Billot était chose décidée et lui demandait s'il fallait la soumettre à l'Empereur durant son séjour à Livadia ou s'il ne convenait pas mieux d'attendre son retour. De Giers étant absent, c'est auprès de son suppléant Vlangaly que M. Ternaux-Compans alla s'informer de la réponse qu'il devait faire à la question que lui posait son gouvernement. « Hélas! l'Empereur a défendu qu'on lui parlât d'un nouvel ambassadeur, avoua Vlangaly, et telle est son opiniâtreté que je ne vois pas comment nous pourrons l'en faire revenir. » Ces propos furent confirmés par un autre agent principal de la chancellerie russe, Jomini. Il apprit à M. Ternaux-Compans que le baron de Mohrenheim avait reçu l'ordre de quitter le territoire français. Vainement il avait démontré dans un rapport à son souverain les dangers de cette mesure. En marge de ce rapport l'Empereur s'était borné à écrire : « Ces observations sont exagérées, je ne transigerai pas avec mes principes. » L'ordre signifié à Mohrenheim avait été maintenu.

Ce n'était pas le conflit, mais la volonté impériale se traduisant en un tel témoignage d'irritation et en un silence dédaigneux et boudeur, créait une situation d'une exceptionnelle gravité et qui, si elle se fût prolongée, aurait abouti à une rupture totale. Nous raconterons ultérieurement comment elle prit fin quelques mois plus tard.

ERNEST DAUDET.

UNE RELÈVE

(Mars 1917)

II [1]

VII. — LE KAISER A DÉMISSIONNÉ (2)

Ce téléphone, devant lequel l'un ou l'autre de nous se tient de garde nuit et jour, est une voix presque éteinte. Depuis qu'on a trouvé des moyens très faciles pour surprendre ses secrets, ce fil, qui fut un moment si bavard, est devenu presque inutile et n'apporte dans notre cave que quelques mots de convention, pour les besoins du secteur. A midi, je reçois l'heure officielle et la transmets au commandant qui habite la cave voisine. Toutes les deux heures, je communique au colonel le nombre des obus tombés sur nos tranchées ou dans les parages du poste. A quatre heures, je signale la vitesse et la direction du vent. Le reste du temps, rien à faire. Parfois, un obus trop rapproché vient souffler notre bougie. Un autre brise notre ligne, et nous sortons dans les boyaux, pour aller la réparer, suivant le fil, des yeux quand il fait jour, de la main quand il fait noir, jusqu'au point de la tranchée où l'éclatement a tout rompu. Souvent, sur les onze heures du soir, un grand vacarme de canons, de fusils et de mitrailleuses. Puis le calme revient. On s'imagine que le matin va nous donner la raison de ce tapage, mais le plus souvent la nuit emporte avec elle le mystère de son bruit. Si c'est notre régiment qui a été attaqué,

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.
(2) Écrit en 1917.

quelques précisions arrivent par les plantons des compagnies. Un tel a été tué, tel autre a été blessé. Pendant quelques minutes, ce sont des appréciations, des rappels de ce qu'était l'homme, la dernière fois qu'on l'a vu, une récapitulation de ce qu'il a fait dans la campagne, des emplois qu'il a tenus, des compagnies où il a passé, — toutes choses sur lesquelles on n'est jamais d'accord, et qui, de dispute en dispute, entraînent peu à peu les discours, loin du mort, sur d'autres chemins. Si c'est un régiment voisin qui a « pris » comme on dit, on ne sait rien, on n'apprend rien. Ce n'est que le lendemain ou le surlendemain, par les cyclistes du colonel, qu'on obtient quelques détails. Mais c'est déjà une très vieille histoire de deux jours et qui n'intéresse plus personne.

Pour échapper à l'ennui, on se réfugie dans le sommeil, ou bien dans la lecture, comme on monte dans un arbre pour fuir une inondation. Mes compagnons ne lisent rien, ou dévorent n'importe quoi, l'excellent ou le pire, avec la même indifférence, — toute chose écrite prenant à leurs yeux une valeur uniforme du fait qu'elle est imprimée. Le plus fastidieux, ils l'avalent. Du moment qu'ils ont commencé, ils vont toujours jusqu'au bout. D'ailleurs, le livre fermé, ils cessent aussitôt d'y penser; la lecture n'est pas pour eux matière à réflexion : c'est la distraction d'un moment. Et, comme il n'y a pas de raison de croire que le public soit dans son ensemble bien différent des lecteurs de tranchées, cette constatation est de nature à rendre les auteurs bien modestes.

On griffonne quelques lignes ennuyées sur deux ou trois cartes postales, on écrit une lettre, on attend celle qui se promène encore sur les routes, dans cette voiture grise toute pareille à tant d'autres, mais que nos yeux reconnaîtraient entre mille, avec le coursier qui la traîne. Blanc et noir, comme les nouvelles tristes ou gaies qu'il nous apporte, ce cheval semble avoir été choisi par le destin entre tous les chevaux, comme un vivant contraste à nos désirs rapides d'avoir au plus tôt le courrier. Jadis, il faisait le chemin de la banlieue aux Halles, et dans ses promenades nocturnes il a pris une allure qu'il ne changera jamais. Du même pas morne et résigné qu'il remontait la rue de Rivoli, il traverse les pays, les mois, les saisons, la guerre. Les généraux passent, les colonels disparaissent, lui demeure inamovible, et il trimballe nos secrets, nos soucis et nos ten-

dresses, avec la même indifférence qu'il promenait autrefois les carottes, les navets et les choux-fleurs.

Quelquefois, avec les lettres, le vaguemestre nous apporte un renseignement, une nouvelle. Mais qui s'intéresse aux nouvelles, celles du moins qui ne touchent pas le petit cercle de nos vies? Pour qu'on tienne, ne fût-ce qu'un instant, sa lettre dans ses doigts, sans l'ouvrir, il faut vraiment quelque chose de grave, un détail bien impressionnant. Chacun court à son village, à sa femme, à ses enfants, à tout ce qu'apporte d'un foyer lointain cette enveloppe blanche, jaune, bleue, à l'adresse illisible ou savamment calligraphiée.

Seul, je lis encore le journal, quand il m'en tombe un sous la main. C'est un art pareil au puzzle, de reconstituer la vérité avec des nouvelles difformes. A la chandelle, un amateur peut encore s'y essayer, mais il y faut de l'habitude. Mes camarades se contentent de parcourir des yeux ces colonnes noircies, haussent les épaules à l'espérance, découvrent toujours dans un coin quelque sujet d'irritation, et finalement jettent la feuille, en déclarant, avec un luxe de métaphores inépuisables, qu'on les trompe, qu'on leur bourre le crâne, etc.! Un petit discours renanien sur la contingence des choses, pour leur dire que la vérité, c'est ce qui peut servir un instant; que les mille illusions, dont on nous a bercés au cours de la campagne, ont eu leur heure de vérité, si elles ont soutenu un moment notre courage; un discours de cette sorte serait des plus mal accueillis. Je m'en abstiens prudemment, et je laisse en silence mes compagnons sceptiques s'orienter, sans qu'ils s'en doutent, vers les nouveaux fantômes d'idées qui déjà circulent dans l'air.

Ma curiosité les étonne. Je les surprends toujours, si d'aventure, à travers la paroi, entendant quelque planton dans la cuisine du commandant, je laisse là mon fauteuil, mon livre et mon bouilli, pour courir à la rumeur. « Tu es curieux comme une femme! » me disent-ils, quand je reviens les mains vides. Moins nerveux que moi, plus philosophes, ils savent d'avance que cette voix ne vient pas leur apporter ce que leur cœur espère avec tant de nostalgie : le retour à leur maison. Et mon agitation leur paraît, sans qu'ils le disent, enfantine et ridicule.

Pourtant, un jour, ô surprise! de ce téléphone sans vie que nous veillons comme un mort et qui n'annonce jamais

rien, jaillit quelque chose d'énorme, d'imprévu, de formidable, qui cependant n'éteint pas la bougie, laisse tout à sa place et ne fracasse pas l'appareil : le Kaiser a démissionné !

Cette nouvelle absurde, idiote, invraisemblable, met aussitôt dans notre cave une agitation de rats qui ont découvert un fromage. Le Kaiser, c'est la guerre même. Lui disparu, elle va finir ! J'essaye timidement d'objecter que la nouvelle, fût-elle vraie, ne changerait rien aux événements, et que nous avons devant nous, non pas un homme, mais tout un peuple acharné à nous détruire. Mes compagnons se refusent obstinément à cette idée. Il ne peut pas leur entrer dans l'esprit qu'une race d'hommes, foncièrement différente de la leur, soit enivrée du désir de leur imposer par la violence des façons de penser, de sentir, de comprendre la vie, tout à fait étrangères à celles auxquelles ils sont dressés par les siècles. Ils constatent bien chez les Allemands une brutalité à laquelle leur propre nature répugne, mais ils inclinent à penser que nos ennemis n'agissent de la sorte que sur l'ordre des chefs, et que cette barbarie ne signifie pas grand'chose quant au fond même de la race. Ils m'écoutent poliment, mais ils demeurent persuadés que je ne suis pas à même de demêler les sentiments véritables d'un paysan ou d'un ouvrier, qu'il soit Français ou Allemand. Ils s'obstinent à croire que les conditions matérielles de la vie, à peu près les mêmes pour tous, créent un type uniforme d'ouvriers ou de paysans, en dehors de toute frontière, sans réfléchir qu'eux-mêmes, entre les murs de cette cave, ils se reconnaissent très différents parce que le destin les a fait naître à quelques lieues les uns des autres.

Braves gens de chez nous, honnête peuple de France ! la haine lui est bien étrangère. Sa colère ne peut dépasser l'ironie ou le mépris. Entre Nordschoote et Steenstraete, un de nos hommes qui plantait, au milieu de la nuit, des fils de fer en avant de la tranchée, sentit soudain que son piquet, son cavalier, comme on dit, entrait avec un bruit insolite dans quelque chose de mou. S'étant penché, il reconnut qu'il clouait avec son pieu le cadavre d'un Allemand à demi enfoui dans la vase. Alors, il dit simplement ce mot qui donne exactement pour moi la couleur des sentiments avec lesquels mes compagnons font la guerre : « Ne m'en veux pas, mon vieux, c'est pour le service ! » Et d'un coup de maillet, il acheva d'enfoncer son piquet.

Le Kaiser a démissionné! Pendant une demi-heure encore, c'est un bouillonnement des esprits. Puis la nouvelle s'installe au fond de chaque cerveau, y fait son trou, s'y repose comme le vin dans la bouteille. Le soir même, naturellement, le faux bruit était démenti. Nouveau remous, nouvelle agitation d'un moment, puis tout retombe dans le calme. Une feuille de plus sur l'eau dormante.

A quelques jours de là, on amenait dans notre poste deux prisonniers allemands qu'une escouade avait capturés. L'un d'eux, ouvrier métallurgiste, avait longtemps travaillé à Puteaux et parlait fort bien français. « La guerre, c'est la faute des gros, disait-il obstinément, en dévorant la soupe que nous avions posée devant lui. Mais quand la guerre sera finie... » Et pour achever sa pensée, il faisait avec sa cuillère le geste d'abattre sur son cou le couteau d'une guillotine. Enthousiasmé à cette idée, l'un de nous s'écria : « C'est votre Guillaume qu'il faudra pendre le premier! » Mais l'Allemand scandalisé et joignant les talons : « Oh! notre Empereur! très bon pour nous! » Et tous demeurèrent interdits, sentant vaguement, cette fois, qu'il y avait des tranchées et du fil de fer barbelé entre leur propre pensée et celle de l'homme au garde à vous, et que le Kaiser n'était pas, pour les gens d'outre-Rhin, le despote exécré qu'ils se représentaient dans leurs songes.

VIII. — BAVARDAGES ET CARNETS D'UN SOU

A la lumière de ma bougie, je lis *le Capitaine Fracasse* sous le bruit soyeux des obus, qui passent au-dessus de notre abri et vont s'abattre très loin, Dieu sait où! Ce bruit de soie qui déchire l'air accompagne très bien cette lecture charmante et tout ce cliquetis d'épées qui blessent toujours et ne tuent jamais... Mes compagnons s'arrachent le volume sitôt que j'ai cessé de le tenir dans mes doigts. Ce romanesque, cette fantaisie, cette gaieté les enchantent. Ingénument ils se retrouvent dans ce Gascon si tendre, dans ce Fracasse bavard et courageux. C'est un poilu! disent-ils.

J'aime beaucoup mes trois compagnons. Ces trois petits cousins de Fracasse sont braves, dévoués, débrouillards et, comme lui, souvent pleins d'esprit. Mais, sans vouloir les

offenser, j'ai les oreilles rebattues des histoires, toujours les mêmes, qu'infatigablement ils ressassent. O silence, divin silence, le bien le plus précieux du monde! Depuis trois ans, je ne le connais plus. Ressemble-t-il trop à la mort? il fait horreur à tout le monde. Le canon a des répits, la causerie n'en connaît pas. Ni la fatigue ni la nuit n'arrivent à calmer les bavards. Longtemps après qu'on est couché, toujours quelques voix attardées murmurent dans un coin du grenier; et quand enfin tout bruit de voix s'est éteint dans les ténèbres, les ronflements paraissent orchestrer des conversations mystérieuses qui se poursuivent dans les rêves. Fiévreusement intéressée à ces rythmes sangrenus, l'oreille écoute un gosier qui s'étrangle, une flûte qui s'élève, une basse qui s'étouffe, qu'on croit morte, et qui renaît. Alors, assis dans la paille, la couverture sur le dos, on n'a d'autre ressource, pour tuer ces heures sonores, que de suivre des yeux, à la lumière d'une chandelle, les équilibres d'un rat ou les progrès d'une araignée, ou bien encore de contempler tous ces corps étendus, qui éveilleraient dans l'esprit les plus sinistres pensées, si de ces nez et de ces gorges ne sortait, sans jamais mollir, cette infernale louange à la vie.

Pendant toute cette campagne, je n'ai vraiment connu qu'une fois le silence, j'entends le vrai silence qui n'est pas seulement fait d'une absence de bruit et de voix. C'était à Loo, en Belgique. Le hasard d'une convalescence m'avait fait l'hôte d'une maison où logeaient l'amiral Ronarc'h et son état-major de fusiliers marins. Derrière le brise-bise de la porte vitrée qui me séparait d'eux, j'assistais presque à leurs repas. Ah! ces dîners sans un mot, si rapidement expédiés! Et la veillée qui suivait, véritable veillée de quart! Je voyais l'amiral, les mains derrière le dos, la casquette sur la tête, sa cigarette à la bouche, aller et venir, silencieux comme sur le pont d'un navire. Ses officiers ne parlaient pas davantage. Autour de leurs personnes flottait le tragique des heures qu'ils venaient de vivre à Dixmude. Il me semblait faire avec eux, dans cette petite maison des Flandres, une longue traversée sévère. Puis ils partirent. A leur place, se succédèrent dans la salle à manger les petits états-majors de nos différents régiments; le Limousin, le Périgord, la Charente, s'attablèrent tour à tour entre ces quatre murs, et de nouveau la vie bruyante et familière, que

je connaissais bien, prit possession de cet étroit espace où les marins avaient apporté, un moment, la haute mer et son silence.

Le Français est charmant d'esprit et de sociabilité. Quel dommage que ces vertus ne puissent s'exprimer autrement que par des paroles! Que je lise, que je veille ou que je dorme, plus obstinés que le canon, plus forts que le rêve ou le sommeil, sans trêve, sans pitié, sans répit, bourdonnent dans ma tête les propos cent fois entendus de mes compagnons de ténèbres, le petit lot de soucis personnels que, depuis le début de la campagne, ils traînent avec eux et qu'ils ont apporté au fond de cette cave avec leur sac et leur bidon. Ah! oui, je la connais, l'histoire de la poule au gibier racontée par mon cafetier, dont vraiment je ne vois ici que l'ombre, car sa personne, sa personne réelle, s'agite loin de nous, là-bas, à Angoulême, dans le faubourg Saint-Ausone, au fond de son petit café, une serviette sous le bras, au milieu de ses clients, qui me sont tous devenus familiers avec leurs tics et leurs manies... Et les démêlés de la femme du petit propriétaire de Saintonge avec le maire de son village, qui veut réquisitionner ses cochons! Je sais par cœur les lettres qu'il reçoit, et celles qu'il répond, et les vengeances qu'il médite. Sa vie gravite autour de ses verrats; et je connais les porcheries, et, je puis dire, chaque cochon du bourg, avec autant d'exactitude que les clients du cafetier... Dédaigneux de ces soucis vulgaires, le premier jardinier du prince moscovite écoute d'une oreille distraite ces médiocres histoires qui se déroulent dans un monde pour lui si peu distingué. Quand le cafetier, à bout de souffle, a fini de détailler les particularités attenantes à la classe des professeurs de musique qui constituent le fond de sa clientèle, et que l'éleveur de cochons cherche au fond de sa mémoire s'il n'a pas oublié quelque trait des perfidies de son maire, l'horticulteur s'élance pour essayer de nous faire bien comprendre, à nous autres profanes, les affres d'un jardinier obligé de satisfaire aux fantaisies d'un prince, qui exige dans son jardin des parterres impeccables et des chiens en liberté!

Chacune de ces trois histoires a fini par prendre pour moi je ne sais quelle forme monstrueuse, qui s'agite dans les ténèbres, toujours prête à surgir de l'ombre. Que de fois j'ai béni

l'obus qui coupait notre ligne, et du même coup ces discours! Il fallait bien alors quitter, pour un moment, le café Saint-Ausone, le verrat, le maire et ses truies, et les corbeilles de bégonias où bondissait la meute des lévriers déchaînés.

Aujourd'hui encore, ces récits, pareils à mille autres qui s'échangeaient, à la même heure, dans des terriers tout semblables, sur l'immense étendue du front, zigzaguent dans ma mémoire, comme les boyaux eux-mêmes, avec un air de cauchemar. Mes yeux en gardent tous les gestes, mes oreilles tous les accents. Mais je serais bien incapable de les reproduire exactement dans leurs détours infinis. Ils n'étaient pas, — bien au contraire, — dénués de passion ni de couleur, mais l'intérêt de ces sortes d'histoires est tellement lié à l'individu qui raconte que, pour en recréer la vie, il faudrait recréer le narrateur lui-même. Et cette tâche, je l'abandonne à Dieu, à la divine Providence, ingénieuse à diversifier des millions et des millions d'êtres, hélas! tous assez pareils en dépit de ses efforts.

Comment se résoudre à reproduire tout ce bavardage immense? Même lorsqu'une de ces anecdotes exprime avec force et vérité un des quatre ou cinq sentiments auxquels se réduit en somme l'existence du front, on se dit toujours que cette histoire n'est ni la plus belle de celles qu'on aurait pu entendre, ni la plus pathétique, ni la plus spirituelle. Où prendre le courage de ramasser autour de soi les menus faits du jour, le regret d'hier, le rire ou l'ennui d'aujourd'hui, le quotidien, le passager, tout l'éphémère de la vie? La seule vérité, c'est le rêve qui s'épanouit au-dessus de toutes ces choses d'accident; c'est ce qui reste de brillant, d'irisé au creux de la main de tant de minutes sans éclat; c'est le parfum de toutes ces fleurs séchées, le son que laissent dans l'oreille mille voix entendues, le goût que mettent dans la bouche tous ces calices où l'on s'est abreuvé, tous ces fruits assez fades ramassés sur de tristes cendres; c'est ce paysage, enfin, qui n'a jamais existé, et que composent, au fond des yeux, des centaines et des centaines de jours tous différents et tous pareils.

Plus la réalité est grande, plus elle exige, pour être rendue avec force et vérité, une transformation profonde, ce travail que font subir à la vie, d'une façon si différente, mais avec une force égale, Shakspeare, Racine ou Voltaire. C'est un art bien misérable, celui qui se complaît à reproduire les choses avec

servilité. Tout au plus peut-on s'y distraire, comme on feuillette chez le dentiste un album de photographies. Sous prétexte de vérité, c'est presque toujours du mensonge. Les hommes eux-mêmes, j'entends les simples, ceux qui ne lisent guère, ne se reconnaissent pas dans ces scènes soi-disant vécues de la vie du soldat, qui prétendent donner une expression fidèle de leurs pensées, de leurs sentiments, de leurs gestes et de leurs paroles. Les mots, les attitudes ont beau être les leurs, cet assemblage ne les satisfait pas, et le plus souvent les irrite comme une caricature d'eux-mêmes. La plus pauvre romance les touche davantage, parce que, si pauvre qu'elle soit, c'est déjà une transformation dans la poésie et le rêve.

Ce fut pourtant la mode, dans les débuts de la campagne, aussi bien chez les officiers que chez les simples soldats, de noter au jour le jour tout ce quotidien de la vie et de consigner sur un carnet les humbles faits d'une existence dont chacun sentait la grandeur. Je revois encore, en Belgique, dans la petite église de Loo, toute jonchée de paille, les fusiliers marins et les territoriaux, installés comme des chanoines dans les belles stalles du chœur, et griffonnant des lettres et des carnets d'un sou. Assez vite d'ailleurs, la mode passa de ces modestes mémoires. Dès la seconde année, personne n'en écrivait plus guère. Les lettres quotidiennes qu'on envoyait aux femmes, aux parents, aux amis, épuisaient le petit lot de sentiments et d'idées que les hommes pouvaient encore rassembler sur du papier. Beaucoup s'imaginaient aussi que tenir un journal, cela portait malheur, car on avait vu trop souvent un éclatement de marmite mettre un brutal point final à la phrase inachevée.

Pour moi, jamais je n'ai fait un effort pour aider ma mémoire, jamais je n'ai pris une note pour fixer un souvenir. Je ne suis pas très sûr qu'il n'y eût pas au fond de mon esprit un peu de cette appréhension, qui donnait à tous ces papiers je ne sais quel air de testament. Et puis quelle étrange idée de tenir au jour le jour le doit et avoir de ses pensées! Dans le train courant des choses, c'est une fantaisie qui ne vient à personne. Pourtant il ne fait pas de doute que dans la vie régulière l'esprit ne soit plus alerte, les circonstances plus variées, les occasions de réfléchir plus diverses. N'est-ce pas une duperie de croire que nécessairement la guerre doive apporter un enrichissement? On s'aperçoit bien vite qu'à part un petit nombre de situations

qui remuent l'être jusque dans ses profondeurs, aucune existence peut-être n'a plus de monotonie, et que trente mois de vie mouvementée sont plus pauvres, en dépit des apparences, que trente mois de vie paisible.

Mais surtout, au milieu d'un si grand drame, tirer de sa poche un carnet, devenir le chasseur devant le gibier, penser à la littérature, noter n'importe quoi sur soi-même et sur les autres semblait vain et fastidieux. Le cadre de nos vies était si rétréci et les événements nous écrasaient d'un tel poids, que toute impression personnelle apparaissait misérable. La vue de l'univers bouleversé enlevait tout attrait au spectacle du petit monde intérieur. Et peut-être est-il sage de s'en remettre au temps pour savoir ce qu'on a vu, senti, pensé au cours de ces longs mois. Les seules minutes que nous aurons véritablement vécues seront celles dont le cœur, sans notes, sans papier, gardera ineffaçablement la mémoire. Que le reste s'en aille et disparaisse dans un gouffre d'oubli.

Mes trois compagnons de ténèbres ont chacun écrit leur journal. Sans doute, ce qu'ils ont vu n'a pas le prodigieux relief des choses que raconte dans le *Médecin de campagne*, au milieu de paysans rassemblés, le soldat de Napoléon ; mais tout de même ils ont des souvenirs. Depuis les premiers jours de la guerre notre régiment est au front. Pendant des mois, ils ont tournoyé dans ces plaines de Flandre où le vent de la mer du Nord claque sur les murs comme sur des voiles, — ce vent guerrier, rageur, qui rassemblait tous les bruits du canon pour nous les jeter au visage. Ils ont tenu la tranchée dans ces endroits devenus légendaires : Dixmude, la Maison du Passeur, Drie Grachten, Steenstraete, Langemarck et ce Bois triangulaire où beaucoup d'entre eux reposent sans une croix, sans rien qui rappelle qu'un homme est enterré là. Durant des jours et des nuits, ils sont restés les pieds dans l'eau, accroupis sur leur sac, leur fusil entre les jambes, dans ces tranchées de Belgique qui n'étaient que des fossés ruisselants. Pour les atteindre ou les quitter, il leur fallait franchir, dans les nuits les plus noires, de vastes espaces submergés, sur d'étroites chaussées défoncées par des trous d'obus, où l'on glissait avec toute sa charge et d'où l'on ne pouvait se tirer qu'à l'aide du fusil qu'un camarade vous tendait dans l'obscurité, à tâtons. Dans ce sinistre hiver des Flandres, ils ont été jusqu'au fond de la misère

obscure du soldat. Mais toute cette souffrance que je les ai vus traîner, un bâton à la main, à travers les boues de Belgique, vainement je l'ai cherchée dans les carnets de mes trois compagnons. Au milieu de leur détresse, seul ce qui pouvait s'inscrire en chiffres, en mesures, en noms propres (les étapes, le prix des denrées, les numéros des régiments rencontrés) leur a paru digne d'être écrit. Leur douleur ou leur fatigue, qu'est-elle donc devenue? Tout ce trop-plein de vie, qui s'épanche si volontiers de leurs lèvres en bavardages infinis, s'est dérobé à leurs doigts malhabiles. Et même jamais ils n'ont pensé que cela pût être écrit.

Entre maintes histoires de ce temps que nous ressassions ensemble, le Saintongeais m'a raconté que devant son créneau, parmi d'autres débris affreux qui flottaient sur la prairie noyée, et auxquels d'obscurs remous donnaient une sinistre vie, il avait vu, pendant trois jours, le crâne d'un soldat (un Allemand ou un Français, on ne pouvait le distinguer) qui émergeait à fleur d'eau. « Un homme vieux, insistait-il, qui n'avait que quelques cheveux, et qui n'était pas enterré! Ce n'est pas que cela m'émotionnait, ma foi non! mais cela me choquait, comprends-tu? » Je cherchai sur son carnet, à peu près à la date où ce qu'il me racontait avait dû se passer : il avait mentionné seulement qu'on avait distribué, cette semaine-là, à son escouade, des bottes de feutre avec des semelles de bois, et qu'en Belgique, c'était l'usage de sucrer le boudin.

IX. — TOUS LES OISEAUX DU CIEL

Même dans un fauteuil Voltaire, huit jours de plus dans cette cave finissent par peser sur le cœur. Les jours succèdent aux nuits, ou plutôt les prolongent, pour former une durée sans couleur, qui n'a d'autre mesure que le nombre des bougies que nous brûlons dans nos ténèbres. Épuisé, vidé, ressassé, le Capitaine Fracasse gît avec sa rapière sur le fumier des livres, comme une marionnette cassée qui ne fait plus rire personne. Et toujours ce bruit de paroles, le bavardage intarissable de mes trois compagnons qui ne s'écoutent même plus et parlent à la cantonade, et ce vacarme des obus qui semblent créer autour d'eux le vide et la sottise.

On a beau cultiver en soi, comme une fleur dans un pot, un

optimisme fondé sur des dates suffisamment éloignées pour qu'il ne puisse être ébranlé par les petits faits du jour, la bonne humeur se flétrit entre ces murailles moisies. Entends-je quelque propos pessimiste, me voilà exaspéré et qui embouche la trompette héroïque. Abonde-t-on alors dans mon sens, j'éprouve une sourde fureur, et me voilà dressant des mines contre de fallacieux espoirs. Le Saintongeais a-t-il le tort de s'abandonner, avec une bonhomie candide, au rêve d'une paix prochaine, c'est pour moi un plaisir diabolique de voir le désespoir se peindre sur ses traits, quand je lui prouve avec trop d'évidence que nous serons ici dans deux ans. Le cafetier, pour me complaire, se rallie-t-il à mes raisons, alors il faut entendre comme je me débats contre cette intolérable idée! La couardise me répugne, l'héroïsme m'excède. Je suis las de refaire, tous les jours, la carte du monde. J'ai deux opinions, sinon trois, sur les Bulgares, les Turcs, les Grecs, les Russes, les Anglais et les Américains, et jusque sur le temps qu'il fait. Je suis fatigué de tourner indéfiniment dans les mêmes pensées. La mémoire alimente de vaines rêveries, et s'y épuise; on est la proie d'un songe sans paroles; l'imagination s'accroche à vingt sujets, mais n'a de prise sur aucun; les sentiments gardent leur même force, mais leur expression s'use dans cet éternel va-et-vient de la tête au cœur. La guerre a pris pour moi l'aspect d'un voyage en troisième classe, que je fais depuis trois ans vers une destination inconnue. J'ai le dos brisé par les planches, la tête cassée de dormir dans une brutale encoignure, la cervelle martelée par les propos de compagnons qui changent quelquefois, mais semblent toujours les mêmes. Et ce qui défile à la portière a perdu pour moi tout attrait.

Mais sur les onze heures du matin, une vague lumière descend-elle jusque dans ma cave, l'ombre d'un rayon de soleil vient-elle toucher nos pierres moisies, de nouveau, mon humeur change. Mon esprit rasséréné ne voit plus dans le destin qui nous mène qu'une de ces épreuves que les mauvais génies imposent dans les contes aux chevaliers amoureux. Plus elles paraissent horrifiques, plus on est assuré qu'ils s'en tireront à leur honneur. J'accepte presque avec allégresse le sort qui me condamne à massacrer encore, après tant et tant d'autres, quelques centaines de ces ennemis blancs et noirs qui sont les jours et les nuits. Et par notre escalier branlant je remonte à la lumière.

Dehors, quelque chose de doux, de chaud, de parfumé, que je n'avais pas senti depuis longtemps, glisse dans l'air, m'environne et me pénètre. Des oiseaux jouent, se poursuivent et crient dans les platras, se posent sur une fenêtre retenue par un gond à un pan de mur encore debout. De l'autre côté de la route, dans le cimetière, sur une tombe, un arbrisseau couvert de fleurs jaunes se penche. Ma parole, j'aperçois des fleurs! Les premières de l'année! Là-bas, vers le canal, le bois marécageux, où tombent toujours des obus, a changé de couleur. Il y a sur lui un frémissement de bourgeons qui vont éclore. Soudain, tout près de nous, une marmite éclate. Quelque chose de noir, de rapide, un éclat m'effleure le visage. D'un bond je me jette en arrière. Trembleur! C'était une hirondelle! Cette chose noire, c'est le printemps.

O délices de la lumière! Il n'y a qu'une minute encore, j'étais cave, bougie, ténèbres et comme un infernal tambour sur lequel retentissaient tous les petits ennuis de ma vie. Me voici maintenant, printemps, lumière et feuille verte. L'horticulteur dit près de moi : « Aujourd'hui, c'est la Saint-Joseph. » Et l'homme de Saintonge ajoute : « On dit chez nous que, ce jour-là, c'est le mariage des oiseaux. » Et tous trois, nous regardons l'hirondelle emmêler ses crochets rapides, en poussant des cris aigus.

Jamais peut-être, autant que durant cette guerre, les yeux ne se sont levés vers le ciel. Dans un temps où chacun est emprisonné dans la terre, quel apaisement de voir errer au-dessus de sa tête une fantaisie libre, un oiseau! Quand, pour aller n'importe où, il faut circuler, durant des heures, dans un dédale de boue; quand tout rampe et se dissimule, comment ne pas soupirer après cette liberté du ciel, du nuage, de l'oiseau qui file si vite et si droit à son but? Liberté, liberté divine et sans crainte! ailes légères, têtes insouciantes, vous suivre, vous imiter dans votre absence d'inquiétude, s'abandonner comme vous à la chance, au hasard bienveillant! Sur les ailes de cette hirondelle, tous les oiseaux, associés à ma vie depuis trois ans, accourent autour de ma mémoire. Tourterelles lustrées de lumière, que le matin, dès l'aube, je poursuivais avec ma bicyclette sur les plateaux du Soissonnais; oiseaux de proie du crépuscule qui me glaçaient le cœur, battaient l'air d'une aile rapide que la vitesse semblait rendre immobile, guettant leur

proie, fondant sur elle, réveillant dans mon cœur le peuple frémissant des noirs présages! O courlis de Belgique, et votre cri si triste des soirées de l'Yser! Où alliez-vous, oiseaux rapides qui passiez sur notre angoisse? Pluviers mélancoliques qui nous jetiez un morne cri d'adieu avant de franchir d'un seul coup d'aile l'immense étendue marine, assemblée des corbeaux, freux au ventre gris, qui vous réunissiez en troupe autour des charognes surprises par l'arrivée des eaux; intelligentes pies qui échangiez les nouvelles du jour, vrai blason de l'hiver, noires comme suie, blanches comme neige et la queue d'un poêlon; bandes folles des étourneaux qui, d'une ferme à l'autre, insoucieuses des frontières, picoriez le pain noir des Boches et le pain blanc de chez nous, et qui, neutres sans malice, alliez vous coucher, le soir, dans ce bois de la Canardière que seules vous pouviez occuper! O paradis terrestre qu'étaient devenues les prairies inondées de l'Yser! Hérons pensifs, debout sur les mottes qui émergeaient des eaux protectrices; lointains oiseaux du Nord que nous avons vus quelques jours glisser sur l'eau moirée, et dont le beau plumage faisait lever les têtes même les plus craintives au-dessus de la tranchée; beaux cygnes qui nagiez devant nous au milieu des balles sifflantes et du bruit absurde des obus, si tranquilles, si beaux, si confiants, que les fusils des plus enragés chasseurs restaient pour vous sans menace; et vous, perdreaux et cailles qui croissiez et multipliiez au milieu des lapins et des lièvres, entre les fils de fer barbelés; pinsons qui annonciez la venue du printemps, alors que ni dans nos cœurs ni dans la nature encore froide, aucun espoir de feuille n'avait encore paru; et vous, pinsons aveugles, prisonniers dans vos cages ténébreuses, que nous avons entendus sans vous voir dans les estaminets des Flandres, en buvant un café sans ardeur ni parfum; rossignols douloureux qui célébriez notre propre douleur et nos amours perdues; que de fois votre force de vie, votre chant, votre liberté nous a tour à tour fait du mal, étonnés, consolés, ravis! Mieux que les verdures qui renaissent, dans ces paysages de mort, vous êtes, au-dessus de nos têtes, le signe que la vie survit à la dévastation, qu'il y a des choses que la guerre ne tue pas, et qu'un jour, nous aussi, nous serons rendus à la lumière, à nos fantaisies, à la vie libre. Parmi les jardins dévastés, dans les villages en ruines où vous menez la même vie qu'autrefois, vous dites aux décombres : « Voyez, nous

revenons, et le vieil instinct qui nous conduit ici ramènera, un jour, les anciens hôtes. » Dans cette guerre impitoyable pour la nature tout entière, vous paraissez protégés par un miracle de tous les instants. Il semble qu'une providence ait dit : Vous seuls, vous serez épargnés!

Durant cette longue campagne, je n'ai vu qu'un oiseau touché dans le ciel meurtrier. Mais c'était un combattant, un pigeon voyageur. Je l'ai ramassé dans un bois, blessé au cou par un éclat. Sous l'aile, il avait son matricule; à la patte, son message. Je le rapportai au colombier. Il était déjà mort. On constata son décès; on le raya du cadre de l'armée des pigeons. Le sergent du colombier l'enterra de ses mains dans le cimetière des soldats.

X. — LE CHOCOLAT DE MINUIT

Plus que cinq jours de cette cave. Encore dix bougies à brûler, cinq fois à communiquer l'heure, cinq fois à signaler la vitesse du vent, quelques obus à recevoir, et puis nous quitterons ces ténèbres... Tout dormait ou veillait en silence autour de nous. Dehors, pas un coup de canon. Le calme était si grand que, même du fond de notre cave, on avait l'impression que le ciel était plein d'étoiles. Mon tour de garde était venu, et je lisais Stello, dans un livret dépareillé de la bibliothèque à deux sous. Gilbert, Chatterton, Chénier, ce sont de magnifiques ombres pour peupler une cave et tenir compagnie dans un moment un peu grave. J'aime Vigny : il y a en lui quelque chose de discipliné et d'anarchique, de raisonnable et d'impulsif, d'irascible et de tendre, que je sens aussi dans mon cœur et qui m'émeut profondément.

Le Saintongeais dormait à poings fermés; le cafetier, sur un poêle Godin, que nous n'allumions que très tard à cause de la fumée, nous préparait, pour le coup de minuit, une tasse de chocolat; et l'horticulteur, profitant d'un peu d'eau qu'il avait mis tiédir, se faisait la barbe à la bougie. Soudain, quatre obus pressés, qui paraissaient courir l'un après l'autre, dérangèrent ce beau silence, d'une manière si impérieuse et si brusque, qu'à tous les trois ensemble il nous vint à l'esprit que, cette fois, quelque chose de sérieux allait suivre. Et en effet, presque aussitôt, notre maison ruinée devint le centre d'une

éruption volcanique, où nos oreilles attentives distinguaient surtout, dans le fracas des éclatements, le bruit grêle de choses qui, soulevées en l'air, retombaient sur notre abri. La nuit entière, du haut en bas, était secouée par le canon. Dans le vaste sous-sol dont nous occupions un des bouts, des voix encore mal réveillées de dormeurs obstinés s'interrogeaient dans les ténèbres; des portes s'ouvraient et battaient, comme dans un hôtel meublé où vient d'éclater l'incendie. Autour de notre cave, engloutie dans l'ombre et le bruit, les obus allaient et venaient comme une sorte de marée, tantôt nous dépassant, tantôt s'arrêtant devant nous. Les « 75 » s'étaient mis à répondre, et lançaient leurs trains rapides avec ce rythme fougueux qu'on n'entend pas sans allégresse. Dans ces moments, on a tôt fait de se croire le centre du monde ! Notre misérable abri et nos pauvres personnes nous paraissaient être l'enjeu du formidable duel aérien.

Au milieu de ces grondements, sifflements, effondrements de l'air, paisiblement, dans notre poste, le téléphone, la bougie, le *Capitaine Fracasse* ouvert à la page où l'on voit le Chariot de Thespis s'en aller cahin-caha sous la nuit étoilée, notre table de marbre noir, le pulvérisateur contre les gaz, l'amas des bouteilles laissées dans une poussière humide et molle par ceux qui nous avaient précédés, tout cela paraissait attendre quelque chose; on ne savait quoi. L'idée que ces misérables épaves étaient peut-être, parmi tous les objets qu'il y a dans l'univers, ceux que je voyais les derniers, me passa dans l'esprit, bizarrement associée à la phrase que le vieux Michel Bréal disait à l'un de ses fils, quelques jours avant de mourir : « Mon enfant, les nations se sont mises à un régime bien sévère. » Sur le poêle, mijotait le chocolat. L'horticulteur, toujours très calme dans les instants difficiles, proposa de le boire; mais le patron du café Saint-Ausone fut d'un avis contraire, car le chocolat n'était pas assez cuit, et il aimait la perfection. Un obus souffla la bougie. Dans les ténèbres, j'entends les voix de mes compagnons qui s'aigrissent à propos de ce chocolat, avec une âpreté curieuse, quand la mort est sur nos têtes. Niaiserie? Stupidité? Non, instinct profond de la vie, qui distrait son appréhension sur un détail imbécile, et rend l'homme pareil au coucou qui poussait, l'autre jour, son cri absurde et si vivant au milieu du bois dévasté... Puis, tout à coup, un silence.

La querelle reste suspendue. Un bruit prodigieux de vitesse, qui semble nous apercevoir, nous contracte sur nous-mêmes. Tous les quatre, nous sentons que cette chose qui vient est pour nous. Mais déjà, nous ne sommes plus qu'un tonnerre, une explosion, un vacarme poussiéreux, auquel succèdent aussitôt vingt bruits de choses fracassées, qui retombent de tous les côtés avec des sons différents. La poussière nous prend à la gorge. Dans le silence, sur nos têtes, une dernière brique dégringole. Et près de moi, longtemps, longtemps après que le tonnerre a cessé, j'entends encore une chose qui tombe, comme si elle avait hésité un siècle à prendre son parti de choir.

Que nous est-il arrivé? Sommes-nous encore vivants? Dans la nuit un juron résonne, vraiment pas comme un blasphème, mais plutôt comme un soupir. Une lampe de poche s'allume; un étroit rayon blafard nous découvre tous les quatre, silhouettes immobiles, pétrifiées par la surprise dans un halo poussiéreux. Nous vivons. L'abri est intact. C'est le pan de mur, qui se dressait depuis des mois au-dessus de notre cave, que l'obus vient d'abattre, et qui maintenant nous recouvre de ses débris amoncelés. L'escalier s'est effondré derrière nous. Par une chance inespérée, rien n'est brisé au téléphone, mais le chocolat est par terre. Et même, je crois bien que le dernier objet qui s'était laissé choir, longtemps après que tout ce qui devait tomber était déjà tombé, c'était justement la casserole, qui semblait avoir hésité auquel des deux acharnés disputeurs elle devait donner raison, du cafetier de Saint-Ausone ou de l'horticulteur de Neuilly.

Cela dura jusqu'au matin, s'arrêta quelques heures, recommença après la soupe, pour cesser vers cinq heures et reprendre avec la nuit. A notre droite et à notre gauche, nos troupes attaquaient les pentes de Brimont et de Moronvilliers, et l'ennemi s'imaginant que les renforts arrivaient par nos boyaux, les écrasait avec méthode.

« Nous voici dans la lune rousse! » avait dit l'agriculteur saintongeais. Et le jardinier de Neuilly, après avoir observé le régime nouveau qui s'était établi dans l'air, avait fait ce calcul : « En deux fois, cette nuit et cet après-midi, il est tombé sur le secteur environ deux mille obus. Nous avons quatre jours et quatre nuits à rester encore ici : c'est donc huit mille obus qui

nous restent à encaisser. » Tout cela dit paisiblement, comme il aurait indiqué à ses aides jardiniers le nombre de pétunias, de géraniums ou d'héliotropes à planter dans un massif.

Quant au cafetier de Saint-Ausone, il nous raconta une histoire célèbre, je suppose, chez tous les hôteliers, et qui me parut s'accorder tout à fait à l'état de nos esprits.

Un voyageur, dans un hôtel, avait coutume, en se couchant, de jeter avec fracas ses souliers sur le plancher. Son voisin s'étant plaint, il promit d'être moins bruyant. Mais entraîné par l'habitude, en se déshabillant, le soir, il jeta son premier soulier avec sa violence ordinaire. Puis, se rappelant tout aussitôt sa promesse, il posa l'autre si doucement qu'une souris ne l'aurait pas entendu. Cinq minutes, un quart d'heure s'écoulent. L'irascible voisin attendait pour s'endormir la chute du second soulier, mais à la fin, n'y tenant plus : « Hé ! Monsieur, cria-t-il à travers la cloison, achevez de vous déchausser ! »

Nous aussi, dans les nappes de silence, entre deux bombardements, nous avons envie de crier : « Hé ! Qu'attendez-vous, là-bas ? Tirez, et que ce soit fini ! » Ces moments de répit sont aussi désagréables que le bombardement lui-même. Le silence n'est plus un repos, mais l'attente du tapage ; toute accalmie n'est qu'un retard sur l'échéance inévitable. Nous mesurons le temps en obus, comme, la semaine passée, nous le comptions en bougies. Toutefois, chacun de nous sent fort bien que le moment où nous quitterons cet abri ne dépend plus maintenant du colonel ni de personne, et que la décision en est reportée à une date, qui ne se mesure plus en secondes, en minutes ou en jours, ni même en chandelles ou en obus.

De temps en temps, les yeux s'égarent vers ce mince plafond de briques, qui est toute notre protection, avec les gravats du mur. Évidemment, l'abri creusé sous l'ancienne voie romaine qui passe devant notre maison, serait un meilleur refuge. Là vivent, loin des bruits du monde, depuis bientôt deux ans, des électriciens troglodytes, qui, pour des raisons mystérieuses que seul comprend un soldat du génie, ne nous donnent jamais la lumière. Très bons garçons, très accueillants, ils interrompent volontiers, pour nous faire place dans leur antre souterrain, leurs petits travaux d'art sur des culots d'obus. Mais ici, dans notre cave, nous nous sentons chez nous ; nous avons sous la main les deux ou trois objets qui

nous sont nécessaires, une paillasse pour s'étendre, du papier pour écrire des lettres, un livre où jeter les yeux. Suivant l'humeur du moment, tantôt nous descendons dans les profondeurs de la route, emportant notre téléphone ; tantôt nous demeurons sous notre plafond de gravats, par paresse, dégoût de bouger, ennui d'abandonner cette ombre de logis, ce fantôme de confort, résignés au destin, sans avoir d'ailleurs l'illusion que ce destin nourrisse à notre endroit des intentions particulièrement favorables.

Je ne sais pourquoi, mes compagnons sont persuadés que l'attaque engagée ne réussira pas et que nous sommes bombardés d'une façon effroyable, sans utilité pour personne. Pourquoi se font-ils cette idée? Ils seraient, les uns et les autres, bien incapables de le dire. C'est l'esprit désenchanté de la nature paysanne qui élève en eux sa voix. Au reste, cette vue sombre des choses ne leur enlève rien de leur sang-froid stoïque. En toutes circonstances ils se conduisent comme s'ils étaient soutenus par la plus grande flamme intérieure. L'acceptation courageuse de tout ce qui peut nous arriver leur est aussi naturelle que leur instinct pessimiste. Dans leur sacrifice obscur, ils réalisent à la lettre, et bien sans le savoir, la maxime de Guillaume d'Orange : « Il n'est pas besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer. »

Au milieu de ce déchaînement de la mort autour de nous, il semble que l'esprit, comme le corps, cherche à tenir le moins de place, à disparaître, à se faire oublier ; on ne pense à rien, on attend. Si même des remous inconscients vous apportent une idée qui, en d'autres saisons, pourrait vous faire réfléchir, on l'écarte comme importune. L'existence quotidienne se poursuit dans notre trou avec sa platitude ordinaire : nous marquons de la mauvaise humeur, si le café est froid, si le cuisinier n'a pas versé dans nos gamelles assez de légumes ou de viande. Le moment de notre relève continue de nous occuper, comme si cette heure devait infailliblement sonner. On dirait, à nous entendre, que l'effet le plus calamiteux de ce bombardement puisse être, au pire, de couper le téléphone. Ni les uns ni les autres, nous ne pensons sérieusement que nous puissions être tués. Sans doute on est étonné d'échapper à ces rafales, mais on ne peut se résoudre à croire que, depuis qu'on est au monde, tous vos pas, toutes vos actions, tout ce que vous avez aimé,

senti, pensé, ait pour aboutissement d'être écrasé dans ces ténèbres.

Je ne reconnaissais que trop la pauvreté de ces idées. J'aurais voulu y échapper, élever de quelques degrés la température de mon cœur. Mais je m'y efforçais en vain. Plus je faisais effort pour m'arracher aux intérêts les plus médiocres, plus je me sentais sec et stérile, comme si mon esprit lui aussi se heurtait aux murs de la cave. Et pourtant, je n'avais qu'à faire appel à ma mémoire pour me trouver en plein sublime. Tant de mes amis sont morts au milieu de sentiments si magnifiques, qu'ils semblaient ne pouvoir survivre à leur exaltation, et qu'au moment de disparaître ils avaient vraiment atteint le sommet de la vie! J'avais là, près de moi, dans leurs lettres, dans leurs souvenirs, dans ce qu'on m'avait écrit d'eux, les plus belles vies de Saints, le plus beau martyrologe : des morts toutes païennes, et pour ainsi dire consacrées à Racine et à Ronsard; d'autres offertes d'un cœur naïf dans le plus pur élan d'un sentiment guerrier; d'autres toutes chrétiennes, comme celle de M. de Montgolfier, que je veux rapporter tout au long, parce que personne peut-être ne l'écrira jamais, telle qu'elle me fut racontée, un de ces soirs des Flandres où l'Amiral se promenait dans la petite salle à manger, sa casquette sur la tête et sa cigarette à la bouche comme il en avait l'habitude.

L'aumônier des fusiliers, qui, par un hasard romanesque, se trouvait être l'ancien chapelain de l'Impératrice d'Autriche alors qu'elle n'était que la princesse Zita de Parme, était venu passer la soirée avec moi et me faisait un récit bien émouvant des derniers jours de Dixmude. Officiers et soldats se considéraient, me disait-il, comme sur un navire qui va sauter. Ils se faisaient les uns aux autres les confidences les plus intimes. Tous avaient fait le sacrifice de leur vie, et ils étaient d'une tranquillité parfaite. Les morts, si vivants il y avait une minute à peine, ne semblaient pas tout à fait des morts à leurs camarades qui restaient, tant ceux-ci avaient encore l'esprit rempli de leur présence et de leur activité! Et les vivants ne se sentaient pas tout à fait des vivants, tant ils avaient la certitude que leur tour de mourir allait sonner!... Mais j'en viens à M. de Montgolfier. Il avait été blessé en donnant l'assaut aux tranchées. L'aumônier, averti, accourut de Dixmude pour lui donner l'absolution là où il était tombé. Dès qu'il l'aperçut, le blessé

tendit vers lui les bras : « Je vais mourir, lui dit-il; ne me dites pas non. C'est admirable de mourir ici, lorsqu'on sait où l'on va. » L'aumônier l'administra. Les obus tombaient autour d'eux. M. de Montgolfier rayonnait. Puis, tout à coup : « Partez, dit-il. D'autres camarades vous attendent... Adieu, Monsieur l'aumônier, on a besoin de vous ailleurs. Allez et ne craignez pas. Vous arriverez à bon port. Tant que vous marcherez, je prierai pour vous. » L'aumônier s'éloigna. Il n'était pas arrivé à la lisière du champ de betteraves, où se passait cette admirable minute, que M. de Montgolfier était mort.

Au fond de mes ténèbres, que j'étais loin de ces hauteurs dans les pauvres efforts que je faisais pour échapper simplement à l'appréhension ou à l'ennui! Ces grands mouvements de l'âme restaient pour moi de belles histoires de Légende dorée, toutes-puissantes sur mon imagination, mais sans effet sur ma vie. Et je passais les heures, tantôt à regretter de ne pas entendre en moi cette grande musique intérieure que j'appelais en vain, tantôt à me dire qu'il fallait laisser là le désir de se dépasser soi-même et que la calme résignation, l'indifférence un peu plate de mes compagnons de ténèbres ne manquaient pas de grandeur.

Au-dessus de nos têtes, dans les décombres de la maison, logeait un camarade plus fataliste encore, quoique d'une autre façon. C'était le signaleur optique, qui, du milieu des ruines, à peine dissimulé à la vue de l'ennemi par quelques sacs de terre, faisait toute la nuit, sous l'averse des obus, avec sa lampe électrique, le discret travail de liaison, naguère réservé au téléphone. En arrivant à son poste, il avait reçu la nouvelle qu'un de ses enfants était malade, et le sort de cet enfant occupait tout son esprit. Je montais quelquefois à son observatoire pour jeter un regard sur le système des tranchées allemandes qu'on découvrait fort bien de sa logette. Tout en observant à la jumelle les longs sillons de craie qui serpentaient à travers les petits bois de sapins, nous causions tous les deux du souci qui le tourmentait. Il accomplissait sa besogne avec une conscience parfaite et un tel mépris du danger qu'on eût dit que son inquiétude créait autour de lui une zone de protection efficace. Si ce n'eût été impie, on aurait presque envié le souci qui le rendait comme étranger à ce qui se passait autour de nous.

Pour moi, je m'étais mis sous la protection d'un ange, un

ange enfariné, une tête de bois peint avec un débris d'aile, que, depuis la Belgique, je promène avec moi, bien qu'il pèse près de deux livres, — ce qui est encore lourd pour un ange, quand on le porte sur son dos. Il n'est pas des plus jolis avec son crâne à demi emporté par un obus; mais, lui aussi, c'est une victime de la guerre! Depuis plus de trois cents ans, il écoutait, dans son église, les chants et les prières flamandes, quand une affreuse marmite vint l'arracher à son extase. Le pauvre petit pierrot est tombé de son rêve, au milieu de cent cinquante jeunes alpins, arrivés de la veille, qui se rendaient au feu et sont morts, écrasés, sans l'avoir jamais vu. Sans doute, cet innocent a-t-il servi de projectile : sur un coin de la joue, il garde une trace de sang. Je l'ai ramassé dans les ruines, le matin même du désastre, pour empêcher qu'on le brûlât; et, depuis ce temps déjà lointain, nous ne nous sommes jamais séparés. Dans ma cave, sur une planchette, juste au-dessus de ma paillasse, j'aperçois son sourire poupin et son petit moignon d'aile. Non, il n'est pas des plus jolis avec cet éclat de marmite qui l'a largement trépané, mais tout de même il est charmant. Mes camarades s'imaginent que je l'ai placé là-haut par une pensée de dévotion, et j'ai garde de m'en défendre, car je ne trouve pas mauvais qu'un peu de mysticité flotte dans ce réduit, où la poule au gibier, les cochons de Saintonge, le téléphone et la soupe occupent un peu trop nos esprits. Mais je dois à la vérité de confesser que mon compagnon angélique n'est pour moi qu'un porte-bonheur. Et serait-il en effet vraisemblable qu'une seconde catastrophe, pareille à la première, le transformât de nouveau en projectile? Décemment, cela ne peut être la fonction de ce chérubin de casser la figure des gens!

S'il me porte chance jusqu'au bout, cet angelot enfariné de la vieille église des Flandres, je le mettrai dans ma bibliothèque, au-dessus du rayon des livres de mes amis tués à la guerre, pour qu'il les réunisse tous, les croyants et les incroyants, les sceptiques et les mystiques, les fous charmants et les sages, sous son sourire innocent et son débris d'aile étoilée.

XI. — L'OISEAU DES RUINES

Le calcul du jardinier se trouva faux de quelques centaines d'obus. Dès le troisième jour, l'ennemi cessa d'écraser nos

tranchées et nos boyaux. Plus un bruit, plus un coup de canon. Une sorte de mort s'était établie dans l'air. Nous en éprouvâmes tous une déception profonde (qui me fit voir combien, dans le pessimisme naturel à mes trois compagnons, il y avait d'espoir secret), car ce silence qui succédait à l'effroyable vacarme, c'était le signe que notre attaque pour délivrer les collines de Reims n'avait pas réussi, et qu'il fallait, une fois de plus, ouvrir un crédit à la patience.

Après ces grands ébranlements, on reste un instant interdit, comme à la sortie d'un concert l'esprit demeure quelque temps prisonnier de cet univers de sons, d'accords, de pensées vagues qui se dessinent, se mêlent, se font et se défont dans une fantasmagorie étrange soustraite à l'espace et au temps. Puis cette impression se dissipe ; les choses reprennent autour de vous leur aspect naturel ; et le plus vif sentiment qui subsiste de cet énorme tapage, c'est un peu d'humiliation pour le trouble qu'on a ressenti. D'où ces propos gouailleurs, ces plaisanteries toujours les mêmes, reproduites à satiété par la littérature du front, et qui sont moins de la gaieté qu'une raillerie sur soi-même, de nature assez macabre.

Ces émotions violentes et qui toujours se ressemblent, s'effacent vite avec le danger, ne laissant guère dans la mémoire que l'écho de leur fracas. Tant que dure le vacarme, l'imagination énervée se figure qu'elle va garder de ces heures forcenées de quoi peupler de souvenirs tout le reste de la vie. Mais, en dépit de leur étrangeté, ces grands tumultes aériens n'ouvrent dans la mémoire que de larges trous pareils à ceux des obus dans les champs, et quand on veut rassembler les impressions qui vous en restent, on constate avec surprise qu'elles tiennent dans le creux de la main.

Sous le bombardement, je me disais parfois : « Quand la paix sera revenue, que tout ce vacarme sera fini, comment les gens qui n'auront pas connu ces cataclysmes de bruits, pourront-ils s'en faire une idée ? » La vue des quelques changements qu'on découvre autour de soi, quand on remonte à la lumière, — un escalier démoli, un pan de mur écroulé, un cercle d'entonnoirs, — serait bien insuffisante pour maintenir ou recréer l'impression de ces heures d'orage. Pour faire revivre devant l'imagination ces brutales cérémonies en musique, pour donner une idée de ces pompes grandioses, d'une seule de ces

nuits infernales, il ne faudra pas moins que le spectacle de tout un grand village, détruit, réduit en miettes, par des années de guerre, comme était, par exemple, à quinze cents mètres de nous, à l'endroit où s'amorçaient les boyaux, le village où se trouvait le poste de notre colonel.

Je m'y rendais dans les moments d'accalmie, pour y prendre les ordres ou chercher des bougies, suivant tantôt ce qui fut une rue, tantôt ce qui fut un jardin, ou bien un petit bois, et m'attardant à cueillir le muguet. Mon Dieu, qui m'aurait dit qu'un jour, près d'une ligne de feu, je me promènerais, comme un héros de Gérard de Nerval, avec cette pensée : je vais cueillir du muguet! Ma foi, avant la guerre, je ne savais pas même où et comment cela poussait. Ici, les bois étaient remplis de ces clochettes innocentes et tout à fait irresponsables des niaiseries qu'on leur fait dire sur les cartes postales. On en voyait partout sur le bord des terriers creusés par les obus : les moustiques, nés avec elles, troublaient seuls le plaisir de les cueillir.

En ces temps diaboliques, les arbres, les maisons, les paysages, si immuables d'ordinaire, passent plus vite encore que les hommes. Dans le village du colonel, pas un arbre qui n'eût sa branche fracassée ; pas un rosier qui n'eût sa branche morte, pas un mur qui s'élevât plus haut que ceux d'Herculanum ou de Pompéi. La brique pâle et comme inanimée dont les maisons étaient bâties, achevait la ressemblance avec ces villes mortes. Quelques grands porches de fermes, sous lesquels passaient jadis les chars de moisson et de vendange, et conservés par miracle, s'ouvraient largement sous le ciel, précisant encore l'air antique de ces ruines toutes fraîches, perdues au milieu d'un marécage. Ce n'est pas assez dire que le bombardement a détruit les maisons, il les a réduites en poussière. On regarde comme une curiosité le seul toit qui existe encore. L'église n'est qu'un amas de décombres, et pourtant, si détruite qu'elle soit, elle garde au milieu de cette dévastation sa physionomie d'église, et, en dépit de son piteux état, un air de protection.

Mais pour faire de ce village cette chose sans nom, il a fallu trois ans de guerre, des milliers et des milliers d'obus, — cinquante, cent mille peut-être, — tant il est facile et difficile à la fois de détruire cette fragile et résistante chose : une maison, une vie! Et les obus tombent encore tous les jours, pour trouer ces murs inutiles, démolir cette fenêtre qui tenait par

miracle, briser ce morceau de verre, remuer cette tombe, jeter bas ce reste de portail, ébranler ce petit enclos, arracher une branche à quelque arbre fruitier, bref, porter le trouble au milieu du chaos, la dévastation dans la mort...

A leur tour, ces décombres, témoins inertes de ces fureurs aveugles, finiront par disparaître. Ce village sera rebâti; la dévastation s'effacera comme le bruit s'est éteint. Il n'est pas jusqu'au souvenir qui sera réduit au silence. La complaisance, que malgré soi on apporte à des récits inévitablement pareils dans leur tragique monotone, lassera vite des oreilles indifférentes et l'attention reprise par la vie. Il n'y aura plus, pour écouter ces histoires, que de vieux compagnons de guerre que le sort n'aura jamais séparés, ou bien d'anciens camarades que le hasard mettra l'un en face de l'autre, et qui, avant de s'aborder, hésiteront un moment à reconnaître, sous la barbe blanchie et le vêtement inconnu, l'homme avec qui ils auront passé les heures sinon les plus tragiques, du moins les plus mouvementées de leur vie. Alors, quand tout dans la nature aura repris son visage d'autrefois, pour exprimer l'horreur de ces choses passées, il ne restera que l'invisible, l'absence d'un être anéanti par une de ces tristes nuits, et que dans sa maison, dans son jardin, dans son champ, on ne reverra jamais plus...

Comme je rêvais à cela dans les ruines de ce village écrasé, au pied d'un mur où se lisait encore en grosses lettres : « Noces et banquets, » sautillait devant moi, dans la pierraille, un petit oiseau noir d'une effroyable allégresse. Il allait d'une pierre à l'autre, soulevant une légère poussière, effritant encore la ruine de ses pattes dures et crochues, voletant, se démenant, et paraissant, dans sa jubilation, ne plus savoir où donner de la tête. Les arbres épars dans les vergers dévastés, les premiers arbres dont les bourgeons éclataient, semblaient pour lui sans attrait. Il chantait, mais non pas comme chante d'ordinaire un oiseau. Un oiseau chante pour appeler l'amour ou écarter un danger de son nid : celui-ci semblait excité par la seule vue du ravage. Je reconnus l'oiseau des ruines dont parlent les ornithologues. Il lui faut, à cette bestiole, le gravat, les décombres, la brique réduite en poussière ; et les buissons lui font horreur. Les hiboux sont moins sinistres, qui, le soir, jettent leur triste plainte, car eux-mêmes semblent les victimes du malheur posé sur leurs ailes. Mais ce petit oiseau macabre ne paraît trouver

son plaisir que dans la désolation; et rien n'est plus attristant que cette méchanceté humaine dans une bête innocente.. Si, dans les temps qui viendront, un Berlioz inconnu veut exprimer par la musique la tristesse de ce village, ou d'un autre tout pareil, anéanti par la guerre, qu'il n'oublie pas de faire entendre, au milieu de sa symphonie, entre le fracas du canon et le silence de la douleur, le cri grinçant de cet oiseau!

XII. — LA MAISON D'OU LE MAÎTRE EST PARTI

Quelle allégresse de quitter cette cave, de sortir de ce boyau, de se retrouver sur une route! Je me croyais habitué à ces ténèbres. Mais non, je n'étais pas habitué! Que cette route est blanche! Comme ce ciel est paisible! Derrière nous, sur la ligne, le jeu brillant des fusées; devant nous, l'ombre éclairée de lune, la transparence de la nuit. Pour nous délasser les épaules, nous posons, tous les quatre, nos sacs sur le bord du chemin, et entre nous s'élève, très silencieusement, un large sentiment d'amitié, une satisfaction pleine, profonde, sans mélange, de nous retrouver là, tous ensemble, intacts après ces heures agitées, et de nous être porté bonheur les uns aux autres. J'éprouve pour l'agriculteur de Saintonge, le jardinier de Neuilly, et le propriétaire du café Saint-Ausone une affection fraternelle. Je me reproche mes accès de mauvaise humeur à leur endroit, que d'ailleurs je puis me flatter de n'avoir jamais laissé paraître. Je sens toute la valeur de leur attachement aux choses simples de la vie et l'apaisement qu'a donné à mon imagination énervée leur résignation bougonne. Je pense à tout ce qui se cache de gentillesse délicate sous leurs dehors un peu rudes; je me rappelle mon retour parmi eux, à ma dernière permission.

C'était, il y a six mois, en automne. Autour de moi, sur la route déserte, rien que des branches nues. Les têtes rondes des guis, au sommet des peupliers, étaient la seule verdure; le canon, qui n'arrêtait pas, semblait avoir pris possession de tout l'air, maintenant que la dernière feuille était tombée. Une lumière encore lointaine m'annonça mon cantonnement. Même l'endroit le plus triste du monde devient, dans la nuit, une étoile. Je revenais, reconnaissant les moindres détails de la route, et pourtant il me semblait voir toutes choses pour

la première fois. Les visages de mes camarades que j'allais retrouver, flottaient épars devant mes yeux. Pas l'ombre d'une joie à les revoir... J'étais ingrat : ils m'attendaient. « Les neuf jours de ton absence nous ont paru un mois, » m'ont-ils dit gentiment. Et ils avaient conservé sur la table, où nous prenions nos repas, un bouquet de fleurs attardées, un bouquet qu'ils m'avaient offert pour fêter ma permission, et qui, plus durable qu'elle, n'était pas encore passé...

Après cette halte silencieuse, nous rechargeons nos sacs, et, quittant le bord du fossé, nous reprenons le chemin enchanté qui nous ramène vers la vie. Nous poursuivons notre route. Des rainettes coassent dans les marais d'alentour. Jamais le chant du rossignol ne m'a paru plus beau que ces voix sans couleur de la terre et des eaux printanières. Elles m'entraînent loin d'ici dans la mélancolie de leur chant terne et nostalgique. Elles m'entraînent là-bas où l'on m'attend, au cher pays où, dans huit jours sans doute, j'arriverai permissionnaire, moi, ma musette et mon bidon...

J'y suis. C'est de là que j'écris. Ma mémoire ne m'avait pas trompé. Les rainettes chantent dans l'étang; le sureau, le chèvrefeuille et les roses s'unissent pour embaumer la nuit. En quinze jours, tout a beaucoup poussé. L'été est presque reconstruit. Voici le paysage dessiné, peint jusqu'à l'automne. Étendu dans l'herbe haute, ma pensée ne dépasse pas les fleurs. Il faut déjà faire un effort pour m'arracher à cette paix, pour comprendre qu'elle n'est pas la vérité vraie du moment. Cette existence étrange, que nous menons depuis des mois, elle est si peu attachée à la vie qu'on l'oublie comme un mauvais songe, qu'on s'en sépare comme d'une défroque. Et pourtant, tout vous y ramène! Autour de vous, mille voix muettes étreignent brusquement le cœur. Ici, dans cette grande demeure et dans ce bel enclos, tout dit que le maître est parti et ne reviendra plus. La maison est peuplée de jeunes femmes, d'enfants, de domestiques : cependant elle semble vide. Le parc éclate de verdures jeunes; mais dans les allées vertes d'herbe et de mousse, semble toujours errer un fantôme. La table est animée, bruyante, mais personne n'y règne ; une femme ne se plaint jamais, mais le son de ses paroles est le son même de la plainte. Sur la façade ensoleillée, une fenêtre reste toujours close; dans

le vestibule, rempli de mouvement et de bruit, une porte est toujours fermée. Aux heures calmes de l'après-midi, où le repos qui s'étend sur la maison semble ramener avec lui la douceur des anciens jours, cette porte s'entr'ouvre, pour laisser passer une ombre, qui va contempler en silence une cantine d'officier, où reposent des lettres, des photographies, de menus objets familiers, et un triste uniforme qui garde encore tous les plis de la vie et la petite déchirure par où la mort est entrée...

Près de moi, sous la charmille, une voix chantante lit les *Mémoires d'un Ane* à deux bambins pleins de grâce, penchés sur son épaule. Soudain la voix s'arrête. La lecture s'est achevée sur la mort de Pauline. J'entends un enfant qui demande : « Et Cadichon que devient-il? » Et la lectrice un peu sévère : « Voilà bien le cœur des enfants! La pauvre Pauline est morte, et ils ne pensent qu'à Cadichon! » Un silence. Et puis, de nouveau, j'entends la voix puérile, timide, toute chargée de larmes : « Oh! tante! Quand l'oncle Jean est mort, nous avons eu bien du chagrin. »

JÉRÔME et JEAN THARAUD.

LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE

ET

LA CONTRE-OFFENSIVE DES ALLIÉS

Après la théorie, la pratique : il est indispensable de l'avoir présente à l'esprit, au moment où l'on négociera la paix et où il faut plus particulièrement se garer des embûches allemandes.

Depuis qu'en octobre 1917 a été exposée ici même, la conception dominante de l'Allemagne dans ses mobiles de guerre et dans ses buts de paix, les faits sont venus, répétés et catégoriques, démontrer la violence de ses appétits et la persistance de ses prétentions à l'hégémonie économique du monde.

De quelque côté que l'on porte ses regards, l'évidence est la même : tractations de Brest-Litovsk, de Kiew ou de Bucarest; discussions du Reichstag; propagande pangermaniste; mémoires documentaires dressés par les grandes associations patronales, tout révèle la même et générale ambition.

C'est à peine si quelques isolés, se recrutant surtout dans le milieu des affaires, osent insinuer que la victoire militaire ne saurait réaliser ce rêve grandiose, et que force sera de chercher une solution dans les voies de la « conciliation. »

Cette conciliation, l'histoire tout entière des derniers mois la rend impossible, parce que suspecte de féline hypocrisie de la part de l'Allemagne : l'empereur Guillaume a proclamé qu'il « savait très exactement, » dès août 1914, qu'une lutte à mort

s'engageait alors entre le système anglo-saxon du monde, tel que l'a défini le président Wilson, et le système teuton.

Pour n'être pas encore vidée, la querelle reste identique : il faut, a dit le Kaiser, que l'un des deux succombe. La conviction qu'il en est fatalement ainsi s'impose à quiconque s'applique à discerner, dans les dédales de ses cheminements, les directives de la politique allemande.

I

Le fait initial de la phase actuelle et encore inachevée de la grande guerre, est la résolution de paix votée par les deux tiers du Reichstag le 19 juillet 1917. Il importe d'en rappeler le texte et les origines politiques, avant de suivre l'application qui en a été faite par le gouvernement impérial.

« En repoussant l'idée d'accroissement des territoires opéré par la contrainte, l'assemblée, disait cette résolution, poursuit une paix à l'amiable, aboutissant à la réconciliation durable des peuples. Les actes de violence politiques, économiques et financiers sont incompatibles avec une pareille paix. Le Reichstag repousse également tous les plans tendant à un boycottage et à des interdictions économiques après la guerre. Seule, une paix économique avec la liberté des mers, après la cessation des hostilités, permettra aux peuples de vivre ensemble dans des relations économiques durables. »

Telle était la réponse faite officiellement par la majorité parlementaire au programme de paix « sans annexions ni indemnités » que venaient de formuler les promoteurs de la trop fameuse conférence socialiste internationale de Stockholm.

On pouvait croire, à s'en tenir aux apparences, qu'il y avait suffisante identité d'aspirations entre les auteurs de la motion et les inspirateurs de Stockholm pour que des conversations utiles dussent s'engager à bref délai, avec la complicité active de toutes les forces cosmopolites de l'univers. De fait, après le court interrègne de M. Michaëlis, le Reichstag manœuvra de manière que la chancellerie fût confiée à un catholique bavarois de marque, M. de Hertling, lequel se fit assister d'un suppléant pris parmi les radicaux, M. de Payer, et du diplomate le plus expert et le plus conciliant dont dispose l'Allemagne, M. de Kühlmann. A ce trio de choix le chef des socialistes

majoritaires, Scheidemann, promit tout aussitôt son plus dévoué concours.

Si donc l'or pur de la résolution du 19 juillet s'est mué en un plomb vil, la faute en est à ceux-là mêmes qui avaient fondu et battu le très noble métal. Ou plutôt, le plomb n'était-il pas, dès l'origine, la partie dominante de l'alliage et l'or n'y figurait-il pas seulement à titre de placage superficiel pour permettre aux félons d'appâter les naïfs? Naïfs ou félons, peu importe, le résultat est le même : les Russes des Soviets et de Lénine s'y laissèrent prendre. Si répugnante et si coûteuse qu'ait été pour nous leur trahison, l'Entente n'en doit pas moins leur savoir quelque gré pour avoir joué à son égard le rôle des ilotes ivres, en amenant l'Allemagne à abattre ses cartes et en démontrant au monde où conduit l'anarchie, où l'illusion du verbe, où le mirage de l'abstraction.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude de retracer la filiation directe du marxisme avec l'impérialisme allemand, ni d'exposer le détail des négociations qui s'engagèrent, presque aussitôt après l'avènement de Lénine, à Brest-Litovsk, à Kiew, puis à Bucarest. Encore faut-il rappeler quelques dates et quelques faits essentiels.

Dès la première prise de contact à Brest-Litovsk, c'est-à-dire le 2 décembre, une opposition radicale se révéla en apparence entre les points de vue des négociateurs : au « paix immédiate sans annexions ni indemnités » des Russes, les Centraux répondaient en déclinant « toute acquisition territoriale opérée par la force ; » mais quand il s'agissait de consulter les populations intéressées, les Centraux estimaient que les provinces baltiques, la Pologne, les indigènes africains eux-mêmes avaient suffisamment fait connaître leur volonté pour qu'il fût inutile de les interroger à nouveau, surtout en l'absence de troupes d'occupation ; en réalité, les uns et les autres n'étaient ou ne semblaient être pleinement d'accord que sur le chapitre des relations économiques, « ayant été constamment opposés à des buts de force, disaient les Germains, et voyant dans le rétablissement économique régulier (?), tenant compte des intérêts de tous les participants, l'une des conditions les plus importantes pour la préparation et l'établissement des relations amicales entre les puissances actuellement en guerre. »

Ni le vague de cette dernière formule, ni les restrictions lit-

téraires ou mentales qui accompagnaient les premières, ni d'autres incidents encore tout aussi significatifs, tels que le refus d'autoriser les socialistes minoritaires allemands ou leurs camarades neutres de s'approcher du lieu où se tenaient ces curieuses conférences, ne dessillèrent les yeux des bolcheviks : la résolution de ne plus se battre était chez eux si définitive, peut-être aussi tellement enracinée l'illusion de rencontrer dans cette aventure le concours plus ou moins spontané d'autres démocraties turbulentes de l'Europe, qu'on se résigna à ne retenir, dans chacune des phrases de la diplomatie germanique, que les seuls mots où pouvait s'accrocher l'irréductible espoir de traiter à tout prix.

Alors se déroula la plus lamentable tragi-comédie qu'ait jamais enregistrée l'histoire. La « démocratie » allemande ne manifesta pas le moindre penchant pour modérer l'appétit de son gouvernement ; aucun des peuples de l'Entente ne fit la moindre pression sur ses dirigeants pour qu'ils prissent part aux négociations de « paix démocratique » qui venaient de s'amorcer à Brest-Litovsk ; à peine si quelques grèves, peu durables du reste et plus alimentaires que politiques, éclatèrent alors dans les Empires centraux et en Pologne. La déception fut grande chez les bolcheviks, ou du moins affectèrent-ils de la ressentir telle ; encore leur amertume s'exprima-t-elle avec plus de vivacité contre l'Entente qu'à l'égard de l'Allemagne, et lorsque, dans leur beau zèle d'affranchissement révolutionnaire, ils résolurent de répudier d'un seul coup toute la dette publique du tsarisme, ils ne cachèrent point leur espoir d'atteindre ainsi la France dans ses intérêts les plus sensibles, les porteurs de titres de cette dette y étant plus nombreux qu'ailleurs.

Les délégués allemands à Brest-Litovsk, M. de Kühlmann en tête, n'avaient pourtant pas, par la netteté de leurs demandes, facilité le jeu, mélangé de recul tactique et de phraséologie humanitaire, adopté par les représentants de Lénine. Deux de leurs revendications gênaient plus spécialement ceux-ci : le refus catégorique des Allemands d'évacuer les provinces appelées à secouer le joug russe, avant qu'elles eussent proclamé librement leur indépendance sous la protection éclairée des baïonnettes prussiennes, bavaroises ou saxonnes ; la volonté manifestée par les Puissances centrales de s'assurer dans la Russie amoindrie un régime commercial plus favorable encore

que celui dont elles avaient bénéficié avant la guerre. Cette double prétention, très crûment exprimée, enlevait vraiment tout caractère « démocratique » aux conventions qu'on se préparait à signer, et leur imprimait par contre un cachet évident de « capitalisme » réaliste, très peu concordant avec les principes essentiels du socialisme maximaliste. Comment sauver la face de ce dernier dans ce brutal conflit d'intérêts vivaces et de mots creux? C'est à peine si Lénine et ses acolytes s'y essayèrent.

Nul n'ignore de quelle manière et avec quelle rapidité se développa cette sinistre farce : appel des bolcheviks aux peuples alliés pour les inviter à se joindre à leurs si engageants pourparlers; reprise de ceux-ci, le 9 janvier, après le court délai imparti à ces peuples pour être admis autour du tapis vert; protestations variées des bolcheviks contre les thèses germaniques; intervention sensationnelle du général Hoffmann pour opposer les réclamations formulées par les Russes au nom du « droit des nations de décider de leur sort » au système des proscriptions à jet continu qu'ils pratiquaient dans le moment même à l'égard de leurs propres concitoyens; résolution définitive, durement signifiée par le même, de ne pas évacuer les provinces baltiques, « ces contrées n'ayant ni organes administratifs, ni organes judiciaires, ni police, ni chemins de fer, ni postes et télégraphes, » ou, plus exactement, « tout cela étant au pouvoir et au service des Allemands. » Et ainsi de suite.

Soudain, pressée de sortir du déluge de mots maximaliste, pressée surtout de se procurer des vivres, qu'elle espérait y trouver en abondance, l'Europe Centrale reconnaît l'autonomie de l'Ukraine et traite avec elle (9 février), en lui cédant même quelques districts de la Galicie autrichienne pour acheter plus vite son accord. Dès le lendemain, le ministre des Affaires étrangères de Lénine, le célèbre Trotsky, proclame qu'il se refuse et à souscrire aux annexions allemandes, et à reprendre les armes; il ordonne d'achever la démobilisation russe, déjà aux trois quarts consommée par la désertion spontanée des troupiers; il laisse aux soldats allemands le soin « de savoir maintenant qui les mène et pourquoi on les pousse à la guerre. » Cette innovation diplomatique « ni guerre ni paix, » cette dénudation de l'idée pure pour la défendre contre les instincts animaux, n'ont pas plus de succès que les précédentes exhor-

tations philosophico-mystiques des meneurs de Pétrograd. Les Empires centraux veulent en finir : ils dénoncent l'armistice, font avancer leurs armées qui, malgré des appels de forme à la guerre sainte, aux guérillas, à l'insurrection, ne rencontrent aucune résistance militaire, voire aucune opposition morale, puisque, effarés de cet assaut inopiné, affolés par la discipline dont continuent à faire preuve les Huns, les bolcheviks acceptent, dès le 19 février, et signent le 3 mars, en le baptisant ultimatum, le traité auquel ils avaient refusé d'adhérer le 10 février sous le nom de paix de conciliation.

Collusion criminelle, ou illuminisme hystérique, ou encore combinaison de ces deux forces initiales, le tour est joué, le rideau tombe. Il ne se relève plus que pour un bref épilogue : depuis que la Roumanie a été, par la défection précipitée de l'Ukraine, coupée du reste de l'univers, elle est à son tour condamnée : la « paix » de Bucarest vient bientôt compléter (7 mai) l'œuvre accomplie les 9 février et 3 mars.

II

La série de ces conventions diplomatiques, dictées par la violence seule, fournit d'amples et multiples sujets de méditation ; l'on peut disserter à l'infini, à la lumière des protestations déjà formulées par les Polonais, les Esthoniens, les Lithuaniens, et même par certains Finlandais, sur la façon dont s'entend de nos jours, à Berlin et à Vienne, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Aujourd'hui, ce n'est plus seulement dans les leçons traditionnelles de la diplomatie ou de l'art militaire qu'il faut chercher la signification vraie des traités du XXe siècle. Cette signification, elle est, avant tout, dans leurs stipulations économiques.

Partant de cette donnée trop certaine que la Russie était désormais hors d'état de lui résister, l'Allemagne put donner libre cours à ses ambitions commerciales et pleine satisfaction à ses besoins proches ou lointains. Et voici, en résumé, ce qui advint.

Avec l'Ukraine d'abord. Pour apaiser la faim qui tiraille les estomacs austro-allemands, la nouvelle république s'engage à livrer des quantités importantes de céréales avant le 31 juillet 1918, et ce à des prix fixés par une commission mixte ; les ces-

sions se feront en partie par des sociétés d'État ou des centrales contrôlées par l'État, et en partie librement; les empires du Centre livreront de leur côté les excédents de leur production industrielle en articles qui manquent à l'Ukraine. Pour l'ensemble des relations économiques et jusqu'à un délai de six mois après la signature de la paix générale, les anciens traités de commerce qui liaient la Russie et qui contenaient la clause de la nation la plus favorisée, seront remis en vigueur et complétés par le libre transit, naguère interdit par les Russes, des marchandises du centre vers la Perse. Dans l'intervalle, de nouvelles conventions seront négociées; mais, dans la négociation, l'Ukraine ne pourra pas se prévaloir des avantages de tarifs que les Empires centraux se seraient consentis entre eux ou auraient concédés à d'autres puissances avec lesquelles, limitrophes ou non, ils auraient conclu une « alliance économique, » si bien que le traitement de la nation la plus favorisée ne jouera qu'au profit de ces empires, contre l'Ukraine et contre les tiers.

« C'est la paix du pain, » proclama le comte Czernin, encore ministre des Affaires étrangères de la monarchie dualiste. On sait qu'elle ne procura pas le pain aux affamés du Centre. Par contre, l'hypothèque prise sur l'avenir recevait toute sa valeur : c'était, savamment organisé, le marché des vaincus monopolisé par les vainqueurs.

Mêmes préoccupations, mêmes précautions et mêmes clauses à l'égard de la Russie du Nord. De ce côté, où l'on était sans doute un peu mieux informé qu'à Kiew, il y eut bien un simulacre de résistance : les bolcheviks firent observer doucement, avec des gémissements appropriés, que les anciens tarifs douaniers qu'il s'agissait de ressusciter avaient été infiniment plus avantageux à l'Allemagne qu'à la Russie. Cette protestation n'eut d'autre résultat que d'aggraver les conditions imposées par M. de Kühlmann : les tarifs anciens dureront jusqu'en 1925, alors même que la paix générale interviendrait longtemps auparavant; l'Afghanistan profitera du libre transit stipulé en faveur de la Perse ; les charbonnages du Spitzberg seront aménagés de manière à être contrôlés par l'Allemagne; les sujets allemands continueront à toucher les rentes russes récemment répudiées par les bolcheviks, et ils seront indemnisés des autres dommages de guerre subis par eux.

Les bolcheviks ont pris soin de qualifier eux-mêmes de pareils arrangements. « La paix dite amiable est réellement une paix annexionniste et impérialiste, » proclame la déclaration officielle de leurs plénipotentiaires, au moment de la signature des actes de Brest-Litovsk. Elle est « déshonorante, » ajoute la résolution, non moins officielle, des soviets qui l'ont ratifiée le 16 mars.

Décidée à n'évacuer les territoires laissés à la Russie qu'après conclusion de la paix générale, l'Allemagne s'empressa à parfaire son œuvre. Vis-à-vis de la Pologne « indépendante, » dont on ne savait trop si elle serait placée sous un condominium austro-allemand, ou si l'un seulement des deux alliés en assumerait le contrôle, l'Allemagne a pris soin, par un arrangement secret, de s'assurer le concours des bolcheviks pour s'annexer le district houiller de la Dombrowa. Et, quant à l'ensemble de la Vieille-Russie, elle obtint de ses amis bolcheviks l'engagement d'en exclure les hommes d'affaires et les capitaux de l'Entente.

Pour la Roumanie, ce fut, si possible, encore plus topique : après la cession directe ou indirecte de la Dobroudja à la Bulgarie et celle de cent soixante-dix villages roumains à la Hongrie; après des stipulations à peu près identiques aux précédentes relativement aux relations commerciales générales, deux questions ont été traitées à part et ont reçu des solutions caractéristiques. Pour s'assurer des produits agricoles, l'armée d'occupation avait signé avec des propriétaires des baux à long terme qui ont été sanctionnés par le traité de paix, et des règlement pénaux ont été édictés par elle en vue de rendre obligatoire le travail de la population mâle de quatorze à soixante ans. D'autre part, pour mettre la main sur la production pétrolifère, une société désignée par les Puissances centrales aura désormais le monopole des recherches, celui de l'exploitation, celui du retour des concessions en cours après leur expiration ; une autre société, avec 75 pour 100 de capital austro-allemand, jouira du monopole de la vente des huiles minérales à des prix fixés souverainement par elle et sans le moindre contrôle de l'État roumain (1).

(1) Au témoignage de la *Gazette populaire de Leipzig*, il est improbable que ce système, si savant soit-il, eût procuré à l'Allemagne tout le pétrole dont elle a besoin, au cas où les huiles d'Amérique continueraient à lui manquer. En 1912,

Tels sont les faits dans toute leur simplicité ; telle a été l'application pratique, une fois l'ennemi désarmé, de la formule « ni annexion ni indemnités, » celle aussi du programme de liberté et de paix économiques. Il faut voir maintenant comment ces faits et cette application ont été acceptés par les diverses fractions de l'opinion allemande. Un retour en arrière est ici nécessaire.

III

La fameuse résolution du Reichstag avait tout aussitôt déterminé une grande agitation du leader catholique Erzberger. Dans une interview qu'il accorda au début de septembre au journal hongrois *Az Est*, il s'efforça de démontrer qu'on était bien près de s'entendre, puisque aussi bien le président Wilson et le Reichstag étaient d'accord sur les points essentiels : limitation réciproque des armements, arbitrage international, renonciation à toute indemnité de guerre, refus de morceler aucun pays et condamnation de toute guerre économique. Mais il n'y avait là que des mots sonores, des intentions trompeuses : sitôt que quelque publiciste prétendait préciser et parler par exemple de la Belgique ou de l'Alsace, M. Erzberger et ses émules se dérobaient discrètement.

Quant aux socialistes allemands, ils étaient moins maniables encore que les ultramontains. C'est presque au même moment, en octobre pour préciser, qu'eurent lieu deux de leurs réunions officielles. A Berne, où les syndicalistes teutons, dirigés par Legien, avaient vainement tenté d'amener des camarades alliés et où ils ne rencontrèrent que quelques neutres, on se proclama incompétent pour « discuter la question de la faute des peuples et de leurs gouvernements dans la guerre et ses conséquences ; » puis, surtout préoccupé d'amener le prolétariat universel à procurer la conclusion d'une paix prochaine, on plaça parmi les revendications essentielles le droit, pour les États, d'empêcher l'immigration de travailleurs « ayant un degré de civilisation inférieure, » ce qui était un excellent

en effet, sur une importation totale de 795 000 tonnes de pétrole brut, 617 000 lui venaient des États-Unis, 127 000 de Galicie, 30 000 de Russie, 22 500 de Roumanie ; celle-ci fournissait, de plus, 17 500 tonnes d'essence sur 198 000. Il est douteux, disait le journal, que la Roumanie puisse couvrir la moitié de ces besoins.

moyen de protéger l'ouvrier allemand contre la concurrence des Slaves, Italiens, Africains ou Chinois.

A Wurzbourg, où l'on était entre soi, car il s'agissait des assises solennelles du seul socialisme allemand, on fut plus clair et plus expressément national. La participation à toute guerre est pour nous, dit Ebert, « une question non pas de principe, mais bien de tactique, » et le congrès vota la liberté pour les élus du parti de continuer à consentir les crédits militaires. Il nous faut, précisa David, « suivre une politique qui, à l'égard de la paix, convainque le peuple allemand que ce sont nos ennemis qui prolongent la guerre; il nous faut rassembler les pacifistes de tous les pays, tandis que les armées allemandes continueront leur pression sur les troupes ennemies; » l'Alsace-Lorraine, s'exclama Scheidemann, fait partie intégrante de l'empire, » et, ajouta Immel, « la richesse de ces provinces en matières premières est une raison suffisante pour nous imposer le devoir de les garder; » puis le congrès, tout ému par cette éloquence, repoussa par 258 voix contre 26 une motion dissidente disant que la paix ne sera possible qu'après qu'on aura brisé la résistance des grands capitalistes et du militarisme.

Ces divers votes se résumaient dans cette signification dédaigneuse aux bolcheviks, faite dès novembre par le *Vorwærts*, organe officiel du parti : « Si l'on ne concluait la paix que lorsque le prolétariat aura été victorieux dans tous les pays, on prolongerait la guerre encore plus que les pangermanistes eux-mêmes avec leurs buts annexionnistes. Les peuples ne veulent pas attendre jusqu'à ce que l'Alsace-Lorraine soit française ou la Belgique allemande, mais ils ne veulent pas non plus attendre jusqu'à ce que les derniers vestiges de la bourgeoisie aient disparu complètement : cela pourrait durer trop longtemps... Nous avons aussi des conquêtes à défendre; nous avons aussi un avenir devant nous, et nous ne voulons pas laisser se perdre et se briser les forces dont nous avons besoin. Voilà pourquoi nous combattons. »

Après cela, que pouvaient valoir les protestations périodiques des socialistes majoritaires en faveur du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ou même leur insistance spasmodique à réclamer pour la Prusse l'égalité du droit de vote et, pour l'Allemagne, quelque autorité morale aux interventions parlementaires ? L'accord pouvait se faire, en effet ; il

était même près de se conclure, mais pas du tout dans le sens où l'espéraient les naïfs : il se nouait, à supposer qu'il n'existât pas déjà, avec les pangermanistes.

Ceux-ci ne restaient pas d'ailleurs inactifs et ne s'étaient pas laissé anesthésier par le Reichstag. Les milieux d'affaires commençaient à se montrer fort soucieux des moyens de rendre après la guerre sa puissance économique d'antan à l'Allemagne. Déjà, dans une conférence assez pessimiste du 18 décembre 1916, M. Walter Rattenau, l'organisateur du ravitaillement allemand en matières premières, avait déclaré que l'Allemagne était à cet égard comme « en liquidation; » la réorganisation économique, avait-il poursuivi, ne regarde plus l'individu, mais la généralité tout entière qui devra surveiller et discipliner la production, le commerce, les transports et jusqu'à l'emploi des capitaux privés; l'État, concluait-il, devra avant tout se pénétrer de l'idée que l'Allemagne ne peut, comme les États-Unis, se suffire à elle-même, qu'elle doit à tout prix acheter au dehors des matières premières, et, pour les payer, exporter ses produits; le gouvernement aura donc nécessairement pour programme de paix « la suppression de toute difficulté apportée par l'adversaire à l'exportation des matières premières et la défense de rechercher l'origine des marchandises » à l'importation. Puis, comme pour marquer l'importance suprême de ces idées, un ancien major-général de l'armée allemande, le général Freytag-Loringhoven, consacrait un opuscule, les *Conséquences de la guerre mondiale*, à démontrer que la bataille de la Marne de 1914 avait marqué l'échec du plan militaire offensif de son pays; que, depuis lors, le facteur économique l'emportait sur le système armé, et que, par conséquent, il fallait laisser à la politique le soin d'amener la décision que n'avaient pas su donner les combats.

Qu'à cela ne tienne, ripostaient les pangermanistes : la solution est encore et toujours au pouvoir de nos troupes victorieuses. « Pas d'égards, pas d'apitoiements, disait le général von Liebert, dans une réunion conservatrice de Halle : nous voulons incorporer la Courlande et attirer à nous les 60 millions de Russes... Nous devons avoir la Belgique et le Nord de la France... Les possessions portugaises doivent disparaître, la France doit payer jusqu'à ce qu'elle soit saignée à blanc. » Et un autre patriote, libéral de tendances mais moins exalté de

tempérament, le professeur von Schultze-Gœvernitz, préconisait de son côté la clause de la nation la plus favorisée, la liberté d'approvisionnement en matières premières, le régime de la « porte ouverte » dans toutes les colonies européennes.

Opinions individuelles que tout cela? Oh! que non pas! Les ambitions démesurées du général von Liebert étaient celles-là mêmes de la Ligue pangermaniste; celles du professeur von Schultze formaient partie intégrante du manifeste inaugural de la « Ligue du peuple pour la liberté et la patrie », que les groupes de gauche venaient de créer pour faire contrepoids aux intempérances des annexionnistes outranciers; un mémoire confidentiel des métallurgistes allemands (1), daté du 18 décembre 1917, et très fortement documenté, établissait l'inéluctable nécessité pour l'Allemagne de conserver définitivement le bassin métallique de Briey, si elle voulait recouvrer sa puissance militaire, sa force économique, la prospérité de la classe ouvrière et ne pas se trouver démunie pour la prochaine guerre.

C'est à toutes ces revendications que le prince impérial faisait allusion lorsque, au début de janvier, il promettait à quelques syndicats ouvriers « une bonne et honorable paix qui assurera aux ouvriers allemands les conditions d'une vie heureuse et le libre développement de leurs forces sur le sol même de la patrie. » Le comte Hertling n'en ignorait rien non plus, quand, encore président du conseil bavarois, mais à la veille d'être promu chancelier impérial, il disait sournoisement dans un discours de fin novembre, à Munich : « En admettant la victoire de l'Entente, c'est l'Amérique qui prendrait dans le monde une place prépondérante; c'est elle qui dominerait les mers et dirigerait le commerce mondial. Amérique contre Europe : tel est le caractère que, par la faute de l'Entente, la guerre menace d'assumer de plus en plus. Conséquemment, les Puissances centrales et leurs alliés ne combattent plus pour elles seules; elles combattent pour l'indépendance de l'Europe contre un empire colonial devenu trop puissant. »

Telles avaient été les dispositions des divers partis allemands au moment où s'ouvrirent les négociations de Brest-Litovsk. On reconnaîtra que les positions des partis germa-

(1) Édité en France, Belin 1918, par les soins de la *Fédération des Industriels et Commerçants.*

niques étaient nettement prises avant que l'Entente ait décliné l'offre obligeante des Soviets de participer aux négociations de la paix amicale, « sans annexions ni indemnités. » Ce fut une pitrerie de plus, et fort pitoyable, des chefs de la majorité du Reichstag, de prétendre que cette abstention avait seule dégagé leur loyauté bien connue des engagements pris par eux le 19 juillet.

IV

La conscience allemande est ainsi faite, ou ainsi dressée par ses éducateurs, qu'elle croit imperturbablement aux vertus morales de sa race et s'étonne, avec une désespérante candeur, que personne d'autre ici-bas ne lui fasse confiance. « Il y a, disait tout récemment un ministre anglais à la Chambre des Communes, d'un côté la nature allemande, de l'autre la nature humaine. » Cela, les Huns ne l'admettront jamais. Pourtant leur propre histoire, au cours du premier semestre de 1918, suffirait, à soi seule, à en administrer la preuve.

Lorsque s'ouvrit cette période, le chancelier Michaëlis était déjà tombé sur un médiocre incident de séance, mais déjà aussi les conservateurs poursuivaient une campagne insidieuse contre le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. de Kühlmann, qui leur était suspect d'être plus diplomate qu'homme de main. L'habileté du nouveau chancelier, le comte Hertling, ne suffit pas longtemps à protéger les victimes des haines pangermanistes : c'est de n'avoir pas assez fait pour la grandeur allemande qu'on les accusa bientôt; les traités dont on a donné plus haut la substance furent représentés, non pas comme contraires à la politique du 19 juillet, mais comme trahissant les intérêts que celle-ci paraissait avoir éliminés.

Et pourtant, les faits furent nombreux, dans ces premiers mois de 1918, qui eussent dû éveiller la conscience allemande, si seulement elle eût été susceptible de remords, à une plus claire et plus équitable conception des réalités historiques et des véritables responsabilités engagées dans la guerre. On eut alors presque coup sur coup la révélation des instructions données en août 1914 par M. de Bethmann-Hollweg à son ambassadeur à Paris; les aveux du prince Lichnowski sur les trafics de son gouvernement à Londres, ceux de M. Muelhon sur l'im-

pulsion imprimée dans les premiers mois de 1914 aux fabrications de la maison Krupp; puis enfin la publicité donnée aux ouvertures tortueuses faites par l'Autriche, au printemps de 1917, avec ou sans l'aveu de la cour de Berlin, pour encourager le mouvement pacifiste français, en laissant croire que l'empereur Charles s'entremettrait volontiers pour un règlement amiable de la question d'Alsace-Lorraine.

Ces événements, si probants fussent-ils, ne jetèrent pas le moindre trouble dans la conscience germanique. Ce fut, au contraire, le moment choisi par le *Vorwærts* pour expliquer, avec une magnifique désinvolture, comment l'extrême-gauche allait renier ses prétendues doctrines sur le droit des peuples : « Il n'est pas encore tout à fait certain que les modifications à l'Est tendent à des annexions. Mais, pour la Russie, cela ne fait rien. Si l'Allemagne avait été battue et contrainte d'abandonner l'Alsace-Lorraine et les provinces du Rhin, il lui aurait été assez indifférent de savoir si ces régions devaient devenir françaises ou autonomes. Nous ne devons pas oublier que les prolétaires allemands en guerre n'avaient pas à empêcher des annexions qui peuvent être faites par l'Allemagne, mais devaient et doivent empêcher des annexions aux dépens de l'Allemagne. »

Au vrai, pour ces esprits si notoirement scrupuleux, l'affaire russe était déjà terminée et classée, pour autant du moins qu'elle ne viendrait pas à ressusciter du fait des insurrections des paysans ukrainiens, de l'assassinat du comte Mirbach à Moscou, de celui du maréchal von Eichhorn à Kiew, de la lutte menée contre les bolcheviks par les Tchéco-Slovaques et de l'intervention possible des Alliés, soit en Mourmanie, soit en Sibérie. Ce dont on se préoccupait désormais par-dessus tout, c'était des prochaines offensives du front occidental : celle qui allait se déclencher le 21 mars contre les Anglais, celles du 27 mai et du 15 juillet contre les Français. Entre les deux, dans les premiers jours d'avril, le *Vorwærts* marquait la position de la Socialdemokratie en termes que n'eût pas répudiés le plus fougueux pangermaniste : « La situation... est la conséquence d'une politique qui ne fut pas la nôtre, disait-il. Mais puisque les choses en sont là, il n'y a pas d'autre moyen de les faire tourner au bien de l'Allemagne que de remporter une victoire complète dans l'Ouest. Le peuple allemand a mis toutes

ses forces au service de cette cause. C'est maintenant à nos chefs militaires et politiques qu'incombe la responsabilité de nous assurer le succès. La paix que la bataille nous donnera, cette paix issue de la victoire, sera fragile. Elle laissera derrière elle une foule de problèmes complexes et non résolus. Elle placera les gouvernements de demain devant une tâche des plus difficiles. Mais qu'importe, pourvu qu'elle vienne! Pour le moment, le seul moyen de l'obtenir, c'est d'être vainqueur. »

Un pareil cynisme préparait les palinodies les plus éhontées; de fait, les mêmes socialistes majoritaires qui venaient de voter les traités orientaux, acceptèrent sans trop maugréer que leur ministre favori, M. de Kühlmann, quittât le ministère des Affaires étrangères, pour s'être déclaré partisan d'une paix de négociation, et ils ne protestèrent pas lorsque, pour les calmer, le chancelier Hertling soutint que rien n'était changé dans la politique allemande, qu'il voulait toujours « le champ libre pour le développement de son peuple, notamment dans le domaine économique, c'est-à-dire naturellement aussi la garantie nécessaire contre une situation difficile dans l'avenir; » ils continuèrent à se taire quand le chancelier insista sur cette idée que, pour ne pas rester isolée économiquement, l'Allemagne devait « entrer avec la Belgique dans des relations commerciales intimes, qui sont entièrement dans l'intérêt de celle-ci, puisque son caractère, sa situation et son développement la rejettent vers l'Allemagne, » et que Berlin doit empêcher qu'elle « devienne à nouveau un terrain d'attaque, non seulement dans le sens militaire, mais dans le sens économique. »

Rien n'était changé dans la politique allemande, rien sinon qu'elle devenait un peu moins hypocrite que devant. Pourquoi, en effet, les socialistes majoritaires eussent-ils protesté contre cette annexion déguisée de la Belgique, puisque, dans le même temps, l'un des leurs, le néo-marxiste docteur Lensch, proclama à son tour que l'Allemagne est redevable de sa grandeur et de sa prospérité au protectionnisme, au *dumping*, à la fusion étroite de l'action politique et militaire avec l'action économique, et que l'Empire se doit à lui-même de poursuivre dans le même sens et par les mêmes voies sa formidable mission historique?

Pour une fois, la rhétorique mystique de Guillaume II exprimait donc bien réellement l'âme de sa race tout entière, lorsque, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son

avènement, il vaticina : « La victoire de la conception allemande du monde, voilà ce qui est en jeu. » Selon le vœu du comte Hertling, l'Allemagne avait réalisé l' « unité de front » intérieure.

Il semble qu'une telle série de paroles et d'actes eût dû ouvrir les yeux les plus rebelles à la lumière. Il n'en fut malheureusement pas ainsi : chez les neutres, et, ce qui est tout comme, dans les rangs du socialisme internationaliste de certains belligérants, la puissance des mots et la séduction des chimères cachent toujours à plus d'un les réalités vivantes.

On comprend, à la rigueur, que malgré l'évidence, malgré la mise en coupe réglée de l'Ukraine, de la Roumanie et autres lieux favorisés de la « paix allemande, » malgré même les menaces formelles dirigées contre eux, notamment contre les Pays-Bas, par la presse germanique, les gouvernements neutres d'Europe, — suisse, hollandais, scandinave ou espagnol, — aient continué à ne pas se soucier d'échanger leur sort présent, si misérable fût-il, contre la situation, moins enviable à leur sens, de belligérant. Calcul humain, s'il en fut, qui ne dénote ni un tempérament d'apôtre, ni même une perspicacité singulière, mais qui a de nombreux précédents dans l'histoire.

Plus étrange assurément et moins explicable sous tous les rapports était la persistante illusion où s'obstinait le socialisme international : il en coûta moins à l'apôtre Pierre pour renier Jésus, moins à Henri IV pour conquérir Paris au prix d'une messe, qu'il n'en coûtait à ces illuminés de renoncer à leur foi demi-séculaire dans le prophète Karl Marx et l'efficacité de l'Internationale ouvrière. Cette foi était-elle absolue et sincère? Ne s'y mêlait-il pas quelque souci, chez les chefs les plus éclairés, de ménager les plus turbulents de leurs soldats pour en conserver la clientèle électorale? Fallait-il y voir aussi, comme d'aucuns, l'effet des intrigues dorées de l'Allemagne? Ce n'est point le lieu ni l'heure de répondre à ces questions; sans doute, au surplus, les mobiles étaient-ils variés et complexes; le résultat n'en était pas moins misérable.

Nous ne parlons pas ici des Russes : ils s'étaient mis eux-mêmes hors de combat. Mais voici qui est plus curieux. Moins de trois mois après l'appréciation sévère formulée par le Hollandais Troelstra sur la paix orientale, à l'instigation, dit-on, de son ami Scheidemann, le même Troelstra recommençait à

s'agiter pour remettre sur pied le projet de conférence internationale ouvrière avorté en 1917, travaillant, prétendait-il, à une paix de conciliation qui finirait fatalement par détruire le militarisme et, par conséquent, par supprimer, comme devenant sans objet, le problème de l'Alsace-Lorraine, sur lequel aucun accord n'était actuellement possible entre les intéressés.

Cela encore n'était que formules creuses et traîtresses. Mais, incidemment, Troelstra dévoilait son arrière-pensée, en rappelant (1) qu'un des nombreux diplomates qui se sont succédé à la Wilhelmstrasse au cours de la guerre, le sous-secrétaire d'État Zimmermann, lui avait manifesté l'espoir que les succès militaires allemands permettraient d'englober la France et aussi la Belgique dans l'union douanière germanique. Désormais, il devenait aisé de comprendre la manœuvre; d'autant plus même, que chacun se rappelle encore et les efforts répétés du Cabinet de Berlin pour s'ouvrir le marché financier de Paris avant 1914; et les multiples tentatives faites durant les hostilités pour éveiller les susceptibilités et les inquiétudes de la France contre les prétendues ambitions secrètes de l'Angleterre; et l'achat d'un grand quotidien parisien pour répandre ces impressions; et les récentes paroles du comte Hertling sur le péril anglo-saxon qui menace l'Europe, ses chefs d'industrie et ses ouvriers de la concurrence américaine. Le plan était clair et manifeste : on voulait à tout prix sauver la mise économique, et l'on y employait maintenant Troelstra, après tant d'autres qui avaient échoué dans l'entreprise.

La lumière, si éclatante fût-elle, ne se fit pourtant pas pour tous les meneurs du socialisme français. L'année 1917 leur avait apporté de grandes et multiples déceptions : ils n'étaient encore remis ni des illusions qu'ils s'étaient formées sur la valeur révolutionnaire et gouvernementale de Kerensky, ni de l'échec du projet de conférence de Stockholm ; pour se consoler des premières, ils avaient, dans *l'Humanité* du 19 décembre, donné leur adhésion « aux formules générales de paix juste, rapide et durable, adoptées par la Russie nouvelle, » et ces formules avaient abouti au lamentable et redoutable fiasco de Brest-Litovsk; pour se venger du second, ils avaient retiré avec éclat leur participation dans la formation des cabinets

(1) Interview publiée par *l'Information* du 10 juillet 1918

français de guerre, et ils s'apercevaient avec stupeur que des ministères réussissaient à vivre en se passant de leur concours. Nos meneurs, perdant donc pied sur tous les terrains à la fois, voyaient leurs émules d'Angleterre et surtout des États-Unis infiniment moins accessibles aux grands mots, beaucoup plus réalistes et partant belliqueux qu'ils ne le sont eux-mêmes.

Ainsi qu'il advient toujours en pareil cas, une scission se produisit parmi eux. Nombre d'entre eux s'empressaient, dès le 20 avril 1918, de faire cause commune avec le socialiste suédois Branting pour proclamer que « le vieux parti sozialdemokrate (*sic*) allemand a fini par étaler publiquement son impérialisme latent..., contenu dans la politique du 4 août 1914; » que « s'il prétendait se rallier à quelque formule de paix plus ou moins démocratique, nous n'aurons plus qu'à nous rappeler le passé pour juger de sa sincérité; » ils avaient même conclu : « Nous ne pourrons plus nous rencontrer avec lui que pour le voir condamner et exclure par l'Internationale. »

D'autres, hélas! et les plus agissants parmi les socialistes français, se refusaient à aller aussi loin : l'on vit avec tristesse le Congrès des métaux, qui est aux mains des minoritaires de la Confédération générale du travail, réclamer, le 12 juillet, la réunion rapide de l'Internationale tout entière, s'approprier la formule banqueroutière de paix « sans annexions ni indemnités, avec droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, » et envoyer « son salut et ses encouragements » à la révolution russe qui, presque au même instant, accusait « l'impérialisme franco-anglais » d'avoir causé les maux de l'univers, et inspiré le récent assassinat du comte Mirbach, ambassadeur de l'empereur allemand auprès des bolcheviks. Il y eut pis encore : au moment précis où les socialistes majoritaires allemands déclarèrent ne vouloir assister à une conférence internationale que s'ils étaient certains de n'être pas brimés par leurs frères ennemis et où, de leur côté, les syndicalistes de même race se proclamaient hostiles à toute révolution qui compromettrait la prospérité germanique, le déplacement d'un petit nombre de voix constitua au sein du Conseil national du socialisme unifié une majorité de minoritaires; celle-ci s'empressa aussitôt de décider le 26 juillet qu'il fallait une réunion de l'Internationale sans conditions quelconques, que les alliés devaient refuser tout concours aux adversaires russes des bolcheviks, et que le

vote des crédits de guerre cessait d'être une obligation stricte pour les élus du parti.

V

Les sectaires et les énergumènes ne sont heureusement pas les maîtres du monde, comme ils le sont momentanément en Russie. Les destinées de l'humanité ne sont point livrées aux disciples et à la progéniture de Karl Marx. Ce que ceux-ci n'avaient pas su ou voulu comprendre, les dirigeants des Alliés l'ont discerné : au fur et à mesure que les leçons leur venaient du front oriental, les éclaircissements de Berlin ou de Vienne, leur politique s'est affermie, précisée, coordonnée dans le sens où elle peut justement devenir, pendant et après la guerre, la plus péremptoire et la plus déterminante, non pas seulement pour amener la paix, mais surtout pour asseoir celle-ci sur des bases solides et durables.

Nous ne suivrons certes pas, dans la succession des messages si fortement pensés et si prudemment pesés du président Wilson, des discours si inspirés et si généreux de M. Lloyd George, des allocutions si finement dosées de M. Balfour, les étapes et les nuances de leur pensée ou, si l'on peut dire, la lente cristallisation de leur volonté finale.

Un seul des hommes d'État exerçant déjà le pouvoir en 1914, et le détenant encore aujourd'hui, a eu une vision nette de l'avenir, ou, si d'autres l'ont eue, un seul a su l'exprimer publiquement. Celui-là était socialiste, mais socialiste des antipodes, ce qui rend apparemment plus habile à se former une conception synthétique des événements, plus audacieux aussi à la publier : il s'agit de M. Hughes, le premier ministre australien. Or donc, lors d'un séjour prolongé qu'il fit en Angleterre au début de la guerre, M. Hughes énonça en divers discours ces deux vérités primordiales : quoi qu'il advienne, le monde sortira très pauvre de ce cataclysme universel, et, quoi qu'on fasse, il n'est d'autre moyen de mater l'ennemi que de lui faire perdre radicalement l'illusion qu'il pourra recommencer à s'enrichir aux frais et dépens de qui n'est pas allemand.

Peu s'en fallut tout d'abord qu'on n'accusât M. Hughes d'être un visionnaire fanatique, totalement dénué de pondération d'esprit et de tact de langage. Comment admettre un seul instant en effet que la société universelle, si merveilleusement

pourvue de richesses par la science industrielle et l'intensité des échanges au XIXe siècle, pût jamais revenir à la misère et à la disette des temps anciens? Comment supposer que la rupture des relations commerciales entre belligérants, fâcheusement provoquée par la guerre, pût, plus fâcheusement encore, survivre à celle-ci et empêcher le grand concert d'efforts auquel l'humanité devra se vouer pour restaurer ses forces amoindries par la catastrophe? C'était trop demander à toutes les doctrines et à toutes les routines que de les convier à une telle répudiation de leurs croyances et de leurs habitudes.

Les années ont passé cependant et elles ont, l'une après l'autre, donné raison aux prévisions de M. Hughes. La disette est venue, elle est venue partout, même chez les neutres; elle s'est produite en toutes matières, jusque dans celles qui sont le moins directement affectées par la guerre; elle s'est révélée si intense, si profonde et si variée tout à la fois, qu'il a bien fallu reconnaître qu'elle durera nécessairement plusieurs années après la fin des hostilités. Disette de capitaux, cela va sans dire, et disette incomplètement connue, puisqu'il n'est pas encore possible de dresser le bilan final des dépenses, non plus que de chiffrer le total des impôts qu'il faudra créer pour y pourvoir. Disette de matières premières : des mines de charbon et de fer ont été mises hors d'usage et ne pourront reprendre leur production normale qu'après de longues années de réfection; des forêts immenses ont été exploitées jusqu'à destruction des souches; des troupeaux entiers ont été décimés. Disette de denrées alimentaires : des terres ont été bouleversées par faits de guerre, d'autres insuffisamment cultivées, faute d'engrais et de soins appropriés. Disette de produits fabriqués : des centaines d'usines ont été démolies par le canon ou méthodiquement saccagées et pillées par l'ennemi; d'autres, détournées de leur destination de paix, ont été affectées aux fabrications de guerre. Disette de moyens de transport : la guerre sous-marine a coulé des millions de tonnes de navires; le matériel des voies ferrées surmené, mal entretenu, ne suffit plus à sa tâche. Disette enfin de main-d'œuvre : les millions de vies et de mutilations qu'aura coûtées la guerre rendront impossible de longtemps la reprise de l'émigration où s'alimentaient certains pays neufs, et difficile, dans les vieilles contrées, la remise en marche de la machine économique.

Les faits étaient, en 1916 déjà, si nombreux et si patents, qu'un premier souci se manifesta presque aussitôt chez les Alliés de l'époque : celui de se réserver par préférence les ressources dont ils disposeraient à la paix pour s'aider mutuellement à réparer leurs ruines. Ce fut l'objet essentiel de la conférence économique qui se tint alors à Paris. Mais, bien des obstacles s'interposaient entre les vœux de la conférence et leur réalisation : les uns provenaient de l'incertitude des rapports douaniers de la Grande-Bretagne avec ses Dominions; d'autres, des résistances libre-échangistes des derniers adeptes de l'école de Manchester; d'autres encore, de la difficulté qu'il y a à tirer l'opinion française de sa passivité coutumière, autrement que par une initiative gouvernementale hardie ou sous l'action d'un danger extérieur poignant; les derniers enfin, du doute où l'on demeurait sur l'attitude définitive qu'adopteraient les États-Unis dans le conflit mondial.

Depuis deux ans, ces obstacles ont disparu l'un après l'autre : l'Angleterre s'est résolue à resserrer ses liens économiques avec ses colonies; toutes ses industries, sauf deux ou trois, réclament soit l'aide gouvernementale directe, soit la protection d'un tarif contre la concurrence déloyale du *dumping*; en France, l'individualisme regimbe encore quelque peu, tant à changer radicalement ses anciennes relations d'affaires qu'à adopter les méthodes indispensables pour s'organiser rationnellement contre l'invasion du commerce allemand et pour le salut de notre exportation, mais les résistances vont s'atténuant chaque jour à raison du fait capital et décisif qu'a été l'entrée des États-Unis dans la lice, et la volonté expresse qu'ils ont tout aussitôt manifestée d'introduire de l'ordre dans la gestion des intérêts économiques de l'Entente. Un rapide coup d'œil sur l'évolution déjà accomplie à cet égard et sur celle, plus radicale encore, que préparent des faits récents, permettra de s'en rendre compte.

Dans un discours prononcé à la Chambre des députés le 28 juin dernier, discours complété par M. Tardieu, notre Haut Commissaire près des États-Unis, M. Clémentel, ministre du Commerce, s'est expliqué avec une bonne foi entière et une parfaite lucidité sur la délicate question des consortiums : il ne s'agit de rien moins que de l'organisation commerciale du

monde pendant la guerre et dans les temps qui viendront immédiatement après.

A peine décidés à combattre, et l'on sait dans quelles proportions, aux côtés de l'Entente, les États-Unis s'avisèrent en effet d'une situation de fait qui commandait des résolutions héroïques : limitées étant les quantités de matières premières, denrées alimentaires et produits fabriqués disponibles dans le monde, limités aussi les moyens de transport pour les mener aux lieux de consommation, limités enfin les changes internationaux permettant de les payer, il fallait de toute nécessité recourir à une méthode qui n'a assurément rien à voir avec la liberté commerciale, mais qui pût assurer au moindre prix l'utilisation la meilleure et la répartition la plus équitable des ressources communes. Les États-Unis donnèrent eux-mêmes l'exemple des restrictions à la consommation locale, de la concentration de la production, du commerce et des transports sous le contrôle de l'État; puis ils invitèrent les Alliés à en faire autant, leur signifiant, avec bonne grâce, mais fermeté, qu'ils n'admettraient pas plus longtemps que chacun des États pour son compte, chaque service administratif de chaque État pour le sien, et encore nombre de courtiers ou commis voyageurs pour autant de particuliers anglais ou français, vinssent se disputer en Amérique les marchandises raréfiées, au risque d'achever le désarroi du marché et d'accélérer la farandole échevelée des prix.

Ce fut l'origine des consortiums ou comptoirs d'achat : chacun des États alliés eut à constituer chez lui un groupement des services ou des particuliers ayant besoin de telle marchandise ou de telle catégorie d'articles déterminés; ce consortium se présente ensuite comme acheteur unique au gouvernement américain, lequel lui assigne et un contingent du disponible et un tour d'embarquement dans l'ordre de priorité des besoins; le consortium prend enfin le soin, sous le contrôle de chaque État, d'assurer la répartition entre les ayants droit.

Ce système, qui n'est point de l'étatisme puisque l'État ne gère pas par lui-même ni pour lui-même, donna promptement d'assez bons résultats pour que l'on songeât à l'appliquer ailleurs qu'en Amérique : ainsi, pour la France, des graines oléagineuses d'Extrême-Orient ou de l'Afrique occidentale; pour l'Angleterre, des cotons d'Égypte ou des laines d'Australie.

On ne faisait d'ailleurs qu'étendre, en quelque sorte, la zone d'application du régime que les Alliés de la première heure avaient, dès la fin de 1916, résolu d'instaurer pour l'achat en commun des céréales, puis, un peu plus tard, pour l'affrètement des navires neutres.

Ces diverses mesures conduisirent tout naturellement les Alliés à dresser l'inventaire, et à prendre une conscience plus nette qu'ils ne l'avaient eue jusque-là, des forces vraiment décisives qu'ils avaient sous la main. Nous ne donnerons pas les chiffres révélés par cette enquête, pour ne pas allonger inutilement ces pages et répéter ce que M. de Launay a si clairement exposé dans la *Revue* du 1er août. Il suffira de rappeler que les Alliés sont les maîtres incontestables du marché mondial pour la plupart des matières essentielles : laine, coton, soie, chanvre, jute, graines oléagineuses et olives; caoutchouc et pétrole; riz, café, thé et cacao; qu'ils disposent aussi de la plus grosse partie de la production universelle en minerai de fer, plomb, zinc, nickel, aluminium et manganèse; et qu'enfin, pour le charbon seul, l'Allemagne est en état de lutter dans des conditions de parité suffisantes.

Ce n'est pas tout. Parmi les rares industries anglaises qui ne réclament pas, ou pas encore, de protection légale, figurent celles de la construction navale et de l'armement commercial. Mais, au sein des syndicats de matelots britanniques, sous l'énergique impulsion de leur président M. Havelock Wilson, s'est développée une de ces résolutions froidement méditées dont le caractère anglo-saxon est parfaitement capable d'assurer la réalisation implacable : celle de venger les quinze mille marins du commerce, victimes des attentats des sous-marins allemands, par un nombre proportionnel de mois, — qui approchent aujourd'hui de sept années, — de boycottage intégral des marins et marchandises allemandes sur les navires battant pavillon anglais. C'est quelque chose que cela, voire quelque chose de particulièrement sensible pour l'Allemagne : on ignore assez généralement, en effet, qu'avant la guerre, sur 36 millions de tonnes qu'il importait par voie de mer, l'Empire n'en recevait que 15 millions par ses propres navires, le reste lui étant amené par pavillons étrangers. Or, après la diminution de sa flotte marchande par les faits de guerre, l'Allemagne sera plus encore qu'auparavant dépendante des tiers. Et si l'on veut

bien considérer par ailleurs que, sans le concours des marchés financiers de Paris, Londres et New-York, le crédit germanique est frappé de paralysie totale, on voit de quelles armes décisives disposent les Alliés.

Forts de ces constatations, qui leur promettaient de pouvoir causer utilement avec l'ennemi en tout état de cause, même si la « carte de guerre » ne venait pas à s'améliorer sous l'action des armées combattantes, les Alliés s'empressèrent d'accentuer leur politique économique. La France d'abord, puis l'Angleterre dénoncèrent tous leurs traités de commerce, pour n'être plus liées à l'égard de quiconque par la clause de la nation la plus favorisée. L'Angleterre décréta l'interdiction du commerce des métaux autres que le fer, pour la durée de la guerre et cinq ans après, à toute maison d'origine ennemie ou soumise à des influences ennemies ; pour les teintures industrielles, elle alla plus loin si possible en interdisant radicalement leur importation pour dix ans, le tout en vue de créer en Angleterre même les organes dont l'absence avait failli lui coûter cher au début des hostilités. La Grande-Bretagne, enfin, en s'assurant officiellement le contrôle des cotons d'Égypte et des laines d'Australie, promit spontanément à ses alliés de leur rétrocéder chaque année la part correspondante à leurs besoins.

Dans son message du 8 janvier, le président Wilson avait noté, comme l'un des fondements de la paix future, « la suppression autant que possible de toutes barrières économiques et l'établissement de l'égalité de commerce entre toutes les nations consentant à la paix et s'associant pour son maintien. » Puis, commentant ce message dans une lettre publique à l'évêque méthodiste Henderson, il avait ajouté : « La puissance allemande est une chose sans conscience ni honneur, indigne d'une paix basée sur les conventions, et elle doit être écrasée. » En quittant le ministère anglais du blocus pour entrer au Foreign Office, Lord Robert Cecil fit, dans une interview du 15 juillet, une sorte de synthèse de l'œuvre accomplie par lui : « Il n'est plus question, dit-il, de faire (comme en 1916) une étroite alliance défensive, mais de poser les fondements économiques de l'association des nations (association déjà en existence maintenant) envers qui nous sommes engagés... Si l'Allemagne abandonne les anciennes voies de sa politique économique comme préparation d'une guerre future, nous ne tarderons pas alors à recon-

naître le changement, mais il est nécessaire qu'il y ait un changement complet dans les dispositions d'esprit et les intentions de son gouvernement, avant de pouvoir autoriser sa participation dans notre société économique. » C'est ce qu'un citoyen des États-Unis, le Président de la Chambre de Commerce américaine de Paris, M. Walter Berry, a résumé en termes plus saisissants encore dans son discours du 4 juillet : « Pour que la paix du monde soit assurée, il faut que l'Allemagne se trouve en face, non seulement d'un désastre militaire, mais aussi d'une colossale débâcle économique... Il est urgent que son embouteillage économique devienne l'impératif catégorique de la politique des Alliés. »

Ainsi se vérifiait point par point le second des aphorismes de M. Hughes : à savoir qu'il fallait faire perdre aux Allemands jusqu'au goût et à la possibilité d'asservir commercialement l'univers. Ainsi se réalisait peu à peu le fameux « encerclement » dont Guillaume II s'était plaint avant seulement qu'on l'eût conçu, et que sa mégalomanie avait rendu nécessaire. Ainsi, après la réintégration de l'Alsace-Lorraine, la restauration de la Belgique et de la Serbie, symboles du rachat des crimes passés et présents, la réorganisation économique du globe apparaissait aux yeux de tous les Alliés comme la condition essentielle et la seule garantie réelle de la paix future.

VI

Nous sommes enfin parvenu au terme de la route parfois tortueuse et souvent broussailleuse que nous nous étions proposé de parcourir.

La conclusion s'impose à tout esprit sincère avec la plus éblouissante évidence, la plus irréfutable logique.

Les traités orientaux de 1918 n'ont pas été une improvisation, mais l'application réfléchie des méthodes inventées pour la France dès août 1914 : avec l'expropriation de ses moyens de production du Nord-Est, l'obligation durant vingt-cinq années de recevoir en franchise les produits allemands, l'Empire restant libre de taxer les importations françaises.

De nos jours, l'Allemagne ne peut se passer des matières premières et des denrées alimentaires fournies par le reste du monde : ni la restitution de ses colonies, ni même un accrois-

sement de ses possessions africaines ne suffiraient à ses besoins : c'est un autre Allemand, un ancien ministre, M. Bernard Dernburg, qui l'a proclamé dans la *Neue Freie Presse*.

Demain, comme dans la période actuelle de la guerre, l'univers devra continuer de se rationner faute d'une production et de moyens de transport équivalant aux nécessités les plus urgentes ; il faudra donc une entente internationale pour régler la répartition des produits existants entre les intéressés ; il sera à coup sûr légitime que ceux qui ont le plus pâti du crime allemand soient servis avant leurs agresseurs : sans seulement effleurer ce second point, le même Dernburg reconnaît qu'une entente est inévitable.

Mais demain aussi, sous peine d'irréparable négligence, les détenteurs des produits indispensables à l'Allemagne ne devront rien lui vendre, sans avoir pris telles sécurités que de droit pour que les produits cédés ne servent pas, directement ou non, à préparer de nouvelles agressions et de nouvelles atrocités, pour que ce qui doit être employé aux travaux de la paix ne soit pas détourné vers les œuvres de guerre ; plus le gigantesque effort de l'Allemagne se concentre désormais dans une revendication éperdue de matières brutes et de débouchés, plus apparaît l'intérêt des Alliés à limiter les unes et à restreindre les autres.

Et, si le peuple allemand doit jamais faire payer à ses maîtres prussiens le prix du sang versé sur leur initiative, c'est en brisant la prospérité dont il s'est grisé, c'est en ne lui abandonnant que le strict nécessaire à sa subsistance qu'on y parviendra le plus sûrement, bien mieux en tout cas qu'en le contraignant à telle ou telle réorganisation politique que la main de l'étranger lui rendrait insupportable.

Tel est le devoir immédiat, le devoir tracé par l'étude du plus récent passé et l'observation objective des conditions présentes, le devoir que proclament les travailleurs sérieux des deux mondes.

Un neutre germanophile a, dans la *National Zeitung* de Bâle, du 31 mai, remarquablement résumé la psychologie des principaux belligérants de l'Entente : « Les Français ont adopté le mot d'ordre « tout ou rien. » L'Amérique, avec un enthousiasme de croisade, devient chaque jour plus fanatique. L'Angleterre a conscience qu'en reconnaissant la victoire allemande

elle perdrait non seulement la guerre, mais se perdrait elle-même. Chaque victoire allemande ne crée pas, comme on se le figure en Allemagne, la croyance que l'Allemagne est invincible et qu'il vaut mieux conclure la paix aujourd'hui que demain, mais a un effet tout contraire; si la machine de guerre allemande est si forte, pense-t-on, il est tout à fait indispensable de la détruire, et ce sentiment restera pendant longtemps encore plus décisif que toutes les victoires ; il réserve au vainqueur d'aujourd'hui des déceptions qu'il ne soupçonne point. »

Voilà pour la continuation de la guerre; les éclatantes victoires des Alliés sur tous les fronts ne sont pas pour modifier ces données essentielles du conflit.

Mais, lorsque sonnera l'heure des négociations lentes et laborieuses qui y mettront fin, si quelques-uns de nos compatriotes venaient à perdre de vue les conditions souveraines de la paix, ils réduiraient à néant la magnifique dépense d'héroïsme et d'endurance faite depuis quatre longues années par leurs fils et leurs frères, ils compromettraient à jamais l'avenir de notre noble race. L'indolence des uns et le sectarisme des autres seraient également coupables de lèse-patrie et de lèse-humanité. Quiconque, homme ou parti, se laisserait prendre aux mascarades démocratiques du prince Max de Bade et de ses acolytes, lesquels sont précisément les mêmes comédiens qui ont occupé les tréteaux du Reichstag en juillet 1917, est indigne d'être écouté de ce côté de la barricade. Quiconque serait assez simple ou aveugle pour placer la bouderie de ses intérêts lésés, ses rancunes doctrinales ou ses haines de classe au-dessus du salut public, perdrait du même coup l'estime et le crédit que lui avaient acquis aux premiers temps de la guerre, ses sacrifices à l'union sacrée.

Une pareille tactique contribuerait, consciemment ou non, à édifier la paix allemande. Or, cette paix est celle de la servitude au sens le plus strict du mot; elle reposerait sur une « loi d'airain » autrement inexorable que celle inventée par la seule imagination de Karl Marx, et que les disciples actuels de ce fabricant de théories pour l'exportation se gardent bien d'incriminer dans l'usage interne, lorsque la prospérité matérielle de l'Allemagne est en cause.

André Lebon.

REVUE SCIENTIFIQUE

ÉVOLUTION ET BACTÉRIOLOGIE DE LA GRIPPE

Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés.

Ce vers fameux s'appliquerait fort bien à la grippe actuelle.

Actuelle est peu dire, car, en réalité, voilà un bon semestre que cette épidémie, ou plutôt cette pandémie, — les médecins ont de ces superlatifs, — sévit sur l'Europe. Depuis quelque temps, on l'a signalée aussi aux Indes, au Japon, en Afrique du Sud et dans les deux Amériques, et il semble que notre petit globe tout entier soit envahi par cette maladie.

Pour nous en tenir à la France, qui est et doit rester dans tous les domaines le centre de nos soucis et de nos dilections, les journaux nous donnent maintenant, chaque jour, à côté du communiqué militaire, et presque en aussi bonne place un « commuuiqué grippal où sont résumés et commentés, au gré des statistiques, des avis divergents de messieurs de la Faculté, et de l'atmosphère plus ou moins fiévreuse des salles de rédaction, les derniers exploits de la fâcheuse influenza. A cet égard, Paris l'emporte un peu sur la province ; mais c'est seulement parce que les plus notoires nouvellistes ont leur Q. G. à Paris, et, en vérité, la province n'a pas été moins touchée que Paris, elle l'a même sans doute été plus, par la maladie à la mode.

C'est « grippe espagnole » qu'on l'a baptisée d'abord l'été passé, et cela... parce qu'elle est, non pas espagnole, mais allemande. Je m'explique. En 1580 sévit en Allemagne une redoutable épidémie de grippe que nos voisins et ennemis d'Outre-Rhin baptisèrent alors, — on ne sait pourquoi, mais on peut le supposer, — « spanische Diep. »

C'est évidemment cette appellation allemande qui par la Belgique, la Suisse et même le front, — car les prisonniers sont d'excellents porteurs de germes, — nous est venue, avec la chose qu'elle désigne. Il est en effet prouvé que cette maladie a sévi chez nos ennemis bien avant chez nous, et qu'elle y fit des ravages sérieux. J'en vois une des meilleures preuves, à côté d'autres plus positives, dans le fait que les journaux médicaux allemands, que je reçois régulièrement par des voies qui me mettent à l'abri du reproche de commerce avec l'ennemi, n'en ont jamais parlé qu'avec des circonlocutions et des imprécisions, où se reconnaissent les directives catégoriques et évidemment motivées de la censure prussienne.

Un député allemand, M. Hermann Leuse, a d'ailleurs déclaré dans une interview publiée récemment par le journal danois *Politiken*, que la mauvaise tournure prise par la guerre du côté germanique est due, premièrement à la présence des Américains, et secondement à la grippe espagnole, qui aurait mis hors de combat, depuis le mois de juillet, des centaines de milliers de soldats du kaiser.

Je ne serais point surpris, — un député allemand est capable de tout, même de dire une fois la vérité, — qu'il y ait quelque chose de réel dans cette affirmation. Étant donnée la gravité que nous voyons prendre à cette maladie dans nos populations et dans nos troupes, on peut imaginer quels ont pu être ses ravages dans celles beaucoup plus surmenées, moins bien nourries de nos ennemis, qui devaient être dans un état de réceptivité exacerbé.

Ils ne sont point légers pasmi nous ces ravages, et pourtant d'abord on les négligea, on en sourit presque, avec cette légèreté un peu imprévoyante qui est à la base de nos défauts, et aussi, il est vrai, de nos qualités, puisque c'est elle qui sert de prétexte aux merveilleux redressements, aux improvisations éblouissantes du génie français. Malheureusement, — et cette remarque s'applique aussi à des domaines étrangers à la pathologie, — je crois que, même en France, il vaudrait tout de même mieux prévenir que guérir, et que, finalement et tout compte fait, cela coûterait encore moins cher en précieuses énergies et en vies irréparablement dépensées.

J'ai sous les yeux un rapport d'un haut fonctionnaire envoyé spécialement en Suisse en mission à ce sujet, — c'est ce qu'on appelle prendre des mesures, — et qui opina gravement que la grippe est une affection relativement peu grave, et pour laquelle des mesures de quarantaine ou de désinfection aux frontières applicables à d'autres maladies seraient injustifiées. Depuis, il a fallu déchanter. — La vérité est

que les premiers cas de grippe signalés chez nous, et ils le furent par le professeur Chauffard dès le mois d'avril dernier, — paraissaient peu graves et peu nombreux, et que, d'autre part, se produisant avant le début de la saison chaude, on comptait sur celle-ci pour en arrêter le développement...et vogue la galère. A cet égard, assurément, on se trouvait d'abord dans des conditions meilleures qu'en 1889, où l'épidémie se déclencha au début de l'hiver qui est, — nous ne le constatons que trop en ce moment, — très favorable à son développement. Il fallait au contraire profiter de ce que les cas étaient peu nombreux et peu graves pour en juguler l'extension par des mesures d'isolement, qui ne sont réellement efficaces qu'alors, et que la multiplication des cas rend ensuite impossible.

Il fallait profiter de ce que l'état de guerre rend très facile la surveillance et la désinfection des voyageurs aux frontières, pour arrêter et exécuter des mesures alors aisées et qui eussent pu être efficaces, — de cela, personne n'est sûr ; — il le fallait précisément pour que l'entrée de l'hiver nous trouvât débarrassés de l'épidémie, et parce qu'il suffisait d'un peu de lectures et de mémoire pour savoir l'extrême contagiosité de la grippe et l'exaltation progressive de sa virulence par passages successifs d'hommes à hommes.

Mais c'est assez récriminer. Tâchons maintenant de comprendre, d'un point de vue exclusivement scientifique, ce qui s'est passé, ce qui se passe, ce qu'on peut et doit faire, ce qu'on espère pouvoir faire.

Le caractère principal de la grippe est son extrême contagiosité, étonnante par sa facilité et par sa rapidité. On a remarqué déjà qu'elle se répand d'un bout à l'autre d'un pays avec la vitesse même des déplacements humains : l'épidémie de 1780 mit six mois pour venir de Saint-Pétersbourg à Paris ; en 1837, elle fit le même trajet en sept semaines, et, en 1889, il était réduit pour elle à deux jours, conformément à l'horaire des grands rapides internationaux.

Chose remarquable, — mais le contraire ne serait-il pas aussi étonnant ? — malgré cette contagiosité depuis longtemps connue, notre administration n'a pas encore inscrit la grippe sur la liste des maladies contagieuses, et c'est seulement depuis quelques jours que M. Mesureur, l'intelligent et actif directeur de l'Assistance publique à Paris, a obtenu, pour le personnel infirmier soignant les grippés de ses services, la modeste « indemnité de contagion » que mérite cent fois son courageux dévouement. C'est que la nature se permet quelquefois de ne pas se conformer aux définitions

bureaucratiques. En quoi elle se montre une détestable révolutionnaire.

Mais ne jetons point trop la pierre à l'Administration, et souvenons-nous que le 17 décembre 1889, à la tribune de l'Académie de médecine, et contre l'avis forfement motivé de médecins qui, malheureusement, occupaient un rang au-dessous du sien sur les petits gradins de la fourmilière humaine, Brouardel déclarait : « Je ne crois pas que la grippe soit contagieuse ; je vais plus loin : non seulement elle n'est pas contagieuse, mais je prétends qu'elle n'est pas primitivement infectieuse. » — Puisons là une leçon de modestie et n'oublions pas qu'après tout, il n'y a pas encore trois siècles, — ce qui est peu dans la lente histoire du progrès humain, — que Molière est mort.

Il est aujourd'hui établi sans conteste que la contagion de la grippe se fait par les voies respiratoires, par la bouche et le nez, et que c'est par cette porte d'entrée, uniquement par elle que le germe grippal, — que nous caractériserons tout à l'heure, — pénètre dans les organismes sains. L'agent de la contagion, le porteur de germes, le *contage* comme disent les médecins qui ne sont jamais à court de découvertes verbales, est constitué par les expectorations des malades, et plus précisément et généralement par les gouttelettes plus ou moins minuscules et impalpables de salive qu'ils expulsent dans l'air ambiant en toussant, en crachant, ou tout simplement en parlant et en respirant. Il est évident d'ailleurs que si on boit dans le même verre qu'un grippé, si on l'embrasse, ou simplement si on porte à la bouche la main, après avoir touché un objet quelconque souillé par les gouttelettes salivaires d'un grippé, on pourra être pareillement contaminé. On pourra l'être de même, sans doute, par les poussières provenant des crachats desséchés des grippés et que le balayage ou le vent fait voltiger. Mais d'une manière générale, — et surtout parce que le séjour à l'air libre du germe grippal doit rapidement atténuer sa virulence, comme il arrive pour tous les germes pathogènes, — c'est par la respiration directe de l'air contaminé par les minuscules expectorations des grippés que les personnes saines s'infecteront. A cet égard on a fait diverses constatations fort démonstratives ; notamment le professeur Vincent et le docteur Lochon ont décrit récemment à l'Académie de médecine l'expérience qu'ils ont faite : plaçant à quelques décimètres devant la bouche d'un malade, qui parle d'une voix moyenne, une plaque de gélose propre à recueillir les microbes, ils y ont constaté au bout de deux minutes la présence

de 209 colonies microbiennes, au bout de cinq minutes celle de 640 colonies. Un accès de toux donne de 300 à 600 colonies microbiennes, ce qui représente des milliards de microbes.

Cela n'aurait guère d'importance si la grippe était une maladie bénigne, comme on l'a trop affirmé. Et pourtant... il est vrai, comme nous allons voir, que la grippe est une maladie bénigne; mais elle l'est à la manière d'une boule de neige qui n'est rien par elle-même et qui, après avoir dévalé un certain temps sur une pente neigeuse, finit par produire une redoutable avalanche. Je montrerai tout à l'heure comment, pareillement, la grippe produit une sorte d'avalanche microbienne qui, elle, est infiniment plus grave que sa cause initiale.

Sur ce sujet, Broussais, qui a d'ailleurs fait fructifier en médecine un assez grand nombre d'erreurs regrettables et qui se signala surtout par son opposition au grand génie modeste de Laënnec, a lancé cette boutade : « La grippe, invention de gens inoccupés et de médecins sans clients qui, n'ayant rien de mieux à faire, se sont amusés à créer ce farfadet. »

Ce farfadet est pourtant un monstre homicide qui tue les gens par milliers, ainsi qu'on le voit aujourd'hui à la lecture des statistiques municipales. Comment une telle erreur a-t-elle pu être possible, comment contient-elle même une part de vérité qu'il faut pourtant concilier avec la terrible réalité ? C'est ce que l'examen clinique de la grippe et de ses séquelles, confirmé d'ailleurs, comme on verra, par les critères bactériologiques, va nous permettre de comprendre.

Après une incubation très courte et qui paraît durer au maximum vingt-quatre heures, un malaise brusque se déclare avec courbature, indisposition générale, inappétence, coryza, maux de gorge et même bronchite, toux rauque, maux de tête. La température a monté en peu d'heures à 39°, 40°. Puis rapidement tous les symptômes s'amendent et au bout de très peu de temps, généralement deux jours, quelquefois trois et, quatre, ils disparaissent en même temps que très vite la température est redescendue à la normale. Tel est le tableau de l'accès de grippe qui est surtout caractérisé par l'allure très particulière, en forme de V renversé, de la courbe de température, et qui laisse après lui, pendant de longs jours, un endolorissement profond, une lassitude, une faiblesse, une asthénie extrême, curieuse et *a priori* disproportionnée avec la brièveté de l'accès. Voilà la grippe telle qu'on l'a le plus généralement, et alors elle n'est effectivement pas dangereuse par elle-même. Mais parfois aussi, alors que la courbe de température a déjà atteint la normale

depuis plusieurs heures ou plusieurs jours, et plus rarement pendant la période descendante du V renversé, par suite d'une imprudence, d'une sortie prématurée, d'une prédisposition, d'autres causes mal connues se déclenchent soudain des complications terribles affectant presque exclusivement l'appareil pulmonaire et qui mettent en danger la vie du malade : c'est la congestion pulmonaire, la pneumonie, ou la pleurésie purulente, c'est quelquefois l'une et l'autre qui, sévissant tout à coup dans un organisme que la crise grippale à laissé aménié et en état de moindre résistance, s'emparent de sa faiblesse et trop souvent, hélas ! lui donnent le coup de grâce.

En un mot, ce qui rend la grippe dangereuse, ce n'est pas la grippe elle-même, ce sont les complications broncho-pulmonaires à qui elle ouvre la porte et qui germent soudain aux sillons qu'elle a creusés dans l'organisme. Je ne sais plus quel auteur disait jadis avec beaucoup de vérité : « La grippe condamne et la surinfection exécute. » Et de là découlent immédiatement une série de règles d'évidence que nous indiquerons et qui visent à empêcher les complications de surgir dans le sillage de la grippe. Continuons d'abord à regarder ce qui se passe et tâchons à le comprendre.

Le microscope, — ce télescope des mystères infiniment petits, — s'est attaché à son tour à surprendre les secrets des phénomènes dont nous venons de faire le rapide tableau. Dans les expectorations des grippés compliqués, dans le pus de leurs poumons, dans les coupes qu'on faisait à l'autopsie de leurs lésions pulmonaires, on a trouvé depuis longtemps différents microbes et notamment dans presque tous les cas, — et lorsque la technique bactériologique était bien faite, — trois microbes généralement associés : le pneumocoque, agent bien connu de la pneumonie, le streptocoque, agent de beaucoup d'infections purulentes, et enfin le cocobacille de Pfeiffer qu'on retrouvait presque toujours et qu'on a longtemps, et jusqu'à ces dernières semaines, considéré comme l'agent initial de la grippe elle-même. La présence de pareilles associations microbiennes est constatée dans beaucoup de maladies infectieuses. C'est ainsi que le bacille spécifique du tétanos ne peut produire cette maladie qu'à condition d'être associé à certaines autres espèces microbiennes, en l'absence desquelles il est impuissant. Même dans la société bactérienne, l'union fait la force.

Quoi qu'il en soit, jusqu'à l'épidémie actuelle, le rôle respectif des trois microbes susnommés, dans les complications grippales, n'était pas bien élucidé et l'on vivait sur l'opinion généralement admise et

encore défendue fortement le mois passé à l'Académie de médecine, que le bacille de Pfeiffer est l'agent spécifique de la grippe.

Des découvertes toutes récentes, dont je voudrais parler maintenant et qui font honneur à la Science française, active et vivace en dépit de la guerre, viennent de clarifier nos idées sur le premier de ces points et de les bouleverser complètement sur le second.

Voyons d'abord celui-ci. Deux savants de l'Institut Pasteur de Tunis viennent de découvrir et de prouver que l'agent spécifique de la grippe n'est pas le Pfeiffer, mais un « virus filtrant, » c'est-à-dire un microbe trop petit pour être vu au microscope et qui passe à travers les pores d'un filtre capable d'arrêter les microbes visibles.

Voici comment a été faite cette belle decouverte, qui a fait l'objet d'une communication à l'Académie des Sciences. Les auteurs ont prélevé sur des grippés de la sécrétion bronchique à laquelle ils ont fait subir, par centrifugation, un traitement particulier de manière à en séparer la partie solide de la partie liquide. Puis ils ont fitré celle-ci sur un filtre spécial en porcelaine, choisi de manière à arrêter au passage tous les microbes connus et notamment le Pfeiffer. Or, le liquide ainsi filtré a permis de donner expérimentalement la grippe avec tous ses caractères (et notamment le V renversé thermique) à divers sujets, hommes et singes, en opérant chaque fois au moyen du « virus filtrant » du précédent sujet. Que ce « virus filtrant » contienne un organisme pathogène vivant, agent de la maladie, c'est-à-dire un microbe, cela ne fait pas de doute, bien que ce microbe soit invisible aux microcopes les plus puissants et même à l'ultra-microscope. Ce qui le prouve nettement c'est précisément ces passages successifs d'un sujet à un autre. Si en effet ce liquide pathogène, ainsi pris sur un sujet et qui passe la maladie au sujet suivant, n'était pas un être vivant capable de se multiplier dans le nouveau milieu où il est injecté; si ce liquide, par exemple, n'était pathogène que parce qu'il contient les poisons, les toxines des microbes existant dans le premier sujet, il est clair que ces toxines au bout d'un ou deux passages se trouveraient à un état d'extrême dilution et que la gravité de la maladie s'atténuerait rapidement par ces passages d'un sujet au suivant. Or, il n'en est rien, la maladie est aussi grave chez le dernier sujet que chez le premier, et c'est ce qui prouve que le « virus filtrant » contient un organisme vivant, un microbe capable de se multiplier. C'est ainsi qu'a été démontrée l'existence des microbes invisibles, — ou pour mieux dire encore invisibles. Il y a plus de choses entre le ciel et la terre que ne peuvent en montrer tous nos microscopes;

mais ce que les microscopes ne peuvent pas manifester, d'autres moyens le peuvent.

La grippe est donc produite par un virus filtrant spécifique, qui écarte définitivement la responsabilité longtemps attribuée au bacille de Pfeiffer. Et voilà encore une erreur judiciaire réparée. La grippe est d'ailleurs loin d'être la seule maladie causée par un virus filtrant; beaucoup d'autres sont dans le même cas et notamment la rage dont personne n'a jamais vu le microbe. Cela n'empêche pas de traiter avec succès la rage par un vaccin. Le regard n'est qu'un des mille fils mystérieux qui lient nos cerveaux aux phénomènes. Il n'est pas besoin de voir un microbe pour l'isoler et le manier, et cela nous laisse espérer, de même, un vaccin antigrippal.

Mais avant d'aborder ce point, je voudrais indiquer aussi les beaux résultats, encore inédits, qui viennent d'être obtenus à l'Institut Pasteur, au sujet des rôles respectifs des trois microbes associés des complications grippales, résultats obtenus dans le service que dirige un des bactériologistes les plus éminents de notre pays, le Dr Legroux.

Tout ce qu'on en savait, jusqu'ici, c'est que cette redoutable « triple-alliance » microbienne des complications de la grippe, le pneumocoque, le Pfeiffer, le streptocoque existe habituellement dans les organismes sains où ils sont hébergés et inoffensifs à l'état normal, et que l'effet de la grippe est de les rendre soudain dangereux, de déclencher et de multiplier leur nocivité. Comment? Est-ce en exaltant, par un phénomène inconnu de symbiose, leur nocivité? C'est possible. Est-ce seulement en affaiblissant la résistance normale que leur oppose l'organisme? C'est bien probable étant donné la dépression profonde, l'asthénie que la grippe laisse après elle, même lorsqu'elle n'est pas suivie de complications. Autrement dit, et si j'ose employer cette image, le virus grippal agit un peu comme, dans l'attaque d'une tranchée, la préparation d'artillerie : il prépare le succès des assaillants qui sans lui seraient impuissants devant des défenses accessoires intactes.

Voici maintenant les faits nouveaux établis par les services de l'Institut Pasteur, de manière indépendante et concordante, d'une part par l'examen bactériologique des expectorations et crachats aux divers stades de la maladie, d'autre part, par l'autopsie et l'examen des lésions elles-mêmes :

1° Lorsque le virus grippal a mis le poumon, où il produit un léger catarrhe, en état de réceptivité et de moindre résistance, c'est

le cocobacille de Pfeiffer qui déclenche le premier son attaque. Il n'est pas l'agent de la grippe, mais cet agent n'est que le fourrier du Pfeiffer. Celui-ci, dans la trinité microbienne dont j'ai parlé, joue le rôle de troupe d'assaut. Les premières lésions post-grippales que l'on trouve au poumon, et généralement sur son pourtour, et qui sont caractérisées par une légère congestion sanguine, sont en effet gorgées de bacilles de Pfeiffer que l'on y trouve presque exclusivement;

2° Puis survient une phase nouvelle et plus grave; le pneumocoque à son tour entre en jeu, amenant la pneumonie et des lésions congestives plus intenses et plus profondes où l'on trouve presque exclusivement ce microbe. Pour fixer les idées, tandis que dans la première phase on trouvait par exemple 1 000 Pfeiffer pour 1 pneumocoque, on trouve maintenant 1 Pfeiffer pour 1 000 pneumocoques. C'est cette phase de la maladie qui est souvent accompagnée de l' « asphyxie bleue, » d'un aspect assez effrayant, et où le malade présente une face noirâtre sous l'influence des phénomènes asphyxiques (1). Le sang veineux et bleu ne trouve, en effet, plus alors dans le poumon œdématié les moyens d'assurer l'aération qui doit le changer en sang artériel rouge. Contre ces accidents, la saignée avec emploi des toniques cardiaques et des désinfectants internes donne, comme nous verrons, d'excellents résultats;

3° Enfin, dans la troisième phase de la maladie et lorsque les précédentes n'ont pas été jugulées ou suivies de mort, on voit apparaître dans le poumon une invasion de streptocoques soudain multipliés. C'est alors, dans cette phase heureusement assez rare, que surviennent les pleurésies purulentes qui peuvent aller jusqu'à l'infection généralisée, et que le malade présente le facies blanchâtre des grands intoxiqués, avec une température subissant de grandes oscillations

(1) C'est évidemment cet aspect impressionnant du facies noirâtre de certains grippés à grandes complications qui a fait courir un moment dans le peuple le bruit absurde qu'il s'agissait de peste pneumonique. Il n'en est rien heureusement, car la mortalité de la peste pneumonique est de 100 pour 100, tandis qu'elle est en moyenne moins de dix fois moindre dans la grippe. En outre, la peste pneumonique est toujours précédée de peste bubonique, et on n'a constaté aucun cas de celle-ci. Enfin, le microbe de la peste, le bacille de Yersin, est aisément identifiable, et il n'a jamais été trouvé dans les expectorations des malades. De nombreux bactériologistes ont mis ces faits hors de doute, et notamment le professeur Bezançon, dans une communication documentée et remarquable à l'Académie de Médecine. L'identité de l'épidémie actuelle d'influenza avec celle de 1889-1890 suffirait d'ailleurs à lever tous les doutes et à condamner l'absurde légende de panique qui a couru et venait d'on ne sait où... Il y a aussi un défaitisme sanitaire.

entre 40°,5 et 41°,6, tandis que dans la phase précédente elle restait voisine de 39°5 à 40°.

Tel est le tableau bactériologique des grandes complications grippales, lorsqu'elles se déroulent sans défense naturelle ou thérapeutique de l'organisme, et qui heureusement sont l'exception. Il peut arriver cependant que l'une fasse défaut, que l'on passe, par exemple, directement de la phase pfeifférienne à la phase streptococcique, et que le bacille de Pfeiffer ait préparé non le lit de la pneumonie mais celui de l'infection purulente. Il existe d'ailleurs d'une région à l'autre du pays des prédominances variables, et dont l'origine est mal expliquée, de l'une ou de l'autre de ces grandes complications. C'est ainsi que, par exemple, la plupart des cas mortels ont été causés dans la région marseillaise par les asphyxies bleues à pneumocoques et au contraire, dans le Dauphiné, par les pleurésies purulentes.

Tous ces faits, en dehors de leur grand intérêt scientifique, ouvrent à la thérapeutique des horizons nouveaux.

Ils permettent d'examiner avec quelque clarté le problème de la vaccinothérapie et de la sérothérapie de la grippe et de ses complications, sur lequel nous allons maintenant jeter un rapide coup d'œil.

Ils ont en outre nettement établi un fait encore incertain pour beaucoup de praticiens : c'est qu'on ne meurt jamais de la grippe, mais toujours de complications entraînant des lésions bien caractérisées. Les résultats des autopsies et des examens bactériologiques sont probants à cet égard. Les morts en apparence presque subites de personnes paraissant bien portantes et qui, à plusieurs reprises, ont paru si impressionnantes dans l'épidémie présente, rentrent, elles aussi, dans ce cadre : toujours l'autopsie, lorsqu'elle a été faite dans ces cas, a montré l'existence de lésions caractéristiques. La vérité, c'est que le sujet n'était bien portant qu'en apparence. Il avait subi, presque sans s'en apercevoir, et parce que son tempérament et son énergie le rendaient moins sensible à elle, une attaque préliminaire de grippe prémonitoire à ces lésions.

Puisque le virus grippal a été isolé, ne pourrait-on pas préparer par les procédés pastoriens classiques un sérum *curatif* antigrippal? Oui assurément, mais il faudrait du temps pour mettre au point ce sérum ; et puis, il ne serait guère utile, étant données la rapidité et la brièveté (quatre à cinq jours au plus) de l'attaque de grippe elle-même ; lorsque le traitement sérothérapique agirait, l'accès serait déjà terminé spontanément.

En revanche, le problème d'un vaccin *préventif*, analogue à celui de la variole, est infiniment plus important, et sa solution a un grand intérêt pour l'avenir. Un vaccin fait en partant du virus grippal immuniserait les bien portants à la fois contre la grippe et du même coup contre ses complications. Il est probable que, dans un avenir plus ou moins éloigné, on vaccinera ainsi tout le monde, comme on fait déjà contre la variole.

Ce sera le meilleur moyen de mettre l'humanité à l'abri des atteintes futures du fléau qui a déjà fait tant de ravages. Malheureusement, étant donné que la découverte de Nicolle et Lebailly est toute récente, il faudra encore du temps pour mettre au point, étudier, expérimenter, puis fabriquer en grand ce vaccin. L'épidémie actuelle aura cessé bien avant, et l'avenir seul en profitera ; mais il faut aussi travailler pour le futur, car le futur c'est l'an prochain.

Pour le présent, il y a quelque chose de plus immédiat à tenter : c'est la réalisation d'un vaccin contre les complications grippales. Si un tel vaccin pouvait être fait, et si on l'inoculait à tout grippé, au début de sa maladie, et avant le déclenchement des complications, ou à tout bien portant placé dans un milieu contaminé, on empêcherait du coup, et dans tous les cas, les séquelles si graves de la grippe. Celle-ci ne serait plus qu'une maladie toujours contagieuse, mais sans importance, puisque les grippés n'auraient que la grippe sans plus.

C'est à ce passionnant problème que vient de s'attaquer résolument l'Institut Pasteur. Comme les trois bacilles des complications sont des microbes depuis longtemps identifiés, dont on connaît les milieux de culture et les conditions de résistance, il n'a pas été difficile d'entrer d'emblée au cœur du problème. D'autant qu'il existe depuis longtemps un sérum antipneumococcique et un sérum antistreptococcique qui sont bien étudiés et qui ont donné d'ailleurs, entre les mains de praticiens avertis comme le docteur Netter et le docteur Violle, d'heureux résultats curatifs dans les séquelles broncho-pulmonaires de la grippe. L'Institut Pasteur vient donc de fabriquer un vaccin mixte, dans lequel entrent, en proportions soigneusement calculées, les trois sortes de bactéries en question : pneumocoque, streptocoque, Pfeiffer.

Les plus grands espoirs sont d'autant mieux permis dans cette voie qu'une expérience analogue, quoique destinée initialement à un but différent, vient de donner dans l'armée britannique des résultats tout à fait frappants.

Deux médecins militaires anglais, les docteurs Eyre et Lowe, dans le dessein d'enrayer les complications pulmonaires de la rougeole et notamment la bronchite purulente qui faisait au printemps dernier des ravages dans le contingent néo-zélandais, ont en effet vacciné une partie de ce contingent au moyen d'un vaccin assez analogue à celui que va essayer l'Institut Pasteur. Il était pourtant plus compliqué puisqu'il contenait encore divers autres microbes, notamment le *micrococcus catarrhalis* et le *staphylococcus aureus* associés aux trois qui nous intéressent.

Or, il est arrivé que l'épidémie de grippe, survenant sur ces entrefaites, a touché beaucoup moins ceux qui avaient été inoculés avec ce vaccin que les autres. On a constaté que 2 pour 1000 seulement des Néo-Zélandais vaccinés avaient été victimes de l'épidémie contre 28 pour 1000 des non-vaccinés.

Ce résultat autorise toutes les espérances et souligne l'importance des expérienses que l'Institut Pasteur, par les soins du docteur Legroux, va faire de son nouveau vaccin contre les complications grippales.

CHARLES NORDMANN.

P.-S. — Au cours de la chronique que j'ai consacrée récemment à la question du canon d'infanterie, je n'ai naturellement pas pu faire une comparaison technique des divers matériels proposés. car il m'aurait fallu pour cela donner des précisions interdites par la censure. Pour la même raison, je n'ai pu faire un historique de la question et des priorités des divers inventeurs. Ce m'est pourtant un devoir, pour réparer une lacune, de signaler l'excellent canon d'infanterie J. D. dû à la collaboration du colonel Jouandeau et du colonel Deslandres, l'éminent astronome de l'Académie des Sciences. Ce canon qui rend de précieux services au front a été mis au point par eux dès le mois de juin 1915.

C. N.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

De tous les points de l'horizon un essaim de victoires accourt, présageant et précédant, probablement de peu, la Victoire plénière. Sur ce qu'on nomme plus particulièrement « le front occidental, » de la Lys aux Vosges, « la ligne de l'Escaut est dépassée en Belgique et à Valenciennes; les lignes du canal de la Sambre, de l'Oise et de la Serre sont forcées. Notre marche entre la Serre et l'Aisne fera tomber les défenses de Rethel; l'armée Gouraud vient d'enlever celles de Vouziers et de chasser l'ennemi du massif boisé au Nord de l'Argonne. » C'était hier que le général de Lacroix traçait ce résumé des événements de la semaine, mais déjà c'était hier. La bataille, qui a été si longtemps clouée au sol par des pieds de plomb, a maintenant des ailes. La libération totale de notre territoire est prochaine. Les Belges sont rentrés dans Gand, ils seront bientôt rentrés dans Bruxelles. La Serbie a renoué dans Belgrade même le fil des destinées qu'elle va se tisser plus larges. Le rêve de l'Italie se réalise à Trente et à Trieste. A la capitulation bulgare était venue s'ajouter la capitulation turque : à la capitulation turque devait s'ajouter la capitulation austro-hongroise. Il était impossible, malgré le défi porté par l'Allemagne à la Fortune, que l'inévitable ne s'accomplît pas. En Serbie, en Albanie, au Montenegro, sur les lisières de la Bosnie-Herzégovine, la marche des Alliés devenait foudroyante; ils étaient apparus sur le Danube, aux portes de la Hongrie; les détroits n'étant plus barrés, il fallait craindre d'autres attaques, d'un autre côté; à l'intérieur même de ce qui fut la Monarchie, s'organisaient des armées nationales, qui n'avaient plus rien ni d'impérial ni de royal, et dont l'objectif pourrait bien être ou Vienne ou Budapest; enfin, comme la situation militaire avait réagi sur la situation politique, la situation politique réagissait sur la situation militaire; et toutes deux,

d'un seul mouvement, irrésistible, vertigineux, jetaient à l'abîme les débris des Empires.

Nous en étions restés, dans la suite des entretiens de M. Wilson avec le prince Max de Bade, sous le couvert des secrétaires d'État, MM. Lansing et le docteur Solf, à la troisième note du gouvernement allemand, celle où, réflexion faite et délibération prise, il emboursait, en somme, le double soufflet. Sur cette troisième note, l'avis général, même et principalement aux États-Unis, était que le Président n'avait plus à répondre. Il a néanmoins répondu, ou plutôt il a conclu. Nettement, presque brutalement, il ne s'y trompait pas : « Ces paroles, avouait-il, sont dures; mais il n'y a pas à essayer de les adoucir. Il n'y a rien à gagner en taisant cette chose essentielle. »

Ces paroles sont dures, surtout quand on les isole du contexte un peu abondant qui les environne comme l'eau entoure le rocher. Telle est la manière d'écrire, si personnelle, du Président Wilson que, même ces roches aux arêtes coupantes, il les enveloppe, en quelque sorte, d'un voile de brume, et qu'on ne les voit que lorsqu'on est dessus. Même ces choses essentielles, qu'on ne gagnerait rien à taire, il les laisse entendre plusieurs fois, avant de les dire une bonne fois; mais, lorsqu'il les dit, elles sont dites, et cette fois est vraiment la bonne. De là, les impressions successives et souvent contradictoires que l'on ressent à lire les textes sortis de sa plume : il arrive que, d'abord on hésite, on s'étonne; puis on est frappé, saisi; on approuve, et on admire. C'est ce qui est arrivé pour cette dernière réponse, partout ailleurs qu'à Berlin. A Berlin comme partout on est saisi, et, dans la plénitude du terme, « frappé. » Va-t-on se retrancher dans le silence, suprême refuge de la dignité blessée, sépulture honorable de l'orgueil mort? Nullement, on réplique encore. C'est un cri? Pas du tout : c'est un ergotage, ce sont des arguties, c'est une accumulation d'assurances menteuses. L'Allemagne continue de parler « la main sur la conscience. » Elle le jure, dans une affreuse odeur de faux serment : elle n'est plus la même Allemagne; elle est devenue, en moins d'une semaine, tout justement cette Allemagne libérale, constitutionnelle, démocratisée, démilitarisée, « désimpérialisée, » que le Président des États-Unis réclame. Elle s'est donné « un gouvernement national auquel tous les pouvoirs civils et militaires sont subordonnés. » Ce gouvernement national attend « les propositions de l'armistice qui sera le premier pas vers une paix équitable telle que le Président l'a décrite dans ses proclamations. »

Prenons garde : la phrase finale doit être regardée à la loupe.

Le gouvernement allemand « attend les propositions. » Comme s'il s'agissait de « propositions, » et non de « conditions ! » Comme si on lui avait offert, sans qu'il eût demandé ! « Les propositions » non pas d'un armistice réglé selon que l'entendront les Puissances victorieuses qui l'accorderaient ; mais de l'armistice, — évidemment bénin, — « qui sera le premier pas vers une paix équitable ; » vers la paix « telle que le Président Wilson l'a décrite dans ses proclamations ; » et l'on se flatte bien de n'être jamais à court de chicanes : tant que ce ne sera pas la paix que l'Allemagne veut, ce ne sera point la paix juste, celle que le Président a décrite ; l'image ne sera point ressemblante ; on ne la reconnaîtra point. On traînera, on se fera traîner, et l'on ne désespérera pas d'arracher à la lassitude ce que la force n'a pas donné.

Heureusement, le gouvernement allemand attend toujours : quelque dédain qu'ait le « riche génie germanique » pour la pauvreté du cerveau latin, qui est à cloisons, à casiers, à compartiments, cependant il ne peut lui refuser d'être clair. Or, voici qui est latin, qui est français, et qui est clair. Il y a la paix, et il y a l'armistice. La paix est une chose, et l'armistice en est une autre. L'heure venue, les gouvernements, par leurs délégués, causeront de la paix, état durable, consolidé. L'armistice, suspension d'armes, transition, état provisoire, regarde les militaires. Seulement, du coup, la suspension d'armes ne peut être que la déposition des armes. Nous ne pouvons permettre qu'on sorte de l'armistice pour rentrer, rafraîchi et réconforté, dans la guerre. Au bout de ce provisoire, il n'y a qu'un définitif : la paix, une paix juste, celle du Président Wilson, mais une paix sûre, la sienne et la nôtre. Nous n'avons à faire, quant à nous, ni propositions de paix, ni propositions d'armistice. Si l'Allemagne a à en faire, comme elle en a témoigné le dessein, il existe pour cela un protocole, constamment suivi, et qu'elle n'ignore pas : un drapeau blanc et des parlementaires. De tout récents exemples, tout près d'elle, lui rappellent comment on procède. Ses trois séides dans la Quadruple-Alliance, la Bulgarie, la Turquie, l'Autriche-Hongrie, se sont, l'un après l'autre, exécutés. Qu'elle fasse comme eux : nous n'avons pas de motifs de la traiter autrement que nous ne les avons traités. C'est nous qui attendons ; et nous la ferons d'autant moins languir que, sa démarche étant annoncée, les gouvernements de l'Entente ont pu se mettre, par avance, d'accord avec leurs « conseillers militaires » sur les conditions, — qui sont, avant tout, pour l'armistice, si elle en veut un, des précautions, — à lui imposer. Pas

de discussion, pas de marchandage, pas d'arrangement au rabais : ces conditions feront un bloc qui, tout entier, sera à prendre ou à laisser. Vous voulez l'armistice? Signez. Vous ne le voulez pas tel qu'il est? Continuons.

Mais il serait, sinon tout à fait impossible, du moins extrêmement difficile à l'Allemagne de continuer, dans la situation militaire et la situation politique, intérieure ou extérieure, où elle se trouve. Par sa situation extérieure, nous entendons : sa situation vis-à-vis de ses alliés d'hier. Le bilan n'est pas long à dresser : de quatre États qui partirent en guerre, l'Empire allemand reste seul. Où sont les autres? Effondrés, en ruine. Il y a plus d'un mois qu'après la perte de deux de ses armées, abandonnée de fait, restée sans secours, la Bulgarie a capitulé. La Turquie, qui avait, auprès du Président Wilson, imité et répété le geste de l'Allemagne elle-même, sollicitant l'armistice et la paix, quoique retenue plus longtemps qu'elle ne l'eût souhaité par la menace des vaisseaux russes germanisés, dont les canons étaient, dit-on, braqués sur Constantinople, dès qu'elle a pu sans trop de danger liquider sa servitude, a fait, comme la Bulgarie, sa soumission totale. En l'apprenant à la Chambre française, au nom du gouvernement, M. Georges Leygues, ministre de la Marine, rassemblait les stipulations de l'armistice en trois ou quatre points capitaux : libre passage pour les flottes alliées jusqu'à la Mer-Noire; occupation des forts des Dardanelles et du Bosphore nécessaire pour garantir la sécurité de ce partage; rapatriement immédiat de tous les prisonniers de guerre alliés. Mais le texte complet de la convention ne comprend pas moins de vingt-cinq articles : ce n'est pas la peine de les analyser; qu'il nous suffise de noter qu'elle s'étend à la mer comme à la terre, et à l'Afrique ou à l'Asie comme à l'Europe; toutes les parties de l'Empire ottoman, même ce qui n'était plus que théoriquement sous sa souveraineté, y sont incluses : le Taurus, la Perse, la Transcaucasie et Bakou, l'Hedjaz, Assir, Yemen, la Syrie, la Mésopotamie, la Cilicie, la Tripolitaine et la Cyrénaïque, avec Misurata, y sont nommés. Ainsi qu'il convenait à notre haut souci d'humanité, une de nos premières pensées a été de nous faire remettre sans conditions, avec nos propres prisonniers de guerre, tous les Arméniens internés à Stamboul, — misérables restes d'une race misérable.

C'est un instrument modèle qu'a rédigé là l'amiral anglais Calthorpe, et qui, par certaines de ses obligations, va bien au delà de la capitulation, presque jusqu'à la coopération. (Les

positions de tous les champs de mines, des tubes lance-torpilles et de toute autre obstruction dans les eaux turques seront indiquées et toute l'aide nécessaire sera apportée pour draguer ou enlever ces obstacles. — Communication sera donnée de toutes les informations au sujet des mines qui sont dans la Mer Noire. — Non seulement l'armée turque sera immédiatement démobilisée, et tous les bâtiments de guerre actuellement dans les eaux turques seront rendus, mais les Alliés auront le droit d'occuper tous les points stratégiques qui deviendraient utiles à leur sécurité; ils auront le libre usage de tous les ports et mouillages, de tous les moyens de réparations de ces ports et des arsenaux, le contrôle des stations de T.S.F. et des câbles, des chemins de fer, la disposition de tout le matériel naval, maritime et commercial, des facilités pour l'achat de charbon, huiles, etc.) Bref, avec les détroits qui se rouvrent, c'est la Mer Noire accessible, c'est l'isolement de la Roumanie rompu, c'est la Russie du Sud rapprochée, c'est le Danube à portée de nos atteintes et susceptible de devenir une de nos voies de pénétration, une de nos routes de manœuvre : ce sont d'immenses résultats et, pour nous, des avantages décisifs.

Sans la Bulgarie et sans la Turquie. l'Autriche-Hongrie demeurait sans ses deux béquilles, si on la compare à un corps vivant, et, si on la compare à un édifice, sans ses contreforts. Elle chancelait, et son inflexible armature, la tige de fer que l'Empire allemand lui avait plantée dans l'épine dorsale, ne suffisait pas à la maintenir droite, à lui interdire les mouvements ataxiques. En même temps que la Turquie ou avant elle, elle avait demandé l'armistice et la paix; la note austro-hongroise de M. Wilson, venant à la suite de tant d'autres invites ou intrigues, avait été comme le chant du cygne du comte Burian; étrange oiseau qui ne chante que pour mourir! On n'a pas oublié la réponse du Président: — Qui donc ai-je en face de moi? Depuis que je me suis occupé de vous en mon message du 8 janvier, d'autres sont nés dans l'Empire. Il y a une nation tchéco-slovaque. Il y a une nation yougo-slave. Elles-mêmes parleront pour elles. — Le ton sec de cette espèce de congé n'a pas découragé le comte Jules Andrássy, appelé à la succession de son compatriote Burian, comme ministre impérial et royal d'une monarchie qui n'était déjà plus qu'une ombre, ou plutôt deux ombres séparées, ou plutôt un nombre, qu'on ne comptait plus, d'ombres diverses, de jour en jour multipliées.

Succession sans terre, usufruit d'un titre nu, ministère d'État sans État; mais le comte Andrássy a été toute sa vie un grand écri-

vassier devant Dieu et devant les hommes; depuis le livre qu'il a consacré, encore jeune, au compromis austro-hongrois, à l'*Ausgleich* négocié par son père et François Deak, par-dessus des piles de brochures, il a inondé la presse d'articles de revues et de journaux, pour la plupart imprégnés d'une germanophilie farouche. Politicien à idées, qui est la pire engeance, et tourmenté du besoin de se produire, pour qui agir, c'est s'agiter; parlant volontiers, avec l'apparence de se faire arracher les mots et la réputation de ne pas dire d'abord ce qu'il pourrait dire de plus intéressant. Je le revois, il y a vingt ans; figure ingrate et sombre dans le gai décor d'un cercle aristocratique; en cette tête, que de passion concentrée, que d'ambition aigrie, quelle sûreté de soi, et quel mépris d'autrui! Et je revois aussi, dans un décor analogue, cette autre figure sombre jusqu'aux ténèbres, Étienne Tisza, qui s'est fait ensuite le chef et le champion des féodaux, mais dont le titre de fraîche date faisait sourire les magnats d'ancienne souche, enfant prodige, en qui l'on saluait alors, avec une volonté précoce, les plus belles espérances, et qui vient de payer de son sang, goutte perdue au milieu des flots de sang répandus par sa faute, ses goûts, ses manières tyranniques, et l'inexpiable forfait d'une guerre scélérate. Et autour d'eux, je revois, en outre, la troupe de leurs amis et de leurs adversaires, leurs maîtres et leurs émules, ceux qui étaient disparus au long de ce quart de siècle, ceux qui disparaissent à présent; et c'est, dans le brillant décor écroulé, la fin d'un monde.

A peine introduit au Ballplatz, en possession de la plume et du sceau, le comte Jules Andrássy a adressé coup sur coup deux appels au gouvernement des États-Unis. Dans le premier, il ne se montrait pas plus fier que le chancelier de l'Empire allemand. Le Président Wilson voulait que « les droits des peuples d'Autriche-Hongrie, spécialement ceux des Tchéco-Slovaques et des Yougo-Slaves, fussent reconnus. » Parfait! Le gouvernement impérial et royal était de cet avis autant et presque plus que M. Wilson lui-même. Rien ne faisait donc plus obstacle « au commencement des pourparlers sur l'armistice et la paix. » Qu'est-ce qui les retarderait? Les hésitations de l'Allemagne, les sursauts de son amour-propre militaire? Le gouvernement austro-hongrois se déclarait prêt, « sans attendre le résultat d'autres négociations, » — et l'on devinait lesquelles, — à entrer, pour son compte, dans ces pourparlers. Il priait seulement le Président de « vouloir bien faire des ouvertures à ce sujet. » Dans son second appel, le comte Andrássy se montrait encore plus pressé. Quarante-huit heures ne s'étaient pas écoulées

que le secrétaire d'État américain, M. Robert Lansing, recevait un télégramme, qui n'était qu'un gémissement. « Nous acceptons, en tous leurs points, les principes posés par le Président des États-Unis. » Nous nous joignons « à ses efforts pour prévenir les guerres futures et créer une famille des peuples. » Nous avons pris déjà « les mesures préparatoires » en ce qui touche notre famille de peuples, à nous. L'empereur et roi Charles, depuis son avènement, n'a jamais pensé et plus que jamais ne pense qu'à la fin de la guerre. La paix, par conséquent, la paix! et, pour gage de sa venue, « dans l'intérêt de l'humanité comme dans l'intérêt de tous ceux qui vivent en Autriche-Hongrie, un armistice immédiat sur tous les fronts austro-hongrois. » Et le comte Andrássy, changeant cette note en circulaire, en envoyait copie aux gouvernements anglais, français, italien et japonais, avec prière d'approuver la requête et de l'appuyer auprès du Président Wilson. Ainsi, tandis que le chancelier allemand essayait de faire du Président son médiateur auprès d'eux, le ministre austro-hongrois des Affaires étrangères s'efforçait de faire d'eux ses intermédiaires auprès de lui. Par une habileté quasi posthume, ou par un reste d'illusion qu'on n'eût point soupçonné, jouant sur la fiction qui empêche les États-Unis de contracter des « alliances, » peut-être l'un ou l'autre se flattait-il encore de passer entre les « associés » la pointe du couteau.

Mais, certainement, l'Autriche-Hongrie était bien malade. Pour expliquer la hâte fiévreuse du comte Andrássy, les dates nous seront d'un grand secours. Sa première note est du 26 ou du 27 octobre ; la seconde, du 28. Dès le 21, paraît-il, le haut commandement austro-hongrois en Italie tâtait indirectement le terrain pour un armistice : si les troupes impériales et royales se retiraient, — conformément au principe de l'évacuation posé par le Président Wilson, — ne serait-ce pas mieux qu'elles pussent s'en aller tout tranquillement, en épargnant les villes et villages, les routes et les ponts? Comme il avait des renseignements, il avait des inquiétudes. En effet, dans la nuit du 23 au 24, l'offensive du général Diaz se déclenchait triomphante. Le 27, elle se développait sur le mont Grappa ; le 28, les Italiens passaient la Piave. Dans les Balkans, de deux côtés à la fois, les Serbes et l'armée de Salonique avançaient très rapidement. La Roumanie était en effervescence. Les frontières autrichiennes, les frontières hongroises, étaient découvertes, presque trouées. Conclure après pourparlers un armistice était l'unique moyen de ne pas se voir contraindre à une capitulation sans conditions.

L'obtenir diplomatiquement dispensait d'y être plié militairement. On évitait les fourches caudines. Mais, naturellement (l'Autriche aura subi jusqu'à son agonie la loi de toute son histoire), il était trop tard. Le 29 octobre au matin, le haut commandement austro-hongrois « s'est mis en relations par un parlementaire avec le commandement de l'armée italienne... Le haut commandement italien, — d'après le communiqué officiel de Vienne, — a pris d'abord, en face de cette démarche, inspirée par les meilleures intentions, une attitude négative. Ce n'est que le 30 octobre au soir que le général de l'infanterie von Weber a pu, avec une délégation, franchir la ligne de combat, en vue de commencer les négociations. » Des négociations? Il en était d'elles comme des « propositions » qu'attendait le gouvernement allemand. Il ne pouvait pas plus être question de « négociations » avec l'Autriche-Hongrie que de « propositions » à l'Allemagne. Des conditions, si l'on en veut : le Conseil interallié de Versailles les a fixées : elles ont été notifiées au général Diaz, qui n'a eu qu'à appliquer strictement la consigne. Ce qu'elles sont, c'est ce qu'elles ont été pour la Bulgarie et pour la Turquie ; ce qu'elles seront pour l'Allemagne. Nous n'avions pas plus de raison de faire à l'Autriche-Hongrie un traitement de faveur qu'à l'Allemagne elle-même un traitement de rigueur. Pour toutes les deux, pour toutes les quatre, l'armistice ne pouvait et ne pourra jamais être que la capitulation.

Et maintenant, rois, comprenez; instruisez-vous, vous qui jugez, ou qui jugiez, la terre. Nous continuons de dire, par habitude, l'Autriche-Hongrie, mais où est l'Autriche-Hongrie ? Ils continuent, à Vienne et à Budapest, de dire, par étiquette, de Charles Ier-Charles IV, l'empereur ou le roi; mais de quoi est-il empereur, et de quoi est-il roi ? Empereur d'Autriche ? Mais où est son Autriche ? Roi de Hongrie ? Mais qu'est-ce désormais que la Hongrie ? Dans ce chaos, digne des jours de la Création, où le professeur Suess lui-même, s'il revivait, ne discernerait aucun trait de la face du globe, qu'est-ce qui existe et qu'est-ce qui n'existe pas, qu'y a-t-il et que n'y a-t-il point ?

Il est épineux de traiter, quand on ne sait pas avec qui on traite. Naguère, il y avait, pour l'Autriche-Hongrie, un ministère commun; à Vienne, un ministère autrichien; à Budapest, un ministère hongrois ; et, bien qu'il y en eût trois, on en avait devant soi au moins un. Hier encore, le comte Andrássy tenait, après le comte Burian, le rôle de ministre commun ; le docteur Lammasch, après le docteur Hussárek, celui de ministre autrichien ; le comte Jean Hadik, après

M. Wekerlé, devait débuter dans celui de ministre hongrois. Mais aujourd'hui ? Il n'y a plus de ministre impérial et royal des Affaires étrangères. Le comte Jules Andrássy, si âpre que fût son amour du pouvoir, est déjà parti, justement parce qu'il n'y avait plus de pouvoir. Et le ministre impérial et royal des finances, M. Spitzmuller, l'a suivi, parce qu'il n'y avait plus de finances. Le président du conseil cisleithan, le docteur Lammasch, en fait autant, parce qu'il n'y a plus de Cisleithanie. A la place de l'Autriche impériale, ne se relèvent pas les anciens duchés d'Autriche; il se lève une Autriche allemande (*Deutsch-Oesterreich*); comprenant les Allemands de Bohême, des Duchés, du Salzkammergut, du Tyrol, de Styrie, qui arbore les couleurs, non de la maison de Habsbourg, mais de la maison, périmée depuis le XIIIe siècle, des Babenberg, et cache peut-être la cocarde des Hohenzollern. État à deux tendances quant à sa forme de droit international; l'une vers la pleine indépendance, l'autre vers la réunion à l'Empire allemand; à deux inclinations aussi quant à son régime intérieur: l'une vers la monarchie, l'autre vers la république; à deux gouvernements, ou à deux organes de gouvernement, autant qu'on en peut être informé, un conseil d'État un conseil national, avec comité exécutif, qui semblent coexister et dont le socialiste Victor Adler serait le personnage le plus considérable, le reste étant formé de ses lieutenants et de « chrétiens-sociaux; » tout ce monde, allemand dans les moelles.

A Prague, naît et s'organise l'État tchéco-slovaque, qui, lui, s'oriente vers la république, avec le docteur Masaryk pour président et le docteur Kramarcz pour premier ministre; sa juridiction s'étend sur les populations tchèques et slovaques de la Bohême, de la Moravie, de la Silésie (couronne d'Autriche) et du Tatra (couronne de Hongrie). Celui-là a déjà l'aspect d'un État régulier: il a ou va avoir un gouvernement; il a l'embryon d'une armée; il a une politique extérieure, il est belligérant. De même, à un moindre degré sous certains rapports, de l'État yougo-slave, dont la capitale est temporairement à Zagreb (Agram), et qui emprunte ou reprend à l'Autriche les Slovènes, les Dalmates; à la Hongrie, les Croates; à l'Autriche-Hongrie en commun, les Bosniaques-Herzégoviniens. Les Galiciens paraissent devoir graviter vers la Pologne; les Ruthènes, vers l'Ukraine, avec retour sur Lemberg. Les populations du Trentin, de la Vénétie Julienne, des côtes de l'Istrie, n'aspirent qu'à leur « rédemption, » dont ils ont vu et touché le symbole sur le château du Buon Consiglio et sur la tour de San Giusto; mais l'Au-

triche, en s'en allant, cherche encore à semer entre eux et les Slaves la graine de discorde d'où elle espère que pourrait dans l'avenir repousser son mancenillier. D'où la cession anticipée de la flotte, les manigances de Pola et de Fiume.

En Hongrie, l'État magyar, le plus dense, le seul des défunts États de l'Empereur-Roi qui ait une densité et une pesanteur, et le plus vieux, millénaire, est aussi le plus coriace. Outre les Croates et les Slovaques, il risque de perdre les « Saxons, » qui s'agrégeraient à l'Autriche allemande, s'ils n'étaient d'ailleurs dispersés, et les Roumains de Transylvanie et de Bukovine, qui rejoindront leurs frères de par-delà les monts. Mais le noyau opposera à la dent une dure résistance. Comme les autres, le nouvel État magyar a son Conseil national : l'archiduc Joseph, promu *homo regius* (personne, en dehors d'eux, ne parlant le magyar, les Magyars, dans leur vie publique, ont longtemps parlé le latin), l'archiduc Joseph, chargé d'accommoder les restes, n'a pas réussi à constituer un ministère avec le comte Hadik; mais le comte Michel Károlyi, sur l'initiative du Conseil national, en a constitué un qu'il a fait postérieurement agréer par l'archiduc. A Budapest encore, sera-ce la monarchie, sera-ce la république? Le comte Michel Károlyi est un démocrate, mais d'une famille qui aime à rattacher ses origines à Charlemagne. Au total, plus d'Autriche-Hongrie, plus d'Autriche, une petite Hongrie, une Magyarie; plus d'empereur-roi, un fantôme d'empereur, un spectre de roi; plus de provinces; plus d'armée, plus de marine; voilà, pour la Couronne impériale et la Couronne de saint Étienne, le bilan de la guerre qu'en juillet 1914, sous le prétexte le plus futile, la Double-Monarchie se prêta à déchaîner sur l'Europe. Et ce n'est peut-être pas tout. En ce cadavre, il est à craindre que la pourriture bolcheviste ne travaille. Les Empires se liquéfieront par le poison qu'ils ont lancé. Crime et châtiment. Tout est bien. Le complice passe le premier. Mais l'auteur principal n'échappera pas. Depuis que Frédéric-Guillaume Ier força son fils à assister, tremblant, derrière une fenêtre, au supplice de Katt, les rois de Prusse connaissent le cérémonial des exécutions.

L'Allemagne, militairement du moins, n'en est pas encore où en était l'Autriche-Hongrie au milieu d'octobre. Elle fait une défense vigoureuse. Mais elle n'en est pas moins condamnée, et elle le sait. Il y a, pour la situation où elle se trouve, toute une série d'aphorismes, plusieurs fois séculaires, qui ne sont pas du premier venu, et qu'on dirait avoir été émis tout exprès à son intention. « De tous les malheu-

reux, affirme l'un, le plus malheureux est celui qui en est réduit à ce point, qu'il ne peut recevoir la paix et qu'il ne peut soutenir la guerre. » Et un autre : « Le plus grand signe qu'on a perdu est qu'on croie ne pas pouvoir vaincre. » Et un troisième : « Ce que la superbe ne leur permit pas de faire au début de la guerre, la peur le leur fit faire dans la suite. » La démission de Ludendorff a été un avertissement, sans doute superflu après la capitulation bulgare et, sur le front occidental, un repli qui, si élastique qu'il se vantât d'être, ne s'est ni arrêté, ni redressé depuis le 15 juillet. Le bruit de l'abdication de Guillaume II est un autre son lugubre de la même cloche ; mais, cette fois, elle tinte du dôme le plus majestueux de l'Empire. Abdiquera-t-il vraiment? n'abdiquera-t-il pas? Dans le décret par lequel il promulgue les modifications constitutionnelles, il n'y a rien qui autorise à préjuger de sa résolution. On peut en déduire également qu il se prépare à rester ou qu'il se prépare à partir. La seule certitude est qu'il s'incline : « Un nouvel ordre de choses, proclame-t-il, entre maintenant en vigueur, qui transfère au peuple les droits fondamentaux de l'Empereur. Mais, dans les terribles tempêtes des quatre années de guerre, les anciennes formes ont été détruites, non pour laisser derrière elles des ruines, mais pour faire place à de nouvelles formes vivantes. » Il feint de n'en être pas davantage gêné. Il se rassoit et se fige dans la pose traditionnelle des Hohenzollern : « Le pouvoir du Kaiser est un pouvoir qui consiste à servir le peuple. » C'est la doctrine du devoir public du prince, selon la formule du Grand Électeur, et ce sont de grands mots. L'épreuve montrera ce qu'en vaut l'aune. La royauté prussienne a été fondée sur cette équivoque ; l'Empire allemand ne sera pas transformé de fond en comble par cette équivoque.

Au reste, sous l'Empereur et sous Ludendorff, il y a l'Allemagne, et c'est elle qui nous importe. Il faut que nous le voyions clairement : la dissolution de l'Autriche-Hongrie entraîne de toute nécessité pour nous la dislocation de l'Allemagne impériale, de l'Allemagne prussienne ; parce que, si les douze millions d'Autrichiens faisaient, demain ou après-demain, accroissement à l'Empire allemand, vainement l'Allemagne aurait été battue ; vainement même elle aurait restitué la Pologne, lâché les provinces baltiques, et nous aurait rendu l'Alsace et la Lorraine ; demain ou après-demain, elle aurait, malgré tout et en dépit de sa défaite, gagné la guerre. L'Europe sans Autriche et sans Russie est une Europe déséquilibrée ; l'Europe avec une plus grande Allemagne serait une Europe désaxée ou, au contraire, trop

axée. Nous aurions sur l'Adriatique la *Mittel-Europa* que nous avons brisée sur la mer Égée et étouffée sur la Mer-Noire. Que l'Allemagne se désimpérialise, se démocratise, qu'elle change d'Empereur ou même rejette l'Empire, c'est son affaire, mais c'est la nôtre de la déprussifier ou de la déprussianiser.

Objectera-t-on que ce sont des soucis ou des propos prématurés? Non, nous n'en sommes pas encore là, mais nous n'en sommes plus bien loin. Il est grand temps de songer au règlement futur, par aucun détail duquel nous ne devons être surpris. C'est le propre de ces guerres gigantesques, — où toute une nation, et toutes les nations ensemble engagent contre d'autres nations le tout d'elles-mêmes, cœurs, muscles et nerfs bien plus que leurs armées, leurs institutions, leurs ressources d'État, et jusqu'aux vertus, jusqu'aux douleurs privées, — qu'elles s'épuisent tout à coup et cessent tout d'un coup. La chute de la Bulgarie, de la Turquie, de l'Autriche-Hongrie vient d'en donner un triple exemple. Et c'est le propre du fameux quart d'heure de Nogi qu'on ne sent pas quand il commence : quand on s'aperçoit qu'il est venu, il est déjà plus qu'à demi passé.

Peut-être même l'est-il tout à fait. Au moment où j'achève cette chronique, les parlementaires « chargés de conclure un armistice et d'entamer des négociations de paix » sont en routè pour le quartier général du maréchal Foch. La rencontre peut être brève. Le maréchal n'a qu'à remettre un papier, signé *ne varietur*, il n'y a pas huit jours, à Versailles, par tous les gouvernements alliés et par le gouvernement des États-Unis. Les plénipotentiaires, s'ils sont réellement munis de pleins pouvoirs, et ils doivent l'être, puisqu'on nous les présente officiellement comme « chargés de *conclure* un armistice, » — n'ont qu'à dire oui ou non. Quant à la paix, ce sera plus long; mais l'armistice que nous accorderons, le seul que nous accorderons, y conduit nécessairement : à la paix faite de restitutions, de réparations et de garanties, la seule aussi que nous puissions accepter.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

LA VICTOIRE

Elle est revenue !

Le canon l'a annoncée de sa grande voix. Les cloches l'ont sonnée à toute volée. Les drapeaux la chantent dans leurs plis qui claquent à nos fenêtres. Elle éclate sur tous les visages. Elle gonfle d'orgueil tous les cœurs.

Qu'on nous permette de saluer ceux à qui nous la devons, au nom des amis, connus ou inconnus, qui, pendant la longue épreuve, se sont groupés autour de cette Revue, pour y chercher l'écho de leurs sentiments et les raisons de leur espérance !

L'Armée française, glorieuse à travers les siècles, s'est surpassée elle-même, depuis ce jour de la mobilisation qui contenait toutes les promesses, jusqu'à ces dernières et dures journées où, sans repos, sans trêve, elle harcelait l'ennemi en déroute. Sous les ordres du maréchal Joffre, elle a accompli ce miracle de rétablissement qui s'appelle la Marne, après quoi la guerre pouvait encore être longue et difficile, mais l'Allemagne avait perdu la guerre. Sous les ordres du général Pétain et du général Nivelle, elle a arrêté à Verdun la formidable ruée allemande, et l'histoire dira ce qu'on pouvait attendre de l'offensive hardie du 16 avril pour la libération de la France.

Au maréchal Foch, chef unique de toutes les armées

alliées, appartient l'impérissable honneur d'avoir brisé l'orgueilleuse armée allemande par une manœuvre géniale qui restera comme une des conceptions les plus savantes et les plus souples qu'ait enfantées un cerveau humain.

Ai-je besoin de dire qu'aux services éclatants de l'armée de terre et des airs, nous associons dans une même reconnaissance la tâche non moins héroïque de nos marins ?

Le pays a été digne de ses armées. Non seulement il a gardé, aux instants critiques, le calme d'une résolution inébranlable, mais, aux minutes enivrantes du succès, il a su modérer l'expression de sa joie. Il a été admirable de mesure, de tact, de dignité et de noblesse morale.

A l'heure décisive, il s'est incarné dans un homme à qui est échu le plus beau rôle que puisse ambitionner un chef de gouvernement : quand la patrie est en danger, personnifier la patrie. Surgi à cette phase dernière de la lutte, où la moindre défaillance pouvait entraîner un désastre, M. Clemenceau, par sa foi mystique dans les destinées du pays, par l'énergie de sa volonté, a su commander aux événements. Il a été le maître de l'heure. Il a sa place parmi les plus grands serviteurs de la France.

Ce qui ajoute au prix de cette victoire, c'est que la France l'a méritée superbement. Inclinons-nous devant tous ceux qui ont souffert pour elle ! Agenouillons-nous devant ceux qui se sont sacrifiés pour elle !

Notre pensée douloureuse va vers ces morts de la grande guerre, tombés sans une plainte, parce qu'ils mouraient pour la France. Elle évoque tous ces braves, dont beaucoup étaient encore des enfants et d'autres étaient déjà des vieillards. Mais leur vertu aura été plus forte que la mort. Ils continueront de vivre en nous, qui ne vivons que par eux. Chers morts, morts sacrés, vous serez nos conseillers et nos guides ! Vous parlerez, vous voudrez, vous agirez en nous. Vous serez notre conscience.

Nous revoyons l'âpre exil de tous ces Français qu'un ennemi sans pitié a torturés dans ses geôles, et qui par milliers ont succombé à d'abominables traitements, loin de tout ce qu'ils aimaient. Ceux qui reviennent, qu'ils nous fassent le récit de l'atroce captivité, qu'ils établissent le compte des coups reçus, la liste des humiliations dévorées, afin que le souvenir s'en perpétue à travers les générations qui ont le devoir de ne pas oublier!

Et nous songeons à la détresse des populations envahies, au martyre des otages, aux meurtrissures de notre sol, à la dévastation de nos cités et de nos villages, à la ruine de nos monuments, joyaux du passé que les siècles et les guerres avaient respectés. Quelle dette nous avons contractée envers toutes ces victimes d'une sauvagerie que les âges barbares n'avaient pas connue!

Toutes nos dettes, nous sommes heureux de les reconnaître. Celle-ci d'abord. Aux premiers jours de la guerre, un geste a été décisif, celui du roi des Belges se dressant, lui le souverain d'un pays neutre, le chef d'un petit peuple, devant le colosse germanique. En retardant la marche de l'invasion, le roi Albert a changé le cours de l'histoire. Honneur à lui!

A sa décision chevaleresque a répondu la loyauté anglaise. Jamais nous ne saurons trop admirer le patient effort qui a changé la « méprisable petite armée » en une armée splendide, devant laquelle ont fui ceux qui s'étaient trop pressés de la dédaigner. Courageusement l'Italie s'est rangée à nos côtés, à l'instant où l'exemple de la Belgique pouvait lui faire craindre la dévastation de ses plus riches provinces. Et l'Amérique, en prenant parti pour nous et compensant par son immense apport la défection russe, a scellé un nouveau pacte où les descendants de ceux qui combattirent jadis pour le même idéal se sont retrouvés frères d'armes. Alliances nées de la guerre, qui devront lui survivre. Créées

par la nécessité, consacrées par l'estime réciproque, elles seront la garantie des temps meilleurs qui s'ouvrent pour l'humanité.

Maintenant que la tourmente est passée, tournons-nous vers l'avenir et vers ses perspectives radieuses!

C'est un trait où se peint l'âme de la France que, depuis le jour où l'Alsace-Lorraine lui fut arrachée, elle n'ait pu recouvrer la santé. Enfin guérie de la blessure dont elle a tant souffert, rétablie dans son intégrité, grandie par quatre années d'héroïsme, elle retrouve son équilibre et reprend son rang parmi les nations.

Qui se refuserait à voir dans le soudain effondrement de l'Allemagne, la main du Dieu qui châtie? Ainsi continue de s'accomplir sous nos yeux la mission providentielle de la France, loi permanente de son histoire : *Gesta Dei per Francos*.

Le prestige qu'elle a reconquis par les armes, il faut désormais que l'art et la littérature le lui confèrent pareillement. C'est aux écrivains que je m'adresse, au seuil de cette vieille et toujours jeune maison des lettres. Comme aux époques les plus fameuses, il faut que, grâce à eux, la France de demain étale au soleil de la pensée une de ces riches moissons spirituelles, où son heureuse fécondité s'épanouit en œuvres toutes belles, toutes nobles, toutes généreuses. Donc, rejetez loin de vous les misères d'autan, vous qui travaillerez dans l'allégresse et dans la fierté! Vous tous, poètes, romanciers, écrivains de théâtre, artisans de toutes les formes du verbe, n'oubliez plus que vous êtes les porte-parole d'une France triomphante! Et qu'encore une fois le génie français prenne un sublime essor, emporté jusqu'aux étoiles par le coup d'aile de la victoire!

René Doumic.

LE RHIN FRANÇAIS

« Quelle est cette magnifique bâtisse? — C'est le château des Papes. — Comment des Papes! Vous ne me ferez pas croire qu'il y a eu des papes à Avignon. — Mais si, je vous assure. — Allons donc! S'il y avait eu des papes à Avignon, ça se saurait. » Le dialogue est célèbre ; on en sourit.

Or, il y a cinq ans, j'entendais à peu près ce « ça se saurait » et, — chose piquante, — dans la bouche d'un licencié ès lettres tout frais émoulu d'une de nos Universités. Il ne s'agissait point à la vérité des papes d'Avignon, mais d'un préfet français de Mayence. « Comment, se récria ce jeune homme, il y a donc eu des préfets français à Mayence? — Mais certainement, comme à Aix-la-Chapelle, comme à Cologne, comme à Trèves, — comme à Metz, Strasbourg et Colmar. Ils ne faisaient d'ailleurs que reprendre la place des légats romains et des comtes francs dans des pays qui, tout autant que l'Alsace et la Lorraine, peuplés par notre race, civilisés par nos lois, cultivés par nos bras, avaient été pendant huit siècles notre domaine. Et ce sont même ces vieux souvenirs qu'invoquaient les Rhénans lorsque, entre 1792 et 1795, Georges Forster de Mayence et Joseph Görres de Coblence en tête, ils nous suppliaient de les réunir à la grande communauté celto-latine-franque. » Le regard du jeune homme m'assaillit; j'y lisais la crainte d'être mystifié et plus d'incrédulité que d'intérêt. Et j'admirais à quel point notre enseignement avait, depuis 1871, cessé d'être national, puisque ce Français, pourvu de deux diplômes, ignorait qu'après Auguste et Charlemagne, Hoche et Napoléon eussent gouverné la rive gauche du Rhin. Finalement, — ce

qui n'alla pas sans me mortifier un peu, — il me dit (avec quelque timidité, je le reconnais) : « Où tout cela est-il raconté? »

Je fus fort embarrassé ; car, au vrai, il y avait alors fort peu de livres écrits sur le Rhin français, — et pas plus sur « le Rhin gaulois, latin et franc. Pour cent volumes publiés sur « le Rhin allemand » par les « savants » de la Germanie, — prodigieux chimistes, comme on sait, qui eussent perverti ce jeune esprit, — je n'avais, sur la question, pas un livre français à lui citer. Je le renvoyai à « Lavisse et Rambaud, » qui du moins lui prouvèrent que « ça se savait. »

Aujourd'hui je serais moins embarrassé. Cette profonde ignorance de notre histoire nationale que l'étonnement de mon jeune homme ne faisait que me confirmer, nous était, hélas! connue; elle était le résultat d'une entreprise d'abord sournoise et ensuite ouverte de l'obscurantisme pacifiste. Lorsque la formidable crise de 1914 est venue soudain reposer tous les vieux problèmes, nous nous sommes plus particulièrement aperçus que, des plus haut placés aux plus modestes citoyens, le Français tenu si généralement pour un médiocre géographe, n'était pas plus fort en histoire qu'en géographie. Les questions même, qui intéressent le passé de notre nation, — et, partant, son avenir, — étaient, en 1914, nul ne me démentira, inconnues aux générations nouvelles, — voire aux anciennes.

Des historiens, justement émus de cette carence, se sont mis à l'œuvre et entre une dizaine de volumes, d'inégale valeur, je pourrais aujourd'hui renvoyer mon interlocuteur de 1913 à trois ouvrages de style et de caractère fort différents, mais tous trois fortement documentés : *le Rhin à travers l'Histoire* de M. Ernest Babelon, le *Rhin français* de M. Philippe Sagnac, les *Survivances françaises* de M. Julien Rovère. Ces études en main, voici qu'apparaît sous ses aspects divers ce que M. Babelon n'hésite pas à appeler la *Question d'Occident*.

***

Le 25 mai 1542, le roi Henri II réunissait un grand conseil où la « question, » déjà vieille de six cents ans, devait être posée. Metz, Toul et Verdun s'offraient au roi de France, entendant sortir de la *mouvance* du Saint-Empire. Or, pour tous, Metz, Toul et Verdun, — encore que villes des pays meusiens et mosellans, — posaient la question du Rhin, telle que,

depuis des siècles, elle s'imposait à chaque roi de France, à chaque homme d'État français.

C'est qu'en effet, depuis que, par un prodigieux tour de passe-passe historique (que nous dirons), la région rhénane tout entière avait passé de la Francie à la Germanie, il n'était pas un souverain français qui ne sentît la nécessité de récupérer notre héritage. Mais telle était l'incroyable étendue du domaine usurpé par celle ci, que la frontière française était à l'Argonne et qu'avant d'atteindre le Rhin, il fallait recupérer et la ligne de la Meuse, et la ligne de la Moselle.

Fort naturellement, il y avait, en ce conseil du roi, des gens « modérés » qui, lorsqu'il s'agissait de se faire restituer, craignaient d'offenser par trop l'usurpateur et des gens « satisfaits, » qui estimaient qu'on possédait assez et qu'il se fallait garer de trop de grandeur. Car, à côté de partisans de la grande France, il y a toujours eu, — même dans les conseils des plus grands rois, même au Comité de Salut public, — des tenants de la plus petite France qui, si on les eût, au début, écoutés, nous eussent volontiers tenus tapis entre Loire et Somme et plus tard derrière la Meuse.

Le maréchal de Vieilleville se leva et dit : « Par ainsi, Sire, emparez-vous doucement, puisque l'occasion s'y offre, des villes de Metz, Toul et Verdun, qui seront environ quarante lieues de pays gaigné sans perdre un homme, et un inexpugnable rempart pour la Champagne et la Picardie ; en outre, un beau chemin et tout ouvert pour enfoncer dans le duché du Luxembourg et les pays qui sont au dessous jusques à Bruxelles ; *plus, vous faire maistre à la longue de tant de belles et grandes villes que l'on a arrachées des fleurons de vostre couronne.* »

Et comme la question de nouveau était posée, ce bon Français disait au roi, *qu'il aimerait mieux mourir que de s'exposer à ce qu'il lui fût reproché à lui et à sa postérité d'avoir pu contribuer, — ne fût-ce que par son silence, — à « frustrer la couronne de France d'une frontière de telle et de grande étendue qui vous ramène et fait rentrer au royaume d'Austrasie qui est la première couronne de nos anciens roys.* »

Henri II l'écouta, qui, nous le verrons, accueillant le vœu des cités de la Meuse et de la Moselle, allait faire faire à la nation son plus grand pas vers la récupération du domaine

français. Et Maître François Rabelais, qui ici incarnait bien l'esprit de la nation, se réjouissait de voir que « désormais la France seroit superbement bornée, » et « que seroient Français en repos assurés. »

Franchissons deux siècles et demi. Voici un tout autre décor et, en apparence, de tout autres acteurs. Le 31 janvier 1793, la Convention, qui, dix jours auparavant, a envoyé à l'échafaud le dernier roi de France, écoute, la fièvre dans le sang, un de ses plus célèbres orateurs. Ce Jacques Danton accourt des régions rhénanes où les lieux, après les faits, lui ont soudain révélé notre Histoire. « Je dis, gronde le Titan, balayant d'un revers de main les objections des pusillanimes, *je dis que c'est en vain qu'on veut faire craindre de donner trop d'étendue à la République!* » Un tonnerre d'applaudissements l'interrompt. « *Ses limites, poursuit-il, sont marquées par la nature.* Nous les atteindrons toutes, *du côté du Rhin...* » Les applaudissements redoublent. «... *Là doivent finir les bornes de notre République et nulle puissance ne pourra nous empêcher de les atteindre.* »

Quelques jours après, ce froid Lazare Carnot, — si différent du tribun, mais, comme lui, tout pénétré de l'esprit national, — dira : « Les limites anciennes et naturelles de la France sont *le Rhin, les Alpes et les Pyrénées ; les parties qui ont été démembrées ne l'ont été que par usurpation ;* il n'y aurait donc, suivant les règles ordinaires, nulle ambition *à reconnaître pour frères ceux qui le furent jadis,* à rétablir les liens qui ne furent brisés que par l'ambition elle-même. »

Il y avait alors 950 ans que, par le traité de Verdun, le pays celte de la rive gauche du Rhin, l'antique province romaine, l'ancien royaume de Clovis et de Dagobert, le berceau des deux premières races, le domaine préféré de Charlemagne avait été par surprise dérobé à la nation française. Mais, à travers trente générations, — on en suit pas à pas la marche persévérante, — s'était perpétuée l'idée que la France restait incomplète, menacée sur son flanc et d'ailleurs déséquilibrée si elle ne recouvrait point son hoir. Par ainsi, pas un instant, la prescription n'avait pu se faire. Mille ans! Il n'y a pas cent dix ans aujourd'hui que l'héritage recouvré par la Nation en 1792, puis en 1794, rentré décidément en 1801 dans la communauté celto-latine, nous a été derechef arraché.

I. — LE RHIN CELTO-LATIN

Département de la Roer, — chef-lieu Aix-la-Chapelle. — Département de Rhin-et-Moselle, — chef-lieu Coblence. — Département de la Sarre, — chef-lieu Trèves. — Département du Mont-Tonnerre, — chef-lieu Mayence : cela ne sonnait pas plus étrangement, vers 1813, aux oreilles françaises que : Département de la Moselle, — chef-lieu Metz; département du Haut-Rhin, — chef-lieu Colmar; département du Bas-Rhin, chef-lieu Strasbourg. Strasbourg, — longtemps tenu en vassalité par le Saint-Empire, — s'était affranchi cent cinquante ans, Colmar deux cents ans, Metz deux cent cinquante ans plus tôt qu'Aix-la-Chapelle, Trèves, Coblence et Mayence. Mais la même race habitait premièrement Mayence, Coblence, Trèves, Aix-la-Chapelle d'une part, Metz, Strasbourg et Colmar d'autre part, Celtes mêlés de Latins et de Francs où le Germain du Saint-Empire n'avait pas apporté assez de sang, pour que la race primitive en fût sensiblement altérée. Trèves, antique cité des Gaulois Trévires, était aussi l'ancienne colonie latine *Augusta Trevirorum*, comme Coblence était le *Confluentes*, Aix l'*Aquagrani*, Mayence le *Moguntiacum* des légats latins, comme Metz était la ville des Gaulois Mediomatrices devenue Divodurum et Strasbourg l'Argentoratum de Drusus. Et dans tous les temps le fleuve baptisé *Renos* (eau courante) par les Celtes très anciens avait été considéré par tous, Germains compris, comme la limite de la Gaule vis-à-vis de la Germanie.

De César à Grégoire de Tours, — on me pardonnera de ne les pas nommer tous, — les auteurs anciens avaient admis comme avérée cette vérité que la nature fondait et que la race affirmait : pas un seul Germain de la rive gauche, domaine exclusif des Celtes quand César les était venu aider à repousser l'invasion des Suèves d'Arioviste. Bien après même que la Rhénanie eut été versée au Saint-Empire, nul n'avait osé contester que le Rhin eut cessé d'être une limite tracée par la nature entre deux races, puisque, au xve siècle, l'Italien Pétrarque, qui n'était point partie en la querelle, s'estimait encore « en France » à Cologne et affirmait qu'au fleuve était toujours, — à consulter les habitants, — la limite des Gaules. Lorsqu'en mars 1793, trois députés rhénans étaient venus à Paris demander au nom de

leurs compatriotes la réunion à « la mère patrie, » ils avaient pu, sans paraître donner la moindre entorse à l'histoire, s'écrier : « *Par notre union avec vous, vous acquerrez ce qui de droit vous appartient. La nature elle-même a voulu que le Rhin fût la frontière de la France; il l'était en effet, dans les premiers siècles du royaume de France.* » Et telle devait être l'opinion accréditée à travers l'Allemagne elle-même, puisque, clamant le premier que le Rhin était « fleuve allemand et non pas frontière de l'Allemagne, » Arndt, en 1813, accusait lui-même le caractère absolument insolite de cette affirmation en ajoutant amèrement : « Beaucoup d'Allemands ont trouvé cette *frontière* naturelle vraiment *toute naturelle.* »

« Il a tenu dans notre verre! » La voix frémissante de Musset s'élève, évoquant César, Condé, Napoléon; il peut en évoquer bien d'autres, — et la grande ombre de Charles, roi des Francs, qui, dans son palais d'Aix-la-Chapelle, montait *la Garde au Rhin* contre les Saxons vaincus et frémissants.

La *Garde au Rhin*, — pour tous pendant des siècles, c'est en effet contre le Barbare de la rive droite qu'elle se monta. César ouvre cette histoire. « César, lit-on, dans les *Commentaires*, vit le péril qu'il y avait pour la République à laisser les Germains s'habituer à passer le Rhin... » L'intérêt de la République romaine était d'accord en la circonstance avec les craintes des Gaulois de la rive gauche. C'est la « question du Rhin » qui posa celle de la conquête des Gaules et puisque les Gaulois se sentaient trop faibles pour opposer sûre barrière aux Suèves, il fallut bien que le proconsul se fît conquérant. Est-il étonnant que, la conquête faite, ce fût dans la région du Rhin que le Romain, de préférence, installât, avec ses légions, cette autre barrière à la Barbarie qu'est la Civilisation?

Qui de nous, visitant des monuments aux musées, ces cités rhénanes, n'a été frappé de ces vestiges de romanisation, tels que, dans les limites de la Gaule, la seule Provence en renferme de plus importants? A ce titre, la région eût pu s'appeler la *Provincia secunda*, de cette Trèves qu'on nommait la Rome du Nord à Mayence où les traces de Rome restent si visibles.

Digues contre les débordements du fleuve, canaux entre le fleuve et les bassins voisins de Gaule, routes magnifiquement pavées, faisant réseau à travers la rive gauche, la rattachant au pays des Bataves comme au pays des Éduens, à Boulogne, à

Lutèce, à Lyon; dans les villes, forums impériaux, basiliques où le Droit se dit, — ce Droit romain qui règne de l'Orient à l'Occident, — curies où siègent les sénats municipaux gallo-latins, temples où le culte est rendu aux divinités de Rome, aux Césars déifiés, théâtres où se jouent les drames écrits dans la langue de Térence, amphithéâtres où les jeux se donnent à l'instar du Colisée, thermes où tiennent les plaisirs, portes qui toutes semblent des arcs de triomphe, que de témoins qui subsisteront si longtemps, dont quelques-uns, — telle la *Porta Nigra* de Trèves, — restent encore debout!

A *Moguntiacum*, — Mayence, — *à Colonia Agrippinensis*, — Cologne, — deux légats de Rome commandent. Et certes, ils seraient étonnés d'apprendre ce que les historiens allemands leur démontreraient avec une bouffonne assurance, de Venèdey et Riehl à la légion des derniers professeurs, pangermanistes rétrospectifs, — à savoir qu'ils règnent au nom de Rome sur des Germains frémissants. Car Trevires, Ubiens, Mediomatrices et Triboques, tous peuples de la rive gauche, sont si bien Celtes qu'ils font partie, comme jadis, du *Concilium totius Galliæ*. Mais ce sont Celtes romanisés, qui s'accommodent de la vie municipale laissée et organisée par Rome civilisatrice et législatrice, cette large liberté, qui, loin de le contrarier, assoit l'Empire. Vie municipale intense qui s'épanouit dans le décor romain, vie tout à la fois intelligente et opulente : tandis que, adossés au fleuve, derrière le *limes germanicus*, — muraille continue qui, sur la rive droite, assure la défense, — les légions protègent ces citoyens gallo-latins, ils peuvent vaguer à leurs affaires, à leurs plaisirs; des industriels exploitent les mines et les salines, tournent les pots, les coupes, les vases, cisèlent les bijoux et forgent les armures, et, ce pendant, des poètes chantent, de Claudien à Ausone, le Rhin et la Moselle. Dans les *villæ*, domaines ruraux, l'excellente terre rhénane et mosellane se cultive.

Si large que fût le fleuve, il devait avoir la fortune de tout obstacle naturel s'il cesse d'être énergiquement et persévéramment défendu. Les Barbares, poussés par d'autres Barbares, devaient le franchir. L'Empire s'affaiblissant par ses divisions, le Barbare tantôt se glissait en traître, — sous prétexte de « servir, » tantôt, le moment venu et les traîtres en place, violait la barrière, qui bientôt cessait d'en imposer.

Parfois un César plus énergique paraissait sur les bords du Rhin et donnait, pour un quart de siècle, une rude leçon à l'envahisseur : Maximilien Hercule, faisant de Trèves sa capitale provisoire, partait de là, en 287, pour écraser le Germain; Constantin, établi à son tour dans « la Rome du Nord » qu'il peuplait d'admirables monuments, était autorisé à orner la Porta Nigra de bas-reliefs où s'humiliaient des Germains enchaînés; Julien, son neveu, César des Gaules avant d'être empereur de Rome, écrasait, en 357, les Alamans à Argentoratum et, ayant reçu leur soumission, leur imposait comme sanction à leurs ravages, — précédent intéressant, — le ravage de leur propre pays de la rive droite. Mais toujours on voyait dès que faiblissait la défense, l'éternel Barbare reparaître, — terreur des populations celto-latines de la rive gauche.

En fait, dès les premières années du ve siècle, la barrière était rompue. Le flot la submergeait. Celui des Huns passa, achevant la ruine de ces admirables provinces romaines de la Rhénanie, semant l'incendie, le déshonneur et la mort, — de telle façon que seule l'invasion allemande de 1914-1918 devait faire revivre à un monde civilisé ces jours d'horreur.

II. — LE RHIN FRANC

Cependant, parmi les tribus qui, dès le IVe siècle avaient franchi le Rhin et la Meuse, une semblait spécialement appelée à une grande destinée. Les Francs, venus de Batavie, d'origine probablement scandinave, avaient fait leur apparition vers les débuts de ce siècle. Plus souples peut-être que Goths et Vandales, ils s'étaient présentés dès l'abord comme des auxiliaires plus que comme des ennemis et s'étaient en quelque sorte glissés dans l'Empire à ce point que, certains, devenus soldats éminents, étai nt parvenus jusqu'au trône des Césars. Établies par Rome comme avant-postes en face de la Germanie menaçante, les tribus franques avaient fini par se constituer au ve siècle des principautés dans la région meusienne et rhénane : les Francs Ripuaires se groupaient autour de Cologne et s'étendaient jusqu'à Coblence, tandis que les Francs Saliens occupaient Tournai, Cambrai et Thérouanne. N'écrivant point le *Discours sur l'histoire universelle*, je n'ai pas à rappeler ici en quelles circonstances cette dernière tribu, marquée du

sceau mystérieux qui s'imprime au front d'une race comme à celui d'un homme, devint, sous la famille de Mérovée, maîtresse des Gaules. On sait comment, en s'associant aux Romains, pour lutter contre Attila, elle s'était assuré droit de cité dans la *Romanie*, puis, se substituant au dernier et faible gouvernement qui, entre Somme et Loire, représentait encore l'Empire, s'était installée au cœur de la Gaule et, par la politique plus que par les armes, s'était imposée comme dominatrice : le monde gallo-latin désorienté, séparé de Rome par l'occupation burgonde et visigothe dans les vallées du Midi, s'était rallié autour de Clovis : elle l'avait élu son défenseur contre la Germanie et quand, ayant refoulé l'invasion des Alamans en Alsace, il s'était décidé à recevoir de Rémy le baptême catholique, il avait, par ce double geste, achevé de se constituer le chef des Gallo-Latins désemparés. Les évêques, — seuls guides des cités, — l'avaient alors prôné et en quelque sorte naturalisé Romain, il avait achevé sa tâche en chassant des Gaules ou en se soumettant Goths et Burgondes et reconstitué jusqu'aux Alpes et aux Pyrénées une Gaule où la vie romaine s'essayait à reprendre. Mais il n'avait pas un instant perdu de vue le Rhin et n'avait pas voulu mourir sans s'être assuré la possession incontestée de la rive gauche; les Ripuaires s'étaient ralliés à son empire et il avait, à Cologne, posé sur sa tête la couronne de « roi de tous les Francs. »

Cette Rhénanie, berceau du nouvel empire des Gaules, devait lui être d'autant plus chère. Aussi bien, la défense contre la Germanie restant la mission essentielle de tout gouvernant des Gaules, c'était nécessairement ce pays de l'Est, cette *Austrasie*, qui devait apparaître comme le domaine mérovingien le plus précieux : il n'est pas étonnant que le partage paraissant nécessaire après la mort de Clovis, ce fut l'aîné de la famille, Théodoric, qui reçût la *Garde au Rhin*. Cette Gaule de l'Est comprit les vallées du Rhin, de la Moselle, de la Meuse, de l'Escaut, de la Haute-Marne, de l'Aisne, les portes de Gaule : Trèves, Spire, Worms, Mayence, Cologne, Strasbourg, étaient, au même titre que Reims, Châlons, Cambrai, villes de cette *Francie* dont Metz était la capitale.

La race des Francs s'est si promptement *romanisée* que l'opposition est complète, derechef, entre les deux rives. Imaginons-nous bien que ces quelques milliers de soldats francs

ont été en quelque sorte noyés dans les millions de Gallo-Latins ; ils constituent une aristocratie, un état-major, un conseil d'État, mais autour d'eux la nation gallo-latine vit, qui les enveloppe et les pénètre : ces leudes, compagnons d'armes des fils de Clovis, ont adopté, avec la religion chrétienne et la langue de Rome, bien des mœurs et bien des institutions de la Gaule romaine. Les *cités* ont survécu : Strasbourg s'appelle encore Civitas Argentoratensium, Metz Civitas Mettensium, Trèves Civitas Trevirorum, Mayence Civitas Moguntiacensium, — car, dans la Rhénanie, la vie reste tout aussi pénétrée de romanisme que dans la vallée de la Loire ou celle de la Seine. Et si le chef de la cité est franc, il s'appelle un *Comes*, un Comte. Et ce Comte serait aussi étonné qu'eût pu l'être tel légat romain des bords du Rhin si on lui venait dire qu'il gouverne des Germains... Le Germain, c'est toujours le Barbare d'en face, l'ennemi de la Rhénanie, — Thuringien, Saxon, que Dagobert tient en respect. Et le soin de le contenir incombe au comte franc comme jadis au légat romain.

Une famille s'élève précisément qui, parce que issue de ces régions, se tient pour ennemie née de Germain. Du château d'Héristal, en pays bas-meusien, sort cette race qui, après avoir fourni aux derniers fils de Mérovée les *maires* de leur palais, accédera au trône avec Pépin le Bref et lui donnera avec Charlemagne une si magnifique grandeur. C'est par leurs campagnes contre les Frisons, contre les Saxons, que les aïeux de Charlemagne se sont recommandés à la faveur des Francs et de la nation gallo-latine qu'ils gouvernent. C'est encore la *Garde au Rhin* que ces leudes du pays rhénan ont assumée, et, avant de faire sentir aux Sarrasins le poids de son *martel*, Charles, duc d'Austrasie, en a assommé le Saxon. Et ce sont les victoires de son fils Pépin contre Alamans, Bavarois, Frisons, Saxons qui portent au trône le maire d'Austrasie et sa race. Ainsi c'est toujours à celui qui l'a défendue contre les Barbares germains qu'ira la faveur de la Nation.

Le futur Charlemagne, — est-il besoin de le rappeler? — fait plus : fidèle à la tradition romaine, il entend, — comme plus tard un Napoléon, — couvrir d'une *marche* la Rhénanie. Pour que les vignes qu'il vient de faire planter sur les coteaux du Rhin se puissent cultiver en paix, qu'en paix puissent s'élever les monuments qu'il élève, — à l'instar des Romains,

— de Bâle, à Aix-la-Chapelle, qu'en paix se tiennent les écoles où fleurissent les lettres latines, qu'en paix le colon trace son sillon et qu'en paix le poète accorde son luth, Charles étend au pays des Saxons la marche d'Outre-Rhin : Thuringiens et Bavarois ayant été matés par son père, il entend, lui, mater le Saxon et y emploie la majeure partie de son règne. Dès 772, il a pénétré dans le pays Saxon Angarien, a enlevé le camp d'Ehresburg, a détruit l'idole fétiche d'Irminsul qu'on dit consacré à la mémoire d'Hermann, vainqueur de Varus et, par ce dernier geste, a semblé, plus qu'aucun roi franc depuis deux siècles, assumer la tâche essentielle : la défense, — au besoin agressive, — de la *Romanie*, devenue *Francie*, contre le barbare d'Outre-Rhin. Trois campagnes ne suffisent pas : victoires de Sigebourg, de Buckholz, de Verden, de Detmold finissent par réduire à merci le Saxon ; Witikind, champion du Germanisme irréductible, est obligé enfin de courber la tête. Une armée de prêtres romains accompagne l'armée des soldats francs ; l'offensive est ainsi prise sur tous les terrains ; le Saxon, — vrai ancêtre de l'Allemand, — dès qu'il a reconnu dans Charles la force invincible, se courbe bien bas en effet ; acceptant le baptême, il le sollicite au besoin deux fois, quitte, lorsque Charles est occupé ailleurs, à relever la tête et à trahir ses serments, car, « autant, écrit Eginhard, témoin du règne, ils étaient empressés à contracter des engagements, autant ils se montraient prompts à les violer. »

Telle attitude contraint Charles à une rigueur impitoyable ; elle le contraint aussi à déplacer le siège même de l'Empire. C'est à Aix-la Chapelle que, couronné *Empereur romain* en 800, il réside de préférence. De là il surveille de plus près toute cette ligne du Rhin, — souci principal et principale pensée du règne. Le symbole, c'est, sur le palais impérial bâti par lui, cet aigle d'or qui, les ailes étendues, fait face à l'Est, menaçant à la tourbe des peuples d'Alemanie, éclatante affirmation de la mission de Charles, roi des Francs, empereur romain. Et quand le vieil empereur à la barbe fleurie est mort, c'est à Aix-la-Chapelle qu'il est, sur son désir, enseveli, face encore à la Germanie ; on dit que, revêtu des insignes de l'Empire, il restait assis sur son trône comme pour se pouvoir plus facilement remettre debout si le Germain, — battu, écrasé, avili, soumis, — faisait mine de se rebeller encore.

Et ce haut champion de la Romanie contre la Germanie, c'est celui que les savants allemands réclament pour le « premier des empereurs allemands, » — mensonge étonnant qui a son but : il doit fortifier pire mensonge encore ; si l'Allemagne entend voler à la Francie Charlemagne, c'est que de la légende on entend tirer des « droits. » Il faut au « Rhin allemand » un Charlemagne allemand. Car voici que le Rhin, par un prodigieux malentendu historique, va passer des mains franques aux mains allemandes. C'est l'œuvre du traité de Verdun de 843 aggravé par celui de Mersen de 869, — tout unanimement la plus grandiose escroquerie de l'Histoire.

III. — UN GRAND TOUR DE PASSE-PASSE

Charlemagne est mort : son fils Louis lui succède, mais faible et, — dit la Chronique, — « débonnaire, » il laisse ses fils se partager de son vivant son héritage. Ils sont trois : Lothaire, Louis, Charles. Aix-la-Chapelle étant réputée première capitale de l'Empire, Lothaire, l'aîné des trois, y prétend ainsi qu'au titre d'empereur ; après la mort du père, les fils consomment le partage ; Lothaire, maître d'Aix-la-Chapelle et empereur, reçoit une large bande du territoire franc, — *grosso-modo* la partie située entre le Rhin, dans tout son cours, à l'Est, la Meuse, la Saône, le Rhône à l'Ouest, — avec l'Italie. Charles aura le reste de la terre des Francs, — une Francie diminuée d'un quart, — et Louis toutes les terres conquises jadis par Charlemagne sur la Germanie. C'est le traité de Verdun de 843, qui crée ainsi entre Francie et Germanie cet État artificiel, — Pays-Bas, Belgique, province rhénane, Lorraine, Bourgogne, Franche-Comté actuelles, vallée du Rhône, — qui, sous le fils de Lothaire Ier, Lothaire II, est appelé *Lotharingie*.

Mais, en 869, meurt, avec ce Lothaire II, cette branche de l'arbre carolingien. Que va devenir ce pays purement franc, partie jusque-là intégrante du royaume franc, berceau des Francs, berceau plus spécialement de la dynastie franque d'Héristal, peuplée de Gallo-Latins, parlant exclusivement le roman et marche traditionnelle de la civilisation latine vis-à-vis de la Germanie ? A tous ces titres, il devrait revenir à Charles, roi des Francs, et tout d'abord celui-ci s'en saisit, venant tout naturellement à Metz revendiquer son bien. Mais Louis, son frère,

ne l'entend point ainsi : les pauvres terres allemandes ne le satisfont point, et il revendique « sa part. » Charles est un pitoyable prince ; ce fils tard né d'un vieillard imbécile est un timide. Parce que petit-fils aîné de Charlemagne, Louis exige Aix-la-Chapelle et, avec Aix-la-Chapelle, presque toute la Lotharingie. Charles lui cède tout en ce traité de Mersen qui soudain jette sous le sceptre du roi de Germanie, avec le palais et le tombeau du grand Empereur, la possession de la rive gauche du Rhin, des vallées de la Meuse, de la Sarre, de la Moselle, de la Meurthe, de la Saône et la rive gauche du Rhône.

Tout d'abord, la combinaison ne paraît point si anormale. En cédant ces terres, pas un instant Charles ne pense les céder *à la Germanie*. Louis, trop fier de sa race pour la renier, ne s'intitule point roi de Germanie, mais, depuis qu'il règne, *roi des Francs de l'Est*. C'est en qualité d'aîné des petits-fils du grand Empereur franc que, prétendant d'ailleurs à l'Empire romain, il va régner sur Aix-la-Chapelle, Trèves, Coblence, Mayence, Strasbourg, Metz, Toul, Verdun, Bâle, Besançon, tout comme sur Lyon, Aix, Marseille. Et si ces villes, de ce fait, *relèveront* par la suite de l'*Empire*, ce n'est point d'un *Empire germanique*, mot alors inconnu, mais d'un *Empire romain* d'origine franque.

Mais Louis, — lorsqu'en 870 il reçoit à Mersen l'héritage de Lothaire, — règne depuis quarante ans en Germanie : il est Louis le *Germanique*. Ses premiers sujets ont été des Souabes, des Franconiens, des Thuringiens, des Bavarois, des Saxons que son grand-père a soumis, mais qui réagissent sur le petit-fils, — première revanche prise sur le grand aïeul. A la cour d'Aix-la-Chapelle, bientôt, margraves et burgraves d'Allemagne prévaudront, — presque tous d'origine franque, mais conquis déjà, suivant une loi connue, par leur conquête.

Lorsque Louis meurt, son fils, plus germanisé encore, lui succède sur ces terres. Les faibles descendants de Charlemagne qui règnent, cependant, à Paris, se débattent en de telles difficultés, qu'ils semblent incapables de disputer à leurs cousins d'Allemagne, avec le titre impérial, les terres lotharingiennes. Peu à peu, se fait la confusion entre le titre de Roi de Germanie et le titre d'Empereur romain. Un jour viendra où on ne dira pas seulement le Saint-Empire romain, mais le *Saint-Empire romain germanique*, — deux mots qui hurlent d'être

accouplés, puisque c'est associer Marius et les Teutons, César et Arioviste, Auguste et Hermann, Charlemagne et Witikind. Dès le commencement du xe siècle, la confusion est si bien établie que, la race de Charles s'éteignant en Allemagne, une dynastie de rois germains se fonde, — des Saxons, — qui aussitôt revendique avec le titre impérial les terres de Lotharingie.

Ces Saxons installés sur le trône impérial s'efforcent de *germaniser* la rive gauche : c'est alors qu'Othon Ier retourne face à la France l'aigle d'or d'Aix-la-Chapelle, — geste symbolique et qui fait époque.

En fait, ce qui semblait assurer aux empereurs saxons la suzeraineté, — sinon la possession réelle qui jamais ne fut effective, — de la Lotharingie, c'est qu'en cette fin du xe siècle, la race de Charlemagne, éteinte en Allemagne, s'éteignait encore en France. Un Hugues Capet, que de grands services, — particulièrement l'échec à l'Allemand devant les murs de Paris, — ont acheminé au trône, n'a pas plus de droits *personnels* assurément qu'un Othon de Saxe à l'héritage de Charles. Alors Othon III, — tout pareil au classique voleur, — s'écrie : « Cet héritage n'étant à personne, il est à moi, » fait ouvrir le tombeau du grand Empereur, le dépouille des attributs impériaux, s'en pare impudemment et parce que l'arrière-neveu de Witikind apparaît couronné du diadème de son vainqueur, transmis après lui de famille allemande en famille allemande jusqu'aux Habsbourg, il semble que la majesté impériale ait passé, avec tous ses droits, à ces Barbares d'outre-Rhin, — et, avec elle la Rhénanie, dérobée à la race des Francs.

Le prodigieux tour de passe-passe qui a eu comme point de départ le traité de Verdun est maintenant accompli, — fruit de la faiblesse des Carolingiens de France, du malentendu créé par la confusion entre Saint-Empire romain et royaume de Germanie et de la fourberie audacieuse des princes saxons qui, après s'être emparés de la demeure de Charlemagne, ont chaussé ses bottes et coiffé la couronne arrachée au tombeau.

IV. — LA REPRISE DES MARCHES DE L'EST

A Paris, cependant, grandissait une famille de rois peu disposée à laisser se créer la prescription en ce procès si frauduleusement engagé.

Un jour qu'un baron, trouvant songeur le jeune prince Philippe, — le futur Philippe Auguste, — l'interroge : « Je pense à une chose, répond-il, à savoir *si Dieu m'accordera, à moi ou à l'un de mes hoirs, d'élever la France à la hauteur où elle était du temps de Charlemagne.* » Ce que j'ai ailleurs appelé « le rêve des Capétiens » tient en cette parole (1). Et c'est bien un pressentiment, chez le futur vainqueur de Bouvines, de ce dont sa race va faire l'objet essentiel de son grand travail.

Rêve d'une dynastie ambitieuse, dira-t-on, atteinte « d'impérialisme, » ajouterait quelque partisan de la plus petite France. Ah! que non! Pour si peu qu'on puisse, pendant les sept siècles qui vont suivre, sonder l'opinion française, on s'aperçoit que, bien loin d'entraîner derrière eux une nation, les rois sont, tout au contraire, portés par elle. Cette magnifique race de Capet qui, par un travail séculaire dont la persévérance sans exemple a mis si haut notre pays, ce n'est point, certes, diminuer son mérite que de dire que toutes les fois qu'ayant étendu vers l'Ouest, le Sud-Ouest, le Sud Est, vers l'Océan, les Pyrénées et les Alpes le domaine français, elle a entendu l'étendre à l'Est, elle a été soutenue, acclamée, poussée vers la reconquête du domaine jadis perdu. Il n'est pas indifférent que, contre l'empereur Othon, Philippe Auguste ayant levé l'oriflamme royal, la première *union sacrée* se soit faite sous lui entre les classes de la nation; il n'est pas indifférent que le soir de Bouvines, Paris se soit illuminé spontanément comme il ne l'avait point fait pour d'autres victoires; il n'est pas indifférent que, dans ces jours, la nation ait eu le sentiment que l'on était aux prises avec l'ennemi national, l'ennemi essentiel, l'usurpateur des terres franques d'entre Argonne et Rhin. Il est moins indifférent encore que, de Bouvines à Denain, six siècles durant, les victoires contre l'Allemand aient toujours été les plus populaires.

Plus spécialement il est remarquable que ce ne soit point parmi les grands que l'idée de récupération des territoires perdus soit née, ait grandi, se soit fortifiée. Le légiste Pierre Dubois, qui, dans les premières années du XIVe siècle, pousse

(1) Je me permets, encore que la chose soit toujours un peu impertinente, de renvoyer à un petit livre récemment paru, *l'Expansion Française*, où j'ai redit le constant effort de vingt rois de France pour récupérer la rive gauche du Rhin; il me dispense d'insister beaucoup ici sur ce chapitre de cette chronique.

Philippe le Bel à coiffer la couronne impériale pour que fût facilitée la récupération totale des terres du Rhin, est un bien petit sire et la longue suite de conseillers qui, près des rois, prôneront l'entreprise, seront presque tous sortis du petit peuple de France ; bourgeois, petits-fils d'artisans, tous, ils sont, dix fois plus que les grands seigneurs, brûlés du désir de porter, ou d'un coup, ou par étapes, le petit-fils de Capet vers les limites naturelles, — vers le Rhin spécialement. Au XVIIIe siècle encore, d'Argenson n'écrira t-il point que c'est dans le peuple que vit l'ambition de porter au Nord-Est plus avant la frontière du royaume ; et l'impopularité de Louis XV finissant, n'est-elle pas en partie née de cette alliance autrichienne dans laquelle la nation voit l'abandon, au profit des Habsbourg, du dessein si persévéramment poursuivi par vingt rois?

J'ai montré comment, réalistes jusque dans leurs rêves les plus vastes, nos rois et leurs conseillers ont en quelque sorte rongé le domaine rhénan usurpé, enlevant de règne en règne ici un canton, là une province de l'ancienne Lotharingie, de cette Austrasie dont, cent fois, publicistes et légistes leur rappellent qu' « elle était le domaine de nos premiers rois. » De Philippe le Bel accueillant l'hommage de Toul et de Verdun, — les premières étapes, — à Louis XIV récupérant Strasbourg et complétant ainsi cette œuvre capitale de Richelieu : la reprise de l'Alsace sur l'Empire, à Louis XV lui-même réunissant sans coup férir le duché de Lorraine, tous ou presque tous, si tous ne reconquirent point, préparèrent les voies à la totale reconquête. Il a fallu la guerre contre l'Anglais au cours de laquelle le royaume eut à disputer cent ans sa vie, les guerres civiles qui, au XVe, au XVIe siècle nous déchirèrent, et, entre temps, l'erreur des expéditions au delà des Alpes, pour retarder l'accomplissement du grand dessein et des vœux de la nation.

Ce « grand dessein » ne trouve pas seulement des partisans dans les Français de toutes les classes, de tous les partis, — car successivement Armagnacs et Bourguignons au XVe siècle, successivement papistes et huguenots au XVIe, ont été hantés par le rêve qui, en partie réalisé par les rois, devait être consommé, après 1792, par la République ; il trouve des complices, — fait remarquable, — chez les principaux intéressés, ces Rhénans même, arrachés jadis à la communauté celto-latine : bourgeois et princes des vallées meusiennes, mosel-

lanes et rhénanes, ce sont presque toujours eux qui nous ouvrent les portes de leurs cités ou de leurs États. Les bourgeois de Toul qui, en 1300, se sont « offerts » à Philippe le Bel, les bourgeois de Verdun qui, en 1336, ont demandé protection à Philippe le Hardi, ouvrent la série, et déjà les dispositions des cités lotharingiennes sont, dès la fin du XIVe siècle, si inquiétantes qu'en 1414 l'empereur Sigismond peut s'écrier, à Spire, s'adressant à ceux qu'il tient pour ses sujets : « Voulez-vous donc être Français ? »

Ils ne voulaient pas être Allemands : ils ne l'étaient pas. Les rois de France, dès que guerre anglaise ou guerre civile les laissaient libres, dès que de grands succès les faisaient forts savaient qu'ils trouveraient là-bas des amis. Lorsque, Guillebert de Metz ayant, en 1434, écrit : « Il faut que le roi de France fasse conquête de... Lorraine, Luxhembourc, Mès, Thoul, Verdun, Trèves, Coulogne, Maïence, Strasbourc, » Charles VII, en 1444, s'achemine vers l'Est, derechef bourgeois de Verdun, de Toul, d'Épinal, de Luxembourg, lui ouvrent les bras et déjà les électeurs de Trèves et de Cologne lui tendent la main. En ce même temps, le dauphin Louis, — le futur Louis XI, — ne craint pas, sachant que, jusque dans l'entourage de l'Empereur, on lui donnera raison, d'affirmer, devant l'Empereur même, qu'il est venu en Alsace « pour revendiquer les droits du royaume des Gaulois qui s'étendait jusqu'au Rhin. » Tout à l'heure nous entendions le maréchal de Vieilleville exhorter Henri II à « s'emparer doucement, *puisque l'occasion s'en offrait*, de Metz, Toul et Verdun » : « l'occasion » c'étaient, appuyés par les bourgeois, les trois princes évêques qui « l'offraient. » Lorsque, au milieu de la joie générale de nos soldats qui aspiraient à « voir la rivière de Rhin, » le roi eut décidé la « promenade d'Austrasie, » c'était sur l'appel des princes meusiens et mosellans eux-mêmes. Et la réunion des trois cités *lotharingiennes* étant fait accompli, l'opinion allemande elle-même en était peu offensée, puisque, à Friedwald, Maurice de Saxe parlant au nom de nombre des princes allemands, déclarait « trouver équitable que le roi, le plus promptement possible, prît possession des villes qui ont appartenu à l'Empereur, *bien que la langue allemande n'y fût pas en usage.* »

C'est encore du consentement des princes rhénans qu'un Henri IV prépare l'établissement, — en attendant mieux, —

de son protectorat sur les terres du Rhin, et toutes les espérances sont permises dès avant que Richelieu apparaisse.

« *L'empereur*, lui a écrit un de ses conseillers, *n'a aucun droit sur les terres qui sont en deçà du Rhin, que par usurpation, d'autant que cette rivière a servi de bornes à la France cinq cents ans durant.* » « Vrai et primitif héritage de la couronne, » crient les publicistes. Condition absolue du rétablissement de la paix pour la République chrétienne qui, écrit l'un d'eux, « a été incessamment troublée depuis sept cent vingt ans par ceux qui ont envahi sur la couronne franc gauloise quantité de beaux et importants États. » Richelieu, par une politique qu'aucune n'a égalée, s'apprête à nous porter enfin au Rhin : il y arrive par la réunion de l'Alsace qui, résultat d'un patient travail, retombe entre nos mains. Et toujours à la bonne volonté des magistrats et princes rhénans répond l'ardente entreprise de l'opinion française. De siècle en siècle, c'est le même rappel des droits non périmés. Condé, qui s'est porté à Spire, Worms, Mayence, écrit : « Le Rhin est retourné à ses anciens maîtres qui, depuis la deuxième race de nos rois, l'avaient perdu par leurs dissensions et leurs guerres civiles. » Précédant en quelque sorte les conseillers du Roi, un légiste aussi modeste que le Pierre Dubois du XIVe siècle, Jacques Cassan, écrit : « Les Francs ont hérité des Gaules et de toutes leurs annexes... Ils ont à reprendre la Lorraine, car elle est en territoires en deçà du Rhin qui ont été usurpés sur la France. » Et une fois de plus, l'Allemagne elle-même s'incline devant un droit, qui, en fait, a été par elle, jusqu'en 1814, rarement contesté. Alors qu'un roi de Suède, un roi de Danemark ne reçoivent, aux traités de Westphalie de 1648, des terres détachées de l'Empire qu'à titre de « membres de la Diète, » c'est en toute propriété que l'Alsace est rétrocédée au Roi et « à sa couronne. »

On est enfin au Rhin, — incomplètement. Vingt rois, — désireux de récupérer le domaine des Gaulois et des Francs, — cinquante ministres y ont peu à peu reporté, ou presque, notre empire; un monde de publicistes et de légistes sortis des entrailles de la nation les ont poussés, portés, formulant le vœu constant de la nation ; les habitants de la région ont favorisé l'entreprise; l'Allemagne s'est inclinée là devant. On peut espérer que l'entreprise n'est pas close. Nos rois travaillent les

princes de la rive gauche et c'est sans coup férir que peu à peu la politique française enlace les États à récupérer. Les électeurs rhénans, lentement, viennent à nous, préférant à l'Empereur impuissant le magnifique roi de France. On peut entrevoir le jour où, comme les princes-évêques de Verdun, Toul et Metz au XVIe siècle, les archevêques électeurs de Trèves, Cologne et Mayence seront amenés à bénir eux-mêmes l'union, — prise de possession ou protectorat, — de leurs cités avec le royaume de France, quand, le trône tombé, la Révolution vient tout brusquer.

V. — LA « NATION » SUR LE RHIN

« Le Rhin... est la frontière naturelle d'une grande République qui ne désire pas faire de conquête, mais accueille les nations qui consentent à se réunir à elle... Déclarez-vous libres et Français, et vous serez incorporés à un État indestructible... Vous n'avez qu'à le vouloir... »

Qui parle ainsi? Un Français impérialiste? non. C'est, le 15 novembre 1792, Georges Forster, Allemand d'Allemagne, mais qui, bibliothécaire de l'Université de Mayence, est naturalisé Rhénan. Et la *Société des amis de la Liberté et de l'Égalité* de Mayence, professeurs, ecclésiastiques, étudiants, négociants, salue de ses applaudissements la déclaration.

« La nature a donné le Rhin comme frontière à la France. »

Qui affirme derechef le principe admis depuis César par tout ce qui, en Occident, sait voir et comprendre? C'est, en décembre 1797, à Coblence, Joseph Görres, qui en vain, plus tard, se reniera lui-même, Görres, un des Rhénans les plus célèbres de son temps.

« Nous brûlons du désir ardent de nous voir réunis par un acte législatif *à nos anciens frères les Gaulois.* »

Qui s'exprime ainsi? C'est, au printemps de 1798, Aix-la-Chapelle.

Après les Gaulois, ce sont les Francs qui s'évoquent dans la vallée de la Roer, « *rappelant le nom de Francs et l'ancienne Confédération.* » Eschweiler précise : « Nous ne demandons qu'à être RÉINTÉGRÉS dans nos anciens droits de citoyens français. *Le Rhin nous séparera des contrées habitées par les Teutons.* »

La Révolution avait jeté en Europe un ferment qui dissolvait un monde. Un de ses premiers effets devait être de détacher du corps germanique des provinces qui n'y étaient, nous le savons, qu'artificiellement rattachées depuis des siècles. Et tout naturellement ils allaient à la France.

En France, tout ce qu'il y avait de fort parmi les nouveaux gouvernants répondait à ces vœux. J'ai fait entendre, au début de cette étude, la formidable voix de Jacques Danton, revenu en moins de deux ans de l'idéologie internationaliste au réalisme national. Mais, dès avril 1792, Dumouriez, vieux routier de la guerre, avait, dans le Conseil des ministres, proclamé ce qu'avant lui un Condé, un Turenne et, avant eux, tant d'autres chefs de guerre avaient affirmé : « La France ne peut avoir de sécurité qu'avec la barrière du Rhin. » Le leader de la gauche de 1792, le Girondin Brissot, s'écriait, le 27 novembre : « La République française ne doit avoir pour bornes que le Rhin. »

Déjà nous étions sur le Rhin. Provoqués par les princes allemands, nous y avions jeté notre armée des Vosges commandée par Custine et la facilité même avec laquelle il avait conquis la rive gauche presque tout entière, démontrait, plus que tous les écrits des publicistes depuis huit siècles, que la *marche* était nôtre. Partout en effet, nous avions été accueillis en libérateurs. C'étaient des professeurs de Worms et de Mayence qui, Spire étant pris, étaient venus presser le général d'occuper leurs cités qu'abandonnaient précipitamment les princes allemands et leur camarilla. Il fallut la brusque intervention d'un corps prussien à Coblence pour empêcher les bourgeois de porter à Custine une capitulation spontanée. Mais, Mayence ayant ouvert ses portes après un très court bombardement, le général français l'avait traitée en amie. Alors était née dans la grande ville rhénane cette *Société démocratique* qui allait appuyer l'action militaire d'une vive propagande. Georges Forster, qui n'était point un agité, mais savant sans étourderie, vit clair tout de suite : favorable à la Révolution, mais foncièrement réaliste, il tenait pour périmée la domination allemande sur la rive gauche et avait rejoint au club nombre de Rhénans distingués, dont il s'était fait l'organe. Déclarant le Rhin « frontière naturelle d'une grande République, » il ne proclamait pas d'ailleurs, nous le savons, une vérité bien nouvelle. Déjà, ajoutait-il, les Alsaciens, Rhénans revenus à la France depuis un siècle et

demi, montraient, par le patriotisme français, combien le Rhin était la limite de la nationalité française; il les fallait imiter.

La Convention, nouvellement constituée, hésitait, à la vérité, à proclamer la réunion; elle contenait en son sein plus d'un de ces tenants des anciennes frontières et de la plus petite France à qui Danton allait, avant six mois, impétueusement répondre. Elle envoya des commissaires, tous Lorrains et Alsaciens, Merlin (de Thionville), Rewbell (de Colmar) et autres, qui entrèrent en relation avec la « République de Mayence. » Le mouvement se heurtait, dans les couches profondes, à la peur qu'inspirait le retour possible des anciens maîtres « teutons » et de leur vengeance. Par ailleurs, il le faut bien dire, de grandes maladresses avaient été commises. Les provinces rhénanes, profondément catholiques, avaient été offusquées de l'irréligion affichée des conquérants : la présence dans le gouvernement provisoire de Mayence d'un Drosch, prêtre du pays qui, au su de tous, n'aurait défroqué que pour épouser sa maîtresse, eût suffi à froisser.

Cependant, aux élections de février 1793, la grosse majorité s'était prononcée pour la réunion à la France; en attendant qu'on l'obtînt, une *Convention* réunie le 17 mars proclamait, le 18, rompre le lien des pays rhénans avec l'Empire et députait à la Convention nationale, pour obtenir la réannexion à la mère patrie. C'est alors que Danton prononça le fameux discours dont j'ai cité quelques phrases et enleva le vote de la réunion (1). Derrière le tribun enflammé, il y avait la résolution du Comité diplomatique exprimée par Carnot; on sait déjà que, tout en n'entendant point se prévaloir des droits anciens, mais seulement du droit des nations à disposer d'elles-mêmes, le Comité n'hésitait pas à rappeler le passé et à affirmer « qu'il n'y aurait nulle ambition à reconnaître pour frères ceux qui le furent jadis. »

A cette heure, on perdait, — momentanément, — la rive gauche. Les troupes allemandes se jetant de toute part sur nos conquêtes de 1792 nous en expulsaient : Mayence, dernière place où tiennent les Français, capitula le 24 juillet 1793.

Au fond, rien ne pouvait mieux servir nos intérêts que cette apparente disgrâce. Prussiens et Autrichiens arrivaient

(1) Cf. A ce sujet, mon livre sur *Danton* (Hachette 1914), pp. 210-212.

dans des sentiments de violente colère, et la contre-révolution se fit si brutale et par ailleurs si maladroite que, compliquée par les excès de la soldatesque impériale, elle suffit à nous ramener ceux que, dans les premiers mois de 1793, l'attitude de certains jacobins avaient indisposés. Quand, après Fleurus (25 juin 1794), les Français reparurent, ce fut grande liesse. Dès septembre, Aix-la-Chapelle était reprise, puis Cologne, Bonn, Coblence, Trèves. A la tête de l'armée du Rhin, Hoche s'avançait dans le Palatinat et enlevait Neustadt, Frankenthal et Spire. Mayence seule, pourvue d'une forte garnison, résistait, mais du Comité de Salut public, Carnot écrivait aux représentants à l'armée du Rhin : « *Il ne sera pas dit que vous souffriez que les ennemis conservent un pied sur notre territoire, car nous regardons comme tel maintenant tout ce qui est en deçà du Rhin.* »

En attendant que Mayence capitulât, on établissait à Aix-la-Chapelle, puis à Creuznach une administration centrale composée de Rhénans; il en résultait, chez les habitants, une grosse satisfaction qu'augmentait l'attitude exemplairement modérée de l'armée en dépit de ses besoins extrêmes. Et tandis que le Rhénan s'attachait ainsi au régime, déjà l'un des anciens maîtres germains du Rhin, le roi de Prusse, sans nous céder encore ce qu'il possédait sur la rive gauche, consentait, tout au moins, par l'article 5 du traité de Bâle (5 avril 1794), à l'occupation par la France de ses anciennes principautés.

Chose curieuse : c'est à ce moment même qu'à Paris une campagne assez vive était menée contre la réunion. Mais le Comité de l'an II n'admettait point de tels reculs : « Les frontières de la République doivent être portées au Rhin, avait-il déclaré. Ce fleuve, l'ancienne limite des Gaules, peut seul garantir la paix entre la France et l'Allemagne. » L'énergique Merlin de Douai évoquait un autre argument, — l'un des plus saisissants, qui sous ses deux aspects est resté le plus actuel. « Il importe à la République de former un arrondissemennt *tel que le Nord et le Midi puissent se balancer... Moins Paris sera voisin du théâtre de la guerre, moins les Puissances étrangères seront tentées de nous faire la guerre parce qu'elles n'auront pas l'espérance de pénétrer jusqu'à cette ville centrale et d'y venir attaquer le gouvernement.* »

En dépit de ces arguments, la Convention, le 1er octobre

1795, ne votait encore que la réunion de la Belgique, ajournant celle du Rhin.

Le pays rhénan restait donc sous un régime provisoire. Deux *directions générales* placées l'une à Aix, l'autre à Coblence, l'administraient, mais en réalité le général en chef de l'armée du Rhin le gouvernait de haut. Et ce fut tant mieux pour les provinces du Rhin quand ce général fut Lazare Hoche. Car, tout à la fois généreux, habile et énergique, politique avisé autant que bon chef de guerre, il faisait, par la répression de tout abus et, en matière religieuse, la pratique d'une relative tolérance, aimer le régime français avant même que celui-ci prît définitivement corps, aidé dans sa tâche par une *Commission intermédiaire* instituée à Bonn et que présidait un administrateur consciencieux, l'ex-colonel Shée, le futur préfet de Mayence. Ainsi l'opinion rhénane était-elle tous les jours acheminée vers l'idée de la réunion.

« Je mériterais d'être mis en une forteresse si je ne m'opposais pas à ce que vous ayez Mayence et quoi que ce soit de la rive gauche du Rhin, » avait déclaré à Bonaparte Cobenzl, représentant de l'Empereur dans les conférences de Campo-Formio. C'était là une de ces grosses paroles des débuts de conférences qui ne mènent pas toujours loin un plénipotentiaire, surtout lorsque en face du vainqueur, il représente le vaincu. Dans les articles secrets de Campo-Formio, l'Autriche avait dû, au contraire, s'engager « à employer ses bons offices, lors de la paix avec l'Empire » pour que la République Française obtînt tout au moins une partie de la rive gauche. Sans doute, avec une bonne foi toute germanique, le cabinet de Vienne espérait-il, — ne voyant en Campo-Formio qu'une trêve, — que « la paix avec l'Empire » ne se conclurait point et, de fait, elle allait échouer à Rastadt et l'Autriche, reposée, repartir en guerre.

Tels événements allaient encore reculer le décret de réunion. Cependant, la paix de Campo-Formio encourageant toutes les espérances, une véritable agitation se créait sur les bords du Rhin en faveur de la réunion : c'est alors que Görres adressait à ses compatriotes un appel pressant. « Si nous sommes unis à la France, nous sommes attachés à une Puissance de géant qui a battu l'Europe et qui peut nous apporter la sécurité. La nature a donné le Rhin comme frontière à la France. »

Il était assez étrange que, les Rhénans lui tendant les bras, le gouvernement de la République semblât encore hésiter. Un Alsacien, Rudler, fut envoyé comme commissaire général avec la seule mission d'établir sur la rive gauche du Rhin « une organisation nouvelle. » Il organisa en effet quatre grands départements, *Roer* au Nord, avec Cologne comme chef-lieu, *Mont-Tonnerre* au Sud, avec Mayence comme chef-lieu, et, entre les deux, les départements de Rhin-et-Moselle (Coblence) et de la Sarre (Trèves). Abolissant les droits seigneuriaux, il libérait la propriété, publiait les lois françaises, fondait l'état civil, établissait le jury, créait les tribunaux à l'instar de la France, brisait les corporations, introduisait le système décimal, — tout cela un peu trop vite pour que, recevant ces « bienfaits » en grêle, les Rhénans n'en restassent point quelque peu abasourdis. Et puis, les douanes portées au Rhin, une gêne en résultait, car il fallait des années pour qu'avec la France s'établît le courant commercial, — et l'inconvénient était à peine compensé par la restauration des routes. Enfin la question religieuse était pierre d'achoppement : la lutte contre le catholicisme avait, en France, repris de l'acuité ; en abolissant en principe les ordres religieux, en interdisant les manifestations du culte, Rudler rebutait certaines bonnes volontés.

Les partisans de l'Autriche en profitaient ; la rupture survenue après l'échec des négociations de Rastadt, ils faisaient redouter aux Rhénans un retour offensif des Puissances allemandes. Et tant que la réunion ne serait pas formellement décrétée, tout semblait instable. Partout un referendum s'organisait dont j'ai déjà cité certaines manifestations pour qu'on en finît avec cette instabilité. Il était nettement favorable (1). Sauf quelques communes dont le vote négatif semble prouver la sincérité de ce referendum, le pays s'exprima nettement pour la réunion à la terre « des aïeux gaulois et francs. » Et cependant on attendait. On attendait là comme ailleurs l'homme au geste décisif, l'organisateur doublé du pacificateur. L'homme allait venir.

Les Rhénans ne s'y trompèrent point. Dès le lendemain du 18 Brumaire, l'administration de la Sarre exprimait sa joie :

(1) Cf. dans la brochure de M. Esperandieu (*Le Rhin français*. Paris 1915) les adresses de toutes les communes du département du Mont-Tonnerre, toutes bien caractéristiques.

« Cette journée vous donnera un gouvernement, une patrie qui vous manquent, » disait-elle à ses administrés, et, se tournant vers Paris : « Couronnez, écrivait-elle aux nouveaux Consuls, couronnez les vœux de milliers d'habitants... *Les quatre départements cisrhénans sont géographiquement français, a dit Bonaparte.* Le poste éminent que lui confie aujourd'hui la Nation le mettra à même de réaliser ce principe. » Görres fut député à Paris pour réclamer une fois de plus la réunion.

Bonaparte entendait bien qu'elle se fît; mais il aimait bâtir sur des fondations solides et il prétendait bien ne la décréter que lorsque, par de nouvelles victoires, il aurait, cette fois sans arrière-pensée, arraché à l'Autriche, — et, par son intermédiaire, à l'Empire, — la reconnaissance des frontières naturelles.

Il était d'ailleurs si sûr de l'obtenir que, d'ores et déjà, il faisait bénéficier les départements rhénans de la forte organisation dont, promptement, il dotait la France. Shée était renvoyé sur les bords du Rhin pour y organiser les préfectures. Organisées, elles reçurent d'excellents titulaires; choisis parmi des Français de l'Est, ils devaient mieux que personne se faire, tout à la fois, les représentants agréables du nouveau gouvernement et les avocats de leurs administrés à la race desquels, Alsaciens et Lorrains, ils appartenaient.

Alors, ayant tout préparé pour que l'événement s'accomplît sans heurts, ayant, par ailleurs, imposé à l'Allemagne la reconnaissance formelle de la frontière du Rhin, Bonaparte décida la réunion. Le 8 ventôse an IX (9 mars 1801), les Consuls proposaient au Corps Législatif de voter la réunion des pays rhénans à la République. « *Les quatre départements...* disait le rapporteur Rœderer... *méritent que la République ne diffère pas plus longtemps une adoption qui sera la récompense... de l'affection témoignée par la plus grande partie des habitants de la nation française.* » Par 258 voix contre 1, le 18 ventôse, la réunion était votée.

Ainsi était réalisée la grande pensée de tant d'hommes d'État français depuis que, par un incroyable malentendu historique, le Rhin avait été dérobé à la Gaule francisée. L'héritage de César, de Clovis, de Charlemagne, revendiqué par tant de rois français, lentement et presque motte par motte reconquis depuis près de mille ans, retombait enfin tout entier entre

les mains de la France. De la frontière suisse à la frontière hollandaise, le Rhin, déjà atteint à Brisach sous Richelieu, à Strasbourg sous Louis XIV, redevenait la limite des deux Nations, comme il était, à travers tous les avatars, resté la ligne sensible qui séparait deux races et presque deux humanités.

VI. — LE RÉGIME FRANÇAIS

Les provinces rhénanes ne pouvaient être réunies dans de plus favorables circonstances. La paix de Lunéville, — plaçant l'Autriche plus bas encore que celle de Campo-Formio, et préparant par son humiliation la dissolution du Saint Empire, — brisait toutes les espérances que pouvaient garder depuis 1792 les quelques Rhénans restés pénétrés par le germanisme; en fait, la couronne de Charlemagne revenait de Vienne à Paris; elle allait se poser sur la tête de celui qui, ainsi que le grand Empereur, réunissait sous le sceptre des Francs l'Empire romain d'Occident. Tout naturellement, les légions du nouvel Empire reprenaient la *garde au Rhin* qu'avaient montée celles d'Auguste.

La question religieuse qui, depuis 1792, avait, — plus qu'aucune autre, — entravé le mouvement d'adhésion cordiale, n'existait plus. Bonaparte venait de conclure ce concordat qui, en ce pays extrêmement catholique, cette ancienne « rue des Prêtres » devait, plus qu'en bien d'autres provinces françaises, de l'aveu de Chaptal quelques mois plus tard, « singulièrement fortifier » l'attachement des habitants.

Sans doute les impôts allaient être augmentés; mais la suppression aussitôt décrétée des dîmes, droits et corvées, provoquant la joie générale, compensait largement cette aggravation de charges publiques; d'ailleurs pratiques et réalistes, les Rhénans apercevaient, sous un gouvernement bien organisé, mieux que sous le Directoire incohérent, les avantages qui résultaient pour eux de ces impôts même; avant quelques semaines, les préfets étaient à l'œuvre; les routes s'allaient créer, les monuments s'élever; et par ailleurs, n'était-ce point en partie à l'entretien d'une armée que ces impôts allaient passer, qui, plus qu'aucune partie de la République, protégerait la marche de l'Est?

Enfin ces Rhénans aspiraient depuis des années à la justice, et

la justice s'organisait. Admirable trait que, suivant les Français à travers les pays où ils ont paru, je relevais avec joie ; ce qui, partout et dans tous les siècles, a caractérisé la domination française, c'est l'*établissement de la justice*. Dès prairial, deux députés rhénans avaient supplié les Consuls d'« ordonner la nouvelle organisation judiciaire. » Elle sortait, fortifiée, des réformes de l'an IX avec ses tribunaux et ses cours que, chez nous, cent quinze ans de révolutions ont épargnées. Et ces tribunaux et cours allaient être appelés à dire le Droit et ce Droit, il recevait dans le nouveau Code, déjà aux trois quarts bâti, une de ses formes les plus belles. Ce *Code Napoléon*, il allait rester, je le dirai, l'un des bienfaits les plus appréciés, et lorsque le Rhin sera derechef arraché de nos mains, la seule survivance réelle du régime français dans cette Rhénanie tombée aux mains des Prussiens.

Réunis en 1801, les Rhénans, dès 1802, jouissaient, — dans le sens littéral du mot, — des bienfaits dont plus même que certains Français plus anciens ils appréciaient la grandeur. Est-il étonnant que, dès 1802, ils aient acclamé le Consulat à vie, en 1804, l'Empire par des majorités qui, de 1802 à 1804, se trouvent si grossies que, à cette dernière date, elles atteignent quasi à l'unanimité ?

L'homme parut lui-même sur les bords du Rhin, très peu après qu'il eut reçu ce suprême témoignage de la reconnaissance des peuples. Arrivant de Boulogne le 2 septembre 1804, il parut à Aix-la-Chapelle : il alla droit au tombeau de Charlemagne ; dépouillé de ses ornements, nous savons dans quel dessein, par un empereur saxon, le corps du grand empereur était tombé en poussière ; mais son esprit revivait en celui qui venait saluer le sarcophage ; l'homme qui, après avoir battu les Allemands, passait la revue du Rhin récupéré, avait, plus qu'un Othon III de Saxe certes, le droit de venir à ce pèlerinage. Au palais impérial au-dessus duquel jadis l'aigle d'or étendait ses ailes, face à la Germanie, le nouvel empereur des Français reçut Cobenzl lui apportant, de la part du César de Vienne, presque déchu, la reconnaissance de son nouveau titre. Mais, comme il y avait chez lui un mélange sans pareil de vastes pensées et de sens pratique, il passa du tombeau de Charlemagne et du palais où sa gloire éclatait, aux fabriques qu'il entendait voir atteindre une prospérité nouvelle. Après avoir visité les forti-

fications du Bas-Rhin, il entra à Cologne sa voiture dételée, traînée par les bourgeois enthousiasmés. On le vit au port, dans les fabriques, dans les entrepôts, étudiant sur place les questions de navigation, les procédés de l'industrie, s'informant, critiquant, talonnant ses fonctionnaires, encourageant commerçants et artisans. Coblence, pendant deux jours, le reçut dans les ovations. A Mayence, il donna audience aux députés des princes de la rive droite, avides d'ores et déjà d'entrer en sa clientèle, saluant le nouveau César « si ressemblant, — la platitude allemande éclate en cet hommage, — au premier de nos Césars romains qui franchit le Rhin pour chasser les Barbares. » A Frankenthal, il prit un bateau, descendit jusqu'au pont de Mannheim afin d'inspecter le canal. Il rentra par Trèves et Luxembourg, laissant derrière lui cette trace lumineuse qui, des années durant, subsistait, éclairant ses fonctionnaires et éblouissant ses peuples.

*
* *

Le régime, — dès 1804, — était en pleine activité. Pas un instant jusqu'en 1813, il ne cessera de fonctionner sur la rive gauche à la satisfaction des peuples.

Quiconque a étudié l'administration consulaire et impériale, sait quels hommes Napoléon appelait à la tête des départements. Les choisissant dans tous les milieux, dans tous les partis, il ne leur demandait point compte de leur passé, n'exigeant d'eux qu'une capacité servie par un infatigable travail. On les verra de Rome à Hambourg, d'Amsterdam à Florence, — pour ne parler que des départements nouveaux, — se faire en quelques mois les hommes de leurs administrés en même temps que le représentant actif des principes du gouvernement. La rive gauche du Rhin ne connut que des préfets distingués, — parmi lesquels deux des plus illustres, Jean-Bon Saint-André, préfet du Mont-Tonnerre à Mayence, Lezay-Marnesia, préfet de Rhin-et-Moselle à Coblence, — un ancien conventionnel du côté gauche, un ancien constituant du côté droit.

Celui qui devait le plus marquer fut Jean-Bon : rude Cévenol, ancien membre du Comité robespierriste, de cette formidable équipe qui, en l'an II de la République, avait sauvé le pays en le surmenant, travailleur acharné, peu courtisan, parfois incommode, mais si fermement convaincu qu'il se devait corps et

âme, nuit et jour, à son département que c'était merveille. Napoléon disait brutalement : « Je couche avec la France : » Jean-Bon « couchait » avec son Mont-Tonnerre. L'Empereur le trouvait parfois rocailleux, mais estimait en lui ce qu'il prisait par-dessus tout : un travailleur, un consciencieux. Enragé s'il s'agissait des intérêts de ses administrés, l'Empereur l'appelait « l'avocat de son département. » Mayence l'adorait ; la ville, bien des années après le départ des Français, entourera d'hommages affectueux sa tombe qui là-bas perpétue son souvenir et le nôtre.

Lezay-Marnesia, gentilhomme affable et libéral, ne lui ressemblait que par une inlassable activité. Lui, constituant de 1789, se préoccupait avant tout de « la bonne administration de la justice, » — ayant le sentiment de ce prestige dont tout à l'heure je parlais, de l'influence que cette « exacte justice » donnait partout aux Français. Aimant les Rhénans, parlant leur langue, pénétré de leur esprit, il adaptait l'administration à leur façon : un des grands préfets de l'Empire qui, à Strasbourg après Coblence, devaient laisser de si grands souvenirs.

Et si je ne m'arrête qu'à ces deux hommes, c'est qu'ils furent en effet les grands préfets, mais les sept ou huit qui parurent au bord du Rhin s'ils ne les valaient point, valaient beaucoup, aidés par toute une pléiade de sous-préfets, — choisis, eux, de preférence parmi les Rhénans.

Ce qu'il y avait d'admirable chez les agents supérieurs de l'Empire, c'est que leurs préoccupations allaient dans tous les instants à tous les objets : agriculture, commerce, industrie, travaux publics, conscription militaire, rapports avec les classes, relations avec le clergé, persuadés qu'ils étaient que « l'esprit public, » ainsi qu'on disait, ne leur causerait de souci qu'autant que faiblirait une des parties de cette multiple administration.

« Maintenant, écrivait Joseph Görres à Perthes le 1er mars 1812, *maintenant le règne des paysans semble être arrivé.* » Le paysan était partout le bénéficiaire de la Révolution, parce que la terre libérée, en outre, avait été, à bas prix, mise à la disposition des plus modestes. Dans la Rhénanie, les biens des seigneurs et des prêtres, — séquestrés dès 1793, — n'avaient pas été mis en vente avant la réunion : la crainte du retour des anciens maîtres eût singulièrement nui à l'opération. Mais après 1802,

ce souci ne semblait plus permis. En 1804, les biens furent mis aux enchères avec de rares facilités de paiement ; le succès fut presque imprévu : de 1804 à 1806, on vit les terres vendues à des prix supérieurs à l'estimation et achetées par des gens de toutes les classes. Le partage des biens communaux, — laissés incultes sous les anciennes administrations, — augmenta encore le nombre des petits propriétaires ruraux et la valeur du sol enfin exploité. La population rurale ne tardait pas à augmenter dans de notables proportions : le Mont-Tonnerre par exemple passe en moins de dix ans de 398 165 habitants à 426 668, — soit 28 503 habitants de plus, presque tous paysans. Les prairies artificielles, nouveauté vite appréciée, favorisaient l'élevage ; la liberté d'exportation accordée, — autre nouveauté, — donnait un coup de fouet à la culture des céréales et des célèbres vignes. Les prix de ventes montèrent ; l'argent afflua dans les bas de laine ; il en sortait pour de nouveaux achats de biens nationaux, car, entre 1809 et 1812, il y eut une nouvelle poussée. Les préfets par ailleurs montraient aux paysans une considération qui les flattait : oui c'était bien, ainsi que l'écrivait Görres, « le règne des paysans, » — et c'est bien le meilleur pour la prospérité d'un pays.

Les douanes établies sur le Rhin et les tarifs de 1806 prohibant les produits anglais créaient à l'industrie une situation non moins prospère. C'était dans les deux grandes régions industrielles du Rhin-Inférieur et de la Sarre « un développement inespéré. » Des mines d'Eschweiller près d'Aix-la-Chapelle, des gisements de plomb de Bleiberg, — donnant des revenus doublés, — aux manufactures de drap d'Aix, Montjoie, Stolberg, aux fabriques de soie de Crefeld, c'était une poussée insolite d'activité. Tentés, par la prospérité du pays, les artisans de la rive droite venaient par milliers travailler sur la rive gauche. De 1809 à 1810 *trois cents* industriels, accompagnés de leurs ouvriers, s'installaient « en France. » En 1807, les fabriques du Rhin rapportaient 50 millions, en 1810, 80, et le progrès s'accélérait. La Roer ne pouvait suffire aux commandes de l'Empire et le préfet baron de Ladoucette pouvait fièrement écrire dès 1810 qu'il était « à la tête du *département le plus industriel de l'Empire.* »

La suppression des 33 péages qui, de Bâle à la Hollande, encombraient le fleuve, entravaient les échanges, alourdissaient

les prix, devait avoir pour le commerce les plus heureux effets; par la convention de 1805 avec les princes de la rive droite, ces péages incommodes étaient remplacés par douze bureaux d'octroi, — six sur chaque rive. La réparation des digues, la navigation facilitée, des ports francs créés à Cologne en 1802, à Mayence en 1805, l'agrandissement du port de Mayence, ont comme résultat une circulation commerciale sans précédent : le seul produit des taxes sur les entrées du port de Cologne va s'élever de 66 000 francs en 1803, à 114 000 en 1806, à 1 700 000 en 1808.

Ce qui partout favorisait la richesse, c'était la prompte exécution des travaux publics. J'ai jadis étudié en détail l'administration d'un préfet de l'Empire, le baron de Tournon, dans le département du Tibre : ce qui me frappait, c'était la rapidité avec laquelle en moins de trois ans, — de 1810 à 1813, — il avait conçu, fait accepter, exécuté et souvent terminé les tâches devant lesquelles pendant des siècles le gouvernement précédent était resté comme paralysé. Un Jean-Bon Saint-André, nommé en 1802, n'attend pas un an pour mettre la pioche où il faut : ce rude bonhomme ne s'empêtre point dans la paperasserie; examinés sans retard, les rapports ne se multiplient point; à peine s'embarrasse-t-il des règles de comptabilité. On le verra sans autorisation engager des fonds dans la confection de la magnifique route de Coblence à Mayence. L'Empereur feint la colère; croyez qu'au fond de lui, il donne raison au préfet qui consterne « les finances. » : « Allons, M. Jean-Bon a voulu faire son petit Simplon. » Napoléon aime que chacun fasse « son petit Simplon. »

Commencée en 1802, la route est terminée en 1805, et il a fallu en maints endroits tailler dans le roc pour que s'ouvre au commerce, trois ans après le premier coup de pioche, « l'une des plus belles chaussées de l'Europe. » Les routes de Paris à Mayence, de Chalon-sur-Saône en Bingen, de Bâle à Nimègue sont faites avec des tronçons de routes; toutes les autres, laissées dans l'état le plus fâcheux avant 1802, sont remises à neuf. Le Rhin est rattaché par tout un réseau à la région lyonnaise, à la région parisienne, à la région flamande, à la Hollande, à la Suisse. Les canaux se multiplient; la Meuse est jointe au Rhin de Venloo à Rheinberg par Gueldre et Clostercamp; Jean-Bon entend rendre navigable la Nahe et le Glan, améliorer le canal

de Frankenthal. En 1813, Napoléon fait creuser le canal des Houillères, de Sarrebrück à Dieuze, qui facilitera le transport du charbon de la Sarre vers les salines de Lorraine. Un dessein plus vaste, — celui du grand *canal de l'Elbe au Rhin*, — sera mis à l'étude dès que l'Emperenr aura mis la main sur les villes hanséatiques et cinq préfets se tiendront prêts à y travailler quand tombera l'Empire français. Ce qui était fait, — canaux, routes, ports, — suffisait entre 1804 et 1813 à doubler, puis à tripler le commerce. Lorsqu'en 1807, l'Empereur reparut en ces contrées, il put se déclarer déjà satisfait : « Comme au commandement d'un dieu bienfaisant, écrit M. Sagnac, le pays rhénan était passé du moyen âge à l'ère nouvelle. »

On ne peut s'étonner que, favorisés plus qu'aucun des sujets de l'Empire, les Rhénans aient supporté avec moins de plaintes que les autres les charges, à la vérité, assez lourdes qui étaient la rançon de leur prospérité. Sans doute l'impôt était lourd et plus lourd encore l'impôt du sang. Il est surprenant que ce peuple qui, chez ses anciens maîtres, n'avait pas connu ce dernier, l'ait accepté presque volontiers. Il est en effet remarquable que, dès la levée de l'an X, les départements de Rhin-et-Moselle et de la Roer aient été de ceux où elle se fit le plus vite et le plus complètement. Douze déserteurs sur 586 conscrits ne sont point pour émouvoir. Et la Roer qui, de 1806 à 1813, fournit 23 000 hommes aux armées, ne comptait totalement en 1813 que 481 réfractaires ou déserteurs. Ces beaux et bons soldats qui, — tout pareils à leurs frères de race de la Lotharingie, Alsaciens, Lorrains, Ardennais, Flamands, — devaient être parmi les meilleurs de la Grande Armée, les départements rhénans les donnaient à l'Empereur avec ce sentiment, persistant durant dix ans, que nulle province parmi les trente de l'Empire, ne profitait plus que la Rhénanie de la guerre portée par les victoires à cent lieues de leur marche si longtemps foulée et meurtrie. Et eux, ces braves, devaient bien des années garder comme une suprême fierté ce titre superbe : « Ancien soldat de l'Empereur. » Fiers d'appartenir à cette armée prestigieuse, ils diront dix, vingt, trente années plus tard le singulier amour qu'ils gardent au petit caporal. Et quand, plus de cinquante ans après, Napoléon III aura créé la médaille de Sainte-Hélène, on verra ces anciens conscrits des quatre départements,

— groupés en associations de vétérans, — réclamer, au grand dépit des Prussiens, la précieuse décoration et l'arborer, de Clèves à Spire, avec une légitime ostentation.

Que, les charges étant si allégrement acceptées, et les bienfaits multipliés, les Rhénans se sentissent aussi Français que les Alsaciens et les Lorrains, leurs congénères, nous en avons cent témoignages. Dès 1809, le préfet de Coblence Lezay-Marnesia écrivait : « Je ne sais quel département serait plus français que le mien. » Mais le mot m'impressionne moins que l'attitude des départements à l'approche et à l'heure des grandes crises.

Catholiques, ils eussent pu être émus par la rupture de l'Empereur avec Rome qui, de Belgique en Vendée, ébranlait, de 1810 à 1813, bien des fidélités. Mais les relations s'étaient établies si cordiales entre l'administration et le clergé, la population, depuis qu'en 1802, les reliques avaient été rendues à Cologne et, en 1810, la Sainte-Robe à Trèves, considérait l'Empereur comme si éminent « restaurateur des autels, » les curés se tenaient pour si satisfaits de la restitution faite dès 1803 des biens des fabriques, que, tout en déplorant la lutte avec Pie VII, les Rhénans ne songeaient point à s'en faire un grief.

La rupture avec Rome n'ayant point détaché les catholiques, le grand mouvement de l'Allemagne en 1812 ne parut point produire plus d'effet en ces terres où depuis quatre siècles la langue allemande ayant fini par primer la romaine, la pensée allemande avait toute facilité pour pénétrer. Cela était d'autant plus remarquable que notre littérature classique défaillante ne pouvait, en toute justice, affronter le prestige de l'allemande, en ce moment unique de l'histoire littéraire de la Germanie où les œuvres de Kant, Schlegel, Lessing, Herder, Schiller et du plus grand de tous, le Rhénan Gœthe, brillaient d'un éclat tout neuf. Mais, de l'aveu de Perthes, en dehors d'un très petit cercle, ils n'étaient pas lus sur la rive gauche, et d'ailleurs ni Schiller ni Gœthe n'appartenaient au groupe de germanistes enragés où s'enrôlera Arndt.

Sans doute vers 1812, peut-on saisir un léger mouvement de fronde germaniste en ce petit cercle dont parle Perthes. C'est à ce moment que Joseph Görres se retourne contre la France avec toute la fougue d'un caractère altier et entier, libéral et républicain qu'exaspère la centralisation césarienne, âme de polémiste aux extrêmes fureurs qui, après avoir coiffé le bonnet

rouge, appelle maintenant le casque prussien, quitte, lorsque celui-ci sera venu meurtrir le front de la Rhénanie, à mener au nom des catholiques, âpre campagne contre Berlin. Mais la grande masse reste indifférente pour la Kultur et pour tous les *Kulturkampf*. « Pour les Rhénans, écrit à ce sujet M. Sagnac, la civilisation, c'était surtout la liberté et l'égalité civile, le Code, l'unité territoriale, la prospérité économique, la démocratie... Avec leur bon sens et leur expérience, ils ne risquaient pas, comme l'intellectuel Görres, de prendre l'armée prussienne pour le symbole de la vertu et de la liberté. »

Le fait est qu'en 1813, quand tout s'agitait en Allemagne furieusement contre la France et son Empereur, les départements Rhénans « fournissaient sans troubles, écrit le préfet de Rhin-et-Moselle le 12 avril, proportionnellement plus d'hommes que tous ceux de l'Empire, » qu'après Lutzen et Bautzen, les paysans continuaient, avec une remarquable constance en la confiance, à acheter des biens nationaux, et que Jean-Bon pouvait affirmer que, « personne ne voulant ni être Russe, et *encore moins Prussien*, » on montrait une joie sincère aux dernières victoires de l'Empereur. A la fin de 1813, la rupture avec l'Autriche semait un peu de trouble sans que l'événement diminuât l'afflux des conscrits et si Leipzig causait, écrit le 8 novembre 1813, le préfet Ladoucette, « un abattement général des esprits, » c'est qu'on pouvait craindre de revoir, de Mayence, de Cologne, de Worms et de Spire, s'allumer sur l'autre rive, la bataille que tant d'années l'Empereur en avait tenue éloignée. En vain les deux agents supérieurs prussiens arrivés sur la rive droite, Justus Grüner et le baron de Stein, tentent-ils des coups de sonde sur la rive gauche : la population accueillait avec une cordialité apitoyée les blessés et malades de la Grande Armée en retraite, ce dont préfets et généraux remerciaient les maires, et nul sentiment pro-allemand ne s'affichait quand, brusquement, le 1er janvier, Blücher franchit le Rhin avec ses hordes.

La domination française tombait de ce fait : on peut dire qu'elle tombait avec tout l'Empire. Et l'Empire tombé, on allait voir, à la stupéfaction et à la colère des Rhénans, le pays livré par le Congrès de Vienne à la couronne de Prusse. Elle n'y avait nul droit : les supposât-on « Allemands, » — et ils venaient de montrer combien peu ils l'étaient après tant de siècles de suzeraineté germanique, — ils eussent admis qu'ils étaient

tout excepté Prussiens. Les trois quarts des départements rhénans, — l'autre quart passant à la Bavière ou à la Hesse, — allaient constituer cependant la *Prusse rhénane*, étrange accouplement de mots valant la monstrueuse formule *Saint-Empire romain germanique :* ces Gallo-latins-francs, passés jadis sous la suzeraineté des Empereurs dits romains de Francfort et de Vienne, allaient être tenus pour membres de la Prusse : *Borussia*, qui se traduit *Marche de la Russie.* Eussent-ils d'ailleurs été plus « Saxons » ainsi qu'ils avaient failli le devenir? En tout cas, pour la deuxième fois, ils étaient arrachés à la communauté française et remis de force sous un joug tout à la fois singulièrement plus étranger et, partant, plus lourd que devant.

VII. — LES SURVIVANCES

« *Musspreussen.* » — « Prussiens par contrainte, » — ainsi s'intitulèrent-ils eux-mêmes plus de cinquante ans. Et cinquante ans, ils allaient attendre l'heure où la France restaurée les pourrait derechef réunir. Le souvenir de celle que, en 1810, le conseil général de la Sarre appelait « *la Mère Patrie,* » restait si longtemps vivant sur la rive gauche! On se rappelle le mot du vieil empereur Guillaume Ier, — qui connaissait bien Rhénanie et Rhénans pour les avoir en qualité de gouverneur, et à ses dépens affrontés : « Les Français n'ont occupé la province rhénane que pendant vingt ans, et après soixante-dix ans, leurs traces n'y sont point effacées. »

Les œuvres restaient, et le souvenir des hommes. Jean-Bon, mort en 1813 et enterré au milieu des larmes de la population de Mayence, restait entouré de la reconnaissance publique : sous la domination prussienne déjà, le Conseil municipal se déclarait « pénétré du grand souvenir de ce qu'il avait fait, » Coblence eût volontiers voté à Lezay-Marnesia la statue qu'allait lui élever Strasbourg. A Aix-la-Chapelle, on ne pénétrait point dans le parc du Lousberg sans rappeler le souvenir du préfet Lameth qui en avait doté la cité. Routes ouvertes, canaux tracés, fleuve amélioré, ports creusés, tout disait le travail de ces hommes, si promptement fécond, — et l'agriculture encouragée, et l'industrie portée à un si haut degré de prospérité, et le commerce florissant et la propriété libérée, répandue, et l'ouvrier affranchi et la liberté des cultes impartialement et

rigoureusement servie, — et, par-dessus tout, la justice rendue et le Code établi.

Cette justice française, c'était la seule institution qui dût près d'un siècle survivre. Attaqué dès 1816, défendu avec âpreté, sans cesse menacé d'altérations partielles ou de totale suppression, le *Code Napoléon* allait rester en vigueur jusqu'aux premières années de ce siècle. Supprimé seulement en 1900, il était à ce point devenu « la Loi » pour les magistrats qu'en 1908 encore, des jugements s'en inspiraient. Jusqu'en 1877, les tribunaux, de même, restaient les tribunaux du régime français; contre toutes les tentatives de suppression, les Rhénans avaient défendu cette *Cour d'appel* que, seul parmi les onze provinces prussiennes, le « *Rheinland* » possédait, et qui, il y a trente ans, jugeant d'après le Code, se déclarait liée par les décisions de la Cour de Cassation de Paris.

Le gouvernement prussien eût voulu plus promptement supprimer ces beaux vestiges de la domination française. Mais il savait, — Guillaume Ier le disait tout à l'heure, — que le « sentiment, » si, après soixante ans d'annexion prussienne, il ne restait pas unanimement français, était unanimement antiprussien. La popularité inouïe dont jouissait Napoléon n'en était qu'une des manifestations. Les anciens soldats, groupés en société de vétérans, à Cologne, Coblence, Mayence, célébraient obstinément le 15 août, — la fête impériale, — et le 5 mai, anniversaire de la mort. Les anciens élèves de ses lycées revendiquaient l'honneur d'avoir été « les lycéens de l'Empereur. » Son portrait était partout : Victor Hugo, en 1840, le vit dans toutes les auberges, dans toutes les boutiques.

Tout ce qu'il y avait eu de despotique dans l'ordre établi après 1802 s'effaçait des mémoires. Sans doute Napoléon leur avait pris leurs fils, mais la Prusse les leur prenait pour tirer sur eux les jours d'émeutes; on disait d'eux : « Il est *chez les Prussiens,* » *Er ist bei den Preussen.* Lorsque les garçons se battaient d'Austerlitz à Wagram, on ne disait point : « Il est chez les Français » puisqu'on était Français. Sans doute les impôts étaient lourds; mais ils étaient montés sous la Prusse de 7 millions à 9. Sans doute Napoléon entendait-il que protestants et juifs fussent libres de pratiquer leur culte, mais les catholiques n'étaient point, — il s'en fallait! — persécutés; ils l'étaient dès 1818 et on verrait, en 1837, l'archevêque de

Mayence, Wroste-Vischering, traîné dans une forteresse par des gendarmes prussiens.

De 1815 à 1870, la Rhénanie attendit la France. C'est ici même que M. Julien Rovère a dit avec un luxe édifiant de détails les mille manifestations de ce sentiment (1), telle circonstance me dispense d'y insister. Il a rappelé aussi les manifestations du souvenir français, la douce plainte de Béranger en 1819.

Le Rhin aux bords ravis à ta puissance,

. . . . . .

Le Rhin lui seul peut retremper nos armes,

les vives protestations en 1825 de Chateaubriand en face de la menace suspendue sur Paris par la présence des Prussiens sur la rive gauche. « Tout vit là en attendant... La France redeviendra forte sur le Rhin. » — « C'est là que tôt ou tard la France doit placer ses frontières. » Et les pages de Victor Hugo sur le Rhin : « On est sur la rive gauche du Rhin, c'est-à-dire en France, » et, en 1840, le chant vengeur de Musset en réponse, au *Rhin allemand* de Becker :

Nous l'avons eu, votre Rhin allemand,
Il a tenu dans notre verre.

Il a redit aussi les explosions d'espérances sur la rive gauche, en 1830, en 1848, chaque fois que la Liberté remportait à Paris une victoire et les dures répressions de la Prusse. Il a redit les pensées de nos ministres, ne perdant pas de vue longtemps l'éternelle question d'Occident, la question du Rhin, les délibérations de 1840 et de 1866, le conseil où un Duruy et un Persigny étaient d'accord pour pousser Napoléon III aux revendications et combien on fut près de les voir réussir, — et l'immense déception des Rhénans après Sadowa, et aux premiers jours encore de la guerre de 1870, quand, attendus, les Français ne vinrent point.

Parce qu'ils n'étaient point venus, on s'accommoda du régime prussien, qui incarnait maintenant la force et la richesse, et parce qu'ils avaient perdu le reste de la Rhénanie,

(1) Voyez *les Survivances françaises*, dans la *Revue des Deux-Mondes* des 1er octobre et 1er novembre 1917, par Julien Rovère.

l'Alsace, beaucoup de Français même semblèrent oublier l'autre morceau, cette autre partie du Rhin qui avait « tenu dans notre verre. » Quand déjà certains paraissaient oublier l'Alsace-Lorraine même, comment eussent-ils pensé aux quatre autres départements français perdus? Et pour ceux que leur pensée portait vers le Rhin, ils songeaient au flot qui roule sous le pont de Kehl, point à celui qui coule, majestueux, sous ceux de Coblence et de Cologne? Déroulède faisait oublier Musset et Strasbourg Mayence.

Un jour d'août 1914, la Prusse elle-même déchira les traités. Ils sont tous déchirés, ceux de 1814 et de 1815 comme ceux de 1871. La table est rase, le tapis va s'étendre autour duquel seront débattus les droits.

*
* *

Une nation peut juger opportun de ne point faire valoir tous les siens. Elle n'est pas autorisée à les oublier, encore moins l'est-elle à les dénier, — fût-ce par ignorance. Parce que nul n'ignorait parmi les Français d'autrefois que la Rhénanie avait été terre des aïeux dérobée par un subterfuge à la « couronne des Francs, » pendant près de neuf cents ans, sans se décourager, les rois portés par la Nation, stimulés au besoin par ses publicistes, guidés par leurs conseillers, ont travaillé à récupérer l'héritage perdu : peuplé exclusivement par les vieux Gaulois, colonisé par les Latins, opposé par les uns et les autres comme une barrière à l'invasion germanique, constitué en royaume franc et le plus important de tous par la race de Clovis, domaine préféré de Charlemagne, roi des Francs, perdu par un prodigieux malentendu et sans coup férir par notre nation, demeuré roman par la race et la langue tant de siècles, à peine rattaché par un lien de vasselage à un Saint-Empire qu'à l'origine, ils ne tenaient point du tout pour « germanique, » mais « romain, » penchant sans cesse vers la France au fond toujours préférée, allant à elle quand elle était entourée de prestige, favorisant sa politique et accueillant ses armes, la Rhénanie a été le souci principal de vingt de nos princes, de cent de nos hommes d'État et de Guerre de l'Ancien Régime. Et si national était ce souci que la Nation, à peine rendue à elle-même, courut au Rhin même et en acheva la reconquête si patiemment poursuivie et menée déjà si loin par les Rois. Un

Danton, un Carnot, un Merlin achèvent l'œuvre d'un Richelieu et Napoléon la consomme.

Parce que réoccupée par les soldats de la Nation qu'a, en 1792, appelés le vœu des Rhénans, offerte au Directoire par ses habitants, réunie au milieu des cris de joie par les Consuls, réadmise dans la communauté française, en partageant la force, la prospérité et la gloire, ayant crié de joie à ses victoires et de douleur à ses revers, la Rhénanie a été arrachée à la France en 1814 et mise en 1815 sous un joug qu'elle ne cessa point soixante ans de tenir pour « étranger, » elle est restée, jusqu'à des années encore proches, l'objet de nos revendications secrètement ou ouvertement encouragées par les siennes propres.

Voilà ce qu'aucun Français ne saurait ignorer. Si nul n'est censé ignorer la Loi, nul ne devrait être censé ignorer l'Histoire.

Qu'on choisisse pour faire valoir ses droits telle forme ou telle autre, c'est question à débattre. Mais ce qui serait odieux c'est de les négliger pour les avoir ignorés et, par un silence criminel, de les laisser, en une grande et solennelle occasion, purement et simplement périmer. Trente générations de Français se lèvent pour nous les rappeler et qui sait si les générations futures ne se lèveraient pas à leur tour, au cas où un si scandaleux oubli se traduirait vraiment dans les faits, — pour nous reprocher d'avoir laissé prescrire le droit de notre peuple et sombrer l'une de nos plus constantes traditions nationales?

LOUIS MADELIN.

L'OPINION ALLEMANDE

PENDANT LA GUERRE

III [1]

LE RÉVEIL DES ESPÉRANCES ET DES CONVOITISES

(Juillet 1917 - Juillet 1918)

La chute de Bethmann-Hollweg est le triomphe du parti de la guerre. L'Empereur, une fois de plus, cède aux menaces des pangermanistes. Une dictature militaire représentée par Hindenburg et Ludendorff, soutenue par le Kronprinz, gouverne l'Empire. Le nouveau chancelier Michaëlis est l'homme de paille des généraux. Toutes les décisions désormais émanent du Grand Quartier. Lorsque la médiocrité de Michaëlis deviendra par trop manifeste, on appellera Hertling, mais rien ne sera changé. Si un Kühlmann fait mine de pratiquer une politique personnelle, on le brisera. Les deux dictateurs sont maîtres de la politique intérieure et de la politique étrangère. Leur pouvoir est absolu. Quant au Reichstag, ils jugent inutile de le dissoudre, le sachant sans aucune influence sur l'opinion du pays : on peut sans péril laisser à quelques politiciens la liberté de discourir sur la « démocratisation », la « parlementarisation, » et il n'est pas mauvais que des étrangers naïfs croient qu'il existe des libéraux en Allemagne.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 novembre.

LES PREMIERS MOIS DE LA DICTATURE MILITAIRE

Le premier soin des généraux est de ressaisir l'opinion et, pour cela, de reprendre les journaux en main. Les querelles violentes qui ont abouti à la chute de Bethmann-Hollweg ont compromis la discipline de la presse. De source toujours officielle, les journaux ont reçu trop de communications contradictoires. Le public déconcerté cherche des guides et ne les trouve plus. Il faut, avant tout, faire cesser ce gâchis, rétablir l'ordre troublé par les rivalités des bureaux. D'ailleurs, quelques semaines plus tard, un « chef de la presse » sera nommé afin de soumettre les services de presse des différentes administrations au contrôle de la Chancellerie, c'est-à-dire du Grand Quartier.

C'est une rude tâche de relever alors le moral de l'Allemagne. Depuis dix-huit mois, il suit une courbe descendante. En ce mois de juillet 1917, il est tombé si bas que les dirigeants peuvent redouter un désastre. La débandade des armées russes en Galicie calme l'anxiété qu'a provoquée la dernière offensive de Kerenski; mais jamais la disette n'a été aussi cruelle. La « soudure » entre les deux récoltes se fait plus difficilement encore que les années précédentes. Le peuple voit avec une profonde douleur les cloches des églises portées à la fonte. L'état sanitaire est détestable. La guerre sous-marine ne donne pas les résultats promis et attendus. La France continue de manifester une telle haine contre l'Allemagne qu'il faut renoncer à tout espoir d'une paix séparée. Les révélations du *Times* sur le conseil de Potsdam du 5 juillet 1915 posent de nouveau la troublante question des origines de la guerre. Enfin, les discours des hommes d'État français et les articles des journaux anglais forcent les Allemands à constater que la reprise de l'Alsace-Lorraine reste le premier des « buts de guerre » de l'Entente, et que par suite la paix est encore éloignée.

La presse s'efforce de dissiper ces inquiétudes. Elle a réponse à tout. — La disette? Quelques mauvaises semaines sont bientôt passées; la prochaine récolte s'annonce très abondante. — La guerre sous-marine? Il ne faut pas prendre au sérieux les statistiques de l'amirauté anglaise, et, grâce à des calculs embrouillés, on prouve aux sceptiques qu'avant peu l'Angle-

terre sera affamée. — L'aide américaine? Pure invention de l'Agence Reuter. « A l'arrière on ajoute que peu de foi aux informations allemandes, la plupart de source officielle, et pourtant on a toujours pu constater l'authenticité des nouvelles données par nos autorités militaires. » Comment par exemple une grande armée américaine pourrait-elle être expédiée en Europe? Où sont les navires dont l'Entente aurait tant besoin pour son ravitaillement? (*Hannoverscher Anzeiger*, 16 juillet 1917.) — La France semble plus belliqueuse que jamais, mais, en réalité, elle se trouve à la veille de grands bouleversements politiques : Ribot ne pourra résister aux attaques de Clemenceau, Poincaré est décidé à démissionner, les temps de Caillaux sont proches. — Les révélations du *Times* ne sont que mensonges, et, si l'on veut être informé des véritables origines de la guerre, il faut s'en tenir aux traités secrets passés entre la France et la Russie et divulgués par le chancelier. — Quant à l'Alsace-Lorraine, afin d'édifier une fois pour toutes la conscience allemande, les journaux publient d'interminables articles soit sur le passé germanique des deux provinces, soit sur l'annexion de 1871. (Ce luxe d'arguments est un peu surprenant, puisque c'est un axiome qu'« il n'y a pas de question d'Alsace-Lorraine; » il étonne jusqu'à un journal de Munich, qui met en doute l'à-propos de ces controverses. Certains Allemands en seraient-ils déjà venus à se demander dans leur for intérieur s'il est sage de conserver deux provinces qui, avant et pendant la guerre, n'ont cessé de manifester leur horreur de l'Allemagne? On n'ose pas l'affirmer. En général, la presse ne s'occupe de l'Alsace-Lorraine que pour déplorer le défaut de patriotisme des Alsaciens-Lorrains, tout en soutenant que cette terre est et restera allemande.)

Le désir de paix est plus ardent que jamais. Les socialistes attendent tout de Stockholm. Les catholiques ont les yeux fixés sur Rome. Le gouvernement se garde bien de décourager les uns et les autres. Il reste le maître de faire cesser le jeu quand tel sera son bon plaisir. En attendant, la catholique Autriche est satisfaite; peut-être les socialistes de l'Entente finiront-ils par tomber dans le panneau; et le peuple allemand se réjouit d'entendre prononcer te mot de paix.

Ces manœuvres et ces campagnes de presse ne raffermissent pas encore l'opinion. Le public attend toujours la

grande offensive de Hindenburg sur le front occidental. Or, ce sont les armées franco-britanniques qui attaquent le 31 juillet et font de nombreux prisonniers. Tout bas, on commence à discuter la tactique de Hindenburg, et les critiques militaires sont obligés de développer la théorie du « repli élastique : » le Haut Commandement veut, avant tout, éviter des sacrifices inutiles. Dans le courant d'août, les Autrichiens sont battus sur le Carso, les Anglais continuent d'avancer en Flandre, les Français devant Verdun reprennent le Mort-Homme et la cote 304. Ces lieux-là sont trop célèbres, ils ont été, en 1916, le théâtre de combats trop sanglants pour que l'Allemagne soit insensible à un tel échec. On tâche de la consoler en lui répétant que les Français n'ont pu percer, que le Mort-Homme et la cote 304 sont devenus des positions sans valeur, depuis que des « conditions stratégiques nouvelles » ont rendu superflue une attaque sur Verdun, et finalement on invite tout le monde à un acte de foi en Hindenburg.

La semaine suivante, Riga est pris. Une telle victoire va-t-elle étouffer le murmure des mécontents et restaurer le prestige des chefs?

Les pangermanistes, qui depuis quelques mois modéraient un peu leur langage, exultent de joie : la conquête de Riga « ville allemande » aura pour prix l'annexion de la Courlande, de la Livonie... et même de la Pologne. Quelle gloire pour les armes impériales! Quel chef-d'œuvre de stratégie que le plan des généraux allemands! Enfin quelle confusion pour les pacifistes du Reichstag!

Riga nous fournit la preuve la plus éclatante qu'il faut attacher plus de valeur aux succès militaires qu'à tous les efforts des politiciens qui tendent à fausser l'aspect des choses. Riga nous donne une fois de plus à nous et au monde le sentiment que Hindenburg est l'homme d'action capable de briser tous les obstacles et dont la pensée géniale fait crèer de l'histoire par sa brillante armée. Tous les mensonges de nos ennemis sur l'affaiblissement de l'énergie combative allemande, sur l'immense débâcle de la force allemande, Riga les anéantit. En réalité, un coup terrible et non seulement militaire, mais économique, politique et moral est porté à la Russie et à tous nos ennemis... La libération de la Galicie et des Carpathes, l'offensive de la Moldavie et la prise de Riga annoncent au monde entier l'impuissance de l'Entente en face du commandement et des exploits

militaires des Puissances centrales... Et surtout dans le pays même, ce haut fait militaire dissipe tout le pessimisme, tout le découragement qu'on avait fait naître artificiellement au sein du peuple allemand... Riga retrempe les nerfs du peuple. (*Saarbrücker Zeitung*, 7 septembre 1917.)

Il faut croire, cependant, que le pessimisme est tenace et que les nerfs du peuple ne sont pas encore très solides, car, dans son discours de Riga, l'Empereur croit nécessaire de reprendre l'éternel argument : « De tels coups augmentent les chances d'une paix prochaine... »

Alors se crée une nouvelle ligue, « le Parti de la Patrie allemande, » sous la présidence d'honneur du duc Albert de Mecklembourg et sous la présidence de Tirpitz. Son objet est de poursuivre par la parole l'œuvre entreprise par la presse, de combattre les partisans d'une « paix d'entente » et d'unir les cœurs dans la volonté de vaincre. Elle déclare se tenir en dehors des querelles politiques; en réalité, elle travaille au profit du parti militaire, elle ne fait que « sucrer la potion préparée par les pangermanistes et changer l'étiquette. » Elle organise une campagne de conférences dans tout l'Empire. Le gouvernement marche à sa remorque. Les instituteurs lui racolent des adhérents. Hindenburg, Ludendorff et le kronprinz envoient des télégrammes de félicitations aux promoteurs de chaque réunion. Avec de pareils appuis, la propagande du « Parti de la Patrie allemande » devait fortement agir sur l'opinion. Les circonstances viennent encore la favoriser.

Dans sa réponse à la note du Pape, le président Wilson a voulu créer un antagonisme entre le peuple et son gouvernement. Cette tentative soulève dans toute l'Allemagne une véhémente indignation. La fierté nationale et le sentiment monarchiste se révoltent contre cette ingérence de l'étranger dans les affaires du pays. « L'effet qu'a produit sur le peuple allemand l'arrogance du président Wilson, se développe d'une façon toujours plus heureuse. Dans la grande masse, en particulier dans la population des campagnes, il se peut qu'on ait, au début, considéré cette invitation à renverser la dynastie des Hohenzollern pour installer à sa place un gouvernement démocratico-républicain comme une mauvaise plaisanterie qu'on accueille simplement par un sourire de dédain. Mais

peu à peu, ce sentiment a fait place, dans toutes les parties de l'Empire à une profonde indignation, qui maintenant éclate violemment contre l'insolence de l'hypocrite Américain... Le peuple allemand, d'une poigne plus ferme, serre plus résolument son épée... Un mouvement d'opinion s'est bien produit, comme le voulait le président; seulement il n'est pas dirigé contre le militarisme prussien, mais contre l'ingérence de l'étranger. » (*Schwäbischer Merkur*, 19 septembre.) Ce mouvement, les pangermanistes se mettent aussitôt à l'exploiter. Les villes, les Chambres de commerce, les Ligues industrielles, les associations de journalistes, etc... envoient des adresses à l'Empereur pour protester contre les impudentes prétentions du Président.

C'est ainsi que peu à peu les bergers rassemblent leur troupeau. Mais celui-ci est toujours près de se débander à la première alerte et de suivre qui lui promet la paix pour demain.

Il faut recommencer calculs et statistiques pour démontrer que la guerre sous-marine est une bonne affaire et que l'heure approche où elle va enfin produire tous ses effets. Encore des calculs et des statistiques afin d'établir que l'armée américaine ne sera jamais un danger! Chaque matin, il faut démentir de fausses nouvelles. Hindenburg et Ludendorff auraient, dit-on, avoué que l'Allemagne était à la veille de voir sa puissance militaire ruinée, ses ressources économiques épuisées, et Hindenburg est forcé de publier une protestation. Un jour, le bruit se répand que l'Angleterre est à bout, qu'elle veut, qu'elle demande la paix; un autre jour, que la flotte anglaise a pénétré dans la Baltique, que Swinemunde est bombardé, que des équipages allemands se sont révoltés. Puis, ce sont les raids aériens qui jettent le trouble et la terreur dans la région du Rhin; on raconte que de violents incendies ont éclaté à Fribourg, que des « centaines de morts » sont cachées au public. « Sans doute il est compréhensible qu'après trois ans de guerre, la résistance nerveuse ait subi un certain relâchement. Mais quand de tels racontars commencent à menacer la sécurité publique, à créer une atmosphère générale de nervosité, il y a lieu de réagir avec quelques jurons bien placés. Qu'on se saisisse donc de ces bavards qui prétendent tenir leurs renseignements de la tante de Fribourg dont, aujourd'hui même, ils viennent de recevoir une lettre, ou vous confient, avec l'air mystérieux d'un homme

bien informé, les secrets les plus troublants!... » (*Stuttgarter Neues Tagblatt*, 6 octobre 1917.)

Le public croit à toutes les statistiques, ajoute foi à tous les démentis, accepte toutes les admonestations, et continue d'appeler la paix; mais voici que, coup sur coup, deux événements vont se produire, la défaite de l'Italie et l'effondrement de la Russie, qui lui apporteront sinon la certitude, du moins l'illusion d'une paix prochaine, et cela suffit à le guérir, — pour un instant, — de la « psychose de guerre, » comme disent ses thérapeutes.

CAPORETTO

A la nouvelle de la victoire de Caporetto, tous les instincts ataviques du Germain conquérant et envahisseur se réveillent une fois de plus. Venise est sous les canons allemands! A la faveur de la révolution, désormais inévitable, les troupes austro-allemandes vont traverser la Lombardie, prendre Milan, conquérir Gênes et la Méditerranée! A Berlin, déjà des sociétés s'organisent pour l'exploitation des mines de soufre de la Sicile. Le pape va intervenir, la paix va être signée! L'Allemagne se venge et venge la justice. Selon Dante, les traîtres sont condamnés à un affreux supplice : ils grelottent dans une gaine de glace. L'indulgente Germanie épargnera cette torture aux Italiens. « Mais nous voici pleins de confiance devant le spectacle de la terrible vengeance des puissances morales. La Russie désorganisée est livrée à la plus épouvantable anarchie; la Serbie, où les conspirateurs envoyaient leurs émissaires en Autriche pour y semer la mort, est anéantie; l'infidèle Roumanie, avec ses boyards dissolus qui surpassent Paris en stérile débauche, en impiété, en dépravation, et qui nous menacèrent à une heure critique de nous attaquer par derrière, a été réduite à rien. Tous les criminels ont été jugés. L'histoire a prononcé. » (*Hannoverscher Anzeiger*, 13 novembre 1917.) Et quelles conséquences découleront de cette victoire de l'Isonzo! « Nos ennemis jouent leur va-tout. Ils ont tout mis sur une carte. Par une propagande inouïe, ils ont inculqué à leurs peuples la conviction que, grâce à la supériorité matérielle, ils doivent finir par écraser quelque part les Allemands. C'est à ce moment que se produit l'événement formidable dont je considère la répercussion sur

les esprits dans le camp de l'Entente comme plus important que la perte effective de centaine de milliers d'hommes et de 1 500 canons. Les ennemis se sont trompés, ils continueront de se tromper dans l'avenir. Ils ne connaissent pas l'inébranlable confiance du peuple allemand dans ses chefs militaires... » (*Vossische Zeitung*, 2 novembre 1917.) On dit, il est vrai, que des troupes anglaises et françaises accourent au secours des Italiens : ces « quelques milliers d'hommes » arriveront trop tard et, du reste, comment remplacer le matériel perdu par les Italiens ? Si l'Entente s'obstine à continuer la guerre, les avantages que les Puissances centrales viennent de remporter en Italie, contre-balanceront le secours que l'Amérique pourrait apporter aux Alliés... Enfin, les Allemands croient que la victoire qu'ils viennent de procurer à l'Autriche enchaîne désormais cette alliée faible et mal sûre.

Au milieu de ce débordement d'enthousiasme, on ne prête plus aucune attention à la victoire que les Français viennent de remporter sur le Chemin des Dames, et à la prise du fort de la Malmaison, — succès « exagéré, » car « l'exagération est dans le caractère des Français ; » aucune « percée de grand style » n'a été réalisée. On se divertit même à la pensée que les mines des Anglais doivent s'allonger devant la victoire de leurs compagnons d'armes.

L'EFFONDREMENT DE LA RUSSIE

La bataille italienne n'est pas encore terminée qu'arrive la nouvelle du coup d'État maximaliste. Cette fois, il n'y a plus de doute : la Russie va traiter, car Kerenski n'est tombé que pour avoir voulu continuer la guerre. L'explosion de joie est telle que le gouvernement, inquiet du lendemain, tâche de réagir : il faut attendre les événements, aucune proposition d'armistice n'est encore parvenue au commandement militaire, ce sont là de faux bruits, des manœuvres de l'étranger « pour ébranler le moral allemand. » Mais les imaginations sont en branle, car il est hors de doute que la Russie où les forces de désorganisation agissent avec une effrayante rapidité, ne veut plus entendre parler de la guerre. Quand l'armistice est conclu, l'exaltation augmente encore. Il y a des manifestations à Berlin. Dans des réunions publiques on vote des motions pour une paix immé-

diate. De jeunes ouvriers de Magdebourg se livrent à une ardente propagande pacifiste.

Durant ces mois de novembre et de décembre 1917, l'Allemagne est tout à son espoir. Des déboires et des revers qui peut-être, en d'autres temps, l'eussent un instant troublée, la laissent maintenant impassible. Elle écoute à peine les explications que les bureaux de presse croient devoir lui fournir sur ces événements désagréables ou alarmants. Les commentateurs du reste ne se mettent pas en frais d'ingéniosité. L'inefficacité de la guerre sous-marine? Un simple retard. L'arrêt des opérations en Italie? une « halte. » La victoire des Anglais devant Cambrai? un « incident » dont le souvenir sera, d'ailleurs, bientôt effacé par la contre-attaque allemande. L'avance anglaise en Palestine et la prise de Jérusalem? une démonstration politique sans aucune importance militaire. Quant aux affaires de France, elles peuvent démentir chaque jour les prévisions de la veille sans troubler l'optimisme officiel, sans lasser la crédulité publique. On a répété aux Allemands, et ils l'ont cru, que la France a pu montrer une « vitalité surprenante. » (Depuis Verdun cette « vitalité surprenante » est un des thèmes de la presse), mais qu'elle est maintenant épuisée, affamée, que le scandale des affaires de trahison dissimule mal une lassitude infinie; qu'on peut bien supprimer les apôtres de la paix (« Où est le directeur du *Bonnet Rouge?* L'infortuné a subi le même sort que Jaurès. Il est mort pour la paix! » — *Tag* rouge, 4 septembre 1917), mais que le désir de la paix n'en est pas moins dans tous les cœurs : le « poincarisme, » c'est-à-dire l'idée de la revanche, est à jamais condamné. L'arrivée de M. Barthou aux Affaires étrangères justifie assez mal ces pronostics; mais, quelques jours plus tard, le cabinet Painlevé est renversé, et les journaux allemands enseignent à leurs lecteurs que ce ministère est tombé *parce qu'il était trop belliqueux*. La formation du cabinet Clemenceau et ses premiers succès devant le Parlement auraient ouvert les yeux d'un public moins crédule, mais les journaux affirment que c'est « la dernière victoire » de l'esprit de guerre, le prélude de la capitulation finale. Malgré tout, les poursuites intentées contre M. Caillaux déconcertent un instant l'opinion. Quand les Allemands rêvaient de la réconciliation des peuples sous l'hégémonie allemande, ils assignaient toujours à ce personnage un rôle considérable dans

la réalisation de leur grand dessein. Un jour, la presse fut même invitée à modérer l'expression de ses sympathies pour cet homme d'État... Celui-ci n'en restait pas moins, dans l'imagination populaire, le « sauveur » élu pour rendre la France à sa véritable destinée qui, comme chacun le sait en Allemagne, est de s'unir aux Germains contre les Anglo-Saxons. Son arrestation compromet ce plan merveilleux; mais il est tout de suite entendu que c'est là une simple anicroche : une « nouvelle affaire Dreyfus » va commencer en France, Clemenceau y perdra le pouvoir, son successeur délivrera Caillaux, et la France finira par demander la paix.

BREST-LITOWSK

Qu'importe d'ailleurs ce qui se passe à Londres, à Jérusalem et même à Paris? Quelques nuages peuvent encore obscurcir le ciel. L'orage est passé. L'horizon s'est brusquement éclairci du côté de l'Est. Tous les regards sont fixés sur Brest-Litowsk.

Les lenteurs et les difficultés des négociations causent une première déception. Mais en voici une seconde : la presse est muette. Après avoir sagement recommandé le calme et le sang-froid, elle se tait maintenant sur la marche des pourparlers, et, — ce qui est plus grave, — sur les intentions du gouvernement. Celui-ci désire sans doute envelopper d'un certain mystère les singulières tractations qu'il a entamées avec une bande de révolutionnaires. Mais son silence a une autre raison que le public a vite fait de deviner : le gouvernement est lui-même divisé par de profonds dissentiments.

Les deux partis qui s'affrontent depuis la fin de 1915 se livrent une suprême bataille, — bataille entre les tenants d'une « paix générale » et ceux d'une « paix séparée, » entre les partisans du pouvoir civil et ceux de la dictature militaire, entre Kühlmann et Hindenburg.

Au début des négociations germano-russes, une foule de naïfs s'étaient imaginé que la France et l'Angleterre allaient répondre à l'appel de Trotzki et s'asseoir autour de la table de Brest-Litowsk : l'immense déception que causa le discours de M. Pichon du 27 décembre, prouve qu'il y eut beaucoup d'Allemands à nourrir cette illusion. La « paix générale » a toutefois

d'autres partisans moins candides. Ceux-là n'ont jamais cru que l'Entente fût disposée à des négociations immédiates; mais, pensent-ils, si, à Brest-Litowsk, l'Allemagne sait jouer habilement des deux formules « sans annexions, sans indemnités, » et « droit pour les peuples de disposer d'eux-mêmes, » elle s'assurera, dans l'Est, de grands avantages politiques et économiques; puis, se retournant vers l'Angleterre, elle pourra lui faire, sur la question belge, des concessions telles que la « paix générale » deviendra bientôt une réalité. Cette politique, — celle de Kühlmann, — se résume ainsi : annexons le moins possible, créons-nous des vassaux dont la fidélité soit strictement garantie, donnons-nous toutes les apparences de la modération, ensuite, contre l'abandon de quelques-unes de nos prétentions dans l'Ouest, nous obtiendrons, avec la paix, le droit d'exploiter tranquillement la Russie.

Kühlmann retrouve autour de lui tous ceux qui naguère ont soutenu Bethmann et, d'ailleurs, ne l'ont pas empêché de tomber : les désabusés de la guerre, les gens de finance, quelques socialistes : mais il lui vient aussi un appui nouveau d'une partie de la classe ouvrière. Si le peuple allemand est rebelle à la contagion maximaliste, la révolution russe n'en a pas moins modifié les sentiments des socialistes extrêmes. Les plus internationalistes des révolutionnaires allemands ont servi la cause de l'Empire par haine et par terreur du tsarisme. Le tsar disparu, et surtout depuis que le pouvoir appartient aux Soviets, la guerre est pour eux sans raison, sans objet.

Les partisans de la « paix séparée » n'ont que faire des combinaisons des diplomates. La destinée des peuples de la Livonie, de la Courlande, de la Pologne leur est indifférente : aux politiques de la régler, comme ils voudront, mais après que les frontières de l'Empire auront été élargies et fortifiées par de bonnes et solides annexions. Alors l'Allemagne, ayant les mains libres vers l'Ouest, pourra en finir avec l'Entente. C'est la thèse de Hindenburg et de Ludendorff, elle implique le projet d'une grande offensive sur le front français. Les généraux groupent autour d'eux les conservateurs auxquels ils assurent le maintien de leurs privilèges, les pangermanistes auxquels ils garantissent des conquêtes, la masse de la nation à laquelle ils promettent la victoire et une paix rémunératrice.

Dès la fin de novembre, la partie est engagée entre le

ministère des Affaires étrangères et le Haut Commandement. Aux socialistes qui se plaignent de l'ingérence des généraux dans les affaires politiques de l'Empire, on fait cette réponse péremptoire : « Ce sont les armes allemandes qui ont amené la ruine de la Russie. Elles ont accompli cet exploit extraordinaire. Sans elles, la débâcle russe était impossible. Elles ont abattu et brisé le colosse qui pesait comme un cauchemar sur l'univers. » (*Neue Badische Landes-Zeitung*, 30 novembre 1917.) Conclusion : que les diplomates se gardent bien de compromettre l'œuvre des militaires. Et aussitôt on prépare l'opinion à cette grande offensive qui doit mettre hors de cause les armées anglo-françaises.

LES PROJETS D'OFFENSIVE SUR LE FRONT OCCIDENTAL

Le 9 décembre, le Grand Quartier fait paraître dans la *Frankfurter Zeitung* un long article sur la situation militaire qui contient tout le programme de la future campagne. Il faut en citer quelques passages. C'est le canevas sur lequel la presse va broder durant les semaines qui suivront :

La tournure qu'ont prise les derniers événements et qui est pleine de promesses, met à la disposition des Puissances centrales d'importantes réserves stratégiques. L'armée austro-hongroise qui, pendant la guerre, a acquis un haut degré d'instruction et d'armement, peut nous prêter un concours particulièrement important. La situation des alliés est encore favorisée par le fait que la « catastrophe vénitienne » a, comme nous l'avons montré, causé une perte de 400 000 hommes, d'où il résulte une brèche dans le front des Puissances occidentales : elle devra être comblée et l'est déjà à moitié sans doute.

Les Américains n'ont débarqué en France, jusqu'ici, que de faibles effectifs et surtout des troupes techniques. Au cours des prochains mois, ils enverront sans cesse, il est vrai de petits détachements, mais ne fourniront pas une armée ayant les qualités combatives nécessaires pour tenir un front. Une bonne partie de l'été se passera avant que l'Amérique puisse concentrer une armée entière. Encore est-il que celle-ci, composée de braves guerriers magnifiquement équipés, sera sans doute insuffisante au point de vue d'un emploi stratégique. Kitchener avait compté pour l'entraînement de ses contingents deux bonnes années ; or, les Anglais ont appris la tactique, mais ils n'ont pas encore pu se familiariser avec la stratégie.

Les Américains ne peuvent entrer en ligne de compte pour combler la brèche du front italien ; les secours japonais étant encore beaucoup plus aléatoires, c'était donc par des prélèvements faits sur le front occidental que l'on pouvait venir au secours des Italiens. C'est la France qui, cette fois encore, paraît avoir puisé le plus largement dans ses réserves. (Le maréchal Haig se gardera probablement, vu la situation, d'étendre son front.)

L'équilibre est donc désormais détruit en notre faveur par l'augmentation des réserves dont disposent les Puissances centrales. Le « Mitteleuropa » a désormais, jusqu'à l'arrivée de la grande armée américaine annoncée et jusqu'au moment où elle pourra entrer en lice, une supériorité décisive, sinon au point de vue numérique, du moins à celui des réserves d'attaque disponibles. Or, les Puissances centrales, même dans les moments les plus durs de la guerre, ne sont pas restées passives; elles ont au contraire donné à leurs campagnes un caractère constant d'activité. Leur liberté d'action stratégique et leur activité pourront être considérablement intensifiées dans la prochaine période de la guerre.

Mais où seront employées ces masses de réserves ?

Le rédacteur de la *Frankfurter Zeitung* écarte, pour des raisons diverses, l'hypothèse d'une action sur les fronts de Mésopotamie, de Syrie, de Macédoine, même d'Italie.

Nous arrivons enfin au front occidental, principal théâtre des opérations. La contre-attaque de Cambrai, que nous considérons comme un des événements militaires les plus marquants de cette année, et un de ceux qui feront le plus d'impression sur l'ennemi, a montré que seule la conception et la volonté d'une offensive ménageant ses forces nous ont empêchés d'anéantir la foi qu'ont les Anglais dans l'infaillibilité de leur méthode d'attaque et dans la possibilité d'expulser progressivement les Allemands de France et de Belgique. Hindenburg et Ludendorff croient qu'il est possible de porter un coup sur le front occidental. Mais ils connaissent également les limites imposées à la stratégie dans cette guerre des peuples.

La possibilité de porter un coup sur le front occidental, opération qui toucherait d'abord la France, et particulièrement la possibilité de frapper ce coup avant que les secours américains n'aient atteint une importance pratique réelle, voilà la meilleure preuve de la force inébranlable des positions allemandes...

L'acharnement que met la France à revendiquer l'Alsace-Lorraine nous révèle un grave danger. Les Français veulent nous arracher un lambeau de notre chair, et nous ne pouvons, nous ne pourrons

jamais nous en séparer. Et nous voilà nous battant toujours, pour notre vie, jusqu'à la mort, malgré les étapes victorieusement parcourues. Mais les choses ont changé, car nous pouvons lutter à l'Ouest avec des forces plus considérables que jamais, et les combinaisons stratégiques des Puissances centrales se sont toujours révélées meilleures que celles de l'Entente. Ces dernières ne reposent que sur le secours américain. En définitive, au point de vue stratégique aussi, nous avons l'avantage.

Insuffisance des renforts américains, supériorité numérique et stratégique des armées austro-allemandes, affirmation que l'Allemagne se bat pour l'Alsace-Lorraine, certitude de la victoire, voilà les thèmes que la presse va ressasser pour faire accepter l'idée de la grande offensive sur le front occidental.

A cela Kühlmann et ses amis répondent : la victoire militaire est désormais impossible, la nouvelle campagne coûtera des sacrifices formidables et inutiles. Mais comment tenir publiquement un langage aussi décourageant à moins d'être soutenu par un grand mouvement d'opinion? Or, la majorité du peuple n'a point perdu sa foi en Hindenburg et Ludendorff. Les prédications de Tirpitz et du « Parti de la patrie allemande » ont enfiévré les esprits.

Quand la crise devient aiguë, quand le bruit court de la démission de Ludendorff et que la question de personne est nettement posée, « il ne saurait y avoir qu'une réponse : Hindenburg et Ludendorff sont ceux vers qui les regards du peuple allemand sont dirigés et ceux en lesquels il met une confiance qu'il n'a jamais accordée à aucun autre chef militaire ou politique. Ils sont pour nous la personnification de la Germanie en lutte avec l'univers. Leur départ serait considéré dans le monde comme une catastrophe pour notre pays, comme un aveu de notre défaite. Les suites en seraient incalculables. Aussi n'en peut il être question. » (*Magdeburgische Zeitung*, 6 janvier 1918.) Prendre parti contre Hindenburg serait un blasphème. Les adversaires des dictateurs n'osent même pas se déclarer. La *Frankfurter Zeitung* jure ses grands dieux qu'il n'y eut jamais de conflit entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire : supposer un pareil antagonisme, c'est se livrer à des « manœuvres criminelles, » c'est « faire iujure à Hindenburg et Ludendorff. »

L'affaire est alors portée devant l'Empereur et celui-ci cède une fois de plus au chantage des pangermanistes, renvoie le

chef de son cabinet civil Valentini, ami de Bethmann et ennemi de Tirpitz, permet que la réforme électorale soit encore ajournée, abandonne aux généraux la direction des conférences de Brest-Litowsk et la conduite de la guerre. Les dictateurs tolèrent seulement que Kühlmann reste à son poste ; quant à Hertling, ils le laissent continuer son double jeu, désormais inoffensif, car la puissance politique est maintenant entre leurs mains. Ils ont gagné leur cause devant l'Empereur. Mais l'ont-ils gagnée devant lepeuple allemand ? — Pas encore.

LES GRÈVES DE JANVIER 1918

Les derniers jours de janvier, des grèves éclatent à Berlin et dans différentes parties de l'Empire. Les ouvriers d'un grand nombre d'usines de guerre abandonnent le travail. Des désordres se produisent dans les rues de la capitale.

Les causes de cette agitation sont diverses. C'est d'abord l'exemple des ouvriers viennois qui viennent de se mettre en grève et d'arracher à leur gouvernement la promesse de faire droit à toutes leurs exigences. C'est aussi le mécontentement provoqué par les injustices et les fraudes dans la répartition des vivres : une partie de la population des villes, qui souffre cruellement de la rareté et de la cherté des aliments, s'irrite de voir que les règlements sont violés quotidiennement, que certaines municipalités et certaines grandes entreprises industrielles, au mépris de la taxation, s'abouchent avec les producteurs et achètent des denrées à n'importe quel prix ; la publication d'un mémoire du conseil municipal de Neukœlln (un des quartiers de Berlin) où ces abus sont dénoncés, a causé un scandale terrible. C'est, par-dessus tout, le désir de la paix, d'une paix générale, et la volonté de protester contre le projet d'une nouvelle offensive.

Grâce à l'énergie de la police et au concours des socialistes majoritaires, le gouvernement vient facilement à bout des velléités révolutionnaires. La loi martiale est proclamée ; des minoritaires sont incarcérés. Mal dirigé et mal coordonné, le mouvement avorte, comme doit avorter tout mouvement de cette sorte dans un pays aussi décentralisé que l'Allemagne ; il n'en demeure pas moins que des ouvriers, par centaines de mille, se sont mis en grève dans une pensée politique, sans

aucun intérêt professionnel. Et quel est le sens de cette manifestation? Les politiciens de la majorité socialiste, ceux qui ont aidé le gouvernement à se rendre maître du mouvement, soutiennent que les ouvriers sont las d'attendre la réforme électorale tant de fois promise; mais il y a beau temps que les prolétaires allemands n'ont plus d'illusion sur la « démocratisation » de leur pays; ils savent, d'ailleurs, que seule la paix leur permettra, — peut-être, — d'obtenir des institutions plus libérales. C'est donc la paix qu'ils réclament. Les politiciens eux-mêmes en font l'aveu. « Les ouvriers, dit le *Vorwærts*, demandent que l'on suive une politique sage et modérée qui ne s'inspire d'aucun orgueil dangereux, qui ne fasse plus verser une seule goutte de sang, à moins d'une nécessité absolue. » (*Vorwærts*, 27 janvier 1918.) Devant le Reichstag, Scheidemann est encore plus explicite : « Il y a deux partis en présence. L'un pense que la guerre peut être terminée en quelques mois par une défaite écrasante. L'autre se refuse à le croire. L'un demande une paix de conciliation, l'autre une paix fondée sur la force... Nous sommes à la veille d'une lutte terrible dont les conséquences seront incalculables, mais dont nul ne saurait encore prévoir le résultat... Admettez que nous nous emparions de Paris et de Calais, admettez que cette percée formidable ait un plein succès, serions-nous pour cela près de conclure la paix? Je réponds : non!... Même si nous arrivions à écraser l'Angleterre et la France, aurions-nous ensuite la paix avec l'Amérique? »

L'agitation des ouvriers s'apaise vite. La bourgeoisie que ces scènes tumultueuses a choquée dans son amour de l'ordre, n'en sera désormais que plus respectueuse du pouvoir militaire. Cependant, une lourde appréhension continue de peser sur l'Allemagne. Celle-ci a conscience qu'elle ne peut se passer de ses chefs militaires sans courir à un désastre; mais, du côté de la Russie, elle redoute des aventures et des surprises, et, du côté de l'Ouest, si elle croit toujours à la victoire, elle entrevoit d'effroyables hécatombes.

NERVOSITÉ DE L'OPINION A LA VEILLE DE LA GRANDE OFFENSIVE

Rien ne peut dissiper ce malaise. A la conférence de Versailles, l'Entente a affirmé sa volonté de poursuivre la lutte

jusqu'au bout : est-il meilleure justification des projets d'offensive? « Les puissances des ténèbres règnent de nouveau dans le monde; mais la conscience allemande est pure de tout péché, » affirme une feuille catholique, l'*Oberschwäbischer Anzeiger* (6 février 1918). Mais la conscience allemande demande à être rassurée sur les conséquences de la politique de Hindenburg et non sur son bon droit dont elle fut toujours convaincue. On s'ingénie à exciter la passion populaire en décrivant les ravages causés à Paris par les raids d'avions : ces tableaux qui peuvent divertir les Berlinois, sont moins goûtés de la population des villes rhénanes. On invente l'histoire d'une campagne que les Puissances de l'Entente mèneraient contre Ludendorff : personne ne prend au sérieux cette fable saugrenue. Le ministère prussien s'engage à faire aboutir la réforme électorale : tout le monde sait à quoi s'en tenir sur la valeur de cette promesse.

Quant aux négociations de Brest-Litowsk, elles offrent une suite de coups de théâtre propres à augmenter encore l'énervement de l'opinion. La paix bâclée avec les Ukrainiens excite les plus grandes espérances; les rations sont augmentées; l'Allemagne a mis la main sur le « grenier » de la Russie. Chimère! cet État ukrainien avec lequel on a traité n'est qu'un fantôme d'État. Sans doute l'Ukraine est riche et possède des ressources de toute sorte, mais il faudra les partager avec l'Autriche, les paysans ne livreront pas leurs récoltes de bon cœur, et, en attendant, les moyens de transport font défaut. Un jour, on apprend que les pourparlers avec les maximalistes sont rompus et que les armées sont en marche vers Petrograd et Kiew : la paix s'éloigne. Mais, le surlendemain, Trotski a capitulé : la paix est faite. Quel triomphe pour Ludendorff! Il a suffi de mettre en mouvement quelques divisions, et l'adversaire dont les diplomates n'ont pu venir à bout, est maintenant à genoux. Quelle leçon de choses! On devine sur quel ton les pangermanistes la développent et la commentent.

Les villes sont pavoisées, les cloches sonnent, mais ce n'est que pour une « paix séparée, » et c'était la « paix générale » qu'on attendait. Celle-là est indéfiniment reculée. Ce traité de Brest-Litowsk fondé sur la violence contredit tous les principes affichés par les socialistes; ils s'en désolent plus ou moins sincèrement; ils savent, d'ailleurs, que leur protestation ne trouvera

aucun écho dans la masse de la nation. Ce qui empêche le peuple de se réjouir, ce n'est pas qu'il réprouve les annexions, ce n'est pas qu'il regrette la déconfiture des diplomates, c'est que dorénavant la grande offensive est fatale. En effet, le 7 mars, la *Kœlnische Zeitung* annonce formellement : « Nous prendrons l'offensive vers l'Ouest. » Même mot d'ordre dans toute la presse : l'attaque est imminente.

Cependant, les jours passent et les communiqués sont muets. Les préparatifs militaires ne sont-ils pas achevés? Les dictateurs rencontrent-ils une dernière résistance dans l'entourage de l'Empereur? Ou bien jugent-ils que l'opinion n'est pas assez ferme pour supporter les vicissitudes inévitables de la grande bataille? Cette dernière hypothèse est la plus vraisemblable, car, après avoir annoncé, — par ordre, — que la lutte est sur le point de s'engager, la presse reçoit brusquement une autre consigne. Elle doit avertir le public que, sans doute, Hindenburg attaquera, mais qu'il n'est pas pressé et saura choisir l'heure opportune. Les critiques militaires et les correspondants de guerre sont invités à répandre la nouvelle que c'est l'ennemi lui-même qui se prépare à attaquer. La manœuvre est claire. Il s'agit de persuader les Allemands qu'ils font toujours une guerre défensive et que, s'ils sont obligés à de nouveaux combats, c'est uniquement pour parer les coups de l'ennemi.

Le 22 mars, l'armée allemande part à l'assaut des positions anglaises.

VICTOIRE ET ENTHOUSIASME

Dès les premières nouvelles, souffrances, doutes, lassitude, tout paraît oublié. Deux jours durant, la presse est obligée de retenir l'opinion, dans la crainte que celle-ci n'exagère encore une fois ses espérances. Mais les armées avancent avec une rapidité foudroyante, le nombre des prisonniers grandit d'heure en heure. L'enthousiasme se déchaîne. Croyant déjà sa proie sous sa griffe, l'Allemagne remplit le monde de ses cris de triomphe. La nouvelle que Paris est bombardé par des canons à longue portée transporte de joie les Berlinois, et le *Vorwærts* lui-même ne cache pas son admiration pour un pareil exploit : « Les conséquences de cet événement, dit-il, sont incalculables.

Bien qu'il s'agisse d'un engin de destruction, nous sommes en présence d'un record formidable de la technique allemande qui ne manquera pas de provoquer dans le monde une émotion considérable. » Le commandement déclare ses objectifs : Soissons et Amiens; mais la foule prononce déjà les noms de Calais et de Paris. Les correspondants de guerre affirment que toutes les troupes sont animées de l'esprit d'août 1914. Même délire à l'arrière : cette fois la certitude de la victoire paraît complète. A Berlin on s'arrache, dans les rues, les éditions supplémentaires que publient les journaux où sont célébrés les progrès des armées, le génie des chefs militaires, la gloire du Kronprinz.

Et la magnifique revanche pour Ludendorff! Car c'est lui qui a voulu et préparé cette victorieuse offensive (Hindenburg rentre dans l'ombre). Aussi est-ce lui qui reçoit les journalistes au Grand Quartier, les harangue, et leur montre la dévastation des régions septentrionales de la France, les engageant à mettre ce tableau sous les yeux du peuple allemand : « Tous ceux qui se refusent à voir quelle catastrophe effroyable notre armée a écartée du pays, devraient contempler ces provinces désolées. La Prusse orientale elle-même ne peut en donner une idée. Elle n'a souffert que d'une façon passagère. Ici les ravages durent depuis trois ans et demi. » (*Münchner Neueste Nachrichten*, 26 mars 1918.) La prise de Montdidier porte l'enthousiasme au comble.

Enfin, pour augmenter encore l'allégresse publique, les journaux sont remplis de dépêches expédiées de Suisse et dépeignant le désarroi de la France : les Français commencent à comprendre l'inutilité de l'aide américaine; Paris est affolé par le bombardement; des obus sont tombés jusqu'à Versailles; un jour, on a constaté, dans la banlieue, plus de 400 points de chute; l'impopularité du gouvernement grandit chaque jour; il y a eu des manifestations sur la place de l'Opéra lors de la publication des communiqués officiels; les rues sont sillonnées de policiers américains à la recherche de complots; c'est le régime de la délation; les habitants s'enfuient; les gares sont prises d'assaut; les hôtels, les restaurants, les magasins sont clos; tout le monde attend avec terreur l'arrivée des Allemands; 50 000 déserteurs sont réfugiés dans la capitale; des Annamites déguisés en femmes racolent dans les rues les jeunes gens qui

se sont sauvés de l'armée, et les envoient devant les conseils de guerre; la garde du président de la République est composée d'Annamites, car seuls des jaunes accepteront de tirer sur le peuple le jour prochain où éclatera la révolution; la dictature de Clemenceau va s'effondrer; déjà les socialistes l'ont décrété d'accusation, etc.

Les bureaux de presse qui répandent ces histoires extravagantes ont-ils été mystifiés par leurs informateurs? Ce n'est pas impossible, car on a beaucoup surfait la valeur des services de renseignement allemands pendant la guerre. Il est cependant plus probable que ces bureaux, pour surchauffer l'opinion, jugent utile d'ajouter à l'éloquence des bulletins de victoire quelques impostures agréables et d'un effet sûr. Parmi les mensonges traditionnels de la presse, ceux qui concernent la France, n'ont jamais lassé la crédulité des Allemands : depuis le 1er août 1914, on leur a répété que la France serait le lendemain en révolution, ils l'ont cru, ils le croient toujours.

NOUVELLES INQUIÉTUDES

La crainte des hécatombes rendait cette offensive impopulaire avant qu'elle fût commencée. Or, dès le second jour, le bruit se répand qu'elle a coûté des sacrifices énormes. La presse affirme que, grâce au brouillard qui a dissimulé les assaillants, les pertes ont été insignifiantes; trois jours après, elles sont « relativement minimes ; » enfin le communiqué du 28 mars dit : « Nos pertes sont restées dans les limites normales. En certains points où se livraient des combats particulièrement violents, elles ont été plus lourdes. » Ce demi-aveu a jeté le trouble dans les esprits; pour les calmer, il faut à tout prix laisser croire que la lutte, si dure contre les Anglais, sera plus facile et moins coûteuse contre la France déjà désarmée et terrorisée.

Après la prise de Montdidier, les communiqués n'annoncent plus aucune avance importante. Serait-ce donc déjà la fin de la grande offensive? Non, répondent les officieux; de la patience! c'est un arrêt momentané; une pareille opération ne s'achève pas en une semaine; il faut maintenant exploiter les avantages obtenus, amener les munitions et le ravitaillement sur les nouvelles lignes, faire appel à d'autres unités; quant

aux réserves de Foch, un simple épouvantail! sans doute elles ne sont pas encore anéanties, mais elles ne sont plus en état d'arrêter la poussée victorieuse des armées allemandes.

Ces explications sont loin de calmer la nervosité générale excitée par l'énormité des pertes. De fausses nouvelles, — bonnes ou mauvaises, — se répandent dans tout l'Empire. Un jour, une panique se répand dans l'Ouest : le Kronprinz bat en retraite, Albert est perdu, les Anglais ont fait 40000 prisonniers. Puis la nomination du général Foch comme généralissime des troupes alliées donne à penser qu'il pourrait bien y avoir quelque chose de changé dans la suite des opérations : erreur! disent les journaux, le généralissime va entrer en conflit avec Pétain, et jamais les Anglais n'accepteront la direction d'un étranger.

Ces craintes et ces objections se perdent, d'ailleurs, au milieu du tintamarre que font les pangermanistes. Ceux-là sont bien décidés à exploiter la victoire, à l'intérieur et à l'extérieur. Ils dressent des listes d'annexions; Thyssen, un des chefs de la métallurgie allemande, réclame Nancy. Le dernier message de Wilson faisant appel à la force exaspère leur fureur. Les partisans d'une « paix de conciliation » sont en pleine déroute. La « Ligue populaire pour la patrie et la liberté, » qui s'est créée pour combattre la ligue de Tirpitz « le Parti de la patrie allemande, » concède elle-même que « la demande d'indemnité là où il est encore possible d'en obtenir, et de garanties qui puissent assurer la sécurité de nos frontières, est toute naturelle. » Les socialistes, selon leur tradition, se rallient, tristement mais énergiquement, à la politique de guerre, et le *Vorwærts* (8 avril) déclare qu'il ne reste plus à l'Allemagne qu'à combattre et à remporter la victoire.

Les pangermanistes ont crié trop fort et les socialistes capitulé trop tôt. Le courant de pessimisme qui s'est formé après l'arrêt de la première offensive, a grossi sourdement. Quand les opérations militaires reprennent sur la Lys, on reste insensible à la nouvelle des premiers succès; les critiques militaires exposent, du reste, à leurs lecteurs que c'est là une simple diversion d'ordre tactique. On ne juge pas utile de déchaîner l'enthousiasme jusqu'à la prise du Kemmel, mais, ce jour-là, grand tapage dans les journaux : les réserves de Foch sont détruites, les armées sont sur les routes de Dunkerque et de

Calais. Or, voici ce qu'on lit, le 27 avril, dans la *Vossische Zeitung* sous la signature de Salzmann :

Il est curieux d'observer que, pendant cette guerre, la tension nerveuse occasionne fréquemment dans le public allemand des sortes d'hallucinations. C'est ainsi que tout le monde à Berlin déclarait ouvertement : « Au Reichstag, on dit que nos pertes sont formidables. — Au Reichstag, on dit que l'offensive dans l'Ouest est enrayée. — Au Reichstag, on dit que l'ennemi est beaucoup plus fort que notre commandement ne l'avait supposé au début. — Au Reichstag, on dit que nous n'avons plus de chevaux et que par conséquent l'offensive ne peut continuer. — Au Reichstag, on dit que le terrain en avant d'Ypres est un immense lac, et qu'il est par suite infranchissable. — Au Reichstag, on dit que tout le terrain entre Amiens et Paris est miné et sautera si nos troupes s'y avancent. »

Voilà où nous en étions. Nous commencions, cela n'est pas douteux, à déraisonner. On se demande pourquoi, et l'on se prend la tête dans les mains sans comprendre. Le ministre de la Guerre a dit au Reichstag : « Il est évident que dans de telles batailles des pertes sont inévitables. Sur un certain point du champ de bataille, elles ont même été très lourdes, certains régiments ont perdu les deux tiers de leurs chefs. » Mais un député que nous connaissons parfaitement a raconté aujourd'hui à ses électeurs : « Le ministre de la Guerre a déclaré publiquement que nos pertes sont si lourdes que l'offensive ne peut être poursuivie... » Les seuls arguments valables, ce sont les faits. La prise du Kemmel n'est-elle pas un fait? Notre offensive est-elle enrayée?... Il me semble que nous n'avons aucune raison de nous décourager et d'envisager l'avenir avec pessimisme. Il est temps qu'un peu de confiance rentre dans nos cœurs. Des hommes pusillanimes sont incapables de « tenir. » Que ceux qui ne sont pas capables de « serrer les dents » essaient au moins de tenir leur langue et de ne pas affaiblir les autres par leurs propos découragés. Ce n'est pas le moment de gémir. Quiconque entre dans la lice avec un simple battement de cœur, a déjà perdu la partie. Les soldats qui se sont emparés de la formidable position du Kemmel, ne sont-ils pas capables d'accomplir des exploits plus grands encore?...

« Qu'on ne se laisse pas impressionner par des histoires de vieilles femmes!... Quiconque est encore capable d'élever sa pensée au-dessus des contingences et de songer à l'avenir de sa patrie, doit se dire : tous les événements qui se produisent à l'heure actuelle ne sont que les maillons d'une grande chaîne; Hindenburg et Ludendorff sont en train de forger chaque anneau qui va s'ajouter à cette chaîne jusqu'au jour où peu à peu elle sera devenue impossible à briser. Alors la grande œuvre sera terminée. Sans doute, ce travail

gigantesque coûte beaucoup de sang, de notre noble et précieux sang allemand. Mais ce sang n'aura pas coulé en vain. Par lui sera créée la base sur laquelle nous bâtirons l'édifice national... »

Voilà les bruits qui courent en Allemagne au lendemain d'un succès comme celui du Kemmel, et voilà les admonestations que la presse est forcée d'adresser au public.

Les affaires de Russie et d'Ukraine occupent alors l'attention. Comme les céréales attendues ne sont pas venues, et que la population ukrainienne témoigne aux Allemands une hostilité toujours croissante, le général Eichorn s'est décidé à un coup d'État, il a renversé la Rada et donné le pouvoir à l'hetman Skoropadzki. Protestation des socialistes allemands, — protestation de pure forme, car, si le gouvernement de l'hetman facilite la sortie des blés, peut-être pourra-t-on éviter la diminution de la ration de pain : le peuple se moque du reste.

Cependant l'offensive est encore une fois arrêtée devant Locre, comme devant Villers-Bretonneux; l'avenir paraît de moins en moins sûr en Ukraine, en Pologne, en Finlande; les raids aériens se multiplient sur les villes du Rhin; la ration de pain est diminuée; le fiasco de la guerre sous-marine devient plus évident; une grande effervescence règne parmi les politiciens berlinois, Erzberger attaque à la fois Hertling et les généraux... Aussi, quand les communiqués annoncent que le Chemin des Dames a été enlevé, que les armées ont traversé l'Aisne, passé la Vesle, atteint la Marne, tous ces succès rapides et éclatants n'excitent-ils qu'une joie modérée. Les rédacteurs militaires des journaux peuvent insister sur la merveilleuse habileté des généraux, la richesse du butin conquis, la légèreté des pertes. La foule reste tiède : elle en a déjà tant lu, de ces relations de victoires, glorieuses et inutiles!

Un journal socialiste viennois, l'*Arbeiter Zeitung* (1er juin), résume admirablement la situation : « Une fois de plus, les troupes allemandes marchent de victoire en victoire, mais l'enthousiasme provoqué par ces succès est infiniment moins vif et moins unanime que naguère; l'espoir de mettre fin aux hostilités par un triomphe militaire s'est si souvent révélé trompeur que même les plus brillants succès ne semblent pas autoriser l'attente d'une paix prochaine; les tristes expériences du passé ont convaincu la nation que jamais ses dirigeants ne

sauront tirer un parti raisonnable des exploits de ses soldats. »

Les dirigeants voudraient que le peuple crût à cette paix prochaine. Au moment même où les troupes allemandes parviennent à Château-Thierry et où les communiqués annoncent 45 000 prisonniers, le Chancelier commence « une offensive de paix. » Cette manœuvre vise d'abord la France que l'on dit tout à fait démoralisée. (Le gouvernement part pour Bordeaux; Clemenceau va tomber; Foch est disgracié, etc...) Mais on se flatte aussi de calmer les impatiences de l'opinion allemande.

La manœuvre échoue, la France tient bon, Clemenceau reste au pouvoir, les Allemands ne peuvent dépasser Château-Thierry.

L'opinion est encore plus troublée qu'auparavant, car elle commence à se douter que l'intervention des États-Unis pourrait lui réserver de fâcheuses surprises. Des Américains viennent d'apparaître sur le champ de bataille, et ce ne sont pas des soldats à peine instruits, bons pour la défense d'un « secteur tranquille, » mais de véritables troupes d'attaque. Les correspondants de guerre s'en tirent d'abord par des plaisanteries : on n'a aperçu, en tout et pour tout, que trois automobiles blindées américaines, on en a détruit deux, on s'est emparé de la troisième, « produit remarquable de la science des ingénieurs américains, » et l'on s'en est servi contre les Français; sur le terrain conquis, on a, il est vrai, rencontré des traces plus nombreuses d'américanisme : des batteries lourdes, des parcs d'automobiles, des ambulances, des « foyers du soldat, » des dépôts de cartes postales : voilà tout le « secours américain. » Quelques jours plus tard, il faut cependant reconnaître que des Américains, « forts peut-être d'une division, » ont attaqué à l'Ouest de Château-Thierry, mais on conte qu'ils ont été battus sans peine, battus à plate couture. Puis paraissent des communiqués américains qui annoncent de « prétendues » victoires, et la nouvelle vient de Washington qu'il y aurait 500 000 hommes en France. A quoi le général Liebert répond dans la *Tægliche Rundschau* du 10 juin : « Ce chiffre est naturellement comme tout ce qui est américain du *bluff* (ils y tiennent), de la réclame, de l'exagération. Il paraît qu'un très nombreux personnel technique aurait déjà été transporté sur le continent. Depuis un certain temps, il est vrai, des régiments américains ont été répartis dans les tranchées françaises, mais

ils ne doivent pas se compter par centaines de mille hommes, car, autrement, depuis longtemps, le monde aurait certainement entendu parler d'eux. Quand la guerre se déroulera en dehors des tranchées et que les opérations se développeront en terrain découvert, l'importance des troupes américaines ne tardera pas à se révéler, aussi bien d'ailleurs que l'insuffisance de leur préparation tactique. Il est remarquable que nous n'ayons jamais entendu parler du torpillage de transports américains par des sous-marins allemands. »

La nouvelle et quatrième offensive entre Montdidier et Noyon n'est point faite pour dissiper les alarmes. A travers les euphémismes et les mensonges des communiqués du Grand Quartier, il est facile de surprendre l'aveu de l'échec.

L'Autriche se fait battre sur la Piave. Les uns la félicitent d'avoir, malgré tout, immobilisé l'armée italienne dans un moment critique de la guerre. Les autres la consolent en évoquant le souvenir de la bataille de la Marne : « Nos alliés ont été victimes d'un destin tragique... Rappelons-nous les journées d'août (?) 1914, alors qu'après avoir remporté sur la Marne des succès considérables et presque gagné la bataille, nos armées ont dû renoncer à la victoire imminente et battre en retraite, sous la pression d'événements malheureux qui n'avaient rien de commun avec les opérations militaires. » (*Vossische Zeitung*, 25 juin.) Mais, dans cette mésaventure de l'Autriche, ce qui émeut surtout ses alliés, c'est que, déjà obligés de la nourrir, ils seront peut-être forcés d'envoyer des troupes à son secours, à l'heure même où la présence de divisions autrichiennes ne serait pas inutile sur le front français. Enfin les nouvelles de Russie ne sont pas rassurantes : l'anarchie grandit, le comte Mirbach est assassiné, les Tchéco-Slovaques développent leurs succès en Sibérie.

A l'intérieur, les conditions de l'existence deviennent de plus en plus difficiles : les rations diminuent; les agents de l'État pénètrent chez les particuliers pour saisir les vêtements, les lampes et jusqu'aux boutons de porte. Les dissentiments politiques sont plus profonds que jamais. La longue lutte entre Kühlmann et les généraux s'est terminée par la chute du ministre. Ils sont nombreux, ceux qui pensent, comme Kühlmann, que les opérations militaires ne peuvent pas terminer la guerre; mais il n'est plus temps de revenir en

arrière : l'Allemagne doit aller jusqu'au bout de son destin. Elle y va lasse, anxieuse, d'autant plus anxieuse que les journaux lui parlent avec moins d'assurance du *bluff* américain, ajoutant, il est vrai, pour la réconforter, que l'intervention des États-Unis ne changera pas la décision finale et ne fera que la retarder. Or, ce qu'elle veut, ce qu'elle réclame d'une voix presque gémissante, c'est une décision immédiate, c'est la paix.

Il faudra se rappeler cet état d'esprit de l'Allemagne, en plein triomphe, pour comprendre quel coup lui portera la désillusion suprême. Le 15 juillet 1918, elle ne doute encore ni de la justice de sa cause, ni de la force de son épée, ni de la solidité de son armure, ni du génie de ses généraux ; mais elle a conscience de son usure physique et morale; elle est excédée de cette guerre qui l'a conduite de victoire en victoire et de déception en déception ; elle est exténuée par les privations. Déjà, en 1917, sans la foi en Hindenburg, sans la conviction que la guerre sous-marine devait réduire l'Angleterre, et surtout sans les défaillances de ses adversaires, elle eût été près de succomber au découragement. Affranchie de la menace russe, elle a écouté encore une fois la voix des chefs militaires qui l'appelaient à la curée; elle s'est résignée à courir les risques d'une dernière bataille. La chance tourne contre elle. Où trouvera-t-elle désormais l'énergie de réagir contre le sentiment de la défaite ?

André Hallays.

(A suivre.)

FRAGMENTS

D'UN JOURNAL INTIME[1]

L'Académie française s'apprête à recevoir le successeur de M. Jules Claretie. Comme préface à l'éloge de l'administrateur de la Comédie-Française et de l'auteur de la *Vie à Paris*, nous sommes heureux de pouvoir donner ici quelques extraits des Notes qu'il prenait au jour le jour et pour lui seul sur tous les événements. Elles permettent de saisir sur le vif les procédés d'observation et la méthode de travail de l'écrivan.

17 octobre 1885.

Six heures du soir. — On a parlé de ma nomination au Conseil des ministres. Goblet a lu les noms des candidats. On n'a pris aucune décision.

M. Hecq, chef de bureau de Turquet que j'ai vu aujourd'hui, me dit que c'est fait en somme. Patientons!

20 octobre.

A deux heures, Henri Regnier recevait l'ordre par téléphone de préparer le décret. Hecq m'écrivait que ce serait fait aujourd'hui.

Les élections du 18 ont été la contre-partie des élections du 4. Le 4, la France avait dit : Je me trouve mal gouvernée! Le 18, elle dit : Je ne veux pas changer de gouvernement.

11 heures. — Kératry m'écrit que ma nomination vient d'être signée. Et Lucien, mon domestique, me dit qu'un monsieur s'est présenté tout à l'heure en disant :

— Je suis le chemisier de M. Perrin!!! Offres de service. C'est fantastique.

29 octobre.

Je vis dans un tourbillon. Je me demande s'il est bien vrai que j'administre la Comédie-Française. Jusqu'à présent l'impression que j'en ressens est bonne. Pour l'*installation* voir les journaux. Depuis, j'ai reçu ou rendu un certain nombre de visites. La question s'est posée entre *Hamlet* et *Chamillac*. Je voudrais jouer Meurice et Feuillet.

20 novembre 1885.

Je suis toujours envahi par les quémandeurs, les mangeurs de temps. Ceux qui ne font rien dévorent le temps de ceux qui travaillent; mais ceux qui ne produisent rien vivent des aumônes de ceux qui produisent. Le parasitisme est la plaie commune.

13 février 1886.

Journées absorbées et qui passent, passent. Vie du journaliste : Une idée par jour. Du directeur : Un ennui par jour.

Lundi 16 août 1886.

Je vais tout à l'heure commencer les répétitions d'*Hamlet*. Au total, il est assez intéressant pour un lettré de vivre durant quelques semaines dans cette atmosphère de littérature et d'art. Je vais supposer que je me donne cette sensation, le plaisir de faire représenter du Shakspeare pour moi. Ce potentat-artiste de roi de Bavière n'eut pas d'autre volupté, et il est des hommes de ce temps, un de ceux qui, quoique fou, parce que fou peut-être, ont réalisé leur rêve. Jeune homme inconnu et pauvre, je ne me doutais pas, lorsque je payais une stalle au théâtre Beaumarchais pour y aller voir Rouvière interprétant *Hamlet* que je ferais jouer le drame par les premiers acteurs du monde. A tout prendre, mes ennuis qui sont réels, ont bien leurs bons côtés.

1er septembre 1886.

Centenaire de Chevreul, hier, 31 août, par une journée torride. Toute la journée répété *Hamlet*. Got demande à Meurice, qui rechigne un peu, de le laisser agir seul. Mounet crie : « Nous allons à un fou ! » Maubant voudrait bien ne pas apparaître au premier tableau. Reichenberg voudrait n'être pas au lever du deuxième tableau, mais avoir son entrée.

Je m'en vais en voiture à l'Hôtel de Ville. Le vieux Chevreul est écroulé dans un fauteuil. Je vois un profil maigre, une bouche béante, des cheveux blancs épars autour d'un bout de crâne : « Ma famille, dit-il, ne voulait pas me laisser venir. » Et chacun de lui arracher un mot comme un lambeau de vie.

Banquet. A la table d'honneur, Laforêt, et dans la foule, Joseph Bertrand, Willette (du *Chat Noir*) et en bas, Guillaume (de l'Institut). Je suis placé devant Bertrand qui, tout à l'heure, à propos de X..., se disputant avec un M. Morris de la télégraphie militaire, criera :

— Qu'est-ce que c'est que ce monsieur? Il paraît que c'est un député? C'est un malotru. Il faut le mettre à la porte!

Toasts. Goblet très bien. Il chante le champagne et Chevreul, qui n'a jamais bu de vin, en boit. Il *siffle* sa flûte jusqu'au bout, le pauvre vieux, parce que le ministre lui a dit : « Buvez à la France! » Fouquier beau, une plaquette en diamant sur le côté, dit un petit papier avec un sourire un peu crispé dans sa barbe blonde. Crispé parce qu'on ne l'écoute pas.

— La bouche de Chevreul se tire, son rictus s'accentue, me dit G. Livet.

Et, en effet, pâle, en carton, abêti, Chevreul écoute. Il s'ossifie.

Grand effet pour Clovis Hugues.

— C'est du champagne, ça mousse! dit J. Bertrand.

— C'est du cidre, tout au plus, dit un monsieur qui est Georges Ville.

Après les toasts, spectacle pénible : Chevreul, oublié derrière la corbeille de fleurs, que tout à l'heure dépassait son crâne. Il jette autour de lui, comme un enfant qui ne sait pas marcher, un regard désespéré, étonné de ce vide, ce pauvre vieillard dont on ne se soucie plus, maintenant qu'il a servi de prétexte à déclamations. Je n'oublierai jamais ce regard navré et cette attitude titubante du vénérable pauvre homme, non plus que son impassibilité abêtie, résignée, sous la grêle de gestes de Clovis Hugues et l'orage de la voix méridionale du tribun l'accablant de ses strophes, d'ailleurs ardentes.

— Ne m'en félicitez pas, me dit Clovis Hugues. Vous ne savez pas de quoi je vous menace, d'une pièce, d'un *Danton!*

— J'en ai déjà un.

— Ah! diable!

M. Goblet, donnant le bras à Chevreul, un moment bien près de s'évanouir, le conduit dans la salle des Gardes. Toute cette partie de l'Hôtel de Ville est bien blanche, bien nue. Crudité de ton. Du neuf. Il n'y a point d'histoire dans ce monument. Tout à l'heure, un candélabre s'était brisé devant Chevreul.

— De l'utilité des bougies! dis-je au général Pittié.

On avait du reste éclairé aux bougies (hommage à Chevreul, au chimiste) la salle du festin.

A noter la cohue des reporters et leurs propos :

— Floquet a envoyé quatre exemplaires de son discours à *la Lanterne*. Je te vais le saler demain dans *le Radical*. Et il me fait des mamours encore!

Lockroy, pris à part par un petit bonhomme boiteux :

— Faites l'amnistie, citoyen, ou vous allez glisser! Je suis le citoyen un tel, du Comité de défense du XIe arrondissement. L'amnistie! ou sans ça, vous glissez!

L'amnistie! Pour qui? Pourquoi?

Regard narquois et étonné de Lockroy.

Et, j'oubliais le général Boulanger. Très beau, mais rien du militaire. La barbe blonde entière, les cheveux bien peignés, les oreilles très décollées, des deux côtés de la tête. Voix claire, bien timbrée. Il rappelle en peu de mots bien frappés et considérablement applaudis que Chevreul, en 1870, a protesté contre le bombardement du Muséum, puis il se rassied, très calme, mais comme quelqu'un qui a produit un *effet* et non comme un homme qui a fait son devoir. Du reste, il a l'air crâne. Je vois que ce matin, Giffard dans le *Figaro* le compare à un commis de nouveautés. C'est trop, et c'est pourtant un peu ça. Je cherche, et je ne sens pas le militaire. C'est un bellâtre. Pourquoi n'était-il pas en uniforme?

Je sors avec G. Livet et Blavet. Vu la retraite aux flambeaux d'une fenêtre de *l'Événement*. Superbes les cuirassiers avec le reflet des torches sur leurs cuirasses. Les pompiers aux casques rougis par les lanternes. Derrière, des masques en casaques rouges, je ne sais quels *trompettes de Paris* (une association musicale) et une foule compacte, noire, hideuse, suivant en sifflant horriblement. Sifflant quoi? La retraite manquée, piteuse, je ne sais; et de temps à autre entonnant *le Chant du Départ*. La fête de Chevreul où chacun parlait de la mort du vieillard,

souhaitait qu'il mourût là, était macabre, mais cette promenade hurlante était sinistre. Vague odeur de cadavre à l'Hôtel de Ville, odeur de Commune sur le boulevard des Italiens.

Je rentre assombri, gonflé de pressentiments noirs.

17 janvier 1887.

Francillon a eu un grand, très grand succès. Et immédiat, dès le premier acte. Dumas en paletot marron, voulant avoir l'air très calme, mais le visage un peu plus rouge que d'ordinaire.

— Si j'allais me coucher? disait-il.

Au deuxième acte, Bartet en robe grise, assise, écoutant la scène entre Reichenberg et Laroche :

— Vous savez que c'est une date pour vous!

— Je le sais bien!

Sur la scène, Meissonier, Berthelot, L. Halévy, E. Augier. Dumas dit à Augier : « Je ne vous ai pas *Effacé!* »

Tout le monde est enchanté. On s'embrasse sur la scène, moi d'abord sur la joue de Dumas...

Ce n'est pas sans travail que tout cela a été obtenu. Samedi soir, après le premier acte de *la Comtesse Sarah*, Dumas avait quitté le Gymnase et était venu s'installer à mon bureau, un grog à côté de lui, refondant et récrivant la scène de Pinguet, qui avait, à la répétition, provoqué quelques rires narquois. Nous n'avons plus fait asseoir Pinguet. Debout, la scène change. On avait le dimanche fait ces raccords dans la salle du Comité, et hier, toute la journée, réglé cette scène spéciale et redit la scène à *froid*. Je n'ai jamais eu de journée aussi émouvante que celle d'hier. Quémandages, marchandages, chantages presque. Mme M..., s'étonnant de ne pouvoir entrer à une première sous la République (lettre stupéfiante). Les journalistes goulus, gloutons.

A noter : ceux qui viennent aux répétitions avec leur maîtresse.

A noter : ceux qui viennent aux premières avec leur femme.

. . . . . .

Le matin, Dumas avait reçu de la jeune princesse X., jolie brune, folle, cette dépêche : « Je me mets sous vos pieds. C'est la seule place qu'on ne vous demandera pas! »

Il est terriblement gâté, adulé, encensé! Mais c'est la maîtrise et la gloire.

— Je ne voudrais être administrateur de la Comédie pendant trois mois que pour me donner le plaisir de flanquer tous ces cocos-là à la porte (disait Dumas en parlant des journalistes).

Les journaux ce matin sont enthousiastes. *Le Rappel* seul est frais dans sa note élogieuse.

20 janvier 1887.

Hier, curieuse journée. Je recevais Bourde (1), lorsque Bodinier m'avertit qu'il veut me dire un mot. C'est Mac Mahon et la maréchale qui veulent des places. Je les fais entrer. Elle, simple et l'air « bon enfant. »

Lui, toujours droit, mais bien vieilli, tout blanc, parlant avec peine, disait : « Monsieur le Directeur, » s'excusant : « J'étais en bas. On m'a reconnu et fait monter. » Un timide. Ganté de brun. L'air d'un solliciteur qui serait grand seigneur. Lui et elle, très simples. Je leur offre ma loge pour samedi.

Le soir, l'*Épopée* au *Chat noir*. C'est très saisissant.

Il y avait là Degas, Gérôme, Garnier, Pozzi. Émouvant, ce spectacle des ombres chinoises; mais nos gloires, nos drapeaux, nos conquêtes, nos batailles, ne seraient-ils plus que des ombres chinoises?

Et il y a une philosophie amère dans cette constatation : la gloire, une ombre chinoise!

14 mars 1887.

Le Barbier de Séville a réussi hier en matinée. La répétition générale avait été assez terne. Devant le public, la lanterne s'est éclairée. La troupe a bien donné. Féraudy a de l'entrain, et Febvre bon comédien a, malgré son âge, tiré son épingle du jeu d'Almaviva.

Ce qui me frappe, c'est que dans *le Barbier*, Beaumarchais a brodé une comédie sur le scenario d'une pantomime. A-t-on vu ou dit cela? Rosine, c'est Colombine; Bartholo, c'est Cassandre; Almaviva, Léandre, Figaro, c'est Arlequin, et Basile, le goulu et hypocrite Pierrot. Cela n'est pas niable.

Le soir, *Hamlet*. J'avais donné la baignoire T a ce nommé

(1) Le secrétaire général de la Comédie-Française.

Fortin qui a tiré ou fait tirer sur les otages à la Roquette (1). Je voulais le voir, et c'était, m'avait dit Ch. Chincholle, le seul moyen de le voir.

J'entre. La baignoire est pleine. Sur la scène, Hamlet en noir, Ophélie en bleu. « Entre dans un couvent! » Dans la loge, des silhouettes noires d'hommes, de femmes. La voix des acteurs arrive là, assourdie.

— M. Fortin?

Un petit gros homme se lève.

— Restez assis, je vous en prie!

J'attends la fin de l'acte. A la lueur de la lampe, je vois un homme à visage gras, riant, rose, une petite moustache, les cheveux drus, hérissés, solide, râblé, dans un vêtement gris. L'aspect de ce qu'on appelle vulgairement un bon garçon. L'air d'un ouvrier gouailleur, à odeur de fauve.

— Comme vous avez l'air jeune! Quel âge aviez-vous donc en 70?

— J'avais vingt-quatre ans!

— Asseyez-vous donc!

Et alors, me voilà, sur la banquette de velours, où plus d'un duo d'amour a dû s'échanger, causant avec cet homme qui a du sang sur le front.

Du reste, il n'a pas l'air de s'en douter. Il parle du passé comme d'un fait de guerre. Il s'est battu rue Sedaine contre *la ligne*. Il a, place de la Roquette, demandé des volontaires pour fusiller les otages, — des volontaires *parce qu'il fallait qu'ils sachent bien ce qu'ils faisaient*. Le premier qui s'est présenté, c'est un pompier, en grande tenue!

— Comment s'appelait-il?

— Je ne sais pas.

— Qu'est-ce qu'il est devenu?

— Je ne sais pas.

Et alors des détails sur Mgr Darboy, Deguerry, Allard, Ducoudray.

— Ils sont bien morts?

— Très bien! (d'un air franc, aimable, plein de *justice!!*) Bonjean a faibli un peu. En route, Darboy me disait : « On devrait encore écrire à Versailles! » Je lui répondais : « C'est

(1) Fortin Émile, condamné à 20 ans de travaux forcés (procès de l'Archevêque de Paris), mort en 1904.

M. Thiers qui est cause qu'on vous fusille. Il n'avait qu'à vous échanger! »

La moralité de ces jours féroces apparaît dans ce que me dit cet homme à propos du capitaine de Beaufort qu'ils voulaient sauver :

— J'ai dit, moi et deux autres : Qu'on le dégrade ! Et s'il résiste, fusillez-le ! — Il a été fusillé place de la Bastille. Nous voulions le sauver; il ne méritait pas la mort, il avait insulté des sentinelles au ministère de la Guerre, mais on voulait nous fusiller nous-mêmes, Delescluze, Genton, Jaclard, moi! — Delescluze, qui avait déjà l'air à moitié mort, parlait debout sur la barricade, et on voulait le fusiller!

— Ce serait curieux de raconter une journée pareille!

— Oh! c'est impossible!

Et dans les quelques paroles de cet inconscient, je revois la journée rouge, le sang. J'entends les obus, les cris, les rugissements de la horde. C'était le mercredi que cela se passait. Il s'est battu jusqu'au dimanche.

Puis, quand il a parlé, d'un air un peu triomphant, de ce passé qui l'a jeté au bagne, puis à l'île d'où l'amnistie l'a tiré, il parle du présent d'un autre ton.

— Je travaille à façon pour les maisons d'ébénisterie. Ce n'est pas facile. Les Allemands, les Flamands surtout nous font concurrence.

— Les Flamands ?

— Oui. Ils travaillent à sept sous l'heure!

— Comment vivent-ils ?

— Ça mange des pommes de terre !

Et il ne s'aperçoit pas qu'il déteste autant le pauvre diable âpre au travail, labourant au rabais, mais labourant, que ceux qu'il a combattus en 71. Ces Flamands qui mangent des pommes de terre, ce sont des fils du peuple aussi !

Je le quitte. Il sourit, salue, me tend la main.

J'ai vu des rois au théâtre. Je viens de voir un roi aussi; un roi d'en bas, un roi d'une heure, — un roi qui s'était fait bourreau.

22 avril 1887.

Grosse *souleur*. — Un commissaire français, celui de Pagny-sur-Moselle, a été arrêté sur le territoire français, dit-on, par

des agents prussiens et, dans tous les cas, transporté à Metz avec des menottes. Cette nouvelle tombe sur nous comme un coup de foudre. Depuis quatre mois, nous vivons sur un tonneau de poudre. Est-ce l'allumette qui va faire tout sauter?

A la réception du ministère des Affaires étrangères, hier, pendant que Bartet et Febvre jouaient les *Brebis de Panurge*, je causais de l'incident avec Ed. Hément et un jeune attaché du ministre, qui a l'air fort intelligent. Ils y voient une provocation, le désir pour l'Allemagne de montrer aux populations alsaciennes et lorraines en fermentation qu'elles n'ont rien à attendre de la France ainsi souffletée. Il y a quelque chose dans l'air, me disait Campbell Clarke, l'Allemagne veut mettre la France en demeure.

Déroulède a donné sa démission de président de la Ligue des Patriotes. Un Français a tenté, à Madrid, d'assassiner Bazaine. Tout cela arrivant à la fois, cause un malaise. On se sent vaguement menacé. Mais les *misérables* sont à Metz, nombreux et tout prêts.

C'est en sortant d'un banquet donné par le *Stanley Club* à la Comédie, que j'ai, au ministère des Affaires étrangères, causé de l'incident de Pagny-sur-Moselle. La réception était belle, mais triste. Voitures en rang, dans la cour. Gardes municipaux à cheval devant le perron. Flourens debout dans la salle de spectacle. Ambassadeurs allant, venant; des Turcs, des nègres, vautrés sur les divans de soie rouge.

L'attaché militaire allemand aurait dit : — Il est impossible qu'il n'y ait pas un malentendu!

Floquet me téléphone à l'instant qu'il n'a pu aller au quai d'Orsay hier. Il m'attendra ce soir.

— Et le commissaire? Est-ce arrangé?

— Oh! non!... *C'est très grave!* (Onze heures du matin.) A ce soir.

25 janvier 1888.

Midi. — Funérailles du commandant Brasseur. Vieux invalides dans la grande église. Sous ces drapeaux déchiquetés, brûlés, autrichiens, mexicains, chinois, entre Moncey, duc de Conegliano, et Oudinot, duc de Reggio, devant le monument doré de Napoléon, le pauvre cercueil, le képi de commandant d'invalides, tout neuf l'uniforme non usé, l'épée du Bourget, les

croix et deux couronnes : *La commune du Bourget à son défenseur;* Mme veuve de Neuville : *Au commandant Brasseur.* Le tableau d'Herkomer : invalides âgés, têtes de notaires rasés ou de vieux reîtres, joues défoncées. Des croix. Les plus jeunes sont des blessés du Tonkin. Défilé. Vieux invalides au coupe-chou bénin. Deux petits tambours, fils ou petits-fils d'invalides. Il y en avait seize; il n'y en a plus que six. Corbillard des pauvres. Les tambours voilés roulent. Devant la grille le gouverneur (les deux bras emportés, remplacés par deux bras de bois gantés de blanc) rappelle les hauts faits du héros, dit qu'il donnera à une salle le nom de Brasseur, et termine : « Commandant! vous avez bien mérité de la patrie! »

Farcy, avec ses insignes de député, demande à dire un mot. Le gouverneur le prie de parler au cimetière Montmartre : « Nous ne serons pas là. Je vous le demande. » Quelques soldats font cortège au pauvre corbillard. Dans la foule où l'on a crié : « Vive la France! » quelqu'un dit :

— Pour un commandant, *ce n'est pas chic!*

Un vieil officier invalide disait :

— Il ne demandait rien. Il trouvait que, si l'on voulait ne pas l'oublier, c'était à d'autres de se souvenir!

Un ancien franc-tireur, décoré, me prie de dire que ce n'est pas un clairon de mobiles (ou de francs-tireurs), mais de grenadiers, qui a sonné : *Cessez le feu!*

— « Cela nous touche beaucoup. »

Sous les arbres défeuillés de l'esplanade, des *pantalons rouges* font l'exercice, tandis que la dépouille du héros s'en va lentement du côté de Montmartre.

Oh! ces post-scriptums de la gloire! J'avais lu, tout à l'heure, sur un des piliers de l'Hôtel, une affiche avec ces mots : *Vente des effets des décédés.* Et la petite croix de bois noir portant : *Ici gît Jean-Eugène Brasseur* était appuyée contre une autre : *Ici gît Derrin, caporal des Invalides.*

Le commandant Brasseur avait soixante-six ans. C'était, me dit le docteur Mary Durand, le plus intelligent des officiers de l'Hôtel.

A noter, les invalides avec leurs buffleteries blanches, leurs jambes de bois ou leurs mouvements ataxiques, faisant la haie des deux côtés du corbillard.

22 août 1888.

On est passablement inquiet. Crispi s'entretient à l'heure qu'il est avec Bismarck en Allemagne. De quoi s'entretient-il? De la France, il serait puéril de se le cacher. Je ne sais pas, mais un vent de guerre me semble se lever. Ce Crispi est l'agent provocateur de l'Allemagne.

Hier *l'Indépendance* imprimait : En Allemagne, administration, armée, tout semble dire : c'est pour demain.

On prétend que ce mot a été dit : *1889 verra la revanche des rois!* C'est possible. Toujours est il qu'il est sinistre, ce jeune empereur, se dressant sur son cheval de guerre, criant la paix et préparant la guerre, prêt à déchaîner le massacre, le feu, les ruines, à jouer contre les individus le jeu du premier criminel venu qui tue et qui pille. Ah! les rêves, les rêves de paix, de fraternité! C'est effrayant comme tout s'écroule, et je suis navré à l'idée de ce qui peut arriver. Quand? — Dans six mois, dans un mois, dans huit jours, demain!

3 mai 1890.

Galliffet, au dîner Bixio, a été bien intéressant. Souvenirs de guerre, histoires d'amour, les belles, les balles, le plaisir, la revanche, il a tout conté, évoqué, et jusqu'à onze heures nous sommes restés là, écoutant, revoyant l'Empire, la Barucci, Marguerite Bellanger, Anna Deslions, la duchesse de Castiglione, belle jadis, si belle, folle aujourd'hui, espionne et courtisane, et le prince de Galles, et Bismarck, et l'armée future :

— « Si notre stupide presse ne parle pas trop, si l'on ne marchande pas trop l'argent à Freycinet, dans trois ans l'*affaire est faite!* »

Il l'a bien dit, ferme, le visage impassible, culotté, la moustache encore noire, barrant sous un nez fin, un nez qui est un bec, un visage imbriqué couronné de courts cheveux blancs, très droits.

Et les renseignements sur le Mont-Saint-Michel, à Toul, un fort éclairé à la lumière électrique; sur une véritable ville souterraine construite à Verdun, sur des canons qui bombardent de 7 à 11 kilomètres; sur les Allemands qui cherchent avec du goudron et du pétrole à faire des nuages factices pour marcher à l'abri (ô Macbeth! ô Shakspeare!).

18 mai 1890.

Donc, j'ai joué un jeune homme. Je lui ai donné les meilleures comédiennes de la troupe, nous avons travaillé de notre mieux, et ceux qui ne font pas la petite bouche font la grosse voix et disent, osent dire : « Mauvaise soirée pour la Comédie-Française ! » C'est décourageant.

Lavedan est jeune, mais étant joué, il devient un vieux. Alors on se retourne contre lui. On a de l'hostilité aimable. Je suis content cependant de lui avoir ouvert les portes. Il est et sera *quelqu'un*.

7 juillet 1890.

Déjeuner hier à Chantilly. Le Duc d'Aumale est toujours aimable, vert ou plutôt rose, et n'était la goutte qui lui tord les mains et le tient aux jambes, il serait en bon état. Toujours la même explication galamment faite de la galerie des batailles. Le profil de Condé vieux, le drapeau pris à Rocroy, les pistolets de combat du prince, le même attendrissement sincère devant les noms des villes prises au bord du Rhin, — puis, après le déjeuner, la visite aux tableaux, aux dessins, aux livres, le merveilleux *Livre d'heures* du Duc de Berry, acheté 16 000 francs à Gênes, les portraits de Triboulet (tête barbue de bourreau; Capeluche plus que Triboulet); de Cinq-Mars dessiné par Louis XIII; les Tanagras, la petite merveille trouvée près de Besançon et vendue à M. de Pourtalès; les Prud'hon, le Napoléon de David (*Le Génie sans merci*, à l'œil d'aigle), le Talleyrand d'Ary Scheffer, couturé, ridé. « Je lui ai fait au lieu des mains, des griffes du diable, » disait Scheffer au Duc. Puis dans la bibliothèque, causerie.

Le Duc de Chartres (son titre était le général Louis-Philippe, prince français) arrivant après Valmy, voyant Servan, lui demandant de n'être pas nommé gouverneur de Strasbourg, Danton passant, lui frappant sur l'épaule : « N'écoutez pas ces imbéciles, et venez me voir demain. Puis le lendemain : — « Vous parlez trop. Laissez la politique à ceux que cela regarde. Vous avez bavardé sur les massacres de septembre. Eh bien ! c'est moi qui les ai faits. Les Parisiens sont des j.-f. Il fallait mettre un ruisseau de sang entre eux et les émigrés. Vous avez un bel avenir. Nous vous envoyons à Strasbourg parce que

nous ne voulons pas vous laisser tomber, à cause de votre père, vivant parmi les Autrichiens. Allez! et ne vous mêlez pas de ce qui ne vous regarde pas! »

A noter le cri (je ne trouve pas un autre mot), le cri, du Duc d'Aumale disant, tout en causant :

— Ma grand'mère n'avait pas émigré! Elle était suspecte, non émigrée! Mes oncles aussi!

C'est un bleu.

Il répète ce renseignement (à vérifier) que ce fut à Versailles pour la première fois, aux fêtes de l'inauguration du Musée qu'on joua Molière avec des costumes Louis XIV, ce qu'on fait toujours depuis.

— Je me rappelle avoir vu jouer Molière en costumes Louis XV et Louis XVI, nous dit le Duc.

Revenus par les bois encore très verts à cause de cet été pluvieux, et traversés de soleil. Le soir mauvais temps froid. Je vais au théâtre. Samary m'attend, probablement pour me demander à ne pas jouer les *Précieuses* affichées pour le 9.

12 juillet 1890.

Déjeuné avec Sardou.

Tout en déjeunant, il conte, il mime, il met en scène son drame de *Thermidor*. Il en a dessiné le premier décor; il a les larmes aux yeux quand il parle de son héroïne. Il dit le temps qu'il fait, la chaleur, la bière qu'on boit, Barrère à la tribune, Robespierre à l'Hôtel de Ville, Bartet écoutant chanter le cantique des Ursulines : il a la biographie de ses personnages, parle de la grande Françoise, blanchisseuse à l'île de Louviers, comme s'il l'avait connue. Il est vivant, pittoresque, entraînant. Le théâtre fait homme.

D'ailleurs inquiet, ne voulant pas que la Comédie aille à la bataille en rechignant, redoutant les timides, ceux qu'il appelle les *Académisants*, comptant que la charrette, la guillotine, etc. feront le succès de terreur de la pièce et me demandant de consulter avant la lecture Got, et Worms.

Sa *Cléopâtre* est finie; on la jouera en octobre.

— Une Cléopâtre sympathique, ce qui n'était pas facile! Sarah jouera cela, ira l'exploiter en Amérique.

Becque lui a écrit pour lui demander de retarder *Thermidor*, afin que la *Parisienne* soit jouée. « Et cela, dit-il, me donnera

des chances pour l'Académie! Vous avez eu tort de reculer l'élection. Augier aura eu le temps d'être oublié ou on aura le temps de s'apercevoir de tous ses défauts. »

C'est le même qui disait :

« Je tiens à faire l'éloge d'Augier. Si je ne succède pas à Augier, j'attendrai. Je succéderai à Dumas et... je ferai l'éloge d'Augier! »

16 juillet 1891.

A deux heures, hier au Père-Lachaise, Vacquerie attendait, sous des cyprès, à l'entrée du cimetière. Il y avait là Grousset, Ranc, Carjat, Jaclard, Al. Humbert, Chincholle, Jourde, etc.

J'avais longé, pour venir, l'avenue de la République, inaugurée le 13. Immense voie qui va de la place du Château-d'Eau aux fortifications, à Romainville. Sur les colonnes d'un arc de triomphe portant :

A Monsieur Carnot,
Le XIe arrondissement,

on a écrit :

Vive l'Anarchie!
A bas la Patrie!

Le cortège monte par une allée ombreuse, superbe, jusqu'à la tombe de Victor Noir. Vacquerie m'a fait signe de venir à ses côtés. Je retrouve dans l'admirable figure sculptée par Dalou, — un homme tué, ganté, son chapeau tombé à côté de lui, — le bon gros Victor Noir dont j'ai vu le cadavre.

Cérémonie qui pouvait être sans incident. J'étais adossé à un tombeau devant une couronne de roses rouges. Des maçons, travaillant à un monument haut comme une église, regardaient d'en haut, prenant pour balcon leurs échafaudages. Grousset, ému, rappelle les luttes de *la Marseillaise;* Fonvielle lit un discours d'une voix solennisée, Carjat récite des vers avec de vagues intonations à la Frédérick-Lemaître. Un bourgeois, solide, noiraud, carré des épaules, armé d'une lourde canne d'ébène, prend la parole au nom de la *Revanche de Bastia* et, avec un accent corse, dit que si les fusillades de la Ricamarie et les coups de revolver de Pierre Bonaparte ont creusé la fosse du second Empire, les fusillades de Fourmies pourraient bien avoir creusé la fosse de la troisième République.

Alors, des cris :

— Taisez-vous !

— On ne pose pas sa candidature sur une tombe !

— Assez !

— Allez dire ça à Boulanger !

— Vive la République !

Une dame à mes côtés, très calme jusque-là, et bien mise, répète :

— A l'eau ! à l'eau ! Qu'on le jette à l'eau !

Louis Noir et son fils veulent chasser ce Susini. Dalou, qui lui parle, reçoit un coup de canne dans son chapeau. On pousse Susini qui s'enfonce dans la foule. Je vois Ranc le prendre à la cravate, des sergents de ville l'entourer. On jette des cris de « Vive la Commune ! »

Dans l'allée paisible, sous les arbres, on se bouscule. Je suis assez navré en faisant cette réflexion : « Et dire qu'il n'y a là que des républicains ! »

Et pendant que je traverse des allées de tombes, j'entends des ouvriers qui disent :

— *Ils* veulent bien la liberté pour eux. Mais pas pour les autres !

Ils, ce sont ceux qui ont fait taire Susini.

Revenu avec Vacquerie et le jeune Lefèvre. Au théâtre *Britannicus*. Il y a dans les rôles de Junie et de Burrhus, sur la cour et les courtisans, des vers qui ne devaient plaire que très médiocrement à Louis XIV.

16 mai 1892.

Hier article de Sarcey sur Sarah Bernhardt. Il déplore qu'elle ne joue pas Athalie et Hermione.

Elle lui a fait croire en déjeunant avec lui chez Campbell Clarke qu'elle grillait du désir de jouer Hermione et Athalie. Or, elle a envie de créer la *Reine Juana*.

Elle est venue me voir, Sarah, l'autre jour. Charmante, cheveux d'or, voix d'or, teint rose, joli sourire, robe attachée par une ceinture Théodora, boa de plumes noires autour du cou.

— Eh bien ? me dit-elle, après les compliments d'usage.

— Eh bien ! ça ne va pas tout seul. Le Comité ne veut pas,

— M. Got pourtant consentait à m'engager à tant par représentation, mais c'est moi qui ne veux pas.

— Je conçois cela. Je serais à la place de l'administrateur

du Théâtre-Français, je ferais de même. Mais voilà! Je veux jouer la *Reine Juana*, le rôle me plaît. Je jouerais aussi de la tragédie parce que cela me tente, et que je ne peux la jouer qu'ici. Et puis, je voudrais savoir comment le public m'accueillerait à la Comédie. Mais cela pour un an. Trois ans, c'est trop.

— Je vous offrirais les conditions de Coquelin qui étaient celles du plus payé des sociétaires pendant les plus belles années.

— Oh! c'est impossible! 40 000 francs, par an! Alors, il me faudrait six mois de congé. 40 000 francs! Je ne peux pas. Et puis une femme au théâtre vaut toujours plus qu'un homme.

— Moi, je voudrais, à l'aide de *la Reine Juana* qui tente Sarah Bernhardt, ramener Sarah Bernhardt à la Comédie; mais je ne peux pas faire que cette rentrée soit un passage. Cela n'a pas réussi avec Coquelin.

— Je regrette bien que nous ne nous entendions pas. Mais, soyez gentil, alors, rendez-moi la pièce de Parodi. Ce pauvre Parodi! Il a 500 000 francs à gagner avec moi!

— Et, si je n'ai pas la pièce de Dumas?

— Je saurai si vous l'avez. J'irai le voir. Je crois qu'il est trop ennuyé pour travailler.

— Pardon. Il ne faut pas qu'une visite de vous ressemble à une mise en demeure et l'empêche de me donner ce que j'attends.

— Oh! non! soyez sans crainte, je saurai lui parler Et si vous n'avez pas Dumas, vous aurez Pailleron. Vous aurez *le Fils de l'Arétin*.

— Enfin, supposez que je n'aie pas la pièce de Dumas. Je saurai cela en septembre. Jusque-là, je suis engagé envers lui. Alors nous pourrions voir.

— Je ne suis pas un en-cas.

— Je ne vous traite pas en en-cas. Un trésor qu'on a mis de côté, n'est pas un en-cas.

— Oui, mais il faut que je sache où je vais. J'ai une troupe que je traîne avec moi!

— Constituée?

— Oui. Il y a la compagnie. Trente personnes. Je vais aller en Scandinavie. Je rentrerai en octobre. J'irai en Europe, peut-être. En Amérique, je ne retournerai que dans trois ans. Je jouerai peut-être l'année prochaine une *Salammbô* que l'on écrit pour moi Mais c'est connu, et puis j'ai à peu près porté

ce costume. Non, pour le moment, je ne pense qu'à *la Reine Juana*.

— Eh bien! attendez le moment où je monterai la pièce. On ne sait pas. Si j'ai Dumas cette année, je jouerai Parodi en 1893-1894.

— Oh! vous savez, un an! C'est long. Aujourd'hui je ne songe qu'à *la Reine Juana*, mais dans un an j'aurai peut-être une autre pièce, de Sardou ou d'un autre, qui me séduira davantage... Vous savez, les femmes!

— Allons!

Et se levant (appuyée contre le chambranle de la porte) :

— Pour éviter les commentaires de ces canailles du journalisme (Je vous demande pardon, mais c'est mon opinion.), nous dirons tout simplement que nous ne nous sommes pas entendus!

— C'est convenu.

Et, en la reconduisant :

— Je regrette... (Elle avait l'air mélancolique aussi.) Mais nous ne sommes pas morts!

Pendant l'entretien, des traits à noter :

— Je sais, qu'ici, ils sont tous inquiets et jaloux de l'adoration que la critique et le public ont pour moi... Je suis partie de la Comédie parce qu'après m'avoir fait trop attendre le sociétariat, on me refusait de jouer Célimène... Je voulais jouer Célimène. C'est trop tard maintenant... Et *On ne badine pas avec l'Amour*, qu'on me refusait aussi, malgré l'avis de Delaunay qui me souhaitait dans Camille...

11 juillet 1892.

Au Ministère, l'autre jour :

Je l'aurai vue, et revue l'antichambre avec son tapis à fleurs, ses meubles de velours grenat, sa tenture à ramages vert et rose (rose passé), sa cheminée de chêne, surmontée d'un buste de la République, qui, surmontée elle-même par un aigle de chêne (toujours) aux ailes déployées, regarde de ses yeux blancs les solliciteurs assis sur le canapé à dossier carré, raide et peu accueillant, — et la porte aux sculptures de chêne, feuilles de chêne où s'enroule un serpent classique comme la vipère d'Esculape dans les feuilles de l'Université, — porte par où l'on passe chez le ministre...

Et, je l'ai contemplée encore, la cheminée aux chenets de

cuivre, avec l'*N* impérial coulé, moulé dans l'entourage de fonte. L'aigle au-dessus, l'*N* au-dessous, la République au milieu.

Et les garçons, qui causent là-bas, en habits vert bouteille à boutons d'argent, se plaignant de la chaleur (ou du froid, selon la saison), — impassibles, regardant tout en lisant des journaux, les solliciteurs se succéder les uns les autres, — comme les ministres.

Je note des bruits de pas, de portes fermées, un roulement de voiture sur le pavé de la cour. Impression ensommeillée et ennuyée.

La vie est ailleurs.

7 novembre 1892.

J'ai passé une journée charmante à Chantilly. Il y avait là un général et un colonel de cuirassiers, en uniforme, Bonnat, Denormandie, Beljame, le professeur, Picot, le bibliophile, etc. Les galeries s'augmentent toujours d'œuvres précieuses, un Filippo Lippi qui formait le devant d'un coffre à bois, les miniatures de Fouquet encadrées dans du velours sombre et pareilles à des orfèvreries avec leurs couleurs vivantes, des bleus, des verts, des séductions pour l'œil.

Le Duc d'Aumale a parlé de sa mère au déjeuner.

— C'était une chrétienne, mais une Spartiate. Quand je suis parti pour l'Algérie, j'avais 18 ans. Je n'oublierai jamais qu'elle me dit : « — Souviens-toi que j'aimerais mieux te voir revenir sur ton bouclier que sans bouclier. » — Un jour souffrant, on m'avait envoyé à Eu avec mon frère Montpensier, sans finir mon année d'études. C'était pendant les fêtes du 29 juillet. Le télégraphe nous apporte des nouvelles de ma mère. Elle nous disait : « Tombez à genoux, mes fils, et remerciez Dieu d'avoir préservé les jours de votre père! » — Fieschi avait commis son attentat. Un jour Ary Scheffer, qui était protestant, revenait de la Chapelle des Tuileries. « Vous allez donc à la messe, quoique huguenot, Scheffer? — Non, me dit-il, je ne vais pas à la messe, mais je vais voir prier votre mère! »

On parle aussi de la guerre.

Un jour Denormandie abordait une question politique, le Duc d'Aumale l'interrompit nettement :

— Souvenez-vous, mon cher ami, que je n'aime à m'entretenir que de deux choses : l'art et l'armée!

Il a rappelé aujourd'hui la mort du colonel Combes se tenant debout, appuyé sur deux officiers et disant :

— C'est un beau fait d'armes. Heureux ceux qui lui survivront!

On vit alors un petit trou à sa poitrine et il tomba mort.

En nous montrant les papiers, correspondance de *Monsieur le Prince* (Condé), — il en a 400 volumes, — et les rapports des agents de Condé en Espagne, annotés par le Prince :

— Ils étaient « piocheurs, » ces gens-là! dit-il.

Dans sa belle bibliothèque, pleine de livres merveilleusement reliés, je lui demande :

— C'est là que vous travaillez, Monseigneur?

— C'est là que je m'amuse. Je travaille en bas, dans un autre cabinet.

Revenus par la forêt toute dorée. Impression délicieuse de nature et d'art.

Bonnat espère que Carolus-Duran sera nommé à l'Institut malgré Gérôme qui ne lui trouve aucun talent, pas plus qu'à Diaz, par exemple.

— Ce sont des *chiqueurs*, dit-il, Diaz ne sait pas *dessiner* un arbre!

17 mars 1894.

Sans doute, je prends tous ces tracas trop à cœur. C'est insignifiant. Mais un tas de choses insignifiantes, cela fait un total de bien des ennuis.

Enfin, après avoir rédigé hier trois lettres, donnant ma démission, l'une au ministre, les deux autres à Hecq et à Roujon, je les ai, ce matin, recopiées de ma plus belle écriture, les deux dernières sur mon papier *liber libro* qui redevient ma devise et tout à l'heure (une heure un quart) je vais les faire porter. Et voilà.

Je suis très calme, je suis même gai, trop gai peut-être devant un inconnu toujours inquiétant. Mais, en dépit d'un petit, tout petit regret, — de quoi? par exemple, je me le demande, — j'ai la sensation de respirer plus librement.

Et maintenant, tâchons de trouver le temps de noter ce qui va suivre, le steeple-chase des candidatures et le post-scriptum de mon administration,

18 mars 1894.

Ce n'a pas été long.

J'ai tenté de m'évader, je n'ai pas réussi.

Mes lettres parties, j'étais heureux comme un affranchi.

Je vais au théâtre où Ferrier et le marquis de Castellane avaient une lecture. Pendant le premier acte, de Ferrier, Monval me passe un papier : Roujon est là, il attend la fin de l'acte.

Je le trouve rouge et consterné.

— A quoi pensez-vous? me dit-il. C'est impossible! Ah! mon cher ami. Vous partez! C'est une bombe!

— Elle ne tuera personne et fera un heureux.

Nous prenons rendez-vous pour six heures et demie au ministère.

J'entre à l'heure dite dans le cabinet de Hecq et bientôt arrivent Spuller et Roujon. Spuller, très pâle, très ému, me prenant les mains, me pressant, faisant appel à mes souvenirs d'amitié, à mon dévouement pour la Comédie.

— Ce n'est pas digne de votre caractère, vous avez l'air de faire Charlemagne après un succès... Que faites-vous faire à la Comédie? Un saut dans l'inconnu! Vous ne pouvez pas faire ça! J'étais au Sénat. Je ne songeais qu'à votre lettre. C'était un coup de massue sur la tête. Vous ne m'aviez jamais fait entrevoir cela! Je sais bien que vous avez l'appétit d'écrire et je vous en estime...

— Monsieur le Ministre, je n'ai pas de fortune, la situation d'administrateur est avantageuse, et pourtant je n'ai qu'un désir: reprendre ma plume!

Évidemment il m'approuve, le littérateur qui est en lui m'approuve. Mais l'ennui que je lui apporte est trop gros. Il insiste. Il me prend par les sentiments. Trente ans de vie côte à côte!

— Je vous le demande pour moi. Vous ne pouvez pas me faire ça.

Et la voix est tendre, pressante...

Je suis un sentimental. Je le lui dis : Et je cède!

Il me saute au cou.

— Vous êtes un brave homme!

Roujon m'embrasse après lui. Tout est dit. Latude est réintégré à la Bastille.

23 septembre 1896.

Dans quelques jours, Nicolas II sera à Paris, et la ville déjà a pris un aspect inaccoutumé. Des drapeaux se montrent. Les portraits du Tsar, de la Tsarine et de leur petite fille, la grande-duchesse Olga s'étalent aux boutiques des librairies et dans les kiosques. Je vais être, les fêtes débutant par un gala à la Comédie, au centre des curiosités. Que de soucis!

24 septembre 1896.

Tout est modifié. Il y aura gala à l'Opéra. Comme on veut caser les 900 membres du Parlement, — 300 sénateurs et 600 députés, — on n'aurait pas eu la place à la Comédie.

Je suis enchanté de n'être pour rien dans la distribution des places. Tout se fera par la Présidence ou le Protocole.

10 octobre 1896.

Je ne sais ce qui m'a attristé, mais de Versailles à Paris, par la nuit et la pluie, — à travers Sèvres, regardant les lampions s'éteindre, les drapeaux, les banderoles et les guirlandes se mouiller, — j'étais très sombre.

Je revoyais le départ, au pied du grand escalier, l'Impératrice donnant sa main à baiser à des dames d'honneur de la colonie russe, l'Empereur en habit noir, avec son beau Cosaque de noir vêtu, la barbe longue, à son côté, tendant la main, puis montant, sous la lumière électrique, dans le carrosse doré, et cette scène d'adieu m'avait impressionné.

15 septembre 1901.

A Compiègne, je trouve le palais un peu plus en ordre qu'à ma dernière visite, mais il a toujours un aspect singulier. Par exemple dans la chapelle, sous une sainte peinte par Delorme, on a étalé les garnitures de toilette, cuvettes, pots à l'eau, etc.

On va procéder à un essai d'allumage.

Des tapissiers effarés traversent les salons :

— Avez-vous vu les salles de la suite russe?

— Vous avez oublié les bougies chez le général!

Nous inspectons les loges; elles sont encore à l'état fruste.

M. Benard, l'architecte, inscrit les noms sur les portes comme un fourrier. — On répète. La danse d'abord : dans la

pénombre, les jolies filles blondes s'agitent. Gailhard avec sa canne bat la mesure.

Quelques Compiégnoises sont là dans la salle. Les officiers du régiment de la ligne en garnison à Compiègne. Cela les amuse. Une répétition, bonne fortune!

Je fais arrêter le travail des électriciens et l'on répète : *Il ne faut jurer de rien.*

— Croyez-vous, me dit Coquelin cadet, que ça ait lieu?

— Quoi?

— Ça. A cause de Mac Kinley.

En effet, à la gare Saint-Lazare, une troisième édition de *l'Éclair* m'avait appris la mort du pauvre président.

Je *minute* la pièce avec Roujon. Quarante-cinq minutes, ça peut aller. Il est question de la Haye dans le rôle de van Buck; je mettrai Rotterdam. La conférence pour la paix à la Haye, cela pourrait faire sourire. C'est aujourd'hui qu'expire le délai laissé aux gens du Cap pour se rendre.

Le chef de la Sûreté est là. Il voudrait bien être au 21. « Dans huit jours, à cette heure, je serai plus content! »

Le 20, il partira de Compiègne avant le train présidentiel, dans le *train-pilote* explorant la voie. — Il se demande si le vieux Polonais dont on a ri, mais qui existe, fera des siennes. Peut-être est-il mort? En 96, devant Notre-Dame, il avait posé un engin pareil à celui qui éclata place de la Concorde le soir du gala des Français et qu'on prit pour un pétard de joie et à celui qui retentit aux oreilles de Félix Faure allant en Russie, près de la gare du Nord. — D'une écriture identique, les engins portaient un papier orné d'un cœur et d'un poignard d'où l'on adjurait le Tsar en faveur de la Pologne, en rappelant Poniatowski. De là le surnom : *le Vieux Polonais.* Et l'homme, en effet, doit être vieux.

23 septembre 1901.

Maintenant que l'Empereur est parti, on se dispute et on se demande à quoi a servi son voyage. Paris est vexé de ne l'avoir pas vu. Il a rentré ses drapeaux avec rapidité. Un marchand de chansons, qui, en 1896, en avait vendu une : *Pour le Tsar*, à des centaines de milliers d'exemplaires et qui en avait commandé aux mêmes auteurs une nouvelle : *Pour revoir le Tsar*, n'en a pas vendu quarante.

5 janvier 1904.

A trois heures, audience de la reine Isabelle qui voulait me remercier de lui avoir donné ma loge. Le portier, archi-décoré, m'attendait. Des laquais aussi, au pied de l'escalier du palais de Castille. Au bas de cet escalier, une jeune femme, blonde, charmante, simplement mise, que je prends pour une institutrice, m'aborde, me remercie, sourit, — et un monsieur passe, lui baise la main. Une dame fait la révérence. La jeune femme me dit :

— La loge est si bonne ! On n'y a pas chaud comme dans la salle. Et cela a fait tant de plaisir à maman !

C'est une infante. Je répare l'étourderie, la familiarité, en baisant sa main gantée, et je monte.

Antichambre d'un goût royal, c'est-à-dire somptueux et lourd, gros meubles de velours clair, — mais de magistrales toiles espagnoles, un petit Christ peint sur bois à plat, encadré, — et signé Murillo. Le comte de P... (j'oublie son nom) me fait un geste. J'aperçois une vieille femme couverte d'une pèlerine blanche qui traverse un salon pour aller dans un salon plus grand. C'est la Reine. Un introducteur très aimable me guide. Isabelle II me fait signe de m'asseoir à sa droite sur un canapé de velours grenat, devant une cheminée fleurdelisée ornée de deux drapeaux, de chaque côté.

Et très aimablement, de sa voix un peu gutturale, à l'accent espagnol très complet, la reine me remercie de la loge, me félicite du *Dédale*, pièce forte, etc., puis la causerie va et vient, très agréable et très curieuse.

— Vous avez vu ma fille ?

— Oui, Madame,

— Laquelle ?

— Blonde. Charmante.

— Elles sont toutes les deux blondes. Celle qui écrit voudrait vous voir.

Une femme, pas très jolie, mais très agréable, vêtue de gris, maigre, entre. C'est l'Infante qui s'occupe d'un livre sur Marie de Neubourg, la reine de *Ruy Blas*. Elle n'a aucun document sur le séjour à Bayonne. Je lui promets les articles de Ducéré (1).

(1) Écrivain bayonnais. Auteur d'un livre intitulé : *Victor Hugo à Bayonne*.

— Entre son mari, un grand Allemand à lunettes, barbu, parlant haut, avec des gestes ! Ah ! la Comédie ! Ah ! Molière ! Ah ! Shakspeare ! Très complimenteur et cordial.

Je regarde la Reine. Le sourire de cette vieille femme grasse, lourde, appuyée comme sur une béquille, sur une canne à bout de caoutchouc, est charmant et l'œil est doux encore, caressant. Enveloppée de laine blanche, enrhumée, le nez bourbonien rougi par le coryza, elle garde du charme. Il est éloquent, ce sourire que Tassaert fixait jadis dans un dessin (que j'ai). Je regarderai le portrait de la Reine jeune.

Je demande, en m'excusant, ce que sont ces drapeaux. L'Infante se lève, les déploie, me dit :

— Ce sont les armes de Castille !

Et la Reine :

— L'un est un drapeau du sacre de mon fils, — l'autre un drapeau venu de Cuba !

Et mélancoliquement elle me parle de sa douleur. Cuba ! Les Philippines ! Comme je lui rappelle que les États-Unis, sous son règne, voulurent les acheter :

— Oui, me dit-elle (et là je retrouve l'Espagnole et la souveraine), mais je répondis : Où trouvera-t-on un Espagnol pour rédiger l'acte de vente et une main espagnole pour le signer ?

Puis, nous parlons de Hugo, d'*Hernani*, de Rostand, de l'Espagne, de *Don Quichotte*, mon livre préféré.

— Ma mère, dit l'Infante, ne l'aime pas beaucoup. Elle lui reproche de ridiculiser les romans de chevalerie qu'elle aime tant !

— Oui, me dit la Reine, Cervantès fait brûler des livres de chevalerie que j'adore !

— Eh ! madame, il est chevaleresque, il est déçu, mais il les brûle comme on brûlerait des lettres d'amour !

Et alors, le sourire vraiment charmant de tout à l'heure illumine, rajeunit cette figure de vieille femme grasse qui, toute grosse qu'elle est, a de la majesté, et dans le regard de la bonté.

Elle se lève, se fait hisser par sa fille pour me dire au revoir debout, quand je prends congé.

— Revenez me voir !

Je lui baise la main, je promets encore d'envoyer à Madrid à l'Infante, qui part, les documents sur Marie de Neubourg, et je

m'en vais, enchanté de cette visite à une personne qui est un personnage historique et qui m'a dit un mot vraiment *notable*.

24 avril 1910.

Un homme robuste, les épaules larges, solides, les cheveux drus, la moustache roussâtre découvrant dans un rire large des dents énormes, — un homme debout, tenant des feuillets de la main gauche et, de la main droite, martelant, enfonçant, le poing fermé, ses phrases dans les oreilles et comme dans la poitrine des auditeurs, un homme à la voix claire, âpre parfois, lançant les phrases comme des commandements militaires, — c'est Roosevelt à la Sorbonne, orateur parlant à la foule et soulevant la foule.

Un homme debout devant des vieillards assis et des photographes attentifs, intimidé en apparence, souriant de ce même sourire large ; peu décoratif dans sa redingote sans élégance, mais sympathique dans sa simplicité, c'est Roosevelt à l'Institut, remerciant ses confrères de l'avoir élu.

— Quand j'ai reçu la nouvelle de mon élection, j'étais dans l'Afrique équatoriale où je chassais le rhinocéros blanc qui existait dans votre pays quand mon pays n'existait pas. Et du Mexique, du Brésil et des États-Unis où la nouvelle était arrivée avant de me parvenir, je recevais des félicitations, et je suis heureux de vivre dans un temps où l'on peut voir ce miracle : la nouvelle arrivant ainsi qu'on fait partie d'un corps illustre, d'une académie, qui est la plus glorieuse du monde, etc., etc.

Il résume son opinion :

— Les nations ne manqueront jamais d'hommes de génie. Ce dont elles ont besoin c'est d'hommes de bon sens, — il fait un geste en hauteur, — agrandis!...

Il dira à la Sorbonne :

— Je tiens à dire ce qui suit en français, car c'est le *trust* de mes sentiments.

Et il déclare :

— Si les droits de l'homme étaient opposés aux droits de la propriété, ce sont les droits de l'homme qui devraient avoir le dessus! (Seulement avec son accent américain il prononce *le dessous!*)

Mais le public comprend et applaudit.

A la Comédie, il a été très cordial et simple. Très visible-

ment heureux d'être acclamé à son apparition dans la loge. Portant dans les couloirs son chapeau devant soi, comme un myrte. Regrettant son feutre. Intéressé par le Voltaire.

— Le chef-d'œuvre de la sculpture moderne!

Par le Rotrou :

— C'est d'Artagnan! C'est Cyrano!

Par Seveste :

— C'est bien cela!

De Cuba il me dit :

— C'étaient des escarmouches, ce n'était pas la guerre. Pourtant j'ai perdu le cinquième de mes hommes, et la moitié de mes officiers!

Les signatures de Colbert et de Louis XIV l'attirent. Il demande si l'on joue quelquefois les *Sept Chefs devant Thèbes*.

Il trouve qu'*Œdipe* est le chef-d'œuvre du théâtre grec.

25 octobre 1910.

Et voici venir la manifestation du théâtre pour mes vingt-cinq ans! Et comme je suis très hésitant, il me semble que je trahis en les voulant quitter ces gens dont la fidélité (apparente chez quelques-uns) me touche; je suis nerveux et mélancolique.

29 samedi, 2 heures.

Très ému, je vais aller tout à l'heure à ce lunch que les sociétaires offrent pour mes vingt-cinq ans.

J'étais moins ému (plus inquiet, mais moins triste) en 1885 quand j'allais au-devant de l'avenir.

C'est qu'à tout prendre les hommages aujourd'hui sont mélancoliques, — quelque chose finit.

28 août 1911.

Samedi, soirée intéressante.

Mounet très gentil. Remerciements, embrassades. Il a un tel idéal et de telles visées, qu'il ne se croit pas *arrivé*. Et je lui dis qu'un concours sur la question de savoir quels sont les *dix grands Français* de ce temps, le place le cinquième.

Lui n'en est pas plus fier : « J'aurais pu faire de belles choses, j'aurais pu être un tragédien! »

Il raconte comment, après avoir sur *Hamlet* étudié tous les commentateurs, tous les critiques, il ne savait à l'approche

de la première comment traduire son personnage, lorsque Mme Mounet lui dit :

— Relis la pièce comme si tu ne la connaissais pas, comme si tu étais un enfant.

— Tu as raison.

Et, prenant la traduction de F.-V. Hugo, Mounet, la tête dans ses mains, lit, comme s'il ne connaissait pas la pièce de Shakspeare.

Le lendemain, il avait pris son parti. Le *to be or not to be* lui importait peu. Hamlet était un être aimant condamné à la vengeance et à la haine, — trahi par ses amis qui se font des signes, par Ophélie qui lui ment (elle sait que son père est dans la galerie). Enfin, Mounet résume : Hamlet est *un fils*. Et voilà tout.

25 mai 1912.

A noter (ce qui est grave) l'inquiétude de Constans, qui connaît la politique générale.

— Ça ne va pas en Europe !

On croit que la guerre est proche. Les soldats allemands, en *revenant de la revue* passée par le Kaiser près de Metz, ont traversé Mohrange en chantant une chanson populaire là-bas, dont le refrain est : *Retournons en France !*

2 octobre 1913.

J'ai eu hier soir une ovation inattendue. On m'a traîné sur la scène. Entre Mounet et Bartet, j'ai vu toute une salle debout, frémissante, disant mon nom et applaudissant. « C'était impressionnant, » dit Mas dans *Comœdia*. Pour moi, c'était émouvant, et pour les miens, c'était émotionnant.

On (le public) m'a payé là, en cinq minutes, vingt-huit années de travail. Et les acteurs croient que c'est un bail nouveau, quand pour moi ce sont de vivantes funérailles. Un adieu. Tout adieu est triste. Et j'ai beau me dire que j'ai raison de faire ce que je fais, je suis triste. J'abandonne à des hasards le peu de gens qui m'ont aimé.

JULES CLARETIE.

ÉLISABETH BREMERTON[1]

TROISIÈME PARTIE[2]

VIII

Ce trait lancé, le Squire en attendit l'effet avec un peu d'inquiétude.

Élisabeth se tenait debout, appuyée à la table. Et le Squire songeait à part lui que cette majestueuse silhouette vêtue de noir était désormais inséparable de cette bibliothèque dont Élisabeth était si vite devenue le génie familier. Elle avait dit : « Qu'il y ait de l'ordre et de la beauté, au lieu de la poussière et de la confusion. » Et l'ordre et la beauté régnaient. Maintenant elle fixait sur lui un regard sévère.

— Expliquez-vous, demanda-t-elle. Pourquoi avez-vous barricadé les grilles?

— Parce que je ne permets pas au Comité de labourer mon parc.

Et s'asseyant à son bureau.

— Inutile, d'ailleurs, de discuter, miss Bremerton. J'ai déjà perdu ma matinée. Si nous reprenions le travail au point où nous l'avons laissé hier?

Il avait cet air aimable qu'il savait si bien prendre quand il voulait. Mais elle, après un silence :

— Monsieur Mannering! Il faut que je vous parle.

— Parlez, miss Bremerton, je suis tout à vous.

— Il a été convenu entre nous, n'est-ce pas? que nous nous

(1) *Copyright by* Mrs Humphry Ward, 1918

(2) Voyez la *Revue* des 1er et 15 novembre.

préviendrions un mois d'avance, au cas où l'un ou l'autre voudrait rompre le contrat. Veuillez donc prendre note aujourd'hui que je désire reprendre ma liberté.

D'un brusque sursaut, le Squire se trouva debout, et la voix changée par l'émotion :

— Vous voulez me quitter, miss Bremerton? Puis-je au moins vous demander vos raisons?

— Je vous les dirai, monsieur Mannering, en toute simplicité. Et d'abord, je serais désolée si vous pouviez vous méprendre au sens de mes paroles. Avec quelle joie j'avais saisi l'idée de ces études classiques poursuivies auprès de vous! Aussi bien, j'aime à le reconnaître, je suis émerveillée de tout ce que vous m'avez appris en si peu de temps. Je suis fière d'avoir été votre secrétaire et votre élève. Vous avez poussé la bonté jusqu'à m'introduire dans votre intimité. Vous m'avez initiée à des questions qui sortent tout à fait de mon rôle de secrétaire...

Elle fit une pause, puis elle reprit avec gravité :

— Tout cela est vrai, monsieur Mannering; seulement l'atmosphère que vous faites régner dans cette maison m'étouffe! Je suis avec le pays, moi! Et vous n'avez pas l'air de songer au pays! Nous sommes en guerre! L'Allemagne tient *mon* pays, *votre* pays à la gorge! D'ici quelques mois, nous serons sauvés ou perdus, nous, et la terre qui nous a vus naître, et tout ce que nous possédons, et tout ce que nous sommes!

Les mots se pressaient sur ses lèvres tremblantes, une flamme brillait dans ses yeux ;

— Or, dans cette maison, en votre présence, on ne parle jamais de la guerre, ni des hommes qui meurent sur terre et sur mer, qui meurent, afin que vous et moi demeurions paisiblement ici, afin que vous puissiez tout à votre aise m'entretenir de poésie grecque, et mettre des bâtons dans les roues de ceux qui essaient d'assurer notre nourriture, de nous défendre et de vaincre l'Allemagne!... On ne fait rien ici pour les blessés! Rien pour les hôpitaux! Rien pour la Croix-Rouge! Et quand on vous demande seulement de permettre qu'on fasse rendre davantage à votre terre, afin que les assassins et les pirates ne puissent nous réduire à une soumission honteuse en nous affamant, vous barricadez vos grilles! Vous, dans votre situation, vous donnez l'exemple aux embusqués et aux lâches!

Voilà le spectacle que ne puis supporter davantage. Il faut que je parte! Ma conscience me défend de rester.

En vérité, elle était belle à voir, dans son attitude involontairement tragique, sœur moderne et si vivante de la grande Victoire qui se dressait derrière elle.

Le Squire essaya de prendre la chose en plaisanterie.

— Tout cela, dit-il en ricanant, parce que j'ai barricadé mes grilles!

Élisabeth ne répondit pas. Les mains fiévreuses, elle mit en ordre quelques papiers épars sur la table et sortit de la bibliothèque.

Le Squire se sentait profondément humilié. Il était vraiment intolérable que sa volonté fût contrecarrée par celle d'une femme qui n'avait ici aucun droit et avec qui, lui, un homme, ne pouvait entrer en lutte. Mais voilà bien les femmes! Les suffragettes auront beau dire, les femmes ignoreront toujours la véritable égalité. Que Dieu aide l'Angleterre, si jamais les femmes obtiennent le droit de vote! Les Grecs le savaient bien. C'est dans Euripide qu'Hécube, projetant l'assassinat du roi de Thrace, dit à Agamemnon : « Rapportez-vous-en à moi et à mes femmes troyennes! » Et à la phrase méprisante d'Agamemnon : « Comment les femmes pourraient-elles avoir raison des hommes? » elle fait cette réponse sinistre : « En foule, nous sommes terribles! » Après quoi, aidée de ses femmes, elle se jette sur le roi de Thrace, lui crève les yeux, et déchire les membres de ses enfants... Une femme, il suffisait d'*une* femme pour bouleverser la vie d'un homme tranquille! Cette pression morale était inique! « Vos convictions ou votre vie! » C'est le langage d'un voleur de grand chemin. Arracher les claies, et laisser entrer Chicksands et ses émissaires sans protester? Ou se séparer d'Élisabeth Bremerton et se trouver de nouveau réduit au chaos et à l'impuissance d'autrefois? Cruelle alternative! Quant à la guerre? C'était bien d'une femme de supposer qu'aucun pays ait jamais été unanime dans sa volonté de faire la guerre. Regardez la guerre de Crimée, la guerre des Boërs, et même les guerres napoléoniennes! Pourquoi Fox était-il un patriote et lui un traître? Que répondrait-elle à cela?

Le Squire en était là de ses réflexions quand on frappa à la porte : Mrs Gaddesden et Mrs Strang entrèrent suivies de

Paméla. Tout de suite il devina l'assaut qu'on venait lui livrer. Ce fut Alice qui parla le première :

— Père nous avions toujours espéré jusqu'ici que tu n'en viendrais pas aux actes. Et voici que Forest nous apprend la fermeture des grilles. L'effet est déplorable : tout le village s'arme, les paysans déclarent que, si tu renvoies la charrue du Comité, toutes les grilles du monde ne les arrêteront pas.

— Tu ne peux t'exposer à une pareille aventure, opina de son côté Margaret : permets-moi d'envoyer Forest dire aux jardiniers d'ouvrir les grilles.

Le Squire haussa les épaules... Pourquoi tant d'embarras? Il savait bien qu'il n'empêcherait pas les membres du Comité d'entrer. Il ne s'agissait que d'une démonstration, qui lui fournirait l'occasion d'aller en justice! Il avait des principes, lui, si les autres n'en avaient pas! Pour les défendre, il était prêt à aller en prison!...

Et, ce disant, il croisa les bras dans une attitude héroïcomique.

Ce fut au tour de Paméla d'intervenir :

— Mon pauvre père, tu te crois un héros, et tu te feras simplement moquer de toi. C'est cela qui désole Desmond. On ne t'enverra pas en prison, mais un vieux juge, solennel et gourmé, te donnera une bonne semonce en pleine cour de justice, et tu ne pourras pas lui répondre. Puis on t'infligera une amende, et nous serons encore un peu plus boycottés qu'auparavant! Voilà tout ce qui arrivera!

— Boycottés? Et pourquoi donc? Je ne crains personne, affirma le Squire avec hauteur.

— Comme si un seul homme pouvait s'opposer à toute une nation! jeta Mrs Strang.

Furieux, et à bout d'arguments, le Squire les mit toutes trois à la porte. Les mesures qu'il avait prises étaient bien prises, et cela ne les regardait pas. Puis il sortit dans le parc, pour aller passer sa revue Il faisait un triste crépuscule d'octobre, et le vent glacé qui soufflait hâtait la chute des feuilles. On n'apercevait âme qui vive. A un moment, le Squire crut entendre un bruit de canonnade lointaine, deux aéroplanes passèrent rapidement au-dessus de lui, voguant vers l'Ouest. Partout la guerre, et son obsession deux fois maudite!

Pour la première fois, le Squire sentit se produire une

brèche dans les convictions que trois années de guerre n'avaient pas réussi à entamer. Il avait mis la littérature, l'art et les joies du dilettantisme entre lui et l'incommensurable misère humaine qui l'entourait de toutes parts. Cette maudite guerre était venue jeter le trouble dans son existence, interrompre ses voyages, arrêter ses fouilles, déranger les relations d'amitié qu'il entretenait avec certains savants étrangers. Alors, c'était bien simple, il avait décidé de l'ignorer. Et puis, on s'était avisé de toucher à sa liberté individuelle, à son droit de propriété : il s'était révolté. Ses instincts indépendants de vieil aristocrate s'étaient réveillés en lui. Et voici que la réalité de la guerre s'imposait à lui. Il allait être contraint de la ressentir, de l'admettre dans sa vie. Elle apparaissait à son esprit peuplé d'images antiques comme une sombre visiteuse qui se dressait voilée sur le seuil de sa demeure et contre laquelle il se débattait vainement.

Le Squire regagna la bibliothèque. Un feu de bois était allumé dans la vaste cheminée et sa flamme éclairait toute la pièce. Le Squire éprouvait toujours un nouveau plaisir à se retrouver dans ce cadre qui était pour lui celui de tant d'heures embellies par l'étude. Là, il trouvait un asile. Ses livres lui parlaient, et aussi les formes parfaites des bronzes et des terres cuites, avec tout ce qu'elles suggéraient de poésie élevée et d'art pur, contemporain de la jeunesse du monde. Comme il comprenait l'humeur jalouse, exclusive de l'artiste ! Cette disposition d'esprit était la sienne, bien qu'il ne fût pas lui-même un artiste, au sens propre, du terme ; et c'était là, en grande partie, l'explication de son attitude. Politique, réformes sociales, morale même et religion, qu'est-ce que tout cela pour une âme uniquement éprise d'*Art?* On a soutenu bien des fois cette thèse que l'artiste véritable n'a pas de patrie. Il suit la Beauté là où elle plante sa tente, « voisin d'une heure. » Malheur aux intérêts qui viennent contrarier cet intérêt ! L'artiste les met tout simplement à la porte, et s'enferme ensuite à double tour.

Le Squire s'assit à son bureau, en proie à la plus vive irritation contre une certaine femme aux exigences intolérables. La vue de sa place restée vide devant la table qu'elle occupait de coutume, à l'autre extrémité de la pièce, lui porta sur les nerfs. Il essaya de concentrer son attention sur les notes prises la

veille. Il eut bientôt besoin de se reporter à une citation de Philoctète. « Lemnos île sacrée!... » où diable se trouvait ce passage? Ah! si miss Bremerton avait été là, il n'aurait eu qu'à lui jeter la question pour recevoir la réponse! Car elle avait une mémoire surprenante. Il dut se lever pour aller chercher le passage en question. A plusieurs reprises, ce manège énervant se répéta. Au bout d'une heure, il n'avait à peu près rien fait.

On lui apporta le courrier du soir. Il contenait plusieurs lettres qui étaient des réponses à des lettres d'affaires écrites en son nom par Élisabeth. Dorénavant, elle refuserait sans doute de s'occuper de ces questions. Pendant les quelques semaines qu'elle demeurerait encore à Mannering, elle se tiendrait strictement aux termes de leur contrat et s'occuperait uniquement de recherches grecques... Il continua de décacheter son courrier... Il n'y avait pas à le nier, c'était une femme très intelligente, remarquablement intelligente. Grâce à elle, certaines affaires qui, depuis des années, lui paraissaient des montagnes s'étaient tout à coup réduites en taupinières. Maintenant, il se sentait plus que jamais incapable de les résoudre. Il n'eût tenu qu'à elle de mettre tout en ordre et faire de lui ce qu'elle eût voulu! Mais non! Elle s'était mis en tête de lui dicter sa conduite publique sur une affaire d'ordre public! Et il fallait que tout se pliât à cette volonté intransigeante! Quel orgueil, et chez une femme!

Lorsqu'il fut l'heure du thé, le Squire sonna Forest et le chargea de prévenir miss Bremerton qu'il serait heureux de la voir.

— Miss Bremerton est sortie, Monsieur.

Sortie! Elle agissait déjà en personne qui a reconquis sa liberté! Sa colère ne connut plus de bornes quand il apprit de Paméla qu'en effet miss Bremerton était sortie, qu'elle dînait à la cure et que le pasteur et Mrs Pennington devaient la reconduire.

Il était accablé. Les heures qui précédèrent le dîner se traînèrent interminables. Le repas fut silencieux. De retour dans la bibliothèque, il lui fut impossible de travailler. Bien sûr, songeait-il, il aurait pu trouver une autre secrétaire : à notre époque, les femmes instruites et douées du sens des affaires ne sont pas rares. Mais ce ne serait pas miss Bremerton avec son érudition, son goût, et cet amour des belles choses qu'elle par-

tageait avec lui. Il croyait la voir rougir de plaisir tandis qu'ils étudiaient ensemble un chœur grec, et il se la représenta maniant un bronze avec délicatesse, ou cherchant le meilleur éclairage pour une figurine de Tanagra.

N'allait-il pas se trouver des gens pour s'imaginer qu'il était amoureux de sa secrétaire? Les imbéciles! A cette pensée, il eut un rire méprisant. De l'amour? Allons donc! Mais de l'amitié, pourquoi pas? Depuis vingt années qu'il vivait seul, il avait cru trouver une amie... Eh! bien, c'était un rêve; le rêve s'était évanoui : mieux valait le savoir et se faire une raison.

Dix heures sonnaient. Il se dirigea vers la fenêtre et regarda dehors. Le brouillard cachait la lune et les étoiles. Au moins, ces Pennington auraient-ils l'idée de donner une lanterne à miss Bremerton? Il faisait si sombre sous les arbres!

Dans le lointain, une lumière clignota... Le Squire referma vivement la fenêtre et se remit à faire les cent pas. Bientôt il crut entendre la porte d'entrée se refermer... Après tout, pourquoi n'irait-il pas au salon dire bonsoir à ses filles? Ce serait tout naturel. Et, par la même occasion, il saurait comment s'était effectué le retour de miss Bremerton.

— Qu'y avait-il là d'extraordinaire?

Le Squire trouva dans le hall ses trois filles occupées à allumer leurs bougies et se donner le bonsoir suivant le même rite qu'accomplissaient depuis près de cent cinquante ans les dames de Mannering. D'un air détaché, il s'enquit si miss Bremerton était rentrée. A la raideur de Mrs Strang, au silence de ses autres filles, il comprit qu'il n'était pas dans leurs bonnes grâces. Il les quitta sans insister et regagna la bibliothèque. Quelques instants plus tard, de sa chambre à l'étage supérieur, Paméla entendit tinter la sonnette de la bibliothèque; elle perçut ensuite les pas de Forest traversant le hall; enfin ce furent les échos d'une conversation animée entre le Squire et son maître d'hôtel.

Le lendemain matin, dès l'aube, Élisabeth fut éveillée par un remue-ménage insolite, bruit de voix étouffées, glissement de pas feutrés dans la maison d'abord, puis dans le jardin. Elle tira son rideau : dans la brume matinale, les arbres se détachaient sur l'herbe en pâles vêtements d'améthyste et d'or voilé. Mais qui donc lui semblait-il reconnaître là-bas? A peine en croyait-elle ses yeux. Pourtant le doute n'était pas possible.

Ces deux silhouettes étaient bien celles du Squire et de Forest. Que pouvaient-ils comploter à une heure pareille? Est-ce qu'ils allaient inspecter les barricades? Pourtant Forest avait juré ses grands dieux qu'il n'aiderait pas le Squire dans sa coupable équipée.

Tout cela était étrange. Et un flot de pensées l'assaillait au souvenir de la résolution qu'elle avait prise la veille et qui allait lui coûter le sacrifice de sa sécurité. Qu'allait-elle devenir, maintenant? De nouveau, le monde s'ouvrait devant elle vide, glacé et solitaire comme cette matinée d'automne.

IX

Après le petit déjeuner, — auquel le Squire n'avait pas paru et que Forest n'avait pas servi, — Paméla, curieuse d'aller aux nouvelles, traversa le parc où le brouillard pendait encore aux arbres, tandis qu'on voyait, par instants, la tête d'un cerf émerger des fougères humides et bientôt s'évanouir dans la brume. Paméla connaissait chaque pouce de terrain, chaque arbre de la propriété. Comme elle approchait de la grille de Chetworth, elle perçut le bruit d'un moteur familier maintenant à tout le pays. C'était la charrue. Peu à peu, elle l'apercevait à travers le brouillard : un homme conduisait, un autre suivait; derrière elle, un sillon se creusait à la place où tout à l'heure encore envahi par la mauvaise herbe.

Parvenue à la grille, Paméla s'arrêta bouche bée. Où étaient donc les savantes défenses et les barricades compliquées dont on avait tant parlé? La grande grille se balançait mollement sur ses gonds, et, à côté, deux hommes fumaient placidement leur pipe, en compagnie du policeman du village. Il n'y avait pas trace de fils de fer barbelés. Ayant aperçu le vieux Perley, Paméla le questionna.

— Ma foi! miss, je n'en sais pas plus que vous là-dessus. Je passais par là vers sept heures du matin. Le brouillard était si épais qu'on ne voyait pas à un mètre devant soi. Arrivé aux grilles, je m'attendais à les voir fermées. Pas du tout! Ouvertes comme vous les voyez maintenant. Tout d'abord, j'ai cru que ma vue me jouait un mauvais tour. J'ai ouvert l'œil et le bon. Il n'y avait pas d'erreur. Les grilles étaient ouvertes.

A cet instant, Paméla aperçut Élisabeth Bremerton venue

sans doute pour recueillir sur place les détails pittoresques qu'elle avait promis d'envoyer à certain officier d'artillerie. Ce fut au tour d'Élisabeth de s'étonner. Pas plus que Paméla elle ne comprenait ce qui avait pu se passer, et le souvenir de la présence inusitée du Squire, sorti à l'aube dans le parc, ne faisait que compliquer pour elle le problème. A tout prendre, et puisque le hasard lui avait fait rencontrer Paméla, elle en profita pour lui annoncer qu'elle quitterait prochainement Mannering ; elle le fit en des termes tels, lui demandant le secret pour quelques jours encore, qu'elles se séparèrent meilleures amies qu'elles ne l'avaient jamais été.

Lorsque Élisabeth poussa la porte de la bibliothèque, son cœur battait très fort. Il y avait dans la personne agitée et inquiète du Squire on ne sait quelle séduction bizarre qui faisait qu'on ne s'ennuyait jamais avec lui. Il était à présumer qu'il serait, ce matin, de fort méchante humeur. Quelqu'un ou quelque chose avait renversé tous ses plans. Son parc était aux mains des envahisseurs. La charrue publique retournait sa terre sans vergogne. Sa secrétaire venait de lui donner congé, et le nouveau catalogue, qui lui tenait tant à cœur, allait lui retomber sur les bras ! Il y avait de quoi le mettre hors de lui. Comme Élisabeth entrait sur la pointe des pieds, bien décidée à se montrer aussi conciliante que possible, le Squire se leva et la salua avec une froideur marquée.

— J'avais espéré, miss Bremerton, que nous travaillerions hier aprés-midi. Mais il paraît que vous aviez formé d'autres projets. Je n'insiste pas. Seulement voilà beaucoup de temps perdu : il faut maintenant le rattraper.

Docilement, Élisabeth s'assit à son bureau et s'apprêta à écrire. Le matin, le Squire dictait généralement des descriptions de vases et de bronzes de la collection Mannering, agrémentées de quelques références, texte et traduction. C'était un gros travail de vérifier ces citations, et le Squire n'était jamais plus irritable que lorsqu'il s'apercevait combien une bonne traduction est une chose difficile et rare.

— Veuillez écrire, dit-il. N° 190. Vase grec, provenant d'une tombe mise à jour dans les fouilles de Mitylène en 1902. Beau travail du ve siècle avant J.-C. Sujet : le métier de Pénélope. Pénélope est assise devant son métier. Près d'elle, on voit les silhouettes d'un jeune homme et de deux femmes, sans doute

Télémaque et deux suivantes. Trois silhouettes masculines, à l'arrière-plan, représentent probablement les prétendants. Grandeur : 23 pouces de hauteur sur 11 de diamètre. En parfait état, à l'exception d'une des poignées qui a été restaurée... Vous me suivez?

— Parfaitement, monsieur Mannering. Vous pouvez continuer.

— Ce vase rappelle le passage bien connu de l'*Odyssée*, XXI, 103,sq. Antinoüs, l'un des prétendants, s'adresse à Télémaque, et lui dit : « Nous la voyions tout le jour travailler à son métier; mais, la nuit, elle défaisait les points à la lumière des torches. Ainsi, elle se moqua de nous pendant trois années, sans que nous ayons pu découvrir la ruse. Enfin, au début de la quatrième année, une de ses suivantes nous instruisit de son manège. Et nous la surprîmes en train de défaire son travail, de sorte qu'elle dut le terminer, bon gré, mal gré... Je vous le dis, jamais nous n'avons ouï parler d'une femme pareille. »

— Et pourtant, s'écria tout à coup le Squire, celle-là ne défaisait que son propre ouvrage! Elle n'obligeait pas un homme à défaire le sien!

Élisabeth leva la tête, surprise.

— Est-ce qu'il faut écrire cela aussi, monsieur Mannering?

Le Squire rejeta brusquement l'édition de l'*Odyssée* qu'il avait atteinte. Ses cheveux blancs qui se hérissaient, ses longues jambes qu'il croisait et décroisait, trahissaient une violente agitation. Il éclata.

— Ne faites pas semblant d'ignorer le rôle que vous avez joué dans toute cette affaire, miss Bremerton! Il nous a fallu, à Forest et à moi, trois bonnes heures pour défaire la plus belle barricade que j'aie vue de ma vie! J'en suis encore tout courbaturé. Les libertés britanniques ont été jetées aux chiens, γυναικὸς ἕνεκα, — par la faute d'une femme. Et vous êtes là, assise, comme s'il ne s'était rien passé!

A cette sortie inattendue, Élisabeth était demeurée interdite, la plume à la main, fixant le Squire de ce regard clair et franc où se peignait toute son âme.

— Le diable m'emporte si je comprends un traître mot à votre langage. Que voulez-vous donc dire, monsieur Mannering?

— Je m'explique. Je vous ai confié hier ce que je comptais faire afin de me rendre compte des dangers que court la liberté

individuelle en Angleterre. C'était mon droit strict. J'étais d'ailleurs prêt à subir les conséquences de mes actes. J'avais tout prévu. Alors vous êtes intervenue, et m'avez obligé à renoncer à tout mon plan!

— Moi? Je vous ai obligé à quelque chose?

— Vous-même! Lorsque je vous ai dit mes intentions, vous m'avez menacé de renoncer à un travail que, vous le savez, je ne puis continuer sans vous.

— Et M. Levasseur?

— Ni M. Levasseur, ni personne autre, répliqua le Squire. Vous partie, mon travail est à l'eau... Voilà ce que c'est que d'avoir affaire à une femme supérieure et de s'en remettre de tout à elle, comme je m'en suis remis à vous!

Rien n'était plus ridicule et plus injuste que ces absurdes récriminations. Pourtant Élisabeth se contint.

— Vous attribuez beaucoup trop de valeur à l'aide modeste que j'ai pu vous prêter! dit-elle. C'est vous qui m'avez appris à travailler. Toute autre secrétaire vous rendra les mêmes services.

— Alors, dit le Squire avec solennité, vous persévérez dans votre intention de me quitter... après ce que j'ai fait?

— Et qu'est-ce donc que vous avez fait? demanda Élisabeth très intriguée.

— Je me suis rendu la risée du pays, j'ai jeté tous mes principes par-dessus bord, pour vous contenter. (Il y avait dans la parole du Squire un accent de désolation qui émut la jeune fille.) Oui je me suis humilié, traîné dans la poussière pour satisfaire vos chimères sentimentales; et vous demeurez là insensible, glacée! Pas un mot de reconnaissance! Où ai-je eu la tête, bon Dieu?

Une lueur soudaine traversa l'esprit d'Élisabeth.

— Serait-ce vous, par hasard, qui auriez défait les barricades?

— Moi-même. Et je vous prie de croire que ça n'a pas été sans peine.

— C'est bien ce que vous avez fait là, monsieur Mannering. Je suis contente, très contente.

— C'est cela! Vous triomphez. Et maintenant que vous m'avez réduit à cette extrémité, et que vous m'avez discrédité publiquement, aurez-vous encore le courage de me priver de votre collaboration? Miss Bremerton, maintenez-vous votre démission?

— Je ne demande pas mieux que de rester auprès de vous, monsieur Mannering; mais encore faudrait-il que nous puissions nous entendre sur certains points.

— Posez vos conditions.

— Je n'ai pas de conditions à poser! Seulement, si je dois vous aider à gérer votre domaine, je voudrais pouvoir obéir au gouvernement et faire le plus possible pour la guerre.

— Et d'une! dit le Squire séchement. Poursuivez.

— Il faudrait aussi permettre à Paméla de s'engager dans le V. A. D. si elle en a envie.

— Je vous en laisse la responsabilité...

— Et puis j'aimerais à ne pas être forcée de dissimuler mes sentiments touchant la guerre... Alors, si vous le désirez, monsieur Mannering, je resterai, et je vous aiderai de tout mon pouvoir... C'est très noble à vous, ajouta-t-elle d'une voix qui tremblait un peu, de renoncer à vos partis pris. Je suis sûre que vous n'aurez pas à le regretter.

— J'en suis beaucoup moins sûr que vous; mais n'y revenons pas : c'est chose faite. Et maintenant mettons-nous bien d'accord. Vous vous chargez de toute la correspondance relative à la propriété. Vous aurez besoin d'un secrétaire; je vous en trouverai un. Vous prendrez un nouveau régisseur. Aussi bien, agissez comme vous l'entendrez. Je vous donne carte blanche.

— Permettez-moi de vous rappeler qu'au collège je n'ai pas appris le métier d'intendant, mais seulement le grec! fit observer Élisabeth.

— N'importe! Si, comme elles le prétendent, les femmes peuvent construire des dreadnoughts, elles peuvent bien gérer des propriétés!

Tout en parlant, il la regardait avec attention. Et vraiment elle valait d'être regardée, charmante dans sa simple robe de serge, au col et aux manchettes de linon blanc, les mains posées sur le bureau, prête au travail. Il avait l'impression de s'être, avec mille difficultés, rendu maître d'une de ces captives de choix que les pirates grecs enlevaient dans les cités conquises, pour les revendre, à prix, d'or aux épouses de leurs chefs. Jusqu'ici, il n'avait pas vu en elle la femme, mais simplement un utile et délicat instrument, qu'il avait eu la chance surprenante de découvrir. Mais aujourd'hui, il se mêlait à ses

sentiments quelque chose de plus chaud et de plus intime. Si elle consentait à rester, il ferait tout le possible pour lui rendre la vie agréable. Ce fut avec une véritable joie qu'il entendit la jeune fille lui donner son consentement ; et les quelques mots qu'elle dit d'une voix douce et nette lui allèrent au cœur.

A quelques jours de là, Desmond recevait de Paméla cette lettre dont il recommença à plusieurs fois la lecture :

« Mon cher Dezzy,

« Il se passe des choses bien bizarres dans cette bizarre maison. Hier, Broomie a déclaré à père qu'elle partait : aujourd'hui, elle reste. Hier, père a barricadé les grilles du parc, très surexcité et bien résolu à n'écouter personne : au milieu de la nuit, il est allé avec Forest défaire la barricade ! Voilà Broomie non plus seulement secrétaire, mais régisseur ! Je dois convenir qu'elle a très bien agi à mon égard. Elle a obtenu de père qu'il consente à me laisser aller à l'hôpital tous les après-midi. J'en suis bien contente.

« Maintenant, pourquoi père a-t-il cédé ? Évidemment, c'est parce qu'*elle* l'a menacé de s'en aller, et qu'il ne pouvait se faire à l'idée de la laisser partir. Alice et Margaret sont, toutes deux, convaincues que père est résolu à l'épouser. Mais Alice prétend que miss Bremerton n'a pas d'autre but depuis qu'elle est arrivée ; Margaret soutient, au contraire, qu'elle ne consentira jamais à devenir la femme de père.

« Quant à moi, mon vieux Dezzy, je ne sais que penser. Je m'en vais ouvrir les yeux, et je te ferai mon rapport. Il est clair que je n'aime pas du tout Broomie : au fond, je regrette qu'elle ne parte pas. Et pourtant... Elle a un frère aux armées, sous les ordres du général Maude, je crois. Cela devrait me la rendre sympathique. Mais pourquoi ne nous en a-t-elle rien dit, laissant au Recteur le soin de nous l'apprendre ?

« Crois-tu vraiment que tu seras en France, en janvier ?

« Ta sœur affectionnée,

« PAM. »

X

Il faisait une claire journée de janvier. Le déjeuner venait de se terminer, à Mannering, et les convives s'étaient dispersés,

attirés au dehors par un radieux soleil, qui succédait à plusieurs sombres journées de vent et d'orage. Mrs Gaddesden resta seule assise près du feu, dans le hall. Il soufflait un vent froid que la frileuse Alice n'osait affronter.

C'est à Élisabeth que Mrs Gaddesden songeait, assise dans le hall. De sa place, elle apercevait une allée où se promenaient miss Bremerton et le nouveau régisseur. Un peu plus loin, un autre groupe s'enfonçait parmi les arbres du parc : c'était Paméla, accompagnée d'Arthur Chicksands et de Beryl.

C'était la première fois qu'un membre de la famille Chicksands avait été invité à Mannering depuis l'affaire de l'automne dernier. Le Squire n'avait pu encore se résoudre à tendre la main à Sir Henry. Mais, avec la complicité d'Élisabeth Bremerton, Beryl d'un côté et Paméla de l'autre avaient peu à peu réussi à amorcer un rapprochement.

Ayant appris par Beryl qu'Arthur était en permission à Chetworth pour quelques jours, Paméla avait émis l'opinion, en présence de son père, qu'il fallait les inviter tous deux à déjeuner. Le Squire avait fait semblant de ne pas entendre, mais il n'avait soulevé aucune objection. Lorsque Beryl et son frère arrivèrent, il les reçut comme si rien ne s'était passé. Ses façons étaient toujours brusques et rébarbatives, sauf à l'égard des quelques personnes qui trouvaient grâce à ses yeux et qui étaient les hellénistes, les archéologues et les experts. Arthur Chicksands anima le déjeuner par ses récits de guerre, et le silence boudeur ou sarcastique du Squire passa presque inaperçu.

Il n'était plus question de déshériter Aubrey. Lorsque ce dernier était venu en permission de vingt-quatre heures à Noël, miss Bremerton lui avait dit qu'à sa connaissance du moins, le codicille n'était toujours pas signé. De son côté, Mrs Gaddesden assurait que le Squire ferait, en fin de compte, ce que conseillerait Élisabeth. Quelle situation étonnante cette dernière avait conquise depuis, qu'à l'occasion de la fermeture des grilles, elle avait résigné ses fonctions, pour revenir le lendemain en dictateur !

Oui, en dictateur ! Mrs Gaddesden estimait que le mot n'était pas trop fort. Au début de novembre, avant son départ et celui de Margaret Strang, le Squire leur avait annoncé que miss Bremerton était devenue son « chargé d'affaires, » tout en restant

sa secrétaire pour ses recherches archéologiques. Et maintenant, le sens de cette déclaration apparaissait clairement. L'ancien régisseur, M. Hull, avait été congédié. Le bruit courait qu'en vérifiant les comptes, miss Bremerton n'avait trouvé aucune raison de témoigner à M. Hull une indulgence excessive. Elle s'était révélée un expert comptable de premier ordre : les affaires d'argent concernant la propriété étaient étudiées comme elles ne l'avaient jamais été auparavant. Pour la première fois, la rente de Mrs Gaddesden, — le Squire s'était toujours obstinément refusé à donner un capital à ses filles, — fut payée à la date exacte. Élisabeth réglait tous les comptes de la maison ; elle connaissait mieux que le Squire lui-même la balance de son compte en banque et ses affaires d'argent en général. Vraiment, elle avait de merveilleuses aptitudes pratiques : d'ailleurs, elle n'en faisait ni étalage, ni mystère.

Comment suffisait-elle à tout ce travail ? Elle passait ses matinées dans la bibliothèque, absorbée dans la rédaction du catalogue, écrivant sous la dictée du Squire, transcrivant ou traduisant du grec, esclave docile et obéissante. Puis, l'après-midi, elle parcourait toute la propriété à bicyclette, et, la nuit tombée, et tard encore dans la soirée, elle s'occupait de la correspondance, ne prenant comme repos qu'une heure après dîner.

La porte s'ouvrit. Élisabeth et le nouveau régisseur traversèrent le hall et gagnèrent une sorte de bureau qu'Élisabeth s'était aménagé à l'extrémité du hall. Ce nouveau régisseur, le capitaine Bell, était un territorial réformé qui avait perdu un bras à la guerre. Il venait entretenir Élisabeth d'une coupe de bois de chênes et de bouleaux. Tirant une liasse de documents de sa poche, il lui lut les offres de divers marchands en gros. On avait apporté des lumières. Était-ce la joie de réussir dans l'œuvre entreprise, de voir s'ouvrir devant elle des horizons nouveaux et se réaliser l'une de ses ambitions? Ce qui est sûr, c'est qu'il y avait en elle un épanouissement de tout l'être, qui ajoutait encore à sa très réelle séduction. Pendant la courte visite qu'Élisabeth avait faite aux siens à Noël, sa mère avait essayé de deviner les raisons d'un changement qu'elle sentait plutôt qu'elle ne l'analysait. Et l'intuition maternelle ne s'y était pas trompée. Ce n'était pas l'amour qui transformait Élisabeth, — son pauvre amour déçu l'avait bien guérie de toute

sentimentalité! Non. Mais elle était maintenant éprise d'*efficiency :* une grande tâche lui avait été confiée, elle voulait la faire aboutir. Quant au Squire, qui lui avait confié cette tâche, Mrs. Bremerton n'arrivait pas à se le représenter exactement, tant les détails que lui donnait Élisabeth à son sujet étaient déconcertants.

— L'affaire est intéressante, conclut Élisabeth, lorsque le capitaine Bell eut ramassé ses papiers. Reste à savoir ce qu'en pensera Mr. Mannering. Il a horreur d'abattre un seul arbre, et ceci entraînerait un déboisement important.

— Je le sais. Voilà un demi-siècle que le Squire n'a pas pris soin de ses bois : voyez le résultat! J'espère que vous réussirez à le convertir, miss Bremerton. Du reste, je crois qu'il n'aura pas le choix !

— Vous voulez dire que les bois seront réquisitionnés?... J'y songerai donc. Je verrai le Squire ce soir même : je lui remettrai le dossier.

Le régisseur prit congé. Élisabeth toucha une sonnette électrique : une jeune dactylographe, qui lui servait de secrétaire, apparut sur le seuil. Élisabeth lui dicta rapidement quelques lettres jusqu'au moment où le gong sonna pour annoncer le thé.

Plusieurs personnes étaient déjà réunies dans le hall lorsque Élisabeth fit son entrée. C'était là qu'on se tenait de coutume. Avant la venue d'Élisabeth, le hall était une pièce obscure et inconfortable; avec l'aide de Paméla, elle avait réussi à le transformer complètement. Dans l'intérieur de sa maison, comme dans son parc, le Squire ignorait ce qu'il possédait. Dans toutes les vieilles demeures qui se transmettent d'âge en âge, il y a des accumulations de meubles qu'une génération dédaigne et qu'une autre remet à la mode. Quelques fouilles entreprises dans les greniers et dans des placards inexplorés avaient donné des résultats surprenants. Des chaises et des causeuses Chippendale furent descendues des chambres de domestiques; deux belles vitrines hollandaises furent découvertes dans un fouillis indescriptible, ainsi qu'un grand écran japonais, datant de la fin du XVIIIe siècle et plusieurs rideaux de toile brodés, vers la même époque, de dessins orientaux, par les dames de Mannering. Le hall était maintenant un endroit charmant, parfumé, en cette soirée de janvier, par les narcisses

qu'Élisabeth avait réussi à y faire pousser. Paméla avait toujours eu honte de son *home*, si négligé en comparaison des perfections de Chetworth; elle avait tenu à montrer à Béryl et à Arthur Chicksands ce qu'on avait su faire pour rajeunir la vieille demeure, et cela « sans dépenser un sou. » Toute sa personne respirait un air de plaisir juvénile qui, au dire du jeune officier, lui seyait à ravir.

En entrant, Élisabeth trouva Paméla en train de lire un télégramme : Desmond arrivait le soir même pour une permission de quarante-huit heures. Forest était allé porter la nouvelle au Squire. Arthur Chicksands était là.

Depuis quelque temps, Arthur s'interrogeait lui-même pour savoir quel genre de sentiments lui inspirait Paméla. Il lui était difficile de ne pas se rendre compte que la jeune fille éprouvait au moins un commencement d'intérêt pour lui. Alors était-il loyal vis-à-vis d'elle qu'ils continuassent à correspondre, et qu'à chaque invitation, il vînt à Mannering où il s'avouait qu'il venait avec plaisir? Le moment était-il propice à l'amour? Les forces allemandes, libérées par la défection russe, s'amassaient sur le front occidental pour l'assaut suprême. Grâce à un important travail de contre-espionnage qui le mettait en rapports étroits avec le haut commandement, il savait mieux que personne tout ce que l'Angleterre allait avoir à affronter, et quel féroce combat à mort allait s'engager sur un vaste front. Avait-on le droit de s'aimer et de s'épouser, alors qu'un tel orage, une telle pluie de sang s'amoncelaient dans le ciel?

C'est pourquoi il se réjouit de l'arrivée d'Élisabeth, qui lui permit de s'éloigner de Paméla.

— Eh bien! miss Bremerton, qu'est-ce que le Squire va faire de ses bois? Il a des frênes superbes. Et vous savez que le Gouvernement en a absolument besoin!

Il lui parlait sur un ton de camaraderie. Tout ce que Sir Henry lui avait dit de cette personne si courageuse et si active emplissait d'admiration son âme de soldat. C'était ainsi que les femmes devaient se conduire dans cette guerre! Elles devaient être des collaboratrices pour les hommes! Assis à ses côtés, il entama avec elle une conversation qui animait l'ardeur de leur commun patriotisme.

Cependant Paméla sentait renaître en elle cette jalousie qui, depuis l'automne dernier, la mordait au cœur. Pourquoi

cette Élisabeth accaparait-elle les hommages et l'attention?...

Arthur Chicksands se rendait fort bien compte de ce qu'éprouvait Paméla. Éclairée par la lueur du foyer, dans toute la première fraîcheur de sa jeunesse, elle était bien séduisante. Mais quoi? Dans quelques semaines peut-être, il serait en France, en pleine bataille finale. Pouvait-on s'engager à une créature aussi belle, en un pareil moment, et partir ensuite, avec son image dans le cœur alors que le pays avait besoin de toute notre liberté d'esprit et de tout notre sang-froid?

A cet instant, et comme Mrs Gaddesden continuait à discourir d'une petite voix plaintive sur les restrictions, le bruit d'une auto se fit entendre sous les fenêtres :

— Desmond! s'écria Paméla, avec un soupir de soulagement. Et elle courut au-devant de son frère.

Élisabeth trouva le Squire qui l'attendait. Elle vit tout de suite qu'il était dans une de ses crises d'exaspération.

— Qu'est-ce que j'apprends? C'est maintenant à mes arbres qu'en veut le Gouvernement! Il ne les aura pas. Je les brûlerais plutôt.

Élisabeth s'arrêta consternée. Tout habituée qu'elle fût aux brusqueries de ce caractère irritable qu'elle seule osait affronter, cette algarade la prenait au dépourvu.

— Cette maudite guerre! continuait le Squire. Elle fait de nous tous des esclaves ou des imbéciles. Il est grand temps qu'elle finisse!

Et, arpentant la pièce à grandes enjambées, il se lança dans une de ces harangues où s'exhalait son pessimisme coutumier. Qui donc débarrasserait le pays d'un Gouvernement qui ne savait ni faire la paix, ni faire la guerre? Incapable de rien prévoir, il rendait la vie insupportable par ses absurdes restrictions, ce qui ne l'empêchait nullement de gaspiller des millions. Les partisans du *Labour Party* étaient les seuls qui eussent un grain de bon sens. Au moins, ils essayaient de faire la paix! Seulement, lorsqu'ils l'auraient signée, ce serait encore plus dangereux d'être gouverné par eux que par Lloyd George! La vie n'était plus possible pour les citoyens paisibles. Quant à la destruction des forêts qui se poursuivait dans toute l'Angleterre...

— Le bilan de la guerre sous-marine est plus élevé cette semaine, interrompit vivement Élisabeth.

Elle s'était assise à son bureau, attendant que l'orage fût calmé. Elle éprouvait un nouveau sentiment d'irritation contre les obstacles que la bizarrerie du Squire accumulait sans cesse sur sa route. Si encore il avait été pacifiste par conviction philosophique! Mais non : elle l'avait vu rudoyer plusieurs personnes qui professaient ces fâcheuses théories. Il n'était opposé à la guerre qu'en raison des limitations et des incommodités qui en résultaient pour sa vie de chaque jour.

— Je sais fort bien, reprit le Squire, ce que vous et ce jeune Chicksands, vous pensez de gens comme moi, qui voyons les choses telles qu'elles *sont*, et non pas telles que vous et vos partisans de la guerre *désirez* qu'elles soient! Venons au fait. Quels sont ceux de mes bois que convoite le Gouvernement, et que m'en offre-t-on?

Élisabeth étala les papiers sous ses yeux.

— Bon! Le bois de la Croix, un des plus beaux bois d'Angleterre. J y ai passé bien des journées dans ma jeunesse, à dessiner des arbres. Ils ne sont pas difficiles!... Et quel est l'insolent qui se permet de critiquer ma gestion? demanda-t-il en désignant certaines notes crayonnées en marge. « Mauvaise administration... Négligence... Une bonne organisation forestière eût été ceci, eût produit cela! » Ma parole! On n'est plus maître chez soi. Voilà qui est intolérable, absolument in-to-lé-ra-ble! En se soumettant à une pareille tyrannie, les Anglais infligent une honte nouvelle à leur pays.

— Mais le pays a besoin d'aéroplanes et de camions! riposta Élisabeth. Où trouverons-nous le bois nécessaire? On manque de bateaux pour les transporter! .. Et le prix qu'on vous offre s'élève à une jolie somme!

Et elle désignait du doigt l'endroit du contrat où figurait le chiffre d'achat proposé.

L'effet produit fut tout le contraire de ce qu'avait escompté Élisabeth. Le Squire, les sourcils froncés, donna sur la table un violent coup de poing qui dispersa les papiers.

— C'est plus insensé que tout le reste! s'écria-t-il. Je connais peut-être la valeur de mes bois? Ils ne valent pas un tiers de ce qu'on m'en offre.

— Ce sont les prix du Gouvernement! observa Élisabeth malicieusement.

— Alors, on vole le pays! répliqua le Squire avec convic-

tion. Je déteste la guerre, mais je ne suis pas un profiteur!

Élisabeth sentait la patience lui échapper. Si le Squire se refusait à conclure ce marché, une partie de ses rêves d'avenir, — ces rêves qu'avait conçus sa passion d'organisatrice, — s'évanouissaient. Elle avait déjà fait réaliser au Squire de sérieuses économies. Mais la vente de ces bois produirait assez d'argent pour transformer le domaine. Fallait-il y renoncer? Elle demanda :

— Que dois-je répondre?

— Pourquoi tant de hâte? dit le Squire avec humeur.

— Parce que le capitaine Dell m'assure que les inspecteurs du Gouvernement sont dans le pays. Ils se présenteront sans doute bientôt ici.

— Et si je refuse, cela m'attirera sans doute de votre part une répétition de l'histoire des grilles?

Puis changeant subitement de ton :

— Miss Bremerton, ne cherchez pas de nouveau à me quitter! implora-t-il.

— Est-ce que je le puis mantenant, monsieur Mannering?

— Non, vous ne le pouvez pas. Vous avez trop fait pour moi. Vous avez travaillé avec acharnement, en y mettant tout votre cœur. Eh bien! tenez. Mettons cet affreux contrat de côté. Peut-être serai-je de meilleure composition dans quelques jours. Nous irons visiter les bois, disons vendredi, voulez-vous? Je ne le nie pas, cet argent est bien tentant! Grâce à vous, je ne suis plus le pauvre que j'étais jadis. Il paraît que j'ai de l'argent en banque! C'est invraisemblable. Et il y aura bientôt une vente intéressante chez Christie. Que diriez-vous, si j'échangeais des bouleaux et des chênes qui n'ont que deux ou trois siècles contre des joyaux grecs de deux ou trois mille ans?

Et dans une brusque saute d'humeur, avec une grâce qu'elle ne lui connaissait pas encore, il s'approcha d'Élisabeth la main tendue.

A ce moment, la porte de la bibliothèque s'ouvrit. Desmond aperçut à l'autre extrémité de la pièce le Squire et Élisabeth debout, l'un près de l'autre, la main dans la main. Il se recula instinctivement de quelques pas; et puis referma bruyamment la porte pour signaler sa présence.

— Toi! Desmond, fit le Squire, qui laissa retomber la main d'Élisabeth. Pour une fois, ton train n'a pas de retard!... C'est

dit, miss Bremerton, veuillez répondre à ces gens que j'accepte leurs propositions. Je ne vous retiens pas plus longtemps.

...Cette nuit-là, un démon apparut à Élisabeth et lui offrit un marché à la manière de Faust. D'un côté, une noble ambition à réaliser. De l'autre, un « déséquilibré d'un certain âge. » Elle y rêva longuement.

XI

— Je crois qu'il faut s'attendre à un raid cette nuit, dit Desmond à Paméla. Il fait si clair! Baisse un peu la lampe.

Elle obéit. Jetant sa cigarette, Desmond se dirigea vers une des fenêtres dont il tira les stores.

— Écoute, dit-il, en levant la main.

Paméla s'approcha de lui et, à travers le silence, ils perçurent le bruit du canon qui n'avait pas retenti en terre anglaise depuis l'époque de la guerre civile.

— Regarde!

Au-dessus de Londres, à une quarantaine de milles, les doigts lumineux des projecteurs fouillaient le ciel.

— Peut-être en ce moment ces démons sont-ils occupés, là-bas, à tuer des femmes et des enfants! gronda le jeune homme entre ses dents.

Paméla frémit, et, appuyant sa joue contre l'épaule de son frère :

— Est-ce cette année, Desmond? que nous aurons la victoire demanda-t-elle, comme ils s'attardaient à regarder le parc où la lune, à son premier quartier, montait dans une brume bleuissante. Pas une branche ne remuait aux grands arbres défeuillés. Seul le hululement d'un hibou scandait de sa plainte le vaste silence.

— La victoire, cette année? N'y compte pas, Pam. Ces lâcheurs de Russes nous ont retardés de plusieurs mois.

— Mais les Américains compenseront cette défection.

Desmond fit un signe d'acquiescement. Et, dans les esprits de ces deux jeunes Anglais, surgit la vision d'une procession infinie de navires voguant sur un océan illimité, et apportant des hommes, et encore des hommes, des canons, des aéroplanes, des montagnes d'obus, — apportant le Nouveau Monde au secours de l'Ancien.

Desmond se tourna vers sa sœur.

— Dans une semaine, Pam, je serai en ligne. Veux-tu me prêter un instant d'attention? Supposons que je n'en revienne pas?...

— Oh! Desmond!

— Pour l'amour du Ciel, ne fais pas l'enfant, ma chérie. C'est une éventualité qu'il faut envisager, et ce n'est pas cela qui me fera mourir. Eh bien, pour le cas où je ne reviendrais pas, j'aimerais savoir quels sont tes projets d'avenir.

— Desmond, cher Desmond! si tu ne revenais pas, que m'importe ce que je deviendrais! s'écria la jeune fille avec passion.

Elle se tenait près de la fenêtre pâle d'émotion; et la clarté de la lune rendait plus pâle encore son visage et plus blonds ses cheveux.

Desmond l'observa avec inquiétude. Depuis quelque temps, il se sentait, vis-à-vis de sa sœur jumelle, une responsabilité particulière. Qui s'occuperait d'elle, sinon lui? Son père, il ne fallait pas en parler; Aubrey avait d'autres préoccupations. Elle serait bien seule.

— Dis-moi encore : comment t'entends-tu avec Broomie?

— Mal. Je ne l'aime pas! Je ne l'aimerai jamais!

— Tant pis, parce que je crois bien qu'il y a un accord entre elle et père.

Et il raconta la scène qu'il avait surprise dans la bibliothèque.

— N'oublions pas, ajouta-t-il, qu'elle a refusé de signer le codicille et qu'elle rend à père les plus grands services. Il ne faut pas être injuste.

— Je ne suis pas injuste! s'écria Paméla. Mais ne vois-tu pas son goût de domination? Elle accapare pour elle seule l'attention de tous. Quand elle est là, il n'y en a que pour elle.

Et une flamme sombre passa dans ses yeux. Elle se tut. Elle ne pouvait expliquer, non pas même à Desmond, qu'elle était perpétuellement obsédée par une double image : Arthur entretenant Élisabeth avec animation, cet après-midi même dans le hall; et, à Holme Hill, Arthur étendu aux pieds d'Élisabeth et badinant avec elle. Et une autre image plus poignante encore se formait dans son esprit : celle d'un avenir où Élisabeth serait toujours présente, vraie maîtresse de la maison, femme

charmante et intelligente, auprès de laquelle les filles du Squire compteraient pour bien peu de chose.

Desmond respecta quelques instants le silence où Paméla s'enfermait. Puis il hasarda :

— Ma petite Pam, tu devrais te marier...

Paméla éprouva une commotion soudaine. Elle posa la tête sur l'épaule de son frère.

— Je ne me marierai jamais, *old boy !*

— Jamais! Voilà un mot qu'il ne faut pas dire. Voyons, Pam, ne m'en veuille pas, si je me mêle de ce qui ne me regarde pas, mais il m'a semblé parfois qu'Arthur Chiksands ne t'était pas indifférent...

Paméla se mit à rire.

— Mais comme je lui suis, moi, tout à fait indifférente, il ne faut pas t'imaginer des choses...

— Il a toujours eu de l'affection pour toi...

— Il aimait à me taquiner, quand j'étais enfant, voilà tout. Mais maintenant, je ne suis plus assez bien pour lui.

— Que veux-tu dire?

— Pas assez brillante, mon cher! Quand il se mariera, ce ne sera pas avec une pauvre petite personne comme moi. As-tu remarqué comme il s'entend avec Broomie? Voilà le type de femme qu'il lui faut.

Desmond tressaillit. Ces derniers mots lui furent une révélation : ils lui firent comprendre toute sorte de choses dont il ne s'était pas douté. Alors, non seulement miss Bremerton intriguait pour se faire épouser par son père, mais elle se jetait au travers du bonheur de Paméla! Une colère grondait en lui. Allait-il laisser cette intruse séduire son père et désespérer Paméla? Et se parlant à lui-même :

— Il faut empêcher cela, dit-il à demi-voix.

— Empêcher quoi, mon pauvre Desmond? Ni toi, ni moi, nous n'y pouvons rien.

— Si encore elle devait rendre père heureux!

— Oh! Elle sera irréprochable, mais elle le dominera entièrement! Elle en fera se chose!

Alors, tout en se rendant compte qu'elle obéissait à une impulsion mauvaise, mais incapable de n'y pas céder, Paméla se lança dans une diatribe passionnée contre Élisabeth. Elle mit Desmond au courant de mille petits incidents, de mille détails

qu'elle déformait dans sa douleur jalouse. Desmond l'écouta, un peu incrédule d'abord, puis gagné peu à peu aux préventions de sa sœur, et enfin bien décidé à ne pas laisser le champ libre à Élisabeth.

Rentrée dans sa chambre, Paméla se jeta sur son lit, et, le visage enfoui dans ses oreillers, elle pleura abondamment. Combien elle souffrait; d'abord parce que Desmond partait, peut-être pour ne plus revenir, et ensuite parce que sa conscience lui reprochait d'avoir gâté la dernière soirée de son frère par des plaintes injustifiées. Mais le moyen de guérir cette plaie brûlante qui lui rongeait le cœur ? Où était le temps que la poésie, les rêves généreux, l'amitié, la religion, emplissaient son âme? Aujourd'hui, plus rien n'avait d'importance à ses yeux, que le regard et la voix d'un homme devenu tout pour elle.

La journée du lendemain, la dernière que Desmond eût à passer à Mannering, fut triste et embarrassée pour tout le monde. Élisabeth sentait autour d'elle une atmosphère d'hostilité. Ayant offert à Desmond de l'aider dans ses préparatifs de départ, elle se heurta à un refus qui la surprit et la chagrina. L'attitude de Paméla ne fut pas plus encourageante ; si bien que, se sentant de trop, elle rentra à la bibliothèque, où elle se mit à travailler au catalogue avec le Squire.

Un feu de bois pétillait dans l'âtre, éclairant de ses lueurs la Nikê, aux larges ailes déployées. Élisabeth se sentit enveloppée par une atmosphère de sécurité et de sympathie qui contrastait avec les dispositions que lui avaient témoignées les jumeaux. Quelle était la raison de leur attitude? Qu'avait-elle fait pour mériter d'être ainsi traitée? Elle se rappelait les longues semaines pendant lesquelles elle s'était efforcée de plaire à Paméla et de la conquérir, et l'intérêt qu'elle avait toujours témoigné à Desmond, ne perdant jamais une occasion de lui être agréable! Et voilà comment ils la récompensaient! Ici, au contraire, dans cette bibliothèque, elle était la bienvenue, elle se sentait utile. Elle pouvait distraire et calmer une âme dont elle devinait toute l'amertume. Jamais en effet l'humeur du Squire n'avait été aussi taciturne. Il ne raillait plus ni le Gouvernement, ni la guerre, ni même ce « pédant de Chicksands, » ni les *Dubbly-jocks*, comme il se plaisait à appeler les membres du Conseil départemental de guerre. Sa pensée maintenant semblait être ailleurs.

Élisabeth ouvrit devant lui un volume d'Aristophane, où se trouvait la comédie de *la Paix*. Le Squire commença à lire d'une voix hésitante, perdit la page, et faillit rejeter le livre. Mais elle vint à son aide, soulignant une phrase, en corrigeant délicatement une autre, jusqu'à ce qu'enfin il fût ressaisi par sa passion dominante. Il fut bientôt lancé, savourant toutes les boutades, tous les traits d'actualité de la pièce, où les grévistes et les pacifistes, les professeurs, les soldats, les ouvriers des munitions d'il y a deux mille ans discourent et se querellent exactement comme ceux d'aujourd'hui. Bientôt on entendit résonner le rire bruyant du Squire, auquel répondait le rire plus discret d'Élisabeth. De temps à autre, ils discutaient à propos d'un mot, d'une interprétation. Élisabeth défendait son opinion juste assez pour laisser au Squire le plaisir de la réfuter. Et ils se laissaient aller avec un plaisir croissant à ce sentiment de camaraderie et de compréhension mutuelle que, dès le premier jour, son étrange « patron » avait inspiré à Élisabeth, au cours de leurs communs travaux.

Le travail achevé, quand Élisabeth rangea livre et papiers et prit congé du Squire, tous deux eurent l'impression pénible d'une séparation, le regret d'une intimité interrompue...

Resté seul, le Squire se trouva en proie à des sentiments tout nouveaux pour lui. Il n'avait guère coutume de s'analyser. Il vivait sur des impressions venues du dehors, tour à tour attiré, repoussé, amusé, intéressé, ennuyé ou courroucé, suivant la succession des événements. Collectionner de belles choses était sa passion. Très fier de son goût naturel, qui était, en effet, délicat et sûr, il n'avait que du dédain pour l'esthétique, pour la philosophie de l'art. Son esprit mobile, inquiet, répudiait à tout effort de concentration ; il était le jouet de ce que les bouddhistes ont appelé *Maïa*, la mouvante Illusion. S'il détestait la guerre, c'était précisément parce qu'elle le dérangeait dans ses habitudes d'esprit, et qu'elle le forçait à méditer sur des idées générales qu'il voulait écarter : Dieu, la Patrie, le Droit, le Devoir.

Or, cette femme qui faisait maintenant partie de sa maison, voici que, tout en flattant ces goûts qui s'imterposaient comme un écran entre son âme et les tragiques réalités de l'heure présente, elle s'ingéniait à renverser insensiblement cette barrière. La riche humanité qu'enfermait l'âme d'Élisabeth éveil-

lait chez le Squire une sympathie dont il s'étonnait lui-même. Il commençait à éprouver les mêmes impressions qu'elle, à porter sur les choses les mêmes jugements.

C'était décidément une compagne délicieuse, incomparable. Se fût-il jamais douté que la vie dût lui réserver une si précieuse amitié féminine? Il se rendait fort bien compte qu'il était égoïste, irritable, exigeant. Cependant ces défauts n'avaient pas empêché cette femme distinguée et charmante de se dévouer à lui. Non seulement elle surveillait son domaine et défendait ses revenus, mais elle s'ingéniait à lui rendre la vie agréable, malgré la guerre, malgré l'intime exaspération que la guerre entretenait en lui.

Et ce soir, qu'est-ce qui l'avait poussée à lui offrir le plaisir de sa compagnie pendant ces deux dernières heures? Sans doute l'émotion que lui avait causée le départ de Desmond. De cela encore il lui était reconnaissant. Pour la première fois, le cœur du Squire commença de battre à l'unisson de tous les cœurs anglais. Quelle torture de songer que Desmond pouvait être tué! Est-ce cela qu'Élisabeth avait deviné? Et ne s'était-elle montrée si prévenante pour lui que parce qu'elle avait découvert en lui des sentiments que lui-même avait jusque-là ignorés?

Mais elle-même?... Cette histoire d'amour?... Sa famille?... Son frère en Mésopotamie?... Le Squire maintenant était curieux de tout ce qui concernait Élisabeth. Il aurait voulu lui faciliter la vie comme elle avait facilité la sienne. Mais de quelle manière? Il s'était aperçu, depuis longtemps déjà, qu'elle était extrêmement fière et scrupuleuse. Lui offrir de l'argent? Ce serait la blesser inutilement. Avant tout, il fallait la laisser agir à sa guise. Qu'elle fît donc abattre les bois, si elle voulait! Qu'elle s'amusât à reconstruire le village, si le cœur lui en disait! Tout cela, sans nul inconvénient pour le Squire, l'occuperait, l'attacherait à Mannering.

Oui! l'attacher à Mannering! Voilà ce qu'il désirait. Autrement, il n'était sûr de rien. Élisabeth pouvait à tout moment être tentée de partir. Que sa mère tombât malade, que son frère fût blessé, elle irait auprès d'eux. Oui, mais elle reviendrait sûrement, si sa responsabilité était assez engagée dans les affaires du domaine. Il la connaissait : elle avait horreur de laisser les choses inachevées. Il rêvait maintenant de l'accabler

de responsabilités! Il ne s'opposerait plus à aucun de ses désirs! Ainsi elle n'aurait plus aucun prétexte pour lui donner congé de nouveau. Qu'elle consentît seulement à demeurer à Mannering, il lui passerait son *jingoïsm!*

Arrivé à ce point de ses réflexions, le Squire s'arrêta brusquement : une question, la même qui préoccupait déjà tout son entourage, venait tout à coup de se poser à lui :

— Pourquoi n'épouserais-je pas miss Bremerton ?

Jusqu'ici, une telle idée ne s'était jamais présentée à son esprit; ou du moins il ne s'y était jamais arrêté. Cette fois encore, il ne l'eut pas plutôt envisagée, qu'il l'écarta. Même, il éprouva une véritable terreur à la pensée qu'un soupçon de ce genre pût effleurer l'esprit d'Élisabeth. Car il eût juré sur ce qu'il avait de plus sacré qu'elle était dénuée de tout esprit d'intrigue. Si, un seul instant, elle pouvait croire qu'il s'était mépris sur le sens de ses bons offices, il risquait de la perdre à jamais. Ce ne serait pas trop de tout son tact et de toute sa prudence, pour ne pas les froisser et conserver la charmante amie qu'il avait en elle...

Épouser miss Bremerton !... Vraiment, il n'était pas un mari pour elle ! « Je ne suis plus que l'écorce desséchée d'un homme! songea-t-il avec amertume. La différence est trop grande entre nos âges. Je ne pourrais adopter ses manières de voir, pas plus qu'elle ne saurait adopter les miennes. Non. Demeurons ce que nous sommes, des amis, mais de meilleurs amis, si possible. »

Mais il était remué jusqu'au plus profond de son être : désormais, il appartenait tout entier au sentiment imprévu qui l'avait envahi et que, pour la première fois, il venait de découvrir en lui.

La soirée s'achevait. Paméla restée seule auprès du feu avec Élisabeth se demandait avec impatience pourquoi celle-ci ne se retirait pas pour aller travailler, comme elle le faisait d'ordinaire après neuf heures du soir. Paméla était d'une humeur massacrante. N'avait-elle pas surpris cet après midi même une lettre de l'écriture d'Élisabeth, à l'adresse du capitaine Chicksands D. S. O. War Office, White Hall ? La raison lui disait que cette lettre répondait sans doute simplement aux questions qu'Arthur avait posées à la « chargée d'affaires du Squire » au sujet du nombre de frênes que renfermaient

les bois de Mannering, renseignement dont avait besoin le secrétariat de l'Aviation. Mais le fait seul qu'Élisabeth lui écrivait réveillait une intime douleur dans l'âme jalouse de la jeune fille.

Élisabeth avait sur le cœur les singuliers procédés des jumeaux à son endroit: à tout prix, elle voulait une explication. Ce fut elle qui rompit le silence :

— Paméla, dit-elle, voulez-vous me dire si je vous ai offensés, vous ou Desmond, d'une façon quelconque?

Elle parlait d'un ton calme, mais résolu. Paméla tressaillit.

— Je ne sais quelle mouche vous pique, répliqua-t-elle ironique. Aurions-nous par hasard manqué aux égards qui vous sont dus?

C'était la première fois qu'éclatait l'hostilité qui depuis longtemps couvait entre elles. Élisabeth pâlit.

— Ne vous moquez pas! J'ai besoin de savoir pourquoi je vous trouve ainsi fâchée contre moi.

— Fâchée? s'écria violemment Paméla. A quoi bon se fâcher? N'êtes-vous pas la maîtresse ici?

— Je ne comprends rien à votre colère. Si j'ai pu vous faire de la peine et vous déplaire en quelque façon, je le regrette vivement.

L'effort que faisait Élisabeth pour se contenir parut à Paméla pure hypocrisie. Toute l'amertume empoisonnée qui, la veille, avait inspiré ses confidences à Desmond, lui remonta du cœur aux lèvres, et ce fut d'une voix entrecoupée, haletante qu'elle énuméra toute une série de griefs imaginaires. On la passait sous silence! elle n'existait plus dans la maison de son père! cela frappait tout le monde, c'était la fable de tout le voisinage! Jalouse, non certes, elle ne l'était pas, mais malheureuse, ah! malheureuse...

— Pourtant, je suis la fille de la maison, et c'est un peu dur d'être toujours à l'écart, à l'arrière-plan comme je le suis!...

— N'ai-je pas soin de vous consulter chaque fois que je le puis? N'ai-je pas obtenu de votre père?...

— Eh! c'est précisément ce que je vous reproche! C'est *vous* qui obtenez de père ce qu'il nous refuse à nous, ses enfants! C'est *vous* qui faites tout ici! Voilà ce qui est intolérable!

— Alors ma situation ici devient impossible. Je n'ai qu'un parti à prendre : m'en aller.

— De mieux en mieux, s'écria Paméla. C'est cela! Partez! Allez dire à père que je vous ai fait partir!... Si vous faites cela, ni vous ni lui ne me reverrez d'ici longtemps. Car c'est moi qui m'en irai.

— Desmond est-il d'accord avec vous dans les étranges reproches que vous venez de me faire? demanda encore Élisabeth.

Paméla n'osa pas avouer qu'elle avait pris son frère pour confident.

— Desmond ne sait rien. Il n'a rien à faire dans tout ceci!

Élisabeth fit semblant de la croire. Elle plongea dans les yeux de Paméla un regard douloureux, qui pénétra jusqu'au plus profond de l'âme de la jeune fille. Puis, se levant :

— Vous m'avez fait beaucoup de peine, Paméla, dit-elle avec un mélange de dignité et de douceur. Soyez assurée que je ne vous en veux pas et que mes sentiments pour vous n'ont pas varié.

Et dans la demi-obscurité du hall, où le feu mourait, Paméla demeura immobile, un peu confuse de sa violence, à regarder l'élégante silhouette d'Élisabeth qui s'éloignait dans le large escalier, tandis que la lumière vacillante de la bougie faisait luire son éclatante chevelure et le bouquet de perce-neige de son corsage...

Le lendemain matin, Élisabeth Bremerton reçut de sa sœur cadette un télégramme qui la rappelait à Londres, où l'état de santé de sa mère s'était tout à coup aggravé.

XII

— Vous, Aubrey? Quel bon vent vous amène?

Arthur Chicksands échangea avec Aubrey Mannering une solide poignée de main, et les deux hommes firent route de compagnie vers le War Office. Chemin faisant, Aubrey apprit à Arthur Chicksands les derniers événements qui avaient mis Mannering en révolution : le départ de Paméla survenu quelques jours après celui de miss Bremerton.

— A parler franc, dit-il, depuis quelque temps Paméla et mon père ne s'entendaient plus. Quand miss Bremerton fut rappelée auprès de sa mère, Paméla essaya bien de la remplacer, mais ce fut sans y réussir. Elle est trop jeune, et mon

père est si exigeant! Alors, il lui a retiré la direction de la maison, non sans avoir établi entre elle et miss Bremerton un parallèle tout à l'avantage de celle-ci. Paméla s'est rebiffée, accusant Élisabeth d'écarter père de ses enfants. Sur quoi, colère de père et brusque départ de Paméla.

Arthur Chicksands fronça le sourcil.

— Ne trouvez-vous pas que cette attitude de Paméla est regrettable? dit-il. Vraiment, je ne puis croire que miss Bremerton soit une intrigante! Du jour où je l'ai vue pour la première fois, il m'a semblé que Paméla aurait beaucoup à gagner auprès d'elle.

Aubrey l'observa attentivement. Quelques menus faits qui l'avaient frappé à Mannering, quelques mots prononcés par sa sœur Alice, l'avaient amené à se demander si l'incartade de Paméla n'avait pas son point de départ dans la jalousie. Il voulait savoir si cette jalousie était justifiée. La simplicité et la franchise d'Arthur écartaient bien loin un pareil soupçon. Il savait qu'Arthur et miss Bremerton s'étaient rencontrés quelquefois; il avait entendu Arthur s'exprimer sur le compte d'Élisabeth avec la plus vive admiration, répétant qu'il voyait en elle le vrai type de la femme nouvelle, droite, loyale, avec un cerveau d'homme; et c'était là, de sa part, un grand éloge. Mais qu'il pût y avoir dans son cas le moindre grain d'amour, il avait l'assurance qu'il n'en était rien. Il s'en expliquerait au plus tôt, avec Paméla.

Le même soir, Arthur Chicksands, après avoir sonné, attendit assez longtemps sur les marches de la petite maison de Mrs Strang, dans une des vieilles rues du quartier de Westminster.

— Les domestiques sont-ils donc sortis? demanda-t-il un peu surpris.

Il faisait un froid glacial, et il commençait à s'impatienter quand il entendit enfin un bruit de rires et de voix à l'intérieur de la maison. Ce fut Paméla qui lui ouvrit la porte :

— Excusez-nous de vous avoir fait attendre. Nous sommes sans domestiques! Margaret fait le dîner; moi, j'ai mis le couvert; Bernard est allé chercher le charbon à la cave.

Au même instant, Mr Bernard Strang haut fonctionnaire du Home Office, apparut en bras de chemise, au haut de

l'escalier de service, tenant de chaque main un seau plein de charbon.

— Hurrah ! Passez-m'en un, s'écria Arthur, en se précipitant à son aide.

Mr Strang l'arrêta d'un geste, tout en déposant l'un des seaux, pour reprendre haleine.

— Merci, Chicksands, mais vous êtes trop beau ! Les « *brass hats* (1) » n'ont rien à faire ici. Aidez donc plutôt Paméla à servir le dîner.

Arthur ne se le fit pas dire deux fois.

— Tous les domestiques sont partis en masse, lui expliqua Paméla. Ce matin, nous avons réussi à trouver une femme de ménage; mais, ce soir, elle nous a lâchés à son tour, à cause de la nouvelle lune!

— La peur des raids...

Cependant Paméla lui tendait la soupière, en lui faisant mille recommandations. Elle s'amusait énormément, et Chicksands ne la quittait pas des yeux, tandis qu'elle allait et venait, remplissant ses fonctions de ménagère avec un entrain qui la rendait deux fois plus jolie. Puis on vit arriver Mrs Strang, cramoisie, apportant le vol-au-vent au poisson et les légumes qui composaient le repas de guerre.

— Et dire qu'il fut un temps où nous étions fiers de nos « petits dîners! » soupira Mr Strang lorsqu'ils furent enfin à table.

A cet instant, les cloches de l'abbaye de Westminster se mirent à sonner. Chaque coup faisait vibrer les nerfs des quatre convives. Car c'était la voix de l'Angleterre qui parlait par ces cloches, et elle s'adressait à tout cet arrière-fonds d'instincts héréditaires que la guerre a réveillés en chacun de nous...

— Quelles nouvelles? demanda Strang en regardant Arthur.

— Aucune, sinon que les affaires d'Orient se compliquent un peu plus de jour en jour.

— Et l'offensive allemande?

— On l'attend avec impatience! Nos hommes ne demandent qu'à marcher !

Pendant tout le dîner, on s'ingénia à faire parler Arthur. La

(1) « Chapeaux de cuivre : » terme d'argot militaire, pour désigner les officiers d'état-major.

crise du War Office, le Conseil de Versailles, les divergences entre hommes politiques et militaires, passèrent tour à tour dans la conversation. Paméla changeait les assiettes et les plats, refusant obstinément de se laisser aider. Et Arthur Chicksands ne cessait de contempler cette fleur de jeunesse épanouie, ce cou blanc, cette petite tête dont la coiffure plate mettait en valeur les lignes régulières, et qui aurait pu être la tête charmante d'une de ces statuettes grecques que collectionnait le Squire.

Après le dîner, assis près d'elle dans un coin du salon, il ne put s'empêcher de la gronder un peu — « pour son bien. »

— Qu'est-ce que j'ai appris? Vous vous êtes enfuie de Mannering?

Il nuança cette phrase d'une ironie affectueuse, et, sous les sourcils proéminents, ses yeux gris regardaient la jeune fille avec amusement. Paméla rougit un peu.

— C'était le seul parti à prendre. La situation n'était plus tenable. Père ne jure plus que par miss Bremerton. Élisabeth est une personne supérieure, j'en conviens. Seulement, je ne m'entends pas avec elle. Alors, je vais suivre des cours d'infirmière : je veux être infirmière militaire.

— Votre père y consentira-t-il?

— Les parents ne peuvent plus empêcher, comme autrefois, leurs filles de travailler, dit Paméla d'un air résolu.

— Peut-être feriez-vous mieux de rentrer à Mannering et d'aider miss Bremerton, qui ne peut pas tout faire, rédiger les catalogues, faire des recherches dans les auteurs grecs, régler les comptes, surveiller les coupes de bois, et le reste...

Arthur, en dépit de son tact habituel, ne comprit pas ce que son insistance avait de fâcheux. Comme sa conscience ne lui reprochait rien au sujet d'Élisabeth Bremerton, il ne soupçonnait même pas ce qui agitait l'âme de Paméla.

Sans le vouloir il l'avait blessée au vif.

MARY A. WARD.

(Traduit de l'anglais par MARC LOGÉ.)

(La dernière partie au prochain numéro.)

MÉDAILLONS DE PEINTRES[1]

LE GRECO

SAINT MARTIN

Dans la fauve Tolède où tu vécus ta vie
Tu rencontras, Greco, ce noble cavalier
Qui, d'un fier geste évangélique et familier,
Offre au pauvre du Christ le manteau qu'il mendie.

De la scène jadis que ton œil a suivie
Tu fis plus tard, selon les règles du métier,
Ce beau tableau votif où l'on voit s'allier
La vérité visible avec l'allégorie.

Ce hidalgo dont tu sus faire un saint Martin
N'est-il pas tout ton art véridique et hautain ?
Et le pauvre, n'est-ce pas toi qu'il représente,

Qui, sur la toile offerte à ton humilité,
As donné pour jamais une forme vivante
Au rêve ardent et haut dont ton cœur fut hanté ?

(1) Ces « Médaillons de peintres » sont détachés d'un ensemble de poésies composées pour accompagner la reproduction, en cent soixante-treize planches, des principales toiles de la collection privée de MM. J. et G. Bernheim-Jeune, éditeurs de l'ouvrage qui paraîtra prochainement sous le titre de : *L'Art moderne et quelques aspects de l'Art ancien.*

JEAN-DOMINIQUE INGRES

INGRES ET LE SPHINX

Cet Œdipe, — debout au flanc du dur rocher, —
Dont le talon hardi sur l'os blanchi se pose
Et dont l'esprit résout l'énigme que lui pose
Le Sphinx cruel qui lui fit signe d'approcher,

Cet Œdipe attentif, et proche à le toucher
Du monstre aux yeux aigus et changeants dont nul n'ose
Deviner sans frémir le secret qu'il propose
Et qu'il faut, au delà de son regard, chercher,

Cet Œdipe, n'est-ce pas toi qu'il symbolise,
O maître souverain de la forme précise,
Toi dont l'art immortel sait le secret des dieux,

Et n'est-ce pas ainsi que ta claire prunelle
Apprit, en regardant le Sphinx au fond des yeux,
Que la couleur n'est rien sans la ligne éternelle?

JOSEPH CHINARD

LE BUSTE DE MADAME RÉCAMIER

Chateaubriand à Juliette :

« Juliette, un doigt souple a sculpté dans l'argile
Ce visage charmant qui de moi fut aimé
Et si pur que le Temps, devant lui désarmé,
En respecta la grâce éternelle et fragile ;

Car lui qui détruit tout d'une aile trop agile
Épargne quelquefois la fleur qui l'a charmé,
C'est ainsi que survit le prestige enfermé
Dans un vers amoureux de Dante ou de Virgile.

Juliette, à jamais durera ta mémoire;
Car ton nom à jamais me suivra dans la gloire;
Celle du grand René s'éclaire à ta beauté,

Et le siècle futur en voyant ton visage
Y mêlera toujours la fulgurante image
Du dieu qui t'emporta dans l'immortalité! »

CAMILLE COROT

LA NATURE A COROT

« Je te donne les bois, les vallons et les plaines
Et le fleuve qui coule entre les prés herbeux
Et les ruisseaux et les sources et les fontaines
Et l'étang immobile où vont boire les bœufs,

Et je te donne aussi les saisons de la terre,
Le printemps qui s'azure entre les saules gris,
L'hiver, l'été où l'ombre est fraîche et désaltère
Et le royal automne en sang aux cieux meurtris;

Je te donne les jours, les soirs et les aurores,
L'aube et le crépuscule et la brise et le vent,
Le frisson du matin dans les feuilles sonores
Et tout le ciel, le vaste ciel, le ciel vivant;

Je te donne la fleur et l'herbe avec la branche,
La colline onduleuse et le lac apaisé
Et la brume légère où la nymphe est si blanche
Qu'elle s'évanouit dans l'air vaporisé,

Et je te donne aussi le visage des femmes
Et la fleur de leur bouche et le lac de leurs yeux
Et le secret subtil des lignes et des âmes
Et le rythme qui meut les corps harmonieux,

Puis je mets dans ton cœur la pureté sereine
Et le profond amour de toute la beauté,
Je fais ton œil magique et ta main souveraine
Pour que ton art soit rêve et soit réalité.

Que d'autres aillent vers la gloire et la conquête
Avec le rude élan des forts et des héros,
Toi, demeure. Voici la brosse et la palette.
Aime-moi. Je suis là près de toi. Sois COROT! »

HONORÉ DAUMIER

En quatre strophes exactes
Baudelaire t'a chanté,
Toi qui méprisas les pactes
Qu'avec la postérité

Conclut tel qui, fou d'éloge,
Craignant qu'on ne l'attaquât,
Mit à sa muse la toge
Du juge et de l'avocat...

Ton œuvre balzacienne,
O Daumier, quoi qu'il advienne,
Est à l'épreuve du temps,

Car on retrouve, authentiques,
Sous tes masques satiriques,
Des visages permanents.

ÉDOUARD MANET

A UNE DAME QUI CONNUT MANET

Madame, je vous ai connue
Un peu tard et celle qui n'est
Déjà plus la baigneuse nue
Qu'avait peinte jadis Manet

Entre des murs tendus de perse
Sous la rosace du plafond
Et qui, de l'éponge, se verse
Aux épaules l'eau du tub rond,

Mais vous gardiez sur le visage
Encore un peu de la clarté
Que le peintre y mit en hommage
A votre très blonde beauté...

Les deux portraits où, son modèle,
Vous offrîtes à son pinceau
Votre manière d'être belle
Étaient la gloire du panneau :

L'un vous montrait avec la toque
S'abaissant jusques aux sourcils,
Sourire espiègle où s'interloque
Le regard des gens ébahis,

Sur l'autre vous faisiez figure
D'une élégante qui, du gant,
Rajuste avec désinvolture
La boucle de son catogan;

Tous deux portaient au bas du cadre
La plaque de cuivre où mes yeux
Épelaient en ses deux syllabes
Le nom du peintre glorieux

Qui, fier d'une savante audace
A qui l'art dut de beaux matins,
Unissait la force à la grâce
Sous le rire des philistins

Et qui, du même pinceau juste
Que rien jamais ne dévia
Quand il peignit, maigre et robuste,
La nudité d'Olympia,

Fit de vous, en un jour de verve,
La baigneuse où se reconnaît
Pour l'œil ami qui vous observe
La Dame qui connut Manet.

BERTHE MORISOT

(MADAME EUGÈNE MANET)

Le dimanche, parfois, Mallarmé m'emmenait,
Non loin du Bois, dîner chez madame Manet.
On quittait l'avenue où la foule circule.
C'était l'été. Déjà venait le crépuscule
Et, quand nous entrions dans le vaste atelier
Calme, élégant, avec son roide mobilier
Empire, — canapés, chaises aux formes nettes,
Sphinx allongés aux bras des fauteuils à palmettes, —
On se sentait un peu timide et presque sot
Sous le regard aigu de Berthe Morisot.
Je la revois comme jadis en ces dimanches :
Bouche amère, yeux très noirs et longues mèches blanches,
Hautaine et grave en son silencieux orgueil
De porter ce grand nom dont l'art était en deuil
Et qui, de haut, planait sur son œuvre de femme,
Œuvre probe, sincère, ardente et sans réclame...
On était peu. Sa fille et quelques vieux amis
Autour d'elle, chaque semaine réunis :
Parfois Renoir nerveux et Degas sarcastique.
Je revois Mallarmé leur donnant la réplique,
Courtois, ingénieux, ironique, éloquent.
Je me taisais. Puis, à l'heure du dîner, quand,
Par groupes, on allait vers la table servie,
Madame Morisot et sa fille Julie
Nous précédant, on entendait sur le parquet
Où la crispation de ses ongles craquait,
Se glisser, par la porte à deux battants ouverte,
Le pas souple et griffu du lévrier Laërte.

EUGÈNE BOUDIN

Le vieux Honfleur avec ses bassins et son port
Où la pomme normande et les sapins du Nord
Mêlaient leur double odeur à la senteur marine,
Et le clocher coiffé de Sainte-Catherine

Dont les cloches sonnaient sur les basses maisons,
Toute la ville avec ses jours et ses saisons
Je la revois au fond de ma lointaine enfance...
Je revois les Fossés, le Cours, la Lieutenance
Et les roides sentiers qui vont au Mont-Joli,
Tous ces noms qu'à mon cœur le souvenir redit,
Et la Côte Vassale et la Côte de Grâce,
Et, de là-haut, la mer, le ciel vaste, l'espace,
Tout ce que vous avez magistralement peint,
O peintre du pays normand, sobre Boudin,
Vous que j'ai dû jadis rencontrer, la palette
Au poing, quand vous cherchiez la vérité secrète
De l'heure et du moment dont vous saviez saisir
La nuance furtive, instable et qui va fuir,
Attentif, au milieu de quelque paysage,
Au bord de quelque chemin creux ou sur la plage
Où peut-être mes jeux dérangeaient d'un galet
Votre boîte à couleurs et votre chevalet!

EUGÈNE CARRIÈRE

Le crépuscule vient sur la ville embrumée
De tristesse, de soir, d'automne et de fumée,
Et c'est l'heure où chacun rapporte à la maison
Ce que ses yeux ont vu aujourd'hui d'horizon,
Ce que sa main a récolté, ce que son âme
Sous la cendre du jour conserve encor de flamme,
Où le cœur saigne encor comme il saignait jadis,
Où le silence est plein des mots qu'on n'a pas dits;
C'est l'heure où le passé, du présent qui recule,
S'ébauche, parce que se mêle au crépuscule,
Fantôme rose et gris des villes embrumées,
Le Souvenir avec ses voiles de fumées...

C'est alors qu'il est doux, quand la porte, ô passant,
Se referme derrière toi et que tu sens
La chaleur du foyer qui soudain t'environne,
D'oublier la tristesse et le soir et l'automne,
Et tout ce que les jours amassés sur un cœur
Y laissent de regret, de haine ou de rancœur,

C'est alors qu'il est doux que s'allume la lampe,
Que dans un vase, sur un meuble, une fleur trempe,
Qu'une main laisse choir l'ouvrage interrompu,
Que dans l'ombre sourie un sourire connu
Et qu'une voix de femme ou d'enfant, voix aimées,
T'accueillent, ô passant des villes embrumées!

PAUL CÉZANNE

LA PRIÈRE DE PAUL CÉZANNE

« Seigneur de la clarté, de l'air et du nuage,
Toi vers qui si souvent mon appel s'est tourné,
Vois les traits durs et las de mon pauvre visage,
Sa bouche sous la barbe et son front obstiné;

Considère ces yeux qui fixèrent les choses
Avec un tel désir de voir leur vérité
Et regarde ces mains noueuses, et moroses
Du douloureux effort de leur sincérité;

Et maintenant, Seigneur, en ta miséricorde,
Écoute et que je sois, par ta grâce, demain,
Le serviteur fidèle à qui le maître accorde
Une tombe rustique en un coin du jardin.

J'ai passé de longs jours en un labeur honnête
Et j'ai tiré parti du peu que j'ai reçu,
Nulle fraude jamais n'a souillé ma palette
Et mes yeux n'ont jamais menti ce qu'ils ont vu;

D'autres ont recherché le tumulte et la gloire,
Mais moi je n'ai voulu que cet humble laurier
Qui pousse sobrement sa feuille presque noire
Au seuil du probe artiste et du bon ouvrier,

Et c'est pourquoi, Seigneur, ayant vécu mon âge,
Au moment de mourir aux lieux où je suis né,
Je t'offre ces yeux clairs en un pauvre visage
Et ce front et ces mains et cet œil obstiné.

Accepte-les et prends aussi ces pommes rondes,
Ces grappes et ces fruits que j'ai peints de mon mieux,
Car leur contour pour moi fut la forme du monde
Et toute la lumière éternelle est en eux. »

PAUL GAUGUIN

Je vous revois tel que vous étiez, Paul Gauguin,
Le torse large sous votre tricot marin,
Face rude sculptée avec un doigt robuste
Dans une chair puissante, impérieuse et fruste
Où coulait sous la peau le sang de vos aïeux
Incas. Je vous revois, Gauguin, je vois vos yeux
Qui semblaient regarder très loin vers quelque rêve
Où déferlait la mer au sable d'une grève.
Vous étiez fort, massif, osseux, tanné, pesant,
Gauguin, moitié pilote et moitié paysan,
Et vous parliez, d'une voix rauque, avec des pauses,
Puis tout à coup, et les paupières demi-closes,
Vous vous taisiez. Alors : récifs, clartés, parfums,
S'évoquait l'Ile avec ses femmes aux corps bruns
En leur jeune beauté naïve et sculpturale,
Tahiti la divine et sa lumière australe;
Vous vous taisiez, et l'on croyait alors soudain
Entendre déferler au rivage lointain
De l'Ile heureuse que votre art à faite sienne
Ton flot phosphorescent, Mer Océanienne.

JOHANN-BARTHOLD JONGKIND

Que l'un peigne les champs, la prairie ou la lande
Avec leurs ciels divers et leurs clairs horizons,
Et, selon ses clartés, ses lignes, ses saisons,
La campagne bretonne ou la côte normande;

Que tel autre obéisse à son œil qui demande
La ville avec ses hauts clochers et ses maisons, —
Rien n'est plus beau pour vous, Jongkind, avec raison,
Que quelque lent canal de la verte Hollande.

Lorsqu'assis sur le bord de son cours sans remous
Vous regardez passer et vivre devant vous
L'âme du cher pays de moulins et d'écluses,

Sur votre toile neuve où posent vos pinceaux
Vous retrouvez, dans les chromes et les céruses,
Tout l'art renouvelé des vieux maîtres rivaux.

CLAUDE MONET

Lorsque vous eûtes peint meules et cathédrales,
Toute la vaste mer et la vaste forêt,
Et les longs peupliers aux cimes inégales,
Et la nuit qui s'approche et le jour qui paraît;

Lorsque vous eûtes peint le fleuve aux courbes lentes,
Et la douce prairie aux horizons lointains,
Et les roches en feu et les grèves brûlantes,
Les aubes, les midis, les soirs et les matins;

Lorsque vous eûtes peint le vent et la lumière,
Et l'air toujours mobile en ses quatre saisons,
Et la figure grave et pure de la terre
Que la neige revêt de ses blanches toisons;

Lorsque vous eûtes peint mille toiles, trophée
Éclatant et serein que ne gâte nul fiel,
Vous vîntes vous asseoir au bord de la Nymphée
Où s'endort l'eau fleurie à la face du ciel.

Chaque fleur qui se double en l'eau qui la reflète
Vous offre ses couleurs pour enchanter vos yeux
Et chaque feuille plate est comme une palette
Qui, docile à vos doigts, vous invite à ses jeux.

Car le temps, ni l'effort, ni la gloire, ni l'âge,
Ni son vaste labeur n'a lassé votre main,
Et pour vous, ô Monet, le plus beau paysage
Sera toujours celui que vous peindrez demain.

ALFRED SISLEY

Vous nous vîntes comme Whistler,
Sisley, des bords où la Tamise,
A travers Londres qu'elle irise,
Écoule son flot dans la mer.

Sur le Loing, la Marne et la Seine
Votre vif regard a noté
Les charmes tendres de l'été
Que le printemps guide et ramène;

Nos graves automnes si beaux,
Nos hivers que le gel aigrette
Ont coloré notre palette
Pour la verve de vos pinceaux.

Vous nous avez, fils des rivages
Fraternels où vous êtes né,
Rendu ce que vous ont donné
Les plus français des paysages.

CAMILLE PISSARRO

L'instant, l'heure, le jour, le mois et la saison,
La lumière éclairant la colline ou la plaine,
Les femmes qui s'en vont puiser à la fontaine,
Le verger, la fumée au toit de la maison,

L'arbre puissant et la forêt à l'horizon,
Le troupeau qui s'assemble et que le pâtre mène,
Les rustiques travaux qui font la grange pleine,
Semailles et labour, cueillette et fenaison...

Tout cela qui revit à jamais, ô vieux maître,
Dans ton œuvre rurale, idyllique et champêtre,
Sous son multiple aspect éternel et changeant,

Occupa ta pensée et fit de toi ce sage
Majestueux et grave à la barbe d'argent,
Camille Pissarro, peintre de paysages.

ODILON REDON

La ténèbre pour toi fut pleine d'épouvante
Car son ombre livide a pris forme à tes yeux,
Redon! Tu la peuplas d'êtres mystérieux
Tels que ceux que la fièvre en son délire invente;

Noir royaume qui va de Piranèse à Dante,
Tout un monde mêlé de larves et de dieux,
Tu l'évoquas de ton crayon prestigieux
Par qui le cauchemar devient chose vivante;

Mais soudain le caveau s'entr'ouvre et s'illumine;
L'oiseau chante et voici la lumière divine
— La sombre Sycorax est mère d'Ariel, —

Et soudain, sur le seuil où rampe la Furie,
Tu parais en tenant une gerbe fleurie
De toutes les couleurs de la terre et du ciel.

K.-R. ROUSSEL

Les dieux ne sont pas morts puisque l'homme est vivant.
Ils glissent dans la brise et passent dans le vent;
Les soirs et les matins sont pleins de leurs haleines,
Leurs voix parlent dans les sources et les fontaines,
Et c'est par eux que tout est si mystérieux!
Leur peuple nous observe avec des milliers d'yeux
Ouverts sur nous avec la nuit ou la lumière;
Il en est dans les eaux, il en est dans la pierre,
Dans la flamme, dans les feuillages et partout.
Ils s'effacent, puis nous surprennent tout à coup
Dans l'aurore aussi bien que dans le crépuscule
Et dans l'ombre où leur foule innombrable circule.
La Naïade se baigne à la source où tu bois
Et le Faune t'épie à la corne du bois;
Le galop du Centaure en l'écho se répète.
Nul ne les voit, sinon le peintre ou le poète,
Et pourtant ils sont là, éternels, familiers,
Dans les champs, près du fleuve, au détour des halliers.

Étant l'âme à jamais de tous les paysages;
Ils hantent les vallons, les plaines, les rivages,
Et tant que vivra l'homme ils seront là, vivants,
Dans l'air, le feu, les eaux, les feuilles et le vent :
Et c'est pourquoi, Roussel, peintre à la brosse agile
Comme un vers, je vous aime en Chénier et Virgile,
Vous qui, comme Corot, Chavannes ou Poussin,
Voyez à la nature un visage divin.

MAURICE DENIS

LE NU AU CAVALIER

C'est en vain, ô beau chevalier, que la cuirasse
Défend ton jeune sein de la flèche au vol fier :
Sa pointe, malgré tout, pénétrera ta chair;
Tu n'éviteras pas le sort qui te menace.

Que ton fougueux cheval à le fuir se harasse,
Que tu passes le fleuve et le lac et la mer,
C'est en vain! De ton cœur, sous la soie et le fer,
L'archer mystérieux trouvera bien la place!

Si loin que ton galop t'entraîne, c'est en vain
Que tu veux oublier la porte et le jardin!
N'est-ce pas là, dis-moi, que tes yeux l'auront vue,

Celle dont le regard d'amour t'attend là-bas,
Et vers qui, cœur blessé, toujours tu reviendras
Et parce qu'elle est belle et parce qu'elle est nue?

MOYEN AGE

L'ANGE MUSICIEN

Le temps entre tes mains a brisé la viole
Ou le théorbe dont tu jouais autrefois,
Bel ange qui mêlais ta cadence et ta voix
A l'hymne triomphal qui, vers le ciel, s'envole.

Bel ange pur, abeille en le saint alvéole,
Sous le porche, il me semble encor que je te vois,
Debout, les yeux baissés, en ta robe à plis droits,
Au-dessus de ton front flotte la banderole.

L'antique cathédrale est morte : tours massives,
Flèches, piliers, vitraux, chapelles, arcs, ogives...
Son chant d'orgue et de cloche est mort avec le tien,

Mais quand je te contemple, en ta forme parfaite,
J'entends toujours vibrer, ange musicien,
L'accord silencieux de la pierre muette.

ANTIQUES

C'est dans une île au nom hellénique et sonore,
Ténédos, Amorgô, Naxos ou Santorin,
Un humble champ que dessèche le vent marin
Amèrement hostile à la fleur près d'éclore.

Les ouvriers sont là, travaillant dès l'aurore,
Sueur au front, pieds nus et le haillon au rein.
Parfois la pioche heurte un débris souterrain,
Quelque éclat de colonne ou quelque flanc d'amphore.

La tranchée au soleil ouvre sa terre où dort
Mystérieusement tout un grand passé mort
De ville, de palais, de tombeaux ou de temple...

Un cri. Qu'est-ce? Soudain un homme s'est baissé.
O merveille! Voici que son regard contemple
Quelque dieu souriant au fer qui l'a blessé.

HENRI DE RÉGNIER.

UN CASTELNAU

DU XVIIE SIÈCLE

I. — UNE FAMILLE DE SOLDATS-CHEVALIERS : LA MAISON DE CASTELNAU

Sur la garde de l'épée d'honneur offerte naguère par la ville de Saint-Affrique à son « glorieux fils, » l'ancien chef de l'État-major général, au vainqueur du Grand Couronné de Nancy, l'artiste a tenu à représenter, dans le motif principal, auprès du chardon lorrain les branches emmêlées du laurier et du chêne. C'est là une idée heureuse et qui montre à quel point l'arbre des Castelnau plonge avant dans le sol français. Les lettres, publiées sur l'ordre du Roi, en 1658, par le ministre Le Tellier et conférant à Jacques, marquis de Castelnau, vainqueur du combat des Dunes, le titre de maréchal de France, témoignent de « toutes les bonnes qualités de naissance » dont fait foi le blason de cette famille. Et, pour elle, cette famille, c'est vraiment un bel arbre. La souche (suivant l'historien Le Laboureur) en est dans la comté de Bigorre ; elle « a emprunté son nom à la forteresse de Castelnau en Auzun, située sur les monts Pyrénées. » De là, dans les armoiries des branches nombreuses des Castelnau, la présence « des châteaux de diverses couleurs ou diversement bâtis » qui rappellent l'origine de cette maison.

Pour l'arbre, dont la racine a germé ainsi en plein roc, au bord d'un gave, sous les pics bleus, il est l'un des plus robustes

dont les généalogistes, — le Père Anselme en particulier, — aient eu à suivre le développement dans nos provinces. Non seulement en Guyenne, en Languedoc, en Navarre, on trouve des Castelnau ; mais on en découvre aussi en Quercy, en Comminges. Il y a bien un peu, chez plusieurs, de l'accent du Béarnais. La branche du Rouergue, notamment, à laquelle appartient l'actuel général, très belle, très française (*d'à coustal de Toulouso, moun general!* D'à côté de Toulouse, mon général!) est l'une des plus hardies et des plus mâles. Nous avons vu, dans cette guerre, les sacrifices consentis par elle à la patrie. Mais, à une branche plus éloignée, celle de Castelnau-Mauvissière (du nom d'une seigneurie sise en Touraine), se rattache, en pleine sève, le lieutenant-général et futur maréchal des armées de Louis XIV. Sur la housse à fond bleu de roi dont était revêtu le cheval qui le portait dans les combats, Jacques, marquis de Castelnau, pouvait montrer ses armes, « d'azur au chasteau ouvert, d'argent maçonné de sable, crénelé et sommé de trois donjons couverts. » « Deux loups passants de sable » s'y faisaient voir sur fond d'or ; et, jamais, pendant toute une longue suite de guerres, ces armes ne cessèrent de demeurer, conformément à leur origine, celles d'un soldat et d'un gentilhomme.

Ce que ce gentilhomme fut dans son adolescence, voilà bien, pour nous aider à fixer les traits d'un Castelnau, ce qu'il importe de demander aux textes. Et, d'abord, disons-le hautement : l'épée à lame d'acier trempé que la ville de Saint-Affrique offrit, en mémoire de la défense de Nancy, au commandant en chef de l'armée de Lorraine, a bien une signification précise dans la famille. Les parents et aïeux de Jacques, marquis de Castelnau, avaient droit, plus que quiconque, en leur temps, au port de cette épée. Ils étaient, les uns et les autres, rudes jouteurs et francs duellistes; et ce n'est pas pour rien que le futur lieutenant-général de l'armée du roi en Flandre naquit en pleine Fronde, l'année de l'affaire des Ponts-de-Cé, en 1620.

Dès ce temps du siècle, les Castelnau, comme les Marsillac, avaient déjà « quelque chose de chagrin et de fier dans la mine. » D'humeur batailleuse, ils ne manquaient point, de même que les Montmorency, les Bussy, Chapelle, Boutteville et tant d'autres, à l'honneur, malgré les édits, de croiser le fer (ainsi qu'il convenait en ces temps-là) devant témoins et sur un pré. Édouard-Robert de Castelnau, baron d'Ionville et gen-

tilhomme ordinaire de la Chambre du Roi, l'oncle du maréchal, fut de la sorte tué en duel, à Paris, par un sieur de Rivaudière qui, lui-même, périt des suites de cette rencontre. Ce double trépas témoigne de l'acharnement d'un combat sans merci. Pour François de Castelnau, neveu de celui-là et l'aîné de notre personnage, il suivit tout de cet exemple; et, de même que Retz, déjà frondeur, s'était « colleté » au bois de Boulogne avec Praslin, lui s'alla « colleter, » sur la place Royale, avec un seigneur qui le laissa mort d'un bon coup de flamberge. Au reste, ces exemples de bravoure ne furent pas les seuls que le petit Jacques de Castelnau, encore enfant, eut sous les yeux.

En 1627, n'ayant que sept ans, il avait appris déjà la fin glorieuse du plus âgé de ses frères, le jeune Henri de Castelnau, son aîné de dix ans et qui fut tué d'un coup de canon au siège que Richelieu avait entrepris devant La Rochelle. Henri de Castelnau n'avait pas dix-sept ans et se trouvait, dit-on, « dans le printemps des espérances qu'on avait de sa valeur. » Par suite de cette mort de son frère Henri, venant après celle de François, Jacques ne tarda pas, de cadet qu'il était, à devenir l'aîné des enfants du sire de Mauvissière.

Sur les trois filles que les parents de Jacques avaient eues d'autre part, deux, dans la suite des temps, devaient prendre les ordres. C'étaient Charlotte, qui fut abbesse de Bussières en Berri, enfin Anne, qui fut religieuse en l'abbaye de Gomerfontaine. Pour la troisième, Marie de Castelnau, elle n'était comme les deux autres qu'une fillette, le jour où leur unique et dernier frère, Jacques, âgé de quinze ans, quitta sa petite seigneurie de Touraine pour prendre, en modeste équipage, ce chemin de Paris au bout duquel l'attendaient tant d'honneurs et, par la suite, un avenir si merveilleux et si fatal.

Ce jour-là, tandis que les colombes roucoulaient dans le jardin tourangeau et que la Loire si douce s'en allait de façon sinueuse en roulant ses eaux sous les arches, le garçon à figure de page vint présenter ses adieux à sa mère et à ses sœurs. Et c'est alors que l'une, — née Charlotte de Rouxel, laquelle avait été fille d'honneur de la reine Marie de Médicis, — et les autres, toutes grêles et bambines qu'elles fussent, venues étreindre et baiser au front le petit bonhomme, sentirent se serrer leur cœur et se mouiller leurs yeux.

Il y a, dans le *Loyal Serviteur*, tout au début de la *Chronique*

de Bayard, une scène pareille, pleine de tendresse et de gravité. C'est quand le gentil seigneur s'en va, pour la première fois, pour être page chez le duc de Savoie. Alors, on le revêt d'habits à merveille; il monte, à francs étriers, sur « un bas et bon petit roussin; » il est de la sorte charmant et mignon écuyer; mais, tandis qu'il s'apprête à quitter le logis, sa « pauvre dame de mère est en une tour du château qui tendrement sanglote. » Les pères, encore qu'émus autant que les mères, font, dans de tels cas où l'honneur et le devoir commandent, taire leur secret chagrin. Celui de Bayard avait été homme d'armes; pour celui de Jacques de Castelnau, nommé Jacques lui-même, il était capitaine d'une compagnie de chevau-légers. C'est dire assez ce que furent ces adieux où ce vieux guerrier, ferme et droit dans son sacrifice, offrit à son pays et à son Roi le troisième de ses enfants.

Jacques de Castelnau vint-il de sa seigneurie à Paris, accompagné d'un serviteur, avec peu d'argent et beaucoup de conseils, comme il advint au petit Grammont? De même que le jeune d'Artagnan, « le plumet sur l'oreille et le ruban de couleur à la cravate, » une petite épée au côté et faisant le damoiseau, s'attarda-t-il longtemps, sur la route d'Amboise à Vendôme, à recueillir, dans les auberges, les propos des soldats fort animés encore de la guerre des princes? Cela, nous ne le savons pas; mais, ce dont nous sommes informés, c'est que le jouvenceau, son voyage achevé, fut, sur sa bonne mine et la caution de son nom, accueilli au mieux, dans la rue Vieille-du-Temple, à l'*Académie royale militaire*, fondée par le roi Louis XIII pour les gentilshommes.

Cette Académie était la meilleure pépinière pour l'armée; le cardinal l'avait dotée de plus de vingt mille livres en faveur des jeunes nobles sans fortune à qui leurs pères, — selon que Fontenelle l'a dit de Vauban, — n'avaient légué pour tout fief « qu'une bonne éducation et un mousquet. » Il ne faut pas croire cependant, et malgré la fiction, qu'il suffisait d'être noble pour recevoir à commander une compagnie ou un régiment; un rude noviciat était encore exigé de ces jeunes gens. Mais qu'ils fussent pauvres ou riches, enfants de gentilshommes de campagne ou fils de princes, les élèves apprenaient dans cette école les rudiments du français, du latin, les mathématiques, la logique et un peu de morale; on leur enseignait l'équitation,

l'escrime, la danse, le jeu de paume; et, c'est là que Monsieur le Prince, encore duc d'Enghien, admis rue Vieille-du-Temple à peu près dans le même temps que Castelnau, étudia, en plus du reste, la fortification, la géométrie, le lever des plans et cet art de tracer des cartes que le sieur de Beaulieu commençait dès lors de porter à un point si haut de perfection.

Savoir lire Tacite et César dans le texte, être propre aux combats de l'épée, apte à dompter un cheval en même temps qu'être prompt aux assauts de l'esprit et jeux du bal, voilà les connaissances apparemment contraires les unes aux autres, mais cependant convenables aux gens de mérite, qu'un sévère programme exigeait des officiers en formation. Toutefois, bien avant que de recevoir l'*esponton*, cette sorte de pique qui était l'insigne de leur grade, il fallait encore que ceux-ci passassent de la théorie à la pratique et fissent comme soldats l'apprentissage de la guerre. « Les gens de guerre, avait dit à propos en son vieil et solide langage le savant Jean de Bueil, sont nés et ordonnés à peine et à travail; » « le métier de soldat, devait ajouter, au siècle suivant, le chevalier de Méré qui s'y entendait, est le plus beau du monde; » mais, en un temps où ce « métier » commençait de donner à notre pays sa physionomie et sa grandeur, on exigeait beaucoup de ceux qui étaient admis à l'honneur de commander. La condition la plus rigoureuse était qu'ils servissent d'abord dans la troupe, qu'ils assistassent à un ou deux sièges et fissent, sans aucun titre, campagne dans le rang le plus humble.

Turenne et le futur maréchal de Guébriant servirent d'abord de la sorte dans l'infanterie; l'illustre Vauban débuta de même au régiment de Condé, portant deux ans le mousquet; au passage du Rhin, Villars n'était que volontaire. Gassion commença ses exploits aux gendarmes, Fabert aux gardes françaises, et c'est un fait que Feuquières, Catinat et nombre de maréchaux et lieutenants-généraux apprirent, dans le rang même, la pratique d'un art dans lequel ils se devaient de briller un jour.

Un stage dans une armée éprouvée, au milieu de soldats qui avaient fait la guerre, devenait de cette façon le meilleur complément aux leçons de l'Académie. Le vicomte de Turenne et Monsieur le Prince, alors duc d'Enghien, n'avaient pas failli à cet usage; le baron de Sirot, l'un des vainqueurs de Rocroi

avec d'Enghien, avait fait de même; et c'est à son exemple que le jeune Jacques de Castelnau, ayant entendu beaucoup vanter l'armée de la Hollande, formée par Maurice de Nassau, « où venaient, dit-on, tous les jeunes gentilshommes de l'Europe et où la discipline était plus sévère qu'en France (1), » entreprit de passer dans les Pays-Bas. Son parent, le sieur de Hauterive, l'accueillit comme volontaire.

En cette qualité, Jacques prit part à plusieurs actions et se tira avec beaucoup d'intelligence, de courage et de sang-froid, notamment au siège de Louvain et à l'assaut du fort de Schencq, près de Nimègue, de plusieurs circonstances difficiles. La nouvelle des succès de ces débuts parvint bientôt jusqu'à Paris et à la cour. Le Roi et le cardinal ne tardèrent pas d'en être instruits; et la merveille demeure qu'à ce garçon, qui n'avait pas seize ans, Louis XIII « ordonna de lever un régiment de douze compagnies de gens de pied pour la campagne suivante. »

Cette campagne présente trop de rapports avec celle qui s'ouvrit en 1914, pour qu'on ne s'arrête pas un peu à considérer de quel péril la France, envahie par la Picardie, se trouvait menacée alors. Un peu plus, et la route de Paris était forcée; mais l'affaire de Corbie, l'une des plus glorieuses peut-être de toutes celles qu'on ait vues se produire depuis Bouvines et avant Denain, sauva le royaume. A Corbie, le petit Castelnau accomplit des prodiges; et, dans toute la manœuvre, il se montra si entreprenant, si brave, il fit éclater si bien dans sa conduite « ce mérite et cette passion pour le service » qu'admirait en lui Mazarin et dont ce ministre écrivit plus tard au duc d'Enghien *(lettre du 7 juin 1645)* que le Roi, souhaitant d'encourager un officier déjà si remarquable, ne balança pas à augmenter de huit compagnies le régiment Castelnau. Mieux encore, par faveur suprême, il entendit lui donner le drapeau blanc. Le blanc était la couleur de l'enseigne dans chaque compagnie colonelle; et le Roi étant, par le fait, colonel-général des troupes, ce drapeau immaculé, d'un fond lilial et pur et qui se distinguait par sa blancheur même, était celui auquel, comme au panache du Béarnais, se ralliaient dans le combat les autres étendards de l'infanterie.

(1) L. Dussieux : *Les grands généraux de Louis XIV* (1888).

II. — DE CORBIE A NORDLINGEN OU LES HAUTS FAITS DE JACQUES DE CASTELNAU

Avec un capitaine de la valeur de Monsieur le Prince, de qui l'inspiration semble soudaine et qui ne découvre que sur le champ le secret de vaincre l'ennemi, il n'y a pas à douter que le talent de l'improvisation ne soit au-dessus des autres; Monsieur le Prince est de ceux « qui forcent tous les obstacles, » selon le mot de Bossuet, et pour qui l'intrépidité, l'élan et la bravoure tiennent lieu d'expérience. Avec le vicomte de Turenne, d'un zèle si judicieux et presque austère, la sagesse, la modération et surtout la prévoyance sont, au contraire de chez Condé, les qualités qui assurent du succès. Mais, entre les deux, entre celui dont l'action était si prompte qu'elle déconcertait la tactique la plus éprouvée de l'adversaire et le grand général vainqueur en Alsace et sur le Rhin, renommé par la préparation et le ménagement de ses entreprises, Jacques de Castelnau a montré qu'il n'était pas impossible d'emprunter à l'un et à l'autre, d'unir l'intrépidité à la réflexion, l'audace du moment à la sagesse, et que les talents du grand homme, les vertus du héros pouvaient, en se combinant, aider à composer ce modèle parfait du capitaine que La Bruyère a essayé de peindre.

Les lettres d'élévation au maréchalat, datées de Mardick en l'an de grâce 1658, et que le Roi signa en faveur du lieutenant de Turenne aux Dunes et au fort Léon, font état de ces qualités; et c'est quand elles parlent de l'« expérience, prudence, vigilance, valeur et générosité insigne, » grâce auxquelles l'un des heureux vainqueurs de ce grand jour se plaça à un si haut rang. De fait, ce sont là vertus de chevalier; et, par la prud'homie, le tour de force et de plaisance qui éclatent en elles, on distingue assez que celui qui en avait reçu le don de ses ancêtres était de la race des preux.

Au lendemain du jour où, blessé à mort par le fait d'une balle qui vint se loger dans l'épine du dos, M. de Castelnau reposait sur son lit de blessé, Son Éminence le cardinal Mazarin vint le voir en personne et lui exprima le déplaisir que le Roi et lui ressentaient à la vue de ses souffrances. « Monsieur, lui dit ce grand ministre, avec une solennité et une onction que le chagrin rendait plus émouvantes, le Roi vous a fait

maréchal de France; mais, il voudrait de bon cœur que vous vous portassiez bien et être obligé de vous faire connétable (1). » Le fait est que, sauf le vicomte de Turenne que Louis XIV se réservait d'élever, par la suite, au grade suprême de maréchal-général, il était à ce moment peu de chefs d'armée qui fussent, autant que Castelnau, dignes de recevoir ce titre. Mais, de Corbie, en 1636, où son régiment se signala dans une manœuvre désespérée et qui sauva la France, à l'affaire des Dunes en 1658, point culminant de sa carrière, il y a, pour Castelnau, plus de vingt années de campagnes difficiles et, dans celles-ci, d'assauts furieux, de combats sans nombre.

En vérité, il y avait peu d'hommes qui souffrissent moins que lui le repos et la mollesse. L'action était pour lui une nécessité, et, cela était si certain que, dans une affaire, il ne se contentait pas de veiller à l'ensemble; mais encore il mettait la main à tout, portait son initiative aux autres emplois et n'avait de cesse que le moindre détail ne fût prévu. Général comme Guébriant ou comme Turenne, Castelnau devenait, si la circonstance le commandait, ingénieur comme Vauban ou comme de Ville. Cela se passa de la sorte au siège de la Bassée dont il releva les fortifications, à celui de Furnes (1648) où, pour animer le zèle des soldats, il prit part lui-même aux travaux, « couchant dans la tranchée sur la terre mouillée (2); » enfin, devant Mouzon (1652) où, dit son biographe, Le Laboureur, « il joignit aux périls de sa charge les fatigues et les hasards du métier d'ingénieur parce qu'on en manquait. » Partout, et dans quelque situation que ce fût, les combattants et les travailleurs le voyaient toujours debout au milieu d'eux.

A Fribourg, Castelnau se tint si constamment en vue de l'ennemi qu'il ne semblait pas en être éloigné de la portée d'un pistolet; au siège d'Arras (1654), il s'éloigna si peu des lignes que le cheval qu'il montait fut tué entre ses jambes. Devant la Capelle, à Valenciennes (1656), il n'y avait que lui et M. de Vauban pour témoigner du danger autant de mépris. A la

(1) Le R. P. Hyacinthe Cherpignon : *Oraison funèbre de Monseigneur le Maréchal de Castelnau*, prononcée à la cérémonie de ses obsèques, en l'église des P. Jacobins de Bourges, lieu de sa sépulture, le 12 novembre 1658.

(2) J. Le Laboureur : *Histoire généalogique de la maison de Castelnau*, en préface aux *Mémoires de messire Michel de Castelnau* (Paris, 1659, 2 volumes, in-folio).

Capelle, il ne se passait pas de jour où Castelnau ne s'exposât aux avant-postes. L'ennemi en profita plus d'une fois pour s'amuser à percer son chapeau ou pour envoyer, dans son justaucorps, une décharge qui en brûlait l'étoffe ou en roussissait les galons. Par ailleurs, et tandis que le combat se livrait en plaine, les mousquetaires, qu'ils fussent gris ou noirs, les chevau-légers et les dragons eussent été embarrassés de suivre à la charge un cavalier de son mérite. Au second siège de Mardick, il fit merveille à la tête du régiment de *Picardie;* enfin, c'est lui, au combat des Dunes, placé à l'avant des escadrons de l'*Altesse* et du *Grand Maître*, qui défonça le carré des Impériaux.

La première bataille d'importance à laquelle le marquis de Castelnau prit part, auprès de Turenne et de Condé, fut à Fribourg-en-Brisgau, le 3 août 1644. Le général des ennemis était Mercy; et ce général, depuis la mort de Wallenstein, de Spinola et de Gustave le roi de Suède, était bien, avec Gallas et Piccolomini, le plus redoutable de ceux qui eussent paru, dans la longue guerre de Trente Ans, du côté de l'étranger.

Aussitôt prévenu de la manière toute d'honneur dont le régiment *Mazarin* s'était comporté sous les ordres d'un tel chef, au cours de cette rencontre, le cardinal ne voulut pas différer plus longtemps d'exprimer au duc d'Enghien la satisfaction qu'il avait ressentie à l'endroit d'un homme qui défendait si bien ses couleurs. De Paris, à la date du 17 août 1644, il écrivait au Prince : « Je crois que le sieur de Castelnau sera bien aise de continuer à servir avec mon régiment; dans l'assurance qu'il doit avoir que, dans la bonne opinion que vous avez de lui et de l'inclination que j'ai pour sa personne, je lui procurerai des avantages dont il aura sujet d'être content. »

Le principal de ces avantages est que M. de Castelnau fut, après Fribourg, élevé au grade de maréchal de camp; mais, l'année suivante, après la bataille de Nordlingen, Son Eminence devait le nommer maréchal de bataille. C'étaient là de beaux titres et par lesquels Castelnau commençait de prétendre à ceux que de nouveaux succès allaient lui mériter : le grade si recherché de lieutenant-général et, la veille même de sa mort, au lendemain du combat des Dunes, cet autre grade, le plus élevé de tous en dignité et en faveur : celui de maréchal de France.

Le sieur de Beaulieu, parfait géographe et le meilleur artiste qui ait prêté son crayon, avant Martin et Van der Meulen, à la représentation des batailles si bien ordonnées et assez pompeuses du XVIIe siècle, a gravé la vue de Nordlingen tel que ce pays figure en Souabe, au Nord du Danube, un peu au-dessus d'Augsbourg. En cette planche, on peut voir Nordlingen avec ses bastions, redans, ponts-levis, fossés, toits coniques, églises, maisons, et aussi ses tours crénelées et bien bâties; mais le sieur de Beaulieu, avec cette science de perspective admirable et ce secret de dresser des plans qui n'appartient qu'à lui, a tenu à représenter, en plus de la ville, toute l'étendue de pays et le village d'Allerheim notamment en perspective. Cette planche, avec ses mouvements de plaine, la disposition des cours d'eau, cultures et, çà et là, des bois et des moulins, n'est pas loin, aperçue en panorama, de ressembler à un échiquier; mais c'est un échiquier sur lequel de terribles joueurs, au lieu de pièces de bois, eussent fait en sorte d'assembler à profusion les carrés de l'infanterie, la cavalerie selon les replis et vallonnements, enfin le canon sur les hauteurs. Une banderole, au-dessus du cadre, en développant sa guirlande, nous apprend que c'est là, sur ce grand théâtre, en Souabe et devant Nordlingen, qu'eut lieu « le troisiesme jour d'aoust 1645, la rencontre entre les armées du T. Chrestien Louis XIV, Roy de France et de Navarre, commandée par Mgr le duc d'Anguyen prince du sang, pair de France et l'Imperiale et Bavaroise, commandée par les généraux Gleen et Mercy. »

Entre tant de batailles où prirent part, de l'un et l'autre côté, plusieurs grands capitaines, où s'affrontèrent les troupes les plus expérimentées et les plus braves de toute l'Europe, et dont le résultat favorable aux Français jeta chez l'ennemi tant de confusion, il en est peu, — sauf Rocroi sans doute, — qui aient été célébrées autant que Nordlingen.

L'abbé Raguenet, l'un des biographes de Turenne, veut que ce soit en « rompant, du premier effort, tous les escadrons ennemis qui étaient sur la montagne », en défaisant « l'infanterie qui y était aussi, en faisant prisonnier le général Gleen et en prenant le canon » que le vicomte de Turenne s'assura du triomphe de nos armes; mais, Turenne, dans ses *Mémoires*, avec cette modération, cette modestie et cette noblesse qui n'appartiennent qu'aux héros véritables, a montré que

c'était au duc d'Enghien, par le mouvement offensif que ce prince communiqua à tout l'ensemble, qu'était due la part la plus importante de cette victoire. Le fait est que Monsieur le Prince, avec cette jeunesse et cette ardeur qui donnaient tant de force à son génie, se jeta comme un lion dans cette mêlée. A cheval, noir de poudre, son bel habit en lambeaux, le panache au vent et l'épée au poing, il chargea avec tant de fougue et sa frénésie était si grande que M. de Mercy, en l'apercevant, ne put se tenir de s'écrier que « Dieu avait tourné la tête aux Français. » Le fait est qu'il l'avait tournée à Monsieur le Prince, mais, pour le bien de l'État; et cela d'autant mieux, — tellement l'ennemi était puissant, bien retranché, surtout dans Allerheim, — qu'il n'y avait pas à différer, mais qu'il fallait vaincre ou mourir.

En cette extrémité, le marquis de Castelnau accomplit de véritables prodiges de valeur. Chastellux étant tombé, frappé par le canon bavarois, c'est à Castelnau que le duc d'Enghien fit appel pour prendre le commandement; Monsieur le Prince savait que Castelnau, qui avait si bien suppléé Mauvilly à Fribourg, agirait de même, cette fois, au lieu et place de Chastellux. Cette attente fut si justifiée que M. de Castelnau prit de suite, de moitié avec Marsin, les dispositions les plus promptes pour attaquer Allerheim.

Il suivit de tout cela une si rude mêlée que le fameux Mercy, le plus grand général des Allemands, se trouva bientôt défait d'un coup de feu. Pour M. de Castelnau, jamais il ne s'était abandonné autant à son courage. » Deux chevaux tués sous lui, six coups de mousquet sur son corps ou dans ses armes » témoignent assez de la fureur avec laquelle il se jeta dans Allerheim. Il n'y avait pas d'endroit dans la bataille où, selon Turenne, « le combat fût plus opiniâtre. » Celui-ci devint si meurtrier et les pertes qui en résultèrent furent si terribles qu'Impériaux et Français en éprouvèrent à peu près autant de dommage.

Du côté des premiers, Mercy tomba, de l'autre Bellenave. Les Allemands eurent Gleen prisonnier, les Français Grammont. Pour M. de Castelnau, exposé au premier rang, une horrible blessure se trouva être le prix de son courage. Une balle de mousquet, ayant pénétré dans l'aine droite, lui avait percé la vessie puis était ressortie par le haut de la cuisse gauche. En cet état, il souffrit mille morts; mais cette bataille,

la plus hasardeuse et, Bossuet l'a dit, la plus disputée qui fut jamais, s'acheva si bien à l'avantage des Français que M. de Castelnau, encore que les chirurgiens désespérassent de le sauver, trouva, tant il avait de grandeur d'âme, assez de force encore pour faire taire sa douleur.

Émus de ce spectacle et de l'exemple d'abnégation que le blessé offrait à toute l'armée, le vicomte de Turenne et le duc d'Enghien résolurent de ne pas se séparer de lui et de l'emmener avec eux à Philippsbourg. Installé sur un brancard, précédé du drapeau blanc que le Roi lui avait donné, M. de Castelnau, porté par les soldats du régiment *Mazarin*, quitta le lendemain Allerheim, passa devant Nordlingen où les troupes le virent. A peine parut-il sur le front de bandière que ceux des officiers qui le reconnurent, enlevant leurs chapeaux, saluèrent d'un geste large; en son honneur, les fifres jouèrent, les tambours battirent; les cornettes de cavalerie, à mesure qu'il passait en vue des escadrons, inclinèrent les étendards.

III. — LOYALISME, INTRÉPIDITÉ, GRANDEUR D'AME ET VALEUR DU VAINQUEUR DES DUNES

Dans l'*Oraison funèbre* que Fléchier consacra, plus tard, à la mémoire de Turenne et que Mme de Sévigné trouvait si belle qu'il n'y avait rien, dans ce genre, qu'elle plaçât au-dessus, le futur évêque a dit, avec beaucoup de bon sens, que ces vertus de son rang, ces qualités de son état dont était doué le vainqueur du Rhin, suffisaient à faire de Turenne un héros accompli; « si, dit-il, son portrait était moins beau, je produirais ceux de ses ancêtres. »

Le mérite de tels hommes, si supérieurs, réside en effet dans leurs actions particulières bien plus que dans toutes celles qu'on pourrait montrer de leurs aïeux. Ceux de M. de Castelnau, à l'égal de ceux de Turenne, sont d'allure fière et de beau maintien. Et d'abord, au-dessus des autres, il y a l'aïeul paternel du maréchal, Michel de Castelnau. L'historien Le Laboureur a relaté les précieux services que ce sagace et adroit diplomate a rendus à son pays au XVIe siècle; et, dans une dédicace à Jacques de Castelnau, il a pu écrire, en établissant un rapprochement entre le grand-père et le petit-fils, qu'à « l'honneur de tant d'ambassades, » feu le gouverneur de Saint-

Dizier joignit encore « la gloire de s'être trouvé aux principales batailles de son temps telles que furent celles de Dreux, de Jarnac et de Moncontour ; » mais, ajoute-t-il presque aussitôt, en s'adressant au descendant d'un si grand homme, « il vous a laissé, pour votre partage, le haut éclat des emplois militaires. »

C'est justement parce qu'il brilla dans ces emplois et s'éleva, parmi eux, au rang suprême, que nous n'essaierons de retracer ce portrait d'un soldat qu'au moyen de ces contours pleins de relief et de ces lignes vivantes dont il semble que la nature se soit plu à composer ce martial et profond visage. Il faut dire qu'à cela l'artiste rémois Robert Nanteuil, qui prêta son burin à la représentation de tant de figures de son temps, réussit à la perfection. C'est en effet à ce savant maître que nous devons le portrait de Jacques, marquis de Castelnau, maréchal de France, lieutenant-général des armées du Roi en Flandre, gouverneur de Brest, nommé à l'ordre du Saint-Esprit, tel qu'il figure en tête du grand ouvrage de Le Laboureur. Certes, dans un autre genre (puisqu'il s'agit d'un portrait écrit !) le portrait de Turenne, tracé par Bussy-Rabutin et que Sainte-Beuve trouve « l'un des plus expressifs et des plus parlants, » offre bien de l'accent et de la vigueur ; mais ce portrait de Castelnau, gravé par Nanteuil, est, dans un art tout différent, non moins admirable.

Le maréchal est, dans ce portrait achevé, représenté de trois quarts ; son col, en toile de Hollande, rappelle celui que Franz Hals, dans le chef-d'œuvre du Louvre, a prêté à Descartes ; une écharpe, jetée à plis amples, enveloppe l'épaule, recouvre à moitié la croix de l'ordre du Saint-Esprit et redescend sur l'armure. Pour la physionomie, encadrée d'une chevelure bouclée à la mode du XVIIe siècle, elle est fine, spirituelle, bienveillante. Le nez long, la bouche bien modelée ne sont pas sans malice ; le front est ample, le menton rond, les plis des joues longs et réguliers. Les yeux sont animés, vivants ; le regard en est franc, direct, et, par sa résolution et sa puissance, trahit une âme forte, active, capable d'élan et de volonté. « Il était, a dit Pilet de la Mesnardière *(Relations de guerre)*, en parlant de Castelnau, homme de grande mine, de grande ambition et de grand cœur. » Le fait est que, dans ce portrait gravé au mieux par Nanteuil, il apparaît tel que nous aimons à nous figurer un homme de sa condition. En vérité, ni Rigaud ni

Mignard, dans leurs plus grands cadres, n'eussent représenté Castelnau plus vivant, ni mieux.

Le maréchal, ainsi qu'il a été dit de Villars, était-il surtout un beau zèle et une fortune? Était-il comme Turenne un caractère ou, comme Fabert, unissait-il aux talents de l'homme de guerre les vertus de l'homme de bien? Ce sont là autant de traits de sa nature qu'on aimerait connaître. Pour le zèle, il est peu de personnages qui, dans le temps où l'erreur de la Fronde avait atteint les mœurs et troublé la nation, en fissent montre de plus scrupuleux. Tandis qu'on voyait les plus grands faiblir, et Turenne et Condé eux-mêmes se laisser gagner à la rébellion, il fut, lui, toujours loyal, et c'est ce dont Mazarin lui sut un gré particulier. Jamais et dans aucun cas l'attachement de Castelnau à la cause du Roi ne souffrit d'atteinte; et, comme la cause du Roi se confondait étroitement, dans ce temps-là, avec celle de l'État, on peut dire, du lieutenant-général, qu'il est peu de modèles, dans une époque troublée, d'une fidélité demeurée en dépit de l'exemple, aussi inflexible.

La carrière militaire du marquis de Castelnau est toute d'honneur; mais, s'il était besoin de caution pour en montrer l'élévation et la droiture, nous pourrions produire la plus haute de toutes : celle du Roi. En quelque circonstance que ce fût, le monarque ne laissa jamais d'exprimer sa satisfaction d'une conduite acquise si totalement au bien de la France. Cette marque de confiance éclatait si bien et à tout propos que, quelque difficulté que Castelnau vînt à rencontrer dans le service, Louis XIV n'intervenait jamais que pour la trancher en sa faveur. Cela se vit bien au siège de Mouzon, survenu en 1653 peu de temps avant celui de Sainte-Menehould. Le sieur de Vautourneux, commandant les dix compagnies du régiment des gardes françaises, ayant été envoyé devant la place, M. de Castelnau, lieutenant-général, lui avait donné des ordres; et le duc d'York, dans ses *Mémoires*, rapporte que Vautourneux, soit aigreur, soit suffisance, soit parce qu'il appartenait à la maison du Roi, refusa de se rendre à ceux-ci. En vain M. de Turenne lui-même s'efforça-t-il de représenter au commandant des gardes françaises les inconvénients d'une indiscipline qui pouvait devenir funeste pour l'armée; cet officier ne put se déterminer à obéir. C'est alors que M. de Turenne, n'osant se risquer à frapper un homme qui relevait du Roi seul, adressa

un courrier à Paris pour informer Louis XIV. Selon le duc d'York, celui-ci n'hésita pas à prendre le parti de Castelnau. « Il adressa par retour, aux gardes françaises, l'ordre d'obéir au lieutenant-général et cet ordre arriva assez à temps pour que Vautourneux, montant de la tranchée une seconde fois, se trouvât soumis à l'autorité de M. de Castelnau. »

Cette autorité, cette rigueur dans le commandement était l'un des mérites principaux que le futur maréchal faisait éclater parmi tant d'autres. Il est vrai de dire que cet officier n'obtenait la subordination de ses lieutenants que par l'exemple que lui-même avait, durant toute sa vie, donné de cette subordination à des capitaines plus éprouvés ou plus anciens. Non seulement sous Monsieur le Prince à Fribourg et à Nordlingen, sous Turenne dans les Flandres, mais encore sous Guébriant durant la guerre d'Allemagne, sous La Meilleraye pendant celle de Guyenne, il témoigna de l'obéissance la plus scrupuleuse; mais encore, il fit voir, tantôt sous l'Hospital, tantôt sous du Plessis ou sous Rantzau, que cette obéissance, bien entendue, n'est pas inconciliable avec une hardiesse pleine d'intelligence, un jugement personnel éclairé et cette sorte de vaillance à laquelle tout cède parce que rien ne peut lui faire obstacle.

Le futur duc de la Rochefoucauld, encore prince de Marsillac, avait vu M. de Castelnau, en 1646, combattre devant Mardick et se porter avec tant d'intrépidité à l'endroit le plus dangereux que c'est sans doute à lui, autant qu'à l'Achille d'Homère ou au Roland de l'Arioste qu'il a pensé longtemps après, en écrivant sur cette vertu des héros. C'est, dit en effet le moraliste des *Maximes*, par l'intrépidité que « les héros se maintiennent en un état paisible et conservent l'usage libre de leur raison dans les accidents les plus surprenants ou les plus terribles. »

La condition de l'intrépidité n'est pas dans le feu seul de l'âme; mais encore, ce qu'exige cette vertu, c'est un calme supérieur, un jugement prompt à démêler le faible et le fort de l'ennemi, enfin, partout dans la guerre, une adroite disposition à profiter du moindre retard dans sa manœuvre, du plus petit relâchement dans sa conduite. Une sentinelle en défaut, une brèche mal gardée et qu'on attaque, une escalade tentée au prix de la vie, une charge désespérée menée en pleine bataille et que l'audace même fait réussir, voilà quelques-uns

des moyens auxquels ce capitaine réfléchi, qui ne cessa jamais d'être un soldat entreprenant, avait recours le plus volontiers. « Si vous avez la hardiesse de voir ce qu'il fait, déclare le P. Cherpignon en nous le représentant au siège du Câtelet, en 1637, vous verrez qu'il enlève la pique d'un Espagnol qui défendait la place. »

Devant Furnes, plus tard, il fait mieux encore. Trahi par un fantassin allemand de l'armée de Rantzau, il va tomber dans un piège ; mais, il paye si bien d'audace et se fait voir si terrible, qu'il évite le mouvement d'une quarantaine de cavaliers venus pour se saisir de lui, les poursuit à cheval, se heurte à un millier d'autres; puis, là, il se replie en bon ordre, et la crainte qu'il inspire est encore si grande qu'il trouve le moyen de faire des prisonniers. De toutes ces actions d'un caractère si intrépide, la plus fameuse demeure toutefois celle qu'il accomplit au siège de Cambrai. Là, sa vaillance avait failli le perdre ; et, par le fait qu'il avait eu un cheval tué sous lui, il avait été saisi comme il tombait et emmené dans la citadelle.

C'est dans cet épisode, si dangereux autant que si honorable pour lui, qu'il fit voir ce que peut une grande âme décidée à ne pas se laisser abattre. Au lieu de se livrer, comme tant d'autres l'eussent fait à sa place, à un désespoir sans raison, lui veilla au contraire jusqu'à ce que les circonstances lui eussent permis de se rendre la fortune plus favorable. Dans ce dessein, il n'eut de cesse de se tenir toujours le plus près possible des remparts ; enfin, il chercha à s'évader ; mais, les bastions de Cambrai étaient si élevés, la contrescarpe qu'il eut à franchir si effrayante, qu'il faillit plus de vingt fois se rompre le cou. Enfin, malgré des difficultés auxquelles se fussent arrêtés de moins entreprenants et bien qu'il fût meurtri et déchiré de corps et d'habits, il réussit à gagner le Cateau. « De là, ajoute Le Laboureur, il se rendit à la Cour, et le cardinal de Richelieu entendit avec tant de plaisir le récit de sa liberté qu'il le voulut avoir par écrit avec le détail de ce qu'il avait observé de l'état de Cambrai. »

L'une des marques de l'intrépidité, de « cette force extraordinaire de l'âme » dont a parlé La Rochefoucauld à propos des héros, ne se manifeste pas tant par le mépris du danger que par celui de la souffrance ; et nous avons vu, par le coup

terrible dont M. de Castelnau fut atteint au combat d'Allerheim, la fermeté sublime avec laquelle le commandant du régiment *Mazarin* supportait les plus vives et cruelles douleurs. Au reste, dans tout le cours de ces guerres qui ensanglantèrent l'Europe jusqu'aux traités de Westphalie, M. de Castelnau, de tous les grands capitaines qui s'illustrèrent alors, fut, avec le célèbre maréchal Rantzau, celui qui compta le plus de blessures.

Une première fois, en 1639, au siège de Hesdin, il reçut une mousquetade qui lui cassa l'os de la jambe. En 1644, devant Fribourg; il eut le bras percé, toujours d'une balle de mousquet. Aux sièges de Mardick, en 1646, d'Arras, en 1654, il fut atteint en plusieurs endroits du corps; mais la blessure qui lui causa le plus de dommage fut celle vraiment horrible qu'il reçut à Nordlingen, en 1645, et dont son panégyriste, le P. Cherpignon, a dit que, dans l'excès de fureur auquel était parvenu le combat, elle « rendit la victoire douteuse en rendant sa vie incertaine. » Cependant, cette blessure même, si sanglante qu'elle fût et bien qu'elle mît sa vie en danger, n'était pas, à beaucoup près, si grave que celle dont il fut atteint, treize années plus tard, à l'attaque du fort Léon, devant les Dunes. La balle de mousquet entra cette fois fort avant dans le côté gauche, au défaut des côtes; mais, au lieu de ressortir, s'en alla loger dans l'échine. L'empêchement dans lequel on se trouva de l'extraire devait amener une issue fatale; mais, dans l'instant même où le coup vint à le frapper, M. de Castelnau se raidit avec tant de vigueur qu'il trouva encore, tout sanglant qu'il fût, assez de force pour se tenir à cheval. En cette extrémité, il gagna Mardick, toujours au galop; sa contenance était si ferme que les officiers de cette place qui l'aperçurent d'abord, à ne considérer que son visage, crurent qu'il était en bonne santé et ne se présentait à eux que pour se réjouir d'un succès qui ajoutait encore à ceux de la journée.

Une telle sublimité dans le courage, une fermeté si exceptionnelle dans la douleur, ajoutaient, chez M. de Castelnau, dans une circonstance aussi pénible, à l'élévation et à la beauté de l'âme, à la grandeur d'un caractère déjà trempé dans l'épreuve. Le Roi, des premiers, dès qu'il connut le détail de cet événement si honorable pour son lieutenant-général, fut jeté dans un état de consternation indicible. Malade lui-même, il ne put se rendre aussitôt au chevet du blessé; mais, il y

envoya le cardinal Mazarin et, comme il était dans une affliction infinie de tout ce qui était survenu, il s'écria à plusieurs reprises et d'un ton altéré, en répétant le nom de Castelnau : « Que voulait-il faire? N'avait-il pas assez de gloire? » Aussi voulut-il que, sur les lettres d'élévation au maréchalat que, peu de jours après, il signa en faveur de ce grand capitaine, il fût fait mention « des marques très honorables des blessures » que Castelnau portait en de nombreux endroits du corps. Jadis Henri IV, dont Louis XIV était le digne descendant, n'avait pas témoigné de plus d'empressement auprès de M. de Batz. Apprenant le coup fatal dont ce gentilhomme avait été navré à Coutras, il avait exprimé son désespoir en écrivant au blessé la lettre si belle commençant par ces mots : « Votre blessure de Coutras me fait véritablement plaie au cœur. » Et c'était, cette fois, un chagrin aussi extrême, une douleur aussi poignante dont se trouvait témoigner le jeune Roi, à la nouvelle de la blessure de M. de Castelnau.

Après Nordlingen, cette terrible et chaude affaire où le lieutenant-général manqua périr, Son Éminence exigea qu'on la tînt au courant, chaque jour et jusqu'à guérison des suites d'une blessure qui ne laissait pas de mettre en danger des jours si précieux. Tantôt c'est à Turenne que Mazarin, de Paris, mande de lui envoyer des nouvelles du « pauvre Castelnau. » A Monsieur le Prince, il écrit d'autre part, après Nordlingen, en s'exprimant avec le même cœur : « Je remets cela et plusieurs autres choses à ce que M. Le Tellier vous en écrit par le même, vous suppliant de considérer M. le marquis de Castelnau qui commande mon régiment d'infanterie française dans les occasions qui pourraient se présenter pour l'avancer. Je me persuade que vous vous porterez à l'obliger par la considération que je l'estime et l'affectionne. »

Cette estime et cette affection, Son Éminence en prodigua toujours et jusqu'à la fin au marquis de Castelnau les marques les plus sensibles; et cela, non seulement par des grades, faveurs méritées comme être du Saint-Esprit, mais encore par des charges et bénéfices auxquels il entendit qu'il participât comme il était juste. Ainsi, après les sièges si favorables que le lieutenant-général avait entrepris et menés à bien dans le Nord, notamment à Mardick, Béthune, Armentières et Landrecies, Son Éminence voulut que cet officier reçût

le gouvernement de la Bassée; mais cette récompense ne lui paraissant pas encore assez digne des services que Castelnau avait rendus à l'armée, le cardinal exigea qu'un poste plus important échût à ce brave des braves. Et, de même que, dans une circonstance aussi fameuse, le cardinal de Richelieu n'avait pas hésité à nommer Fabert gouverneur de Sedan, Mazarin ordonna que Castelnau fût nommé au gouvernement de Brest.

Tant de témoignages de considération, des distinctions aussi flatteuses n'eussent pas manqué d'éveiller, dans un cœur moins ferme, un monde d'ambitions; mais, en M. de Castelnau, le caractère était si bien à la hauteur des talents qu'aucun succès, aucun triomphe et la gloire même n'étaient capables d'altérer l'éclat du mérite. En vérité, Castelnau, grand capitaine, était en cela de la nature de Turenne. Il était vertueux, « non, ainsi qu'a dit Fléchier, pour l'honneur, mais pour la justice qu'il y a de l'être. » Son portrait, à ce point de vue, ne serait pas achevé, si l'on ne venait dire à quel point ses mérites personnels aidaient à rehausser encore toutes ces belles qualités militaires.

Homme de grand sens, il avait de l'esprit autant qu'il en faut pour le commerce du monde: sa gaieté bienveillante adoucissait en cela ce que son courage eût présenté de trop hautain. Sa conversation était sobre, naturelle et même enjouée; sa plaisanterie, sans être tout à fait « de bonne et grosse étoffe (1) » comme celle de Vauban, retenait par tout ce qu'on y découvrait de judicieux. Enfin, en un temps où la sociabilité était l'apanage des familles nobles, surtout de celles dont la souche robuste était dans la province, le marquis de Castelnau ne faillit jamais à l'observation de ses devoirs d'époux et de père.

En 1640, l'année du siège d'Aire, et celle où il porta secours en Allemagne à M. de Guébriant, il avait contracté mariage avec demoiselle Marie de Girard, fille de Pierre de Girard, seigneur de l'Espinay et de la Buzardière, conseiller et maître d'hôtel ordinaire du Roi et son gouverneur de la ville de Saint-Denis. De cette union était né, outre deux filles Marie-Magdeleine et Marie-Charlotte, un garçon nommé Michel comme son ancêtre et qui, comme celui-ci et comme son père, devint habile aux armes, soldat adroit et de rude trempe. Ainsi que son père et ses oncles, Michel de Castelnau devait, plus tard,

(1) Sainte-Beuve.

finir en héros. Nommé mestre de camp d'un régiment de cavalerie, il reçut, en 1672, quatorze ans après la mort du lieutenant-général et durant la guerre de Hollande, une blessure si grave qu'il n'eut que le temps de se faire porter à Utrecht, en plein hiver, pour y expirer. Ce Michel, de son côté, laissa veuve avec trois filles Louise-Marie Foucault de Daugnon, qui était vraiment douce et charmante et que Mme de Sévigné proclame « blanche et fraîche femme » autant que jolie (*Lettre du 5 janvier 1674*). Une telle postérité était, de tous points, bien digne du garçon entreprenant, fier et brave que nous vîmes jadis, de sa terre tourangelle, venir à Paris, à dos, comme Bayard, d'un « bas petit roussin » et qui, comme Bayard, ne cessa jamais d'être, durant sa vie, sans peur et sans reproche.

IV. — JACQUES DE CASTELNAU, LIEUTENANT DE TURENNE EN FLANDRE. SON ACTION AUX DUNES DE DUNKERQUE ET AU FORT LÉON

Si l'on voulait donner à de telles biographies le tour des contes et faire en sorte que Perrault s'y mêlât à Plutarque, il faudrait demander aux *Mémoires de Grammont* un peu de cet accent à la fois martial et tendre avec lequel Hamilton nous parle des guerres. « En ce temps-là, dit en effet cet auteur, comme s'il allait nous narrer la *Belle au Bois*, de grands hommes commandaient de petites armées, et ces armées faisaient de grandes choses. » Ces grandes choses (nous l'avons vu au cours de ces pages), c'était la France victorieuse sur la Somme, puissante en Flandre et sur le Rhin : c'étaient aussi des actions hardies et fortes comme places conquises et batailles gagnées : Corbie, Fribourg ou Nordlingen.

Cette action de Nordlingen a été vantée par Bossuet dans son *Oraison* de Louis II de Bourbon et Corneille, dans l'avertissement de *Rodogune* adressé au même prince, en a parlé. « Thionville, Philippsbourg et Nordlingen, écrit d'un cœur ardent le poète du *Cid*, étaient des lieux funestes pour la France... Et ces mêmes lieux, dont le souvenir lui arrachait des soupirs et des gémissements, sont devenus les éclatantes marques de sa nouvelle félicité, les dignes occasions de ses feux de joie et les glorieux sujets des actions de grâces qu'elles a rendues au ciel. » Dans le cours de vies fécondes, autant que le sont celles d'un Condé, d'un Turenne ou d'un Castelnau, d'un développe-

ment à la fois si plein et si harmonieux, il y a bien en effet quelque chose de grave, de sublime, et, pour tout dire, de cornélien. Cela n'est pas vrai seulement au figuré, mais s'affirme encore dans cette sorte de ressemblance qu'un même temps établit entre les hommes. Ainsi, en 1636, tandis que Corneille écrit *le Cid*, Castelnau se fait remarquer à Corbie; en 1645, l'année de *Rodogune*, il se signale à Nordlingen avec éclat; et, dès 1652, l'année où le poète de Rouen fait jouer *Nicomède*, on voit Castelnau triompher à Mouzon.

Ainsi, de même que celle du poète, la carrière du soldat est chargée d'œuvres; et ces œuvres ce sont, au lieu de tragédies acclamées, des lauriers conquis, des prises et assauts de villes, levées de sièges, secours portés aux places, combats livrés et gagnés un peu partout. Tant d'actions, espacées sur plus de vingt ans de campagnes à nos frontières, exigeraient, si l'on voulait en faire le compte exact, un long récit. Mais, comme Saint-Évremond l'a écrit de Turenne avec vérité, un pareil détail de ces services en « rendrait le caractère languissant. » Et, ce n'est, à proprement parler, qu'à l'aide de grands faits comme Nordlingen ou les Dunes, représentatifs de sa valeur, que nous nous proposons de montrer Castelnau.

Par une singularité dont la cause est dans la disposition du terrain même, le contour des rivages, la ligne des eaux, surtout l'étendue des plaines si fertiles, coupées de canaux, de marais, dominées de moulins à grandes ailes et de beffrois, la région du Nord, de nos jours comme jadis, fut toujours le champ clos des nations, le *pré carré* disait Vauban. Et, sur ce *pré carré*, permettant en de grands espaces, ainsi que dans les œuvres de Van der Meulen, le déploiement de l'infanterie aux uniformes bleus et blancs, le galop des hussards, chevau-légers, dragons, mousquetaires et gendarmes rouges, enfin l'évolution du canon et des bagages, les rencontres entre Français, Anglais, Impériaux, Espagnols, Flamands, se heurtèrent toujours en de rudes assauts, charges furieuses, combats de l'épée ou du mousquet.

Pas plus que Turenne, Condé, surtout Vauban, Jacques, marquis de Castelnau n'échappa à cette sorte de domination que ce grand terrain des guerres (et, plus particulièrement la Picardie, l'Artois, la Flandre) exerça toujours sur les capitaines du temps de Louis XIV. La longue suite de ses exploits avait

commencé devant Corbie, en plein sol picard; mais c'était, après s'être poursuivie devant le Cateau, Béthune, Arras, Condé, Saint-Omer, Valenciennes, Furnes, Mouzon, Cambrai, le Câtelet, Hesdin, la Bassée, Guise, Aire, où, comme jadis Bayard, il tint carrousel, pour venir s'achever « près la mer germanique, » aux Dunes de Dunkerque.

« Dunkerque, explique l'abbé Raguenet, dans son *Histoire du vicomte de Turenne,* est située au milieu de ces collines de sable blanc qui s'élèvent au bord de la mer germanique, depuis Calais jusqu'à l'Écluse et qu'on appelle *Dunes*. Du côté du Midi, elle est entourée de canaux et de marais : les *dunes* sont également à son levant et à son couchant. » Autant dire que ce ne sont, partout, autour des remparts, que monticules, bancs et redoutes de sable. « La mer, que la ville a au Nord, et qui vient battre jusqu'au pied de ces *dunes* dans son flux, laisse à sec par son reflux (ajoute l'abbé Raguenet) un espace de grève d'environ cinq cents pas, qui demeure découvert pendant la basse marée et qu'on appelle *lestrang*. »

A peine le gouverneur espagnol, le marquis de Lede, se fut-il enfermé dans Dunkerque que cette place, investie par les armées que le vicomte de Turenne avait fait avancer malgré l'inondation, ne disposa plus, pour communiquer avec l'extérieur, que de ce passage de *lestrang* allant, en bordure de la mer, de Nieuport, du côté du levant, à Gravelines, du côté du couchant. Mais, le vicomte de Turenne ne voulut même pas laisser ce chemin à ses ennemis. Tant dans la direction de Gravelines que dans celle de Nieuport, il fit enfoncer de gros pieux profondément dans le sable; ces pieux, que les pionniers relièrent entre eux au moyen de chaînes de fer doublement entrelacées, constituèrent deux estacades contre lesquelles plusieurs barques et chaloupes armées furent échouées à dessein; en même temps, indique, dans sa *Relation du siège de Dunkerque*, l'historien Pilet de la Mesnardière, « il y avait plus de cent vaisseaux, parmi lesquels des frégates et beaucoup de brûlots, assurant le blocus du côté de la mer. » Il n'était pas possible, dans ces conditions, que la garnison résistât au delà d'un certain temps.

Le jeune Roi et la Reine sa mère ayant tenu à assister en personne au début de l'attaque contre la place, Castelnau, capitaine-général, reçut l'ordre, après avoir pris à Calais dix com-

pagnies des gardes françaises, de se rabattre ensuite sur Dunkerque par Ardres et Bourbourg. Pendant que cette manœuvre s'accomplissait, le vicomte de Turenne, en dépit de l'inondation de la Moër et du débordement de la Colme, résolut d'aller passer cette rivière à Bergues-Saint-Vinox. Sa jonction avec Castelnau devait s'effectuer devant Dunkerque. A peine ce mouvement fut-il exécuté, que les contingents anglais de milord Lockart et du major-général Thomas Morgan, en venant se joindre à ceux dont disposait le capitaine-général, portèrent à près de six mille hommes, tant d'infanterie que de cavalerie, les forces dont Castelnau avait reçu le commandement.

De son côté, Guillaume de Lede, que le général Hardy de Périni appelle, non sans raison, « un vieux capitaine flamand expérimenté et brave, » ne disposait, pour sa défense, que de deux mille hommes de pied et de huit cents cavaliers ; mais la situation des forts et surtout l'état détrempé du terrain rendaient, sur tout le front d'attaque, l'avance des alliés français et anglais extrêmement pénible. Le vicomte de Turenne n'en fit pas moins, au bout de peu de jours, ouvrir la tranchée par les gardes françaises ; mais le canon ennemi, habilement dirigé, venait bouleverser les travaux au point que le maréchal de Créqui et le comte de Soissons avaient bien de la peine à y maintenir les travailleurs. Pour les marquis d'Humières et de Castelnau, descendus dans la tranchée, ils eurent le comte de Guiche blessé à côté d'eux. Et, ce qui vint ajouter aux embarras du siège est que don Juan d'Autriche et Monsieur le Prince, que la cabale une fois de plus avait amené à combattre contre son Roi, entreprirent, au moyen d'une armée considérable qu'ils levèrent dans les Flandres, de se porter au secours de Dunkerque.

Roger de Rabutin comte de Bussy prétend, dans ses *Mémoires*, que Son Éminence le cardinal Mazarin envoya à ce moment Talon, son intendant, à M. de Turenne, pour presser celui-ci d'attaquer et que « le maréchal fut bien aise que la résolution qu'il avait prise fût autorisée par le sentiment du cardinal. » La vérité est que cette résolution, en dehors de tout accord avec le ministre, avait été si bien arrêtée par M. de Turenne, de concert avec milord Lockart, parent de Cromwell, et les marquis de Créqui et de Castelnau, qu'il n'y avait plus rien qui pût faire obstacle à l'offensive que le maréchal avait

décidé de prendre contre Monsieur le Prince et don Juan d'Autriche. A l'effet de prévenir tout mouvement de l'ennemi, Turenne fit travailler aux retranchements des Dunes une partie de la nuit, dressa lui-même le plan de bataille et ne s'endormit sur le sable, enveloppé de son manteau, qu'après s'être assuré de la sûreté du bagage et de l'ordre des troupes.

A peine le jour se fut-il levé, au matin du 14 juin, et le vicomte de Turenne, monté sur son cheval pie, en justaucorps de velours noir et le bâton en main, eut-il donné le signal que, sur tout le front de bandière, « depuis le flot de la mer jusque dans cette prairie qui joint le canal de Furnes, » on aperçut l'armée des Français et des Anglais qui se mettait en marche. Celle-ci était extrêmement ralentie par l'effet du sable; et l'on peut dire qu'il y avait bien de l'audace à M. de Turenne d'avoir choisi, pour attaquer, un terrain aussi mouvant.

Les Dunes, en cet endroit, forment des mamelons et des ravins si cahotés que les bataillons et les escadrons s'y trouvaient élevés ou abaissés suivant les dispositions de terrain les plus opposées les unes aux autres. Les formations de bataille s'en trouvaient contrariées dans plus d'un point; mais les officiers veillaient si bien à leur alignement que, malgré la difficulté du sol, elles se maintenaient régulières et dans un ordre si admirable « qu'elles paraissaient avoir été tirées au cordeau. » Cette régularité et cette discipline étaient nécessaires, si l'on voulait que l'aile droite, commandée par le marquis de Créqui et l'aile gauche, commandée par le marquis de Castelnau, tous deux lieutenants-généraux, ne vinssent pas à se rompre dans les Dunes.

Le vicomte de Turenne, général de bataille, se tenait donc au centre pour maintenir l'une et l'autre ailes sur cette ligne qui partait de la mer pour joindre le canal de Furnes. A cet effet, l'armée ne mit pas moins de trois heures pour parcourir la demi-lieue qui devait l'amener en vue de l'ennemi; mais, quelque soin que prît M. de Turenne de maintenir cette ligne parfaite et comme rigide, le terrain mobile et glissant ne permit pas partout la même avance.

Encore que Bussy, à la tête du régiment de *Grammont* et de *Royal-cavalerie*, eût rompu à peu près l'infanterie de Monsieur le Prince, ce dernier, par la manœuvre la plus hardie qui fût, donna à son adversaire une réplique si vive que M. de

Créqui, qui commandait l'aile droite, ne put tenir avec assez de fermeté pour briser la riposte; ses premiers rangs fléchirent; et, sans M. de Turenne, qui observait du haut des dunes et rétablit l'ordre en faisant intervenir, une fois de plus, les escadrons de Bussy, M. de Créqui était tourné, Condé passait au travers des rangs et se jetait bride abattue au-devant de Dunkerque auquel il portait secours. Les Suisses et les gardes françaises, soutenus par le canon que le sieur de Saint-Hilaire fit donner à propos, prêtèrent heureusement main-forte à Bussy. Il n'en fallut pas plus pour que la fortune se mît enfin du côté des Français.

Condé, défait, sa monture abattue, faillit bien être pris; et ce n'est que grâce au dévouement de Meille, l'un de ses gentilshommes, qui se fit tuer pour lui, et de Groussolles, qui lui prêta son cheval, qu'il put échapper, l'épée au poing, et gagner Furnes. Un tel succès et sur un si grand prince témoigna, une fois de plus, de tout ce que la capacité, la fermeté et le solide jugement de M. de Turenne pouvaient tirer des circonstances les plus difficiles; mais, cet illustre guerrier, en attribuant « généreusement à Castelnau le principal honneur (1) » de cette victoire témoigna assez hautement que celle-ci n'avait été rendue possible à l'aile droite que par la contenance vigoureuse avec laquelle le lieutenant-général s'était maintenu à l'aile gauche. Traquant, culbutant et poussant don Juan, non seulement en coupant sa retraite sur *Lestrang*, du côté de la mer, mais en chargeant de sa personne, à la tête des escadrons de l'*Altesse* et du *Grand Maître*, Castelnau avait mis les plus fières troupes d'Espagne, et les *hidalgos* au premier rang venus avec don Juan et Caracena, dans l'obligation de reculer, et cela dans le désordre le plus grand qu'on pût voir.

« Le marquis de Castelnau, dit à ce propos le compte rendu de *la Gazette de France*, mena son aile avec beaucoup de conduite et de courage. » La vérité est que le lieutenant-général avait d'abord pensé attaquer de front les Espagnols; ce n'est que quand il se fut aperçu que ceux-ci n'étaient pas couverts du côté de *Lestrang* qu'il obliqua dans cette direction, « changeant, dit Pilet de la Mesnardière, son ordre de bataille sur-le-

(1) Le Laboureur.

champ. » « L'action de Castelnau, ajoute le même auteur de la *Relation*, fut remarquable dans la manière dont il disposa le combat de son côté. » Le fait est qu'il n'y avait que M. de Turenne et lui qui fussent aussi habiles à se saisir des circonstances pour les tourner à leur avantage.

Don Juan ne tarda pas d'éprouver tout le poids de cette manœuvre. Tandis que Castelnau le faisait attaquer sur *Lestrang* par les escadrons lorrains avec Ligniville, lui-même prenait le commandement des *habits rouges* qui sont les Anglais, les portait à la hauteur de la dune, tandis que quelques mousquetaires bien choisis appelés *enfants perdus*, qu'il disposa en rabatteurs, manœuvraient dans les intervalles. Les Anglais, pour leur part, heureux d'être menés si dextrement, par un chef si adroit et vaillant, ne laissaient pas de l'acclamer, jetant leurs chapeaux en l'air tandis qu'ils chargeaient, ainsi qu'ils ont accoutumé de faire à leurs princes, et, nous dit Le Laboureur, criant : « *Bataille et Castelnau! Bataille et Castelnau!* » avec une merveilleuse disposition.

L'un des principes de Puységur, qui en posa d'admirables en ce qui regarde la conduite de l'infanterie dans le combat, est que la décharge des fusils « fait tomber beaucoup de monde quand elle est faite à propos, de près et par des gens fermes. » C'est bien ce qui se produisit en effet au moment où les *enfants perdus* et les *habits rouges*, se trouvant à portée des Espagnols et des Croates, ouvrirent sur ceux-ci un feu roulant de mousqueterie si meurtrier que toutes les lignes refluèrent dans les sables, les chevaux empêtrés de leurs cavaliers, les reîtres de don Juan et Caracena décimés, fauchés et tellement malmenés et déconfits qu'il n'était plus possible, dès lors, à ces deux généraux, de se porter au secours de Condé, lui-même aux prises avec Turenne.

La nouvelle de ce succès de Castelnau se répandit si rapidement d'une extrémité à l'autre des Dunes que ce fut bientôt comme un coup de plus porté à Monsieur le Prince. « Il passa à ce moment devant moi, écrit Bussy dans ses *Mémoires*, un homme à cheval assez bien fait, venant de la gauche, qui dit tout haut que Castelnau avait battu les ennemis à son aile. » Mais, ce que cet homme ne dit pas à Bussy, sans doute parce qu'il ignorait encore cette phase du combat, c'est que les cavaliers des escadrons de l'*Altesse* et du *Grand Maître* n'en étaient

pas revenus encore de surprise à voir Castelnau au milieu d'eux, la soubreveste ouverte, le chapeau au vent, l'arme au poing et si noir de poudre qu'on n'eût jamais dit que c'était là un lieutenant-général. En ce moment, les mousquetades arrivaient en sifflant un peu de tous les côtés; le marquis de Castelnau en reçut deux dans ses armes; il ne fut pas atteint; et c'est lui, au contraire, qui toucha d'un coup bien dirigé le cheval du duc d'York.

A cette vue, si bien faite pour l'amener à se porter en avant, toute l'infanterie, comme soulevée de fureur guerrière, partit d'un seul bond. « Les gardes et les Suisses, dit Le Laboureur, qui avaient à leur tête le comte de Soissons leur colonel, les régiments de *Picardie*, *Turenne* et de *Bout du Bois*, qui étaient à la première ligne de l'aile droite, commencèrent à combattre avec beaucoup de vigueur, doublement animés par leur valeur propre et par l'exemple du marquis de Castelnau. »

Comme il est vrai qu'il n'y a rien de plus contagieux que le courage, ce succès de Castelnau propagea partout tant d'émulation qu'il n'y avait plus, à la vérité, du côté des Français et des Anglais, ni aile droite, ni aile gauche, ni corps de bataille; mais seulement une armée animée d'un même souffle, qui se battait sous un même chef, lequel, — selon les cas, — était tantôt Turenne et tantôt Castelnau. Il n'était pas midi que, du côté de Furnes et à droite des Dunes, un peu au-dessus des sables, on aperçut les enseignes orange et pourpre de don Juan et de Caracena, l'étendard de satin blanc frangé de soie de Monsieur le Prince s'éloigner en même temps que les derniers convois des Espagnols.

Pendant ce temps, M. de Turenne, entouré de ses drapeaux, suivi des officiers de sa maison, accompagné des marquis de Créqui et d'Humières, du sieur de Gadagne, du marquis de Castelnau et du comte de Schomberg tous lieutenants-généraux, continuait de parcourir ces vastes Dunes où la bataille s'était donnée. Le comte d'Auvergne, neveu de M. Turenne, qui s'était couvert de gloire, à la tête d'un bataillon, durant la charge de Castelnau, marchait non loin de son oncle. C'est lui qui ramassa le tambour d'un soldat sur lequel le maréchal eut la pensée de tracer en hâte cette lettre pour Mme de Turenne : « Je vous fais ce mot pour vous dire qu'il s'est passé aujourd'hui une fort belle action, dont il faut louer Dieu. Monsieur le Prince et

don Juan ont été extrêmement rompus en campagne. C'est une grande bénédiction de Dieu que ce qui a été entrepris ait réussi si heureusement. J'espère qu'il nous bénira en autre chose : il faut se remettre à sa volonté. Devant Dunkerque. »

A peine M. de Turenne achevait-il ces mots qu'à la portée du canon, on pouvait voir Dunkerque, ses faubourgs, son port, ses meûtiers, ses halles, les flèches de ses églises et la tour de son beffroi, montrés comme en relief, se dresser à grands traits sur la mer. Un peu à l'écart, disposé de telle sorte et en saillie qu'on eût dit la clef même du système entier de défense, s'avançait le fort Léon. M. de Castelnau ne l'eut pas plutôt aperçu, qui s'élevait au-dessus des bastions, des redans, des fossés et des ponts qu'il lui sembla qu'il n'y avait, pour atteindre ce fort, qu'à pousser une action un peu vive, tenter l'assaut, franchir les portes et, par la possession d'un tel ouvrage, s'assurer de celle du reste.

V. — JACQUES DE CASTELNAU, MARÉCHAL DE FRANCE

Dans ce dessein, et pour activer les travaux d'approche autour de ce fort, M. de Castelnau, suivi du marquis de Varennes, du comte de Ligniville, des sieurs de Rouvray et de Létancourt qui s'étaient illustrés sous ses ordres au combat des Dunes, se porta, à quelques jours de là, sur le chemin de Mardick et vers *Lestrang*, de ce côté de Dunkerque.

Vêtus de bleu foncé et de rouge vif, qui sont les couleurs de la Maison du Roi, à laquelle la plupart d'entre eux appartenaient, ces gentilshommes, sous le soleil de juin et sur la blancheur des sables, formaient une petite troupe fort brillante. C'est à de pareils cavaliers, parés magnifiquement et qui se rendaient au combat comme à une fête qu'Alfred de Vigny a pensé quand il a écrit qu'ils se revêtaient de telles couleurs « pour être mieux vus des leurs et visés de l'ennemi. » Le fait est qu'à une grande distance, tant de Mardick où étaient les Français que de Dunkerque où Guillaume de Lede veillait en sentinelle aux approches de la place, on pouvait distinguer ce petit groupe au centre duquel M. de Castelnau, lieutenant-général, le bras levé dans la direction des travaux de défense, semblait donner des ordres pour l'investissement.

A cet endroit des Dunes, le fort Léon ne paraissait pas

éloigné des cavaliers de plus d'un quart de lieue, et c'est pour approcher de plus près et mieux mesurer le retranchement que le marquis de Castelnau, jetant les rênes à Ligniville, descendit de sa monture. Bien mal lui en prit. C'est à ce moment en effet, dit La Mesnardière toujours bien informé, que Castelnau reçut « un coup de fusil dans le corps au-dessous de la ceinture. » Le Laboureur indique plus précisément que ce fut « dans le côté gauche au défaut des côtes. » Quoi qu'il en fût de ce détail, le lieutenant-général chancela un peu sur le coup; mais il y avait en lui une telle fermeté, un mépris si grand de la mort et une trempe d'âme tellement au-dessus de tout ce qu'on peut croire, que, sans un cri, sans une plainte, après s'être raidi légèrement, il trouva assez de force pour reprendre les rênes des mains de Ligniville, monter à cheval et, sans secours, gagner Mardick.

Sans la petite traînée de sang qui gouttelait de l'arçon de sa selle au long de lui jusqu'à ses étriers, le marquis de Varennes, le comte de Ligniville, les sieurs de Rouvray et de Létancourt, qui le suivaient en grande confusion, ne se fussent pas aperçus de sa blessure. Pour lui, à peine arrivé au fort de Mardick, et quelque admirable que fût sa contenance, il commença de sentir ses forces l'abandonner. Il n'eut de cesse dès lors qu'on ne lui envoyât le nommé Le Roy, chirurgien de l'hôpital de Mardick; mais il voulut, avant de se livrer aux soins de cet homme, être entendu en confession par le P. Cannet.

Après quoi, ayant achevé sa confession, il s'abandonna aux mains de Le Roy; mais ce chirurgien n'eut pas plutôt sondé la blessure qu'il hocha la tête, de manière à montrer à Varennes et à Ligniville, qui n'avaient pas quitté Castelnau d'un moment, que l'état du lieutenant-général était désespéré. Celui-ci, à l'excès des maux qu'il endurait, comprit bien qu'il ne pouvait être pansé et soigné à Mardick aussi bien qu'à Calais. C'est en cette ville que se tenaient Sa Majesté et S. Ém. le cardinal Mazarin. La cour se trouvait auprès d'eux, et, dans la satisfaction que lui avait donnée le succès des armes du Roi, et l'attente de la prise de Dunkerque, ne cessait de faire éclater les marques de ses transports. Son Éminence ne laissait pas de répéter, qu'encore qu'elle eût envoyé Talon, son intendant, pour presser Turenne d'attaquer don Juan et Monsieur le Prince, tout le mérite militaire du succès des Dunes revenait à Turenne et à Castelnau.

On juge, par là, de la consternation dans laquelle la nouvelle de la blessure de ce dernier jeta tant de personnes. A peine la chose se connut-elle dans toute l'armée que les officiers et les soldats témoignèrent par leur attitude désolée de l'attachement qui les liait à un capitaine qui s'était toujours montré si bienveillant et si bon pour eux. Mme de Sévigné devait écrire plus tard, à propos de Turenne, frappé par un boulet à Salzbach, que « les larmes et les cris faisaient le véritable deuil » d'une armée que le maréchal avait conduite partout à la victoire. Eh bien! pour Castelnau, il en fut de même en cette heure funeste. Aussitôt qu'ils apprirent l'arrivée du blessé, le Roi et le cardinal tinrent à honneur de se rendre sans tarder auprès de l'illustre compagnon de Turenne. A peine furent-ils entrés qu'ils l'aperçurent étendu de tout son long, le P. Cannet à sa droite et le chirurgien Le Roy à sa gauche. Et le lieutenant-général, pour faire honneur à ses hôtes, n'eut pas plutôt reconnu le monarque et Son Éminence qu'il se leva comme il put sur un coude et dit, comme par raillerie, tant il savait commander à son mal, en montrant le jésuite et le chirurgien : « Votre Majesté, Sire, croit bien que j'ai fait en ma vie des voyages plus agréables, ayant aux portières de mon carrosse deux objets qui inspirent de si étranges pensées et qui appréhendaient que je mourusse en chemin. En vérité, on fait en tiers un méchant personnage avec de tels Messieurs. »

Pilet de La Mesnardière écrit, dans sa *Relation*, que, du moment de son arrivée à Calais, le lieutenant-général « y languit près d'un mois entre l'incertitude de la vie et de la mort. » La difficulté venait de ce qu'on ne pouvait retrouver la balle qui s'était allée malignement loger auprès de la colonne vertébrale. Et l'on peut dire que, du moment où il fut atteint jusqu'à l'instant de sa mort, laquelle survint le 15 juillet 1658, il endura les maux les plus extrêmes et subit les tortures les plus cruelles qu'il soit permis à un blessé de supporter. Mais lui, comme jadis Montluc, disait qu'il est beau pour un soldat « de mourir au lit qu'on appelle champ d'honneur. » A M. le cardinal Mazarin, qui le venait voir tous les jours, au nom du Roi et au sien propre et ne cessait de lui reprocher avec affection l'imprudence qui l'avait conduit à se porter si près du fort Léon, il répondit tranquillement qu'il n'avait fait que son devoir : « J'ai cru, ajouta-t-il, qu'il était du mien de recon-

naître ce travail moi-même ; si j'y ai trouvé la mort, telle a été ma destinée, et je m'y rends avec moins de regret que je n'en aurais d'avoir manqué une seule occasion de service. »

Jusqu'au bout de son calvaire, il se tint constamment à cette hauteur de vues si admirable, ne cessant de prodiguer les exhortations et encouragements plutôt que souffrir d'en recevoir, enfin se montrant si parfaitement maître de lui, lucide et courageux, que tous ceux qui l'approchaient en étaient dans l'admiration. En cet état, il voulut que sa mort même fût un enseignement et que les souffrances qu'il endurait avec tant de fermeté ne demeurassent pas inutiles à ceux qui étaient admis à l'honneur de l'approcher. C'est ainsi qu'il exprima aux officiers et soldats de son régiment, qui l'étaient venus voir à Calais, toute sa satisfaction de les voir ; mais, en même temps, découvrant leur affliction, il trouva encore assez de courage pour leur dire : « Ne pleurez point, mes amis ; mais que l'exemple que vous avez en ma personne par l'état où vous me voyez fasse que vous soyez gens de bien et faisant votre devoir en servant le Roi ; l'un n'est pas incompatible avec l'autre. »

En cette extrémité, le Roi tint à cœur de donner au blessé les marques les plus éclatantes de sa satisfaction et de son attachement. De l'avis de Son Éminence, il décida d'élever le lieutenant-général à la dignité la plus haute de l'armée. Et, de même que Gassion avait été fait maréchal de France après Rocroi pour avoir aidé au duc d'Enghien, Castelnau, pour avoir donné à Turenne l'occasion de vaincre aux Dunes, fut porté à ce grade suprême.

Dans les lettres d'élévation au maréchalat qu'il signa à Mardick, en faveur de Castelnau, le vingtième jour de juin, l'an de grâce 1658 et, de son règne, le seizième, Louis, d'accord avec Le Tellier, son ministre de la Guerre, tint à cœur de proclamer qu'en l'état de son royaume il n'en voyait pas qui fût plus digne d'accéder à cette charge que son « très cher et bien amé le sieur marquis de Castelnau de Mauvissière, gouverneur de Brest, son lieutenant-général en l'armée des Flandres, et, en l'absence et sous l'autorité du vicomte de Turenne, son amé cousin. » En même temps, Louis (et par son ordre Le Tellier), après avoir énuméré les services considérables que Castelnau avait rendus, tant à lui « qu'au feu roy de glorieuse mémoire, son très honoré seigneur et père, » tint à exposer tout au long,

dans ces lettres, la merveilleuse activité, le parfait mérite et la grande connaissance du métier des armes dont il venait de donner, dans la présente guerre, un témoignage si éclatant. De fait, il est peu de *citations* militaires plus glorieuses que cette lettre où le Roi ne précisait pas seulement l'action que Castelnau avait « nouvellement faite aux Dunes de Dunkerque, » mais relatait en même temps l'aide que cet officier avait apportée au siège de cette ville « et en la prise du fort Léon. »

La seule chose que le nouveau maréchal trouva à dire à M. de Mazarin, quand ce ministre vint à son chevet et lui fit remise des lettres et du bâton que Louis XIV lui envoyait, est « qu'il lui plaise remercier le Roi pour lui de l'honneur qu'il lui faisait » et de lui témoigner, en même temps, « qu'il n'avait nul regret à la vie puisqu'il mourait pour l'accroissement de sa gloire » et l'affermissement de son autorité. Le cardinal, à ces mots empreints d'un si grand stoïcisme et d'une si parfaite et si sublime résignation, ne put s'empêcher de mêler ses larmes à celles de tous les officiers de l'armée des Flandres qui assistaient à cet entretien.

Celui-ci fut bien le dernier de tous ceux, si édifiants, que le premier ministre et le nouveau maréchal avaient eus ensemble, depuis ce long mois d'un temps où le deuil et la gloire, en achevant de s'unir dans la mort, témoignaient de la passion de servir qui caractérisa toujours, en sa carrière brève et pleine d'exploits, le maréchal de Castelnau.

Et pour ce nom de Castelnau, ce nom fameux, symbole d'honneur militaire, expression de toutes ces « grandes vertus de capitaine » dont Saint-Simon a parlé à propos de Catinat, c'est lui, par un retour de la destinée, que nous avons vu, dans la présente guerre, porté si vaillamment par le commandant en chef de l'armée de Lorraine, reparaître par deux fois, aussi fier qu'aux Dunes ou à Nordlingen, à Nancy et devant Verdun.

EDMOND PILON.

LES OTAGES FÉMININS

DANS LES

CAMPS DE REPRÉSAILLES

Qui dit : « camp de représailles, » avouent les Allemands, dit : « camp de souffrances. » D'en avoir infligé le supplice, non seulement à des soldats prisonniers, mais à des civils et, parmi ceux-ci, à des femmes, n'est pas l'un des moindres crimes dont au « maître jour, au jour juge de tous les autres, » nos ennemis vont avoir à répondre. Nous avons entre les mains le journal d'une Laonnoise, Mme V..., ainsi emmenée en otage. On trouvera, dans le récit qu'on va lire, le résumé et des extraits de cet émouvant journal.

***

« Dans la matinée du 31 décembre 1917, écrit Mme V...., les agents de la ville que la Kommandantur avait pris sous ses ordres, parcoururent notre vieille cité... » Ils s'arrêtaient devant certaines maisons, sonnaient, déposaient une feuille de papier « tapée » à la machine à écrire et signée du commandant de place. « Mon mari déplia cette circulaire et lut que j'étais désignée comme otage de représailles, le gouvernement français retenant injustement des Alsaciennes-Lorraines réclamées par l'Allemagne (!?). »

Vingt-quatre Laonnois sont ainsi choisis. Ils appartiennent à toutes les conditions sociales. Si, parmi eux, on trouve le chef de division de la préfecture, sa femme et ses filles, la femme d'un officier, le secrétaire-greffier du conseil de préfecture et sa femme, on note également des femmes de boutiquiers, voire de simples ouvrières.

Les victimes préparent leur départ. Protestations, récriminations, supplications seraient inutiles. On n'attendrit pas des gens résolus à tout et qui croient excuser les pires infamies en répondant : C'est l'ordre !

« Le commandant de place avait, primitivement, désigné douze hommes et douze femmes. Finalement, on ne prit que six hommes et six femmes. Les hommes partirent les premiers, le 6 janvier 1918 ; le départ des femmes eut lieu le 12. » Il faisait, ce jour-là, un temps glacial. Sur la neige durcie par le gel, une nouvelle couche de neige allait s'amoncelant. Péniblement, Mme V... descend les pentes rapides de la colline, qui conduisent à la gare ; son mari l'accompagne. Les « otages » ont été autorisées à emporter cinquante kilos de gros bagages ; mais toutes, en outre, sont chargées de colis à main. Il leur a été recommandé de se munir de provisions pour plusieurs jours : « J'avais pris ma part de ravitaillement américain, dit Mme V... : du riz, une boîte de lait condensé, une boîte de conserves et la portion de pain à laquelle j'avais droit pour trois jours... »

Les « otages » ont été convoquées pour onze heures. Elles se retrouvent sur le quai de la gare. Parmi elles, une jeune fille de vingt ans que les Allemands ont arrachée à sa famille. Aucune d'elles ne sait où on va les emmener ni pour combien de temps. Les Allemands ne sont pas seulement cruels avec brutalité : ils le sont avec raffinement ; ils n'y mettent pas seulement de la grossièreté, ils y trouvent du plaisir. Il y a du sadisme dans leur cas : c'est là qu'il faut toujours en revenir.

Devant les groupes formés par les victimes et les membres de leur famille, des officiers allemands passent et repassent, un gros cigare aux lèvres, parlant et riant haut et, sur le cuir de leurs bottes, faisant claquer leur cravache. C'est une joie, une jubilation qu'ils ne cherchent pas à dissimuler...

Deux heures. L'instant suprême est arrivé ; mais si les Allemands ont escompté comme un divertissement le spectacle de la douleur de leurs victimes, grande est leur déception : pas de larmes dans les yeux de celles qui partent, pas d'exclamations de désespoir, nul geste de colère chez ceux qui restent. L'attitude des Laonnois n'est que de calme, de dignité.

*
* *

Les wagons où l'on fait monter les captives sont des

wagons de troisième classe. Le train glisse doucement sur les rails ; il part. Les « otages » disparaissent. Leur voyage s'effectue avec lenteur. Plusieurs fois par heure, tant qu'on est en pays occupé, le convoi stoppe, pour prendre, au passage, soit dans les villes, soit dans de simples villages, les « otages » désignées pour les « camps de représailles » et qui ont été groupées par région. A Lille, notamment, arrivent une centaine de dames enlevées à Roubaix, à Valenciennes, à Saint-Amand, à Orchies. En attendant leur départ définitif, elles sont internées dans les abominables casemates de la caserne : « Douze Lilloises ont été choisies, raconte Mme C..., et je suis du nombre. Nous avons reçu l'ordre d'être à la gare à six heures du matin, heure allemande. Nous nous y rendons munies de petites lanternes électriques. » Dans le jour qui commence à peine à percer les ténèbres cette marche a quelque chose de lugubre. « Mgr Charost arrive à la gare presque en même temps que nous. Il voudrait s'approcher, nous adresser quelques paroles, mais les Allemands l'en empêchent avec grossièreté. Il peut seulement nous bénir de loin. Les Allemands le forcent à s'éloigner. » Le capitaine Himmel, tristement célèbre par la part qu'il a prise aux enlèvements de jeunes filles, préside au départ des otages que tout d'abord on fait monter dans des compartiments de seconde classe. Bien curieux l'aspect de ceux-ci. Tout ce qui est utilisable et n'est pas indispensable y a été supprimé : les filets pour les bagages à main, les rideaux, le drap qui garnissait banquettes et parois et qui a été transformé, dit-on, en guêtres pour les soldats allemands : « Au bout d'une heure, quand tout le monde nous supposa parties, on nous fit descendre, et monter en « troisièmes. » Impossible aux prisonnières de songer à s'évader. Si dans certaines parties du convoi, un seul soldat garde deux compartiments, dans d'autres, notamment dans les wagons occupés par les otages de la région flamande, il y a deux soldats armés d'un fusil chargé, baïonnette au canon et revolver au flanc, par compartiment. « Toutes nous étions courageuses et bien que notre angoisse fut grande de savoir où l'on nous emmenait, pas une seule de nous ne s'est plainte. »

La nuit vient. Les soldats redoublent de surveillance. Ceux qui ont la garde de deux compartiments, viennent tous les quarts d'heure compter leurs prisonnières. L'aube se lève tard

en janvier. Quand elle monte au vitrage, la frontière est franchie, le convoi est entré en Allemagne. A droite, à gauche, uniformément, la campagne s'étend couverte de neige : vastes espaces immaculés que ponctue de traits noirs le vol bas des corbeaux. Cette terre désolée semble inhabitée : « Nous supposons qu'on a voulu, pour nous faire éviter les villes, nous transporter par une voie construite pour les nécessités militaires. Je ne me rappelle nous être arrêtées qu'à deux gares : Cassel, Gœttingue. »

Le voyage dure soixante-six heures, pendant lesquelles les voyageuses grelottent dans les compartiments qui, pour la plupart, n'ont été chauffés que la première nuit. Elles sont quatre cents, maintenant, et de tous les âges. Une vieille femme a plus de soixante-dix ans. Quand elle arrive au terme du voyage, son état est pitoyable. Elle ne fait que passer au camp de représailles. Presque immédiatement, il faut l'admettre au lazaret où elle doit demeurer tout le temps de sa déportation : « Nous ne souffrions pas seulement du froid, dit Mme V..., mais de ne pouvoir descendre pour les besoins les plus nécessaires. Dans la partie de mon convoi, nous n'avons été autorisées à le faire qu'une seule fois chaque nuit et la sentinelle nous a accompagnées. »

Ce n'est qu'au milieu de la troisième nuit que les captives arrivent à Holzminden. Ordre leur est donné de descendre. Elles obéissent, s'acheminent vers la sortie. Des hurlements, des cris féroces viennent jusqu'à elles. Pour attendre les otages, pour les bafouer, les injurier, une partie de la population de la petite ville a veillé, dehors, dans la nuit glaciale! Des hommes, des femmes, des enfants se pressent aux entours de la gare et non pas, comme on pourrait le croire, des gens du bas peuple. Beaucoup appartiennent à la « société. » Les prisonnières remarquent des dames en chapeaux élégants, enveloppées dans de précieuses fourrures. « Non contents de nous huer, de nous faire des grimaces, ces Boches ramassent des pierres, nous les jettent. » Les sentinelles regardent, laissent faire et les officiers qui commandent se moquent des captives. On est en janvier 1918, ne l'oublions pas : après plus de trois ans de guerre, la mentalité de nos ennemis n'a pas changé.

Les soldats font aligner les « otages », les pressent de se mettre en route : Los, los, schnell!

Sous les huées qui le poursuivent, le lamentable troupeau s'enfonce dans la nuit. Le ciel est d'un noir épais : drap mortuaire piqué de rares étoiles. Une vague clarté monte de la terre ensevelie sous la neige. Encadrées par les soldats dont les baïonnettes se dressent, menaçantes, les prisonnières cheminent péniblement. A chaque instant l'une d'elles glisse sur le verglas, tombe, se relève pour retomber quelques mètres plus loin : « Notre marche est rendue plus difficile par le fait que beaucoup d'entre nous sont chargées de leurs bagages à main. » Les Allemands ont bien envoyé une voiture pour les transporter, mais les imprudentes qui ont accepté n'ont pas tardé à le regretter : ou les bagages ne sont pas arrivés, ou ils n'ont été remis à leur propriétaire qu'après avoir été ouverts et en partie pillés. Et les Allemands ont le front de faire payer un mark cinquante pour le transport!

Le camp est à trois kilomètres de la ville. Il faut deux heures aux déportées pour les parcourir. Quand, enfin, elles arrivent, elles sont à bout. Elles franchisssent les grillages qui enclosent le camp. Alors, les soldats, les ayant comptées encore une fois, les bousculent, les poussent devant eux comme du bétail. Un froid terrible règne dans les baraques où elles viennent d'entrer : « Prévenues de notre arrivée, les prisonnières du camp, des Belges, des Françaises, avaient pris soin de faire du feu : mais, à la nuit, elles avaient été bouclées dans leurs baraquements, et les Allemands s'étaient empressés de venir ouvrir nos fenêtres toutes grandes. »

Ainsi, jusque dans les moindres détails éclate la méchanceté de nos ennemis, leur volonté de faire souffrir.

*
* *

Le camp de Holzminden avait été organisé pour dix mille prisonniers. Il en comptait environ cinq mille; quand les otages féminins y arrivèrent : « La partie qui nous y fut attribuée était entourée de grillages soutenus par des fils de fer barbelés et doublés d'une haute palissade sur trois côtés. Le quatrième côté, qui donnait sur la campagne, n'était pas palissadé. » Une trentaine de sentinelles armées montaient continuellement la garde. Que de fois, la nuit, il arriva aux captives d'être éveillées en sursaut par un coup de feu brusquement tiré! « Pour nous il y avait quatre baraquements. Chacun d vait

contenir cent otages. Ces baraquements étaient partagés en chambres, ou plutôt en compartiments pour six, douze, quatorze, vingt-deux et cinquante personnes. » L'hygiène est chose sacrée en Allemagne. On en parle avec respect, avec superstition. Quant à en appliquer les prescriptions, — du moins en ce qui concerne les camps de prisonniers, — c'est une autre affaire!

Les « otages » sont entassées dans une promiscuité abominable. Leurs lits étroitement serrés se touchent chevet à chevet. On n'y peut accéder que par le pied : « Pour gagner le mien, dit Mme V..., je devais me couler, ramper à quatre pattes. Quand, enfin, j'y étais montée, force était de m'étendre immédiatement. Impossible de me tenir assise à cause de la couchette qui était au-dessus de la mienne. » L'emplacement est si exigu que les lits sont superposés. Ceux du bas, nous les avons baptisés : les « niches à chien, » ceux du haut : les « perchoirs. » On atteint à ceux-ci par une échelle. Généralement, ils furent attribués aux plus jeunes des captives. Cependant, des femmes âgées y couchèrent. Maladroites à se hisser, à gravir les échelons, plusieurs, à maintes reprises, tombèrent rudement sur le sol et se blessèrent grièvement. L'une d'elles, admise d'urgence au lazaret, y fut trois jours en danger.

« Niches à chien » ou « perchoirs, » le couchage ne comportait que deux couvertures et une paillasse épaisse de cinq centimètres, remplie soit de foin pourri, soit de papier, et dont l'enveloppe était grise de crasse. Pas de traversin ni d'oreiller, pas de draps. Qu'on songe à la somme de souffrances que de telles privations représentent, pour des femmes dont la plupart n'étaient plus jeunes et qui étaient habituées à des soins minutieux, raffinés! Cantonnées dans leurs baraques, les prisonnières ne disposent que de quatre tables d'un mètre trente de long pour cinquante et d'un escabeau pour trois. Les deux tiers d'entre elles sont donc contraintes, pendant la journée, ou à se tenir debout ou à rester couchées : « Pour nos vêtements, nous sommes obligées de les accrocher où nous pouvons, aux fenêtres, à une planche qui fait saillie. Celles qui couchent dans les « Perchoirs » passent leurs affaires à celles qui occupent les « Niches à chien. » « Avec toutes ces nippes pendues, notre chambrée ressemble à un campement de romanichels. »

Aussi bien un détail en dit long et nous renseigne sur l'installation des « otages. » Si les Allemands ont parfois autorisé qu'on fît des photographies de l'extérieur des baraques, ils se sont toujours refusés à ce qu'aucune vue fût prise des « intérieurs. » « Le matériel de l'établissement, ajoute Mme V..., comportait, pour chacune de nous, une cuiller en fer, deux cuvettes émaillées et deux petits torchons gris, grands à peine comme un mouchoir et destinés indifféremment à l'essuyage de notre « vaisselle » et à notre toilette. Ils ne furent jamais remplacés pendant toute la durée de notre captivité. Pour nous laver, nous disposions d'un seau et d'un broc pour vingt-cinq! Le matin, on nous apportait quelques seaux d'eau chaude; mais les plus promptes, les plus débrouillardes avaient seules la chance d'en profiter. Encore cette eau servait surtout à nettoyer notre linge. Au début, nous avions laissé ce soin à des prisonnières du camp, mais elles s'en acquittaient si mal et elles étaient couvertes de tant de poux que, bientôt, nous en arrivâmes toutes à faire nos savonnages nous-mêmes... »

Les chambres étaient garnies de poêles. On les allume une partie de la journée; mais le bois et le charbon sont parcimonieusement mesurés; les prisonnières souffrent cruellement du froid. Les minces cloisons de planches de leurs baraques ne les protègent qu'imparfaitement contre la température excessive du dehors. Presque toutes ne tardent pas à tousser. Quand vient l'été, elles subissent un supplice opposé. Le soleil qui darde ses rayons sur les baraques en transforme l'intérieur en fournaises. L'air est irrespirable, on étouffe là dedans. « La sueur nous coulait, sans arrêt, le long du visage, sur tout le corps et collait nos cheveux à nos tempes. » Pour surcroît de souffrances, les insectes se mettent à pulluler. Les paillasses grouillent de puces et souvent de punaises. « De celles-ci, en une seule nuit, une des prisonnières tua quatre-vingts. « Quand nous étions couchées, il nous en tombait sur la figure, comme une pluie. Nous ne pouvions plus dormir un seul instant. Toutes, nous avions le corps couvert de boutons. »

*
* *

Le lendemain de leur arrivée, les « otages » durent subir une visite corporelle. « *On nous fit défiler entièrement nues devant des Allemandes qui nous examinèrent curieusement;*

on procéda à l'inspection de nos vêtements, de notre linge, de nos chaussures. Jusque sous les rubans de nos chapeaux les Allemandes s'ingénièrent à découvrir s'il ne se cachait pas quelque papier séditieux... On nous fit remettre tout le numéraire que nous possédions. L'or fut pris, les billets de banque et l'argent comptés; en échange de quoi, on nous délivra des « coupures » qui n'avaient cours que dans le camp. Peu de jours plus tard on nous appela à nouveau. Cette fois, ce fut à un bureau devant lequel, par un temps glacial, une tempête de neige, nous dûmes longtemps faire queue. Chacune de nous reçut un numéro matricule gravé sur une plaque avec ordre de porter toujours celle-ci, ostensiblement sur la poitrine, et menace de « cachote, » ainsi que prononçaient nos geôliers, si on la perdait. »

Ces Françaises qui appartiennent aux familles les plus honorables, les Allemands affectent de les traiter constamment comme des criminelles. Elles doivent obéir, sur-le-champ et de la façon la plus absolue, à tous les ordres, quels qu'ils soient. La discipline est impitoyable : défense de dire un mot aux sentinelles ou aux prisonniers français qui, à heures régulières, apportent la soupe; ordre de rentrer dans les baraques dès le crépuscule en hiver, dès huit heures, en été. Inutile d'espérer respirer un peu d'air pur, quand la fraîcheur du soir est douce. La moindre jouissance est interdite aux otages ! Il faut qu'elles souffrent. Il est bon, pour l'Allemagne, qu'elles souffrent !

Les punitions de « cachot, » les amendes pleuvent à tout propos : cachot pour n'avoir pas obéi assez vite à un commandement, amende s'il a été égaré quelque objet du précieux matériel : deux mark pour la cuiller en fer; quinze mark pour la couverture; « trois mark, à notre arrivée, parce que nos prédécesseurs avaient enlevé des planches aux water-closets pour se chauffer... »

« A tout moment, nous devions subir des revues... Une fois, on nous annonce que nous allons avoir une « revue de mains. » Nous étions fort intriguées. On nous fait aligner. Le feldwebel passe. C'était un Hanovrien, un colosse fort brutal et très grossier dont on assurait que, dans le civil, il était charretier... A celles de nous qui avaient des gants, il crie : « Tirez-les, tirez-les... » Il nous fait étendre les mains... » Toutes celles

qui ont des bagues en aluminium, don de nos poilus, se les voient enlevées : l'aluminium est un métal précieux pour l'armée allemande!

Tortionnaires méticuleux, les Allemands descendent aux détails les plus infimes et les plus vils, pour humilier leurs victimes et les vexer sans arrêt. Toutes les occasions leur sont bonnes. Y a-t-il une inspection des baraquements? Les « otages » sont maintenues dehors, pendant une heure et demie ou deux heures, sous la pluie battante, au vent ou au grand soleil. « Ils se plaisaient, en outre, à nous froisser constamment dans notre pudeur : tous les quinze jours, nous étions soumises à une douche que nous recevions par groupe de vingt-cinq... Les water-closets, établis dans une baraque, se composaient d'une planche de dix mètres de long, percée de dix trous sans séparation... Il fallait faire longtemps queue pour enfin avoir une place et nous nous y trouvions en contact, comme d'ailleurs à tout moment, avec les prisonnières de droit commun qui étaient internées dans le camp. Beaucoup étaient des femmes de mauvaise vie dont lès propos nous révoltaient. »

Afin d'abattre le courage des prisonnières, on ne les autorise pas une fois à écrire à leurs parents restés en pays envahi. « Pendant toute la durée ds ma captivité, mon mari n'a pu obtenir de savoir ce que j'étais devenue, quand je lui serais rendue, et je n'ai pas eu de ses nouvelles... »

Cependant, pas un instant, les prisonnières ne se laissent abattre. Nulle privation, nulle torture n'entame leur force morale. Les Allemands n'en reviennent pas! Cette fierté qui dresse contre eux leurs captives, cette maîtrise de soi que conservent nos compatriotes dans leurs épreuves, faute de la comprendre, ils la qualifient d'indifférence, d'apathie.

— Ces Françaises, rien ne leur fait! s'exclament-ils.

Et, une autre fois, dans un accès de fureur, apostrophant directement une de leurs victimes :

— Mais vous ne comprenez donc pas que vous êtes entre nos mains? Nous pouvons vous broyer si nous le voulons, vous faire souffrir davantage!...

*
* *

Chaque matin, dès cinq heures et demie, en pleine nuit, tant que dure l'hiver, les otages sont réveillées par une sonnerie de

clairon. Elles rangent rapidement leur couchette, procèdent à un semblant de toilette. A six heures, dans d'immenses marmites semblables à des poubelles, des prisonniers apportent le premier déjeuner : une tranche de pain noir, deux cents grammes pour toute la journée et un peu de café où entrent, comme ingrédients, la carotte et la betterave. En effet, le café de glands qui constituait une boisson assez nourrissante est devenu trop cher. Les glands sont rares; on les réserve pour nourrir les porcs : « A midi, on nous distribuait la soupe; nous nous avancions, en file, nos gamelles à la main. » D'aspect semblable au brouet de compère Renard, cette soupe faite de rutabagas ou de betteraves pourries exhalait une odeur si nauséabonde qu'il fallait faire effort pour pouvoir l'avaler.

« Le soir, nous recevions la même soupe qu'à midi. Parfois, au lieu de soupe, nous avons eu du café comme le matin et un petit morceau d'une espèce de boudin exécrable. Il est arrivé aussi que, pour tout repas, le soir, on nous ait donné *une demi-cuillerée à café de confitures*, sorte de gelée, substitut quelconque aromatisé chimiquement. Si nous ne sommes pas mortes de faim au début, c'est au comité de secours français du camp que nous le devons. Celui-ci nous prit en pitié et, tous les dix jours, nous fit distribuer une boîte de conserves, une boîte de lait, un peu de riz ou un peu de légumes secs que nous faisions cuire sur l'un des poêles de la chambre; mais sur ces poêles on ne pouvait mettre que quelques casseroles en même temps et il fallait attendre des heures pour s'en approcher. »

Les prisonnières souffrent tellement de la faim qu'elles ne tardent pas à dépérir. Trop de privations et si dures les exténuent. Leur faiblesse devient extrême. Les mauvais rhumes, les bronchites se multiplient, s'aggravent sur ces organismes débilités : « Dans le lit voisin du mien, j'ai vu lentement dépérir une jeune femme atteinte de bronchite. Elle ne cessait de tousser; sa maigreur était devenue effrayante; littéralement, ses os perçaient la peau. On finit par la transporter au lazaret. Elle y mourut au mois de juin. »

Un médecin, un prisonnier russe, était bien affecté au service des otages. Deux fois par jour, il faisait sa visite et sa contre-visite dans les baraquements; mais, sauf quelques pastilles laxatives, *il ne disposait d'aucun médicament!* Les Allemands, d'ailleurs, avaient dû le choisir à cause de sa dureté. A

plusieurs reprises, les prisonnières furent vaccinées sous son contrôle. Quand elles le furent contre la fièvre typhoïde, — trois fois de suite à huit jours d'intervalle, — le coup de lancette fut donné, non dans le dos, ainsi que cela se pratique généralement, mais au sein, ce qui, pour les patientes, fut extrêmement douloureux.

***

Les journées passaient toutes semblables dans leur cruelle monotonie : « D'événements importants, dit Mme V..., d'épisodes dramatiques propres à frapper l'imagination, je n'en revois aucun. Du temps de ma détention je n'ai gardé que le souvenir d'une souffrance continue : souffrance morale causée par l'ignorance où j'étais du sort des miens; souffrance physique causée par la faim, le manque de sommeil... » Sauf le matin, où les otages avaient la consolation d'entendre la messe que célébrait dans une baraque transformée en chapelle, un prisonnier, les heures se traînaient inutiles et lentes. Les « otages » avaient l'autorisation, — on ne peut dire de se promener, — mais de circuler dans l'étroit passage laissé libre entre les baraques de leur camp. Dans les premiers mois, cela même leur fut impossible. Le temps demeura constamment épouvantable : neige, verglas.

Quand le ciel s'adoucit, le dégel transforma le sol en un cloaque où l'on enfonçait jusqu'au-dessus de la cheville : « à tel point que les Allemands finirent par installer un chemin de planches pour nous permettre d'aller à la fontaine et à la chapelle; sur ces planches, nous sabotions à qui mieux mieux. Nos chaussures s'étant usées, nous n'avions trouvé à les remplacer que par des sabots. » Certaines prisonnières, prises au dépourvu, avaient emporté d'élégantes toilettes, et c'était un spectacle lamentable, dans cette plaine de boue, que de les voir vêtues de manteaux de soie ou de velours et grossièrement chaussées à la manière des paysannes.

Une cantine était bien ouverte aux prisonnières, mais au comptoir tenu par une lourde Gretchen, on ne trouvait que des inutilités : des babioles, des bibelots : vases en porcelaine enluminée de filets d'or et autres « petites horreurs » qui étaient offertes aux otages à prix exorbitant, « comme souvenir du camp! » « Afin de tromper la longueur des journées, nous essayions de travailler; malheureusement, au bout de quelques

semaines, la laine, le fil, les aiguilles nous firent défaut. »

La conversation elle-même n'était pas une ressource. Les captives n'avaient pas tardé à s'apercevoir qu'elles étaient sans cesse, non seulement surveillées, mais épiées. Leurs moindres paroles étaient entendues, rapportées et, souvent, dénaturées. Chacune finit par vivre repliée sur soi.

Pour réagir, pour lutter contre la tristesse déprimante, des « dames » organisèrent quelques réunions. Ce furent les rares bons moments de ce séjour de souffrances, ceux où, grâce à la magie des vers, de la musique, on parvenait à oublier.

*
* *

A plusieurs reprises, un grand remue-ménage eut lieu dans les baraquements. Ordre fut donné d'y tout ranger, d'y tout nettoyer méticuleusement. Une visite de neutres allait avoir lieu! « Nous avons vu ainsi défiler des commissions d'Espagnols et de Suisses : quatre, autant que je me rappelle. Pour les premières, stricte défense nous fut faite de parler aux délégués. Quand vint la dernière, au contraire, on nous encouragea à exposer nos griefs. Nous le fîmes avec modération, car, je ne sais sur quels indices, nous soupçonnions que ces neutres étaient de faux neutres. Nous nous plaignîmes de la façon dont nous étions logées et nourries, dont nous étions traitées. L'un des membres de la Commission, un vieux bonhomme à lunettes, aussi grand que gros, nous répondit, avec l'air de se moquer :

— Il faut écrire à vos députés, protester auprès de votre Gouvernement... faire pression sur lui. »

A cette réponse, les otages ne doutent plus de la véritable nationalité des neutres prétendus. Les Allemands ont imaginé une abominable comédie. « Alors, dit Mme V..., nous répondîmes que nous ne réclamerions pas auprès de notre gouvernement, car, dans l'ignorance où nous étions de ce qui se passait, nous ne pouvions savoir si nos réclamations ne viendraient pas contrarier des projets importants; nous ne voulions pas que des intérêts généraux fussent sacrifiés à notre intérêt particulier. Les délégués écoutèrent et se retirèrent furieux. C'étaient bien des Allemands! » Cependant, les visites des neutres, les visites authentiques, ne furent pas absolument inutiles. Elles eurent, parfois, indirectement, un résultat heureux. C'est ainsi qu'avant le passage d'une commission suisse,

les Allemands s'aperçurent subitement de l'entassement où vivaient les « otages. » Les lits furent dédoublés et le nombre des baraques, de quatre, fut porté à huit.

D'après les termes de la « convention » qui fut alors affichée dans le camp, les prisonnières auraient dû être libérées immédiatement. Elles attendirent encore des semaines !

On touche à la mi-juillet. Voilà six mois et demi que les otages ont été enlevées. « Un soir, raconte Mme V..., je suis avertie de faire mes paquets et de me rendre aux « baraques noires. » Soixante-dix de mes compagnes reçoivent le même ordre. Ces « baraques noires, » — leur nom leur venait de la couleur dont elles étaient peintes, — servaient de lieu de quarantaine aux prisonnières qui quittaient le camp. Aucune de celles qui y avaient été enfermées n'en étant revenue pour raconter ce qui s'y passait, on s'en faisait, dans le camp, « un véritable épouvantail. » Sur ces mots impressionnants, « les baraques noires, » les imaginations excitées trottaient à l'envi. En réalité, sauf leur couleur, ces baraques étaient semblables aux autres : « Nous n'y sommes d'ailleurs restées qu'une nuit, dit Mme V... Dans la matinée, on nous en fit sortir. »

Sous le grand soleil, cette fois, les prisonnières refont, en sens inverse, le trajet qu'elles ont parcouru dans les ténèbres d'une glaciale nuit d'hiver.

On les fait monter en wagon. Elles roulent.

Le convoi longe des champs, des campagnes semées de bouquets d'arbres. Paysage changeant, vastes étendues! Les prisonnières en goûtent la douceur dans toute sa plénitude. Depuis tant de mois, elles étaient condamnées au spectacle immobile de leur camp, de ses baraquements!

« Nous arrivons à Rastadt. On nous fait descendre. On nous conduit au camp. Nous ne savons pas combien de temps nous devrons y rester, mais l'on nous apprend que nous allons être rapatriées; alors, la durée de notre séjour à Rastadt, subitement, nous devient égale. Nous n'y demeurons, au surplus, que quarante-huit heures. »

A nouveau, les otages sont embarquées. Elles atteignent la frontière suisse; après tant d'épreuves, c'est l'émotion d'un accueil affectueux et qui trouve mille formes délicates pour se manifester. Les otages traversent la Suisse. Des cris, des chants, la *Marseillaise :* c'est la France!

Huit jours plus tard, les « otages » qui ont demandé à rentrer dans la région encore envahie reçoivent, à leur tour, l'ordre de préparer leurs bagages : « Après avoir signé notre libération, raconte Mme V..., un officier nous dit : — Mesdames, vous pouvez garder votre matricule comme souvenir, mais à la condition de payer un mark... Nous avions été internées quatre cents, cela faisait donc quatre cents mark. La somme n'est pas grosse, mais les Allemands ne dédaignent aucun petit profit. »

Le départ a lieu sans incident; cependant, bientôt, les émotions ne manquent pas aux voyageuses, non plus que les souffrances. Bonnement, elles s'imaginaient qu'on allait les ramener, en droite ligne, aux villes où on les avait enlevées. Il n'en est rien : « A Montmédy, on nous fait toutes descendre de wagon, on nous emmène à la forteresse, on nous y emprisonne. Les unes sont enfermées dans les casemates, les autres obtiennent, par faveur, de coucher dans l'église de la citadelle. On nous donne quelques mauvaises paillasses; nous les portons nous-mêmes jusque dans le chœur; mais il n'y en a pas assez pour tout le monde; beaucoup couchent par terre ou dans les bancs, dans les stalles. « On nous laisse ainsi durant six jours, et, comme nous n'avons plus de provisions, nous retombons à la gamelle, à l'infecte soupe aux rutabagas. »

Enfin les prisonnières sont extraites de la citadelle et reprennent leur voyage. Elles sont rendues à leurs familles. Leur émotion est grande, leur joie infinie : « Après tant d'épreuves, m'a dit l'une d'elles, il nous semblait que nous sortions d'un tombeau pour renaître à la vie. »

HENRIETTE CELARIÉ.

L'ARMÉE [1]

France, France, sans toi, le monde serait seul.
VICTOR HUGO.

Alfred de Vigny, dans les « Souvenirs » de sa vie de soldat, nous montre une armée si émouvante de servitude et de grandeur qu'elle pouvait sembler les avoir, l'une et l'autre, épuisées. Combien, pourtant, ce double aspect se révèle plus pathétique dans notre armée durant cette guerre où un abîme de servitude se borde d'un sommet de grandeur!... Notre armée dans cette guerre... quel plus haut sujet proposer à nos pensées qu'il convie, comme le clocher de nos campagnes appelle les hirondelles familières qui viennent l'enlacer de leurs orbes du soir!

*
* *

La guerre semblait hésiter encore que déjà sa servitude s'imposait... La splendeur d'août vibrait sur les campagnes, la glèbe rayonnait du soleil des moissons, et soudain toutes les cloches se mirent à tinter le glas de la paix. Toutes s'unissaient, les gros bourdons des villes épandant leurs amples sons en cercles indéfinis de gravité et d'émoi, les cloches argentines des campagnes, plutôt faites pour la joie des dimanches, dépaysées d'un si grand rôle et dont la gentillesse, soudain assombrie, avait la mélancolie des enfants endeuillés; les cloches, toutes les cloches mêlaient leurs voix et tendaient sur la France comme un grand voile frémissant et sonore. Toutes tintaient, unies comme elles ne le sont qu'aux soirs des Toussaints, pour la « Fête des morts »... Et de combien de morts nouveaux elles sonnaient ainsi la fête prochaine de douleur et de gloire!

Par elles, l'appel du sol planait au-dessus du sol. Il devenait

(1) Discours qui a obtenu le prix à l'Académie française au concours pour le prix d'éloquence.

l'appel des clochers, hautes tours des veilles nécessaires sur la vie morale des peuples, phares de la lumière qui ne doit pas s'éteindre, symboles de tous les élans vers l'infini et piédestaux, enfin, du Coq gaulois, dont il semblait que le chant soudain allait faire jaillir le soleil des revanches.

Nulles cloches, jamais, n'éveillèrent tant d'échos dans les cœurs. Par elles, pourtant, s'imposaient déjà tous les déchirements de la guerre. Elles étaient l'appel irrémissible. Nul, parmi tous ceux que la patrie avait désignés pour servir son destin, ne songeait à le repousser. Combien, cependant, auraient pu ajouter aux excuses du récit de l'Évangile ! Celui-ci vient de poser la première pierre de son foyer ; cet autre est le seul soutien d'enfants demeurés sans mère ; en voici qui se penchaient sur le berceau d'un nouveau-né... Tous avaient leurs bonheurs, leurs devoirs, leurs soucis... Et tous doivent partir, les uns pris au collet par la mobilisation et jetés, par le premier train, vers la frontière bientôt sanglante ; les autres qui voient s'écouler, jour par jour, heure par heure, les délais impartis et connaissent cette lente angoisse de la séparation inéluctable, à chaque minute plus prochaine, qui est comme l'agonie du cœur...

Tous sont partis, cependant, et ceux-là même que l'ordre de la Patrie, dans la paix, avait laissés rebelles, accouraient d'autres frontières, fuyant une sécurité de lâcheté et ne gardant de l'ancienne défaillance que la volonté d'en effacer jusqu'au souvenir.

***

Asservis au devoir, tous les Français mobilisables étaient aux camps ou aux frontières. Et voici que la patrie va, tout de suite, exiger de son armée le plus redoutable sacrifice, la plier à la plus rude servitude : la retraite... On était « parti joyeux pour des courses lointaines, » et l'on avait salué l'ombre de Déroulède debout près des poteaux-frontières abattus. Mais, faussant du premier coup le terrible jeu, l'Allemand, pour qui « nécessité ne connaît pas de loi, » renverse ce rempart de droit que nous créait la neutralité d'un pays qu'il avait juré de respecter. David peut bien armer sa fronde aux plaines de Belgique : ils sont trop de Goliaths. Et la nation martyre, perdant tout ce que gagne l'agresseur, mais gardant tout ce qu'il perd, préfère laisser envahir les frontières de son sol pour

conserver intactes les frontières de l'honneur. Dès lors, devant l'immense ruée, il faut se replier, couvrir la France qui, pour résister à l'orage, doit rabattre sur elle son armée comme les plis d'un manteau. Et c'est la longueur infinie des jours et des nuits de retraite. On part bien avant l'aube et c'est une clémence puisqu'au moins l'on ne voit pas tout ce qu'il faut abandonner. Mais le soleil ajoute bientôt aux fatigues de la route et à l'amertume des regrets. Que de belles terres belges et françaises il faut ainsi laisser à l'envahisseur!... Ce joli village où les yeux suivent votre départ avec un effroi résigné, ces villes opulentes déjà mornes de l'affront prochain, ces champs indéfinis où s'arrondissent les meules, ces vignes étalées aux flancs des coteaux de Champagne pour ne rien perdre des baisers du soleil, tout vous jette un muet adieu... Oh! les haltes près de ces maisons soudain délaissées, au seuil béant, chaudes encore de la douce intimité familiale et où l'on retrouve, sur un coin de table, le cahier où s'exerçaient les doigts malhabiles d'un enfant!...

Parfois l'on fait front et il semble que l'assaillant se fixe, puis va reculer. Mais l'ordre est plus inexorable que l'assaillant. Et la retraite recommence, tandis que, trouée d'incendies, la nuit s'émeut

du piétinement sourd des légions en marche.

Avec l'armée s'en va, autre armée de misère, la longue théorie de ceux qui n'ont pas voulu attendre l'Allemand. Et l'on songe, les dents serrées, que l'on ne peut même pas tenter de les défendre. Que deviendront-elles, leurs villes et leurs bourgades? Quelle insolence allemande s'y installera pour les gouverner? Combien durera leur deuil de la patrie? Quand reverront-ils nos soldats, les pauvres gens qui tournoient autour d'eux comme des oiseaux blessés et finissent parfois par retourner au gîte qu'ils auraient voulu fuir et dont ils ne peuvent s'arracher... D'autres poursuivent cependant : un vieux traîne sa vieille sur une pauvre brouette; un long convoi mêle des charrettes villageoises surmontées d'édredons, de voitures d'enfants, parfois de cages d'oiseaux, au bétail beuglant sa détresse de l'étable abandonnée... En voici qui cherchent dans un champ la pierre où reposer leur tête ou qui, novices chemi-

neaux, s'essaient à faire cuire quelques aliments dans le fossé du chemin...

— Que ne demeures-tu pour les protéger? Où vas-tu donc, soldat?...

— J'obéis...

***

Un matin, l'armée s'étonna d'attendre l'ordre du départ et l'on apprit bientôt que le vœu unanime était enfin réalisé. On mourrait peut-être, mais on ne reculerait plus! On se ferait hacher sur place, mais les corps marqueraient la frontière provisoire que l'ennemi ne franchirait pas. Ce fut le miracle français. Les lutteurs s'affrontèrent longuement. Les peuples haletaient, penchés autour de la lutte géante. Peu à peu, les reins de l'agresseur plièrent; son front gonflé s'abaissa; un frémissement de tout son corps annonça la défaillance prochaine. Et vint le grand recul et la victoire immense. Suivant la promesse qui assure à l'obéissance les chants du triomphe, la servitude consentie par notre armée dans l'humiliation de la retraite avait donné à l'audacieux et clairvoyant génie du chef les conditions de notre salut.

Ce fut, pendant quelques jours et pour nous cette fois, « la guerre fraîche et joyeuse. » Les pays envahis sortaient de leurs tombeaux. La victoire, en chantant, nous ouvrait la carrière... Mais bientôt l'ennemi s'évanouit comme une ombre et l'armée n'eut plus devant elle qu'une longue ligne de terre soulevée qui abritait des fusils et des mitrailleuses. La servitude reprit plus lourde que jamais...

***

Quel fondateur d'ordre, proposant aux hommes de volonté parfaite, la vie la plus dépouillée, l'abnégation la plus totale, aurait pu imaginer la règle qui devait être celle de nos soldats depuis ce temps, les vœux qui devaient être leurs vœux?... Pour trappe un fossé, boueux l'hiver, brûlant l'été; les nuits souvent sans sommeil, car l'ennemi est trop prêt à vous chanter de sanglantes matines; une séparation du monde, les premiers mois surtout, aussi complète que si la grille la plus austère se fût fermée sur vous et, pour combler toute cette misère, la menace incessante d'une agression qui rôde, jour et nuit, le

long de la tranchée; la cadence implacable des mitrailleuses; les obus, les grenades et le vol hésitant des pesantes torpilles... Les heures s'ajoutent aux heures, les jours aux jours, les mois aux mois, les années aux années, dans cette angoisse qui semblait défier les forces d'un seul jour. Et l'armée demeure cloîtrée dans ce noviciat de la mort...

Parfois l'effort de l'ennemi, en se fixant, se centuple. Groupés en meute d'enfer, ses canons, jour et nuit, mêlent leurs hurlements. Partout le vent étrange et creuse, blanche ou noire, la fumée des éclatements. Les obus grêlent. La mort jalonne son champ. La terre bondit en gerbes comme la vague sur un récif. Plus de tranchées. Il faut s'accrocher, s'incruster à la glèbe déjà avide de votre sang... Des bois qui furent soumis à ces chocs insensés, il ne reste que des troncs décharnés. Mais où les arbres même n'ont pu demeurer, les soldats demeurent... Ils attendent l'assaut... Ils attendent la mort... Qu'elle est lente à venir, la mort libératrice, la désirable mort!... Les nerfs sont déchirés... La tête éclate... On ne peut plus penser; d'ailleurs, cela vaut mieux!... Ah! la paix du tombeau!...

L'Allemand, jugeant la place vide, ébranle, en lourd rouleau, ses massives formations. Mais du désert montent soudain vers lui des cris et des balles. Et des ruées l'accueillent. Fidèles à leur servitude, nos soldats étaient toujours là!

L'ennemi redouble. Il veut passer. Verdun le fascine. Il lui faut cette clef de la France. Il accumule et déchaîne toutes ses forces de mort. Devant cette pression inouïe, comment l'acier de notre résistance ne plierait-il pas un instant?... Les forts tombent. La cité est ouverte. Déjà leurs yeux avides se repaissent des ruines de la ville toute prochaine. Nous sommes au tournant du destin!...

Mais un chef arrive pour qui n'existe pas de ville ouverte quand il a mis, devant elle, son armée et sa volonté. Son nom seul est déjà une promesse de victoire. De ces hommes harassés, pâles encore du choc effroyable et qui ont passé la limite de l'effort, il réclame un suprême effort. Submergés par l'assaut innombrable, ils tiennent. Toute la foudre les écrase, ils tiennent. Des nuages mortels les enveloppent, ils tiennent. Ils sont sans pain, sans eau, ils tiennent. Le temps réduit leur nombre, multiplie leurs souffrances, laisse intacte leur volonté... Toutes nos armées s'empressent, en pèlerinage sacré,

a leur rendez-vous d'héroïsme. Toutes s'égalent à leurs sacrifices. L'ennemi peut exaspérer ses tragiques efforts : ils n'aboutiront plus qu'à hausser notre gloire. C'est Français que Verdun entrera dans l'histoire pour en être un des sommets, pour y demeurer un flamboyant symbole des vertus de notre race... Verdun !

Prenons garde toutefois qu'à force de nous exalter de ces faits éblouissants qui dépassent toutes les légendes, nous ne finissions par oublier quelles réalités douloureuses ils recouvrent et que ce sont de pauvres hommes de chair et d'os qui vivent ces épopées. Redisons-nous tout leur long martyre, et la pluie, et la neige, et la boue, la pesante, la gluante, l'enlizante boue, et le froid qui gèle la moelle dans les os... Quels maux ajouter à leurs maux? Et comme il semble pleurer sur eux le vers de la poignante ballade de Banville :

Aux pauvres gens, tout est peine et misère !...

*
* *

Plusieurs ont connu un dernier cercle de l'abnégation et de la servitude. Ils occupaient des tranchées que l'on savait minées et sous qui l'ennemi continuait ses travaux. A la menace de ses coups assourdis succède, plus tragique, la menace de son silence... Quand sera-ce ? Quand le sol va-t-il craquer et bondir sous leurs pieds? Quand leurs lamentables débris seront-ils projetés vers le ciel, comme pour témoigner à sa face de l'horreur de cette guerre? Quelle est la minute du destin?... Heureux le condamné à mort puisque lui, du moins, sait quand il va mourir !

Écoutez un de ces martyrs... La mine avait sauté et la terre l'avait aspiré avec tous ses compagnons morts. Sur eux s'était scellé le tombeau. Seule, une mince faille, au-dessus de sa tête, lui faisait l'aumône d'un peu d'air et de lumière. Sur lui, recroquevillé, le cadavre d'un camarade arrêtait l'éboulement, le sauvant de la mort par cette arcade de mort... La main d'un cadavre avait lié son bras et, peu à peu, s'incrustait dans sa chair. Du fond de l'abîme, il clamait sa détresse. Une clarté de lampe électrique mit soudain une veilleuse dans le sépulcre... Sont-ce des amis? Est-ce l'espérance? Est-ce le salut?... Des mots français descendent vers lui mais, hélas! ils

n'ont pas l'accent de chez nous. C'est un officier allemand qui lui crie : « Bon courage ! Je ne puis rien pour vous !... » Nos soldats, en effet, accourus vers l'entonnoir, s'acharnaient à sa conquête. La lueur s'éteignit, avec elle l'espérance... Longtemps on se battit, presque sur sa tête. Et il risquait ainsi de mourir par ceux qui venaient le sauver. Enfin, les éclatements plus espacés des grenades témoignèrent que la lutte s'apaisait... Mais quels étaient les vainqueurs ? Au désespoir de son appel, des voix françaises répondirent. Le déblaiement dura des heures. Lazare sortit de son tombeau...

*
* *

« Les hommes, disait Pascal, n'ayant pu guérir la mort... ils se sont avisés, pour se rendre heureux, de n'y point penser. » Mais ces hommes-là, comment feraient-ils ? Elle descend s'asseoir près d'eux, au creux de la tranchée et, de temps en temps, à l'un puis à l'autre, elle fait son petit signe. Quand elle retarde trop sa funèbre visite, il arrive qu'il faille aller au-devant d'elle... Et c'est l'assaut. Ce sont les gerbes allant elles-mêmes vers la faux... Où est la fureur joyeuse des folles chevauchées des guerres en dentelles dans cette guerre qui n'a plus de dentelles que celle de ses drapeaux ?

Alignés comme à l'exercice, ils partent en vagues successives. Chacun d'eux n'est qu'une pauvre goutte anonyme dans cette immense mer de servitude et d'héroïsme. Les nids de mitrailleuses sont les récifs, les tranchées sont les falaises, et la vague les borde de son écume sanglante... Les mitrailleuses fauchent leurs rangs et beaucoup ne conquièrent du sol que toute la longueur de leurs corps... Le tir de barrage abaisse devant eux son rideau de fer et de feu. Et ils plongent dans ce barrage...

... Mais, d'autres fois, quelle ivresse quand, l'artillerie ayant mené à bien toute sa minutieuse tâche, brisé les fils de fer, nivelé les tranchées, crevé les nids de mitrailleuses, le chef peut « abréger le temps des périls par la vigueur des attaques (1) » et que la frontière recule de toute l'avance du soldat !

... Courte ivresse, cependant, car la pensée va rejoindre

(1) Bossuet. Oraison funèbre du Prince de Condé

bientôt les blessés et les morts... Que l'appel révèle d'absences! En voici abattus si près l'un de l'autre que la pente en paraît toute bleue... Les plaintes des blessés guident les recherches tâtonnantes. Partout des voix angoissées supplient : « Brancardiers, brancardiers! »... De tout jeunes appellent dans un sanglot : « Maman, maman! » comme font les petits enfants dans leurs chagrins ou leurs douleurs. D'autres qui, sans doute, n'ont plus de mère, implorent : « Papa, oh! papa! » Et, plus inattendu, ce cri paraît plus déchirant encore.

On les emporte, cahotés dans les véhicules à toutes les ornières du chemin. Les os rompus fouillent les chairs. En voici que gagnent l'angoisse et le froid de la mort : « Ma main est morte, je vais mourir!... » Et parfois, durant la route, la voiture est devenue un cercueil.

A beaucoup, la mort refuse même ce dernier répit. Ils sont là, suivant l'expression d'un poète qui, en les glorifiant, disait d'avance sa propre gloire,

Couchés dessus le sol à la face de Dieu (1).

La vie s'écoule par toutes leurs blessures... Adieux intimes du soldat... Son front appelle le dernier baiser de l'épouse lointaine... Adieu silencieux aux petits enfants qui, bientôt, n'auront plus de père : arrachement le plus dur de tous, qui consomme le sacrifice... Et ils s'endorment dans la résignation au devoir accompli jusqu'à la mort. *Obediens usque ad mortem...*

Plus heureux l'aviateur, déjà évadé dans l'azur et que la mort ravit soudain dans la magnificence de ses exploits. Les yeux et l'âme de tout un peuple l'ont parfois suivi dans sa chute et, dans le Panthéon qui s'ouvre à sa mémoire, pourraient se graver les vers que la mort de l'aigle inspira :

Heureux qui, pour la gloire ou pour la liberté,
Dans l'orgueil de la force ou l'ivresse du rêve,
Meurt ainsi d'une mort éblouissante et brève ! (2)

* * *

Voilà donc dans quelle émouvante servitude s'obstine notre armée depuis plus de trois ans et où tous sont confondus...

(1) Charles Péguy.
(2) Heredia. *Les Trophées.*

L'infanterie n'est plus seulement la reine des batailles, elle en est surtout la martyre. L'artillerie, jalouse d'égaler son héroïsme, fait crier d'admiration les fantassins eux-mêmes quand les canonniers de Verdun ou de la Somme se dressent à découvert, encadrés d'éclatements, auprès de leurs pièces rouges de vomir le feu, sautant parfois avec elles quand elles éclatent, mortes de leur effort de mort...

La même abnégation les caractérise tous : sapeurs posant ou cisaillant les fils barbelés, poussant leurs galeries vers les galeries ennemies au risque, si l'Allemand les devance, d'avoir creusé eux-mêmes leur tombeau ; cavaliers impatients de l'attente, si contraire à leur vocation ; aviateurs dont les ailes protectrices couvrent lignes, camps et cités et qui retrouvent, aux champs de l'air, les lices des glorieux et sanglants tournois ; médecins, brancardiers que leur tâche de vie ne garde pas de la mort, — et, sur mer, où l'abnégation de nos marins connaît, dès la paix, les contraintes de la guerre, officiers et matelots veillant, jour et nuit, enveloppés de toutes les menaces, sur les routes où mines et sous-marins dissimulent la traîtrise de leurs mobiles récifs...

De même que toutes les armes, tous les grades confondent leurs sacrifices et les chefs sont si fraternellement mêlés à leurs hommes que la mort exigeante, pour mieux déblayer sa besogne, réclame souvent de les abattre les premiers...

*
* *

D'où vient à notre armée la force de ce persistant héroïsme ? Que pense-t-il ce soldat silencieux de la plus grande guerre, dont l'âme est, bien souvent, comme un jardin secret... ? Quelles vertus habitent donc son âme pour que, malgré la clôture et les ombres du silence, sa beauté se dénonce

Comme, par ses parfums, un jardin dans la nuit (1).

Alfred de Vigny a signalé la « réserve perpétuelle » des soldats de son temps, leur « caractère contenu (2). » « Il n'y a pas de profession, disait-il, où la froideur du langage et des habitudes contraste plus vivement avec l'activité de la vie que la profession des armes. On y pousse loin la haine de l'exagé-

(1) Comtesse de Noailles.
(2) Alfred de Vigny. *Servitude et Grandeur militaire. Passim.*

ration et l'on dédaigne le langage d'un homme qui cherche à outrer ce qu'il sent ou à attendrir sur ce qu'il souffre... Et pourtant, témoigne-t-il, ces soldats ont vécu et sont morts en hommes aussi forts que la nature en produisit jamais. Les Caton et les Brutus ne s'en tirèrent pas mieux, tout porteurs de toges qu'ils étaient... Dans cette froideur apparente, ajoute Vigny, il y a de la pudeur, et les sentiments vrais en ont besoin. Il y entre aussi du dédain, bonne monnaie pour payer les choses humaines... »

Cette réserve extrême ne paraît pas avoir diminué et, pas plus que les contemporains de Vigny, nos soldats ne pourraient se reconnaître aux « portraits effarés » que l'on fait d'eux... D'où vient donc cette brusque timidité qui semble arrêter sur leurs lèvres l'expression de leurs sentiments? Les Français de ce temps seraient-ils rebelles à l'idéalisme et les nobles pensées auraient-elles délaissé leurs âmes? Voyez, pourtant, dans toute foule française, le grand frisson qui passe quand des bouches éloquentes lui jettent les cris éternels et soulèvent cette mer comme l'esprit de Dieu qui passe sur les eaux!... Cette pudeur ne serait-elle donc qu'un respect pour des sentiments que l'on se juge impuissant à exprimer dignement par des mots et qui réclament surtout d'être traduits en actes? Est-elle la rançon de notre esprit rapide et léger qui se hâte trop de sourire de choses dont nous savons bien cependant qu'elles nous font pleurer? Ou bien « l'affectation étant ridicule en France plus que partout ailleurs (1) » vient-elle de notre mépris du pharisaïsme et de la crainte que nous avons de sembler faire parade d'un titre à l'estime et au respect?

Cependant notre âme est moins simple encore. Non seulement nos soldats taisent volontiers leurs plus hauts sentiments, mais, à les en croire, souvent ils les dédaignent. Ils « grognent » contre eux comme s'ils étaient leurs chefs. Ils le sont, en effet, et, ainsi qu'à leurs chefs, tout en grognant, ils leur obéissent.

Quelques pauvres mots, toutefois, sont sauvés par leur simplicité même, de la pudeur et de la raillerie et nous révèlent par instants toutes ces âmes, comme les rayons du phare dressent soudain un monde dans le néant de la nuit...

(1) Alfred de Vigny, *Servitude et Grandeur militaires*. *Passion*.

Entendez nos soldats... Une patrouille est nécessaire, d'où peut-être l'on ne reviendra pas : « Quand il faut, il faut... » Verdun réclame, pour notre salut, un immense holocauste : « Quand il faut, il faut... » Le séjour aux tranchées s'aggrave des duretés d'un quatrième hiver : « Quand il faut, il faut... » L'Orient les appelle, ou l'Italie. Ce n'est même pas dans leur patrie qu'ils vont tomber pour elle. « Quand il faut, il faut! »

Mots tout pauvres et dépouillés mais qui traduisent, mieux que toutes les formules des philosophes, le caractère impérieux et comme implacable du devoir! Admirable vertu d'un peuple qui ne parlait, à qui l'on ne parlait le plus souvent que de ses droits et qui, face au devoir, le mesure d'un œil calme pour l'accepter tout entier.

Ne prêtez pas, d'ailleurs, à cette acceptation totale, surtout chez les plus âgés, une sorte de ferveur joyeuse qui ajoute à son éclat sans pouvoir augmenter sa beauté. Ce ne sont pas des surhommes et c'est bien plus beau. Ils connaissent tous les déchirements et tous les risques que comporte leur fidélité et que leur mort peut venir la sceller. Et Néarque disait : « Dieu même a craint la mort! » Mais ce n'est pas en vain que, durant des siècles, dans cet admirable sanctuaire des vertus nécessaires que fut la famille française, les pères et les mères ont patiemment formé les enfants à faire toujours « ce qu'il faut... » Le long atavisme n'a pas épuisé sa vigueur et si parfois, aux heures molles, de faciles excuses ont permis d'esquiver les devoirs moyens, quand la destinée nous prend par les épaules et nous maintient face à face avec les plus grands devoirs, c'est toujours le même « *fiat* » qui accueille le sacrifice et lui assure sa souveraine grandeur...

***

Ce sentiment du devoir que dresse, devant nous, la vie de notre armée, n'est qu'un premier sommet dans une chaîne de grandeurs. Près de lui s'élève le sens de l'honneur.

L'honneur, disait Vigny, c'est « la conscience exaltée (1). » Il apparaît, chez nos soldats, comme la fleur magnifique du devoir.

Il entre, pour eux, dans ce sentiment, l'orgueil d'être mêlé

(1) A. de Vigny.

à une haute tâche et « la fierté de sentir sur les plus humbles fronts le rayon d'une grandeur commune (1). » Il s'y ajoute ce goût du « beau travail » que nos soldats partagent avec nos artisans. Puisque l'effort était nécessaire, qu'il ait du moins toute sa beauté !

L'amour-propre, au sens le plus élevé du mot, rejoint ici le sentiment de l'honneur. « Le naturel d'un vrai Français, disait François Ier au témoignage de Brantôme, porte qu'il soit, à la bataille, prompt, gaillard, actif et toujours en cervelle. » François Ier reconnaîtrait les siens à ce « point d'honneur » qu'ils ont d'exceller dans les combats... Pour être « distingués, » ils veulent d'abord « se distinguer. » Sensibles à l'honneur, ils ne sont pas insensibles aux honneurs, mais ils veulent qu'il en soit la première condition. Et l'histoire recueillera le mémorial sanglant de leurs « citations » innombrables qui sont comme les versets d'héroïsme d'un hymne immense à l'honneur et à la patrie...

Cet amour-propre exalté qui semblerait devoir réserver son aiguillon aux sentiments individuels, voici que l'esprit de corps en fait une force collective d'une incomparable puissance. Chaque groupe de soldats « tient à honneur » de parfaire sa tâche avec l'orgueil que nul autre n'aurait pu faire mieux. Surexcité par une noble émulation, l'esprit de corps devient ainsi le ferment des plus héroïques sacrifices. Ce n'est plus le soldat qui vit, c'est le bataillon, le régiment qui vit en lui. Les victoires passées, écrites aux plis de l'étendard, réclament d'être suivies de nouveaux noms. Le drapeau n'évoque plus seulement toute la France, mais encore le groupe d'hommes qui, sous ses plis, ont combattu ou combattront. Troué comme une poitrine, on le décore comme elle. Il faut s'ingénier à trouver, pour symboliser les exploits incessants qu'il abrite, des insignes toujours nouveaux. Et quand la France, après trois années de guerre, veut s'affirmer à elle-même sa grandeur et se justifier ainsi sa foi dans l'avenir, il lui suffit, en sa fête nationale, de s'entourer, une heure, du manteau de gloire de tous ces drapeaux.

(1) Étienne Lamy. Rapport sur les concours de 1914.

*
* *

Le devoir et l'honneur réclament pour base la justice. S'ils ont, durant cette guerre, atteint dans notre armée leur suprême expression, c'est que tous nos soldats savent, de science sûre, que la France, une fois de plus, s'y trouve la messagère armée du droit...

Heureux ceux qui sont morts dans une juste guerre (1).

Le vœu du poète a été comblé, car nulle guerre ne fut plus juste que celle où il est tombé...

Sans doute la France souffrait, depuis quarante-quatre ans, non pas tant de sa défaite, que de l'injustice qui l'avait consacrée. Arracher des provinces à un pays quand, née de tant d'histoire, s'y était exaltée l'âme de l'indivisible patrie; les rattacher de force à une nation dont elles avaient horreur; nier les droits imprescriptibles qui doivent sauvegarder les peuples comme les individus, c'était mettre dans le monde un tel poids d'injustice que son instable équilibre menacerait désormais d'être à chaque instant rompu. La France le savait et que, tôt ou tard, pourrait sonner l'heure des revanches du droit. Et la vue de son armée lui épargnait l'amertume des souvenirs sans espérance...

Mais cette heure-là, qui donc chez nous eût osé avancer ou même souhaiter sa venue? Sans pouvoir deviner ce que serait cette guerre, nous pressentions son effroi. Nous nous obstinions naïvement à prêter à nos ennemis la même horreur de l'évitable fléau, et les insuffisances de notre préparation, si elles accusent notre clairvoyance, témoignent, du moins, de notre candide bonne foi.

Il semble, d'ailleurs, que les Allemands, si impuissants à pénétrer notre âme, se soient ingéniés à nous rendre plus éclatante et plus chère la justice de notre cause. En se refusant à l'arbitrage proposé, ils se sont eux-mêmes arbitrés coupables. En reniant la parole donnée à la Belgique, ils se sont mis hors la loi et hors l'honneur. Et dédaigneux enfin d'attendre que le jeu de notre alliance et la violation de la neutralité belge nous aient conduits à leur demander raison, ils se sont jetés sur nous...

(1) Charles Péguy.

Quand notre soldat, méditant dans sa tranchée, se demande pourquoi il se bat, il se voit innocent de cette guerre. Le sang répandu ne retombera ni sur lui, ni sur ses enfants. S'il se bat, c'est parce qu'il a été attaqué, et la justice avec lui.

S'il pouvait interroger l'histoire, il trouverait symbolique que la Prusse soit née d'un parjure, puisque, ses terres ayant été remises par l'Église et le Saint-Empire romain aux chevaliers de l'Ordre teutonique chargés d'y arrêter les barbares, le dernier grand-maître de ces moines guerriers, Albert de Brandebourg, laissa le froc et érigea en domaine héréditaire le territoire confié à sa bonne foi. Il verrait l'unité allemande « faite par la guerre et cimentée par la conquête. » Il constaterait que « les Germains nous ont envahis plus de vingt fois, cinq fois depuis le Révolution (1). » Il retiendrait l'avertissement prophétique de Henri Heine, en 1833 : « Quoi qu'il arrive en Allemagne, Français, soyez sur vos gardes, demeurez à votre poste, l'arme au bras. » Et il admirerait que notre langue, pour flétrir une méchante querelle, l'ait appelée une querelle d'Allemand.

Mais qu'est-il besoin, pour notre soldat, de détailler le passé, quand le présent le lui résume si pleinement? Il voit bien que, pour les Allemands, la force, c'est le droit et que c'est son honneur à lui d'avoir à opposer, à ce droit de la force, la force armée du droit...

Et s'il se prend à rêver de l'avenir, il s'enchantera, sans doute, du désir fraternel de la société des nations. Il souhaitera que cette guerre soit la dernière guerre et que les peuples, de même que les individus, aient désormais un tribunal pour leurs conflits et une force au service de la loi qui leur sera commune. Mais les dures et terribles leçons accumulées depuis plus de trois ans le garderont de croire cette tâche aisée et de trop se fier à ceux dont la parole a, d'avance, perdu tout crédit. Notre Pascal l'a marqué avec une dure concision : « Qui veut faire l'ange fait la bête. » Croire à la société fraternelle, tant que l'agresseur aura gardé l'âme qui le fit agresseur, raisonner comme si, au jour de la paix, tous les peuples devaient se trouver également loyaux et fidèles, comme si l'intérêt avait perdu son emprise sur les âmes avides, comme si la justice pouvait, par elle-même, dominer la force, c'est peut-être « faire

(1) Paul Deschanel. Discours à la séance plénière de l'Institut de 1916.

l'ange... » Nos soldats, à défaut de Pascal, eussent achevé l'expression...

***

En même temps qu'il défend le sol de la France, le soldat de notre guerre défend donc tout ensemble la foi due aux traités, la liberté des peuples et tout l'avenir du monde. Ainsi sa cause s'affirme la cause même de l'humanité... Il se retrouve le descendant fidèle des aïeux dont les exploits faisaient dire : « *Gesta Dei per Francos.* » Il se rattache aux Croisés qui s'en allaient, par les mers hostiles vers le Tombeau du Christ, tenter une conquête que, dans un détour émouvant, cette guerre a su réaliser. Il réincarne l'âme des soldats de l'an II promenant à travers le monde leurs drapeaux et la liberté!...

... Car, toujours, toutes les justes plaintes nous trouvèrent fraternels, toutes les indépendances nous virent favorables et c'est de nous seulement que la Pologne opprimée pouvait dire que « Dieu était trop haut et la France trop loin. »

Et si, Français, nous doutions jamais de nous-mêmes, de notre passé, de notre avenir, qu'une voix étrangère nous chante notre rôle dans le monde... C'est Swinburne, dans sa *Litanie des Nations*, qui fait dire à la France, parlant à la Liberté :

« Je suis celle qui fut ton enseigne et ton porte-drapeau,

« Ta voix et ton cri;

« Celle qui te lava de son sang et te laissa plus belle;

« Je suis celle-là, la même.

« Ne sont-ce pas là les mains qui t'ont relevée gisante et t'ont nourrie,

« Ces mains meurtries?

« Ne suis-je pas la langue qui a parlé pour toi, l'œil qui t'a conduite ?

« Ne suis-je pas ton enfant? »

... Nous défendant nous-mêmes, nous défendons toujours plus que nous-mêmes, et puisque, dans cette guerre encore, notre soldat sauvegarde, en même temps que la terre des ancêtres, tout le magnifique patrimoine nécessaire à la beauté du monde, il a le droit de redire le vers de Sully Prudhomme avec un sens que, s'il avait vécu ces sublimes années, le poète ne lui eût pas dénié :

Et plus je suis Français, plus je me sens humain.

*
* *

Sommet du devoir, sommet de l'honneur, sommet de justice et de liberté, voilà donc quel magnifique horizon moral découvre toute méditation sur notre armée. Et l'attrait, sans doute, en est grand puisque, l'un après l'autre, tous les peuples réclament l'honneur des mêmes ascensions...

Tout ce bel horizon resplendit pour nous d'une lumière de fraternité. « S'aimer, ce n'est pas se le dire (1) » et nos soldats, ici encore, sont de grands silencieux. Mais que la fraternité rayonne dans leurs actes! Quel accent dans cet appel d'une gentillesse si française que jetait un jeune aspirant aux soldats âgés qu'il entraînait à l'assaut : « Allons, mes vieux papas, vous n'allez pas laisser mourir tout seul votre enfant!... » — Quelle générosité totale quand il faut ramper sous les balles pour secourir un camarade blessé ! Quelle piété fraternelle quand un soldat risque la mort pour assurer à un chef ou à un ami mort la décence d'un tombeau!... Et si vous souhaitez un symbole à cette émouvante piété, voyez ce prêtre-soldat plaçant une croix sur une tombe et, soudain mortellement frappé, donnant sa vie sur cette croix (2)!

*
* *

De toute cette beauté morale de notre armée, rendons hommage à ses chefs et à ses soldats. Ceux-là sont grands, non seulement d'avoir prouvé combien, suivant le mot de Bossuet, « ce qu'il y a de plus fatal à la vie humaine, c'est-à-dire l'art militaire, est en même temps ce qu'elle a de plus ingénieux et de plus habile, » mais aussi d'avoir toujours été les premiers sur le chemin de l'honneur et d'avoir entouré leurs hommes d'une tendresse fraternelle. Ceux-ci demeureront le type éternel du peuple armé pour défendre, avec les champs et les foyers, la justice et la liberté. Il suffira toujours de les contempler tous, dans leur servitude et dans leur grandeur, pour que montent du cœur les mots fraternels du poète :

Et depuis ce jour-là je les ai tous aimés.

(1) Clemenceau. Déclaration ministérielle de 1917.

(2) Cf. cette citation à l'ordre de la Ve armée : « Abbé Antheunès. Brancardier aumônier du régiment. Exemple impressionnant d'héroïque simplicité dans l'accomplissement du devoir. A été tué glorieusement, ayant entre les mains la croix dont il marquait, sur le champ de bataille, la tombe d'un camarade qu'il venait d'inhumer... »

Mais, de même qu'il faut maudire la science stérile qui ne tourne pas à aimer, de même l'amour est dérisoire qui ne tend pas à nous rendre dignes de son objet. La meilleure façon pour la France d'aimer son armée, c'est de sauvegarder toujours les vertus qui la firent telle. Que nos pensées pieuses et fidèles aillent donc souvent réclamer ses leçons...

Armée douloureuse, que ta grande pitié nous enseigne la fécondité de la souffrance, la royauté du sacrifice et qu'il n'est pas de flamme si le bois n'accepte de se consumer;

Armée de devoir, que Jeanne eût tant aimée, dévoue-nous au devoir, dont tu es la martyre;

Armée tenace, donne-nous la volonté des longs efforts, condition des vastes desseins;

Armée d'honneur, rappelle-nous toujours qu'il est, pour les peuples comme pour les individus, des raisons de vivre qui valent plus que la vie;

Armée généreuse, garde-nous des mols abandons;

Armée de justice et de liberté, sauvegarde en nous la vocation qui rendit la France si grande et qui a si souvent fait d'elle comme le drapeau du monde;

Armée glorieuse de soldats ignorés, que la gloire de la patrie nous soit plus sensible que notre propre gloire;

Armée fraternelle, que par toi veille en nous cette tendresse profonde qui, dédaigneuse des mots, fait risquer sa vie pour ses amis; que, par ton souvenir, nous nous aimions dans la paix comme nous nous aimons dans la guerre; que notre fraternité soutienne les faibles et surtout ceux qui te doivent leur faiblesse; qu'elle soit ingénieuse ouvrière de justice; qu'elle soit, non pas une tolérance, mais un respect; qu'elle nous conserve toujours tout ce qu'elle t'a donné;

Armée douloureuse, armée d'honneur, armée généreuse, armée fraternelle, élève-nous, fortifie-nous, garde-nous de nous-mêmes, continue à jamais de nous sauver et qu'ainsi vive la France par ta servitude et par ta grandeur!

VICTOR DILIGENT.

UN TÉMOIN
DES RESPONSABILITÉS
DE LA GUERRE[1]

Ce fut un événement imprévu et plutôt extraordinaire dans la vie paisible de la jolie capitale hollandaise que ce concours soudain, au mois de mai 1899, de diplomates, d'hommes d'État, de savants, de soldats, de marins, d'écrivains, envoyés par leurs Gouvernements, sur l'initiative du tsar Nicolas II, ou venus de leur plein gré, pour servir la cause de la paix. Le ministre d'Autriche-Hongrie, comte Okoliczányi d'Okolicjna, avait une femme charmante, Russe d'origine et cosmopolite de culture, dont le salon devint naturellement le centre de cette société internationale, qui avait besoin de se réunir, de se détendre et de causer. On y causa beaucoup, parfois même avec abandon et en toute liberté. La jeune fille de la maison avait dix-huit ans. Elle a gardé de ce qu'elle entendit l'impression que si les chefs d'État représentés à la première Conférence de la paix avaient répondu, en toute bonne foi, à l'appel de l'empereur de Russie, deux d'entre eux restaient à l'écart et aiguisaient en secret leur couteau pour le meurtre. Mais une pareille révélation n'était encore qu'amorcée. Quatre ans plus tard, Olga Okoliczányi d'Okolicjna entrait à la cour d'Autriche comme dame d'honneur de l'archiduchesse Isabelle, femme de l'archiduc Frédéric d'Autriche, commandant en chef des armées de la double monarchie. Là, pendant trois années, elle vit de

(1) *Court and Diplomacy in Austria and Germany :* What I know, by Countess Olga Leutrum, London. T. Fisher Unwin. 1918.

près les cercles officiels. Mariée en 1906 avec un gentilhomme hongrois, le comte Leutrum, elle continua de surprendre, sans le vouloir, bien des propos, de recueillir bien des observations. Et elle venait de s'installer à Munich quand la guerre éclata. En Russie, en Autriche, en Allemagne, sans parler d'un long séjour en Italie, la comtesse Olga Leutrum a vécu, comme elle dit, « dans une atmosphère saturée de politique internationale ; » elle a vu « les deux faces du bouclier, » et les souvenirs qu'elle vient d'écrire tirent leur principal intérêt du témoignage qu'ils nous apportent sur les sentiments en cours avant la guerre dans les hautes sphères diplomatiques des divers États. Par là, il éclaire, à son tour, les causes de la grande conflagration. C'est un nouvel aveu touchant la responsabilité des cours d'Autriche et d'Allemagne dans la préparation et la déclaration de la guerre. A cet égard, il ne peut nous apprendre rien de nouveau ; mais il illustre de vives images et, en quelque sorte, d'instantanés pris sur le vif dans des milieux dirigeants où l'observation impartiale ne pénètre guère, la duplicité et la préméditation de la politique austro-allemande.

Il y a quelque chose de tragique dans cette résistance inconsciente d'un témoin qui essayait de se dérober à l'évidence et ne voulait pas croire ce qui lui paraissait trop redoutable. Quand le drame, dont elle avait vu les préparatifs, éclate enfin, la comtesse Leutrum se demande comment elle avait pu se soustraire à l'obsession de la menace, persister dans l'illusion et dans l'espérance. Tout était si clair depuis la Conférence de la Haye ! Le baron de Staal, ambassadeur de Russie à Londres, qui la présidait, en sa double qualité de doyen d'âge et de représentant du pays qui avait pris l'initiative, était vite passé de l'enthousiasme à l'indignation. Un jour qu'il se trouvait seul dans le salon de la comtesse Okoliczányi, il avait laissé voir sa déception en même temps que ses craintes. L'Allemagne cachait son jeu, se dérobait, parlait de la paix armée, de la nécessité où se trouvait l'Autriche, avec ses nationalités différentes, d'entretenir une armée commune pour fondre tous ces éléments divers, bref, laissait aux autres le privilège de désarmer. Et regardant la jeune fille, que ces propos déconcertaient, il avait conclu : « L'enfant écarquille les yeux et, si je suis mauvais prophète, je lui permets de dire plus tard : « Le

vieux a radoté. » Moi, je serai mort ; mais je crains bien qu'elle ne voie encore éclater une guerre, la plus terrible que le monde ait jamais vue. Avec les forces partagées comment? Je n'en sais rien, mais je suis *sûr, absolument sûr,* que le premier coup partira du côté allemand. »

Une conversation adroitement conduite avec le comte Munster, représentant de l'Allemagne, ne rassura pas la comtesse. Munster ne cachait pas que l'arbitrage lui paraissait une utopie, que les chancelleries étaient bourrées de conventions sur parchemins dont le résultat le plus sérieux était d'avoir fait plaisir à tous ceux qui les avaient signées. Tous ses propos respiraient le sentiment de la force et le culte de la victoire. A une question plus pressante : « L'Allemagne nourrirait-elle donc des pensées d'agression, comte Munster, pour que vous parliez comme vous le faites? » il avait répondu : « Madame, vous m'en demandez trop; je suis un diplomate et non un soldat. Mais je crois qu'une guerre ferait du bien au monde en général. Et ce que je sais, c'est que l'épée de l'Allemagne bondira hors du fourreau *le jour où quelqu'un osera lui contester son droit d'être la première parmi les nations, car nous sommes prêts.* Nous sommes la seule Puissance, — et peut-être, l'Autriche, — *qui ne soit pas endormie* à l'heure présente. »

Pour calmer l'inquiétude ainsi éveillée, il fallait obliger le délégué de l'Autriche à découvrir le fond de sa pensée. Ce Welsersheimb, honnête et médiocre, s'exprimait avec une certaine candeur. Il était de ceux qui auraient voulu, dans la double monarchie, ne se jeter ni trop vite ni trop fort à la suite des pangermanistes. Leur clique bruyante l'effrayait un peu. Mais il pensait que les éléments germaniques en Autriche étaient menacés par les éléments slaves et hongrois, et il admettait d'ailleurs que la politique de la double monarchie reposait sur l'espoir de balayer un jour les petits États balkaniques, avec l'aide de l'Allemagne et de la Turquie : c'était là, ajoutait-il, l'arrière-pensée de la nouvelle politique orientale de l'Autriche. Tout cela ne laissait pas de lui paraître très compliqué, très délicat, mêlé de beaucoup d'incertitudes et de périls : l'Allemagne laisserait-elle l'Autriche jouir de sa victoire? La Russie n'interviendrait-elle pas? Et ne fallait-il point se méfier des Hongrois, des Polonais, des contingents slaves, qui avaient des sympathies russes, et des Italiens qui trahiraient? Welsers-

heimb était de la vieille école, celle de l'expectative. La Belgique, en la personne de M. Bernard, se montrait parfaitement tranquille, à l'abri de sa neutralité, et tenait pour la paix, parce que les petits États n'ont qu'à pâtir des querelles des grands. Et la France? Ses délégués, MM. Léon Bourgeois et d'Estournelles de Constant, voulaient croire au succès et écartaient avec bonhomie toutes les raisons de craindre : « Bah! le premier pas est fait; le reste viendra tout seul. » Cette confiance trop optimiste atteste que nos honorables délégués prêtaient généreusement aux autres la pureté de leurs intentions; ou bien, peut-être, essayaient-ils de se persuader ce qu'ils voulaient croire, parce qu'ils avaient besoin de croire pour agir.

Olga Okoliczányi avait besoin de croire pour vivre. Il fallait aussi qu'elle se persuadât elle-même, qu'elle écartât l'idée mortellement douloureuse d'une guerre entre la Russie, patrie de sa mère, qui était aussi la patrie de son cœur, et l'Autriche-Hongrie, à laquelle elle appartenait maintenant par sa naissance et par toutes les conditions de sa vie sociale. A vingt-deux ans, en 1902, elle perdit sa mère. Son père lui imposa une charge à la cour, et de 1903 à 1906, elle exerça, comme nous l'avons dit, les fonctions de dame d'honnseur auprès de l'archiduchesse Isabelle. Elle vit alors quelque chose de la politique de mensonge qui caractérise l'Autriche, *Austria mendax*. Et c'est tout ce qu'elle veut nous rapporter.

Elle ne prétend point « écrire une chronique scandaleuse de la Cour d'Autriche, bien qu'il y aurait beaucoup à raconter à cet égard. » Elle veut « servir la Russie, et lui montrer comment, longtemps avant que la guerre éclatât, le sentiment que l'Autriche éprouvait pour elle était celui d'une inimitié jalouse. » Elle veut convaincre les socialistes extrémistes eux-mêmes qu'il n'y a, à l'origine de cette guerre, aucun impérialisme de notre part, aucune politique agressive, mais une dure nécessité, subie à contre-cœur, et qui nous a été imposée, après avoir été longuement voulue et préparée par l'Autriche et l'Allemagne. »

L'auteur de ces souvenirs se félicite aujourd'hui que l'archiduc Frédéric ait été aussi complètement dépourvu de tact, sans quoi il ne se serait pas exprimé comme il le faisait sur la Russie. Pendant la guerre russo-japonaise, il trouve la jeune dame d'honneur penchée sur les journaux et cherchant à y découvrir enfin quelque meilleure nouvelle. « Eh bien! ma

belle, espérez-vous, par hasard, que la Russie va un peu mieux? Pour moi, j'espère, nous espérons tous en Autriche, que cela ira de mal en pis pour elle. Notre seul intérêt est de la voir affaiblie, jetée à genoux. » Elle se contenta de quitter la salle, contre toute étiquette. Mais l'archiduc n'avait pas compris ou ne voulait pas comprendre. Il revint à la charge, quelques jours plus tard, sans s'adresser directement à la dame d'honneur : « Bon! Bon! La Russie encore battue, — ses meilleurs navires coulés, hurrah! bravo pour les Japonais! Ils sont en train de travailler pour nous d'une façon magnifique! L'empereur d'Allemagne doit être content aussi. Voilà un joli bâton dans les roues du « péril slave, » autrement plus prochain, autrement plus dangereux que le péril jaune, Hurrah! hurrah! »

A l'accueil que reçut ce morceau d'éloquence, il était manifeste qu'il répondait au sentiment général de l'entourage. La gouvernante française des enfants de l'archiduc, une Alsacienne, Mlle Ulrich, s'étonna que la jeune dame d'honnenr pût l'entendre sans protester. Mais le discours ne s'adressait pas à elle personnellement et elle préférait attendre, sûre que l'occasion se représenterait. Elle ne se trompait pas.

Deux jours plus tard, après le dîner, comme toute la famille était rassemblée avec les suites, l'archiduc vint à moi; il tenait à la main le journal du soir et le brandissait devant mes yeux : « Lisez! Lisez! Oh! Oh! pourquoi ne sommes-nous pas suffisamment forts, suffisamment prêts pour leur tomber sur le dos maintenant! Maintenant! pour aider les Japonais à anéantir le colosse! Quel jour pour l'Autriche! Quel jour pour la maison des Habsbourg, quand nous serons capables d'édifier un immense empire sur les ruines des possessions du Tsar!

Cette fois, la jeune dame d'honneur répondit. Elle donna même sa démission; — et elle resta. On lui avait fait des excuses; on lui avait déclaré que tous ces propos étaient des plaisanteries; et elle savait bien, par ailleurs, que personne en Russie ne voulait croire à l'hostilité de l'Autriche; elle resta parce qu'elle était jeune, jolie, assez choyée, en somme. Et elle prit comme devise : « Goûtons les biens que les dieux nous envoient. »

Il ne s'ensuit pas qu'elle cessât d'écouter ni de saisir les choses intéressantes qui passaient à sa portée.

A une cérémonie de la Cour, où elle se trouvait près du prince Rudolf Lichtenstein et de son cousin Henry, alors ambassadeur d'Autriche en Russie, elle entendit leur conversation. L'ambassadeur, sincère ami des Russes, disait qu'il sentait sa situation très ébranlée, parce qu'il y avait dans la politique autrichienne une volte-face qui rendait la position plus que difficile pour un homme de la vieille école comme lui. Il ne doutait pas des intentions pacifiques de Goluchowski, ni de sa bonne volonté. Mais le terrain était miné sous les pas du ministre, et on travaillait aussi d'en haut contre lui (il faisait allusion à François-Ferdinand, sans doute) :

Je puis vous le dire, poursuivait l'ambassadeur, on fait tout ici pour provoquer la Russie, Puissance que je considère et considérerai toujours comme absolument pacifique et bien intentionnée à notre égard... Vous tous ici, et en particulier dans cette maudite Allemagne, comptez sur la désorganisation russe. Mais si jamais la Russie se rend compte *que vous la trahissez*, soyez assurés qu'elle se lèvera comme un seul homme et qu'elle vous battra, comme vous l'aurez mérité par votre politique de suicide.

Son cousin reprit avec animation :

Politique de suicide, c'est bien le cas de le dire! Avec notre population, dont les trois quarts sont slaves ou d'origine slave, nous nous précipitons, les yeux fermés, dans une politique antirusse, antislave. Et, comme vous le dites avec raison, il n'y a guère que Goluchowski et une poignée d'honnêtes gens qui essaient de s'opposer à cette folie, et de maintenir la paix et l'ordre. Je ne vois pas où tout cela peut nous conduire, si ce n'est à la ruine. L'Empereur se désintéresse de plus en plus des affaires. Dans un cas sur deux, il répond : « Adressez-vous à François-Ferdinand. Cela l'aidera à attendre décemment que je sois mort. C'est à lui qu'il faut vous adresser : je suis fatigué! » Et François-Ferdinand exploite l'apathie du vieillard et forme un parti puissant, — *et croyez-moi, c'est un parti de la guerre*. Il groupe toute la jeunesse ambitieuse autour de lui. Par malheur, l'Autriche est pleine d'ambitions déçues. François-Ferdinand exploite tous les mécontentements. Chose étrange, d'ailleurs : il déteste vraiment l'Allemagne et son empereur. S'il était assez fort, il aimerait mieux le combattre. Mais comme ils sont là-bas assez forts, en fait, pour être inattaquables, il travaillera avec lui jusqu'à ce que cela lui apporte *une* guerre au cours de laquelle il puisse s'élever à la popularité. Après s'être fait haïr d'un

bout à l'autre de la Monarchie, il mettra maintenant tout en œuvre pour regagner ce qu'il a perdu. Et il voit dans une guerre victorieuse le seul et unique moyen de régner. Officiellement, il témoigne de l'amour aux Slaves; mais ce n'est que pour les endormir dans une fausse sécurité pour avoir prise sur eux. En vérité, choses et gens ne sont à ses yeux que des gages qui doivent servir son ambition et assurer le trône à sa postérité. Quant à son serment, n'en parlons pas. Il ne sera pas le premier de sa maison à revenir sur sa parole, ni le premier monarque non plus!

Cependant que la Russie était ainsi menacée, elle ne soupçonnait rien du péril. Ses préoccupations étaient ailleurs. Quand l'auteur allait passer ses vacances dans la patrie de sa mère, elle la voyait tout occupée de réorganisation intérieure et de réformes. Il fallut l'alerte d'Agadir, en 1911, pour que l'Europe entr'ouvrît un œil au danger qui la menaçait, alors que les Puissances centrales se préparaient à l'agression depuis au moins dix ans et probablement plus.

L'auteur de ce livre, Hongroise de naissance, s'étonne avec raison du rôle que la Hongrie a joué, ou plutôt de celui qu'elle a manqué l'occasion de jouer, dans la grande crise mondiale.

En ces années 1903-1906, la situation était très tendue entre les deux parties de la double monarchie. La Cour n'était pas allée à Budapest depuis la mort de l'impératrice Élisabeth, ou n'y avait fait, en tout cas, que de très courtes apparitions. L'opposition, c'est-à-dire le parti Apponyi-Károlyi-Andrássy s'acharnait à obtenir la réalisation des promesses faites à la Hongrie en 1868, mais qui avaient été tacitement suspendues depuis. Elle-même, la jeune dame d'honneur, était suspecte aux Autrichiens comme Hongroise, ce qui voulait dire comme rebelle, et à ses amis hongrois comme inféodée à l'Autriche. Elle était pourtant de tout cœur avec les opposants, et avait même sur leur rôle éventuel dans la politique générale des illusions qu'elle garda jusqu'au 26 juillet 1914. Dans les semaines qui s'écoulèrent de l'ouverture de la crise à cette date, elle avait espéré beaucoup de l'attitude de son pays. L'archiduc assassiné avait été, s'il est possible, plus détesté en Hongrie que dans aucune autre partie de la monarchie. On pouvait donc espérer que cet État saurait discerner ses propres intérêts et se déclarer indépendant des machinations de sa vieille ennemie l'Autriche, qui avait, sans le consulter, à tel

point compromis leurs affaires communes. La comtesse Leutrum attribue à une sorte d'hystérie belliqueuse des Empires centraux, à la légende d'une guerre défensive qui leur serait imposée contre l'agression, l'attitude de son pays. Il est évident que cette généreuse hypothèse ne saurait être admise par aucun observateur impartial de la politique européenne. La vérité est que la Hongrie était plus inféodée encore à l'Allemagne que l'Autriche. L'État transleithan s'appuyait sur le germanisme pour imposer sa domination aux Slaves du Sud.

L'auteur elle-même, avec sa bonne foi absolue, reconnaît d'ailleurs cette pente fatale de la politique hongroise, quand elle en vient à parler des populations slaves assujetties aux Magyars. La position fausse où se trouve la Hongrie lui a fait commettre, à son tour, une série d'incroyables fautes à l'égard de ces populations. Entravée, humiliée, elle est devenue ombrageuse et persécutrice. Blessée dans son orgueil national, elle a exercé sur de plus faibles des représailles. C'est un assez vilain trait de la nature humaine, avoue la comtesse Leutrum ; mais il est humain.

Que ce soit là une explication, nous n'en disconvenons point. Mais chercher à expliquer le fait, c'est le tenir pour accordé, et voilà précisément ce qui nous permettra de ne pas distinguer entre la Hongrie et l'Autriche dans la responsabilité des Empires centraux.

Elle se précise encore, du côté autrichien, par les propos qu'entendit la demoiselle d'honneur au printemps de 1906, le jour de son audience d'adieu au palais de l'archiduc à Vienne.

Fiancée au comte Leutrum, elle résignait sa charge et venait prendre congé. Elle fut retenue à déjeuner. Le baron d'Aerenthal était parmi les convives ainsi que la baronne, qui avait précédé immédiatement Mlle Okoliczányi comme dame d'honneur de l'archiduchesse ; et l'entretien, au sortir de table, prit un tour d'intimité. Aerenthal rentrait de Saint-Pétersbourg, où il avait été ambassadeur pendant plusieurs années. Il prit place sur un sofa avec le couple archiducal, en face du groupe que formaient les jeunes filles et la demoiselle d'honneur. Celle-ci l'entendit déclarer : « Une partie de la difficulté consistera toujours dans le moyen de pousser assez loin la provocation. Ils sont si ennuyeux avec leur pacifisme, leur placidité et leurs bonnes intentions. » *Ils*, c'était la Russie, de toute évidence.

L'archiduc prononça : « C'est très ennuyeux, en effet, parce que, naturellement, si les choses en viennent à prendre corps, il ne faut pas que nous encourions l'odieux de provoquer une guerre. Cela pourrait créer une fatale divergence d'opinion parmi nos nationalités et attirer sur nos têtes le courroux de l'Angleterre, ce qui n'est pas désirable. » Aerenthal répliqua que l'on pourrait toujours trouver un prétexte, quand le moment serait venu. Il suffirait d'un coup quelque part, dans les Balkans, quelque chose qui parût parfaitement légitime, mais que la Russie ne pût pas accepter, parce qu'elle a toujours été le champion de la fraternité de tous les peuples slaves. On se conciliera l'Angleterre par le fait qu'on aura les Turcs avec soi : elle a trop de sujets mahométans à ménager pour changer jamais sa politique à cet égard. Il fut question des troubles de Russie, dont il ne fallait pas, dit Aerenthal, s'exagérer la portée, et aussi de la Pologne, qu'il s'agissait d'irriter contre la Russie. Quel dommage de n'être pas prêts à tomber sur la Russie maintenant, tandis que tout était en fermentation ! Mais il fallait six ou sept ans, peut-être plus, pour être en état de risquer le coup.

La même année, le comte Goluchowski, Polonais de naissance et marié avec une Française, la princesse Murat, abandonnait le pouvoir, vaincu par les intrigues d'Aerenthal, qui lui succédait, et auquel ses admirateurs allaient se presser un peu trop de décerner, après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, le qualificatif de « Bismarck autrichien. »

Cette année aussi, qui fut celle de son mariage, la comtesse Leutrum vint passer sa lune de miel dans une maison que lui prêtait sa tante, la princesse Paskévitch, à Temblin, aux portes mêmes de la forteresse d'Ivangorod. Ce séjour lui fut une occasion très saisissante de constater, une fois de plus, non pas seulement que la Russie ne souhaitait pas la guerre mais, ce qui est plus grave, qu'elle ne donnait aucune pensée à la guerre, qu'elle n'y était pas préparée. On était alors en pleine révolution. Il eût été bien naturel qu'un sentiment de méfiance se manifestât à l'égard de ces étrangers, appartenant à un pays que les Russes pouvaient considérer comme inamical. A tout le moins, on aurait pu leur défendre l'accès de la forteresse. Le gentilhomme magyar et sa femme prirent l'habitude de fréquenter les magasins militaires installés à l'intérieur. Un peu

plus tard, quand la révolution devint plus menaçante, un ordre général prescrivit que toute personne n'appartenant pas à l'armée eût à se munir d'un permis avant d'entrer. Le comte et la comtesse obtinrent un laissez-passer sans la moindre difficulté. Pas un regard malveillant, pas une parole ne vint leur rappeler qu'ils étaient des étrangers et qu'ils pouvaient paraître des suspects : ce ne fut partout, à leur égard, que confiance et amabilités. En 1910, la comtesse reçut chez elle, à Venise, sa sœur et son beau-frère, récemment mariés. Celui-ci était officier dans l'armée russe et revenait toujours, dans les conversations, sur l'immense besoin de paix qu'avait la Russie, désireuse qu'on la laissât travailler tranquille à son salut par la réorganisation et la régénération intérieure. Il se proposait même de quitter le service, tant l'idée de la guerre était loin de son esprit. De mère française, il avait été élevé à Pétrograd et à Paris; et si l'entente franco-russe avait été hostile à l'Allemagne, il en aurait laissé percer quelque chose dans sa conversation. De l'autre côté, au contraire, on se montrait ombrageux et toujours sur le qui-vive. Un neveu du comte Leutrum, jeune militaire dans l'armée autrichienne, devait aller en Russie pour être garçon d'honneur à un mariage. Au dernier moment, les autorités militaires lui interdirent le voyage. Le fait surprit; et ce qu'il y a de certain, c'est qu'il témoignait de dispositions peu amicales.

Ces dispositions, la comtesse Leutrum les connaissait. Elle avait passé l'automne de 1909 au Nord de la Hongrie, chez des parents. Au cours des manœuvres annuelles, il y eut des officiers logés dans la maison. Le plus jeune d'entre eux, Tchèque de naissance, avait l'air sombre et comme accablé d'un secret. Les autres officiers paraissaient aussi étrangement nerveux. Ils ne voulaient même pas dîner au château, obligés d'être sans cesse dehors pour répondre aux appels du téléphone de campagne. Un soir qu'elle se trouvait seule dans la cour avec le jeune lieutenant, la comtesse lui demanda ce qui se passait. Ce n'était pas la première fois qu'elle voyait des officiers aux manœuvres, mais jamais elle ne les avait vus dans un tel état. Au contraire, ils étaient en général fort sociables. Le visage du jeune homme devint très grave, et il demanda à son tour : « Se pourrait-il donc, comtesse, que vous n'eussiez réellement rien remarqué? » Et comme elle répondait par l'aveu de son

ignorance et de sa curiosité, il reprit : « Alors, vous croyez que tout ceci n'est qu'une manœuvre?... *C'est une mobilisation secrète contre la Russie.* » Et l'Autriche mobilisait pareillement dans le Sud contre la Serbie et le Montenegro. On avait dit aux officiers qu'il y avait des incidents de frontière au Nord, que les Cosaques avaient franchi la frontière de Galicie. Mais le jeune officier tchèque savait que c'étaient des mensonges. Il avait une sœur mariée en Russie et qui habitait précisément la ville frontière où l'on prétendait que les Cosaques avaient franchi la ligne ; elle aurait certainement connu le fait, d'autant plus que son mari appartenait à l'armée active, à Priez. « Pour moi, » conclut le malheureux garçon, « s'il y a une guerre, j'aurai à combattre et peut-être à mourir pour une cause étrangère à mon cœur. »

Comment l'idée du danger n'obséda-t-elle pas davantage l'esprit d'une personne avisée, si bien placée pour le voir, et dont les souvenirs attestent aujourd'hui qu'elle en avait relevé tant d'indices? Elle était comme nous tous, hélas! Après chaque crainte, après chaque alerte, le cauchemar se dissipait, et elle s'abandonnait à la croyance qu'il ne deviendrait pas une réalité. D'autre part, les tourments de sa vie privée émoussaient sa sensibilité pour les grands événements de l'univers. Elle traversa ainsi la période des guerres balkaniques, suivit les progrès que faisaient dans les sphères gouvernementales autrichiennes la folie des grandeurs et le désir de la guerre, et s'arrêta à cette conclusion, qu'elle se reproche aujourd'hui comme le résultat d'une vue stupidement courte : l'Autriche attaquerait la Russie ; la Hongrie ne la suivrait pas, et c'était la ruine certaine. Cela lui suffisait.

Nous n'insisterons pas sur la seconde moitié du volume, qui se rapporte au début des hostilités et nous donne des impressions de l'Allemagne en guerre. Elles sont loin d'être sans intérêt. Nous y voyons des exemples saisissants de la brutalité dont les Allemands témoignent envers leurs propres blessés et de la sauvagerie qu'ils apportent dans les rapports avec leurs ennemis. Par deux fois, la comtesse Leutrum a entendu des Allemands eux-mêmes corroborer avec honte et colère les plus horribles histoires racontées par les Belges. Son témoignage nous apprend ce qu'il en coûte à des officiers allemands d'être accusés de douceur. Il évoque enfin l'enfer de haine et de fureur

qu'était Berlin le premier mois de la guerre où elle y vécut. Elle y éprouvait cette sensation nette et violente que le mal envahissait tout, qu'il enveloppait la capitale allemande. Quand les bulletins annonçaient des prisonniers, la foule s'écriait : « Hurrah ! nous pouvons les laisser mourir de faim ; ils sont à notre merci ! » Elle en vit un misérable cortège défiler dans les rues, entre deux rangées de spectateurs, au milieu des railleries, des huées, des rires et des insultes. Ils étaient couverts de poussière et, quand leurs pieds endoloris butaient, leurs gardiens les relevaient à coups de baïonnette dans le dos. Un jour, pour échapper à cette atmosphère d'hystérie, elle entra dans une église catholique ; elle espérait que la haine expirait au seuil de ce sanctuaire de sa foi. Mais non ! Un prêtre prêchait : il glorifiait et exaltait, il encourageait la haine. Pas un mot d'amour ou de miséricorde ; rien que haine et vengeance.

Toute cette partie confirme d'une manière saisissante tant de récits, d'où s'exhalent des vapeurs de sang et qui attestent la brutalité germanique. Mais le dessein de la comtesse Leutrum, en rédigeant ses Souvenirs, n'est que très accessoirement de nous édifier sur le caractère et les mœurs de nos ennemis. Il s'agit surtout de convaincre la Russie qu'elle a été victime d'une agression préméditée, que les responsabilités sont nettes, formelles, et que les amis de la paix, ou ceux de la justice, n'ont pas à répartir le blâme et à renvoyer les belligérants dos à dos. L'auteur, qui s'est empressé de reprendre la nationalité russe et s'est réfugiée en Hollande, écrivait pour la Russie de la révolution, quand il pouvait être temps encore de lui faire entendre la voix de la raison et de la vérité, de l'affermir dans la guerre, aux côtés de ses alliés. Il est touchant d'entendre cette voix de femme, qui s'efforce de dominer le tumulte des combats et celui des passions populaires, et qui crie à ceux qu'il faut retenir sur la pente mortelle : « Croyez-moi, j'étais là, j'ai vu, *je sais.* » Nous n'avons pas de peine à la croire, nous, ici, car nous savons aussi. Mais là-bas, où elle voulait atteindre, l'a-t-on entendue ? Et servirait-il à quelque chose de l'entendre ? N'essayons pas de répondre à cette angoissante question. Soyons confiants, plutôt, que partout le vrai éveille des échos et que seules ses répercusions sont durables, parce que, seules, elle peuvent se prolonger à l'infini.

FIRMIN ROZ.

REVUE LITTÉRAIRE

NOUVEAUX COMMENTAIRES DE TACITE (1).

Autrefois, la critique universitaire avait, je ne dis pas la superstition, mais la religion de l'antiquité. Nos vieux professeurs aimaient tout des Latins et des Grecs. C'était au moins leur excuse : et, quand ils pleuraient de joie sur des vers d'Homère ou de Virgile, nous leur pardonnions les journées un peu mornes que leur enseignement nous valait. Puis, de temps en temps, ils nous persuadaient et nous amenaient à leur sentiment. La nouvelle critique universitaire a beaucoup plus de liberté. Elle n'est pas du tout superstitieuse ; et, religieuse, elle ne l'est presque pas. Elle admire encore les écrivains de l'antiquité ; mais elle les admire avec discernement : elle les admire moins.

Par exemple, voici M. Fabia qui, de Tacite, a fait son étude zélée et, pour ainsi dire, acharnée. Il nous avertit qu'on estime généralement Tacite « au-dessus de sa véritable valeur. » Quelle est donc la véritable valeur de Tacite ? Celle d'un historien « médiocre » et qui « ne gagne pas toujours à être relu souvent et de près. » Sans doute, il a du mérite littéraire : mais, son mérite littéraire, il le doit à ses devanciers, prosateurs ou poètes », à Virgile, à Salluste, à Sénèque et surtout à Pline l'Ancien... C'est dommage d'arriver, après une étude patiente et longue, à trouver que Pline l'Ancien vous déprécie Tacite!... Je n'ai pas lu M. Fabia; je le résume d'après M. Edmond Courbaud. Tacite aurait, en somme, reproduit le modèle qu'il avait choisi ; et il emprunterait à ce modèle « avec la matière la forme » et « avec le fait l'expression. » Alors, demande M. Courbaud, comment pouvez-vous avouer que le style de Tacite soit « très original? » Et

(1) *Les procédés d'art de Tacite dans les « Histoires »*, par Edmond Courbaud, professeur adjoint à la Sorbonne (librairie Hachette).

comment expliquez-vous que les contemporains de Trajan, lisant Tacite et Pline l'Ancien, n'aient vu en ce Pline que le compilateur honnête qu'il a été, mais que Tacite les enchantait? C'est que les Romains, au temps de Trajan, n'étaient curieux que de la forme! Cependant vous dites que Tacite empruntait à l'Ancien la forme et l'expression? Et vous dites aussi que l'Ancien n'était qu'un écrivain médiocre, Tacite un écrivain de génie? « Voilà bien des contradictions, » remarque doucement M. Courbaud. Voilà bien de la chicane, en désordre fâcheux.

Il y a des analogies entre les règnes de Galba et d'Othon, dans les *Histoires* de Tacite et dans les biographies de Plutarque. On dira que c'est bien heureux : si les règnes de ces empereurs n'avaient aucune ressemblance dans Tacite et dans Plutarque, il faudrait se méfier de leurs deux historiens ou de l'un d'eux. Mais les analogies sont d'une telle sorte qu'on voudrait savoir si Tacite copiait Plutarque, ou Plutarque Tacite, ou l'un et l'autre un devancier. Or, Plutarque et Tacite sont des contemporains : l'on ne sait nullement si les *Histoires* ont paru avant ou après les biographies des deux empereurs. Dans l'incertitude, ne disons pas que Plutarque ait eu Tacite à copier. Ni M. Fabia ni M. Courbaud ne croient que Tacite ait recouru à Plutarque. « aurait-il songé à copier le récit d'un Grec qui, du reste, n'était pas un véritable historien, mais un biographe? » Cet argument, s'il dégage Tacite de Plutarque, c'est un bon argument. Pourtant, il ne vaut pas grand'chose, on le reconnaîtra. Que Plutarque fût Grec, était-ce pour Tacite un empêchement à le lire? Et, que Plutarque fût un historien véritable ou un biographe, s'il a diligemment raconté la vie des deux empereurs, Tacite a pu s'adresser à lui. Quant à supposer que Plutarque et Tacite copiaient tous les deux un même historien précédent, supposons-le tant qu'il nous plaira, l'historien précédent est bien commode : il est perdu.

Au bout de travaux considérables et méticuleux, quel néant! Et lisons quelques pages de Tacite : l'« originalité » de cet écrivain n'est plus douteuse ; ni l'ancien Pline ou Sénèque, ni Salluste et ni même Virgile ne sont en rien pareils à lui. L'« originalité » de cet historien n'est pas douteuse davantage : l'histoire de Tacite n'est pas celle de Salluste ni celle de Tite-Live! elle serait plutôt celle de Salluste? mais non, pas du tout!

L'histoire de Tacite, on dit aussi que ce n'est rien : Tacite ne serait qu'un merveilleux artiste et moins l'artiste dit Vaguet « presque n'importe qui, *unus e multis*... » Il y a quelque fois dans les

familles, deux sœurs dont l'une est fort jolie : et l'on a la bienveillance de les appeler « celle qui est si jolie » et « celle qui est si intelligente : » on pardonne à l'une sa beauté, en la croyant un peu sotte. Les magnifiques écrivains, on les soupçonne très souvent d'être assez bêtes : les faiseurs de galimatias ont facilement passé pour être des penseurs. Grand écrivain, très singulier, l'inventeur d'une poésie, Tacite, — excusez-le, — fut un grand historien.

M. Courbaud ne dit pas non. Mais il prétend que ce n'est pas son affaire à lui M. Courbaud, qui examine seulement « les procédés d'art de Tacite dans les *Histoires.* » Eh! tout se tient; et l'art de Tacite n'est peut-être pas une chose nettement séparée de sa pensée ou de la substance même de son œuvre : car il faut à chaque instant que M. Courbaud ne se contente pas d'examiner les procédés d'art de Tacite et se résigne à étudier Tacite, son histoire, ses qualités d'historien.

La première qualité de l'historien, c'est la vérité. Voltaire appelait Tacite un fanatique. Et Tacite, dans le prologue des *Histoires*, blâme les fanatiques : depuis la bataille d'Actium, on ne connaît, dit-il, en fait d'historiens, que des flagorneurs ou des pamphlétaires. Ce sont des gens qui offensent la vérité ; ce sont des gens qui n'ont pas le souci de la postérité : il les méprise. Et il se range parmi les incorruptibles amis de la bonne foi. Galba, Othon, Vitellius ne lui ont fait ni bien ni mal; les bienfaits de Vespasien, de Titus et de Domitien ne le pousseront pas à la complaisance : il parlera des uns et des autres sans amour et sans haine. S'il a tenu sa promesse, — et il l'a tenue, — il prouve son impartialité. Mais la recherche de la vérité veut un autre effort.

A-t-il « le goût de l'exactitude scrupuleuse ? » demande M. Courbaud, qui répond : « Il ne l'a pas assez. » M. Courbaud, qui a le goût de l'exactitude scrupuleuse, au point que toute affirmation vive lui est une souffrance, je crois, ajoute : « Je ne veux rien exagérer. Il aime la vérité ; il désire la connaître et prend de la peine pour l'atteindre, plus de peine parfois qu'on ne lui en suppose ; il ne l'aime pas au point de lui tout sacrifier, même l'effet littéraire... Il n'a pas ce culte de la science qui donne à ses adeptes la force d'écarter de soi passions ou préjugés, influences du milieu, préoccupations d'artiste, pour se placer en face de la vérité toute seule et tâcher de la voir dans sa pure lumière... » Enfin, Tacite, ce n'est pas Gabriel Monod. Mais Gabriel Monod, quand il étudiait un Mérovingien, les papiers relatifs à tel ou tel Mérovingien, certes il avait du soin, de la mé-

thode : au surplus, il adorait Michelet. Tacite, lui, c'est de l'histoire contemporaine qu'il écrit : les documents abondent. Et la méthode scientifique est excellente, si l'on a peu de documents. A mesure que les documents sont plus nombreux, la méthode scientifique devient beaucoup moins rigoureuse : la vraie méthode scientifique, ou mécanique, Gabriel Monod, s'il avait eu à raconter la présente guerre, je ne le vois pas ! ou je le vois qui renonce à la méthode : bref, je ne le vois pas.

M. Courbaud réplique : Thucydide ! « Thucydide qui, par son amour déjà passionné du vrai et sa méthode déjà scientifique, n'est pas loin d'avoir donné satisfaction aux plus rigoureuses de nos exigences modernes... » C'est possible : et Thucydide cependant prête à ses personnages des discours qu'ils n'ont pas tenus. Laissons Thucydide. Tacite a commis des « inexactitudes. » Volontaires ? C'est trop dire. Involontaires ? Ce n'est point assez dire. Dites pourtant !... Voici quelques échantillons des inexactitudes que MM. Fabia et Courbaud relèvent dans les *Histoires*.

Galba fait son entrée dans Rome ; et son avènement a coûté la vie à « des milliers » de soldats. Des milliers, non ! répond M. Courbaud : car on a pu ensuite organiser les survivants en légion. Combien donc étaient-ils ? Et combien sont-ils restés ? Vous n'en savez rien !... Othon, vainqueur de Galba, monte au Capitole, écrasant « un monceau de cadavres. » Un monceau ? Trois cadavres, dit M. Courbaud : M. Fabia n'en compte que deux. Les trois morts de M. Courbaud, ce sont Galba, Vinius et Pison. M. Fabia néglige le dernier. Mais, en note, M. Courbaud se rappelle que précédemment Tacite a parlé d'une populace écartée, rejetée en arrière par la cavalerie des Othoniens ; les sénateurs, la même cavalerie les a très fort malmenés. Eh ! bien, les cadavres, les voilà, outre Galba, Vinius et Pison !... Tacite appelle « espace immense » une distance de quatre lieues ; Tacite appelle « le monde entier » l'empire romain ; Tacite dit « les légions, » quand il n'y a qu'une légion « grossie d'un ou deux détachements. » Et de telles « exagérations » désolent M. Courbaud. Tacite veut qu'Othon soit monté au Capitole le soir même du meurtre de Galba : M. Courbaud veut qu'il n'y soit monté que le lendemain. M. Courbaud se fie à Plutarque et à Suétone. M. Fabia consentirait qu'il pût y avoir eu deux sacrifices au Capitole, l'un dès le soir, l'autre le lendemain ; M. Courbaud ne le croit pas. Et M. Fabia n'ayant pas convaincu M. Courbaud, c'est tant pis pour Tacite !... Révolte au camp des prétoriens. Galba descend au forum et se

montre au peuple. Des cavaliers, puis des fantassins arrivent et balayent la place; curieuse, la foule se porte sur les marches des temples et regarde. « Alors, dit M. Courbaud, mais alors seulement, le porte-étendard de l'escorte de Galba, en jetant à terre le médaillon de l'empereur attaché à la hampe, donne le signal de la trahison; la litière est assaillie et Galba percé de coups. » Or, dans le récit de Tacite, le « geste » du porte-étendard précède la dispersion de la foule. M. Courbaud reproche à Tacite une telle inexactitude. Et comment M. Courbaud sait-il au juste à quel moment le porte-étendard a jeté par terre le médaillon de Galba? C'est Plutarque, en son *Galba*, qui le lui a dit. Mais vous croyez tout de Plutarque; et, de Tacite, vous ne croyez rien : pourquoi? Et, le lendemain, le soir même du jour que Galba fut assassiné, si vous aviez interrogé les témoins oculaires, — qui sont toujours les témoins les plus dangereux, — sur le moment où le porte-étendard jeta par terre le médaillon de Galba, combien de réponses merveilleusement diverses n'auriez-vous pas recueillies : voire, si vous aviez interrogé le porte-étendard, il vous aurait dit ce qu'il aurait voulu, ou bien ce que vous auriez voulu ; et, si vous l'aviez interrogé deux fois, ne soyez pas sûr que vous auriez obtenu les deux fois la même réponse. Les « inexactitudes » de Tacite, les voilà. C'est une misère. Et l'on a démontré la vérité incomparable d'un historien, quand la critique la plus vétilleuse n'a pas trouvé de plus graves reproches à lui faire.

Les « inexactitudes » de Tacite, M. Courbaud les attribue au désir qu'il attribue à Tacite, de rendre son histoire plus dramatique. L'histoire est plus dramatique si les cadavres sont plus nombreux, si le char de Galba écrase leurs monceaux; l'histoire est plus dramatique si Othon, se rendant au Capitole le soir même du meurtre de Galba, traverse le forum encore ensanglanté; l'histoire est plus dramatique, si le « geste » du porte-étendard a suffi pour déchaîner une révolution : « la recherche de l'effet dramatique est la source de presque toutes ces inexactitudes historiques. » M. Courbaud ne dit pas que Tacite soit un menteur; — M. Courbaud n'a pas tant de décision : — mais il le croit assez capable de ces petits mensonges que les rhéteurs recommandaient à leurs élèves, *causam mendaciunculis aspergere*.

C'est que Tacite est, pour M. Courbaud, l'excellent élève des rhéteurs. Tacite n'a-t-il pas été avocat? n'a-t-il pas été magistrat? Pendant vingt-cinq ans, il a fait son métier de l'éloquence. M. Courbaud considère qu'on ne se guérit pas de l'éloquence; il y a des maladies qui ne pardonnent pas : l'éloquence en est une. Sur les rapports de

l'éloquence et de la vérité, M. Courbaud a de très jolies pages toutes pleines de faux respect, d'ironie emmitouflée. Jamais il n'admettra qu'un ancien orateur ait cessé d'être un orateur ; et jamais il n'admettra qu'un orateur soit un historien scrupuleux. Cicéron définit l'histoire « une œuvre d'orateur, *est opus unum hoc oratorium maxime.* » M. Courbaud nous donne à choisir : l'éloquence ou l'histoire ; en d'autres termes, le mensonge ou la vérité. Je ne dis pas non.

Mais, en définitive, cette influence des rhéteurs sur Tacite, il faudrait nous la montrer. M. Courbaud se flatte de nous la montrer dans les inexactitudes et les exagérations de Tacite : seulement, les inexactitudes et les exagérations, les a-t-on vues?... Puis M. Courbaud, ses meilleures pages, — et parfaites, — il les consacre au style de Tacite, à nous montrer comment Tacite a brisé la période cicéronienne. Or, le style oratoire, n'est-ce pas, chez les Latins, le style abondamment périodique? Le style de Tacite, avec ses difficultés, avec tant de concision que vous avez besoin de suppléer par une pensée prompte à ce qu'il ne dit pas, n'est-ce pas le contraire d'un style oratoire, chez les Latins, et même en tous pays? Le style de Tacite exige un éveil perpétuel de l'attention fine et intelligente : orateur, osez-vous attendre d'un auditoire l'intelligence, la finesse et le perpétuel éveil de l'attention ? Le style de Tacite, M. Courbaud le définit à merveille « un style à surprises : » l'auditoire est content de savoir sans cesse où vous le menez, content de vous avoir deviné ; vous le déconcertez? il vous échappe. Il y a des surprises que l'auditoire aime pourtant : oui ; mais, pour ainsi parler, de ces bonnes grosses surprises qu'il prévoyait à demi. Aussitôt, il se félicite et murmure : « Je m'en doutais ! » Il applaudit et l'orateur et lui-même. Les « surprises » de Tacite, ce n'est pas cela : c'est l'impossible prévision, l'attente déçue, l'esprit taquiné.

M. Courbaud s'en aperçoit, en quelque manière. Car il n'explique pas Tacite, ou les défauts de Tacite, par la seule influence des rhéteurs. Une autre influence qu'il juge qui s'est exercée fortement sur Tacite est celle d'une mode en son temps bien répandue : on lisait en public des fragments de l'œuvre qu'on avait sur le métier. Grande vogue de ces lectures, à l'époque de Nerva et de Trajan : voyez la correspondance de Pline. D'abord, on invita quelques amis. Pollion, sous Auguste, convia beaucoup de monde ; et l'assistance se réunissait dans une salle analogue à un théâtre. Les amis, on les conviait par invitations portées à domicile, *per codicillos ;* pour le public, il y

avait des affiches, *per libellos :* et l'assistance était appelée, comme au théâtre, *populus*. Alors, il s'agissait de plaire au public. Et M. Courbaud n'a peut-être pas tort de croire que le désir de plaire au public est périlleux. Très périlleux pour l'historien, pour son histoire et pour la vérité. Le public et la vérité ne sont pas mieux accoutumés ensemble que l'éloquence et l'histoire. La vérité est nue, dit-on : mais, pour aller en public, on s'habille ; et, la vérité qui a fait toilette, ce n'est plus la vérité. Les Mérovingiens de Gabriel Monod, que seraient-ils devenus, à la Bodinière, autrefois ? Les subtiles coquetteries de Tacite, un style à surprises, et le reste, cela serait la conséquence des lectures.

Il s'agit de prouver que Tacite donnait de telles séances mondaines, élégantes, lisait un jour son Galba, la suite à la prochaine séance. Qu'en savons-nous ? Lucain lisait son épopée ; Sénèque, ses tragédies; Velléius Paterculus, son histoire. Un jour, l'empereur Claude se promenait au Palatin ; dans une salle auprès de laquelle il passe, éclatent des applaudissements. Qu'est-ce ? On lui répond que Servilius Nonianus lit un de ses ouvrages. Il entre, il écoute, il applaudit. Bien ! Servilius Nonianus, Velléius Paterculus, Sénèque et Lucain lisaient leurs ouvrages : mais Tacite ? M. Courbaud n'en doute pas : « Tacite aurait-il donc, un des rares, échappé à la mode ? » Avouons-le, Tacite est rare. Mais il a probablement lu sa *Vie d'Agricola*... Qu'en savons-nous ? Pline le Jeune dit qu'on lisait volontiers les éloges des victimes de Domitien. « Or, confesse M. Courbaud, Agricola n'était peut-être pas mort empoisonné par le tyran (Tacite rapporte le bruit au chapitre 43 de sa biographie, sans le prendre à son compte) ; mais il était mort pour le moins suspect et en disgrâce. » Nous ne conclurons pas de là sans imprudence que la *Vie d'Agricola* soit l'un de ces éloges que Pline le Jeune dit qu'on lisait en public. Et, même si Tacite avait lu en public sa *Vie d'Agricola*, nous ne conclurions pas de là qu'il lût aussi les *Histoires*. Encore un argument ; — mais nous le compterons pour le premier, si les précédents ne valent rien : — le voici. Jusqu'à l'année 106 exactement, Pline le Jeune, dans ses lettres, ne dit pas un mot des *Histoires*. Soudain, l'année 106, il les admire, il les déclare « promises à l'éternité. » M. Courbaud, là-dessus, n'est pas tranquille. Pourquoi Pline le Jeune n'a-t-il rien dit des *Histoires* avant l'année 106 ? Eh ! bien, répondrons-nous, c'est qu'il ne les avait pas lues. Pourquoi en parle-t-il l'année 106 ? Eh ! bien, répondrons-nous, c'est qu'il les avait lues. Comment les avait-ils lues ? Mettonque Tacite venait de les publier.

Non ; car l'ouvrage n'était pas terminé ? Mettons que Tacite venait d'en publier une partie. Je ne crois pas, réplique M. Courbaud. Vous n'en savez rien, dirons-nous ; mais alors supposons que Tacite avait prêté son manuscrit à Pline, « cet ami très cher, doublé d'un littérateur toujours aux aguets. » Nous n'en savons rien ; mais l'hypothèse est anodine. M. Courbaud ne l'accepte pas : c'est qu'il a son idée, qui n'est pas anodine. Pour refuser l'hypothèse anodine, il nous conjure de ne pas oublier que Pline le Jeune était vaniteux. Or, Pline le Jeune montre une extraordinaire « chaleur d'admiration. » Si Tacite lui a prêté le manuscrit des *Histoires*, ou d'une partie des *Histoires*, il faut que Pline prenne de l'enthousiasme tout seul, se fie à lui-même et n'ait pas soin de consulter l'opinion publique. C'est le fait d'un orgueilleux. Et Pline n'est pas orgueilleux : on vous dit qu'il est vaniteux ; c'est tout le contraire. Un orgueilleux se fie à lui-même ; un vaniteux réclame l'approbation générale. Donc, il faut qu'en l'année 106 les *Histoires* aient recueilli l'approbation générale. Comment cela, si elles n'étaient pas encore publiées ? Elles étaient lues en public : et nous y voilà !

C'est ingénieux, c'est malin, c'est amusant... C'est amusant de voir la critique la plus attentive, et scrupuleuse, et méticuleuse, et timide, et presque tremblante, aller à de telles dialectiques de sévère plaisanterie.

Pour démontrer que Tacite ait lu ses *Histoires* en public, il n'y a pas un document, pas un seul : il n'y a, en tout, qu'une argumentation qui ressemble à un badinage. Et du fait — supposé — que Tacite ait lu en public ses *Histoires*, dérive en très grande partie l'interprétation de Tacite selon M. Courbaud. Car il écrit : « J'attribue pour une part à cette fâcheuse habitude, — l'autre part étant imputable à la rhétorique, — ce que l'on y rencontre d'expressions recherchées, de tours raffinés, de pensées trop ingénieuses ou subtiles, de grâces trop étudiées, toutes choses qui sentent le désir de plaire, d'être admiré, d'amener les auditeurs à se récrier d'aise. Que dire notamment de ces phrases brillantes, polies et taillées à facettes, dont s'orne la fin de tel développement, de tel paragraphe ? N'entendons-nous pas les applaudissements qui les saluaient autrefois ? Et n'ont-elles pas l'air de quêter les nôtres encore aujourd'hui ? »

Non ; pas du tout !...

Ce passage de M. Courbaud, détachez-le du livre ; oubliez qu'on vous parle de Tacite, un instant... « Expressions recherchées, tours raffinés, pensées trop ingénieuses ou subtiles, grâces trop étudiées,...

désir de plaire,... phrases brillantes, polies, taillées à facettes... » Qui est-ce?... Allons! Stace, peut-être?... Non : c'est Tacite!

Un élève des rhéteurs, et l'esclave de la rhétorique, au point de sacrifier au tour de ses phrases la pensée et la vérité, un écrivain qui cherche d'abord le succès mondain, les applaudissements de coquetterie : voilà Tacite ?

Relisez les *Histoires;* ou lisez-les naïvement. Il n'est pas de livre plus grave, plus triste et plus désespéré; de livre où soit peinte une époque plus sombre, et par un auteur plus chagrin. « *Opus aggredior opimum casibus, atrox prœliis, discors seditionibus, ipsa etiam pace sævum...* Sauvage même dans la paix. Quatre princes succombant sous le fer. Trois guerres civiles, plus encore d'étrangères, le plus souvent les unes et les autres mêlées. Succès en Orient, revers en Occident. L'Illyrie troublée; les Gaules chancelantes; la Bretagne enfin domptée, aussitôt abandonnée; les Sarmates et les Suèves soulevés contre nous; le Dace illustré par ses défaites et les nôtres; et le Parthe prêt à courir aux armes, affolé par un fantôme de Néron... Des calamités inconnues, ou qui reviennent après de longs siècles... Des villes englouties ou renversées... Rome dévastée par des incendies; les sanctuaires les plus anciens brûlés; le Capitole en feu, par la main des citoyens... Jamais on n'a mieux vu que, si les Dieux n'ont cure de nous sauver, ils n'oublient pas de se venger. » Où voyez-vous la rhétorique? et la coquetterie ? Mais, le chagrin, le sentez-vous?

Le chagrin de Tacite est celui d'un homme qui a été le témoin de ces grands malheurs. Il n'était, sous le règne de Galba, qu'un adolescent : les souvenirs d'enfance gardent une intensité cruelle, en certaines âmes qui sont de nature inconsolable. Mais lui, ne s'était-il pas consolé, sous Vespasien qui lui commence sa fortune, sous Titus qui la lui continue, sous Domitien qui la lui rend fort belle? Et trop belle peut-être : il fut, dit M. Courbaud, l'un des sénateurs à qui Domitien donnait à juger ses victimes. A-t-il mérité alors le compliment qu'il adresse à Lépide : « C'est mon avis que ce Lépide avait de la sagesse, étant donnée l'époque... » L'époque de Tibère... Lépide obtint quelque adoucissement à la sauvagerie que déchaînaient les flatteurs de Tibère et cependant sut conserver la faveur de Tibère: Tacite se demande s'il ne convient pas, en pareille occurrence, d'éviter à la fois l'insolence et la bassesse et d'aller son chemin, tant bien que mal, à distance égale de l'intrigue et des dangers. Il n'est pas autrement fier de le dire. A-t-il mérité la compassion que M. Courbaud lui accorde : « Pour n'être pas victime à son tour, Tacite avait accepté de condamner

des innocents; aussi, quelle honte de lui-même, au souvenir des lâchetés commises! et quelle colère contre l'homme qui l'avait forcé d'être lâche!... » C'est possible. En tout cas, les *Histoires* sont le récit, l'évocation d'une espèce de cauchemar. Tacite a vu, sous le règne des pires empereurs, des vertus parfaites fleurir : des mères accompagnaient leurs enfants pourchassés; des femmes suivaient leurs maris en exil; des esclaves montraient, jusque dans les tortures, la plus admirable fidélité; des hommes célèbres mouraient comme les héros de l'antiquité. C'est une horrible chose de constater que les vertus les plus parfaites ont pour condition le malheur et le crime. Tout cela, toute une époque, Tacite en a souffert d'autant plus qu'il était sensible infiniment. Ses phrases ne sont pas oratoires ou coquettes : elles sont frissonnantes.

Il a souffert aussi dans son orgueil de Romain. Quand il parle de Rome, de l'État, de l'Empire, le ton s'élève et les mots ont une majesté imposante. Et, quand il parle de la décadence de Rome, les mots frémissent de sa colère et de sa douleur... Il vient de raconter l'incendie du Capitole : « C'est, depuis la fondation de la ville, la calamité la plus déplorable et honteuse qui soit arrivée à la nation romaine. Sans ennemis du dehors, et les dieux nous étant propices, — autant que le permettaient nos mœurs, — la demeure de Jupiter très bon et très grand, fondée et consacrée par les ancêtres, gage de l'Empire, que ni Porsenna tenant Rome à sa merci ou les Gaulois maîtres de Rome n'avaient touchée, fut détruite par la fureur des princes! » A chaque instant, ces mots reviennent, dans les *Histoires* : *sine publica cura, non reipublicæ cura, contra decus imperii.* Les gens sont vils; ce que Tacite ne leur pardonne pas, c'est de mépriser le bien de l'État, le salut de Rome, l'honneur de l'Empire. Après qu'il a décrit les misères de l'Empire à l'avènement de Galba, l'année commence, la dernière année de Galba et de Vinius et, peu s'en fallut, la dernière de Rome, *reipublicæ prope supremum.*

Les calamités perpétuelles, entassées les unes contre les autres, l'une finie à peine, l'autre qui survient, c'est la peinture qu'il a faite. Les causes? Rome était florissante naguère : elle est au supplice. Les causes? Si Tacite n'a point cherché les causes, les philosophes de l'histoire diront qu'il n'est pas un historien, mais un peintre et, si l'on veut, « le plus grand peintre de l'antiquité. » Tacite a cherché les causes : les a-t-il trouvées?... Une phrase de lui, très singulière, vaut qu'on la regarde. « Avant d'aller à mon propos, dit-il, je dois rappeler quelle était la situation dans Rome, l'esprit des armées, l'état des pro-

vinces, dire ce qu'il y avait, dans le monde entier, de sain, de malade, afin qu'on ne sache pas seulement les faits et les événements, fortuits presque toujours, mais aussi leur raison, leurs causes : *ut non modo casus eventusque rerum, qui plerumque fortuiti sunt, sed ratio etiam causæque noscantur.* » Si les faits et les événements sont fortuits, qu'allez-vous donc chercher les causes? La phrase est contradictoire en ses deux parties. Contradictoire par mégarde? Non: toute la philosophie de l'histoire selon Tacite est là, en termes succincts. M. Courbaudt donne ce commentaire : « Entendez par ce dernier membre de phrase, qui n'a pas toujours été bien compris, que les péripéties et l'issue des événements sont chose douteuse et dépendent du hasard. On ne peut les prévoir ; on les constate seulement. Mais aucun événement ne se produit sans cause ; et cela, l'étude des causes, relève de la raison. Ainsi, l'on ne pouvait affirmer à l'avance quelle tournure prendrait la révolte de janvier 69, si elle serait favorable à Othon et contraire à Galba : toutes les révoltes n'ont pas le même succès. Mais on pouvait être certain que le mécontentement des prétoriens, la défiance du peuple à l'égard d'un prince si différent de Néron, bref l'état des esprits et des mœurs amènerait la révolte. » A mon avis, ce n'est pas assez dire, et la pensée de Tacite va beaucoup plus loin dans le secret de la réalité qu'il examine. Il admet que les événements humains dépendent les uns des autres et, pour ainsi parler, descendent en file continue la ligne des causalités. Il y a des causes, il y a des effets : on ne peut changer l'ordre et la place des événements. Cette maxime générale et qui a son application dans tous les temps, il ne l'écarte pas. Mais, ce qu'il voit, c'est qu'en son temps les causes continuent d'agir probablement : c'est aussi que les effets ont, en quelque sorte, l'air d'avoir éconduit les causes, de s'être émancipés, de surgir on ne sait pas d'où, enfin de naître tout seuls. Tacite ne concilie pas, comme fait M. Courbaud, les termes de la contradiction ; mais il les oppose, disant : — Voyons les causes, — et le hasard des effets.

La séparation des effets et des causes, et le caprice des effets, tandis que les causes travaillent sans plus gouverner les effets, cela revient à dire que l'absurdité s'est mise dans les destins de Rome. L'absurdité dans Rome : ces mots jurent ensemble. Rome avait précédemment la solidité la plus raisonnable ; et Rome était, en quelque sorte, la raison. La raison romaine était manifeste dans la vie romaine, dans les lois romaines et dans la langue romaine. La période oratoire, qui range autour de l'idée principale les idées secondaires, qui ordonne les

arguments vers la conclusion, c'est un système de pensée logique et pareille à la réalité si la réalité se développe elle aussi conformément à la logique. Mais la réalité devient absurde !

Et Tacite invente une langue nouvelle. C'est, dit M. Courbaud, « le désir d'innover... Un courant général portait le siècle vers le rajeunissement, la nouveauté... » C'est aussi qu'une langue soumise aux règles d'une logique impérieuse ne suffit pas à la peinture de l'absurdité. Une cause qui déroule normalement ses effets trouve son image dans les lentes évolutions d'une phrase périodique; la révolte des effets secoue la phrase et la brise : les morceaux de la phrase, vous n'avez plus qu'à les juxtaposer dans le désordre, — mais dans le désordre véritable, — des effets. Une âme qui obéit à la raison lie ses idées, ses sentiments au gré de la même logique à laquelle obéissent les éléments d'une phrase périodique : non pas une âme bouleversée.

« Je vais développer les origines et les causes... » dit une fois Tacite. Les origines et les causes de la révolution que les Vitelliens ont excitée... Puis, c'est une inconcevable folie dans laquelle se perdent les causes.

« *Suscepere duo manipulares imperium populi romani transferendum, et transtulerunt...* » Il y a cette immensité de l'Empire romain; et il y a deux méchants soldats. Les deux soldats ont assumé la besogne de passer à qui leur chante l'immensité de l'Empire romain : les deux soldats ont réussi. Voilà ce qu'on voit, l'absurdité qu'on a sous les yeux. Et les gens : les uns des bandits, les autres quasi honorables; fous, les uns et les autres. Leurs velléités se succèdent, se remplacent ou bien se heurtent, se détruisent.

L'art de Tacite et sa pensée ou sa philosophie de l'histoire, l'intelligente vision qu'il a eue de son époque et le désespoir qu'il en a éprouvé sont dans un tel accord ensemble, et dans un tel accord avec les mots hardis et tumultueux qu'il emploie, avec la syntaxe étonnamment libre, — et qui est une syntaxe pourtant, — à laquelle il sait le soumettre, qu'on a grand tort de chercher ailleurs qu'en lui, ailleurs qu'en son génie et ses volontés le commentaire de son œuvre. L'élève des rhéteurs, le liseur à la mode, non ! Mais le peintre extraordinaire d'un désordre énorme et subtil, désordre de toutes choses, désordre des âmes futiles et désordre de l'Empire romain; l'historien qui a le plus amèrement compris que l'Histoire est une épouvantable histoire et qui a enseveli dans un linceul d'étrange beauté le honteux désastre de Rome.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

« Ainsi, écrit Bossuet au chapitre premier, livre troisième, du *Discours sur l'histoire universelle*, quand vous voyez passer devant vos yeux, je ne dis pas les rois et les empereurs, mais ces grands empires qui ont fait trembler tout l'univers ; quand vous *les* voyez se présenter devant vous successivement, et tomber, pour ainsi dire, les uns sur les autres ; ce fracas effroyable vous fait sentir qu'il n'y a rien de solide parmi les hommes, et que l'inconstance et l'agitation est le propre partage des choses humaines. » Ce langage qu'un Bossuet pouvait tenir à l'héritier d'un Louis XIV, ce serait probablement en vain qu'il serait tenu au Kronprinz, digne héritier de Guillaume II : tous les deux, le père et le fils, ont fait une si vilaine sortie ! Mais ce qui n'est plus la leçon des rois peut encore servir à l'enseignement des peuples. Jamais plus ample matière ne s'est offerte à leurs méditations. Quels bouleversements ! Que de ruines ! Que de germes ! Comme il faudrait que l'Esprit soufflât sur la terre et sur les eaux !

Le 6 novembre, l'Allemagne, abandonnée par ses trois complices, l'un après l'autre, avait envoyé au quartier général du maréchal Foch, une délégation « chargée de conclure un armistice et d'entamer des négociations de paix. » Les « pouvoirs, » parfaitement en règle, que produisit le chef de cette délégation, M. Mathias Erzberger, secrétaire d'État à la propagande, lui avaient été conférés par le chancelier impérial, prince Max de Bade. A cette date, il y avait donc, de toute évidence, un chancelier d'Empire et par conséquent un Empire. Deux jours auparavant, le 4, de toute évidence aussi, il y avait un Empereur, qui adressait au groupe d'armées du Kronprinz un télégramme retentissant, et qui, revenant de visiter les divisions des Flandres, avait partout, au dire de son historiographe

particulier Karl Rosner, « reçu des troupes un accueil enthousiaste. » Il est vrai que, déjà, des bruits d'abdication avaient couru ; et, d'autre part, des bruits de démission du chancelier. De ces rumeurs entrecroisées, on avait cru pouvoir inférer que le chancelier ne restait que pour que l'Empereur s'en allât ; qu'il s'en irait, si l'Empereur restait ; ou qu'ils ne resteraient ensemble qu'à de certaines conditions. Guillaume II, ayant brusquement quitté sa capitale et, pour parler net, « planté là » ses ministres qui délibéraient, paraissait s'être réfugié auprès de Hindenburg, au milieu de ses armées, dans un dessein militaire désespéré. La situation n'était ni claire ni sûre. Cependant, lorsque la délégation allemande était arrivée, le 8, au quartier général du maréchal Foch, on savait au nom de qui elle se présentait et ce qu'elle représentait. Soixante-douze heures lui furent assignées, pour rapporter une réponse aux conditions qu'on lui avait fait connaître. Dans l'intervalle, et tandis que son courrier allait des environs de Compiègne à Spa et en revenait péniblement, on apprenait la révolte des marins à Kiel, puis à Wilhelmshafen, à Héligoland, à Borkum, à Cuxhaven ; et quelque chose de plus. Une révolution, en Bavière, déposait non seulement le roi Louis II, mais, en sa personne, toute la dynastie des Wittelsbach, une des plus anciennes de l'Allemagne, qui remontait au xe siècle : un rédacteur du journal socialiste la *Münchner Post*, Kurt Eisner, improvisait un gouvernement. A Berlin même, les « social-démocrates » majoritaires que le prince Max de Bade avait appelés comme collaborateurs l'obligeaient à donner effectivement la démission qu'il avait offerte : à l'Empereur et de l'Empereur, ils ne disaient d'abord rien. Mais lui, l'Empereur, il parlait toujours. Il disait au ministre de l'Intérieur, M. Drews, qui lui avait été dépêché, qu'étant donnée la désorganisation de toute chose en Allemagne, il « n'abdiquerait pas de son plein gré, en aucune circonstance ; » qu'en tout cas, « il n'abdiquerait pas pour le moment. » Le 11 novembre, au matin, l'armistice était signé, consacrant, dans les termes les plus impératifs, la capitulation de l'Allemagne : Guillaume II, déclarait-on officiellement, avait abdiqué, comme on le lui demandait, en même temps que le Kronprinz renonçait sans trop de résistance à une succession qui n'existait plus : ils avaient même fait ce qu'on ne leur demandait pas, et sans le moindre mot impérial ou royal, sans le moindre geste qui sentît le gentilhomme et le soldat, s'étaient, à quelques heures de distance, misérablement enfuis en Hollande.

Toute l'histoire de cette abdication reste obscure : n'y a-t-il là que

l'ordinaire confusion des catastrophes? Dès le 9, dans une dernière proclamation, le prince Max de Bade annonçait que la résolution était prise. Le texte de ce manifeste est à retenir en entier : c'est le seul fil qui puisse servir à se conduire dans les ténèbres où le monde est plongé sur ce qui se passe réellement et ce qui se prépare peut-être en Allemagne. « L'Empereur et roi, disait le prince, a décidé d'abdiquer. Le chancelier restera en fonctions jusqu'à ce que les questions se rapportant à l'abdication de l'Empereur, à la renonciation du Kronprinz au trône de l'Empire allemand et de Prusse, et à l'installation d'une régence soient réglées. Il a l'intention de proposer au régent la nomination du député Ebert comme chancelier et le dépôt d'un projet de loi portant fixation immédiate d'élections générales en vue d'une assemblée allemande constituante qui aurait pour tâche de déterminer définitivement la constitution future du peuple allemand, y compris les éléments qui pourraient désirer entrer dans le cadre de l'Empire. »

Interrogeons premièrement cette formule, ces titres joints dans une intention qui n'est pas ici de redoublement de majesté : « l'Empereur et roi. » C'est qu'en effet ils sont inséparables. Dans le droit public de l'Empire fondé en 1871, il n'y a ou il n'y avait d'empereur, que parce qu'il y a ou il y avait un roi. Le roi de Prusse, par le fait qu'il était roi de Prusse, devenait empereur allemand. Empereur allemand et non empereur d'Allemagne : la politesse exagérée des chancelleries étrangères lui a seule reconnu protocolairement cette qualité que les princes, ses collègues, lui avaient, lors de la fondation de l'Empire, positivement et formellement refusée. La fonction impériale n'était vraiment, et au pied de la lettre, qu'une fonction. On sait que, pressé d'affirmer son existence et fort embarrassé de l'organiser autrement, le nouvel Empire adopta à la hâte pour constitution, en se contentant de la démarquer, la constitution de la Confédération de l'Allemagne du Nord de 1867. Il y avait un chapitre intitulé : *la Présidence, das Præsidium.* On le débaptisa, on le badigeonna au goût du jour : on le recouvrit en quelque sorte du manteau impérial; on l'appela : l'Empereur, *der Kaiser.* Mais ce changement de surface ne changea rien au fond. Sous la différence des noms, la substance juridique demeura la même. L'autorité la plus considérable de la science allemande en droit public et constitutionnel, le professeur Laband, de l'ex-Université de Strasbourg, dont le loyalisme germanique ou même l'impérialisme n'était pas douteux, exprimait là-dessus une opinion catégorique :

« Il faut bien insister sur ce point, a-t-il écrit, que le rétablissement de la dignité impériale n'a pas créé une nouvelle institution de droit public. La notion de *Præsidium* fédéral n'a pas été modifiée par le fait qu'on y a adjoint le titre d'Empereur. Des circonstauces historiques qui amenèrent le rétablissement de ce titre, des motifs et des déclarations qui accompagnèrent la proposition et la discussion du texte de la Constitution actuelle et surtout de l'article XI de cette Constitution elle-même, il résulte, avec pleine certitude, que la fonction impériale est absolument identique au *Præsidium* fédéral et que, en dehors du titre et des insignes qui répondent à ce titre, elle ne contient pas d'autres droits que les droits présidiaux. »

« L'Empereur et roi a décidé d'abdiquer, » disait, le 9 novembre, le prince Max de Bade. Aucun acte authentique d'abdication n'a été jusqu'à ce jour révélé : aucun acte d'abdication comme empereur allemand, aucun acte d'abdication comme roi de Prusse. Tout ce que nous en savons, c'est ce qu'on a raconté ces jours-ci à Zurich. « Le gouvernement allemand » se proposerait de publier sous peu cet acte, qui constituerait « une espèce de bref plaidoyer où le Kaiser s'efforcerait de justifier la guerre entreprise par la nécessité de rompre l'isolement de l'Allemagne, et qui se terminerait par cette phrase : « Pour mettre un terme aux deuils et aux souffrances de mon peuple, je renonce au trône et laisse mes fidèles sujets libres de choisir le gouvernement qui leur paraît le plus compatible avec leur honneur et leur intérêt. » Il faut prendre garde. Eussions-nous entre les mains l'instrument, signé, paraphé et scellé, de l'abdication impériale, cet instrument serait nul et de nulle valeur, ce ne serait qu'un chiffon de papier de plus, tant que nous ne tiendrions pas l'abdication de Guillaume de Hohenzollern comme roi de Prusse, pour la raison que nous venons de donner : la fonction impériale, d'après la Constitution du 16 avril 1871, n'est qu'une fonction ; c'est le roi de Prusse qui saisit et qui fait l'empereur allemand : il en résulte que l'empereur ne peut se défaire que si le roi se défait. A supposer qu'il y ait lieu d'ajouter foi à la version qui circule en Suisse, Guillaume II aurait dit simplement : « Je renonce au trône. » Auquel de ses trônes? A son trône d'empereur? Bien que le plus élevé, ce n'est que l'accessoire, qui n'emporte pas le principal. A son trône de roi de Prusse? Alors, ce serait sérieux : du même coup qu'il n'y aurait plus de roi, il n'y aurait plus d'empereur.

Mais, s'il n'y a plus d'empereur, peut-il y avoir un chancelier

d'empire? Sans doute, — et la nuance mérite d'être notée, — le prince Max de Bade n'a pas dit le 9 novembre : « L'Empereur et roi a abdiqué, » mais seulement : « L'Empereur et roi a décidé d'abdiquer. » Par suite, et tant que l'abdication n'était pas chose faite, tant que sa démission à lui-même n'avait pas été acceptée, le prince n'avait pas cessé d'être chancelier. Toutefois, il ne pouvait exercer, à l'heure de la crise, des pouvoirs qui ne lui appartenaient point en temps normal. Or, au titre IV de la Constitution de 1871, qui est précisément celui du *Præsidium*, l'article 15 stipule : « Le chancelier de l'Empire est nommé par l'Empereur. » En ajoutant qu'il avait « l'intention de proposer au régent la nomination du député Ebert comme chancelier, » le prince Max de Bade restait dans la stricte correction. Mais, quand il n'y a plus eu d'empereur et roi, il n'y a pas eu de régent du royaume de Prusse, et par conséquent pas de vice-empereur allemand. Personne n'avait qualité pour nommer un chancelier de l'Empire. Lors donc qu'on nous faisait savoir, le 10, que « c'est le député sozialdemokrate Ebert qui gère les affaires de la chancellerie de l'Empire, » on ne nous renseignait pas sur ce point essentiel, l'armistice devant être conclu le lendemain 11 : « Qui avait désigné pour gérant de la chancellerie le député Ebert, et que valait son investiture ? »

En dehors de l'Empereur et du chancelier, l'Empire allemand avait deux autres organes : le Bundesrath, assemblée fédérale, réunion de plénipotentiaires plutôt que Chambre haute, sorte de Diète ou siégeaient les envoyés des princes co-souverains, et le Reichstag, Chambre populaire, élue au suffrage universel, égal et direct, pour toute l'Allemagne, représentation du peuple allemand en son unité. A défaut d'un Empereur, qui, pourtant, dans la doctrine et dans l'usage, était « le seul et unique représentant de l'Empire vis-à-vis des tiers, » on eût pu validement traiter avec le Bundesrath ; car, affirme Laband avec force : « l'Empereur n'est pas monarque de l'Empire, c'est-à-dire souverain de l'Empire : la puissance d'Empire n'appartient pas à l'Empereur, mais à la collectivité des princes confédérés et des villes libres allemandes. » Mais voici une difficulté qui va jusqu'à l'impossibilité. Des vingt-cinq États, qui composaient l'Empire fédératif, nous avons sûrement devant nous les trois villes libres, Lübeck, Brême, Hambourg, et encore sous quel régime ? Le reste, les rois, princes, grands-ducs et ducs régnants, pour la plupart, s'en vont ; ils s'en sont allés. Le roi de Bavière, disparu on ne sait où, le roi de Prusse parti en Hollande, le grand-duc de Hesse, le roi de

Wurtemberg, le roi de Saxe, le grand-duc de Saxe-Weimar, le grand-duc de Bade, le prince de Lippe-Detmold, le prince Henri XXXVII de Reuss, le duc de Saxe-Meiningen, le grand-duc de Mecklembourg, le duc de Saxe-Cobourg-Gotha, le prince de Waldeck et Pyrmont, le prince de Schaumbourg-Lippe, le prince de Schwarzbourg-Rudolstadt, à peu près tous, sauf erreur ou omission, se sont évanouis. Comme il n'y a plus de princes confédérés, il n'y a plus de Bundesrath. Et c'est le troisième organe de l'Empire qui s'est dissous après les deux autres.

Enfin, il y aurait le Reichstag, Chambre des députés de l'Empire allemand. Mais son président, M. Fehrenbach, ayant demandé au « nouveau » gouvernement s'il en envisageait comme possible la réunion dans un avenir prochain, le gouvernement a répondu que le mandat du Reichstag était expiré, et qu'il ne le rappellerait pas, puisqu'il le tenait pour mort. Sur quoi M. Fehrenbach a beau protester que lui-même le convoquerait au besoin, dans telle conjoncture qui rendrait sa présence nécessaire : pour l'instant, il n'y a pas plus de Reichstag que de Bundesrath, de chancelier ni d'empereur. De l'ancien gouvernement, il ne subsiste juridiquement rien. Du nouveau, qu'est-ce qui existe légalement?

Ou du moins, qu'est-ce qui existe de fait ? L'Empire allemand s'est écroulé, mais qu'est-ce qui est demeuré debout, qu'est-ce qui s'est relevé à sa place? Le nom de l'Empire allemand est aboli, et l'on ne nous parle plus que d'un « État » allemand, dont on ne nous dessine ni ne nous définit la forme, et qui, réduit à cette expression vague, est proprement sans nom comme sans figure. Le camarade Kurt Eisner a bien fait part de la naissance, à Munich, d'une république bavaroise. Et l'on nous promet pour bientôt, à Berlin, une république prussienne, mais tant de royaumes, principautés, grands-duchés et duchés, dont les souverains n'ont tout à coup aspiré qu'à descendre, que sont-ils devenus? Se sont-ils mis en république? C'est Berlin, autant comme capitale de la Prusse dont l'empreinte a si profondément marqué toute l'Allemagne que comme tête du défunt Empire allemand, qui nous intéresse le plus. Il semble, en fait, — il semble, c'est tout ce qu'on peut dire, — qu'une manière de Directoire de six membres, tous sozialdemokrates, trois majoritaires, trois minoritaires, se soient, révolutionnairement ou pseudo-révolutionnairement, installés aux affaires qu'ils dirigent ou contrôlent. Ils ont formé une administration qui emprunte à l'ex-administration impériale le fond de son personnel, ses traditions et ses méthodes :

ainsi, par exemple, M. Solf se survit à lui-même, survit au chancelier, à l'Empereur et à l'Empire, comme secrétaire d'État aux affaires extérieures; et il survit, de plus, comme chargé des questions coloniales, à toutes les colonies allemandes. De même, le feld-maréchal Hindenburg en personne. Il est toujours chef d'état-major général, et nous laissons à de mieux informés le soin de décider s'il protège le gouvernement du 9 novembre ou s'il est protégé par ce gouvernement qui, de toute façon, le recommande à tous les égards, afin que, des logements qu'il a pris à Wilhelmshöhe près de Cassel (Wilhelmshöhe où fut interné Napoléon III vaincu, ô juste retour des jeux de la destinée!), il puisse du moins ramener sans trop de désarroi les armées allemandes dans les villes allemandes.

De même aussi pour la politique extérieure. Le Directoire des Six refuse de recevoir à Berlin l'ambassadeur de Lenine et de Trotsky, Ioffe, que le chancelier impérial avait fini par expulser; mais, dans le même moment, on surprend le « Conseil des ouvriers et soldats allemands » en correspondance avec le commissariat du peuple russe à Moscou, dont il sollicite les complaisances; et tandis qu'il nous montre le bolchevisme comme un épouvantail, il le caresse comme un animal apprivoisé. Pour la conduite de la politique allemande au dehors, toute la révolution a consisté à placer le docteur Solf, on n'aura garde de dire entre deux gendarmes, mais entre deux « hommes de confiance » de la « sozial-démokratie; » à le flanquer, à droite, de M. Ebert, à gauche de M. Haase, l'un qui pousse et l'autre qui retient. Il est possible que le groupe Spartacus donne au gouvernement encore mal assis quelques inquiétudes, et lui pique les flancs; mais il se compose surtout de Karl Liebknecht et de Mme Rosa Luxembourg; et il n'y a qu'un groupe de révoltés, tout le reste ne comprenant que des esclaves qui, par une vieille habitude, aimaient trop leurs fers pour les avoir tout à fait brisés. De là, les singuliers accouplements qui nous sont chaque jour signalés : les membres les plus en vue, c'est-à-dire les plus scandaleusement compromis de la diplomatie impériale, priés par le gouvernement révolutionnaire de vouloir bien conserver leurs postes : dans toutes les directions, dans tous les services, le même procédé, la même tactique : une sorte d'universel acoquinement de l'Empire et de la sozial-démokratie; du bolchevisme, soit, un peu, très peu; mais du bolchevisme à l'allemande et même à la prussienne, conservateur, militariste et caporalisé.

Révolution? Camouflage? Véritable mouvement populaire? Comédie? Peut-être l'un, peut-être l'autre; probablement les deux super-

posés. Quand ils se sont sentis battus, les Allemands ont attaché leurs yeux sur le Président Wilson. Il voulait de la démocratie. Le prince Max de Bade a commencé à lui en offrir. M. Wilson a paru trouver que ce n'était pas assez. M. Ebert en a mis davantage. Le Président a semblé redouter que cette fois ce ne fût trop : après avoir dit qu'il n'écouterait qu'un gouvernement démocratique, il venait de dire qu'il ne ravitaillerait qu'un gouvernement régulier. Il s'agissait, après lui avoir fourni de la démocratie, de lui fournir de l'ordre : ces deux articles, pure camelote allemande, *made in Germany;* mais quel beau trait de l'hypocrisie nationale, quel beau modèle de la fausseté de la race ! C'est contre le Président des États-Unis qu'ont été, d'abord, dirigées les batteries de la duplicité germanique. Elle s'est flattée d'attendrir son humanité et d'apitoyer sa vertu. La pauvre Allemagne a tant souffert ! Les vieillards allemands, les femmes allemandes, les petits enfants allemands meurent de faim ! Tel a été le thème des récriminations et des jérémiades alternées, depuis les discussions sur l'armistice dans le train du maréchal Foch. Quatre heures durant, M. Erzberger et ses compagnons l'ont rebattu, pendant la nuit du 10 au 11 novembre. Si le blocus était maintenu, si l'Allemagne était obligée de livrer tout ce matériel roulant, 5000 locomotives, 150000 wagons, ne fût-ce qu'une restitution, comment s'approvisionnerait-elle, et comment transporterait-elle de quoi manger? A cette pensée de la disette qui se prolongerait, les parlementaires allemands n'avaient pu retenir leurs larmes ; mais les Alliés avaient promis de prendre en considération, dans la mesure du possible, et une fois les régions martyres et les nations amies suffisamment alimentées, les nécessités de l'Allemagne. Et les parlementaires, les plénipotentiaires avaient signé. Maintenant, le quasi-ministre, le tiers de ministre, mi-impérial, mi-révolutionnaire, le docteur Solf, épilogue. Il tente d'ébranler, par les secousses répétées et accélérées de la télégraphie sans fil, les nerfs de M. Wilson, et il y met une si grande indiscrétion que M. Lansing se voit contraint de l'avertir que ces communications doivent être adressées, non pas au seul Président des États-Unis, mais à l'ensemble des Puissances alliées ou associées; qu'au surplus, il existe, dans les rapports internationaux, d'autres moyens de correspondre que les radios. Ce qui prouve, pour le dire en passant, qu'il y avait peut-être quelque imprudence à condamner si fort la diplomatie secrète et à si fort vanter la diplomatie publique, sans avoir très exactement défini le nouveau jeu et en avoir posé assez rigoureusement les règles. Malgré la mercuriale, qu'il n'avait pas volée, le

docteur Solf s'est enhardi, il ne se borne plus à pleurer misère. Il découvre d'autres soucis et dévoile d'autres desseins.

Dans un de ses plus récents radiotélégrammes, qui, celui-là, n'était pas seulement pour les États-Unis, mais qui visait également la France, la Grande-Bretagne et l'Italie, le gémissement s'élargit, la plainte gronde et presque menace. Le manque de nourriture, la peur de la famine en est encore l'amorce ; mais des denrées de bouche M. Solf passe aux marchandises ; du pain, il en vient au minerai, au charbon, à la potasse ; il songe à la batellerie, aux chemins de fer et aux douanes; — aux douanes, principalement, facteur si puissant d'unité par les bénéfices que le partage procure aux petits États du Zollverein. — Derrière toutes ces questions, non pas menues, mais de détail, il n'évoque pas explicitement, mais surgissent d'elles-mêmes d'autres questions, celle du Luxembourg, celle du Rhin, et la grosse question que M. Solf voudrait bien poser de biais, de travers, ou en travers ; qu'il pose prématurément, dans le vain espoir d'y faire trébucher l'Entente, celle de la rive gauche du fleuve. Par une action concordante, ses deux gardes du corps ou de l'esprit, M. Ebert et M. Haase, soufflent sur la question d'Alsace-Lorraine, et s'évertuent à y rallumer la fureur allemande : « Rien n'est définitif, l'occupation ne préjuge pas la possession, un plébiscite tranchera. » On va, à bref délai, procéder à l'élection d'une Constituante, et d'un côté nous n'aurions qu'à nous en féliciter, parce que nous aurions peut-être alors en face de nous une Allemagne moins inconsistante, moins informe, moins inorganique : quelque chose qui ressemblerait à quelque chose ; mais il faudrait voir ce que nous aurions. Si, au lieu de l'Empire fédératif, il sortait de cette Constituante une République allemande unitaire, nous aurions perdu à ce changement. Nous y aurions d'autant plus perdu que les Allemands d'Autriche seraient plus tentés de venir s'agréger à la République allemande une et indivisible. Si faible ou même illusoire que fût, sous l'Empire qui vient de tomber, la garantie tirée de son caractère fédératif, néanmoins la coexistence de vingt-cinq États souverains était une entrave, un frein, une gêne, et forçait au moins à un mensonge, comme dans le cas de la prétendue agression contre le territoire de l'Empire, commise sur Nuremberg par des avions fantastiques. La République allemande serait mue et lancée d'un seul bloc : ce serait une Allemagne perpétuellement dressée et hérissée. Une transformation de régime ne rendra pas l'Allemagne inoffensive : la fixité du type germanique, tout au long de l'histoire, de siècle en

siècle, est étonnante, comparable seulement à la faculté, qui lui est propre, d'une répétition indéfinie des mêmes actes, et les deux phénomènes se tiennent. L'Allemand sort aujourd'hui de ses universités tel qu'autrefois il sortait de ses forêts : il n'y a gagné que sa morgue pédantesque et des lunettes d'or. Habillez l'Allemagne en empire ou en république : ce sera toujours l'Allemagne.

Par ces exemples pris parmi beaucoup d'autres, des manigances de son gouvernement impérial-démocratique, des manœuvres conjuguées du docteur Solf, de M. Ebert et de M. Haase, des socialistes majoritaires et minoritaires, de Hindenburg et des faux bolchevistes, des Soviets mixtes d'ouvriers et de junkers, on voit que la situation de l'Allemagne, juridiquement indéterminée, est politiquement suspecte. Elle ouvre et ferme tour à tour tous les tiroirs de sa diplomatie cauteleuse. Tour à tour elle rompt et essaie de reprendre du champ de piège en piège. Cela n'est pas très périlleux, si nous sommes bien résolus à ne pas desserrer notre étreinte. Les renseignements sur l'état dans lequel rentrent les armées en retraite ne s'accordent guère : les uns dépeignent une discipline parfaite, les autres une affreuse débandade ; il est vraisemblable qu'il y a des deux, selon les temps et les circonstances. Mais on peut bien admettre que toutes sont à bout d'haleine. Et d'ailleurs ne perdons pas de vue que les nôtres, victorieuses, ne sont plus sur la Somme ou sur l'Aisne, mais sur le Rhin, avec des têtes de pont par delà, aux points vitaux, et que nous sommes ou que nous allons être à Budapest, à Prague, et, si nous le voulons, à Vienne ; de toutes parts, nous passons à l'Allemagne une ceinture d'acier. Le plus urgent est que l'armistice s'exécute, et qu'il s'exécute dans toute sa teneur, qu'on n'y souffre ni accrocs ni écarts, et que, par une sensibilité, émue à tort, dont nous serions les dupes, il n'y soit apporté nul adoucissement. C'est dur? L'Allemagne croit-elle donc qu'à côté d'elle, on soit sur un lit de roses ?

Il n'y a pas, entre elle et nous, toute la largeur de l'Océan. Nous ne pouvons pas dire pour la France ce que Pétrarque a dit pour l'Italie, que « la nature a bien pourvu à notre État qui a mis entre nous et la rage allemande le rempart des Alpes. » Cent invasions ou tentatives, dont la série se perd dans la nuit des âges et n'a jamais été close, établissent surabondamment que le contact est dangereux. L'Allemagne est un voisin auprès duquel on ne peut vivre les portes ouvertes. On dirait qu'elle-même en a comme une conscience vague, appliquant, prêtant au prochain ses inquiétudes et ses défauts. Il lui a toujours fallu autour d'elle, ou devant elle, des marches ou des

glacis. A coup sûr, il en faut contre elle. Nous n'avons pas à le cacher ; au contraire, nous devons le proclamer tout haut et tout de suite : notre pire ennemi en Allemagne, c'est l'unité; ou plutôt, nous avons, en Allemagne, deux ennemis très mauvais : la Prusse et l'unité. Mais l'un est le support de l'autre. L'un est le levain, le ferment de l'autre. Tout ce qui renforcerait ou consoliderait l'un ou l'autre, soit l'unité, soit la Prusse, nous serait funeste. La formation d'une République unitaire allemande, augmentée de tout ou partie des provinces allemandes de l'Autriche, nous contraindrait à prendre des garanties, que nous ne trouverions que sur la rive gauche du Rhin. Si l'on reculait, — et la décision serait ardue, — devant un démembrement et des annexions d'où pourraient naître, dans le présent ou dans l'avenir, des problèmes redoutables, il faudrait chercher d'autres solutions. Peut-être la future « Société des nations » aurait-elle l'occasion de descendre des nuées et de se poser sur la terre. Peut-être serait-on amené à l'idée d'une occupation internationale que justifierait le rôle international du Rhin dans la politique et le commerce. La guerre qui finit l'a démontré : la garde séculaire que nous montons sur le Rhin, nous la montons pour la tranquillité du monde. Il est lourd de la monter seuls. Et c'est pourquoi, aux précautions provisoires de l'armistice devront s'ajouter les précautions permanentes de la paix. Une précaution ne serait pas efficace, plusieurs le seront. On peut, on doit dès à présent penser à « l'approfondissement » de l'alliance occidentale; au développement, vers le Sud et vers l'Est, d'un boulevard d'États slaves; à des mesures ou à des conventions qui compléteraient et boucleraient le cercle. L'Allemagne n'en rirait pas. Mais justement il s'agit de ne pas la faire rire. Pour nous, n'oublions pas cette maxime fondamentale de toute sagesse politique, qu'il faut fonder sa sûreté sur ce qui dépend de soi, et non sur ce qui dépend d'autrui.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

VICTOR HUGO

CARNETS ET DESSINS INÉDITS [1]

Quand Alexandre Dumas fils, recevant Leconte de Lisle à l'Académie française, comparait l'œuvre de Victor Hugo à un édifice énorme, et qu'il s'efforçait d'en décrire la complexité, il ne connaissait pas encore toute cette œuvre, dont de vastes parties restaient inédites, et il ignorait surtout la variété et la solidité des soubassements sur lesquels elle s'appuyait. Victor Hugo fut un des plus grands travailleurs que la littérature ait connus. Dès qu'il sera traité comme un classique et qu'on lui appliquera les méthodes critiques dont les écrivains du XVIIe siècle ont été jusqu'ici presque exclusivement les bénéficiaires, on sera surpris de voir que son labeur égala son génie. Les sources de son inspiration témoignent d'une puissance de travail extraordinaire. Comme Molière, il prenait son bien où il le trouvait, mais il se donnait la peine de le chercher et de le découvrir.

Il ne s'appliquait pas d'ailleurs à une seule œuvre. *Spiritus ubi vult spirat.* Son esprit et son imagination l'entraînaient au même moment dans des directions diverses et plusieurs sujets l'occupaient à la fois. Cette variété faisait, en 1822, l'étonnement de sa fiancée. « Oui, mon ami, lui écrivait-elle, j'ai été contente que tu aies travaillé... Peut-être serais-je

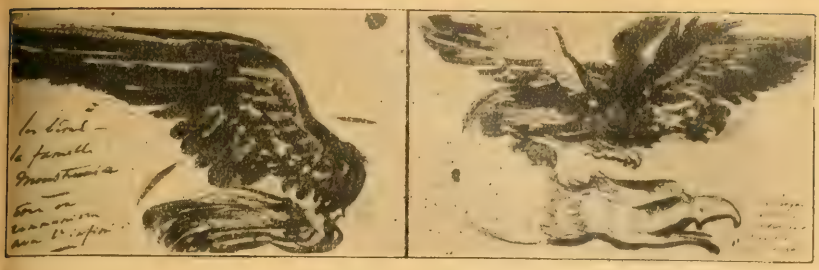
(1) Sources : Carnets de Victor Hugo. — Gustave Simon : *Les Annales*, du 2 janvier au 6 mars 1910. — V. Hugo : *Choses vues* et *Théâtre en Liberté*. (Edition de l'Imprimerie nationale.) Les textes inédits empruntés aux Carnets sont imprimés en italiques.

encore plus satisfaite de te voir plus de suite dans ton travail. Il me semble qu'à moins de choses qu'on ne peut prévoir, on ne devrait commencer une chose qu'après avoir terminé ce que l'on avait mis en train. Me voilà bien sévère. » La sévérité d'Adèle Foucher trahissait surtout l'incompréhension où se trouvait la jeune fille des lois qui commandent l'inspiration. Elle ne comptait pas assez avec « cette chose qu'on ne peut prévoir » et à laquelle le génie même le plus maître de sa volonté doit obéir.

Ce sont les carnets de Victor Hugo qui portent le témoignage le plus significatif de la diversité des sujets auxquels le poète travaillait ou dont son esprit s'amusait. Ils sont le miroir fidèle où son imagination se reflète, en même temps que sa vie y inscrit ses dates et ses faits principaux. Cette habitude était ancienne. Le premier cahier de Victor Hugo, alors âgé de dix-huit ans, remonte à 1820. Il était fiancé, et son carnet mêlait des vers aux notations, beaucoup plus nombreuses, qu'il consacrait aux étapes de son amour. De 1820 à 1855 les carnets sont rares, ou ils manquent. C'est en 1855 qu'ils deviennent réguliers et abondants. M. Gustave Simon les a dépouillés avec un soin heureux. Les vers lui ont permis d'apporter aux œuvres du poète une précieuse contribution de variantes inédites. La prose, qui n'est pas moins intéressante, a enrichi l'édition complète, qu'il a publiée, de ces étonnantes *Choses vues* où s'est révélé un des aspects les plus imprévus du génie de Victor Hugo.

J'ai eu la bonne fortune de mettre la main sur une série de carnets inédits que Juliette Drouet avait conservés avec une jalousie fidèle et discrète. Riche comme Booz et non moins généreux, M. Gustave Simon m'a permis de glaner les épis qui étaient tombés derrière lui. La gloire de Victor Hugo ne peut que gagner à cette reconstitution des matériaux qui ont contribué à édifier son œuvre, ou à la publication des notes qui se rapportent à des événements importants de son existence. Avec les miettes de cette table inépuisable et somptueuse il y a encore de quoi alimenter plusieurs festins.

Les cinq carnets que je possède se réfèrent aux années 1856, 1857, 1861, 1871, 1872 et 1877. Ils sont aussi abondants que variés. Ils renferment des vers, de la prose, des comptes, des conversations, des choses vues, des détails familiers... et

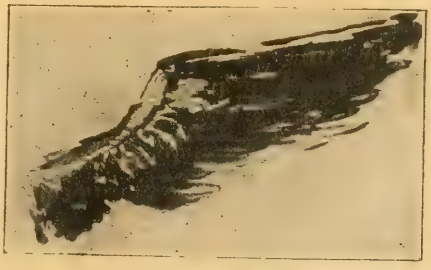


AILES ET BECS DE VAUTOURS.

des dessins, qui n'en sont pas la moindre parure. A tout reproduire, on risquerait de commettre des indiscrétions fâcheusement inutiles ou de tomber dans des détails sans intérêt. Il m'a paru préférable d'en extraire la « substantificque mouëlle. » C'est la tâche que je me suis assignée. On me saura gré, d'ailleurs, d'y mettre le moins possible de moi et de me borner aux commentaires et aux transitions strictement nécessaires.

I. — 1er FÉVRIER-16 MARS 1856

L'erreur est encore commune qui juge de la valeur de certaines œuvres de Victor Hugo par la date de leur publication. Deux recueils, *Dieu* et *La Fin de Satan*, sont trop souvent attribués, parce qu'ils sont posthumes, à l'époque où le poète vieilli entassait les uns sur les autres, dans la période de 1878 à 1880, quatre poèmes philosophiques où, du *Pape* à l'*Ane*, il s'en faut que sa gloire ait gagné. Cette confusion nuit à des chefs-d'œuvre contemporains, pour leur inspiration et pour leur exécution, des *Contemplations* et de *la Légende des Siècles*. Il y a dans *Dieu* et dans *La Fin de Satan* des vers par centaines dont la splendeur ou la grâce égalent les productions les plus magnifiques de Victor Hugo.



ÉTUDE D'AILE.

Charles Renouvier, dans le livre si profond qu'il a consacré à la philosophie de Victor Hugo, ne s'était

pas trompé sur la date de *Dieu*, écrit dans la belle maturité du génie du poète. La plus grande partie de l'œuvre était terminée en 1855. Victor Hugo la reprit en 1856 et la transforma en y ajoutant d'importants développements. Son carnet enregistre, à plusieurs reprises, le mouvement de sa pensée. Il renferme, tantôt des passages achevés, tantôt des ébauches qui n'ont pas reçu leur forme définitive. Les variantes que j'y découvre sont assez nombreuses, mais elles n'ont pas d'intérêt réel. Que vaudraient ces quelques brindilles à côté des milliers de vers que renferme le prodigieux reliquat de *Dieu?* J'aime mieux donner deux dessins qui sont un commentaire pittoresque de la pensée de Victor Hugo et qui la présentent sous un aspect nouveau. Les grands poètes de la période romantique se sont presque tous essayés à des croquis en marge de leurs œuvres ou de leurs lettres. Lamartine y mettait de la gaucherie négligente, Alfred de Vigny de la correction académique, Alfred de Musset une audacieuse espièglerie. Leurs dessins sont des curiosités amusantes, dont la signature fait la valeur. Théophile Gautier avait plus d'art et de métier. Mais seul Victor Hugo avait le don. Tout jeune écolier, il enrichissait ses devoirs d'abondantes illustrations. Ce goût se développa chez lui jusqu'à devenir une véritable maîtrise. Son imagination l'entraînait souvent dans la fantaisie, mais il savait aussi traduire, avec des procédés tout personnels, les paysages ou les monuments. Je sais de grands artistes qui n'hésitaient pas à voir en lui un émule ou presque un égal, et quand, au cours d'un commun voyage en Normandie, en 1836, Célestin Nanteuil lui abandonnait son album, ce n'est pas au peintre que revenait l'honneur de la comparaison. Le carnet de 1856 renferme de nombreux croquis, au milieu desquels la figuration d'oiseaux rapaces, dessinés à l'encre de Chine, est plus particulièrement poussée. C'est d'abord une aile magnifique de vautour qui remplit, sans légende, une pleine page; puis, dans les deux pages qui suivent, une aile, un vautour en vol d'attaque et un bec curieusement fouillé.

Au moment où il dessinait ces bêtes de la « famille monstrueuse, » Victor Hugo composait la partie de *Dieu* qu'il a intitulée *le Vautour*. Le poème contenait, dès l'origine, une série de révélations que des oiseaux symboliques, caractérisant les aspects principaux et les erreurs des religions, faisaient à

l'homme sur Dieu et sur la création. Le manuscrit de 1855 donnait la parole à la Chauve-Souris, au Corbeau, à l'Aigle et au Griffon. En 1856, Victor Hugo y ajouta le Hibou pour exprimer le Scepticisme et le Vautour pour traduire le Paganisme.

Et je vis au-dessus de ma tête un point noir,
Et ce point noir semblait une mouche dans l'ombre...
Et cette mouche était un vautour.
Il planait.

Le poète ne décrit pas « le grand vautour béant, » auquel il fait raconter, en vers qui sont souvent d'un éclat magnifique, la mythologie antique et la tragédie de Prométhée, mais son pinceau s'applique à le dépeindre avec son bec d'acier, qu'il veut « fin et aigu » et avec sa puissance qui symbolise la « communion avec l'infini. »

C'est à cet épisode qu'il faut évidemment rattacher deux vers inédits du carnet :

Non content de l'azur, Jupiter prit la terre,
Et Prométhée alors voulut prendre le ciel.

et sans doute aussi ce bel alexandrin où le poète exprime l'idée de la fatalité :

Les noirs exils sont pleins d'innocents criminels.

Avec les fragments qui se rapportent à *Dieu*, le carnet de 1856 ne contient qu'une seule ébauche, très poussée d'ailleurs, d'une pièce complète, *Cauchemar Posthume*, parue dans *Dernière Gerbe :* les variantes que je pourrais y glaner n'ont pas assez de prix pour que je m'y arrête.

Au contraire, il abonde en vers inédits qui se rapportent à quelques-unes des comédies publiées ou à quelques-uns des personnages mentionnés dans le *Théâtre en Liberté*.

Sous ce titre *le Spleen*, Victor Hugo avait, de 1840 à 1858, écrit, au hasard de son imagination, les scènes éparses d'une comédie injouable où Tituti, un personnage de libre fantaisie, et qui s'exprime librement sur tout et sur tous, jouait le rôle principal. Le carnet fait à Tituti une assez large place.

A l'heure de minuit, Tituti exprime en vers pittoresques l'impression de tranquillité qu'il ressent :

Tout est calme, endormi, clos, le silence règne,
On n'entend que le bruit des pattes de l'araigne
Tissant sa toile au coin de quelque plafond noir.

Puis Victor Hugo prête à son personnage, sous deux formes différentes, une idée qu'il a souvent reprise.

L'homme joue en riant le grand drame Douleur :
Dieu, l'auteur de la pièce, a Satan pour souffleur.

ou :

O Comédie...
Spectacle sombre! On sent Satan dans la coulisse,
Et Dieu, le machiniste, au troisième dessous.

Philosophe, Tituti s'exprime avec dédain sur la vanité de la philosophie.

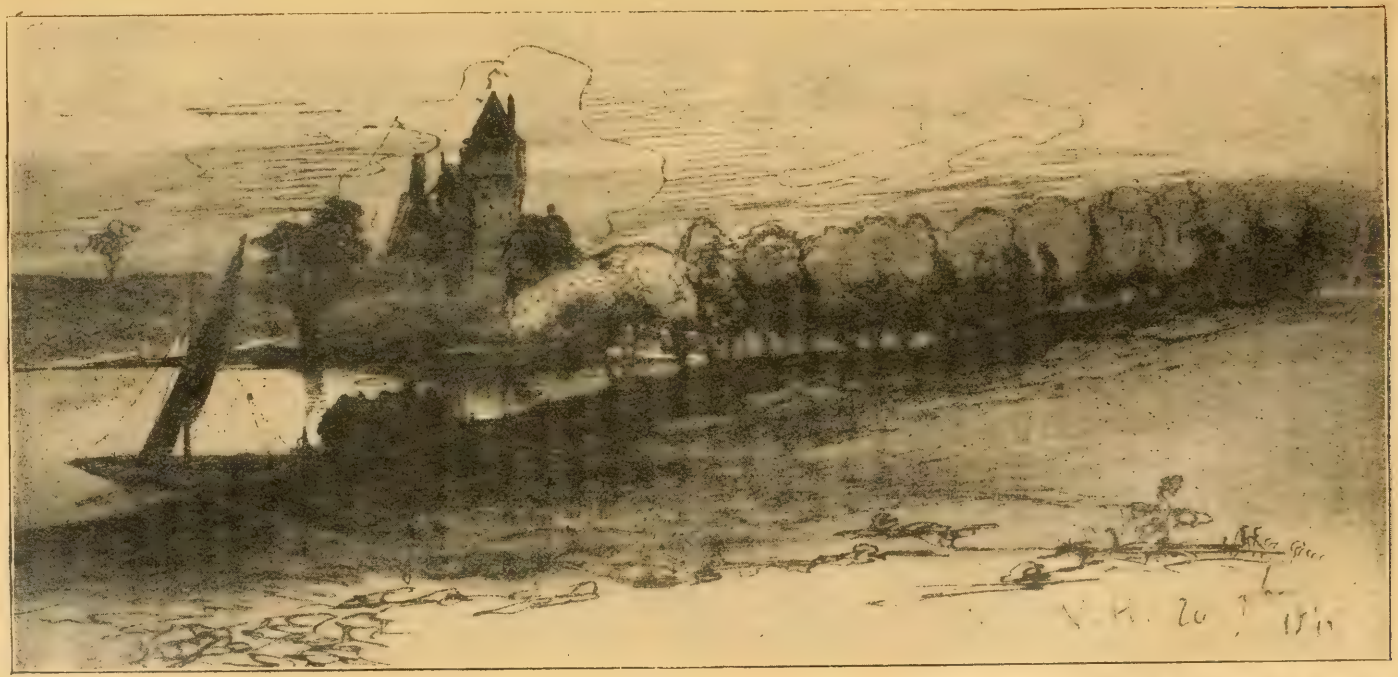
Philosophes, savants aux noirs calculs, poètes,
Traducteurs des bruits sourds et des voix inquiètes,
Sombres initiés de la nuit et du vent,
Vous parlez au hasard, en soupant, en buvant,
Parmi les pots, au choc des rires et des verres,
De Dieu, des morts, du ciel, des mystères sévères,
Vous me faites l'effet de prêtres d'Isis gris.

Il sait aussi la vanité de l'amour :

Tout finit, — crois-tu donc être éternel, jeune homme?
Crois-tu sans fin l'amour où ton cœur est dévot?
Tu fais tous les matins, par Madame Prévôt,
Envoyer un bouquet aux yeux que ton cœur aime.
Cette habitude, étant une fleur elle-même,
Se fanera. Demain peut-être, soyons francs,
Tu te diras pensif : mais diable, c'est dix francs!
Et tu sentiras, triste, au fond de ta cervelle,
Deux pièces de cent sous peser plus que ta belle!

Il sait enfin la vanité de la gloire. Il a fréquenté des poètes et il a des lettres. Il regarde un portrait de Corneille, et la

LES BORDS DU RHIN



DESSIN INÉDIT A L'ENCRE DE CHINE.

légende du vieil auteur attendant chez un savetier la réparation de sa chaussure lui dicte les vers suivants :

Comme tout leur est dû! Comme leur vol est prompt!
Comme ils s'en vont cogner les étoiles du front!
Mais comme on leur détruit l'illusion, et comme
La réalité prend au collet le grand homme!
J'en ris. — Ah! vous disiez : « Nous sommes les esprits,
« Il tarde bien qu'après tant d'œuvres entrepris,
« Menés à fin, théâtre et poèmes, vers, prose,
« Le genre humain nous donne à son tour quelque chose.
« Marchons, prodiguons-nous. — Soyons hymne et rayon. »
Oui, c'est vrai, vous étiez remplis d'ambition :
Votre orgueil vous faisait à peine sociables;
Vous étiez affamés, gloutons, insatiables,
Effrénés dans vos vœux, fous, ne doutant de rien,
Ivres; vous vous nommiez Pierre Corneille, ou bien
John Milton, ou Michel Cervantes; vous rêvâtes
Des souliers! ô Géants, vous eûtes des savates!

Balminette est un personnage qui apparaît, ainsi que Ogremouche, soit dans *le Spleen*, soit dans d'autres fragments du reliquat du *Théâtre en Liberté*. Elle y est la femme de Denarius, un étudiant. Dans un projet de comédie appelée *Carpentras*, le carnet lui donne pour mari un bourgeois, « partant ennemi de la toilette. » Elle, la toilette la tient, et elle y tient, sans souci de l'indifférence hostile de son mari, auquel elle dit vertement son fait.

Moi, toujours, le matin, le soir, oui, dans le jour,
Je prétends être mise à la dernière mode,
Je me fiche que ça vous soit ou non commode.
Ciel, si par impossible, un homme, un élégant,
Si quelqu'Athénien du boulevard de Gand
Venait ici, passait dans ce coin noir du globe,
Il me rencontrerait, monsieur, avec ma robe
De l'an passé, hideuse, adhérente à ma peau!
Être prise en flagrant délit de vieux chapeau!
Quelle horreur!...
Même dans les pays perdus, glacés, sinistres,
Où l'on ne voit que vous et des bourgeois bâiller,

Une femme, monsieur, doit toujours s'habiller,
Le matin pour les fleurs, le soir pour les étoiles.

Est-ce une scène entre Balminette et son mari que ces vers évoquent ?

... Oh! la drôlesse!
Et tout en se coiffant, tout en se décoiffant,
Tout en se recoiffant, elle faisait l'enfant.

Les Mômes sont une série de dialogues détachés où de jeunes enfants, qui veulent faire les hommes, échangent des impressions qui devancent leur âge. Commencés en 1848, Victor Hugo les a poursuivis jusque dans l'année 1856, dont le carnet leur apporte sa contribution. C'est Petit Jacquot qui parle :

Il prétend épouser Flora, je hais cet être, —
Signalement : vieux, chauve, un nez immodéré. —
Dès la première fois que je le rencontrai,
Je sentis vaguement que ce bonhomme horrible
Traverserait ma vie en quelqu'endroit terrible,
Et je le pris en grippe avec férocité.
Il était autrefois drapier dans la cité,
Et c'est évidemment un rogneur de centimes.
Je le hais; et voilà mes sentiments intimes.

Si *Le Spleen* et *Les Mômes* ont passé, soit dans les morceaux achevés, soit dans le reliquat du *Théâtre en Liberté*, il y a dans le carnet de 1856 un prologue fragmentaire qui ne me paraît se rattacher à aucune scène ou à aucun personnage jusqu'ici connus du théâtre « injouable » de Victor Hugo. Je trouve qu'il est amusant, par la preuve nouvelle qu'il donne de l'extraordinaire facilité d'improvisation et de la prodigieuse abondance verbale de l'auteur de *la Légende des Siècles*. Ce prologue met en scène un magicien, Tuffanillis, qui évoque le Diable et lui fait des questions. Il lui demande quel est son but. Le Diable marque, d'un mot plus brutal, qu'il s'applique à « resserrer » la production de Dieu.

... Il crée
Trop; c'est inquiétant, cette verve sacrée.
Il fait des tas de cieux, d'astres et d'univers,

Gros, petits, beaux, vilains, chauds, froids, droits, de travers,
Grouillant d'hommes ou pleins d'anges blancs aux airs rogues.
Je suis l'apothicaire et j'apporte mes drogues,
Je mêle à ce qu'il fait quelques ingrédients,
Et je viens l'assister de mes expédients,
Et lui rendre à genoux mes services immondes,
Dans cette diarrhée effroyable de mondes.
D'en bas vous ne pouvez vous figurer l'effet
Que fait cette traînée énorme de désastres,
De chaos, de fléaux, planètes, globes, astres.
Pêle-mêle, le faux, le vrai, le vif, le lent,
Le bien, le mal, le beau, le laid, tombant, roulant,
A travers les rayons solaires et lunaires,
Avec un roulement monstrueux de tonnerres.
Il en résulte un tas de cieux et d'univers,
Gros, petits, chauds, brûlants, durs, mous, etc.

Quoique sa verve ne soit pas à bout, le poète arrête ici son énumération pour opposer dans un bref dialogue le magicien et le diable.

LE DIABLE.

Je me tords

LE MAGE.

De douleur.

LE DIABLE.

Bah! de rire. Vous autres,
C'est bon, vous admirez; mais nous, nous critiquons.
Voyez-vous. Nous avons en enfer des balcons.
De là, Mage, on observe, on voit Dieu dans sa sphère,
Et du haut de la flamme on raille la lumière.

Cette formidable imagination fonctionne comme une machine et elle ne s'arrête pas pendant le sommeil. Le poète fait, en dormant, des vers qu'il note au réveil. Dans la nuit du 2 au 3 février 1856, l'idée d'un *banquet des hontes* lui suggère cette image :

Tous les vices y sont, toutes les turpitudes,
Et tout en bas, dans la salle rôdant,
Chienne, entre les gros pieds de ces rieurs funestes,
La prostitution, la mangeuse de restes.

Dans la nuit du 7 au 8, un cauchemar :

...Vite, on me prend : on m'installe.
On fait grincer sur moi la serrure fatale.
M'y voilà, c'est fini. — Meurs là, dit le Tyran.

Le sommeil du 8 mars n'est pas stérile, mais le poète ne retrouve pas au réveil un vers qu'il lui a inspiré. Ne partageons pas son regret, puisqu'il nous a valu un dizain admirable par l'image et par l'expression.

A cette heure de nuit où l'homme vague et trouble,
Chair, âme, entre la terre et le ciel se sent double,
Quelquefois, à l'instant où je vais m'endormir,
Où tous les flots de l'ombre en moi viennent frémir,
Une idée apparaît à mon esprit, et passe.
Ou quelque vers profond serpente dans l'espace,
Espèce de poisson ondoyant du sommeil :
Un moment je l'admire, étrange, obscur, vermeil,
Et, si je veux le prendre, il fuit, se mêle aux ombres,
Et s'enfonce à jamais dans les profondeurs sombres.

9 mars 1856.

(Après avoir perdu cette nuit un vers que je regrette.)

Je groupe ici trois morceaux, incomplets ou sujets à revision, mais qui se suffisent à eux-mêmes.

Le poète est effrayé à l'idée que les tyrans font douter de Dieu : il a un accès de misanthropie et de scepticisme :

Je ne le cache pas, oui, je vis aux écoutes;
Il me vient quelquefois des soupçons; j'ai des doutes;
Rien n'est vrai; le soleil ment et n'est qu'un doreur;
Il semble par moments que tout devienne horreur,
Et que le mal grandisse, et que le monde sente
Une difficulté de respirer croissante,
Et, portant les Néron, les Timour, les Omar,
Râle de plus en plus sous Satan cauchemar.

Mais il s'arrache vite à ce doute et il note en prose qu'il s'est ressaisi : « *Je secoue les spectres; je sors de ce nuage et je revois la vérité, Dieu éternel, progrès, confiance, lumière.* »

Un second morceau a pour titre : *Vivants*. Il oppose aux agitations et aux mouvements du monde la fière solitude du poète :

Oui, je comprends qu'on aille aux fêtes,
Qu'on soit foule, qu'on brille aux yeux,
Qu'on fasse, amis, ce que vous faites,
Et qu'on trouve cela joyeux;
Mais vivre seul sous les étoiles,
Aller et venir sous les voiles
Du désert où nous oublions,
Respirer l'immense atmosphère,
C'est âpre et triste, et je préfère
Cette habitude des lions.

Ce lion a ses colères, que l'âpre atmosphère de l'exil a fouettées, et son indignation vengeresse s'est traduite dans *les Châtiments*, dont voici un écho attardé, violent et injuste, mais quelle verve dans la satire !

Je me souviens du temps de mes illusions,
Je voyais ces hiboux au milieu des rayons.
Que c'est doux d'être jeune et charmant d'être bête!
Sainte Beuve était beau, Nisard était honnête.
C'était un plaisant tas de drôles contrefaits.
O gratteurs de papiers! picoreurs de buffets!
Ils se sont tous vendus et Piétri sait les sommes.
Ils s'affirmaient géants pour se passer d'être hommes.
De leurs difformités ils faisaient leurs grandeurs.
Il semblait que la gloire eût dit à ces laideurs :
O boiteux, sois Tyrtée! ô bossu, sois Ésope!
Le borgne n'était pas borgne : il était cyclope.
Oh! ces orgueils de nains et ces cœurs de laquais.
C'est bien, tombez encore; ayez, ô misérables,
La bohème de moins et le Sénat de plus.

Au milieu de ces morceaux dont le développement est déjà poussé assez loin, Victor Hugo a semé pendant six semaines dans son carnet des rimes, des citations, des relevés de comptes, des réflexions, tout le travail d'un esprit et d'une imagination qui sont en ébullition constante. Si riche qu'il soit, il ne veut rien perdre. Quand une rime curieuse s'offre à lui, il la note :

ainsi il s'amuse à accoupler *index*, *vindex* et *les eaux d'Aix*, ou ailleurs *Cécube*, *Hécube*, *Cube* et *Danube*. Le volcan d'Orizaba, au Mexique, lui inspire ce beau vers :

Monte, puissant volcan, aux neiges éternelles,

et une comparaison, sous deux formes entre lesquelles il hésite, avec l'Etna,

Les volcans géants du Mexique
De tous vos Etnas font des nains.
. . . . . .
Volcans géants du Mexique
Qui de l'Etna faites un nain.

A propos d'Amphisia, en Crète, il se rappelle et il inscrit un vers des *Fastes* d'Ovide. Un autre jour, il associe les trois grands tragiques grecs dans ce distique :

Euripide naissait le jour de Salamine :
Trophée où luit Sophocle et qu'Eschyle domine.

Est-ce pour *la Légende des Siècles* que Victor Hugo note une même idée sous cette double forme dont sa richesse est prodigue ?

Pour la rendre invisible et tuer plus de Juifs,
Titus fit peindre en noir la pierre des balistes.
. . . . . .
Pour tuer plus de monde et qu'on ne pût les voir,
Titus peignit les blocs des balistes en noir.

Parfois le poète est entraîné dans un passé moins lointain. Il note le mot de « Talleyrand, sortant du cabinet du premier Consul et donnant le bras à sa maîtresse Mme Grant, devenue sa femme, » et il en fait deux vers :

Me voici marié. C'est à merveille. Ah! çà,
Où vais-je aller passer maintenant mes soirées?

dont il s'amusera à mettre le second, par une transposition imprévue, dans la bouche de Vaugirard, qui a épousé, sur l'ordre du roi des Thunes, sa maîtresse Pouffechou.

L'actualité trouve aussi sa place dans le carnet avec le siège de Sébastopol :

Le redan, Malakoff, cratère de mitrailles;
Ils montent à l'assaut de ces volcans humains.

Sous ce titre, *le Remords*, le poète jette ces six vers :

Si vous êtes bon, juste et doux, vos actions
Volent dans votre nuit comme des alcyons;
Le souvenir vous baise au front dans tous vos rêves.
Si vous êtes bandit, si vous hantez les glaives,
Si vous faites le mal, le souvenir vous mord
Dans l'ombre, avec les dents d'une tête de mort.

Sans titre, d'autres vers expriment une idée gracieuse dont la forme n'est pas définitivement arrêtée :

Supposons qu'une fleur en amitié vous prenne
Comme un chien, et d'en bas vous verse à tout moment
Son souffle, son parfum, son amour, doucement.

Ou

Comme un chien qui vers vous se tourne à tout moment
Et que ce lis penché vous cherche doucement
Dès l'aube, et vous versant son parfum, pur dictame,
Fasse un embaumement de son souffle à votre âme.

Puis il se définit ainsi lui-même :

Je vis dans le passé, pâle songeur des ombres,
Et dans l'évanoui.

On ne peut être surpris que l'idée de la mort revienne à plusieurs reprises dans le carnet du poète. Elle prend une forme plaisante dans la bouche du croque-mort qui titube :

... Après m'avoir soûlé
De son vin de Surène abject et peu salubre,
Cet être m'a lâché ce calembour lugubre :
Ami, tu portes bien la bière, et mal le vin.

mais les *Paroles de l'homme sombre* sont d'un autre ton :

Je voudrais mourir seul, ne tenant plus à rien,
— Sans famille. —
Je voudrais en partant ne pas laisser d'enfants;

Ne pas être inquiet d'êtres chers et vivants
Et qu'il faudrait quitter en rentrant au mystère ;
Fermer derrière moi ma porte sur la terre,
Et m'en aller...

Deux fragments en prose sont à citer dans le même ordre d'idées.

On dit :
Bah! c'est pour les autres. Cela ne me touche pas.
Tout ce que tu fais pour autrui t'attend toi-même et te saisira un jour.
La fosse réelle pour le fossoyeur est celle qu'il ne creuse pas.

Puis cette anecdote, dont il ne devait pas reprendre l'idée :

A Guernesey, — rien que des cimetières anglicans, — aussi intolérants pour les morts que les cimetières catholiques, — ceux-là aussi s'appellent terre sainte, — l'évêque a béni. — Tout ce qui meurt en dehors de l'anglicanisme est enterré dans ces cimetières, bon gré mal gré, et forcé de subir les cérémonies anglicanes. — Un indépendant faisait un jour enterrer un de ses amis dans un de ces cimetières. Il voulait faire sa prière de « non-conformist; » le curé anglican s'y opposait. — Vous ne pouvez faire cela que hors de mon cimetière (or, il n'y en a pas d'autre); ceci est terre sainte, terre bénie par l'évêque de Winchester.

LES CRIEURS.

— Pardon, dit le « non conformist, » jusqu'à quelle profondeur la bénédiction de votre évêque fait-elle la terre sainte? — Environ six pieds, dit le ministre. — Fossoyeur, reprend l'autre, creusez la fosse à sept pieds!

Tout en haut d'une page de son carnet, restée blanche comme pour souligner l'importance de cette déclaration, Victor Hugo écrit : « *Mon livre sera intitulé :* Essai d'explication. » Cette intention n'a pas été réalisée, et le livre de l'*Explication* nous manque. Mais çà et là Victor Hugo en a jeté les fragments. Celui-ci, sous le titre *Science :* « *La philosophie éclaire comme la lanterne sourde et ne jette de la lumière en avant qu'à la condition de faire de l'ombre derrière elle.* »

Cet autre, sous le titre *Roman :*

Il me disait parfois : Les nombres sont des forces. Un jour il me dit : Posez 3, le chiffre des Grâces, et 9, le chiffre des Muses. Interposez ces deux nombres, vous avez 39. Divisez 39 par 3, le nombre mystère, vous avez 13. Cela veut dire que ceux qui aiment sous cette double influence, beauté et poésie, chair et esprit, auront, mêlés à leur destinée, ou treize êtres composés du nombre mystérieux 3, ou trois puissances du nombre vertébral 13. De là les fatalités qui traversent les amours des poètes.

Ce sens mystérieux de certains chiffres, que Victor Hugo prêtait ainsi à un personnage d'un roman projeté, lui était, à vrai dire, une idée propre, et qui l'obsédait. « Trois est le nombre parfait, lit-on dans le *Post-Scriptum de ma vie*. L'unité est au nombre trois ce que le diamètre est au cercle. Trois est parmi les nombres ce que le cercle est parmi les figures. Le nombre trois est le seul qui ait un centre. » Et la combinaison du chiffre 3, qui représente les Grâces, avec le chiffre 9, qui est celui des Muses, revient dans *Toute la Lyre :*

La belle s'appelait Mademoiselle Amable.
Elle était combustible et j'étais inflammable.
Un treize, je la vis passer sur le Pont-Neuf.
Les Grâces étaient trois, les Muses étaient neuf;
Et c'est là ce qui fait sacré le nombre douze.
Et treize fatal. Donc un treize...

Ce premier carnet de Victor Hugo était clos le dimanche 16 mars 1856 sur un compte de loyers.

II. — JUIN-NOVEMBRE 1857

Ce nouveau carnet, de petit format et recouvert de toile bleue, ne présente pas, au point de vue littéraire, l'intérêt du précédent. Victor Hugo l'acheta le 13 juin 1857. Il l'a rempli en entier, mais il est moins riche de vers que de dessins.

VALSIN OU SAINVAL.

Ses deux premières pages, criblées de notes illisibles, renferment l'énumération, datée jour par jour, du nombre de bains de mer pris par Victor Hugo, qui fut, du 5 juin au 9 novembre, de cent vingt-six. Cette constatation montre à la fois la robustesse physique du poète et le soin méthodique qu'il mettait à tout noter aussi bien dans l'ordre matériel que dans l'ordre intellectuel.

D'assez nombreuses pages, tracées au crayon et devenues illisibles, furent écrites en voiture pendant que Victor Hugo se livrait, avec Juliette Drouet, à la chasse aux vieux coffres. C'était une de ses passions favorites. Le grand-père paternel du poète était menuisier à Nancy. Peut-être cette profession explique-t-elle le goût que le petit-fils avait pour les meubles. Non content d'en rechercher et d'en acheter, il en fabriquait. Le musée de la place des Vosges montre à quel point son audacieuse originalité excelle dans cet art et dans celui, qui en est si voisin, de la décoration. A Guernesey, il s'y livra avec continuité. Le carnet de 1857 abonde en croquis et en plans de meubles.

La prose, écrite à la plume, qu'il renferme, n'est pas moins illisible que les parties crayonnées. Seuls quelques vers subsistent, dont je sauverai les plus curieux.

Opposant les deux géants de l'espace et de la durée, le poète les dépeint ainsi :

L'un soutenant le temps, l'autre portant les nombres,
Ils échangeaient entre eux de grands sarcasmes sombres.

A qui s'adressait cet anathème?

...Ah! vieux crétin sonore et vide, âne savant,
Mulet qui sur ton dos portes l'outre du vent!

je ne saurais le dire, mais la sévérité de ces deux vers était tout aussitôt rachetée sur un autre sujet par la grâce de ceux-ci :

Qu'elle soit blanche et grasse ainsi qu'une Flamande,
Ou comme une Chinoise ait les yeux en amande,
Qu'importe...

Une promenade en voiture inspirait au poète une jolie image sur

Les interruptions des arbres aux passages
Des eaux, miroirs profonds des vagues paysages.

Avant *Chantecler*, qui a rendu un si poétique hommage

A ces fleurs dont le crime est de pousser aux champs,

Victor Hugo ne savait pas mauvais gré aux fleurs champêtres d'être « hautaines. » Il constatait que

Les halliers sont fiers parce qu'ils sont sauvages,

et il ajoutait avec une verve charmante :

La ronce accepte-t-elle une place à la ville,
Et voit-on l'aubépine et le houx dégradés
Jusqu'à verdir et croître aux fentes des pavés?

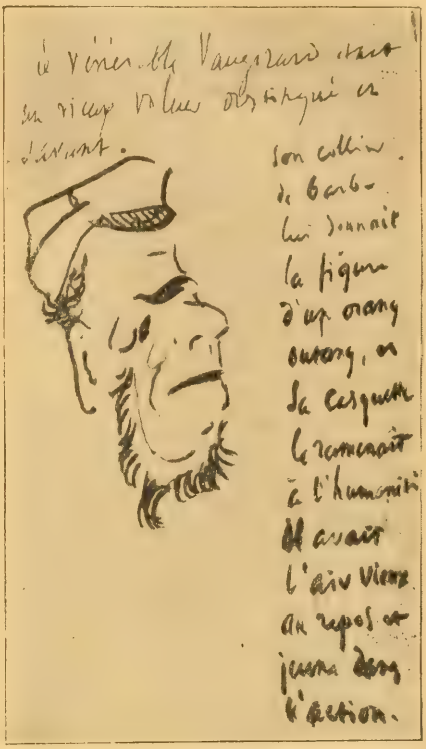
L'orage lui suggérait enfin ce quatrain puissant :

Quel monstre que la foudre! et qu'est-ce donc, abîme,
Que ce vent qui remue avec un bruit sublime
Tout l'effrayant plafond du ciel, et qui produit
L'énorme craquement des poutres de la nuit?

Je m'arrête de glaner, par peur de m'attacher à des broutilles. Ne vaut-il pas mieux reproduire un dessin, *Les Crieurs,*

devant lequel le nom de Daumier s'évoque irrésistiblement?

Ces physionomies contournées, ces gueules ouvertes desquelles s'échappe l'annonce d'un arrêt de mort, sont criantes de vérité. On n'échappe pas à la sensation d'un chef-d'œuvre et l'on admire l'homme prodigieux qui pouvait, à son gré, choisir la plume ou le pinceau pour exprimer une *chose vue* avec une intensité aussi puissante.



LE VÉNÉRABLE VAUGIRARD.

Les autres dessins du carnet sont d'un autre ton, poussés dans la fantaisie ou dans la caricature, et accompagnés de légendes pittoresques où se complaît, à l'heure du divertissement, l'esprit du poète. Tantôt c'est un personnage isolé comme ce Valsin ou Sainval.

Ou le Rex Midas, — ou, *lunettes sur le nez, le bon curé qui psalmodiait sa chose avec une conviction naïve et avait l'air d'un vieil enfant de chœur*, — ou Huon le Gaucher *qui salua la princesse d'un air formidable et, son épée de bois à la main, monta sur son cheval de bois*, — ou le cocher qui dort pendant que les chevaux galopent, — ou une bohémienne, — ou le diable Zébuth-le-Bel, — ou la *sauvagesse lui souriant avec des dents qui auraient pu le manger*, — ou une figure de haute et effrayante fantaisie : *elle avait des pattes de bête, plutôt de chat que de tigre, une queue de cheval, des ailes en forme de feuilles, un nombril comme la mer, une jolie figure, trop de gorge et le bonnet des femmes de la halle.*

Tantôt ce sont des personnages groupés : Démocrite, Héraclite, Épicure, ou un ménage : « *La vieille portière poilue écoutait ce récit sous ses lunettes avec un intérêt mêlé d'épou-*

vante. Le portier glabre écoutait avec non moins d'intérêt que la portière, quoique plus virilement. »

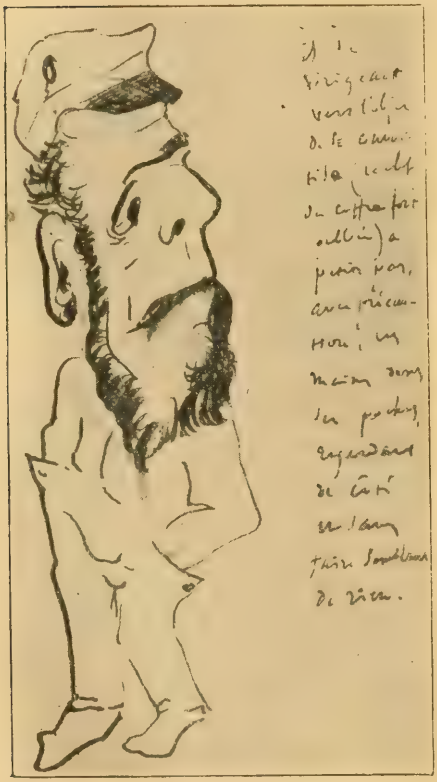
Une série de dessins mettent en scène Vaugirard et Clousavate. Vaugirard est un personnage familier à Victor Hugo, qui lui avait destiné dans ses *Gueux* une belle place :

Là grouillent, tas sordide, étrange et tortueux,
Tous ces hommes de vol, de potence et d'épée,
Par qui la gueuserie arrive à l'épopée,
Vaugirard...

Un dessin du carnet et sa légende nous le présentent.

Cette « jeunesse dans l'action » est la force de Vaugirard. Ils sont loin les temps où

désespérant, en somme,
D'être jamais voleur, il se fit honnête homme.



AUTRE CROQUIS DE VAUGIRARD.

Il a réussi à être un « voleur sans défaut, » expérimenté, prudent, infaillible dans son art, aussi expert à détrousser un passant qu'à ouvrir un coffre-fort. Le voici. A l'effraction il est capable d'ajouter un meurtre, s'il faut tuer pour voler, et même un incendie pour faire disparaître les traces du vol et du meurtre.

« *Cela fait, le vieux bandit, sans se douter de la présence de Clousavate, poussa le cadavre du pied, prit le sac d'argent et mit le feu à la maison.* »

Il ne faut pas confondre Clousavate avec Clouchignolle. Clouchignolle est, dans les *Gueux*, le vieux compagnon de Vaugirard et leurs expériences se valent. Clousavate. lui. débute.

Est-ce nuire à Victor Hugo que de publier ces délassements de son esprit? Mon admiration se refuse à le croire. Il dessinait bien, et il écrivait *la Légende des Siècles*. Il est rare, sinon unique, de cumuler de tels dons. *Non licet omnibus...*

CLOUSAVATE.

III. — AOUT 1861

Acheté à Harlem le 5 août 1861 au cours d'un de ces voyages annuels que Victor Hugo faisait avec son amie Juliette Drouet, le troisième carnet est contemporain de la composition d'une partie des *Misérables*. Ce vaste roman obsédait alors l'esprit de l'écrivain, qui était occupé principalement au chapitre de Patron Minette. De nombreux fragments, difficiles à déchiffrer, mais non illisibles, présentent par rapport au texte définitif des variantes dont l'intérêt est trop disproportionné à l'immensité de l'œuvre pour que je songe à les recueillir. Je me bornerai à glaner au cours des pages, et dans leur suite même, sans essayer d'un ordre méthodique, quelques épis nourris de substance et non encore moissonnés.

Voici, tout d'abord, perdu au milieu d'une liste d'emplettes et de commissions, un vers pittoresque :

les mouches réjouissent
Avril, tout fanfaron de leur bourdonnement.

A Harlem, le poète dessine une tour ornée d'une horloge.

Le 7 août, il est à Saardam, où son crayon trouve à s'employer : la chaire du czar Pierre, les armes de la ville, une enseigne de 1676 aux trois marteaux couronnés, sont enlevés

avec un art qui n'hésite plus. Là aussi la maîtrise est acquise. Au hasard des rencontres ou de l'imagination, le crayon, alternativement, dessine ou écrit. Il jette des vers destinés à *Maglia* et à la *Forêt Mouillée*. Balminette songeant s'écrie :

Si je pouvais extraire un peu d'or de ce vieux?

et tout de suite après le poète enregistre un cauchemar :

... La chimère nocturne est passée et m'a pris
Dans ses griffes avec des baisers et des cris;
J'ai senti ses flancs nus, ses ailes et sa bouche.
Puis elle s'est enfuie et m'a laissé farouche.

Les doctrinaires s'entendent dire leur fait en vers sévères dans une page dont le bas est occupé par un dessin à l'encre de Chine, d'où paraît surgir, immense sur ce petit espace, une ville pittoresque. Cette page du carnet forme un tout si caractéristique de la manière de Victor Hugo qu'il suffit de la reproduire sans la commenter : elle est, vraiment, charmante.

La ville de Bréda, où il passa quelques jours, ne laisse pas en repos le crayon de Victor Hugo. Entre Bréda et Termonde, où une jolie tour à clochetons est vivement enlevée, le poète est pris par l'idée d'un poème, *la Fiancée*, qu'il destine à *la Légende des Siècles*. A deux reprises, il confie au carnet les vers que son esprit vient d'arrêter :

Alors, glacée,
Comprenant qu'il allait mettre à nu sa pensée,
Elle lui dit : Prenez mon âme et fouillez-la.
L'œil du comte jaloux et sombre étincela.
Pâle, elle se taisait. Le mort épouvantable,
Couché seul dans la nuit et nu sur une table,
N'attend pas avec plus de calme le scalpel.

Ces vers sont écrits au crayon, nets et sans ratures. Ceux qui suivent ont d'abord été crayonnés pendant une promenade et les mouvements de la voiture en ont fait de véritables hiéroglyphes. Victor Hugo, qui seul pouvait en déchiffrer le secret, les a repris à la plume :

Elle songe à l'horreur de ce lit qui l'attend,
Que subir cette nuit de noces, c'est infâme;
C'est, en souillant son corps, découronner son âme;
Et que le plomb fondu, les chevalets, les clous,

Les plus affreux tourments sont ravissants et doux
Auprès du désespoir des baisers de cet homme.

Entre ces deux fragments de *la Fiancée*, dont la pièce paraît n'avoir jamais été reprise et achevée, Victor Hugo a jeté dans un coin de page deux vers admirables :

Le spectre, traversé d'étoiles, dans l'azur,
Qui s'allonge et qui flotte aux plis de la nuée.

A Ath, le 23 août, à 9 heures du matin, Victor Hugo croque au crayon le donjon de Baudoin. Secoué par le cahot de la voiture, il écrit difficilement, puis il recopie ce quatrain, dont le dernier vers renferme une image qu'il reprendra plus tard :

Les laboureurs le soir, contents de leur journée,
Chantent et, revenant au village vermeil,
Traînent sur le pavé qu'inonde le soleil
Les larges socs, luisant ainsi que des cuirasses.

Cette vision champêtre est suivie d'une pensée philosophique : ainsi va, du dehors au dedans, l'esprit, toujours en travail, du poète.

Comme on a hors de soi ce prodigieux monde
Tournant autour d'un centre où la lumière abonde,
Et d'où sortent la vie, et l'aurore et la loi,
Et comme en même temps on porte un centre en soi
Autour duquel le monde intérieur gravite,
Pour peu qu'on réfléchisse et pour peu qu'on médite,
On sent l'identité de l'âme et du soleil...

A Thuin, le 24 août, sollicité par une jolie tour à horloge, Victor Hugo la jette sur son carnet.

Quelques vers, d'un ton assez hardi, rangés sous la rubrique *Épîtres*, séparent ce dessin à l'encre de Chine d'un dessin au crayon, que je trouve vraiment extraordinaire.

Il suffit de quelques traits à Victor Hugo pour donner une impression profonde. Ce croquis vaut un tableau. L'immobilité accablée sous laquelle un pesant soleil endort ces moutons est rendue avec un art dont la simplicité atteint à la puissance. A sa façon, le crayon de Victor Hugo égale le *Midi roi des étés*, de Leconte de Lisle.

C'est encore en voiture que Victor Hugo, dont la main secouée écrit avec peine, jette ces deux vers :

Mais voici que déjà les toits fument au loin
Et que l'ombre descend du haut des monts plus grande

qui traduisent, — insuffisamment, — le célèbre distique de Virgile :

Et jam summa procul villarum culmina fumant,
Majoresque cadunt altis de montibus umbræ.

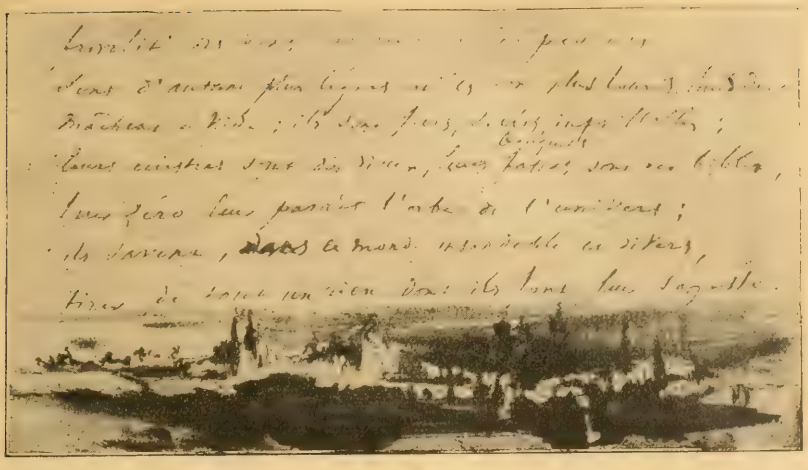
Victor Hugo eut pour Virgile un véritable culte, avec des vicissitudes qui ne furent pas toujours inspirées par des raisons de l'ordre poétique. S'il ne salua pas en lui avec une fidélité continue le « maître divin » que chantait une de ses plus belles *Voix Intérieures*, il ne renonça pourtant jamais à l'aimer et à l'imiter. Il le savait par cœur, et il avait l'obsession de ses grands vers puissants, dont il s'inspirait ou qu'il cherchait à traduire. Il s'est essayé plusieurs fois au *Majoresque cadunt* sans réussir à renfermer dans un alexandrin l'émouvante plénitude qui élargit le magnifique vers latin jusqu'à l'ampleur d'un paysage. La faute n'en était pas au génie de Victor Hugo, qu'il n'est pas excessif d'égaler au génie de Virgile, mais aux différences grammaticales des deux langues dont l'une a une inimitable concision. Une autre preuve en est fournie par ce même carnet de Victor Hugo dans ces vers :

Écoutez ce que dit le voluptueux sombre :
Le mal d'autrui s'ajoute à vos plaisirs dans l'ombre ;
Il est doux, quand le vent trouble le gouffre amer,
D'être sur terre alors qu'un autre est sur la mer.

Ce quatrain rappelle, et il imite, — mais il s'en faut qu'il égale, — le début du livre II *De Rerum Natura*.

Victor Hugo reprend ses avantages quand il obéit à sa propre inspiration, qu'elle soit sombre comme dans ces vers :

Sur la montagne, au fond du bois, l'antre apparaît,
Large et noir ; on dirait l'arcade sourcilière
De quelque géant sombre enfoui sous le lierre ;
Le roc farouche ébauche un vague froncement,
On croit voir un regard dans cette ombre...



PENDANT UN VOYAGE EN HOLLANDE.

ou qu'elle soit gracieuse, comme dans ceux-ci :

Je préfère à Paris, au Louvre, aux Tuileries,
Aux grands carrosses d'or couronnés de laquais,
Aux spectacles, aux bals, aux fêtes, aux banquets,
Au cirque éblouissant où plane l'écuyère,
Les chansons qu'on entend le soir dans la bruyère.

Des pages en prose, souvent presque illisibles, du carnet j'ai réussi à détacher ces morceaux ou ces réflexions :

Être aveugle et être aimé, c'est là une des formes les plus exquises du bonheur. Avoir toujours près de soi une femme, une fille, une sœur, un être charmant qui est là parce que vous avez besoin d'elle et parce qu'elle ne peut se passer de vous, l'entendre aller et venir, parler, chanter, et sentir qu'on est le but de ces pas, de cette parole, de ce chant, devenir dans l'obscurité et par l'obscurité l'astre charmant autour duquel gravite un ange, peu de félicités égalent celle-là... L'âme cherche l'âme à tâtons et la trouve. N'être jamais quitté, avoir sans cesse là cette douce faiblesse qui vous secourt, s'appuyer à la rose et se sentir inébranlable, quel ravissement! Le cœur, cette divine fleur obscure, entre dans un épanouissement mystérieux. On ne donnerait pas cette ombre pour toute la lumière. L'âme ange est là, toujours là. On ne voit rien, et l'on se sent adoré. Il y a toujours un baiser près de soi.

Les empires faits de gloire meurent d'une déroute; les empires faits de honte d'une banqueroute.

Le communisme, c'est vieux comme la barbarie, vieux comme le commencement, c'est vieux comme l'enfance.

Vienne une révolution, laissez passer les années, et ces profondes couches populaires, cette populace, cette canaille souvent sublime, et il en sortira de quoi bâtir des Temples. Les plus beaux marbres sont faits de la boue du déluge.

IV. — OCTOBRE 1871 A JANVIER 1872. — JANVIER A AOUT 1877

Il y a deux lacunes dans les extraits des Carnets de Victor Hugo que M. Gustave Simon a publiés dans le second volume de *Choses vues* (édition de l'Imprimerie nationale). L'une embrasse la période écoulée entre le mois d'octobre 1871 et la seconde quinzaine de janvier 1872. L'autre s'étend du 1er janvier au 1er août 1877. Les deux carnets que je possède comblent ces vides. A la différence de ceux que j'ai déjà analysés, ils ne renferment pas des notes prises par Victor Hugo en vue d'œuvres littéraires; ils sont plutôt une sorte de mémorandum quotidien où le poète enregistre les faits de sa vie et tient la comptabilité de ses actes aussi bien que de ses dépenses. Tout s'y trouve et il s'en faut, par conséquent, que tout ait le même intérêt. Il y a de menus détails, des dates et des chiffres, qu'il serait fastidieux de reproduire. Il y a aussi des incidents de la vie familiale qu'il serait indiscret de révéler. Je n'extrairai donc de ces Carnets que les choses essentielles, celles qui font mieux connaître le grand homme et qui ajoutent soit à sa physionomie propre, soit aux événements dont il fut l'acteur ou le témoin.

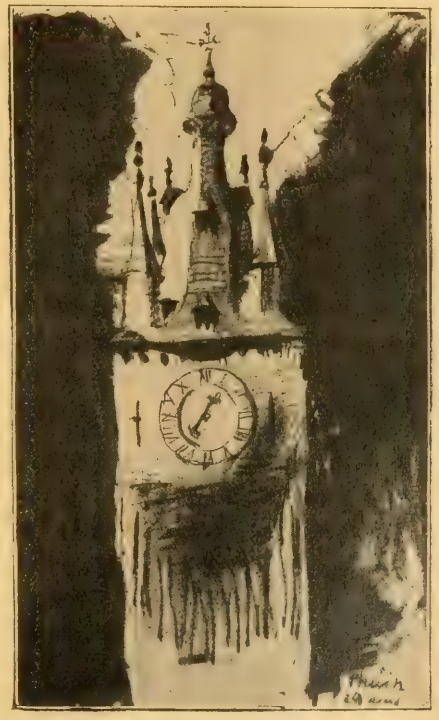
Mercredi, 11 octobre 1871. Après le dîner est venu M. John Pradier, fils du statuaire. Homme distingué, mais fataliste et préoccupé de chiromancie. Il a regardé nos mains. Il m'a dit qu'il lui faudrait pour parler des miennes avoir sous les yeux en même temps celles de Dante et de Shakspeare. Il a prédit à Victor de grandes destinées, y compris la gravure. Il lui a dit en regardant la ligne de vie : Vous avez dû être en danger de mort vers l'âge de douze ans. (Ce qui est vrai. En 1842, époque de sa pleurésie purulente, Victor avait treize ans.) Il a ajouté :

Prenez garde. Vous serez encore en danger de mort entre quarante-cinq et cinquante ans. »

La prédiction de John Pradier se réalisa avec une exactitude presque mathématique, puisque François-Victor Hugo mourut le 26 décembre 1873, à l'âge de quarante-cinq ans! Cette coïncidence ne dut pas échapper à Victor Hugo, dont on verra grandir et s'exprimer la croyance aux mystères de l'au-delà.

19 octobre. — Henriette (sa vieille bonne) *est arrivée ce matin de Guernesey. Elle nous raconte ce qui s'est passé à mon sujet. Il paraît qu'on a voulu brûler ma maison, vu que c'est moi qui ai brûlé Paris et tué l'archevêque* (assassinat de Mgr Darboy par la Commune). *Pendant que les curés catholiques disaient cela dans le Luxembourg, les curés protestants le disaient en Angleterre.*

20. — La veuve Leroy m'écrit. Elle est condamnée à la déportation dans une enceinte fortifiée. Elle voudrait subir sa peine en compagnie d'Urbain, condamné aussi, qu'elle devait épouser. Je lui réponds pour leur conseiller de se marier. Il sera difficile ensuite de leur refuser de faire leur peine ensemble. Puis viendra l'amnistie.



L'HORLOGE DE THUIN

Madame Émile de Girardin était venue passer dix jours à Jersey en septembre 1853. Elle y avait introduit l'usage des tables tournantes et parlantes. Victor Hugo fut le dernier à céder. Mais, dès qu'ils le tinrent, les *esprits* ne le lâchèrent plus et exercèrent sur lui une influence dont plusieurs pièces des *Contemplations* portent la trace. « Ivre d'ombre et d'immensité, » il crut à ces « esprits mystérieux » qui, échappés du royaume des

morts, venaient « essuyer sur son front, dans l'horreur de la nuit, la sueur de l'abîme avec un pan de leurs linceuls. »

Est-ce toi que chez moi minuit parfois apporte?
Est-ce toi qui heurtais l'autre nuit à ma porte
Pendant que je ne dormais pas?
C'est donc vers moi que vient lentement ta lumière?
La pierre de mon seuil peut-être est la première
Des sombres marches du trépas.

Écrite à Marine Terrace dans la nuit du 30 mars 1854, cette poésie mystique prolongeait son écho dans la note que Victor Hugo écrivait sur son carnet le 24 octobre 1873. Sa foi dans les « esprits » n'avait pas faibli.

Cette nuit, je ne dormais pas. Il était environ trois heures du matin. Un coup sec et très fort a été frappé au pied de mon lit contre la porte de ma chambre. J'ai pensé à ma fille morte et j'ai dit en moi-même : Est-ce toi? Puis j'ai songé au complot bonapartiste dont on parle, à un nouveau Deux-Décembre possible, et j'ai demandé en moi-même : Est-ce un avertissement? J'ai ajouté mentalement : Si c'est bien toi qui es là, et si tu viens m'avertir à l'occasion de ce complot, frappe deux coups. — Et j'ai attendu : une demi-heure environ s'est écoulée. La nuit était profonde et tout faisait silence dans la maison. Tout à coup, deux frappements se sont fait entendre contre la porte. Ils étaient cette fois sourds, mais distincts et très nets. — J'ai voulu continuer ce dialogue avec l'inconnu, et m'adressant toujours à ma fille, j'ai dit dans ma pensée : Si tu crois nécessaire que je mette ma famille en sûreté à Guernesey, frappe trois coups. — J'ai attendu encore deux heures; mais il n'y a point eu de frappement. Je ne me suis endormi qu'au jour.

Victor Hugo s'efforçait depuis quelques semaines d'assurer à Henri Rochefort, condamné à la déportation dans une enceinte fortifiée, l'exécution de sa peine en France. Il avait vu Thiers le 1er octobre et il avait obtenu une promesse. Il s'intéressait aussi à Henry Maret, dont la femme avait sollicité son intervention. Madame Jules Simon appuyait généreusement ces démarches.

28. — J'ai été aujourd'hui à Versailles voir Rochefort qui est toujours dans la prison de Saint-Pierre où il m'écrit qu'il

*s'ennuie formidablement. Froid vif, brouillard. Je suis parti à 11 heures et demie. Dans le wagon, j'ai rencontré Mme Henry Maret. Nous avons causé de son mari, toujours malade, et de plus, prisonnier. Je l'ai rassurée. Nous réussirons à le faire entrer dans une maison de santé. Puis viendra l'amnistie. Arrivée à Versailles à midi et demi. Force formalités. D'abord M. Barthélemy-Saint-Hilaire. Nous avons causé amicalement; dans l'intérêt de Rochefort, j'ai été doux, et ma révolution a fait bon ménage avec la réaction de M. Barthélemy-Saint-Hilaire. J'ai obtenu qu'on transférât Rochefort le plus tôt possible à Tours, où il aura un bon climat et une demi-liberté. Après M. Barthélemy-Saint-Hilaire, le préfet de Versailles, le secrétaire général, le directeur de la prison, etc. Il était trois heures quand j'ai pu voir Rochefort. On nous a laissés seuls tous les deux dans une cellule meublée d'un grabat et d'une latrine et où il y a deux fois le nom de Mourot gravé sur le plâtre du mur. C'est là en effet que Mourot a été enfermé. Rochefort commence à perdre patience. Je l'ai relevé en lui annonçant la très prochaine translation à Tours. Je lui ai dit que j'allais m'atteler à l'amnistie, et qu'il faudrait bien qu'on nous la donnât, et je l'ai invité à dîner pour le deuxième dimanche de mai 1872. Cela lui a rendu sa gaîté et je l'ai quitté confiant dans l'avenir et content. Je suis resté avec lui une heure et demie. J'étais de retour à Paris à six heures du soir. Dans les gares, j'ai remarqué que les officiers qui vont et viennent entre Paris et Versailles lisaient beaucoup l'*Ordre *(le journal bonapartiste fait par Duvernois).*

31 octobre. — Il y a trois jours, quand j'étais à Versailles pour voir Rochefort, j'ai vu passer dans l'avenue de Paris un groupe d'hommes entouré de soldats, marchant rapidement. C'étaient des prisonniers de la Commune qu'on emmenait je ne sais où. Ils étaient une centaine, gardés par une cinquantaine de fusiliers. La plupart avaient l'air fier, résolu et insouciant. Tous portaient en bandoulière ou à la main un sac ou un paquet; quelques-uns, plusieurs. Ils allaient pêle-mêle en cohue, sans aucun alignement. Leurs vêtements avaient toutes les souillures de la promiscuité dans la paille, qui est si vite fumier. Je les regardais, ému. Un d'eux s'est mépris sur la fixité de mon regard et m'a dit presque avec colère : Vous pouvez me regarder, allez!

J'ai dit hier à Peyrat en parlant des hommes de la Commune le mot que j'avais dit aux quatre membres du Comité

central qui sont venus me consulter le 19 mars : Prenez garde; vous partez d'un droit pour aboutir à un crime.

Le 2 novembre, Barthélemy-Saint-Hilaire avait écrit à Victor Hugo que Thiers désirait le voir. Le poète hésita. Pourtant, à l'idée qu'il pourrait sauver quelques têtes, il accepta. L'entrevue eut lieu le 4 novembre.

4 novembre. — Thiers m'a fait dire : Je voudrais causer avec vous. J'irais vous chercher à Paris, mais je suis le plus occupé de nous deux. Voulez-vous venir à Versailles? J'y suis allé aujourd'hui, malgré un froid vif et un gros rhume. Nous avons causé deux heures. Je l'ai fort ébranlé sur les exécutions à mort dont je lui ai montré la responsabilité sur lui, et je lui ai passionnément conseillé l'amnistie. Il est mal à son aise, l'Assemblée étant la maîtresse. J'ai obtenu pour Rochefort qu'on le transférât aux îles Sainte-Marguerite. Je lui ai dit mon succès pour lui, en attendant l'amnistie. Il est ravi, il m'a répété : C'est toujours vous qui me sauvez.

10 novembre. — Avant-hier Suzanne, en nettoyant son fourneau, y a trouvé une sorte de trou fermé par une trappe. Elle l'a ouvert et l'a trouvé plein de boutons d'uniformes ayant tous du drap arraché. Il y avait plus de trois cents boutons. Elle a parlé de cette trouvaille à la portière, qui lui a dit : Ah! vous avez découvert cela. Chut! Il a bien fallu sauver tous ces pauvres malheureux, qu'on voulait fusiller.

Je sais un écrivain qui, après avoir beaucoup admiré Victor Hugo, sur lequel il s'est répandu en éloges dithyrambiques, a manifesté un brusque refroidissement, dont il a donné des raisons littéraires. Je crains que le véritable motif de ce changement ne se trouve dans ce passage du carnet.

15 novembre. — M. X. est venu. J'ai dit qu'on le fasse entrer dans mon cabinet. Quand je suis venu l'y rejoindre, je l'ai vu, à ma grande surprise, lisant les papiers qui étaient sur ma table, et notamment des vers que j'étais en train de faire. Il s'est excusé avec beaucoup d'embarras. Je lui ai témoigné mon mécontentement.

Le 19, Victor Hugo entend dans la nuit deux coups frappés à son chevet. Il les note, sans commentaire. Deux jours après,

il reçoit la visite de Mlle Esnault, qu'il qualifie de « médecin spirite. » Y a-t-il une corrélation entre cette visite et cette note ?

21. — Cette nuit, je me suis réveillé, j'avais dans l'oreille, tout près de moi, de sourds frappements à mon chevet. C'étaient des coups lents et réguliers. Cela a duré un quart d'heure. J'écoutais. Cela ne discontinuait pas. J'ai prié. Cela a cessé. J'ai dit : Si c'est toi, ma fille, ou toi, mon fils, frappe deux coups. Au bout de dix minutes environ, deux coups ont été frappés, mais contre le mur au pied du lit. J'ai dit, toujours mentalement : Est-ce un conseil que tu m'apportes ? Dois-je quitter Paris ? Dois-je rester ? Si je dois rester, frappe un coup. Si je dois partir, frappe trois coups. — J'ai écouté. Silence. Plus de réponse. Je me suis rendormi. Le phénomène a duré près d'une heure.

22 novembre. — Cette nuit j'ai entendu trois coups. Serait-ce la réponse à la question d'hier ? Elle serait peu claire, étant si tardive.

A plusieurs reprises, le carnet mentionne ces mêmes frappements nocturnes, tantôt « obstinés, sourds et même métalliques, » tantôt doux, et ils émeuvent d'autant plus le poète qu'il continue à croire à la possibilité d'un pronunciamento bonapartiste et que des amis lui affirment qu'il en sera la première victime.

Il n'est pas allé à l'Académie depuis le 1er décembre 1851, la veille du coup d'État. Elle s'est rappelée à lui le 29 octobre par une lettre du secrétaire, M. Pingard, qui lui demande une procuration nouvelle (l'ancienne ayant été brûlée dans l'incendie du ministère des Finances) pour toucher les indemnités qui lui appartiennent. Le 6 décembre, un avis lui annonce qu'en vue de quatre élections décidées, l'Académie procédera le 19 et le 21 à la discussion des titres des candidats. Le 15, le Duc d'Aumale, qui est un de ceux-ci, fait sa visite à Victor Hugo. Avant d'emprunter au carnet cette conversation d'un si haut intérêt, j'en extrais cette curieuse note, antérieure de trois jours, et dont il ne fut certainement pas question entre les deux illustres interlocuteurs :

Nadaud et Cantagrel sont venus me voir à propos de la réclamation des biens d'Orléans. Ils me demandent s'il n'y aurait pas lieu d'étouffer cette réclamation sous la réclamation et la

renonciation générale de tous les proscrits qui ont droit à des restitutions et à des indemnités. C'est mon avis, à condition que notre renonciation accompagne notre réclamation.

Voici maintenant, dans son texte intégral, le récit de la visite que fit à Victor Hugo, le 15 décembre 1871, le Duc d'Aumale, candidat à l'Académie française :

Tout à l'heure, j'étais en train d'écrire à M. Vigneaux, qui vient d'être condamné pour avoir dit des choses vraies, à de l'amende et à de la prison. Mariette est entrée et m'a remis cette carte : Duc d'Aumale.

(La carte de visite est collée à cette place sur le carnet.)

J'ai fait entrer le Prince. Je lui ai trouvé le même air sympathique et cordial qu'autrefois à la Chambre des Pairs. Seulement, j'ai des cheveux blancs et lui a la moustache grise. — Il m'a dit : Monsieur, en me présentant chez Victor Hugo, je rends visite à l'académicien, mais je viens voir l'homme. — Je l'ai remercié, et nous nous sommes serré la main. — Il m'a dit : C'est moi qui vous remercie, c'est nous qui vous remercions, et il m'a parlé des pages sur Louis-Philippe dans les Misérables. *Puis il m'a félicité de mon attitude à Bruxelles, et de ma lettre du 26 mai. — Je lui ai dit : C'est ma loi, je défends les vaincus. J'ai défendu la Commune vaincue contre l'Assemblée victorieuse. Si la chance eût été pour l'Hôtel de Ville de Paris contre le palais de Versailles, j'eusse défendu l'Assemblée contre la Commune. — Il m'a dit : C'est vrai, on le sait, et vos ennemis même l'avouent. — Puis nous avons causé. Il est convenu que l'avenir est à la République. Il m'a parlé de ma rencontre avec son frère Joinville en pleine mer il y a trois ans. Il est resté près de trois quarts d'heure. En me quittant, il m'a dit : On admire en vous le génie, il faut aussi admirer l'âme. — Nous nous sommes séparés cordialement. En sortant de mon cabinet, il m'a dit : Vous êtes républicain, et moi je suis citoyen. Je lui ai répondu : devenez-le ; et nous nous sommes de nouveau serré la main. La République est évidemment indestructible pour lui et il m'a paru en accepter sincèrement la nécessité.*

Notre conversation a eu de l'intérêt. Il m'a demandé ce que je pensais du 18 mars. Je lui ai répondu : que c'est l'Assemblée qui l'a fait. J'ai ajouté : Paris avait la fièvre héroïque, Paris

avait une sortie rentrée. L'Assemblée a commis le crime de provoquer Paris et elle a eu le reste de la colère de Paris contre la Prusse. C'est la faute des gens de Versailles. Il a rêvé un moment, et m'a dit : Vous avez raison, c'est vrai.

A un autre moment, il m'a dit : A huit ans, je savais les Orientales *et il a ajouté : Ce sont* les Orientales *qui ont fait Flourens. Je lui sais gré d'être allé en Crète. Que pensez-vous de Flourens? J'ai répondu : Je l'ai surnommé le paladin rouge. — C'est cela, a repris le Duc d'Aumale : un républicain chevalier. J'estime cette nature-là.*

Il m'a parlé de Charles. Il m'a dit : Quel fils vous aviez là! Quel superbe esprit et quel grand cœur! Je lisais tout ce qu'il écrivait, et il a ajouté : Hélas! j'ai été éprouvé comme vous. Et les larmes lui sont venues aux yeux.

Une des choses sur lesquelles il a insisté, c'est l'amnistie. Il m'a dit : Je n'aurais jamais voulu la mort que pour les assassins. J'ai répliqué : La mort pour personne.

Dans cette conversation mouvementée et imprévue, les deux personnages sont dignes l'un de l'autre, et leur générosité est égale. Le Duc d'Aumale n'avait pas attendu l'occasion de cette rencontre avec Victor Hugo pour exprimer les sentiments que lui avait causés l'admirable portrait de Louis-Philippe dans *les Misérables*. Il l'avait lu en 1862 avec une surprise et une émotion qui lui avaient fait plusieurs fois venir les larmes aux yeux. S'il n'avait pas écrit directement à Victor Hugo pour le remercier de « ces pages éloquentes » et de ces « traits sublimes, » il avait pris pour intermédiaire de son émotion et de sa gratitude, dans une belle lettre, le général Le Flô, par lequel l'auteur des *Misérables* la connut. Ce souvenir rendit, sept ans après, leur conversation plus facile.

Si l'on s'étonne que Victor Hugo transcrivît ainsi sur son carnet, sans en être gêné, un hommage rendu à son « génie, » voici un trait plus familier, et qui fait honneur à sa simplicité :

Ma chambre étant humide au point que le mur ruisselle, et rentrant à minuit, j'ai apporté mon matelas dans mon cabinet, j'y ai fait mon lit, et j'y ai couché. Je ne veux pas donner cette peine de refaire mon lit aux domestiques. Je ferai ainsi tous les soirs, sans le leur dire, jusqu'à ce que j'aie dans mon cabinet un lit-canapé. Le matin, je rapporte moi-même mon matelas

dans ma chambre, et la bonne Mariette, si dévouée et si zélée, ne s'aperçoit de rien.

Je note comme faits essentiels dans la fin de l'année 1871 une visite du baron de Vieil-Castel, candidat à l'Académie, *un vieillard de bonne compagnie, qui m'a fait l'éloge de son concurrent*, et une conversation avec Gambetta dans un dîner chez Lecanu.

Le dîner a été intime et cordial. Gambetta revenait de Versailles, où a été discutée la rentrée des d'Orléans à la Chambre. Il croit à mon élection, dont je doute, que je subirais comme un devoir et que je ne désire pas. Il m'a chaudement parlé de ce que j'ai fait à Bruxelles et m'a dit : Vous avez arrêté net le gouvernement réactionnaire belge, et vous avez eu raison de dire : Ils m'ont expulsé, mais ils m'ont obéi. — Nous avons causé de la gauche qu'il croit impossible à rallier, de Louise Michel qui, à part quelques mots de trop, a été admirable, de l'amnistie, de l'Institut. Nous sommes rentrés chez nous à onze heures.

L'élection dont Gambetta avait parlé à Victor Hugo était l'élection législative du 7 janvier 1872 dans le département de la Seine. Victor Hugo avait été pressenti, mais il n'avait pas mis un grand empressement à accepter la candidature. Les démarches se firent plus pressantes. Il fallait répondre aux comités.

27 décembre. — Sont venus un délégué du Cercle des Travailleurs et un délégué du Comité de la rue Bréa. Je suis content de moi. J'ai déclaré que j'entendais substituer au mandat impératif *le* mandat contractuel, *c'est-à-dire le contrat synallagmatique entre le mandant et le mandataire. Cela compromet mon élection, mais maintient la dignité de ma conscience. C'est bien.*

28. — D'Alton Shée, Pelleport, M. Constant Laurent. Ils viennent m'annoncer qu'une délégation de la réunion de la rue d'Assas viendra aujourd'hui me prier d'y assister ce soir. La députation se présente... (Quatre personnes.) *Presque en même temps arrive une députation du comité de la rue Bréa. Je les reçois ensemble. Invitation m'est faite d'aller ce soir à la réunion publique de la rue d'Assas, et quasi-sommation d'accepter le mandat impératif. Je déclare que je ne suis pas candidat, que je suis à la disposition du peuple de Paris, mais que je ne sollicite*

aucun suffrage; que je n'irai donc à aucune réunion publique; que j'accepte le mandat contractuel, contrat synallagmatique entre le mandant et le mandataire, et que je repousse, comme offensant pour la conscience et la dignité de l'élu, le mandat impératif; que, si on insiste, je déclare décliner toute candidature. Après discussion, les deux députations se rendent et cèdent sur tous les points...

La reprise projetée de *Ruy Blas*, lu chez lui par Victor Hugo aux acteurs de l'Odéon, paraît plus l'intéresser que l'élection législative, « tracassée » par le préfet de police, qui retarde l'apposition des affiches. Le scrutin justifia les doutes que Victor Hugo avait exprimés à Gambetta.

A minuit, Victor est venu me dire le résultat de l'élection. Comme je m'y attendais, je n'ai pas été nommé. J'ai eu 93 123 voix, M. Vautrain 121 158. Environ 150 000 électeurs manquent, rayés, déportés ou fusillés.

8 janvier. — Il paraît que la droite est effrayée de mes voix et persiste à refuser de rentrer à Paris. Louis Blanc a entendu ce mot : Il y a donc encore 93 000 gredins à Paris?

Il ne reste pas grand'chose à glaner dans les dernières pages du carnet. Consacrées à de menus faits, elles mentionnent les différentes répétitions de *Ruy Blas*, où Meurice et Vacquerie finissent par remplacer Victor Hugo. La suspension du *Rappel* y occupe aussi une place. Mais peu de détails intéressants émergent de cette succession de faits et de dates, enregistrés par le poète avec un soin quotidien qui ne se lasse pas.

Je note ce passage :

21 janvier. — Visite de M. Mottu. Je lui dis mon idée de payer les trois milliards avec un impôt de trois pour cent une fois payé sur le capital. Ce serait une sorte de Nuit du 4 août de la propriété. Il me demande si je tiens à la priorité de l'idée, je lui dis que je ne tiens qu'au succès. Il me demande la permission, que je lui accorde, de prendre cette initiative dans son journal Le Radical.

A propos de *Ruy Blas* Victor Hugo fait deux observations :

28 janvier. — Avant le dîner, j'ai lu à Vacquerie, à Meurice et à Victor les vers A la France *que j'ai faits ce matin pour la*

reprise. Les vers pourraient être interdits par la censure, ils seraient réclamés par le public. De là des troubles à la première représentation. Leur avis, comme le mien, est qu'il vaut mieux n'en pas parler.

— Nous avons reparlé de Mélingue dans don César. Mélingue, je le crains, prouvera que j'ai eu raison de dire : il jouera bien le rôle et le dira mal.

A la date du 8 février, cet écho des *Misérables :*

Pour aider une Fantine à payer les mois de nourrice de son enfant : un mois, 30 francs.

A la date du 11 :

Le bonhomme de l'Institut est venu m'apporter le mois de janvier : 166 fr. 66.

A la date du 18, un nom nouveau, appelé à faire quelque bruit, apparaît pour la première fois :

J'ai eu à dîner tous nos amis du dimanche, plus M. Armand Gouzien. — Après le dîner sont venus Louis Blanc, Peyrat, Clemenceau, le maire de Montmartre au 18 mars, que Lockroy m'a présenté.

Le carnet s'achève le 20 février, à deux heures du matin, sur les bulletins du triomphe de *Ruy Blas*, qu'un mot résume : » *Succès comme* Hernani. »

Le carnet qui va du 1er janvier au 1er août 1877 se ressent, si vigoureux que soient ses 75 ans, de la vieillesse de l'auteur. L'écriture est fatiguée et heurtée. Il renferme des notations de plus en plus brèves et devient plutôt un répertoire, comme il le qualifie d'ailleurs lui-même au revers de la première page dans une note curieuse.

Je note ici, pour tous les répertoires du même genre que j'ai écrits depuis vingt ans au jour le jour, que de certaines mentions qui semblent énigmatiques (telles que Heberthe, T. 17, Sartorius, Aristote, Turris alverna, Calido mena, les 40 Géants, C.·R., etc.) sont pour moi simplement des points de repère, et m'indiquent, sous une forme compréhensible à moi seul, les ouvrages auxquels je travaille au moment où j'écris sur ces cahiers.

Les premiers jours du mois marquent la sollicitude du grand-père pour sa petite-fille Jeanne, atteinte d'une affection à l'œil. Sa guérison obtenue, elle a une réplique qui enchante le vieillard.

Je demande à Jeanne : Comment va ton œil? Elle me répond : Je ne vais pas chez l'occulisse, parce qu'il va toujours de plus en mieux.

Puis ce sont, au courant des jours, des comptes, des placements, des retraits de fonds, des promenades notées, les voyages à Versailles pour le Sénat, des visites et des convives reçus, des amis perdus, des publications, des incidents de la vie de famille. Des « frappements nocturnes » reviennent souvent : je retiens le plus caractéristique :

Cette nuit, vers deux heures, frappement à ma porte, très fort et tellement prolongé que j'ai ouvert ma porte. Il n'y avait personne, et évidemment il y avait quelqu'un. Credo in Deum æternum et in animam immortalem.

Le 26 février l'anniversaire du poète amène chez lui une grande foule avec laquelle fait contraste cette délicieuse scène intime : *Dîner et soirée pour mon jour de naissance. Nos convives du dimanche plus MM. Foucher, Lesclide et Lockroy. Au dessert Jeanne s'est levée et a dit :*

— Moi la plus petite,
Je bois au plus grand.

Et elle a ajouté : Silence. — La parole... Papapa. Vive Victor Hugo!

13 mars. — Hier au soir, un médecin m'a amené une jeune fille de vingt-deux ans atteinte d'une maladie inconnue. Elle n'a pas dormi depuis cinq ans. Pas une heure. Elle passe son temps à lire mes livres et sait par cœur tout ce que j'ai écrit. Le docteur croit à mon influence sur elle et m'a prié de lui ordonner de dormir. Je l'ai fait.

Deux passages du carnet évoquent d'anciens et chers souvenirs.

27 avril. — Je suis allé à 11 heures chez Mlle Louise Bertin, quai de Conti, 15. J'ai revu le salon : le portrait du père,

par Ingres, est dans un coin. Tous les souvenirs de jeunesse. De tous ceux qui vivaient aux Roches, en 1829, il ne reste plus que moi. Tout cela m'a gonflé le cœur. A quand moi? A bientôt évidemment. J'ai serré la main à Léon Say. Je suis allé jusqu'à l'église. J'ai suivi le corbillard.

1er juin. — M. Léon Say m'envoie des reliques de mes enfants, trouvées chez Mlle Louise Bertin, des lettres de ma douce fille Léopoldine, quatre portraits de mes quatre enfants par leur mère, et un portrait de Charles à l'âge de cinq ans par Louis Boulanger.

Le 22 mai, l'empereur du Brésil fait au poète une visite qu'il avait annoncée avant de partir pour l'Europe. J'en donne ici, avec l'entrevue qui suivit, le récit, dont j'ai déjà publié quelques courts fragments.

9 heures du matin. — Visite de l'empereur du Brésil, longue conversation. Très noble esprit. Il a vu sur une table l'Art d'être grand-père. *Je le lui ai offert, et j'ai pris une plume. Il m'a dit : Qu'allez-vous écrire? J'ai répondu : deux noms, le vôtre et le mien. Il m'a dit : rien de plus, j'allais vous le demander. J'ai écrit : A dom Pedro de Alcantara, Victor Hugo. Il m'a dit : Et la date? J'ai ajouté : 22 mai 1877. Il m'a dit : Je voudrais un de vos dessins. J'avais là une vue que j'ai faite du château de Vianden. Je la lui ai donnée. Il m'a dit : A quelle heure dinez-vous? J'ai répondu : A huit heures. Il m'a dit : Je viendrai un de ces jours vous demander à dîner. J'ai répondu : Le jour que vous voudrez, vous serez le bienvenu. Il a comblé de caresses Georges et Jeanne. Il m'a dit en entrant : Rassurez-moi, je suis un peu timide. En parlant des rois et des empereurs, il dit : Mes collègues. Un moment, il a dit : Mes droits... Il s'est repris : Je n'ai pas de droits, je n'ai qu'un pouvoir dû au hasard. Je dois l'exemple pour le bien. Progrès et liberté. Quand Jeanne est entrée, il m'a dit : J'ai une ambition. Veuillez me présenter à Mlle Jeanne. J'ai dit à Jeanne : Jeanne, je te présente l'empereur du Brésil. Jeanne s'est bornée à dire à demi-voix : Il n'a pas de costume. L'Empereur lui a dit : Embrassez-moi, mademoiselle. Elle a avancé sa joue. Il a repris : Mais, Jeanne, jette tes bras autour de mon cou. Elle l'a serré dans ses petits bras. Il m'a demandé leur photographie et la mienne et m'a promis la sienne. Il m'a quitté à onze heures. Il m'a parlé d'une façon si grave et*

si intelligente qu'en nous séparant, je lui ai dit : Sire, vous êtes un grand citoyen. — Encore un détail. En lui présentant Georges, je lui ai dit : Sire, je présente mon petit-fils à Votre Majesté. Il a dit à Georges : Mon enfant, il n'y a qu'une majesté ici, c'est Victor Hugo.

23 mai. — J'ai mis ma photographie (où il y a Georges et Jeanne) sous une enveloppe avec cette inscription : A celui qui a pour ancêtre Marc-Aurèle, et je l'ai portée au Grand Hôtel, où demeure dom Pedro, et j'ai dit : Remettez cela à l'empereur du Brésil.

29 mai. — En rentrant, j'ai trouvé l'empereur du Brésil qui venait dîner avec moi. Il était accompagné du vicomte de Buen-Retiro, qu'il m'a présenté en disant : Je vous amène mon ami. M. de Buen-Retiro est un homme fort distingué. L'Empereur m'a remis sa photographie signée Pedro de Alcantara et datée 22 mai 1877. Nous avions Vacquerie et nos convives du mardi. Au dessert, j'ai porté un toast à mon « hôte illustre. » Il m'a répondu par un toast à moi-même. Causerie jusqu'à minuit. A minuit, luncheon. Il s'est retiré vers une heure.

La mort d'Autran avait créé une vacance à l'Académie, où Victor Hugo avait repris séance, pour la première fois depuis le coup d'État, le 29 janvier 1874, afin d'apporter son suffrage à Alexandre Dumas fils. L'élection du successeur d'Autran eut lieu le 7 juin. Trois candidats étaient en présence : Leconte de Lisle, Sardou et le duc d'Audiffret-Pasquier. Voici comment Victor Hugo s'exprime dans son carnet sur cette élection :

De chez Adam, à l'Institut. Je suis arrivé à trois heures un quart. La séance était commencée, trente-sept membres. (Trois absents : le mort, Autran; un malade, Duvergier de Hauranne; un boudeur, Dupanloup.) Majorité 19. Premier tour : Sardou 18, Pasquier 17, Leconte de Lisle 2 (Auguste Barbier et moi). Deuxième tour, mêmes chiffres. Troisième tour : Sardou 19, Pasquier 17, Leconte de Lisle 1 (moi). Sardou nommé. Barbier, en quittant Leconte de Lisle pour Sardou, a fait l'élection.

Accueil glacial que me fait l'Académie, excepté d'Aumale, qui m'a vivement salué, Jules Favre et Dumas fils, qui présidait. Jules Simon s'est levé de sa place, a traversé la salle et est venu me prendre les mains. Je lui ai dit à très haute voix : Jamais je ne vous ai serré la main avec plus de plaisir qu'aujourd'hui. En

face de moi, Broglie, livide. Charles Blanc est venu s'asseoir près de moi. Jules Simon m'a présenté M. Mézières.

On était en plein coup d'État du 16 mai. Cette coïncidence explique les attitudes notées par Victor Hugo, l'hostilité manifestée contre lui par la majorité de l'Académie, son hommage à Jules Simon, que le maréchal de Mac-Mahon avait « démissionné, » et l'embarras du duc de Broglie. Dès le premier moment, Victor Hugo avait pris parti avec violence contre le nouveau gouvernement. Le 31 mai, il écrivait sur son carnet :

Je décide, en présence de ce qui semble se préparer, que je mettrai en sûreté mes manuscrits. Je ferai le contraire pour ma personne, car la vie risquée complète le devoir rempli.

Le carnet mentionne toutes les réunions auxquelles Victor Hugo prit part, soit au Sénat, soit chez lui; mais aucun détail n'a assez d'importance pour être relevé. Il n'y a de véritable intérêt qu'avec la discussion contre la dissolution, combattue par Victor Hugo.

21-22-23 juin. — Je n'ai pu écrire jour par jour, tant a été violent le tourbillon. J'ai commencé le 21 juin par songer à la douce Claire; c'est l'anniversaire de sa mort (21 juin 1846); puis j'ai mis dans mon portefeuille du Sénat la lettre de Petite Jeanne avec mon discours pour lui porter bonheur.

Nous sommes partis pour Versailles par le train d'une heure. A deux heures et demie, je suis monté à la tribune. Mon discours a duré trois quarts d'heure. Les ministres se sont tus. Jules Simon l'a constaté. Puis il a parlé à son tour, supérieurement. Réponse de M. de Broglie, tortueuse et médiocre. Pendant la suspension de la séance, je suis allé au vestiaire du Sénat, qui est au second étage, changer de linge. Je m'y suis rencontré avec Jules Simon; nous nous sommes de nouveau serré la main. M. Béranger a parlé. Fort bien. Pendant son discours, j'ai corrigé les épreuves du mien (pour le Journal officiel*). La séance n'a fini qu'à huit heures un quart. On a allumé les lustres. C'est curieux aujourd'hui, le plus long jour de l'année. L'archiviste du Sénat est venu me demander le manuscrit de mon discours pour les archives du Sénat. Je verrai si je dois le donner.*

Audiffret-Pasquier m'a paru assez aigre pendant que je parlais. M'en veut-il?

Nous sommes rentrés à Paris, et nous avons dîné à neuf heures, avec la charmante Mme Ménard. Les enfants étaient couchés. Le lendemain, à mon réveil, Jeanne est entrée dans ma chambre et m'a dit : « Au Sénat, ça s'est-il bien passé? »

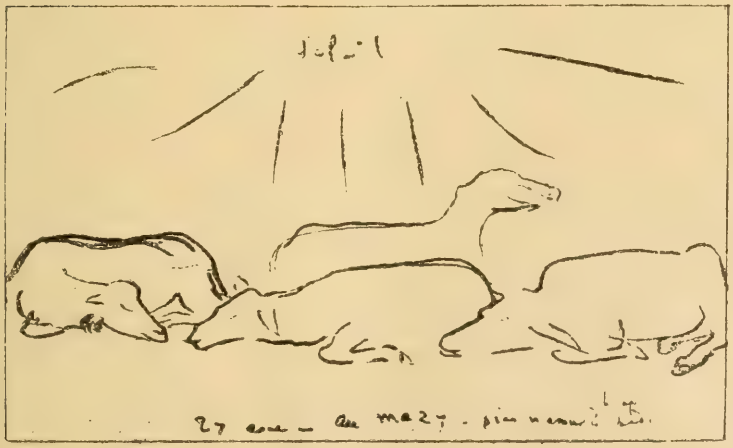
Le lendemain 22, retour à Versailles. La discussion continue. M. Berthauld. Le nouveau ministre de l'Instruction publique, M. Brunet, qui a présidé la Cour d'assises où Charles a été condamné au printemps de 1870 pour avoir défendu deux soldats. Ce Brunet est violent. Il insulte Jules Simon, qui l'aplatit, et Martel, qui l'écrase. M. Laboulaye parle. Bien. Dissolution votée par 149 contre 130. Nous revenons à la gare par le tramway 13; 13, et nous sommes un vendredi, dit un superstitieux...

Le 21 juillet évoque une note plus gracieuse :

Ma fête. Georges et Jeanne m'ont apporté mes initiales en fleurs. Jeanne m'a donné le V et Georges l'H. Ils m'ont récité et remis des vers de moi, écrits pour eux. Georges : Le Pain sec, et Jeanne : Le Printemps.

Le carnet s'achève sur ce tableau charmant d'apaisement intérieur. Encadré par ses deux petits-enfants, le vieillard magnifique s'y montre avec cette tendresse émue qui lui inspira les plus délicieux morceaux de *l'Art d'être grand-père*. Quoi qu'on en ait dit, il y avait un grand cœur dans ce grand génie.

LOUIS BARTHOU.



CONVERSATIONS PENDANT LA GUERRE

L'ARMISTICE

Lundi, 11 novembre 1918, place de l'Opéra. Il est dix heures du matin; en haut du grand perron, contre la façade du monument de Charles Garnier, l'Idylle, le Chant, le Drame, la Cantate, les groupes de la Musique et de la Danse commentent les événements, à leur habitude. Le Groupe de la Danse, enfermé sous son appareil protecteur, ne prend pas part à la conversation. En face, sur une grande affiche pour l'emprunt de la Libération, l'Alsace et la Lorraine invitent les citoyens à souscrire et élèvent les cœurs vers le Comptoir d'Escompte.

L'IDYLLE.

Je suis dans un état d'énervement dont vous ne pouvez pas vous faire une idée. Voyons ! Est-ce signé ? N'est-ce pas signé ?

LE DRAME.

Je n'en sais pas plus que vous. Tout à l'heure, *l'Écho de Paris* a sorti une pancarte qui annonçait que c'était signé ; mais, après quelques minutes, la pancarte a été retirée.

LA CANTATE.

Alors, ce n'est pas officiel. Tous les gens sont comme nous, impatients, anxieux ; il y a un singulier frémissement sur les boulevards.

LE CHANT.

Depuis quarante-huit heures, tout Paris frémit dans une attente fraîche et joyeuse. Moi, je suis bien décidé à ne pas m'énerver. Si ce n'est pas signé aujourd'hui, ce le sera demain. *Ils* sont en déroute, en débâcle.

L'IDYLLE.

Ils sont dans les choux, c'est certain... et sans choucroute!

LE DRAME.

C'est égal, quand on pense aux changements magnifiques survenus en quelques mois, en quelques semaines, en quelques jours.

L'IDYLLE.

J'ai toujours été optimiste.

LE CHANT.

Hum!

L'IDYLLE.

Quoi?

LE CHANT.

Rien.

LE DRAME.

Vous vous rappelez ces soirs de l'été dernier, quand nous interrogions le ciel plein de dangers? Alors la douce Phœbé, amie des Gothas, nous paraissait indésirable.

LA CANTATE.

Et, pendant le jour, c'était la grosse Bertha qui nous arrosait de ses actions d'éclats.

L'IDYLLE.

Alpha, Bertha, Gotha... C'est tout l'hellénisme boche.

LA CANTATE.

Ah! nous étions bien exposées, pauvres statues de Paris!

LE DRAME.

Moins cependant que les statues du front, reconnaissez-le, chère amie. Et puis, notre destruction eût été bien peu de chose dans la destruction universelle. Songez donc qu'*ils* étaient à Château-Thierry... à Château-Thierry! Encore un bond de quelques kilomètres, et il ne s'agissait de rien moins que du grand bombardement de Paris; il n'en serait pas resté une pierre. Déjà leurs journaux s'efforçaient de démontrer que l'anéantissement de Paris n'enlèverait pas un rayon à la beauté du monde.

LA CANTATE.

Et, maintenant, le territoire est libéré; les Boches fuient devant nos armées victorieuses. On les a! On les a! A présent, on peut parler au présent.

L'IDYLLE.

Écoutez donc... écoutez donc!... Le canon, les cloches... Ça y est, ça y est! C'est signé! Le canon, les cloches. Je vous avais bien dit qu'elles sonneraient un jour pour la victoire.

LE CHANT.

Voyez : des gens se serrent les mains, d'autres s'embrassent; à tous les yeux montent de douces larmes... et ce vieil homme qui crie et applaudit.

L'IDYLLE.

Ah! si je pouvais quitter mon socle, mon cher Drame, je serais déjà dans vos bras; mais le cœur y est.

LE DRAME.

Je n'en doute pas.

L'IDYLLE.

C'est vrai; en un pareil moment, on embrasserait n'importe qui.

LE DRAME.

Merci! Mais plaignons de tout notre cœur ceux qui ne pourront pas quitter leur socle en ce beau jour.

LA CANTATE.

Toutes les fenêtres s'ouvrent; des têtes jeunes ou vieilles, brunes ou blondes, apparaissent curieuses. De la rue, on leur crie : « Pavoisez! » Et tous aussitôt d'accrocher des drapeaux aux couleurs françaises et alliées. Bleu, blanc, rouge, vert, jaune, c'est l'arc-en-ciel de la paix. Toutes ces couleurs semblent chanter.

LE CHANT.

Elles chantent *la Marseillaise*, *la Brabançonne*, le *God save the King*, le *Yankee Doll*, les hymnes italien, serbe et roumain.

L'IDYLLE.

Pauvres Russes!

LE DRAME.

Les taxis filent en vitesse : au vent de la course claquent les petits drapeaux soudain arborés; des gens courent de tous les côtés.

L'IDYLLE.

Ils courent annoncer la grande, la bonne nouvelle. Chacun a hâte de l'annoncer à l'être qui lui est le plus cher et de se réjouir avec lui. La joie n'est pas complète, si elle n'est pas partagée. Ah! plaignons, plaignons de tout notre cœur ceux qui sont seuls en ce beau jour. Admirez ce grand soldat américain : il est loin de sa patrie, de son foyer, des siens; et, pour ne pas être seul, en de pareils instants, il a saisi à pleins bras une gentille ouvrière et il dépose de gros baisers alliés sur ses joues, sur ses yeux, sur sa bouche même. La petite rit : elle est contente... je comprends. *(Soupirant.)* Elle a de la chance! Mais pourquoi la Poésie lyrique ne dit-elle rien?

LA POÉSIE LYRIQUE.

Ah! n'attendez pas de moi un couplet. Et que voulez-vous que je dise? Je regarde, j'écoute. Je vis, comme je peux, cette heure merveilleuse que la France attendait depuis longtemps et depuis peu, depuis plus de quatre ans et moins de huit jours. Cette heure, tout le monde l'attendait et elle semble surprendre tout le monde. On est bien certain que l'armistice est

signé et on a peine à y croire. On a le cœur dilaté et serré à la fois; on voudrait rire et pleurer, crier et se taire. On croit rêver.

LA MUSIQUE.

Hélas! bien des femmes aujourd'hui ne croiront pas rêver, qui ont perdu un fils, un époux, un frère, un fiancé, un ami. Pourront-elles quitter leur socle de douleur? Plus d'une restera chez elle et, avec des yeux gonflés et rougis, relira des lettres, contemplera un portrait! J'aurais souhaité qu'en cette journée, Paris eût cravaté tous ses drapeaux avec un ruban noir. Et, de même que toutes les femmes portent leur grand deuil de guerre avec un liséré blanc, pour signifier que ceux qu'elles pleurent sont morts dans la gloire, pour le droit et la liberté, de même Paris aurait porté sa grande joie de paix avec un liséré noir pour signifier que, dans sa légitime allégresse, il pensait aux blessés, aux mutilés, aux morts, à tous ceux qui ont souffert, à tous ceux qui sont tombés, pour que cette allégresse pût éclater un jour.

LA POÉSIE LYRIQUE.

Oui, cette pensée aux morts eût été juste et belle; mais si elle n'est pas nouée à la hampe des drapeaux, soyez persuadée qu'elle est au fond de tous les cœurs. D'ailleurs, cet après-midi, vous verrez la foule, Mme Foule, sur cette place. Ah! je la connais bien, Mme Foule, et j'ai pu l'observer dans plus d'une grande circonstance : j'ai toujours constaté qu'elle était à la hauteur et qu'elle donnait le ton qui convenait. Elle a une telle sensibilité cette Mme Foule! Je suis sûre que, tantôt, elle sera très bien; mais elle est simpliste, impulsive et immédiate. Ce qui dominera en elle, tout d'abord, c'est un sentiment de délivrance, la pensée qu'on sort d'un cauchemar affreux et, par-dessus tout, l'idée que l'épouvantable tuerie est terminée. Et puis, voilà cinquante et un mois qu'elle est sage, Mme Foule, patiente, laborieuse, silencieuse; voilà cinquante et un mois que, pleine d'espérance et de foi, elle se contient, elle se retient. On ne lui a pas offert beaucoup de réjouissances et de fêtes. Et, pourtant, Dieu sait si, à Paris, à Paname comme disent les poilus, Mme Foule aime les fêtes!

LE DRAME.

Ne dit-on pas *Paname et circenses?*

L'IDYLLE.

Quoi, c'est vous, le Drame qui proférez de tels à-peu-près? Je vous eusse cru plus sérieux.

LE DRAME.

C'est l'armistice... tout est permis... vous en entendrez bien d'autres.

L'IDYLLE.

Ah! si vous donnez l'exemple!... Mais vous avez interrompu la Poésie lyrique.

LA POÉSIE LYRIQUE.

J'avais fini... j'avais fini... Maintenant nous n'avons plus qu'à attendre Mme Foule.

LA CANTATE.

En haut de ce perron, nous sommes admirablement placées. Tout Paris va descendre aux boulevards, et la place de l'Opéra est un lieu psychologique.

L'IDYLLE.

Pourvu qu'il fasse beau!

LE DRAME.

Il fera... le Ciel est avec nous.

LA POÉSIE LYRIQUE *à* LA MUSIQUE.

Ma chère sœur, le Ciel exauce votre vœu délicat. Le soleil brille, mais son éclat n'est pas insolent; en ce jour de novembre, il répand une chaleur très douce et ses rayons nous arrivent à travers une brume légère qui enveloppe et pénètre toutes choses, met dans les lointains ces tons bleus et gris de lin si chers au tendre Racine, et jette sur les couleurs trop vives des drapeaux comme un voile mélancolique.

Deux heures; déjà la place de l'Opéra est noire de monde. Les

faubourgs sont descendus. Des cortèges se forment, se disloquent, se reforment, marchent, courent, s'arrêtent, repartent, au milieu d'incroyables remous. Éclats de rire, cris prolongés, sifflets stridents. De lourds camions passent chargés d'hommes et de femmes, de civils et de soldats khaki et bleu horizon. Sur tous les points, des scènes pittoresques et rapides se déroulent. Un yank saute sur un fiacre, se coiffe du chapeau de toile cirée du vieux cocher, lui enfonce son feutre sur la tête, lui serre fortement les deux mains, aux applaudissements des spectateurs. Un auto passe dans lequel un général de division; on sort le général de l'auto, et on le porte en triomphe, etc., etc.

MADAME FOULE.

Vive l'armistice! Vive la paix! Vive la France! Vive la République! Vivent les Alliés! Vive Foch! Vive Clemenceau! Allons, enfants de la Patrie!... Quand Madelon vient nous servir à boire... Aux armes, citoyens!... Fallait pas qu'ils y aillent!

LA POÉSIE LYRIQUE.

Quel spectacle! C'est extraordinaire, inouï, prodigieux, incroyable, fantastique. On n'a qu'une demi-douzaine de mots bien pauvres pour exprimer la richesse de ses sensations, pour traduire son admiration et son émotion devant une page d'histoire où tout un peuple est à la page. Il faudrait Michelet, Victor Hugo et Béranger, pour enregistrer les battements de ce cœur unique et innombrable. C'est charmant et magnifique, gentil et grandiose; c'est formidable et cela reste élégant. Quel ordre dans cette improvisation, quelle mesure dans cette exaltation, quelle sagesse dans ce délire! Ne vous l'avais-je pas dit que Mme Foule serait très bien?

LA MUSIQUE.

Dans ces premiers moments, un peuple ne peut pas mêler la tristesse et la joie; la joie est la plus forte. Il célèbre aujourd'hui la fête de la vie. On ne se tue plus!

LA POÉSIE LYRIQUE.

Et c'est la fête de la jeunesse; c'est surtout la jeunesse qui rit, qui crie et qui chante. Chacun de ces jeunes gens pourrait

dire comme Fantasio : « Dussé-je me faire battant de cloche, il faut que je carillonne un jour de fête. »

L'IDYLLE.

Les midinettes, les munitionnettes témoignent un bonheur que rien ne vient troubler. Poilus, tommies et Yanks les embrassent et elles le leur rendent bien. Mimi Pinson a toutes ses cocardes, au corsage et au chapeau; elle va, la flamme aux yeux, le sourire aux lèvres et le cœur sur la main. Parfois, elle se drape dans une étoffe tricolore ou étoilée. Mimi Pinson a l'âme fière, mais son cœur est républicain; elle s'abandonne aux vagues populaires, comme une barque légère sur les flots agités.

LA CANTATE.

Et comme le fond de la nature humaine est la sympathie, l'accord, l'harmonie, dans cette cohue bien des gens se trouvent encore trop seuls. Ils ont le goût de se donner le bras; ils éprouvent le besoin de former des cortèges, des bandes, des monômes, des chœurs. C'est la fête de la fraternité, de la solidarité, de la concorde.

L'IDYLLE, *qui a le sens de la transition.*

L'aspect de la place de la Concorde doit être aussi bien curieux; mais on ne peut pas être partout.

MADAME FOULE.

Vive l'armistice! Vive la paix! Vive la France! Vive la République! Vivent les Alliés! Vive Foch! Vive Clemenceau! Allons, enfants de la Patrie! Quand Madelon vient nous servir à boire... Aux armes, citoyens!... Fallait pas qu'ils y aillent!

LA POÉSIE LYRIQUE.

Dans son enthousiasme, Mme Foule est magnanime : elle semble oublier pour quelques heures quatre années de souffrances et les crimes exécrables des Boches qui ont volé, pillé, incendié, assassiné, violé. Demain, après-demain, elle rentrera dans le souvenir et dans l'indignation; mais, aujourd'hui, nulle insulte contre l'ennemi vaincu. Simplement, elle chante : *Fallait pas qu'ils y aillent!* Avec bonne humeur et

bon sens, des conditions de l'armistice elle tire une morale bon enfant.

L'IDYLLE.

Ah! que je plains le groupe de la Danse : enfermées sous des sacs pleins de terre, les filles de Carpeaux ne voient pas ce qui se passe sur ce terre-plein.

LE DRAME.

Un peu subtil.

L'IDYLLE.

On danse autour des soldats. Ah! nous vivons des heures inoubliables. Cela dépasse l'imagination.

LE DRAME.

Vous n'avez pas besoin d'imaginer... Constatez seulement.

L'IDYLLE.

Vous m'entendez bien : je veux dire que nulle description...

LE DRAME.

Qui vous demande de décrire?

L'IDYLLE.

Enfin! nulle parole...

LE DRAME.

Alors, ne parlez pas.

LA CANTATE.

Taisons-nous, sans nous méfier : regardons et écoutons, avec des yeux et des oreilles amis.

LE CHANT.

Oui, écoutons ce que disent ces gens qui sont devant nous.

L'IDYLLE.

Ah! comment ne diraient-ils pas des choses sublimes?

LE DRAME.

Où très simples.

Quatre heures; dans le crépuscule, les réverbères s'allument, les cafés s'illuminent; la fée Électricité a soudain touché Paris de sa baguette d'où jaillissent mille étincelles.

M. PRUDHOMME.

La lumière est rendue à la Ville-Lumière.

UNE FEMME, *à une petite fille :*

Voyons, Paulette, ne crie donc pas comme ça!

LA PETITE FILLE.

Mais tout le monde crie; je suis venue pour crier; tu n'as pas le droit de m'en empêcher.

UN MONSIEUR.

Tout en haut de Montmartre, dans une petite rue, je viens de voir une chose touchante : à une petite fenêtre, de pauvres gens ont suspendu sur une ficelle un pantalon de toile bleue, une chemise d'enfant et un chandail de femme, un chandail rouge. On pavoise comme on peut : les drapeaux coûtent cher.

UN AUTRE MONSIEUR.

Rue de Rivoli, je viens de voir des enfants qui traînaient un canon sur lequel ils avaient installé des blessés.

LE PREMIER MONSIEUR.

Place de la Concorde, on prend des tramons avec la plus grande facilité.

UNE BOURGEOISE, *à une amie :*

Figurez-vous, ma chère, qu'il est impossible de trouver une cuisinière. Quelle en est la raison?

L'AMIE.

Je ne la vois pas.

UNE MODISTE, *levant les bras en l'air, en voyant s'approcher un Yank, les bras ouverts.*

Camarade! Camarade!

Le Yank l'enlève de terre, la couvre de baisers, la dépose à terre et s'éloigne.

LES TÉMOINS.

Bravo! Bravo!

LA MODISTE.

C'est la centième fois depuis ce matin. Et il n'est que cinq heures!

M. PRUDHOMME.

Vous feriez peut-être mieux de rentrer chez vous, mon enfant.

LA MODISTE.

Est-ce qu'on vous parle à vous?

LES TÉMOINS.

Bravo! Bravo!

QUELQU'UN.

C'est égal, quand on pense qu'il y a trois mois...! etc., etc.

UNE DAME.

Ce soir, j'ai invité quelques amis à dîner. Au dessert, on boira du champagne pour la première fois depuis quatre ans! Et vous, Clotilde, qu'est-ce que vous faites?

CLOTILDE.

Oh! moi, je me coucherai de bonne heure et je dormirai; je ferai une bonne nuit, pour la première fois depuis quatre ans... j'ai deux fils aux armées.

UN HOMME CÉLÈBRE, *à son épouse :*

J'adore être mêlé à la foule, incognito.

QUELQU'UN.

Ne poussez donc pas comme ça, vieux serin.

L'ÉPOUSE.

On t'a reconnu.

UNE JEUNE FILLE, *à un jeune homme :*

O mon cher Jean, de nous être fiancés le jour de l'armistice,

nos cœurs resteront toujours jeunes et notre amour ne finira qu'avec notre vie.

UN MONSIEUR, *à son fils :*

Et ce Kaiser! pas une noble parole, pas un beau geste... il n'a rien trouvé; il met en sûreté sa précieuse personne au pays des tulipes. Cet homme qui, le soir du 14 juillet, montait sur une colline pour mieux voir la bataille et la victoire de ses armées. C'est un type dans le genre de Xerxès : il peut relire *les Perses*...

L'ENFANT.

Il peut relire aussi notre Corneille : « Qu'il mourût! » et notre Histoire de France : « Tout est perdu, fors l'honneur! »

LE MONSIEUR.

Et le Kronprinz, en fuite, lui aussi, sans une égratignure naturellement, après avoir envoyé des milliers d'hommes au massacre. Mais il est en dehors du matériel humain : ce colonel des hussards de la mort, surnommons-le le Froussard de la mort.

UNE DOMESTIQUE *à une amie :*

La patronne voulait nous empêcher de sortir; elle voulait qu'on fasse la lessive. J'ai dit : Zut! et j'ai filé.

L'AMIE.

Mes patrons m'ont donné congé; ils m'ont dit : Eugénie, il faut que vous voyiez ça... Mais il faut que je rentre : j'ai promis à la concierge de garder sa loge, avant le dîner, pour qu'elle aussi puisse voir quelque chose.

PREMIÈRE DOMESTIQUE.

A la bonne heure...! il faut que tout le monde voie.

QUELQU'UN.

C'est égal, quand on pense qu'il y a trois mois! etc., etc.

LA MODISTE.

Camarade! Camarade!

M. DENIS *à Mme Denis :*

Tu te rappelles la guerre de 1870, le siège... nous avons attendu quarante-huit ans! maintenant, ma chère vieille, nous pouvons mourir.

Mme DENIS.

Je ne peux pas croire que c'est vrai, je suis toute tremblante. Nous aurons vu ça! nous aurons vu ça!

UNE FEMME.

Ce matin, avenue de Clichy, quand les cloches ont sonné, les marchandes qui vendent des fleurs, le long du trottoir, dans de petites voitures, ont jeté toutes leurs fleurs aux soldats.

UNE FEMME.

En fait de cortège, avez-vous vu, avenue des Champs-Élysées, ce cortège de mutilés? Ah! ces manches vides, ces béquilles. Ç'a été plus fort que moi, je suis tombée à genoux sur leur passage.

UN MONSIEUR.

Je viens de la séance de la Chambre : c'était admirable! Tous les députés, debout, ont chanté *la Marseillaise*.

UN PRISONNIER RAPATRIÉ.

Ah! surtout qu'on n'oublie pas trop vite : j'ai été dans un camp de représailles. On ne peut pas s'imaginer combien ces gens-là peuvent être bassement cruels et férocement lâches. Ils sont méchants, il n'y a rien à faire. Qu'une caste militaire ait pu insulter, torturer jusqu'à les faire mourir, des soldats malheureux, sans défense, c'est la honte de leurs armes. Oui, leur militarisme, c'est bien la barbarie savante, et leur culture l'abjection organisée.

UN AVEUGLE *à la Dame blanche qui le conduit :*

Dites-moi bien tout ce que vous voyez; votre voix, vos paroles, ce sont mes yeux.

QUELQU'UN.

Pauvre homme! cela ne lui rendra pas la vue.

L'AVEUGLE, *qui a entendu :*

Ce n'est pas pour rien que je l'aurai perdue.

MADAME FOULE.

Vive l'armistice! Vive la paix! Vive la France! Vive la République! Vivent les Alliés! Vive Foch! Vive Clemenceau! Allons, enfants de la patrie!... Quand Madelon vient nous servir à boire... Fallait pas qu'ils y aillent.

Neuf heures et demie. Sur la place, dans l'avenue, sur les boulevards, des milliers de personnes serrées, pressées, attendent l'apparition de Mlle Chenal au balcon de l'Opéra. Elle apparaît en robe toute blanche, avec, dans ses cheveux, le large ruban noir des Alsaciennes. En face, très éclairée, l'Alsacienne de l'affiche pour l'emprunt de la Libération continue d'inviter les citoyens à souscrire. Un grand silence se fait; Paulette elle-même ne crie plus. Et vers le sombre ciel semé d'étoiles, « vers le ciel pareil aux cuirasses brunies que hérissent des clous d'argent, » une voix haute, claire, large, lance l'appel vibrant :

Allons, enfants de la Patrie,
Le jour de gloire est arrivé.

Des milliers de voix reprennent le refrain en chœur. L'émotion est formidable; minutes immenses, religieuses, où l'homme est quelque chose de plus que l'homme, où s'exprime en un chant d'actions de grâces enflammé l'âme d'un peuple délivré.

MAURICE DONNAY.

DES CONDITIONS MILITAIRES

DE LA PAIX

Nous avons vaincu.

Nous venons de vivre quelques rapides journées d'enthousiasme où, sous l'empire d'une immense émotion, l'âme du soldat s'ouvrait sans réserve pour ses chefs, où tout ce qu'il a été semé, pendant cette longue guerre, de confiance et d'estime mutuelles entre les combattants, semblait s'épanouir au grand soleil. Gardons ces souvenirs précieux pour plus tard. Réfléchissons sur ce que nous avons vu pendant quatre ans de lutte et tâchons d'en tirer quelques conclusions.

Il ne peut en être de plus urgentes que celles qui concernent le traité de paix lui-même.

Nous avons combattu pour établir une paix durable. Nous ne sommes pas assez chimériques pour compter que du jour de notre victoire datera pour l'humanité une ère de paix perpétuelle et d'universelle harmonie; mais nous voulons que la paix de demain soit entourée de garanties effectives, qu'elle repose sur une base plus solide que la lassitude des peuples. Aucune idée ne s'est gravée plus profondément dans l'esprit de la masse des combattants. Il y a bien peu de jours encore, quand nous nous demandions, non sans anxiété, si les discussions de paix qui s'agitaient au-dessus de nos têtes n'allaient pas amollir la volonté de vaincre de nos soldats, leur bon sens d'âmes simples nous répondait de lui-même : « Il faut bien en mettre encore un coup, pour que la guerre ne recommence ni dans trois mois, ni dans vingt ans... » Ils en ont mis jusqu'au bout. Dans les conditions les plus dures et parfois les

plus ingrates, à la limite extrême de la fatigue physique, ils se sont jetés vaillamment au-devant des mitrailleuses ennemies, se sacrifiant pour que la victoire fût complète et que la paix qui va venir fût, non pas une trêve, mais une véritable paix.

Nous avons été surpris il y a quatre ans par une guerre à laquelle personne en France ne voulait plus croire. Les supériorités matérielles dont notre adversaire a pu longtemps profiter pendant cette guerre sont dues, pour une grande part, à ce qu'il avait préparé son agression délibérément et à échéance à peu près fixe. Nous ne voulons plus être exposés dans l'avenir aux surprises d'une semblable agression.

Nous sommes tenus d'assurer aux peuples qui ont combattu pour notre cause, — aux petites nations comme aux grandes, — en dehors de la satisfaction de leurs revendications nationales justifiées, les mêmes garanties d'indépendance et de sécurité que nous réclamons pour nous-mêmes. Tout projet d'accord qui ne nous apporterait pas ces garanties léserait profondément ceux qui, pendant cinquante-deux mois de guerre, ont tendu tous leurs efforts et consenti tous les sacrifices pour la victoire; il constituerait une trahison envers nos morts.

D'autre part, après avoir vaincu et momentanément désarmé nos adversaires, nous n'ambitionnons pas de leur imposer la sujétion politique et économique qu'ils avaient rêvé de nous faire subir. Nous ne réclamons pas contre l'Allemagne un traité tel que ceux de Bucarest et de Brest-Litovsk. Car la guerre nous a appris que les violences faites aux légitimes aspirations et à la volonté de vivre d'un peuple se tournent tôt ou tard contre le peuple oppresseur. Nous avons vu combattre dans nos rangs des sujets allemands ou autrichiens d'hier, Polonais, Tchéco-Slovaques, Yougo-Slaves, sans parler de nos frères Alsaciens-Lorrains. Le traité de paix que nous réclamons ne devra créer aucune nouvelle Alsace-Lorraine.

Une des causes profondes de notre victoire, une des raisons qui ont amené à nos côtés sur les champs de bataille nos « associés » américains, c'est que nous combattions pour une idée : le droit des peuples à disposer eux-mêmes de leur destinée. Nous ne renierons pas notre idéal après la victoire, même pour châtier les peuples qui ont voulu la guerre, même pour mieux garantir la paix. Car nous croyons que toute paix reposant uniquement sur la force porterait en elle les germes

d'inévitables grands conflits. Voulant avant tout une paix stable, nous croyons, suivant la belle expression de M. Asquith, à la possibilité d'une « paix pure. »

Mais, s'il est facile de placer au frontispice du futur traité l'énoncé de ce beau principe, comment en concilier l'application avec les garanties nécessaires d'une paix durable, avec les obligations de notre défense de demain, avec « l'égoïsme sacré » qui s'impose à toute nation?

*
* *

Il est impossible de ne pas être effrayé par la complexité et les difficultés de tout ordre de la tâche imposée aux hommes d'État qui, au prochain Congrès de la paix, entreprendront de toutes pièces la reconstruction de l'Europe.

Les bases sur lesquelles devra s'édifier leur œuvre sont encore mouvantes. Nous venons de voir, en quelques jours, s'écrouler l'Autriche-Hongrie et se transformer l'Allemagne. Seul le temps pourra sur ces ruines asseoir quelque chose de stable. Non seulement les frontières des nouveaux États qui naissent sous nos yeux sont encore indéterminées, mais leur constitution politique et leur formation sociale traversent des crises dont il est impossible de prévoir l'issue. Des nationalités, nées d'hier à l'indépendance, se disputent, les armes à la main, des territoires contestés, Polonais contre Ukrainiens, Finlandais contre Russes. Qui ne voit, entre peuples qui combattaient hier pour la même cause, les germes d'autres conflits encore latents et qu'il faudra éviter? La Russie est livrée à une tyrannie de la canaille, plus destructrice que la guerre même : pillages, massacres et destructions. Des désordres militaires et ouvriers sévissent en Allemagne et dans les anciens États de l'Autriche : où s'arrêteront-ils?

La diplomatie va commencer son œuvre au milieu de ce chaos. Si parfaite que soit l'œuvre, il est certain qu'elle sera contestée et violemment contestée, car, — on l'a dit non sans quelque raison, — le principe des nationalités est plus souvent un principe de conflits qu'un principe d'accords. Dans certaines contrées, les nationalités sont enchevêtrées de telle manière qu'une répartition territoriale satisfaisant toutes les revendications légitimes est, à proprement parler, impossible. Ailleurs, d'inéluctables nécessités économiques imposeront des déroga-

tions au principe des nationalités. Entre des revendications également âpres, entre des nécessités contradictoires, les diplomates devront, comme toujours, trouver des transactions. Ces transactions exigeront des sacrifices douloureux et léseront des intérêts respectables ; elles léseront davantage encore certaines ambitions.

Les décisions de la diplomatie n'ont pas d'ailleurs, par elles-mêmes, d'efficacité propre contre la volonté des peuples. Quand le prochain Congrès de la Paix aura établi un certain ordre de choses, — qui deviendra le droit futur, — seule la force pourra, demain comme hier, imposer au monde le respect de ce droit.

La force appartient, actuellement et pour un temps, sans contrepoids, aux Puissances de l'Entente. Après avoir terminé victorieusement la guerre imposée au monde par l'Allemagne, elles sont tenues d'achever leur œuvre, en prenant des dispositions efficaces et pratiques pour éviter, — dans toute la mesure des bonnes volontés et des possibilités humaines, — les occasions d'un nouveau grand conflit.

Elles ont, en particulier, à protéger leur œuvre contre un danger visible et proche, qui est le désir de revanche de l'Allemagne.

Nous ne demandons qu'à vivre en paix avec la nation allemande. Mais nous n'oublierons jamais, nous ne devons pas oublier des leçons qui sont d'hier. C'est le peuple allemand qui a voulu la guerre. D'innombrables documents publiés pendant ces quatre années nous ont montré combien étaient universellement répandus en Allemagne l'esprit du *Deutschland über Alles*, les désirs d'hégémonie, le besoin d'annexions territoriales. Des traités conclus pendant la guerre même ont étalé la manière dont le gouvernement allemand d'hier comprenait et exerçait, le cas échéant, le droit de conquête. Ces traités ont reçu l'approbation du Reichstag, y compris la majorité des socialistes, y compris le chancelier d'aujourd'hui. Ils ont été accueillis avec enthousiasme par le pays. Il y a quelques mois encore, quand l'opinion allemande n'avait pas cessé d'escompter une victoire militaire sur le front occidental, la presse d'outre-Rhin exposait sans scrupule ses demandes d'annexions à nos dépens. Enfin, jusque dans ces derniers jours, lors des premières demandes d'armistice, les preuves n'ont pas manqué que le parti militaire, considérant la guerre comme une partie

manquée, ne préconisait l'abandon de la lutte que pour préparer la revanche.

En une semaine, sous le vent de la défaite militaire, sous l'explosion de la détresse économique et des souffrances de tout ordre trop longtemps supportées, les bases, naguère si solides, des États allemands ont paru ébranlées. Le gouvernement du jour est formé de députés socialistes, à qui naguère aucun fonctionnaire du gouvernement n'eût osé adresser la parole en public, sous peine de risquer sa place; mais ces fonctionnaires restent en place sous le nouveau gouvernement. Nous savons qu'il y a eu dans les grandes villes allemandes des révoltes ouvrières et, fait plus grave, que l'indiscipline règne dans une bonne partie de l'armée. Nous ignorons l'importance et le degré de généralisation de ces désordres. La contagion de l'anarchie russe gagnera-t-elle le pays le plus discipliné qui fût au monde? Le gouvernement provisoire actuel devra-t-il bientôt céder la place à des éléments d'un socialisme plus avancé? Et surtout, quel sera le terme final de la transformation de l'Allemagne? État fortement centralisé ou constitution fédérative? Parlementarisme bourgeois, bolchevisme ou réaction? Sur tous ces points si graves aucune réponse n'est possible.

Un seul fait, dès maintenant, semble acquis. La guerre et la révolution ont fait franchir à l'Allemagne un nouveau pas vers l'unité politique, sur la voie de laquelle 1806, 1813 et 1871 ont marqué les principales étapes. L'uniformité des constitutions proclamées dans les différents États, la réunion prochaine d'une Assemblée constituante unique, dont rien ne limitera les pouvoirs, ouvrent à cet égard des perspectives qui ne paraissent guère douteuses.

Le démembrement de l'Autriche ajoute à cette Allemagne unifiée l'apport de neuf millions de nouveaux nationaux. La République allemande d'Autriche s'est proclamée « partie intégrante de la République allemande. » Demain la Conférence de la Paix se trouvera en présence d'un fait accompli. Essaiera-t-elle d'élever artificiellement, entre les diverses fractions de la *Plus grande Allemagne*, des barrières politiques? L'histoire montre combien de telles décisions de la diplomatie sont impuissantes contre la volonté des peuples.

Quoi qu'il puisse advenir, nous autres militaires, nous avons pour règle dans nos prévisions de raisonner sur l'hypothèse la

plus défavorable. Nous devons donc, pour étudier les problèmes de notre défense nationale, envisager la formation, au centre de l'Europe, d'un groupement compact de soixante-quinze ou quatre-vingts millions d'Allemands, réunis par des liens politiques plus ou moins serrés, mais certainement imbus des mêmes aspirations de race, rapprochés par les souvenirs d'une longue lutte commune et probablement animés du désir de la revanche.

Ce groupement, dont les forces économiques sont en grande partie intactes, est susceptible de redevenir, plus ou moins vite, une grande puissance militaire. Voilà la possibilité qu'il faut envisager, contre laquelle il faut nous prémunir, si nous ne voulons pas que nos efforts de quatre années de guerre aient été vains.

*
* *

C'est une belle et généreuse idée que de compter, pour assurer dans l'avenir le maintien de la paix universelle, sur le développement des idées démocratiques. Mais nul ne peut affirmer que les grandes démocraties seront toutes et toujours pacifiques. L'histoire a fourni de beaux exemples de Républiques impérialistes. Sans remonter très loin dans le passé, soutiendra-t-on que même la plus idéaliste des démocraties n'ait jamais fait de guerre de conquête?

Nous ne raisonnons pas d'ailleurs en pure théorie. Les Allemands sont nos voisins et nous venons d'apprendre à les connaître. Nous nous rappelons l'époque la plus démocratique de leur histoire qui fut celle du *Tugendbund* et des strophes enflammées d'Arndt. Nous avons présent à l'esprit tel ou tel discours prononcé il y a quelques mois au Reichstag par les chefs du parti socialdemokrat. Nous refusons d'admettre *a priori* et sans contrôle, qu'en Allemagne démocratie signifiera désarmement.

Aussi, nous croyons que les Puissances de l'Entente auront comme devoir essentiel, pendant longtemps encore, de prendre des précautions d'ordre militaire en rapport avec l'importance du danger allemand.

Les peuples de l'Europe vont-ils donc, au lendemain de la guerre comme dans les années qui l'ont précédée, se lancer dans la concurrence des armements, développer à outrance

leurs effectifs de paix, leurs moyens d'attaque et de défense, pour être *chacun* en état de résister à toute agression de ses voisins? A vrai dire, il semble que l'application de ce système de la « Paix armée » doive se heurter, dans l'avenir, à de véritables impossibilités.

Dès avant la guerre, les finances des grands États de l'Europe succombaient sous le poids des charges militaires. Qu'en sera-t-il demain? Les dépenses faites pour la guerre ont démesurément agrandi, dans chaque État, la charge incombant au budget annuel pour le paiement des intérêts de la Dette. On peut ajouter qu'en raison du caractère de « guerre de matériel » qu'a pris la guerre moderne, le taux des dépenses militaires par rapport au chiffre des soldats entretenus sera certainement, dans l'avenir, beaucoup plus élevé que par le passé.

Il semble qu'aucun grand peuple de l'Europe ne puisse désormais soutenir l'application du service militaire universel, tel qu'il était pratiqué en France et en Allemagne avant la guerre, sans consacrer à son budget militaire des sommes qui par ailleurs lui seront indispensables, aussi bien pour son relèvement économique que pour la satisfaction de ses besoins sociaux.

Tenus de pourvoir, sans illusion, aux obligations de leur défense nationale, la France et tous ses Alliés continentaux, Belgique, Italie, Roumanie, Serbie, seront en même temps obligés de limiter d'une manière très stricte leurs dépenses militaires, pendant longtemps.

Il est vraisemblable que, pour éviter l'asservissement indéfini des dépenses de cette nature, le prochain Congrès de la Paix, à l'exemple des Conférences de la Haye, étudiera les moyens de limiter par une convention les armements de chaque État. Les précédents à cet égard sont peu encourageants; ils montrent qu'il est difficile de donner à une convention de limitation des armements une forme pratique et efficace. Si on fixe un chiffre maximum des effectifs de paix, les clauses de cet accord peuvent être tournées en abrégeant la durée du séjour des soldats sous les drapeaux et en introduisant parallèlement, dans l'ensemble de la nation, des mesures de préparation militaire qui échappent à tout contrôle. Se proposera-t-on de limiter directement les dépenses, en inscrivant par exemple dans le traité de paix un tableau des dépenses d'ordre militaire, qu'il serait interdit de

dépasser annuellement? Rien de plus simple encore que d'éluder cette convention, en faisant passer des dépenses militaires sous les rubriques d'autres budgets, en reportant d'un exercice sur l'autre des crédits non utilisés, etc.

Il y aurait évidemment un sérieux intérêt, pour l'avenir, à limiter le développement des armements par un ensemble de mesures réellement efficaces. Peut-être les négociateurs du traité de paix parviendront-ils à résoudre le problème. Il leur restera à assurer le contrôle de l'application des mesures prescrites. Ce contrôle (sauf peut-être en ce qui concerne certains points particuliers, les constructions navales par exemple) semble difficile à établir sans empiétements étendus sur la souveraineté de l'État assujetti.

Enfin, s'il y a violation de la Convention, quelle sera la sanction? Il ne peut y en avoir d'autres que des mesures de coercition, d'ordre économique, financier, militaire, appliquées par l'ensemble des nations qui auront signé la Convention.

En dernière analyse, on est amené par la nécessité des choses à cette conclusion, évidente d'elle-même : seule, une Ligue des Peuples pourra maintenir dans l'avenir ce qu'une Ligue des Peuples aura créé.

La nation allemande, quand, à partir de 1912 surtout, elle a développé délibérément ses armements en vue d'une guerre offensive, quand en 1914 elle s'est lancée dans cette guerre de conquête, a pu rêver d'établir dans le monde une paix fondée sur la domination d'un seul peuple, *pacem romanam*. Elle a échoué contre la coalition des intérêts mis en péril, contre la conscience des principales nations civilisées. Ces nations devront, à l'avenir, garantir la paix par les mêmes moyens qui leur ont donné la victoire. Également intéressées au maintien de cette paix, elles resteront fidèles à l'association qui a fait leur force; elles régleront, par des accords d'ordre militaire, les conditions de leur action commune en vue d'interdire tout nouveau conflit; elles assureront ainsi à chacune d'elles, par la mise en commun de leurs ressources, une sécurité indispensable à leur développement et *qu'il serait impossible d'assurer autrement*.

*
* *

Cette conception du rôle futur des Puissances associées

pour le maintien de la paix ne se rapproche-t-elle pas beaucoup de l'idée d'une *Société des Nations* telle qu'elle a été lancée par le président Wilson?

« Une société générale des nations sera formée en vertu d'accords spéciaux de nature à fournir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégralité territoriale aux petits comme aux grands États. » Tel est le texte de l'article 54 du « Programme de la paix du monde, » en date du 10 janvier de cette année.

Nous n'avons pas ici à examiner au point de vue philosophique l'idée même d'une Société des Nations, non plus qu'à en discuter les conditions générales d'établissement et d'organisation : une telle discussion dépasserait de beaucoup notre compétence. Nous nous plaçons au point de vue militaire, uniquement soucieux des garanties de la paix et de notre propre défense nationale. C'est dans cet intérêt supérieur que nous voudrions, selon le mot qu'employait M. Charles Benoist dans sa dernière chronique, aider la future Société à « descendre des nuées et se poser sur la terre. »

Notons que les mots « Société, » « Association » supposent la poursuite d'un but commun, la conclusion entre les associés d'accords pour atteindre ce but, l'existence des sentiments de confiance mutuelle nécessaires pour assurer la validité de ces contrats. Il est donc clair que, de prime abord, la Société des Nations devra être constituée par les Puissances qui, ayant établi dans le monde un certain ordre de choses, seront directement intéressées à son maintien. Elle ne peut être constituée autrement.

Dans ce sens, dans cette première conception limitée, la Société des Nations *existe dès maintenant*. Elle est constituée de fait par les Puissances de l'Entente dont le groupement a attiré à lui, pendant la guerre même, une grande partie du monde civilisé.

Les obligations imposées par les besoins de la guerre ont permis de résoudre, pour la formation de cette Société, bien des difficultés dont, en temps de paix, les amours-propres nationaux ou les intérêts particuliers auraient peut-être retardé indéfiniment la solution. Les armées des Puissances de l'Entente ont été réunies sous un commandement unique. Les accords militaires ont entraîné à leur suite toute une série

d'accords économiques et financiers. Les Puissances associées ont mis en commun leurs ressources de tout ordre. Des organes interalliés, supernationaux, ont été créés pour régler la répartition des vivres et des matières premières, pour fixer l'ordre d'urgence des fabrications et des achats de guerre, pour supprimer la concurrence entre les acheteurs, pour assurer le rendement maximum du tonnage maritime disponible et son équitable distribution.

Non seulement il serait impossible de supprimer du jour au lendemain le fonctionnement de ces organes supernationaux, mais des nécessités impérieuses, immédiates, vont imposer pendant longtemps encore le développement et l'*extension* de leur action. Aux accords déjà conclus pendant la guerre pour le ravitaillement des Puissances neutres viendront s'ajouter de nouvelles conventions pour le ravitaillement des peuples de l'Europe centrale. De même nous savons que, pendant de longues années encore, l'insuffisance des ressources en matières premières pour les besoins de certaines industries sera telle que seules des conventions internationales pourront amener une distribution de ces ressources propre à assurer aux usines le fonctionnement régulier sans lequel elles ne pourraient subsister.

Ainsi s'établissent et s'établiront progressivement entre les nations, par la force même des choses, des dépendances économiques et financières qui contribueront efficacement au maintien de la paix.

Au point de vue militaire qui nous occupe, ce sont et ce seront de même, non des conditions plus ou moins artificiellement conçues, mais des nécessités pratiques et pressantes qui imposeront aux Puissances associées la prolongation et l'extension de leur action commune. Ne peut-on considérer comme un exemple-type de cette action, sous sa forme militaire, l'intervention des armées alliées en Russie, intervention désintéressée, parce que collective, parce qu'exercée chez des alliés, et qui seule pourra permettre à ceux-ci de se ressaisir, de rétablir l'ordre chez eux et de restaurer des conditions de vie normale en dehors desquelles aucune nation ne saurait subsister? Ne peut-on prévoir également, n'a-t-on pas prévu déjà la nécessité pour les Puissances alliées d'envoyer des détachements mixtes occuper les territoires contestés entre natio-

nalités voisines, jusqu'à ce que la conférence de la Paix ait pu prendre des décisions définitives sur le tracé de frontières entre ces nationalités ?

Une Société ne peut subsister sans gendarmes. De même l'établissement du droit dans le monde et le maintien de la paix ne peuvent reposer uniquement sur le libre consentement des peuples. La création d'une armée commune sera le premier besoin de la Société constituée entre les Puissances adhérentes. En réunissant leurs ressources pour l'entretien de cette armée, les Puissances réduiront au minimum le fardeau des dépenses d'armement pour chacune d'elles. Elles le réduiront d'autant plus que la puissance de leur groupement découragera les velléités de lutte des Puissances adverses et appellera l'adhésion de puissances nouvelles.

Une alliance défensive conclue entre elles sera la base de leur solidarité militaire. Cette alliance, pour les Puissances fondatrices, ne sera que le prolongement de la solidarité créée sur les champs de bataille. Des conventions d'arbitrage s'y ajouteront qui régleront la procédure à suivre en cas de conflit entre les contractants. Des sanctions financières et économiques, des mesures de coercition exercées par l'armée commune, imposeront le respect de ces conventions.

Les armées des Puissances de l'Entente, les soldats de la dernière Croisade formeront le premier noyau de l'armée commune. A cet effet, les conventions de démobilisation qui nécessairement devront intervenir entre ces Puissances, fixeront pour chacune d'elles l'importance des forces qu'elle s'engage à maintenir sur pied et régleront les conditions de l'emploi de ces forces pour les buts communs.

Tous nos Alliés d'hier et tous les jeunes peuples auxquels nous venons de donner la liberté seront poussés par les mêmes intérêts, par les mêmes nécessités que nous à donner leur adhésion à la Société des Nations, telle que nous venons de la décrire. Avec le temps, le développement de la puissance économique, financière, militaire de ce groupement deviendra tel qu'il constituera pour les autres peuples un centre d'attraction irrésistible.

On excusera l'extrême légèreté de ce trop rudimentaire aperçu sur une question d'une telle amplitude. Notre seul but est de montrer comment une organisation, — trop souvent

mal comprise et dénaturée dans son principe même par l'idéologie, — peut, dans la situation actuelle du monde, être une nécessité d'ordre pratique et d'ordre militaire.

On reconnaîtra tout au moins que jamais dans l'histoire il ne s'est rencontré une heure plus favorable à la réalisation d'une idée de ce genre. Jamais les besoins de solidarité entre les peuples civilisés ne se sont manifestés d'une manière plus impérieuse pour la défense même de la civilisation.

*
* *

Comment jouera, en ce qui concerne la France et la Belgique, en ce qui intéresse d'une manière immédiate notre défense nationale, le mécanisme militaire d'une association entre Puissances?

Nous nous trouvons, nous et nos amis Belges, dans une situation particulière. Nous sommes les voisins immédiats de l'Allemagne. La future frontière, — qu'elle suive le tracé de 1815, ou celui de 1814, — n'en demeurera pas moins, dans les deux cas, à quelque 320 kilomètres de Paris, à 100 kilomètres de Bruxelles. Elle ne sera séparée de ces capitales par aucun grand obstacle naturel. Comme la plaine belge restera, demain comme hier, la voie d'invasion la plus facile vers la France, on peut dire que notre situation stratégique d'ensemble, après la grande guerre, sera peu différente de celle d'août 1914. Les pays de la rive gauche du Rhin continueront d'offrir aux armées allemandes une place de rassemblement, qu'elles chercheront à organiser défensivement et offensivement, et qui constituera pour nos deux pays une perpétuelle menace.

Nos Alliés anglais et américains et tous les peuples qui, comme nous, veulent vivre en paix, sont directement intéressés à la défense de nos frontières, dans l'hypothèse d'une attaque brusquée de l'Allemagne. Car la France et la Belgique offrent incontestablement la meilleure zone de rassemblement, presque la seule zone de rassemblement possible des armées alliées d'outre-mer contre l'Allemagne.

Admettons qu'en 19..., les armées allemandes réussissent, contre les armées françaises et belges, le coup que leur a fait manquer en 1914 notre victoire de la Marne; supposons tout au moins qu'elles aboutissent, dans les premières semaines de la campagne, à porter de nouveau les champs de bataille dans le

Nord de la France : il est certain qu'elles auront acquis par là, pour la suite de la lutte, un avantage dont la guerre actuelle nous a démontré toute l'importance.

Dans toute guerre future, — c'est une des plus claires leçons de la guerre qui vient de s'achever, — la production industrielle et, en particulier, le rendement des industries extractives et de la fabrication de l'acier joueront, pour le développement de la campagne, un rôle décisif. Une part très importante de ces industries se trouve pour nous (et se trouvera encore dans l'avenir) concentrée dans le bassin houiller belge, dans le Nord de la France, dans la Lorraine. Que de fois n'a-t-il pas été dit et démontré, au cours de cette guerre, que l'Allemagne aurait dû, après quelques mois, abandonner la lutte, si elle n'avait disposé des minerais de fer du bassin lorrain! Or, ce bassin d'Esch-sur-l'Alzette à Briey, notre future frontière le laisse presque sous le canon allemand. Il est exposé, en cas d'attaque brusquée, à toutes les surprises. Il risque, *dans l'hypothèse la plus favorable*, de voir son exploitation presque complètement paralysée.

Sous quelque angle qu'on se place, il nous semble impossible d'accepter que, dans le futur traité de paix, la frontière *militaire* de l'Allemagne soit tracée de Sierck à Wissembourg.

Nous ne demandons pas à annexer les pays de la rive gauche du Rhin, ce qui serait contraire à nos principes. Nous ne réclamons pas la formation d'un État-tampon, car cet État-tampon, de population allemande, ne constituerait pour nous, au point de vue militaire, qu'une illusoire zone de protection. Mais, tout en laissant subsister dans les pays de la rive gauche du Rhin l'administration et les institutions allemandes, il nous semble indispensable d'exiger que ces pays constituent, au point de vue militaire, une zone neutralisée; qu'il ne puisse s'y trouver, en temps de paix, aucune garnison, aucune forteresse, aucune organisation défensive ou offensive allemande.

Cette neutralité doit nous être garantie de façon effective. Conformément au nouveau droit international dont nous prévoyons l'établissement, nous demandons que la neutralité de la rive gauche du Rhin soit placée sous le contrôle de la Société des Nations.

Pour l'exercice de ce contrôle, des troupes des différents États, membres de cette Société, devraient tenir garnison dans

les grandes villes de la zone neutre; elles occuperaient les principaux points stratégiques (nœuds de chemin de fer, etc.) et les passages du Rhin (têtes de pont). La défense d'une ligne naturelle aussi forte favoriserait, en cas d'agression, leur rôle de troupes de couverture. Les dangers d'une surprise stratégique seraient éloignés de régions industrielles qui nous sont indispensables, et, plus encore, du cœur de la France. Les premiers combats de la guerre se livreraient sur le sol allemand.

Pendant la paix, la solidarité militaire des États adhérents s'affirmerait dans l'accomplissement par leurs troupes d'une tâche commune. Cette solidarité se développerait par le contact de ces troupes-frontières, par les relations de camaraderie qui s'établiraient entre elles, par l'émulation de leur instruction.

L'occupation des pays de la rive gauche du Rhin par les troupes de la Société des Nations fait partie des mesures de précaution militaires permanentes qu'il semble nécessaire de maintenir, tant que la nation allemande n'aura pas, par la politique qu'elle suivra et par la modération de ses armements, donné au monde des preuves indéniables de sa volonté de paix.

Cette mesure n'impose à nos adversaires aucune exigence qu'ils n'aient dû prévoir. La convention d'armistice du 11 novembre stipule que les troupes allemandes évacueront la rive gauche du Rhin, que les troupes alliées occuperont trois grandes têtes de pont, qu'une zone neutre sera réservée sur la rive droite. Les préliminaires de paix, — à l'exemple des préliminaires de paix franco-allemands de 1871, — ne peuvent manquer de stipuler que notre occupation sera maintenue jusqu'à ce que l'Allemagne se soit acquittée des obligations fixées par l'article 14 : réparation des dommages. Il ne peut entrer dans le cadre de cette étude d'examiner comment devra être réalisée cette réparation des dommages; mais il est impossible de concevoir qu'elle n'exige pas un délai d'un assez grand nombre d'années. Au terme de cette période, le développement de la situation politique européenne permettra aux États faisant partie de la Société des Nations de prendre, au sujet de l'occupation, telle décision qu'ils jugeront conforme à l'équité et compatible avec leurs intérêts essentiels.

*
* *

En résumé, si l'on réfléchit aux conditions militaires que le prochain traité de paix devrait imposer à l'Allemagne, il semble qu'il soit imprudent d'avoir trop grande confiance dans l'efficacité des mesures visant à limiter les armements, car ces mesures peuvent être éludées ou échapper au contrôle.

La véritable garantie de la paix future consistera dans la prolongation de l'alliance des nations qui auront établi l'ordre de choses nouveau.

Il appartiendra à ces nations, après avoir fixé, dans le prochain Congrès, le statut de l'Europe, de prendre d'un commun accord les mesures militaires nécessaires pour imposer au monde le respect de ce statut. Si la paix qu'elles vont dicter est équitable, si l'emploi qu'elles feront de leur force est profitable au monde entier, le groupement des Puissances associées appellera à lui progressivement la collaboration des nations civilisées : il tendra ainsi constamment vers la réalisation du type idéal fixé par le président Wilson.

Une des premières mesures qu'entraîne la fondation d'une Société des Nations est la formation d'une armée commune. Aussi longtemps que la Société le jugera nécessaire pour la paix du monde, les troupes de cette armée commune monteront la garde sur les rives du Rhin.

Cela est indispensable. Ayons le courage de regarder en face la réalité et de la voir telle qu'elle est. L'Allemagne sort de la guerre vaincue, appauvrie en hommes, diminuée en richesses et en ressources industrielles, mais unifiée, plus qu'elle ne l'a jamais été, et géographiquement agrandie. Le temps seul pourra nous dire si elle a étouffé chez elle le militarisme, c'est-à-dire l'esprit de conquête. Elle reste un danger pour la paix.

Mais l'ambition d'un peuple, quel qu'il soit, ne peut rien contre la volonté de tous les peuples. Il faut que cette volonté commune des peuples prenne corps et qu'elle agisse, dès demain, pour consolider les résultats acquis, pour coordonner la transformation de l'Europe, et imposer la paix au monde. Nous devons fonder la Sainte-Alliance des peuples libres.

***

POÉSIES

LES RUCHES BRÛLÉES

1914

J'aime que tout de suite ils aient brûlé des ruches.

Abeille, or bourdonnant qui dans l'azur trébuches,
Ils ne sont pas vainqueurs si tu flottes encor,
Dernier petit vestige ailé de l'âge d'or!

« Pourquoi me brûlez-vous mes abeilles? » demande
Le curé de Fraimbois à la brute allemande.
« C'est la guerre! » répond le général Danner.
— Oui, celle de la horde à l'essaim libre et fier.
Pourquoi de cette ruche ils ont brûlé le chaume?
Parce que son travail faisait le bruit d'un psaume
Et que son œuvre avait la forme des rayons.
D'ailleurs, souvenez-vous, à Bruxelles, voyons,
Les Chefs n'avaient-ils pas donné l'ordre à leurs bandes
D'écraser en entrant les fleurs des plates-bandes?
Et, janissaires gais d'obéir au vizir,
Les soldats sur les fleurs marchaient avec plaisir.
Qu'ils brûlent maintenant les ruches avec joie,
C'est logique : il n'y a qu'un pas, — le pas de l'oie, —
De la fleur écrasée aux abeilles en feu.
Comme elles crépitaient brusquement dans l'air bleu,
Et tombaient! C'était beau. La cire parfumée
Coulait en ruisseaux noirs! Et puis, dans la fumée,

Lorsqu'on brûle une ruche, ils sont là quatre ou cinq,
La Fontaine et Platon, Virgile et Maeterlinck,
Qui semblent avec vous, abeilles, disparaître,
Comme si, complétant la victoire du Reître,
Un peu plus d'humanisme encor disparaissait!

L'abeille, c'est l'esprit dans la lumière, c'est
Une goutte de miel qui monte entre deux ailes!
Comment ces Pesanteurs lui pardonneraient-elles?
C'est le goût, c'est le choix rapide, c'est le tact,
D'abord le vague essor, et puis l'effort exact;
C'est l'équilibre et c'est la sagesse, l'abeille!
Et quand l'intelligence humaine s'émerveille
De la ruche profonde, et d'y voir son destin
Mystérieusement ébauché par l'instinct,
A servir les Teutons elle n'est pas encline!
Cet ordre libre et doux n'est pas leur discipline.
Oui, la ruche murmure. Et par l'autodafé
Tout murmure doit être à l'instant étouffé!
L'abeille, qui jamais n'a pesé sur la rose,
Et qui n'entasse pas lourdement, mais compose,
Fine et bonne, et qui croit qu'un être sous le ciel
N'a droit à l'aiguillon que pour défendre un miel,
L'abeille est importune aux barbares; leur haine
Égale leur mépris pour cette citoyenne
Qui n'arme que de frêle et tendre propolis,
Une cité construite avec le suc des lys!
Il faut des mouches d'or brûler la hutte blonde,
Afin qu'il n'y ait plus désormais sur le monde
Que des guêpes de fer dans des nids de béton!
Ce qu'ils veulent, — enfin le voit-on? le sait-on? —
C'est, pour qu'à tout jamais la matière nous ronge,
Qu'il n'y ait plus, au fond d'aucun homme, aucun songe,
Et plus aucune ruche au fond d'aucun jardin!
Le vaincu n'aurait plus dans sa treille, soudain,
— A quoi lui servirait d'avoir gardé sa treille? —
Aucune abeille! Et quand je dis aucune abeille,
Je veux dire plus rien d'harmonieux, plus rien
De noble, de léger, de pur, d'aérien,

Plus rien de ce qui fait qu'un cœur latin peut vivre!
Pas un refuge au monde alors!... pas même un livre!
Car leur pied sur la rose abîmerait Ronsard,
Et si nous ouvrions un Chénier, par hasard,
Nous en ferions tomber des abeilles brûlées!

Fruits des siècles! douceurs dans l'ombre accumulées!
Humble miel de Fraimbois, ou grand miel de Louvain!...
Plus de ruches! plus d'avenir! plus de couvain
Secrètement nourri de la fleur des lambruches!
— « Ah! dit le pauvre abbé, pourquoi brûler mes ruches? »
Et j'aime qu'au Pasteur d'abeilles le Brûleur
De miel ait répondu : « C'est la guerre! » — Oui, la leur!
Quant à la nôtre...

Aux premiers jours du choc tragique,
Lorsque nos cavaliers montaient vers la Belgique,
On raconte qu'un soir les cuirassiers français
Traversaient un hameau des Flandres, je ne sais
Plus lequel; et sur leurs chevaux couverts de roses,
Tous ils chantaient, entre leurs dents, à bouches closes,
La Marseillaise. Ils la bourdonnaient seulement;
Et c'était magnifique. Et ce bourdonnement
De colère latine au-dessus des corolles,
C'était l'âme grondant sans geste et sans paroles,
C'était la conscience, et c'était la raison;
Cela faisait un bruit d'orage et d'oraison,
Pieux et menaçant, doré, quoique farouche,
Calme. On ne voyait pas remuer une bouche,
Et ce bourdonnement semblait sortir des fleurs.
Et ceux qui l'entendaient croyaient, les yeux en pleurs,
Entendre, dans le soir aux poussières vermeilles,
Comme une *Marseillaise* étrange des abeilles...
Et c'est ainsi que, purs, ayant fait à dessein
De leur hymne de guerre un murmure d'essaim,
Nos hommes s'en allaient vers le Nord plein d'embûches
Sauver le miel du monde et mourir pour les ruches!

L'ANNÉE DOULOUREUSE

1916

Donc, mon pays est en danger. Mon père est mort.
Ma mère est morte.
J'ai murmuré : « C'est trop ! » car le cœur n'est pas fort.
— Mais l'âme est forte.

J'ai compris. J'ai cessé de demander pourquoi
Ceux que je pleure
Avaient, pour s'enfoncer dans le sol devant moi,
Choisi cette heure;

Car plus farouchement, comme le pin léger
De ces collines,
Je tiens à cette terre où je viens de plonger
Mes deux racines.

L'ÉTOILE ENTRE LES PEUPLIERS

1917

Un catéchisme en moi se dialogue à voix basse.
J'écoute.

— *Qu'est-ce que la France?* — C'est la Grâce.
— *Dans quel sens prenez-vous ce mot?* — Je prends ce mot
Dans son sens le plus doux comme dans le plus haut.
La Grâce, c'est le charme ; et la Grâce est encore
Un don du Ciel par quoi l'âme se corrobore.
— *Le monde, n'ayant pas la France, aurait-il eu*
La possibilité de faire son salut?
— Non ; puisqu'elle est la Grâce, il ne peut rien sans elle.
— *Qu'entend-on lorsqu'on dit qu'elle est spirituelle?*
— Qu'elle est le Souffle, au sens où l'Apôtre le prit.
Elle est tous les esprits, d'ailleurs, étant l'Esprit :
Le plus farouche, et le plus fin. C'est le mystère
De mon pays que seul son peuple, sur la terre,
Sache à la fois sourire et s'enthousiasmer.
— *Comment faut-il servir la France?* — Il faut l'aimer.

— *La Douce France est-elle encor douce?* — Elle est dure,
Chaque fois qu'il le faut, pour que sa douceur dure.
— *Et jamais son épée injustement n'a lui?*
— Non.

— *Qu'est-ce qu'un Français?* — Un Français est celui
Qui, né libre, voudrait délivrer tous les hommes.
— *Est-il dupe en cela?* — Dupes, nous ne le sommes
Que lorsque nous craignons la générosité.
Où donc en serions-nous si nous n'avions été
Combattre follement pour des indépendances?
Nous ne fûmes profonds que dans nos imprudences.
Rien ne nous a jamais servi que notre cœur.
L'amour du genre humain n'aura plus un moqueur.
— *Faut-il que cet amour se concentre ou s'épanche?*
Et comment aimez-vous l'Humanité? — La branche
N'aime le sol qu'à travers l'arbre, et je ne puis
Aimer l'Humanité qu'à travers mon pays.
— *Vous dites mon pays toujours; mais, je vous prie,*
Est-ce pour éviter de dire ma Patrie?
— Il est vrai que je veille à prononcer très peu
Le plus beau nom qui soit après celui de Dieu.
Puisque dans ce seul nom c'est tous les morts qu'on nomme,
D'une telle parole il faut être économe,
Car l'oreille et les yeux l'usent en l'adorant.
Pas plus que le drapeau ne passe à chaque rang,
Ce mot-là ne peut être écrit à chaque ligne.
Et pour graver ce mot d'une pudeur insigne,
On a toujours choisi l'envers des croix d'honneur,
Parce qu'il doit rester tourné contre le cœur.

— *Ce pays se bat-il, comme au vieux temps des princes,*
Pour des provinces? — Il se bat pour deux provinces,
Sans cesser, un instant, derrière elles, de voir
Tous les fronts sur lesquels le sort mit un nœud noir.
— *Qu'est-ce que doit le monde à la France immortelle?*
— Le monde lui doit tout, et le sait. — *Pouvait-elle*
Mourir? — Oui, cette fois elle aurait pu mourir,
Car pour donner le temps au monde d'accourir
Entre ses bras mordus elle tenait la Bête.
— *Quelle auréole a-t-elle à présent sur sa tête?*

— La plus belle : celle qui tremble autour des feux
Quand nous les regardons des larmes dans les yeux.

— *Quelle est la Preuve de ce peuple, et son Miracle?*
— Un chant mystérieux. — *Que fut ce chant?* — L'oracle,
Puisqu'il nous annonça le Jour de Gloire. Il fut
La chanson de la Vierge assise sur l'affût;
Il fut, dans nos clairons, l'espoir humain qui gronde;
Notre chant. — *Maintenant, qu'est-il?* — Le chant du monde,
Le Cantique des Nations. — *Que sera-t-il?*
— Né sur un violon dans une nuit d'avril,
Quand il n'y aura plus de tyrans ni de hordes,
Il sortira du cuivre, et, rentrant dans les cordes,
Il ne chantera plus, en accents purs et longs,
Que dans les nuits d'avril et sur des violons.

— *Puisque tout son destin maintenant se dévoile,*
Quel est le Signe de la France? — C'est l'Étoile
Entre les Peupliers. — *Pourquoi les Peupliers*
Plutôt que les Lauriers? — Parce que les Lauriers
Sont, aux jardins d'orgueil, un groupe noir qui reste;
Mais Eux, d'essor sublime et d'essence modeste,
Préfèrent, chuchotant l'espoir aux pas humains,
Accompagner la marche en longeant les chemins.
— *Avez-vous de ce choix une raison plus forte?*
— Jadis, le Peuplier s'appelait Peuple. Morte,
Sa branche sait revivre et se multiplier.
Plantez au bord d'un champ des pieux de peuplier,
Et la barrière deviendra, sans qu'on y pense,
Un rideau frémissant et vert. Telle est la France.
— *Quelle est l'histoire des peupliers de Saint-Prix?*
— Les Allemands, fuyant et craignant d'être pris,
Les coupaient, espérant nous arrêter sans doute;
Mais au lieu de tomber en travers de la route,
Les peupliers français qui sont intelligents
Tombaient sur les côtés, laissant passer nos gens.
— *Que murmure au marcheur cet arbre avec sa feuille?*
— L'éternel mot français, le seul que l'homme veuille ;
C'est celui qui fut dit par Monsieur Lestoquoi
Avant l'assaut de Mondement; et c'est pourquoi
L'arbre le redira sans cesse aux marcheurs graves :

« Plus qu'un coup de collier, et ça y est, mes braves! »
Et ça y est! Jamais ça n'y est qu'à peu près,
Mais à recommencer nous sommes toujours prêts.
On croit qu'on ne peut plus : on peut. Telle est la France.
— *Qui sera le vainqueur?* — Celui qui recommence.
Celui qui se dénigre afin de faire mieux.
Le modeste mettra le pied sur l'orgueilleux.
Le beau peuple toujours mécontent de lui-même
Battra le peuple affreux qui s'admire et qui s'aime.
Car grâce à cette guerre enfin on s'aperçoit
Que c'est être vaincu que d'être sûr de soi.
— *N'en pas être content, n'est-ce donc pas le doute?*
— Non, c'est la foi dans tout ce que l'effort ajoute.
Versailles ne devint un chef-d'œuvre éclatant
Que parce que le Roi n'en fut jamais content.

— *Quelle est la Sainte de la France? Est-ce encor Jeanne?*
— C'est elle. C'est toujours la même paysanne
Qui laissait la quenouille autrefois pour l'estoc :
Elle quitte aujourd'hui le fuseau pour le soc.
— *Et l'Archange est-il là?* — Toujours. Mais son nom change.
— *Comment appelait-on autrefois cet Archange?*
— Monseigneur Saint-Michel-du-Péril-de-la-Mer.
— *Comment s'appelle-t-il aujourd'hui?* — Guynemer.
— *Quels sont ceux qui nous ont sauvés?* — Toujours les mêmes.
— *Qu'entendez-vous par là?* — J'entends, maigres et blêmes,
Toujours les mêmes qui, de la même façon,
Marchant, creusant la terre et combattant, se sont
Habitués à nous sauver depuis Bouvines.
Sur leur front, aujourd'hui plein de sueurs divines,
La couronne de ronce est en fils barbelés.
— *Comment s'appellent-ils?* — Ils se sont appelés
De tous les noms que jette aux sans-nom la Bataille :
Enfants Perdus d'abord; puis Gens de Pied, Piétaille,
Pédaille, Pionniers, Pions; groupés au son du cor,
Ils se sont appelés Enfants Perdus encor,
Compagnons et Routiers, Ménadiers et Maheutres,
Piquichins; ils se sont, sous les bérets, les feutres,
Les casques, les malheurs, les coups et les fardeaux,
Appelés les Wétaux, les Pitaux, les Bidaux,

Les Goujats; c'est le vil troupeau, le tas vulgaire
Des tristes paysans que l'on traîne à la guerre
Contre des cavaliers venus on ne sait d'où.
Ils portent l'arbalète et le sac d'amadou;
Et sous l'œil du baron montant sa jument brune
L'Enfant Perdu devient l'Enfant de la Commune.
Il s'appelle le Franc-Archer. Le Franc-Archer,
A force de lancer sa flèche, et de marcher,
Et de creuser sa taupinière avec sa pelle,
Devient le Franc-Taupin. Et puis, on les appelle
Les Brigands, les Piquiers, enfants toujours perdus!
Et ces enfants perdus qui nous ont défendus
A coups de faulx, à coups de serpe, à coups de vouge,
A force de porter du drap brun, du drap rouge,
Du drap bleu, de laisser de leur chair aux buissons
D'acier, de se meurtrir sur les caparaçons
Des chevaux, d'opposer au poitrail la poitrine,
De s'accouder, rêveurs, sur une couleuvrine
Pour écouter la Sainte à qui parlent des Voix,
Épurés par Bayard, ordonnés par Louvois,
Le cœur grossi de tout le pays qu'on s'ajoute
En chantant des chansons ensemble sur la route,
Se redressent. La bande au sourd piétinement
Commence à cadencer le pas du régiment :
Champagne, Picardie, Artois... Sous l'œil du prince
L'Enfant Perdu devient l'Enfant de la Province;
Puis, racolé de force, il prend goût au métier,
Mais, de sang jardinier toujours, ou forestier,
S'appelle La Ramée encore, ou La Tulipe,
S'assied sur un tambour pour fumer une pipe,
Poudrer son catogan ou recoudre un bouton,
Et, relevé soudain par la voix de Danton,
Bondit! L'Enfant Perdu se perd dans les fumées,
Devient le Fantassin de nos quatorze armées,
— Fantassin, ce mot-là vient d'enfant! — et voilà
Que, sous l'Hymne enflammé qui tout d'un coup vola,
L'Enfant Perdu devient l'Enfant de la Patrie!
Enfant, c'est de ce mot que vient Infanterie!
C'est elle. Ce sont eux. Guêtres, pieds nus, sabots,
Ils marchent. Sans-Culotte ou Grognard, ils sont beaux.

Bonnet rouge ou bonnet à poil, têtes pareilles,
Gardant du paysan l'anneau d'or aux oreilles.
Et du Grognard sort le Brisquard. Et du Brisquard
Sort le Lignard. Le bidon tinte sur le quart.
Et chaque section, de pointes hérissée,
Semble, sur les labours, la herse renversée!
Et la colonne marche et ne s'arrête pas;
Le cœur s'ajoute au cœur, le pas s'ajoute au pas;
Et cette magnifique addition marchante
De souffrance qui rit, de fatigue qui chante,
Finit par faire le Troupier; et le Troupier
Fait l'humble Tourlourou, triste et traînant le pied,
Qui, grossi du Moblot dans un hiver atroce,
Fait le Pousse-Cailloux, qui fait le Fantabosse,
Qui fait le Marche-à-terre et qui fait le Biffin,
Lequel, dans la sueur et dans la boue, enfin,
Fait la somme de tous ces hommes. — *Et la somme*
De tous ces hommes, quelle est-elle? — Le Bonhomme.
— *Et que fait le Bonhomme une fois résolu*
A devenir mauvais par bonté? — Le Poilu.
— *Qu'est-ce que le Poilu?* — L'homme total en marche.
— *Vers quoi?* — Vers ce qui luit sur la Crèche ou sur l'Arche.
— *D'où vient que le Poilu porte, en plus d'un fusil,*
Un gros bâton noueux dans la forêt choisi
Et, sous le sac de cuir, des besaces de toile?
— C'est afin qu'à travers les peupliers l'Étoile
Sache bien que vers elle il veut se diriger
Et dans chaque soldat reconnaisse un berger.
— *Ce mot Poilu peut-il nous plaire?* — Il doit nous plaire.
— *Pourquoi?* — Parce qu'il est grondant et populaire
Et qu'il sent à la fois le pauvre et le lion.
— *Que devons-nous à ceux qui, sans rébellion*
Ni de chair ni d'esprit, furent pour nous se battre?
— Nos devoirs envers eux sont au nombre de quatre :
Les envier, en nous rongeant pour inventer
Des moyens de souffrir aussi; les assister
Sans mesure; les admirer avec tendresse,
En racontant, dès qu'ils ne sont pas là, sans cesse,
Les choses dont jamais aucun d'eux ne parla;
Les respecter en nous taisant quand ils sont là.

— *Que devons-nous aux morts?* — Rendre leur mort féconde,
Et, pour qu'il n'en soit pas d'oubliés en ce monde,
Grouper, chacun, les noms dont nous nous souvenons,
Et ne pas vivre un jour sans réciter ces noms.
— *Comment sera tissé l'avenir de justice?*
— Entre les Peupliers l'Étoile blanche tisse
Le songe des marcheurs douloureux et pliés.
« Plus qu'un coup de collier! » disent les Peupliers,
« Et vous y êtes! » — Plus qu'un seul, et nous y sommes,
Soupirent, plus humains à chaque pas, les hommes.
— *Mais, dans leurs poings trop durs et sur leurs fronts trop lourd,*
N'est-ce donc plus le Casque, et n'est-ce pas toujours
La Baïonnette? — C'est la Baïonnette encore.
Mais qui sert, cette fois, à tisonner l'aurore.
Et c'est le Casque. Mais il est bleu. — *De quel bleu?*
— D'un bleu que je me dis dans mon cœur. — *Dites-le.*

— Où fleurit le Droit?
Où luit la Raison?
C'est dans un endroit
Nommé l'Horizon.

Le présent? Pesant.
Le passé? Glacé.
Laisse le présent.
Quitte le passé.

Bleu de l'avenir!
Seul bleu dans lequel
On croit voir s'unir
La terre et le ciel!

Ce bleu violet,
C'est celui je crois,
Que Jésus voulait
Derrière sa croix!

Brise ton amour,
Brûle ta maison,
S'ils t'ont un seul jour
Caché l'Horizon!

Qu'un peuple d'hier
Meure pour demain,
C'est à rendre fier
Tout le genre humain!

EDMOND ROSTAND.

UNE VISITE

AU

COMMANDANT D'ANNUNZIO

Voici que l'Italie communie aujourd'hui dans une sainte joie : elle se voit enfin groupée tout entière sous les plis du drapeau national. Des lambeaux de patrie, tels que Trente, Aquilée, Trieste, Pola, tant d'autres villes et contrées encore sont délivrées, et il n'y a plus de Barbares dans les cités où jadis résonna la langue latine et régna le lion de Saint-Marc.

Mais de même que l'aube peut sembler parfois le moment le plus émouvant d'une journée dont le midi sera resplendissant, il faut convenir que des heures poignantes et belles entre toutes furent celles où, dans Rome anxieuse, on sentit poindre l'offensive, à la fin d'octobre, et bientôt palpiter la Victoire.

On se trouvait fiévreux, agité. Sur les fronts de France, de Serbie, de Palestine, partout enfin, la bataille faisait rage. Or, comme dit un proverbe, quand on se bat chez le voisin, — et ici le voisin, c'était l'ami, — le bâton bouge dans la main. Quelques-uns s'étonnaient : pourquoi ce silence sur le Piave et le Grappa?

Mais, vers le 25 ou le 26, deux ou trois communiqués firent comprendre que l'offensive se préparait, se déclenchait, que la lutte était très dure, que l'Autrichien résistait éperdument. L'angoisse étreignait les cœurs, puis aussitôt ce fut l'espoir. Le 28, on sut que le Piave était passé en deux points. On s'arracha les journaux. Les camelots crièrent la belle nouvelle par la Via Nazionale et le Corso à demi ténébreux, où l'on s'arrêtait sous les rares lumières pour lire avidement les détails. Quelle émotion! quelle fierté! Tous les pas se pressaient, et

une sorte de bruissement continuel, comme le bourdonnement d'une ruche, s'élevait dans la pénombre des grandes rues. On annonçait le bouleversement des lignes autrichiennes, les prisonniers par milliers, la capture de canons, de mitrailleuses innombrables, de munitions, de convois entiers. « *Comunicato straordinario!* » annonçait un vendeur de gazettes, qui en pleurait presque, sous la terrasse de la villa Aldobrandini...

Ah! comment résister au désir fou de voir, s'il se pouvait, le champ de bataille, le lieu de la victoire latine sur les nouvelles hordes de Goths, de Hongres et de Huns, naguère jetées par des princes brutaux sur la patrie de Virgile et du Vinci, et aujourd'hui mises en déroute, grâce à l'endurance et au courage des modernes légions romaines? Une phrase admirable de Gabriele d'Annunzio, publiée cette semaine même (28 octobre) dans le *Corriere della Sera*, chantait dans ma mémoire : « *Vittoria... i cieli sono men vasti delle tue ali* (1). » Le Piave m'attirait par sa triple gloire : là, il y a un an, l'invasion terrible avait été brisée; là encore, voici quelques mois, la seconde ruée tudesque s'était effondrée; là, enfin, commençait l'irrémissible débâcle des Barbares!...

*
* *

Deux jours après, le 30, je roulais en auto, à toute allure, par la plaine vénète. Nous venions de Padoue, et gagnions le fleuve illustre, franchi l'avant-veille par les troupes italiennes.

La Vénétie ne ressemble-t-elle pas un peu à certains coins de la Hollande? Ce n'est qu'une immense plaine, découpée en carrés par des fossés bordés de saules. On sent que l'eau se trouve partout au ras du sol : elle s'écoule très lentement, s'endort, s'élève en un brouillard perpétuel, estompe l'horizon. Au milieu de cette campagne mouillée, herbue et potagère, serpente la Brenta, languissant canal, et s'élèvent çà et là des campaniles aux tendres couleurs, ou des villas baroques, bonnes pour les plaisirs sans passion du sénateur Pococurante, dont la philosophie émerveilla Candide.

Un tel paysage est-il riant, est-il beau? Je l'ai vu, quant à moi, triste à serrer le cœur, la guerre l'ayant cruellement insulté, sinon détruit. On avait dû camoufler sans grâce les routes magnifiques, crevées en outre par les obus. Arbres

(1) « Victoire... les cieux sont moins vastes que tes ailes! »

tordus ou brisés, passerelles rompues, barques à demi sombrées, puis, en approchant du front, la désolation des villages roses jetés bas, voilà le morne voile que la bataille a fait descendre sur toute une zone de la Vénétie, déjà mélancolique en temps de paix. Un pauvre patelin du Nord ruiné par l'artillerie nous tirera des larmes; mais il y a quelque chose, non de plus douloureux, néanmoins de plus inattendu, et peut-être de plus absurde encore dans le bombardement d'un fragile village, peint comme un coquillage, et qui ne semblait avoir mûri, sous le soleil caressant du Midi, que pour les chansons, la vendange et le repos de Tityre, une fois la journée faite. Susegana, par exemple, nous apparut ainsi qu'un hameau de corail mis en miettes, dont les nuances mal éteintes essayaient encore de sourire, au milieu d'un silence horrible.

Cependant, de place en place, l'auto s'arrêtait, pour laisser passer soit un bataillon d'infanterie couvert de poussière, soit quelque file interminable de cavaliers, soit des batteries d'artillerie. On approchait du Piave, que toute l'armée italienne passait peu à peu. Çà et là, encore cloué à quelque arbre ou gisant dans la boue, se trouvait un écriteau portant « *Nach... nach...* » trace de la seconde tentative autrichienne pour prendre Venise. Je songeais au fameux « *Nach Paris!* » et demandai au lieutenant, mon compagnon, qui savait l'allemand, comment on disait « Vers la honte! » en cette langue.

Bien en prit au lieutenant, d'ailleurs, de parler allemand : il put interroger des prisonniers autrichiens qui défilaient sans cesse, par petits groupes, traînards apparemment, ou déserteurs ramassés dans des trous. Leurs réponses ne variaient guère. Dès qu'ils entendaient, en effet, un officier italien leur demander à quelle nationalité ils appartenaient, tous de répondre aussitôt : « Polonais, nous sommes Polonais! » A croire les prisonniers, il n'y avait plus un Autrichien dans l'armée autrichienne : tous Polonais!

Quelques malheureux en guenilles et pieds nus passaient aussi, très acclamés : des Italiens, arrachés aux mains de l'ennemi. Deux d'entre eux semblaient moins hâves, parce qu'on les employait, nous dirent-ils, à la boulangerie dans les lignes autrichiennes, et qu'ils parvenaient à ne pas trop mourir de faim. Ils n'en étaient pas moins en loques; mais l'un d'eux, un Napolitain, portait en bandoulière une guitare qu'il n'avait

jamais quittée. En captivité chez les Boches, cette cigale s'était trouvée fort dépourvue, mais non d'espoir, et avait chanté tout l'été, en attendant la victoire des siens.

Un kilomètre ou deux encore : à chaque pas, maintenant, les convois se groupent, attendent, et, les routes n'existant pour ainsi dire plus, des caravanes sans fin de mulets se glissent de tous côtés, semblent être sorties de terre à l'on ne sait quel signe magique, tandis que de consciencieux attelages de chevaux arrachent au sable et au limon des chariots et des caissons. Les bonnes bêtes! Elles se ruent dix fois de suite contre leurs traits qui résistent, sans émouvoir un véhicule impassible et stupidement enfoncé dans la boue, comme un hobereau prussien dans son entêtement : et ici encore une remarque m'étonne, à savoir que les conducteurs italiens ne hurlent jamais contre leurs chevaux, contrairement à la manière des charretiers de chez nous. Le peuple, là-bas, serait-il meilleur philosophe qu'ici?

Enfin, au delà de quelques broussailles, et dans le jour déjà déclinant, un désert de galets s'étend sous nos yeux : c'est le Piave. Au milieu de cette plage immense, le cours d'eau gronde avec violence en deux bras assez éloignés l'un de l'autre. Et à la moindre pluie, c'est la crue : tout est inondé, le désert se change en fleuve Océan. Naguère encore, un puissant pont métallique enjambait le lit de la double rivière : mais les Autrichiens l'ont fait sauter, et c'est sur deux passerelles de bois, construites en quelques heures, qu'à présent s'engagent petit à petit, l'une après l'autre, des théories d'hommes, de chevaux, de camions et de mules, sans que jamais la foule de soldats qui couvre la pierraille du fleuve en semble diminuée. Car cette multitude pullule, et descend toujours et toujours de la berge, comme si quelque infatigable et invisible Deucalion y semait sans trêve de la race humaine. Au crépuscule, ce passage de l'armée victorieuse au point tout récemment conquis de haute lutte exaltait l'âme. Vues de loin, les silhouettes commençaient à se détacher en noir sur les passerelles. Elles avaient l'air rude et sombre : c'étaient les troupes du châtiment.

Quand j'ai traversé à mon tour ces deux bras du Piave fougueux et d'une si étrange couleur de turquoise morte, de jaspe livide : « Là, pensais-je, une fois encore dans l'histoire du monde, le parti sombre aura reculé devant le parti de la

lumière, la violence et l'oppression devant la dignité latine... » Et je n'écoutais pas sans émotion mugir sous mes pieds cette eau furibonde qui les touchait presque, et qui, si peu d'heures auparavant, roulait du sang.

Mais nous nous approchions de la bataille bien davantage, le lendemain ! Nous suivions alors les tranchées autrichiennes établies sur la rive gauche, beaucoup plus près de l'embouchure, vers San Dona di Piave. Là, plus de galets à sec : le fleuve, uni en un seul bras, et toujours aussi véhément, se précipite à pleins bords entre deux digues herbues dont l'une, la gauche, domine complètement l'autre, où se trouvaient les lignes italiennes. Or, il y avait un jour à peine, on se massacrait encore sur ces rives. Les tranchées ennemies regorgeaient d'objets abandonnés n'importe comment, jetés n'importe où : armes, approvisionnements, munitions, vêtements, mobiliers, chaises et couchettes, ustensiles de ménage, papiers, livres (je note pour les curieux que des romans français, traduits en allemand, gisaient assez nombreux, entre autres le *Doktor Pascal*, *von Émile Zola*), correspondance, lettres commencées, linges sinistrement rouges, photographies, affreuses peintures figurant soit des enfants blonds à grosses jambes, soit des *gretchen*, etc... et tout cela renversé, piétiné, souillé de fange, sinon de sang... Hélas! il y avait aussi de plus poignants débris, quand je ne me souviendrais que de certaine main coupée,— autrichienne apparemment, car de ses doigts raidis, elle indiquait la direction du sauve-qui-peut,— quand je n'évoquerais enfin que d'humbles corps en tunique gris-vert, reposant çà et là pour jamais, et devant lesquels nous nous découvrions au passage.

Poursuivant la revue triomphale et funèbre à la fois, nous parvînmes à San Dona, ou plutôt à ce qui fut San Dona. Un amas lamentable de décombres : ce déchirant spectacle me fut offert trop souvent, dans la pauvre chère France, pour qu'il m'inspirât ici grande surprise. Mais quelle pitié!... Mon compagnon, bon et brave soldat, ne disait plus mot, si son visage demeurait courageusement calme : il était né à San Dona, en effet, y possédait en 1914 sa maison de famille, ses souvenirs et ses livres, et depuis un an y savait installé l'ennemi héréditaire. Il revenait chez lui pour la première fois.

Au tournant de la grande rue du bourg, mieux détruite encore que les autres : « Ah! fit-il, ma maison n'existe plus. »

En même temps, il montrait de sa canne un monceau de ruines, derrière quoi l'on apercevait un joli jardin aux arbres blessés. « Lieutenant, lui demandai-je, pourquoi passez-vous si vite? Vous pourriez peut-être retrouver quelque cher bibelot parmi les décombres... » Point de réponse. Il se hâtait en silence, gagnant la lisière du village. J'ai compris alors : il allait au cimetière. Je l'y suivis de loin, et l'ayant rejoint : « Voyez... » me dit-il, très pâle. Devant lui, un chaos : c'était le caveau des siens, au fond duquel s'entr'ouvraient des cercueils rompus... C'est peu, devant certaines douleurs, que de se taire, les larmes aux yeux, et de serrer une main en détournant la tête.

Notre auto dut se frayer la route, au retour vers Padoue, entre des chariots transportant des bateaux pour les ponts, des pieux, des pilotis, toute une brigade avec son artillerie, ses mules, ses bagages. L'exode d'un peuple!... Le soir, au mess, éclataient et resplendissaient les nouvelles. Un commandant revenait de Conegliano, où la population délivrée délirait de joie. Montrant un ignoble morceau de pain noir, tout gluant, que l'Autriche distribuait aux campagnes : « C'est une paysanne, dit le commandant, qui me l'a donné. Et elle a ajouté en riant : Bon voyage, commandant, et adieu Caporetto! »

*
* *

Faut-il l'avouer, au milieu de cette joie contenue encore, mais si frémissante et profonde, ma pensée revenait sans cesse à celui qui avait tant voulu, prédit et chanté la Victoire, à celui qui, dès l'août de 1914, avait déjà déclaré la guerre aux Barbares, à l'ami qui nous consolait tous dans Paris menacé, à l'ardent prophète de Quarto, à l'infatigable soldat de l'Italie en armes, à l'héroïque et patient blessé, à l' « oseur » de Pola, de Buccari, de Vienne, au porte-parole et porte-drapeau de son pays, au grand et cher Gabriele d'Annunzio? Tout mon cœur me poussait vers le patriote passionné qui avait dû tellement souffrir l'an dernier à pareille date, et dont l'avion prenait sans doute aujourd'hui, — et radieusement! — son vol au-dessus des *kaiserlicks* reconduits à coups de sabre...

J'ai toujours frissonné en entendant Gabriele d'Annunzio parler de l'Italie. Il n'est pas seulement le fils, mais aussi l'amant de son pays : et sa tendresse brûlante et concentrée lui

sort par les pores de la peau, dirait-on. Sur tous les sujets, il s'abandonne avec plaisir, et parfois avec coquetterie, à son lyrisme naturel et charmant. Toutefois, dès qu'il s'agit de sa patrie, le poète change de ton, non moins que de visage; il se replie sur lui-même, en quelque sorte, et se recueille : on croirait qu'il s'arme. Sa voix devient extraordinairement douce, paisible : mais on y sent je ne sais quoi, qui serait « capable de tout. » Il fait presque peur. Il commande, en tout cas.

Or, son champ d'aviation se trouvait au Lido, bien près de Padoue... Me refuserais-je l'émotion d'aller me jeter dans ses bras?

Il y a quelque chose de gênant à gagner Venise au fin matin, en arrivant de Fusina par une brume de Toussaint, dans une chaloupe automobile qui bondit sur l'eau grise. On se trouve comme confus, car la ville Anadyomène vous ouvre sévèrement sa Giudecca entre des bâtisses sans grâce, et semble vous avertir d'un ton qui plaisante peu : « Où donc, étourdi, penses-tu te rendre? Dans une cité des rêves? Mais regarde autour de toi. Vois mes usines, mon chemin de fer, mes magasins, et ces vastes bateaux. Oublies-tu que je suis un port, et même un excellent port, des plus actifs? »

Bientôt pourtant, voici la Dogana, le palais des Doges étayé et cuirassé de plâtras, plusieurs vaisseaux de guerre, puis la grande lagune... Le canot file toujours, et le Lido s'approche. Enfin, l'on y touche.

Un petit embarcadère, une auto grise, celle précisément du commandant d'Annunzio... Il va venir *subito*, me dit le soldat chauffeur. Et en effet, presque aussitôt un autre canot aborde rapidement : c'est lui! Déjà il s'avance, les mains tendues. L'affection me fait battre le cœur, et quelque piété s'y mêle.

A-t-il changé, depuis ce morne hiver de 1915, où je l'ai vu pour la dernière fois? Guère. Il est amaigri, peut-être. Il porte une casaque de cuir fauve. Son képi de commandant le coiffe jusqu'aux oreilles. Nulle recherche dans son habillement; il paraît seulement certain mécanicien de grade supérieur : on sent qu'il va travailler.

Derrière les hangars du champ d'aviation, qui se trouve à San Niccolò, au bout du Lido et contre la passe, — un mauvais terrain, déclarent les spécialistes, trop étroit pour de grands appareils, — s'élèvent des baraquements de bois : tout cela très

balayé, propre et bien tenu. Le commandant d'Annunzio ne doit aimer ni le désordre, ni le laisser aller. Il me fait entrer en une longue cabane fort soigneusement peinte, et qui rappelle, ainsi placée parmi les arbres, quelque avenante maison de pionnier dans un monde nouveau : c'est son quartier général, il y possède un petit appartement, un « campement » plutôt. Dans la première pièce, on établissait des meubles, un comptoir : « Nous ferons ici un bar, » me dit-il. Après quoi, il me montre, en sa chambre ornée avec beaucoup de goût, deux vieux saints de chêne vermoulu qui sourient vaguement aux survenants : « Voici saint Fortuné et sainte Aventurine, les deux patrons de l'escadrille. » Les placera-t-il dans le bar? Ou les ramènera-t-il au ciel dans son avion, quelque jour?

Nous gagnons ensuite une salle un peu plus vaste, à fenêtres basses, — l'on eût cru pénétrer dans le salon d'une frégate, — où des jeunes gens, tous en tenue d'aviateur, consultaient des cartes, ou attachaient de longs rubans verts, blancs et rouges à de petits sacs portant l'écusson d'Italie. Des yeux brillants, la voix gaie, le geste prompt, l'allure vive : le plus âgé de ces pages n'avait pas vingt-cinq ans. « Ce sont mes pilotes et mes observateurs, » me déclara le commandant. Tous lui font le salut militaire. Il leur serre la main, et me présente. Devant l'un d'eux : « Voici Gabriellino, mon fils, » fait-il. Et il ajoute : « Gabriellino est observateur, comme moi. Vous voyez là un bon soldat d'Italie. »

Dès ce moment, et quand la plupart se remirent à nouer leurs sacs, — sachets aux couleurs joyeuses, contenant une proclamation du poète, et qui étaient destinés à être lancés du haut des avions, en signe de liesse et d'anniversaire, pour la fête de la Toussaint, — une sorte de grâce guerrière me séduisit beaucoup, à savoir la nuance très particulière du respect que tous les subordonnés du commandant d'Annunzio témoignaient à celui-ci. Jamais il n'élevait la voix, ni ne parlait autrement qu'avec une extrême sérénité et une vraie camaraderie; et de même chacun lui répondait-il du ton le plus confiant, ainsi que le plus affectueux. Néanmoins, ces jeunes gens, presque tous officiers, se plaçaient comme instinctivement dans une position militaire, réunissaient les talons sans y penser, et tout en souriant, si d'aventure ils plaisantaient, portaient malgré eux la main à leurs képis. Et dans le personnel

inférieur, même affection chaude et visible, unie à la même déférence profonde. Sans doute le commandant n'avait-il point exigé cette qualité de l'amour et du respect confondus : mais elle était née d'elle-même autour de sa gloire, de son courage et probablement de sa bonté, de son attachement envers toute l'escadrille qui portait son nom.

Car elle porte son nom, en réalité. On tente de l'appeler autrement. « Désormais, me confie-t-il, on va la nommer officiellement l'escadrille de saint Marc. Nous allons donc placer partout ici ce nouvel emblème, le lion de ville des Doges. » Officiellement, soit. Pourtant, dans le pays, on dit « l'escadrille d'Annunzio. » Et dans l'histoire, on s'exprimera de même.

Et c'est juste. Il serait difficile que deux blessures de guerre, — dont l'une fut, hélas! la perte d'un œil, — deux grades conquis sur le champ de bataille, un grand nombre de citations, d'incalculables vols de combat, les exploits de l'Adriatique, le raid de Vienne et autres imprudents coups d'éclat, n'imposassent point à des soldats. Un commandant d'escadrille se repose parfois : Gabriele d'Annunzio, jamais. Et l'on doit noter qu'il a dépassé l'âge où trop d'autres, en se ménageant, sont tenus pour des sages. Il serait impossible que le labeur écrasant de cet administrateur méticuleux, qui se relève parfois la nuit, et travaille quotidiennement jusqu'à une heure ou deux du matin à des rapports militaires, à des projets, à des œuvres de propagande, à des discours, à des articles destinés à enflammer l'armée, ne soulevât point l'admiration étonnée de ses subordonnés (1). Il serait étrange enfin qu'ils oubliassent que ce chef si brave et si laborieux est le poète Gabriele d'Annunzio, rien de moins.

Mais voici le commandant debout. Je le suis sur le champ

(1) Bien mieux, on accable en outre l'écrivain de demandes et de suppliques. Pas une société ne se fonde, qu'il ne doive fournir une devise, ou adresser quelques mots. Publie-t-on des images patriotiques, on le sollicite pour les légendes. On l'a même officiellement chargé, tout récemment, de composer le glossaire italien de l'aviation. Cette science étant là-bas nouvelle, en effet, a fait naître des termes bizarres et comiques, simple travestissement du français, tels que *capotare*, *cabrare*, *atterrare*, *amerrare*, *decollare*, etc. Gabriele d'Annunzio rectifiera sans peine. On le sait philologue excellent. Il a le sens de la valeur et de la vie des mots. Comme je l'interrogeais, touchant le genre à attribuer au fleuve Piave : « On dit généralement *le* Piave, me répondit-il. Cependant *la* Piave se dit aussi : ce fleuve a les deux genres. Quant à moi, je l'ai nommé le Piave tant qu'il nous arrêta : c'était alors un mâle. Mais depuis que nous l'avons passé, c'est seulement une femelle, et je ne l'appelle plus que la Piave. »

d'aviation, parmi les Bessonneaux. On s'empresse autour de lui, il a regard à tout, surveille tout, me montre orgueilleusement les sveltes appareils qui ont survolé Vienne, ainsi qu'un grand et splendide avion dont lui firent don les irrédents. De toutes parts se trouvent peints des symboles et des devises. Sur les carlingues, je lis : *Sufficit animus* (Le courage suffit), ou bien : *Tramite recto.* (Par la route droite.) Ailleurs, c'était : *Semper adamas.* (Toujours de diamant, ou d'acier.) *Cominus et eminus ferit.* (Il frappe de près et de loin.) *Io ho quel che ho donato.* (J'ai ce que j'ai donné.) *Più alto e più oltre.* (Plus haut et plus loin.) *Memento audere semper.* (Souviens-toi d'oser toujours.) Le tout sous des aigles, des ailes, des proues, des cornes d'abondance, etc... La beauté, la poésie, le rêve se répandent partout, dans son escadrille, par ses soins et sa volonté. Ajoutez-y l'énergie et l'audace (1). Il n'en est pas seulement le commandant, mais vraiment l'animateur. Il y a longtemps que, dans les lettres, nous le nommons ainsi.

Enfin : « Je vais m'habiller ! » fait-il... Et il nous quitte.

Quelques instants après, reparut à nos yeux une sorte de personnage polaire, une boule de lainages bruns doublés de triples fourrures. Comme il souriait, on éprouvait plutôt l'impression de la légèreté, comme si un coup de vent dût enlever tout à l'heure cette houppe de laine. Mais en son visage enserré par le passe-montagne, ses deux yeux, — même celui qui fut blessé, — semblaient énormes, puissants, effroyablement volontaires, des yeux de haut vol, d'implacables yeux de proie !

Entouré de tous, il se rend vers l'avion dont il a fait choix pour sa reconnaissance d'aujourd'hui : il s'agit d'aller atterrir, s'il se peut, près de Pordenone, sur le champ d'aviation de la Comina, sans doute évacué à cette heure par l'ennemi. Le commandant prend fort à cœur cette expédition, parce qu'il a débuté dans l'aviation militaire à la Comina, et y a vécu de longs mois merveilleux avant Caporetto. Quelles qu'eussent été les objections des pilotes, touchant l'état du ciel, ou celles de ses amis, vu l'incertitude au sujet de la présence ou de l'absence

(1) Sans omettre la fierté, non dépourvue d'impatience. Ce matin-là, justement, comme un journaliste d'une nation neutre faisait demander, avec l'autorisation qu'il fallait, la permission de visiter l'escadrille, le commandant s'écria soudain, blanc de colère : « Répondez que le commandant d'Annunzio ne veut pas ! Dites qu'il refuse net de montrer à un neutre son camp et ses armes ! » Et il fallut que le messager s'en fût avec cela.

des arrière-gardes autrichiennes, il a décidé de revoir aujourd'hui même la Comina : et il n'est pas aisé de le faire changer d'avis (1).

Parvenu à la carlingue... Mais quoi ! décrirons-nous l'envolée d'un avion ? Cette fois, c'était l'auteur des *Laudi* qui quittait le sol... Ah ! je me l'étais bien juré, pourtant, de ne point songer à Pégase !... Et puis, au dernier moment, quand les roues se sont détachées de l'herbe, je n'ai pu m'en empêcher.

L'attente du retour fut longue, bien longue... Tout à coup, tandis que nous guettions les moindres frissons de la nue, il y eut alerte au rivage. Sous les canons du fort, au milieu d'un silence impressionnant, un torpilleur portant le drapeau blanc entrait lentement dans la passe, où le guidait un petit monstre de guerre, nommé *Mas*. Quoi donc ? Un bateau de la flotte autrichienne qui se rendait ?... Renseignements pris, ce n'étaient que des envoyés de Parenzo, qui venaient demander de l'aide et du pain. Mais en ces minutes encore, l'aile de la Victoire caressait la lagune.

De nouveau, le temps passe. L'inquiétude nous prenait, la clarté baissant déjà, quand un murmure nous parvint du ciel : « Le commandant !... » Et chacun de courir.

L'avion se précise, tournoie au-dessus du champ comme un faucon sur la proie, puis s'abat, et se pose. La foule s'empresse... Du haut de la carlingue élevée comme une chaire, d'Annunzio pâli par le vent des nuages, les yeux agrandis encore, hirsute et comme farouche sous ses lainages, brandissait entre ses gants énormes un gouvernail d'avion où était peinte une croix noire, et s'écriait en italien, d'une voix que je reconnus à peine : « Dix, mes gars, nous en rapportons dix pareilles ! Dix croix d'Autriche, ramassées à la Comina ! Et du butin tant qu'on en veut ! La canaille est en débandade ! Nous avons revu les payses, vos amies de l'année dernière... » C'était le triomphateur haranguant la tribu !

Moins d'une heure après, le canot automobile nous rame-

(1) Gabriele d'Annunzio croit moins au danger qu'à ses fétiches, dont il emporte avec lui une grosse bourse pleine : balles qui devaient le tuer, fragments de mitraille, etc. Et quant au péril... Une bombe autrichienne, tombée tout près de lui, ne cassa qu'une verrerie fragile en sa chambre : or, le lendemain même, il allait en avion voler sur Pola, et laissait choir sur le quai du port les fragments du vase brisé, enfermés dans un joli petit sac, avec sa carte. Ces insolences sont pour lui le sel de la vie.

nait tous deux à Venise, au seuil de la Casetta Rossa, palais minuscule sur le Grand Canal où loge le commandant d'Annunzio. A peine la porte ouverte : « Voulez-vous me donner un instant? me dit-il. Le bain délasse, à la suite d'un long vol... » Sur quoi, il disparut, me laissant en compagnie courtoise et jolie, dans son salon, — et la féerie a commencé.

Je crois qu'un enchanteur, en effet, donnait des coups de baguette. J'allais de surprise en surprise, ce n'étaient que métamorphoses soudaines et minutes charmées.

Il n'y a qu'un instant, j'errais sur un champ d'aviation sévère et nu. La nuit menaçait de sombres hangars, noyait déjà les cordes des avions et les canons des batteries. Et soudain je me trouvais transporté dans je ne sais quel coffret de Longhi, paré, ciselé, ornementé, et je cherchais des yeux mon masque blanc et mon manteau à sérénades. Là-bas, dans le crépuscule, on grelottait sous le brouillard d'extrême automne, le danger d'autrui serrait le cœur, on parlait de combats, de mort et de rivaux en débâcle, un grand oiseau armé fondait du ciel. Ici, le feu jasait dans la cheminée aux porcelaines fines, l'on avait chaud, l'on souriait aux nouvelles du soir, et l'on contait des anecdotes de Rome et de Paris. Tout à l'heure, un conquérant de l'air, d'aspect presque féroce sous sa carapace bourrue, étreignait de ses mains gigantesques la dépouille ennemie, et s'adressait à la foule d'une voix inconnue. Or, voici que maintenant cet homme sauvage entrait au salon, et c'était un officier d'une élégance exquise, mince comme un bachelier, et tout brillant d'or. Quatre rangs de rubans glorieux ornaient sa tunique gris perle, sans parler de la médaille des mutilés, portée comme la plaque d'un ordre, et à laquelle, hélas! il a droit, sans oublier non plus les deux chevrons de blessures, puis les deux couronnes pour grades gagnés au feu, brodées sur la manche au-dessus de l'insigne du commandement, puis les ailes de l'aviateur. Le ceinturon lui serrait la taille, le haut col blanc de la brigade Novara amenuisait son visage... Vraiment, cet officier de cour était-il bien le même que le terrible chef des oiseaux de proie du Lido?

Le dîner eut lieu dans une petite salle à manger galante, toute en glaces anciennes, relevées de guirlandes. Vers la fin du repas, le maître du logis fit emplir de champagne les coupes de verrerie précieuse. « Ce vin vient de Reims, me dit-il.

On me l'a offert voici quelques semaines, quand je suis allé en avion revoir la chère France, et nos troupes qui combattent là-bas, unies à votre admirable armée. J'ai rapporté ces bouteilles ici par la voie des airs. C'est un peu de la grâce de chez vous qui a survolé les Alpes. » Puis, élevant sa coupe et touchant la mienne : « Au passage du Rhin ! » fit-il... Ah ! Gabriele d'Annunzio sait recevoir.

Le poète a beaucoup parlé. On sait ce qu'est sa conversation : le plus lumineux et savoureux mélange de lyrisme et de malice, de douceur affable et de violence paisible, de confiance et de retenue, d'images magnifiques et de gaîté imprévue, de camaraderie charmante et d'une soudaine noblesse, le tout environné toujours et comme parfumé d'une courtoisie d'un autre temps. A quoi bon essayer de noter ce qui fut le sourire ou la fantaisie de cette fête vénitienne ? Des pages et des pages n'y suffiraient point. Mais il me souvient surtout de ce qui m'a beaucoup ému.

Un sujet, entre autres, me troublait. Il me fallut bien avouer au poète à quel point ses amis souffraient de le voir à tout instant et sans trêve risquer sa vie : qu'il ne vole donc plus, miséricorde ! qu'il se repose enfin, il a donné à son pays tout ce que les meilleurs des citoyens peuvent offrir à leur patrie, son âme et son esprit, sa volonté, son énergie, son sang, presque sa vue...

— Mais non pas sa vie ! s'écria-t-il... Comment vous, qui vous dites mon ami, pouvez-vous souhaiter que je ne meure pas au feu, et en plein ciel ? Quelle vieillesse me destinez-vous donc ? Celle d'un homme de lettres à mitaines, qui écrira des ouvrages, assis comme un rond-de-cuir à son bureau ?... Oh ! non. J'ai trop goûté à la vie hasardeuse et sublime de l'espace et du vent, j'ai trop joui du danger, j'ai trop besoin maintenant de tenter, d'oser ! J'aime de passion le vol. Voudriez-vous que je menasse l'existence d'un commandant podagre, qui signe des pièces ? Jamais je ne me sens plus heureux que là-haut, loin de toutes les pauvretés et langueurs humaines... En outre, faut-il vous l'avouer ? j'adore la guerre. Après l'avoir souhaitée de toutes mes forces, pour l'honneur et la gloire de l'Italie, après avoir lancé l'appel aux armes, sur le rocher de Quarto et le balcon du Capitole, je tremblais de voir mes forces me trahir au moment de prendre pour si longtemps

l'épée. Or, mon corps m'a permis de faire ce que voulait mon énergie. Et, d'ailleurs, la volonté est magique : elle peut tout, exactement tout. Ce fut pour moi un second étincellement de la jeunesse. Ne fût le sang d'autrui qui coule, je serais tenté de considérer avec effroi la fin de la guerre... »

Il s'arrêta un instant, et reprit d'un air dur : « J'espère d'ailleurs que nul Sénat, ni qu'aucun pasteur de peuples, envisageant comme Marc-Aurèle les affaires du monde au nom de la philosophie, n'arrêtera nos armes avant que les Barbares ne jonchent la route jusqu'à Vienne et jusqu'à Berlin. Je compte voir cela avant de mourir triomphalement! »

Et comme à ce mot je me fâchais encore, Gabriele d'Annunzio baissa les yeux, et prit sa voix très nette et très calme, celle qui lui vient aux lèvres dès qu'il nomme son pays :

— L'Italie, fit-il, est une patrie jeune. Elle n'a pas vos siècles d'unité, vos siècles d'histoire. Elle n'a pas votre immémoriale tradition de peuple déjà soudé et grand lors des Croisades. Puissé-je donc maintenant, par toute ma vie, jusqu'à la mort incluse, contribuer à la tradition de la jeune Italie! »

Un jour, un obus tomba sous ses pas, et par miracle l'épargna. Les fantassins qu'il commandait en ce temps-là (1) enlevèrent la ceinture métallique du projectile, et la lui offrirent ensuite, après y avoir fait ajouter par un orfèvre un feuillage d'or et un rameau d'argent. La branche d'argent, lui déclarèrent ces braves, est pour le poète; et les feuilles d'or, pour le soldat. Je l'ai vue, cette couronne, et me demande parfois si ces simples gens n'ont pas exprimé la vérité : l'or est pour le soldat... Toutefois, l'on n'a qu'à se réciter quelques vers du poète, et alors...

J'essaie de lui persuader qu'après la guerre, il pourra, et peut-être devra, vu son immense autorité, jouer un puissant rôle. Mais il secoue la tête : « Je suis habitué à pétrir l'âme des soldats, matière ardente, accessible aux sentiments fougueux et purs. Que pourrait devenir ma parole dans la puanteur des intérêts bas et des manœuvres politiques? » Évidemment, la

(1) « Pendant la guerre, dit-il avec désespoir, j'aurai donc fait tous les métiers : fantassin, officier de liaison, d'état-major, marin, aviateur. J'aurai tiré le fusil, lâché la bombe et lancé la torpille. Mais à cause de mes yeux, il me faut craindre les galops trop rudes : si bien que je n'aurai pas pu charger, moi qui suis d'une brigade de cavalerie, cavalier dans l'âme, qui ai tant adoré et compris les chevaux! »

majesté des Parlements lui apparaît moins que la noblesse militaire.

Après le dîner, il veut bien me montrer l'étrange manuscrit des *Nocturnes*, œuvre tourmentée, faite de rêveries et de visions, qu'il composa durant sa longue et cruelle torture, lorsque, sous la menace de devenir aveugle, il dut demeurer des semaines et des mois couché dans une obscurité complète, avec les pieds plus hauts que la tête. C'est un amas énorme de bandes de parchemin, sur chacune desquelles il n'était possible de tracer qu'une seule ligne à la fois. On renouvelait sans cesse la bande sous ses doigts, et il écrivait ainsi dans l'ombre, au milieu de souffrances continuelles. A peine aujourd'hui s'il peut lui-même en déchiffrer certaines. Mais la plupart sont très lisibles... Je touche avec respect ces traces de douleur et de beauté.

Puis, la soirée s'avançant, assis tous deux devant le feu, et seuls maintenant, nous avons abordé le grand sujet qui nous est si cher, et peut-être nous fit amis :

— Quand je me rappelle, dit-il, ce que la France a fait en 1914!... Savez-vous que c'est moi, et j'en suis très fier, qui ai pour la première fois écrit ces mots : « Le miracle français, » dans un article du *Gaulois*, au début de ce tragique août 14?... Quand donc j'évoque la Marne, l'Yser, l'incroyable sursaut d'énergie de Verdun, et toute l'épopée; et lorsqu'aussi je songe à notre Italie, lancée soudain dans la plus monstrueuse guerre, sans préparation suffisante, manquant de presque tout, et se décidant ainsi par dignité nationale, non sans fort bien savoir à quelle fournaise elle courait, et malgré l'opposition féroce d'un tiers du peuple; si j'évalue en pensée le nombre d'usines que mes compatriotes ont su créer au milieu de la tourmente, la véritable disette qu'ils ont subie, les perpétuelles et sournoises résistances intérieures qu'ils durent surmonter; pour peu que je croie assister encore à l'épouvantable souffrance de Caporetto, à l'affolement, au deuil public qui l'ont suivi, puis au redressement admirable, au splendide arrêt sur le Piave, à la reprise héroïque et furieuse de soi-même à laquelle tout un peuple aura su se contraindre, — car c'est notre miracle italien, le Piave !... Dès que je réfléchis enfin à ces merveilles de l'histoire humaine, il me semble que nos deux patries fraternellement unies seraient capables, à elles seules, de soulever l'univers! Au lieu que séparées... Ceux qui nous diviseraient

pour des vétilles ou des questions de protocole mondial, seraient des criminels et des traîtres, sinon peut-être pis encore, des cerveaux nains, et donc antipathiques... « L'Italie et la France représentent la Latinité, c'est-à-dire la fleur du monde. Les races latines conservent en dépôt la beauté parfaite. Elles ont imposé le règne de l'intelligence. Elles savent que la force des brutes s'effondre toujours, et veulent que l'esprit soit le chef, le seul chef!... »

Longtemps nous devisâmes ainsi de la belle amitié italo-française, que tous deux nous souhaitons indissoluble et fraternelle avec tant de ferveur!

— D'ailleurs, reprit le poète après un moment de rêverie, je suis très optimiste. Les vieux entêtés, à préjugés séniles, mourront. J'ai toute confiance en la forte jeunesse de l'Italie. L'avenir m'apparaît radieux.

De quel ton il prononce ce mot, « la jeunesse! » Qu'il est bien de son pays en ce culte passionné de l'avenir, lui que certains étourdis ont accusé parfois d'être « passéiste! »

— Pourquoi, lui demandai-je, ne prendriez-vous pas à tâche d'instruire la France, touchant l'Italie, et réciproquement?

— Parce que je suis suspect, me répondit-il en souriant. Chez vous, on jugerait que je loue trop ma patrie. Ici, on estimerait que je célèbre trop ma seconde patrie.

Quand je quittai le lendemain le commandant d'Annunzio sur le Lido, il s'apprêtait, ivre de joie, à s'envoler vers Trieste. Il y voulait porter une bannière italienne « de 12 mètres sur 9,» depuis longtemps tenue en réserve. Mais, par une précaution délicate non moins qu'affectueuse, il faisait aussi détacher et placer dans sa carlingue la petite cloche de son champ d'aviation, car on sait que les voleurs d'Autriche ont dépouillé tous les clochers triestins de leur pauvre âme...

Le commandant put-il ce jour-là descendre sur la Terre Promise? Sans doute. Peu après, en tout cas, quand ses amis français, le 11 novembre, ont gagné la leur, il envoyait à l'auteur de ces lignes cette frémissante, cette émouvante dépêche :

« *Toute parole est vaine. J'embrasse en vous mes chers frères de France.*

« *Gabriele d'Annunzio.* »

MARCEL BOULENGER.

L'ALSACE ET LA LORRAINE RETROUVÉES

I

JOURS D'ALLÉGRESSE

L'Alsace et la Lorraine sont en fête. Depuis quarante-sept ans, elles vivaient dans le deuil. Brusquement le voile noir, qui recouvrait leurs regrets et leurs espérances, s'est déchiré et les trois couleurs proscrites leur sont apparues dans un rayonnement de gloire. De tous les cœurs, si longtemps comprimés et meurtris, de folles acclamations ont jailli.

Qu'ils aillent donc passer quelques heures dans nos villes et nos villages libérés, les sceptiques qui élevaient des doutes sur l'inébranlable fidélité de mes compatriotes à la France. Ils verront une population ivre de bonheur, qui ne sait comment exprimer son allégresse ; ils verront les maisons pavoisées du haut en bas avec des moyens de fortune, ils verront des soldats français portés en triomphe. Et la spontanéité comme l'éclat de toutes ces manifestations collectives leur prouveront l'intensité d'un sentiment longtemps contenu qui détone comme les gaz subitement libérés d'une torpille.

Que de fois, au cours des conférences que j'ai données durant les années de la guerre, n'ai-je pas entendu des hommes mal avertis me dire : « Êtes-vous bien sûr que les Alsaciens-Lorrains n'ont pas perdu le souvenir de leur glorieux passé et que l'intérêt ne les rive pas au puissant empire allemand ? » Je répondais toujours : « Mes compatriotes, je les connais. Ils n'ont jamais douté, ils n'ont jamais fléchi. Race vigoureuse

entre toutes, race obstinée et bien décidée à ne pas se laisser absorber par une civilisation qui lui est étrangère, ils peuvent paraître se résigner à l'inévitable; mais rien ne pourra briser leur résistance passive. Quand la France enfin victorieuse rentrera dans ses provinces reconquises, elle trouvera les mêmes hommes qui envoyèrent en 1871 à Bordeaux les députés de la protestation. Et vous assisterez alors à un spectacle, comme jamais on n'en a vu, celui d'un peuple tout entier qui, dans l'extase de la patrie retrouvée, acclamera interminablement ses libérateurs, ses frères retrouvés. »

Ce spectacle, nous y assistons depuis deux semaines et il ne provoque de surprise que chez ceux qui ignoraient tout et de notre tempérament et de notre histoire. L'Alsace et la Lorraine, rançon de la France vaincue, sont le gage de la victoire française. Hier, elles souffraient en silence pour la patrie « momentanément absente de leurs foyers. » Aujourd'hui, elles fêtent avec un enthousiasme délirant la patrie retrouvée. Leur exil fut long et douloureux; mais l'ivresse du retour n'en est que plus joyeuse. Ah! cette étreinte du gai revoir comme elle est douce après l'interminable séparation!

Et voyez comme l'attachement à la France était profond chez les anciens annexés. En ces jours de bonheur, aucune note discordante ne se fait entendre. Ils sont tous là, nos intrépides paysans, nos vaillants ouvriers et ces braves petits bourgeois qui avaient conservé, au milieu des pires difficultés matérielles et des plus cruelles tortures morales, le culte du passé. Mais les autres, les demi-ralliés par faiblesse ou par intérêt, ne manquent pas davantage à l'appel. Du fond de leur âme, les vieux sentiments innés, l'appel ancestral de la race sont tout à coup remontés, dissipant, comme un vent de tempête, les petites habiletés, les calculs mesquins, tout ce brouillard de diplomatie naïve qui n'avait pas réussi à les étouffer.

Croyez-moi, ceux-là aussi sont sincères quand ils saluent très bas le drapeau de la France. Leurs défaillances d'autrefois n'étaient pas une trahison, mais l'expression du doute, du découragement, — chez beaucoup, du désespoir. Dieu nous garde, au lendemain de la victoire, de nous montrer trop sévères pour ces faibles, qui aimaient, eux aussi, l'ancienne patrie, la patrie de toujours; mais qui avaient perdu la foi dans son relèvement et qui aujourd'hui, agréablement étonnés de retrouver la

France plus belle, plus glorieuse qu'aux plus beaux jours de son histoire, lui reviennent sans arrière pensée, avec le seul regret de n'avoir pas cru en ses destinées immortelles.

Il y eut quelques renégats, mais combien peu nombreux, pendant les terribles jours de l'épreuve ! Ceux-là, le peuple les connaît et il ne leur pardonnera pas leur lâche abandon ; mais la France, toujours généreuse, ne tiendra pas rigueur aux hésitants que la dureté du joug allemand et la longueur de la veillée d'armes avaient trouvés insuffisamment armés pour la lutte. D'avance, je m'étais porté garant de la loyauté de ces indécis, et pourtant les nationalistes, mes amis, avaient eu tant à souffrir de leur atrophie politique ! Il m'est d'autant plus agréable de constater maintenant combien mes prévisions étaient justes. Il n'y a pas d'Alsacien-Lorrain, à part quelques rares exceptions, qui ne soit heureux de redevenir Français. Voilà ce que proclament hautement, à la face de l'ennemi abattu et des neutres jusqu'ici sceptiques, les manifestations dont les provinces reconquises nous donnent le réjouissant spectacle.

Dans un journal mulhousien, qui jusqu'ici avait été condamné au silence par les rigueurs de la censure allemande, je lisais, à la date du 13 novembre, donc plusieurs jours avant l'entrée triomphale des troupes françaises dans la grande ville industrielle, la phrase que voici : « Nos maîtres ne se doutaient pas des combats qui se livraient dans nos âmes ; mais il est une chose qu'ils devront dorénavant admettre : le plébiscite a eu lieu en Alsace-Lorraine. »

Oui, le plébiscite a eu lieu et, du premier coup, sans avoir exercé aucune pression sur les électeurs, la France recueille l'unanimité des suffrages. Et pourtant l'Allemagne aux abois, l'Allemagne désespérée de perdre des provinces, dont la richesse était nécessaire à sa prospérité, avait tout tenté, jusqu'à la dernière heure, pour essayer de retenir sous sa domination les annexés de 1871. Tant que la victoire avait favorisé ses étendards, elle avait sans pitié, avec une barbarie sadique, écrasé les Alsaciens-Lorrains sous la botte de son militarisme brutal. Puis, quand vinrent les mauvais jours, le gouvernement de Berlin fit une brusque évolution. L'autonomie du pays d'empire, toujours refusée en temps de paix, fut offerte aux annexés sous le feu des canons français, autonomie large,

presque illimitée. Un Alsacien devint statthalter, un autre secrétaire d'État. Pleine et entière liberté fut accordée au parlement de Strasbourg de régler à sa guise le nouveau statut national.

Il était trop tard. Les Alsaciens-Lorrains refusèrent le cadeau que leur faisait l'Empire. Les Allemands tentèrent alors une nouvelle manœuvre, la dernière. Ils essayèrent d'organiser un pétitionnement en faveur de la neutralisation des deux anciennes provinces françaises. Avec quel zèle ceux qui, la veille encore, parlaient de démembrer l'Alsace-Lorraine et de la rattacher par tronçons à la Prusse et à la Bavière pour en finir, une fois pour toutes, avec l'opposition nationale, s'employaient à démontrer à leurs victimes que leurs intérêts matériels et moraux exigeaient un complet affranchissement! Tout fut mis en œuvre. Aux ouvriers on rappela les avantages de la législation allemande sur la protection du travail; on menaça les viticulteurs de la concurrence désastreuse du vin français. Et puis les industriels des provinces annexées n'allaient-ils pas perdre une clientèle qu'ils ne pourraient pas remplacer? Les croyants n'étaient-ils pas menacés dans l'exercice de leurs libertés religieuses?... Les Allemands reniaient ainsi tout leur passé de persécutions mesquines pour tenter, par l'évocation de dangers imaginaires, de retenir au moins l'Alsace-Lorraine dans leur union douanière.

Vains efforts! Le souvenir de leurs crimes contre le droit des gens était trop vivace pour que les Alsaciens-Lorrains pussent prêter l'oreille à ces objurgations désespérées. Je citerai encore, à ce propos, quelques phrases de l'article auquel j'ai fait un emprunt plus haut. La *Landeszeitung* de Mulhouse écrivait, au lendemain de l'armistice : « La guerre vint. L'Alsace-Lorraine ne manifesta aucun enthousiasme pour cette guerre. Le cœur saignant, elle pensait aux frères d'au delà les Vosges. Elle fit néanmoins son devoir en souffrant de douleurs qu'ignoraient tous les autres pays. Et la récompense? Son sort fut effroyable. Ceux-là même pour qui elle était contrainte de sacrifier ses biens et son sang la traitèrent comme un pays ennemi. Qu'on nous épargne tout récit et toute description. Ceux qui nous ont écrasés payent maintenant leur dette au centuple... Quand nous pensions autrefois pouvoir servir de trait d'union entre la France et l'Allemagne, l'hypothèse de la

neutralisation était encore acceptable. Pour les Français, la réalisation de ce plan aurait comporté une dure renonciation, mais le bonheur d'épargner au monde les horreurs de la guerre aurait été inappréciable. Ce n'était qu'un rêve. Plus la guerre se prolongeait, plus sa réalisation devenait impossible. N'était-il pas évident que l'Allemagne ne consentait à nous faire cadeau de la neutralisation, que parce qu'elle ne pouvait plus nous garder? »

C'est ainsi que la dernière tentative du germanisme oppresseur échoue comme les autres. Les Alsaciens-Lorrains ont gardé le souvenir cuisant des quarante-sept années de tortures qu'un vainqueur sans générosité leur avait infligées. Si aujourd'hui ils crient à pleine poitrine : « Vive la France ! » c'est parce que, pendant près d'un demi-siècle, on les punissait de prison quand ils laissaient s'échapper ce cri du cœur. Si les façades de leurs maisons et leurs poitrines portent les trois couleurs françaises, c'est parce que les peines les plus sévères étaient prononcées par les tribunaux allemands contre ceux qui les arboraient. Toutes les rancunes accumulées par l'interminable et sauvage persécution éclatent au grand jour. Fini le cauchemar ! Finie la servitude ! Ah ! ceux-là seuls qui ont connu l'ingéniosité des tortionnaires de l'Alsace-Lorraine peuvent comprendre ce que signifie pour les annexés le drapeau de la France flottant sur les clochers des provinces délivrées !

Et qu'on me permette ici d'insister particulièrement sur un fait que généralement on ignore et que d'aucuns voudraient méconnaître. L'Allemand, quelle que fût son origine, qu'il vînt du Nord ou du Sud de l'Empire, qu'il appartînt à la caste des fonctionnaires ou qu'il fût simplement commerçant et industriel, devenait rapidement un espion et un bourreau. Les immigrés formaient une nation dans la nation, un État dans l'État. Tout les séparait de la population indigène, le langage, les mœurs, les traditions de famille, les usages. Systématiquement, ils se refusaient à s'assimiler au milieu où ils vivaient. En revanche, ils cherchaient par tous les moyens à enlever toute individualité à notre peuple. Cette lutte entre deux civilisations *(Weltanschauungen)* était de toutes les heures, de tous les instants. Loin de l'atténuer, le temps ne faisait que la rendre plus âpre, plus violente. On avait tenté, de part et d'autre, des rapprochements ; on avait essayé de trouver des formules

d'amnistie. Tous ces efforts étaient restés sans résultat appréciable.

Longtemps les Allemands avaient espéré qu'avec la disparition des vieilles générations, l'opposition nationale s'atténuerait. Or, plus on allait et plus l'antithèse entre deux races, qui ne pouvaient se comprendre, s'accentuait. A la veille de la Grande Guerre, nos jeunes gens étaient plus éloignés par l'intelligence et par le cœur des fils d'immigrés que nous ne l'avions été des premiers Allemands venus s'installer dans le pays. Il y avait antinomie complète entre nos inclinations. La durée des fréquentations ne faisait que l'accuser chaque jour davantage. A tous les degrés de l'échelle sociale, on retrouvait les mêmes contrastes.

Depuis que les pratiques de guerre des Allemands sont connues, on comprendra mieux comment en temps de paix ils n'arrivaient à provoquer que la haine et le mépris. Imbus de préjugés de race monstrueux, persuadés de leur incomparable supériorité intellectuelle et morale, accoutumés par ailleurs à se soumettre sans réflexion aux ordres de leurs chefs, persuadés que, grâce à leur discipline et à leur talent d'organisation, ils avaient la mission de régénérer le monde, ces insupportables pédants, doublés d'adorateurs de la force brutale, ne pouvaient que remplacer la persuasion par la contrainte. Non contents d'obtenir l'obéissance extérieure aux lois, ils essayaient constamment de cambrioler les consciences. L'acceptation résignée du fait accompli ne leur suffisait pas. Ils demandaient aux Alsaciens-Lorrains d'admirer la Germanie et de se déclarer heureux d'y appartenir. Et cette déclaration, ils exigeaient qu'elle fût répétée à tout propos et hors de tout propos. Pour un peuple fier, énergique et indépendant, comme celui de l'Alsace-Lorraine, ces prétentions étaient exaspérantes. J'ai connu des ralliés de la première heure qui, dégoûtés de cette surveillance de tous les instants, de ces perpétuelles incursions dans le domaine de la vie privée, nous revenaient en disant : « Non ! décidément, il n'y a pas moyen de vivre avec ces gens-là ! »

Qu'on ne s'imagine pas naïvement que la défaite transformera la mentalité allemande. Le virus a trop profondément atteint les moelles de la nation pour qu'on puisse espérer et attendre une évolution rapide. Pendant un demi-siècle, le Ger-

main, que son atavisme barbare préparait d'ailleurs à cette déformation mentale, a été savamment entraîné à la cruauté vis-à-vis des vaincus, comme aux appétits de conquête. Difficilement il se résignera, même après l'écroulement de ses rêves monstrueux, à reprendre un rang modeste dans la société des nations. Nous autres, qui l'avons vu à l'œuvre, nous savons combien l'intellectuel, comme l'homme du peuple, l'industriel comme l'ouvrier, ont, chez les Allemands, le culte exclusif de la force et dédaignent la bienveillance et la bonté.

Oderint dum metuant, telle fut leur devise en Alsace-Lorraine, tel fut leur mot d'ordre pendant la guerre. Partout où ces reîtres ont passé, même là où, comme en Ukraine et en Lithuanie, ils prétendaient venir en libérateurs, ils ont semé la haine et récolté la révolte. Bismarck, qui s'y connaissait, disait déjà : « Nous ne savons pas nous faire aimer, » et il semblait tirer de là quelque orgueil. Est-il dès lors surprenant qu'en Alsace-Lorraine la domination prussienne ait été abominée tant par les anciens, qui avaient connu et chéri la France, que par les jeunes, qui n'avaient vécu qu'avec des Allemands ?

Voilà pourquoi nos deux provinces saluent avec un enthousiasme débordant leur libération de ce joug odieux, de ces contacts répugnants. Je savais que cet enthousiasme serait prodigieux. L'événement a cependant de beaucoup dépassé mon attente. C'est qu'aussi la cruauté allemande s'était, au cours des dernières années, surpassée elle-même. De rares et sinistres échos nous en arrivaient parfois par-dessus la ligne de feu ; mais ce n'est qu'aujourd'hui que, dans les récits indignés des victimes, nous en percevons toute l'horreur. Il semble qu'avant de quitter le théâtre de leurs anciens exploits, les Allemands aient voulu détruire jusqu'aux derniers vestiges, non de l'affection, mais de l'indulgence des annexés. Fusillades, pillages, réquisitions féroces, emprisonnements, amendes, rien n'a été épargné à ceux que, par une poignante ironie, les tyrans appelaient des « frères retrouvés. » L'Alsace-Lorraine n'oubliera jamais cette dernière épreuve.

Le mauvais rêve a pris fin. La France rentre chez elle. Ses enfants l'accueillent avec des cris de joie délirante. Ils ont confiance dans l'avenir. Ils ne doutent pas que la mère patrie

n'apporte à panser leurs plaies le plus absolu dévouement. Ayant souffert pour elle (et combien et avec quel courage et quelle endurance!), ils attendent d'elle de légitimes compensations. La France n'oubliera pas qu'à ces malheureux, qui ont si vaillamment fait leur devoir, elle est redevable de retrouver sa place dans le concert des grandes Puissances. C'est parce que les Alsaciens-Lorrains, demeurés fidèles à son drapeau, malgré les plus dures privations, affirment avec tant d'éclat leur volonté de lui revenir, qu'elle retrouvera ses frontières naturelles sans se soumettre à l'humiliation d'une consultation populaire.

Qui donc, en effet, pourrait encore exiger un plébiscite quand, dans les villes et les villages d'Alsace, l'armée française est reçue avec de si éclatantes manifestations de joie, quand, à toutes les fenêtres des maisons et des chaumières d'Alsace et de Lorraine, flotte le drapeau tricolore?

Il me reste à signaler un dernier détail, plus caractéristique que tous les autres. De nombreux Allemands immigrés sont restés dans les provinces reconquises. Hier encore hautains, hargneux, ignoblement délateurs, ils sont aujourd'hui polis jusqu'au servilisme. On les voit dans les rues quémandant un sourire et une poignée de main. Ils mettent à pavoiser leurs immeubles aux couleurs françaises un empressement, dont ils ne comprennent pas le caractère dégradant. A tous ils affirment qu'ils seront heureux de changer de nationalité. Pour un peu, ils chanteraient : *Frankreich über alles.* Les Alsaciens-Lorrains, les vrais, ne s'indignent même pas de ces manifestations lamentables de la platitude allemande. Ils connaissent trop leurs anciens maîtres pour ne pas avoir épuisé pour eux toutes leurs réserves de mépris.

Et puis leur bonheur est trop grand et dès lors indulgent. La réaction viendra demain. Elle sera peut-être terrible. Pour l'heure, les grandes vagues de la joie populaire déferlent seules sur l'ancien pays d'empire. Vive l'Alsace-Lorraine française... à jamais!

E. Wetterlé.

II

LE PÈLERINAGE A METZ

Le soleil s'est levé ce matin dans un ciel de victoire. La lumière de ce jour d'automne, presque d'hiver, est plus douce qu'une aube de printemps. Tout le long de cette route qui s'en va directement vers l'Est, au cœur de nos provinces délivrées, on voit resplendir aux façades rustiques des plus humbles maisons les couleurs triomphantes de la patrie. Au delà des collines harmonieuses de l'Ile-de-France, au creux des combes de la Brie champenoise, sur les rives de la Marne illustrée par l'histoire d'autrefois et par l'épopée d'hier, plus loin, aux bords de l'Ornain et de la Saulx, sur les chaumes du Barrois qui est, en quelque sorte, le seuil de la Lorraine, il n'y a pas un village, pas un hameau qui n'arbore avec fierté le faste de nos drapeaux illuminés de gloire. Et l'on voit que, dans ces agrestes logis où les bonnes gens de France ont tant travaillé, tant peiné pendant la Grande Guerre, les cœurs sont si heureux maintenant! — si heureux parce que désormais, au-dessus des tombes récentes et des douleurs inapaisées, la patrie, relevée de ses humiliations d'hier, confiante dans son labeur de demain, se sent plus forte que jamais, et sûre de l'avenir.

Cette route, qui nous conduit à Metz, est une voie historique, illustrée, d'un bout à l'autre, par les images d'un passé plein de rayons et d'ombres. Aux endroits marqués par les stations douloureuses de l'Année terrible, on reconnaît aujourd'hui les étapes qui ont jalonné, pour les soldats de la Marne, le chemin de la victoire. On voit, au bord de la route, les cimetières où se pressent les croix de bois, indicatrices du coin de terre française qui a recueilli les restes sacrés des héros et des martyrs de la grande bataille où l'ennemi fut frappé d'un coup décisif. On voudrait pouvoir s'arrêter devant toutes ces tombes

glorieuses, lire pieusement tous les humbles noms qui sont inscrits sur ces croix, afin de remercier personnellement, du fond du cœur, chacun de ces enfants de France, dont le sacrifice volontairement consenti, héroïquement accepté, nous permet de trouver maintenant, au terme de cet austère et doux pèlerinage, l'accueil de la terre promise.

De Verdun à Briey, dimanche, 17 novembre.

On sort de Verdun par la rue Chevert en ruine, la place d'Armes bordée de décombres, la rue Saint-Pierre démolie; on franchit la porte Chaussée, et l'on suit jusqu'au delà des faubourgs, l'avenue d'Alsace-Lorraine.

Cette avenue rejoint la caserne Chevert et se prolonge par la route nationale de Paris à Metz, laissant à gauche les forts de Souville, de Tavannes et de Vaux. A chaque instant, sur cette route, on voit ce qu'a souffert ce pays meusien. Des fragments de maisons, des épaves de villages jonchent, comme après un naufrage, la fluctuation des collines et l'ondulation des plaines. La rafale de feu et de fer a écrêté tous les murs, écimé tous les arbres.

Des bâtisses, des vergers et des habitants de la commune d'Eix nous n'avons pas retrouvé d'autres traces visibles que deux ou trois pans de murailles lézardées, qui achèvent de s'effriter sur un sol encombré de cailloutis, de plâtras et de charpentes chavirées.

Étain, gros chef-lieu de canton, que peuplaient, avant la guerre, trois milliers d'habitants, n'est plus qu'un désert où, par des brèches béantes, on devine péniblement le labeur commercial et industriel d'autrefois. Quelques enseignes, encore accrochées, dans la rue principale, aux façades trouées des boutiques et des magasins vidés de toute marchandise, racontent le négoce d'antan, l'époque déjà lointaine et quasi préhistorique où l'hôtel de la Sirène et les dix auberges de cette localité abritaient, chaque vendredi, les nombreux clients attirés par le marché aux grains. Les panonceaux des trois notaires ont disparu avec leurs études et leurs archives. Les deux banques d'Étain ont été pillées. Les trois pharmacies sont introuvables. Rien ou presque rien ne reste plus du collège où les agriculteurs de la contrée aimaient à faire éduquer paternellement leurs enfants. Le néant de toutes ces choses mortes,

cette abolition totale du passé, l'absence de tous ceux qui ont vécu, travaillé, souffert dans ces maisons, tous les détails de cette désolation complète ont quelque chose de poignant, qui rend cette visite particulièrement pénible. On ne peut savoir ce qui s'est passé à Étain pendant cette nouvelle occupation de quatre années, puisqu'on ne trouve personne à interroger. L'horloge du clocher a perdu son cadran, de sorte que la notion du temps s'abolit au milieu de ces ruines qui n'ont plus d'âge, ni de forme, ni de voix.

Il est visible que les Allemands ont séjourné longtemps à Étain, et que, pour s'y mieux installer, ils avaient multiplié, autour du bourg, les organisations défensives. A peine a-t-on franchi la passerelle qui traverse la petite rivière d'Orne, venue de la Woëvre, qu'aussitôt on entre dans une zone où s'enchevêtrent les ronces rouillées du fil de fer barbelé. L'avenue de platanes par laquelle on arrive à Étain est camouflée. Au tronc des beaux arbres, plus ou moins écorchés, nos ennemis ont suspendu des rideaux de clayonnage qu'enlèvent les pionniers américains occupés à la réparation de la route crevassée.

Le mouvement et la vie n'ont reparu dans ces parages qu'aux approches de l'armée du général Dickman en marche vers les points d'occupation qui lui sont assignés sur la rive gauche du Rhin. Cavalerie, infanterie, artillerie défilent en bel ordre. C'est un long déploiement d'uniformes khaki, sortis hier des tranchées de l'Argonne, et cheminant d'étape en étape, en colonnes ininterrompues, sur cette grande route de l'Est. Les hommes, confortablement équipés, munis de gilets en cuir fauve, gantés de mitaines ont le teint vif, la mine avenante, l'air grave et enjoué tout ensemble. Ces robustes garçons, ces *boys* aux joues roses, aux dents blanches, aux yeux clairs, sont plus jeunes et plus alertes que jamais, sous le bonnet de police, le « calot » léger qui se penche crânement sur l'oreille, et qui remplace le casque, désormais suspendu à l'une des nombreuses courroies du havresac. Les officiers, habillés comme les hommes, reconnaissables seulement à quelques discrètes pattes d'épaule en or ou en argent, cheminent en serre-file, une badine à la main. Les cavaliers, bien montés sur des bêtes vigoureuses, ont des selles au pommeau garni de métal, au troussequin surélevé, avec des étriers de cuir à la mexicaine. On nous

montre, sous un fanion rouge, une batterie du 6e régiment, dont les canons ont tiré les premières salves de l'artillerie américaine sur les positions allemandes. La plupart des soldats américains ont piqué à leur vareuse ou à leur casaque la cocarde tricolore. On voit de petits drapeaux bleu, blanc et rouge, arborés à l'affût des pièces légères ou lourdes, aux ridelles des voitures régimentaires, au capot des camions automobiles, au frontail des chevaux. Les cuisines roulantes elles-mêmes sont pavoisées.

Chemin faisant, les colonnes de l'armée américaine rencontrent des prisonniers qui vont en sens inverse, venant des camps plus ou moins éloignés d'où les Allemands nous les renvoient dans un pêle-mêle savamment bariolé. Ces pauvres gens sont lamentables avec leurs brassards jaunes, leurs casquettes jaunes et noires, leurs nippes déguenillées, leur allure éreintée de besaciers errants. Quelques-uns de ces malheureux ont des bonnets d'astrakan à la mode cosaque. Pourquoi cet arrivage de Russes dans nos lignes? Serait-ce une des conséquences de la rupture du traité de Brest-Litowsk? Quoi qu'il en soit, nos amis d'Amérique les accueillent, les ravitaillent, les réchauffent. Plus d'une fois, nous avons vu des groupes de prisonniers, mêlés, autour d'un feu de bivouac, à des équipes de soldats américains. On découpe, pour eux, des tranches de pain blanc. On vide à leur intention le contenu des boîtes de conserves ou des pots de confitures. On ajoute à ces secours matériels le réconfort moral d'une bonne poignée de main. Et nos gens, heureux enfin de l'aubaine qui s'ajoute à leur délivrance, oublient pendant quelques instants les geôles d'Allemagne, détournent de leur mémoire le souvenir obsédant des camps de représailles et s'en vont, appuyés sur leurs bâtons, prenant d'un pas moins lourd et d'une démarche moins lasse le chemin de la prochaine étape sur la route où ils auront besoin d'une rééducation progressive pour goûter pleinement les bienfaits de la liberté.

Rouvres, le dernier village du canton d'Étain, en allant vers Briey, est en ruine. C'est là qu'on entre dans la partie du département de Meurthe-et-Moselle qui fut occupée par les Allemands jusqu'à ces derniers jours. Les quelques habitants qui ont pu rester à Fléville sont là, guettant notre auto, nous obligeant à stopper. Et ce sont des mains tendues, des yeux qui pleurent,

des voix qui se réjouissent doucement, de bonnes figures d'enfants à embrasser. Et que de questions!

— Aurons-nous bientôt la poste?

— Avez-vous des journaux de France?

— Qu'est-ce qui se passe?

Ces braves gens ne connaissent à peu près rien des événements récents qui ont retourné la face de la guerre et changé à notre profit, le cours des choses. Ils ont vu les Allemands partir. Les jeunes garçons du village, envoyés en reconnaissance, à bicyclette, ont annoncé l'approche de nos alliés, la délivrance. Alors, on a fait un drapeau avec des bouts d'étoffe bleue, blanche et rouge. On l'a hissé tout au haut du clocher, si haut qu'il domine toute la commune.

Et nous repartons à regret, au milieu des souhaits et des bénédictions :

— Bonjour!... Bonjour!... Revenez bientôt! Dites à Paris qu'on rétablisse la poste, qu'on nous envoie des lettres, des journaux, des nouvelles!

A Lubey, petite commune du canton de Briey, il y a deux habitants et un drapeau. La commune de Lantéfontaine, jadis prospère et florissante par ses laiteries, ses exploitations de carrières, sa scierie mécanique et ses entreprises de transports, est encore marquée de l'empreinte des Boches. Au bout du village, on trouve une *villa Totermann*. Mais que dirait ce Totermann, s'il pouvait revoir sa « villa? » Elle est toute fleurie de drapeaux tricolores.

Une descente assez rapide, où l'auto roule doucement, entre deux rangées de maisons dont les fenêtres s'ouvrent comme des yeux inquiets. Ce cri :

— Des Français!

C'est Briey, la cité industrielle, le centre du bassin minier, le réservoir du fer lorrain que l'Allemagne employait, depuis plus de quatre ans, à fabriquer des armes contre la France. L'aspect de Briey n'a rien qui ressemble aux traits habituels des paysages métallurgiques. La présence des hauts fourneaux ne gêne pas les voyageurs, satisfaits de rencontrer en ce canton réputé surtout pour la fécondité de son sous-sol, pour la puissance de ses forges et de ses aciéries, une petite ville accueillante et douce, aimablement située entre le bois des Chèvres et le bois Saint-Martin, dominée par le clocher carré

d'une vieille église qui semble faite à souhait pour le plaisir des paysagistes. Mais aujourd'hui, en ce beau dimanche libérateur, les impressions se succèdent si rapides, les sensations se suivent, si fortes, les émotions se multiplient, si profondes, qu'on ne saurait en suivre à loisir le cours précipité. Nos regards lisent en même temps, sur un écriteau allemand : *Achtung!* et sur une pancarte française : *Soyez les bienvenus!* L'*Ortskommandantur* est parée de lanternes vénitiennes, sorties sans doute d'une *kantine* qui les destinait à célébrer d'autres solennités.

Nous nous arrêtons au bas d'une rue, sur une place. La conversation s'engage :

— Quand sont-ils partis?

— Hier soir.

Et c'est une rapide énumération des procédés vexatoires dont les habitants de ce pays ont pâti durant les quatre longues années où ils furent prisonniers des Allemands. Défense, sous peine d'amende, de circuler en ville sans une carte d'identité. Règlements incessants et taquins, enquêtes fréquentes, investigations indiscrètes, espionnage continuel, mainmise sur les moindres détails de la vie sociale et même de la vie privée; quel régime!

Et c'est ainsi que nos malheureux compatriotes de l'arrondissement de Briey ont vécu depuis le mois d'août 1914.

— Nous étions accablés de réquisitions, nous dit l'un d'eux. Les billets de logement étaient de plus en plus nombreux, à mesure que les années s'écoulaient. Ils avaient établi chez nous une école d'officiers qui se renouvelaient sans cesse, occupant nos maisons à tour de rôle. Nos maisons d'ailleurs ont été pillées. De plusieurs il ne reste plus que les quatre murs.

M. Reblé, maire de Moûtiers, commune toute proche de Briey, nous donne des renseignements sur la manière dont ils ont exploité les mines pendant tout le temps de l'occupation. La plupart des mines sont endommagées par leurs malfaçons. Ils ont « saboté » tous les appareils et outillages, gâché les laminoirs, les machines soufflantes, les moteurs électriques.

Au moment où nous quittons Briey, nous sommes rejoints, au tournant de la route de Spincourt, par un groupe de jeunes gens à bicyclette. L'un d'eux crie joyeusement :

— Ils ont laissé à Mancieulles tout un dépôt de munitions!

De Spincourt à la frontière, lundi, 18 novembre.

Encore une jolie matinée, un peu froide, mais si pure! Ciel de saphir et de perle. Atmosphère limpide où les arrière-plans teintés de carmin et de mauve prennent des tons de fraîche aquarelle. Un étang, parmi les terrains d'ocre et de bistre, a des miroitements bleus. Dans ce décor, qui semble arrangé pour une vie paisible, on ne voit que des troncs d'arbres sciés, des réseaux de fil de fer barbelé, des poteaux de télégraphe aux godets innombrables, des pylônes métalliques surmontant des observatoires, toute la machinerie de guerre, tout le mécanisme barbare dont les Allemands avaient combiné les engrenages pour l'écrasement de la civilisation et pour l'anéantissement de nos libertés. Quelle profusion d'inscriptions boches, d'avertissements, de défenses! *Spurfahren verboten*... Et plus loin: *Achtung! Feldbahn.* Il y avait ici un camp de Saxons, encore indiqué par un écriteau et par une flèche : *Zum Sachsenlager.*

Dans le village de Spincourt, qui est occupé par des fantassins américains, et où l'on ne rencontre pas un seul habitant, voici une baraque en planches qui servait de salle de bain aux officiers du roi de Saxe : *Offizierbad.* Plus loin, c'est un grand cimetière allemand, près du cimetière de la paroisse. Enfin, c'est la limite du cantonnement : *Ortsgrenze.*

A Nouillon-Pont, petite commune qui comptait, avant la guerre, une population de trois cents âmes, nous ne voyons personne, mais deux drapeaux français flottent sur une maison dont la façade est encore barbouillée de grimoires germaniques.

Un vieux clocher, coiffé d'ardoises surgit au milieu de maisons de Rouvrois-sur-Othain, posées de guingois aux abords d'une rue que les sujets de l'ex-roi de Saxe ont dénommée gracieusement *Barbarastrasse*, en l'honneur d'une des princesses de la dynastie qui a cessé de régner au château de Dresde. Maisons rustiques à souhait, dont les toits de tuiles moussues et les murailles criblées de crevasses pourraient offrir des nids à tous les oiseaux de la création. Mais les oiseaux sont partis, chassés, eux aussi, par les Boches. Plus de poules aux poulaillers; plus de pigeons aux pigeonniers. Pas un chat dans les rues, pas un chien même. Où sont les habitants?

Tandis que nous mettons pied à terre pour examiner un

parc d'énormes pièces lourdes que les ennemis ont laissées là, toutes camouflées de badigeon vert et brun, embourbées dans le sol durci par le gel, une porte s'ouvre, timidement. Une jeune fille apparaît au seuil d'un humble logis. Figure douce, de ce type meusien que le peintre lorrain Bastien-Lepage aimait à célébrer dans la beauté simple de ses tableaux d'histoire ou dans la probité véridique de ses portraits. Ces yeux bleus, très doux, ce teint clair, pâli par des années de tristesse, ce sourire chargé de mélancolie, la nuance tendre de ces cheveux blonds, tressés en lourdes nattes, mêlent une vision de grâce et de jeunesse à la désolation de ce village presque entièrement déshabité. Nous saluons cette jeune fille. Nous entrons dans la maison. Ses parents sont là, craintifs encore et comme hésitants devant l'évidence de leur libération. Précocement vieillis, endoloris par les interminables jours de ces quatre années d'épreuves et de catastrophes, ils semblent brisés par une sorte de courbature morale. Comment ont-ils pu vivre tout ce temps, en exil sur leur propre domaine, séparés de leur patrie, sans autres nouvelles que les rumeurs mensongères dont la propagande ennemie multipliait savamment les échos? Ils ont deviné la victoire ; ils ont vu le départ des envahisseurs ; ils ont compris la signification de l'armistice, puisque, par une fenêtre de leur pauvre maison, nous apercevons un drapeau qui flotte à la fenêtre d'un de leurs voisins. Un gendarme, à bicyclette, est venu leur apprendre la bonne nouvelle. Mais ce brave homme, obligé de continuer sa tournée et d'aller plus loin réconforter les cœurs, n'a pas pu leur en dire bien long. Que de choses ils ignorent! De combien de soins matériels et de quel ravitaillement moral n'auront-ils pas besoin, encore mal éveillés de l'horrible cauchemar, pour comprendre tout à fait, pour reprendre goût à la vie, au travail, à l'espérance, pour continuer, après cette sinistre interruption qui fut une douloureuse coupure, leur existence de Français!

Nous réitérons nos questions coutumières :

— Quand sont-ils partis?

— Avant-hier, à dix heures.

— Ont-ils pillé?

— Ils ont brûlé des meubles. D'ailleurs, auparavant, ils avaient pris tout ce qui leur convenait en fait de mobilier, de linge.

— Combien ont-ils laissé de personnes sur le territoire de la commune?

— Environ soixante-dix. Autrefois, nous étions près de trois cents. Au mois de mars 1915, ils ont commencé les évacuations.

— Ils vous faisaient travailler?

— Oh! pour ça, oui! répond le père, avec un soupir qui révèle toute l'accablante fatigue de ces corvées.

Il reprend :

— La petite était obligée de travailler dans les champs, du matin au soir, avec les autres enfants du village, garçons et filles. Elle a beaucoup souffert. Avec ça, elle a eu la fièvre typhoïde, dont elle n'est pas encore bien remise.

Nous quittons ces pauvres gens, le cœur serré. Mieux, hélas! que par leurs paroles dolentes, les maux qu'ils ont subis se révèlent par le silence poignant de la route déserte où nous devons continuer ce pèlerinage et poursuivre cette enquête. Quel spectacle plus pénible qu'une terre sans terriens, un labour sans laboureurs, un pays sans paysans! Ah! les Allemands sont décidément passés maîtres dans l'art de faire le vide autour d'eux. Ils ont d'ailleurs laissé derrière eux beaucoup d'épaves, une ferraille considérable et une grosse quantité de matériel. Au sortir d'Arrancy, voici, près d'un cheval mort, une de leurs locomobiles routières en panne. C'est une machine appartenant à la *Baudirektion n° 5*. A l'entrée de Longuyon, la rue est bordée d'une interminable file de canons de tout calibre, laissés là par leurs artilleurs, et rangés à la queue leu leu. Les Allemands sont partis hier matin.

— Vous arrivez, pour ainsi dire, sur leurs talons! nous dit, à l'entrée de l'hôtel de ville, une pauvre femme qui semble avoir gardé de leur présence un souvenir particulièrement douloureux.

Cette femme est un témoin, dont nous avons recueilli, sur-le-champ, la déposition tragique. Son mari, un honnête artisan de la ville, âgé d'une cinquantaine d'années, a été fusillé par les Allemands, avec plusieurs centaines d'autres habitants de Longuyon, dans la sanglante journée du 24 août 1914. Elle raconte ce drame simplement, posément, sans gestes ni éclats de voix. Mais on sent qu'elle éprouve un sentiment de consolation et de réconfort, à pouvoir enfin dénoncer le crime et demander justice.

Dans une rue à laquelle nos ennemis ont donné le nom de Ludendorff, nous rencontrons des personnes qui précisent quelques détails de cette tuerie préméditée par le grand état-major de Berlin, conformément aux doctrines de son manuel de guerre *(Kriegsbrauch im Landkriege)*, exécutée, sur place, avec une incroyable sauvagerie.

— Si vous allez au cimetière, nous dit-on, vous y trouverez les tombes des deux plus jeunes victimes de ces assassinats. Ce sont deux petits garçons, l'un de onze ans, l'autre de neuf ans, les enfants de Mme Chrétien, fusillés sous les yeux de leur mère, qui elle-même fut blessée par les bourreaux de ses fils qu'elle voulait couvrir de son corps.

— De plus, ajoute un autre témoin, la maison de Mme Chrétien a été brûlée.

— M. Jules Collignon, retraité des chemins de fer, âgé de cinquante-six ans, le meilleur des hommes, ils l'ont fusillé, le 24 août, dans sa propriété de la Gaillette.

— L'abbé Braux, notre curé-doyen, l'abbé Persyn, vicaire, ont été fusillés le même jour, en même temps que Louis Martin, facteur; Eugène Valentin, chauffeur des chemins de fer; Pierre Toussaint, rentier; Jean Burtin, retraité; Nicolas Reinalter, garde-frein; François Delcourt, comptable; et le vieux père Leroy, âgé de quatre-vingt-quatre ans...

Les noms des victimes se pressent ainsi sur les lèvres des témoins qui n'ont échappé que par miracle au même sort. La liste funèbre s'allonge sans cesse, dans sa tragique vérité. Impossible de douter du crime monstrueux. Les noms, les lieux, le détail des circonstances sont trop précis, trop accablants.

Un jeune homme de dix-sept ans, rencontré sur la place de l'Hôtel-de-Ville, nous dit :

— Ils m'avaient emmené, moi aussi, avec d'autres qu'ils ont fusillés aux casernes. Mais j'ai pu réussir à sauter du camion et à me cacher dans la forêt. Plus tard, ils m'ont attaché cinq fois, au poteau, sur la route.

Mme Pierre, veuve d'un coiffeur de Longuyon, qui fut tué le 24 août, au matin, par un officier allemand, nous apporte son témoignage :

— Ils sont venus à la maison, nous dit-elle, sous prétexte de chercher un soldat. « Un soldat? leur ai-je dit, mais mon mari

est âgé de cinquante ans!... » Alors, sans répondre, ils m'ont battue comme plâtre, ils m'ont traînée dans la chambre. Je me suis sauvée au grenier, ils m'ont battue encore. Ils m'ont lancée du haut en bas de l'escalier. J'ai alors vu mon pauvre mari. Un officier l'a tué d'un coup de revolver. C'était le lundi 24 août, au matin.

Ce récit nous est fait en présence de M. Finot, adjoint, faisant fonctions de maire, sûr garant de la sincérité du témoin. Peu s'en fallut que l'honorable adjoint ne rejoignît dans leur fosse sanglante les pauvres gens, ainsi assassinés à coups de fusil ou de revolver. N'ayant jamais quitté ses administrés, il s'était « habitué à cette idée. »

Nous demandons à cet honnête homme s'il serait possible de connaître les noms des officiers allemands qui ont commandé ces atrocités.

— C'est difficile pour l'instant, répond-il. Car, au commencement de la campagne, cela changeait quelquefois dans l'espace d'une demi-journée. Si l'un d'eux ne voulait pas fusiller la population, un autre venait...

Ce témoignage établit clairement que l'ordre réglant ces carnages méthodiques venait de très haut. Si quelque subalterne répugnait à l'horrible besogne, l'autorité supérieure le remplaçait aussitôt par un instrument plus docile ou moins dégoûté. C'était le temps où, dans cette même ville de Longuyon, le soldat Louis Farger, du 46e régiment d'infanterie, a parfaitement vu les Allemands achever des blessés français à coups de crosse, tandis que son camarade Henri Simonet, du 161e, blessé, le 24 août 1914, à Billy-sous-Mangiennes, assistait, de son côté, non loin d'ici, à des scènes toutes pareilles, et ne devait son salut qu'à l'épaisseur des blés parmi lesquels il s'était caché.

Nous avons entre les mains la liste nominative et complète des personnes assassinées à Longuyon par les officiers de l'armée allemande. Cette liste nous est remise par M. le maire, qui a bien voulu la faire relever, à notre intention, séance tenante, sur les registres de l'état civil. On y trouve, entre autres victimes, une petite servante de quinze ans, Pauline Gœury, un ouvrier de dix-huit ans, Gaston Rollin, un écolier de quinze ans, Auguste Thomas, Albert Welter, ajusteur, âgé de vingt ans, Marcel Thomas, manœuvre, âgé de dix-neuf ans,

Camille Siméon, dix-sept ans, et son frère cadet, un jeune menuisier de seize ans, Marius Mouter, quelques maçons italiens, parmi lesquels un enfant de quatorze ans, Joseph Cornelio... Innocentes victimes, dont le sang laisse une empreinte ineffaçable, une tache indélébile sur l'armée allemande.

Avant de s'en aller, le général-lieutenant von Seydewitz, inspecteur des Étapes, a éprouvé le besoin d'adresser une proclamation à ses camarades de la 5e armée et de leur expliquer l'armistice à sa façon, disant que le monde presque entier, *(fast die Ganze Welt)* étant jaloux du développement militaire et commercial des Allemands, s'est attaqué brusquement à cette inoffensive Allemagne, qui ne désirait que la paix... On connaît le thème. Il a été développé à satiété par la presse officieuse d'outre-Rhin.

En allant de Longuyon à la frontière, on traverse Tellencourt et Villers-la-Chèvre, deux petits villages à peu près déserts. La porte fortifiée de la citadelle de Longwy, timbrée d'un écusson du temps de Vauban, s'ouvre sur un amoncellement de ruines. Mais, un peu plus loin, le dernier village de la Lorraine française, Mont-saint-Martin, est en fête. Pas une fenêtre qui n'ait son drapeau. Les gens sont sortis sur la route, causent avec animation, commentent les événements, se réjouissent de voir qu'il n'y a plus un soldat allemand en Lorraine.

Juste à ce moment, en effet, un dernier détachement de l'armée du Kaiser franchit la frontière, entre deux rangées de maisons blanches, toutes pavoisées aux couleurs de la France et de la Belgique. La population est dehors, afin de voir partir, pour toujours, ces intrus, qui s'en vont enfin, au milieu des signes évidents de la joie unanime et du soulagement universel que suscite partout leur départ. Ce sont des fantassins de la landwehr, vêtus de tuniques en gros drap grisâtre, coiffés de calots plats à bande rouge. Ils ont généralement de grosses barbes roussâtres ou blondasses, des yeux pâles, des figures inexpressives et dures, comme fermées à toute influence de lumière et de joie. L'un d'eux, un vétéran au poil grison, porte sur sa tunique l'insigne noir de la croix de fer. Ils font halte, un instant, au bord de la route, comme pour se compter, s'alignent vaguement, puis reprennent leur marche pesante et traînante, capitaine en tête, sergent en serre-file, s'en allant, le fusil en bandoulière, d'un pas de défaite, sur

ce chemin qu'ils avaient parcouru, en sens inverse, d'une allure conquérante, en ordre de bataille, sous l'œil arrogant du Kronprinz.

Dans la ville de Longwy, ressuscitée, nous assistons à l'entrée de la 102e division américaine. Les couleurs du drapeau étoilé et de notre drapeau sont les mêmes, ce qui rend très facile un pavoisement aussi fraternel qu'instantané. Les habitants du pays se sont assemblés en foule sur les trottoirs de la rue principale où doit passer le défilé. On voit de gentils enfants, habillés en zouaves, en chasseurs alpins. Comment les mères françaises ont-elles pu confectionner ces costumes, aux moments douloureux de la surveillance ennemie? Tout à coup, un silence, un grand émoi, suivi des acclamations de plusieurs milliers de poitrines. La musique de nos alliés a joué *la Marseillaise*. Le jour de gloire est arrivé...

Metz, mardi, 19 novembre.

Tous les villages, aux abords de Metz, sont parés comme pour une fête attendue depuis longtemps. Les drapeaux, frissonnant au vent de cette matinée d'extrême automne, déjà glacée par l'approche du vent d'hiver, mais radieuse tout de même sous la pâleur lumineuse du ciel lorrain, voisinent encore avec les enseignes gothiques et les écriteaux barbares dont quarante-sept ans d'invasion allemande ont encombré, infesté ce paysage si doux, si avenant!

Les Allemands s'en vont. Eux partis, on se sent délivré d'une sujétion permanente, que rappellent seulement ces mots indésirables, encore inscrits sur des pierres, sur des planches de bois ou sur des plaques de fonte, dans la campagne lorraine : *Achtung!... Verboten...* Mais c'est fini, maintenant... On n'aura plus besoin d'une permission pour mettre le nez dehors, d'une permission pour allumer une lampe ou pour l'éteindre, d'une permission pour sortir et d'une autre pour rentrer, d'une permission pour veiller et d'une permission pour dormir. Le mauvais génie du Germain, chagrin et morose par nature, espion par goût, garde-chiourme par vocation, a quitté ce coin de France où va refleurir, en épanouissements merveilleux, après tant d'efforts contrariés et d'espérances déçues, la sève de notre race immortelle. Metz, qui n'a jamais cessé d'appartenir à l'histoire de France, Metz avait cessé de faire partie du terri-

toire français! Jamais peut-être il n'y eut de violence plus opposée à la nature des choses, à l'instinct des gens, à toutes les lois ethniques, nationales, sociales. Tout, chez le Boche, répugne au Messin. On se réveille ici, après un cauchemar qui laisse encore flotter des ombres sur les âmes allégées et rajeunies par le retour de la liberté. C'est ce qui donne un accent si pénétrant, si tendre à la voix des enfants qui, du seuil des portes ouvertes désormais sans crainte, disent aux amis retrouvés :

— Bonjour!... Bonjour!...

— La route de Metz?

L'enfant interrogé répond, avec un émouvant accent de terroir :

— C'est tout droit qu'il faut marcher. A Auboué, on monte une côte...

Au haut de cette côte, encore un écriteau allemand : *Nach Metz*... Mais, cette fois, nous lisons avec satisfaction cette indication routière de nos ennemis. Plus qu'une vingtaine de kilomètres à parcourir, et l'on reverra la porte Serpenoise, l'Esplanade, sans un seul casque à pointe, la cathédrale Saint-Étienne et sa haute flèche, dominant toute la vallée de la Moselle et annonçant de loin aux voyageurs la cité française qui revient au foyer de la mère patrie après une séparation si longue et si cruelle. Quelle émotion que d'avancer ainsi, à travers ce pays de fonds boisés et de collines ondulées, dans l'agreste décor de ces villages naïvement et pieusement pavoisés en l'honneur de la France! Et quelles pages d'histoire nationale très ancienne et toute récente racontent les noms des localités rencontrées en chemin : Sainte-Marie-aux-Chênes, Amanvillers, Saint-Privat, Borny! A droite de notre route, c'est Rezonville, Gravelotte, évoquant les combats épiques où notre armée d'autrefois a mérité de vaincre. Les morts de l'Année terrible tressaillent dans leurs tombes sanglantes, en assistant au triomphe des soldats nouveaux, — leurs fils, — qui ont repris leur effort, soutenu leur querelle et consolé leur douleur. En vérité, ce qu'on éprouve ici ne pourrait se dire. On regarde, sans parler, ces villages, ces hameaux, décorés de bleu, de blanc, de rouge, ces guirlandes suspendues à des ruines, ces signes affectueux des mains agitées en gestes de bienvenue, on entend ce cri, sans cesse répété comme la formule d'une litanie : « Bonjour!... Bonjour!... » Et l'on ne sait comment

exprimer le charme poignant de ce jour, en effet si bon, si beau, si longtemps attendu, enfin venu pour le réconfort de nos cœurs, pour le relèvement de nos ruines et pour la réalisation de nos plus légitimes espérances.

Plus on avance sur la route qui longe les bois de Saulny et de Vigneulles, moins on regarde les enseignes allemandes, indiquant les maisons d'où vont bientôt déguerpir les intrus. On n'y fait plus attention. Ces tristes vestiges d'un passé définitivement aboli s'effacent dans la splendeur de gloire qui environne, comme une auréole, nos armes victorieuses.

Et voici Metz, au delà des bois, à l'horizon, dans la vallée. La cathédrale profile ses formes imposantes sur la grisaille d'un ciel ouaté de nuages légers, dans un paysage dont les discrètes et pénétrantes harmonies font penser aux plus émouvants chefs-d'œuvre de Claude Lorrain. Les clochers aux flèches aiguës ont un élan effilé, svelte, que semble encore alléger l'atmosphère de joie spirituelle où plane cette vision de la terre promise. Revoir Metz, non plus comme hier captive et voilée, mais libre, fière, victorieusement rendue à sa vocation historique, à sa destinée nationale, quel rêve! Et cela est vrai. On se demande encore, par instants, si ce rêve est bien conforme à la réalité, si l'on ne va pas se réveiller d'un songe trop flatteur et retomber dans les deuils et dans les renoncements supportés, jour par jour, au cours d'un demi-siècle d'amertume. Mais non. Le bleu tendre, si joli, des uniformes français éclaire ce décor longtemps assombri par la présence odieuse du *feldgrau*, couleur morose des uniformes allemands. Quelle brave figure a ce territorial casqué d'acier, qui, posté en faction à l'entrée d'un pont, s'avance vers nous avec un large sourire, sous prétexte d'examiner nos passeports! D'un œil cordial, il regarde rapidement nos papiers. Il ne demande pas mieux que de les trouver en règle. Il serait désolé, cela se voit, si l'oubli de quelque formalité administrative nous empêchait d'assister à l'entrée des troupes françaises dans la ville de Metz reconquise. Sa bonne face de soldat-paysan s'éclaire d'une expression de contentement intime. Heureux de constater, du premier regard, que nos pièces sont parfaitement régularisées, authentiquement visées, dûment signées, paraphées, timbrées, il nous les rend d'un geste sympathique, affectueux comme une poignée de main

Le général Mangin, commandant la 10e armée, vient d'adresser à ses compatriotes de Metz une ardente proclamation, affichée sur les murs de la ville en fête : on devine les sentiments et les pensées que font naître dans le cœur et dans l'esprit des Lorrains de Metz, ces nobles paroles où rien ne manque, et qui résument, par leur volontaire brièveté, vaillamment persuasive comme un appel de clairon, ce qu'il faut dire aux populations qui, tout à l'heure, vont admirer, acclamer, sur l'Esplanade, le défilé triomphal de nos soldats libérateurs.

Hélas! Une fâcheuse nouvelle se répand dans la foule et nous attriste. C'est un contre-temps imprévu, c'est un accident qui, Dieu merci, n'aura pas de suites graves. Mais les habitants de Metz seront privés du plaisir de saluer, tout à l'heure, dans sa Lorraine natale, l'intrépide soldat qui fut, dès sa première jeunesse, avec les Gouraud, les Marchand, les Baratier, un des initiateurs de l'œuvre française en Afrique, — le chef prévoyant et résolu, l'entraîneur d'hommes, qui, préparé à toutes les formes de la guerre, se haussant au niveau de toutes les situations, surmontant tous les obstacles, grandissant avec les circonstances, força, sous Verdun, la fortune des armes à se retourner en notre faveur, et sut déclencher, au bon moment, par sa vigoureuse contre-offensive du 18 juillet dernier, l'avance irrésistible dont nous voyons le magnifique aboutissement. Le général Mangin, blessé, ne sera pas là, pour présenter au maréchal commandant en chef les armées françaises, les troupes d'élite qu'il a menées à la victoire ; il ne recevra pas aujourd'hui sa part du triomphe mérité : ses compatriotes seront bientôt consolés de cette déception en trouvant une autre occasion de lui témoigner leur affectueuse reconnaissance et leur admiration fraternelle.

L'enthousiasme du Lorrain, notamment du Messin, est d'autant plus profond qu'il est plus intime, plus secret, moins enclin aux manifestations extérieures. Dans la cité natale du maréchal Fabert, dans ce milieu où la bourgeoisie parlementaire des siècles passés a su maintenir par voie d'héritage une tradition de vertus aussi solides que discrètes, on n'aime pas beaucoup les vociférations inutiles ni les excessives gesticulations. Ici on admire volontiers en silence, on acclame quelquefois en dedans. C'est pourquoi tous les mouvements que font les gens d'ici, tous les mots qu'ils prononcent après mûre

réflexion et connaissance de cause, prennent une portée singulière et un sens particulièrement significatif.

Les jeunes filles de Metz ont épinglé la cocarde tricolore à leurs bonnets lorrains. Le costume des aïeules, tout ennobli de souvenirs et fleuri de grâces héréditaires, sied merveilleusement à la fraîcheur de leur teint rose, à l'éclat de leurs yeux clairs, au charme de leur sourire. On se sent au milieu d'une fête de famille, à qui le tempérament du pays et de la race donne un caractère de touchante gravité. On voit briller des cocardes toutes neuves sur des redingotes cérémonieuses qui, longtemps enfermées, sont sorties de l'armoire des ancêtres pour célébrer ce grand jour. Voici, près du Palais de Justice, à l'entrée de l'Esplanade, un vieux Messin qui porte sur sa poitrine la médaille de bronze, le ruban vert et noir de l'Année terrible, et qui, étant infirme, paralysé, ne pouvant marcher, s'est fait conduire par ses enfants et petits-enfants, en petite voiture, à l'endroit où il sera le mieux placé pour voir défiler la jeune armée française, aux fanfares de nos clairons vainqueurs. Autour du grand-père qui, ce jour-là, n'a pas pu rester dans sa chambre et qui a voulu, lui aussi, prendre sa part de la fête libératrice, se groupe un cortège de femmes et de jeunes filles. Elles lui parlent d'un ton infiniment doux et tendre. Elles ont entrepris, avec tous les égards que peut inspirer l'amour filial, de mener d'abord le cher vieillard devant le spectacle qui, à ce moment, peut lui causer le plus vif plaisir et la plus agréable surprise.

La foule, qui grossit de minute en minute aux abords de l'Esplanade, s'est amassée autour d'un piédestal, maintenant vide, où les Allemands avaient hissé, comme le colossal symbole de leur domination, une énorme statue équestre de Guillaume Ier, roi de Prusse, empereur d'Allemagne, coulée en bronze par un sculpteur qui désirait sans doute faire de son ouvrage une sorte de machine de guerre, comparable en tous points aux plus modernes engins de Krupp. Or, cette nuit, les enfants de Metz ont déboulonné le géant germanique. Ils sont venus sur cette place. Ils ont attaché des câbles aux jambes du cheval monstrueux, au torse du cavalier gigantesque. Ils se sont attelés au bronze injurieux, pour le renverser. De tout l'effort unanime de leurs jeunes bras ils ont tant tiré, tant travaillé, que voilà par terre cette majesté impériale, déchue et

risible, précipitée du haut de son orgueil, gisante sur le sol, humiliée, impuissante, comme toutes les prétentions démesurées du césarisme prussien. Symbole saisissant de l'écroulement de l'empire, le sombre colosse d'airain est tombé à la renverse, gaiement piétiné par des garçonnets et par des fillettes en costume bleu, blanc, rouge. Le monument du germanisme oppressif s'est effondré dans la poussière. L'édifice que Bismarck se vantait d'avoir fondé sur des monceaux de cadavres, par le feu et par le fer, est abattu. Sur le marbre du piédestal dédié au fondateur de l'empire allemand, on lit encore ces mots, dont la mensongère flagornerie ressemble à une ironie suprême : « A Guillaume Ier, ses peuples reconnaissants. » Le peuple lorrain vient d'exprimer son sentiment d'une manière qui équivaut au plébiscite réclamé par les derniers courtisans de Sa Majesté germanique. Autour de ce spectacle instructif, la jeunesse rit de contentement, la vieillesse pleure de joie. On se souvient. On espère. On échange des regards émus, des paroles brèves. J'entends distinctement mon voisin, le vieux Messin paralysé, impotent, infirme, joyeux, qui dit, comme se parlant à lui-même : « Allemagne, te voilà par terre, maintenant. »

A l'autre bout de l'Esplanade, au bord de l'avenue où les soldats français vont défiler sous les yeux d'une population attendrie et reconnaissante, la statue du maréchal Ney se dresse en un geste héroïque. On a mis un drapeau entre les mains du « Brave des Braves, » qui naquit en Lorraine. Le maréchal Pétain, s'avançant, magnifique et calme, en manteau bleu horizon, au pas d'un cheval blanc, a eu l'heureuse pensée de se placer, suivi de son état-major, avec les généraux Buat, Fayolle, Leconte, auprès du glorieux soldat lorrain. Et tout à coup, dans le recueillement d'une attente pleine d'émotion religieuse, nous entendons le bourdon de la cathédrale, le carillon lent et grave de la grosse cloche, sonnant à pleine volée.

— C'est la Mute ! nous disent les Messins.

La Mute ! Grande voix de la cité messine, qui n'a jamais sonné que dans la détresse ou dans le triomphe, pour l'annonce des deuils fraternels ou des réjouissances publiques, pour l'appel des échos lointains qui viennent à nous du fond de la légende et de l'histoire. En même temps retentissent les salves des canons qui tonnent ensemble, dans tous les forts du camp

retranché de Metz, en l'honneur de la France. Et soudain, le roulement des tambours de l'infanterie française, les sonneries vibrantes de nos clairons, la cadence du pas de nos fantassins, le scintillement des baïonnettes, l'approche des régiments mis en marche au rythme entraînant de *Sambre-et-Meuse*. Vision de gloire et d'épopée, moment unique dont les plus nobles mots de notre langue, si riche pourtant d'éloquence et de poésie, seraient incapables d'exprimer complètement l'émouvante beauté. Les visages de nos soldats, de nos enfants, sous le casque d'acier qui précise leurs traits en des images historiques et déjà légendaires, sont graves et doux. Ils semblent dire, ces grands soldats silencieux, ils semblent dire aux Français enfin retrouvés dans la Lorraine longtemps captive : « Voilà. Nous avons travaillé. Nous avons combattu. Nous avons souffert. Nous sommes contents si vous êtes contents de notre ouvrage. » Ils rapportent la France dans les plis de leurs drapeaux acclamés. Ils sont les bons ouvriers de l'œuvre nécessaire. Ils sont la jeunesse de la patrie, la fleur de la nation, l'élite des familles qui les ont donnés au pays, depuis plus de quatre ans, pour défendre simplement, héroïquement nos foyers menacés. C'est pourquoi, sous leurs armes de guerre, ils sont à la fois si glorieux et si magnifiquement modestes. On voit briller au passage des bataillons, des escadrons et des batteries, le salut étincelant des épées, frissonner les drapeaux et les étendards salués par le maréchal qui, sans rien dire, immobile et pensif, porte la main à son képi, d'un geste lent et grave, au passage des couleurs de la patrie, tandis que sous ses yeux défilent ceux qui ont eu l'honneur d'être, sous ses ordres, les combattants du bon combat, sur le chemin de la victoire.

La Lorraine regarde. Elle regarde plus qu'elle ne parle. A quoi bon parler? Quelle parole rendrait l'émotion qui étreint les cœurs ? Et les régiments défilent sous des yeux extasiés. On les reconnaît au passage. On distingue leurs numéros, on signale leurs fanions. On nomme les généraux et les colonels qui passent à cheval. Ce sont des regiments du 20e corps d'armée, si populaire au pays lorrain, et qui s'est rendu célèbre par de si éclatants exploits, au cours de la guerre. C'est Foch qui le commandait, à Nancy, au moment de la mobilisation.

La 39e division, sous les ordres du général Pougin, a été

désignée pour ouvrir la marche en cette entrée solennelle des troupes françaises dans la cité messine. L'infanterie divisionnaire commandée par le colonel Moisson, un des combattants de Verdun, comprend le 146e et le 153e, de Toul, régiments dont les capotes bleues sont illustrées de fourragères et de croix de guerre. Vient ensuite le 121e, qui combattit à Sarrebourg, au mois d'août 1914, et qui représente la 26e division, digne également d'être à l'honneur, puisqu'elle fut à la peine. Le 156e se souvient de Maixe, de Lironville et de cent autres combats. Le 39e régiment d'artillerie de campagne, décoré de la fourragère aux couleurs de la médaille militaire, rejoindra bientôt Thionville où il tenait garnison avant la guerre de 1870. Hier, il est venu de Nancy, avec ses batteries légères, par la route de Pont-à-Mousson, suivant le cours de la Moselle, tour à tour rose de soleil et bleue de crépuscule. Ensuite, ce sont les dragons du 1er corps de cavalerie, avec leurs lances hautes et droites, pareils à des chevaliers d'autrefois en quête d'une belle aventure; les tirailleurs, les chasseurs cyclistes, les artilleurs des batteries lourdes et des chars d'assaut, une prodigieuse variété de jeunesse vaillante et de force vive, qui représente, pour la ville de Metz, quelque chose de nouveau et d'ancien tout ensemble, la patrie retrouvée et embellie, la France rajeunie par les vertus de ses enfants et par leur inépuisable capacité de prouesse, tout notre passé et tout notre avenir, une réalité, un idéal, visibles à tous les yeux dans cette résurrection lorraine et dans cette renaissance française.

GASTON DESCHAMPS.

ÉLISABETH BREMERTON[1]

DERNIÈRE PARTIE (2)

XIII

Assise dans le hall de Mannering, Mrs Gaddesden attendait, d'un instant à l'autre, l'arrivée du taxi qui ramenait miss Bremerton. L'absence d'Élisabeth avait duré près d'un mois. Mrs Gaddesden revoyait en pensée la matinée où le Squire apprenait de sa secrétaire, pâle et le visage décomposé par l'inquiétude qu'elle avait de mauvaises nouvelles de sa mère infirme, et qu'il lui fallait partir aussitôt. Le Squire s'était conduit abominablement, sa fille était forcée d'en convenir, cherchant à obtenir d'Élisabeth qu'elle fixât dès ce jour-là la date de son retour. Et quel accès de colère avait eu le Squire, après le départ du « dictateur! » Mrs Gaddesden avait failli retourner à Londres; elle ne fut retenue que par la crainte des raids et plus encore par l'absence de ses domestiques qui s'étaient enrôlés au W. A. A. C. (3).

Quant à Paméla, elle sembla d'abord éprouver du soulagement. Elle accepta de gaieté de cœur sa nouvelle responsabilité. Mais la tâche était au-dessus de ses forces. Le désordre se mit de nouveau dans la maison. Les vivres manquèrent; les domestiques menacèrent de donner congé; le capitaine Dell ne put s'entendre avec le Squire : le marché de bois fut suspendu. C'est alors que Paméla s'était enfuie à Londres laissant à Mrs Gaddesden le soin de se débrouiller parmi les cartes d'ali-

(1) *Copyright by* Mrs Humphry Ward, 1918.
(2) Voyez la *Revue* du 1er novembre.
(3) *Women's Auxiliary Army Corps*, corps d'armee auxiliaire des femmes.

mentation! Aussi était-ce avec impatience que celle-ci attendait le retour d'Élisabeth.

Oui, c'était bien la trompe fêlée du taxi qu'on entendait. A ce moment on put voir la porte de la bibliothèque s'entrebâiller et apparaître le visage du Squire aux aguets.

Dès qu'il aperçut Élisabeth :

— Ce n'est pas malheureux, lui cria-t-il, en manière de salutation. Depuis votre départ, tout va de mal en pis... Laissé à lui-même, le capitaine Dell est l'incapacité en personne. L'affaire du bois est toujours au même point. Quant au catalogue, il est en panne : Levasseur n'y entend rien...

Quelques instants plus tard, quand elle se retrouva seule dans sa chambre, Élisabeth remarqua qu'un joli feu avait été allumé, que des perce-neige ornaient la coiffeuse où ses objets de toilette étaient disposés selon son goût.

« On me gâte, » se dit-elle, avec un sentiment de plaisir et de bien-être. Mais déjà il s'y mêlait une nuance d'effroi et elle se demandait : « Pourquoi suis-je ici? Ai-je eu raison de revenir? »

Cette question, Élisabeth se la posait encore, lorsqu'elle pénétra dans la bibliothèque, où le Squire l'attendait avec impatience.

Mais ce qu'elle vit dans la grande pièce chassa vite toute autre préoccupation de son esprit. Elle fut frappée du désordre qui s'y était accumulé pendant ces trois semaines. Des livres étaient empilés à terre et sur les chaises; des papiers poussiéreux traînaient partout; les tiroirs étaient entr'ouverts et dérangés.

Elle ne put s'empêcher d'en faire la remarque.

Le Squire jeta autour de lui un regard honteux.

— C'est la faute de ce Levasseur! J'aurais dû le renvoyer plus tôt. Il est ignare et sot! Mais vous aurez bien vite tout remis en état.

Il la regardait, l'implorait, comme un enfant pris en faute. Élisabeth secoua la tête.

— Il y en aura pour une bonne journée!

— Vous ferez cela demain, dit le Squire vivement.

Et il lui avança une chaise auprès du feu. Élisabeth remercia, prit la chaise que lui offrait le Squire, débarrassa une table et se munit de son block-notes et de son stylographe.

— Vous avez sans doute une note à me dicter?

— Pas le moins du monde! dit le Squire. Que le diable emporte le grec! C'est de quelque chose de très différent que je voudrais vous parler.

Ces derniers mots furent prononcés timidement, avec une gaucherie qui avait bien son charme. Surprise, Élisabeth sentit son pouls battre plus fort.

— Alice m'a dit que vous cherchiez un appartement pour votre mère.

— En effet, il nous faut lui trouver une meilleure installation, répondit-elle après un moment d'hésitation. Ma sœur s'en occupe. Mais ce n'est pas commode!

— Eh bien! ne cherchez pas! s'écria le Squire avec un empressement juvénile. J'ai une bien meilleure solution à vous proposer. En ces jours terribles, on doit s'entr'aider, n'est-ce pas? Je connais plusieurs familles qui partagent le même toit et la même domesticité. Je conviens que c'est odieux, s'il s'agit d'une petite maison; on est constamment les uns sur les autres, et on finit par se prendre en grippe. Du moins, c'est ce qui m'arriverait. Mais c'est bien différent dans le cas d'une grande maison. Aussi, croyez-moi... amenez votre mère ici!

— Amener ma mère ici! répéta Élisabeth machinalement. Y pensez-vous?

— C'est tout simple! Et le Squire se faisait étonnamment pressant. — Cette maison est très grande. Vieille baraque, tant que vous voudrez, mais elle est grande. Votre mère pourrait occuper toute l'aile du levant. Nous ne nous gênerions pas plus que des locataires qui occupent des appartements différents dans le même immeuble. Réfléchissez, soyez raisonnable! Ne repoussez pas cette idée uniquement parce qu'elle n'est pas de vous.

— Vous êtes infiniment bon d'avoir eu une telle pensée, dit-elle avec chaleur. Seulement...

— Seulement?...

Le sourire qui avait illuminé le visage d'Élisabeth disparut, et le Squire vit des larmes obscurcir ses yeux bleus.

— Ma pauvre petite maman est trop malade... beaucoup trop malade, dit-elle à voix basse. Elle peut encore vivre longtemps; mais son cerveau est atteint.

Le Squire n'avait pas prévu l'objection. Mais il n'allait pas capituler pour si peu. Il insista et conclut :

— Consultez votre médecin !

— Je sais ce qu'il répondrait. Il n'y faut pas songer, monsieur Mannering. Mais vous êtes infiniment bon d'y avoir pensé.

— Je ne suis pas bon du tout, répliqua le Squire avec rudesse. C'est pur égoïsme de ma part. Si vous êtes inquiète au sujet de votre mère, un de ces jours, vous partirez pour tout de bon ; et alors ce sera l'enfer ici.

La vérité était lâchée. Élisabeth ne put s'empêcher de rire. Mais cette façon à la fois maladroite et éloquente de lui faire comprendre qu'elle était indispensable à Mannering la toucha vivement. Cependant les mêmes scrupules lui revenaient à l'esprit qui l'assaillaient sans cesse depuis qu'elle avait été appelée au chevet de sa mère, le lendemain de la scène avec Paméla. Et elle se demanda encore : « Pourquoi suis-je ici ? »

Il lui sembla que le moment était venu de parler à cœur ouvert.

— Monsieur Mannering, je resterai aussi longtemps qu'il sera possible. Mais mon séjour ici ne peut se prolonger indéfiniment.

— Et pourquoi donc ? interrogea le Squire.

— Parce qu'il y a quelqu'un à qui revient tout naturellement le rôle de maîtresse de maison à Mannering : il me serait fort difficile de continuer à vivre ici, après avoir remis les choses en ordre, sans me trouver sur le chemin de Paméla et sans empiéter sur ses droits.

Au lieu de se mettre en colère, le Squire se prit à rire :

— Les droits de Paméla ! Nous en reparlerons, lorsqu'elle se rappellera ses devoirs ! Pas plus tard que ce matin, j'ai reçu d'elle une lettre où elle me demande mon consentement pour s'engager comme infirmière militaire.

— C'est impossible ! s'écria Élisabeth. Elle est beaucoup trop jeune.

Son visage reflétait une profonde douleur. Ainsi donc, c'était vrai ! C'était elle qui chassait de la maison paternelle cette pauvre enfant, qu'elle ne demandait qu'à aimer ! Sans doute Paméla avait pris le prétexte d'une dispute avec son père pour mettre sa menace à exécution et s'enfuir de Mannering avant le retour d'Élisabeth, de telle sorte que ni le Squire, ni personne

ne pût soupçonner le véritable motif de son départ! Comment Élisabeth pouvait-elle accepter cela? Mais, d'autre part, qu'arriverait-il si elle révélait au Squire la sortie que Paméla lui avait faite? Il n'en résulterait qu'une opposition encore plus vive entre le père et la fille. »

A cet instant, mue par une sorte de télépathie, elle tourna son visage vers le Squire et vit qu'il tenait fixés sur elle des yeux où brillait une singulière ardeur. Elle devina que certaines paroles étaient sur ses lèvres, qu'elle devait à tout prix l'empêcher de prononcer. Le hasard lui vint en aide. On frappa à la porte de la bibliothèque. Forest annonça :

— Le capitaine Dell!

Le régisseur apportait des lettres importantes qu'il soumit, pour la forme, au Squire, mais, en réalité, à Élisabeth. Une conversation d'affaires s'engagea, à laquelle le Squire ne prit aucune part, et qui se prolongea jusqu'au moment où la cloche du dîner permit à Élisabeth de s'échapper.

Ce soir-là, avant de s'endormir, Élisabeth se mit en devoir d'examiner sa conscience et d'envisager la situation. Elle était convaincue qu'au moment où le capitaine Dell, heureusement ou malheureusement, avait frappé à la porte de la bibliothèque, M. Mannering était sur le point de lui demander sa main. Pourquoi n'épouserait-elle pas le Squire, après tout? C'était un gentleman, malgré ses bizarreries et ses accès de mauvaise humeur, et l'un des hellénistes les plus remarquables de son temps. Il avait cinquante-deux ans : elle pourrait poser ses conditions.

— En échange de son nom, je lui donnerai mon temps, mon labeur, mon amitié...

Il ne demanderait pas davantage. La femme moderne, qui n'est plus toute jeune, qui a un travail d'homme à accomplir, peut faire le mariage qui lui plaît. Et elle commençait à analyser son propre cas, quand, tout à coup, elle sentit les larmes lui monter aux yeux. Voici que surgissait devant elle un passé cher et douloureux.

Mannering avait disparu. C'était sa jeunesse qu'elle revoyait et l'amour qui pour un temps l'avait illuminée. Ah! comme elle les regrettait maintenant! Elle se surprit à pleurer passionnément, non pas son fiancé perdu, mais ces beaux fantômes dont

elle avait, elle aussi, subi le mirage : la jeunesse et l'amour! Et qu'elle les eût perdus définitivement, c'est bien ce que signifierait son mariage avec le Squire. Ce serait pour elle un mariage de raison, qui lui apporterait une situation, un foyer, pour le Squire une affaire qui lui vaudrait une secrétaire, un régisseur de confiance. Mais était-il bien sûr que le Squire se contentât de ce marché? Elle éprouva soudain la crainte que cet homme ne fût plus romanesque, capable d'un sentiment plus tendre qu'elle ne l'avait cru! Alors qu'elle n'envisageait dans ce mariage qu'une association d'affaires, le Squire s'attendait peut-être à y trouver et à lui offrir tout autre chose?... Cette pensée l'effraya et lui fit horreur. S'il en était ainsi, elle dirait définitivement adieu à Mannering... Mais non, elle se trompait. Et, se remémorant la passion du Squire pour l'archéologie, elle se dit qu'il ne pouvait voir dans le mariage qu'une simple camaraderie intellectuelle. C'était tout. Il fallait que ce fût tout!

Et voici que, dans l'obscurité de la chambre, les jeunes visages des jumeaux lui apparaissaient. Ils la poursuivaient de leurs regards hostiles.

— Nous avons percé vos intrigues, semblaient-ils lui dire. Vous avez voulu vous faire épouser. Vous êtes parvenue à vos fins. Mais jamais nous ne vous accepterons!

Cette pensée lui fut intolérable. Si injuste que fût l'opposition de Desmond et de Paméla, pour rien au monde elle ne consentirait à les écarter de la maison paternelle! A une longue lettre qu'elle lui avait écrite, Desmond avait répondu par un petit mot sec et froid, comme il aurait pu le faire pour une étrangère : cela lui avait fait beaucoup de peine. Mais, tant qu'il serait au front, s'exposant à la mort pour que l'Angleterre vive, elle se devait de ne pas le contrarier. Sa résolution était prise. Si le Squire revenait à la charge et lui demandait précisément de l'épouser, elle lui donnerait le choix : ou bien la conserver comme amie et secrétaire, et ne plus lui parler de mariage, ou la perdre... Et elle s'endormit enfin, songeant à ceux qui veillaient sur le sol de France, et se répétant une prière à laquelle toute sa vie était comme suspendue : « Forces et Puissances de l'Univers! Soyez auprès d'eux! Fortifiez les forts, secourez les faibles, consolez les mourants! Car c'est en eux que repose l'espoir du monde. »

Il faisait une claire journée de mars. Dans les bois de Mannering, — célèbres dans toute la région et dont, malgré tout, leur propriétaire tirait une juste fierté, — le Squire, Élisabeth et le capitaine Dell attendaient sir Henry Chicksands que le Squire avait consenti à revoir pour complaire à Élisabeth. La douceur de la température, la gaieté du soleil annonçaient le printemps. Les bourgeons des sycomores se détachaient comme autant de joyaux sur le bleu pâle du ciel. Dans les hautes branches des arbres on entendait un bruit d'ailes et des roucoulements de pigeons sauvages ; et, sur le sol, les anémones et les violettes pointaient à travers les feuilles mortes du dernier automne.

Élisabeth était, en général, très sensible à la poésie des bois. Mais, aujourd'hui, elle ne songeait qu'aux aéroplanes et aux camions que ces arbres représentaient. Elle avait acquis pour toutes les questions forestières une véritable compétence, qui étonnait le capitaine Dell. Enchanté de son élève, qui déjà avait si bien profité de ses leçons, il lui apprenait maintenant à mesurer et à évaluer. Le Squire la regardait, stupéfait, manier la perche et le mètre. Que l'habile secrétaire qui lui cherchait ses références grecques fût la même qui, aujourd'hui, était occupée à mesurer ses arbres, cela l'enthousiasmait.

Quand elle aperçut sir Henry Chicksands qui arrivait en se frayant un chemin à travers les sous-bois et les broussailles, Élisabeth jeta à la dérobée un regard curieux sur le Squire. C'était la première fois que les deux voisins se rencontraient depuis leur brouille ; le Squire avait fait les premières avances : la situation était délicate : comment tous deux allaient-ils s'en tirer ?

Sir Henry s'avança comme s'il ne s'était rien passé. Il salua Élisabeth avec une déférence marquée et tendit ensuite la main au Squire, qui la prit sans empressement.

— Bonjour, Mannering, je suis content de vous voir ! Il paraît que vous vendez vos bois, comme tout le monde ?

— Sous peine d'être fusillé, si je ne refuse, dit le Squire sèchement.

— Puisque vous désirez connaître mon opinion sur le marché qui vous est proposé, je vous la donnerai avec plaisir, car je suis un vieux forestier. J'ai chassé ici pendant toute ma jeunesse. Je connais ce coin-là par cœur.

— Arrangez-vous avec miss Bremerton, fit le Squire. Pour moi, je suis fatigué d'entendre parler bois et vente de bois. Faites comme bon vous semblera : je vous attendrai ici avec un livre.

Le Squire s'assit sur un tronc d'arbre. Et, tirant un livre de sa poche, il fit semblant de lire, tandis qu'Élisabeth s'éloignait avec sir Henry et le capitaine Dell.

Le Squire n'était pas si absorbé dans sa lecture qu'il ne suivît du regard les trois promeneurs : Élisabeth marchait, d'une allure gracieuse, entre ses deux compagnons. Et à voir sur son horizon cette aimable silhouette féminine, il songea que l'avenir pouvait encore lui tenir en réserve de douces joies. Il compara l'existence qu'il menait avant la venue d'Élisabeth, à celle qu'il avait maintenant : Élisabeth avait transformé sa vie !

Comment la retenir ? Pour la première fois, il fit sur lui-même un retour d'une humilité désespérante. Il n'avait pas à compter sur le prestige de son nom et l'attrait de ses domaines, car il savait le désintéressement d'Élisabeth. Mais peut-être se laisserait-elle tenter par les possibilités d'action que sa nouvelle situation lui assurerait. Ah ! tout ce qu'il possédait d'influence, il le lui offrait bien volontiers et des deux mains, si seulement elle consentait à s'installer auprès de lui, à accepter la place qu'il lui destinait dès maintenant dans sa vie !...

Au bout d'un certain temps, un léger bruit de pas sur les feuilles l'avertit qu'Élisabeth revenait. Elle était seule. Le capitaine Dell et sir Henry avaient disparu. Le Squire sentit un flot de sang lui affluer au cœur. Ils étaient seuls au fond des bois printaniers. Aucune occasion ne pouvait être plus favorable.

XIV

Élisabeth était toute souriante, amusée des compliments dont sir Henry l'avait accablée. A l'entendre, ce qu'elle avait fait à Mannering, ce qu'elle avait su obtenir du Squire, tout cela tenait du prodige. Et il avait longuement brodé sur ce thème, la félicitant de son œuvre, au point de vue patriotique et l'encourageant vivement à la continuer. Lorsqu'elle aperçut le Squire qui l'attendait, quelque chose l'avertit de ce qui allait se passer, et elle regretta d'être seule.

Le Squire la regardait s'avancer de son pas léger, un bouquet de primevères à la ceinture. Il referma son livre, — dont il n'avait pas lu un mot, — et la pria de prendre place à côté de lui.

— J'ai à vous parler sérieusement, miss Bremerton, lui dit-il : accordez-moi pour quelques instants toute votre attention et toute votre bonne volonté. Ce que j'ai à vous dire en vaut peut-être la peine... Miss Bremerton, vous trouvez-vous très malheureuse depuis que vous êtes à Mannering?

Élisabeth comprit que cette fois il n'y avait pas moyen de se dérober, que l'instant le plus grave de sa vie était arrivé.

— Comment aurais-je pu l'être, monsieur Mannering? Vous avez été si bon pour moi et m'avez appris tant de choses!

Le Squire hocha la tête :

— Ne croyez pas que je me fasse d'illusions sur moi-même. Je sais très bien ce qui me manque. La Providence a commis une grosse maladresse en faisant de moi un propriétaire terrien. J'étais né pour une autre tâche : déchiffrer des inscriptions grecques! Et je me permets de ne pas partager l'avis de ceux qui me disent que les deux tâches ne sont pas d'égale valeur. C'est cette erreur que la Providence a voulu réparer en vous envoyant auprès de moi. Vous vous entendez à merveille aux choses pratiques. Je présume que Chicksands vient de vous dire que vous réussissiez admirablement et de vous supplier de ne plus laisser l'imbécile que voici, — et il se désigna lui-même, — s'occuper de ses propres affaires. N'est-ce pas exact?

Il eut un sourire de triomphe, car, à la rougeur d'Élisabeth, il comprit que le coup avait porté. Mais il ne la laissa pas répondre.

— Non, je vous en prie, ne m'interrompez pas. Il est tout naturel que Chicksands ait envisagé la situation de ce point de vue. Tout homme sensé en aurait fait autant... ce qui ne veut pas dire que sir Henry soit vraiment sensé... Eh bien! voici où je veux en venir. Il me semble que la conclusion se présente d'elle-même à l'esprit. Vous m'aidez à accomplir la besogne pour laquelle je suis né : j'ai eu le plaisir de vous procurer celle qui vous convenait si bien. La nature vous a donné non seulement une aptitude remarquable pour le grec, mais encore le talent de vous débrouiller avec une espèce d'hommes qui me rendent fou, régisseurs, marchands de bois, fonctionnaires de

l'administration. Vous accomplissez votre tâche pour une idée, comme je fais la mienne. Vous agissez pour le pays, pour l'armée; comme moi, j'écris, je collectionne par amour de l'art et de la beauté, pour l'honneur du genre humain.

Le Squire redressa sa taille, et, articulant ces mots :

— Eh bien! qu'y aurait-il de plus naturel, de plus raisonnable que vous et moi, nous unissions nos aptitudes, définitivement; que je serve vos idées, et que vous serviez les miennes?

Il s'arrêta, la gorge serrée par l'émotion et observa l'effet de ses paroles. Élisabeth avait écouté ce singulier discours avec un étonnement où se mêlait un peu de dépit. Certes, elle avait craint d'abord que le Squire ne se crût obligé de feindre d'être amoureux d'elle. Mais maintenant, elle était confondue par le sang-froid avec lequel il lui proposait un marché dépouillé de tout artifice sentimental. Il lui demandait en fait de devenir son intendant, son régisseur et son secrétaire à vie.

Une certaine déception se peignit sur son visage. Le Squire crut devoir ajouter :

— Je m'exprime si mal! Je ne sais si je me suis fait comprendre. Je voulais dire que, si vous consentiez à m'épouser, notre vie à tous pourrait en devenir mieux équilibrée, plus facile et plus heureuse.

Élisabeth secoua la tête.

— Je vous suis bien reconnaissante, monsieur Mannering. Mais je vous dois de vous répondre en toute franchise. Hélas! je crois que nous aurions un peu de peine à nous entendre.

— Parce que nos caractères sont trop dissemblables?

— Parce qu'il faut fonder le mariage sur quelque chose de plus... comment dirai-je?... de plus profond que les considérations auxquelles vous venez de faire appel.

Éternelle contradiction du cœur! Élisabeth eût repoussé toute démonstration un peu trop vive de la part du Squire. Et parce qu'il restait sur le terrain de la raison et des arrangements pratiques, elle était froissée, désappointée! La nature ne perd jamais ses droits et Élisabeth restait très femme. Elle était prête à enchaîner sa vie, mais elle avait certainement espéré un peu de sentiment, qui eût doré la chaîne! L'absence totale de ce sentiment l'humilia.

Le Squire parut décontenancé.

— Quelque chose de plus profond? répeta-t-il. Qu'entendez-

vous par là? Il n'y a rien en moi de plus profond que ce que j'éprouve pour vous.

Il attendit, anxieux. Mais Élisabeth sentit un invisible obstacle qui lui interdisait de faire au Squire la promesse qu'il sollicitait. Ce fut avec une nuance d'affectueuse émotion qu'elle répondit :

— Ne me prenez pas pour une ingrate, monsieur Mannering. Vous m'avez offert une situation, un foyer, et vous m'avez laissé vous répondre en toute liberté. Cela me touche beaucoup et je vous en remercie du fond du cœur... Pourtant il m'est impossible d'accepter votre proposition. Ne m'en demandez pas davantage. Et, puisque vous désirez que je reste ici, je vous supplie que ce qui vient de se passer entre nous soit désormais oublié.

Était-ce une imagination? Il lui sembla que le visage du Squire se contractait sous l'empire d'une véritable affliction.

— Soit, dit-il. Je n'en reparlerai jamais. Je vous le promets.

Il y eut un long silence. Le Squire attaqua vigoureusement avec sa canne une touffe de primevères; et la déracinant, il la laissa retomber sur le sol humide. Puis, se retournant vers sa compagne :

— Il n'y a rien de changé entre nous, miss Bremerton. Nous sommes aujourd'hui ce que nous étions hier.

Ils revinrent sur leurs pas à travers le grand bois et le parc. Ils marchaient côte à côte, sans se rien dire. Les dernières paroles du Squire retentissaient à leurs oreilles. Et pourtant ils se rendaient compte tous deux que quelque chose était changé, qu'il y avait entre eux désormais de l'irrévocable.

Quelques jours plus tard, Paméla reçut à Londres une lettre sur l'enveloppe de laquelle elle reconnut la large et enfantine écriture de Desmond Mannering. Celui-ci décrivait avec enthousiasme à sa sœur la vie des tranchées, la bravoure de ses hommes. « Vois-tu, ma chère Paméla, lui disait-il, notre armée est admirable! Dieu soit loué que j'en fasse partie, et que je ne sois pas arrivé un an trop tard! Voilà ce que je ne cesse de me redire. La grande bataille, la bataille décisive ne peut plus beaucoup tarder. Pour rien au monde, je ne veux la manquer; et c'est pourquoi je tâche de donner aux Huns le moins d'occasions possible de me descendre. »

Et il terminait par ces lignes :

« Rappelle-toi bien ceci, ma chère Pam. Si je ne reviens pas, il faudra te dire que les choses sont comme elles doivent être. Rien n'a d'importance, *rien*, entends-tu? sinon d'accomplir notre tâche pour la patrie.

« D'un jour à l'autre, nous pouvons nous trouver engagés dans une bataille telle que le monde n'en aura jamais vu de semblable auparavant. Chaque nuit, on peut être tué au cours d'un sacré petit raid dont personne n'entendra parler. Mais qu'importe?

« Je sens toujours de la tristesse dans tes lettres, et cela me chagrine. Pourquoi ne me dis-tu rien d'Arthur Chiksands? Il m'écrit de si bonnes lettres où il me parle si gentiment de toi! Père m'a écrit trois fois : c'est très bien de sa part. Mais il déblatère toujours contre Lloyd George, et il parsème généralement ses lettres de citations grecques auxquelles je ne comprends goutte.

« Une chose me tourmente : n'avons-nous pas été injustes à l'égard de Broomie? Tu ne m'en parles pas. Mais j'ai reçu l'autre jour une lettre de Beryl où elle me dit que miss Bremerton fait des merveilles dans l'administration des domaines de père. Peut-être ai-je eu tort de répondre si sèchement à la gentille lettre qu'elle m'avait écrite...

« Encore une fois, au revoir. Voici les marmites qui recommencent à pleuvoir. Il faut vraiment que j'aille voir ce qui se passe! »

Et pendant ce temps, à Londres, où l'effort de guerre de tout un Empire était comme ramassé en un puissant organisme, le silence de l'attente se faisait plus profond. Quelques jours peut-être nous séparaient de l'offensive allemande sur Paris et sur Calais. Derrière les lignes allemandes on devinait de vastes préparatifs, de grands mouvements de troupes. Chaque matin, à son réveil, l'Angleterre pouvait apprendre que la dernière bataille était engagée. Tous les esprits étaient tendus vers l'approche du choc imminent.

XV

Un après-midi, qu'Élisabeth revenait du village à travers le parc ensoleillé, elle aperçut le Squire qui venait à sa rencontre.

Elle pensait à lui maintenant avec une nuance d'intérêt toute nouvelle, car elle constatait dans sa manière d'être un changement dont elle se sentait responsable.

— Je viens de voir Chicksands, dit le Squire brusquement quand il l'eut rejointe. Il croit que l'attaque allemande va se déclencher d'ici un ou deux jours. C'est un million d'hommes qui nous tombe sur le dos.

— Alors nous touchons à la décision ! dit Élisabeth en frissonnant.

— Mon Dieu ! pourquoi sommes-nous entrés dans cette guerre ? gronda le Squire d'une voix sourde.

Elle le regarda avec compassion, et elle se laissa aller à la sympathie qui peu à peu l'attirait vers lui :

— C'était pour l'honneur, dit-elle doucement, pour la liberté !

— Des mots ! Des mots... qui n'empêchent pas les obus !

Mais son ton n'avait plus rien d'agressif.

— Vous avez reçu une lettre de Desmond, ce matin ?

— Quelques lignes sur une carte postale. Il allait bien.

Le silence retomba entre eux. Ils continuèrent leur chemin à travers le beau parc boisé. Des tapis de primevères couvraient le sol, et des touffes de fleurs de cerisiers sauvages commencaient à paraître parmi les bouleaux. Élisabeth se sentait gagnée à l'enchantement qu'apportent la beauté de la nature, la tiédeur de l'atmosphère, l'éclat divin de la lumière. Mais le voile sombre qui couvrait la face de toutes les nations couvrait aussi ses yeux.

Lorsqu'ils furent parvenus au hall, le Squire lui dit :

— J'ai recherché ce passage des *Perses* qui m'est revenu hier à la mémoire. Voulez-vous venir le prendre en note ?

Ils pénétrèrent dans la bibliothèque. Sur une table, disposée tout exprès, était placé un magnifique vase grec qui datait du commencement du ve siècle avant J.-C. Un roi, que son costume désignait pour être le roi de Perse, était assis sur un trône. Devant lui se tenait un homme qui, évidemment, lui remettait un message. Au-dessus de sa tête, on lisait le mot « Ἄγγελος. »

« Ce vase, dicta le Squire, peut être comparé à celui qui est signé Xénophante dans la collection de Paris, et qui représente un roi de Perse, chassant. Ici, nous avons également un monarque persan, facile à reconnaître à son costume et qui,

selon toutes les apparences, reçoit des nouvelles de son armée. C'est une scène analogue à celle des *Perses* d'Eschyle, où un courrier fait à Atossa le récit de la bataille de Salamine, passage qui contient les vers célèbres où se trouve décrite l'attaque des Grecs contre la flotte perse : « *Alors, vous auriez pu entendre s'élever une immense clameur : Allez, fils d'Hellas! Libérez vos frères! Libérez vos enfants et vos femmes, libérez les temples de vos dieux, et les tombes de vos ancêtres! Car maintenant, il y va de votre vie!* » Nous rappelons aussi que la défaite des Perses est ainsi résumée par l'ἄγγελος : « Jamais il n'y eut pareil massacre d'hommes en un seul jour. »

Élisabeth transcrivit ce passage, d'abord en grec, puis en anglais, et les mots résonnèrent à ses oreilles bien après qu'elle les eut écrits. Le Squire arpentait la pièce en silence et semblait s'absorber dans la lecture de la tragédie antique.

Tout à coup, il frissonna :

— N'est-ce pas la sonnerie du téléphone?

Élisabeth courut à la pièce voisine où se trouvait l'appareil et prit le récepteur.

— Un télégramme... de Londres... pour M. Mannering.

— Un instant!... Je préviens M. Mannering.

Mais, au moment où elle se retourna, elle vit le Squire debout sur le seuil. Il s'approcha, et, à mesure qu'Élisabeth, le cœur battant à coups redoublés, transcrivait le message, il lut ce qui suit :

« Desmond grièvement blessé. Venez immédiatement. Autorisation vous sera accordée ainsi qu'à Paméla d'aller en France. J'espère vous accompagner. Vous rencontrerai à King's Cross à huit heures quarante. Aubrey. »

Le Squire était près de défaillir. Le visage décomposé, il s'appuya d'une main au bureau d'Élisabeth pour ne pas tomber. Élisabeth lui prit sa main restée libre, qu'elle sentit se refermer convulsivement sur la sienne.

Une demi-heure plus tard, un taxi arrivait. Au moment d'y monter, le Squire se tourna vers Élisabeth :

— Dès demain, vous aurez un télégramme.

Puis, s'adressant à Forest :

— Faites de votre mieux pour seconder miss Bremerton. C'est à elle que vous vous adresserez pour tout.

Quand Élisabeth rentra, elle trouva Alice Gaddesden en proie à une sorte de crise de nerfs. A l'inquiétude pour la vie de Desmond, se mêlait un sentiment d'amour-propre blessé. La fille aînée du Squire se plaignait en sanglotant de la dureté de son père, de son peu d'égards pour les siens, de la confiance exclusive qu'il accordait à une étrangère. « Cela est humiliant pour nous tous. Nous en souffrons tous, — et Desmond tout le premier. »

Désolée, impuissante à conjurer cette explosion d'une rancune longtemps contenue, Élisabeth s'agenouilla auprès d'Alice et, par tous les moyens, essaya de la calmer. Mais celle-ci continuait :

— Et ce n'est pas tout. Je sais, moi, le chagrin qu'a eu Paméla de vous voir prendre un tel ascendant sur Arthur Chicksands! C'est la vraie raison de son départ pour Londres.

Élisabeth ne s'attendait pas à ce grief qui surgissait si inopinément : elle ne put que balbutier :

— Le capitaine Chicksands?... Que vient faire ici le nom du capitaine Chicksands?...

— Ne vous rappelez-vous pas l'après-midi où Arthur est venu ici, le jour du départ de Desmond? Eh bien! j'ai vu l'expression de Paméla, pendant qu'il causait avec vous... si intimement!

Le maigre visage, à travers les larmes qui le baignaient, prit un air de triomphe. Elle se vengeait non seulement du dernier « affront » que lui avait infligé son père, mais encore de tous les ennuis que lui avait causés la situation prise par Élisabeth à Mannering.

— Si Paméla a eu du chagrin, par mon fait, je le regrette, repartit Élisabeth avec chaleur, et j'en suis la cause bien involontaire. Si vous m'aviez prévenue...

— Comment l'aurais-je pu? répliqua Mrs Gaddesden d'une voix boudeuse. Il va sans dire que Paméla ne m'a jamais soufflé mot de tout ceci; mais je crois bien qu'elle en a parlé à Desmond.

— Desmond! s'écria Élisabeth d'une voix sourde, ce n'est guère le moment de le mêler à nos querelles!

Et elle quitta la place, laissant Mrs Gaddesden un peu honteuse de ce qu'elle venait de dire et déjà au regret d'avoir été si peu maîtresse de ses nerfs.

Élisabeth retourna à la bibliothèque. Elle se força à ranger la table du Squire et à écrire des lettres d'affaires. Mais lorsqu'elle les eut terminées, elle se cacha le visage dans ses mains, et versa des larmes amères. Il lui sembla qu'elle avait échoué misérablement dans la tâche qu'elle s'était assignée dans la sincérité de son âme : car tous les habitants de Mannering lui étaient chers. Elle s'attachait vite à ceux avec qui elle vivait. Il y avait en elle un chaleureux besoin de maternité qui réclamait sans cesse de nouvelles occasions de se dépenser.

Les paroles d'Alice relatives à Paméla lui avaient été une révélation. Voilà donc le rôle qu'on lui attribuait! On l'accusait de détourner sur elle l'amour d'Arthur Chicksands! Si injuste que fût un tel reproche, elle ne comprenait que trop le chagrin de Paméla, car elle aussi, elle avait connu l'amour, et l'amour s'était enfui.

La nuit tombait. La lueur du feu se mit à danser sur les formes étranges ou superbes qui peuplaient la bibliothèque, sur la *Nikê* glorieuse, sur l'*Éros*, et sur le beau portrait de jeune homme dans son costume de cricket...

Le lendemain matin, arriva un premier télégramme d'Aubrey. « Blessure grave. Peu d'espoir. Le ramènerons aussitôt que possible. » Un peu plus tard, Élisabeth recevait une seconde dépêche, celle-là du Squire : « Faites préparer un lit dans la bibliothèque pour Desmond. Aménagez chambres pour chirurgien et infirmières. Espérons pouvoir traverser demain. Télégraphierai. »

Deux jours plus tard, Paméla télégraphia à sa sœur : « Attends-nous ce soir à sept heures vingt. »

Le rez-de-chaussée de l'aile Ouest fut transformé en salle de clinique, avec ses dépendances, sous la direction du médecin de Fallerton, le docteur Renshaw, qui avait mis Desmond au monde et qui depuis lors l'avait soigné en toute occasion.

— Pas d'espoir, dites-vous? grogna le docteur en fronçant les sourcils. Après tout, qu'en savent-ils?

Il pouvait être un peu plus de sept heures du soir : déjà les étoiles scintillaient dans le bleu mourant d'un ciel sans nuages. Au loin, des lanternes s'aperçurent à travers les arbres. Élisabeth songea au pauvre enfant qui était parti deux

mois plus tôt, dans le charme de son adolescence. Quelle épave ramenait-on? Deux autos parurent que suivait la voiture d'ambulance. Le Squire, son fils aîné et Arthur Chicksands mirent pied à terre; Paméla descendit à son tour, et courut vers Mrs Gaddesden qui se tenait près de la porte d'entrée. Et, apercevant à côté d'elle miss Bremerton, à sa grande stupéfaction, elle lui jeta les bras autour du cou, et l'embrassa.

— C'est une blessure à la tête, dit-elle. Il a bien supporté le voyage. Il a été très calme : l'effet de la morphine. Mais il est si faible!... Tenez! Les voilà qui arrivent!

Alors, sur le seuil apparut un cortège douloureux. Un chirurgien et des infirmières venues de France ramenaient le blessé. Sur le brancard, Élisabeth aperçut un pâle visage, les yeux fermés. On eût dit que quelque chose d'auguste et de sacré venait d'entrer dans la grande pièce silencieuse. Élisabeth eut envie de s'agenouiller, comme à l'église, sur le passage du Saint Sacrement.

XVI

Desmond dormait, sous l'influence de la morphine. A la clarté de l'unique lampe, on distinguait vaguement dans la vaste bibliothèque quelques formes fantastiques derrière les vitrines qui ornaient les murs, petites figurines de Tanagra avec leurs draperies et leurs chapeaux de soleil, Apollons ou Hermès de bronze, coupes enguirlandées de feuilles d'acanthe. Au fond, la grande *Nikê* se dressait dans l'ombre.

Le Squire était assis près du feu. Il contemplait fixement le rouge flamboiement des bûches. De temps à autre, une infirmière ou un médecin venait lui murmurer quelque chose à l'oreille. Il les écoutait à peine. A quoi bon? Il savait que Desmond était condamné, que la fin ne pouvait plus être qu'une question de jours, d'heures peut-être. Pendant les premières nuits où Desmond avait tant souffert, le Squire avait enduré ce qui lui parut être une éternité de tourments. Mais maintenant Desmond ne souffrait plus guère. On lui donnait de la morphine à haute dose, et on lui en donnerait jusqu'à la fin. Sa jeunesse luttait désespérément; sa riche vitalité faisait une belle résistance, et pourtant elle finirait par être vaincue. C'est même pour cela qu'on avait permis au Squire

de ramener son fils. Du moins que la mort vint le trouver dans la maison paternelle! S'il y avait eu un rayon d'espoir, toutes les ressources de la science eussent été mises en œuvre pour le sauver : mais vraiment il n'y avait rien à faire.

Toutes les scènes dont il avait été le témoin dans les quelques jours passés en France revenaient sans cesse à la mémoire du Squire. Il revoyait le grand spectacle de l'arrière de l'armée, avec son mouvement perpétuel, ses routes encombrées de colonnes en marche, les aéroplanes volant dans le ciel, les canons camouflés, les longues files de batteries d'artillerie et de camions automobiles, les visages étranges des soldats cafres, des Chinois, et les lignes grisâtres des prisonniers boches, et enfin l'hôpital. On lui avait dit que le secteur était calme : pourtant, chaque heure arrivaient de nouveaux blessés, soldats atteints par les obus et par les balles, au cours des raids quotidiens qui se pratiquaient sur tout le front. Mais le Squire ne se rappelait avoir entendu ni un gémissement, ni une plainte!

Comme une main monstrueuse, la guerre avait refermé son étreinte sur l'âme frivole et indisciplinée du Squire. Elle anéantissait chez lui l'énergie intellectuelle et morale, comme elle avait anéanti la vie physique de son fils. Il avait touché du doigt la mystérieuse réalité de certaines forces spirituelles, — patriotisme ou religion, ou toutes deux confondues, — où les autres hommes puisaient leur énergie : il en avait eu des preuves incroyables, surhumaines, pendant ces jours inoubliables ; mais, lui, elles ne lui apportaient aucun secours.

Il n'y avait pour lui qu'un seul point lumineux vers lequel il se penchait avec avidité. C'était un regard de femme où il lisait l'offre d'une aide, la promesse d'une consolation. Cette femme, elle était là, tout près de lui, dans la maison. Mais il y avait entre eux des barrières infranchissables. Et cette idée lui était un cauchemar que le chagrin, la fatigue et le manque de sommeil rendaient encore plus angoissant.

Pendant ce temps, Arthur Chicksands et Paméla étaient assis la main dans la main, dans un coin du hall. Arthur était allé à la rencontre des Mannering à Folkestone. Dès l'instant où il aperçut Paméla en larmes derrière le brancard de Desmond sur la passerelle du bateau, il vit subitement clair en lui-même. Ils n'avaient échangé aucune parole, sauf celles qui avaient trait directement au voyage et à Desmond. Mais

Paméla lut dans les yeux d'Arthur une émotion, un désir de la protéger et de l'aider qui firent tout à coup fondre la glace de son cœur.

Ce fut ainsi que l'amour vint les trouver, vêtu de ses habits les plus tragiques, avec un visage embrumé par la douleur...

Paméla lui conta comme elle le savait l'exploit héroïque au cours duquel Desmond avait reçu sa blessure. Il était sorti de la tranchée, avec un autre officier, un sergent et un téléphoniste pour se porter jusqu'à un poste d'observation. En rampant, ils avaient gagné un trou d'obus dans le *no man's land*, tout près d'un cratère où un avant-poste ennemi, composé d'une trentaine d'hommes, avait trouvé un abri. Ils y restèrent quarante-huit heures, sans être relevés, téléphonant à mesure leurs observations. Puis, lorsqu'ils eurent donné tous les renseignements nécessaires au Q. G. d'artillerie, ils essayèrent de regagner leur tranchée. Ils furent aussitôt repérés. Une grêle de balles s'abattit sur eux. Le sergent fut touché. Desmond le chargea sur ses épaules. A son tour, il fut frappé au moment même où il atteignait le parapet.

— Desmond s'est admirablement conduit, au rapport de son colonel. Le lieutenant qui l'accompagnait nous a dit que, la veille, il était de très joyeuse humeur. Mais au moment de partir, il devint silencieux. Il pria son camarade de me dire, au cas où il serait tué, qu'il avait eu « une vie splendide, » et qu'il l'avait vécue tout entière. Car une journée au front vaut un an du temps de paix. Il avait vu les plus beaux spectacles du monde et contemplé Dieu face à face.

Une heure plus tard, le hall était désert. Élisabeth y veillait seule. Le chirurgien entra, l'air soucieux.

— Pourriez-vous persuader à M. Mannering d'aller se coucher? lui demanda-t-il.

Élisabeth n'hésita pas : elle se leva et le suivit jusqu'à la bibliothèque. Dans la grande pièce, si familière et maintenant si impressionnante, elle vit les infirmières dans leurs uniformes blancs : l'une d'elles se tenait près du lit, sa montre à la main ; de l'autre côté, Aubrey immobile. Le silence de la mort planait sur la scène et réduisait à néant ces derniers restes d'un aveugle espoir qu'on s'obstine à conserver malgré tout.

Debout, près du feu, le Squire résistait silencieusement à tous les efforts des infirmières pour lui persuader d'aller prendre

un peu de repos. Il vit entrer Élisabeth, et ses regards s'attachèrent à elle, comme elle s'approchait de lui. Elle lui murmura quelques mots à l'oreille, et inclinant sa tête blanche, la suivit hors de la bibliothèque.

Dans le hall, Élisabeth le supplia d'aller se reposer. Il refusa, et, désignant une chaise près du feu :

— Je serai mieux là, dit-il ; au moins, je pourrai l'entendre...

Elle allait se retirer. Mais quelque chose dans le regard fixe et morne du Squire la retint. Elle prit un tabouret et s'assit près de lui. Ils ne se parlèrent pas, mais ses yeux se tournaient souvent vers elle, et une intime communion s'établit entre eux.

Aubrey Mannering avait passé toute la nuit au chevet de son frère. A l'aube, Desmond se réveilla; il sentit passer en lui un étrange bien-être; même, Aubrey le vit sourire, du sourire qu'avait le Desmond d'autrefois.

— Aubrey, mon ami, il fait jour... J'aimerais à regarder dehors.

Aidé de l'infirmière, Aubrey poussa le lit du blessé jusqu'à la porte-fenêtre. Une gelée blanche couvrait les pelouses et le soleil se levait dans le ciel clair. Le rose de l'aurore teignait la cime des arbres. Une grive chantait; un rouge-gorge se percha sur le rebord de la fenêtre.

— En France, dit Desmond d'une voix faible, nous avons eu de si beaux matins!

Une douleur contracta ses traits. Aubrey se pencha vers lui :

— Y a-t-il des nouvelles? J'aurais tant voulu en être, de la grande bataille! Je veux vivre pour voir la victoire.

Il s'interrompit, et tourna vers son frère un regard halluciné :

— J'ai eu un rêve bizarre, cette nuit, Aubrey, à propos de toi et de ton ami, te souviens-tu? Celui qui venait souvent te voir ici, lorsque Paméla et moi, nous étions enfants... Freddy Vivian...

Un instant, Desmond s'arrêta pour jouir des douces teintes de l'aube qui colorait les bois. Il ne vit pas la soudaine altération qui changea la physionomie de son frère. Il reprit :

— Nous l'aimions beaucoup. Eh bien! Je l'ai vu! Il était debout, là, à côté de toi. Il parlait, il parlait... Mais je ne comprenais pas ce qu'il disait. Pourtant...

D'un mouvement brusque, Aubrey tomba à genoux, à côté du lit.

— Desmond ! Ne saurais-tu me redire ce qu'il disait?

Il prononça ces mots, avec un accent d'extraordinaire angoisse. Desmond fit un effort.

— Non, je ne me rappelle pas les mots dont il s'est servi. Je sais seulement qu'il avait la main posée sur ton épaule. On aurait dit qu'il t'encourageait... qu'il t'exhortait...

— Desmond! écoute-moi... comprends-moi... Ce secret me pèse... C'est le remords qui sans cesse me torture... Freddy Vivian, c'est moi qui suis cause de sa mort... Oui, moi qui aurais pu le sauver et qui l'ai tué.

Et se penchant sur le lit, à mots pressés, comme poussé par une force irrésistible, il fit l'entière confession.

— C'était à Neuve-Chapelle. J'étais allé chercher du secours. Freddy et une dizaine de camarades, dont l'avance avait été trop rapide, attendaient dans un abri les renforts que je devais ramener. Les Allemands arrivaient en masse. Il y avait un violent tir de barrage. C'est alors, qu'en route, mon courage m'abandonna; je m'assis et je me cachai dans un trou d'obus. Combien de temps y restai-je? Enfin j'allai trouver le colonel, qui me donna les renforts necessaires! Mais quand nous arrivâmes au poste, il était trop tard : Vivian était mort, et les autres avaient été faits prisonniers par une compagnie de grenadiers boches... Desmond, c'est moi qui ai tué Vivian!

Voilà donc le souvenir qui hantait Aubrey. Voilà l'obsession à laquelle il était en proie, à ces instants où son esprit semblait absent, où ses yeux regardaient sans voir!...

— Pauvre Aubrey ! dit Desmond en pressant la main de son frère. Mais ce n'est pas toi, mon ami, qui as agi ainsi ! Ton âme n'a pas voulu cette chose : c'est ton corps qui a trahi ta volonté.

Aubrey ne put répondre. Il se cacha le visage dans ses mains. L'effort que cette confession lui avait coûté l'avait secoué jusque dans les profondeurs les plus intimes de son être. Il n'avait soufflé mot à personne de ce qu'il venait de confier à son jeune frère. Il s'était confessé à un mourant!

Desmond regardait un blanc troupeau de nuages passer dans le ciel matinal. Il eut la force de répéter :

— Ce ne fut que ton corps, Aubrey, qui te fit agir ainsi! Ce n'était pas ton âme. Pauvre Aubrey!

Et il retomba dans un lourd sommeil, d'où il ne sortit plus que par instants, secoué par des crises d'angoisse.

A huit heures, Paméla entra, si jeune, si belle dans son peignoir blanc sur lequel flottaient ses cheveux dénoués. Elle s'assit près de son frère, et l'infirmière lui permit de donner au blessé du lait et du cognac. La paralysie des membres inférieurs s'accentuait, mais il souffrait moins, et il avait toute sa connaissance. Après avoir péniblement avalé quelques gorgées, Desmond lui sourit :

— Comme tu ressembles à notre mère!

Il revoyait la photographie de leur salle d'études. Paméla porta la main de son frère à ses lèvres et la baisa. Elle était résolue à montrer du courage, à ne pas s'abandonner.

— Et Broomie? demanda-t-il. Où est-elle?

— Elle voudrait tant te voir, Dezzy! Oh! Dezzy, je me suis trompée sur son compte! Elle est vraiment bonne pour père et pour nous tous!

Les yeux de Desmond brillèrent.

Quelques instants plus tard, Élisabeth était auprès de lui.

Dès qu'il l'aperçut, Desmond se souleva sur ses oreillers, et lui tendit une main, qu'Élisabeth prit avec une sorte de passion. Puis, cédant à une impulsion plus forte que sa volonté, elle se pencha et l'embrassa au front.

— Merci! murmura-t-il en souriant.

Puis il sembla réfléchir, et il reprit :

— Père aura beaucoup de chagrin. Il n'y a personne auprès de lui pour lui rendre courage, pour l'aider...

— Il vous aime tant! dit Élisabeth, la gorge serrée. Il vous a toujours tant aimé!

— Promettez-moi de ne pas le quitter. Ne quittez plus Mannering... je vous en prie. Paméla sait qu'elle a été injuste envers vous. Restez : c'est notre vœu à tous les deux.

— Cher Desmond, je vous le promets : soyez sans inquiétude.

Desmond sembla délivré d'un grand poids. Il se tut, apaisé, et s'endormit de nouveau.

Bientôt, dans cette chambre de malade, par la seule force de sa personnalité, Élisabeth fut reine et souveraine. Elle était seule à exercer quelque influence sur le Squire, dont le morne désespoir effrayait tout son entourage. Les infirmières et les

médecins dépendaient d'elle pour une foule de menus détails. Et ce fut elle qui comprit le drame des derniers moments de Desmond. Plus la mort approchait, plus Desmond luttait contre elle. Il voulait vivre, pour connaître les nouvelles venues du champ de bataille, vivre pour savoir que l'Angleterre serait à l'honneur dans cette lutte gigantesque.

Le 20 mars, Chicksands, qui avait dû retourner à Londres, revint passer la nuit à Mannering. Desmond l'attendait : il avait insisté pour qu'on lui fît une piqûre de strychnine et de morphine avant l'arrivée de son ami ; il parlait avec une exaltation brûlante. Arthur lui lut une lettre d'un officier d'État-major du service des informations, qui décrivait les préparatifs inouïs que faisaient les Allemands en vue de l'offensive, laquelle serait sans doute déclenchée dans quelques jours. Desmond soupira :

— Alors, je ne serai plus là !

Quand Desmond fut redevenu plus calme, Arthur lui apprit d'une voix mal assurée qu'il avait été proposé pour la « Military Cross, » en récompense du courage qu'il avait déployé au cours de cette expédition qui lui coûtait la vie.

— C'est trop, dit Desmond, il y en a tant d'autres qui la méritent dix fois plus que moi !

Le soir Desmond sentit son père assis près de lui, penché sur son lit.

— Desmond! dit tout à coup le Squire à voix basse.

— Père?

— C'est toi que j'aimais le mieux. Dis-moi que tu le savais.

Il y avait tant d'humilité dans cette prière, et une telle détresse !

— Je le savais, consentit Desmond.

Le Squire pâlit. S'agenouillant, il embrassa son fils comme il ne l'avait jamais embrassé depuis son enfance. Desmond sourit faiblement.

— Merci, dit-il, si bas qu'on l'entendit à peine.

Lorsque l'aube commença à poindre, il réclama les journaux. Et, tandis que Paméla lui lisait les manchettes : *Le Problème du tonnage... Attaque contre les ports britanniques... Raids sur le front français... Bombardement des villes allemandes... Règlement du couvre-feu..*

— Ce n'est pas cela, soupira-t-il avec impatience. Non c'est autre chose que j'attends.

Ses forces diminuèrent visiblement pendant la matinée. L'un des médecins laissa entendre à Aubrey que cette véritable lutte pour la vie ne pouvait plus se prolonger longtemps.

Vers une heure de l'après-midi, Chicksands vint s'agenouiller tout près de Desmond.

— Desmond, dit-il d'une voix ferme, l'offensive est déclenchée. On vient de me le téléphoner du War Office. Elle a commencé ce matin à huit heures, sur un front de 50 milles... M'entends-tu?

Desmond ouvrit les yeux, fixant Arthur.

— L'offensive?... Commencée?... Enfin!...

— Le bombardement s'est ouvert à l'aube, vers cinq heures. L'infanterie allemande a attaqué trois heures plus tard. La bataille s'étend d'Arras à la Scarpe.

— Et nous avons tenu?... Nous tenons?

— Nous tenons.

Une telle joie illumina son visage, une expression de fierté si touchante que tous pleuraient autour de lui.

Il poussa un cri :

— Hurrah! pour l'Angleterre!

Ce fut le dernier. Ses yeux, fixés sur le Squire, conservèrent leur merveilleux éclat, nul ne sut dire combien de temps. Puis, tout doucement, comme si une main invisible éloignait une lampe, leur éclat s'atténua, les paupières s'abaissèrent. Et ce fut fini de la jeune vie de Desmond.

XVII

Trois semaines s'étaient écoulées depuis la mort de Desmond. Paméla écrivait à Arthur Chicksands, qui avait été envoyé à Versailles. La ruée sur Amiens avait échoué, mais la lutte se poursuivait toujours âprement entre Béthune et Ypres.

« *Dearest!* Que cette maison est étrange! Que le monde est étrange! Oh! comment ferais-je pour supporter la vie si je n'avais ce cher espoir qui me soutient? Mais, au milieu de l'angoisse du pays, il me semble que c'est très mal à moi de songer à ce fait surprenant, merveilleux : vous m'aimez!

« Dire que l'armée britannique est en retraite, — en

retraite ! après tout ce qu'ils ont fait, nos braves soldats ! Dieu merci, Desmond n'a rien su ! Mais si moi, qui ne suis qu'une jeune fille ignorante, j'éprouve un tel chagrin, que ne devez-vous pas éprouver, vous qui, là-bas, êtes au centre des nouvelles, vous qui savez tout ce que nous avons à redouter ?

« Chaque jour, je guette des noms connus dans la liste des tués, et il y en a toujours. Le lieutenant qui accompagnait Dezzy, quand ce dernier a été blessé, vient d'être tué à son tour. Le fils de Forest est grièvement blessé. Le vieux jardinier a perdu un autre fils. Le fils Perley est porté disparu, ainsi que le petit Pennington. Depuis ce matin, j'écris des lettres de condoléances.

« *Dearest*, vous seriez bien étonné si vous pouviez me voir en ce moment. Aujourd'hui, je suis « chef d'équipe. » Savez-vous ce que cela veut dire? Je viens de faire le tour de nos fermes et de prendre avec les fermiers toutes les dispositions nécessaires pour loger les jeunes filles qui se sont enrôlées pour travailler à la terre. Je les dirige. Hier, j'ai passé une journée à arracher de l'oseille avec six ou huit villageoises. C'est assez dur...

« Mais vous avez tout à fait raison : c'est le genre de travail qui me convient. Je suis née à la campagne, j'aime et je connais les choses de la terre. Les fermiers sont très bien pour moi. Ils se rendent compte que, bien que je sois la fille du Squire, je n'essaie pas de les régenter. Ce que je leur dis de la guerre a pour eux de l'autorité, à cause de Desmond. Ils le connaissaient tous, et ils l'aimaient. Ils me parlent parfois de son courage, lorsque, tout enfant, il chassait le renard. Bien qu'il ait été très peu de temps en France, il a trouvé pourtant le moyen d'écrire à plusieurs fermiers au sujet de leurs fils qui servaient dans son régiment. C'était vraiment une belle nature ! Comme je voudrais lui ressembler !

« Imaginez-vous que je suis en culottes et en tunique, et que je porte des guêtres ; je viens de rentrer. Car sachez, monsieur, que je travaille de six heures du matin à cinq heures du soir, avec une demi-heure pour le petit déjeuner et une heure pour mon repas de midi, que j'emporte dans un mouchoir de cotonnade rouge, et que je mange à l'ombre d'une haie ! Aujourd'hui, il a brouillassé, et je suis assez fatiguée. Mais je redoute de m'arrêter, car, dès que je ne travaille

plus, je commence à penser. Et, à part le cercle lumineux où vous vous trouvez, mes pensées sont bien sombres. Desmond me manque à toute heure, et il me semble qu'un grand démon monstrueux veut nous dévorer tous, vous, moi, l'Angleterre, tout ce qu'on aime et tout ce pour quoi on donnerait sa vie.

« Comment ai-je pu être si sotte au sujet d'Elisabeth? Maintenant que vous êtes loin de moi, et si vous me promettez de ne jamais, jamais m'en dire un mot, je veux bien vous avouer que j'ai été jalouse d'elle, à propos de vous. Oui, Arthur, parce que vous lui parliez grec, et que vous discutiez ensemble toute sorte de choses auxquelles je n'entendais rien! Voilà, n'est-il pas vrai? un beau caractère! Ne feriez-vous pas bien de ne pas vous affubler d'une si méchante personne, alors que vous le pouvez encore?

« Je vous ai parlé de père dans ma dernière lettre, mais je ne vous ai pas tout dit. Il a beaucoup changé. Il demeure assis dans la bibliothèque, pendant des journées entières. Ou bien il se met à l'arpenter durant des heures, sans même ouvrir un livre. Parfois il se promène dans les bois, très tard dans la nuit. Forest assure qu'il a presque entièrement perdu le sommeil. Il a remis toutes les affaires aux mains d'Élisabeth, il fait tout ce qu'elle veut. Mais voilà justement où est notre inquiétude. Il est évident pour moi qu'Élisabeth ne restera plus longtemps parmi nous. Je ne sais pas au juste ce qui s'est passé, mais j'imagine que père lui a demandé d'être sa femme, et qu'elle a refusé. Et je suis à peu près sûre que j'ai été pour beaucoup dans son refus. Me voilà punie comme je mérite de l'être. Car que deviendra père, lorsqu'elle sera partie et que nous serons mariés?

« Quant à Aubrey, nous l'avons vu dimanche dernier, et Beryl a passé la journée avec nous. On dirait qu'il lui témoigne plus de confiance, et Beryl a l'air plus heureux. Aubrey m'a dit, le lendemain de la mort de Desmond, que Dezzy lui avait « redonné le courage de vivre; » je ne lui ai pas demandé ce qu'il entendait par là, mais je suis sûre qu'il s'est confié à Beryl, et je crois leur mariage prochain.

« Et moi, mon cher Arthur, puissé-je ne pas vous être une trop vive déception!... »

Quelques jours plus tard, en revenant de Fallerton, le Squire trouva la maison vide. Il traversa le hall et alla s'en-

fermer dans la bibliothèque. Il tenait un journal du soir froissé dans sa main : il venait d'y lire un rapport détaillé sur le fléchissement des lignes portugaises le 10 avril et le repliement de la ligne britannique sur une profondeur d'environ 7 milles. Il y était aussi question de la prise d'Armentières et de Merville. Assis devant son bureau, le Squire relut les dépêches, et l'ordre du jour du maréchal Haig : « Il ne nous reste plus qu'à lutter jusqu'au bout. Chaque position devra être tenue jusqu'au dernier homme. Personne ne doit reculer. Le dos au mur, chacun de nous doit lutter jusqu'au bout. La sécurité de nos foyers et la liberté du genre humain dépendent de la conduite de chacun de nous en ce moment critique. » Le Squire lut et relut les lignes de ce magnifique ordre du jour. Il se tenait près de la grande porte-fenêtre devant laquelle Desmond était demeuré étendu pendant ses dernières journées, de belles journées de printemps, à regarder de ses yeux à demi voilés les bois et les étendues verdoyantes où s'était écoulée son enfance. C'était là qu'il avait attendu la fin, soumis et résigné en ce qui le concernait, mais luttant pied à pied contre la mort, afin que son esprit pût connaître le plus longtemps possible la destinée de son pays. C'était là qu'il était mort, en prononçant le nom de l'Angleterre.

L'Angleterre! se répétait le Squire. Son fils était tombé au champ d'honneur! Son pays luttait, *le dos au mur*. Et lui, qu'avait-il fait pour l'Angleterre pendant ces années de guerre? Il se rappela son insouciance, son indifférence, son refus égoïste et insensé, renouvelé de jour en jour, de donner son cerveau, son corps ou ses biens à la Patrie. Desmond, son fils, avait tout donné! Et la lutte à mort continuait toujours. « Nous devons tous combattre jusqu'au bout. » Devant ses yeux passa le spectacle de l'armée telle qu'il l'avait vue, là-bas en France : une division en marche près du saillant d'Ypres; il revit les rangées de jeunes visages, aux joues hâlées, aux yeux souriants, et pendant qu'il était assis là, dans la tranquillité du crépuscule d'avril, des milliers de jeunes gens comme Desmond exposaient, sans un murmure, leurs corps souples aux coups des Allemands, parce que l'Angleterre le leur demandait!... Il comprenait, maintenant, ce que cela voulait dire! *Il comprenait!*

On frappa à la porte : Forest entra, traînant un lourd ballot derrière lui. Il jeta un coup d'œil inquiet vers son maître.

— On vient de renvoyer ceci de France, monsieur.

Le Squire tressaillit. Il regarda en silence Forest déballer la valise. Elle contenait la musette de Desmond, ses vêtements, quelques livres, un uniforme taché, un block-notes et divers objets que Forest rangea par terre de ses mains qui tremblaient.

Le Squire fit appeler miss Bremerton.

Quand elle entra et qu'elle eut refermé la porte sur elle, il désigna en silence les objets étalés à terre. Élisabeth s'agenouilla : d'abondantes larmes baignaient son visage.

— Connaissez-vous ceci ? demanda le Squire en lui tendant un petit livre.

C'était l'*Anthologie* de poche qu'elle avait remise à Desmond, le jour où il était parti pour le camp. Elle la feuilleta et vit une page cornée. Et il lui sembla entendre de nouveau la voix du jeune homme, tandis qu'il traduisait l'épigramme : « Honte à vous, montagnes et mers!... » Le Squire lui fit signe qu'il la priait de garder le précieux livre en souvenir de Desmond. Puis il la fit asseoir.

— Je veux vous consulter, lui dit-il... Je cherche le moyen de me rendre utile. Aidez-moi!

Était-ce bien lui qui parlait? Quel changement dans son attitude et dans son langage! Il continua :

— Avez-vous lu l'ordre du jour de Haig? Ni vous, ni moi n'avions jamais envisagé chose pareille !

— Est-ce donc la première fois que l'Angleterre a *le dos au mur?*

Elle se tenait très droite, la mine fière. Elle dit :

— L'Angleterre ne cédera pas, elle ne cédera jamais, jusqu'au jour où l'Allemagne sera à genoux...

Le long visage du Squire, plus émacié que jamais, sembla refléter le rayonnement du visage d'Élisabeth.

— Oui, quand cela devrait durer dix ans...

— Est-ce que toutes les femmes anglaises vous ressemblent? miss Bremerton.

— Elles valent mieux que moi, s'écria Élisabeth avec une religieuse ferveur : songez à toutes ces femmes dont je ne suis pas digne de délacer les souliers, aux infirmières, ou simplement aux épouses dont le mari est au feu, aux mères qui ont donné la chair de leur chair! ..

— Je vous entends : nous serons sauvés par des enfants comme Desmond et par des femmes comme vous !

Il y eut un silence. Puis le Squire reprit :

— Mais vous n'avez pas répondu à ma question. Si le pays est en danger mortel, si la terre tremble sous nos pas, si nous devons encore nous battre pendant plusieurs années, *le dos au mur*, je ne puis vraiment pas continuer à cataloguer des vases grecs ! Je le reconnais maintenant. Mais à quoi suis-je bon alors ?

Élisabeth rougit, et ses yeux se remplirent de larmes :

— A aider le pays ! dit-elle simplement. Il y a tant à faire pour un grand propriétaire terrien comme vous !

Le visage du Squire s'assombrit.

— Oui,... si j'en avais le courage. Mais je suis un faible ! Vous le savez bien ! Vous vous rappelez ce que je vous disais que, si Desmond mourait, je partirais avec lui...

Elle attendit un instant pour répondre. Puis elle dit avec énergie :

— C'eût été déserter ! Il aurait été le premier à vous le dire !

Leurs regards se croisèrent, et le Squire fut subjugué par la passion contenue qui brillait dans les yeux d'Élisabeth. C'était un dialogue étrange, comme celui de deux âmes débarrassées de toute entrave et qui s'affrontaient dans leur vérité.

— Je l'aurais fait, la nuit de la mort de Desmond... si ce n'avait été pour vous !

— Pour moi ? dit-elle, en cachant son visage dans ses deux mains.

— Pour vous. Dans l'espoir que, si je devais remettre toute ma vie à l'école, brûler ce que j'avais adoré et adorer ce que j'avais brûlé, le seul être humain qui fût capable de me donner pareille leçon, qui eût même déjà commencé à m'instruire... demeurerait près de moi, mettrait sa main dans la mienne et me guiderait...

Sa voix se brisa. Élisabeth, bouleversée par la sincérité de son accent, n'avait plus la force de protester. Il reprit avec véhémence :

— Comprenez-moi bien, miss Bremerton. Pour moi, Desmond est toujours ici (il désigna le vide près de la fenêtre) et vous êtes toujours assise auprès de lui. Et je sais que, si vous partez, si je demeure seul avec l'image de mon pauvre enfant, je n'aurai jamais la force d'accomplir les choses qu'il m'a

demandé de faire... Je ne puis me lever et marcher sans votre aide.

Élisabeth était au paroxysme de l'étonnement et de l'émotion. Comment croire que le Squire pût lui parler ainsi, que l'homme qui avait été pour elle un maître exigeant et presque dur pendant les premières semaines, pût ainsi rejeter sur elle tout le poids de son avenir, de sa tristesse, de son désir du mieux, qu'il fît appel à ce fond de tendresse instinctive et illimitée, qu'il y a chez toute femme, vraiment femme? Sa volonté était comme paralysée. Le Squire en eut la sensation. Il voulut venir à son aide :

— Je ne vous demande pas de me dire tout de suite que vous serez ma femme. Je ne vous le demande pas encore, parce que j'ai trop peur que vous ne refusiez. Mais, si seulement vous pouviez me répondre : « Je vais continuer ma tâche ici. Je vais aider un homme qui est faible, moi qui suis forte; je lui ouvrirai de nouveaux horizons ; je lui donnerai de nouvelles raisons de vivre... »

Élisabeth put à peine réprimer ses sanglots, tant il y avait d'humilité dans les paroles de cet homme naguère si orgueilleux, et tant cette tristesse lui allait au cœur! Le Squire se redressa un peu, et sa voix se fit plus assurée :

— Ne changeons rien, pour le moment! Restez avec nous! Usez de mes terres, usez de moi, et de tout ce que je possède, pour le pays! Essayons de faire ce que Desmond eût fait. L'Angleterre est *le dos au mur*. J'ai et je puis vous donner quelque influence. Apprenez-moi à en tirer le meilleur parti pour l'Angleterre.

Et il l'adjura en ces termes d'ardente supplication :

— Élisabeth, soyez mon amie et celle de mes enfants! Faites venir votre mère et votre sœur, jusqu'au départ de Paméla. Vous me direz alors ce que vous décidez. Ne me faites aucune promesse. Vous serez absolument libre! Travaillons ensemble, pour le bien de notre pays.

Élisabeth releva son beau visage empreint d'une expression de gravité et de noblesse.

— Oui, dit-elle d'une voix forte, je resterai.

Il respira longuement, puis il porta à ses lèvres la main qu'elle lui tendait. Alors il s'approcha du portrait de Desmond, qu'éclairait un rayon de soleil couchant. Il le contempla quel-

ques instants, et puis, la taille redressée, le verbe haut, de cette voix sèche, autoritaire qu'Élisabeth connaissait si bien :

— On me dit que les nouveaux bâtiments de la ferme de Holme Wood sont presque terminés. Vous viendrez les voir avec moi demain matin. Il y a aussi des bois dans le voisinage, qu'il serait bon de visiter, car le service de l'Aviation nous réclame encore des frênes.

Élisabeth s'inclina.

— En revenant, dit-elle, Paméla et moi, nous irons faire une conférence au village, sur la « question des porcs et des pommes de terre. »

Le Squire railla :

— Que pouvez-vous bien savoir sur une question de ce genre ?

— Vous viendrez nous entendre.

Il y eut un silence. Le Squire ouvrit toute grande la fenêtre, pour mieux jouir du couchant d'avril. La pâle clarté du jour finissant brillait encore à travers les bois et sur les faîtes rougissants des bouleaux. Çà et là, on apercevait les pousses des premières feuilles, et l'herbe était déjà d'une couleur plus vive. Tout à coup on entendit une sourde détonation, puis une autre, et une autre encore.

— Le canon ! dit le Squire.

Élisabeth lui rappela qu'un nouveau camp d'artillerie venait d'être installé au delà de Fallerton.

Mais cette canonnade avait métamorphosé ce crépuscule d'avril. Les bois, l'herbe, les ramiers du parc disparurent. Les pensées du Squire et d'Élisabeth franchirent la mer et allèrent vers cet enfer de lutte implacable où leur race, où l'Angleterre était acculée. Quelques semaines, quelques mois au plus décideraient de son sort.

Une angoisse étreignit Élisabeth. Et ses lèvres murmurèrent ces paroles passionnées où s'exprimait un patriotisme auquel le sien répondait à travers les temps :

— Prie pour Jérusalem ! Prie pour le salut de Jérusalem ! Ceux qui l'aiment, ceux-là seront récompensés ! »

MARY A. WARD.

Traduit de l'anglais par MARC LOGÉ.

LA
RANÇON DE NOS CATHÉDRALES

I

L'ennemi a été chassé de notre sol qu'il a couvert de ruines innombrables. Plus de mille églises, cent cinquante mille maisons, quinze cents villes et villages ont été bombardés systématiquement, avec cette férocité joyeuse que les Allemands ont appelée eux-mêmes, la *Schadenfreude*, « la joie de mal faire. »

Henri Heine l'avait bien prédit, dans son amère et dédaigneuse compréhension de la mentalité réelle de ses compatriotes, lorsqu'il annonçait que le marteau du vieux Thor viendrait fracasser nos cathédrales ogivales. Mais comme il était loin de compte avec l'atroce réalité présente! Le vieux Thor, au marteau d'airain, qu'il entrevoyait dans ses rêveries prophétiques, semblerait un enfant, à côté du monstre aux cinq millions de têtes qui s'est rué sur notre territoire avec la volonté, bien arrêtée, d'en faire un désert total.

Rien ne traduit mieux cet état d'esprit que le fameux article du *Berliner Tageblatt*, du mois de mars 1917, expliquant pour le régal de ses lecteurs d'outre-Rhin le processus de la méthode qu'employait déjà Attila, et qui fut aggravée par les armées allemandes en retraite, dans leur œuvre d'anéantissement de toute une grande région française.

C'est le comble de la destruction qui a été réalisé ici. Tout a été abattu à coups de hache ou encore scié; les arbres et les buissons sont tombés, et cela a duré des jours et des jours jusqu'à ce que tout ait été rasé.

Il ne fallait laisser dans cette région ni un abri, ni un toit; il faut que l'ennemi cherche en vain de l'eau. Tous les puits sont détruits;

il n'y a pas un coin où il lui sera possible de s'installer; tout a été démoli ou brûlé; les villages ne sont plus que des amas de décombres; les clochers sont étendus en travers des routes. La fumée monte de partout; l'air est empuanti; tous les villages retentissent du bruit des explosions; ce sont les cartouches de dynamite qui achèvent leur œuvre.

Il n'est pas facile de bouleverser de fond en comble toute une localité! Des centaines de villages ont été exposés au bombardement, mais quelques murs se dressaient encore; parfois un toit subsistait, malgré tout, sur un support de pierres. Tous ces débris misérables ont reçu le coup de grâce. Pauvre diable d'habitant, cherche ta maison maintenant...

Les cathédrales de Soissons, de Reims, de Verdun, de Dunkerque, de Saint-Quentin et d'Arras, la basilique d'Albert, les églises de Saint-Remi de Reims, de Bapaume, de Sermaise, d'Ablain-Saint-Nazaire, de Gerbéviller, d'Hattonchâtel, de Péronne, de Roye et de Pargny-sur-Saulx, pour n'en citer que quelques-unes; les hôtels de ville de Reims, d'Arras, de Louvain, la Halle aux drapiers d'Ypres, parmi les grands monuments historiques qu'ils ont détruits, suffiraient à vouer tout un peuple à l'éternelle réprobation, si les Allemands y étaient sensibles. Mais ils s'en sont fait gloire au temps où ils espéraient la victoire. Donc, nous les prendrons au mot.

On connaît le texte, pesamment ironique, tracé par eux sur les ruines de l'hôtel de ville de Péronne en lettres de trois pieds de haut : « *Ne vous fâchez pas! admirez seulement.* » Acceptons ce conseil ! ne nous fâchons pas. Soyons calmes et forts comme la justice implacable! *Admirons seulement* comment nous pourrons, au moyen des ressources intactes de l'adversaire, non certes réparer nos pertes, mais du moins les compenser. Dans les domaines économique et industriel, il va de soi que la reprise de la vie normale et des affaires en France exigera une large rançon matérielle pour toutes les ruines accumulées, pour tous les pillages, les réquisitions, les bouleversements du sol et sa stérilité, peut-être incurable. Mais il semblait que, dans l'ordre artistique, nous dussions faire notre deuil de toutes nos richesses disparues. Il n'en est rien. Là, aussi, la rançon est possible. Elle est facilement exigible, et d'autant mieux qu'il ne s'agit que d'œuvres d'art françaises qui doivent reprendre, les unes le chemin du retour, les autres

nous revenir après un exil de plusieurs siècles aux porches des cathédrales allemandes, aux rosaces des transepts, aux parois des piliers, aux cloisons des jubés, nous revenir, du fond des vieux trésors d'églises, des salons de Potsdam ou des nombreux musées des capitales germaniques.

L'heure n'est point venue d'établir le compte en détail. Mais on peut, déjà, mettre quelques-uns des éléments de compensation que nous devons exiger de l'Allemagne, en regard d'un petit nombre d'œuvres détruites, et les présenter au tribunal de l'opinion, qui saura imposer ses droits.

II

Le plus grand désastre artistique, imputable à la *Schadenfreude* exacerbée, c'est sans contredit la ruine, sinon totale, du moins en grande partie irréparable, de la basilique de Reims. On sait avec quel acharnement les artilleurs de la Kultur arrosèrent la cathédrale, dès le 19 septembre 1914, à l'aide d'obus incendiaires qui détruisirent l'admirable *forêt* des combles, firent fondre les lames de plomb du toit, mirent le feu à l'échafaudage de réparation de la tour du Nord et anéantirent le fameux *beffroi à l'Ange* qui couronnait la croisée des faîtages. Nul n'ignore la continuité du bombardement, jusqu'aux derniers jours de l'occupation du fort de Brimont, ni l'ensemble des dégâts commis.

Là, le crime est patent. Il était, dès longtemps, prémédité et attendu, avec joie, par tous les partisans du Pangermanisme. Déjà, en 1814, le pasteur Goerres, professeur de théologie, avait incité Blücher, en ces termes : « Réduisez en cendres cette basilique de Reims où fut sacré Klodowig, où prit naissance l'empire des Francs, faux frères des nobles Germains; incendiez cette cathédrale! » Le 5 septembre 1914, le *Berliner Tageblatt* publiait ceci : « Le groupe occidental de nos armées de France a déjà dépassé la seconde ligne des forts d'arrêt, sauf Reims dont la splendeur royale, qui remonte au temps des lis blancs, ne manquera pas de crouler bientôt en poussière, sous les coups de nos obusiers. »

Dès octobre 1914, Rudolf Hersog cueillait les lauriers d'Apollon pour une ode qui fit le tour des Allemagnes et qui débute ainsi :

« Les cloches ne sonnent plus dans le dôme aux deux tours!

« Finie la bénédiction!

« Nous avons clos avec du plomb, ô Reims! ta maison d'idolâtrie. »

Et, devant la clameur unanime d'indignation de tous les Neutres, devant le cri d'horreur des Alliés médusés par tant d'infamie, on perçut le rire effroyable du général von Disfurth qui, ramassant l'épithète de « Barbare, » dont le monde entier qualifiait ses soldats, s'écriait dans un transport de sauvagerie : « Si tous les monuments, tous les chefs-d'œuvre d'architecture qui se trouvent placés entre nos canons et ceux de l'ennemi, allaient au diable, cela nous serait parfaitement égal. — Mars est le maître de l'heure et non pas Apollon! On nous traite de Barbares, qu'importe! Nous en rions. Que l'on ne nous parle plus de la cathédrale de Reims, de toutes les églises, de tous les palais qui partageront son sort. Nous ne voulons plus rien entendre!! »

Enfin, le général von Heeringen, qui commandait devant Reims, déclarait, en décembre 1914 : « Le sang allemand vaut mieux que tous les monuments français. Quand le moment viendra de prendre Reims, j'ordonnerai le bombardement général de la ville, et la responsabilité de sa destruction incombera aux Français. Nous ne respecterons Reims que lorsque les Français n'y seront plus! »

Pourtant la haute valeur d'art de la cathédrale ne leur échappait pas, puisque le professeur Clémen, pour vanter la kultur allemande, a fait ressortir ce fait, que le colonel, comte de Vitzhum, fit une conférence sur l'histoire de l'Art, à ses soldats rassemblés par ordre, dans la basilique, même, pendant le peu de jours de l'occupation par leurs armées victorieuses.

La préméditation, la volonté du crime sont donc indéniables, et l'on comprendrait mal les raisons d'une telle haine, si nous nous arrêtions au seul grief des pasteurs luthériens que cette basilique est un temple d'idolâtrie. Elle est, historiquement, l'un des obstacles les plus puissants au triomphe d'une primauté germanique, dans l'élaboration de ce style appelé *gothique* par nos humanistes du XVIe siècle, qui répétaient une affirmation injurieuse de Palladio, et que nos Romantiques, engoués des légendes rhénanes, proclamaient d'origine alle-

mande, sans tenir compte des dates ni des noms de ses créateurs.

Quand la grande ligne de notre histoire artistique sera dégagée de ces fables, redressée entre des dates sûres et jalonnée par des œuvres d'art trop longtemps méconnues; lorsqu'on enseignera chez nous, preuves en main, que notre France a un passé qui ne redoute aucune comparaison par ses arts si variés, par l'immense expansion d'un style né, exclusivement, dans l'Ile-de-France, et maintenu dans sa suprématie, malgré sa constante évolution, jusqu'à notre époque d'apparente décadence, on comprendra mieux toute la valeur artistique et morale de ce qui fut détruit systématiquement par l'ennemi héréditaire, dans un dessein qui se préciserait, alors, plus fortement.

Lorsqu'on se souvient de l'infiltration des théories germaniques dans le groupe, encore restreint, des artistes français, conduits, de sécessions en concessions, vers cette négation des qualités de notre tradition artistique, que soutenait un syndicat cosmopolite de marchands, et qu'on rapproche ces emprises d'avant-guerre du fait brutal de la destruction de nos vraies gloires du passé, on ne peut qu'être frappé par l'astuce d'un plan d'hégémonie, qui cherchait à annihiler notre suprématie française, pour la plus grande gloire de l'Art allemand.

Après avoir annexé les van Eyck, tous les Flamands, Holbein et jusqu'à Rembrandt dans des ouvrages de vulgarisation artistique, leurs docteurs, — avec von Bode, « le Bismarck des directeurs de musée, » à leur tête, — eussent tôt fait d'annexer définitivement l'Art français, à l'aide d'arguments sans réplique, puisque les témoignages de nos monuments auraient été détruits.

Aussi, pour apprécier l'étendue du désastre de Reims, est-il indispensable d'expliquer la valeur intrinsèque de ce qui est irrémédiablement détruit, à l'aide de points de comparaison pris dans l'histoire générale de l'art.

Certes, le gros œuvre de la basilique a beaucoup souffert. Des pinacles, des voûtes, des croisées d'ogive, toute « la forêt, » une partie importante de la tour du Nord et des arcs-boutants sont à jamais détruits.

Mais il faut reconnaître que les plus grandes parties de ces dévastations peuvent être reconstituées sans nuire au respect,

ni à l'intégralité de l'œuvre d'art, dans son ensemble. Les pertes irréparables se restreignent donc à la *Statuaire* et aux *Vitraux*. C'est pour eux, cependant, qu'une compensation peut être obtenue de l'Allemagne, si l'on veut bien l'exiger rationnellement, comme on le verra tout à l'heure. Le reste est une question d'indemnités correspondant aux frais très largement décomptés des reconstructions ordinaires : les cathédrales étant un perpétuel chantier de restaurations méthodiques.

Encore faudra-t-il se mettre en garde contre cette incompétence des Commissaires de la République, qui crurent voir la *Pala d'Oro* de Venise dans le volet de bois doré qui la recouvre en temps normal, et dédaignèrent l'objet précieux en se trompant sur sa vraie nature!

III

Le principal auteur des sculptures de Reims a exécuté, à Bamberg, peu après l'achèvement des trois porches de la basilique, toute une série de statues presque identiques et de mêmes mesures que celles dont il venait de décorer ce monument.

Quel est donc ce grand statuaire, au nom presque inconnu, qui devrait être entouré de la vénération nationale, cet autre Rodin du début du XIIIe siècle, dont la gloire eût été l'égale de celle de Michel-Ange dans l'admiration raisonnée des artistes, si nous avions pu mettre un nom d'auteur sur ces sculptures magnifiques?

On n'a prêté qu'une attention très superficielle à un document de premier ordre pour l'histoire de l'Art en général, et pour les archives glorieuses de l'Art français, et qui consiste en un relevé de l'ancien « Dédale » du pavé de la basilique. C'est un dessin de Jacques Cellier de Reims, qui l'exécuta au XVIe siècle, en le commentant dans ces termes précis, sans doute écrits, alors, d'après les textes du dallage du *Labyrinthe :*

Aux quatre coingts d'iceluy dédale où sont représentations et escriptures. Premier, en celui qui est près de la chaire du prédicateur, qui est en entrant à main gauche, est l'image d'un maistre, *Jehan le Loup*, qui fut maistre d'icelle église l'espace de seize ans et commença les portaux d'icelle. En l'autre du mesme costé est l'image d'un *Gaucher de Reims*, qui fut maistre des ouvrages l'espace de huit ans, qui ouvra aux voussures et aux portaux. En l'autre qui

est d'autre costé, vis-à-vis et opposite de cestz-ci, est l'image d'un *Bernard de Soissons*, qui fit cincq voûtes et ouvra l'O, maistre de ces ouvrages l'espace de trente-cincq ans. En la dernière, qui est à l'opposite de la chaire du prédicateur, est l'image d'un *Jehan d'Orbais*, maistre desdits ouvrages, qui encommença la coiffe de l'église.

D'où il ressort, avec évidence, ce qu'on savait déjà d'autre part, que Jehan d'Orbais fut l'architecte général de l'ensemble et le directeur des travaux de l'abside qui renferme le chœur, — la partie primitive de toutes les cathédrales, — appelée, ici, « *la coiffe*, » parce qu'elle correspond à l'emplacement du chef sanglant du Crucifié, dont la cathédrale figure l'instrument du supplice, les deux bras du transept représentant les branches de la croix. Or, si l'on suit l'ordre chronologique de la construction d'une cathédrale, selon les indications de ce document, en partant du 6 mai 1211, date de la pose de la première pierre par l'évêque Aubry de Humbert, on trouve que Jehan d'Orbais et Jehan le Loup menèrent l'œuvre jusqu'en 1241, date de la consécration du chœur et du transept par le Chapitre. Ce qui attribue le plan d'ensemble et la construction effective du chevet avec ses cinq chapelles rayonnantes, des arcs-boutants à double volée, des pinacles abritant les sept Anges, à maître Jehan d'Orbais, laissant à Jehan le Loup l'honneur d'avoir exécuté le triple porche latéral du Nord, les magnifiques statues du tympan, du meneau, avec le *Beau Dieu*, et des ébrasements, qui sont peut-être perdus aujourd'hui sous les ruines de la basilique. Vient ensuite la grande tâche de *Bernard de Soissons*, « qui fit cinq voûtes et ouvra l'O, » ce qui veut dire qu'il construisit la fin de la grande nef, les bas côtés latéraux et la grande rose de la façade, au-dessous de la galerie des Rois.

Il reste ainsi à *Gaucher de Reims* l'immense gloire méconnue d'avoir œuvré « durant huit ans aux voussures et aux portaux, » lesquels ne peuvent être que les trois porches surmontés de gables de la façade occidentale.

Ce qui nous porte en 1249. Car, si l'on suit l'ordre normal d'une construction de cette espèce, en consultant le si précieux dessin de la *Sainte Barbe* de Jean Van Eyck, qui nous montre un chantier d'église ogivale en activité d'érection d'une tour, il est hors de doute que la construction de la grande nef et des trois porches principaux a dû se faire par une série d'arasées

d'ensemble comprenant la base des deux tours, les piliers du vaisseau et des collatéraux s'élevant parallèlement, sous la toiture mise en place d'abord jusqu'à la rose de la façade, puis jusqu'à la galerie des Rois, vers 1290 ; le gros œuvre étant, alors, terminé, à la naissance de l'isolement des tours qui ne furent achevées qu'au début du XIVe siècle, sous la direction de maître Adam, puis de Robert de Couci, dont le nom seul émergeait de la légende orale de la basilique.

C'est donc à maître *Gaucher de Reims* et à son atelier qu'il faut attribuer, sans conteste, les incomparables figures des trois porches et la décoration du contre-portail intérieur, l'une des plus pures merveilles de la statuaire médiévale et le plus rare trésor de Reims. — Cette contre porte, seule, eût assuré la gloire d'un artiste, si le grand tambour sculpté, rajouté au XVIe siècle, n'eût assombri les cinquante niches trilobées qui sembleraient avoir occupé la vie entière d'un statuaire, et qui ont dû être faites, — avec quelle magistrale science technique! — en peu de temps, si l'on déduit des huit années que Gaucher travailla à Notre-Dame de Reims, le temps employé aux trois porches et aux trois gables. Rien que le groupe de *la Communion du Chevalier* avec l'officiant tendant l'hostie, dans un mouvement hiératique qui casse en larges plis une étoffe, si admirablement souple, qu'elle ne trahit nulle part le grand effort de sa composition, et le chevalier, en armes, qui ne s'agenouille point, étant de ceux qui ont le droit d'entrer à cheval jusqu'au maître-autel de l'église ; rien que ce seul groupe, complété par l'écuyer qui attend sa part du pain consacré, aurait suffi à immortaliser le nom de *Gaucher de Reims*. Mais notre pays, trop riche en artistes de premier ordre, les a noyés dans un obscur anonymat, dès les débuts du XVIe siècle, lors de l'envahissement de la Renaissance italienne, avec tous les « *tailleurs de cruchefis* » et les « *imagiers* » de pierre et d'ivoire, les verriers et les tapissiers qui ont rempli l'Europe d'œuvres françaises, durant trois siècles et demi, et qui ont assuré obscurément sa suprématie artistique. Hélas! une partie de cette *Porte intérieure* a largement souffert de l'incendie des tambours sculptés, sans que pourtant la destruction en soit totale. Il n'en est pas de même du grand porche extérieur de la tour du Nord dont les statues des ébrasements ont été saccagées, dès le 20 septembre 1914, par l'incendie et

l'écroulement des bois de charpente, constituant l'échafaudage de réparation de cette même tour.

Là, tous les visiteurs de la basilique venaient admirer le *Sourire de Reims*, dans cette adorable figure d'Ange ailé qui fut décapitée au premier jour de l'incendie. Il nous accueillait, autrefois, au seuil même de l'édifice, avec cette expression de joie élégante et malicieuse qui caractérise un visage français, disant la bienvenue à un ami de tous les jours, venant prier dans la basilique.

Hélas! le *Sourire de Reims* n'est plus qu'un souvenir. Ce qu'il en reste, parmi les débris de pierre recollés, rappelle trop nos grands blessés du Val-de-Grâce pour qu'il soit possible de l'évoquer encore, malgré les documents photographiques qui l'ont vulgarisé. Une remarque assez étrange peut être faite, ici, en constatant, sur des photographies, l'analogie sensible, quoique lointaine en raison des styles et des procédés différents, entre le sentiment expressif de ce *Gaucher* de Reims, du début du XIIIe siècle, et celui du plus grand des *gauchers*, Léonard de Vinci, dans la recherche du sourire. L'*Ève* de Reims et l'*Ève* de Bamberg ont aussi des analogies avec le dessin préparatoire de la *Joconde* du musée de Chantilly; il y a là une indication physiologique intéressante, lorsqu'on étudiera le style des artistes, par rapport avec l'état physique de leurs yeux ou de leurs mains, comme instruments d'étude et d'exécution.

A côté du fameux *Sourire*, les statues de *Saint Remi*, de *Saint Thierry*, de *Sainte Clotilde*, sont à peu près anéanties. Le groupe de *Saint Nicaise* et des *Deux Anges*, dont l'un est déjà cité, a subi de très graves dommages par l'écaillement des draperies sous l'action du feu, de même que toutes les autres statues des deux ébrasements de ce porche. Les figurines des voussures s'écailleront et tomberont peu à peu, car la pierre est cuite superficiellement dans toutes les parties précieuses de la sculpture.

Plus loin, c'est la *Reine de Saba*, décapitée comme l'Ange au sourire, mais moins totalement détruite que celui-ci, avec les deux statues voisines de l'éperon entre les porches.

Au portail central, la grande *Vierge*, du meneau divisant la porte, est fortement endommagée et le groupe de la *Présentation au Temple* a reçu de nombreuses blessures.

Les gables, si merveilleusement ajourés, — cette dentelle

de pierre pyramidale qui couronne chaque porche et donne à l'ensemble un aspect si riche et si aérien, — ces gables sont à peu près détruits dans leurs parties les plus précieuses. Les personnages de la *Crucifixion* sont tous gravement mutilés, ainsi que ceux du contrefort du portail Nord, avec les cariatides qui, de part et d'autre, soutenaient les premières gargouilles. Un magnifique *Fleuve du Paradis* fut décapité à la droite de ce gable. Le grand *Goliath* qui se tenait debout, à droite de la rose principale de l'Occident, a totalement disparu, ainsi qu'un fier *David* placé à côté; non par le feu cette fois, mais par l'explosion des obus percutants qui se brisaient sur le gros œuvre de la basilique sans pouvoir l'entamer, tant sa puissante construction l'eût mise à l'abri de l'injure des siècles. L'éminent architecte américain, M. Whitney Warren, qui a prêché la croisade du Nouveau Monde et fut l'un des premiers témoins des destructions du bombardement, adressait le 30 octobre 1914 à l'Institut, dont il est membre, un rapport dont il faut, surtout, relever ceci : « S'il reste quelque chose du monument, cela est dû à la construction solide de ce que j'appellerai la carcasse de la cathédrale, et non, j'en suis fermement convaincu, à un désir des Allemands d'épargner le monument. Les murs et les voûtes sont d'une solidité qui défie même les engins modernes de destruction, car le 24, lorsque le bombardement fut repris, trois bombes tombèrent sur la cathédrale, mais les voûtes résistèrent merveilleusement et ne furent même pas perforées. »

Quant aux vitraux, qui racontaient dans les Roses et dans les fenestrages de la basilique toute la Légende dorée et le Nouveau Testament, leurs gemmes, dont le secret est perdu, ont été volatilisées, ou émiettées par fragments inexpressifs sur le pavé ou sur le parvis, où elles ont fait une poussière aussi grise que la cendre mortuaire des plus chatoyants papillons.

A Reims même, d'autres dommages irréparables ont été commis à l'*Archevêché*, à *Saint-Remi*, à l'*Hôtel de Ville*, à la *Place Royale* et la ville entière n'est qu'un immense amas de ruines, qui cependant peuvent être reconstituées avec du temps, de la méthode, le respect des grandes œuvres et avec beaucoup d'argent.

Au contraire, les pertes de la statuaire de la basilique, de la totalité de ses vitraux, ainsi que celle des tapisseries de la

Salle du Tau ne peuvent être réparées que par des compensations matérielles de même nature, dont les éléments sont intacts en Allemagne et servent de base aux docteurs d'outre-Rhin pour parler de l'art allemand du XIIIe siècle ; quoiqu'ils n'ignorent point que ce furent des Français qui sont venus chez eux exécuter toutes leurs cathédrales ogivales, presque toute la statuaire artistique et tous les vitraux de quelque valeur.

En ce qui concerne, plus particulièrement, Notre-Dame de Reims, c'est à Bamberg qu'on trouvera des œuvres du *Gaucher de Reims* pour remplacer nos statues détruites. Le Dom franconien n'en souffrirait pas, dans son ensemble architectural, puisque toutes les œuvre de notre grand artiste ont été adaptées à une construction romane, dont l'exécution remonte au règne de l'empereur Heinrichs II. Il la fonda, dès 1004, dans ce style particulier de la plupart des cathédrales véritablement allemandes, ce mélange d'art militaire et d'art religieux, donnant plus l'idée d'une forteresse que d'un lieu de prière et d'asile, selon la tradition française. Le Dom de Bamberg est une étroite église, flanquée de quatre tours, encadrant les deux chœurs symétriques de faible saillie qui s'opposent aux deux extrémités de la grande nef. C'est vers 1250, après l'achèvement de son œuvre de Reims, que Gaucher vint à Bamberg avec ses « Compagnons » entreprendre la décoration des transepts, du jubé et des piliers de la cathédrale. L'identité d'exécution technique, l'accent du style des figures, la science des draperies qui n'appartiennent qu'à lui et l'apparentent à Phidias dans ses figures des *Charites* du Parthénon, tout concourt à l'attribution au seul maître Gaucher de toute la statuaire de ce dôme (1). Il est matériellement impossible qu'un autre sculpteur ait eu, dans le même temps, le même style et les mêmes mains, et, d'ailleurs, les Allemands ne dénient pas cette identité ; mais en faveur de l'art germanique. Il suffit d'opposer les dates pour trancher, à fond, la question. Toute la statuaire de Reims était achevée, dès 1249. Or, la littérature artistique allemande, ainsi que les documents d'archives, précise que c'est

(1) Comme dans toute œuvre d'un « atelier » il y a des inégalités sensibles dans cet ensemble ; de même qu'à Reims, dans les trois porches, on suit avec évidence l'introduction de plusieurs » Compagnons, » artistes secondaires travaillant pour un seul maître d'œuvre qui donnait des ébauches ou de simples croquis d'ensemble, destinés à assurer l'unité générale ; la maladie moderne du graphisme personnel et de l'individualité dominante n'existaient pas.

vers 1250, et *pas avant*, que le dôme de Bamberg fut enrichi de ses sculptures.

Il en est de même, et sans contredit, pour la priorité d'invention du style ogival qui apparut dans notre Ile-de-France, vers 1110, et réalisa, dès 1114, sa première grande œuvre, dans la cathédrale de Laon, reconstruite après l'incendie de 1112. Chartres, dès 1120, Noyon en 1131, Saint-Denis en 1133, Notre-Dame de Paris, dès 1163, proclament cette priorité française à laquelle les Allemands peuvent opposer la première apparition du style ogival à Trèves, mais en 1227 seulement, à Sainte-Élisabeth de Marburg en 1235, à Francfort en 1238, et à Cologne en 1248, sous la direction de maîtres français, comme à Wimpfen, en 1260, où c'est un artiste « de Paris en pays de France » qui est appelé par le doyen de la Collégiale. C'est aussi un Français, Guillaume de Sens, qui l'introduisit en Angleterre, dès 1174, en gagnant le concours pour l'exécution de la cathédrale de Canterbury. *Villard de Honnecourt* qui travaillait à Saint-Quentin, en 1240, va, en Hongrie, construire la cathédrale de Kaschau, en 1244, et cet architecte de vingt-quatre ans rivalisait là-bas avec *Martin Ravège*, autre Français, qui achevait la cathédrale de Kolocksa. Partout, ce sont des artistes français et le plus souvent parisiens, qui ont l'honneur d'élever les grandes cathédrales de style français (*opus francigenum*) qui détrônaient les obscures églises romanes. De la hardiesse, de l'élégance et de la clarté, dans un équilibre contre-balancé par ce trait génial de l'arc-boutant, qui est un décor et un lien de force, voilà ce que nos maîtres d'œuvres apportaient, de France, aux pays du Nord et jusqu'en Syrie, avec une statuaire et des vitraux qu'on ne saurait plus refaire. N'est-ce pas, là, l'expression même des qualités françaises, avec ce sens aigu de l'observation, de la mesure et des proportions qui se retrouve dans toutes les œuvres de l'École nationale, malgré l'influence des Italiens au milieu du XVIe siècle ? L'éloquence décisive de ces dates suggérerait l'ouverture d'un plus haut débat, qui n'a jamais été soulevé, et qui ferait saisir cette évidence que, si la Renaissance italienne débute à Pise, en 1260, dans le Baptistère, avec cette semi-copie d'un sarcophage antique du Campo Santo voisin, par Nicolo Pisano qui décorait, alors, sa chaire, il y avait eu dans notre France, et depuis plus de cent cinquante ans, non plus une *Renaissance*, — cette résur-

rection, ce surgeon du vieil art grec greffé sur l'art étrusque et formant l'art latin tombé en désuétude, mais une *véritable nativité* d'un art autochtone revendiquant les droits de l'observation contre les canons d'école, et rompant toute attache avec les traditions romanes et byzantines, pour être libre de créer cet *opus francigenum*, qui allait conquérir le monde.

En 1260, les deux mille statues de Chartres et les 1 350 histoires de ses vitraux étaient achevées depuis vingt années; Amiens, Laon, Reims, Paris, Bourges, Lyon, Saint-Quentin et Soissons avaient consacré leurs cathédrales et nos *Imagiers* français, trop longtemps dédaignés depuis, prodiguaient leur génie discret dans des œuvres qui stupéfient l'érudit moderne. La *Visitation* de Reims et sa *Communion du Chevalier*, le *Beau Dieu* d'Amiens, le *Couronnement de la Vierge*, les portes de la Vierge et de Saint-Étienne de Notre-Dame de Paris, les *Apôtres* de la Sainte-Chapelle peuvent, sans contredit, soutenir la comparaison et l'emporter sur les Donatello, les Ghiberti et les Michelozzo d'*Or san Michele* à Florence, qui sont datés de 1414 à 1420, *soit deux cents ans plus tard*. Mais cela, c'est une autre thèse qui prend date, ici, et sera soutenue sous peu, pour la *suprématie de l'Art de France* dans les dix siècles de notre histoire nationale.

Revenons donc à cette statuaire de Bamberg, qui ne peut être l'œuvre que du *Gaucher de Reims*, et donnons-en les preuves. Tout d'abord, les groupes de l'*Annonciation* et de la *Visitation* du tour du chœur sont à peu près identiques à ceux de Reims. Le *Kaiser Heinrichs II* est le frère jumeau du *Roi Salomon* de notre basilique. Sa femme *Kunigunde* a tous les traits caractéristiques de notre défunte *Reine de Saba*, citée plus haut. La comparaison des documents photographiques ne laisse aucun doute à cet égard. Sauf ce léger détail qu'à Bamberg la *Kaiserine Kunigunde* tient sur son avant-bras la réduction d'une église plus ogivale que romane, pour rappeler ses pieuses fondations, l'allure générale est sensiblement la même, le style des draperies est du même ciseau; son sourire, peut-être, un peu accentué, est du même dessin que celui des *Anges de Saint-Nicaise* et de l'*Annonciation* de Reims.

Le *Kaiser Heinrichs II*, le globe et le sceptre en mains, est magnifiquement drapé dans la traîne de son manteau rejeté sur l'épaule droite; l'identité de ces draperies et des deux

visages couronnés est telle, qu'il n'est guère besoin d'évoquer, encore, l'exemple de la *Sibylle*, pour compléter la démonstration comparative, avec telle figure du grand porche de Reims.

Cependant, cette *Sibylle* est d'une telle magnificence artistique, que ce serait faire tort à l'Art Français de ne pas la revendiquer pour notre Louvre, à défaut des figures, du même style, de la *Vierge* et de la *Sainte-Anne* du portail royal de Reims. L'art grec n'a pas, de beaucoup, dépassé l'élégance ni la souplesse de ces draperies épousant la forme et retombant en masses légèrement obliques sous la tension du bras gauche, à demi relevé. Mais l'œuvre capitale de cet ensemble et le chef-d'œuvre de maître Gaucher, c'est le fameux « *Reiter* » qu'on nomme tour à tour *Saint-Étienne de Hongrie*, ou bien *le roi Conrad III*, lequel prit part à la seconde croisade et fut le prédécesseur immédiat de Frédéric Barberousse. Voici l'un des plus beaux morceaux de la sculpture médiévale et l'une des réalisations les plus parfaites de la statuaire équestre, aussi loin du *Colleone* de Verrochio et du *Guatemalata* de Donatello que des deux *Balbi* de marbre d'Herculanum.

La simplicité de l'ensemble l'apparenterait plutôt à ces derniers; mais l'habileté professionnelle et l'artifice qui a permis d'assurer l'équilibre et la stabilité de cette énorme pierre, totalement évidée entre les quatre membres du cheval, indiquent chez son auteur la science mathématique d'un architecte, habitué aux innombrables difficultés de la coupe des pierres dans la construction ogivale. On peut en juger à Paris en examinant le pinacle des trois *Rois Mages*, au dernier arc-boutant primitif de Notre-Dame, contre le bras Nord du transept, pour se rendre compte des tours de force de ce beau métier.

A Bamberg, le « *cavalier* » juché sur un grand chapiteau fleuri de larges plantes, assez semblables à l'acanthe, est accoté à un pilier nu. Le cheval, qui marchait à droite et vers la lumière, lorsque son cavalier l'a arrêté en se rejetant en arrière dans un mouvement de pesée sur le mors, est harnaché très simplement et n'est pas relié à lui par des brides de métal; mais il porte de larges fers débordants, striés d'entailles extérieures qui indiquent qu'il est ferré d'argent, selon la coutume royale de ce temps. Les modelés en sont très simples, par larges plans expressifs qui ne détournent pas l'attention du personnage. Le roi, bien en selle, n'a d'autre attribut que sa couronne

ciselée et cette forme de coiffure qu'affectionnait saint Louis; mais la noblesse de ses traits, l'expression ardente de tout son masque en font un morceau de tout premier ordre dans la statuaire de tous les temps. Il semble écouter une voix céleste qui le ravirait en extase, et le sculpteur a su créer cette impression, dans l'attitude générale du corps. Sa main droite tend la lanière d'un long manteau que la main gauche ramène en avant de la selle. L'élégance de cette draperie, qui strie de lignes courbes les plis tombants de la tunique, la distribution merveilleuse de l'étoffe de celle-ci sont autant de sujets d'admiration prolongée. Il y a beaucoup d'analogie de style entre le masque du *Cavalier* et celui du *Roi imberbe* au portail septentrional de Reims. Mais, ici, l'œuvre est plus forte encore, comme si maître Gaucher eût voulu se surpasser lui-même, et résumer tous ses acquêts.

Outre ces figures capitales, le Dom de Bamberg possède un beau *Saint-Georges*, puis les six figures de la *Porte d'Adam*, avec une *Ève*, sœur dévêtue de notre illustre aïeule de Reims. Vierge encore, semble-t-il, tant sa féminité s'accuse peu dans le dessin des hanches et des seins, elle a pour tout attribut une sorte d'éventail de feuilles qu'elle tient du bout des doigts, extrêmement longs.

Cette *Porte d'Adam*, romano-ogivale dans son ensemble d'architecture, semble être une adjonction postérieure à l'incendie du Dom de la fin du XIIe siècle. Sa décoration sculpturale est sans contredit du même atelier que les figures de l'intérieur, dont les statues de l'*Église* et la *Synagogue* sont à noter, aussi, pour leurs rapports avec les mêmes sujets sculptés à Reims.

Les stalles du chœur qui sont d'un travail charmant, les figures d'*Apôtres*, les sculptures de la *Chapelle Saint-André*, le *Sarcophage du pape Clément II*, le *Tombeau d'Heinrichs II* et de sa femme Kunigunde, — œuvre de la Renaissance, datée de 1512, — enfin le fameux tableau de *Grunewald*, tout cela forme un ensemble qui peut dédommager dans une certaine mesure *Notre-Dame* de Reims et même *Saint-Remi* de leurs pertes irréparables.

Reste la question des *Vitraux* de la basilique et de Saint-Remi et des *Tapisseries* de la salle du Tau. L'Allemagne est heureusement assez riche en vitraux français du XIIIe siècle;

si elle ne peut présenter les ensembles incomparables de Chartres, de la Sainte-Chapelle, d'Amiens et de Bourges, les villes de Trèves, Cologne et Nuremberg, la *Pfarkkirche* de Gelnhausen, le Dôme de Soest, le château de Marienburg, et notamment sa *Marienkirche* et sa *Salle des chevaliers*, la cathédrale de Naumburg, peuvent largement fournir les éléments d'une reconstitution des vitraux de Reims dans le style même de la basilique, en complétant les motifs qui ne s'adapteraient pas exactement aux ouvertures vidées de leurs verrières, par des fragments pris dans les débris subsistants. Car, les vitraux de cette époque sont composés par petits fragments et leurs *Histoires* sont enfermées dans des cadres restreints qui, n'épousant pas l'armature de pierre des « Roses » ou des « Fenestrages, » peuvent ainsi s'adapter avec des raccords de même origine, à d'autres ouvertures que celles pour lesquelles elles ont été préparées.

Le problème des *Tapisseries* de remplacement est bien plus facile à résoudre. On trouverait très rapidement dans les maisons princières, dans les musées et les églises d'Allemagne plus de tapisseries françaises qu'il n'en faudrait, pour combler les vides de la *Salle du Tau.*

Si les *Trésors* de nos églises se sont appauvris, il n'est besoin que de consulter le catalogue de l'exposition de la Hongrie en 1900 et les répertoires allemands pour y trouver des compensations suffisantes.

De même qu'en Amérique, quelques cités généreuses ont adopté certaines de nos villes martyres pour les aider à se relever de leurs ruines accumulées, les Allemands pourraient être priés d'adopter, par ordre, ces mêmes villes pour en faire les musées d'œuvres françaises, et qu'ils ne sont pas dignes de conserver, puisqu'ils en ont tant détruites en France, et que l'Amérique ne peut les remplacer.

C'est ainsi que *Soissons* et *Saint-Quentin* pourraient être adoptées par *Naumburg*, qui possède aussi un très rare ensemble sculptural. Le jubé du Dôme est enrichi de douze statues qui n'ont de germanique que les noms inscrits sur les écussons et qui sont ceux des bienfaiteurs de l'église.

Il y a là huit margraves et quatre femmes qui sont d'une autre main que celle de maître Gaucher, mais qui ne rappellent en rien les sculptures allemandes de cette époque.

Adossés à la paroi intérieure de la clôture du chœur, abrités

sous des dais à baldaquin séparés par des arcatures, ces douze personnages ont une noblesse d'allure et une puissance d'exécution qui les rendent dignes d'un voyage en France. Le groupe d'*Eckart* et de sa femme *Uta* est magnifique; l'homme appuyé sur son glaive et sur son écu se carre sur son étroit pilier adossé au meneau central de la clôture, à côté de sa femme drapée frileusement dans un long manteau qu'elle relève de la main gauche. Puis, c'est *Ditmar* tué en duel judiciaire, la comtesse *Régelinde* et surtout la *veuve Gepa* tenant un livre ouvert sur lequel elle médite, qui forcent l'attention, malgré la beauté d'un merveilleux *Saint Jean*, drapé dans son manteau et pleurant au pied de la croix, dans un mouvement pathétique.

Toutes ces figures sont polychromées d'origine et n'ont pas été rafraîchies, dans leurs colorations, depuis quatre cents ans. Ce sont de nobles œuvres françaises.

Magdebourg pourrait payer aussi la rançon d'une autre cathédrale martyre; mais, là, l'influence française est moins évidente, quoique la suite des *Vierges folles* et des *Vierges sages* puisse remplacer quelques statues d'ébrasements détruites.

Cependant *Goslar*, la ville chérie des Empereurs au xve et au xvie siècle, a des richesses qui ne jureraient pas sous le ciel de l'Artois pour compenser les désastres d'Arras. Son *Hôtel de Ville*, sa *Maison des Drapiers* et la *Chapelle de la cathédrale* fourniraient tous les éléments d'une reconstruction des ruines de la Grande Place et de l'Hôtel de Ville d'Arras.

Le nombre des tableaux d'église, d'œuvres d'art des musées et des collections particulières détruits par les Allemands est si considérable, que la liste ne pourra en être établie que fort tard. Mais on sait que *Sans-Souci* et le *Nouveau-Palais* de Potsdam sont extrêmement riches en œuvres de *Watteau*, de *Pater*, de *Lancret* et de *Pesnes*. *L'Embarquement pour Cythère* de Watteau et sa fameuse *Enseigne de Gersaint* sont, là, avec tant d'autres précieux tableaux qui peuvent compenser, sinon remplacer la destruction des trésors de France.

La *Galerie de peinture*, la *Galerie Nationale*, les *cabinets des Estampes et des Antiques* de Berlin pourraient contribuer avec les *Pinacothèques* de Munich, de Cassel et Dresde à cette indemnité rationnelle et de simple équité.

IV

Il serait scandaleux de laisser à Berlin les six panneaux du polyptyque de Saint-Bavon, après les incendies de Louvain et de Termonde, la ruine inutile de cette *Halle aux draps*, qui faisait d'Ypres un lieu de pèlerinage pour les artistes et pour les historiens, et qui était le plus imposant monument de la puissance civile des bourgeois dans les Flandres.

Le *retable de l'Agneau mystique* est l'œuvre capitale des deux frères Van Eyck, les peintres de nos ducs de Bourgogne, l'un des plus rares trésors de l'Art et l'orgueil de la ville de Gand. Mais le chef-d'œuvre est défiguré dans son intégralité par l'absence de huit grands panneaux originaux, remplacés par des copies sur les 21 compartiments qui forment cet important ouvrage. — Quoique l'ensemble se ferme comme un triptyque à deux volets peints sur les deux faces, il convient de considérer plutôt ce retable comme un polyptyque, car chaque panneau peint est indépendant.

Commandée par le Duc de Bourgogne, cette œuvre fut payée et donnée à Saint-Bavon de Gand par le bourgeois Josse Vyd et sa femme, qui font figure de donateurs agenouillés, à l'extérieur des volets du retable. Ils sont peints en grandeur réduite et « au naturel, » à côté de leurs saints patrons, les deux saints Jean, le Baptiste et l'Évangéliste, figurés en statues de pierre dans un format encore plus petit.

Au-dessus, c'est le *Mystère de l'Annonciation* peint en grisaille dans quatre compartiments inégaux; l'*Archange* et la *Vierge* sont éloignés l'un de l'autre par l'auguste silence de la nature recueillie, figurée ici par la vacuité des deux panneaux qui les séparent, et représentent une chambre de jeune fille flamande, dont les baies sont ouvertes aux tiédeurs de mai, montrant une Nazareth flamande inondée de lumière.

Plus haut, ce sont les *Prophètes* et les *Sibylles*, enturbannées comme des Persanes de Carpaccio, et déroulant des rubans couverts de textes prophétiques.

Le retable ouvert comprend douze compartiments inégaux, répartis avec symétrie, sur deux rangs, selon un plan de hiérarchie sacrée qui fait dominer, au centre, un magnifique *Jésus*, pontife et roi, assis sur son trône céleste, dans une dalmatique

écarlate largement brodée d'or gemmé et bénissant d'un geste hiératique, qu'accentue la lourde tiare à trois couronnes d'or constellées de pierreries.

A sa droite, la *Vierge Marie*, reine du ciel, plus jeune que son divin Fils, lit dans son missel à enluminures un texte que lui signale *Jean le Baptiste*, assis à la gauche de Jésus et qui l'enseigne en commentant une Bible d'écriture moderne.

Ces trois figures capitales sont de grandeur naturelle et d'une beauté de style incomparable; tandis que sur le même plan du retable viennent d'abord, de chaque côté, les *Anges chanteurs* et les *Anges musiciens*, qui sont peints dans une autre échelle. Les deux panneaux originaux sont à Berlin ainsi que les *Juges Intègres*, où sont les portraits des Van Eyck, les *Chevaliers du Christ*, les *Ermites* et les *Pèlerins* qui prenaient place au-dessous, dans l'économie générale de cet énorme polyptyque.

Le Musée de Berlin peut-il conserver ces fragments importants d'une œuvre aussi capitale, alors que les Allemands ont accumulé tant de ruines en Belgique? Nous ne le pensons pas. Ces *Anges musiciens* et ces *Anges chanteurs* constituent une vision tout à fait charmante, et sont les plus précieux épisodes de l'*Adoration de l'Agneau*. Le premier panneau groupe cinq musiciens qui donnent la mesure et l'harmonie d'un orgue à soufflet, d'un théorbe, d'un cistre et de deux violes, aux huit enfants chanteurs se tenant debout dans leurs dalmatiques de velours tramé d'or, de l'autre côté du retable. Ce sont de très précieuses œuvres d'art. Plus à droite et à gauche, sur le même plan du retable, s'avancent nos premiers parents, fort confus de leur cruelle nudité duvetée. Ève, qui tient encore en main la pomme du péché originel, développe une fécondité apparente, que masque mal la feuille de figuier qu'elle tient gauchement dans sa main. Adam, velu et penaud, s'avoue honnêtement coupable, tandis qu'Ève argumente et parle du serpent tentateur.

Au-dessous des trois grandes figures qui dominent le Christianisme, se déroule le mystère auguste du sacrifice de l'Agneau. L'otage mystique est debout, sur un autel, qu'encensent douze anges agenouillés, vêtus de blanc et foulant la prairie fleurie de toutes les herbes du printemps. Les Vierges martyres, les Apôtres, les Précurseurs, et les Laïques, les Archanges, les

Anges et les Saints martyrs se groupent alentour et s'approchent de la fontaine de vie, qui coule au premier plan d'un paysage élyséen des Flandres, hérissé, au lointain, des tours et des clochers de toutes les grandes églises du moyen âge.

Cet ensemble, qui représente dans l'histoire de l'Art le point de départ de la peinture à l'huile réalisée vers 1420, ne doit plus être dispersé. L'Allemagne doit aux Flandres ce dédommagement artistique, auquel il convient d'adjoindre l'*Homme à l'œillet*, le *Christ bénissant* et le portrait d'Arnolfini qui sont aussi de Jan Van Eyck, les *Matsys*, les *Dierick Bouts* et les *Gérard David* du Musée de Berlin qui ne sauraient remplacer, cependant, les œuvres d'art détruites en Belgique. Notre grand *Roger de la Pastoure* est représenté dans le même musée, par un portrait de *Charles le Téméraire* qui devrait être, de droit, attribué à Péronne, avec ce magnifique retable de l'*Adoration des Mages* dont la *Sibylle de Tibur* et l'*Arrivée des Mages* décorent les deux volets. Notre *Mabuse*, le peintre de Maubeuge, y figure avec un *Portrait*, qui devrait revenir à sa ville natale, si violemment bombardée en septembre 1914.

On le voit, par ces quelques exemples, les éléments d'une équitable indemnité artistique existent en Allemagne, et chaque petit État peut participer avec les métropoles de Berlin, de Munich, de Francfort et de Vienne à un consortium de réparations des pertes d'art causées par la *Schadenfreude*. Les bibliothèques germaniques sont assez riches pour rendre à Louvain sa magnifique bibliothèque incendiée, et la compensation des manuscrits détruits peut se faire en consultant les catalogues des trésors livresques d'outre-Rhin, sous la direction d'archivistes paléographes. Tout se paierait, ainsi, par équivalence, si les Alliés veulent bien l'exiger nettement.

Mais il est, dans notre douleur nationale, un point sensible que nous pouvons guérir le premier. Devant l'agonie de Reims, devant cet assassinat d'une grande œuvre, plus illustre dans notre histoire nationale que dans notre mémorial des gloires artistiques, nous devons rendre un solennel hommage à ces grands maîtres qui avaient enrichi la France de leurs chefs-d'œuvre merveilleux. Nous devons les considérer dans cet esprit de piété filiale, de reconnaissance et de simple équité qui nous groupe au chevet d'un aïeul moribond, pour échanger nos souvenirs d'enfance dont il était le centre, redire ce qu'on

lui doit de joies, de vitalité saine, d'orgueil familial et de tendre respect, et qui nous fait nous agenouiller devant cette source tarissante où nous avons bu la vie et l'expérience, et dont la disparition toute proche nous diminue, en détruisant le lien qui nous rattachait aux ancêtres.

Il y a, là, comme un remords d'avoir méconnu ce grand Gaucher de Reims, et ce Jehan le Loup, ce Bernard de Soissons et ce Jehan d'Orbais, à qui nous dûmes ces visions magnifiques que leur cathédrale imposait à l'admiration des simples, comme aux savants, aux mathématiciens, aux architectes, aux peintres et aux sculpteurs, telle une idéale réalisation de l'Art français de leur époque, si proche encore de notre compréhension de la nature et pourtant si lointaine, déjà, dans les fastes trop ignorés de notre Histoire nationale.

Quelle est la frise du Panthéon qui fait défiler cette lampadophorie éclatante où le feu du Génie français se transmet de proche en proche depuis l'abbé *Gellone* tenant ses *Sacramentaires* illustrées, *Tutilon*, le peintre de Metz, du IXe siècle, allumant le premier tison du glorieux embrasement, activé par *Hervé* de Beauvais, *Betton* de Sens, *Hugo* d'Apt et *Theudon* de Chartres au Xe siècle; amplifié par *Odoranne* de Sens, le sculpteur de la reine Hortense, par *Fulbert* qui jette les fondations de Chartres, *Walcher* de Cambrai, *Sigon* de Fougères, *Vulgrin* d'Angers, *Gaspard* de Toulouse, *Fulcon*, le sculpteur de Reims, au XIe, et que la foule des Maîtres-d'œuvre, en rangs pressés suit au XIIe et au XIIIe siècle? On y distingue les hautes torches de *Guinamand* de la Chaise-Dieu, d'*Hugues* et *Gauzon* qui créent Cluny, de *Bénezet* sur son pont d'Avignon, de *Geslebert* d'Autun, puis *Guillaume de Sens*, *Robert de Luzarches*, *Jehan de Chelles*, *Pierre de Montereau*, *Villard de Honnecourt*, *Gérard de Riles*, *Étienne de Bonneuil*, *Mathieu d'Arras*, *Henri Arler* de Boulogne, *Martin Ravège* et tant d'autres, portant leurs cathédrales, dont les verrières flamboyantes nous éclairent, mais assombrissent leurs traits.

Voilà ce que l'*Art à l'école* devrait faire apprendre aux enfants en mettant sous leurs yeux, comme une frise en papier peint placée au-dessus des nouvelles cartes de la France, la longue procession des grands Artistes nationaux, portant leurs œuvres principales, avec, au-dessous d'eux, leurs noms et les dates de leur histoire. Si la *Philosophie de l'Art* a voulu ignorer jusqu'à

l'existence même de l'Art de France, il n'est plus temps de l'oublier, car c'est l'heure des revendications suprêmes.

Lorsqu'on honorera en France, à l'égal d'un Donatello, d'un Michel-Ange et d'un Léonard, d'un Bramante ou d'un Brunelleschi tous nos maîtres-d'œuvre à peu près ignorés de la foule, lorsque leur légende refleurira dans des récits les mettant en action, nous comprendrons mieux, chez nous, tout ce que nous leur devons et ce que l'histoire générale de la France leur doit, pour leur magnifique effort d'expansion de l'esprit français, au début de notre formation nationale.

La grandeur primordiale de l'Art français, sa suprématie indéniable et constante depuis dix siècles, — malgré l'éclipse de cinquante années de la seule peinture, imposée par nos jeunes Rois, retour du Milanais, lesquels donnèrent le pas à des artistes italiens secondaires, sur nos honnêtes artistes nationaux qui les dépassaient, largement, par leurs qualités de sincérité, d'observation et de technique, mais n'étaient pas des courtisans, — tout cela devrait être dit et démontré par les œuvres et par des dates.

La mode, alors, venait d'outre-monts, comme elle soufflait récemment d'outre-Rhin, dans les pestilences de l'avant-guerre, et comme elle faillit s'implanter chez nous, sans cette guerre révélatrice. Puissent les deuils de Reims, d'Arras et de Soissons nous dessiller les yeux et nous ramener, tous, architectes, sculpteurs, peintres, graveurs et décorateurs, vers cette tradition française qui est notre héritage et qui faillit périr sous l'emprise sournoise de l'ennemi avant la guerre, mais qui doit refleurir vivace et pure d'éléments étrangers, avec les lauriers de notre Victoire sur les ruines de notre sol sacré!

La tâche est belle. La reconstitution de nos villes et de nos villages ouvre aux artistes un champ d'action fécond d'où surgira, certainement, un nouveau style. Qu'ils regardent derrière eux, non pas pour recommencer les œuvres d'un autre âge, mais pour écouter les conseils impérieux qui montent de ces *expériences*, et pour aller plus loin, à la recherche de ce *Mieux* qui, seul, est un progrès, et qu'on ne peut atteindre qu'en connaissant tout le *Bien*, créé par le passé et en le respectant comme le legs sacré d'un cher aïeul qu'on pleure.

André-Charles Coppier.

LA VOIE SACRÉE

LE SERVICE AUTOMOBILE A VERDUN

Février-Août 1916

Le 25 mars 1916, le directeur des Services automobiles à l'état-major général envoyait aux troupes placées sous ses ordres la note suivante :

Le chef d'escadron directeur des Services automobiles est heureux de communiquer aux officiers et hommes de troupe du Service automobile les félicitations du général en chef, contenues dans l'ordre n° 1.S. du 19 mars 1916, ci-joint.

Chacun en appréciera le prix et aura à cœur de redoubler d'efforts pour que le service entier mérite, dans l'accomplissement des besognes futures, la précieuse marque d'estime dont viennent d'être l'objet les formations qui opèrent depuis plus d'un mois avec les troupes de Verdun.

Signé : GIRARD.

Suivait l'ordre du général en chef, daté du 19 mars :

Depuis la reprise des opérations actives dans la région de Verdun, le Service automobile a fourni un très gros effort pour assurer les transports de troupes et de ravitaillement. Grâce à la bonne organisation des mouvements d'une part, à l'endurance et au dévouement du personnel d'autre part, ces transports ont été exécutés avec la plus grande régularité et dans un ordre remarquable. Le général en chef exprime toute sa satisfaction au personnel de direction et d'exécution du Service automobile ayant participé à ces transports.

Signé : JOFFRE.

Ces paroles, qui devaient apporter à l'avant, aux troupes automobiles, un légitime sentiment de fierté et de joie, furent répandues dans la zone de l'intérieur par la voie de la presse (1).

Depuis quelque temps, l'opinion publique, d'abord assez défavorable aux automobilistes, avait commencé de revenir à des sentiments plus justes; les affaires de l'Artois et de la Champagne avaient ouvert bien des yeux. La révélation de Verdun fit s'achever, d'un coup, ce mouvement de volte-face. On faillit même, — il en est souvent ainsi dans les affaires humaines, — aller un peu loin et tomber d'un excès dans un autre et peu s'en fallut que l'on n'applaudît les quelques exaltés qui criaient très fort :

— Ce sont les automobilistes qui ont sauvé Verdun!

Par la suite, les choses furent mises au point; et, aussi bien, la vérité toute nue, ici comme partout ailleurs, était encore préférable.

Ce que le général en chef voulait dire, et disait si bien, ce n'était pas précisément que les automobilistes avaient sauvé Verdun; mais c'est qu'ils avaient joué, auprès de leurs camarades des autres armes, un rôle de la plus haute importance; c'est qu'ils avaient aidé puissamment à l'action de l'infanterie, c'est qu'ils avaient *rendu possible* la riposte immédiate de nos canons aux canons de l'ennemi. Ce qu'il voulait dire aussi, en les mettant à l'honneur, c'est qu'ils avaient vraiment été à la peine; c'est enfin que, de ces pages épiques, ils avaient écrit quelques-unes, en les éclaboussant d'un peu de leur sang!

Ainsi donc le Service automobile avait maintenant sa place marquée officiellement auprès des armées combattantes : simple organe de transport au début de la campagne, il s'était manifesté peu à peu comme une force de guerre, dont les autres forces de guerre ne pouvaient plus se passer.

Les automobilistes continuèrent donc, autour de Verdun sauvé, leur labeur quotidien. Avril, mai, juin, juillet, août furent encore de rudes mois. Puis tout s'apaisa : l'ennemi, battu, décimé, écrasé, renonçait définitivement à sa magnifique proie.

Le moment a paru venu de tenter, avec le recul nécessaire, de faire le récit des événements du printemps de 1916, au point de vue très particulier des *transports automobiles*, et d'explorer,

(1) Publiées dans le *Bulletin des armées* du 5 avril 1916.

si l'on peut s'exprimer ainsi, ce coin des « coulisses » du formidable drame.

I

Pour comprendre où en était le Service automobile à la fin du mois de février 1916, et de quels moyens il disposait alors, il est nécessaire de remonter un peu plus haut et de résumer, brièvement, ses divers développements depuis le premier jour de la mobilisation.

On a dit parfois que le Service automobile est une « création » de la guerre. Prise dans son sens absolu, cette expression ne serait pas exacte. Le Service automobile était *créé* bien avant la guerre, et son organisation avait même été tracée dans ses moindres détails, avec beaucoup plus de précision qu'on ne le suppose généralement. Toutefois, il n'existait, pour ainsi parler, qu'à l'état de *projet*. S'il était permis de le comparer à un être vivant, on pourrait dire qu'il était « conçu, » qu'il n'était pas « né : » ses éléments, cachés et dispersés aux quatre coins de la France, n'avaient jamais été rassemblés au grand jour. On pourrait dire encore, en se servant d'une autre image : c'était, non pas un corps sans âme, mais, au contraire, une *âme sans corps!* Enfin, surtout, personne, même parmi ceux qui avaient médité longuement sur ses destinées, n'avait pu prévoir l'importance qu'il devait prendre au cours de cette guerre.

La mobilisation du Service automobile avait été préparée, en temps de paix, par l'état-major de l'armée, notamment par la section automobile du quatrième bureau, qui était spécialisée dans l'étude des questions concernant l'emploi des véhicules automobiles dans la guerre (1).

L'État ne possédant pour ainsi dire pas de matériel automobile, on comptait, pour satisfaire aux besoins militaires, sur la réquisition des voitures appartenant à des particuliers. Ces voitures étaient connues au moyen d'un *recensement*, qui avait lieu au début de chaque année : le recensement était suivi d'un *classement*, sur lequel était fondé un *plan de réquisition*.

Pour les voitures de tourisme, il n'y avait aucune difficulté :

(1) *Instruction provisoire sur l'utilisation en temps de guerre des véhicules automobiles, 17 avril 1913. — Instruction sur la réquisition des voitures automobiles pour les services de l'armée, 21 mars 1914.*

il y en avait alors, en France, environ 80 000, et il n'en fallait que quelques milliers aux armées : la réquisition devait donc fournir, et elle a fourni, en effet, largement, tout ce qui était nécessaire.

Pour les véhicules de « poids lourds, » malheureusement, on ne pouvait pas compter, pour en avoir beaucoup et de bons, sur l'initiative privée. Le ministère de la Guerre avait donc pris certaines mesures préparatoires, parmi lesquelles l'une des plus efficaces était le système dit des « primes : » au moyen d'un concours annuel, l'État, d'un côté, désignait officiellement les voitures-types qui lui paraissaient remplir toutes les conditions du programme qu'il avait imposé, et, d'autre part, versait une indemnité en espèces à tout acquéreur d'une voiture de ce type primé. Ainsi le gouvernement encourageait, ensemble, et le constructeur et l'acquéreur et, par une sorte de coup double, il s'assurait, à la fois, et le grand nombre et la bonne qualité.

Enfin, un plan particulier avait été préparé pour l'organisation des unités provenant de la Compagnie générale des Omnibus, réservées au transport de la viande.

Mais, lorsqu'il s'agit d'automobiles, il ne suffit pas d'avoir du matériel et de posséder beaucoup de voitures : il faut encore, ces voitures, les entretenir en bon état de roulement. De là l'importance des organes de l'arrière, des organes de *réparation*. On avait donc prévu, pour l'entretien et les réparations des véhicules, des *sections de parc*, sortes d'ateliers, dont la réunion, par deux ou trois, constituait, pour chaque armée, un *parc automobile de réserve*.

Le coup de foudre du 2 août éclata. Aussitôt des commissions de réquisition commencèrent leurs opérations dans toute la France; et les choses se passèrent exactement comme il avait été ordonné : dès le 3 août, des unités automobiles étaient à la disposition des troupes de couverture, des voitures de tourisme se rendaient aux divers états-majors, des sections de ravitaillement en viande fraîche (R. V. F.) se mettaient en route, ainsi que quatre groupes d'autobus pour les transports de personnel. Il n'y eut, en somme, aucun mécompte; tout se passa dans l'ensemble, avec *ordre* et *rapidité :* c'était l'essentiel.

Vers le 31 août, il y avait, aux armées, de 9 000 à 10 000 véhicules, parmi lesquels 6 000 camions, presque tous de types

primés; et chaque armée avait son *parc automobile*, qui la réapprovisionnait et assurait ses réparations.

C'est, sans doute, pendant le mois d'août 1914, au cours de la retraite, comme durant la bataille de la Marne, que se dessina décidément le rôle considérable que le Service automobile était destiné à jouer dans la guerre moderne. Des automobiles, il en fallait, il en fallait toujours, il en faudrait de plus en plus!... Ce fut donc alors la chasse à tout ce qu'il y avait de disponible, à tout ce qu'il y avait en construction, à tout ce qu'il y avait de prévu, en France, en Italie, en Amérique. Toute l'année 1915, on peut le dire, fut employée à cette augmentation progressive du matériel automobile et, en même temps, conséquence naturelle, à l'organisation définitive de tout le service.

Il ne saurait être question d'exposer ici l'organisation complète du Service automobile. Mais l'indication de certains détails, — et, certes, je m'excuse pour tant d'arides préliminaires, — est absolument nécessaire. Rien n'a été publié sur ce sujet, et, si tout le monde, aujourd'hui, sait ce que c'est qu'un camion, qu'une camionnette, qu'une sanitaire, beaucoup ignorent ce qu'est un *groupe*, un *groupement*, une *réserve* : or, il est impossible, sans ces quelques notions, de comprendre l'action du Service automobile dans une grande bataille.

Un camion automobile, en général, n'est pas employé isolément : il fait partie d'une *section*, comprenant dix-sept à dix-huit camions, plus un camion-atelier (1). Une section de camions s'appelle, — pour ne parler d'abord que de celles qui nous intéressent le plus, — section T. M. (transport de matériel) ou section T. P. (transport de personnel), cette dernière composée parfois d'autobus, tout comme la section R. V. F. Quatre sections réunies forment un *groupe* (soixante-dix à quatre-vingts camions) commandé par un capitaine, et correspondant, comme *capacité*, à un bataillon d'infanterie, ou bien à un jour de vivres théoriques pour un corps d'armée à deux divisions, ou bien à deux lots de munitions. Le groupe est l'unité tactique du Service automobile, autrement dit c'est l'*unité-type* utilisée pour les ravitaillements de toute nature et pour les transports de troupes.

Mais, assez tôt, c'est-à-dire à la fin de l'année 1914, il arriva,

(1) Je me place, bien entendu, à la date du 31 décembre 1915, et sans tenir compte de certaines modifications qui se sont produites depuis.

comme plusieurs groupes travaillaient ensemble dans la même région, qu'on fut amené à les réunir à leur tour, par six, sous le nom de *groupement :* le groupement avait la capacité de transport d'une brigade, qui est la plus forte unité d'infanterie pure. Or, — tout cela s'enchaîne, — à l'époque même où cette transformation s'accomplissait, les transports de troupes commençaient à prendre des proportions telles qu'il devenait évident que les formations automobiles *appartenant en propre à chaque armée* seraient bientôt incapables d'y suffire. Une armée, en effet, a ses besoins de ravitaillement quotidiens, qu'il faut d'abord assurer : on ne peut songer qu'après aux transports de troupes, et, cependant, ces transports prenaient précisément, aux yeux du commandement, une importance de premier ordre!

C'est l'idée du groupement, tel qu'il avait été essayé dans une armée, qui amena tout naturellement cette autre idée : d'abord d'avoir, *en dehors des armées*, des groupements de renfort, capables d'être utilisés en un point donné, puis, lorsqu'on eut plusieurs de ces groupements indépendants, de les réunir, à leur tour, sous un commandement unique : ainsi naquit, au mois d'avril 1915, la première *Réserve de transports à la disposition du général en chef.*

Une *réserve* est donc constituée par une réunion de groupements toujours prêts à se porter, au moment voulu, sur telle partie du front où l'on prévoit des opérations importantes, et elle se compose généralement de 1200 à 1300 véhicules : ce chiffre, très variable, peut aller jusqu'à 1500.

Si, à côté de ces réserves, qui sont à la disposition du haut commandement, et à côté des groupements ou des groupes qui appartiennent à chaque armée, nous mentionnons (également sous les ordres de l'armée) les sections de ravitaillement en viande fraîche (R. V. F., neuf ou quatre autobus, une R. V. F. par division), et les sections sanitaires (S. S., vingt voitures, une S. S. par division) (1), nous aurons une idée suffisante des points essentiels qui caractérisent le travail du Service automobile dans une affaire comme celle de Verdun.

Cependant, quelques mots encore. Il ne faudrait pas croire que des transports, de quelque nature qu'ils soient, vivres, munitions, matériel du génie, artillerie, troupes, puissent

(1) Mais les voitures sanitaires, il faut le signaler, roulent isolément.

s'accomplir au hasard : il y faut, au contraire, beaucoup de méthode ; et, avec l'expérience, on est arrivé assez rapidement à établir, pour chacun d'eux, une réglementation très détaillée. Instructions pour l'embarquement, instructions pour la marche en convoi, instructions pour le débarquement et pour le retour, tout a été étudié.

Ajoutons que ces diverses réglementations avaient eu maintes fois l'occasion de faire leurs preuves dans le courant de l'année 1915, particulièrement dans l'Artois et au cours des attaques de Champagne ; et c'est ainsi qu'il apparaissait clairement : qu'on avait, avec le Service automobile, un organe de transport absolument au point, qu'il n'y avait plus qu'à entretenir et à développer.

Mais on avait été amené à se demander, pourtant, s'il ne restait pas un perfectionnement à réaliser, par l'organisation de la *route* elle-même. Expliquons-nous. On avait obtenu la discipline parfaite des convois, *en eux-mêmes ;* mais il arrivait souvent que ces convois, une fois mis en mouvement, se heurtaient à toutes sortes d'obstacles provenant des hasards de la route : autres convois coupant tout à coup le chemin, encombrements aux croisements, passages à niveau obstrués, voitures à chevaux ralentissant tout, etc. On avait donc envisagé la possibilité, dans le cas de transports de grande intensité et de grande importance, d'une organisation centrale, qui eût la haute main *sur toutes les opérations susceptibles de se dérouler sur une route donnée.* Vers la fin de 1915, et en janvier 1916, la direction des Services automobiles étudiait, à ce point de vue, la création d'un organe nouveau, d'une sorte de commission *régulatrice*, pour laquelle aucun nom encore n'était trouvé, dont les grandes lignes seulement étaient à peine tracées, et qui, en même temps qu'elle fixerait le mode de travail des unités de transport, assumerait aussi la tâche de garder la route de tout accident imprévu.

Sous quelle forme exercerait-elle ce contrôle ? Quelle extension pourrait prendre son autorité ? De quel personnel devrait-elle disposer ? — Tout cela était encore vague : on cherchait, sans spécialement se presser.

Or, c'est précisément au milieu de ces préoccupations que, brusquement, brutalement, « Verdun » allait éclater.

II

« Pendant toute l'année 1915, le secteur allemand de Verdun était seulement occupé par six divisions, qui se trouvaient devant la place depuis la bataille de la Marne. L'attaque projetée par l'ennemi devait consister dans un coup droit, une marche rapide du Nord au Sud, sur les Hauts de Meuse, entre le fleuve et la plaine de Woëvre. Pour préparer cette attaque, les Alle-

CARTE DE VERDUN ET DES ENVIRONS.

mands avaient renforcé leurs troupes de neuf divisions, dont une sur la rive gauche... En dehors du théâtre des opérations de Verdun, l'ennemi avait encore huit divisions disponibles sur le front français, auxquelles il pouvait faire appel.

Le 21 février, à sept heures quinze, l'artillerie allemande ouvre le feu et inonde nos premières lignes de projectiles de tout calibre, ainsi que d'obus lacrymogènes et asphyxiants. Pendant neuf heures, nos tranchées du centre, aux bois des Caures et de la Ville, sont soumises à un intense bombarde-

ment (1); les premières lignes sont nivelées, mais le terrain est disputé pied à pied : au cours de la première journée, l'ennemi n'arriva qu'à peine à nos tranchées de soutien.

« Mais il accentue sa pression... Le 22, les Allemands attaquent à nouveau le bois des Caures et le bois de Consenvoye; le soir, ils pénètrent dans les ruines du village d'Haucourt; dans la nuit du 22 au 23, nous évacuons Brabant; le lendemain, l'ennemi déborde nos positions à la Wavrille, ce qui nous force à abandonner l'Herbebois, menacé d'être pris d'enfilade; le soir du 23, le village de Samogneux est considéré comme perdu (2)... »

Ainsi venait de commencer, dans la stupéfaction et l'angoisse, « la plus grande bataille de la plus grande guerre! (3) »

C'est le 18 février que le Service automobile reçut l'ordre de se préparer, sans perdre un instant, pour une grande poussée allemande sur le front de la Meuse.

Le capitaine Doumenc, adjoint au directeur des Services automobiles à l'état-major général, alors à Chantilly, partit immédiatement, envoyé par le commandant Girard : il arrivait à Bar-le-Duc le samedi 19 dans la matinée.

Quel était alors le problème à résoudre et quelles étaient les ressources dont on disposait?

Le problème était le suivant :

1° Faire affluer dans la région de Verdun environ 2000 tonnes de munitions par jour, en moyenne;

2° Transporter les vivres et matériels divers nécessaires aux grandes unités, — soit environ 100 tonnes par division, — et prévoir quinze à vingt divisions;

3° Assurer le transport des troupes montantes et descendantes : prévoir quinze à vingt mille hommes par jour;

4° Procéder à l'évacuation du matériel de toute nature existant dans la place de Verdun.

On ne pouvait compter en rien sur le chemin de fer, l'*unique* ligne qui desservait Verdun, par Sainte-Menehould, devant fatalement être coupée par les premiers tirs allemands dans la boucle d'Aubréville : de fait, elle ne cessa, pendant des

(1) Pendant ces neuf heures, *plusieurs millions* d'obus furent crachés par plus de 2000 pièces d'artillerie.

(2) *Bulletin des Armées de la République*, 1er novembre 1916.

(3) Henry Bordeaux, *Les derniers jours du fort de Vaux*.

mois, d'être alternativement détruite et refaite. Quant au petit chemin de fer Meusien, « tortillard » à voie étroite (1), qui longe à peu près la route Bar-le-Duc-Verdun, il devait certes rendre d'immenses services et il faut le saluer ici : mais sa capacité était, au grand maximum, de 800 tonnes par jour.

Le ravitaillement et les troupes ne pouvaient donc être amenés de l'intérieur, pratiquement, que jusqu'à Bar-le-Duc, point extrême ; et, dans ces conditions, le Service automobile, en utilisant la route à partir de Bar, — 65 kilomètres environ, — devait, lui seul, répondre de tout.

Or, ses ressources, dans cette région, étaient maigres !

On a écrit que « le trafic automobile était prévu pour approvisionner 250 000 hommes (2). » Rien n'est moins exact. Pour les vivres, les munitions, le matériel et la relève des troupes, l' « approvisionnement » de 250 000 hommes représente environ 6 000 tonnes et exigeait, en plus du Meusien, à une telle distance et en tenant compte du roulement, au moins quarante-cinq groupes automobiles. On était loin de compte : dans la région de Verdun, il y avait, en tout et pour tout, les unités automobiles de la 3e armée et celles de la région fortifiée de Verdun (R. F. V.) ; cela représentait, au total, exactement *dix groupes!...*

Il fallait donc chercher ailleurs.

Parmi les Services d'armées, un seul était utilisable, celui de la 2e armée. La 2e armée, en effet, avait été renvoyée dans l'Oise au début de janvier ; mais ses Services automobiles étaient constitués, et cantonnaient alors dans la région de Vitry-le-François, avec leur parc planté à Aulnay-l'Aître. Ils comprenaient sept groupes : on pouvait se les adjoindre.

C'était donc aux *réserves* et *groupements* appartenant à l'état-major général qu'il fallait surtout faire appel ; et, certes, il n'y eut jamais une plus éclatante justification de leur création.

Voici l'énumération exacte de ces Services de réserve, à la date du 19 février :

Dans la région de Châlons : la réserve R..., comprenant

(1) Rappelons que les Allemands avaient, pour les servir, un réseau d'une dizaine de voies ferrées.

(2) *Almanach Hachette 1917*, p. 96. — Dans le même passage, il est dit, par erreur, que le *Meusien* avait une capacité journalière de 2 000 tonnes !

trois groupements et capable de transporter trois brigades (dix-huit groupes).

Dans la région de Beauvais : les groupements indépendants C... et L. B..., pouvant constituer (1), avec le groupement K... (voir ci-dessous), une réserve, capable de transporter trois brigades.

Dans la région de Frévent : le groupement K...

Enfin, dans la région de Charmes : le groupement indépendant B... ; celui-ci n'était pas constitué, ses éléments, après l'attaque de Champagne, ayant été reversés provisoirement à la 7e armée et au détachement d'armée de Lorraine (D. A. L.). Mais il pouvait se réaliser en trente-six heures.

Le groupement K... ne pouvait être déplacé parce qu'il était, à ce moment, « à la disposition du général Foch. » *Mais, tout le reste, on le prit.*

Des ordres furent immédiatement lancés.

Le groupement B... de l'ancienne IIe armée et la réserve R... arrivèrent les premiers. La réserve C... (constituée avec les deux groupements C... et L. B...) arriva le 24 février, après avoir assuré, en cours de route, le transport de l'infanterie du premier Corps, embarqué, au passage, à Ville-en-Tardenois. Le 25, le groupement indépendant B... était créé, avec cinq groupes prélevés sur les dotations de la 7e armée, du D. A. L., et aussi de la 1re et de la 5e armée (2).

L'ensemble des services ainsi compris représentait cinquante et un groupes, plus de 3 500 camions : on était sûr, ainsi, d'avoir assez de matériel. Restait à tout organiser.

Après avoir pris contact avec l'état-major de l'armée, le capitaine Doumenc, accompagné du commandant Vigneron, chef du service automobile de la 3e armée, et de plusieurs officiers adjoints, parcourut, le samedi 19 et le dimanche 20, toute la région entre Bar-le-Duc et Verdun, et les alentours. Puis, après une nouvelle conférence avec le général Herr et le directeur des Étapes et Services (D. E. S.), il réunit, à cinq heures du soir, au lycée de Bar-le-Duc, tous les officiers auxquels il avait fait appel, pour leur expliquer ce qu'il attendait

(1) Cette constitution avait même été ordonnée le 14 février.

(2) Toutes ces dates sont des dates *de fait*. Ainsi ce groupement B..., par exemple, ne fut constitué *officiellement* que le 12 avril, alors qu'il fonctionnait depuis longtemps.

d'eux : à sept heures, la première *Commission régulatrice automobile* était créée!

Organe puissant et souple, qui devait bientôt donner des preuves de sa valeur, qui devait en fournir d'autres encore, plus tard, dans la Somme, et auquel presque rien n'a été changé depuis.

***

Il n'est pas possible de révéler ici, dans tous ses rouages et tous ses détails, le fonctionnement d'une Commission régulatrice automobile. Il suffit, au surplus, de relater l'ensemble des mesures qui furent prises.

Il fut d'abord posé comme premier principe que toute la capacité du chemin de fer Meusien serait utilisée pour transporter ce qu'il serait possible de vivres, et que le Service automobile se chargerait de transporter les troupes, les munitions et le matériel du génie, ainsi que le supplément de vivres nécessaire pour permettre la constitution de dépôts dans la zone de l'avant.

Pour arriver à ce résultat, la Commission régulatrice obtint :

a) Que la route de Verdun serait *exclusivement réservée* à la circulation automobile;

b) Que les convois automobiles ne remettraient pas leur chargement à d'autres convois, pour qu'il ne fût pas perdu de temps pendant les opérations de transbordement, mais laisseraient ce chargement dans des dépôts de vivres, de munitions ou de matériel, qui seraient organisés en certains points;

c) Qu'il serait établi, sur la route, un service de *pilotage* et de *surveillance*, pour assurer l'écoulement régulier des convois;

d) Qu'il serait organisé un service important d'*entretien* de la route.

L'organisation de la circulation fut réalisée par le Service automobile, de la façon suivante :

La route comprise entre la gare de Badonviller (point arrière extrême de chargement, choisi pour désengorger Bar-le-Duc), la gare de Bar, Verdun (1), et les points extrêmes situés sur le circuit des forts (déchargement), fut partagée en

(1) C'était la seule route : il n'y avait pas le choix!

six tronçons, appelés *cantons*, où le service était organisé d'une manière analogue à celui des chemins de fer. Chacun de ces cantons était placé sous le commandement d'un officier, dont la mission consistait : à faire respecter les consignes relatives à la circulation, à régler l'écoulement des convois, à assurer les opérations d'embarquement et de débarquement, de chargement et de déchargement, qui se passeraient dans son canton, et à collaborer à l'entretien de la route avec le service spécial qui en était chargé (service d'entretien du réseau routier). Pour faciliter cette entente, un représentant du Service routier faisait partie de la Commission régulatrice. Les communications entre la Régulatrice et ses cantons seraient assurées au moyen d'une ligne téléphonique spéciale. L'ensemble de la « route gardée » comprenait environ 75 kilomètres.

La composition de la Commission régulatrice se trouvait provisoirement fixée comme il suit :

Un représentant de la direction des Services automobiles : le directeur, commandant Girard, ou son adjoint, le capitaine Doumenc; le commandant Ballut et le capitaine Rigaudias, ces deux officiers conservant, en même temps, la direction des formations placées sous leurs ordres; le capitaine Laroche, représentant la Commission d'entretien du réseau routier. Enfin, le personnel de la Régulatrice comprenant : 19 officiers, 30 gradés et 225 hommes, agents de liaison, jalonneurs, etc.

Dans l'organisation définitive, quelques jours après, le commandant Ballut devait être nommé, seul, commissaire régulateur.

Pour la réalisation des transports eux-mêmes, on traça quelques grandes lignes, susceptibles de recevoir des modifications dans le détail.

Disons seulement qu'au point de vue des transports de troupes (T. P.) la Régulatrice s'en chargeait seule. Les groupements composés avec des camions de deux tonnes et ceux composés avec des autobus (1) se spécialisèrent dans ce genre d'opérations : ils pouvaient enlever aisément plus de quatre brigades à la fois avec leurs bagages (plus de 25 000 hommes).

Et bornons-nous à signaler le principal point noir : c'était le « dépannage ! »

(1) Groupements de quatre sections de dix-sept autobus C. G. O. (Compagnie générale des Omnibus) (autobus ou autobus allégés). Ils possédaient quelques sections de « Cars alpins, » dont ils allaient se débarrasser peu à peu.

Une voiture s'arrête sur la route. S'il s'agit d'une panne légère, l'équipe volante (atelier de la section) a vite fait de la remettre en état de roulement. Mais, si elle est immobilisée par un accident ou une blessure grave, il faut l'enlever et la ramener à l'arrière jusqu'au parc de réparation. Or, on pouvait prévoir ces accidents graves à raison de un par 100 véhicules, — c'est en effet ce qui se produisit dans la réalité : — cela faisait entre soixante et soixante-dix par jour pour l'ensemble des véhicules qui circuleraient dans la région (6 à 7 000) (1). Le parc de Bar ne possédait que quelques camions spéciaux, avec treuils. Ceux d'Aulnay et de Toul furent mandés en hâte ; et il fut décidé que des camions ordinaires, de préférence de fort tonnage, seraient équipés en outillage, de manière qu'il y eût constamment une trentaine de véhicules dépanneurs : la S. P. 9., du parc de Bar, se spécialisait dans cette entreprise de l'enlèvement des éclopés et des morts.

Le plan général ainsi arrêté, le siège de la Commission régulatrice fut installé en face du Lycée, et le poste du canton n° 1 s'établit sur la route de Verdun, à la sortie de Bar, à un carrefour situé à quelques centaines de mètres après le pont sur le canal.

On ne prévoyait toujours pas, à ce moment, que le premier obus allemand allait tomber le lendemain matin sur Verdun. La journée du 21 fut donc laissée à chacun (et c'était peu !) pour s'organiser, rassembler hâtivement, et cependant avec soin, du matériel et du personnel.

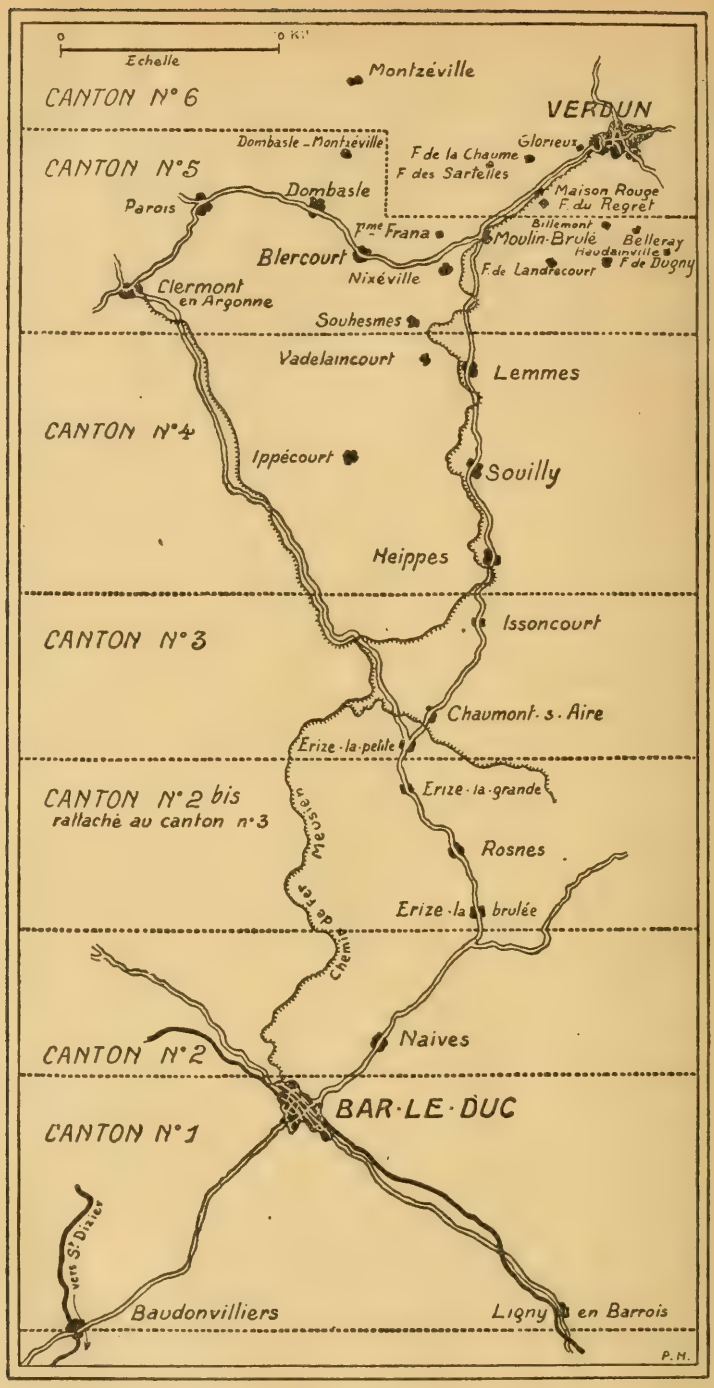
Et il fut décidé que la Commission régulatrice devait être complètement prête à fonctionner le mardi 22 à midi.

III

Et le 22 à midi, en effet, la Commission régulatrice fonctionnait, sur cette route de Bar-le-Duc à Verdun, — qui allait lui appartenir pendant près de onze mois.

Il faut l'avoir vue alors, cette route célèbre, cette route par laquelle devaient monter tant d'héroïques bataillons ; par laquelle devaient être transportés, en masses formidables, les munitions, les vivres, le matériel de tranchée ; par laquelle

(1) Il y en eut 10 000. Mais les voitures ne sortent pas toutes tous les jours.



LA VOIE SACRÉE.

aussi devaient redescendre, rapides et souples, les voitures sanitaires, emportant des milliers de glorieux blessés; cette route que la France et l'Europe, déjà, ne quittaient plus du regard, et que l'univers entier, ébloui d'admiration, allait appeler la « Voie Sacrée ! »

Modeste route de France !... ce n'était même pas une route nationale, mais, — il faut insister sur ce point, — une simple petite route départementale, étroite, toute tortueuse, nullement prévue ni pour un tel honneur, ni pour un tel travail.

La région qui s'étend entre Bar-le-Duc et Verdun est faite de grandes ondulations et de vastes vallonnements boisés : la route ne fait donc guère que monter et descendre, mais, heureusement, en pentes extrêmement douces. Elle est, par endroits, bordée d'arbres, et elle traverse une douzaine de villages, Naives, les trois Érize, Chaumont-sur-Aire, Issoncourt, Heippes, Souilly, Lemmes, etc., dont plusieurs paraissent ingénieusement plantés tout exprès pour favoriser les embouteillages.

La première décision prise, nous l'avons vu, avait été d'interdire, d'un bout à l'autre de cette artère principale, la circulation des voitures à chevaux. Or, il faut dire ici tout de suite, — et personne de ceux qui étaient là-bas ne me démentira, — que *sans cette simple petite mesure, c'en était fait de Verdun* (1).

On le comprendra facilement en méditant sur les quelques chiffres que voici :

D'après les pointages faits dans plusieurs cantons, il passa, sur cette route, jusqu'à 6 000 véhicules en un seul point par vingt-quatre heures, soit une *moyenne* de *un véhicule par quatorze secondes.* Les fréquences de passages furent parfois de un véhicule par cinq secondes *pendant des heures.*

Il circulait, dans la région, plus de 9 000 voitures automobiles (2). Si, en effet, les cinquante et un groupes dont nous avons parlé ne représentaient guère que 3 500 camions environ (3), il faut y ajouter : près de 2 000 voitures de tourisme,

(1) Parmi les habitants de Verdun que j'ai pu interroger, tous ceux de qui l'opinion a quelque poids pensent ainsi.

(2) Ce chiffre devait monter, en juin, à 11 500.

(3) Ces cinquante et un groupes transportaient, *par semaine :* environ 90 000 hommes et 50 000 tonnes de matériel. Ils effectuaient, au total, plus d'un million de kilomètres en sept jours, ce qui équivaut à vingt-cinq fois la circonférence de la terre. Le chiffre global du tonnage effectué par le Service automo-

plus de 800 sanitaires (48 sections), environ 200 R. V. F. (27 sections), puis toutes sortes de voitures des services des armées : camionnettes des courriers, du génie, de l'artillerie, de l'aviation, de l'aéronautique, du camouflage, auto-canons, auto-projecteurs, camions de la télégraphie, de la radiotélégraphie, de la géodésie, de la photographie, etc., qu'il fallait bien laisser circuler au milieu de tous les autres!

Or, la route, — on avait été obligé de la prendre telle qu'elle était! — avait, dans les meilleurs endroits, 7 mètres de largeur, et on ne put jamais l'élargir davantage! Dans ces conditions, si l'on y avait laissé passer les chevaux, c'était l'arrêt fatal de tout!

Et puis, le temps, aussi, était contre nous!

Il y a un mot des poilus qui est bien vrai :

— En été, disent-ils, on se f... de tout!

C'est qu'en effet, en été, tout est singulièrement facilité et, à quelque point de vue qu'on se place, en dehors de celui de la marmite, la guerre, en été, est très différente de ce qu'elle est en hiver.

Cela commença, le 21, par une effroyable boue; puis, dès le 25, la neige couvrait tout; elle fondit, elle regela, ce qui produisit une espèce de carapace glissante qui vint ajouter aux mille difficultés déjà existantes. Enfin, n'oublions pas que beaucoup de convois, et, en particulier, ceux de l'avant, devaient se faire de nuit, sans aucune lumière.

Tout s'organisa, cependant, en quelques heures; et c'est alors que la « Voie Sacrée » prit cet aspect extraordinaire, qu'elle devait conserver pendant plusieurs mois et que ceux qui l'ont vue ne sauraient jamais oublier.

« Le tableau de l'attaque de Verdun qui restera toujours gravé dans ma mémoire est celui de la grande route au Nord de Bar-le-Duc, couverte de neige et de glace, constamment remplie de deux colonnes de camions : les uns allaient vers le Nord, les autres vers le Sud, et ils se balançaient avec une démarche titubante comparable à celle de jeunes éléphants. Il

bile pendant la durée de la bataille de Verdun, — chiffre assez difficile à préciser car il faut mélanger, avec le matériel, les hommes et les blessés, — paraît atteindre *deux millions de tonnes*. Si l'on avait déposé le tout au même endroit, en tas, on aurait une surface de 10 000 mètres carrés couverte sur plus de 200 mètres de hauteur : une vraie montagne!

était presque impossible de les conduire sur la route glacée; aussi beaucoup d'entre eux roulaient sur le côté, se renversaient, d'autres prenaient feu ; plusieurs aussi étaient abandonnés, sans aucune avarie apparente, dans la vague incessante *(ceaseless tide)* d'un trafic qui ne s'arrêtait jamais. On avait l'impression d'une remarquable organisation, mais qui dépendait de l'*initiative* de chacun de ses membres et était fondée sur elle... Le conducteur, de qui une négligence momentanée pouvait jeter le désordre dans toute la colonne, n'avait aucune autre règle, pour s'en tirer avec honneur, que la conception rapide et sûre du moyen de résoudre chacune des difficultés qui pouvaient se présenter : les trous et la glace, son camion qui patine ou dérape, les véhicules qui passent auprès du sien, dans le même sens ou dans le sens opposé, le camion qui roule devant lui et celui qui le suit, les voitures démolies sur le bord de la route... Pendant combien d'heures, la nuit, j'ai regardé les lumières pâles de tous ces camions, se déroulant du Nord au Sud, comme les replis de quelque gigantesque et lumineux serpent, qui jamais ne s'arrêtait et ne finissait jamais (1) ! »

C'était en effet ce qui frappait : la continuité du mouvement. Dès qu'une voiture s'arrêtait, si elle ne pouvait pas repartir tout de suite, on la poussait immédiatement sur le côté, dans les champs, n'importe où, on la faisait même basculer dans les ravins. Pas d'interruption : à tout prix dégager la route : telle était la consigne donnée à tous les agents de la Régulatrice chargés de la circulation, et elle fut observée.

Pauvres camions ! dans quel état, pour la plupart ! Boueux, maculés, éraflés, défoncés ; les uns bariolés de traces de camouflage, les autres gris et ternes, et, certains, leurs capots emmaillotés de paillassons déchiquetés. Sur les sièges, souvent derrière une espèce de barricade de mica, des tas de peaux de biques, d'où émergeaient les têtes blafardes et épuisées des conducteurs, gais encore quand même et vous jetant une blague au passage. Et puis, tous, très fiers de leurs « insignes : » on sait ce que c'est : une vignette peinte, en couleurs crues, sur le côté du camion, et qui sert à désigner la section et le groupe

(1) *An American Ambulance in the Verdun attack*, par Frank Hoyt Gailor, conducteur dans une section sanitaire américaine, dans le très intéressant volume *Friends of France*, publié par le comité des Ambulances américaines en service dans les armées françaises.

auxquels il appartient (1). Combien de fois on les vit passer et repasser, toujours vaillants, le Cygne, le Trèfle à quatre feuilles, les As, le Coq, le Chameau, la Tête d'Alsacienne, la Bête-à-bon-Dieu, la Fourmi, la Levrette, le Zèbre, la Comète, etc., cent autres, — œuvres, souvent, de grands artistes, — qui éclataient joyeusement sur tout ce fond sale et triste.

La nuit, c'était autre chose. Sur toute une partie du trajet, on roulait avec des phares. Un vigoureux dessin de Georges Scott a bien rendu cette physionomie pittoresque de la route entre Bar-le-Duc et Souilly, et je ne saurais mieux faire ici que d'y renvoyer (2). Mais il faut y ajouter, par la pensée, le « fléchage lumineux : » il s'agit des signaux divers qui guidaient les grands convois de la Régulatrice.

On avait assuré d'abord le pilotage par motocyclettes; mais, dès le troisième jour, tous les motocyclistes étaient à bout de forces : on organisa alors le « fléchage. »

Il y avait deux sortes de signaux : d'abord les signaux fixes, par exemple : « Attention au train. » « Défense aux voitures de tourisme de doubler dans le village. » « Tournez à droite à 200 mètres. » « Vers Ippécourt. » « Vers Senoncourt. » « Vers Dugny. » « Route réservée aux Sanitaires, » etc. Et puis, les signaux mobiles, plantés seulement pour quelques heures. Supposons, en effet, un groupement, le groupement Mallet, par exemple, devant partir de Bar pour aller à Landrecourt. Une camionnette, qui le précédait, disposait pour lui, à tous les carrefours, des signaux ainsi conçus : au premier carrefour : « Groupement Mallet, suivez les flèches ; » plus loin : « Groupement Mallet » et une flèche ; plus loin : « Groupement Mallet » et une flèche, et ainsi jusqu'à la destination finale : il n'y avait, avec ce système, aucune hésitation possible pour aucun des conducteurs. Ces signaux étaient faits tout simplement de boîtes de bois dont l'un des côtés était remplacé par un calicot : l'indication était peinte en lettres noires; quatre morceaux de bois faisaient les pieds, et c'était tout : la nuit, on mettait dans la boîte une lanterne ou des bougies.

(1) L'insigne est choisi unique pour le groupe et il est reproduit avec une couleur spéciale pour chacune de ses quatre sections. — Il n'est pas réglementaire ; c'est une invention des poilus ; mais on l'a admis bien volontiers : n'est-il pas un exemple charmant de la spirituelle et inépuisable initiative du troupier français?

(2) *L'Illustration*, 11 mars 1916.

Les trajets étaient souvent longs : dix, douze, quinze, vingt heures. Dans tel groupement, au début, les hommes travaillaient dix-huit heures, se reposaient trois heures, et repartaient!

Pour les troupes, on les prenait, à l'aller, — ou bien on les déposait, au retour, — dans leurs cantonnements de repos, qui se trouvaient, pour la plupart, aux environs de Bar-le-Duc, soit à l'Ouest : Brabant-le-Roi, Revigny, Neuville-sur-Orne, etc.; soit au Sud : région entre Saint-Dizier et Ligny-en-Barrois; on les menait au « circuit » (boucle de débarquement) de Nixéville ou au « circuit » de Blercourt, ou même plus loin, suivant l'intensité du bombardement. Les règles de l'embarquement étaient, dans l'ensemble, respectées. Il faut noter seulement que, du moins dans les premiers temps, on ne tenait aucun compte de la division des camions en sections : les camions partaient groupés au hasard, sous la conduite de l'officier qui se trouvait là : cela n'offrait aucun inconvénient pour des transports de ce genre, les règles étant communes à tous, et chacun, d'ailleurs, officiers et hommes, ayant à cœur de rivaliser de zèle et d'activité, car tous avaient la compréhension très nette que la régularité de l'apport de munitions et de vivres était un des éléments de la résistance des troupes.

Pour les munitions et le matériel, on les chargeait dans les gares de chemins de fer. Prenons, pour exemple, la gare de Bar-le-Duc. Le poste de commandement (P. C.) du groupement avait été établi en face de la gare : c'est là que se faisait la liaison, — si nécessaire! — entre la Commission régulatrice et le service des chemins de fer. Dans ce poste, un officier tenait, heure par heure, un tableau à fiches mobiles des disponibilités en matériel. Dans la gare, un autre officier était en « permanence » pour noter la composition des trains à mesure de leur arrivée (1). Les détachements automobiles nécessaires étaient commandés aussitôt : un ordre de service était remis au chef de détachement et devait être rendu par lui, au retour, avec toutes les indications. Le chargement se faisait alors dans la gare : grâce au bon ordre et à la méthode, le contenu d'un train de 300 tonnes pouvait être chargé sur les camions en moins de trois heures. Aussitôt chargés, les camions allaient se placer, dans Bar, sur un des quatre « quais de départ : » tout simple-

(1) Les choses se passaient exactement de la même façon dans la gare de Badonviller.

ment quatre rues parallèles, orientées Ouest-Est, qui avaient été réservées à cet usage : « Pour telle destination, tel quai; » et, quand il y avait, sur un des quais, un nombre de camions suffisant (vingt à trente), on donnait le signal du départ, et en route!

Au retour, les voitures devaient d'abord, avant d'entrer dans Bar, filer sur leur droite, de façon à pénétrer dans la ville par l'Ouest. De plus, elles avaient ordre de revenir passer au poste de commandement. Là, suivant les prévisions, s'il y avait moins de quatre heures à attendre, elles attendaient pour repartir dans une nouvelle randonnée; s'il y avait plus de quatre heures, elles avaient le droit de rentrer à leur cantonnement.

Dans les débuts, beaucoup de conducteurs restèrent ainsi en service, trente, quarante, cinquante, et même *soixante-quinze heures :* c'est le maximum de ce qu'on peut demander aux forces humaines.

Le matériel était porté, nous l'avons vu, dans des dépôts. Les principaux dépôts étaient situés à Heippes, Souilly, Lemmes, fort de Dugny, Moulin-Brûlé, ferme de Frana, Maison-Rouge, Carrière d'Haudainville, fort de Landrecourt, Billemont-Four-à-Chaux et Billemont-Champ-de-Tir (ces dépôts durent, chassés par le bombardement, se replier sur Lampire), Dombasle-Montzéville (qui sauta), forts de Belleray, du Regret, de La Chaume, Glorieux, etc. Dans certains de ces endroits, il ne faisait pas bon circuler, même de nuit!... Mais la question ne se posait pas. — Puis, de là, c'étaient les Services automobiles de l'armée qui reprenaient, suivant les besoins de l'avant, munitions et matériel du génie, et qui les portaient, à travers un marmitage parfois intense, soit aux batteries, soit aux dépôts divisionnaires. Les munitions étaient prises surtout par les sections de munitions d'artillerie (S. M. A.), de l'artillerie lourde automobile. Les T. M. de l'armée, elles, se chargeaient plutôt du matériel, — rondins, piquets, ronces, chevaux de frise, etc., — et elles allaient ainsi, non en sections, mais par camions isolés ou par petits paquets de trois ou quatre au plus, au Faubourg-Pavé (café des Avions, Cabaret), aux casernes Marceau, à Bellevue, aux forts de Belleville, de Souville, de Tavannes, de Moulainville, à Fleury-devant-Douaumont, à Froméreville, à Cumières, à Marre, à Vacherauville, aux Bois-

Bourrus, etc. — Et il y avait, par là encore, des passages où il fallait « faire vite ! »

En principe, pour tous ces voyages, il était interdit de traverser Verdun. Mais, en fait, beaucoup de camions y passaient, pour gagner du temps (1). Or, quiconque a vu ce qui reste de la ville peut imaginer qu'on n'était guère sûr, en y entrant, d'en pouvoir sortir !... Qu'importe ! il ne s'agissait pas de cela : il n'y avait qu'un but, exécuter l'ordre, remplir la mission. En onze mois il n'y a pas eu, à ce point de vue, un seul exemple de défaillance !

Enfin les voitures sanitaires allaient et venaient, au milieu de tout cet enchevêtrement, et desservaient les postes de secours. Voyageant toujours isolées, elles allaient chercher les blessés jusqu'à Esnes (poste replié bientôt sur Montzéville), à la cote 272, à Marre, à Bras, à la carrière de Belleville ou encore sur certains points désignés au bord de la Meuse, pour les blessés qui avaient été amenés par eau. Il y avait souvent de grosses difficultés pour atteindre certains de ces postes : du côté de Charny, par exemple. On se lançait quand même ! — Saluons respectueusement la mémoire de ceux qui sont tombés là ! Et saluons aussi, — cet hommage se place ici de lui-même, — les sections sanitaires anglaises et américaines, qui étaient venues alors, volontairement, se ranger auprès des nôtres : leurs conducteurs se dévouèrent sans compter aux côtés et au profit de leurs camarades français. — Devons-nous les oublier jamais, ces sections américaines, qui avaient réclamé, comme toujours, le poste le plus rude, et qui avaient adopté cette simple et magnifique devise :

Mon corps à la Terre !
Mon âme à Dieu !
Mon cœur à la France !

LA VIE DE LA ROUTE

Cependant, il y eut une première crise : la route tiendra-t-elle ?

Tant que dura la gelée, le sol resta dur et sec et il n'y eut pas trop de dégâts. On avait réparti, le long du chemin, un millier

(1) Sur les petites routes, il circulait, naturellement, des convois à chevaux et particulièrement toute l'artillerie.

de « travailleurs, » — équipes de jour et équipes de nuit, — qui s'étaient mis à l'élargir, autant que cela se pouvait, et à l'approprier. Mais vint le dégel! En quelques heures, tout fut défoncé, et on se demanda, avec effroi, si la circulation n'allait pas se trouver, de ce fait, interrompue, si le tour de force d'avoir pu, à temps, mettre tout en branle, n'allait pas se trouver, du coup, complètement perdu!

Faire venir du caillou? Il n'y fallait pas songer : car comment? Tous les moyens de transport étaient accaparés : il n'y avait pas un seul camion à distraire des opérations militaires. Quant aux sections routières (1), qu'on pouvait appeler de partout (environ 180 camions), elles n'étaient bonnes que pour de très petits parcours, et à condition que l'on eût *sur place* les matières nécessaires. — Il n'y avait pas, dans ces conditions, à choisir ou à hésiter : on chercha sur place. Et on trouva.

Le long de la route, ou à peu de distance, on ouvrit des carrières de caillou; et quarante-huit heures ne s'étaient pas écoulées que, déjà, des équipes de territoriaux, armés de pelles et de pioches, commençaient à rempierrer et s'attelaient à cette besogne ingrate qui, elle aussi, devait ne pas s'interrompre pendant des mois. Il n'était pas possible, du moins à ce moment-là, de faire usage de rouleaux compresseurs, la largeur de la route étant tout juste suffisante pour le passage des voitures : on jetait donc tout simplement, sans relâche, jour et nuit, des cailloux et toujours des cailloux, et c'étaient les camions qui étaient chargés d'écraser!

Le labeur de ces travailleurs de la route fut pénible (2). Il fallait être là par tous les temps, souvent dans des endroits bombardés, casser les pierres, guetter l'intervalle entre les passages des camions, se précipiter au risque de se faire écraser, jeter et étaler à la hâte : beaucoup d'autres qu'on a récompensés n'ont peut-être pas fait plus que ces modestes serviteurs!

En tout cas, la question de la route était à peu près tranchée. Mais on allait avoir à s'occuper d'autre chose!

(1) Camions aménagés spécialement pour le transport des matériaux routiers.

(2) Sur ce sujet encore, il a couru des chiffres exagérés. Il n'y a jamais eu, sur la route, — et c'est déjà bien! — plus de 1 200 travailleurs *à la fois*. Mais ils y jetèrent, en dix mois, plus de 700 000 tonnes de cailloux! (Chiffres communiqués par le Service routier.)

LA VIE DES VOITURES

La deuxième crise, ce fut celle du matériel.

Les bandages d'abord. Car c'est très bien de faire écraser du caillou par des roues caoutchoutées. Mais, si résistant et si têtu que soit le caoutchouc, il est obligé de céder!

Ce fut donc bientôt une vraie débâcle! Un détail caractéristique : les jantes étaient dépouillées et déchiquetées à un tel point, que des lambeaux de caoutchouc traînaient jusque dans les rues de Bar : des gamins les ramassaient et les revendaient, en fraude, à certains mercantis, à raison de quatre sous le kilo!

Le parc de Bar s'organisa en conséquence; et, là encore, en dépit de grosses difficultés (mauvaise qualité de certaines livraisons, etc.) au moyen d'un travail ininterrompu (1), on évita l'arrêt. — Éviter l'arrêt, c'était ce qu'il fallait, à tout prix!

Au point de vue des moteurs et de l'ensemble des châssis, inutile de dire que le matériel « fatiguait » terriblement. En dehors donc des accidents, beaucoup de véhicules se trouvaient mis hors de service par l'usure rapide de certaines pièces : car on n'avait guère le temps de graisser, de renouveler l'huile; parfois on laissait les radiateurs manquer d'eau! Le parc de Troyes eut, par exemple, un grave problème à résoudre avec les camions américains : les arrivages de rechanges d'Amérique se trouvaient justement interrompus! Il fallut fabriquer : les ouvriers travaillèrent à force. Tout s'arrangea.

Au milieu de ces préoccupations, il était nécessaire pourtant d'assurer, au jour le jour, toutes les réparations. Ainsi qu'il a été dit, les petits travaux étaient exécutés par les ateliers des sections. Mais, pour ceux qui demandaient de l'outillage et du temps, les voitures « amochées, » — pour employer le terme exact, — devaient être amenées, ou au parc de Bar, qui les répartissait entre ses sections de Chamouilley et de Ligny-en-Barrois (2); ou au parc d'Aulnay-l'Aître, qui les envoyait à

(1) Il y eut six presses à bandages hydrauliques qui fonctionnèrent jour et nuit.

(2) La S. P. 36, de la « Région fortifiée de Verdun » avait dû quitter Verdun dès les premiers jours de l'attaque. Ce déménagement s'était fait au prix des plus grosses difficultés, et cependant avec un ordre remarquable. La S. P. 36 était installée à Ligny-en-Barrois et faisait partie du parc de Bar.

Saint-Amand ou à Sermaize ; ou au parc de Troyes, ou au parc de Charmes. Les voitures complètement démolies, — environ 3 pour 100 par mois, — étaient immédiatement évacuées sur l'arrière.

C'était la section de parc n° 9 de Bar-le-Duc qui avait la principale tâche au point de vue du dépannage. Elle disposait, pour cela, d'une trentaine de camions puissants, dotés, chacun, de deux équipes de dépanneurs. Camions emboutis, camions culbutés dans les fossés, camions tamponnés par le Meusien aux passages à niveau, camions démolis par des éclats d'obus, il fallait aller les chercher souvent assez loin ! Les hommes qui partaient pour ces missions restaient parfois plusieurs jours dehors, et devaient, eux aussi, opérer la nuit, sur les routes bombardées. Le registre où ont été inscrits, chaque jour, les résultats de leurs travaux, est suggestif à ce point de vue. On y voit figurer fréquemment les noms de Glorieux, Jardin-Fontaine, Regret, Sivry-la-Perche, Baleycourt, caserne Marceau, fort de Sartelles, Fromeréville, Bois-Bourrus, Faubourg Pavé, Bellevue, Bras, etc. Combien de mentions comme celles-ci : « Compte rendu : impossible de parvenir jusqu'à ce véhicule, » « Compte rendu : région trop violemment bombardée, attendre, » « Zone interdite, attendre les ordres. » « Attendre, bombardement trop intense ! » — Parfois il fallait revenir les mains vides : le temps d'arriver jusqu'au véhicule avarié, celui-ci avait été anéanti, carbonisé, ou réduit en miettes par quelque marmite mieux placée. Un jour, deux voitures sont signalées en panne à Fleury-devant-Douaumont : deux camions dépanneurs partent à leur secours : à peine les ouvriers ont-ils commencé leur travail qu'arrive une rafale de mitraille. Les dépanneurs ne quittent la place que sur un ordre écrit, donné, d'un abri voisin, par un officier d'infanterie : ils s'en vont et voient, navrés, les quatre véhicules consumés par les flammes ! — Une autre fois, c'est dans une rue de Verdun qu'une voiture de tourisme éclate, sous les yeux de ceux qui arrivaient pour la secourir !

Les mains vides... non : ils ne revinrent jamais les mains vides ; ils avaient toujours ramassé, en cours de route, quelque autre voiture blessée, et ils la ramenaient à l'ambulance pour que le voyage ne fût pas inutile !

En plus des réparations, les parcs avaient la charge d'appro-

visionner en rechanges et en accessoires les ateliers des sections. Leurs camionnettes de livraison, également porteuses du « courrier, » continuaient donc, chaque jour, comme pendant les périodes les plus calmes, leurs tournées dans les cantonnements des formations automobiles et leur distribuaient, sur commande, les pièces de toutes sortes qu'eux-mêmes recevaient régulièrement du *Magasin central automobile* de Paris. De plus, enfin, c'est le parc de Bar qui devait nourrir tout le personnel de la Régulatrice, ces jalonneurs, ces agents de liaison, ces plantons, dispersés d'un bout à l'autre de la route : faut-il dire que tous ceux-là, comme leurs camarades, — et il n'en pouvait être autrement, — ignorèrent, pendant longtemps, ce que c'était qu'une soupe chaude !

LA VIE DES HOMMES

Et pourtant il n'y eut pas de troisième crise !

La troisième crise, ç'aurait été celle des hommes : il n'y en eut pas. Là où la route, là où le matériel avaient donné mille craintes, les hommes n'en donnèrent aucune, tellement, dès qu'ils eurent commencé et compris leur tâche, on les sentait décidés à *tenir* envers et contre tout ! Beaucoup cependant étaient de vieux territoriaux, plus ou moins robustes : mais les intempéries souvent, la fatigue toujours, le danger parfois, loin de les abattre, paraissaient les stimuler.

Le 22 février, un des généraux commandant devant Verdun avait dit au Service automobile :

— Il faut que vous teniez quinze jours, jour et nuit !

Un médecin d'un groupe, présent, répondait :

— Mon général, les voitures le pourront peut-être ; les hommes, je ne le crois pas.

Or, ce sont les hommes qui ont résisté le mieux, non pas pendant quinze jours, mais pendant plusieurs mois !

Quelques jours après le déclenchement de la bataille, dès que l'on comprit quelle importance elle était en train de prendre, le lieutenant-colonel Payot, sous-chef d'état-major à la direction de l'arrière, et le commandant Girard, directeur des Services automobiles, vinrent dans la région de Verdun, pour se rendre compte des difficultés, et rechercher les améliorations possibles dans les diverses organisations. Le directeur des Ser-

vices automobiles ne put que constater que tous les obstacles avaient été merveilleusement surmontés et qu'il n'y avait rien à craindre. C'est qu'après l'angoisse des premiers jours, il n'y avait plus, chez tous, qu'un seul sentiment, qu'un seul désir, qu'une seule volonté, qui faisait se crisper et se cramponner chacun à sa tâche, jusqu'au delà du possible : *Ils ne passeront pas!*

Et puis, le spectacle de l'héroïsme des combattants n'était-il pas un perpétuel encouragement, pour ceux qui avaient « l'honneur » de les conduire à la bataille?

— Comment voulez-vous, disaient-ils, que nous nous laissions abattre quand nous voyons ce que souffrent les fantassins?

« ... Comment te dire ce que nous avons ressenti quand nous les avons vus arriver : deux cent cinquante hommes environ : tout ce qui restait d'un régiment! Et dans quel état!... Dans mon camion monta le colonel, avec le drapeau et sept sapeurs : c'était si poignant de voir cet homme, qui représentait pour moi tant de souffrance, tant d'héroïsme et tant de gloire, s'installer avec ses hommes, ses camarades plutôt, ses amis, dans cette misérable voiture, que j'ai senti mes yeux se brouiller de larmes. J'ai couru à la recherche de mon lieutenant pour lui signaler le fait : il pouvait prendre le colonel avec lui dans sa voiture de tourisme. Je ne le trouvai pas, le temps pressait, il fallait vider la place... Enfin, il est arrivé, il a fait monter avec lui l'officier : je n'ai gardé que le drapeau et ses sept gardiens ; et nous sommes revenus ainsi vers la ville (1). »

Quelles grandioses leçons, en effet, et comment tous n'auraient-ils pas senti qu'il se passait quelque chose de formidable et qu'il fallait y jouer son rôle, sans faiblir?

*
* *

Dans leur ensemble, toutes les unités automobiles de poids lourds étaient réparties en deux grandes formations : les services de la Régulatrice et ceux de l'Armée. Les premiers allaient des gares de chemin de fer aux dépôts, les autres des dépôts aux lignes de l'avant.

Or, le travail n'était pas le même pour tous. Alors que les camions des services de la Régulatrice voyageaient, sauf excep-

(1) Lettre du conducteur A. Morin.

tion, en sections et en groupes, ceux des services de l'Armée circulaient généralement isolés. Il s'était donc établi entre eux, au point de vue des difficultés de leur tâche, une petite rivalité. Les hommes qui dépendaient de la Régulatrice prétendaient jouer le premier rôle, à quoi ceux qui appartenaient à l'armée répondaient :

— Oui, mais, sans nous !...

Ceux des réserves disaient :

— Quand on est parti à trois heures du matin, qu'on a roulé pendant huit heures, pour aller à Nixéville, qu'on revient sur Bar avec un autre chargement, qu'arrivé là, à dix heures du soir, on a juste le temps de boire un jus, à la gare, pour refiler sur Badonvillers, d'où on repart, à quatre heures du matin, pour Blercourt, et qu'après plusieurs autres allées et venues on revient finalement chez soi le surlendemain, je crois qu'on peut dire qu'on a sa claque ! Et, le jour suivant, ça recommence !

Les autres répondaient :

— Viens donc avec nous, fainéant, viens *faire* le Faubourg-Pavé trois fois chaque nuit, tu verras si c'est le filon !

Admirable émulation, magnifique querelle ! Ne répond-elle pas à ce qu'on appelle « l'esprit de corps, » un des plus grands ressorts, une des plus nobles forces de toutes les armées ? Mais la vérité, c'est que tous étaient indispensables au même titre ; et, quant aux difficultés de leur travail, un de leurs chefs m'a dit :

— Tout ce que vous pourriez insinuer, je crois, c'est ceci : pour les officiers, la vie était plus dure à la Régulatrice ; pour les hommes, elle était beaucoup plus pénible à l'armée... Mais... mais... ce n'est pas l'avis de tout le monde... Et puis, qu'importe !

Les officiers ? Voici un trait, rapporté par un témoin, qui peindra, mieux que n'importe quelle analyse psychologique, leur esprit et leur bonne humeur :

« J'en étais là, lorsque apparut, au bas de la côte, une automobile d'état-major ayant de la peine à avancer et dérapant parce qu'elle n'avait pas de chaîne antipatinante. Un capitaine du Service des autos était assis sur le siège, et il était si impeccablement propre (*well groomed*) qu'il évoquait tout, excepté l'idée d'un travail quelconque. Or, comme la voiture

s'arrêtait complètement, à mi-chemin de la côte, il sauta à terre, ôta rapidement son manteau de fourrure et le jeta devant les roues arrière pour leur donner une prise sur la glace. Elles passèrent ; il le reprit vivement et répéta le même mouvement, et ainsi jusqu'à ce que la voiture eût atteint le sommet de la côte : là, je la perdis de vue... Mon accident m'avait permis de me rendre compte de l'esprit débrouillard des automobilistes français (1). »

On a raconté que les hommes, épuisés, « s'endormaient au volant. » C'est absolument vrai et il y a eu, de ce fait, pas mal d'accidents. Cependant, rapidement, on put mettre presque partout deux conducteurs : tandis que l'un conduisait, l'autre pouvait dormir, appuyé sur son épaule.

Quant à la nourriture, les consignes du circuit, en interdisant tout arrêt, empêchaient, par le fait même, les repas chauds. La boule, le singe et la tablette de chocolat, mangés précipitamment sur le siège ou sur le talus d'un « chantier, » voilà quel fut, pendant quatre mois, le seul menu possible.

Les cantonnements, — de la paille étendue dans une grange, — n'étaient guère des lieux de repos. Il fallait s'occuper de la voiture, nettoyer, graisser, faire le plein : on n'avait pas le temps de s'aménager. Les groupes des réserves étaient cantonnés autour de Bar, dans la région de Revigny, de Brillon, de Ligny-en-Barrois : il y avait là, encore, une vie possible, dans des endroits habités. Mais les groupes de l'armée, eux, étaient campés, tant bien que mal, — plus mal que bien ! — dans les environs de Verdun : au Chauffour, à Blercourt, à Nixéville, à Courcelles-sur-Aire, à Belleray, à Dugny, etc. ; beaucoup de conducteurs devaient coucher dans leurs camions : le lecteur imaginera sans peine que, sur le coup de trois heures du matin, il y règne une température qui ne rappelle que d'assez loin celle d'un *sleeping !*

L'état de santé resta cependant excellent : le moral soutenait le physique. Et puis, les malades ne voulaient pas toujours se laisser évacuer, persistaient, s'accrochaient. N'est-ce pas un vrai grand soldat et un héros à sa façon, que ce conducteur qui, déjà âgé, souffrant *atrocement* d'une incontinence d'urine, refusa d'interrompre son service et répondait fièrement :

(1) Frank Hoyt Gailor, *ouvrage cité.*

— Mon lieutenant, je tiens à leur montrer que, si j'ai la vessie malade, j'ai le cœur bien placé !

Les conducteurs de « touristes, » eux aussi, en voyaient de dures. Toujours par monts et par vaux, emmenés à l'improviste dans des tournées interminables, ils étaient, « plus souvent qu'à leur tour, » obligés de manger « avec les chevaux de bois » et de coucher dehors. En voici un : le 21 février, il part *pour vingt-quatre heures :* il revient seize jours après ! Il est resté tout ce temps sans pouvoir se déchausser : quand il ôte ses bas, la peau de plusieurs doigts de pied vient avec !

— C'est la guerre ! murmurait-il, tandis qu'on le pansait.

Un autre, à qui un énorme camion était « rentré dedans, » avait eu, sous le choc, un bras cassé. Il ne trouva que ces mots :

— C'est dégoûtant, me v'là manchot, et j'aurai même pas la croix de guerre !

Il eut tout de même la croix de guerre. Car, à peine guéri, et revenu au front sur sa demande, il partit avec bravoure pour une mission des plus périlleuses, reçut un éclat au visage et accomplit quand même son voyage jusqu'au bout. Faut-il s'étonner que tous les chefs qui les commandaient n'aient aujourd'hui que ce cri : Les braves gens ! Les braves gens !...

Et puis, la gaîté, — absente, il faut bien le reconnaître, pendant les premiers jours, — reprit vite ses droits.

Le Service automobile avait même son poète :

> ... Menant mon vieux tacot d'un geste nonchalant,
> Je pousse mes leviers sans me faire de bile...
> Je franchis monts, vallons, ornières et ravins :
> Nul ne peut m'arrêter... sauf le marchand de vins !

Inutile de dire que les marchands de vins, dans *plusieurs* endroits, n'existèrent jamais qu'à l'état de mythes !... et aucun d'eux, en tout cas, n'était capable d'arrêter les camions de Verdun !

N'y a-t-il pas aussi une pointe d'humour, et du meilleur, dans ce passage d'un rapport officiel :

« ... Ces transports intensifs ont été une excellente école de conduite pour tout le personnel des unités automobiles qui y a participé. Les conducteurs qui ne savaient conduire qu'imparfaitement se sont perfectionnés, et ceux qui n'avaient

jamais tenu un volant ont appris sur la route, pour permettre à leurs camarades de prendre quelque repos! »

*
* *

Mais, comme presque toujours, c'étaient les Sanitaires, — dont les cantonnements (?) étaient à Bévaux, à Rozellier, Haudainville, Verdun, Sivry-la-Perche, Froméréville, Béthelainville, etc., — qui devaient faire preuve d'une infatigable énergie et d'un dévouement sans limites. Je n'ai rien de mieux à faire, à ce sujet, que de citer cette simple et belle lettre, écrite, entre deux coups de chien, par un jeune engagé volontaire :

« ... Dire que nous croyions avoir tout vu dans l'Artois! Cela me paraît peu de chose auprès de la vie que nous allons mener ici!... Boue, froid, rafales de grésil, pluie qui cingle, vent glacial, brouillard, les marmites par-dessus tout cela! Et toujours en pleine nuit, sans aucune lanterne, naturellement. Il y a bien les fusées, qui illuminent *a giorno;* mais c'est plutôt une gêne qu'une aide. Le meilleur, c'est encore Astarté, reine du Ciel; malheureusement, c'est huit ou dix jours par mois. Aussi, nous continuons à suivre des yeux le calendrier : comme dit Bugeon, « je te prie de croire que nous sommes au courant des *faces* de la lune! » Quant aux routes, défoncées, pleines de trous, ça ne change pas : première vitesse et du cinq à l'heure! Souvent, quand on revient, on ne peut plus passer : un 220 a coupé le chemin. Hier, avec un camarade, nous étions ainsi de chaque côté d'un entonnoir. Que faire? Et moi, j'avais des blessés. Il a fallu aller chercher un détour : cela a duré deux heures; pauvres malheureux blessés, avec ce froid!... Mais tu connais tout cela, et l'immobilité qui vous glace, et le morceau de viande gelée avec un quignon de pain, et les nuits dans les postes, avec le tintamarre du canon, et les quelques heures de sommeil (!) dans quelque coin, enroulé dans une couverture mouillée; je me demande comment nous résistons... Nuits du front, les fusées, les cris lointains, les fusillades subites, l'inquiétude, la fièvre, les plaintes des blessés, et puis ces minutes d'exaltation de tout l'être, *où l'on accepte...* Car nous autres, comment flancherions-nous, quand nous voyons tous ces pauvres camarades que nous transportons, dont nous tenons la vie entre nos mains, et qu'un coup de volant heureux

peut sauver en les faisant arriver cinq minutes plus tôt sur la table d'opération!... Mais je crois bien que je vais me vanter! à toi!... Et puis, je suis de ton avis, est-ce que cela existe, auprès des fantassins? Eux, eux seuls, et voilà tout. Et dire que Paris ne se rendra jamais compte!... Moi, quand je les vois, je me dégoûte et je m'injurie. Enfin, quoi faire? — Tu as le bonjour de Charles Brémond, etc. »

Dernière lettre écrite par le conducteur André Chapelle, tué, le lendemain, « dans l'accomplissement de sa mission. » — Il avait été le camarade de voiture de l'auteur de cet article, qui adresse ici, à sa mémoire, un hommage ému (1).

LES CIVILS

On sait que le premier coup de canon n'effraya pas beaucoup les habitants de Verdun. Personne n'ayant été prévenu, pas même la mairie, ils crurent à un bombardement comme il y en avait eu plusieurs en 1915. Quand on comprit, avec stupeur, de quoi il s'agissait, il était trop tard pour entreprendre une évacuation méthodique : il n'y avait plus qu'à fuir.

Il y avait alors dans la ville environ 6000 habitants (2). Ils reçurent l'ordre de partir immédiatement, les services publics seuls devant rester jusqu'au 26.

On a peint souvent, depuis, l'affreux tableau de cet exode épouvantable :

« ... Nous vîmes alors vieillards, femmes, enfants, fuyant sur les routes couvertes de neige, vers le Sud. Voyage difficile et souvent dangereux pour ces pauvres gens, car, pour éviter les accidents provenant des dérapages de camions, presque tous marchaient dans les fossés qui bordent la route ou même à travers champs. C'étaient, pour la plupart, de petits bourgeois qui venaient de quitter leurs boutiques, restées ouvertes jusqu'à la dernière minute pour rendre plus supportable et plus gaie

(1) Voir plus loin sa citation.

(2) D'après les ordres officiels d'août 1914, il devait rester à Verdun 1 200 habitants. Il en resta 3 000. Puis, dans le courant de 1915, par suite de rentrées clandestines, ce chiffre se trouva porté à près de 5 000. Après l'évacuation sur Verdun des communes environnantes, au 21 février 1916, il y avait plus de 6 000 civils présents dans la ville. — Ces chiffres m'ont été donnés par M. le commissaire central Proust, dans le boyau-casemate de la citadelle, pompeusement décoré du nom de « Services de la municipalité. »

la vie des soldats... Beaucoup n'avaient rien emporté que leurs habits qu'ils avaient sur le dos... Il y avait pourtant de nombreuses voitures de paysans, chargées de toutes sortes d'articles de ménage, de marchandises, depuis les poêles jusqu'aux cages d'oiseaux (1). »

« ... Quelques-uns poussaient des brouettes, d'autres des voitures d'enfant pleines d'une espèce de bric-à-brac... Une femme sortait de la tourmente emportant son chat dans une cage à serin : l'animal se cramponnait aux barreaux avec ses griffes crispées, et ses yeux noirs brillaient de folie... (2). »

Comme dans tous les grands sinistres, en effet, les gens avaient sauvé, au hasard, les objets les plus insignifiants. Un commerçant qui n'avait pas songé à emporter de son bureau la moindre pièce d'archive s'était astreint à prendre les pincettes, et les promena précieusement pendant des heures (3) !

Malheureusement, le Service automobile pouvait peu de chose pour tous ces pauvres gens. A cette question bien naturelle : « Les camions qui avaient porté du matériel à Verdun ne pouvaient-ils, au retour, charger tout cela? » la réponse est facile : c'est que les camions, précisément, ne revenaient pas à vide : ils transportaient toutes sortes de matériaux militaires, caisses à munitions, réserves de matériel qu'il fallait évacuer, marchandises de la gare de Verdun, etc. On dut donc se borner à transporter à l'arrière les malades (particulièrement le 25 février et le 6 mars) ; et puis, il va sans dire que tous les conducteurs, lorsqu'ils le pouvaient, prenaient du moins les vieillards, les femmes, les enfants, les infirmes, lamentables épaves de l'effroyable cataclysme !

Le 25 et le 26, les services publics s'en allèrent. Du 25 février au 8 mars, c'est la période critique. Quelques camions déménagent encore les archives, mais la plupart ont « autre chose à faire. » Le 8 mars (4), le maire, avec les derniers habitants, franchit la porte de la ville : il ne reste plus, dans Verdun, qu'un ou deux civils (5).

(1) Frank Hoyt Gailor, ouvrage cité.

(2) *The Section at Verdun*, par Henry Sheahan, conducteur dans une section américaine, dans *Friends of France*.

(3) Ce trait m'a été rapporté par M. Georges, procureur de la République à Verdun, qui quitta la ville l'un des derniers.

(4) Renseignements fournis par la mairie de Verdun.

(5) En resta-t-il un ou plusieurs ? Il est très difficile, même pour un fait aussi

En mars, dès qu'il y eut un léger répit, les camions purent s'employer davantage : particulièrement, ils opérèrent alors le déménagement de l'importante fabrique de dragées du Coulmier. Puis, un grand nombre d'habitants, industriels, commerçants, bourgeois, qui étaient partis avec « ce qu'ils avaient sur le dos, » réclamèrent l'évacuation de leurs magasins, de leurs mobiliers. En avril, on put organiser enfin ce nouveau service. Tandis qu'on évacuait les hôpitaux (Saint-Nicolas et Sainte-Catherine, premiers jours d'avril), la « délégation municipale » venait s'installer dans la ville (9 avril). A partir du 11, il y eut *régulièrement*, chaque jour, en principe quatre camions, en fait une quinzaine, qui furent mis à la disposition de la population, pour le déménagement des maisons. Ils portaient leur chargement soit à Bar-le-Duc, soit aux stations de chemin de fer de Baleycourt et de Nixéville : des territoriaux constituaient les équipes de déménageurs. Tout ce qu'il y avait encore de quelque valeur dans la ville, — et même ces souvenirs, ces riens, ces reliques, que signalaient minutieusement les exilés, — fut enlevé avec soin. Sauvetage insignifiant, certes, au regard de tant de ruines : de combien de maisons il ne restait que des tas de cailloux!... Mais que faire de plus?

Et tout était terminé vers octobre, à l'entrée de la mauvaise saison.

IV

Tout le monde sait comment se déroulèrent les phases du gigantesque duel. Le Service automobile les suivit jour par jour, heure par heure, apportant aux combattants tout ce qui était nécessaire pour établir la ligne de défense, qui n'existait pas. Grâce à cet apport considérable et rapide, la fragile barrière des premiers jours se transforma peu à peu en une muraille infranchissable ; et l'instant vint enfin, après cinq mois de lutte, où l'armée française domina, à son tour, l'adversaire dompté.

Parmi ceux qui payèrent alors de leur vie l'accomplisse-

simple, de découvrir la vérité. On a cité le garde champêtre ; mais celui-ci est-il réellement un civil? Je crois, après enquête, que le seul vrai *civil* qui resta fut M. Cabrillac, secrétaire de la mairie, qui ne quitta Verdun que le 1er avril. Il n'est pas inutile d'inscrire ici le nom de ce vrai modèle du » citoyen. »

ment de leur devoir, il faut faire une place à part à l'un des hommes qui avaient eu la lourde tâche de tout organiser, au commandant Vigneron, chef du service automobile de la 3e armée, emporté par la fatigue et le surmenage, dans le courant d'avril. Il fut cité dans les termes suivants :

« Officier d'une énergie rare et d'une activité inlassable. A organisé puissamment le Service automobile de l'armée. Terrassé par la maladie au moment où on demandait à ce service l'effort maximum, est demeuré à son poste jusqu'à ce que la mort vienne le frapper. »

Il y eut encore, pendant l'été, de durs moments. Mais ce n'était plus la fièvre des premiers temps. Et puis, les règles de la circulation, puisque c'est le sujet qui nous occupe ici, s'étaient perfectionnées. En mai, on avait organisé les « créneaux. » On appelle ainsi, dans un convoi, un intervalle d'une cinquantaine de mètres, ménagé tous les huit ou dix véhicules : les voitures qui ont le droit de doubler (les touristes et les sanitaires) peuvent ainsi se loger dans ces créneaux, pour laisser passer les véhicules qui les croisent. Pour obtenir le créneau, c'est très simple : une voiture, sur huit ou dix, porte, à l'arrière, un disque rouge ; celle qui la suit ne doit pas s'en approcher à plus de cinquante mètres.

Pour la nuit, on toléra de ces petites lanternes à verres bleus, invisibles de loin, et dont la lueur légère suffit pourtant pour prévenir les accidents.

*
* *

Le 17 juin, la 3e armée partait pour la Somme : elle emmenait avec elle, non pas son Service automobile, qui, au contraire, passa à la 2e armée, mais les Services automobiles de l'ancienne 2e armée.

Sur ces entrefaites, la ligne de chemin de fer, qu'on avait commencé à construire entre Revigny et Dugny, annonça que son principal tronçon était prêt à entrer en exploitation. Le 21 juin, effectivement, la gare de Souilly était ouverte aux trains de munitions, ainsi que celles d'Evres, de Fleury-sur-Aire, etc. Le Service automobile commençait à se trouver ainsi considérablement allégé, surtout au point de vue de la longueur des parcours.

Comme la Somme réclamait, de son côté, du matériel rou-

lant, le 8 juillet, la moitié du groupement B... partit pour la région d'Amiens. Au 27 juillet, il restait, à la Régulatrice, les réserves R... (groupement B... remplacé par groupement d'A...) et C..., le groupement indépendant B..., quelques sections détachées de la 4e armée.

Les premiers jours d'août, part, toujours pour la Somme, la réserve R... ; il ne restait que la réserve C..., le groupement B..., quelques groupes de la 4e armée et quelques-uns de la 2e armée. Mais, quinze jours après, se constituait la réserve G... (deux groupements), etc. : l'énumération complète de tous ces changements n'offrirait aucun intérêt.

La dernière date à citer ici est celle du 13 août : ce jour-là, à titre d'essai, la route fut ouverte aux convois *hippomobiles* entre Bar-le-Duc et Lemmes. Bientôt après, la circulation des chevaux était rétablie dans Bar ; en septembre, il y avait des chevaux partout ; c'était le calme après la tempête.

Sans doute, à la fin de septembre, il devait se produire une reprise d'activité, pour les splendides opérations d'octobre, qui rétablirent presque complètement la ligne de notre front... Mais ce serait là entamer une seconde histoire, et c'est la première qui restera toujours la plus belle (1) !

*
* *

Les efforts des automobilistes passèrent souvent inaperçus. C'est une des grandes lois de la guerre, — et tous les soldats la connaissent bien, — qu'il n'y a de héros que celui qu'on a vu. Pourtant, beaucoup furent reconnus officiellement, et quelques centaines de *citations*, — officiers et hommes, — sont là pour en conserver le souvenir. On voudrait pouvoir publier les noms de tous ces braves : il faut se limiter ! En voici quelques-uns, pris au hasard :

« Collet. — T. M. 434. — Commandé pour effectuer un transport à une gare bombardée, n'a pas hésité à y retourner une seconde fois pour accomplir sa mission. A été tué par un éclat d'obus auprès de son camion. »

« Tranchant, Régis. — S. S. 51. — Mortellement blessé par un obus au volant de sa voiture, alors qu'il ramenait, malgré un violent bombardement, des blessés du poste de secours à

(1) La Commission régulatrice fut dissoute le 15 janvier 1917.

l'ambulance, donnant ainsi un bel exemple du sang-froid et du dévouement qui sont l'honneur et la tradition du personnel des Sanitaires automobiles. »

« Séré, Bertrand. — S. S. 247. — Conducteur plein d'énergie. Blessé au visage et à la main dans un passage difficile, n'a pas quitté son volant avant d'avoir mis à l'abri les blessés qu'il transportait. »

« Baldy, Joseph. — T. M. 436. — Envoyé à un parc à ciment pour assurer un transport urgent, a stationné plusieurs heures à ce point malgré un violent bombardement. A été tué au moment où il demandait des instructions pour l'accomplissement de sa mission. »

« Janet. — T. M. 430. — Blessé grièvement à son poste de conducteur par un éclat d'obus, a continué sa route et n'a quitté le volant de sa voiture que lorsque celle-ci a été rangée à l'abri en dehors de la route, ce qui a permis à la suite du convoi d'échapper au bombardement. »

« Rouard, Alexandre. — T. M. 216. — Bon conducteur, courageux, plein d'entrain, toujours prêt, malgré sa santé délicate, à accomplir des missions dans les endroits les plus dangereux. A été grièvement blessé au cours d'un transport. »

« Delareux, Ernest. — T. M. 83. — Au cours d'une mission qui lui avait été confiée, a été blessé très grièvement par les éclats d'une bombe... Malgré ses blessures, a fait preuve d'un grand esprit de sacrifice, en exhortant ses camarades au calme et en répondant aux encouragements de son officier par ces paroles : « Un de plus, un de moins, cela n'a pas d'importance, « on les aura quand même! » Est mort quelques heures après. »

« Colas des Francs, Robert. — E. M. — Engagé volontaire pour la durée de la guerre, a montré, dans l'accomplissement de son devoir journalier, un dévouement absolu, un caractère égal et de hautes qualités morales qui ont fait de lui le modèle de tous ses compagnons de guerre. Est tombé mortellement blessé le 16 mars 1916 en s'acquittant avec entrain d'une mission périlleuse. »

« Chapelle, André. — S. S. 104. — Engagé volontaire pour la durée de la guerre, n'a pas cessé, depuis vingt mois, d'être pour tous un modèle d'entrain, de sang-froid et de courage, ne se laissant jamais arrêter dans l'accomplissement de son devoir par la violence du feu. A été grièvement blessé le 5 avril 1916

au cours d'un transport de blessés effectué sous un bombardement particulièrement intense. Est mort des suites de ses blessures. »

J'ai dit à celui qui me fournissait ces noms :

— Mais vous ne me donnez que des morts!

Il a répondu :

— Il le faut bien!... Aujourd'hui, celui qui revient vivant, personne n'admettra jamais qu'il ait eu du courage, ou même qu'il ait couru le moindre danger!

Qu'objecter à cela, qui est la triste vérité?

V

« Il y a des noms qui vibrent comme une sonnerie de clairon : il suffit de les prononcer pour qu'aussitôt surgissent, à leur appel, des mirages de gloire (1)! »

Verdun est un de ces noms-là.

Tout a été dit sur l'importance de la bataille, sur les conséquences de l'échec allemand. Dans une note aux armées du 28 août 1916, dans laquelle il exposait la marche des opérations des Alliés, le général Joffre écrivait :

« Ce résultat a été acquis grâce à la résistance de l'armée française à Verdun, où l'Allemagne comptait lui porter le coup décisif. »

Déjà en mars, il avait dit aux vaillants soldats de la première heure :

« Le pays a les yeux sur vous. Vous serez de ceux dont on dira : ils ont barré aux Allemands la route de Verdun! »

Depuis, les critiques militaires, les historiens, les artistes, les poètes, ont dit, chacun dans leur langage, la grandeur et la beauté de l'immortelle épopée. Il n'est pas jusqu'à la Muse populaire qui n'ait griffonné, pour les chanteurs des faubourgs, quelques strophes enthousiastes :

Ils disaient tous à l'avance :
Nous voulons vaincre la France,
Le roi de Pruss' command'ra à Paris!...
Mon vieux, viens-y!

(1) O. Havard, *Bayard*.

Pour gagner un kilomètre,
En comptant l'prix qu'i-zy-mettent,
Non ! Non ! même à quatre contre un,
Vous n'aurez pas Verdun (1) !

Et ils n'ont pas eu Verdun.

Eh bien ! dans l'hommage rendu à ceux qui l'ont sauvé, nous ne devons pas oublier complètement les serviteurs précieux qui leur ont apporté sans relâche, sans répit, sans faiblesse, avec bravoure et parfois même avec héroïsme, les vivres, le matériel, les munitions, l'artillerie, sans lesquels ils ne pouvaient rien.

On voudrait ici prendre le ton lyrique pour chanter comme il convient la grande et tumultueuse chevauchée de ces modernes monstres de fer, qui, dans un tintamarre infernal, jour et nuit, sans repos, haletant, soufflant, grinçant, ronflant, gémissant, ont transporté, dans leurs flancs, quelques millions de guerriers, leurs bagages, leurs armes et leurs machines. Car ils caractérisent et symbolisent parfaitement, avec leurs formes dénuées de beauté, mais puissantes, leur démarche inélégante, mais solide, l'idéal nouveau de cette nouvelle manière de se battre, qui n'est pas de notre invention ! Mais, devant leur terne, pesant, cahoteux et monotone défilé, on évoque, malgré soi, comme dans une brume légère et jolie, les nobles cavalcades de jadis, les longues processions de chevaux, si pittoresques, si colorées, si vivantes, si françaises ! Et l'on s'arrête alors, paralysé, les ailes coupées, impuissant, devant cette infériorité esthétique du présent sur le passé.

Il faut donc redescendre à la prose, au terre à terre ; et, dans ce cas, il est peut-être préférable de finir par ces paroles d'un général de là-bas, qui résument mieux, dans leur militaire et crâne crudité, toute l'ampleur du rôle joué par le Service automobile au printemps de 1916. Il regardait passer, rêveur, devant la « Citadelle inviolée, » une longue file de camions, qui revenaient de Souville. Il les désigna de la main ; puis, avec simplicité :

— Il est certain, dit-il, que, sans ces bougres-là, nous étions f... !

PAUL HEUZÉ.

(1) Éditions des « Petites affiches » de Rouen.

REVUE SCIENTIFIQUE

UNE RÉVOLUTION EN BIOLOGIE ET EN CHIRURGIE
LES GREFFES MORTES

Le plus sot peut-être, sinon le plus odieux des crimes allemands, en déchaînant la guerre, aura été d'avoir brisé pendant des années les progrès de l'esprit humain, la recherche désintéressée du beau et du vrai, toutes ces fleurs de la pensée qui colorent d'un peu d'idéal la marche sombre des hommes.

Aujourd'hui, « la Victoire en chantant nous ouvre la barrière, » la barrière de fer et de feu que la folie homicide d'une race de proie avait brutalement élevée devant la pensée désintéressée. Mais qui pourra chiffrer jamais, à côté des dommages matériels causés par l'ennemi, les dommages immatériels amoncelés par sa fureur imbécile de domination? Qui comptera tous les Pasteur, tous les Claude Bernard, tous les Henri Poincaré qu'il a enlevés à notre pays dans la fleur de leur génie naissant? Qui pourra mesurer, parmi tant d'autres cerveaux que la mort n'a pas touchés, ce qui aurait pu naître de beau et de profond, si les dures besognes imposées par la défense du sol ne les avaient pas stérilisés pendant quatre ans passés?

Pourtant, la science française est toujours vivante... Tonifiée et stimulée par la victoire, elle se prépare à répandre de nouveau sur le monde les idées ingénieuses et fertiles et les découvertes qui ont fait de tout temps sa gloire... et le profit de ceux qui ailleurs en savaient tirer parti.

Dans ce moment même, tandis que nos soldats pénètrent chez l'ennemi naguère si arrogant, et comme afin de montrer que la force n'est pour la France que le piédestal magnifique de l'idée, une grande

découverte vient de surgir chez nous. C'est une chose qui aura les applications pratiques les plus vastes, en même temps qu'elle nous ouvre des aperçus étonnants sur le mécanisme de la vie elle-même.

Je veux parler des *greffes mortes*, réalisées par deux savants français, M. Nageotte, professeur d'histologie au Collège de France, et M. Sencert, professeur agrégé de chirurgie à la Faculté de Médecine de Nancy. Il faut retenir ces deux noms, car, comme j'espère le montrer brièvement, et, par la force des choses, un peu superficiellement, dans ces pages, leurs recherches récentes marquent une date dans la Science.

On connaît les admirables travaux de Carrel, de ce jeune Français qui a trouvé dans la libre Amérique les moyens matériels de réaliser ses idées originales. Il les a réalisées à un âge où la bureaucratie scientifique française n'eût pas manqué, s'il était resté ici, de les juger scandaleuses et antiadministratives. Il a grandi à l'étranger la gloire du nom français par ses beaux travaux sur la culture des tissus vivants, sur la greffe, enfin et plus récemment sur le traitement des plaies de guerre. J'ai déjà eu, en particulier, l'occasion de parler ici même de ses travaux si remarquables sur la greffe d'organes divers et en particulier de vaisseaux conservés vivants par divers dispositifs, et notamment par le froid, au moyen du procédé appelé par Carrel « cold-storage. » Ces recherches ont eu un retentissement mondial, et elles ont contribué à faire attribuer à leur auteur le prix Nobel.

C'est dans cette voie, — car il n'est dans la science édifice si parfait soit-il où quelque jour une pierre nouvelle ne puisse être utilement ajoutée, — que Nageotte et Sencert viennent à leur tour de s'engager, et on va voir que leur découverte complète et amplifie de la manière la plus imprévue et la plus riche de conséquences, les résultats si brillamment obtenus par Carrel.

Cette découverte, je veux la résumer d'un mot avant d'en expliquer l'origine et les modalités : *il est possible de greffer d'un animal à l'autre (et l'homme est zoologiquement un animal) des organes divers sans que ces organes soient conservés vivants ; bien plus, les greffes mortes paraissent prendre mieux que les greffes vivantes ; elles subissent dans l'organisme où elles sont fixées des transformations qui leur font subir une véritable résurrection, une réviviscence dont le mécanisme étonnant ouvre des perspectives imprévues à la biologie.*

Et maintenant, — car rien n'est plus passionnant et plus suggestif

que la physiologie d'une découverte, — je voudrais montrer comment celle-ci est née.

Pour bien connaître un phénomène vital, un être vivant, si un regard synthétique est indispensable, l'étude analytique de ses données élémentaires est plus indispensable encore. Un observateur qui planerait à 10 kilomètres au-dessus de Paris aura certes une nette vue d'ensemble de ses dimensions, de sa forme générale, de la disposition de ses grandes artères et de ses monuments. Mais, s'il veut connaître réellement Paris en tant qu'organisme agissant et vivant, il faut qu'il parcoure ses rues, qu'il voie, entende et coudoie ses habitants et qu'il puisse observer à quelques pas tous ses trésors intellectuels et artistiques, tout ce qui fait vraiment la vie et le caractère de la ville. Eh! bien il en est de même, lorsqu'on étudie un organisme vivant, et c'est pourquoi l'histologie, l'étude microscopique des cellules élémentaires qui constituent tous les êtres doués de vie, est ce qui peut le mieux nous faire connaître dans ce qu'il a d'essentiel, de permanent, de général, le « phénomène vie. »

Avant d'aller plus loin, — pour rassurer toutes les susceptibilités légitimes, — il est nécessaire de remarquer que l'étude physico-chimique des phémonènes vitaux, quel qu'en soit le résultat, laissera toujours subsister en eux un caractère mystérieux qui leur est commun avec tous les phénomènes sensibles. Le temps n'est plus ou un Hæckel pouvait croire naïvement avoir résolu les « Énigmes de l'Univers » en réduisant tous les phénomènes à des données physiques et chimiques. Même si cela était possible et vrai, même si on pouvait réduire tout ce qui existe à des jeux de masses, d'énergie électrique, d'affinité chimique, on n'aurait pas fermé la porte au mystère. Car, quand on va physiquement au fond de tout cela, on voit que nous ne savons pas ce que sont *essentiellement* ces choses que nous appelons masse, énergie électrique, affinité chimique. Quelque précises et bien cimentées que soient les murailles du monument où la science peut enfermer et classer les phénomènes, le phénomène vital comme les autres, toujours, par quelque meurtrière, le rêve pourra s'en évader en déployant ses ailes immortelles. Tout ce que la science pourra faire sera de ne le laisser s'envoler que dans une direction plutôt que dans une autre.

L'étude histologique des matières vivantes, l'étude microscopique de leurs éléments anatomiques, de leurs cellules, avait été poussée très loin jusqu'à ces derniers temps, mais peut-être un peu trop dans un sens uniquement morphologique. Certains praticiens de l'histologie,

en réaction contre la tendance trop exclusivement statique de cette science, ont voulu l'appliquer davantage à l'étude des phénomènes dynamiques.

Parmi ceux-ci, il n'en est point de plus suggestif dans la formation des tissus vivants que la *cicatrisation* qui nous fait assister à la reformation de chair et d'organes détruits.

C'est précisément de l'étude de la cicatrisation des plaies que Nageotte et Sencert ont tiré leurs belles découvertes.

Je m'excuse des développements au premier abord un peu techniques où je vais entrer à ce sujet. Mais il s'agit de phénomènes d'un puissant intérêt, et si grands dans leur petitesse qu'il est nécessaire de les bien comprendre pour en saisir toute l'importance; car, dans la science, contrairement à ce qui se passe dans les contes de fées, la vraie beauté est surtout belle sans voile et l'émerveillement naît de la clarté.

Le tissu le plus important du corps humain par son volume est le tissu conjonctif qui sert, comme son nom l'indique, de charpente, de trame, de trait d'union aux divers éléments du corps et qui constitue la majeure partie de ce qu'on appelle communément la chair, les os, les cartilages. Ce tissu est constitué, lorsqu'on l'examine avec ce télescope de l'infiniment petit qu'est le microscope, par un abondant feutrage de fibres dont le diamètre varie de quelques millièmes à quelques centièmes de millimètre. Ce feutrage est recoupé par une quantité de fentes, lacunes, canaux et forme un vaste système spongieux. Dans ces mailles, imbibées d'une sérosité qui fait partie du « milieu intérieur » du corps humain et qui se renouvelle sans cesse, habitent des « cellules » souvent peu nombreuses qui sont les éléments du protoplasma vivant.

Il a été émis diverses théories pour expliquer la formation de ce feutrage intercellulaire qui occupe la plus grande partie des tissus conjonctifs.

Les uns pensaient que cette substance se forme par une sorte de sécrétion des cellules vivantes qui l'habitent, de même que les compartiments de la ruche aux dépens de l'abeille, d'autres que c'est aux dépens de la substance même de ces cellules, ou plutôt de leur partie externe, qu'on appelle l'*exoplasme*.

Or, en étudiant directement au microscope, et au moyen des méthodes classiques de différenciation et de coloration, l'évolution des cicatrices, M. Nageotte a été amené à cette conclusion que la *substance fondamentale* (c'est ainsi qu'il l'appelle d'un terme très

heureux) du feutrage conjonctif est formée par transformation directe de la *fibrine* qui apparaît dans la cicatrice. On sait que la fibrine est une substance qui se forme dans le sang et produit sa coagulation au sortir des vaisseaux. Au microscope et en examinant une cicatrisation à ses diverses phrases, on voit les réseaux de fibrine nés du plasma sanguin se modifier par degrés insensibles jusqu'à présenter les caractères et la disposition des filaments de la substance fondamentale conjonctive. Celle-ci ensuite se remanie progressivement. Les fibres d'abord désorientées se groupent progressivement et constituent les faisceaux conjonctifs formés de fibres parallèles. Cette métamorphose continue est curieuse à suivre au microscope.

La conclusion de ces expériences, que d'autres ont confirmées, est que les substances intercellulaires du tissu conjontif sont formées directement par coagulation du plasma sanguin. Par conséquent, — et ceci répond à une question longtemps agitée, — ces substances ne sont pas plus vivantes que ce plasma lui-même. Je n'ai pas à rappeler ici les caractères de la substance vivante qui sont l'irritabilité, la faculté de se reproduire et de faire des échanges avec l'extérieur. Il résulte de ce qui précède, — et ceci est vrai au regard de toutes les conceptions si variées pourtant, et de toutes les définitions admises de la vie, — que la substance fondamentale du tissu conjonctif n'est pas vivante, à l'encontre des cellules qui l'habitent. Et ceci conduit immédiatement à une conclusion curieuse sur laquelle nous reviendrons : étant donnés le poids et le volume proportionnellement énormes du tissu conjonctif intercellulaire dans le corps humain, celui-ci ne contient sans doute, lorsqu'il pèse 70 kilos, que 4 ou 5 kilos tout au plus de substance véritablement vivante.

Pour reprendre mon image de tout à l'heure : le corps humain est une chose vivante au même titre qu'une grande ville par exemple considérée comme un tout : de même que le poids et le volume des maisons de la ville ne contiennent qu'une faible fraction d'êtres vivants, de même notre corps n'est vivant que dans une faible fraction de son poids. Cette fraction est d'ailleurs de beaucoup la plus importante par la noblesse et l'importance de ses fonctions.

Les substances intercellulaires solides ne sont donc pas vivantes. Si elles offrent spécieusement certaines des apparences de la vie, par leur autonomie curieuse et leur faculté de s'orienter, cela paraît résulter nettement, d'après les expériences de M. Nageotte, de leur réaction aux circonstances ambiantes. En particulier, on sait que la coagulation des substances albuminoïdes est un phénomène extrê-

mement instable et sensible aux influences mécaniques ; on peut le montrer facilement en reprenant une expérience de Hardy où on provoque artificiellement la coagulation et l'arrangement en réseaux de filaments, d'une solution colloïdale de blanc d'œuf.

Telles sont les conceptions audacieuses et suggestives auxquelles l'expérimentation la plus rigoureuse a conduit le professeur Nageotte lorsqu'en véritable homme de science, sans idée préconçue, il en suivait le fil d'Ariane.

Mais alors, si nous abandonnons franchement toute préoccupation étrangère à la constatation pure et simple des faits, nous ne verrons dans les substances conjonctives que l'habitation des éléments cellulaires vivants, et c'est ainsi que les professeurs Sencert et Nageotte ont été amenés à se demander si cette habitation, débarrassée de ses habitants, peut en recevoir d'autres, et à expérimenter pour le savoir. Pour faire cette expérience, il y a un moyen qui s'impose : tuer dans un fragment de tissu conjonctif les cellules en le plongeant dans une solution qui les détruise ; reporter ensuite ce fragment dans l'organisme vivant et observer ce qui se passe ; en un mot, faire une greffe morte.

C'est ce qu'ont fait Sencert et Nageotte, et il nous reste à exposer les résultats qu'ils ont obtenus et que je considère comme les plus beaux et les plus riches de conséquences que la biologie et la chirurgie aient produits depuis longtemps.

Ce qu'il convient de remarquer avant d'aller plus loin, c'est que nous avons ici un des exemples les plus nets de ce que peuvent faire, lorsqu'elles sont intelligemment réunies, l'hypothèse, cette paralytique, et l'expérimentation, cette aveugle. Dans son livre immortel sur *la Science et l'Hypothèse*, Henri Poincaré a soutenu avec force cette idée, — qui avait une valeur particulière sous la plume du plus grand théoricien de ce temps, — que les théories n'ont de valeur dans la science qu'autant qu'elles suggèrent des expériences. A cet égard, entre les diverses théories biologiques et philosophiques de la vie, et sans rien préjuger de leurs valeurs réelles, il est certain que la doctrine physico-chimique des phénomènes vitaux est supérieure à la doctrine vitaliste parce que, plus que celle-ci, elle est suggestive d'expériences et de recherches pratiques. Quoi qu'il en soit, dans les travaux des professeurs Nageotte et Sencert, nous voyons sous une forme achevée l'expérience et la théorie se faire réciproquement et successivement la courte échelle jusqu'à monter très haut. Déjà Newton avait admirablement aperçu cet enchaînement néces-

saire : *omnis enim philosophiæ* (1) *difficultas in eo versari videtur ut a phenomenis investigemus vires naturæ, deinde ab his viribus demonstremus phenomena reliqua.* »

Donc les expériences ci-dessus relatées ont conduit à l'hypothèse que « les substances conjonctives sont des coagulums inertes, formés au contact des cellules de l'organisme et leur servant d'habitation; on peut donc supposer que, empruntées à des tissus morts et greffées au sein de tissus vivants, ces substances se souderont, s'incorporeront à ceux-ci, d'une part sans être éliminées ou enkystées comme ferait un corps étranger, d'autre part sans être détruites par la phagocytose qui annihile les substances vivantes étrangères introduites dans l'organisme.

Il ne saurait être question d'exposer ici en détail la longue série d'expériences admirables, progressivement conduites qui, entre les mains de MM. Sencert et Nageotte, ont montré le bien fondé de cette hypothèse audacieuse. Je me bornerai, — franchissant par la pensée toutes les étapes intermédiaires, tous les tâtonnements fructueux et difficiles, — à indiquer les plus récentes, qui sont les plus démonstratives, les plus délicates et les plus hardies de ces expériences.

Les deux savants ont greffé, dans des conditions variées, des fragments d'organes morts à la place de fragments identiques prélevés sur les mêmes organes d'un animal vivant.

Sur des chiens endormis au chloroforme (2) on a mis à nu et réséqué, sur une longueur de plusieurs centimètres, certains tendons extenseurs des doigts. On a remplacé la substance absente par la suture d'un greffon de tendon mort, prélevé sur un chien antérieurement sacrifié pour une autre raison. Ces greffons avaient été tués et conservés plus d'un mois dans l'alcool qui détruit les cellules vivantes. Sacrifiés plusieurs semaines après, les chiens opérés qui avaient rapidement recouvré l'usage intégral de leurs membres furent examinés : macroscopiquement et microscopiquement, *les tendons opérés ne différaient en rien des tendons correspondants de la patte opposée. Le tendon mort faisait partie constituante du tendon vivant; il en avait toutes les qualités morphologiques et physiologiques;*

(1) Rappelons que chez les Anglais la science s'appelle philosophie naturelle, et que leur principal journal de physique s'intitule *Philosophical Magazine.*

(2) Ceci dit pour rassurer certains antivivisectionnistes dont les sentiments sur ces questions partent d'un bon naturel, mais d'une conception rétrograde, mal informée, antiscientique et, dans le sens le plus élevé du mot, *inhumaine.*

bien plus, à n'importe quel grossissement du microscope il était absolument impossible de reconnaître où cesse le tendon, où commence le greffon. Enfin, et ceci est le fait le plus important, le greffon qui était mort, lorsqu'on le mit en place, était redevenu parfaitement vivant; sa trame conjonctive s'était repeuplée de cellules vivantes qui s'y étaieut infiltrées peu à peu et provenaient du tendon adjacent.

En sacrifiant des chiens opérés ainsi à des époques plus ou moins éloignées de l'opération, on peut au microscope saisir sur le vif, à ses différents stades, cette immigration progressive, cette infiltration des cellules vivantes dans les cases vides du greffon mort. La ville était morte, dépeuplée : peu à peu les habitants la réoccupent ; elle renaît; elle est ressuscitée. Est-il rien de plus admirable, de plus beau, au sens intelligent du mot, de plus féerique, que ce spectacle qui se déroule sous le champ étroit et pourtant gigantesque du microscope, et qui nous fait surprendre dans leur nudité dévoilée quelques-uns des mystères les plus étranges de la vie elle-même?

Ces greffes mortes qui ressuscitent, après les avoir réalisées pour des organes d'importance secondaire comme les tendons, les auteurs les ont tentées pour des organes infiniment plus complexes et délicats : les artères. Ils ont remplacé chez des animaux des fragments de carotides par des greffons de carotides morts et conservés dans l'alcool, et qu'on recoud par des points de suture aux extrémités sectionnées. Les greffons, grâce à une technique qui nécessite d'ailleurs un vrai travail de fée et des prodiges d'adresse, ont subi une réviviscence complète avec résultat anatomique et fonctionnel parfait. — Bien mieux encore : des greffons d'animaux d'espèces différentes ont donné les mêmes résultats. Un fragment d'artère de mouton conservé dans l'alcool et greffé sur la carotide d'un chien a repris parfaitement, mais elle est devenue carotide de chien ense repeuplant de cellules canines.

Enfin, pour être définitivement fixés sur la valeur respective des greffons vivants et des greffons morts, les auteurs ont fait et répété l'expérience suivante : ils ont greffé sur un même chien, d'une part, à la place d'un fragment de sa carotide droite, un greffon mort depuis longtemps et tué dans l'alcool, d'autre part, à la carotide gauche un greffon vivant et conservé par le procédé du « cold-storage. » Le résultat, bien fait pour étonner *a priori*, et pourtant tout à fait conforme aux idées théoriques des auteurs, a été le suivant : le greffon mort a repris, s'est assimilé et a fonctionné beaucoup plus vite et plus facilement que le greffon vivant.

Ce paradoxe apparent s'éclaire facilement à la lumière des idées exposées ci-dessus : le greffon mort est une ville morte et inhabitée prête à accueillir immédiatement les habitants qui s'y présentent ; le greffon non tué au contraire possède encore dans ses cases des cellules étrangères; la vie de celles-ci est incompatible avec celle des cellules de l'animal, car, comme l'a très bien montré Carrel dans des expériences fameuses, la substance vivante d'un individu ne peut subsister dans l'organisme d'un autre individu même d'espèce identique, sans produire sur celui-ci des phénomènes d'intoxication. Il s'ensuit que l'animal sur lequel a été fixé un greffon vivant doit d'abord se débarrasser par la phagocytose des cellules intruses; ensuite seulement il pourra repeupler le greffon de ses propres cellules.

Si j'ose user de cette image, la différence entre l'assimilation du greffon mort et du greffon vivant est la même qui existait, aux temps révolus de la guerre, entre l'occupation par nos troupes d'une tranchée abandonnée de l'ennemi et d'une tranchée occupée par lui.

En présence de ces succès, on pouvait sans danger passer à l'expérimentation sur l'homme, c'est-à-dire aux applications chirurgicales de la méthode qui, au point de vue pratique, forment et surtout formeront demain le corollaire le plus précieux de la nouvelle découverte.

C'est ce qu'ont fait les deux savants. Dès les premières opérations pratiquées, les succès obtenus se montrent éclatants. Ils viennent en partie d'être présentés au Congrès de chirurgie, à la Société de chirurgie, à l'Académie de médecine. Chez un certain nombre de blessés à qui des éclats d'obus avaient sectionné des nerfs, on a greffé des nerfs d'animaux conservés et dévitalisés dans l'alcool. Les résultats obtenus ont été surprenants, bien que, dans certains cas, on ait eu à combler des pertes de substance dépassant un décimètre de nerf, et les blessés ont retrouvé l'usage aboli de leurs membres. Chez d'autres blessés on a remplacé pareillement des tendons sectionnés par des tendons d'animaux morts. Même résultat parfait. En particulier un blessé par éclat d'obus avait perdu tous les tendons fléchisseurs de la main. La flexion des doigts complètement infléchis dans la main était devenue impossible ; le tissu cicatriciel enlevé, on aperçut qu'il manquait de 3 à 4 centimètres de chacun des 8 tendeurs fléchisseurs des doigts. On combla les pertes de substances par la suture de huit greffes de tendons de chien tués dans l'alcool. Aujourd'hui, cet homme est complètement guéri et se sert de ses doigts comme avant la

blessure. On ne saurait exagérer l'importance de ce résultat tout à fait nouveau en chirurgie.

Étant donnés les succès obtenus sur les animaux dans l'emploi de greffons d'artères mortes, il n'est guère douteux qu'on ne puisse également réaliser à bref délai ce genre de greffes sur l'homme lui-même. Elles auront immédiatement une application fréquente d'une haute importance : la guérison des anévrismes aujourd'hui si fréquents et qui condamnaient jusqu'ici incurablement un grand nombre d'individus à mort. Que d'existences vont être sauvées par ce moyen !

Nombreuses sont les autres applications immédiates de la découverte. Jusqu'ici, lorsqu'on avait à réparer une perte importante de substance osseuse, par exemple chez un trépané, on opérait généralement la réparation *in vivo* au moyen d'un fragment d'os prélevé sur le sujet lui-même, par *autoplastie*, comme on dit à la Faculté. Combien il sera plus facile de faire la greffe au moyen d'un fragment d'os de veau ou de chien conservé dans l'alcool et dont le chirurgien aura une provision en réserve dans l'armoire de la salle d'opération ! De même pour les pertes de substances du nez, pour la rhinoplastie, si nécessaire à tant de mutilés de la guerre, et que longtemps avant celle-ci, certaines maladies comme le lupus rendaient nécessaire. Dans tous ces domaines, et dans d'autres encore, la voie est maintenant ouverte et on aperçoit, sans qu'il soit besoin d'y insister, toutes les conséquences pratiques immédiates des suggestifs travaux de Nageotte et Sencert.

Mais si nous franchissons par la pensée quelques étapes encore, si, devançant un peu les certitudes pour atteindre les probabilités, nous en recherchons les conséquences plus lointaines, les perspectives les plus étonnantes et les mieux faites pour émouvoir les cœurs vont s'offrir à nous !

Ces perspectives découlent à la fois de ce qui a été dit ci-dessus et d'un fait biologique remarquable et tout à fait imprévu qui vient d'être présenté à l'Académie des Sciences par MM. Nageotte et Sencert.

Voici. En observant histologiquement et microscopiquement les fragments d'artères carotides mortes greffées par eux sur des chiens, ceux-ci ayant été abattus quelque temps après, ils ont constaté et pu suivre dans toutes les phases le phénomène suivant. La paroi artérielle est, comme on sait, formée de plusieurs tuniques superposées; parmi celles-ci, la tunique moyenne est constituée dans l'artère vivante par des cellules particulières, appelées fibres musculaires lisses et qui sont séparées par des lames élastiques fines et nom-

breuses. Dans le greffon tué par l'alcool, ces cellules musculaires ont disparu et seul l'appareil élastique est conservé. Or, un certain temps après la suture du greffon, on constate que celui-ci commence à être réhabité par des cellules musculaires qui proviennent manifestement des tissus ambiants par cheminement transversal et nullement des extrémités de l'artère vivante par cheminement longitudinal. Ce qui le prouve, c'est qu'ils sont répartis à un moment donné dans toute la hauteur du greffon, mais plus nombreux vers la partie externe de la tunique moyenne. — Ces fibres musculaires sont des cellules ordinaires des tissus environnants, des fibroblastes vulgaires. comme on dit, qui se transforment peu à peu, comme on le voit au microscope, en cellulaires musculaires à contexture spéciale. Il y a donc là, prise sur le vif, une évolution de la cellule commune qui se transforme en la cellule spéciale caractéristique de l'organe dans laquelle elle s'est infiltrée. *Ce fait bouleverse completement les idées courantes sur la spécificité et la fixité des diverses sortes de cellules.*

Mais alors on peut entrevoir les conséquences suivantes : puisque nos différents organes, quels qu'il soient, sont formés d'une trame d'une charpente conjonctive qui subsiste quand l'organe est tué dans l'alcool et qui se resoude dans la greffe à la charpente conjonctive d'un autre organisme ; puisque, d'autre part, cet organe mort greffé peut, par ses réactions naturelles, faire évoluer les cellules communes qui viennent l'habiter jusqu'à leur rendre la spécificité qui le caractérise, on peut imaginer ceci : Qu'est-ce qui empêchera un jour de greffer à un animal ou à un homme à qui il faut enlever le rein, un rein dévitalisé dans l'alcool et qui ensuite reformera dans son sein, par cette *métaplasie cellulaire*, et au dépens des cellules communes environnantes, les cellules rénales qui le caractérisent ? Et ce qui est vrai pour le rein, qu'est-ce qui empêchera que ça le devienne pour le cœur, pour l'estomac... que dis-je, pour le cerveau ? Les conséquences humaines et sociales de cela seraient prodigieuses et féeriques,

Quel beau roman à la Jules Verne ou à la Wells il y aurait à écrire là-dessus, et n'est-il pas troublant de penser que, grâce aux travaux admirables et profonds de Nageotte et de Sencert ce roman sera peut-être demain une réalité ?

CHARLES NORDMANN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Jour par jour, étape par étape, clause par clause, sans bonne grâce, comme on pouvait s'y attendre, de la part de l'ennemi, mais sans résistance, avec plus ou moins de bonne foi, les conditions de l'armistice s'exécutent. Non seulement le territoire national, tel qu'il était constitué au 1er août 1914, a vu le dernier soldat allemand tourner son dos écrasé d'un paquetage où tout n'était probablement ni réglementaire, ni légitime, mais la Lorraine et l'Alsace sont redevenues officiellement, définitivement françaises. Le 1er décembre, les troupes alliées ont commencé à franchir, sur toute la ligne, l'ancienne frontière de l'Empire, et à assurer l'occupation militaire de la rive gauche du Rhin, en marche vers les têtes de pont que, par une précaution qui ne saurait être qualifiée d'excessive, notre hau commandement a jugé prudent de jeter sur la rive droite, à la hauteur de Cologne, de Coblence et de Mayence. Là elles ont été reçues , le plus souvent et au premier contact, avec une indifférence affectée qui laissait néanmoins passer de la curiosité et de la résignation ; mais, dans les villes et les villages des deux chères provinces retrouvées, quel délire de joie et d'enthousiasme, s'exprimant à la fois par tous les moyens que la nature a donnés à l'homme, les cris et les chants, les rires et les larmes, coupé aussi de ces silences subits, pleins d'éloquence muette, seul langage permis aux trop grandes émotions ! Ceux qui ont été les témoins à jamais ravis et jusqu'à l'âme pénétrés de ce spectacle s'accordent à dire que, bien qu'ils s'y attendissent, il a dépassé tout ce qu'ils avaient imaginé. Ç'a été une de ces minutes sur lesquelles il semble qu'il serait beau et bon que la vie finît. Ce maréchal de France, à genoux dans la cathédrale de Strasbourg, écoutant le *Te Deum* de la victoire ! Et, pour parler comme parlait déjà le ministre Schmettau, soixante ans à peine

après le traité de Westphalie, ce « brasier d'amour » tout d'un coup rallumé autour de lui!

Un « délire d'enthousiasme, » c'est l'expression même qu'a laissé échapper, alors qu'elle ne connaissait encore que les détails de la réception à Colmar, à Saverne et à Wissembourg, la tristesse rageuse de la *Gazette de Cologne*: « Il vaut mieux, avouait-elle, ne pas nous leurrer d'illusions. La haine de l'Allemagne se manifeste à travers toute l'Alsace avec la violence d'un ouragan. Les Français, *dans le délire de l'enthousiasme*, sont accueillis comme de vrais libérateurs. » Pour Strasbourg, nous avons le récit d'un journal non moins important, de la vieille *Gazette de Voss*, dont l'impérialisme, si teinté qu'il voulût être de radicalisme progressiste, ne le cédait à aucun autre : or, « la tante Voss » gémissait, le 21 novembre : « En ce moment, des contingents bretons, acclamés par des milliers et des milliers d'habitants, entrent dans la ville de Strasbourg, clairons en tête... Malgré la pluie, une grande animation règne dans les rues. Partout on voit de grandes échelles dressées contre les maisons. Des peintres travaillent avec une hâte fiévreuse à remplacer les enseignes allemandes par des enseignes françaises. Au premier hôtel de la ville, on mit à jour, avec une vive satisfaction, l'ancien nom de « Grand hôtel de la Ville de Paris ; » l'enseigne allemande « Fürstenhof » (Hôtel des Princes) disparut en même temps. De même le grand magasin de nouveautés, le Louvre, a pu, ainsi que tant d'autres, reprendre son ancienne dénomination. On a travaillé toute la nuit. Mercredi, les rues n'offraient plus le même aspect. Les soldats allemands ont disparu. Les premiers drapeaux tricolores sont arborés, non sans hésitation, çà et là aux fenêtres. Mais, dès que le charme fut rompu, on vit partout apparaître le drapeau bleu, blanc, rouge. En un clin d'œil, les devantures des magasins étaient parées des couleurs françaises; les pharmaciens eux-mêmes disposaient leurs énormes bocaux de manière à établir une succession de bleu, de blanc et de rouge. On vit surgir des guirlandes et des fleurs aux couleurs françaises. *La Marseillaise* était vendue en français, avec et sans musique. Pendant toute la nuit on avait travaillé à la construction d'un immense arc de triomphe. » Le plébiscite, que quelques-uns réclamaient, le voilà. Et en voilà le procès-verbal, contresigné par les Allemands les plus authentiques.

Maintenant, nous aussi, passons le Rhin, à la suite des armées impériales en retraite. Dans quels sentiments les voit-on revenir? Leur en veut-on, leur fait-on froide mine, ou simplement marque-t-

on devant eux l'amère conviction de la défaite? Sont-ce des vaincus qui rentrent, et à qui l'on montre qu'on sait bien qu'ils sont des vaincus? Rouvrons la *Gazette de Voss*. Un correspondant de Carlsruhe lui écrivait, le 19 : « Depuis vendredi, les troupes de retour passent de plus en plus nombreuses à travers le Palatinat et le Grand-Duché de Bade. De solennelles réceptions sont préparées partout à nos soldats. Depuis hier, la ville de Carlsruhe a sorti ses drapeaux. Nos soldats ont défilé par bandes, dans des automobiles fleuries et sur des camions pavoisés. La foule les a salués de ses acclamations enthousiastes. » Deux jours après, le 21, le socialiste *Vorwærts* confirmait et précisait les renseignements : « Le flot des armées allemandes qui se replient est arrivé au Rhin. Les pointes de la sixième et de la septième armées sont entrées à Cologne, musique en tête. La population entoure les troupes et elle les comble de présents. Des bataillons d'automobilistes ont ouvert la marche; les troupes d'assaut suivaient en longnes colonnes. La tenue des troupes est bonne et normale... La ville de Cologne est richement pavoisée. Les troupes ont à leur disposition les réserves de vins qui se trouvent dans les régions situées sur la rive gauche du Rhin. Chaque soldat est ravitaillé pour plusieurs jours. » La *Gazette de Cologne*, toute la première, mieux placée que toute autre pour assister au reflux, n'a que des paroles de bienvenue : « Nos troupes reviennent, écrit-elle ; elles défilent sans arrêt, franchissant le Rhin, dans la direction de l'intérieur de l'Allemagne. Avec une joie contenue, qui gonfle nos cœurs remplis de reconnaissance, nous accueillons cette armée de héros invaincus, qui pendant de longues et cruelles années ont subi des souffrances inouïes et accompli des exploits sans précédent, qui nous ont fait un rempart de leurs corps et qui rentrent chez eux aujourd'hui pour se remettre aux travaux pacifiques. Nous ne saurions avoir pour eux trop de gratitude. Ils auraient mérité de revenir couronnés par la victoire, de défiler triomphalement au milieu de nos acclamations enthousiastes. Le destin en a décidé autrement... » Quant à la *Gazette de Francfort*, elle n'accepte pas comme irrévocable, comme éternel, cet arrêt même du destin, et elle convie les armées qu'on ramène à prendre leur part de la tâche de demain : « Nos soldats rentrent. Les routes de l'Ouest sont couvertes de leurs colonnes, les ponts du Rhin des longues files de wagons qui les rapatrient. Nous ne pouvons les couvrir de fleurs, mais nous leur devons un serrement de mains, un remerciement. Nous vous saluons, soldats allemands! L'Allemagne a perdu sa guerre, mais vous avez gagné votre guerre. Vous avez sauvé

l'honneur allemand. Quelle est l'Allemagne qui a perdu sa guerre ? Nous tous... (Ici un petit développement sur le thème à la mode...) Mais vous, soldats, pouvez être fiers ; car vous avez fait de grandes choses, vous n'avez pas à courber la tête. La patrie que vous retrouvez est tout autre que celle que vous aviez quittée. Le peuple s'est délivré de ses chaînes, a renversé les trônes, etc... Vous aussi, soldats, si fatigués de corps et d'âme, vous devez vous ressaisir pour collaborer à l'avenir de la patrie. Vous devez aider le peuple allemand à fonder l'Empire nouveau. » Et l'on vous explique aussitôt que ce sera un État tout différent de l'ancien, une nation qui ne ressemblera en rien à l'ancienne ; mais, dans la démocratique *Gazette de Francfort*, il y a parfaitement, imprimé en toutes lettres, que la tâche de demain, à laquelle on invite instamment l'armée à participer, est de « fonder *l'Empire nouveau.* »

Derechef la *Gazette de Cologne* insiste, avec répétition littérale des termes, sur ce point que les Alliés doivent retenir : « Ce sont des héros qui reviennent, des héros invaincus. Nous faisons plus que d'en avoir le sentiment, nous nous en rendons compte de nos propres yeux. L'esprit de 1914 continue d'animer ces hommes. Ce qui fait la grandeur et la force de l'armée allemande, ce qui lui a permis de remporter ses victoires, sa grandeur virile, sa discipline, sont demeurées intactes. L'armée que nous voyons aujourd'hui n'a pas perdu la bataille. » L'Entente ne doit pas ignorer cette disposition des esprits, ou cette inclination des âmes, ou ce mouvement des cœurs en Allemagne ; trop unanime, trop uniforme, trop manifestement voulu et dirigé pour qu'il n'y ait pas eu concert et mot d'ordre Et il y a un second point auquel elle doit s'attacher : les deux se tiennent ou se relient, ils sont dans le même plan. C'est le rôle destiné à l'armée « invaincue, » dont on a tant de soin d'entretenir le prestige, et comme d'astiquer les cuivres, en vue de la « fondation de l'Empire nouveau. » Car enfin, au bout d'un mois et demi de « révolution, » la situation politique de l'Allemagne, considérée sous les aspects du droit public et constitutionnel, ne s'est pas modifiée d'un trait, n'a pas bougé d'une ligne. Que vient-on de temps en temps nous chanter d'une « République allemande ? » Point de république allemande. « Empire nouveau, » répètent à l'envi les gazettes autorisées et complaisantes. Mais elles ne sont pas seules à penser ainsi. Hier même, dans le communiqué par lequel ils niaient, à la face de l'univers, que les stations de radiotélégraphie fussent tombées aux mains du groupe Spartacus, le majoritaire Ebert et le minoritaire Haase

employaient d'un commun accord, pour désigner leur attelage, cette formule équivoque : « le gouvernement d'Empire. » Ebert se serait-il cru réellement chancelier? Sans doute, le mot *Reich*, en allemand, est très vague, très général, et couvre l'étendue presque sans limite qui va de la catégorie étroite, un Empire avec un Empereur, à un règne de la nature, à un mode de l'être : un peu comme le mot « empire » lui-même dans notre langue classique; « il se dit d'un État considérable, quelle que soit la forme du gouvernement. » Toutefois, Ebert et Haase évitent d'écrire cet autre mot qui, de nos jours, a pris une précision parfaite, et ne s'applique plus qu'à un type d'État, « la république. » Kurt Eisner, à Munich, agit au nom d'une « république bavaroise, « qui est ce qu'elle est et vaut ce qu'elle vaut. Les socialistes de Berlin demeurent les hommes d'un « empire nouveau, » peut-être parce qu'ils avaient pris, depuis quatre ans, l'habitude d'être les hommes de l'Empire.

En faisant remarquer, la quinzaine dernière : « Aucun acte d'abdication de Guillaume II n'a été jusqu'à présent révélé : aucun acte d'abdication comme Empereur allemand, aucun acte d'abdication comme roi de Prusse, » nous touchions au vif de la question. Le 1er décembre, trois semaines après la fuite en Hollande, le « gouvernement de l'État allemand » se décidait à éclairer les ténèbres où il s'était lui-même enveloppé, et faisait savoir par la toujours officieuse agence Wolff : « Afin de répondre à certains malentendus surgis au sujet de son abdication, l'empereur Guillaume II a renoncé à ses droits à la couronne de Prusse et aux droits à la couronne impériale allemande qu'ils impliquent par un acte constitutionnel irrécusable. » C'est justement ce que nous nous étions proposé d'établir; et que l'abdication de Guillaume II comme empereur ne vaudrait rien sans son abdication comme roi de Prusse.

Cette fois, depuis le 28 novembre, la double abdication est acquise, elle est régulière : « Par la présente, déclare Guillaume II, je renonce pour toujours à mes droits à la couronne de Prusse et aux droits connexes à la couronne impériale allemande. » La déchéance est donc accomplie ; elle ne l'est qu'à partir du 28 novembre, date où ce document a été signé, à Amerongen, et non, comme l'avait annoncé le prince Max de Bade, dès le 9 ou le 10 ; mais peu importe. Peu importent aussi les raisons qui ont empêché Ebert, Haase et le docteur Solf de publier le premier texte de la renonciation impériale et royale, s'ils l'avaient, et les circonstances, envois de messagers, intervention de l'Impératrice, qui ont déterminé ou accompagné l'élaboration de

ce second document. L'essentiel est que Guillaume ait renoncé pour toujours à ses deux couronnes, dont l'une est le support et l'armature de l'autre. Mais son dernier rescrit serait plus clair, s'il tenait tout entier en un seul paragraphe : « J'abdique comme empereur allemand et comme roi de Prusse. C'est tout. »

Dans le « papier » d'Amerongen, ce n'est pas tout. A l'instant même où il a abdiqué, où il a, en conséquence, « délié du serment qu'ils lui avaient prêté, comme à leur empereur-roi et chef suprême, tous les fonctionnaires de l'Empire allemand et de Prusse, tous les officiers, sous-officiers et soldats de la marine et de l'armée prussienne et des armées confédérées, » à cet instant même, l'ex-empereur allemand, l'ex-roi de Prusse, l'ex-suprême seigneur de guerre n'avait plus le droit de rien leur demander, n'avait plus rien à attendre d'eux. Or, il continue d'en attendre quelque chose, et quoi? « J'attends d'eux, jusqu'à ce que soit faite la nouvelle organisation de l'Empire allemand, qu'ils aident ceux qui détiennent effectivement le pouvoir en Allemagne à protéger le peuple allemand contre les dangers menaçants de l'anarchie, de la famine et de la domination étrangère. » Guillaume de Hohenzollern dit « la nouvelle organisation de l'Empire, » comme la *Gazette de Cologne* et la *Gazette de Francfort* disent « l'Empire nouveau, » comme Ebert et Haase disent « le gouvernement d'Empire. » Ne tirons pas d'une rencontre d'expressions équivalentes des déductions exagérées, mais non plus ne négligeons pas absolument l'indication. Constatons, tel qu'il est, ce fait que les voies se recoupent. Si c'était de dessein prémédité, le but serait la reconstruction, la reconstitution de l'Empire, dont « ceux qui détiennent effectivement le pouvoir en Allemagne » seraient, plus ou moins consciemment, les instruments. Il resterait que, dans l'hypothèse où il se montrerait fidèle à sa parole et à sa signature, Guillaume II n'en serait pas le bénéficiaire. Mais on n'a toujours pas la renonciation du Kronprinz « à ses droits de succession à la couronne de Prusse et à la couronne impériale qu'ils impliquent par un acte constitutionnel irrécusable. » Guillaume II a pu ne renoncer que pour lui, mais il faudrait que le Kronprinz renonçât à la fois pour lui-même et pour son fils mineur, qui, précisément parce qu'il est mineur, ne peut valablement renoncer. Sinon, il ne cesserait pas d'y avoir un roi de Prusse, et par suite un Empereur allemand, en puissance ou en perspective.

Seulement, à l'heure qu'il est, en droit comme en fait, il n'y a plus d'Empire allemand. Guillaume II ayant expressément, régulière-

ment abdiqué le trône de Prusse, s'est par là même démis de la fonction impériale. Mais plus de fonction, plus d'organe : c'était la fonction qui avait créé et qui faisait vivre l'organe ; plus d'Empereur, plus d'Empire. C'est-à-dire, pleinement, qu'en droit du moins, il n'y a plus d'Allemagne, l'Allemagne n'ayant son lieu d'unité juridique que dans l'Empire par l'Empereur. Au moment d'entrer en négociations, nous n'avons plus devant nous l'Allemagne de 1871, mais les Allemagnes d'autrefois ; pas même la Confédération de 1867 ; pas même la Confédération de 1815, puisque la Confédération germanique et la Confédération de l'Allemagne du Nord avaient trouvé leur aboutissement et leur fin dans l'Empire qui leur avait donné leur expression la plus haute. Quand le palais s'écroule, il en reste les morceaux ; et l'on peut rebâtir sur l'emplacement, mais il faut rebâtir. L'Empire s'est écroulé, les morceaux sont à terre : ce sont les vingt-cinq États, naguère royaumes, principautés, grands-duchés, duchés et villes libres qui le composaient ; on voit, ici et là, des baraquements bavarois, saxons, wurtembergeois, badois, hessois, et d'autres ; mais la maison allemande n'est pas rebâtie. La forme a emporté le fond ; et, juridiquement, on ne peut pas ne pas pousser la conclusion jusqu'au bout : plus d'Empire allemand, plus d'Allemagne. Des Allemagnes.

Le « gouvernement d'Empire » en a l'impression si vive que c'est sa raison capitale, malgré l'opposition des extrêmes et les menaces de Liebknecht, qui rêve d'introduire, d'élargir, et d'affermir le régime des Soviets à la russe, c'est sûrement sa grande raison de hâter la convocation d'une Constituante et de fixer dès maintenant la date des élections. Il ne faut pas que les Allemagnes aient le temps de s'apercevoir qu'il n'y a plus d'Allemagne ; il faut ramasser tout de suite et en quelque sorte recercler son unité qui s'est défaite.

Là-dessus aussi ne nous méprenons pas. Tout le monde en Allemagne, tous les partis allemands, tous les États allemands, ont la grosse préoccupation, la préoccupation obsédante du maintien de l'unité. « L'assemblée nationale, vient de dire Ebert dans une réunion publique organisée à Berlin par le parti socialiste, reconstituera le bloc allemand, rendra au pays son unité, et pas une puissance au monde ne sera capable de briser l'unité politique du peuple allemand. » De Munich, Kurt Eisner en personne n'y contredit pas : il corrobore. Il reconnaît la nécessité de la convocation immédiate d'une Constituante et promet de « défendre l'autonomie de la Bavière avec la même énergie qu'il mettra à combattre toutes les idées tendant à la séparation de l'Empire. » La simple autonomie : nous

sommes loin de la séparation ; et même l'une est opposée à l'autre : l'autonomie contre la séparation. Mais il y a plus fort : la Constituante ne se bornerait pas, dans la pensée d'Ebert et de ses acolytes, à restaurer et resserrer l'unité allemande en ses anciennes limites ; elle l'accroîtrait des Allemands d'Autriche. Tandis qu'à Vienne le ministre socialiste des Affaires étrangères Bauer affirme « la volonté des Allemands d'Autriche de s'unir à l'Allemagne, » le docteur Solf, en recevant les lettres de créance présentées par M. Hartmann, plénipotentiaire de l'Autriche allemande à Berlin, répond que l'union désirée par l'Autriche « est également désirée d'ancienne date par l'Allemagne, » et ajoute : « Nos frères autrichiens sont les bienvenus chez leurs frères allemands. L'office des Affaires étrangères considère comme une de ses tâches principales d'amener la fusion et l'union des deux peuples. Il interviendra aussi en faveur de l'Autriche au Congrès de la paix. »

Désirs anciens assurément, bien que beaucoup plus marqués, de vieille date, dans certains districts allemands d'Autriche, qu'en Allemagne même où l'on se souvenait des objections de Bismarck ; mais, de vieille date, en Autriche, désirs de tous les partis, que laissait deviner, dans le lointain de ses combinaisons, Victor Adler, il y a vingt ans déjà, et c'est tout naturel : le plus pangermaniste des partis autrichiens devait être le parti socialiste, qui avait besoin de l'unité pour le succès de sa propagande et de son action. Pangermaniste encore, nécessairement, le parti socialiste allemand ; il se contente aujourd'hui de colorer son pangermanisme de l'intérêt socialiste, qui, afin de réaliser d'un coup la révolution sociale, commande le maintien et le développement de l'unité. La tactique est la même qu'en face du « capital : » tout ce qui le porte à une extrême concentration sert le socialisme, parce qu'il est plus facile d'abattre une tête que d'en abattre cent. Les petits États, comme les classes moyennes, sont autant de digues et de cloisons gênantes. Le socialisme opère mieux et plus rapidement en plaine rase. Prétexte ou motif, le socialisme allemand raccroche à ce clou l'unité allemande, ou s'accroche, par ce clou, à l'unité allemande. Il y attache l'Empire nouveau, où un Ebert, et peut-être un Haase, sera « chancelier » pour de bon ; la République allemande, dont tel ou tel des camarades espère, peut-être, être le président, pour le plus grand profit du socialisme et la plus grande gloire de l'Allemagne.

Mais le Dr Solf, qui, lui, n'est pas socialiste, à moins qu'il ne le soit récemment devenu, va un peu vite, lorsqu'il engage l'office jadis

impérial des Affaires étrangères à « intervenir, au Congrès de la paix, aussi en faveur de l'Autriche. » Le Dr Solf avance, ou il retarde. L'Allemagne interviendra, au Congrès de la paix, en faveur de l'Autriche, si on le lui permet; mais il est à croire qu'on ne le lui permettra pas. Elle spécule sur l'embarras où elle s'imagine que va nous mettre l'application du principe des nationalités : comment, pense-t-elle, lui refuserions-nous le bénéfice de ce fameux principe, alors que nous nous prêterions à ce qu'il fût invoqué par les Slaves et les Italiens? Mais, en vertu même du principe des nationalités, nous aurons des arrangements à faire sur la rive gauche du Rhin. En vertu de ce principe, nous aurons à la déprussifier, à la déprussianiser. Dans l'Empire allemand qui s'effondre, il y avait, sur la rive gauche, quatre États confédérés, le Palatinat bavarois, une partie de la Hesse l'ancienne principauté de Birkenfeld, réunie au grand-duché d'Oldenburg, et ce qu'on appelait la Prusse rhénane. Mais il n'y avait pas de Prusse rhénane, il n'y a jamais eu de Prusse sur la rive gauche du Rhin. Le Prussien n'y est venu que comme une mauvaise herbe, implantée du dehors; ce n'est pas une production du sol; la soi-disant Prusse rhénane est une création artificielle et frauduleuse des traités de 1815.

Quelle que doive être la future condition de ces territoires de la rive gauche du Rhin, il est pour nous de sagesse élémentaire de n'y laisser subsister rien de prussien. Éliminer la Prusse, et les armes prussiennes, et l'administration prussienne, et la Kultur prussienne, et le virus prussien, et jusqu'au nom prussien, des pays de la rive gauche, est une précaution indispensable, urgente. Nous chercherons dans des alliances et des associations permanentes, qui formeraient la vraie société des nations, des garanties supplémentaires. A ce égard, l'avenir se présente sous d'heureux auspices. La visite du roi George V à Paris, bientôt suivie de celle du roi Albert de Belgique, le voyage à Londres de M. Clemenceau et du maréchal Foch, les visites prochaines du roi d'Italie et du prince Alexandre de Serbie sont des gages, que l'Entente n'est pas pour se dissoudre. M. Wilson va nous venir, et nos sympathies impatientes volent au-devant de lui. La paix juste a tout à gagner à ce qu'il ait vu l'Allemagne de plus près et soit mis au contact immédiat de ses œuvres. Nous le savons : la diplomatie allemande, sous le Dr Solf ou sous M. Ebert, et avec M. Haase, par ses milliers d'agents, et en des douzaines d'intrigues, chez les neutres, chez les alliés même, recommence à jouer son jeu compliqué. Alternativement ou successivement, elle se

sert contre nous de l'ancien Empire et du nouveau, de son personnel de carrière et de son personnel d'aventure. La Wilhelmstrasse se prolonge en un faubourg peuplé de bolcheviks, mais de bolcheviks d'une espèce particulière, dressés au pas de l'oie, inscrits à la police et subventionnés par le ministère. Ou plutôt le bolchevisme allemand est double. Il y en a un, que lui rend, d'ailleurs atténué, la Russie, à qui elle l'avait inoculé : ainsi le *bomarang*, cette étrange arme de jet qui, après avoir frappé, revient vers celui qui l'a lancée. Et il y a un autre genre de bolchevisme allemand, pour l'usage externe, que la chimie infernale des Ostwald de chancellerie, des Von Hintze et des Von dem Bussche, travaille à exporter en tubes et en flacons ; caisses de microbes infectieux, boîtes de pastilles incendiaires, au moyen desquelles l'Allemagne, orgueilleuse et maléfique jusque dans sa chute, voudrait empoisonner et détruire le reste du monde. Le bolchevisme est chargé de la menace : c'est lui que l'Allemagne peint maintenant sur le paravent où hier elle peignait son « militaire horrible, » ses « trognes armées, » ses Hindenburg et ses Ludendorff. Il serait relativement facile à éventer, et à éviter, s'il n'avait pour auxiliaires l'hypocrisie, la platitude, les faux semblants, les faux serments, les fausses misères et les fausses larmes, ce don de mentir que, dès l'antiquité, les historiens ont fixé comme un trait de la race. Nous savons tout ce dont l'Allemagne est capable dans la ruse. Mais nous savons aussi qu'à ce jeu compliqué, il existe une riposte souveraine. Le « gouvernement d'Empire » se flatte, peut-être sincèrement, de nourrir le peuple allemand de l'illusion que ses armées sont « invaincues. » Nous, il ne nous en persuadera pas. Il ne nous arrachera ni la force, ni les avantages, ni la conscience, ni l'assurance de notre victoire. Méfiance envers lui, confiance en nous-mêmes. Surveillons tous ses gestes, et gardons la liberté des nôtres. Nous traiterons avec l'Allemagne comme il faut traiter avec elle, les yeux ouverts et le poing fermé.

CHARLES BENOIST.

Le Directeur-Gérant :

RENÉ DOUMIC.

EDMOND ROSTAND

La nouvelle de la mort d'Edmond Rostand nous est arrivée, comme nous achevions d'imprimer les vers qu'il venait de nous donner. Ainsi le dernier labeur du poète aura été pour cette *Revue*, où il se plaisait à prendre ses habitudes et à se sentir devenu de la maison. Nous ne pouvons aujourd'hui que lui adresser un douloureux adieu. Nous essaierons un peu plus tard d'indiquer la place qui revient à son œuvre dans l'histoire de notre poésie dramatique. Mais dès maintenant nous tenons à en souligner le caractère essentiel : tout entière, elle est l'exaltation des plus nobles qualités de chez nous, elle chante clair et pur !

L'esprit, la tendresse, la grâce, la fantaisie, l'éloquence, c'est tout cela qui était le frisson du vers de Rostand. La générosité, la bravoure, l'esprit de sacrifice, l'humeur chevaleresque, l'amour du panache, le culte de l'idéal, voilà les sentiments dont il a fait vibrer les cœurs des milliers et des milliers d'auditeurs, sur lesquels, pendant les soirs inoubliables de *Cyrano de Bergerac* et de l'*Aiglon*, passait un vent d'héroïsme.

Aussi, il était populaire. La masse du public ne s'y était pas trompée : si délicat et raffiné que fût son art, elle l'avait adopté. Il était adoré des jeunes gens et des femmes, cortège rituel des grands poètes.

C'est lui qui, dans un temps où la littérature française s'abandonnait, envahie par la désespérance, a le premier et le plus magnifiquement réveillé notre tradition nationale. C'est lui qui, par l'ardente déclamation de Cyrano, comme par la voix grondeuse de Flambeau et par l'appel matinal du Coq gaulois, a sonné le ralliement. Il avait annoncé la victoire : nous comptions sur lui pour la chanter. C'est de lui que nous attendions le poème inspiré, où quelque émouvant symbole eût fixé les traits de la France victorieuse.

Ce regret planera sur sa mémoire et nous la rendra plus chère. Son œuvre reste interrompue. Il est de ceux qui, entrés vivants dans la gloire, sont partis avant d'avoir rempli tout leur destin.

R. D.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXVIIIe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

QUARANTE-HUITIÈME VOLUME

NOVEMBRE — DÉCEMBRE

Livraison du 1er Novembre.

Pages.

LE PRÉSIDENT WILSON, HISTORIEN DU PEUPLE AMÉRICAIN, par M. ÉMILE BOUTROUX, de l'Académie française 5

L'OPINION ALLEMANDE PENDANT LA GUERRE. — I. *LES PREMIERS ENTHOUSIASMES (1914-1915)*, par M. ANDRÉ HALLAYS 27

ÉLISABETH BREMERTON, première partie, par Mrs HUMPHRY WARD. 54

LA RUSSIE EN FEU. — *JOURNAL D'UN CORRESPONDANT DE GUERRE*. — II, par M. L. GRONDIJS. 88

LA CATHÉDRALE MARTYRE. — *SES DERNIERS HISTORIENS*, par M. LOUIS GILLET 141

LE CAMOUFLAGE DÉMOCRATIQUE DE L'ALLEMAGNE, par M. l'Abbé WETTERLÉ. . 149

UNE RELÈVE *(MARS 1917)*. — I, par MM. JÉROME ET JEAN THARAUD 158

L'ARGENT PENDANT LA GUERRE, par M. RAPHAËL-GEORGES LÉVY. 186

REVUE LITTÉRAIRE. — *FRÉDÉRIC II ET LES DÉBUTS DE LA FOURBERIE ALLEMANDE*, par M. ANDRÉ BEAUNIER 206

REVUE DRAMATIQUE. — *NOTRE IMAGE*. — *LA CHARTREUSE DE PARME*, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française 218

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 229

Livraison du 15 Novembre.

GUILLAUME A SA TOUR MONTE, par M. EDMOND ROSTAND, de l'Académie française 241

RUDYARD KIPLING ET LA GUERRE SUR MER, par M. ÉTIENNE LAMY, de l'Académie française. 251

ISABELLE D'ARAGON ET BIANCA SFORZA, par M. ROBERT DE LA SIZERANNE. . 272

L'OPINION ALLEMANDE PENDANT LA GUERRE. — II. *LES DÉCEPTIONS (1916-1917)*, par M. ANDRÉ HALLAYS 308

Pages.

ÉLISABETH BREMERTON, deuxième partie, par Mrs HUMPHRY WARD 340
L'AVÈNEMENT D'ALEXANDRE III, par M. ERNEST DAUDET. 372
UNE RELÈVE (MARS 1917). — II, par MM. JÉROME ET JEAN THARAUD. 402
LA STRATÉGIE ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE, par M. ANDRÉ LEBON 430
REVUE SCIENTIFIQUE. — *LA GRIPPE*, par M. CHARLES NORDMANN 457
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 69

Livraison du 1er Décembre.

LA VICTOIRE, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française. 481
LE RHIN FRANÇAIS, par M. LOUIS MADELIN. 485
L'OPINION ALLEMANDE PENDANT LA GUERRE. — III. *LE RÉVEIL DES ESPÉRANCES 1917-1918*, par M. ANDRÉ HALLAYS 524
FRAGMENTS D'UN JOURNAL INTIME, par JULES CLARETIE 550
ÉLISABETH BREMERTON, troisième partie, par Mrs HUMPHRY WARD 577
MÉDAILLONS DE PEINTRES, par M. HENRI DE REGNIER, de l'Académie française. 609
UN CASTELNAU DU XVIIe SIÈCLE, par M. EDMOND PILON 623
LES OTAGES FÉMININS DANS LES CAMPS DE REPRÉSAILLES, par Mme HENRIETTE CELARIÉ. 655
L'ARMÉE, par M. VICTOR DILIGENT 669
UN TÉMOIN DES RESPONSABILITÉS DE LA GUERRE, par M. FIRMIN ROZ. 686
REVUE LITTÉRAIRE. — *NOUVEAUX COMMENTAIRES DE TACITE*, par M. ANDRÉ BEAUNIER. 698
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 710

Livraison du 15 Décembre.

LES CARNETS DE VICTOR HUGO, avec douze dessins inédits, par M. LOUIS BARTHOU, de l'Académie française. 721
L'ARMISTICE, par M. MAURICE DONNAY, de l'Académie française 762
DES CONDITIONS MILITAIRES DE LA PAIX, par *** 776
POÉSIES, par EDMOND ROSTAND 791
UNE VISITE AU COMMANDANT D'ANNUNZIO, par M. MARCEL BOULENGER 801
L'ALSACE ET LA LORRAINE RETROUVÉES :
I. *JOURS D'ALLÉGRESSE*, par M. l'Abbé WETTERLÉ 817
II. *LE PÈLERINAGE A METZ*, par M. GASTON DESCHAMPS 825
ÉLISABETH BREMERTON, dernière partie, par Mrs HUMPHRY WARD 845
LA RANÇON DE NOS CATHÉDRALES, par M. CH. COPPIER 876
LA VOIE SACRÉE. — *LE SERVICE AUTOMOBILE A VERDUN, 1916*, par M. PAUL HEUZÉ. 898
REVUE SCIENTIFIQUE. — *UNE RÉVOLUTION EN CHIRURGIE*, par M. CHARLES NORDMANN 937
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. CHARLES BENOIST, de l'Académie des Sciences morales et politiques. 948
EDMOND ROSTAND, par R. D. 958

Paris. — Typographie PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 54507.

TUFTS UNIVERSITY LIBRARIES
3 9090 007 539 337